



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

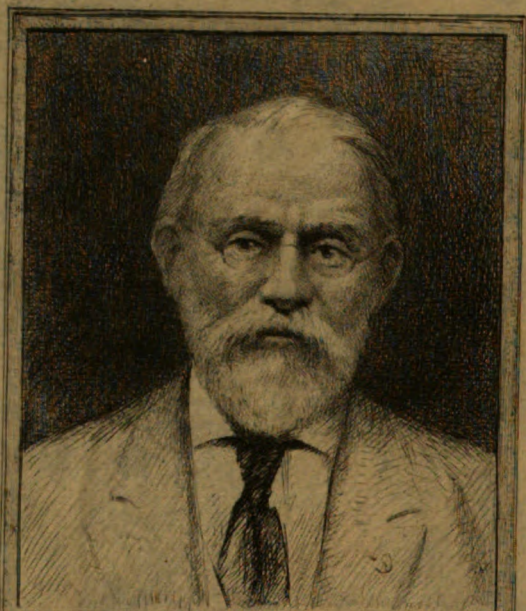
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Bulletin

Société des Sciences
Historiques et Naturelles de l'Yonne, Auxerre



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
611
.Y54
S7
V.47

BULLETIN .
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE.

Article 13 du Règlement intérieur. — La Société, en admettant au Bulletin les articles communiqués par ses membres, n'entend ni en approuver le contenu, ni en prendre la responsabilité.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

Année 1893. — 47^e Volume.

17^e DE LA 3^e SÉRIE.



AUXERRE
SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.
PARIS

G. MASSON,
130, Boulevard Saint-Germain.

A. CLAUDIN,
16, rue Dauphine, 16.

MDCCG XCIII



Dunning
Nijhoff
7-27-26
13603

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1893

II
SCIENCES HISTORIQUES

LE COLLÈGE ROYAL MILITAIRE D'AUXERRE

Par M. Ch. MOISSET.

Parmi les diverses phases qu'a traversées le Collège d'Auxerre il en est une que ses historiens n'ont guère fait qu'effleurer. Je parle de l'érection de cet établissement en Collège militaire, pendant un certain nombre d'années, de 1777 à la fin de 1793. Recherchons donc un peu ce que fut cette Institution d'ordre spécial, quelles furent ses origines, quel son fonctionnement.

Mais avant d'entrer de plain-pied dans la question quelques explications sont nécessaires. En janvier 1751, le comte d'Argenson, ministre de la guerre, fit signer à Louis XV une ordonnance prescrivant la fondation, au Champ-de-Mars, d'une Ecole militaire. Cette création avait été inspirée, on peut dire même complotée par Paris Duverney et par son amie Madame de Pompadour, laquelle avait peut-être autant pour mobile le désir de répondre au Saint-Cyr de M^{me} de Maintenon par un Saint-Cyr d'autre sorte que celui de travailler au salut de l'Etat. Quelle qu'en fut l'objectif, l'innovation était pleinement justifiée. Depuis plusieurs années les Compagnies de Cadets-gentilshommes, où se formaient les jeunes gens qui se vouaient aux armes, n'existaient plus. A part ceux qui avaient fait un stage dans les gardes françaises et dans les pages, la plupart des jeunes officiers ne devaient leurs grades qu'à la faveur. Pour obtenir l'épaulette il suffisait d'avoir un nom et des protecteurs, ou encore, comme l'a dit l'abbé Coyer (1), « le

(1) *Découverte de l'île Frivole*, par l'abbé Coyer.

meilleur tailleur, le parfumeur le plus exquis, l'équipage le plus brillant, la livrée la plus leste, jurer beaucoup et être à tous les spectacles. » On ne s'en aperçut que trop dans la guerre de Sept ans. « Il y avait ignorance totale, écrivait le maréchal de Broglie (1), depuis le sous-lieutenant jusqu'aux lieutenants-généraux, des devoirs de leur état et de tous les détails dans lesquels ils doivent entrer. »

La nouvelle institution n'avait pas pour unique objet d'ailleurs de préparer de jeunes gentilhommes à la vie militaire : elle devait être encore une ressource pour la noblesse de province qui, faute de fortune, laissait souvent ses enfants sans instruction. Depuis deux siècles, aussi bien, la richesse de cette noblesse qui vivait loin de la cour, n'avait pas moins déchu que son autorité. La royauté lui avait enlevé petit à petit ses pouvoirs locaux ; les traditions conservées dans ses rangs la tenaient à l'écart des professions par lesquelles elle eut pu redorer son blason. Sa situation était si précaire que l'on vit arriver à l'Ecole militaire plus d'un élève gentilhomme vêtu comme un petit paysan, en sabots et en bonnet de laine.

Pour entrer à l'école il fallait justifier de quatre générations de noblesse du côté paternel, y compris le candidat. On y était admis de neuf à seize ans. Bien que les études fussent assez satisfaisantes, on en vint à se demander, au bout d'un certain temps, si l'ensemble du programme de l'Ecole convenait également à des élèves d'âges aussi différents. Aussi, en 1764, sépara-t-on les plus âgés des plus jeunes en envoyant ceux-ci au collège de La Flèche, fondation d'Henri IV, qui avait été jusque-là consacrée à l'éducation de cent gentilshommes pauvres se destinant à la magistrature ou à l'état ecclésiastique. Le Collège de La Flèche fut ainsi transformé en Ecole préparatoire à l'Ecole militaire.

On ne tarda même pas à opérer une autre réforme. En 1776, le comte de Saint-Germain étant devenu ministre de la guerre, jugea utile de supprimer l'Ecole militaire dont la tenue lui semblait trop luxueuse et telle qu'elle eût dû être, dit-il dans ses Mémoires, s'il se fut agi d'élever des princes. Le fait est que les dépenses étaient si élevées qu'au lieu de recevoir 500 élèves, comme l'avait prescrit l'Edit de 1751, l'Ecole ne pouvait en entretenir que 250. Le vieux soldat qui avait un plan d'organisation militaire tout préparé, fit rendre au roi, le 1^{er} février 1776, une ordonnance aux termes de laquelle l'éducation serait donnée gratuitement à 600 jeunes gentilshommes, mais en répartissant les élèves entre dix collèges de

(1) *Le Secret du Roi*, par M. le duc de Broglie.

province qui prendraient, chacun, le titre d'*Ecole royale militaire*. Les dix collèges désignés par un règlement du 28 mars, furent ceux de Sorèze, Tiron, Rebais, Beaumont, Pontlevoy, Brienne, Vendôme, Effiat, Tournon et Pont-à-Mousson. Ces deux derniers ne devaient être établis qu'au mois d'octobre. Dans le cas où il serait nécessaire de porter à douze le nombre des *Ecoles militaires* on choisirait Auxerre et Dôle. Ce fut par suite de cette dernière disposition qu'une Déclaration du Roi du 31 octobre 1776 érigea le collège d'Auxerre en *Ecole royale militaire*, confiant la direction de l'établissement aux Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur. Mais le Parlement mit peu d'empressement à enregistrer cette Déclaration. M. Challe (1) attribue ce retard au peu de sympathie qu'avait le Parlement pour le caractère congréganiste du personnel imposé à la nouvelle Ecole. Cette supposition ne semble guère admissible quand on considère que les fondations des Ecoles militaires antérieures qui, toutes, avaient reçu aussi une direction congréganiste, avaient été approuvées sans difficulté. La cause de la résistance du Parlement ne serait-elle pas plutôt qu'en même temps que la Déclaration concernant l'Ecole militaire d'Auxerre, une autre Déclaration royale lui avait été adressée, laquelle avait pour objet de lever quelques-unes des prohibitions que les Édits précédents avaient frappées sur les Jésuites ? Tant il y a, en fait, que l'approbation relative à l'Ecole auxerroise fut ajournée pendant plusieurs mois ; qu'elle donna lieu, de la part du Parlement, à de fortes remontrances qui ne furent point écoutées, et que l'enregistrement n'eut lieu que le 10 juin 1777, avec la formule que c'était « *du très-exprès commandement du roi.* »

L'Ecole militaire fut ouverte au mois d'octobre de cette même année.

La pensée qui avait présidé à la désignation des diverses collèges avait été de mettre les jeunes gens à portée de leurs familles, et cela dans un double but : d'une part, pour épargner aux parents des frais de voyage considérables ; d'autre part, pour faire de ces derniers les auxiliaires des maîtres par les conseils et les remontrances qu'ils pourraient adresser à leurs enfants en venant les voir fréquemment.

Ce serait se tromper grandement que de croire que le caractère nouveau imprimé à ces différents établissements était exclusif. Loin d'empêcher que des élèves civils vinssent se joindre aux pensionnaires du roi, le Règlement du 28 mars 1776 les y appelait dans un sentiment de libéralisme qu'on ne saurait méconnaître :

(1) Le Collège d'Auxerre, par M. Challe, — *Annuaire de l'Yonne*, 1845.

« L'intention de Sa Majesté, est-il dit, dans la dispersion des élèves de l'ancienne Ecole militaire en divers collèges ou pensionnats, étant de leur procurer, en les mêlant avec des enfants des autres classes de citoyens, le plus précieux avantage de l'éducation publique, celui de ployer les caractères, d'étouffer l'orgueil que la jeune noblesse est trop aisément disposée à confondre avec l'élévation, et d'apprendre à considérer sous un point de vue juste tous les ordres de la société ; elle a soumis les supérieurs et principaux de ces collèges, dans les conventions qu'elle a fait passer avec eux, à y recevoir un nombre d'autres pensionnaires au moins égal à celui des élèves qu'elle y placera. »

L'élasticité donnée au cadre des nouvelles Ecoles eut encore cet avantage que les jeunes gentilshommes riches qui, à raison même de leur situation, auraient été exclus de l'Ecole militaire du Champ-de-Mars, purent entrer comme élèves ordinaires, c'est-à-dire payants, dans les Collèges mixtes, et se préparer au métier des armes. Le Règlement admettait aux examens *tous ceux* des élèves pensionnaires du roi, *ou non*, à qui leur naissance permettait d'entrer dans les troupes de Sa Majesté comme cadets gentilshommes. Les Inspecteurs des Ecoles militaires reçurent même l'ordre d'annoncer aux élèves *non pensionnaires*, que l'on appelait *externes*, que ceux qui se seraient distingués par leurs capacités seraient préférés, soit pour être placés dans l'armée, soit pour obtenir d'autres emplois.

Les Ecoles royales militaires, on l'a dit plus haut, reçurent pour personnel dirigeant et enseignant des membres de différentes corporations religieuses : Minimes, Doctrinaires, Oratoriens, Bénédictins. L'opinion publique ne laissa pas de trouver étrange qu'on chargeât des Religieux de former des gens de guerre. Mais l'explication s'en trouve dans la préoccupation qu'avait le Roi de réagir contre les idées d'incrédulité qui se répandaient de plus en plus. Il ne souffrirait, dans ses troupes, avait dit en son nom son ministre « aucun officier affichant l'incrédulité » (1).

Le plan d'éducation arrêté par saint Germain lui-même pour les Ecoles militaires était empreint d'une sagacité et d'une indépendance de vues, par rapport à son temps, qui méritent d'être remarquées : « L'éducation des élèves, dit ce plan, aura pour objets principaux de rendre les corps robustes, les esprits éclairés et les cœurs honnêtes ; elle se divise de là naturellement en deux parties : la partie physique et la partie morale.

(1) Article du Règlement disciplinaire du 25 mars 1776. — Anc. lois françaises, t. XXIII, p. 472.

« Cette première partie, trop négligée dans les institutions modernes, est importante pour toutes les classes de citoyens, et elle l'est surtout pour celle des élèves que leur naissance appelle spécialement à la profession des armes, puisque c'est elle qui doit former le corps, endurcir le tempérament et inspirer le courage, qui est peut être autant une vertu d'éducation qu'un don de la nature. Elle dépend d'une infinité de soins et de détails journaliers, dont une partie étant hors des idées reçues a besoin d'être indiquée ici.

« L'habillement des élèves sera large et aisé, de manière à ne point gêner leurs articulations.

« Les élèves seront habitués à se tenir journellement dans la plus grande propreté; on les accoutumera de bonne heure à s'habiller eux-mêmes, à tenir leurs effets en ordre; en conséquence, on écartera d'eux le plus tôt possible toute espèce de service domestique.

« Les élèves de tout âge seront habitués à se laver journellement le visage et les mains avec de l'eau froide, et on leur fera de même laver fréquemment les pieds et toujours dans l'eau froide. S'il y a à portée des collèges une rivière ou un ruisseau où l'on puisse les mener baigner sans danger, on les y conduira de temps en temps et dans la belle saison, et s'il y a quelque élève de l'âge de douze à quinze ans qui, par agilité et par goût, soit disposé à apprendre à nager, on le lui fera enseigner, de manière que l'émulation et l'imitation en donnent le désir aux autres et que cet exercice leur devienne familier.

« On habituera les élèves à supporter d'abord un peu et ensuite davantage, le froid, le chaud et les rigueurs des saisons; on les laissera, pour cet effet, aller souvent tête nue et médiocrement couverts. On leur fera faire des promenades fréquentes et par tous les temps.

« Les lits des élèves seront composés d'une simple couchette avec une pailleasse et un matelas, sans rideaux. On ne donnera aux élèves qu'une seule couverture dans la saison la plus rigoureuse, excepté aux enfants très délicats et qui exigeraient des ménagements.

« Enfin, les supérieurs et principaux des collèges ne perdront jamais de vue que la plupart des élèves sont destinés à la profession des armes, et qu'ils doivent y passer par les grades subalternes, et, par conséquent, y vivre avec peu d'aisance, et qu'en les préparant par une éducation rigoureuse et pénible, le reste de leur carrière leur paraîtra doux et facile.

« Les jeux et les exercices des élèves devront tous tendre au même objet que les règles établies ci-dessus, et, pour cet effet, on leur fera choisir de préférence tous ceux qui seront propres à augmenter l'agilité et la force, comme la course, le saut, la lutte, etc. On leur laissera dans les heures de récréation la plus grande liberté; car la jeunesse a besoin de mouvement, et pour former des hommes capables d'action il ne faut pas trop contraindre leur enfance. Il serait même à désirer qu'on essayât dans les nouveaux collèges de bannir ou du moins de restreindre l'usage malsain de faire toujours étudier les écoliers plusieurs heures de suite assis et dans la contrainte. Il y a beaucoup d'études, telles que toutes celles qui se font de mémoire, qui seraient compatibles avec le mouvement.

« La partie morale de l'éducation des élèves embrassera d'abord l'étude de la religion, qui doit en être la base; celle des langues françoise, latine et allemande, de l'histoire et de la géographie, des mathématiques, du dessin; on y joindra celle de la morale et de la logique.

« On s'attachera avant tout à l'étude de la langue françoise, comme la plus utile et celle qu'il est honteux d'ignorer; celle de la langue allemande doit être usuelle plus que théorique; on y parviendra en ayant autant qu'il se pourra des domestiques allemands et en exigeant des élèves de la parler entre eux; celle du latin doit se borner à leur donner l'intelligence de tous les auteurs classiques, mais il sera inutile de la pousser trop loin et surtout de consumer le temps des élèves à leur faire faire des vers et des amplifications de rhétorique.

« On observera de lier ensemble et de mener de front l'étude de l'histoire et de la géographie; elles feront par là une impression plus prompte et plus durable. La géographie s'enseignera surtout par les yeux, c'est-à-dire par le moyen de globes et de cartes (1), et, à cet effet, il sera pris des mesures pour qu'il soit

(1) Ce fut sans doute cette prescription qui inspira au Père D'Anglade, Supérieur de l'Ecole militaire de Tournon, l'invention d'une sorte de jeu d'oie historique et géographique qui fut très répandu dans toutes Ecoles militaires. A la différence toutefois du jeu d'oie classique les cartons étaient remplacés par des cartes. Un seul exemple suffira pour faire connaître le mécanisme du jeu. Si l'on mettait sur la table la carte où était *Madrid*, le joueur qui avait la carte *Espagne* devait la présenter. Si quelqu'un jetait la carte *Fontenoi*, celui qui avait le nombre *1745*, date de cette bataille, devait jeter sa carte. Si l'on se trompait on payait.

imprimé des cartes à très bas prix pour que chaque élève puisse avoir à son usage un petit atlas portatif.

« L'étude de la morale et de la logique pouvant beaucoup contribuer à former le cœur et l'esprit de la jeunesse, ces deux sciences entrèrent dans le plan d'instruction des élèves ; mais on aura soin de les mettre à leur portée et de les débarrasser pour cela de toutes les superfluités métaphysiques qui les ont trop souvent défigurées.

« On ne maltraitera jamais les élèves de paroles injurieuses et encore moins par des coups. Les coups peuvent quelque fois déranger la santé en troublant les fonctions animales ; ils flétrissent l'âme, dépravent le caractère, en faisant recourir les enfants au mensonge ; il faut élever par les principes de l'honneur des hommes que l'honneur doit guider toute leur vie (1). Le meilleur genre de châtiment sera donc l'humiliation des élèves et la privation de ce qui leur plaît le plus, comme par exemple de les empêcher de jouer, de se promener, de manger avec leurs camarades, de leur faire porter quelque marque humiliante dans leur habillement, et ces moyens d'humiliation doivent même être ménagés, afin que les enfants ne se familiarisent pas avec la honte. L'espèce des récompenses doit dériver du même principe, et il faut les fonder le plus tôt qu'on le pourra sur l'honneur et les distinctions, de manière à en faire contracter le besoin à leur âme. »

A bien voir, ce programme n'est-il pas toute une révolution pédagogique ? N'est-ce pas une protestation éclatante contre la doctrine monacale d'éducation alors régnante qui sacrifiait le corps à l'esprit, sauf à étioiler l'un et l'autre ? N'est-ce pas en un mot, le système rationnel que préconise notre temps ?

L'érection du Collège d'Auxerre en Ecole militaire fut une sorte

(1) Il paraît étrange, à première vue, que ces sages et nobles instructions aient été tracées par celui qui voulut introduire dans l'armée les châtiments corporels. L'explication de ce contraste, toutefois, on ne dit pas sa justification, se trouve aisément. D'une part, saint Germain croyait sans doute que si le corps d'officiers pouvait être conduit par le seul sentiment de l'honneur, il n'en était pas de même pour le gros des soldats. D'autre part, Saint-Germain avait servi en Autriche et en Prusse où la schlague et les coups de plat de sabre étaient considérés comme la base de la discipline. Le mal fut qu'il ne sut pas voir la différence qui existait entre le caractère allemand et le caractère français. Aussi l'application qu'il tenta de faire en France des procédés austro-prussiens eût-elle pour résultat de soulever contre lui l'armée, dont la réprobation fut fièrement formulée par ce mot d'un officier : « Le soldat français n'aime du sabre que le tranchant ! »

de résurrection pour l'ancienne fondation d'Amyot. Depuis quatorze ans il était en butte aux luttes acharnées que se livraient à son sujet Jansénistes et Jésuites, ou, comme l'on disait alors à Auxerre, *Grecs et Latins*. La situation de l'établissement s'en était fatalement ressentie. De deux cents élèves (parmi lesquels 80 pensionnaires) qu'on comptait en 1765, il n'y avait plus que 12 pensionnaires en 1776, et le nombre des élèves avait diminué dans la même proportion. Sans atteindre tout à fait l'ancien chiffre, l'Ecole militaire en vint cependant, au bout de quelques années, à réunir 170 élèves.

Non seulement, selon les prescriptions du Règlement de 1776, l'Ecole militaire d'Auxerre était ouverte à *toutes les classes* de citoyens, mais dès le début des mesures spéciales furent prises pour en faciliter l'accès. Quatre prix différents de pension furent fixés « *afin*, dit la circulaire des Bénédictins, *de donner à chacun la liberté de choisir celui qu'ils trouveront le plus avantageux.* » Quelque fut le prix adopté, aucune différence ne devait exister dans l'*éducation essentielle*. L'inégalité porterait seulement sur le confortable donné aux élèves et sur la privation de certains exercices en quelque sorte de luxe, comme l'escrime, la danse, etc. Dans la première série, le prix était le même que celui payé par le Roi pour ses pensionnaires, c'est-à-dire 700 livres par an. Les élèves qui le donnaient étaient traités de tout point sur le même pied que les cadets gentilshommes. Chacun d'eux avait pour la nuit une chambre particulière, et recevait de l'administration, pour ses menus plaisirs, une certaine somme chaque semaine : 5 sols jusqu'à 12 ans, 10 sols au dessus de cet âge. La seconde série de prix était de 600 livres. La situation des élèves de cette catégorie ne différait de celle des premiers qu'en ce que les enfants couchaient dans des salles communes. Le troisième prix était de 460 livres; enfin le quatrième, qui portait le nom de *pension alimentaire*, sans doute pour indiquer qu'on n'entendait par là faire payer à l'élève que les frais de nourriture et d'entretien, était de 370 livres.

Aucun pensionnaire n'était admis au-dessus de onze ans accomplis; il n'y avait d'exception que pour ceux à qui leur état maladif n'avait pas permis de se présenter avant d'avoir dépassé l'âge réglementaire.

Tous les élèves, sauf ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique, devaient être vêtus de la même manière. Les dimanches et fêtes, habit et veste bleu de Roi, boutons blancs, doublure, collet et parements d'habit écarlate, culotte noire, bas blancs. Les jours ordinaires, surtout bleu, doublé de même, parements et collet écarlate, veste et culotte bleues, boutons blancs. Quant aux élèves

ecclésiastiques, ils portaient, les dimanches et fêtes, la soutane, le surplis, le rabat et le bonnet carré.

Pour tous, la discipline était sévère. La sortie dans la famille ne s'accordait que rarement. Point de *vacances* de fin d'année. Seulement, pendant l'époque où les autres établissements se fermaient, on procurait aux élèves *des amusements convenables à ce temps de repos*.

Ce n'était pas en vain que l'on avait donné au Collège la qualification de *militaire*. Les élèves y étaient préparés non seulement théoriquement à l'emploi des armes et aux manœuvres; ils l'étaient aussi d'une manière pratique. Souvent l'Ecole faisait des sorties en armes. En 1781, on la voit se rendre à un quart de lieue d'Auxerre au devant du Prince de Condé, et tirer des coups de coulevrine à son arrivée. On la voit aussi figurer, armée, à la fête de la proclamation de la Paix.

D'autre part, l'instruction que l'on donnait était bonne. Les études étaient réparties entre huit années, depuis la huitième jusqu'à la rhétorique. A la fin de chaque année scolaire des personnes étrangères au Collège venaient faire subir aux élèves de tous âges des examens solennels. A la distribution des prix qui suivait ces examens les élèves chantaient des ariettes, des chœurs, des duos. Ils exécutaient un ballet, de la composition du maître de danse, faisaient de l'escrime et livraient entre eux des assauts.

Leurs études terminées, les élèves des onze Collèges militaires (car Dôle n'eut jamais, en fait, cette qualité) qui se destinaient aux armes, passaient des examens à la suite desquels les plus méritants étaient envoyés à l'Ecole militaire de Paris. Car cette Ecole, supprimée un instant par saint Germain, n'avait pas tardé à être rouverte par lui, mais dans des conditions nouvelles qui en faisaient un Etablissement militaire *supérieur*.

Ce qui prouve que les Collèges militaires fonctionnaient à la satisfaction de tous, c'est que personne, en 1789, n'en demanda la suppression ni même la réforme. On rencontre seulement dans les cahiers de la noblesse, soit des plaintes sur ce que l'entrée gratuite est accordée souvent par la faveur, soit des vœux tendant à ce que les candidats soient présentés par les Etats provinciaux et non par les Intendants. Mais loin de solliciter l'abolition de l'institution, la noblesse insiste pour qu'il soit créé de nouvelles Ecoles dans les régions qui n'en possèdent pas.

On a vu précédemment que le Corps enseignant du Collège militaire d'Auxerre s'était montré à la hauteur de sa tâche : il n'en fut pas de même pour l'administration de l'Etablissement. En

1777, quand les Bénédictins avaient pris possession, le Collège avait environ huit mille francs de revenu net, indépendamment de 350 arpents de bois à Sacy et à Aubigny. A ces ressources se joignit le prix des bourses et des pensions qui atteignit, en moyenne, soixante cinq mille francs chaque année. Or, en 1791, l'Administration municipale, ayant voulu connaître la situation financière de l'établissement, constata qu'il était endetté de plus de quatre vingt mille francs. Elle ne put obtenir de comptes réguliers. « Point d'ordre dans les comptes, dont la majeure partie n'est pas arrêtée ni signée, disait le Rapporteur de la Commission. Des lacunes dans presque tous les objets de comptabilité. Des feuilles volantes et sans suite pour la recette des pensions. Enfin, un chaos presque inextricable (1). »

Cette mauvaise gestion n'avait-elle pas eu des origines lointaines ? Aussi bien, en 1783, dom Rosman, prieur de l'Abbaye de Saint-Germain, qui avait été nommé dès le début Principal de l'Ecole militaire, avait été remplacé par le Chapitre de Saint-Denis dont relevait l'abbaye (2), par ce motif ou sous ce prétexte que son administration financière était défectueuse (3). Cette mesure toutefois avait amené un soulèvement général. Evêque, noblesse, parents d'élèves y opposèrent des protestations ardentes. En outre des éloges faits du caractère et des mérites de dom Rosman, on argua, — apparemment pour répondre au reproche de mauvaise gestion, — d'un procès-verbal dressé le 9 octobre 1783 par les

(1) Archives de la ville. — Au premier coup d'œil, l'intervention de la Municipalité dans les affaires de l'Ecole donne à croire que l'Établissement était sous sa direction. En réalité il n'en est rien. Aussitôt après l'abolition de l'Ordre des Bénédictins (1790), le Directoire du département mit la main sur l'Ecole, alléguant que cette Ecole avait un caractère *national* et qu'il lui appartenait de la diriger au nom du Gouvernement. Vainement la municipalité protesta-t-elle avec vivacité et persévérance, vainement représenta-t-elle comme une spoliation l'enlèvement de son collège qui avait été déclaré sa *chose* par un arrêt du Parlement de 1607, le Directoire ne désespéra pas. Il a pu à l'occasion, en manière de satisfaction platonique, laisser la Ville s'ingérer quelque peu dans les affaires de l'Ecole, mais il ne cessa jamais d'en retenir pour lui seul les parties essentielles, à commencer par la nomination des Principaux et des Professeurs.

(2) Les Principaux des Collèges confiés à la Congrégation de Saint-Maur et les Supérieurs des maisons qui seront chargés de la desserte des Collèges de plein exercice étaient, d'après une Déclaration du Roi du 31 Octobre 1776, nommés par les Chapitres généraux.

(3) Cela ressort de lettres, malheureusement sans signatures, conservées aux Archives du département.

officiers des deux maisons de l'Abbaye et du Collège « constatant que le temporel des deux établissements était en fort bon état, puisqu'en comparant l'actif avec le passif elles avaient plus à recevoir qu'à payer, malgré toutes les réparations, améliorations et dépenses que dom Rosman avait faites pour la formation d'un établissement aussi considérable (1) ».

Où était la vérité dans ce débat passionné ? On n'a rien rencontré qui permit de l'entrevoir. Mais un point hors de conteste, c'est que le remplacement de dom Rosman fut maintenu. Le nouveau Principal, dom Rousseau, professeur d'humanités à Lyon, prit possession à la fin de 1783 et conserva le principalat jusqu'en 1788, époque à laquelle dom Rosman reprit les fonctions de Principal.

En 1790, après le décret du 19 février aux termes duquel la loi constitutionnelle ne reconnaissait plus de vœux monastiques, dom Rosman, quoi qu'ayant déclaré, ainsi que les autres Bénédictins de Saint-Germain (parmi lesquels dom Laporte et un novice, Fourier), à deux délégués de la municipalité d'Auxerre qu'il restait fidèle à ses vœux, avait été maintenu par le Directoire du département comme Principal de l'Ecole militaire. En esprit fin et avisé qu'il paraît avoir été, dom Rosman sut user de sa situation pour sauvegarder, à la révolution, l'ancienne abbaye. A l'époque où il avait repris le principalat, les bâtiments du vieux collège d'Amyot étant devenus insuffisants, dom Rosman, en vertu de sa prérogative de Prieur, avait transféré un certain nombre d'élèves de l'Ecole militaire dans l'abbaye de Saint-Germain. A quelque temps de là, par suite du décret du 2 novembre 1789 qui mettait les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation, le palais de Saint-Germain courait risque d'être vendu. Pour éviter cette vente, le 20 mars 1791, dom Rosman présenta une pétition par laquelle il demandait l'autorisation d'établir complètement dans l'Abbaye l'Ecole militaire qui avait pris le titre de *Collège national*. La pétition fut appuyée par la Municipalité, et, le 31 juillet, la Commission d'aliénation des biens ecclésiastiques accordait que les bâtiments de l'Abbaye seraient affectés au service des élèves, et l'église conservée comme oratoire public et comme chapelle du Collège.

Les Bénédictins restèrent à la tête du Collège jusqu'au mois de juin 1793. Jusque là leur présence paraît avoir été facilement supportée. Il semble d'ailleurs qu'ils aient su conformer leur attitude aux idées nouvelles. C'est ainsi qu'à maintes reprises ils

(1) Archives du département.

se livrèrent à des démonstrations qui leur gagnèrent l'esprit des autorités municipale et départementale. En 1790, 91 et 92, Rosman alla solennellement faire un discours, soit devant l'Assemblée du Directoire, soit devant le Conseil du District d'Auxerre. « Le 29 décembre 1792, dit notamment le procès-verbal du Conseil du District, le citoyen Rosman, principal du Collège, vint, en assemblée publique, entouré de professeurs et d'une députation d'écoliers de toutes les classes, prononcer au nom des professeurs et des écoliers un discours où respirait le patriotisme dans lequel il a détaillé tous les modes d'instruction pour ses classes. Le Président de l'Assemblée a fait une réplique dans laquelle il a développé les moyens les plus efficaces pour former les cœurs des écoliers et faire des hommes dignes d'une République. Il a en même temps exhorté les écoliers au respect dû au Principal et aux Professeurs, à la soumission aux lois, et leur a donné le baiser fraternel. »

Mais le 24 avril 1793, le Président de la Société populaire d'Auxerre demanda l'expulsion de tous les prêtres du collège. Cette demande était, à l'époque, une injonction. Le 2 juin, le Bureau d'administration du Collège, se basant sur ce que Rosman n'avait pu obtenir un certificat de civisme, prononça sa destitution (1). Cette décision fut approuvée, le 8, par le Directoire du département qui nomma en même temps comme Principal le citoyen Balme, antérieurement professeur de quatrième au Collège et alors membre du Conseil général de l'Yonne. L'arrêté du Directoire ne tarda pas à être sanctionné par le ministère (2). Aussitôt après la destitution de Rosman les autres professeurs ecclésiastiques, jugeant la résistance inutile et peut-être dangereuse, donnèrent leur démission. Le Directoire les remplaça par des maîtres laïques ; mais ce ne fut pas pour longtemps : les jours du Collège étaient comptés.

Pendant les premières années de la Révolution, les Ecoles militaires, malgré leur origine aristocratique, avaient paru devoir être conservées. Il est vrai que dans les derniers mois de 1789, les Réglements, qui exigeaient des titres de noblesse pour y donner entrée, avaient été abrogés. Les fils d'officiers furent seuls désormais admis dans ces Ecoles comme pensionnaires du roi. De plus, le 9 mars 1793, la Convention décréta que les places vacantes seraient accordées de préférence aux enfants des citoyens qui avaient pris les armes pour la défense du territoire envahi. Précé-

(1) Voir à l'appendice : Note biographique sur Rosman.

(2) Idem Pièces justificatives.

demment encore il avait été décidé que les élèves *pensionnaires* ne pourraient être rendus à leurs familles que sur l'autorisation du ministre de la guerre ; on voulait par là réagir contre l'émigration et conserver comme otages les enfants des familles qui avaient quitté la France. Mais le jour vint où toutes ces mesures parurent insuffisantes. On trancha dans le vif, et le 9 septembre 1793, un décret de la Convention, qui ne porte aucuns considérants, supprima les Ecoles militaires. « Le motif de cette suppression, dit M. Hennet (1), est qu'elles avaient été souillées par le séjour des rejetons de l'orgueil et des suppôts de la tyrannie. » Il existe, continue le même auteur, un *Etat imprimé des élèves des écoles militaires* en 1793, état officiel sorti des presses de Guillaume et Pongin, imprimeurs du département de la guerre. En tête de cet état sont placées des « Observations préliminaires » qui pourraient être les termes du rapport de Lakanal (2), — ils en reproduisent assurément la pensée, — rapport qui ne figure ni au *Moniteur* ni dans les procès verbaux de la Convention, édités par Baudouin. Ces « Observations » demandent la suppression des écoles en se fondant sur l'abolition des privilèges, la nécessité d'être patriote et d'avoir efficacement servi la Révolution pour mériter ses bienfaits ; sur ce que l'entrée des écoles était, depuis 1789, réservée aux seuls fils de militaires, et que cette distinction ne devait plus exister, tous étant soldats ; que les élèves actuellement dans les écoles, en leur qualité de nobles, étaient exclus de tous emplois ; qu'ils privaient les fils des défenseurs de la patrie des places qui leur revenaient. Ces « Observations » se terminent ainsi : « La République n'a aucun intérêt de donner une éducation gratuite à des enfants, sur la reconnaissance de qui elle ne peut compter, et de décharger de ce fardeau des citoyens que la défiance publique environne, qui font peut-être des vœux contre la Révolution, et qui ne sont peut-être pas innocents des troubles intérieurs qui retardent ses progrès. »

Par une exception unique le décret du 9 novembre conservait provisoirement le Collège d'Auxerre comme Etablissement libre d'instruction publique... Quel fut le motif de ce privilège ? Le

(1) *Les Compagnies de Cadets-Gentilshommes et les Ecoles militaires*, par Léon Hennet, sous-chef aux Archives de la Guerre. — Paris 1889.

(2) La supposition que fait M. Hennet doit être sans fondement. Le Rapport de Lakanal sur les Ecoles militaires est du 19 juin 1793. Loin de demander la suppression de ces Ecoles, Lakanal en conseillait le maintien « jusqu'à ce qu'elles soient utilement remplacées par l'éducation républicaine. »

Collège d'Auxerre se distinguait-il par des sentiments de patriotisme qui lui valaient une faveur spéciale ? La Convention avait-elle été touchée par l'Adresse enflammée que lui envoyèrent dans les jours de sa décision un certain nombre d'élèves du Collège, Adresse qui fut insérée au Supplément du Bulletin de la séance du 11 septembre 93 avec *Mention honorable* (1) ?... Quoiqu'il en fut au reste, le Collège militaire Auxerrois ne profita guère de la distinction dont il avait été l'objet. En réalité il fut fermé le 1^{er} novembre 1793. L'Établissement continua toutefois à fonctionner, mais sous le titre de *Collège national*, jusqu'au mois de mai 1794 (2).

La durée du Collège militaire d'Auxerre fut donc de seize années. Mais, malgré sa courte existence, cette Ecole n'en laissa pas moins de glorieuses traces. Sans parler d'autres intelligences d'élite qui s'y étaient formées, c'est d'elle que sont sortis deux hommes devenus également illustres, l'un dans les armes, l'autre dans la science, Davout et Fourier.

APPENDICE

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Destitution de Rosman et nomination de Balme comme Principal.

LIBERTÉ — ÉGALITÉ

Paris, le 22 juin 1793, l'an 2^e de la République.

- « Le Ministre de la guerre aux citoyens députés à la Convention nationale pour le département de l'Yonne.

« J'ai été informé, citoyen, de la *destitution* du Principal Rosman, et du choix du citoyen Balme pour le remplacer. L'adjoint de la sixième division à qui j'ai renvoyé cette affaire, a écrit, le 16 de ce mois, au Procureur général syndic du département de l'Yonne, la lettre dont je joins ici copie et qui remplit vos vues autant qu'il m'était permis de le faire.

(1) Voir cette Adresse à l'Appendice.

(2) En voici les preuves :

1^o Le 18 janvier 1794 (29 nivôse an II), Balme qui avait été nommé membre de la nouvelle Administration départementale, démissionna de sa place d'Administrateur, préférant rester principal du collège ;

2^o D'après un arrêté du Directoire du 23 nivôse an II (12 janvier 1794) « Ordre sera donné au District de payer un terme de l'année scolaire aux professeurs du collège » ;

3^o Le 29 prairial an II (17 juin 1794) un arrêté du Directoire prescrit qu'il sera payé au portier de la maison du ci-devant Collège d'Auxerre, 75 livres pour un quartier

L'intérêt que vous prenez au citoyen Balme justifie encore plus à mes yeux sa nomination, et je suis persuadé d'avance du bien qu'il fera dans cette maison. »

J. BOUCHOTTE.

Ministre de la guerre.

Cette lettre du Ministre de la guerre porte l'apostille suivante :

« Je salue et j'embrasse mon ami Balme, mais il doit être persuadé de mes sentiments, car je n'ai pas le temps de lui exprimer par de longs discours. »

MAURE aîné.

6^e Division,
ÉCOLE MILITAIRE

LIBERTÉ — UNITÉ — ÉGALITÉ

Paris, le 16 juin 1793, l'an II^e de la République française.

« L'Adjoint du Ministre au citoyen Procureur général syndic du département de l'Yonne.

« J'ai rendu compte au Ministre des pièces que vous lui avez adressées le 10 de ce mois, au sujet de la destitution et du remplacement du Principal du Collège national militaire d'Auxerre. Il approuve et ne peut qu'approuver ce qui a été fait par les Administrateurs du Collège et par le Directoire du département, etc. »

Signé : Zavier AUDONIN.

Pour copie conforme,

Signé : C. DECOURT, V.-P., et BONNEVILLE, secrétaire.

NOTA : Ces pièces officielles proviennent de la succession Balme et se trouvent aujourd'hui, *en original*, dans la collection de M. Lorin.

ADRESSE

*Les jeunes citoyens étudiant en troisième au Collège national d'Auxerre,
à la Convention nationale.*

« Citoyens Législateurs.

« Brûlans d'ardeur pour le maintien de la République une et indivisible, s'il est un regret que nous éprouvons, c'est celui d'être d'un âge encore trop tendre pour voler au secours de la patrie, pour suivre les intrépides défenseurs de la liberté et de l'égalité au champ de l'honneur, et partager avec eux la gloire qui les attend ; c'est celui d'être hors d'état de contribuer à la défaite de ces hordes d'esclaves armés contre nous par les tyrans coalisés, qui veulent donner un maître au peuple français, à ce

échu le 30 floréal dernier. A cette date du 30 floréal le Collège n'existait donc plus, puisque le portier s'était retiré ;

4^e Et comme complément de preuves, un arrêté du 29 thermidor an II (16 août 1794) porte règlement, apurement et liquidation complète des comptes de la vente du mobilier du Collège qui a eu lieu après le départ des élèves.

peuple qui a juré de vivre libre ou de s'ensevelir sous les ruines de la France ; c'est enfin de ne pouvoir imiter le mémorable exemple de nos braves frères les Volontaires des bataillons de l'Yonne.

« Citoyens législateurs, puisque nous ne pouvons de nos bras servir la République, qu'il nous soit permis de joindre notre faible offrande aux secours que les sans-culottes apportent de toutes parts à la patrie.

« Nous vous faisons passer la marque autrefois distinctive de celui qui d'entre nous sortait victorieux des combats littéraires ; ce signe sur lequel sont encore gravés les hideux emblèmes de la royauté, et où l'on remarque les vestiges honteux des anciens privilégiés, ne pouvait plus, depuis longtemps, décorer la poitrine des jeunes républicains.

« Nous y joignons une collecte prise sur nos épargnes, que nous destinons à nos frères du troisième bataillon de l'Yonne, que vous avez déclaré avoir bien mérité de la patrie (1).

« Hâtez-vous, citoyens législateurs, faites en sorte qu'avant que nous soyons capables de voler à la défense de nos frères, si alors tous les ennemis de la République ne sont pas terrassés, faites en sorte que nous puissions jouir des avantages d'une bonne éducation, qui nous est promise depuis quatre ans, et qui fait tout l'objet de nos désirs. »

Mention honorable.

NOTE BIOGRAPHIQUE SUR ROSMAN

Le rôle important que joua Rosman dans l'histoire de l'Ecole militaire d'Auxerre, fait naître le désir de connaître la suite de son existence. Autant que possible on va tâcher d'y satisfaire.

D'après l'abbé Fortin (2), Rosman, après sa destitution comme Principal, alla se réfugier à Saint-Georges, près Auxerre, où il demeura caché, vivant dans une misère noire. Un de ses amis qui connaissait sa retraite, étant allé le voir, le trouva couché sur un grabat, ayant sur une table pour tout réconfort un morceau de pain et une cruche remplie d'eau. Aux préludes de la révolution Rosman avait dit, paraît-il : « Je voudrais bien voir une révolution » ; l'amical visiteur (il y a eu de ces amis-là de tous les temps), se souvenant du mot, lui dit en voyant sa détresse : « Eh bien ! vous savez maintenant ce qu'est une révolution ? »

Rosman fut bientôt à même de l'apprendre mieux encore. Toujours en butte aux persécutions de la Société populaire, il fut découvert et arrêté comme suspect. On ne saurait dire à quelle époque précise il entra dans la maison de réclusion, les registres de la Municipalité d'Auxerre depuis la fin de 1792 jusqu'au milieu de juillet 1793 ayant disparu. Ce qu'on sait toutefois c'est qu'à plusieurs reprises il se fit remarquer par son esprit de

(1) Dans sa séance du 5 avril 1793, la Convention décréta que le 3^e Bataillon des Volontaires de l'Yonne avait bien mérité de la patrie en voulant, le 4, arrêter Dumourier qui se rendait à une entrevue avec le prince de Cobourg, et en tirant sur lui lorsque, dans sa fuite, il traversait un fossé.

(2) *Souvenirs*, par l'abbé Fortin.

rébellion. En septembre 1794, par exemple, il insulte l'officier de poste (1). Le Conseil arrête que Rosman sera réprimandé *de nouveau* (ce qui indique qu'il l'avait été déjà). A quelques jours de là le gardien se plaint de l'insolence des reclus et notamment de Rosman qui refuse de lui obéir et de lui céder la clé de la cellule qu'il occupe. Sur ces plaintes le Conseil statue que deux Commissaires se transporteront sur le champ à la maison de réclusion, qu'ils réprimanderont Rosman, le feront sortir de sa cellule, en remettront la clé au gardien et qu'en cas de la moindre insubordination de la part de Rosman, ils le feront conduire à la maison d'arrêt.

Mais Rosman ne tarda pas à bénéficier de la détente qui s'accroissait de plus en plus depuis le 9 thermidor. Il fut mis en liberté, et, le 15 prairial an III, il prêtait serment de soumission aux lois et à la République.

Dans ce même mois le Collège d'Auxerre ayant été restauré par un arrêté du Département (28 prairial an III), Rosman en fut nommé Directeur (7 fructidor an III) (2).

Mais, l'année suivante, l'Etablissement fut remplacé par une Ecole centrale dont l'inauguration eut lieu le 15 messidor an IV. Rosman quitta dès lors et pour toujours l'enseignement officiel. Il ouvrit à Saint-Georges un pensionnat libre. L'annonce en fut ainsi faite dans les affiches d'Auxerre (nivôse an V) : « Rosman, ancien Principal du Collège d'Auxerre, prévient le public que dans la vue de satisfaire aux demandes de plusieurs parents, il vient de placer son pensionnat à Saint-Georges, dans la ci-devant maison de campagne du collège dont le local étendu et commodément distribué pour la tenue de trente élèves, le met à même, par la réunion de cette maison à la sienne, de recevoir douze à quinze élèves ; les personnes qui désireront lui confier l'éducation de leurs enfants, feront présentement leurs demandes. Suit le programme des cours. »

Ces cours étaient à peu près les mêmes que ceux de l'ancienne Ecole militaire. On y enseignait la morale, les mathématiques, la grammaire, la langue française, les langues anciennes. Il en était de même pour les arts d'agrément : dessin, musique, danse et même escrime.

Il s'en fallut de tout que Rosman trouvât dans sa retraite le calme qu'il croyait rencontrer. Au mois de septembre 1797, par suite de dénonciations faites contre lui, l'Administration du département chargea l'Agent municipal de Saint-Georges de faire une enquête au sujet des faits qui lui étaient imputés. On l'accusait : 1^o d'avoir fait jouer à ses élèves des pièces anti-civiques, comme *Le Souper des Jacobins* et *La Bonne Femme* ; 2^o de faire porter à ses élèves le costume de l'ancienne Ecole royale militaire. L'Agent municipal se transporta au domicile de Rosman et après un échange d'explications, adressa à l'Administration départementale un Rapport concluant au mal-fondé des accusations. Rosman lui-même envoya à l'Administration départementale une lettre dans laquelle il reproduisait les explications données à l'Agent municipal. En homme habile il commence par déclarer qu'il n'entend pas se prévaloir de la liberté

(1) Rapport sur la maison de réclusion.

(2) Almanach d'Auxerre, du 22 Novembre 1795.

absolue qu'assure la Constitution aux Etablissements particuliers. Quoique ne devant peut-être compte de ses principes qu'à ceux qui lui ont confié leurs enfants, il est tout disposé à accepter la surveillance de l'Administration. Ce qu'il repousse, ce sont les attaques des implacables autant que maladroits ennemis qui s'acharnent après lui. Il est faux qu'il ait fait jouer à ses élèves les deux pièces qu'on signale. Il n'a jamais fait représenter que deux pièces très inoffensives de sa composition et des proverbes moraux qui se trouvent dans un Recueil publié en 1784. Le reproche articulé au sujet du prétendu costume de ses élèves est de toute fausseté. Ses élèves s'habillent comme bon leur semble. L'Agent municipal de Saint-Georges, lors de sa visite inattendue, en a jugé. « Une seule fois, les élèves étaient en uniforme, le 9 thermidor, sur le théâtre, et c'était l'uniforme de la garde nationale, qu'avaient bien voulu prêter des citoyens d'Auxerre. » (1).

Cette justification parut suffisante à l'Administration départementale.

Rosman put alors continuer paisiblement son enseignement ; mais cela ne dura pas longtemps. Il mourut à Saint-Georges le 7 floréal an VII, âgé de cinquante-sept ans (2).

Il était originaire de Fruges (Pas-de-Calais).

NOTE BIOGRAPHIQUE SUR BALME

Balme qui fut d'abord répétiteur, puis professeur, puis principal à l'Ecole militaire d'Auxerre, était clerc et tonsuré. Quand arriva la Révolution (il avait alors 25 ans), il en embrassa avec ardeur les principes, et fut l'un des huit premiers membres du Club auxerrois. Après avoir été pendant quelque temps secrétaire du représentant Maure, il revint à Auxerre, fut élu membre du Conseil général de l'Yonne, puis nommé principal du Collège. En l'an IV, il devint Commissaire du Directoire exécutif à Vermenton ; Administrateur du Département en l'an VI, et Vice-Président en l'an VIII. Sous l'Empire, Balme fut juge de paix à Avallon. Après la Restauration il fonda un pensionnat à Auxerre. Il mourut en 1841.

(1) Archives de l'Yonne. Pièces manuscrites.

(2) Archives de la Mairie de Saint-Georges.

UN OPUSCULE DE RODOLPHE LE MAISTRE

MÉDECIN DU ROI, NÉ A TONNERRE,

Par M. le Dr DIONIS DES CARRIÈRES.

Je dois à l'obligeance de notre zélé secrétaire, M. Monceaux, toujours à la recherche de ce qui peut intéresser l'histoire de notre département, communication d'un opuscule dont la lecture a justement éveillé ma curiosité. Il est intitulé : *Fidèle avis contenant brièvement les moyens de guérir la peste et de s'en préserver*. — Dijon, chez Jehan Maignien 1606, in-8°.

Il a eu pour auteur, comme l'indique l'arrêt du parlement de Dijon accordant l'autorisation d'imprimer, Maître Rodolphe Le Maistre, médecin ordinaire du roy.

Ce Rodolphe Le Maistre n'était pas le premier venu parmi les membres de sa profession. Déjà, en Octobre 1606, il est qualifié médecin ordinaire du roi Henri IV. Plus tard, il fut celui du roi Louis XIII et de Gaston d'Orléans, son frère, qu'il accompagna en Lorraine au moment de son mariage. Je vois dans la biographie publiée par la *Revue de la Bourgogne* (1868) qu'il naquit à Tonnerre vers 1545 et y mourut le 17 Janvier 1637. C'est donc avec raison que nous pouvons le revendiquer comme un des nôtres, non pas parmi les illustres dont le ciseau de l'artiste a perpétué la mémoire, mais parmi ces hommes distingués qui, pour avoir rendu des services moins éclatants, n'en ont pas moins été utiles à leur pays et que, pour cette raison, notre Société s'efforce de tirer de l'oubli.

C'est ce qu'a déjà fait M. Le Maistre, son homonyme et compatriote, ancien secrétaire de la Mairie à Tonnerre, et longtemps un actif collaborateur de notre Société (1).

(1) *Rodolphe Le Maistre, sa vie et ses œuvres*. — Dijon, imp. Rabutot, 1868. In-8°.

Dans la revue citée plus haut, il nous apprend que Rodolphe Le Maistre, dont le père était avocat du roi en l'élection de Tonnerre, après de fortes études médicales et littéraires, devint, grâce à la protection de Louis Potier, seigneur de Gesvre et son ami, médecin du roi Henri IV. De Gesvre, qui était secrétaire d'Etat, accompagnait le roi dans ses longues courses, voire même dans ses campagnes et il en fut de même de notre docteur tonnerrois jusqu'en l'an 1600.

Le roi l'appréciait beaucoup, non seulement pour son mérite professionnel mais encore pour ses connaissances littéraires et il l'avait chargé de traduire Tacite pour son usage. Malheureusement cet ouvrage ne vit le jour qu'après 1610 et fut dédié alors à Gaston d'Orléans. La médecine et l'histoire ne suffisaient pas à cette vaste intelligence. Il traduisit en prose les *Psaumes de David*, et en vers le *Cantique des Cantiques*. Il voulut connaître Hippocrate dans sa langue originale et il nous a laissé un exposé de la doctrine du père de la Médecine avec commentaires : *Doctrina Hypocratis Aphorismi nova interpretatione ac methodo exornati*.

Dans un autre ordre d'idées, il a encore publié un *Amiable avis* sur la diversité des Opinions de la Religion. Mais cette publication n'était pas dictée uniquement par l'amour des lettres et de la science. Le Maistre, dont la famille était restée catholique, avait d'abord embrassé la religion réformée. Lorsque son roi et maître se fut converti au catholicisme, il fit abjuration publique à son tour, ce qui fit dire à Henri IV, qui ne perdait jamais l'occasion du mot pour rire : « La religion réformée est bien malade, les médecins l'abandonnent. » Quand on est haut placé dans l'opinion, médecin du roi, professeur, écuyer, seigneur de la Motte du Breuil de Varennes, on ne donne pas l'exemple de variations semblables sans éprouver le besoin de se justifier et c'est ainsi que nous expliquons son *Avis* sur la diversité des opinions religieuses.

Parmi encore toutes ses publications, nous devons mentionner sa Traduction des Cantiques tirés de l'Ecriture Sainte, qui prouve des connaissances étendues dans les langues grecque et hébraïque et enfin son Fidèle *Avis sur les moyens de guérir la peste et de s'en préserver* qui fait l'objet de cette note.

Je laisse à notre érudit secrétaire le soin de vous faire apprécier la valeur bibliographique de cet opuscule de 26 folios et qui est très rare, et je limiterai mon domaine à la partie scientifique et médicale.

Comment Le Maistre se trouvait-il à Dijon en 1606 ?

Y exerçait-il sa profession ou bien la notoriété qui s'attachait à

son nom s'était-elle étendue jusque dans la capitale de la Bourgogne ? Cette dernière version est beaucoup plus probable. Après la mort de Henri IV, à l'autopsie duquel il assista, il fut nommé médecin du roi Louis XIII, de la reine et du prince Gaston d'Orléans, c'est-à-dire chargé de continuer les soins qu'il leur avait donnés précédemment. Pour lui ce titre ne pouvait être une sinécure et devait le mettre dans l'obligation de ne pas quitter ses illustres protecteurs. C'est ainsi qu'on le voit accompagner le duc Gaston d'Orléans en Lorraine, à l'époque de son mariage.

Quoiqu'il en soit, la peste régnait dans la capitale de la Bourgogne. Le vicomte Maieur et les Echevins de la ville se prodiguaient pour combattre le fléau. Le Maistre voulut les seconder et publia, sur leur sollicitation, deux mois après le début de l'épidémie, l'opuscule qui fait l'objet de cette note.

C'est que la peste est une des plus terribles calamités qui puisse affliger l'humanité et dont les apparitions réitérées en Europe excitaient justement les plus grandes appréhensions. Pour ma part, bien qu'il m'ait été donné en 1849, dans les hôpitaux de Paris, d'être témoin oculaire et compétent de la seconde invasion du choléra indien en France, bien que spectateur habituel et endurci des misères humaines, je n'ai jamais pu lire sans une certaine émotion une relation un peu détaillée d'une épidémie de peste et surtout de cette peste noire qui parcourut le continent au *xiv^e* siècle, de ce fléau qui pendant douze ans dévasta l'Asie et l'Europe dont elle détruisit les deux tiers de la population. Si on réfléchit que Paris qui n'avait guère plus de 100,000 habitants compta 80,000 décès, Lyon 45,000, Avignon 30,000, si on compare le Paris de 1348 avec le Paris de 1832, les cent et quelques mille Parisiens de Philippe de Valois avec le million et plus des concitoyens de Philippe d'Orléans, les 80,000 victimes prélevées par la peste chez les uns avec les 32,000 décès causés par le choléra indien chez les autres, on peut se faire une idée de l'étendue des malheurs qui affligeaient la pauvre humanité au *xiv^e* siècle.

Au temps de Le Maistre, la situation misérable des petites gens n'était certainement pas aussi grande qu'en 1348, mais combien leur hygiène, après les ruines causées par les guerres de religion, laissait à désirer ! Des maisons étroites, mal aérées dont le plancher était une aire en terre battue, une nourriture insuffisante pour une population exposée à des disettes fréquentes et qui n'avait pas encore la ressource de la Parmentière, un dénuement presque absolu de linge de corps, apanage des gens aisés, telles étaient les déplorables conditions hygiéniques dans lesquelles se trouvaient la plupart des ouvriers des villes et des

campagnes au commencement du xvii^e siècle et qu'il importe de comparer à celles dans lesquelles ils vivent aujourd'hui pour ne pas trop médire de notre époque.

Donc la peste régnait à Dijon en 1606. Les échevins s'étaient multipliés pour combattre le fléau et il semble que leurs efforts ne furent pas inutiles puisqu'il n'avait envahi, après deux mois, que douze à treize maisons, *lesquelles*, dit Le Maistre, *il a encore plus étonnées que diminuées*. Mais, éclairés par l'expérience de leurs devanciers et peut-être aussi par celle qu'ils avaient pu acquérir par eux-mêmes, car la peste, avant l'emploi des grands moyens hygiéniques et prophylactiques faisait, en Europe et en France, des visites fréquentes, ils réclamèrent le concours de Le Maistre pour triompher de cette invasion. C'est dans ces circonstances que notre compatriote fit paraître son *Fidèle avis*.

« Je l'ai publié, dit-il, le plus brièvement possible, me confortant en cela au prudent avis de Monsieur le vicomte Maieur qui m'en a ainsi requis et j'ai jugé inutiles les discours qui se peuvent faire de la nature de la peste, des espèces d'icelle, des différences de ses causes etc., etc., lesquels discours ne guérissent de rien et plutôt ennuyent les pauvres malades. »

Profanes et médecins, ceux qui par un intérêt personnel ou professionnel ont été dans l'obligation de le parcourir sauront gré à l'auteur de sa réserve et de leur avoir épargné la lecture fastidieuse d'une de ces longues dissertations comme en produisait le pédantisme des médecins de cette époque.

Après avoir conseillé l'usage des cordiaux et beaucoup vanté les sueurs dont l'action curative a été de tout temps constatée, Le Maistre nous parle de la saignée dont il est peu enthousiaste. Il vante la sagesse d'Hippocrate qui ne fit pas ouvrir la veine à Criton qui était malade depuis quelque temps déjà, et il ajoute : « Il faut, dit le proverbe, distinguer les temps pour accorder les écritures. »

Je ne suivrai pas notre auteur dans la longue énumération des remèdes qu'il prescrit et qu'il emprunte du reste à Galien. A cette époque, on ne jurait encore que *Verbo magistri* et non par l'expérience. Le Maistre était de cette génération qui s'était consacrée à l'assimilation de l'antiquité mise à sa portée par l'imprimerie et cette œuvre suffira à sa gloire. Il faut rendre justice à ces érudits qui, cent ans après la publication de la *Biblia latina* aux 42 lignes étaient parvenus à s'approprier toutes les connaissances des anciens, malgré les difficultés matérielles qu'ils devaient rencontrer.

L'esprit critique, excepté dans le monde religieux, n'avait pas

encore pris son essor. Il faudra attendre près de quarante ans encore pour que les découvertes de Michel Servet et de l'immortel Harvey prennent rang dans la science et encore quelles luttes ce dernier n'aura-t-il pas à soutenir contre les partisans acharnés d'Aristote et de Galien, contre les ennemis de toute innovation.

Après une énumération plus ou moins rapide des divers traitements à opposer à la peste, Le Maistre arrive au vrai moyen de s'en préserver. C'est là le but de son livre. Parmi les conseils qu'il donne, les moyens hygiéniques tiennent une bien modeste, trop modeste place. Le médecin du xix^e siècle, qui a vu le choléra maintes fois arrêté à l'isthme de Suez et naguère encore aux passes des Pyrénées, qui constate chaque jour avec quelle rapidité merveilleuse on désinfecte aujourd'hui les navires, les wagons et les locaux suspects, peut s'étonner de cette pauvreté de ressources chez ses devanciers, et s'il se glorifie des progrès accomplis de nos jours, il fera sagement d'être réservé dans son triomphe.

Il devra se montrer d'autant plus indulgent que notre époque scientifique sera jugée à son tour par nos successeurs et Dieu veuille qu'à côté des découvertes pastoriennes qui ont à jamais leur place dans l'histoire de l'humanité, la critique n'ait beau jeu avec notre folie microbienne.

« La peste, dit Le Maistre, est un des fléaux de Dieu duquel il se sert en son plus grand courroux pour la punition des hommes. Il faut l'invoquer, il est bon. Du temps de Camille, les Romains recoururent aux dévotions, prières, aumônes et hospitalités, reconcilièrent toutes les inimitiés qu'ils avaient entre eux, composèrent tous leurs différents procès, querelles et débats et délivrèrent leurs prisonniers, lesquels ils firent depuis conscience de remettre dans les prisons. »

Tout ce qui tend à rétablir la paix entre les hommes, à apaiser leurs différends et à les rendre indulgents et compatissants les uns pour les autres ne peut que rencontrer l'approbation de tous, du philosophe comme du chrétien, de l'homme politique comme du médecin et si je m'arrête sur ce premier conseil de Le Maistre, c'est qu'il m'a été donné de voir bien des fois combien le moral réagit sur le physique, quelle force de résistance donne à l'homme dans les dangers et les calamités publiques, sur mer comme sur terre, dans les naufrages comme dans les prisons, en exil ou durant les épidémies, un caractère bien trempé et le repos de la conscience, la foi ou le stoïcisme.

Dieu, dit encore notre auteur, toujours en parlant des moyens préservatifs, se sert aussi des remèdes ordinaires de la médecine

qui sont les uns intérieurs desquels on use par la bouche, les autres extérieurs et le régime de vivre.

Parmi les premiers, il n'a pas assez d'enthousiasme pour le Mithridate, ce fameux remède que Pompée le Grand trouva « dans
« le sanctuaire du roi Mithridate, par lui vaincu, dont la compo-
« sition fut écrite de sa propre main et de laquelle usant à jeun,
« nul venin ne peut nuire de tout le jour. »

Un composé de deux noix sèches, deux figes, vingt feuilles de rue et un grain de sel, le tout mêlé et pilé ensemble ne méritait pas cet éloge hyperbolique, car telle est la composition de cette fameuse panacée à laquelle Andromaque, médecin de Néron, ajoutera plus tard quelque quantité de chair de vipère. Avec cette adjonction le Mithridate si vanté, dont le roi du Pont avait expérimenté, dit-on, l'action préservatrice sur des criminels deviendra la Thériaque, ce remède non moins fameux parmi les médecins du moyen-âge et même des temps modernes et dont le discrédit n'a commencé que de nos jours.

Écoutons l'éloge qu'en fait Le Maistre et nous pourrons nous faire une idée de la vogue dont jouissait cette composition aux siècles précédents et même au commencement du nôtre. « Elle a
« la vertu de bien affermir et purifier le sang, conserver la santé
« et recréer, rajeunir comme aussi de résister aux maladies violentes, épilepsies, hydropisies, apoplexies, paralysies, gouttes,
« perturbations d'esprit, calcul, lèpre, etc. Ce remède consume
« les venins, poisons et airs pestilentiels. Veut-on recourir à une
« contre-épreuve, ses effets doivent être tels : si on en met dans
« la bouche d'une vipère, elle doit en mourir. Si vous en prenez
« dans votre bouche et crachez sur un scorpion, il en mourra
« aussitôt. Les serpents fuient la main qui en est frottée. Elles
« doit arrêter net l'effet d'une purgation. Si bon vous semble,
« faites encore cet essai : Prenez un coq, faites lui avaler de bonne
« thériaque, puis mettez le contre quelque serpent ou vipère, il
« ne mourra pas de leur morsure ; les autres coqs en mourront. »

Que de précautions ne faut-il pas pour préparer un remède aussi précieux. « Il faut bien l'espace de douze ans pour cuire
« suffisamment une thériaque et la rendre à sa perfection thériaque ; il faut même plus à cause de notre climat qui est plus
« froid que celui de l'Italie et de l'Afrique. »

Toutes ces recommandations provoquent le sourire aujourd'hui et cependant il n'y a pas longtemps encore que la thériaque jouissait d'une grande vogue dans le monde médical et pharmaceutique et que sa préparation se faisait avec solennité. C'était à l'époque où Messieurs les apothicaires préparaient eux-mêmes leurs mé-

dicaments et c'était pour eux l'occasion de réunir leurs confrères et d'invoquer leur concours. Peut-être pourrait-on trouver parmi les membres fondateurs de notre Société des Sciences quelque témoin de ces agapes de l'âge d'or de la pharmacie.

Le Maistre vante encore beaucoup contre la peste l'action préservatrice de la rue qui avait également la vertu de combattre tous les poisons et que, par précaution, ne manquaient jamais de prendre les Héracléotes qui se rendaient à la cour du roi Cléarches.

Toutes les opinions, toutes les doctrines que professe en cette circonstance notre médecin tonnerrois ne lui appartiennent pas en propre. Il les a empruntées aux anciens, à Aristote, à Pline l'Ancien, à Galien, etc., mais dans son enthousiasme pour la parole du maître, pour ce *qui est écrit*, il les a faites siennes et on peut excuser sa crédulité et celle de ses contemporains en voyant avec quelle simplicité naïve un lecteur novice accepte de nos jours ce qui est imprimé dans le journal.

En 1606, l'esprit critique, le libre examen, confiné dans le monde religieux, ne s'était pas encore montré dans le monde médical. Les médecins les plus distingués juraient par Galien, et se contentaient comme notre compatriote d'une érudition des plus étendues qui leur permettait de citer Ovide et Homère dans leur langue originale, de posséder tous les auteurs anciens et même ceux du Moyen-Age, Avicenne et Arnaud (de Villeneuve).

Si je me suis étendu aussi longuement sur ce passage relatif à la thériaque, c'est pour montrer combien l'homme se laisse entraîner par son imagination. Viennent au commencement de ce siècle l'Ecole d'observation et l'Ecole expérimentale qui lui a succédé et la thériaque ne survivra pas à sa réputation surfaite. Réduite à un rôle beaucoup plus modeste, elle restera reléguée, dans notre pharmacopée parmi les vieux médicaments auxquels on a recours en désespoir de cause, et dans certaines pharmacies on ne la trouvera plus. Pour être juste, nous devons dire qu'elle ne mérite ni les louanges dont la comblaient les anciens et notre Le Maistre avec eux, ni le mépris que professe pour elle une école moderne qui aura un jour à subir les jugements de la critique et de l'histoire.

Après ce long exposé, les gens du monde qui lisent les journaux et s'enthousiasment à la première réclame auront mauvaise grâce à traiter les médecins de sceptiques. La Faculté a fait preuve d'une foi assez robuste et d'une assez longue durée pour désarmer les malveillants et réclamer un peu d'indépendance.

Revenons à notre auteur. « Mais, dit-il, je me suis attardé à

« vanter les vertus de la thériaque ou du mithridate qui m'ont
 « retardé de faire voir la vertu qui est au citron. En Athénée, le
 « philosophe Democrites en rapporte une observation fort mé-
 « morable, laquelle il dit tenir d'un sien ami pour lors gouver-
 « neur de l'Égypte. Ce gouverneur avait condamné aux serpents,
 « c'est-à-dire aux aspics, selon les lois du pays, deux certains
 « criminels. Car les Égyptiens usaient fort de cette forme de
 « supplice, mesmement à l'endroit de ceux qu'ils voulaient faire
 « mourir plus doucement et sans douleur. Comme donc l'on me-
 « nait ces deux criminels au lieu du supplice, une fruitière, qui
 « était sur leur passage, esmüe de pitié, leur bailla un citron
 « qu'elle tenait en sa main, lequel ils mangèrent.

« Exposez aux aspics et mordus, le venin n'eut nul pouvoir sur
 « eux et ne moururent point. De quoi le juge estonné et in-
 « formé du citron qui leur avait été baillé sans fraude, commanda
 « qu'on en baillast encore le lendemain à l'un et à l'autre non.
 « Celui à qui on fit user du citron ne fut endommagé de la
 « morsure. L'autre en mourut incontinent. Car le venin en est si
 « mortel et si prompt que l'on en meurt en moins de deux heures,
 « etc. »

Ce passage, bien qu'étranger en apparence au sujet traité, mérite qu'on le relève non pas pour proclamer l'action curative d'un spécifique contre la morsure des serpents, mais pour venir à l'appui de la thèse soutenue plus haut : que la science, étayée à l'origine sur des observations plus ou moins exactes, s'est transmise intacte pendant bien des siècles et avec une crédulité religieuse parmi ses adeptes comme dans le vulgaire. Aujourd'hui encore, à la Martinique, les indigènes emploient le suc de citron contre la piqure du terrible fer de lance ou vipère jaune des Antilles, mais ils obéissent en cela plutôt à la tradition qu'à une saine observation et le docteur Rufz, qui a longtemps exercé la médecine à Saint-Pierre, a publié, en 1843, sous le titre d'*Enquête sur le serpent* une série de documents extrêmement curieux où il relate la multitude de spécifiques vantés par l'empirisme, la superstition des jongleurs indiens et des panseurs nègres. Il fait voir par leur composition et par le nombre considérable de cas funestes qui ont eu lieu malgré leur emploi, le peu de confiance que l'on doit avoir dans leur efficacité. Le suc de citron n'est pas excepté. Comment admettre d'ailleurs qu'un remède aussi simple et à la portée de tous fût resté si longtemps méconnu s'il avait réellement l'efficacité que lui attribue Dioscorides d'après son ami le gouverneur d'Égypte ?

Le chapitre consacré aux moyens hygiéniques, à ce que Le

Maistre appelle les remèdes extérieurs, est d'une pauvreté qui contraste avec la richesse de la science moderne. Il conseille l'aération, les feux dans les carrefours pour diminuer la corruption de l'air, les fumigations pratiquées dans les appartements en éteignant du vinaigre sur des cailloux ardents, en brûlant diverses plantes aromatiques, et pour l'hygiène privée, il recommande d'éventer l'air devant soi avec de grands éventoirs pour éloigner l'air corrompu, de respirer des senteurs sur son mouchoir, de mâcher de l'angélique, de l'écorce ou des grains de citron, de se tenir au reste joyeux et fuir tous objets de colère, de tristesse et de souci. Il est muet ou à peu près sur tout ce qui concerne l'hygiène publique. Quel ne serait pas son étonnement s'il lui était donné de voir, comme aujourd'hui, un navire contaminé par le choléra ou la fièvre jaune sabordé, désinfecté, assaini et remis en état de prendre la mer en quelque jours; la peste, cette visiteuse acharnée de l'Europe, inconnue de notre génération, reléguée sur les confins de l'Asie et arrêtée aux bouches du Volga par la torche impitoyable de Loris-Mérikoff (en 1878).

En résumé : Dans cet Advis au peuple dijonnais on ne relève rien d'original, mais il témoigne d'une érudition rare à cette époque dans le monde médical. Le Maistre possédait à fond ses anciens; sa brochure n'est que la reproduction de la *Thérapeutique de Galien*. Elle n'en atteste pas moins chez son auteur un savoir et un désir de connaître qui fait honneur à son esprit investigateur et même critique. Malgré une grande crédulité, on devine, à certaines appréciations, l'esprit observateur et scientifique qui va se révéler; c'est un précurseur du siècle de Louis XIV. Voilà pourquoi j'ai pensé qu'il était juste de ne pas laisser dans l'oubli le nom de Le Maistre, médecin du roi, né à Tonnerre, notre compatriote.

ESSAI
SUR L'ORIGINE DES NOMS ET PRÉNOMS
EN FRANCE

ET PARTICULIÈREMENT DANS LA RÉGION DE L'YONNE

Par M. Ch. MOISET.

INTRODUCTION

Aux yeux de beaucoup de gens, rien n'est plus simple, plus banal, partant moins digne d'intérêt que les noms que nous portons. Pure affaire d'étiquette, se dit-on, numéro de chambrée, marque venue du hasard ou de l'arbitraire !... Pour peu que l'on scrute cependant, on ne tarde pas à s'apercevoir que ce beau dédain n'est qu'ignorance, et qu'on n'a pas toujours fait aussi bon marché des dénominations données aux personnes. Dans les temps anciens on attachait à l'imposition des noms une très grande importance. « Les noms du *Brahmane* (prêtre), prescrivent les vieilles lois des Hindoux, exprimera *faveur* ; celui du *Ketatriya* (guerrier), *puissance* ; celui du *Vaisiya* (cultivateur, commerçant), *richesse* ; celui du *Soudra* (serf, prolétaire), *dépendance*... Que le nom de la femme soit facile à dire, doux, clair, agréable et propice, qu'il finisse en voyelles longues, qu'il soit comme des paroles de bénédiction.

Chez les Hébreux le nouveau-né recevait un nom en harmonie avec les vœux formés pour lui, ou faisant allusion à des qualités du cœur, de l'esprit ou du corps. C'était *Abraham* (père d'une multitude) ; *Baruch* (béni) ; *David* (aimable) ; *Esau* (actif) ; *Machabée*, guerrier ; *Marc*, brillant ; et pour les femmes, *Anna*, gracieuse ; *Suzanne*, lis éclatant : *Noémi*, éclat de la beauté ; *Esther*, étoile, etc.

Sc. hist.

Les Gaulois qui n'avaient, comme les Hébreux, que des noms individuels, donnaient de même à ces appellations un sens précis et significatif. Exemple : *Eppius* (1), cavalier ; *Catumandus*, l'homme aux nombreux combats ; *Arto's*, ours, fort comme un ours. Il arrivait parfois aussi que, pour éviter la confusion, on joignait au nom individuel soit un surnom, soit plutôt le nom du père au génitif, en le faisant suivre du mot *cnos*, fils ; *Ategnatos*, *Druti-cnos*, Ategnates, fils de Drutos ; *Bratonos*, *Nautoni-cnos*, Bratonos, fils de Nautones.

En Grèce, certains philosophes tels que Pythagore, Epicure, tenaient en haute valeur non seulement les noms des personnes, mais encore ceux des choses. Platon, dans son *Cratyle*, leur a attribué une propriété naturelle qui exprimait la représentation de l'essence des objets et des êtres. Il est vrai qu'en ce qui concerne les noms de dieux et d'hommes, Platon se livre à des interprétations que ne prendraient pas aisément pour compte les philologues modernes.

Enchérissant sur les Grecs, les Romains consultaient les oracles et faisaient des sacrifices afin d'obtenir la révélation de noms propices. On rechercha pour faire figurer dans les cérémonies religieuses et dans l'administration de la cité, des citoyens ayant un nom d'heureuse augure. « Dans les dénombrements, dit Scott (2), dans les enrôlements, dans l'appel des citoyens destinés à former une colonie, on commençait par les noms de Valerius, Salvius, Statorius, etc. La tribu *Faucia* étant célèbre par ses malheurs, on regardait comme un présage funeste quand il arrivait qu'elle opinât la première. Le seul nom de *Regillianus* fit saluer empereur celui qui le portait, et Jovien obtint cette même dignité parce qu'il n'y avait qu'une légère différence entre son nom et celui de Julien, dont la mémoire était chère aux cohortes qui disposaient de l'empire ».

Sans verser dans ces idées superstitieuses, les Germains n'étaient pas indifférents au choix des noms. Non seulement ceux des chefs des envahisseurs de la Gaule en font foi, *Hlodo-wig*, célèbre guerrier ; *Theode-rik*, brave ; *Hlodomir*, chef célèbre ; *Hilde-bert*, brillant dans le combat ; mais les noms mêmes des plus humbles portaient une marque symbolique. C'était *Adelwert* (Adelbert, Albert), digne de sa naissance ; *Adeling* (Adelin), noble ;

(1) Du mot *epos*, *eppos*, qui signifiait cheval. Le suffixe *ius* est fréquent en Gaulois. (*Études sur les noms d'hommes Gaulois, empruntés aux animaux*, par Adolphe Piclet).

(2) Les noms de baptême et les prénoms, par Scott.

Adel-heulf (Adolphe), secours de Dieu ; *Berto-kramm* (Bertrand), brillamment fort, etc.

En résumé, il n'est point de peuple pour qui l'imposition des noms n'ait été un moyen de dépeindre, de définir, de caractériser ceux qui en étaient l'objet. Cette tendance se retrouve même encore à notre époque chez les tribus sauvages. Les Bedouins du Soudan, dit le comte Escayrac de Lauture, dans son ouvrage *le Soudan*, s'appellent *Addô*, celui qui trait ; *Barcham*, la garde de l'épée ; *Marfain*, l'hyène ; *Chok*, épine de lotus ; et autres appellations aussi expressives.

La seule différence qu'on rencontre parmi les différents peuples est que les uns se contentèrent de donner un seul nom, tandis que les autres les multiplièrent. Chez les Hébreux, l'enfant n'en avait qu'un, qu'on faisait suivre du nom du père pour distinguer les familles. Ce ne fut qu'après la dispersion des tribus et sous la domination romaine, que l'usage s'introduisit d'en imposer plusieurs.

En Grèce, dans les familles anciennes, et de même à Rome, il en était donné trois : le nom de l'auteur de la souche, laquelle était appelée *γένος* chez les Hellènes, *gens* chez les Romains ; un nom indiquant la branche de la souche qui formait la famille particulière, et un nom individuel s'appliquant à la personne seule (1). A Rome ces trois noms étaient qualifiés par des termes précis. Le nom individuel s'appelait *prænomen*, prénom ; c'était l'équivalent de nos noms de baptême. Le nom de la race, de la *gens* était le *nomen*, nom, autrement dit le *gentilice*. Celui de la famille spéciale était le *cognomen* ou surnom. Plus tard, en Grèce, à la suite des révolutions politiques, le nom du *γένος* fut remplacé par celui du *dème*, c'est-à-dire de la tribu civique dans laquelle on était classé. Il arriva aussi qu'à Rome, au bout d'un certain temps on en vint à prendre jusqu'à quatre et cinq dénominations. Le second surnom qu'on se donnait, appelé *agnomen*, avait pour objet de rappeler soit une action célèbre, soit un événement hors ligne ou encore une marque distinctive de l'esprit ou du corps. Exemple : *Africanus*, *Cunctator*, *Nasica*. La cinquième appellation que s'attribuèrent certains personnages illustres tendait souvent à indiquer l'adoption. Tel *Publius Cornelius Æmilianus Scipio africanus*, parce que Publius avait été adopté par le fils du grand Scipion.

Quant aux femmes et aux esclaves un système onomastique

(1) Voir *la Cité antique*, par Fustel de Coulanges, pages 126 et 127 (3^e édition).

différent présida à leur appellation. En Grèce, les femmes portaient le nom de leur père, et les esclaves celui de leur maître. Souvent, toutefois, la fiancée recevait un nom personnel avant d'entrer dans la demeure de son époux. A Rome, les femmes reçurent d'abord un nom particulier comme les hommes ; il y eut néanmoins cette différence qu'on l'écrivit avec des lettres renversées. Mais peu à peu cette coutume disparut. Lorsque la fille était unique on se contentait de féminiser le nom du père : de *Terentius*, *Terentia* ; de *Cornelius*, *Cornelia*. Y en avait-il plusieurs, on les numérotait suivant l'ordre de la naissance : *Cornelia major* pour la première ; *Cornelia minor* pour la seconde ; puis de véritables chiffres pour les autres, *tertia*, *quarta*, *quinta*, etc. D'autre part, l'esclave eut d'abord le prénom du maître, mais un peu modifié : *Lucipor* pour *Lucii puer*, *Marcipor* pour *Marci puer*, esclave de Lucius, esclave de Marcus. On lui donna ensuite un nom latin ou grec, ou un nom tiré de son pays natal. Si un esclave venait à être affranchi, il ajoutait à son nom le nom et le prénom du maître. L'esclave du sexe féminin prenait, à son affranchissement, le nom de celui qui l'avait rendue libre.

Ces préliminaires posés, voyons ce qui s'est passé sur notre sol depuis l'invasion romaine.

« Quand après la conquête, dit M. d'Arbois de Jubainville, les membres de l'aristocratie gauloise voulurent s'agréger à la race conquérante, ils ne se bornèrent pas à revêtir la toge et à parler latin, ils adoptèrent aussi le système onomastique des Romains, ils prirent par conséquent un prénom, un gentilice et un surnom. Pour arriver à ce résultat, ils ne suivirent pas tous le même procédé ; quatre systèmes différents se firent concurrence. 1° Le plus répandu fut celui des copistes ; ils prirent à Rome les trois éléments onomastiques par lesquels ils prétendaient distinguer leur personnalité : leur prénom, leur nom et leur surnom furent tous trois romains. 2° Quelques-uns montrèrent plus d'originalité : demandant à Rome un prénom et un surnom, ils se firent un gentilice avec un nom Gaulois, probablement celui de leur père, en y ajoutant la désinence *ius*. 3° D'autres, empruntant à Rome un prénom et un nom ou gentilice, firent de leur nom gaulois un surnom. 4° D'autres enfin ne prirent à Rome que le prénom, et le firent suivre de deux noms gaulois employés l'un comme nom, l'autre comme surnom ». Après s'être procuré de la sorte des gentilices, les membres de l'aristocratie gallo-romaine se servirent de ces gentilices pour dénommer leurs *fundi*.

C'est le contraire qui arriva pour l'aristocratie franque sous la féodalité. A cette époque, les seigneurs commencèrent à opérer

dans leurs dénominations un changement qui finit par devenir toute une révolution onomastique. Les fiefs, qui auparavant n'étaient qu'à vie, étant devenus héréditaires, les seigneurs firent d'abord suivre leur nom de famille de celui du fief dont ils étaient propriétaires. Puis ils se bornèrent à écrire l'initiale seule de ce nom, et en vinrent enfin à supprimer cette initiale, écartant également le titre de *seigneur de*, afin de n'être plus connus et désignés que par le nom seul de leur terre. C'est ainsi que les premiers des Montmorency, après avoir signé d'abord : *Bouchard, seigneur de Montmorency*, ne mirent plus que *Bouchard de Montmorency*, puis *B. de Montmorency*, et en dernier lieu, *de Montmorency* tout court.

De même pour toute notre ancienne noblesse. Les cadets, de leur côté, suivant l'exemple de leurs chefs de famille, firent aussi évoluer leurs noms et s'attribuèrent le titre des terres qu'ils avaient reçues en apanage. Le procédé était trop facile et trop approprié aux satisfactions de la vanité pour qu'il ne se continuât pas bien au-delà de l'époque féodale. Il en résulta un tel trouble dans les actes authentiques que lorsqu'en 1790, l'Assemblée nationale enjoignit aux ci-devant nobles de reprendre leurs vrais noms de famille, le décret ne put être exécuté, crainte de porter atteinte aux anciens contrats. Comment, en effet, retrouver dans un de Saint-Fargeau un Lepelletier, dans un de Guerchy un Régnier, dans un de Louvois un Letellier, dans un d'Anstrude un Keandale, et le reste à l'avenant ?

Pour ce qui est du gros de la nation, jusqu'aux ix^e et x^e siècles, les noms de baptême furent seuls employés. Chacun recevait une appellation unique provenant (sans que ceux qui la donnaient s'en doutassent, bien entendu,) tantôt du grec, tantôt du latin, du germanique ou d'autres langues. C'était ce que nous entendons aujourd'hui par prénom, et qui était, en réalité, le vrai nom, puisqu'il s'appliquait spécialement à la personne. Ces prénoms étaient d'ordinaire des qualifications d'espérance et de bonne augure qui étaient comme l'étoile de ceux qui les recevaient. On y attachait un grand prix, et l'on recourait même pour les choisir à des pratiques superstitieuses. Saint Chrysostôme se plaint que de son temps on suspendait différents noms à des cierges allumés, et l'on donnait au nouveau-né le nom du cierge qui s'éteignait le dernier. Les sources étymologiques d'où sortaient ces noms dénotent suffisamment qu'ils n'étaient pas des noms de sainteté. Aussi bien la coutume d'imposer un nom de saint au chrétien qu'on baptise est-elle loin de remonter à l'origine du baptême. En dépit des instances de l'église, c'est à peine si cet usage était général en France au temps même de Louis XIV.

Aux XII^e et XIII^e siècles un changement se produisit, déterminé par un double mouvement d'émancipation dans l'ordre politique et dans l'ordre social. D'une part, la révolution des communes, d'autre part, l'affranchissement d'un grand nombre de serfs, développèrent dans ceux qui en bénéficiaient un sentiment de personnalité qui ne tarda pas à se manifester dans les choses extérieures. Le nouveau bourgeois voulut, comme le noble, se distinguer par une dénomination propre. L'ancien serf, qui venait de se constituer une famille, ambitionna pour lui et les siens un nom générique qui marquât hautement qu'il n'était plus la chose du seigneur. Seules, dans toutes les classes de la Société, les femmes continuèrent de porter leur nom de baptême. Au XIV^e siècle cependant, les veuves de la haute noblesse retinrent le nom de leurs maris. Pour les autres, ce n'est qu'au XVII^e siècle qu'on rencontre dans les actes le nom de leur famille joint à leur prénom.

Et maintenant, d'où les noms patronymiques sont-ils sortis ? Est-ce d'une nomenclature édictée ou convenue ? A-t-on établi une sorte de baptistaire dans lequel chacun dût puiser ?... Non, le hasard des circonstances et l'imagination populaire ont fait tous les frais. On a emprunté de toutes façons aux titres, aux professions, à l'habitat, à la parenté, à l'état physique des individus, à leur caractère, aux animaux, aux plantes, aux fêtes de l'église, à l'histoire, à la géographie, etc., etc. (1). D'un mot tout parut bon pour les dénominations, même le ridicule et la moquerie, car les appellations ironiques et les sobriquets finissent souvent par devenir des noms héréditaires qui s'attachent à une famille comme une tunique de Nessus.

Pour nous en convaincre passons en revue quelques-unes des dénominations venues de ces origines si variées.

NOMS TIRÉS DE MÉTIERS ET DE PROFESSIONS

Ils sont très nombreux. On a observé avec raison, toutefois, que tous ne doivent peut-être pas être entendus au pied de la lettre. « Dans certains cas, dit M. Sabatier, un nom de métier peut avoir été pris ou donné par allusion à un événement, à un fait ou à une action d'un ancien membre de la famille. Ainsi par exemple, rien d'impossible à ce que le nom *maçon* ne tire son origine de la passion de bâtir manifestée par un individu ; le nom de *boucher* peut également avoir été donné anciennement comme

(1) Il en fut plus ou moins de même, d'ailleurs, chez les anciens peuples,

sobriquet injurieux à un homme méchant et cruel, et ce nom est resté à sa descendance ; enfin, il est de notoriété historique qu'une famille a reçu et adopté le nom de *Boulangier* pour avoir nourri à ses frais toute une ville pendant un temps de disette ».

Sous ces réserves judicieuses, dressons une liste des noms les plus répandus :

Marchand. — Tisserand. — Fabre, Favre, Fèvre, du latin *faber*, ouvrier. — Maréchal. — Meunier, par altération Munier. — Cordier. — Mercier. — Charpentier, Carpentier, Carlier ; ces deux derniers noms voulaient dire en langue romane, charpentier, menuisier. — Bouvier, Boyer, en roman, conducteur de bœufs. — Lanier, du mot français ânier, qui conduit les ânes ; à moins que l'on invoque l'expression romane *lanier*, paresseux, avare. — Forgeron. — Boucheron, synonyme de bûcheron. — Charton, en langue romane charretier, voiturier. — Verrier. — Portier. — Barbier. — Charron. — Pelletier. — Vacher, et, comme diminutif, Vacherot. — Letainturier, pour teinturier. — Fournier, en roman, boulangier qui tient le four banal. — Parmentier, en roman, tailleur d'habits. — Saulnier, Saunier, officier de grenier à sel. — Gastelier, du même mot roman, pâtissier. — Gaultier, Gautier, mot roman signifiant bûcheron. — Messenger. — *Ménétrier*. — Laprote, pour le prote. — Pinart, nom d'une petite monnaie, et par suite, qualification des receveurs d'impôts qui la maniaient souvent.

NOMS TIRÉS DES TITRES, DIGNITÉS, EMPLOIS, CONDITIONS

Si ces noms ont été, à l'origine, appliqués sérieusement à des personnes dont la situation les justifiait, il est probable que plus tard ils auront été parfois donnés par allusion ironique, c'est-à-dire comme sobriquet. On verra, en outre, que certains de ces noms, tels que *Roi*, *Prince*, doivent être souvent entendus dans un sens spécial.

Cardinal. — Lévêque. — Doyen, Ledoyen. — Prieur. — Moine. — Chapelain. — Labbé. — Lermite. — Lesire. — Marquis. — Comte, Lecomte. — Chevalier, Lechevalier. — Leduc. — Lécuyer. — Baron. — Bourgeois. — Boursier. — Lavocat. — Lavoué. — Bachelier, Bachelet. — Châtelain. — Lemaire. — Bailli, Lebailly. — Noble, Lenoble. — Page, Lepage. — Sergent. — Portier. — Lempereur. — Prince, Leprince. — Roi. Au sujet de ces trois derniers noms, il est à présumer qu'ils proviennent, dans le plus grand nombre de cas, des titres que l'on donnait aux triomphateurs dans certaines cérémonies et dans certains jeux, tels que cours d'amour, gâteau des rois, combats

de coqs, tir de l'arbalète et de l'arquebuse, fête des fous, des sots, de la jeunesse, etc. Le chef de la compagnie des fous et de celle des sots, portait le titre de *Prince*. A Soissons, il y avait un *Prince* de la jeunesse. De même en Picardie. Chaque année, à la Saint-Nicolas, ce titre était mis à l'encan : il valait à celui qui l'achetait le droit de faire le premier la révérence au seigneur, d'ouvrir la danse, de commander le feu des salves les jours de baptême. Dans plusieurs pays, le jeudi gras, les écoliers faisaient combattre des coqs fortement abreuvés de vin pour les exciter. Celui à qui appartenait le coq victorieux était proclamé, comme le coq lui-même, *Roi des poules*. A Auxerre, l'arquebusier qui abattait l'*oiseau* prenait le titre de *Roi* de l'oiseau ; le tireur qui le faisait tomber trois années de suite, était proclamé *Empereur*. Et ce n'étaient pas là de vains titres destinés à disparaître dans l'oubli du lendemain ; de sérieuses immunités y étaient attachées. Les deux dignitaires étaient dispensés, — le Roi pendant son année de royauté, l'Empereur pendant toute son existence, avec réversibilité sur sa veuve, s'il en laissait, — des tailles, subsides, emprunts et autres impositions. On accordait même l'affranchissement des droits sur le vin du crû récolté par le titulaire jusqu'à concurrence de cent feuilletes vendues en gros ou de soixante feuilletes vendues en détail : ce qui permettait au vendeur de mettre à plus haut prix son vin.

Et que d'autres têtes couronnées ne pourrait-on pas ajouter à celles-là ! Ce seraient le *Roi d'armes*, grand officier de cour, qui avait juridiction sur les armoiries ; le *Roi* des poètes, celui qui l'avait emporté dans les jeux floraux ; le *Roi* des violons, chef de la maîtrise ; le *Roi* de la Baïsoche, qui régnait sur les clercs ; le *Roi* des merciers ; celui des barbiers ; celui des bouchers et d'autres métiers ; et, pour citer la majesté qui avait le moins à s'enorgueillir de ses sujets, le *Roi des Ribauds*.

On pourrait citer encore les *reinages*, nominations de rois et de reines, à beaux deniers comptants, qui se faisaient à l'occasion de certaines fêtes dans plusieurs contrées. Mais en voilà plus que de besoin, non seulement pour expliquer que tant de gens s'appellent Prince, Princetau, Roi, Leroy, Desrois, mais pour s'étonner que tout le monde en France ne soit pas prince, empereur ou roi.

NOMS TIRÉS DU CARACTÈRE PHYSIQUE OU MORAL DES INDIVIDUS

Petit. — Grand, Legrand. — Lenoir. — Leblanc. — Legris. — Ledoux. — Lebon. — Gentil. — Camus. — Lemuet. — Lesourd. — Gras. — Grasson. — Bossuat, Bossuot. — Fort. — Bègue,

Bégat. — Lordereau, qui s'écrivait autrefois *Lourdereau*, lourd, lourdaud. — Brun, Lebrun. — Boudard, boudeur. — Bougon, rêveur, morose. — Joliton. — Bellair. — Gauchot, gaucher, maladroit. — Rouge, Rousseau, Rouget, qui est rouge. — Beaujean, Boujean. — Plaisant. — Marmottant, qui parle entre les dents. — Amand ; en roman, débauché. — Auber, Aubert ; en roman, courageux, de haute taille. — Bricard, Brincard ; en roman, *bricard* signifiait bête. — Gobin ; en roman, bossu. — Têtard, entêté. — Baudot, Baude, du mot roman *baude*, hautain, fier. — Claude, de *claudus*, boiteux. — Mignot, du même mot roman, mignon, joli. — Rétif. — Malaisé. — Prudhomme, Prudent, homme sage, prudent. — Léveillée. — Robert, probablement du latin *robur* ; force. — Clément, et comme diminutif, Clémendot, Clémenceau. — Finot. — Guichard, Guichot, du roman *guiche*, rusé. — Belin, Blin, du roman *belin*, sorcier, enchanteur. — Guillon, mot roman signifiait comme *guiche*, rusé. — Pernot, probablement du vieux mot français vieilli qui voulait dire : faire l'entendu, le glorieux. — Aigre, Daigre, d'humeur difficile. — Querelle. — Flambart. — Jolicœur. — Francœur. — Cœurderoi. — Lacôme, Lancôme, remarquable par sa chevelure ; du vieux mot français *cosme*, chevelure. — Alapetite : dans certains pays, notamment dans le Berry, « les particules *à, au, à la*, précèdent, dit M. Laisuel de la Salle (1), une infinité de noms propres et entrent dans leur composition. Exemples : Ageorges, Amichau, Amartin, Augai, Augras, Auroux, Aupetit, Alapetite, etc. C'est comme si l'on disait le fils à Georges, le fils au petit, à la petite, etc., et ces mots *à, à la, au*, jouent dans nos noms propres le même rôle que le *mañ* breton, le *witz* russe, le *shi* polonais, le *son* anglais, le *filz* islandais, l'*oglon* turc, le *ben* arabe, dans les noms de personnes de ces différents peuples ».

NOMS TIRÉS DE LA PARENTÉ ET DU RANG DANS LA FAMILLE

Lepère. — Loncle. — Cousin. — Neveu, Leneveux. — Filleul, Filliot, prononciation fréquente de filleul. — Parent. — Fréry, petit frère. — Legendre. — Laisné, Lainer (ainé). — Bastard (bâtard). — Besson. — Cadet, Cadot, Cadoux. — Lenfant, Enfantin (enfant). — Marion, Mariette (de marié). — Nourrisson. — Parrain, Perrin.

(1) Croyances et Légendes du centre de la France, par Laisuel de la Salle.

NOMS SE RAPPORTANT A LA RELIGION

Noël. — Toussaint. — Pasquier, Pascal, peut-être de Pâques ; appellations données pour exprimer sans doute que la personne était née à l'époque de l'une de ces fêtes. — Lacroix. — Quicroit. — Payen. — Bougry, peut-être du vieux mot *boulgre*, tiré de Bulgare. On appelait *boulgre* certains hérétiques que l'on assimilait aux Albigeois. — Saint-Aubin. — Saint-Prix. — Saint-Brisson. — Jourdain, du cours d'eau de ce nom. Après les Croisades, les noms des lieux qu'avaient parcourus les croisés furent donnés fréquemment aux contrées et aux individus. — Chrétien. — Lange. — Paradis.

NOMS DE BAPTÊME DEVENUS NOMS PROPRES

Bernard, d'où Bernadotte, Bernadou. — Julien. — Antoine. — Charles. — Simon, d'où Simonneau, Simonnet. — Antonin. — Siméon. — Claude. — Denis, d'où Denizot. — George. — Jacques, d'où Jacquin, Jacquet, Jacquard, Jacquemier, Jacquinot, Jacotot. — Pierre, d'où Pierron, Peyronnet, Perrotin. — Henry, d'où Henriot, Henrion, Henriquet. — Guillaume, d'où Guillomot, Guillaumet, Guilleminot, Villaume, Willemin, Willemot. — Richard, d'où Richardot. — Martin, d'où Martinet, Martineau, Lamartine. — Mathias, d'où Mathieu, Mathys, Mathey. — Basile. — Nicolas, d'où Nicolet, Nicole. — Philippe, d'où Philippon, Philippeaux. — Maurice, d'où Maurisset. — Michel, d'où Michon, Michaut, Michelin, Michelin. — René, d'où Renan. — Simon, d'où Simonin, Simonet. — Thibaut, d'où Thiébaut, Thibaudeau.

Il est même des noms de baptême féminins qui sont devenus des noms propres d'hommes, comme Cécile, Luce, Marie, Marguerite.

NOMS TIRÉS DU RÈGNE ANIMAL ET DÉRIVÉS.

Parmi les noms venus de cette source il y a évidemment des distinctions à faire quant à l'esprit qui a présidé à leur distribution. Si les uns ont été donnés comme un symbole de force, par exemple : Lion, Aigle, Bœuf, les autres n'ont été qu'un signe de ruse, comme le renard, le chat ; d'autres encore, tels que porc, putois, n'ont été qu'une marque de mépris ou de dérision. En somme, nos bons aïeux pour parler le langage de l'école phalantérienne, ont fait de l'analogie passionnelle avant la lettre. Ils ont constaté, d'intuition, des ressemblances entre l'espèce humaine et le règne animal. A qui la faute si la comparaison n'est pas toujours flatteuse pour le prétendu Roi de la création ?

De Baudet : Baude, Baudin, Baudet. — De Bœuf : Lebœuf,

Desbeufs, Delbeuf. — De Cerf : Lecerf, Ducerf. — De Chat : Lechat, Duchat, Chattey. — De Chevreau : Chevrau, Chevrillot. — De Chevreuil : Chevreuil, Chevreuse. — De Chien : Lechien, Lechin. — De Cochon : Cochon, Cochu. — De Pourceau : Pourcelet, Pourcin. — De Guenon : Guenot, Guenin. — De l'Agneau : Lagneaux, Delagneau. — Du Lièvre : Lelièvre, Levrat. — Du Léopard : Léopart. — Du Lion : Lion, Deslions, Lionnet, Léo, Léonard. — Du Loup : Loup, Louvet, Louvier. — Du Mouton : Mouton. — Du Mulet : Mulon. — Du Poulain : Poulain. — Du Putois : Putois. — Du Rat : Lerat, Rattier. — Du Renard : Regnard, Regnault, Goupil, Goupillaux, du vieux mot français *goupil* qui signifiait Renard. — De Renne : Renner, Derenne. — De Veau : Desveaux, Deveau, Duveau. — Raveau, peut-être de *raveux*, petit rat des jardins. — Hérisson. — De Caille : Lacaille, Cailliard, Caillaux, Cailhat. — Du Coq : Coq, Lecoq, Coquelin, Coquerelle. — Du Corbeau : Corbin, Corvisant, Corneille. — Flament. — Geai, Lejay. — Loiseau, Loisel, Loyson. — Martinet, Martineau, Marteneau (quand ces noms ne sont pas des dérivés du prénom Martin). — De Merle : Merle, Merlette, Merlot, Merloux. — Milan. — Moineau. — Ortolan. — Perdrix. — Pic, Picot, Pivert. — Pigeon. — Poulet, Poulrier, Poussin. — Rossignol. — Goujon. — Harant. — Poisson.

NOMS TIRÉS DU RÈGNE VÉGÉTAL

Bourgeon. — Rameau. — Racine. — Chou. — Avoine, Lavoine. — Foin. — Jasmin. — Latulippe. — Planche. — Duchêne, Duchênois. — Dufresne, Fresneau, Fresnoy. — Olivier. — Sapin. — Dupin. — Cerise. — Poirier. — Pommier. — Dupêché. — Dunoyer. — Lorme, Delorme, Désormeaux. — Delahaye. — Froment, Fromonot, Fromont, Fromentin. — Corbe. — Prunier. — Labrosse, Labrousse (du mot roman *brosse*, *brousse*, broussailles, buisson). — Millet, Milliaut. — Hyacinthe, de Jacinthe. — Cresson. — Melon. — Delaunay, de *aulnaie*. — De *bouleau* : Boulay, Laboulaye. — Bouquet. — Buisson, Desbuissons. — Figuier. — Laurier, Dulaurier, Laurey. — Latreille, Treillard. — Lepine, Lepiney. — Pourreau, de *porreau*. — Malherbe (mauvaise herbe). — Fays, du latin *fagus*, hêtre. — Dutilleul. — Vigne, Lavigne, Vigny. — Meslier, mot roman signifiant néflier. — Roncin, de *ronca*, ronces.

NOMS TIRÉS DE L'HISTOIRE ET DE LA MYTHOLOGIE

Adam. — Abel. — Moy, pour Moïse. — Hérold. — Samson. — Salomon. — Dionis, Denis, du grec *Διονύσιος*. — Bacchus. — Gallois, Gallot, Galland, de *Gallois*, *Gaulois*. — Thierry. — Thiébaut. Charlemagne. — Morin, Moreau, Maure, de Maure. « Les noms

propres Morin ou Maurin, Maure, Lemore, Moreau, Morillon, Morneau, si répandus parmi nous, dit M. Laisnel de la Salle, dans ses *Croyances et Légendes du centre de la France*, signifient de couleur brune ou noire. Ces dénominations datent du passage des Maures en Berry. Il est remarquable qu'en Espagne, pays longtemps occupé par ce peuple, *Moro* se dit pour Maure, *Morillo* pour petit Maure, et *Moreno* dont notre Morneau est la construction, pour très brun, très noir. — Mars. — Paris. — Noé. — David. — Frank. — Au terme *barbarus* doivent être très probablement rapportés les noms Barbarat, Barbarin, Barbaroux. On sait que les Romains comme les Grecs appelaient *barbares* tous les étrangers.

NOMS TIRÉS DE LA GÉOGRAPHIE

Ces noms ont eu pour objet d'indiquer tantôt les pays où sont nés, tantôt les pays d'où sont venus ceux à qui ils ont été imposés. Lespagnol. — Limousin. — Lebreton, Bretonneau. — Lenormand, Denormandie. — Lallemand. — Poitevin, Lepoitevin. — Picard. — Bourgogne, Bourgoïn (du même mot roman qui signifiait Bourguignon). — Dappoigny, probablement individu originaire d'Appoigny. — Soissons. — Suisse. — Flamand. — Savoye. — Lombard. — Langlais, Langlois. — Lorrain, Lorin. — Russon, pour Russe. — Navarre, Naverre, de la Navarre. — Breton. — Cauchois. — Manceau, et sans doute, Monceaux. — Turquin, pour Turc. — Spire, qui est de Spire. — Parisot, Pariset, Parisel, de Paris. — Besançon. — Danjou. — Arago, d'Aragon. — Davignon. — Berry. — Castille. — Brunswick. — Castellane. — Castillon. — Dallemagne. — Damiens. — Devienne. — Dumaine. — Defrance. — Calabre. — Passy. — Ratisbonne.

NOMS TIRÉS DE L'ÉTAT DE LIEUX

Les noms de cette provenance n'ont jamais eu pour but d'indiquer pour ceux qui les prenaient où recevaient un droit de possession sur les choses désignées. La preuve en est que bon nombre de ces choses ne sont pas susceptibles de propriété privée, comme rivière, chemin, rue, bourg, qui ont donné : *Larivière, Duchemin, Delarue, Dubourg*. En faisant usage de la qualification des lieux, on s'est proposé seulement de marquer les rapports existants, sous le rapport du voisinage, de l'habitat, de la fréquentation entre la personne dénommée et l'objet ou le lieu dont le nom a été emprunté. Ainsi, pour reprendre les exemples qu'on vient de citer, Rivière, Larivière voulut dire qui habite près de la rivière; Duchemin, qui habite sur le chemin; Delarue, qui habite dans la rue; Dubourg, qui est du bourg.

Bac, Bachot. — Barrière. — Bocage. — Bois, Dubois, Desbois, Jolibois. — Bruyère, Labruyère. — Cap. — Carrière. — Champ, Deschamps, Lonchamp. — Delisle, Desiles. — Dulac. — Dumont. — Duparc. — Duval. — Dupré. — Duport. — Létang. — Fontaine, Lafontaine. — Foret, Laforet. — Fourré. — Galet. — Dugué. — Dujardin. — Lalande, Landais. — Chaume. — Garet, de Guéret. — Dupaty, Depâquis, de *pâtis*, *pâquis*, paturage. — Desessart, du roman *essart*, *sart*, terrain défriché pour être mis en culture. — Lasource. — Delécluse. — Lenclos. — Duparc. — Dupré, Després, — Duchemin. — Despréaux. — Dutertre. — Delamare, Desmares, Desmarests. — Du vieux mot français *menil*, *mesnil*, qui signifiait métairie, Lemesnil, Duménil. — Delaunay (aulnaie). — Delamontagne, Montagnac, Montaigne. — Mothe, Lamotte, Motheau : ces noms viennent de l'expression du moyen-âge *Mothe* (mota), qui signifiait élévation de terre naturelle ou artificielle sur laquelle était construit un château fort ou une tour. Par extension, le nom s'étendit à l'édifice même, puis au groupe d'habitations qui l'entourait, et l'on en vint à le donner comme appellatif à plusieurs de ceux qui habitaient la *mothe* ou en étaient originaires. — De pertuis, Pertuisot, Maupertis. — De vieux mot *mas*, *mase*, Dumas, Mazade. — Dupont, Duponceau, Poncelet. — Dupuis. — Roc, Duroc. — Desroches, Laroche, Rochebrune, Rocher. — Laval, Lavallée, Desvaux. — Vergé, Duvergier. — Ville, Deville. — Vivier, Duvivier. — Combe, Lacombe, du vieux mot français *combe*, vallée. — Lanoue. — Varenne. — Delahaye. — Breuil, Dubreuil, en roman, petit bois, bruyère. — Perthuisseau, de pertuis. — Chailley, Chaillot, du celtique *caill*, bois, forêt (habitant du bois, si ce n'est travaillant au bois). — Vézin, comme certains noms de lieux, le Vey (Calvados), le Vez (Aisne, Oise) ne viendrait-il pas du latin *vadum*, gué, habitant près d'un gué ?

NOMS TIRÉS DES HABITATIONS, DES FORTIFICATIONS ET DE TOUT
CE QUI S'Y RAPPORTE.

Labergerie. — De cabane : Cabanel, Chabannes. — Lacaze, Decaze, Cazeau. — Laloge, Delaloge. — Ducastel, Duchâtel, Castelain, Chastellux. — Cellier, Lecellier. — Vieuxchâteau, Chateaufort. — Du colombier : Colomb, Colombet. — Forge, Desforges. — Delfand, du même mot qui signifiait redoute, petit ouvrage fortifié. — Plessis, Duplessis ; *plessis*, en roman, maison de plaisance. — Lagrange, Desgranges. — Grenier, Granier. — Lacave, Descaves. — Dufour, Fournel. — Lacour, Delacour ; *cour* signifiait autrefois habitation agricole. — Escalier. — L'hôpital. — Maison, Desmaisons. — Dumanoir. — Moulin, Dumoulin. — Moutier, Desmou-

tiers. — Perron, Duperron, Peyronnet. — Pignon. — De fronton : Frontier, Frontin. — Duportail. — Laporte, Delporte, Desportes. — Préault, — Lasalle. — Serres, Lasserre. — Tavernier. — Latour, Destours, Tourey. — Lafenestre. — Trumeau. — Carnot, du même mot roman qui voulait dire créneau.

Les noms tirés de certains détails de la construction avaient sans doute pour objet de marquer quelques particularités de l'habitation, comme *serre* pour indiquer qu'il y avait une serre ; *perron*, *escalier*, parce qu'il y avait un perron, un escalier, etc.

NOMS TIRÉS DES MACHINES, OUTILS, ARMES, USTENSILES, INSTRUMENTS DE MUSIQUE, ETC.

Ces noms ont dû être donnés soit à des individus qui se servaient des objets, soit à ceux qui les fabriquaient.

Baquet, Baquier. — Barre, Desbarres. — Bouton. — Boule, Boulard, Bouley. — Broc, Bro, Brocard. — De burette : Buret. — Cercueil. — Lachaise. — Charette. — Chevillon, Chevillard. — Cuvier, Cuvillier. — Descartes. — Dufourneau. — Feuillet, Feuillot. — Gobelet. — Hachette. — De harnais : Beauharnais. — De hochet : Hoche. — De jarre : Jarry. — De ligne : Ligneau, Deligne, Lignièrès. — Miroir, Mirot. — Panier. — Patin. — Planche. — Pot. — Rabot, Rabotin. — Rateau. — Robinet, Robineau. — Serpette. — Sommier. — Tabouret, Taboureau. — Tenaille. — Voiture. — Briquet. — Carrel (du vieux mot français *carrel*, flèche). Lépée, Alépée, Courtépée. — Tambour. — Bille, Billan, Billette. — Bourdon, Bourdonneux, Labourdonnaye. — Clairon. — Lavieille. — De marque : Lamarque, Marquet. — Viole. — Cloche. — Cornemuse. — Bouteille. — Quenouille. — Volland.

NOMS TIRÉS DES MONNAIES ET DES POIDS ET MESURES.

Quatresols. — Troisgros. — Liard. — Quarteron. — Quartier. — Boisseau.

NOMS TIRÉS DES MOIS DE L'ANNÉE.

Ces noms ont eu sans doute pour but de rappeler l'époque à laquelle les individus sont nés.

Janvier. — Février. — Mars. — Avril. — Demay, Dumay.

NOMS TIRÉS DU TEMPS, DE L'ATMOSPHÈRE, DES ÉLÉMENTS, DES MÉTAUX, ETC.

Lair. — Defeu. — Luminais, de *lumière*. — Argent, Argenson. — Lejour, Bonjour. — Loré, Doré. — Létaille. — Flocon, Flocard. — Gelée. — Hivert. — Soleil.

NOMS TIRÉS DE L'ALIMENTATION.

Ces noms ont dû être donnés avec un certain esprit d'ironie, en vue d'indiquer la prédilection des individus pour les aliments dont le nom leur a été imposé.

Boissonnade, Boissonas. — Boudin. — Fromage. — Gibier. — Gigot. — Sirop. — Soupe. — Choupe. — Pain. — Gâteau. — Miel. — Michon. — Cerise. — Chou. — Bouillon. — Graindorge,

NOMS TIRÉS DE L'HABILLEMENT ET DE LA PARURE.

Les noms de ces objets ont dû être appliqués et à ceux qui les fabriquaient et à ceux qui en faisaient usage.

Bonnet. — Manteau. — Mitaine. — Gilet. — Collet. — Cotelte, en roman petit manteau. — Cappé, de *cape*, ancien manteau à capuchon. — Chaussou. — Toupet. — Botte. — Challe. — Bas, Lebas. — Bouton. — Chape. — Cotillon. — Maillot. — Pardessus. — Tissu. — Trousseau.

SOBRIQUETS

Quelle que soit l'étymologie qu'on attribue au mot sobriquet, qu'avec Ménage, on le tire du latin *subridiculum*, manière d'être ridicule ; avec Moysant de Brieux, du grec *ὑβριστικόν*, injurieux ; avec Leglay, de l'ancien français *soubriquet*, affront, il n'en reste pas moins que ce terme implique une idée de sarcasme et de dénigrement. C'est dans ce sens, par conséquent, que doivent être interprétés les noms qui reflètent le caractère du mot. Ces noms sont nombreux, car la gouaillerie gauloise s'est plu, de tout temps, à se donner carrière.

Boivin. — Boileau. — Bonvin. — Cassegrain. — Cassemiche. — Chantoiseau. — Coupechoux. — Grattepain. — Machavoine. — Machelard (qui mange du lard). — Padeloup. — Patenôtre. — Sauvegrain. — Têtevuide. — Torchebœuf. — Troplong. — Lurine. — Couillard. — Cornu. — Cornat. — Gourmand. — Baillard, qui baille. — Trinquafort. — Paillard. — Paillot. — Pouillot, de *pediculus*, pou. — Trinquant. — Sallot. — Guignon. — Pissier. — Robin, Robineau, du roman *robin*, bouffon, sot. — Legueux. — Coutant, qui coûte, à propos, par exemple, d'un enfant qu'on élève ou d'un parent qu'on entretient. — Malchien, mauvais chien. — Cornavin, sans doute, qui boit sec.

APPENDICE

DES PRÉNOMS.

On a dit plus haut que les prénoms, tirés de diverses langues, étaient d'ordinaire des qualifications flatteuses et de bon augure. En voici quelques exemples :

A l'hébreu ont été empruntés comme prénoms les noms suivants : Jean, rempli de grâce. — Joseph, accroissement du Seigneur. — David, aimable. — Marc, brillant. — Lazare, secours de Dieu. — Michel, semblable à Dieu. — Anne, gracieuse. — Esther, étoile. — Noémi, éclat de la beauté. — Suzanne, lis étincelant.

De la langue grecque ont été tirés ces autres prénoms :

André, de *ανδρ*, *ανδρος*, homme vaillant ;

Anatole, de *ανατολη*, lever du soleil, d'un astre ;

Agathe, de *αγαθς*, *αγαθη*, bon ;

Aglaré, de *αγλαη*, belle, brillante ;

Agnès, de *αγνος*, pur, chaste, innocent ;

Alcide, de *αληη*, force secourable ;

Alexis, de *αλεξειν*, secourir ;

Alexandre, de *αλεξειν*, et *ανηρ*, secourir les hommes ;

Ambroise, de *α* privatif, et *βροτος*, non mortel, immortel.

Amélie, de *α* privatif, et *μελεος*, *μελεα*, non vain, non frivole, par conséquent, sérieuse, active ;

Arsène, de *αρσην* pour *αρρην*, au propre et au figuré, vraiment mâle ;

Basile, de *βασιλευς*, roi ;

Catherine, de *Καθαρος*, irréprochable, innocent ;

Léon, Léonie, de *λεων*, lion, courageux ;

Hilaire, de *ιλαρος*, joyeux.

Irène, Irénée, de *ειρηνη*, paix.

Marguerite, de *μαργαρίτης*, perle.

Théodore, de *θεος*, Dieu ; *δινσις*, action de donner. Offrande à Dieu.

Théodule, de *θεος*, Dieu ; *δουλος*, serviteur. Serviteur de Dieu.

Etc., etc.

Du latin ont été tirés :

Félix, de *felix*, heureux ;

Boniface, de *bona facies*, bonne figure, visage de bon augure ;

Camille, de *camillus*, jeune enfant de condition libre qui servait aux autels ;

Appollinaire, de *apollinaris*, qui concerne Apollon ou les Beaux-Arts ;

Claire, de *clarus*, *clara*, brillant, distingué ;

Firmin, de *firmus*, qui a de la fermeté ;

Dominique, de *dominus*, maître ;

Aimé, Aimée, de *amatus*, *amata*, qui est aimé ;

Amable, de *amabilis* ;

Amand, Amanda, de *amandus*, qui doit être aimé ;

Auguste, Augustin. Suétone fait dériver ce surnom du verbe *augere*, augmenter, accroître, et prétend qu'il fut donné à Auguste pour représenter les honneurs dont il se vit en quelque sorte accru ;

Béatrix, bienheureuse ;

Bonaventure, de *bonus*, bon ; *adventus*, avènement, venue.

Benoist, Bénédict, de *benedictus*, béni ;

Céleste, célestin, de *cælum*, ciel ;

Désiré, de *desideratus*, désiré, souhaité ;

Dieudonné, à *Deo datus*, donné par Dieu ;

Dominique, de *dominus*, maître, possesseur d'une maison ; *domus*, radical. Notons, en passant, que la particule *dom*, que les membres de certains ordres monastiques mettaient devant leur nom, était une abréviation de *dominus* ;

Faustin, de *faustus*, heureux, de bonne augure ;

Félicie, Félicien, Félicité, de *felix*, *felicitas*, heureux, bonheur ;

Firmin, de *firmus*, ferme, solide ;

Flore, Florence, Florentine, de *flos*, fleur ;

Fortuné, de *fortunatus*, *fortuna*, fortune ;

Fulgence, de *fulgens*, brillant ;

Gratien, de *gratus*, agréable ;

Hortensia, de *hortensius*, qui croit dans les jardins (*hortus*), c'est-à-dire dans les lieux où se trouvent de belles plantes ;

Laure, Laurence, Laurent, de *laurus*, laurier, *laurea*, feuille de laurier ;

Luce, Lucie, Lucile, de *lux*, *lucis*, lumière ;

Maxime, Maximilien, de *maximus*, très grand ;

Pulchérie, de *pulcher*, beau ;

René, de *renatus*, ressuscité ; né de nouveau ;

Rosalie, Rose, Rosine, de *rosa*, rose ; *rosala*, petite rose ;

Sylvain, Sylvestre, de *syloanus*, dieu des forêts ;

Valentin, Valérie, de *valens*, fort ;

Vincent, de *vincens*, qui remporte la victoire ;

Virginie, de *virgo*, vierge.

La langue germanique a aussi fourni son contingent :

Guillaume, en allemand *Wilhelm*, de *will*, volonté, et *helm*, heaume : celui qui a sa volonté pour casque, c'est-à-dire sa bravoure pour protection ;

Charles, de *Karl*, homme vigoureux ;

Robert, de l'ancien idiôme tudesque *rod-berht*, brillant par la parole ;

Hugues, du mot *hug*, intelligent ;

Louis, de *Hlodo-wig*, célèbre guerrier ;

Thierry, de *Theode-rik*, brave ou puissant parmi le peuple ;

Albert, de *all*, tout, très, et de *berht*, *berth*, illustre, très illustre ;

Alfred, de *all*, tout, très, et de *fred*, paix : très paisible ;

Edmond, de *ead*, heureux, et *mund*, homme ;

Gérard, de *ger*, guerre, et *hard*, courageux : courageux à la guerre ;

Sc. hist.

Germain, de *ger*, guerre, et *man*, homme : homme de guerre ;

Henri, de *heim*, demeure, et *rich*, puissant : puissant dans sa maison, dans son pays ;

Bernard, de *Bern-hard*, littéralement, dit M. de Jubainville, dût comme un ours ;

Adelaïde, de *adel-hilde*, fille illustre ;

Adel, de *adel*, noble.

Berthe, probablement de *ber*, *berg*, grand, élevé.

Le celtique a dû être également mis à contribution. Ainsi, Arthur n'aurait-il pas pour radical le mot *arth*, qui en gallois signifiait ours ? Le nom d'homme gaulois *artos* en dérive. « Une des causes, observe M. de Jubainville, qui ont dû contribuer à faire adopter dans le monde gaulois le nom d'*artos* et les noms dérivés d'*artos*, est le sentiment religieux. L'ours était considéré comme un animal divin. Chez les Celtes, on l'avait divinisé, ainsi que l'auroch, ces deux animaux passant pour être les plus redoutables des habitants des forêts.

Le nom latinisé de l'ours (*ursus*) a été aussi fréquemment employé en Gaule comme *cognomen* sous l'empire romain. Exemples :

Saint *Ursus*, évêque de Troyes (v^e siècle) ; saint *Ursus*, évêque d'Auxerre (fin du v^e siècle). Le nom a été également appliqué à des femmes. Dans plusieurs inscriptions, en Gaule, on a relevé le nom *Ursa*... Ne serait-ce pas de là que serait venu plus tard le nom *Ursule* ?

Il est encore d'autres catégories de prénoms que l'on fait remonter à l'irlandais, à l'espagnol, à l'étrusque, au scandinave et à d'autres langues encore. Mais le sujet est trop aride pour qu'on s'y appesantisse outre mesure. Les exemples qu'on vient de citer sont d'ailleurs bien suffisants pour la démonstration qu'il s'agissait de faire.

NOTICE BIOGRAPHIQUE
SUR
JEAN-LOUIS PIESTRE

Par M. F. FAUCHEREAU.

Beaucoup de gens éprouvent le continuel besoin de faire parler d'eux, d'occuper le public de leurs actions et de leur personnalité ; mais s'ils n'ont été des hommes supérieurs, s'ils n'ont point tracé leur sillon par des travaux remarquables dans la littérature ou dans les sciences, dans l'industrie ou dans la diplomatie, dans les questions politiques ou sociales, on ne parle plus d'eux dès qu'ils ont disparu et ils sont vite oubliés.

Il en est d'autres qui, au contraire, se mettent le moins possible en vue, qui fuient la renommée, et font le bien pour ainsi dire en cachette. Ils travaillent, agissent, écrivent, non pour satisfaire la vaine ambition de se faire remarquer de leurs concitoyens et d'obtenir leurs louanges, mais pour le plaisir qu'ils goûtent en s'occupant de choses utiles à la science, à l'histoire, en un mot à quelque chose ou à quelqu'un.

Les premiers ne cherchent, en tout ce qu'ils font, qu'à flatter le public et à lui plaire, afin que ce public leur en sache gré et leur prodigue les louanges, la considération, l'estime ou tout au moins ce que nous appelons *les honneurs*. Les autres ne pensent, n'agissent qu'en vue d'obtenir cette noble et pure satisfaction : l'approbation de leur conscience. Quand cette dernière est satisfaisante ils sont heureux et alors peu leur importe l'opinion du monde, et ce que le public, dit ou pense d'eux. Ils ne vivent pas, n'agissent pas pour lui, mais avec lui seulement, puisqu'ils ne peuvent s'en séparer. Le monde ne les connaît pas et il ne les connaîtra jamais, à moins qu'un des rares amis qu'ils ont su se

faire ne vienne rendre à leur mémoire un hommage tardif quoique bien mérité.

Celui sur lequel nous avons recueilli les quelques notes qui suivent était de ces derniers, c'est ce qui explique pourquoi on est si pauvre en renseignements sur lui.

En ma qualité de libraire et de bouquiniste, bien des volumes me passent par les mains. Un jour je trouvai un livre intitulé : *Nouveau vocabulaire ou dictionnaire portatif de la langue française, rédigé d'après les dictionnaires et les écrivains les plus distingués, précédé d'un abrégé de grammaire*, par J.-L. Barthélemy CORMON et J.-L. PIESTRE. *Lyon*, Cormon et Blanc, éditeurs, 1813. Le mot portatif qui se trouve dans le titre, choque quelque peu quand on le lit sur le volume qui est un assez fort in-8°, mais à cette époque, on n'avait pas encore perdu l'habitude des gros in-f°, et un in-8° paraissait très portatif.

Je savais qu'un de mes grands oncles, du nom de Piestre, et dont les initiales des prénoms étaient celles qui précèdent ce nom sur le volume, avait habité longtemps Lyon, qu'il avait commencé par être commis de librairie chez un libraire du nom de Cormon, et que plus tard il avait épousé une demoiselle Cormon. Je pensai qu'il pouvait être l'auteur ou plutôt l'un des collaborateurs de ce dictionnaire.

J'écrivis à son fils, auteur très connu dans le monde littéraire et dramatique sous le nom de Cormon Eugène, nom de sa mère qu'il avait pris vers 1830, en faisant représenter ses premières pièces au théâtre, pour ne pas compromettre sa position. Il était alors étudiant en médecine et élève des hopitaux. M. Cormon me répondit que je ne m'étais pas trompé, que son père était bien l'auteur du livre en question et d'un certain nombre d'autres dont il ne pouvait me donner les titres, à l'exception d'un seul.

Je venais donc de retrouver un auteur originaire du département de l'Yonne, complètement inconnu ici et dont il n'est parlé nulle part dans les dictionnaires historiques, ni dans les biographies Michaut et autres.

Je demandai des renseignements à Lyon, qu'il habita pendant près de 60 ans, et à Paris où il mourut.

Les résultats de mes recherches et de mes démarches sont loin d'être aussi complets que je l'aurais désiré. Les renseignements que j'ai recueillis sont bien peu de chose, cependant je crois devoir les publier, quand ce ne serait que pour attirer l'attention des chercheurs sur cet auteur auxerrois dont aucun biographe ne parle.

Jean-Louis Piestre était fils de cultivateurs et l'aîné de neuf enfants. Il est né à Neuilly (Yonne), le 27 décembre 1774, de Jean Piestre et d'Anne Cormon. Neuilly possédait une école dès 1678, c'est sans doute dans cette école que, un siècle plus tard, le jeune Piestre reçut toute l'instruction qu'il possédait quand il quitta son village. Je me rappelle avoir entendu maintes fois ma grand'mère parler de son frère aîné avec admiration. Elle me disait souvent : « Mon frère Jean était savant ; il montait sur une chaise pour écrire sur cette maie (et elle me la montrait en même temps, c'était elle qui l'avait eue à la mort de mon bisaïeul), il montait sur une chaise pour écrire sur cette maie, disait-elle, parce qu'il n'était pas assez grand sans cela ». Il est vrai qu'il n'était pas d'une haute taille, mais sa sœur voulait dire qu'il était très jeune lorsqu'il écrivait déjà.

Il y avait à Lyon un libraire du nom de Cormon, originaire également de Neuilly ou des environs où cette famille comptait à cette époque de nombreux représentants. Aujourd'hui ce nom a presque disparu de la contrée, il n'y a plus de descendants mâles ou bien ils ont émigré. Ce libraire était donc un parent, un oncle de Piestre, puisque sa mère était une Cormon. Il était jeune encore quand ce parent l'appela chez lui. Il avait 15 ans au plus.

Il n'y alla sans doute pas seul, car son collaborateur au dictionnaire Jacques-Louis-Barthélemy Cormon était aussi de Neuilly, où il naquit le 24 août 1769 (1). Comme il était de 5 ans plus âgé que Piestre, il pouvait être déjà à Lyon quand ce dernier y alla, mais il peut aussi n'être parti qu'avec son cousin. Tout ce que je sais, c'est que J.-L. Piestre, très jeune encore, quitta Neuilly qu'il ne revint jamais, pour se rendre à Lyon où il prit possession de l'emploi qui lui était offert dans la librairie Cormon et Blanc.

Notre apprenti libraire profita de ce que cet emploi mettait des livres à sa disposition, pour consacrer à l'étude tout le temps ou les loisirs que lui laissait son travail. C'est ainsi qu'il apprit seul le latin et le grec. C'est pendant qu'il étudiait qu'il s'aperçut de la pénurie de dictionnaires qui existait à cette époque et il consacra plusieurs années à en préparer deux : un dictionnaire français et un dictionnaire latin-français. Nous n'avons retrouvé aucune trace de ce dernier ; c'est pourquoi nous n'en parlerons pas dans la liste de ses ouvrages que nous donnons plus loin.

(1) Notre compatriote Cormon est encore auteur d'un dictionnaire portatif de prononciation français-espagnol et espagnol-français, et d'un autre italien-français et français-italien. Ce dernier avec Vincent Manni, *Lyon*, 1802 ; 2 vol. in-8°.

Vers 1797, il quitta la librairie pour entrer à la préfecture du Rhône où son intelligence, son assiduité et sa bonne conduite le firent remarquer. En 1800 il était premier commis et devint rapidement chef de bureau (1805), puis chef de division. En 1815, appelé par M. de Bondy qui avait suivi Napoléon, il alla à Paris remplir les mêmes fonctions.

Piestre montra sans doute des sentiments impériaux ou libéraux, car le gouvernement de la Restauration le disgracia et le congédia.

J'ignore ce qu'il fit ou ce qu'il fut depuis sa sortie de la préfecture de la Seine jusqu'en 1830 ; mais il retourna certainement à Lyon, puisqu'en 1823 il est nommé membre de la *Commission des recherches sur le patois ou idiome vulgaire en usage dans le département du Rhône*, et qu'en 1827 il est nommé membre titulaire émérite de l'*Académie de Lyon*.

En 1830, l'administration des hospices de la ville de Lyon, qui connaissait ses aptitudes et son intégrité, l'appela pour lui confier le secrétariat général de l'administration de ces hospices (14 décembre). Il était resté dix-huit ans dans les bureaux de la préfecture du Rhône et il remplit pendant vingt-sept ans les fonctions de secrétaire général des hospices de Lyon. Il se retira en 1857. L'administration des hospices lui fit une retraite de 3,500 francs.

Piestre quitta alors Lyon pour aller à Paris et à Versailles, près de ses enfants, MM. Eugène Cormon, son fils, et Housset, son gendre. En 1859, il était à Versailles où je vis, pour la première fois, en me rendant sous les drapeaux, cet oncle de qui j'avais entendu tant de fois parler et dire tant de bien. En effet, la bonté de son cœur, la douceur de son caractère se reflétaient sur cette bonne figure de vieillard. On ne pouvait le voir sans ressentir pour lui une vive sympathie. Sa femme, Jeanne Cormon, était digne d'être la compagne de ce bon, de cet honnête homme. C'était une cousine du libraire Cormon, chez lequel Piestre était resté comme employé et par conséquent un peu sa cousine aussi. Il en eut deux filles et un fils.

Quand on sait ce qu'il a été, ce qu'il a fait, on peut tout d'abord se demander comment il est arrivé que Piestre n'ait pas été ou ne soit pas plus connu du monde littéraire ; mais il n'y a pas lieu d'en être surpris, car, durant sa longue carrière, il a toujours fui le brouhaha mondain. Il vivait, par goût, tout à fait en dehors du monde, remplissant scrupuleusement les devoirs de ses fonctions. On n'est point étonné de cet isolement quand on parcourt la liste des travaux imprimés ou manuscrits qu'il a laissés. Sachant qu'il avait commencé très jeune à travailler pour vivre et qu'il n'avait

alors qu'une instruction très rudimentaire, on devine qu'il a dû consacrer ses loisirs plutôt à l'étude et aux travaux intellectuels, qu'aux relations et aux plaisirs mondains.

Dès 1800 (il était alors premier commis à la préfecture), il fut nommé émule de l'*Académie de Lyon*.

En 1807 il fut reçu membre titulaire de cette Société.

En 1827 il fut nommé membre émérite.

Avant de donner la liste de ses travaux, je dirai qu'après une longue vie si bien remplie, il mourut à Paris, rue de Passy, n° 44, le 4 août 1866, dans sa 92^e année.

Les travaux de J.-L. Piestre qui ont été imprimés sont :

1° *Vers à M. Varninac, préfet du Rhône*, Lyon, 1800, in-8°.

2° *Considération sur l'origine de l'idolâtrie*, Lyon, an IX, in-8°.

3° *Les crimes de la philosophie ou tableau succinct des effets qu'elle a opérés dans la plupart des sciences et des arts, et dans le régime des associations politiques*. Paris, 1804, in-8°.

4° *Nouveau vocabulaire ou dictionnaire portatif de la langue française, rédigé d'après les dictionnaires et les écrivains les plus distingués, et précédé d'un abrégé de grammaire*. 4^e édition, Lyon, Cormon et Blanc, 1813, in-8°. Il fit ce dictionnaire en collaboration avec Jacques-Louis-Barthélemy Cormon (1).

5° *Observations psychologiques et physiognomoniques sur la nouvelle doctrine du professeur Gall*. Lyon, Reyman, an XI.

6° *La synonymie ou dictionnaire de tous les synonymes définis jusqu'à ce jour par MM. Girard, Beauzée, Rambaut, Guizot et autres ; ouvrage principalement destiné aux jeunes gens, qui y trouveront un rapprochement succinct des synonymes de la langue française et une détermination précise des nuances d'acception particulière à chacun d'eux*. Lyon, Cormon et Blanc, 1810, 2 forts vol. in-12.

Tout ce qu'il écrivit ne fut pas imprimé. Il rédigea plusieurs mémoires, plusieurs communications, qu'il fit à l'*Académie de Lyon* et qui se trouvent dans les archives de cette Société.

Ses travaux manuscrits sont :

1° *Mémoire sur Lavater*.

2° *Mémoire sur le véritable génie du christianisme*.

3° *Considération sur la physiognomie du style*.

4° *Dissertation sur un malade qui a perdu l'usage des mots substantifs*.

(1) Ce dictionnaire fut estimé, puisqu'il en a été fait 4 éditions si ce n'est plus.

5° *Eloge de Pierre Morel, grammairien, membre de l'Académie de Lyon et correspondant de l'Institut (1723-1812), prononcé le 26 août 1812.*

6° *Rapport sur un ouvrage de Mahx, concernant l'enseignement public.*

TRAVAUX ACADÉMIQUES :

1° Le 16 juin 1807, MM. Piestre, Dumas et Martin, formant une section de la Commission générale de statistique, communiquent à l'Académie leur travail sur « la gymnastique, les théâtres et les jeux publics ».

2° Le 25 février 1823, M. Cochard lit en séance ordinaire un travail intitulé : « Recherches sur le patois ou idiome vulgaire en usage dans le département du Rhône ». Piestre était membre de la Commission chargée de faire ces recherches.

Ces deux Commissions furent composées exclusivement d'académiciens, sur l'ordre du ministère.

Les renseignements concernant ces travaux m'ont été donnés par M. Bonnet, secrétaire général de l'*Académie de Lyon*, que je remercie sincèrement ici, et qui, après me les avoir donnés, ajoutait : « Les anciens de notre compagnie parlent de lui avec un profond respect pour ses talents et pour son caractère ».

PIERRE-ETIENNE Piestre

dit EUGÈNE CORMON.

A la suite de cette notice il nous paraît utile de dire quelques mots sur le fils et sur le petit-fils de Piestre qui, tous deux, se sont distingués, l'un comme auteur dramatique, l'autre comme artiste peintre.

Pierre-Etienne Piestre, dit Eugène Cormon, fils de J.-L. Piestre et de Jeanne Cormon, né à Lyon le 5 mai 1811, commença à écrire sous le nom de sa mère qu'il garda ensuite. Depuis 1832 il a donné sur les scènes de drame, de vaudeville et d'opéra-comique, plus de 150 pièces dont un petit nombre composées par lui seul. Les autres ont été écrites en collaboration avec MM. Dennerly, Laurencin, Grangé, Michel Carré, etc. Plusieurs de ces pièces ont joui d'une certaine vogue et ont fourni une assez longue carrière, telles que *Paris la nuit*, un des plus grands succès de l'Ambigu-comique ; *les Crochets du père Martin*, drame en 3 actes, qui obtint un grand succès au théâtre de la Gaîté. Quelques-uns de nos lecteurs doivent se rappeler encore le retentissant succès des *Deux Orphelines* en 1875.

A la fin de sa carrière dramatique, M. Cormon semblait donner

la préférence aux scènes lyriques. Il est de ceux qui ont le mieux réussi dans le genre de poème ou prose rimée qu'affectionnent les compositeurs et dont Scribe a eu le secret au plus haut degré.

En 1874, M. Cormon a remplacé M. Carvalho comme administrateur du Vaudeville.

Aujourd'hui M. Cormon porte allégrement ses 82 ans, et ceux qui l'approchent, sachant que dans ses veines coule un sang icaunais, ne sont point étonnés de rencontrer encore dans ses conversations une verve toute bourguignonne.

FERNAND-ANNE PIESTRE

dit CORMON.

Fernand-Anne Piestre, fils d'Eugène Cormon, né à Paris, le 23 décembre 1845, est un peintre distingué qui signe ses œuvres du nom de Cormon, et n'est connu comme son père, que sous ce nom. Il fut élève de Portaël, peintre belge, actuellement directeur de l'Académie de Bruxelles, qui le mit à l'école des Beaux-Arts, sous la direction de Cabanel. Il fut longtemps l'ami et l'élève de Fromentin. Il exposa pour la première fois en 1868. Il obtint une médaille d'or à l'Exposition de peinture de 1870 pour son tableau : *les Noces de Nibelungen*, portant cette épigraphe : « Brunhilt bat son mari Gunther, l'attache au pied du lit et, le matin venu, lui demande s'il ne serait pas fâché qu'elle le montre à ses gens, ainsi lié par les mains d'une femme ». En 1872, Fernand Cormon obtint encore une médaille, qui le mettait hors concours, pour une étude orientale pleine d'originalité, *Sita*. En 1873, il remporta le prix du salon pour son tableau : *la Mort de Ravana, roi de Lanka*, dont le cadavre fut trouvé sur le champ de bataille par la favorite et les autres épouses du monarque. Cette œuvre d'un peintre presque à ses débuts, fut fort remarquée; elle est au Musée de Toulouse. Il refusa d'aller en Italie et donna sa démission pour faire une expédition en Tunisie avec le colonel Roudaire. En 1877 il exposa un sujet religieux : *Jésus-Christ ressuscite la fille de Jaïre*, et un *Portrait* très remarqué, celui du sculpteur Carrier-Belleuse. Depuis, cet artiste n'a cessé de donner des preuves de son vigoureux talent. Outre *la Mort de Ravana*, il envoya à l'Exposition de 1878 un plafond : *La Bienfaisance et l'Education*, destiné à la décoration de la Mairie du IV^e arrondissement de Paris, qui lui valut une médaille de 3^e classe. En 1880, il exposa *Caïn*, acheté par le Musée du Luxembourg; en 1881, *Fleurs*; en 1884, *le Retour d'une chasse à l'ours, l'âge de pierre*, qui appartient au Musée de Saint-Germain; en 1885, deux *Portraits*; en 1886,

un Déjeuner d'amis ; en 1887, un grand tableau : *les Vainqueurs de Salamine*, auquel fut décernée une grande médaille d'honneur ; en 1888, le portrait de M. Henri Maret. En 1889, à l'Exposition universelle, il obtint une médaille d'honneur. Tout dernièrement il a fait le portrait d'un de nos compatriotes, M. Tambour. Enfin il vient d'achever des frises à l'Hôtel-de-Ville de Paris, et, au salon de cette année (1893), on remarquera le portrait du Père Didon qu'il vient de terminer.

Sur des sollicitations pressantes, il a bien voulu nous envoyer, pour l'exposition des Beaux-Arts d'Auxerre, un *Bouquet de fleurs*, étude qui devait aller au salon si son portrait du Père Didon n'avait pu être prêt.

Depuis un certain nombre d'années, il dirige un atelier d'élèves dont la renommée n'est plus à faire.

En 1880, le petit-fils de J.-L. Piestre a été nommé chevalier, et en 1889, il a été fait officier de la légion d'honneur.

LES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DE LA VILLE D'AUXERRE
PENDANT LA RÉVOLUTION
(Suite) (1)

Par M. Ch. DEMAY.

Les derniers procès-verbaux des délibérations municipales de la ville d'Auxerre publiés dans le second semestre de 1892 s'arrêtent, comme on l'a vu, au 23 décembre 1792, au seuil de cette époque terrible où l'on vit les hommes portés au pouvoir par le cours des événements, érigeant la Terreur en moyen de gouvernement afin de briser toutes les résistances par l'effroi qu'elle jetait dans les âmes, diriger les destinées de la Nation pendant plus d'une année sous le régime le plus violent qui ait jamais été mis en pratique, tout en déployant la plus sauvage énergie pour écraser les ennemis du dedans, et le plus noble patriotisme pour refouler ceux de l'extérieur.

Le 1^{er} thermidor, an II (19 juillet 1794), époque à laquelle cesse la lacune si regrettable de nos registres municipaux, la situation se trouve tellement modifiée par la succession des événements lamentables dont la France fut le théâtre pendant la sanglante époque de la Terreur, qu'il est, je crois utile, pour l'intelligence des délibérations qui vont suivre, de retracer en quelques lignes l'état dans lequel se trouvait alors la ville d'Auxerre.

Au Conseil municipal élu en décembre 1792 en avait succédé un nouveau, élu en décembre 1793, dont les pouvoirs devaient expirer en brumaire an II ; c'est celui qui siégea pendant l'année 1794 et que nous retrouvons en thermidor de la même année.

(1) Voir *Bulletin* 1891 et 1892.

Ce Conseil était ainsi composé :

Maire : le citoyen Robinet.

Officiers municipaux : les citoyens Léon Perthuis, propriétaire, André Joseph, Charles Sallet, François Tenaille, propriétaire, Rapin, épicier, Bréon, chamoiseur, Dubétail, Edme Roux, vigneron, Duplessis, notaire, Lelièvre aîné, fripier, Hubert Sanglé, ferblantier, Petit-Salomon, drapier.

Notables : les citoyens Maure le jeune, aubergiste, Laurent Joseph, Voirin, charpentier, Liégeard, greffier du tribunal de commerce, Lesséré, directeur des coches d'eau, Alexandre Ville-tard, député à la Convention, Burat, épicier, Limonot, limonadier, Jouve, marchand, Gaillardot, marchand, Degousse, perruquier, Marceau jeune, tonnelier, Louise, fripier, Rigoley, propriétaire, Tellier jeune, Lionne aîné, Sallé, marchand de fers, Pierre Jacot, vigneron, Milon fils, limonadier, Guyou, couvreur, Drillon fils, Morillon, ferblantier, Uzanne fils, marchand, Leblanc, charpen-tier, Chavany père, traiteur.

Mais à cette époque le pouvoir municipal était bien amoindri. La Société populaire et le Comité révolutionnaire avaient pris un tel développement, conquis un tel ascendant sur les autorités constituées que le Conseil municipal, le Département et le District n'étaient plus que les humbles exécuteurs de leurs volontés. Après la suppression de la Société populaire en ventôse an III, les sections, reprenant à leur profit ces tendances envahissantes et désorganisatrices de toute autorité, imposèrent de nouveau leur joug au Conseil, dont l'autorité resta ainsi très limitée.

Ces sections étaient au nombre de quatre : celle la Fraternité, quartier Saint-Etienne ; de la Liberté, quartier de la porte de Paris ; de l'Egalité, quartier Saint-Eusèbe ; et de l'Unité, quartier Saint-Pierre. Cette division correspondait en réalité aux anciennes circonscriptions des quatre paroisses conservées en 1791. Elles se réunissaient très régulièrement, émettaient des vœux dont elles tenaient registre, et qu'elles présentaient au Conseil municipal soit par la voie de la députation, soit sous forme d'adresse.

L'ancien collège militaire, appelé ensuite Collège national, n'existait plus. Après la destitution en juin 1793, pour cause de non obtention de certificat de civisme, de Rosman, qui le dirigeait avec tant d'habileté depuis 1788, et le départ des professeurs, tous anciens bénédictins, qui le suivirent dans sa disgrâce, cet établissement, à la tête duquel le Département avait mis le citoyen Balme, végéta péniblement jusqu'à la fin de l'année scolaire. En octobre de cette même année 1793 les quatorze derniers pensionnaires en étant sortis, la maison fut définitivement fermée,

et le 5 juin 1794 (15 messidor an III), tout le mobilier était vendu à l'hôpital militaire.

Ses biens-fonds furent vendus comme biens nationaux en mars et juillet 1794. Les revenus qu'ils produisaient, joints à ceux provenant des rentes que la maison possédait sur des particuliers, sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, la ferme générale des octrois de la même ville, sur les Etats de Bretagne, étaient affectés aux traitements des professeurs. A ces ressources déjà importantes s'ajoutait une rente perpétuelle de 1,400 livres, prélevée pour un tiers sur les impositions de la ville, et pour les deux autres tiers sur celles du comté. Aussi l'instruction y était-elle donnée gratuitement aux enfants d'Auxerre, ou originaires du Comté.

Les biens-fonds comprenaient à la fois des maisons de rapport en ville, et des domaines ruraux : bois, métairie, même une terre seigneuriale, le fief d'Aubigny sur la paroisse de Taingy, ayant droit de haute, moyenne et basse justice, et relevant de la châtellenie de Druyes ; enfin une maison de campagne à Saint-Georges, dite le Grand-Grenon, où, pendant la belle saison, les élèves venaient de temps en temps se retremper dans un air pur et réconfortant, et s'y livrer à des jeux qui contribuaient puissamment au développement de leurs forces physiques. Cette propriété avait été achetée par les Jésuites alors directeurs du collège, en 1673. L'utile et l'agréable s'y trouvaient réunis. Un vaste jardin fruitier encadré d'un élégant parterre à la Française, et deux petits bois aux allées régulières formaient les dépendances du corps de logis, affectant plutôt les dehors d'une ferme que ceux d'une maison de campagne proprement dite. Le tout d'une superficie de quatre arpents et clos de haies vives (1). De plus 33 arpents de terres et prés disséminés sur le finage de Saint-Georges, et provenant de la même acquisition, rapportaient au collège des produits qui n'étaient pas à dédaigner (2). Quant à la prébende préceptoriale que lui assurait le chapitre cathédral, elle s'était éteinte en 1790 avec la suppression de ce Corps. Le désastre était donc complet, et comme je l'ai dit plus haut, l'œuvre du savant évêque avait cessé d'exister.

Les écoles Saint-Charles, si florissantes encore en 1792, avaient perdu les ressources qu'elles tiraient d'une association de personnes charitables, dont le siège était à Paris, au faubourg Saint-Antoine. Elles étaient devenues écoles primaires communales.

(1) Nous publions d'autre part un plan tiré des Archives de l'Yonne, reproduisant l'ensemble de cette propriété.

(2) Cpr Archives de l'Yonne, collège d'Auxerre, série D.

Mais dans quelles conditions existaient-elles ? Au lieu de huit maîtres (il y en eut quelquefois douze) on n'en comptait plus que cinq et le nombre des enfants confiés à leurs soins était excessivement réduit (2). La commune qui aurait dû se substituer à l'association et rétribuer les maîtres se refusait à leur donner le moindre secours.

Que cet abandon fût le résultat de l'indifférence des officiers municipaux, ou de l'impossibilité de leur venir en aide ayant déjà sur les bras la lourde charge d'assurer la subsistance de plus de la moitié des habitants, il m'a été impossible de m'en rendre compte, peut-être ces deux causes y concoururent-elles également, toujours est-il qu'ils mouraient de faim, pour ainsi dire, ne vivant que de quelques dons bien précaires de parents aisés, dont ils instruisaient les enfants. Las enfin de s'adresser inutilement à la municipalité, ils invoquèrent l'appui du Département qui contraignit la commune, par un arrêté du 19 prairial an II, de leur fournir deux bichets de blé par décade et une feuille de vin par mois (2).

On concevra facilement quelles durent être les tristes conséquences de cette déplorable inaction dans laquelle était laissée la jeunesse. Le tableau qu'en a laissé un homme que la ville compta parmi un de ses plus habiles administrateurs, M. Leblanc, maire sous la Restauration, me dispense de les mettre en évidence. Voici en quels termes, extraits littéralement des registres municipaux (séance du 5 mars 1829), s'exprimait le premier magistrat de la cité, en s'adressant aux officiers municipaux, dont la plupart avaient été témoins oculaires des faits qu'il rapportait (3).

« Rappelez-vous, Messieurs, ce qu'était à cet époque la nombreuse population d'enfants inoccupés et non contenus. Nos rues, nos places publiques étaient le théâtre de leurs désordres.

(1) Ces maîtres, tous laïcs, portaient le nom de frères Saint-Charles. Ils étaient logés en commun dans une maison qui leur appartenait, et se rendaient tous les jours dans différents quartiers de la ville pour y répandre l'instruction. Le plus grand ordre, le meilleur accord ne cessèrent jamais de régner parmi eux. — (Extrait d'une délibération du Conseil municipal du 5 mars 1829).

(2) Les écoles Saint-Charles sont encore représentées à Auxerre par une modeste institution que dirige un seul maître, et que fréquente un nombre restreint d'enfants.

(3) Entr'autres MM. Hay, Baudesson, Laroche-Marlot, Baudesson de Vieuxchamps, Lesséré, Maure, Faultrier et Sauvalle.

« La vieillesse, l'infirmité insultées. Nos maisons souvent assiégées. Enfin on semblait ne voir dans cette multitude d'enfants que des ennemis du bien, et des perturbateurs du repos public, contre lesquels la police la plus active était insuffisante et sans moyens de répression. »

L'exercice du culte avait complètement cessé. Les quatre églises paroissiales étaient ou fermées, ou affectées à des usages vulgaires. Les habitants gémissaient de voir profaner ces temples « élevés à la Divinité par la piété de leurs pères », et frémissaient d'impatience dans l'attente du jour où ils pourraient reprendre possession. C'est ce qu'ils se hâtèrent de faire en 1795, quand le Gouvernement eut décrété la liberté des cultes (1).

Le service paroissial avait cessé à l'église Saint-Etienne en novembre 1793. Cependant tant était vivace l'esprit religieux de la population, que plusieurs mois après des offices s'y célébrèrent encore (2).

L'église Notre-Dame-la-d'Hors servait de magasin pour les fourrages militaires. L'église Saint-Eusèbe était fermée. Enfin dans l'église Saint-Pierre-en-Vallée avait été établie une fabrique de salpêtre. (3).

Quel avait été le sort des nombreux établissements religieux : abbayes, couvents, prieurés que l'on remarquait en si grand nombre à Auxerre avant la Révolution ? Un seul avait été détruit ; le Couvent des Cordeliers, convoité depuis longtemps par la Ville,

(1) L'exercice du culte fut repris à Saint-Etienne en mars 1795 ; à Saint-Eusèbe, le 15 janvier de la même année ; à l'Oratoire Saint-Germain, en février 1796 ; à Notre-Dame-la-d'Hors, le 3 septembre 1797 ; enfin à Saint-Pierre en mai de la même année.

(2) Le 12 nivôse an II (1^{er} janvier 1794) une députation composée de citoyens et de citoyennes de la Commune se présenta devant le Directoire du Département se plaignant du trouble apporté dans l'exercice du culte catholique dans l'église Saint-Etienne, qui deux jours avant avait été inaugurée comme temple de la Raison. Elle se retirait avec l'assurance donnée par les administrateurs qu'ils veilleraient à ce qu'ils ne fussent plus molestés. Par jugement du tribunal correctionnel du district du 24 du même mois (13 janvier), sept des perturbateurs les plus coupables furent condamnés à différentes peines. — (Cpr Archives de l'Yonne et Henri Monceaux, *La Révolution dans le Département de l'Yonne*, n° 1762).

(3) Arrêté du Département du 19 nivôse an II (8 janvier 1794) autorisant le district à louer pour trois ans le ci-devant Temple de Saint-Pierre-en-Vallée, pour y établir une nitrerie artificielle sous la direction de Jean-Baptiste Courtois, propriétaire de la nitrerie artificielle de Dijon.

qui l'avait acheté en 1791. Sur son vaste emplacement, elle avait établi une halle au blé, et ouvert une rue connue originairement sous le nom de rue Mirabeau, et qualifiée ensuite de rue Dampierre.

A l'abbaye de Saint-Julien étaient logés les chevaux de la République, rassemblés par les soins de l'agent de la 19^{me} division dont le siège était à Auxerre.

L'antique et illustre abbaye de Saint-Germain, que le Collège national occupa jusqu'aux derniers jours de son existence, était louée, par parties à des particuliers. Elle renfermait aussi le bureau des subsistances militaires. L'église était fermée, et servait quelquefois de lieu de rassemblement populaire les jours de fêtes décadaires.

Le couvent des Ursulines, isolé de toutes constructions, enveloppé de murs élevés, avait été converti en caserne. Là vivaient dans une douce indolence, car ils n'étaient astreints à aucun travail, 4 ou 500 prisonniers de guerre, sans autre gêne apportée à leur liberté que la défense de franchir l'enceinte des promenades entourant la ville. La chapelle, qui était très vaste, et que l'on voit encore à l'angle des rues du Nil et Lepeletier, alors rue des Patriotes, avec sa grande porte murée représentant dans son tympan sainte Ursule abritant ses filles sous son manteau, avait été concédée à la Société populaire pour y tenir ses séances (1). Elle servit ensuite de lieu de réunion pour les fêtes décadaires, et vers la fin de la Révolution d'église aux théophilanthropes.

Le vieux collège, ainsi appelé depuis que cet établissement avait été transféré à l'abbaye de Saint-Germain, était occupé par un faible détachement de chasseurs à cheval et une compagnie de vétérans, seules troupes tenant garnison à Auxerre,

Le couvent des Bernardines, occupé jusqu'à une époque qui n'est pas loin de nous, par la gendarmerie, et actuellement par une école communale et le collège de jeunes filles, servait de prison aux suspects. Ils étaient là au nombre de 150 environ, mélange confus de toutes les classes de la société auxerroise, anciens magistrats, prêtres, ci-devant religieuses et dames du monde, entassés dans des chambres sans air, séquestrés de toute communication avec l'extérieur (2), et attendant dans des an-

(1) 15 messidor an II (2 juillet 1794) arrêté du Département autorisant la Société populaire à tenir ses séances dans l'église des ci-devant Ursulines, augmentée de la chapelle intérieure ou chœur. — (Archives de l'Yonne).

(2) On ne saurait dire qu'ils étaient mal nourris, attendu que la maison

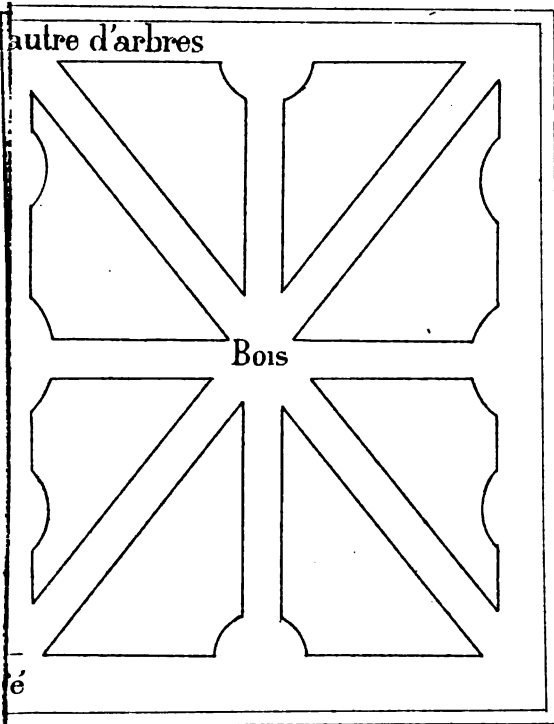
D'AUXERRE

RRE

Septentrion

(Chemin d'Auxerre à la Vallée d'Aillant

autre d'arbres



pans de terre

efarçeaux

DISPOSITION INTÉRIEURE DE LA MAISON

LÉGENDE

à feu pour loger.

7. Lieu pour serrer du bois, accompagné d'un cellier voûté.
8. Belle chambre avec cheminée.
9. Chapelle.
10. Réfectoire.
11. Cuisine.
12. Commodités.

goisses faciles à comprendre le moment d'être conduits à Paris pour comparaître devant le terrible tribunal révolutionnaire. Hâtons-nous de dire qu'aucune de ces malheureuses victimes de la fureur des partis n'eut à subir cette redoutable épreuve. Dans la même maison siégeait le Comité révolutionnaire de la Commune.

La maison des Maries, c'est ainsi qu'on appelait le ci-devant couvent de la Visitation, était devenue un hôpital militaire. Des fièvres pernicieuses sévissaient fréquemment alors à Auxerre, et le nombre des militaires qui en étaient atteints était trop considérable pour qu'ils fussent soignés à la maison d'humanité (1). L'église de cette maison, ce gracieux édifice, dont les harmonieuses proportions séduisent toujours le visiteur, malgré l'état de délabrement et d'abandon dans lequel on le laisse, servait de magasin (2). La commune y renfermait ses grains, ses farines, et aussi ses moulins à bras qui étaient employés accidentellement lorsque le manque d'eau ou les glaces empêchaient les moulins à eau de fonctionner.

ne leur fournissait pas d'aliments. Ils devaient les faire venir du dehors, à leurs frais, si leurs parents ne leur rendait le service de leur en envoyer. Ils se partageaient fraternellement ces mets variés dans les repas qu'ils prenaient en commun. Mais il arrivait quelquefois, et le fait m'a été rapporté par notre défunt collègue, M. Blin, qui le tenait lui-même d'une des personnes incarcérées dans cette maison, que leur gardien, dans le dessein d'ajouter une vexation de plus à celles qu'ils subissaient déjà, jetait dans un énorme baquet tous les plats apportés : viandes rôties, bouillies ou en ragoût, légumes, fromages, confitures et le reste, et leur servait cette affreuse macédoine, que ces malheureux accueillaient par des cris de fureur et un torrent d'imprécations à l'adresse du grossier personnage qui leur avait ménagé cette désagréable surprise.

(1) C'est en prodiguant, avec le plus admirable dévouement, ses soins aux malheureux soldats atteints de ces fièvres qu'un des chirurgiens attachés à cet établissement : Paradis (Edme-Pierre-Jean-Ursicin-Claude), père de l'honorable docteur que nous avons connu, contracta le germe de la terrible maladie, dont il mourut, le 17 thermidor an II (4 août 1794), âgé de 38 ans seulement.

Serviteur ardent de la chose publique autant que praticien habile, il avait mérité de ses concitoyens d'être élu deux fois notable de la Commune en 1791 et 1792.

(2) Cette église a été construite en 1714, une année après la naissance de l'architecte du Panthéon. Le fonds des Visitandines déposé aux Archives de l'Yonne ne fait pas connaître celui qui en a donné le plan ; son nom est donc resté inconnu.

Sc. hist.

Le couvent des Providenciennes, les prieurés de Saint-Amatre et de Saint-Pierre-en-Vallée avaient été vendus comme biens nationaux ; mais les prieurés de Saint-Eusèbe et de Notre-Dame-la-d'Hors avaient été réservés pour servir de maisons d'écoles.

Le ci-devant séminaire était affecté, sous le nom de Maison de Réunion, à la détention des prêtres réfractaires. De cet établissement détruit à la fin de la Révolution il ne reste plus que sa chapelle, actuellement chapelle du collège située à l'angle de la rue du Champ et de la rue Fauche. Les bâtiments du séminaire contigus à cette chapelle se développaient en façade sur la rue du Champ. Le gymnase communal, construit il y a peu d'années, occupe, à peu près, le centre de leur emplacement.

Tels étaient les principaux changements que la marche des événements avait, depuis l'origine de la Révolution, fait subir à la vieille capitale de l'Auxerrois. Les modifications introduites dans les habitudes des habitants, leurs rapports réciproques, leurs mœurs privées et publiques n'avaient pas été moins considérables. Toutes les classes de la population partageaient la même haine pour le système féodal et la dime, dans lesquels s'incarnait à leurs yeux tout le passé politique de la royauté qui venait de disparaître. Religieux et royaliste, en même temps qu'imbu au plus haut point de l'esprit égalitaire, le peuple d'Auxerre aurait accepté avec satisfaction une royauté débarrassée des anciens abus, et dont l'autorité aurait été mitigée par une représentation nationale. Les hommes violents et ne reculant devant aucun excès pour assurer le triomphe de leurs idées y étaient en petit nombre, et leur règne, qui fut celui où la Terreur ensanglanta la France, ne fut signalée à Auxerre par aucun de ces crimes qui épouvantèrent d'autres régions. Aussi ne faut-il pas s'étonner outre mesure du singulier spectacle que présentèrent, au cours des événements qui se déroulèrent par la suite, la plupart de ces hommes, qui, après s'être déclarés hautement partisans de la Révolution et avoir affiché avec éclat leurs sentiments républicains, se rallièrent aux idées monarchiques, et devinrent, au déclin de leur vie, les serviteurs les plus dévoués de la royauté, à laquelle ils avaient, par de nombreux serments, voué une haine éternelle. Le culte de la royauté dans lequel ils avaient été élevés s'était imprimé si profondément au fond de leurs cœurs que ni le temps, ni les événements n'avaient pu en effacer les traces.

REGISTRE 41^{me}

Du 1^{er} Thermidor an II (19 juillet 1794) au 3 Vendémiaire an II
(23 septembre 1794).

An II

1^{er} Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Pénurie d'articles d'épicerie.*

An II

— Arrêté que vu la pénurie d'articles d'épicerie où se trouve la commune, il sera écrit à la Commission du commerce et d'approvisionnement de la République pour en obtenir des huiles à brûler, des vinaigres, des sucres, de la cassonnade, du riz, du savon et des suifs ; qu'il sera demandé au district d'abandonner les 320 livres de savon qu'il a ; enfin que l'on écrira au citoyen Barnabé, marchand à Toulouse, afin de lui demander pour la commune 12,000 livres de savon.

(1794)

Service de l'étape. — Le citoyen Bréon, officier municipal, est chargé de rechercher 12 feuilletes de vin, pour le service de l'étape, qu'il paiera selon le maximum.

Réverbères. — Sur le rapport du citoyen Sanglé, officier municipal, que les marchands n'ont plus de mèches à reverbères, il est arrêté que ledit Sanglé fera venir de Paris des mèches en quantité suffisante pour entretenir 40 réverbères, pendant l'hiver, l'huile manquant pour les entretenir tous.

Ducrest, curé d'Eusèbe, mis en liberté complète. — Lecture est faite d'un arrêté du citoyen Maure, représentant du peuple, daté de ce jour, par lequel il prononce que le citoyen Ducrest, curé d'Eusèbe, qu'il avait mis sous la surveillance de la municipalité en le faisant sortir de réclusion, jouira de la même liberté que tous ses concitoyens.

2 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prisonniers de guerre.* — En exécution des décrets des 3 août 1792 et 25 mai 1793, il est arrêté que les prisonniers de guerre arrivés le 30 messidor seront admis à prendre l'engagement d'honneur de prendre la ville pour prison.

Subsistances de la commune. — Arrêté qu'en exécution d'une décision du Département du 28 messidor, la Commission des subsistances sera avertie de faire transférer de la maison des Maries dans le ci-devant presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors, les subsistances de la commune.

Commission des fêtes publiques. — Les citoyens Jouve et Tellier,

An II officiers municipaux, sont nommés commissaires des fêtes publi-
(1794) ques en remplacement des citoyens Voirin et Morillon qui se re-
lirent.

Chemin de Saint-Marien. — Vu une lettre du département du 13 messidor, aux termes de laquelle 3,600 livres sont accordées à la commune pour la réparation du chemin allant du Pont au faubourg Martin-Marien, conformément à un devis dressé par le citoyen Ulriot, ingénieur du département, lequel devis se trouve égaré, il est arrêté qu'il sera écrit au Département de conserver à la commune les 3,600 livres et au citoyen Ulriot pour le prier de dresser un nouveau devis.

Lettres de prêtrise déposées. — Il sera répondu à la demande du Comité révolutionnaire de faire connaître le nombre de prêtres demeurant en cette commune, qui ont déposé leurs lettres de prêtrise, que Marie dit d'Avigneau est le seul qui les ait déposées.

3 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Service de voitures d'Auxerre à Paris.* — Le service de transport des voyageurs d'Auxerre à Paris et retour fait à jour et heure fixes par le citoyen Pelfrène, venant de cesser, les citoyens Guimbaud et Chevalier veulent le rétablir, et demandent au Conseil d'approuver ce rétablissement. Le Conseil général, considérant qu'il n'y a pour les habitants d'Auxerre que deux moyens d'aller à Paris : 1^o la diligence par terre de Commune affranchie à Paris ; 2^o les coches d'eau ; que la diligence de Commune affranchie n'est d'aucune utilité, parce qu'elle est presque toujours pleine de voyageurs pris à Commune affranchie ou plus loin, « que les coches d'eau ne voyagent pas moitié de l'année, tantôt à cause des grandes eaux, tantôt parce que l'Yonne qui n'est navigable qu'à force d'éclusées en manque ; que cette voiture n'a rien de commode ; que les marchandises sont souvent préférées aux voyageurs, qui n'ont à prendre que ce qu'il reste de place ; qu'en partant d'Auxerre il arrive souvent à cause des basses-eaux, qu'au lieu d'un coche couvert on empile les voyageurs dans des bateaux découverts, pour aller ainsi jusqu'à Joigny prendre le coche, et qu'il arrive encore fréquemment qu'en route on change de coche ; ce qui, non seulement occasionne du dérangement et des retards aux voyageurs, mais les expose à des accidents et à des pertes de paquets causées par la précipitation du travail et l'affluence des individus, arrête qu'il est d'avis que l'établissement proposé est de la plus grande utilité, et qu'il fera les démarches nécessaires pour le faire réussir. »

Trouvaille d'assignats. — Le citoyen Laloge dépose sur le bureau

la somme de 10 livres en assignats, qu'il a trouvée, suivant deux hommes qui se disputaient sur la promenade et qui ni l'un ni l'autre, n'ont voulu les ramasser. An II
(1794)

Inscription de moissonneurs pour la Brie. — Arrêté qu'il sera fait invitation, au son du tambour, aux citoyens ayant l'habitude d'aller moissonner à la campagne, de se présenter à la municipalité, et de se faire inscrire pour aller en Seine-et-Marne faire la moisson. Ils devront se munir de faucilles, et partiront le 9 de ce mois dans un coche qui leur sera spécialement affecté.

Programme de la fête de Viala. — Le projet de la fête de Viala et de Bara qui sera célébrée le 10 de ce mois, préparé par la Commission des fêtes décadaires est approuvé.

Acquisition d'un cheval pour le corbillard. — La commune est propriétaire d'un corbillard pour le transport des morts, mais elle n'a pas de cheval pour le conduire. En conséquence il est arrêté que les citoyens Burat et Sallé, notables, achèteront à la foire de demain un cheval ou un mulet, dont le prix ne devra pas dépasser 800 livres, plus les harnais; que cheval, corbillard et harnais seront confiés au gardien-fossoyeur du champ du repos, qui devra nourrir le cheval, entretenir le matériel et recevra à titre de rémunération, 40 sols par enterrement. Toutefois celui des indigents décédés dans les hospices de charité sera gratuit.

4 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Denrées achetées hors du marché.* — Le citoyen Pinon, commissaire de police, rapporte qu'étant en observation pour l'arrivage des denrées sur la route de Georges, il a rencontré au bas du village de Georges, au passage du pont sur le ruisseau de Beaulche, les femmes veuve Vincent, demeurant rue Sous-Murs, Jacques Fièvre, rue Française, Gendarme, rue Fécauderie, Savoisy, rue du Pont, et Claude Gauthier, portant dans des paniers et des hottes, du beurre, des œufs et des fromages; qu'il les a interrogées à la porte de la ville, et qu'elles ont répondu avoir acheté ces marchandises à la campagne; le beurre 30 sols la livre, les œufs 20 sols la douzaine. Sur quoi le Conseil arrête que ces marchandises seront séquestrées et que les particulières seront traduites au tribunal de police correctionnelle.

Loi du maximum. — A la demande de l'agent national du district la loi du maximum sera publiée dans la ville et les faubourgs.

Pruneaux requis pour l'hôpital militaire. — En exécution d'un arrêté du Département du 22 messidor, il est ordonné que les pruneaux mis en réquisition chez les marchands, seront livrés

An II
(1794) par eux au directeur de l'hôpital militaire ; que les citoyens seront invités à faire le plus qu'il leur sera possible de pruneaux pour le même usage, et à en déclarer la quantité aussitôt qu'ils les auront faits.

Réquisition des suifs et des huiles. — Arrêté que les membres du Conseil se partageront la ville, pour constater chez les bouchers, marchands et propriétaires, les quantités de suif, d'huile à brûler et de vin à la disposition de chacun, et qu'ils mettront en réquisition les suifs et les huiles.

Recherche de ceux qui cuisent leur pain. — Vu une lettre de la Commission des subsistances du 2 de ce mois, il est arrêté que les citoyens qui, ayant des grains, cuisent leur pain, seront tenus dans la huitaine de le déclarer à la commission des subsistances ; que les boulangers et fournisseurs devront déclarer les noms de ceux pour lesquels ils cuisent ; qu'il est interdit à ceux ayant des subsistances personnelles de profiter des subsistances publiques.

Défense à l'hospice militaire de s'approvisionner au marché. — Les agents de l'hospice militaire qui approvisionnent leur maison au moyen d'achats faits au dehors, et qui néanmoins viennent encore acheter au marché, sont invités à ne plus y venir faire d'acquisitions.

Signes de féodalité. — Un membre signale l'existence de quelques signes de la féodalité, qui ont échappé à la surveillance des commissaires. Arrêté que ces signes seront indiqués au bureau des travaux publics qui les fera effacer.

Réquisitions de l'hospice militaire. — Le Conseil, informé que le district fait, pour le service de l'hospice militaire, des réquisitions dans les communes environnantes, à tel point que le maire de Vallan a défendu d'apporter des denrées au marché, arrête qu'il sera écrit au district pour l'inviter à cesser ses réquisitions.

Instituteur pour les canoniers. — Le bureau militaire ayant déclaré qu'il ne peut trouver un instituteur à la compagnie de canoniers, il est arrêté que cette compagnie devra rechercher elle-même une personne capable de lui enseigner le service des canons.

Meuniers particuliers pour la commune. — Vu deux lettres de la commission des subsistances indiquant le danger qui existe de confondre dans les moulins les grains des particuliers avec ceux de la commune, il est arrêté que les citoyens meuniers, Guérin, Ferrand, Marlot, Noiset, Lhéritier et Poulet ne moudront que les grains de la commune et que les cinq autres meuniers moudront exclusivement ceux des particuliers.

5 Thermidor.

An II

(1794)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Chavany nommé notable.* — Vu une lettre du citoyen Maure, représentant du peuple, par laquelle il nomme le citoyen Chavany notable en remplacement du citoyen Tenain nommé dépensier de l'hospice militaire, ledit citoyen Chavany, présent, prête serment et est installé.

Les prisonniers de guerre sont internés dans la ville, ils acceptent la cocarde. — Les prisonniers de guerre ont été réunis ce jour-d'hui, sur la place de la Fraternité. Le Conseil s'y est rendu, et a invité le citoyen Herene, portier des casernes, à leur servir d'interprète ; ce que ce dernier a accepté de suite. Le maire a prononcé la formule suivante : Vous contractez l'engagement de prendre la ville pour prison, et de ne pas vous en écarter sous les peines portées par le règlement. Ces paroles traduites par le citoyen Herene, les prisonniers ont répondu, en levant leurs chapeaux, qu'ils le contractaient. Le maire leur a ensuite demandé s'ils consentaient à porter la cocarde tricolore, leur assentiment a été général. Arrêté que des cocardes leur seront délivrées aux frais de la municipalité.

Don à l'hospice militaire. — Est entré le citoyen Duché-Borne, qui a dit qu'il faisait cadeau d'un quart de vinaigre à l'hospice militaire. Il reçoit les remerciements du Conseil, qui arrête qu'il lui sera procuré une feuille de vin de la qualité qui lui conviendra, pour entretenir son vinaigre.

Citoyens en surveillance. — Se sont présentés les citoyens Sapey, Crethé, Rétif et Monnot mis par le représentant du peuple, sous la surveillance de la municipalité. Acte leur en est donné.

6 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Emploi de prisonniers.* — Arrêté qu'aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé hors de la caserne sans l'autorisation du Conseil, et sous les conditions de ne pouvoir être éloigné à plus de deux lieues de la ville et de rentrer à l'heure de la retraite.

Société populaire. — Arrêté que la Société populaire sera invitée à la fête de Bara et de Viala comme les autorités constituées.

Commission des subsistances. — Vu un mémoire de la commission des subsistances, tendant à transférer les bureaux de la cour du Prétoire dans les bâtiments du ci-devant prieuré de Notre-Dame-la-d'Hors, où sont ses magasins, le Conseil décide que cette translation aura lieu et que le district sera prévenu de ce changement.

Corps de garde du Pont. — Arrêté que le corps de garde qui

An II s'édifie sur le pont sera couvert en ardoises au lieu de l'être en
(1794) tuiles.

Réquisition. — Vu une pétition du citoyen Maille, garde-magasin des subsistances militaires, il est arrêté qu'il est autorisé à mettre en réquisition 5 ouvriers pour botteler les foins destinés à la nourriture des chevaux de la République.

Bois pour boulangers. — 40 cordes de bois ayant été débardées sur le port, les 24 boulangers et fourniers qui cuisent les subsistances publiques en seront avertis. Ils recevront tous égale portion en payant comptant.

7 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réverbères.* — Il sera payé au citoyen Sanglé, chargé de l'établissement des réverbères, pour 38 journées employées par lui à Paris et dans cette commune, 5 fr. par jour soit 190 fr.

Trafic des matières d'or et d'argent. — Vu une lettre du Département, ayant pour objet d'empêcher les prisonniers de guerre de faire le trafic des matières d'or ou d'argent, il est arrêté que cette lettre sera lue aux officiers prisonniers par le citoyen Herene, portier.

8 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Apothicaire mis en réquisition.* — Le citoyen Bonnet, apothicaire, mis en réquisition pour le service de l'hospice militaire, ayant été nommé par la section de la Fraternité, membre de la commission des subsistances, et ne pouvant remplir ces deux fonctions, sera remplacé dans la dernière.

9 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Clous pour bateaux.* — Acte est donné de la quantité de clous que le citoyen Lesséré, directeur des coches d'eau, déclare lui être nécessaire pour le travail des bateaux.

Corps de garde du Pont. — Arrêté qu'il sera payé à Gourdou, entrepreneur des travaux du corps de garde sur le pont, la somme de 176 livres pour travaux supplémentaires, et que le bureau des travaux publics fera un rapport sur l'utilité qu'il pourrait y avoir à établir « un lieu d'aisances ou latrines » dans ce corps de garde.

Réquisition de moissonneurs. — Vu un arrêté du Département du 8 de ce mois ordonnant la mise en réquisition de 25 citoyens pour aller faire la moisson dans le district de Provins ; le Conseil considérant que 300 citoyens sont déjà partis pour moissonner en

Seine-et-Marne et près de Paris ; que maintenant la moisson est à peu près finie dans la commune, arrête que, par les soins des citoyens Roux, Gaillardot et Jacot, 50 citoyens seront mis en réquisition ; qu'ils devront partir par le coche ; qu'il leur sera avancé pour frais de voyage, à chacun d'eux, 5 liv. qu'il devra rembourser au retour.

Chemin de Saint-Marten. — Vu un arrêté du Département du 7 de ce mois, ordonnant que la somme de 3,600 livres qu'il avait accordée à la commune pour l'établissement du chemin allant du faubourg Martin-lès-Marien au Pont, par son arrêté du 23 avril 1793, qui n'a pas reçu d'exécution, sera employé à la construction de la Montagne dédiée à l'Etre suprême, le Conseil, considérant que, si l'arrêté du 23 Avril 1793 n'a pas reçu son exécution, ce n'est pas la faute de l'administration communale « qui ne cèdera jamais à aucune autre en vérité, en zèle et en patriotisme », mais par celle du citoyen Ulriot, ingénieur, qui a perdu le devis des travaux de ce chemin ; décide que le Département sera invité à rapporter son récent arrêté, à ordonner que la somme de 3,600 livres sera employée à la confection du chemin, et qu'il sera prié d'affecter une autre somme de 3,600 à la construction de la Montagne dédiée à l'Etre suprême.

10 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Emploi de prisonniers de guerre à la campagne.* — Sur la demande de plusieurs citoyens des campagnes, il est arrêté que lesdits citoyens pourront employer à leurs travaux des prisonniers de guerre en nombre ne dépassant pas 50, et à la condition de se conformer à sa délibération du 6 de ce mois.

Comparution de citoyens surveillés. — Les citoyens Créthé, Gaupp, Monnot et Rétif, en état de surveillance, se sont présentés devant la municipalité.

11 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande de congé.* — Le citoyen Bréon, officier municipal, demande un congé de trois décades pour aller à Paris, accordé.

Agrandissements du cimetière. — Le Conseil, considérant que le nombre considérable d'inhumations provenant de l'hospice militaire va rendre nécessaire l'ouverture des fosses peu de temps après l'ensevelissement des corps, arrête que, pour agrandir le cimetière, il sera écrit au district afin d'obtenir la résiliation de l'adjudication faite du reste des terrains et bâtiments des ci-devant Capucins, au citoyen Legueux-Cochois ; lesquels terrains

An II serviront aux inhumations, et les bâtiments à loger le gardien du
(1794) cimetière.

Nouvelle des événements du 9 thermidor. — On apporte un paquet arrivé de Paris. C'est une lettre de Poussard, agent national de la commune, où sont développés les détails d'une nouvelle conspiration découverte et d'un nouveau triomphe pour la liberté. La lecture de cette lettre a été faite par le citoyen Maire. Il y a fait succéder un discours sur les destinées de la patrie, qui a été vivement applaudi par les membres du Conseil et par le peuple, qui, à la nouvelle, s'était porté en foule à la commune. Tous ont frémi d'indignation envers les traîtres et ont renouvelé à l'instant, et avec enthousiasme, le serment de vivre libres ou de mourir. Ensuite le Conseil a arrêté que la lettre de Poussard sera envoyée à la Société populaire pour lui donner la publicité qu'elle mérite, et qu'il sera rédigé aussitôt une adresse de félicitations à la Convention nationale sur les mesures de vigueur qu'elle venait de prendre pour sauver encore une fois la patrie.

Ladite adresse rédigée et apportée, le Conseil a déclaré l'adopter, et après sa mise au net et l'avoir signée, il a arrêté qu'elle sera transcrite à la suite de la présente délibération.

Suit la teneur de ladite adresse :

LIBERTÉ OU LA MORT.

Le Conseil général de la commune d'Auxerre
à la Convention nationale.

« Législateurs,

« Eh quoi ! toujours des trahisons ! des complots liberticides se
 « forment encore au sein même de la représentation nationale,
 « et lorsque le peuple François prononce avec tant d'énergie son
 « vœu déterminé pour conserver une liberté conquise par tant
 « d'efforts, des hommes atroces, des monstres vomis par l'enfer
 « abusent d'une confiance trop généreuse pour tromper une
 « nation qui les comblait d'honneurs et de bienfaits.

« Que leurs noms soient en horreur à tous les siècles ! que
 « l'abus indigne qu'ils ont fait de leurs talents et de leur pouvoir
 « rende leur mémoire encore plus exécration, et que les scélérats
 « qui voudraient les imiter apprennent que des républicains
 « punissent les traîtres avec d'autant plus de sévérité qu'ils leur
 « ont montré plus d'attachement et de confiance, lorsqu'ils les en
 « ont cru dignes.

« Représentants, cette nouvelle conjuration n'a pas eu le temps
 « d'éclater. Le châtement a marché en même temps que l'action,
 « et grâce à votre sagesse et à votre courage, la chose publique

« est sauvée ; elle le sera jusqu'à ce que le gouvernement devienne
 « à la fois solide et paisible. Le génie de la République veille pour
 « elle. Le peuple veut être libre et il le sera. Les ambitieux, les
 « égoïstes, les agitateurs perfides, qui veulent sans cesse trou-
 « bler pour diviser, échoueront toujours contre la puissance natio-
 « nale, parce qu'elle a pour base la droiture et la justice.
 « Législateurs, les principes de la commune d'Auxerre vous
 « sont connus il y a longtemps ; vous assurer que nous y persé-
 « verrons c'est renouveler solennellement l'engagement de vivre
 « pour maintenir la liberté, ou mourir pour elle. »

An II
 (1794)

12 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lettre de Maure au sujet de l'affaire des Loges.* — Lecture est faite d'une lettre du représentant Maure, datée de Sens, informant le Conseil de la rébellion de la famille Chaperon, au hameau des Loges, commune de Vau-deurs. Il sera répondu au citoyen Maure que la commune partage son indignation au sujet de cette affaire.

13 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Inventaire chez la veuve Martineau.* — Est entré le citoyen Bachelet, administrateur du district, lequel a demandé au Conseil de nommer deux commissaires pour l'assister à la levée des scellés et à l'inventaire chez la veuve Martineau-Soleine, mère d'émigré.

Indication des biens de condamnés à mort. — Vu une circulaire du district le Conseil charge le bureau d'administration générale de la commune de présenter au district le détail des biens que pourraient posséder sur le territoire les individus condamnés à mort dénommés sur cette circulaire.

14 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Meuniers invités à moudre plus rapidement.* — Vu une lettre de la Commission des subsistances, par laquelle elle se plaint de la lenteur des meuniers en réquisition à moudre les grains destinés aux subsistances publiques, il est arrêté que deux officiers municipaux se transporteront chez ces meuniers et s'informeront des causes de cette lenteur.

Marque du pain. — Arrêté sur la plainte de la Commission des subsistances, que cette Commission sera chargée de prévenir les boulangers qu'ils aient à marquer les pains qu'ils vendent, chacun à sa marque particulière, selon les règlements. Le double de cette marque devra être déposé au secrétariat de la municipalité.

Lettre de Villetard. — Lecture est faite d'une lettre imprimée

An II
(1794) adressée par les citoyens Villetard, représentant du peuple, et Poussard, au Département, sur la conjuration nouvellement découverte.

Subsistances militaires évacuent les Maries. — Vu une lettre du citoyen Maille, garde-magasin des subsistances militaires, informant le Conseil qu'il est forcé par un arrêté du Département d'évacuer les magasins qu'il occupe dans la maison des Maries, aujourd'hui hospice militaire, et demandant pour faire le transport des subsistances, 4 voitures à 2 chevaux et 12 ouvriers, il est arrêté qu'il sera écrit au citoyen Maure le jeune, agent principal de la levée des chevaux de réquisition, de fournir les 4 voitures nécessaires, et au citoyen commissaire des casernes de mettre à la disposition du citoyen Maille douze prisonniers qui devront rentrer tous les soirs à la caserne.

Fonte d'une marmite pour l'hospice militaire. — Vu une invitation faite au Conseil par le commissaire des guerres, de procurer du cuivre propre à faire une marmite pour faire les tisanes aux militaires malades, il est arrêté que deux de ses membres se transporteront chez le citoyen Escalier, indiqué pour avoir des cuivres, et chez tous les chaudronniers.

15 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Don à l'hospice militaire.* — Lecture a été faite d'un billet par lequel le citoyen Villetard, ex-prêtre, fait don d'une couchette à l'hospice militaire, et d'un banc pour reposer les défenseurs de la patrie en convalescence. Ces dons sont acceptés.

Expériences de mouture de grains. — Arrêté que vu une lettre de la Commission des subsistances, relative à la mouture des grains et à la mauvaise manipulation du pain par les boulangers, les citoyens Rapin et Voirin, officiers municipaux, feront avec ladite Commission des expériences relativement à la mouture des grains et à la manipulation du pain.

Comparution de citoyens surveillés. — Les citoyens Sappey, Gaupp, Monnot et Rétif se sont présentés ce jour devant les membres de la permanence.

16 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisition d'orge.* — Vu un arrêté du Département et une lettre du district, réquisition sera faite de 8 quintaux d'orge pour la nourriture des porcs de réquisition. Le prix des orges sera payé à l'instant de la livraison.

Déclaration des laines. — En exécution d'un arrêté du Comité de salut public du 12 messidor, les citoyens détenteurs de laine

seront avertis d'en faire la déclaration, en spécifiant celle provenant de la tonte de la présente année. Les citoyens convaincus de fausses déclarations seront poursuivis suivant la rigueur des lois du gouvernement révolutionnaire et punis comme accapareurs.

Recherche des suifs. — Des lampes à réverbère n'ayant pu encore être établies dans les corps de garde, et les chandelles qui les remplacent étant sur le point de manquer, il est arrêté que les citoyens Rapin et Gaillardot se transporteront chez les bouchers et autres marchands de suif, et y achèteront tous les suifs nécessaires, qu'ils feront convertir en chandelles le plus tôt possible.

Demande de subsistances au Gouvernement. — Le Conseil, considérant que la date du 24 de ce mois fixée pour la cessation de la distribution des grains aux citoyens de cette commune par un arrêté du district, est beaucoup trop rapprochée, les battages n'étant pas encore faits, arrête qu'il sera écrit aux citoyens Ville-tard et Maure, représentants, pour les engager à solliciter auprès de la Commission du commerce et approvisionnements de la République des subsistances proportionnées aux besoins de la commune.

17 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Maximum sur les futailles.* — Publication sera faite d'un arrêté pris par l'agent national du district, en exécution d'un autre arrêté du Comité de salut public du 11 messidor, fixant le prix maximum des futailles cerclées en osier, aptes à recevoir vin : feuilletes de 144 pintes de Paris, 8 livres ; quart, 4 livres ; feuilletes à vendange, 13 livres 6 sols 3 deniers ; futaille, jauge de Paris, 5 livres 6 sols 8 deniers.

Rapport sur la fête du 23. — Les commissaires des fêtes nationales présentent leur rapport pour la fête du 23. Ce rapport sera communiqué aux sections et à la Société populaire. Il ne sera employé pour la partie militaire que 10 livres de poudre.

Vente de bougies à la commune. — Le citoyen Ragon, épicier, vend à la commune 80 livres de bougie jaune, à 4 livres la livre, et 30 livres de bougie blanche, à 5 livres.

Savon vendu au-dessus du maximum. — Le Conseil, informé que le citoyen Pregniet, épicier, fabrique et vend du savon de qualité inférieure au-dessus du prix maximum, députe les citoyens Petit, Salomon et Jouve pour s'enquérir du fait. Ils rapportent que le savon que fabrique le citoyen Pregniet n'est pas bien bon, et qu'il le vend 40 sols la livre. Il lui sera prescrit de le vendre au prix du maximum.

Fabrication d'une seule espèce de pain. — Arrêté, sur la demande

An II de la Commission des subsistances, que mélange sera fait de tous
(1794) les grains, pour la fabrication d'une seule espèce de pain.

19 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Bureau de la municipalité.*
 — Le citoyen Chaisneau, qui travaille depuis un mois dans les bureaux de la municipalité en qualité de secrétaire-adjoint, est nommé à titre définitif. Il fera en même temps fonction de greffier de la police municipale.

Offre de blé en gerbe en paiement d'impôt. — Le citoyen Boucher la Rupelle offre des blés en paiement de ses impositions. Il fait don en même temps de la paille pour les chevaux de la République. Cette offre ne peut être acceptée. Il fera battre ses blés et fera la déclaration du produit ; le don de la paille est accepté.

21 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Tribunal criminel, changement du lieu de ses séances.* — Lecture d'un arrêté du Département qui accorde provisoirement au tribunal criminel la salle du prétoire occupée par la police correctionnelle qui tiendra ses séances dans une des salles du tribunal de commerce.

Monnot dénoncé au tribunal révolutionnaire. — Le citoyen Monnot, homme de loi, qui s'est absenté de la commune sans passe-port, et au moment où il était mis en réquisition pour le service militaire, sera dénoncé au tribunal révolutionnaire, et deux officiers municipaux se transporteront chez lui pour apposer les scellés sur les papiers et meubles lui appartenant.

Mort du citoyen Paradis, chirurgien (1). — Arrêté qu'il sera écrit à la Commission de santé que le citoyen Paradis, chirurgien, à qui on avait confié, le 13 thermidor, la solution de trois questions, est mort le lendemain, n'ayant résolu que la première.

Examen de Frémy, apothicaire. — Le citoyen Frémy, apothicaire, sera invité à se transporter à la Maison commune le 24 thermidor, à 2 heures, pour y traiter les questions qui lui seront proposées par la Commission de santé.

22 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Scellés apposés chez le citoyen Monnot.* — Les commissaires nommés pour apposer les scellés chez le citoyen Monnot, rapportent qu'ils se sont acquittés de leur mission.

Citoyens en surveillance. — Arrêté qu'il sera ouvert au secréta-

(1) Père du docteur Paradis, mort le 14 mars 1881.

riat un registre où seront tenus de venir s'inscrire les quintidis et décadis les citoyens en surveillance. An II
(1794)

Cocardes et armes retirées aux prisonniers de guerre. — D'après le rapport du substitut de l'agent national de la commune, il est arrêté que la cocarde tricolore et les armes seront retirées aux prisonniers de guerre.

24 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Dépôt des cocardes.* — Les officiers hollandais prisonniers déposent sur le bureau les cocardes nationales qui leur avaient été données et trois sabres leur appartenant.

Examen de Frémy, apothicaire. — A 4 heures s'est présenté le citoyen Frémy, apothicaire, lequel, après avoir reçu des citoyens François et Gremeret, commissaires de la Société populaire, la lettre de la Commission de santé, contenant les questions à résoudre, s'est retiré dans une chambre séparée pour y travailler seul et sans auteurs.

Réquisition d'un crible. — La Commission des subsistances ayant le plus grand besoin d'un crible, il est arrêté que le citoyen Rameau, notaire, remettra sur-le-champ son crible d'Allemagne au Comité des subsistances.

25 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Meuniers mis en réquisition.* — A la requête de la Commission des subsistances, il est arrêté que tous les meuniers seront mis provisoirement en réquisition pour moudre les grains qu'elle leur livrera.

Examen de Frémy, apothicaire. — A midi le citoyen Frémy reçoit, en présence des citoyens François et Gremeret, commissaires de la Société populaire, la deuxième série des questions. Il se retire dans une chambre séparée pour y travailler et dépose ensuite sur le bureau son travail, qui est cacheté et porté au secrétariat.

Règlement pour les meuniers. — Relativement à la mouture des grains de la Commission des subsistances, il est arrêté que les meuniers devront se rendre exactement aux magasins de la Commission, à l'heure indiquée, pour y charger les grains qu'ils devront rendre moulus dans les 24 heures de la livraison; qu'ils ne pourront extraire par quintal de froment que 15 livres de son; par quintal de méteil que 20; de seigle, 25; et d'orge aussi, 25; et qu'il leur sera payé 12 sols 6 deniers par quintal moulu; enfin que cette délibération sera envoyée à chaque meunier.

Examen de Frémy, apothicaire. — A 3 heures se présente le ci-

An II toyen Frémy. La troisième série de questions lui est présentée. Il
(1794) se retire dans une chambre pour y travailler, et à 7 heures dépose son travail. Les trois séries de questions résolues sont mises sous enveloppe cachetée.

26 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Demande de distribution de blé au lieu de pain. — Plusieurs commissaires des sections se présentent et demandent qu'au lieu d'un pain qui est de très mauvaise qualité, il soit délivré par les sections du blé ou de la farine aux citoyens. Il leur est répondu que la commune fait moudre tous les grains que possède la Commission de subsistances, et que pour ce travail elle a mis en réquisition tous les meuniers. Afin d'activer cette mouture et la surveiller, chaque section est invitée à nommer quatre commissaires, qui feront tous les soirs leur rapport à la Commission des subsistances.

Demande en levée de réquisition. — Arrêté qu'il sera faite une pétition au district pour faire lever une réquisition faite sur le citoyen Cotelle, marchand de bois, par le citoyen Bolland, agent de l'approvisionnement de Paris, s'appliquant sur les bois de moule qu'il possède sur les ports de Cravant et de Vincelles.

Nomination d'un maçon de la commune. — Arrêté qu'André Fort est nommé maçon pour tous les ouvrages de la commune et qu'il travaillera sous ce titre.

Fixation du prix des journées d'ouvrier. — Arrêté que Roux Voirin, André Fort, Lionne, Marlot, Carré, serrurier, et Joseph Pierre, dit Duguié, seront convoqués demain pour fixer le prix des journées d'ouvrier.

Délivrance de mobilier. — Vu un arrêté du Département, par lequel il invite la municipalité à délivrer à la citoyenne Monnot le mobilier de sa cellule et les effets à son usage personnel, et à accepter l'offre que fait ladite Monnot de servir gratuitement à la Maison de bienfaisance, il est arrêté que les citoyens Tenaille et Degousse délivreront ce mobilier, et qu'il sera sursis sur les offres de service jusqu'à ce que la citoyenne Monnot se présente.

Instituteur pour les canoniers. — Sur la pétition des canoniers, exposant qu'ils ont besoin d'un instituteur, d'un caisson, de poudre et de boulets, il est arrêté qu'il sera accordé aux canoniers l'instituteur qu'ils désireront; qu'il sera écrit au Département pour l'inviter à procurer un caisson, de la poudre et des boulets, « et que le citoyen Berdin demeure chargé seul de commander les canoniers pour le service national, soit aux Reclus, soit aux autres portes. »

Vacances des instituteurs. — Vu une pétition des instituteurs, exposant qu'ils ont besoin de prendre des vacances pour rétablir leur santé et vaquer à leurs affaires de famille, il est arrêté que cette pétition sera renvoyée au district avec cet avis : qu'il consent à accorder des vacances du 10 fructidor au 20 vendémiaire (27 août au 11 octobre). An II
(1794)

Acquisition de moulins. — La sécheresse prolongée qui se fait sentir faisant craindre que les moulins à eau ne puissent plus fonctionner, il est arrêté qu'il sera fait acquisition de deux moulins de l'invention du citoyen Durand, et que le citoyen Faultrier, qui doit se rendre prochainement à Paris, voudra bien les acheter.

Gravure de nouveaux cachets. — Un seul cachet étant insuffisant pour les quatre bureaux divisés hors la Maison commune, il est arrêté que le citoyen Faultrier fera faire trois cachets à Paris sur le modèle de celui dont se sert la municipalité.

28 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Refus de poudre à la commune de Préhy.* — Lecture est faite d'une lettre des officiers municipaux de Préhy, par laquelle ils exposent que les loups causant de grands dommages dans leur commune, il leur soit délivré une livre de poudre. Il sera répondu que la commune a déjà refusé de nombreuses demandes semblables; qu'ils ont si peu de poudre qu'ils viennent d'en demander au Département.

Registre de baptêmes. — Le district se plaignant que la commune n'a pas encore déposé au Département les registres de baptême des années 1792 et antérieures, il est arrêté que des perquisitions seront faites pour les rechercher.

29 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Congé accordé à Faultrier.* — Il est accordé un congé de trois décades à Faultrier, secrétaire de la commune, pour aller à Paris traiter d'affaires de famille.

Tableau des jurés. — Les citoyens Sanglé et Rigoley sont nommés commissaires pour assister à la formation du tableau des jurés qui doit être fait par le président du tribunal criminel.

Orchestre du jardin national. — Contrairement à une demande tendant à ce que des deux basses qui jouent au jardin national, pour l'exercice de la danse, une soit supprimée, le Conseil autorise les commissaires des fêtes décadaires à organiser l'orchestre du jardin national « de manière que tout soit grand et majestueux. »

Salaires du gardien des porcs. — Arrêté, sur la demande du citoyen Planchenot, qu'il sera payé au gardien des porcs, mis en

An II réquisition, 40 sols par jour, prix des journées de vigneron au maximum.
(1794)

Contrebasses servant aux fêtes décadaires. — Le citoyen Hubert, artiste musicien, est autorisé à acheter deux montures de cordes pour les contrebasses servant aux fêtes décadaires.

Séquestre de biens de père et mère d'émigrés. — Vu une lettre du Comité de surveillance, relativement à des biens de Bouché, père d'émigré, qui n'auraient pas été compris dans le séquestre, des commissaires sont allés à la maison et en ont rapporté les clefs, en faisant observer que les opérations de séquestre de biens de père et mère d'émigrés ne regardent pas la commune.

1^{er} Fructidor (18 Août 1794).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Souscription pour un vaisseau de ligne.* — En exécution d'une décision du Département relative à une souscription à ouvrir pour l'armement d'un vaisseau de ligne et d'une frégate, il est arrêté qu'un registre sera déposé dans chacune des sections pour y recevoir les dons des citoyens.

Nourriture des bœufs de la République. — A la demande du citoyen Michel Barban, inspecteur militaire des vivres pour la partie de la viande, il est arrêté : 1^o que le citoyen Dunan jeune sera prié d'accorder les prairies qu'il possède près le moulin de Bouffaut, pour le pacage des bœufs de la République, sauf indemnité ; 2^o que réquisition sera faite sur le citoyen Guérin, meunier, pour livrer 1,500 bottes de foin, et qu'il sera écrit aux communes environnantes pour en avoir 1,500 autres ; 3^o qu'il sera payé 6 livres au boucher par chaque bœuf qu'il tuera pour l'hospice militaire.

2 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Agence provisoire de bienfaisance nationale.* — En raison de demandes incessantes de secours faites par des citoyens indigents, il est arrêté qu'il sera nommé deux commissaires-adjoints au bureau de la Maison de bienfaisance pour organiser l'agence provisoire de bienfaisance nationale, et que provisoirement il sera accordé 5 liv. par mois à chaque indigent.

4 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Garçon de bureau.* — Arrêté que Duban fils est admis en qualité de garçon de bureaux aux appointements de 250 livres par an.

Réquisition. — Le citoyen Marceau, laboureur, ayant besoin d'un cheval pour labourer, il est arrêté que le citoyen Sanglé sera tenu de lui en fournir un pour une décade.

Gratification aux tambours. — Il est accordé 10 livres de grati-

fication aux tambours Chevrillon, Dautun et Laumet, qui ont été employés à la fête du 10 août (vieux style).

An II
(1794)

Règlement pour l'approvisionnement des marchés au blé. — Le Conseil adopte le règlement suivant : 1° Recensement sera fait de tous les grains existant dans la commune par la municipalité, avec l'aide des commissaires nommés par les quatre sections ; 2° Le district sera invité à faire opérer pareil recensement dans les communes environnantes composant l'arrondissement du marché d'Auxerre ; 3° Indication sera donnée à chaque propriétaire de la quantité de grains qu'il devra fournir à chaque décade ; 4° Il sera établi cinq marchés par décade les primidi, tridi, quintidi, septidi et nonidi ; 5° La commune d'Auxerre et celle composant l'arrondissement du marché seront divisées en cinq sections ; 6° Toutes les communes rurales formeront une section, les quatre autres seront celles de la commune ; 7° Chaque section viendra à tour de rôle s'approvisionner à la halle ; 8° Tous les meuniers auront des bluteaux uniformes, fabriqués de manière que le froment ne rende au plus que 20 livres de son et le seigle 25 ; 9° Les meuniers rendront aux citoyens le même poids en farine qu'ils auront reçu en grains.

Marchés. — Lecture d'un arrêté du district du 1^{er} de ce mois établissant que pour le marché du 11 le contingent de la commune d'Auxerre est fixé à 150 quintaux.

Certificat au citoyen Durand. — Arrêté qu'il sera donné au citoyen André-Nicolas Durand un certificat constatant qu'il n'est venu aucune plainte contre lui ; qu'il a monté sa garde toutes les fois qu'il en a été requis pendant son séjour à Auxerre, et que sa conduite a paru être celle d'un bon citoyen.

7 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Examen médical de Blancvillain.* — A 10 heures du matin, le citoyen Blancvillain, élève à l'hospice militaire, s'est présenté accompagné des citoyens François et Gremeret, commissaires de la Société populaire. Lecture a été faite de la première série de questions à résoudre par le citoyen Blancvillain, qui s'est retiré dans une chambre séparée, où il a travaillé jusqu'à midi. A 3 heures, une deuxième série de questions est proposée audit Blancvillain. Il y a travaillé jusqu'à 6 heures. Demain il résoudra la troisième série de questions.

Plaintes contre les invalides. — Des plaintes étant faites contre les invalides qui commettent des dégâts dans les vignes, il sera écrit au commandant de leur défendre de sortir de la ville.

Grains empruntés par la commune. — Il sera écrit à Maille,

An II garde-magasin des subsistances militaires, pour le prier de prêter à la Commission des subsistances de la commune 50 quintaux (1794) de froment, dont elle a le plus grand besoin.

Membres adjoints à la Commission des subsistances. — Sont nommés commissaires-adjoints à la Commission des subsistances les citoyens Rémond, Leclerc, homme de loi, Raveneau, épicier, Pélerin Prudot, Graindorge, pâtissier, Gauthier, notaire, Augé l'ainé, Bourgoin le jeune, Leclerc, avoué, Pérille, Doucet, Ducrot et Salomon.

8 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Examen de Blancvillain.* — A 9 heures du matin, le citoyen Blancvillain se présente accompagné des citoyens François et Gremeret. Il se retire dans une chambre séparée et en sort à midi avec la troisième série de questions résolues. Son travail complet est ensuite mis sous enveloppe, sous le cachet de la municipalité.

Officiers prisonniers demandant leurs armes. — Les officiers hollandais demandent qu'on leur rende leurs armes, dont leurs camarades de Troyes ne se sont pas dessaisis. Arrêté qu'il sera écrit à la municipalité de Troyes à ce sujet.

Vente du savon de la commune. — Sur la demande d'un membre de distribuer les 400 livres de savon qui sont à la Maison commune, il est arrêté que cette vente aura lieu de la manière suivante par les soins de Degousse et de Louise, savoir : 4 livres à chaque perruquier, 6 livres à chaque bonnetier, 6 livres à chaque blanchisseuse publique, 3 livres à la citoyenne Bonnard, gardienne de la maison de réunion.

Postes de la garde nationale. — M. le commandant de la garde nationale est invité à garnir tous les postes, même celui des Reclus, avec précaution de n'y point placer des parents de ces reclus.

9 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Curage de la fontaine Amatre.* — Arrêté que la fontaine Amatre sera curée et son enceinte restaurée, que la profondeur sera de deux ou trois pieds. Il est à espérer que le rendement devenant plus considérable, sera suffisant pour arroser les jardins du faubourg et alimenter un lavoir que l'on pourrait créer près de la maison d'humanité.

Curage de rû. — Le citoyen Boizet, meunier, est autorisé à curer le rû qui va à son moulin Julien.

11 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Mesures contre les invalides.*

— Arrêté, sur les plaintes de plusieurs citoyens, que, pour empêcher les dégâts causés aux vignes par les invalides, on ne laissera sortir le soir que ceux que la Société populaire demandera pour assister à ses séances; et qu'il sera recommandé aux citoyens, qui font travailler chez eux des invalides, de ne point les laisser sortir le soir après la retraite. An II
(1794)

Mobilier du collège. — Les citoyens Lionne et Sanglé sont nommés commissaires pour, en exécution de l'arrêté du Département du 29 thermidor, procéder avec ceux du district au reculement du mobilier du collège.

Dégâts dans les vignes. — De graves dégâts se commettant dans les vignes, il est arrêté que les gardes champêtres ne devront pas quitter la campagne du matin jusqu'au soir. Ils emporteront avec eux leur nourriture.

12 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Vente de blés mélangés.* — Arrêté que les grains mélangés seront vendus à la halle 12 livres le quintal.

Ouverture pratiquée dans les murs de la ville. — Boizanté ayant pratiqué une ouverture dans les murs de la ville, il lui sera enjoint de la boucher. Les citoyens qui en ont de semblables seront aussi tenus de les fermer.

Rue Dampierre à terminer et autres travaux. — Arrêté que le citoyen Barat sera invité à finir son entreprise de la rue Dampierre; que le pavé de la rue du Champ sera réparé; que les habitants de la rue des Grands-Jardins seront prévenus qu'une ouverture sera faite incessamment pour une nouvelle rue, qui doit communiquer à la rue du Champ; que les administrateurs de la Maison d'humanité seront invités à prendre des arrangements pour la porte Chantepinot, qui leur a été abandonnée; que les acquéreurs des matériaux des quatre portes seront invités à continuer leur démolition.

Projet de théâtre à élever dans le temple de l'Etre suprême. — La commission des fêtes décadares se présente et demande à être autorisée à faire un théâtre dans le temple de l'Etre suprême, qui puisse servir à la célébration des fêtes décadares. Cette demande est accordée. Elle devra se concerter avec la Commission des travaux publics.

14 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Devis du théâtre à élever dans le temple.* — « La Commission des fêtes décadares se présente de nouveau et expose que pour célébrer dignement les *sans-culottides*,

An II
(1794) il serait nécessaire d'élever dans le temple de l'Etre suprême un théâtre où l'on jouerait différentes pièces propres à perfectionner l'esprit public. » Le devis de ce théâtre s'élève à 620 livres. Le Conseil arrête qu'il adopte le projet de la Commission, qui sera envoyé au district pour être homologué.

Farine réclamée par Vermenton. — La commune de Vermenton réclame 40 sacs de farine qu'elle a prêtés en deux fois. Il sera répondu qu'il est impossible de rendre en nature les 40 sacs de farine « dans un moment où les morceaux des citoyens sont comptés, » mais qu'on en paiera le prix aussitôt que la commune de Vermenton l'aura fait connaître.

16 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Visite des vignes pour les vendanges.* — Le temps des vendanges approchant, il est arrêté que, selon la coutume, la visite des vignes sera faite par 30 citoyens, soit trois par chacune des 10 sections de la commune. Il sera écrit à ce sujet à chacun des trente experts, qui devront faire leur rapport à la Maison commune le 20 fructidor, à 2 heures.

Agence de bienfaisance nationale. — La Commission des pauvres, qui a succédé à l'Aumône générale, a disparu. Il importe de secourir les indigents. En conséquence, le Conseil arrête que chaque membre du Conseil apportera, le 21 fructidor, une liste de citoyens et de citoyennes parmi lesquels il sera fait choix de huit citoyens et de huit citoyennes qui formeront l'*Agence de bienfaisance nationale*.

Souscription pour le vaisseau. — On rappellera aux sections que la souscription pour l'armement d'un vaisseau de ligne est toujours ouverte, et que la Patrie attend l'offrande des citoyens.

17 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Terres à ensemençer.* — Il sera donné avis aux citoyens que ceux qui ont des terres à ensemençer aient à en faire la déclaration à la Maison commune.

Service des étapes. — Deschamps, étiapier, expose qu'il n'a ni vin ni avoine, et qu'il sollicite une réquisition sur ces deux objets. Arrêté que deux commissaires iront vérifier la véracité de sa déclaration.

Garde des Reclus. — Le commandant de la garde nationale se plaint de ce que les pères des défenseurs de la Patrie ne montent plus la garde aux Reclus, parce qu'ils ne sont pas payés. Arrêté qu'on y mettra une garde semblable à celle des autres postes.

Ulriot, ingénieur du Département, présente son successeur. — Le

citoyen Ulriot, appelé à un autre poste, présente le citoyen Boudin, son successeur. An II
(1794)

18 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande de certificat.* — Le citoyen Moreau, ci-devant vicaire au Mont-Saint-Sulpice, demande un certificat favorable. Des renseignements seront pris avant de le lui donner.

Demande de certificat. — Le citoyen Housset, détenu dans la maison des Reclus, demande un certificat de bon citoyen. Les citoyens Degousse et Petit-Salomon se rendront à cet effet au Comité de surveillance et y prendront les informations nécessaires.

Service des étapes. — Les commissaires nommés pour constater les provisions en vin et avoine que possède l'étapier font leur rapport, en conséquence duquel le Conseil renvoie au district la pétition de l'étapier, parce qu'il n'a pas le droit de mettre le vin et l'avoine en réquisition.

20 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Ban de vendanges.* — Vu le rapport des experts, il est arrêté qu'il y aura deux ouvertures de vendanges : l'une pour les raisins mûrs le 29 fructidor (15 septembre), l'autre pour les regains le 24 vendémiaire (15 octobre). Les défenses habituelles sont renouvelées et leur infraction entraînera des peines pécuniaires et corporelles.

21 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Agence de bienfaisance nationale.* — Sont élus membres de l'agence de bienfaisance nationale :

1^o Section de la Fraternité : Les citoyens Vaultier et Arnault; les citoyennes veuve Cochois et femme Nombret, tapissière;

2^o Section de la Liberté : Les citoyens Hay et François Drillon; les citoyennes Lesseré mère et veuve Mutelle;

3^o Section de l'Égalité : Les citoyens Germain Robinet et Edme Tupinier; les citoyennes veuve Monnot-Paradis et veuve Savatier Noël;

4^o Section de l'Unité : Les citoyens Faurax et Perrette; les citoyennes femme Deluc et femme Ruineau.

Nomination des boulangers de sections. — Arrêté que les citoyens Monnier jeune, Bonnard, Girault, Berger, Rateau et Bressan sont nommés boulangers des sections. Publication sera faite pour inviter les citoyens à venir au Comité de prévoyance déclarer s'ils veulent qu'il leur soit fourni du pain ou du blé.

Réclamation de Vermenton. — La municipalité de Vermenton réclame de nouveau les 40 sacs de farine en nature. Il sera écrit

An II au district pour l'inviter à mettre la commune à même de rendre
(1794) ces sacs.

Réparations à la route de Lyon. — Vu une lettre du district, par laquelle il est dit que cette administration a l'intention de faire réparer, avant l'hiver, la route de Lyon, depuis le pont d'Auxerre jusqu'à la borne 90, et qu'elle demande qu'il lui soit indiqué le nombre de voituriers et ouvriers capables d'être employés à ce travail, il est arrêté qu'il sera répondu que, les vendanges finies, commenceront les labours, et que tout ce que peut faire la commune est de faire prêter des tombereaux; que, du reste, on peut très bien employer des chevaux de réquisition et des prisonniers de guerre.

23 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Détresse de la commune.* — La disette des subsistances augmente de jour en jour. L'organisation des marchés n'a pas donné de résultats satisfaisants. La commune a fourni une énorme réquisition de 150 quintaux, une autre de 70, et les communes de l'arrondissement du marché, qui pendant cette décade auraient dû apporter 900 quintaux, en ont amené 320. La commune ne possède au plus que pour nourrir pendant deux décades ses nombreux habitants; si le district ne vient à son secours, il en résultera les plus graves inconvénients pour la tranquillité publique. Sur quoi il est arrêté que la distribution de pain sera faite comme avant à tout chef de famille; qu'il sera délivré à chaque individu une livre et demie de pain à 3 sols la livre; enfin que le district stimulera les communes environnantes.

24 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande de secours pour la commune.* — Est approuvé un projet de lettre à envoyer au Comité des subsistances, à la députation de l'Yonne et au Comité de salut public, exposant l'état de détresse de la ville.

25 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prestations de serment.* — Les membres composant l'Agence nationale de secours sont introduits. La loi qui les concerne leur est lue. Ils prêtent serment « d'être « fidèles à la Nation et à la Loi, de maintenir l'unité, l'indivisibilité de la République, de mourir à leur poste, s'il le faut, et « d'accomplir fidèlement les fonctions qui leur sont confiées. »

Ban de vendanges. — Plusieurs citoyens viennent dire que les pluies ayant accéléré la maturation des raisins, il serait bon de permettre d'aller en vendanges. Arrêté que les sections devront

s'assembler demain à 8 heures du matin et faire connaître si c'est le vœu des citoyens que le ban de vendanges fixé au 29 fructidor soit cassé et avancé de quelques jours. An II
(1794)

26 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Ban de vendanges.* — Les commissaires des quatre sections de la commune font savoir au Conseil que le vœu des citoyens est que le ban de vendanges soit cassé. En conséquence, il est arrêté qu'il sera permis de vendanger demain 27 fructidor.

Direction de la maison des Reclus. — Lecture est faite d'une lettre du Comité révolutionnaire, par laquelle la municipalité est prévenue que désormais elle sera chargée du gouvernement de la maison des Reclus. Le Conseil arrête que Lelièvre et Petit se transporteront au Comité révolutionnaire pour en recevoir les communications indispensables pour l'administration de cette maison.

Secours accordés à la commune. — Le district fait savoir que la Commission du commerce et d'approvisionnement de la République accorde au district d'Auxerre 6,000 quintaux de grains, sur le district de Mont-Armance. Lettre de remerciement sera envoyée à Villetard « dont la sollicitude nous a valu le bienfait de la Commission. »

29 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réverbères.* — Arrêté que les citoyens Sallet, Morillon et Sanglé sont nommés commissaires pour ce qui regarde le placement et l'entretien des réverbères.

1^{er} Sans-culottide (17 septembre 1794).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Fête du dernier jour des sans-culottides.* — Les commissaires des fêtes font leur rapport, qui est adopté, sur les fêtes de la dernière sans-culottide, qui ont pour objet de célébrer la *Fraternité, les victoires du Peuple français et la translation de Marat au Panthéon.*

Suppression des noms de saints aux rues. — Des commissaires de la Société populaire demandent que les rues ne soient plus désignées par des noms de saints; que ces noms fanatiques soient supprimés au plus tôt. Il leur est répondu que depuis longtemps la municipalité a ordonné cette suppression, et qu'on écrira à l'entrepreneur pour l'activer dans ses opérations.

Réverbères. — Arrêté, sur le rapport des commissaires pour les réverbères, que, vu le manque d'huile, il ne sera placé que neuf réverbères : un à sept mèches devant la Maison commune; un à quatre mèches devant le corps de garde de la maison de réclusion;

An II
(1794) un à trois mèches devant le corps de garde du pont ; deux à sept mèches devant les casernes ; un à trois mèches devant la poste aux lettres ; un à deux mèches devant l'hôpital militaire ; un à deux mèches devant la prison et un devant l'éta pier.

Rosman, reclus, a insulté l'officier du poste. — D'un rapport sur la maison des reclus, il résulte que Rosman s'est permis, le 19 fructidor, d'insulter l'officier de poste. Sur ce, le Conseil arrête « que Rosman sera réprimandé de nouveau ; qu'il lui sera enjoint, ainsi qu'à tous les reclus dont les croisées donnent sur la rue, de fermer ces croisées depuis 11 heures du matin jusqu'à 1 heure après midi, en leur certifiant qu'en cas d'infraction à cet arrêté, le Conseil prendra à leur égard des dispositions plus rigoureuses. »

Femme Beaudesson, recluse, demande un médecin. — La femme Beaudesson, recluse, demande qu'il soit permis au citoyen Roux, officier de santé, de venir lui donner des soins pour un mal qui lui est survenu à la bouche. Arrêté qu'il est permis au citoyen Roux de traiter la pétitionnaire, sauf par lui à prêter préalablement le serment requis et à ne se rendre à la maison de réclusion qu'accompagné d'un officier municipal.

Pétitions des reclus. — Depuis que le Conseil est chargé du gouvernement de la maison de réclusion, les reclus envoient des pétitions en grand nombre. Arrêté que toutes les pétitions des reclus seront vues par les commissaires en activité dans cette maison.

(Pas de signature à ce procès-verbal).

2° Sans-culottide.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Reclus.* — Les reclus adressent à la commune une pétition en 9 articles. Il est décidé sur le premier que l'on fera parvenir au Comité de sûreté générale les noms des reclus sans fortune afin qu'il s'occupe préférentiellement du jugement de ces citoyens.

(Pas de signatures).

3° Sans culottide.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Insoumission de Rosman.* — Dhalle, gardien de la maison de réclusion, se plaint de l'insolence des reclus, et notamment de Rosman, qui refuse de lui obéir et de lui céder la clef de la cellule qu'il occupe. Arrêté que deux commissaires se transporteront sur-le-champ à la maison de réclusion ; qu'ils réprimanderont Rosman, le feront sortir de sa cellule, en remettant la clef au gardien, « et qu'en cas de moindre despect de la part de Rosman, ils le feront conduire à la maison d'arrêt. »

Gratifications au lieu d'étrennes. — Un membre représente que

la nouvelle année approche et qu'il lui semble indigne de l'égalité, **An III**
 qui doit régner parmi les hommes, de voir des garçons de salle (1794)
 venir, chapeau bas, faire des compliments de bonne année pour
 recevoir des étrennes de ceux qu'ils regardent comme leurs
 maîtres. Arrêté qu'au lieu d'étrennes, il sera donné les gratifica-
 tions suivantes : 50 livres à Olive, 20 livres à Duban et 25 livres à
 chacun des deux tambours.

Moulins à bras. — Le secrétaire annonce que les deux moulins
 à bras, de l'invention de Durand, achetés à Paris par Faultrier,
 sont arrivés. Ils seront placés dans l'église des ci-devant Maries.

(Point de signatures).

4^e Sans-culottide.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — (Pas d'énonciation des mem-
 bres présents). — *Reclus.* — Il sera donné connaissance à la So-
 ciété populaire, sur la demande qu'elle en a faite, des mesures
 prises contre les reclus.

5^e Sans-Culottide.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Reclus.* — Dhalle, gardien des
 reclus, se plaint de Lebrun, qu'il a surpris passant une lettre à sa
 servante. Arrêté que défense sera faite à Lebrun de se prome-
 ner dans le jardin, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

AN III

1^{er} Vendémiaire (22 septembre 1794).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Maison de réclusion.* — La
 Société populaire invite le Conseil à activer l'exécution de la loi du
 17 septembre et de celle du 19 du premier mois de l'an II. Elle de-
 mande copie de la plainte portée par Granot contre les reclus; et
 pour mettre l'ordre nécessaire dans la maison de réclusion, prie le
 Conseil de faire murer les croisées ou appliquer contre ces croisées
 des soupapes qui interceptent toute relation des reclus avec les
 citoyens. Sur quoi il est arrêté que copie de la plainte de Granot
 sera transmise à la Société populaire; que pour ôter aux reclus
 toute communication avec le dehors, et cependant leur conserver
 la salubrité de l'air qu'exige l'humanité, il sera appliqué à toutes
 les croisées qui donnent sur la rue des soupiraux grillés par le
 haut, d'après l'avis des gens de l'art et des commissaires.

Fêtes décadales. — La Commission des fêtes décadales fait son
 rapport sur la série de fêtes décrétées, qu'elle célébrera décadi
 prochain, *dédiées à la Nation, cette mère féconde, qui comble ses*
enfants de bienfaits.

An III *Frais de la fête du 10 août.* — Les dépenses de la fête du 10 août (1794) montent à 123 livres 5 sols et celles du 1^{er} fructidor à 167 livres 15 sols.

Danses publiques. — Afin d'encourager la jeunesse à se livrer à la danse pendant l'hiver, le Conseil arrête qu'il affecte à cet exercice l'église du ci-devant collège.

Sapey demande sa liberté entière. — Sapey demande que la liberté entière lui soit accordée. Sa pétition était inutile, la loi s'expliquant en sa faveur.

Retour de Faultrier. — Le citoyen Faultrier, de retour de Paris, se présente devant le Conseil.

2 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — (Point de désignation des membres présents, pas de signatures).

Logement du commissaire des guerres. — Le Conseil, estimant que le logement du commissaire des guerres doit être au centre des administrations et que le logement le plus convenable est la maison de l'émigré Leclerc, occupée par les ôtages, arrête que le district sera invité à donner un autre logement aux ôtages ou à obtenir du Département que les ôtages soient logés chez des citoyens bien connus pour leur patriotisme.

L'instituteur des adolescents mandé à la Société populaire. — A la demande de la Société populaire, l'instituteur des adolescents sera invité à se rendre à la séance du soir de quintidi prochain de la Société, pour conférer avec lui sur ce qui regarde l'instruction des enfants qui lui sont confiés.

Rapport des fusils à la commune. — Il sera fait une proclamation pour enjoindre à ceux qui possèdent des fusils, soit qu'ils les aient reçus du district, soit qu'ils proviennent de l'ancienne école militaire, de les rapporter sans délai.

Monnot demande la levée des scellés mis sur ses papiers. — Le citoyen Monnot écrit de Paris une lettre par laquelle il demande que les scellés apposés sur ses meubles et papiers soient levés. Arrêté que copie de la lettre de Monnot sera envoyée à sa section, qui sera avertie en même temps qu'il est sous la surveillance de la municipalité; qu'ayant quitté Auxerre sans passeport, il doit être regardé comme suspect et dénoncé au Comité de sûreté générale.

Ce registre, contenant 148 feuillets cotés et paraphés par Robinet, maire, est resté en blanc à partir du 56°.

Le registre suivant, portant le n° 42, commence le 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794) et finit le 28 floréal an III (17 mai 1795).

Il y a donc une lacune de près de trois mois.

REGISTRE N° 42.

An III

1^{er} Nivôse (21 Décembre 1794).

(1794)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Paiement des instituteurs de la commune. — Vu les états présentés par les citoyens Bridault, Monneuill, Dérode et Denouh (1), instituteurs du 1^{er} degré de la commune, des enfants qui ont fréquenté leurs écoles pendant les mois de vendémiaire, brumaire et frimaire, il est arrêté qu'il sera payé à Bridault, 450 livres pour 90 enfants ; à Monneuill, 485 livres pour 98 enfants ; à Dérode, 440 livres pour 89 enfants ; et à Denouh, 287 livres pour 60 enfants.

Fermeture des pertuis. — Les eaux de la rivière baissant toujours, et la gelée pouvant encore les faire diminuer, et compromettre ainsi la mouture des blés, il est arrêté que les meuniers devront sans délai boucher les pertuis.

Réclamation de Vermanton. — Le citoyen Senan, agent national de la commune de Vermanton, est introduit. Il réclame les 40 sacs de farine dus depuis longtemps à cette commune. Le district auprès duquel est envoyé un officier municipal, répond que les grains qu'il possède sont destinés à toutes les communes du district, et qu'il ne peut en distraire aucune partie. Sur quoi il est arrêté qu'il sera écrit à la commune de Vermanton qu'il est impossible à la ville de s'acquitter de sa dette autrement qu'en argent.

Grains accordés par le district. — Le district ayant mis à la disposition de la commune une délégation de 200 quintaux de grains à prendre à Sougères, district de Saint-Fargeau, il est arrêté que réquisition sera faite d'attelages suffisants pour aller chercher ces grains ; que Maille, garde-magasin des subsistances militaires, sera prié de donner l'avoine aux chevaux, et que le citoyen Petit ira comme commissaire à Sougères pour faire charger et payer ces grains.

Mauvaise qualité du pain. — Les membres de la commission des subsistances se présentent, et apportent, pour qu'examen en soit fait, des échantillons de pain de tous les boulangers. Il est constaté que ces pains laissent à désirer sous tous les rapports. Arrêté que les boulangers seront surveillés de très près par la Commission.

Recensement de la population. — Arrêté que le recensement de

(1) Anciens frères des écoles Saint Charles.

An III la commune sera fait sans délai par des citoyens habiles à cette
(1794) opération.

Moulins à bras. — Les moulins à bras Durand, qui sont dans l'église des Maries, seront essayés demain, par les soins du citoyen Leblanc, officier municipal.

2 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Moulins à bras.* — Le citoyen Leblanc a fait l'expérience des moulins à bras. Ils produisent chacun 50 livres de farine à l'heure. L'essai sera continué demain.

Surveillance de certains ecclésiastiques. — A la demande du district, le Conseil arrête que les citoyens Lucas, ex-curé, de Georges, Mérat, ex-curé de Chitry, Daubenton, ex-curé de Sementrion, Marie dit Davigneau, ex-prêtre, et Corsini, ex-curé, seront surveillés avec soin, et que chacun des membres du Conseil devra porter sur eux une attention particulière.

Bons de son. — Arrêté que pour éviter les fraudes qui se commettent dans la distribution des bons de son par la Commission des subsistances, ces bons ne seront plus délivrés que par le Conseil.

3 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Arrivée du citoyen Guillemardet, représentant du peuple.* — Le Conseil étant informé que le citoyen Guillemardet, représentant du peuple, délégué dans le département de l'Yonne est arrivé, arrête qu'il lui sera envoyé une députation composée des citoyens Robinet, maire, Duplessis et Perthuis, officiers municipaux, et de Liégeard, notable.

Ecole centrale. — Est approuvé un projet de mémoire rédigé par le citoyen Perthuis, à présenter au Comité d'instruction publique, par l'intermédiaire de Maure, représentant, ayant pour objet l'établissement de l'Ecole centrale dans la maison Germain.

Comptes de la fabrique d'Eusèbe. — Les citoyens Rigoley et Frémy, derniers régisseurs de la ci-devant paroisse d'Eusèbe, déposent leur compte de gestion jusqu'à la suppression de ladite paroisse. L'actif en caisse s'élève à 3,066 livres 3 deniers. Arrêté que cette somme sera versée dans la caisse de la commune dont les charges sont bien au-delà des ressources et qui doit profiter de toutes les occasions qui se présentent, sauf à en rendre compte.

4 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Bons de pain.* — Nomination d'une Commission pour aider Coutier, employé à la distribution de pain, composée des citoyens Tenaille, Liégeard et Rigoley.

Trains de bois. — Deux trains de bois appartenant au citoyen Chardon, sont submergés ; l'un sera délivré aux établissements militaires, l'autre sera vendu en détail aux citoyens munis de bons de bois. An III
(1794)

Offre de bois. — Le citoyen Paul la Brossière, marchand de bois à Avallon, écrit qu'il met à la disposition de la commune 1,500 moules de bois qu'il a dans une vente près Lucy-le-Bois. Arrêté que l'on écrira au citoyen Guillemardet, représentant, pour le prier d'autoriser le district d'Avallon à faire transporter par voie de réquisition, ces bois à Vermanton, où ils seront flottés.

Moulins à bras. — Leblanc, commissaire pour les moulins à bras, rapporte que le travail d'un jour des deux moulins produit 5 quintaux de farine, et qu'il y a déchet de 6 livres par quintal de blé.

Criblage des blés. — Arrêté que la ci-devant église des Visitandines sera mise à la disposition de la Commission des subsistances, pour y faire le criblage de ses grains ; et que les moulins à bras qui y sont seront transférés dans le ci-devant chœur qui y est contigu.

Subsistances de la commune. — Le district prend un arrêté réduisant à 200 quintaux de grains pour deux jours les subsistances de la commune.

5 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Arrêts du citoyen Guillemardet.* — Lecture est faite d'une proclamation et d'un arrêté du citoyen Guillemardet, représentant du peuple, relatifs aux ci-devant prêtres. Ces deux pièces seront publiées, affichées et envoyées aux sections ; et en exécution d'icelles, il sera ouvert au secrétariat un registre sur lequel seront inscrits tous les ci-devant prêtres domiciliés dans la commune.

Mouture des blés retardée par les glaces. — La mouture des grains devenant difficile à cause des glaces qui couvrent la rivière, il est arrêté qu'il sera demandé au district de la farine au lieu de grains pour la fourniture des 7 et 8 de ce mois ; et que les meuniers des moulins Brichou et Président seront mis en réquisition pour moudre les grains de la commune.

6 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Moulins entravés par les glaces.* — La Commission des subsistances informe le Conseil que plusieurs moulins sur la rivière ne travaillent plus à cause des glaces. Arrêté en conséquence que les citoyens Leblanc et Voirin,

An III visiteront demain les moulins de la rivière, et exigeront des meuniers qu'ils bouchent les pertuis.
(1794)

Prêtres détenus dans la maison de réclusion. — Arrêté que, vu la demande du Département, la liste des ci-devant prêtres renfermés dans la maison de réclusion, sera donnée par les commissaires de cette maison.

Refus de livres séquestrés. — Refus est fait aux citoyennes Davion et Hattier des livres qui leur ont été retirés, dans le mois de thermidor, parce qu'elles pourraient laisser les jeunes personnes lire ces livres, qui leur inculqueraient des principes de fanatisme.

Réquisition de voitures. — Vu un arrêté du district de ce jour, réquisition sera faite de 15 voitures à 3 colliers, pour aller chercher des grains et des farines, qui sont dans un bateau arrêté par les glaces à Regennes.

Épuration de la Société populaire. — Dépôt sur le bureau d'un arrêté du citoyen Guillemardet représentant du peuple, en date de ce jour, portant que la Société populaire sera épurée et réorganisée par 20 membres de ladite Société. Cet ordre d'épuration sera notifié à ladite Société.

7 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Arrêts de Guillemardet en faveur des prêtres.* — Lecture d'un arrêté du représentant Guillemardet, portant que les ci-devant prêtres assermentés y dénommés, détenus comme suspects à Auxerre, seront mis en liberté. Autre arrêté portant que les ci-devant prêtres sujets à la déportation et détenus, en raison de leur grand âge et de leurs infirmités, dans la maison de Réunion, auront provisoirement la faculté de sortir de leur maison de détention, pour se procurer les choses nécessaires à leur existence sans pouvoir sortir de la commune. Ils resteront sous la surveillance des autorités.

Rupture des glaces de la rivière. — D'un rapport de Voirin il résulte que quelques meuniers s'appliquent à faire rompre les glaces, mais que le plus grand nombre, de crainte de dépenses, ne font faire aucun travail. Arrêté qu'ils seront tenus de mettre leurs moulins en état de moudre constamment, et que s'ils se refusent à faire les travaux nécessaires, ces travaux seront faits par la Commission des subsistances, sauf recours contr'eux.

Enlèvement des boues. — L'adjudication de l'enlèvement des boues ayant été tentée à trois reprises sans résultat, et la commune ne pouvant les faire enlever sans accroître par trop les contributions des citoyens, il est arrêté que les habitants seront

tenus de nettoyer chacun devant leur maison et d'enlever les boues et immondices au droit de soi. AN III
(1794)

Cessation du maximum. — Lecture est faite de la loi portant cessation du maximum.

Moulins à bras. — Arrêté que les moulins à bras, quelque faible que soit leur travail, seront constamment employés ; la persistance des gelées empêchant les moulins à eau de fonctionner convenablement.

9 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Repêchage des épaves après la débâcle.* — Vu une lettre de la Commission du commerce de la République du 7 de ce mois, il est arrêté que les débris de bateaux et bois flottants que la débâcle des glaces pourrait amener, seront repêchés au moyen d'outils qui seront demandés au citoyen Jourdan, représentant du peuple dans la Nièvre.

11 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Epuration du corps municipal par Guillemardet.* — Est déposé sur le bureau un arrêté du représentant du peuple, Guillemardet, daté du 2 de ce mois, contenant une nouvelle composition de l'assemblée municipale.

Cet arrêté est ainsi conçu :

« Considérant qu'il est intéressant de renouveler à certaines époques les dépositaires de l'autorité publique, et rendant aux membres des autorités constituées de la commune d'Auxerre la justice qui leur est due pour le zèle qu'ils ont apporté dans l'exercice de leurs fonctions

Arrête que la municipalité d'Auxerre sera constituée ainsi qu'il suit :

MAIRE : Guenot, ci-devant homme de loi.

OFFICIERS MUNICIPAUX. — Perthuis Léon, fils, Duplessis François notaire, Tenaille-Millery, Dubétail, Roux Edme, vigneron, Lelièvre aîné, Petit-Salomon, Chardon, homme de loi, Faurax père, Guilbert-Sautereau, Duru, propriétaire.

NOTABLES. — Leblanc, charpentier, Jouve, marchand, Gauthier, notaire, Liégeard, Lesséré, directeur des coches, Degousse, perruquier, Louise, fripier, Lionne aîné, Milon, limonadier, Guyou, couvreur, Drillon, vigneron, Morillon, ferblantier, Heintz, architecte, Chavany père, Menestrier, Robin-Cléry, Milleriot aîné, tonnelier, Laroche-Marlot, Ramponeau, Dudesert, Routier, amidonnier, Mérat, apothicaire, Augé le jeune.

AGENT NATIONAL. — Poussard.

SUBSTITUT DE L'AGENT NATIONAL. — Bourgoin-Legueux.

Sc. hist.

An III *Commandant de poste en état d'ivresse.* — Se présente en état
(1795) complet d'ivresse le citoyen Chapu, commandant de poste, pour
 porter quelques plaintes au Conseil. Son état ne lui permettant
 pas de s'expliquer, il est arrêté qu'on écrira au commandant de
 la garde nationale de faire retirer ledit Chapu du poste qu'il com-
 mande, et de le faire passer au Conseil de discipline.

12 Nivôse (1^{er} Janvier 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Installation du Conseil.* —
 Les membres composant le nouveau Conseil nommé par Guille-
 mardet sont installés. Ils prêtent serment aux cris réitérés de
 Vive la République ! Vive la Convention !

Adresse à la Convention. — De suite une adresse est votée et
 rédigée pour féliciter la Convention nationale de ses glorieux tra-
 vaux et l'assurer de leur attachement inviolable à la République,
 une et indivisible, et de leur haine pour la royauté.

Nomination des employés de la commune et des officiers publics.
 — Le Conseil nomme pour son secrétaire Pierre-Augustin Faul-
 trier, pour secrétaire adjoint Charles Chaisneau, comme chefs de
 bureau les citoyens Cloutier et Badin, et comme employés les
 citoyens Langlet, Duché et Savatier père, ils prêtent tous serment.
 Sont nommés officiers publics les citoyens Tenaille et Duru, offi-
 ciers municipaux ; et commissaires à la surveillance des maisons
 de détention et hospices : les citoyens Tenaille et Degousse.

*Détresse de la commune, demande de 300,000 livres à la Conven-
 tion.* — Est introduite une députation de la Commission des sub-
 sistances, qui prend séance. Le Conseil, considérant que la com-
 mune ne reçoit plus depuis plusieurs mois de grains à ses mar-
 chés ; que le mode de la réquisition, pour se procurer des grains,
 peut devenir impraticable ; que la commune est obérée par des
 dépenses commandées par les circonstances de la Révolution, et
 par des pertes énormes sur les subsistances depuis 18 mois, sans
 lesquelles le pain aurait été hors des facultés du peuple, arrête
 que, par les soins de quatre commissaires, il sera fait, pour la
 commune, des achats de grains dans les pays de blairie, et les
 départements limitrophes ; que les citoyens Monnot-Villetard,
 Faurax, marchand, Burat fils, marchand, et Tenaille sont nommés
 commissaires pour ces achats ; que le Conseil adressera à la Con-
 vention une pétition pour obtenir une somme de 300,000 livres à
 titre de secours, et pour employer aux subsistances ; enfin, que
 la députation de l'Yonne sera priée d'appuyer cette pétition.

Réquisition de voitures. — Arrêté que trois voitures demandées
 par le district, pour aller chercher des subsistances à Sens, seront
 requises demain.

13 Nivôse.

An III

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Nomination d'un juge de paix.* — Le citoyen Guéron-Duplessis dépose sur le bureau un arrêté de Guillemardet, représentant du peuple, délégué dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre, le nommant juge de paix, section de la rivière. Il prête serment.

Adresse à la Convention nationale. — « Les membres composant
« le Conseil général de la commune d'Auxerre

« A la Convention nationale.

« Citoyens représentants du peuple,

« A l'instant même où les nouveaux membres du Conseil gé-
« néral de la commune d'Auxerre, réorganisé par Guillemardet,
« votre digne collègue, prêtaient dans les mains de leurs prédé-
« cesseurs, le serment de maintenir, jusqu'à la mort, le gouver-
« nement républicain, nous apprenions qu'un vœu de monar-
« chisme a été émis, imprimé, et a circulé dans cette même cité,
« qui a vu s'évanouir ce gouvernement anti-social. Par un mou-
« vement simultané, les anciens et les nouveaux membres ont
« répété ce seul cri digne du français, *Vivre libre ou mourir.*
« Tous ont voulu que ce cri fut porté jusqu'à vous..., vous les
« dépositaires de nos droits, vous qui, fondateurs de la Répu-
« blique, ne souffrirez pas que ce monument destiné à la postérité
« éprouve la moindre atteinte ; vous enfin qui avez prouvé à l'Eu-
« rope que, sous quelque forme que la tyrannie puisse se présenter,
« vous sauriez la terrasser. »

Poste du Pont. — De l'avis du citoyen Guillier, commandant de la garde nationale, il est arrêté que le poste de la porte du Pont sera levé de suite, et que les meubles et armes seront rapportés à la Maison commune.

Réduction des gardes. — Arrêté qu'à l'avenir il ne sera plus commandé que 20 hommes par jour : 12 pour le poste de la Maison commune et 8 pour celui des casernes, en place des vétérans, qui, en raison de leur grand âge, méritent des ménagements.

Installation du tribunal du district. — Vu l'arrêté de Guillemardet, donnant la composition du tribunal du district, le Conseil arrête que le 15 de ce mois il procédera à son installation ; qu'une escorte de 15 vétérans sera commandée, et que le peuple sera averti de la cérémonie au son du tambour.

Tribunal de police municipale. — Le Conseil élit juges du tribunal de police municipale les citoyens Guénot, maire, Lelièvre et Chardon, officiers municipaux, avec Chaisneau pour secrétaire.

An III *Rupture des glaces.* — Vu le rapport du citoyen Lenfernat,
(1795) membre de la Commission des subsistances et inspecteur des meuniers, il est arrêté que la commune prètera aux meuniers les outils nécessaires pour casser les glaces qui peuvent gêner leurs moulins.

Voituriers requis récalcitrants. — Des trois voituriers requis pour aller à Sens, deux, Guérin, meunier, et Bornat, voiturier, refusent d'obéir. Arrêté qu'ils seront dénoncés à l'agent national du district.

Emprunt de 300,000 livres. — Quelques changements sont introduits à l'arrêté relatif à la demande de 300,000 livres. Ainsi il n'y aura que 3 commissaires au lieu de quatre pour achat de grains, qui seront les citoyens Guilbert, Milleriot et Cuillier. Les 300,000 livres seront demandés à Guillemardet, à titre d'emprunt sur le payeur général. On demandera de suite 20,000 livres pour payer les arrhes des achats. Enfin quatre membres du Conseil, les citoyens Dudesert, Ramponeau, Faurax et Gauthier, formeront un bureau des subsistances. Les deux premiers auront voix délibérative à la Commission des subsistances, et les deux autres tiendront la correspondance avec les commissaires aux achats. On demandera à Guillemardet de mettre à la disposition de la commune les chevaux de la République et les voituriers y attachés.

Rôle des indigents. — L'agence de bienfaisance présente au Conseil la liste des indigents avec les secours à donner à chacun d'eux. En exécution de la loi du 19 mars 1793, on avertira les citoyens au son du tambour, et par affiches que les rôles de secours sont déposés au secrétariat, et que chacun pourra, pendant deux mois, en prendre connaissance, et consigner ses observations sur un registre spécial.

Voituriers requis récalcitrants. — Arrêté que Bornat et Guérin, voituriers requis pour aller à Sens chercher des grains, qui n'ont pas voulu obéir, seront contraints par la force à partir.

14 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prestation de serment.* — Le citoyen Doyen nouvellement nommé par la Commission du commerce de la République, prête serment.

Installation du tribunal de commerce. — Le citoyen Monnot-Villetard, présente un arrêté de Guillemardet, réorganisant le tribunal de commerce. Arrêté que le Conseil général de la commune installera demain ce tribunal, après l'installation du tribunal de district.

Déblaiement de la place du Département. — La voie qui passe au pied de la tour du Temple étant encombrée par les matériaux provenant de la démolition de l'église de la Cité, le Département qui se charge des frais sera prié de faire faire les travaux nécessaires pour la déblayer. An III
(1795)

Fin de la permanence de nuit. — Arrêté que la permanence de nuit sera supprimée de ce jour. La permanence de jour se tiendra de 7 heures du matin à 9 heures du soir.

15 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — 20,000 livres payées sur les 300,000 demandées. — Dépôt sur le bureau d'une ordonnance de 20,000 livres sur le payeur général. Séance tenant le citoyen Faurax va toucher cette somme. Et il est versé entre les mains des commissaires aux achats, savoir : à Guilbert et à Milleriot, chacun 5,000 livres, et à Cuillier 10,000. Ils sont invités à partir dès demain pour faire leurs achats.

Note de Frémy, apothicaire. — Le citoyen Frémy, apothicaire de l'hôpital militaire, présente la note des médicaments qu'il a fournis depuis l'établissement de l'hôpital militaire jusqu'au 1^{er} vendémiaire. Arrêté que Mérat et Robin, notables, l'examineront et en feront rapport.

Perception des contributions de 1793. — Le citoyen Sallet ancien officier municipal, percepteur des contributions de 1793 est remplacé par Menestrier, qui accepte et déclare qu'il renonce à tout émolument.

Formation des bureaux et commissions de la municipalité. — Arrêté ainsi la composition des bureaux et commissions de la municipalité :

Bureau d'administration générale : les citoyens Guénot, maire, Perthuis, Petit-Salomon et Liégeard.

Bureau de comptabilité et contributions : les citoyens Guilbert, Rigoley, Menestrier et Augé.

Bureau des travaux publics : les citoyens Chardon, Leblanc, Heintz et Savatier.

Bureau militaire : les citoyens Duru, Jouve, Morillon et Mérat.

Ordonnateurs des bureaux : Liégeard du 1^{er} bureau, Tenaille du 2^{me}.

Commissaires du Comité de surveillance de l'hôpital militaire : Petit-Salomon et Lesséré.

Commissaires aux Ventes des biens nationaux : Lionne et Routier.

Commissaires à la Commission des subsistances : Ramponeau et Robin.

An III Commissaires et experts à la vérification des comestibles, poids
(1795) et mesures et médicaments : Milon, Housset, officiers de santé, Chavany et Mutellé père.

A l'agence des secours, Faurax, nommé à une fonction publique, et Perrette, nommé membre du Comité révolutionnaire, sont remplacés par Gascoin et Soufflot-Boyard.

Convocation des voituriers de la commune. — Il est arrêté, à la demande du district, que tous les voituriers et propriétaires de chevaux seront appelés demain à la séance, pour former les attelages qui auront à ramener des grains des districts frappés de réquisitions.

Pénurie de bois à brûler. — Le Conseil, considérant que les citoyens manquent de bois, et qu'il ne peut en être distrait de celui des boulangers sans compromettre le service, arrête que pétition sera adressée au district pour avoir une des deux piles qui sont sur le port, appartenant à Guise qui les abandonne à l'administration, et que de suite il sera rédigé une pétition à Jourdan, représentant du peuple, en mission à Clamecy, pour obtenir quelques trains de bois, de ceux destinés pour Paris, qui sont arrêtés par les glaces. Pendant la séance les commissaires envoyés au district en reviennent avec l'autorisation de prendre une des deux piles de bois, qui mesure 32 pieds de couche sur 10 de hauteur, soit 60 moules. Ce bois sera vendu aux citoyens à raison de 10 livres le moule, et en préférant les plus nécessiteux.

16 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lieux de séances de deux sections.* — Arrête que provisoirement, et pour l'hiver seulement, les séances de la section de la Fraternité (quartier Saint-Étienne), se tiendront dans le réfectoire du ci-devant séminaire, où il sera placé un poêle; et que les séances de la section de l'Unité (quartier Saint-Pierre), se tiendront dans le local des écoles de Pierre.

Pallais, employé de la commune passe au Département. — Le citoyen Pallais, secrétaire de la Commission des subsistances, informe le Conseil qu'il résigne ses fonctions parce qu'il vient d'être nommé chef du bureau des travaux publics au Département. Le Conseil regrette son départ d'une place qu'il remplissait bien, et dans laquelle il savait se concilier l'estime de tous ses concitoyens.

Réquisition des voituriers. — Sont introduits les citoyens voituriers et propriétaires de chevaux. Ils sont tous mis en réquisition, mais comme le district met aussi en réquisition tous les voituriers des communes de son ressort, il ne sera pris que 6 voitures, à Auxerre, tous les 3 jours.

17 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Trains de bois accordés aux habitants.* — Vu l'arrêté de Guillemardet et de Jourdan, représentants du peuple, attribuant à la commune trois trains de ceux qui sont reconnus en mauvais état « et qui menacent de devenir fondriers », il est arrêté que ces trains seront débordés, en présence de leurs propriétaires, et distribués aux ménages les plus nécessiteux, à raison de un moule de bois par ménage.

Employé de la municipalité. — Beaudoin, ancien greffier de juge de paix, est élu, par le Conseil, secrétaire-adjoint de la Commission des subsistances en remplacement de Pallais.

Offre d'achat de grains. — Dumaine, employé de l'enregistrement, sur le point de faire une tournée dans le district d'Avallon, offre de faire des achats de grains pour la commune. Arrêté qu'il sera prié de prendre seulement des renseignements sur les ressources du pays.

Nomination d'un deuxième secrétaire adjoint. — Vu la multiplicité des affaires qui nécessite un deuxième secrétaire-adjoint, le Conseil élit à cette fonction Etienne-Germain Moreau, qui depuis quelque temps travaille dans les bureaux de la municipalité.

Organisation des bureaux. — Il y aura quatre bureaux ayant chacun leurs attributions. 1^{er} bureau, Faultrier, secrétaire en chef. 2^e Chaisneau, secrétaire-adjoint. 3^e Moreau, secrétaire-adjoint. 4^e Coutier, chef de bureau. Expéditionnaires : François, Duché, Langlet, Badin et Savatier. Les heures d'entrée aux bureaux sont ainsi fixées : de germinal à la fin de l'année à 8 heures du matin, et de vendémiaire à la fin de ventôse, à 9 heures ; temps du déjeuner, de midi à 3 heures, et en tout temps sortie à 8 heures du soir.

18 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Précautions contre la débâcle des glaces.* — Vu un mémoire de Paul Bourlet, inspecteur de la navigation, les citoyens Tenaille et Liégeard sont nommés commissaires pour aviser aux mesures à prendre à l'instant où le dégel se manifestera.

19 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Visite à Guillemardet.* — Arrêté que le citoyen maire et trois autres membres du Conseil iront faire visite à Guillemardet, de retour dans cette commune.

Bonnes dispositions de Guillemardet à l'égard de la commune. — Les députés envoyés auprès de Guillemardet font part au Conseil

An III de ses bonnes dispositions à l'égard de la commune. Ils rapportent
(1795) qu'il ne refusera pas de donner deux autres trains si la municipalité lui adresse à ce sujet une pétition régulière.

Marché pour débarder les trains. — Est approuvé le marché fait par Petitjean, commis des ports, avec 13 ouvriers d'Accolay, pour tirer les trois trains, à raison de 10 livres par coupon.

Distribution du bois aux citoyens. — Est nommée une commission, composée des citoyens Tenaille, Liégeard et Rigoley, pour surveiller la distribution du bois aux citoyens.

Certificat de civisme. — Le citoyen Monnot, ci-devant homme de loi, auquel la précédente municipalité a refusé un certificat de civisme et qui en a obtenu un des commissaires civils et de police de la section de Mucius Scevola à Paris, le 15 frimaire, en demande un pour le temps depuis lequel il réside à Auxerre. Accordé.

Démolition de l'église des Cordeliers. — Les habitants de l'ancienne maison des ci-devant Cordeliers se plaignent de ce que Laversine, entrepreneur de la démolition de la ci-devant église, obstrue les passages conduisant à leurs demeures par des dépôts de matériaux de démolition. Arrêté que Laversine sera traduit au tribunal de police municipale.

Renseignements sur Marguerite Marion. — Arrêté qu'il sera donné au district des renseignements sur la citoyenne Marion, de cette ville.

Indemnité à Gallois, voiturier. — Edme Gallois, voiturier, requis pour aller chercher à la Ferté-sur-Morin des grains, fait savoir qu'en traversant la commune de Champlay il a perdu un de ses chevaux, mort subitement d'excès de fatigue; il demande une indemnité à la commune. Arrêté que le fait étant vrai et vu la loi du 26 avril 1792, ledit Gallois recevra une indemnité de 800 livres sur la caisse publique.

Le citoyen Frottier, employé aux subsistances. — La Commission des subsistances demande quelqu'un qui soit versé dans la pratique du calcul. Le Conseil nomme le citoyen Frottier pour travailler pendant trois décades.

40,000 livres accordées sur l'emprunt par Guillemardet. — Guillemardet a approuvé l'avance faite par arrêté du Département de 20,000 livres; il y ajoute 40,000 à toucher sur les impositions de 1793. La députation de l'Yonne sera priée d'appuyer la demande des 240,000 restant pour compléter les 300,000.

Délivrance du bois aux habitants. — Un membre de la Commission des bois demande qu'en présence des instances réitérées des citoyens, la Commission soit autorisée à en délivrer avant l'empie-

lage. Accordé, sous la condition que le facteur de Bourdin, propriétaire du bois, sera présent et que toutes les précautions seront prises pour se rendre compte de la quantité livrée. An III
(1795)

Local pour les grains. — Arrêté que recherche sera faite d'un local pour emmagasiner les grains qui sont arrivés et que Dubétail sera garde-magasin.

Jours de séance du Conseil. — Le Conseil, considérant qu'en tenant séance tous les jours, il est presque impossible que l'expédition des affaires aille du même pas, arrête qu'à l'avenir il tiendra séance ordinaire et publique cinq jours par décade : les primidi, tridi, quintidi et nonidi, à 5 heures du soir, et qu'un registre sera toujours sur le bureau de la Permanence pour insérer les décisions qu'elle donnera.

23 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Présentation du gardien de la maison de justice.* — En vertu de la loi du 16 septembre 1791, qui confère aux municipalités la police des maisons d'arrêt et de justice, le Conseil présente pour remplir les fonctions de gardien de la maison de justice le citoyen Barbotte, ancien militaire, de mœurs irréprochables.

Indemnité aux débardeurs de trains. — Arrêté que les treize ouvriers d'Accolay, qui ont une grande peine pour débarder les trois trains et casser les glaces qui les enveloppent, recevront 3 livres de pain chacun.

Détenue malade. — Marguerite Minerot, détenue à la maison d'arrêt, qui a une fièvre continue, sera transférée à la maison d'humanité.

Voituriers requis récalcitrants. — L'agent national rapporte que les citoyens Graveline, Jean Bidault et Bourdin, voituriers, se sont refusés, étant requis, à aller chercher des grains. Arrêté qu'ils y seront contraints par la force, et que pour que pareil fait ne se renouvelle, une commission, composée des citoyens Lionne et Dubétail, sera chargée de cette partie.

Certificat d'étranger à Jean Heintz. — Antoine-Balthazar Heintz expose que son neveu Jean Heintz, tailleur de pierres à Lagny, est arrivé à Auxerre en 1791 et a été appelé au service des armées. Il demande que le Conseil reçoive la déclaration qu'il est étranger. Admis. Trois citoyens devront l'attester.

Prix du moule de bois. — Arrêté que les bois à provenir des trains seront vendus aux citoyens à raison de 12 livres 10 sols le moule.

An III

25 Nivôse.

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Rapport des commissaires aux achats de grains.* — Les citoyens Cuillier et Milleriot, commissaires aux achats de grains, rendent compte de leurs recherches. Cuillier est allé en Seine-et-Marne et n'a pu faire aucune acquisition, à cause des réquisitions faites dans cette région pour la ville de Paris, par le Comité de Salut public. Le citoyen Milleriot a parcouru 90 lieues de pays dans la Côte-d'Or sans autre fruit qu'une promesse de 50 mesures de blé à raison de 10 livres la mesure, faite par le citoyen Ligeret. Il est payé pour frais de voyage à Cuillier 370 livres et à Milleriot 220 livres.

Mesures contre les meuniers. — Une députation de la Commission des subsistances se présente et dit que deux lettres de l'administration des subsistances du district lui signalent ce fait que les meuniers négligent de moudre les grains de la commune, préférant moudre ceux des particuliers, et qu'il serait urgent d'adjoindre quatre membres du Conseil aux inspecteurs des meuniers, pour mieux les surveiller. Arrêté, en conséquence, que les meuniers de la commune ne moudront plus pour les particuliers ; qu'il sera fait visite chez eux, pour s'enquérir des grains qu'ils peuvent avoir aux particuliers, des noms de ces derniers, et que les citoyens Roux, Dudesert, Lionne et Ramponneau sont nommés commissaires adjoints à cet effet.

Offre du meunier de Marcilly. — Petit, meunier du moulin de Marcilly, offre de moudre les grains de la commune. Arrêté qu'il sera mandé à la Commission des subsistances pour s'entendre avec elle.

Nouveaux commissaires envoyés à Pithiviers. — La réquisition faite à Pithiviers ne se terminant pas, tant à cause du manque de fonds que du retour de Pithiviers des citoyens Bouteiller et Maurey, qui y avaient été envoyés, il est arrêté que les citoyens Billelou-Guilbaudon et Guillet seront envoyés comme commissaires ; qu'ils emporteront 25,000 livres avec eux, dont 15,000 provenant de la réintégration faite par les citoyens Cuillier et Milleriot, et 10,000 à réclamer de Sapey, receveur du district, à valoir sur les 40,000 livres accordées par Guillemardet.

Demande de trains de bois. — Est approuvée une délibération de la Permanence par laquelle demande de dix trains a été faite à Robin, représentant du peuple.

26 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prisonnier de guerre demande droit de chasse.* — Un prisonnier de guerre nommé Jobel demande

la permission de chasser, comme étant un exercice nécessaire à sa santé. Refus. Il peut prendre un exercice suffisant par la promenade. An III
(1795)

Dégâts dans les bois. — Le citoyen Leblanc, agent national de l'administration forestière, vient se plaindre des dégâts commis dans les bois nationaux par des habitants d'Auxerre et prie le Conseil de lui donner les moyens de les faire cesser. Arrêté qu'il aura à déposer un mémoire des faits reprochés.

Refus de passeports. — Les citoyens Bourdier et Delpuits, ex-prêtres, domiciliés à Auxerre, demandent des passeports pour se rendre à Paris pour affaires. Refus. Etant en surveillance, ils ne peuvent quitter la commune.

Pénurie de l'agence de secours. — L'agence de secours ne peut faire face aux demandes des citoyens momentanément gênés par la rigueur de la saison ; ellë n'a plus de fonds dans sa caisse. Arrêté qu'il sera demandé pour elle un secours de 3,000 livres.

Départ de voituriers requis. — Vu une lettre du district, il est arrêté que cinq à six voituriers, de ceux mis en réquisition et qui ont attelage de quatre chevaux, seront tenus de partir décadi prochain à Malsherbes pour y charger des grains.

Demande de farine au District. — A la demande d'une députation de la Commission des subsistances, il est arrêté que le citoyen Ramponeau s'adjoindra à elle pour réclamer au district 45 quintaux de farine qui lui manquent pour la distribution de demain.

Fête du 21 janvier. — Une loi du 19 de ce mois ayant fixé au 2 pluviôse la fête de l'anniversaire du supplice du dernier roi des Français, il est procédé à l'organisation d'une Commission des fêtes nationales. Sont nommés commissaires les citoyens Milon, Dudesert, Heintz et Routier.

Commissaires aux achats de grains. — Arrêté que, dorénavant, les commissaires aux achats de grains ne se présenteront plus comme mandataires de la commune, mais comme simples particuliers et n'exhiberont leurs pouvoirs qu'en cas de nécessité ; qu'en outre, le citoyen Lionne est nommé commissaire pour aller en achat de subsistances dans les cantons de Sergines, Bray et Provins.

27 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Déflottage des trains.* — Il est écrit au district pour l'inviter à fournir à Lancôme trois masses dont il a besoin pour casser les glaces des bois retirés des trains.

Pain à fournir aux prisonniers, aux jurés et aux témoins. — Est.

An III
(1795) déposée une pétition des administrateurs du district, par laquelle ils exposent que ne recevant plus de grains de la commune, il ne leur est plus possible de continuer la fourniture du pain pour les maison d'arrêt, de réunion, les témoins et les jurés. En ce qui concerne la maison de réunion, le Conseil déclare que la pétition n'a pas d'objet, parce que les détenus (ex-prêtres) ont leur liberté provisoire et qu'ils peuvent se fournir de pain de section. A l'égard du pain des détenus à la maison d'arrêt, le soin en revient au district. Il en est de même de celui fourni aux jurés (une des plus sublimes institutions de la Révolution) et de celui des témoins. Il invite, en conséquence, le district à livrer à la Maison d'humanité des grains en quantité suffisante pour fournir le pain aux prisonniers, aux jurés et aux témoins.

Demande de certificat d'indigence. — Jeanne-Victoire Gagny, veuve de Dougère, demande un certificat d'indigence, à l'effet d'obtenir une pension de la liste civile. Accordé.

Réduction de la ration de pain. — Arrêté, sur la demande de la Commission des subsistances, que, vu l'insuffisance des grains et la lenteur de la mouture, la ration de pain à délivrer aux citoyens est provisoirement réduite à 1 livre par jour.

28 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Améliorations à apporter à la distribution du pain.* — Une députation de la Commission des subsistances dépose un mémoire très étendu et très lumineux sur des réformes à faire dans la distribution du pain aux citoyens et sur les moyens propres à encourager les citoyens à s'approvisionner eux-mêmes. Ce mémoire sera discuté demain.

Réquisitions de voitures. — Arrêté que trois voitures seront requises, à la demande du district, pour aller demain chercher des farines à Semur.

Certificat aux médecins et chirurgiens. — Les citoyens Roux, Brisset, Lesséré père, chirurgiens ; Liger, médecin ; Mérat, apothicaire, présentent un certificat qui leur est demandé par la Commission de santé ; lequel doit être revêtu des observations de la municipalité sur leur conduite morale et politique et aussi sur leur patriotisme. Sur quoi le Conseil déclare qu'ils sont bons chirurgiens, médecin et apothicaire, instruits, qu'ils ont toujours exercé leur état avec distinction et donné des preuves de leur attachement à la Révolution.

Plaintes contre des distributeurs de pain. — Le Bureau de prévoyance de la Commission des subsistances rapporte que des citoyens se plaignent de Ballet et de la femme Venac qui auraient

commis des actes reprehensibles dans leur distribution de subsistances. Ils sont mandés et reconnaissent, savoir : Ballet, qu'il n'y a qu'un seul citoyen à qui il n'a pas distribué de pain, et la femme Venac, qu'elle est arriérée dans sa fourniture envers vingt ou trente citoyens. Arrêté que le premier sera tenu de s'acquitter sur sa propre portion, et qu'il sera statué sur le compte de la femme Venac après rapport du Comité des subsistances. An III
(1795)

Appel aux citoyens aisés. — Les citoyens Soufflot et Gascoin, membres de l'Agence de secours, se présentent et disent que le nombre des indigents augmente chaque jour et qu'il est impossible de les satisfaire si on ne fait appel à la générosité des citoyens. Arrêté qu'il sera écrit aux sections pour qu'elles sollicitent l'assistance des citoyens aisés.

Débardage de deux trains. — Le citoyen Liégeard et les membres de la Permanence rapportent que la rigueur de la saison rend nécessaire un nouvel approvisionnement de bois ; qu'il y a à Preuilly deux trains que le Département, du consentement de Guillemardet, a accordés à la commune, et qu'il y a lieu de les utiliser. Arrêté que ces deux trains seront débardés par les treize ouvriers d'Accolay. Ces ouvriers sont mandés et acceptent ce travail. Lorsqu'il sera terminé, on leur accordera une gratification de 200 livres.

Jument morveuse. — L'agent principal de la 15^e division militaire dépose un rapport du vétérinaire constatant qu'une jument du dépôt est atteinte de la morve. Il s'adresse à la commune pour faire le nécessaire. Arrêté que cette jument sera abattue et encrottée en présence de Lionne, un de ses membres.

29 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Recensement des chevaux.* — Le secrétaire en chef expose qu'il serait très utile de faire le recensement des chevaux de la commune, afin d'établir les tours de chacun dans les réquisitions. Arrêté que les citoyens Savatier et Routier feront ce recensement.

Réquisition sur Pithiviers — Le citoyen Guilbert, commissaire aux achats, écrit de Nemours que la réquisition sur Pithiviers est entravée par les mauvaises dispositions des habitants et par le manque de fonds ; il assure que Bussière, son collègue, sollicite son rappel. Arrêté que Faultrier, secrétaire, ira demander au receveur du district 30,000 livres restant libres sur les 40,000 ; que 25,000 seront envoyées à Guilbert et qu'il sera écrit à la Société populaire pour la prier de choisir un citoyen en remplacement de Bussière.

Art III *Fête du 2 pluviôse (21 janvier).* — La Commission des fêtes nationales dépose le plan de la fête du 2 pluviôse. Les citoyens Guenot, maire; Gauthier, Lelièvre, Petit, Dubétail, Lesséré, Morillon et Degousse, sont nommés commissaires pour se rendre au temple le jour de la fête et assister à sa célébration.

Section de l'Egalité. — Lecture est donnée d'un procès-verbal de séance de la section de l'Egalité, dans lequel elle expose « qu'il lui est impossible de continuer de tenir ses séances au tribunal de commerce, rue des Consuls. En effet, des deux salles, l'une est trop petite, l'autre est trop vaste, n'a pas de feu et les fenêtres manquent de vitres. La nouvelle salle de la Société populaire aux ci-devant Ursulines lui conviendrait ». Arrêté qu'il sera mis un poêle et des vitres à la salle du tribunal de commerce.

30 Nivôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE ET COMMISSION DES SUBSISTANCES RÉUNIS. — *Détresse de la Commission des subsistances.* — Cette Commission expose « qu'elle est réduite à zéro pour la distribution en farine de demain. Arrêté que le citoyen Ramponeau se rendra de suite au district pour demander des secours.

Rupture des glaces. — Arrêté, à la demande de la Commission des subsistances, que l'on fera casser les glaces, qui pourraient empêcher le moulin de Marcilly de fonctionner, et que les voituriers Olivier et Gradot recevront en supplément 40 livres de son par journée d'occupation pour leur quatre chevaux.

Achats de grains. — Il est rappelé que les commissaires devront, en faisant leurs achats de grains, se présenter comme particuliers et agissant pour leur compte personnel. Le citoyen Lionne est requis de hâter son départ pour Sergines. Leblanc, membre du Conseil, qui a des connaissances dans le district de Mont-Armance, est nommé pour opérer dans cette région. Chacun d'eux emportera la somme de 4,000 livres.

Remplacement de Bussière. — Le citoyen Chopin-Méré, nommé par la Société populaire pour remplacer Bussière, se présente et accepte. Il partira sans délai.

1^{er} Pluviôse (20 Janvier 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Feux publics.* — Est approuvé un arrêté de la Permanence ordonnant qu'ayant égard à la rigueur excessive du froid, il sera établi trois feux publics : l'un au corps de garde sis cour du Prétoire, l'autre au devant du corps de garde du Pont, le troisième. . . . Le Conseil arrête, en outre, que, pour empêcher qu'il ne soit fait un usage immodéré de bois, il sera établi auprès de ces feux trois surveillants qui

seront commissaires de police en cette partie et recevront une indemnité qui sera traitée de gré à gré avec eux. Sont nommés : l'économe de la Maison commune pour surveiller le feu du corps de garde du Prétoire, et les citoyens Raffier et Laumet pour surveiller les deux autres. **Art III (1795)**

Commission des subsistances militaires. — Maille, garde-magasin des subsistances militaires, expose qu'il n'a de farine que pour huit jours et demande que la Commission des subsistances lui prête les outils nécessaires pour faire casser les glaces du moulin Mileau, arrêté en ce moment, et dont il se sert uniquement. Accordé.

Proclamation sur la liberté du commerce. — Le citoyen Guénot, maire, donne lecture de la proclamation au peuple d'Auxerre, laquelle doit être imprimée, publiée et affichée. Cette proclamation, qui est adoptée, a pour but d'avertir que la liberté du commerce a été rétablie par la Convention ; que chaque citoyen doit faire ses approvisionnements lui-même et qu'à partir du 1^{er} ventôse le pain de section ne sera plus délivré qu'aux citoyens indigents et qui en feront la demande dans la quinzaine.

Destitution de la veuve Venac. — Arrêté que la veuve Venac, distributrice, est destituée, à cause de ses malversations.

Réduction du nombre des boulangers de section. — Arrêté que le nombre des boulangers de section sera, vu la diminution de la distribution, réduit de vingt-quatre à huit. Ces huit boulangers gardés seront choisis parmi les plus probes et les plus nécessaires.

Lettre de Maure au sujet des 240,000 livres demandées. — On lit deux lettres : l'une de la députation de l'Yonne, l'autre de Maure, représentant du peuple, annonçant l'envoi prochain des arrêtés du Comité de salut public qui ont accordé les 240,000 livres et les bois demandés par la commune.

Transfert d'un détenu à la Maison d'humanité. — Arrêté que, vu le certificat de Lesseré, officier de santé, le citoyen Guigniot, détenu, qui a une fièvre continue, sera transféré à la Maison d'humanité.

3 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Irrégularités dans la distribution du pain.* — Un membre du Bureau des subsistances rapporte que la réduction de la ration de pain n'a pas apporté de diminution dans sa consommation ; que cela provient de l'insouciance des distributeurs de bons et de l'infidélité des citoyens qui s'en font délivrer un nombre plus grand que celui auquel ils ont

An III
(1795) droit. En conséquence, le Conseil arrête que les distributeurs de bons de pain seront nommés parmi les citoyens aisés, au nombre de quatre par division ; qu'ils ne seront pas renouvelés, mais feront chacun leur service par décade ; que les bons seront délivrés au domicile des distributeurs ; que le recensement des ménages ayant droit au pain de section sera fait par vingt-quatre membres du Conseil, de suite, afin d'en rapporter le résultat demain.

Instruction sur la conservation des pommes de terre. — Arrêté qu'une instruction sur la conservation et l'usage des pommes de terre, envoyée par la Commission d'agriculture, sera transmise aux sections.

4 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Mise en liberté de Sapey.* — Le Conseil atteste que le citoyen Sapey, qui a été détenu dans la Maison de réclusion du 16 au 24 nivôse, a été mis en liberté par arrêté du représentant du peuple Maure, et qu'il est depuis sous la surveillance de la Municipalité.

Certificat de civisme à Bourdois. — Le citoyen Bourdois, chef du 1^{er} bataillon des volontaires de l'Yonne, vient d'être suspendu de ses fonctions. Il expose, dans un mémoire, que le certificat de civisme et de service qu'il a obtenu de la Municipalité est égaré ; il en demande un nouveau. Le Conseil déclare que, depuis le commencement de la Révolution jusqu'au 22 septembre 1791, le citoyen Bourdois, domicilié en cette commune, a toujours professé les principes d'un véritable ami de la Révolution ; qu'après avoir été notable, il a été successivement major et commandant de la garde nationale, et qu'il a rempli tous ses devoirs avec zèle et en brave et bon citoyen jusqu'au 22 septembre 1791, époque à laquelle il est parti en qualité de lieutenant-colonel du 1^{er} bataillon des volontaires de l'Yonne.

Pétition des administrateurs de la Maison d'humanité. — Les administrateurs de la Maison d'humanité demandent à être autorisés à vendre 9 sols la livre le pain nécessaire à la Maison de réunion et aux jurés. Arrêté qu'ils devront s'adresser au district.

Arrivée de prisonniers de guerre. — Le Département prévient la Municipalité que 165 prisonniers de guerre destinés à la commune doivent arriver le 11 de ce mois.

Décret accordant les 240,000 livres d'emprunt. — Lecture est donnée de deux lettres : l'une de la députation de l'Yonne, l'autre de Maure, représentant, accompagnant un arrêté du Comité de salut public du 29 nivôse, accordant à la commune 240,000 livres,

à la condition de réintégrer les 60,000 livres concédées par Guillemardet et de ne toucher à cette somme qu'à mesure des achats qui seront faits. Le Conseil reçoit avec reconnaissance ce bienfait d'un gouvernement vraiment paternel, mais considérant que la commune n'a pas pour quatre jours d'approvisionnement ; que les achats à Pithiviers nécessitent des avances considérables et qu'elle n'a pas les fonds pour y faire face, arrête qu'il sera écrit à la Commission des approvisionnements pour l'inviter à faire à la commune la délivrance entière de la somme accordée ; et qu'il sera écrit des lettres de remerciement à Maure et à Guillemardet, ainsi qu'à la députation de l'Yonne.

An III
(1795)

5 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Foire du 7 pluviôse ; mesures d'ordre.* — Arrêté que, pour maintenir l'ordre le jour de la foire du 7 prochain (1), réquisition sera adressée au commandant de la garde nationale de faire commander cinquante hommes et dix canonniers, et au commandant de la gendarmerie tous les gendarmes dont il peut disposer ; en outre, que le jour de la foire, la Commission des subsistances préparera le pain des forains, en y mettant la plus grande économie.

Suppression de la fosse commune. — Les administrateurs de la Maison d'humanité se plaignent de ce que, depuis quelque temps, l'usage s'est introduit de déposer les corps des citoyens dans une grande fosse qui existe dans ladite maison et demandent de faire cesser cette pratique dangereuse. Arrêté que, dès ce moment, il ne sera pas fait d'inhumations ailleurs qu'au cimetière ; que les fossoyeurs devront préparer d'avance une fosse par chaque corps, et que, pendant les gelées seulement, ils recevront une augmentation de 40 sols par fosse.

La Maison de réunion ne reçoit pas de pain. — Les quatorze individus qui habitent la Maison de réunion (ci-devant prêtres) se plaignent de ne plus recevoir de pain de la Maison d'humanité et de ne pouvoir s'en procurer à la section. Arrêté que la section de la porte de Paris, qui est la leur, leur en donnera, que le citoyen Gauthier se transportera à ladite section et vérifiera si Gallart et Bréon ont droit à être compris dans la distribution.

Enregistrement de commission. — Le citoyen Michot, inspecteur particulier du rassemblement des bœufs de la République, fait enregistrer sa commission.

Voiturier réquisitionné récalcitrant. — Regnauldin, administra-

(1) 26 janvier, foire de la Chandeleur.

An III (1795) teur des subsistances du district, annonce le retour des voituriers de Sens, au nombre de deux seulement, « attendu que Graveline s'est tenu honteusement chez lui ». Le Conseil, considérant que Graveline s'est constamment refusé aux réquisitions; que toutes les voies de l'indulgence ont été épuisées à son égard, arrête qu'il sera traduit au tribunal de police correctionnelle.

Certificat aux chirurgiens, médecins et apothicaires de la commune. — Le Conseil atteste que les citoyens Thienot, Housset, Guinault, Millot, Poussard, médecins; François Dufey, Gremeret et Lesseré Pierre Claude, chirurgiens; Robin et Frémy, apothicaires, sont bons citoyens, médecins, chirurgiens et apothicaires; qu'ils ont toujours exercé leur état avec distinction et donné constamment des preuves de leur attachement à la Révolution.

Demande de grains à l'État. — Le Conseil est averti du retour prochain du citoyen Guilbert; il n'a pu faire d'achats dans le Loiret. Arrêté que, la voie des achats par la commune ne donnant aucune chance de réussite, pétition sera adressée au Comité de salut public pour lui demander des grains en remplacement de fonds.

6 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Détresse de la Commission des subsistances.* — Une députation de la Commission des subsistances se présente et dit qu'elle est réduite à 30 quintaux de farine et qu'il lui en manque 90 pour faire la distribution de demain. Elle demande deux membres du Conseil pour aller avec elle réclamer ce déficit au district. Les citoyens Robin et Ramponeau sont députés et reviennent disant que le district vient d'abandonner les grains formant le contingent des communes d'Etais et de Druyes.

Comptes entre la commune et le district. — Le Conseil, désirant connaître la comptabilité qui existe entre la commune et le district relativement aux subsistances, fait venir le citoyen Sapey, trésorier. Il arrive et demande le temps suffisant et un calculateur pour l'aider. On lui donne le citoyen Augé. Il fait connaître ensuite les pertes que fait journellement la commune à cause de la disproportion du prix modique du pain avec le prix élevé des grains, et finit par dire qu'il n'a rien en caisse. Arrêté, en conséquence, que, pour arrêter ces pertes, le prix du pain sera rapproché de celui des grains dans une réunion extraordinaire qui se tiendra le 8, et que demain 7 la livre de pain sera délivrée aux étrangers sur le pied de 10 sols.

Adresse au Comité de salut public. — L'adresse au Comité de salut public, rédigée par le citoyen Chardon, ayant pour objet de

demander des grains en place d'argent, sera soumise à l'approbation des autorités supérieures. **AN III.**

(1795)

7 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Adresse au Comité de salut public. — L'adresse au Comité de salut public a été approuvée par les autorités supérieures. Pour la faire réussir, il a été arrêté que le citoyen Faultrier, dont le zèle et l'intelligence sont connus du Conseil, sera chargé de la présenter. Il fera connaître au gouvernement la perspective effrayante qui pèse sur la commune, sa situation aggravée par l'expiration des réquisitions. Il a été arrêté, en outre, que ladite adresse sera revêtue du visa de Guille-mardet ; qu'il sera écrit à la députation de l'Yonne, et particulièrement aux citoyens Maure et Villetard, « qui ont constamment employé toutes leurs facultés en faveur de la commune », pour invoquer leur appui dans une circonstance aussi critique, et vu la gravité des circonstances et dans la crainte que la mission confiée au citoyen Faultrier ne vienne à échouer, le Conseil, convaincu qu'il n'est aucun moyen qui puisse être négligé, arrête que le citoyen Faultrier sera autorisé à toucher de la Commission des approvisionnements les 240,000 livres accordées et à en donner quittance.

Départ de commissaires aux achats. — Les citoyens Dinaux et Duplessis, nommés commissaires pour activer les réquisitions de Mont-Armance et de Saint-Fargeau, se présentent. Ils annoncent qu'ils sont prêts à partir et attendent les fonds nécessaires. Le citoyen Faultrier dit que la commune n'en possède aucun, mais que la Commission des bois a en caisse 6,000 livres. Arrêté que cette Commission versera au citoyen Faultrier cette somme, qu'il restituera à mesure qu'il lui rentrera des fonds, et qu'il sera compté 3,000 livres à chacun des deux commissaires.

Don de Maure aux indigents. — Lecture est faite d'une lettre du citoyen Maure, représentant. Il envoie 300 livres pour les indigents de la commune et invite le Conseil à lui faire passer une pétition qui manifeste les besoins de la commune. Il en augure une heureuse issue et espère de prompts secours, dont il hâtera la délivrance par toutes les démarches convenables. Arrêté que la pétition sera rédigée et qu'il sera adressé à Maure une lettre de remerciements.

Pétition de Truchy, ex-prêtre. — Le citoyen Truchy, ex-prêtre, ci-devant détenu, adresse une pétition afin d'obtenir la liberté de se retirer à Joigny, sous la surveillance des autorités de cette commune. Renvoi de cette pétition sera fait au district avec avis favorable.

An III *Gratifications.* — Les citoyens Burat père et Hubert Pinon qui,
(1795) pendant dix-huit mois, ont fait procéder au déchargement des sels de la commune, recevront, à titre de gratification : Burat 400 livres et Pinon 200.

Augmentation du traitement des gardes champêtres. — Les gardes champêtres, dont le traitement est de 33 livres 6 sols 6 deniers par mois, demandent 50 livres en raison de l'augmentation des subsistances. Arrêté qu'ils recevront 50 livres, gratifications comprises.

8 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Pétition.* — Avis favorable est donné à une pétition adressée par le citoyen Leclerc-Lavernée au Comité de surveillance du district, tendant à obtenir la restitution des armes qui lui ont été enlevées, attendu qu'il a obtenu un certificat de civisme.

Refus de restitution d'armes. — Des pétitions adressées dans le même sens par les citoyens Lenfernat, De la Chasse, Paradis, veuve Lagrange, Denis Soufflot le jeune, veuve Dufour et Boyard-Forterre, désarmés en vertu de la loi du 26 mars 1793, ne sont pas accueillies, cette loi n'étant pas rapportée.

Garde nationale, exemption de service. — Les membres composant l'Agence de secours et la Commission des subsistances demandent l'exemption du service de la garde nationale. Accordé.

Mesures contre la débâcle. — Arrêté que les mesures les plus actives seront prises pour empêcher que la débâcle emporte les trains de bois.

Relèvement du prix du pain. — Arrêté que le prix du pain, qui n'est pas en rapport avec celui des grains, sera relevé. Beaucoup moins de citoyens demanderont du pain de section et feront eux-mêmes leur approvisionnement de pain.

Benfillout, ex-prêtre, envoyé en achats. — Regnauldin, commissaire pour aller à Tonnerre, est malade et demande à être remplacé. Le Conseil nomme à cet effet le citoyen Benfillout, ex-prêtre. Il arrive à la séance et accepte.

Pétitions. — Joseph Valotte, cordonnier, demande qu'avis favorable soit donné à une pétition qu'il adresse au district en faveur de son fils, Hubert Valotte, élève à l'Ecole de Mars, afin qu'aux termes de la loi, il apprenne, aux frais de la Nation, l'état de serrurier auquel il se destine. Pétition semblable est adressée par Germain Defrance, tapissier, en faveur de son fils Noël-Germain Defrance, aussi élève à l'Ecole de Mars, qui veut être serrurier. Avis favorable sera donné à ces deux pétitions.

9 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Abus dans la distribution du pain aux militaires.* — Des mesures seront prises pour empêcher les militaires guéris, sortant de l'hôpital, et les militaires de passage, de recevoir plusieurs fois du pain audit hospice.

Accidents causés par la débâcle. — Le citoyen Lesseré, directeur des coches nationaux, invite le Conseil à envoyer des commissaires pour dresser procès-verbal des accidents survenus à des bateaux par la débâcle des glaces. Sont nommés les citoyens Faurax et Dubétail.

Travaux aux fontaines. — Arrêté que les citoyens Regnaudin et Protta, qui ont travaillé de nuit par un temps rigoureux, et sur réquisition, aux fontaines, seront payés à raison de 5 livres par jour.

Infirmière décédée, revendication des héritiers. — Les administrateurs de la Maison d'humanité réclament l'intervention de la municipalité contre une demande en revendication formée par les héritiers de la citoyenne Fay, infirmière, décédée, de tous les linges, hardes, garnissant la chambre de ladite Fay. Arrêté que les administrateurs sont autorisés à refuser aux héritiers les objets qu'ils demandent et même à défendre devant les tribunaux à la demande qui serait formée.

Comptes de l'hôpital militaire. — Les comptes de Borda, directeur de l'hôpital militaire, pour les mois de prairial, messidor, thermidor et fructidor an II, sont approuvés.

11 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Conventions avec des mariniens.* — Est approuvé un arrêté de la Permanence, portant de nouvelles conventions avec les mariniens pour le travail des trains.

Train de bois accordés. — Lecture de l'arrêté du représentant du peuple Jourdan ajoutant cinq trains aux deux précédemment accordés.

Emprunt de 240,000 livres. — Réception, par l'intermédiaire de la Commission d'approvisionnement, d'un arrêté du Comité de salut public du 29 nivôse, contenant autorisation donnée à la Trésorerie nationale de l'Yonne de payer à la commune les 240,000 livres qui lui ont été accordés. Le citoyen Faultrier en sera instruit.

Le district emprunte à la commune. — L'administration du district écrit que ses magasins sont vides; que la réquisition sur Pithiviers peut donner des résultats, mais qu'elle n'a pas de fonds.

An III Elle demande 25,000 livres à la commune. Cette somme lui est
(1795) accordée.

Réquisition sur Mont-Armance. — Le citoyen Leblanc, de retour de Mont-Armance, relate qu'il n'a pu conclure d'affaires. Il restitue les 4,000 livres qui lui avaient été données et reçoit pour ses frais de voyage 85 livres 50 sols.

Rapport sur la fixation du prix du pain. — La Commission des subsistances apporte son mémoire touchant les bases d'après lesquelles doit être assise la fixation du prix du pain. Arrêté que les citoyens Guenot, maire, Perthuis, Menestrier et Duplessis examineront ce mémoire, de concert avec le Comité de permanence, et en feront rapport.

Délivrance de passeport. — Arrêté qu'un passeport sera délivré à Thibault, ex-prêtre, pourvu déjà d'une autorisation du district, pour se rendre à Paris pendant six semaines, à la condition qu'il se fera inscrire à la section et y restera sous la surveillance des autorités.

Réclamation des boulangers de section supprimés. — Les boulangers fabriquant le pain de section, qui ont été supprimés, se présentent; plusieurs font valoir « leur défaut de facultés. » Le président du Conseil leur répond « que, toujours juste, il avait consulté dans son choix le bien public, sans avoir intention de léser l'intérêt des particuliers; qu'il pouvait s'être trompé et que les réclamants avaient la faculté de présenter leur pétition et qu'il y serait fait droit. »

12 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Les 240,000 livres confiés à Menestrier.* — Le citoyen Foacier, trésorier du département, refuse de payer les 25,000 livres demandés pour le district, et veut payer les 240,000 livres en une seule fois. Arrêté en conséquence que le citoyen Menestrier est nommé commissaire pour retirer ces fonds; qu'il les déposera dans le bureau qu'il occupe à la maison commune en qualité de percepteur des contributions; qu'il tiendra une comptabilité particulière pour cette partie, que cette somme sera enfermée avec les produits de sa perception dans une armoire fermant à clef, et que pour plus de sûreté des barreaux seront mis aux fenêtres; enfin qu'il ne paiera que sur délibération de la municipalité.

Réquisition sur Saint-Fargeau. — Le citoyen Duplessis, commissaire de la commune, revenant de Druyes, rapporte que la réquisition sur le district de Saint-Fargeau a été très difficile à effectuer à cause des entraves qu'y apporte l'insouciance des municipalités. Le Conseil, après avoir exhorté le citoyen Duplessis à

persévérer avec fermeté dans l'exercice de sa mission, arrête que des démarches seront faites auprès du district de Saint-Fargeau. An III
(1795)

Défense de prendre les bûches perdues. — Le citoyen Petitjean, commis des marchands de bois pour la provision de Paris, se plaint des vols continuels de bûches perdues qui sont commis par les citoyens. Le Conseil, considérant qu'il a juré de maintenir la sûreté des propriétés, arrête que défenses seront faites de prendre une seule bûche amenée sur le bord, à peine d'être traduit devant le tribunal criminel.

Fixation du prix du pain. — Sur le rapport fait par les commissaires chargés d'étudier le projet de la Commission des subsistances, relatif à la fixation du prix du pain et à l'amélioration de l'administration des subsistances, le Conseil, considérant qu'il est urgent d'établir dans cette administration l'économie et la publicité que des magistrats du Peuple doivent apporter dans toutes leurs fonctions; qu'à l'exhaussement du prix des grains doit correspondre une élévation du prix du pain, mais que de l'autre côté, il est de l'essence d'une administration paternelle de venir au secours de citoyens qu'une famille nombreuse, des maladies ou des circonstances malheureuses rendent particulièrement intéressants, arrête que le prix du pain sera fixé chaque décadi à raison du prix qu'auront coûté les grains achetés par la commune, auquel prix seront ajoutés les frais de manutention et de manipulation; que ce prix sera affiché; que les citoyens assistés par l'Agence de secours payeront le pain au même prix que les autres citoyens, mais qu'en attendant les secours que la Convention se propose de leur accorder, ils recevront de l'Agence des secours décadaires jusqu'au 1^{er} germinal prochain; qu'il sera établi à poste fixe, près la Commission des subsistances, un chef de comptabilité aux appointements de 100 livres par mois, pour les comptes à rendre par les meuniers et boulangers; que le citoyen Dubétail, garde-magasin des grains achetés par la commune, entrera de suite en fonction, aux appointements de 150 livres par mois; qu'il sera nommé un garde-magasin des farines aux appointements de 100 livres par mois; que pour la fin de la décade la taxe sera fixée ainsi :

Prix du quintal de farine.....	35 livres.
Ce qui donne pour le prix de la livre de pain.....	7 sols.

Frais de manutention des grains et farines

par livre	4 deniers.
-----------------	------------

Frais de panification	8 deniers.
-----------------------------	------------

TOTAL.....	8 sols.
------------	---------

Prix de la livre de farine pour les nourrices.....	10 sols.
--	----------

Prix de la livre de son.....	4 sols.
------------------------------	---------

An III

13 Pluviôse.

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Somme versée pour achat de grains.* — 3,000 livres sont comptées au citoyen Duplessis, qui va retourner faire des achats de grains.

Pétition de Lefebvre fils. — Le citoyen Edme-Nicolas Lefebvre, fils du citoyen Lefebvre, notaire, demande un avis favorable à sa pétition tendant à obtenir la charge de notaire qu'exerçait son père avant de mourir. Le Conseil, considérant que le pétitionnaire travaille depuis longtemps dans le cabinet de son père, que sa capacité est attestée par un certificat donné par deux notaires de la commune, et qu'il a des droits à la place vacante, arrête qu'il sera présenté à l'administration du district comme un sujet digne de la confiance publique.

Demande d'expulsion d'une Brabançonne. — Arrêté qu'il sera adressé une pétition au Département pour extraire de la Maison de bienfaisance une Brabançonne (1) de mœurs et de principes contagieux et la déporter hors la commune, et que provisoirement elle sera transférée dans la Maison de réunion.

Retour de Guilbert, commissaire aux achats. — Le citoyen Guilbert, de retour du Loiret, dit qu'il n'a pu conclure de marchés. Il rend les 5,000 livres qui lui avaient été confiées et reçoit pour ses frais de voyage 353 livres 8 sols.

14 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Indemnité au meunier du moulin Judas.* — Il est accordé une indemnité à Jacques Guérin, meunier du moulin Judas, pour dégâts commis à la roue de son moulin par le cassement des glaces.

Annonce de l'arrivée de bœufs. — Le citoyen Deschamps, étapier, est appelé à la séance, et lecture lui est donnée d'une lettre du district annonçant l'arrivée, pour le 17, de 100 bœufs conduits par 18 hommes. Il devra fournir les fourrages nécessaires.

Réquisition de voitures. — Lecture d'un arrêté du district de ce jour invitant la municipalité à mettre en réquisition six voitures attelées chacune de trois chevaux pour transporter des fourrages de Nogent à Auxerre. Le Conseil, considérant qu'il y a presque impossibilité de faire exécuter cette réquisition, à cause du manque de chevaux et de voitures, et qu'il est nécessaire de conserver à la commune le peu de voitures qui lui reste pour le transport de ses subsistances, députe auprès du district le citoyen Ramponeau, qui

(1) Aventurière.

peu de temps après revient annoncer que le district maintient sa réquisition. En conséquence, le Conseil arrête que demain six voitures seront mises à la disposition du district. An III
(1795)

Faubourg Martin-Marien inondé. — Les habitants du faubourg Martin-Marien, envahis par l'inondation, sollicitent des fonds pour faire les travaux de défense nécessaires. Arrêté que la pétition sera renvoyée au bureau des travaux publics.

Annnonce de l'arrivée de prisonniers. — Arrêté que la Commission militaire devra prendre ses mesures pour le logement de cent prisonniers, dont l'arrivée est prochaine.

Tapageur amené devant le Conseil. — Jean Petit, demeurant rue de Joie, a été arrêté causant du trouble chez le citoyen Leclerc, cabaretier. Il est amené par la garde; étant en état d'ivresse, il ne peut répondre aux questions qui lui sont faites. Arrêté qu'il sera détenu à la Maison d'arrêt jusqu'à demain soir.

Délivrance d'un acte de notoriété. — Un acte de notoriété est accordé, sur l'attestation de six citoyens, à la citoyenne Marie Lesseré, femme Guérin, par lequel il est constaté qu'elle est séparée de son mari depuis six mois.

Prisonniers de guerre. — Arrêté qu'il sera adressé au Département une pétition pour que les cent prisonniers annoncés soient conduits ailleurs, la ville en ayant déjà sous sa garde 480, alors que le décret du 21 messidor fixe à 400 le nombre maximum à interner dans les villes closes.

Militaires guéris. — Arrêté, à la requête du commissaire des guerres, qu'il sera fait une proclamation portant que les militaires sortant de l'hôpital ne devront plus séjourner dans leurs foyers, mais rejoindre les armées.

Déportation de la Brabançonne. — Vu l'arrêté de ce jour du Département, qui autorise le Conseil à déporter la Brabançonne, lequel arrêté est accompagné d'une ordonnance de 50 livres. Un passeport sera délivré à cette femme, qui sera embarquée dans le premier coche partant pour Paris; le tout à la diligence des citoyens Liégard et Ramponeau.

Réquisition sur Pithiviers. — Le district écrit au Conseil que ses magasins s'épuisent et qu'il faut mettre la plus grande économie dans la distribution du pain. Sur quoi, le Conseil, considérant qu'il a fait tout ce qui était humainement possible de faire pour approvisionner la commune, arrête qu'il sera écrit au citoyen Faultrier, qui est à Paris, et à la députation de l'Yonne, pour leur faire connaître la position critique de la commune et solliciter auprès du Comité de salut public une injonction à l'administra-

An III tion du district de Pithiviers, de faire exécuter la réquisition de la
(1795) commune.

16 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Otages de Strasbourg. — Il est délivré à Petit, gardien des otages de Strasbourg, une attestation constatant qu'il a exercé cette fonction du 9 frimaire an II au 12 frimaire dernier.

Délivrance de passeport. — Passeport est délivré au citoyen Charles-Louis Delassue, ex-curé de Préhy, sur le vu d'une autorisation du district, pour se rendre à Bethencourt-la-Longue et y passer six semaines (*sic*).

Trains de bois. — Autorisation est donnée au citoyen Petitjean, commis des ports de cette commune, d'aller chercher les cinq trains de bois accordés à la commune par le Comité de salut public.

Voitures mises en réquisition. — A la demande de Regnauldin, administrateur des subsistances du district, il est arrêté que huit voitures seront mises sur-le-champ à sa disposition pour aller chercher des grains à Malesherbes.

Examen de Rambeaud, pharmacien. — Vu une lettre de la Commission de santé et trois billets cachetés, contenant les questions à proposer au citoyen Rambeaud, pharmacien de 3^e classe de cette commune, il est arrêté qu'ouverture de ces trois billets sera faite en la Maison commune le 18 de ce mois, en présence dudit Rambeaud, de Gremeret et de François, membres de la Société populaire.

17 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Transport des grains. — Arrêté que l'on proposera à l'administration, vu le rétablissement de la navigation, de transporter les grains de Pithiviers par les bateaux en les faisant conduire au port de Valvin.

Remboursement des sommes prêtées. — Arrêté que les sommes prêtées à la commune, par différents citoyens, leur seront remboursées sur les 240,000 livres en caisse.

Comptes du trésorier des subsistances. — Le citoyen Peplin, trésorier des subsistances de la commune, apporte l'état de sa caisse, duquel il résulte que la dépense excède les recettes de 66,450 livres 17 sols.

Travaux de défense contre les inondations. — Le Conseil, délibérant sur le rapport fait par la Commission des travaux publics, au sujet de la pétition des habitants du faubourg Martin-lès-Marien, demandant que les travaux de préservation contre les inondations

soient exécutés; considérant que ces travaux sont projetés depuis l'année 1791, et que s'ils n'ont pas été exécutés il faut en chercher la cause dans la lenteur mise par Marlot, meunier du moulin Mi-l'Eau, à faire le chemin le long de sa propriété; à la perte du devis des travaux de défense rédigé par Ulriot, ingénieur en chef du département, qui a rendu sans emploi la somme de 3,600 livres donnée par le Département, et qui est toujours en caisse; arrête que le Département sera invité à faire dresser un nouveau devis, après lequel ces travaux seront mis en adjudication; et en même temps à faire vérifier par l'ingénieur en chef si le chemin fait par le citoyen Marlot a été exécuté par lui conformément au cahier des charges.

An III
(1795)

Offre de services faite par Poussard. — Arrêté que renvoi sera fait aux administrateurs de la Maison d'humanité, avec avis favorable, d'une pétition du citoyen Poussard, officier de santé, offrant ses services pour la maison de santé à titre de médecin de cette maison.

Pétition de la veuve Paradis. — Sur le rapport de la pétition de la citoyenne veuve Paradis, tendant à obtenir le certificat d'indigence nécessaire pour jouir du bénéfice de la loi qui accorde des pensions aux veuves et aux enfants des officiers de santé morts en activité de service, le Conseil, considérant que l'état donné par la pétitionnaire de ses revenus montant à 620 livres net, déduction faite de 198 livres de rentes passives, arrête le renvoi de ladite pétition à la citoyenne veuve Paradis pour y joindre le détail de son actif et passif, article par article, pour être ensuite par le Conseil statué.

18 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Autorisation de faire danser.* — Le citoyen Thoinot demande la permission de faire danser, dans la salle de la Comédie, les décadis, seulement jusqu'à 9 heures du soir. C'est le seul moyen d'existence que ses infirmités lui laissent. Accordé. Le citoyen Dudésert sera chargé de la surveillance de ce rassemblement.

Excavation route Amatre. — Les citoyens du faubourg Amatre viennent déclarer qu'il s'est formé un trou dans le milieu de la grande route. Les citoyens Heintz et Leblanc vont voir ce défoncement et rapportent qu'il est fort alarmant; qu'ils ont fait allumer des pots à feu aux alentours et ont dressé procès-verbal du fait. Arrêté que ce procès-verbal sera envoyé au district.

Prisonniers de guerre. — Le Département écrit à la municipalité que la ville devra recevoir les cent prisonniers annoncés, qui seront logés dans le bâtiment des ci-devant Bernardines.

An III *Somme versée pour achat de grains.* — La somme de 3,000 livres
(1795) est comptée au citoyen Leblanc, qui va partir pour le district de Mont-Armance.

19 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Préparatifs pour la fête du Malheur.* — Vu un arrêté du 1^{er} courant du district, fixant au 30 de ce mois la célébration de la fête du Malheur, et annonçant que, selon le vœu de la loi, le rassemblement des 144 pauvres des campagnes aura lieu le même jour, le Conseil arrête que les citoyens pouvant loger seront invités à venir le déclarer au secrétariat; et que la Commission des fêtes décadaires devra présenter incessamment le plan de celle du Malheur, qui sera célébrée dans le temple de l'Etre suprême.

Compagnie des canonnières. — A la requête du citoyen Schmitz, commandant de la garde nationale, il est arrêté qu'il est autorisé à rassembler la compagnie des canonnières demain, à 2 heures, dans la salle du tribunal de commerce, pour, en présence du citoyen Petit, officier municipal, être procédé à l'organisation de ladite compagnie.

Casernes, mémoire de Rigault. — Le citoyen Rigault, entrepreneur, présente son mémoire des travaux qu'il a faits aux casernes. Ce mémoire est contesté. Il sera examiné par deux experts, l'un nommé par le sieur Rigault, le citoyen Laversine, l'autre nommé par la commune, le citoyen Barat-Graindorge. Le citoyen Heintz assistera aux travaux d'estimation.

Cuisson du pain des particuliers. — Les citoyens Bressand et Girard, boulangers de la Commission des subsistances, demandent la permission de cuire le pain des particuliers. Refusé.

Lettres de Faultrier et de Maure. — Deux lettres sont reçues des citoyens Maure et Faultrier. Ils ont déposé la demande faite au Comité de salut public de recevoir des grains en place d'argent. Ils conseillent d'envoyer au Havre un commissaire pour acheter du riz et de mettre beaucoup d'économie dans la distribution du pain de section. Arrêté qu'à l'égard de l'achat du riz, décision ultérieure sera prise et que, pour arriver à une distribution meilleure du pain de section, les citoyens Rigoley, Faurax, Petit et Bourgoin élimineront de cette distribution ceux qui ont les facultés suffisantes pour s'approvisionner eux-mêmes.

Exemption du service de la garde nationale. — Le citoyen Dechenu, ultra-octogénaire, infirme, sans autres moyens d'existence que les 40 sols par jour que la nation lui donne, à cause de la séquestration de ses biens, demande à être exempté du service de la garde nationale. Accordé.

21 Pluviôse.

An III

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Transport de grains.* — Les citoyens Morisset et Duplessis, commissaires aux achats de grains dans le district de Lepelletier, et Lionne dans celui de Sens, écrivent qu'on exige d'eux des prix excessifs pour transporter les grains qu'ils ont achetés. Arrêté qu'ils devront faire arriver les grains à Auxerre à quelque prix que ce soit.

Exemptions du service de la garde nationale. — Jean Courtet père, cultivateur, âgé de 78 ans, demande à être exempté du service de la garde nationale, en raison de ses infirmités et de la modicité de sa fortune. Accordé. Pierre Jobard, musicien en chef de la garde nationale, est dispensé du service ordinaire de la garde.

Tuyaux des fontaines gélés. — L'eau des fontaines étant gelée dans les tuyaux, il est arrêté que la Commission des travaux publics, assistée de l'architecte de la commune et de l'ingénieur du département, fera rapport des travaux jugés nécessaires.

Enlèvement des boues. — Vu l'état de malpropreté des rues et en attendant l'adjudication qui doit être faite de l'enlèvement des boues, il est arrêté que la Commission des travaux publics traitera à forfait avec le citoyen Savatier pour leur enlèvement jusqu'au jour de l'adjudication.

22 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Fonds envoyés à Pithiviers.* — Le citoyen Regnauldin, administrateur des subsistances du district, écrit que la réquisition sur Pithiviers donne les plus grandes espérances et qu'il est nécessaire de faire parvenir aux commissaires la somme de 100,000 livres. Arrêté que le citoyen Menestrier remettra cette somme au trésorier des subsistances du district.

Elections de la directrice et de l'économe de la Maison d'humanité. — La citoyenne Prudot, directrice de l'administration intérieure de la Maison d'humanité (supérieure) par élection du 14 février 1793, envoie sa démission et invite le Conseil à faire procéder à son remplacement. Arrêté que le 26 de ce mois il sera fait une nouvelle élection, tant de la directrice que de l'économe de ladite maison, présidée par ses commissaires, les citoyens Tenaille et Faurax, conformément aux lois de septembre 1790.

Acte de notoriété. — Il est donné acte de notoriété à la citoyenne Marie Deschamps, femme séparée de Paul Ringuet, de l'abandon depuis plus de six mois par ledit Ringuet du domicile commun.

Uzanne nommé à la division militaire. — A la demande de

An III Maure, agent principal de la 19^e division militaire, le citoyen
(1795) Bourdin, surveillant de son dépôt, qui vient d'être nommé
membre de la Commission des subsistances, est remplacé par le
citoyen Uzanne.

Demande de limitation de prix des denrées. — Les citoyens Poussard, Lelhors, Deluc et Péchinot se présentent comme députés de la section de l'Egalité et déposent sur le bureau une délibération de leur section, à laquelle se sont ralliées les sections de la Fraternité et de la Liberté, tendant à demander qu'il soit pris toutes les mesures nécessaires pour faire modérer les prix des denrées de première nécessité ; que l'on fasse connaître à la Convention la situation critique de la commune, relativement aux subsistances, et qu'on la sollicite de leur en procurer à des prix plus modérés. Le Conseil, considérant que la loi du 4 nivôse dernier a proclamé le commerce libre ; que toutes taxes et limitations de prix auraient pour effet de les faire enchérir ; que le seul moyen pour ramener l'abondance est de favoriser les arrivages et de faciliter la libre circulation des denrées ; que l'opinion publique seule peut flétrir ceux qui seraient assez déhontés pour profiter de la pénurie qui se fait sentir, arrête qu'il n'y a lieu à délibérer.

23 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Exemption du service de la garde nationale.* — Arrêté que Hubert Meunier, âgé de 85 ans et ayant très peu de fortune, sera dispensé du service de la garde nationale.

Demande de secours par un réfugié. — Joseph Chapuy, réfugié du Canada, demande à profiter des secours que la loi du 27 vendémiaire dernier accorde aux réfugiés d'un établissement français. Arrêté qu'on prendra des renseignements précis sur sa situation.

Tarif des actes des bureaux de la commune. — Le Conseil fixe ainsi qu'il suit le tarif de divers actes du secrétariat de la commune : Passeport, 6 livres ; acte de naissance, 12 livres ; acte de mariage, 18 livres ; acte de décès, 12 livres ; certificat de résidence exigé par la loi du 25 brumaire an I, 2 livres ; certificat de civisme, 8 livres.

On renonce à acheter du riz au Havre. — Le Conseil, considérant que la réquisition sur Pithiviers est en bonne voie de réussite, grâce à l'appui du citoyen Porcher, représentant du peuple, et à un arrêté du Comité de salut public, et que la commune peut attendre l'époque à laquelle Boissy-d'Anglas promet à Maure l'aide du gouvernement, arrête qu'il ne sera pas envoyé de commissaire

au Hâvre, et qu'il sera écrit, tant à Maure qu'à Faultrier, pour les remercier de leurs démarches. **AN III**
(1795)

25 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Vol de grains. — Un vol considérable de grains ayant eu lieu la nuit dernière chez un citoyen, le Conseil arrête que le service de la garde nationale sera fait avec la plus grande exactitude ; que le poste de la Maison commune sera composé de quatorze à quinze hommes au moins ; que de fréquentes patrouilles seront faites pendant la nuit ; enfin que, pour rendre la surveillance plus facile, les reverbères, dont l'usage a été suspendu par la pénurie d'huile, seront rétablis.

Garde d'une voiture de blé. — Une voiture de blé venant d'arriver dans les cours de Germain, il est arrêté qu'elle sera gardée pendant la nuit.

Dispense du service de la garde nationale. — Arrêté que le citoyen Deschamps, dit Vallière, membre du jury d'instruction publique, sera, en vertu de la loi du 7 août 1792, dispensé du service de la garde nationale tant qu'il exercera ses fonctions.

État des salpêtres fabriqués. — Le citoyen Schmitz, inspecteur des salpêtres du district d'Auxerre, dépose sur le bureau l'état des salpêtres fabriqués dans la commune jusqu'à ce jour, montant à 21,275 livres.

Programme de la fête de la bienfaisance nationale ou du Malheur.

— Un membre de la Commission des fêtes décadaires a dit :

« Pour répondre à l'invitation qui vous a été faite le 19 courant par l'administration du district de disposer le temple à l'effet d'y célébrer décadi prochain la fête de la bienfaisance nationale, décrétée par la Convention, il vous est proposé de placer sous le baldaquin la statue de la Liberté. Au bas de l'estrade sera l'autel de la Patrie, surmonté d'un faisceau composé de tous les instruments aratoires.

« L'administration du district, qui aura fait assembler dans une de ses salles tous les citoyens inscrits sur le livre de la bienfaisance nationale, en partira avec eux, à 11 heures précises du matin, pour se rendre au temple de l'Eternel.

« Là, les cultivateurs indigents, que la Nation veut honorer, seront placés sur des sièges préparés à cet effet. Les instituteurs des écoles primaires, qui auront reçu l'invitation de conduire leurs élèves au temple, pour y recevoir l'exemple des vertus, se placeront dans les deux parties collatérales de la seconde enceinte, dont les autorités constituées occuperont le centre.

« L'agent du district, ayant déposé sur l'autel de la Patrie le

An III livre de la bienfaisance nationale, prononcera un discours, dont le
(1795) but sera d'instruire les citoyens de l'objet de la fête. Le discours fini, une musique instrumentale et vocale exécutera des morceaux analogues à la circonstance.

« Après la symphonie et les hymnes, le président du district lira le décret de la Convention, qui règle le mode de la bienfaisance nationale. Ensuite, l'agent du district prendra le livre de la bienfaisance nationale déposé sur l'autel, pour en donner connaissance au peuple.

« La cérémonie sera terminée par des chants patriotiques. »

Grains de la commune avariés par l'humidité. — Sur l'observation faite par un membre, que les grains de la commune emmagasinés dans l'église des Maries souffrent de l'humidité du local, il est arrêté qu'il sera demandé au district de les transporter dans l'église Germain.

Difficultés entre Laversine, entrepreneur et les habitants. — Le citoyen Laversine, entrepreneur de la nouvelle halle, et les propriétaires de la rue Dampierre étant en difficultés, il est arrêté que les citoyens Perthuis et Savatier, assistés de l'architecte de la commune, iront faire visite des lieux et en dresseront rapport.

Détenu transféré à la maison d'humanité. — Arrêté que le citoyen Duplessis, détenu à la maison d'arrêt, attaqué d'une maladie grave, et ayant besoin de prompts secours, sera transféré à la Maison d'humanité.

26 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guenot, maire, Perthuis, Chardon, Guilbert-Duru, Tenaille, Petit, Dubétail, Roux, Duplessis, officiers municipaux, Heintz, Savatier, Louise, Jouve, Morillon, Robin, Degousse, Menestrier, Drillon, Méral, Lesseré, Chavany, Routier, Rigoley, Milleriot, Liégeard et Augé notables.

Fermeture provisoire de la Société populaire. — « Sur la connaissance des troubles, qui ont eu lieu ces jours derniers dans le lieu des séances de la Société populaire, et sur les inquiétudes que l'exaspération des esprits permet de concevoir pour le maintien de la tranquillité publique, le Conseil, après avoir mûrement délibéré, estime que provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été rendu compte au citoyen Guillemardet, représentant du peuple dans ce département, le seul moyen d'empêcher que la tranquillité publique soit troublée est de solliciter de l'administration supérieure la fermeture des séances de la Société populaire; mais considérant l'urgence de la mesure, arrête qu'expédition de cette

délibération sera envoyée au district pour être homologuée, et qu'immédiatement après les portes intérieures et extérieures du lieu des séances de la Société populaire seront fermées ; et que le juge de paix sera invité à informer contre les auteurs des troubles. » L'envoi au district a été fait de suite. La délibération a été homologuée, avec invitation de faire apposer les scellés sur les lieux où la Société populaire réunit ses papiers. Arrêté que cette mesure sera exécutée.

Passe-port délivré à Chaslin ex-curé. — Arrêté que vu une pétition du citoyen Chaslin ex-curé du Val-de-Mercy, et un arrêté du district, un passe-port lui sera délivré pour se rendre à Belley (Ain).

27 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Évasion d'une détenue.* — Arrêté que le Commissaire national près le tribunal du district sera averti que la fille Mineraut, détenue transférée à la Maison d'humanité pour cause de maladie, s'est évadée de cette maison après sa guérison, et s'est retirée en son domicile, faubourg Amatre.

Gagneux, ex-chanoine, dispensé de la garde. — Le citoyen Gagneux, ex-chanoine d'Auxerre, plus que septuagénaire, et ne jouissant que d'un revenu de 1,150 livres, y compris sa pension de 1,000 livres de l'Etat, est dispensé du service de la garde nationale.

Autres dispenses semblables. — Sont également dispensés du service de la garde nationale, Jean Bailly, manouvrier, plus que septuagénaire, et sans revenus ; Philippe Thibault, septuagénaire, ne possédant que 120 livres de revenus ; et Nicolas Benoit, ancien maître d'écriture, sexagénaire et infirme.

Saisie de paquets. — Arrêté que cinq paquets, adressés par la poste à la Société populaire, que la Permanence a fait saisir, seront déposés sans être ouverts.

Fonds versés pour achats de grains. — Le citoyen Duplessis, commissaire pour les grains, rend compte de sa mission. Il a pu rassembler des grains, mais il lui manque des fonds. Il lui est compté 10,000 livres.

Projet de percement d'une rue allant de la rue du Champ à celle des Grands-Jardins. — Les citoyens Bézanger et Imbert, acquéreurs de la maison et jardin des ci-devant Providenciennes, à travers lesquels doit être percée, le 1^{er} germinal prochain, la rue devant faire communiquer la rue du Champ à celle des Grands-Jardins, seront avertis de nouveau de satisfaire aux obligations

An III qui leur ont été imposées par la délibération du 28 brumaire der-
(1795) nier.

Élection de l'économe de la Maison d'humanité. — Les citoyens Tenaille et Degousse, déposent sur le bureau le résultat de l'élection faite par les infirmières de la Maison d'humanité ; duquel il résulte que la citoyenne Eugénie Maurage a été élue économe.

Bois à délivrer à la Maison d'humanité. — Arrêté que, sur les premiers trains qui arriveront, 20 cordes de bois seront abandonnées à la Maison d'humanité.

Proposition d'abattre des bœufs fatigués. — Maille, préposé aux subsistances militaires, demande que les 98 bœufs de réquisition, trop fatigués pour continuer leur route, soient abattus au profit des malades militaires. D'autre part, l'étapier les réclame pour les troupes de passage. Le Conseil renvoie les pétitionnaires au district.

Fermentation populaire dans les lieux publics. — On se plaint de la fermentation qui se manifeste dans les cafés et autres lieux publics, par suite des troubles qui ont donné lieu à la fermeture de la Société populaire. Le Conseil arrête que tous les citoyens tenant des cafés seront invités à la séance du 29, où le Président leur exprimera le vœu qu'ils maintiennent de tout leur pouvoir la paix, l'union, la fraternité parmi les citoyens qui fréquentent leurs maisons. Arrête encore qu'il sera fait aux citoyens une proclamation, dont le projet sera rédigé par le citoyen Guénot, maire.

29 Pluviôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Exemption du service de la garde nationale.* — Le citoyen Thomas de Chateaufieux, sexagénaire, infirme, et ayant justifié n'avoir pas 1,500 livres de revenu, sera dispensé du service de la garde nationale.

Service des postes de la garde nationale abandonné. — Le commandant de la garde nationale, vient à la séance dire qu'il lui a été impossible d'établir les deux postes de quatre hommes chacun aux Bernardines et à l'ancien collège où se trouvent des prisonniers de guerre. Arrêté que les manquants à l'appel seront remplacés à leurs frais, par les soins du commandant.

Obsèques de Cottin, caporal des canonniers. — Arrêté qu'il est accordé un piquet de 30 canonniers, pour accompagner le convoi du citoyen Cottin, caporal de la compagnie.

Frottier nommé chef de comptabilité. — Arrêté que le citoyen Frottier (1) est nommé chef de la comptabilité de la Commission des subsistances.

(1) Ci-devant curé de Saint-Pierre-en-Château.

Taxe du pain. — La taxe du pain est fixée pour la 1^{re} décade de ventôse à 10 sols ; celle de la farine pour les nourrices à 12 sols et celle du son à 5 sols. An III
(1795)

Proclamation au peuple. — La proclamation suivante, rédigée par le citoyen Guénot, maire, est adoptée.

« Le Conseil général à ses concitoyens.

« La loi nous impose le devoir sacré de maintenir la tranquillité dans cette commune. Nous l'acquitterons avec zèle, courage et fermeté envers et contre tous. Sûreté pour nos concitoyens : voilà l'objet le plus cher de nos soins et de notre vigilance. Aucune des mesures nécessaires pour nous assurer un si grand bien ne seront négligées. Mais citoyens, puisque nous sommes honorés de la magistrature populaire, puisque la confiance de nos concitoyens nous est déférée, ils écouteront la voix de leurs magistrats.

« Les vengeances individuelles sont un attentat contre l'ordre public ; tout vrai républicain doit les bannir de son cœur. La loi est là pour tous ; à elle seule appartient le droit de convaincre et de punir.

« Tous réunis dans la pensée inébranlable de la liberté, dans la volonté du gouvernement républicain, quelques nuances d'opinions que la réflexion, le temps et la marche progressive des lois effaceront, ne doivent point allumer dans cette cité les torches de la discorde. Le phare de la constitution brille de toutes parts, il doit nous éclairer tous. Elle seule a notre confiance. Elle seule la mérite. Elle ne voit que la République ; elle ne travaille et ne combat que pour la République.

« Suivons donc sa marche, n'en suivons aucune autre. Ses principes, en écartant les horreurs du terrorisme, sont la justice, l'humanité pour tous les citoyens. Quelques erreurs inévitables au milieu des orages d'une grande Révolution ne doivent pas être regardées comme des crimes.

« Que les ennemis de la chose publique, ceux qui tenteraient de troubler et de dénaturer notre gouvernement soient livrés à la rigueur des lois : c'est justice ; mais que tous projets de représailles soient immolés au bonheur de notre pays et de la République entière. Effaçons, s'il est possible, de notre langue ces qualifications injurieuses et avilissantes, qui ne peuvent que provoquer les haines. Imitons nos immortels guerriers ; serrés les uns contre les autres, ils marchent tous d'un pas également ferme à l'ennemi, et partout ils se couvrent des trophées de la victoire. Leur union fait leur force et notre gloire. Enlevons aux

An III « rois coalisés et vaincus le seul moyen qui leur reste de nous
(1795) « subjuguier au-dedans par les fureurs de la discorde. Terrassés
 « par la force de nos armées, ils le seront sans retour par la puis-
 « sance des vertus et notre sagesse.
 « Vive la République ! Vive la Convention nationale ! »

Taillandiers manquent de charbon. — Les citoyens taillandiers adressent une pétition pour demander qu'on leur procure du charbon dont ils ont le plus grand besoin. Arrêté qu'il sera écrit au district, afin que cette administration sollicite du citoyen Jourdan, représentant, l'autorisation de prendre le charbon déposé à la Maladière, faisant partie de l'approvisionnement de Paris.

Demande d'une marmite de fer. — Il sera écrit au Comité de surveillance pour lui demander la marmite de fer qui servait à la maison de réclusion, et dont la Commission militaire a besoin pour le service des prisonniers de guerre.

1^{er} Ventôse (19 Février 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Bois délivrés aux établissements militaires.* — Le citoyen Garnier, commissaire des guerres, réclame pour les trois établissements militaires qu'il dirige, du bois de chauffage, dont ils manquent complètement. Le Conseil, considérant qu'il existe sur le bord de la rivière des bois empilés, provenant de bûches détachées des trains lors de la débacle, arrête que, de suite, invitation sera faite au département d'en disposer au profit des établissements militaires, en faisant constater, en présence du commis des ports et d'un officier municipal les marques des bois qui seront délivrés. Le département fait réponse qu'il donne son autorisation.

Mesures pour faire arriver des trains. — La commune étant sur le point de manquer de bois, il est arrêté que le citoyen Louise, officier municipal, se transportera à Vermanton et à Vincelles; que de concert avec l'agent du commerce des bois à Vermanton, il fera ouvrir les pertuis de Vincelottes, pour laisser passer les deux trains retenus, et qu'il réclamera au même agent les trois autres trains faisant partie des huit accordés par le Comité de salut public.

Félicitations adressées au Conseil. — Une députation de la section de l'Egalité vient féliciter le Conseil de sa proclamation, et de la fermeture qu'il vient d'ordonner de la Société populaire. La section de la Liberté envoie une lettre dans le même sens.

Médecins requis aux armées. — Le Conseil fait part aux citoyens Thiénot et Poussard, médecins, d'une lettre qu'il a reçue de la Commission de santé, enjoignant auxdits citoyens de se rendre de

suite aux armées. Ils se présentent et observent : le citoyen Thienot, qu'il a 48 ans, qu'il est médecin de l'hospice militaire et de la Maison d'humanité, que depuis 25 ans il exerce à Auxerre, et que sa présence dans la commune y est d'autant plus nécessaire qu'il ne s'y trouve que des médecins âgés ; le citoyen Poussard, qu'il est attaqué depuis trois ans de la goutte. Le Conseil enregistre leurs observations.

Société populaire. — Le citoyen Rousselet, trésorier de la Société populaire est autorisé à payer au citoyen Nottiny, concierge de ladite Société, la somme de 39 livres pour deux mois de gages.

Prisonniers de guerre. — Le nombre des prisonniers de guerre augmentant, il est arrêté que l'on demandera au district les lits et paillasses provenant du Collège.

Paiement des bois de trains. — Plusieurs facteurs des citoyens Bourdin et autres propriétaires des trains abandonnés à la commune, se présentent et demandent à être payés sur le pied de 66 et 70 livres la corde. Le Conseil trouve ce prix excessif, et arrêté qu'il sera écrit à la Commission des bois de Clamecy, pour la consulter sur le prix des dits bois.

Remerciements à la municipalité de Courson. — Il sera écrit à la municipalité de Courson, pour la remercier des soins qu'elle a fait donner au citoyen Ravigneau, peintre d'Auxerre, qui a été frappé de paralysie en conduisant, comme garde national, des prisonniers de guerre d'Auxerre à Courson.

Registre de la Société populaire. — L'agent national dit qu'il a mis sous les scellés tous les papiers de la Société populaire, excepté le registre de ses séances entre les mains du citoyen Chardon, secrétaire de ladite société. Il demande que le citoyen Chardon en fasse la remise au Conseil. Le citoyen Chardon déclare qu'il le déposera demain au secrétariat.

Livre de la bienfaisance nationale. — L'agent national met sur le bureau les trois exemplaires du livre de la bienfaisance nationale, divisé en quatre registres, conformément à la loi du 22 floral. Ce livre devrait être au temple, mais comme il ne s'y trouve pas d'armoires pour le renfermer, on le mettra au secrétariat.

Réquisition de voitures. — Arrêté qu'à la demande de Regnaudin, administrateur des subsistances du district, huit voitures seront mises en réquisition et devront se trouver le 3 courant dans les cours de la ci-devant abbaye Saint-Germain.

3 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Trains de bois retenus à Ver-*

AN III
(1795) *manton.* — Le citoyen Louise envoyé à Vermanton en arrive, rapportant que l'agent du commerce des bois n'a pas voulu laisser partir les trois trains accordés à la commune. Le Conseil députe aussitôt près du représentant du peuple, Jourdan, le citoyen Augé, pour en obtenir la remise.

Restitution de meubles réquisitionnés. — Arrêté que la citoyenne Murot, ci-devant femme Leclerc, est autorisée à prendre possession de différents meubles lui appartenant, et mis en réquisition pour le service des otages, cette réquisition étant sans objet par suite de la mise en liberté des otages.

Retour de Ravigneau, de Courson. — Arrêté que le commissaire des guerres sera invité à fournir une voiture pour transporter le citoyen Ravigneau, rétabli, lequel désire revenir, et que le citoyen Jouve ira à Courson, paiera les frais de maladie dudit Ravigneau et remerciera la municipalité de Courson.

Sonnerie de la cloche des travaux. — Délérant à la demande des sections, le Conseil arrête que la sonnerie de la cloche des travaux, qui est de la plus grande utilité pour les cultivateurs et d'un usage immémorial, sera reprise comme par le passé : à la pointe du jour, à midi, et le soir au coucher du soleil ; que Bénard sera chargé de ce service, et que son traitement, en raison de ce surcroît de travail, sera porté à 600 livres par an.

Garde national dispensé de service personnel. — Le citoyen Savatier, sexagénaire, employé de la municipalité, jouissant de plus de 1,500 livres de revenu, y compris son traitement sera dispensé du service personnel de la garde nationale et pourra se faire remplacer. Même exemption est accordée au citoyen Bourdeaux, secrétaire-greffier du corps de la gendarmerie, comme sexagénaire.

Dispense de tout service. — Les citoyens Etienne-Olivier Berault, sexagénaire, et ayant moins de 1,500 livres de revenu ; Jean-Denis Gibert, ex-prêtre, qui se trouve dans la même situation, sont rayés des contrôles de la garde nationale.

Refus d'indemnité. — Le citoyen Nicolas Edmond, marinier, étant occupé à déflotter les deux trains de Preuilly, a perdu dans la débâcle des glaces deux crocs et une cognée de charpentier. Il en demande le prix au Conseil, qui refuse par ce motif, que tout ouvrier doit se fournir d'outils et veiller à leur conservation.

Fourniture de l'étape pour 100 bœufs. — Réquisition sera envoyée à l'étaquier pour qu'il ait à fournir la nourriture et les fourrages nécessaires pour 100 bœufs conduits par 25 bouviers et un adjudant, venant de Chinon-la-Montagne, qui doivent arriver le 9 courant.

Dégâts causés par les glaces. — Le citoyen Lesséré, directeur des coches, demande au Conseil que vérification soit faite par des membres du Conseil des dommages causés par la débâcle des glaces, aux coches et bateaux. Le Conseil nomme les citoyens Marion et Bourgoin pour faire cette expertise.

Subsistances. — Le citoyen Lebreton est nommé garde-magasin des farines de la commune. Réception d'un arrêté du district, qui réduit à 130 quintaux de grains la livraison qu'il fait tous les deux jours pour la fabrication du pain de la commune.

Exemption du service de la garde accordée aux citoyens Viart et Robien, ex-chanoines. — Les citoyens Viart et Robien, ex-chanoines, exposent que leur état d'infirmité ne leur permet pas de monter la garde en personne, et demandent la permission de se faire remplacer. Le Conseil, considérant que l'infirmité du citoyen Viart n'est que momentanée, et celle du citoyen Robien, permanente, autorise le premier à se faire remplacer jusqu'à sa guérison, et décharge le second de tout service personnel.

Autre dispense. — Le citoyen Duriot qui est sexagénaire, et a moins de 1,500 livres de revenu est dispensé du service de la garde nationale.

Dégâts commis par des particuliers. — L'agent national se plaint de la malveillance de quelques particuliers, qui, depuis deux jours, se sont permis de lancer des pierres contre les portes de plusieurs citoyens, et même de briser les carreaux de leurs fenêtres. Réquisition sera envoyée au commandant de la garde nationale, pour qu'il fasse faire des patrouilles de la tombée du jour à 10 heures du soir, moment où les grandes patrouilles se mettent en marche.

Prix des bois de trains. — Le représentant Jourdan à qui il a été écrit pour que le prix demandé par les marchands de bois soit diminué, répond que la municipalité devra s'entendre directement avec les propriétaires des trains.

Etat des citoyens absents. — Envoi est fait au district des états certifiés des citoyens absents, dont le domicile ou les biens se trouvent dans l'étendue de la commune.

5 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Trains de bois accordés à la commune.* — Le citoyen Augé, de retour de Clamecy, remet deux lettres, l'une du représentant du peuple, Jourdan, par laquelle il accorde les deux trains garés à Vincelottes au commissaire des guerres, et ceux qui restent sur la rivière de Cure à la commune; l'autre de Tenaille-Châtillon, agent général de Clamecy, qui assure

An III (1795) que le prix de la corde de bois à Clamecy excède 60 livres et a tendance à monter jusqu'à 80 et 100 livres. Arrêté en conséquence que le citoyen Louise sera envoyé à Vermanton, pour activer la conduite des trains sur la Cure, et qu'on traitera avec les propriétaires des trains livrés.

Exemption du service de la garde nationale. — Sont dispensés du service de la garde nationale comme sexagénaires et possédant moins de 1,500 livres de revenu, les citoyens Thomas Beau-repaire, Servy, menuisier, Jacques-Philippe-Louis Jacquot.

Réquisition de Pithiviers. — Les citoyens Faurax et Chopin-Merey, de retour de Pithiviers, rapportent que cette réquisition a produit 3,000 quintaux. Ils annoncent que le citoyen Nombret, Américain, va les remplacer.

Fêtes décadaires. — Il est payé à Facier, relieur, 85 livres 15 sols pour la reliure de la musique des fêtes décadaires.

Exemption du service de la garde nationale. — Edme-Laurent Nizon père, sexagénaire et jouissant d'un revenu présumé de 537 livres, est rayé du registre de la garde nationale.

Lettre à Guillemardet sur l'esprit public de la commune. — Le maire lit le projet de lettre à adresser au représentant Guillemardet, sur l'esprit public de la commune. Un membre observe qu'il y aurait lieu de lui signaler le citoyen Bréon, qui s'est fait remarquer dans les dernières séances de la Société populaire, et qui, dans une pétition, a joint à son nom la qualification de *Maratiste*, cri de ralliement d'une faction, interdit par la loi, qui défend aux citoyens de prendre d'autres noms que ceux portés sur leur acte de naissance. Il est mandé à la séance, mais étant absent, il est arrêté que le fait ne sera signalé qu'après qu'il aura été entendu.

Demandes d'objets réquisitionnés. — Le citoyen Dudesert expose qu'il est chargé de rendre les objets réquisitionnés pour l'hospice militaire, et que le citoyen Toutprix, réclame, en fournissant une reconnaissance, différents objets qu'il a prêtés et non portés sur l'état. Arrêté que le citoyen Borda, directeur de l'hospice militaire sera invité à rechercher les objets réclamés.

6 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guénot, maire, Perthuis, Duplessis, Faurax, Guilbert, Roux, Duru, officiers municipaux ; Lionne, Morisset, Heintz, Ramponeau, Guyon, Rigoley, Morillon, Leblanc, Degousse, Mérat, Robin, Liégeard, Dudesert et Menestrier, notables ; Poussard, agent national ; Moreau, substitut de l'agent national.

Vol de formules de passe-ports. — Un vol ayant été commis au

secrétariat, de 13 formules de passe-ports timbrés, il est arrêté que, pour en arrêter les conséquences, il sera apposé deux timbres au lieu d'un, à partir du N° 450 ; et qu'il sera écrit au Comité de sûreté générale de la Convention, pour l'en instruire. An III
(1795)

Relâchement dans la tenue des casernes. — Le commissaire aux casernes se plaint du désordre qui règne dans les casernes. Les prisonniers qui y sont enfermés ne sont pas surveillés. Les prisonniers tiennent table et ont des feux allumés très avant dans la nuit. Le citoyen Bruchet, qui a la police des casernes, est mandé. Il s'excuse en disant : qu'ayant femme et enfants, il ne peut venir coucher aux casernes ; qu'il ne peut seul surveiller 600 prisonniers. Arrêté que le district sera informé de cet état de choses, pour qu'il y porte remède.

Dépôt du registre de la Société populaire. — Le citoyen Chardon, secrétaire de la Société populaire, dépose le registre de cette Société, donnant pour excuse du retard qu'il a mis à le rendre qu'il était absent de la commune. Ce registre est de suite cacheté et signé du maire. Il sera déposé au secrétariat.

Bréon revendique le titre de Maratiste. — « Le citoyen Bréon se rend à l'invitation qui lui a été faite hier. Le président lui témoigne fraternellement la surprise, la douleur même du Conseil en voyant ajouter, contre le vœu de la loi, le surnom de Maratiste au bas d'une pétition présentée le 29 pluviôse dernier, et signée Bréon ; surnom qui d'ailleurs semble indiquer l'existence d'une secte ou d'un parti dans la République où il ne doit y en avoir d'autre que celui de la Convention, et l'invite à s'en disculper.

« Le citoyen Bréon répond qu'il ne croit pas qu'on puisse lui faire un crime de prendre le nom de Maratiste ; qu'il l'a pris comme d'autres prennent la dénomination de Papistes, de Calvinistes, Luthériens ; que son culte est à Marat ; que, comme lui, il est l'ami du peuple, ne veut que le bien du peuple, et qu'il s'honorera toujours du surnom de Maratiste. Il demande à mettre par écrit sa réponse ; ce qui lui étant octroyé, il le fait, signe de nouveau : Bréon, Maratiste, et donne lecture de son écrit qui est remis au secrétaire.

« Sur quoi, délibération faite, les avis pris, et l'agent national entendu, le Conseil considérant que l'insistance du citoyen Bréon, aggrave sa culpabilité, et que la loi du 6 fructidor dernier indique le mode de la répression de son délit ; mais considérant que le représentant du peuple Guillemardet, par son arrêté du 28 dernier charge spécialement les autorités constituées de cette commune de lui en signaler les agitateurs, arrête que copie de la pétition du citoyen Bréon, en date du 29 passé, ensemble ses observations

An III
(1795) de ce jour, seront adressées au citoyen Guillemardet, et ajourne jusqu'après la réponse la traduction du citoyen Bréon au tribunal de la police correctionnelle. »

7 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Ravigneau est soigné à l'hospice militaire.* — Le citoyen Jouve, de retour de Courson, présente un reçu de 50 livres qu'il a payés à la commune de Courson pour frais de la maladie de Ravigneau. Au même instant se présente la citoyenne Etiennette Burlot, femme de Claude Raveneau dit Ravigneau, elle demande que son mari soit soigné à la Maison d'humanité. Le Conseil considérant que tous les lits de la maison d'humanité sont pleins, mais que l'on peut assimiler à un militaire malade un garde national employé à un service public, arrête que ledit Raveneau dit Ravigneau sera soigné à l'hospice militaire.

Entraves à la réquisition sur Mont-Armance. — Le citoyen Leblanc, commissaire aux achats de grains dans le district de Mont-Armance, rapporte que le district de Mont-Armance en mettant en réquisition, pour l'approvisionnement des marchés de Mont-Armance, Brienon et Cerisiers, communes qui sont le grenier naturel d'Auxerre, a entravé ses opérations, arrête que le fait sera signalé au district.

Approbation de comptes. — Approbation est donnée à la citoyenne Roussel, trésorière de l'œuvre des prisons, de ses comptes depuis le 21 janvier 1793, jusqu'au 20 nivôse dernier ; et au citoyen Tortera et consorts, anciens fabriciens de la ci-devant paroisse Saint-Pèlerin, de leurs comptes, pour les années 1788, 1789, 1790 et partie de 1791.

Secours en nature refusés. — Réception d'une lettre du Comité de Salut public, qui détruit tout espoir de recevoir aucun secours de subsistances en nature ; et d'une autre lettre de Maure, représentant, portant qu'il travaille avec Faultrier pour faire rapporter cet arrêté. Le citoyen Faultrier demande un supplément de congé de trois décades, pour ses affaires personnelles. Accordé.

Réquisition de voitures. — A la demande du district, deux voitures attelées de trois chevaux sont mises en réquisition pour aller charger des grains à Perrigny-sur-Serein et les transporter à Auxerre.

Restitution de livres. — Arrêté que sur la demande de la citoyenne Davion, 41 volumes enlevés de sa bibliothèque par les commissaires de la municipalité, le 9 thermidor dernier, lui seront rendus.

9 Ventôse.

An III

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Bréon fait des excuses.* — Lecture est faite d'une lettre de Bréon, datée d'hier, par laquelle il s'excuse du surnom par lui pris de Maratiste, sur son ignorance de la loi. Il se propose d'y substituer à l'avenir l'épithète de républicain démocratique, qui est en effet jointe à sa signature au bas de sa lettre. Arrêté que cette lettre sera envoyée à Guille-mardet.

Don d'un train de bois. — Le commissaire des guerres met un train de bois à la disposition de la commune.

Réintégration au district des armes de guerre. — En exécution d'un arrêté du département du 7 de ce mois, qui dispose que la municipalité fera réintégrer au district les fusils et armes de toute espèce, qui à diverses époques ont été livrées à la municipalité, à des détachements de gardes nationaux ou aux élèves du collège, le Conseil arrête que sa Commission militaire sera chargée de l'exécution des ordres du Département, et décide, pour faciliter sa tâche qu'une proclamation sera, à ce sujet, adressée aux citoyens.

Taxe du pain. — Le prix des grains étant resté stationnaire la taxe du pain pour la prochaine décade ne sera pas modifiée.

Réparations aux casernes. — En exécution d'un arrêté du département transmis par le district, les citoyens Heintz et Jacotin, sont chargés d'employer les carreaux provenant de la ci-devant église Saint-Julien aux réparations des casernes.

Bourbotte gardien de la maison de justice. — Réception de l'arrêté du département qui confirme la nomination du citoyen Bourbotte à la place de gardien de la maison de justice.

11 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guénot, maire, Perthuis, Faurax, Guilbert, Lelièvre, Tenaille, Duplessis, Chardon, officiers municipaux ; Menestrier, Gauthier, Ramponeau, Savatier, Milleriot, Dudesert, Augé, Robin, Rigoley, Degousse, Morillon, Heintz, Milon et Mérat, notables ; Poussard, agent national.

Estrade du jardin national. — Arrêté que l'estrade élevée dans le jardin national sera enlevée, et les bois en provenant mis en sûreté.

Destruction de la Montagne. — « Les députés réunis des quatre sections de la commune se présentent. Ils demandent que la montagne cabalistique élevée à Auxerre soit présentement renversée, conformément au décret qui ordonne sa suppression ; et

An III
(1795)

que les pièces en cuivre ou en parchemin constatant l'érection de ce monument de la tyrannie des décemvirs soient solennellement brisées, lacérées, ou livrées aux flammes, le jour même qui verra s'anéantir cette protestation contre l'égalité.

« Le citoyen Chardon, commandant de la gendarmerie, dépose sur le bureau la plaque de cuivre dédiée à l'Etre suprême, à la patrie et aux montagnards qu'il a retirée des mains de quelques jeunes gens, qui l'avaient déterrée.

« Et où l'agent national, le Conseil charge ses bureaux d'administration générale et des travaux publics réunis de lui présenter, à sa prochaine séance, le mode d'exécution du décret qui supprime la Montagne. A cet effet lesdits bureaux se feront représenter la plaque en cuivre et la feuille de parchemin qui constatent son érection. »

Passage de trains. — Le citoyen Tenaille-Chatillon annonce le passage de 9 trains, et la démission du citoyen Merle distributeur des bons de pain aux conducteurs des trains. Arrête que le citoyen Sérot remplacera de suite le citoyen Merle.

Exemption du service de la garde nationale. — Sont dispensés du service de la garde nationale comme sexagénaires, et possédant moins de 1,500 livres de revenu, les citoyens : Pierre-Adrien Marcilly, André Legras, et Métral père. Le citoyen Uzanne père, sexagénaire, dont l'aisance est notoire sera dispensé du service personnel.

Restitution de farines à Vermanton. — Arrêté que la commune de Vermanton recevra en nature les subsistances qu'elle a prêtées à la commune.

Enseignement religieux refusé. — « Vu la pétition du citoyen Blot, instituteur particulier, expositive que des parents, dont les enfants lui sont confiés, exigent, qu'en vertu des décrets sur la liberté des cultes, il enseigne à ses élèves la religion catholique, et tendante à y être autorisé, le Conseil passe à l'ordre du jour. »

12 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Ecole centrale.* — Poussard, agent national, dit qu'il sait que depuis que la Convention a voté l'établissement d'une Ecole centrale par département « la commune de Sens, notre éternelle rivale, toujours fertile en ressources et moyens pour nous disputer nos avantages, s'agite en tous sens, et fait des démarches vigoureuses pour l'obtenir » ; qu'Auxerre possède un emplacement magnifique : l'ancienne abbaye de Saint-Germain, et qu'il faut réclamer l'aide de la députation de l'Yonne, de Maure et de Villetard ; que cela ne suffit pas, qu'il faut de suite

envoyer un commissaire à Paris, à l'effet de balancer par ses démarches celles de Sens. Cette proposition est adoptée; le citoyen Perthuis est nommé pour remplir cette mission; les lettres sont écrites et remises au citoyen Perthuis. An III
(1795)

Plan pour la destruction de la montagne. — Revenant sur le vœu unanime des sections de la destruction de la Montagne, le Conseil général arrête : 1° la montagne sera rasée et mise au niveau de la partie la plus élevée de la promenade, d'une part, et du talus du fossé, de l'autre; 2° le chemin contigu à la montagne, côté des terres, sera nivelé avec les pierres qui en proviendront. Les baissiers dudit chemin seront comblés et ramenés le plus qu'il sera possible au niveau de la partie la plus haute dudit chemin; 3° les déblais seront exécutés de manière à faire une esplanade; 4° il sera fait de ces ouvrages une adjudication au rabais; 5° l'acte en parchemin, et daté du 17 prairial de l'an II, fait à l'occasion de l'érection de la montagne, portant une inscription relative, sera brûlé. La plaque en cuivre gravée à la même occasion sera martelée, de manière à effacer l'inscription. Cette délibération sera envoyée aux autorités supérieures pour être homologuée, et prière sera adressée au district de mettre à la disposition de la commune trente ou quarante prisonniers de guerre et autant de brouettes, pelles et pioches pour diminuer les frais.

Jacobins inquiétés par leurs ennemis. — Le Conseil est informé que « divers particuliers, non contents de chausonner ceux qu'ils appellent Jacobins, vont le soir à leurs portes, à des heures indues, les injurier et leur faire les menaces les plus violentes, même de leur couper la tête s'ils osent sortir de leurs maisons ». Arrêté, en conséquence, que les patrouilles redoubleront de surveillance et qu'il sera fait une proclamation sévère contre les perturbateurs du repos public.

Calomnies portées contre Roux. — Le citoyen Roux, officier municipal, se plaint de bruits calomnieux répandus sur son compte, comme d'avoir détourné des ferrements provenant des bâtiments nationaux pour faire une petite voiture. Ses collègues l'assurent qu'il n'a pas démerité de leur confiance.

Inspection du collège. — Les citoyens Guenot et Guilbert sont nommés commissaires pour l'inspection du collège national de cette commune.

Comptes de ci-devant fabriques. — Le Conseil approuve les comptes des ci-devant fabriques de Saint-Pierre-en-Château et de Saint-Eusèbe, présentés au Bureau de comptabilité par les anciens fabriciens, pour l'année 1792.

An III

13 Ventôse.

(1794)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Bois concédés à la commune.* — Tenaille-Châtillon écrit qu'il ne pourra livrer les trains réclamés, mais, qu'en compensation, il fera en sorte de mettre à la disposition de la commune les bois qui sont sur les ports de Mailly-Château, pouvant fournir deux trains. Arrêté que, vu le manque absolu de bois, le citoyen Bourgoïn se rendra demain à Verman-ton, pour faire accélérer l'arrivée de ces trains.

Demande de radiation des mots : Liberté ou la Mort. — Un membre propose la radiation des mots *Liberté ou la Mort*, inscrits pendant le règne de la Terreur sur le fronton des édifices publics, et d'y substituer ces mots : *Liberté, Égalité*. Il dit que les sections le demandent et que le Département vient d'en donner l'exemple. Le Conseil ajourne la radiation et arrête qu'en tête de toutes ses délibérations et lettres il ne sera mis à l'avenir que ces mots : *Liberté, Égalité*.

Réquisition de fourrage. — Réquisition sera faite à l'étaquier de fournir le fourrage pour quatre-vingt-dix-neuf bœufs, conduits par dix-neuf bouviers, dont le passage est prochain.

Dispense du service de la garde nationale. — Les citoyens Figusse père et Charles Coquille, épicier, sont dispensés du service de la garde nationale comme sexagénaires et ayant moins de 1,500 livres de revenus.

Règlement du prix du bois. — Les citoyens Beaudoin et consorts, propriétaires de trains avariés, achetés par la commune, écrivent qu'ils acceptent le prix de 63 livres la corde, fixé par le représentant du peuple et les autorités.

Liste des citoyens condamnés. — Réception de six exemplaires, envoyés par le district, de la liste générale des individus condamnés ou mis hors la loi.

Services rendus à la commune par Maure, représentant. — Réception d'une lettre de Maure, représentant du peuple, par laquelle il annonce qu'il va solliciter pour l'exécution de la réquisition sur Pithiviers ; qu'il va demander de nouveau au Comité de salut public des secours en grains ; enfin, qu'il lutte de tous ses efforts contre la commune de Sens, relativement à l'Ecole centrale.

15 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prestations de serment.* — Le citoyen Moreau-Berryat, nommé commissaire de police par arrêté de Guillemardet du 8 de ce mois, prête serment. Le citoyen Monnot-Parent, nommé substitut de l'agent national de la commune, prête également serment.

Ecole centrale. — Arrêté qu'il sera envoyé une circulaire aux communes de Saint-Fargeau, Saint-Florentin, Avallon, Tonnerre et Clamecy pour les inviter à réunir leurs sollicitations à celles de la commune afin d'obtenir la fixation de l'Ecole centrale à Auxerre. An III
(1795)

Offre d'une place de garde champêtre. — Lecture d'une lettre de la commune de Branches, par laquelle elle prie la municipalité de faire rechercher un citoyen invalide, non marié, de probité reconnue, pour exercer la fonction de garde champêtre de Branches, aux appointements de 500 livres, avec le logement gratuit. Arrêté que cette lettre sera envoyée aux sections.

Rapport sur l'état du collège. — Les citoyens Guenot et Guilbert, nommés le 12 courant membres du directoire de l'instruction publique et commissaires à l'inspection du collège, rapportent qu'il n'existe au collège ni directeur ni inspecteur.

Proclamation pour faire cesser les troubles qui règnent dans la commune.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

« Le Conseil général de la commune à ses concitoyens :

« Citoyens,

« Vos magistrats ne peuvent être indifférents aux troubles, aux provocations et aux menaces qui se manifestent en plusieurs endroits de cette commune. Des citoyens sont insultés, poursuivis dans les rues ; leurs vitres sont cassées à coups de pierres ; ils sont provoqués de sortir de leurs demeures.

« Si quelques citoyens ont été opprimés par l'infâme Terreur, nul aujourd'hui n'a le droit de devenir oppresseur. Le règne de la Loi et de la Justice est arrivé. Laissons aux tribunaux le soin de punir ceux qui auraient fait le mal. Laissons-les à leurs remords, s'ils en peuvent éprouver, à la honte et au mépris que l'opinion publique leur assure. S'ils profitent de cette grande et juste leçon, nous aurons conquis des citoyens à la République ; s'ils sont opiniâtres, l'œil attentif de vos magistrats les voit, les suit et ne les quittera pas.

« Mais vos magistrats ne peuvent tolérer que le réveil de la Justice devienne le signal d'une oppression arbitraire contre aucun habitant de cette commune. Ils sauront prendre sur le fait la main cachée qui met en avant l'inexpérience de l'enfance, la docilité des salariés, et faire peser sur les véritables auteurs des troubles la garantie d'une juste responsabilité.

« S'il est naturel que la gaieté qui caractérise les Français s'épanouisse enfin aux rayons de l'aurore du bonheur, tout,

An III

(1795) « dans une cité populeuse, doit être contenu dans les limites du bon ordre. Les rassemblements devant la maison d'aucun citoyen sont défendus. La loi a encore fixé des heures qui doivent être respectées, et rien ne doit jamais porter l'affectation et le caractère de l'injure.

« La liberté, que nous avons conquise, n'est pas la licence ; l'une conduit au bonheur, nous devons la favoriser ; l'autre nuit à la tranquillité et à la sûreté, renverse l'ordre, nous devons la réprimer.

« Tout culte doit être respecté ; aucun citoyen ne doit être injurié à cette occasion. Le culte doit être aussi libre que la pensée ; c'est une des propriétés les plus sacrées. La loi l'a prononcé ainsi, nous devons obéir.

« Si l'ordre était encore troublé par des rassemblements, par des provocations et des menaces, il ne resterait plus à vos magistrats que la dure, mais inévitable ressource d'user de toute la sévérité des lois contre les perturbateurs de la tranquillité et de la liberté publiques. »

Travaux sur la place de la Halle. — Personne ne s'étant présenté pour prendre l'adjudication des ouvrages à faire sur la place de la nouvelle halle, il est arrêté qu'ils seront faits par économie et suivant le cahier des charges.

Certificat au personnel de la ci-devant paroisse Saint-Etienne. — Le Conseil déclare attester la légitimité d'un certificat donné aux citoyens Gautheron, Bénard, Boudin, Gelin père et fils, Tocquet, Bonotte, Lecouteux, Jobard, Pinon et Nottiny, tous employés au service du culte dans la ci-devant paroisse Saint-Etienne, par les citoyens Denombret et Malvin, derniers régisseurs de ladite paroisse, portant que les dénommés ont continué leurs fonctions jusqu'à l'époque où l'exercice du culte a cessé, et que les sommes par eux réclamées et énoncées dans l'arrêté du Département du 9 frimaire dernier, leur sont légitimement dues.

Inscription à mettre sur les monuments publics. — La discussion reprend sur les mots *Liberté ou la Mort*. Arrêté que l'on conservera sur le fronton des monuments publics ces mots : *Unité, indivisibilité de la République ; Liberté, Égalité, Fraternité*, et que ceux *ou la Mort* seront rayés.

17 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Pétition à Jourdan, représentant.* — Pétition est adressée au représentant du peuple Jourdan, pour que la commune soit mise en possession de 50 cordes de

bois de toutes marques dispersées par la débâcle et déposées sur la berge de la rivière, entre Augy et Auxerre. An III
(1795)

Mémoire payé à Savatier. — Le citoyen Savatier présente le mémoire des charrois qu'il a fournis pour le nettoiemment de la commune, s'élevant à 75 livres. Ce mémoire lui sera payé.

Réclamations d'entrepreneurs. — Les citoyens Bruneau et Barat (Noaille), adjudicataires de la démolition de la porte de Paris, réclament des indemnités pour : 1° 80 voitures de matériaux enlevés pour la route de Seignelay, estimés 120 livres ; 2° 200 voitures pour la montagne, estimées 300 livres ; 3° pour avoir étayé deux maisons contiguës à la porte. Cette dernière demande est seule admise. Cet étalement est estimé 15 livres, dont il sera fait état par le citoyen Deschamps, trésorier de la commune, sur les 915 livres de leur adjudication.

On activera la démolition des portes de ville. — Il sera enjoint aux entrepreneurs de la démolition des portes de Paris, de Chante-pinot et d'Eglény, qui devaient effectuer cette démolition dans les deux décades suivant le 15 frimaire an II et ne l'ont pas encore terminée, de l'effectuer rapidement.

Exemption du service de la garde nationale. — Le citoyen Claude-Germain Legueux est, sur sa demande, dispensé du service de la garde nationale comme assesseur du juge de paix de la Rivière, fonction publique non rétribuée.

Commis de la Municipalité. — Le citoyen Richard est élu commis de la municipalité par 19 voix sur 22. Il remplacera Barbotte.

Présentation de fonctionnaire. — Arrêté que le citoyen Bonnard, actuellement gardien de la Maison de réunion, sera présenté au district pour remplacer Deluc, casernier, qui a donné sa démission.

Sortie du dernier détenu de la Maison de réunion. — Un membre observe qu'il n'y a plus dans la Maison de réunion que le ci-devant curé de Quarré-les-Tombes, détenu par jugement du tribunal criminel. Il pense qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à l'en faire sortir, en lui donnant la ville pour prison et en le tenant sous la surveillance de la municipalité. Arrêté que l'agent national s'entendra avec l'accusateur public pour l'exécution de cette mesure.

Déclaration d'exercice du culte. — Les citoyens Payart et Chardon, tous deux ex-curés d'Auxerre et de Venoy, se présentent et déclarent que, conformément à la loi du 3 de ce mois, et à la demande de plusieurs citoyens, ils sont dans l'intention de se

An III livrer aux exercices du culte catholique dans leurs maisons res-
(1795) pectives. Il leur est donné acte de cette déclaration.

Approbation des rôles de secours. — Le Conseil arrête les rôles de secours présentés par l'Agence, contre lesquels aucune réclamation n'a été faite. Ces rôles s'élèvent à la somme de 10,071 livres pour les quatre sections.

19 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisition sur Pithiviers.* — Les commissaires pour la réquisition sur Pithiviers et le citoyen Regnauldin, administrateur des subsistances, se présentent. Ils disent que la réquisition sur Pithiviers est levée. A ce moment arrive une lettre de Maure, représentant, par laquelle il annonce l'espoir de voir placer à Auxerre l'Ecole centrale. Il ajoute, qu'informé de la levée de la réquisition sur Pithiviers, on allait donner, sur sa demande, une réquisition de 9,000 quintaux sur le district de Sens. Le Conseil, considérant que cette réquisition n'a aucune chance de réussite, parce que ce district est devenu presque aussi misérable que celui d'Auxerre, arrête qu'il sera écrit, pour faire changer la réquisition sur Sens, à la députation de l'Yonne, au citoyen Guillemardet, à Maure et à Perthuis fils ; que des commissaires iront acheter, à quelque prix que ce soit, des grains à Etai et à Druyes, dont les réquisitions ne sont pas épuisées, et nomme commissaire à Druyes et à Etai le citoyen Lebroc, et à Malsherbes le citoyen Nombret (Américain). Le premier emportera 6,000 liv., le second 25,000.

Taxe du pain. — La taxe du pain pour la décade suivante n'est pas modifiée.

Ration de pain non augmentée. — Arrêté qu'il ne peut être déferé au vœu des sections relativement à l'augmentation des rations de pain aux vigneron, attendu que la consommation journalière du pain de section, qui est de 6,000 livres, est déjà trop forte pour le faible arrivage des grains.

Élargissement des derniers prêtres détenus. — Vu l'arrêté du Comité de sûreté générale de la Convention du 24 de ce mois, qui rend au citoyen Blaise-Bégou et autres y dénommés la liberté pour en jouir pleinement et définitivement, le Conseil autorise le citoyen Degousse à mettre en liberté le citoyen Bégon, actuellement détenu à la Maison de réunion, les autres ayant obtenu du représentant Guillemardet leur élargissement provisoire.

21 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Remboursement d'une rente.* — Arrêté que la rente de 450 livres constituée par le Conseil de la

commune au profit de la veuve Martineau des Chesnez, le 22 octobre 1792, lui sera remboursée sur sa demande. An III
(1795)

Demandes des sections. — Des députations des quatre sections se présentent. Elles demandent : 1° que le mot de *Mort*, qui rappelle l'affreux souvenir du règne de la Terreur et se trouve inscrit sur le fronton des monuments publics, soit rayé ; 2° que tous les bonnets de la Liberté, qui accompagnent ces inscriptions sur les édifices publics et les maisons particulières, soient peints aux trois couleurs. Le Conseil accueille avec intérêt ces diverses propositions émanées de l'ardent civisme des sections et de leur attachement aux principes de l'humanité, qui sont enfin à l'ordre du jour. La section de la Fraternité (place Saint-Etienne) demande, en outre, que le certificat de civisme délivré à Monteix soit rapporté (1). Le Conseil s'y refuse sur ce que ce certificat vient d'être délivré il y a peu de jours et à la grande majorité des membres du Conseil. La réclamation doit être envoyée au district avant qu'il donne son avis.

Distributeur de bons de pain déstéré au tribunal. — Arrêté que le citoyen Pothémont, vigneron, rue du Grand-Caire, qui a refusé, au mépris des invitations réitérées qui lui ont été faites par les membres du Conseil de remplir sa fonction de distributeur de bons de pain, charge publique dont il ne saurait se dispenser, sera cité au tribunal de police correctionnelle.

Dispenses du service de la garde nationale. — Sont dispensés du service de la garde nationale comme sexagénaires et possédant moins de 1,500 livres de revenu ; les citoyens André-Jean Camelin (Beauvais), Louis Bénard, huissier, et Jacques-Louis Rivière, aussi huissier.

(1) Cette délibération était ainsi conçue :

COMMUNE D'AUXERRE

Section de la Fraternité.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ,
JUSTICE ET HUMANITÉ

Les citoyens Chardon, capitaine de gendarmerie, et Charbuy l'aîné sont nommés pour se rendre auprès du Conseil général de la commune et demander le rapport du certificat de civisme délivré à *Monteix*, motivé d'abord sur ce que, comme fonctionnaire public destitué, il est mis sous la surveillance de la Municipalité par la loi du 5 de ce mois, et ensuite sur ce que la section déclare que, pendant le temps qu'il a été domicilié dans cette section et qu'il a assisté à ses séances, il s'est montré un des principaux partisans et agents du système terroriste.

An III

23 Ventôse.

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Traitement des gardes champêtres.* — Arrêté que le traitement des gardes champêtres sera augmenté, en considération de la cherté des subsistances, et élevé à 40 sols par jour.

Société populaire. — Le citoyen Rimbault, entrepreneur, demande le moyen de se faire payer de la somme de 3,000 livres, pour ouvrages faits à la Société populaire. On l'engage à se pourvoir devant les autorités supérieures.

Possesseurs de blé n'ont point droit au pain de section. — Arrêté que proclamation sera faite pour avertir les citoyens que ceux qui, possédant du blé, se feraient délivrer du pain de section, seront considérés comme auteurs de troubles apportés à l'ordre social et traduits au tribunal de police correctionnelle.

Fin de la mission de Guillemardet. — Le district prévient le Conseil qu'il est chargé par le représentant du peuple Guillemardet d'annoncer que sa mission dans le département de l'Yonne est finie. Il transmet, en même temps, une lettre de Guillemardet, datée de Nevers du 18 de ce mois, explicative des motifs qui ont dirigé le renouvellement par lui fait des autorités constituées. Cette lettre sera envoyée aux sections, sur la demande de son auteur.

Loi sur la police rurale. — Proclamation sera faite pour rappeler aux citoyens les dispositions de la loi du 28 septembre 1791 sur la police rurale. Cette proclamation sera envoyée aux sections.

Evasion de la Brabançonne. — Le citoyen Liégeard, chargé par délibération du 15 pluviôse de faire partir la Brabançonne et d'appliquer aux frais de son voyage les 50 livres données par le Département, déclare que s'étant embarqué le 7 du courant par le coche avec la Brabançonne, arrivés à Joigny, où il a fallu changer de coche, celle-ci a profité de la confusion ordinaire en pareille circonstance pour s'évader. En conséquence, il remet les 50 livres et le passeport de la Brabançonne. Le Conseil arrête que cette somme sera versée à la caisse du receveur du district.

Achat de grains dans le district de Sens. — Le citoyen Lionne, de retour de son voyage dans le district de Sens, rapporte qu'il a fait des achats de grains pour une somme de 13,519 livres 10 sols, et que comme il a reçu seulement 12,000 livres, il lui revient celle de 1,319 livres 10 sols. Arrêté que cette somme lui sera remboursée de suite.

25 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Paiement d'un mémoire.* —

Arrêté que le mémoire de Prota, terrassier de la commune, s'élevant à 565 livres, pour travaux faits par lui, sur l'ordre de Regnauldin, administrateur du district, partie des finances, pour l'amélioration du chemin qui conduit au magasin des subsistances du district, sis à Germain, sera envoyé au district, pour en faire ordonnancer le paiement.

Escorte de prisonniers. — Réquisitoire sera envoyé, à la demande du citoyen Chardon, capitaine de la gendarmerie nationale, au commandant de la garde nationale, à l'effet de faire commander 25 hommes pour escorter avec les gendarmes, jusqu'à Joigny, 18 prisonniers envoyés, par ordre de Guillemardet, de Clamecy au tribunal révolutionnaire.

Païement de charrois. — Approuvé le paiement fait par Chaisneau, secrétaire-adjoint, à Gradet, voiturier, de 75 livres, pour trois journées de charrois à 25 livres l'une.

Concession de trains. — Réception d'un arrêté du représentant du peuple Jourdan accordant à la commune deux trains de bois déflottés près Bellombre et 41 cordes de bois de toutes marques.

Certificat de civisme de Monteix. — Renvoi est fait par le district du certificat de civisme de Monteix. Lecture est donnée de l'extrait du registre des délibérations du Comité révolutionnaire contenant les détails de l'instruction sur une dénonciation contre ledit Monteix, accusé d'avoir tenu des propos qui ont dû fixer son attention ; pièce tellement compromettante pour ledit Monteix, que si le Conseil l'avait eue sous les yeux, ainsi que l'extrait d'une délibération de la section de la Fraternité du décadi 20 de ce mois qui exprime fortement son opinion sur l'incivisme dudit citoyen, un certificat de civisme ne lui aurait pas été délivré. Le Conseil, considérant que l'information faite par le Comité révolutionnaire a été envoyée au Comité de sûreté générale et qu'il ne peut préjuger sa décision, arrête l'ajournement de la sienne jusqu'à ce que le Comité de Sûreté générale se soit prononcé.

Réquisition sur Pithiviers. — Le citoyen Ducret, de retour de son voyage à Pithiviers, rapporte que ses efforts pour activer la réquisition ont été à peu près inutiles ; que l'envoi de nouveaux commissaires ne donnera pas de meilleurs résultats ; que le représentant du peuple Porcher a dit aux commissaires de diverses communes venus pour acheter des grains, ces paroles : « Achetez des grains tant que vous voudrez, mais vous ne les enlèverez pas. » Il ajoute qu'il y a autour de toutes les issues du district de Pithiviers un cordon de troupes destiné à arrêter les subsistances qui ne se dirigeraient pas sur Orléans. Sur quoi le Conseil, considérant l'urgence des besoins de la commune et afin qu'on ne

An III puisse lui reprocher d'avoir négligé une voie quelconque pour
(1795) faire arriver des subsistances, arrête que le citoyen Nombret (Américain) se rendra dans le plus bref délai à Pithiviers et que l'on écrira à Maure, à Perthuis et à la députation de l'Yonne pour leur demander d'obtenir des Pouvoirs publics que les commissaires de la commune dans le district de Pithiviers jouissent de la protection des lois consacrant la liberté du commerce.

27 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Exemptions du service de la garde nationale. — Edme-Charles-François Leclerc, membre du jury de l'instruction publique, est dispensé du service de la garde nationale comme fonctionnaire public non salarié. Sont également dispensés comme sexagénaires et possédant moins de 1,500 livres de revenu, les citoyens Michel Olive, Germain Gousseau et Joseph Mutellé.

Réarmement des citoyens désarmés. — En exécution d'une lettre de Guillemardet du 12 pluviôse, le Comité de surveillance du district a rendu leurs armes à un certain nombre de citoyens désarmés en vertu de la loi du 26 mars 1793 (ex-nobles ou suspects). Ceux qui ont été exceptés de cette mesure, entr'autres le citoyen La Chasse, réclament. Le Conseil, considérant qu'il ne doit pas être fait d'exceptions, arrête que, bien que la loi du 26 mars 1793 n'ait pas été rapportée, il y a lieu, pour entrer dans les vues de Guillemardet, de rendre les armes à tous ceux reconnus bons citoyens par le certificat de civisme qui leur aura été délivré.

Recherche de dommages causés à certaines églises. — Pour répondre aux plaintes élevées dans le public au sujet de dilapidations qui auraient été commises dans les ci-devant églises d'Eusèbe et de Notre-Dame-la-d'Hors, le district a pris un arrêté ordonnant une visite à faire de ces édifices, en présence de trois commissaires de la municipalité. En exécution de cet arrêté, le Conseil nomme commissaires les citoyens Robin, Dudesert et Leblanc.

Paiement de travaux. — Arrêté qu'il sera payé à André Fort le mémoire des ouvrages qu'il a faits pour les casernes, s'élevant à 142 livres.

Réparations à faire à la ci-devant cathédrale. — L'architecte de la commune expose que des réparations urgentes sont à faire à la ci-devant cathédrale, aujourd'hui dite le Temple ; que la noue laisse passer l'eau, qui inonde l'intérieur de l'église « et que le moindre retardement causerait la ruine de ce bonnet de voûte ;

que ces réparations ne dépasseraient pas 75 livres. Il ajoute que des réparations nécessaires à la conservation de ce vaste édifice, l'un des plus beaux gothiques de l'Europe, sont également pressantes, mais s'élèveraient à une somme très considérable, vu la cherté des matériaux et de la main-d'œuvre », le Conseil arrête que les réparations à la noue seront faites de suite « et qu'il sera fait une adresse au Comité d'instruction publique de la Convention pour mettre sous ses yeux l'état de délabrement d'un monument aussi précieux, et pour l'inviter à solliciter auprès de la Convention les fonds nécessaires à sa réparation.

An III
(1795)

Ajournement de la rue à percer entre la rue du Champ et celle des Grands-Jardins. — Les citoyens Imbert et Bezanger, propriétaires des bâtiments et terrains sur l'emplacement desquels doit être percée la rue partant du portail nord du Temple à la rue Quincampoix, depuis longtemps projetée, demandent l'ajournement jusqu'à la paix, alors que les ouvriers et les charrois seront moins chers, des travaux de démolition nécessaires pour le percement de la rue ordonné par délibération du 27 pluviôse dernier. Le Conseil arrête que le délai déjà accordé aux exposants sera prorogé jusqu'au 1^{er} ventôse de l'an IV (26 février 1796) ; qu'à cette époque, ils seront avertis que les bâtiments réservés et les murs assis sur l'espace destiné au percement de la rue seront démolis et que les remblais de ladite rue seront commencés au plus tard quatre mois après.

28 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Cheval morveux abattu.* — Les vétérinaires du dépôt de la 19^e division, ayant son siège à Auxerre, informent le Conseil qu'il est nécessaire de faire abattre un cheval hongre atteint de la morve. Arrêté que ce cheval sera abattu en présence des citoyens Lionne et Routier, commissaires à cet effet.

Réquisitions sur Druyes et Etais. — Le citoyen Lebroc, de retour de Druyes et d'Etai, se présente. Il dit qu'il n'a pas trouvé de grains dans les magasins où il espérait trouver les 450 quintaux requis ; qu'une proclamation faite par les municipalités de ces deux communes, enjoignant aux habitants d'avoir à livrer leurs grains, n'a produit aucun effet et qu'il ne reste plus qu'à acheter de gré à gré, ce qui rend nécessaire l'adjonction d'un aide. Arrêté que le citoyen Lebroc achètera les grains dans les meilleures conditions possibles, avec l'aide du citoyen Raison, nommé commissaire à cet effet.

An III

Dénonciation contre Bréon et Roblot. — Réception d'une lettre du Comité révolutionnaire dénonçant les citoyens Bréon et Roblot, qui, au mépris de la proclamation du Conseil, n'ont pas fait disparaître des inscriptions qui sont sur leurs maisons les mots : *ou la mort*, et invitant le Conseil à leur intimer l'ordre de les faire disparaître. Le Conseil, considérant qu'il ne peut exercer de voies coercitives contre lesdits citoyens, arrête qu'un membre du Conseil, le citoyen Degousse, leur réitérera l'invitation fraternelle qui a été faite à tous généralement.

19 Ventôse.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Port de la cocarde mal observé.* — Le Conseil étant informé que quelques personnes, notamment des femmes, négligent de porter la cocarde nationale, arrête que la loi du 21 septembre 1793, qui enjoint aux femmes de porter la cocarde, sera adressée aux sections pour qu'elles en donnent lecture aux citoyens; qu'une nouvelle promulgation de la loi sera faite dans la commune; enfin que le district sera informé que les habitants des campagnes voisines viennent presque tous aux marchés d'Auxerre sans cocarde.

Taxe du pain. — Arrêté que pour la décade suivante le prix du pain est fixé à 12 sols la livre, la farine pour les nourrices à 14 sols, et le son à 6 sols.

Achat de grains au Hâvre. — Le citoyen Faurax, qui doit partir demain pour le Hâvre, recevra du citoyen Peplin 1,500 livres pour remplir sa mission.

Arrestation d'un fou. — En exécution d'un arrêté du Département de ce jour, sur la pétition de la citoyenne Catherine Champeaux, femme de Després, qui est en état de démence, il est arrêté que ledit Després sera mis en la maison d'arrêt pour 24 heures seulement, et que pendant ce temps l'agent national de la commune se concertera avec le district pour déterminer le lieu où il sera définitivement transféré.

Demande de charbon de bois. — Il sera envoyé à Robin, représentant du peuple à Joigny, une adresse pour lui demander d'accorder à la commune les charbons de bois déjà réclamés pour les taillandiers.

1^{er} Germinal (21 Mars 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Le charbon est accordé.* — Le citoyen Robin écrit qu'il accorde les charbons demandés. Arrêté que, par les soins des citoyens Lesseré et Dudesert, dix voitures de charbon seront mises à la disposition des taillandiers et serru-

riers, en présence de Petitjean, commis des ports, et qu'il sera écrit au citoyen Raveau, marchand de bois à Coulanges-sur-Yonne. **An III (1795)** pour en établir le prix.

La distribution de bons de pain est une charge obligatoire. — Le citoyen Lesseré l'ainé, orfèvre, prie le Conseil de le dispenser de la fonction de distributeur de bons de pain, comme exerçant déjà celle non salariée de juge au tribunal de commerce. Le Conseil, considérant que la distribution des bons de pain est une charge publique dont ses fonctions de juge ne l'empêchent pas de s'occuper, passe à l'ordre du jour.

Demandes des sections. — Les députés des quatre sections de la commune se présentent et déposent les extraits des délibérations prises hier dans leurs assemblées respectives, par lesquelles elles demandent unanimement « que le Conseil ne se borne plus à inviter les citoyens à effacer de dessus leurs maisons ces mots terribles : *ou la mort*, puisqu'il en est qui s'y refusent, mais qu'il ordonne de le faire, comme aussi qu'il fasse supprimer tous les signes extérieurs qui pourraient sembler distinguer le domicile d'un citoyen d'avec celui d'un autre ou blesser les principes de l'égalité. » Le Conseil arrête que ces demandes seront envoyées à son bureau d'administration générale pour en faire rapport à la prochaine séance.

3 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Commission des subsistances. — Les commissaires près la Commission des subsistances présentent leurs comptes avec les meuniers. Il en résulte que les meuniers sont redevables de 500 quintaux de farine. Arrêté que la Commission fera sommation à chaque meunier de fournir la farine dont il est débiteur dans le jour même, et que ceux qui ne s'exécuteront pas seront traduits devant les tribunaux compétents.

Situation précaire de la Commission des subsistances. — Une députation de la Commission des subsistances vient informer le Conseil qu'elle n'a en grains et en farine que de quoi fournir pendant dix jours le pain de section. Arrêté qu'un exprès sera de suite envoyé à Lebroc et à Raison, qui opèrent à Druyes et à Etails, pour les inviter à redoubler d'activité et leur demander si les moyens de transport ne leur font pas défaut. Arrêté, en outre, que le district sera informé de la situation très précaire où se trouve la commune; enfin qu'il sera écrit au Département pour l'inviter à prendre un arrêté vigoureux relativement à la réquisition sur le district de Sens.

An III *Garde nationale.* — La Commission militaire est invitée à se
 (1795) concerter avec le commandant et l'adjudant-major de la garde nationale pour prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'exactitude dans le service de la garde nationale.

Attestation donnée au citoyen Doyen. — Le Conseil atteste, sur la demande du citoyen Doyen, garde-magasin des fourrages militaires, que le marché qu'il vient de faire avec le citoyen Robin, maître de poste, d'une partie d'avoine à 75 livres le quintal, n'est pas au-dessus du prix courant.

Le gardien du Temple demande à démissionner. — « Le citoyen Denombret, gardien du Temple et des décorations relatives aux fêtes décadaires, aux appointements de 600 livres, expose que ces fêtes n'ayant plus de suite comme par le passé, ses fonctions n'ont plus d'objet et doivent cesser, ainsi que ses appointements. » Le Conseil, considérant qu'on ne peut douter que la Convention ne décrète incessamment un mode pour la célébration des fêtes décadaires, qui donneront un nouvel objet aux talents du citoyen Denombret; que d'ailleurs, dans les moments même actuels où ces fêtes sont devenues plus rares, il est nécessaire que le mobilier et tous les objets de décoration qui y sont destinés restent à la charge d'un dépositaire comptable, arrête qu'il n'y a lieu à présent de délibérer.

4 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisition d'une voiture.* — Arrêté que réquisition sera faite d'une voiture à trois chevaux, à la demande du citoyen Ravault, commissaire du district d'Auxerre dans celui de Tonnerre, pour ramener 15 à 16 quintaux de blé d'Argenteuil près Noyers.

Difficultés pour acheter à Druyes. — Le citoyen Lebroc, commissaire aux achats de grains à Druyes, écrit que le district de Saint-Fargeau ayant pris un arrêté par lequel tous les grains enlevés par la voie des achats sont à la décharge de la réquisition dont ces deux communes ont été frappées, il ne lui est plus possible de faire exécuter sa réquisition; qu'il n'a pu acheter que 40 bichets de méteil; qu'il n'a que peu de fonds et qu'il va revenir, en laissant à Raison, son collègue, ce qui lui reste d'argent. Arrêté qu'il sera écrit à Lebroc d'acheter ce qu'il pourra et comme il pourra, et qu'il lui sera envoyé 10,000 livres.

La détresse augmente, on achètera à tout prix. — Le Conseil, considérant que la détresse où se trouve la commune, relativement aux subsistances, lui fait un devoir de recourir à toutes sortes de moyens pour y remédier, arrête que le citoyen Savatier est auto-

risé à traiter avec tous courtiers, blâtiens, etc., et à faire acheter par eux, et à quelque prix que ce soit, et dans quelque condition que ce soit, des grains de toute espèce, approuvant d'avance toutes les dépenses et toutes les démarches qu'il croira devoir faire, quel qu'en soit le succès, pour faire arriver des subsistances à Auxerre.

An III
(1795)

Réquisition sur le district de Sens. — Le citoyen Ramponeau est nommé commissaire près le district pour activer la réquisition sur le district de Sens. Ledit Ramponeau offre le produit de ses moissons existant à la Villotte. Il ne gardera que 15 bichets pour sa provision.

5 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lettres de Maure, représentant.* — Le citoyen Maure, représentant, adresse au Conseil trois lettres et divers imprimés pour être transmis aux sections.

Détresse de la Maison d'humanité. -- A la suite de la transmission à l'administration de la Maison d'humanité d'un arrêté du Comité de salut public du 25 pluviôse dernier, qui met l'approvisionnement des établissements publics sous la responsabilité de leurs directeurs, les administrateurs de la Maison d'humanité déclarent qu'ils ne peuvent plus fournir le pain des prisonniers de la maison d'arrêt et des jurés et invitent le Conseil à prendre toutes les mesures nécessaires « pour venir au secours de cet hospice, qui périra infailliblement faute de subsistances, puisque le district paraît décidé à ne plus lui en fournir. » Arrêté que les citoyens Tenaille et Degousse, commissaires à la surveillance de cette maison, lui rendront compte de sa situation.

Commissaires aux achats pris dans les sections. — La difficulté pour se procurer des subsistances exigeant un plus grand nombre de personnes pour s'occuper des achats de grains ou des réquisitions, il est arrêté qu'on fera appel au zèle des sections et qu'elles seront invitées chacune à choisir deux citoyens capables pour s'occuper des achats de grains, comme les membres du Conseil, et moyennant une petite rémunération.

Chemin de Saint-Marien. — Les habitants du faubourg Saint-Martin se plaignent de ce que le citoyen Marlot, meunier du moulin Mi-l'Eau, n'ait pas encore parachevé le chemin allant du pont à la ruelle Saint-Côme, bien qu'il y ait été contraint depuis plus d'un an, et que la somme de 3,800 livres accordée par le Département n'ait pas encore été employée. Arrêté que le citoyen Marlot sera invité à parfaire ledit chemin.

An III

7 Germinal.

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Office de notaire vacant.* —

Le citoyen Jacques-François Gauthier, notaire, étant mort, trois prétendants à sa charge se présentent pour obtenir, conformément à la loi du 7 pluviôse dernier, un avis favorable du Conseil, qui déterminera la nomination du titulaire par le district. Le premier est le citoyen Claude-Gabriel Gauthier, secrétaire en chef du district de Semur; le second, le citoyen Nizon, [qui a toujours travaillé pour être notaire et a été admis le premier sur sept dans le concours ouvert le 1^{er} septembre 1792; le troisième, le citoyen Marcellot, qui se désiste séance tenante. Le Conseil, considérant que le motif qui pousse le citoyen Gauthier à prendre cet emploi est de venir au secours de la veuve de son frère et de ses enfants, motif aussi pur que patriotique, fixe son choix sur ce dernier.

Suppression des mots : ou la mort. — Le bureau d'administration générale fait son rapport sur la pétition des sections, demandant la suppression par voie coercitive des mots : *ou la mort* et des signes et des peintures extérieurs qui se voient encore sur les maisons de certains citoyens. « Le Conseil, considérant qu'il a déjà invité les citoyens à faire effacer de dessus leurs maisons les mots : *ou la mort*; que presque tous se sont rendus à cette invitation; que la résistance d'un petit nombre a été déjà l'occasion de quelque trouble dans la commune; que tout ce qui peut affecter la tranquillité publique doit être exactement réprimé; arrête que l'agent national sera autorisé à faire effacer les mots : *ou la mort* dessus les maisons des particuliers qui ne l'auraient pas encore fait, et ce dans vingt-quatre heures d'un nouvel avertissement qui leur sera donné. » A l'égard de la suppression des peintures et des attributs de la République qui existent sur les maisons de quelques citoyens, le Conseil passe à l'ordre du jour motivé sur « ce qu'il n'est défendu à aucun citoyen d'orner sa maison de ces décorations. »

Augmentation de traitement d'employés. — Le traitement du citoyen Beaudoin, secrétaire de la Commission des subsistances, qui avait été fixé à 125 livres par mois comme celui d'un expéditionnaire, tandis qu'il doit être considéré comme chef de bureau, est porté à 150 livres à partir du 1^{er} nivôse dernier. Les citoyens Frottier et Lebreton, qui n'ont pas demandé d'augmentation, « mais qui y ont un droit incontestable en raison des services essentiels et pénibles qu'ils rendent à la Commission, recevront 150 livres par mois au lieu de 100. »

Règlement de la difficulté avec les meuniers. — Les meuniers

qui, aux termes de la délibération du 3 de ce mois, étaient débi- An III
 teurs envers la Commission des subsistances de la commune de (1795)
 500 quintaux de farine, ont présenté un mémoire que cette Com-
 mission a victorieusement réfuté. Le Conseil voulant faire cesser
 tout prétexte de réclamations ou plaintes et les traiter favorable-
 ment, réduit ce chiffre à 224 quintaux.

Destruction de la Montagne. — Arrêté que l'adjudication des tra-
 vaux à faire pour la destruction de la Montagne se fera le 9 de ce
 mois.

9 Germinal (29 mars 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guérin,
 Duru, Duplessis, Guilbert, Roux, Petit, Tenaille, Lelièvre, officiers
 municipaux, Poussard, agent national, Morisset, substitut de l'agent
 national.

Reprise du Temple par les habitants. — Un membre de la Perma-
 nence donne les détails suivants du rassemblement qui s'est fait
 aujourd'hui dans le Temple :

« Vers les huit heures du matin une foule de citoyens s'est por-
 tée au Temple, dont ils s'étaient fait livrer les clefs par le son-
 neur.

« Le citoyen Denombret, gardien du Temple, est venu dire qu'il
 ne pouvait plus répondre des objets qui étaient sous sa garde;
 que le peuple réclame son église; qu'il craint qu'on ne lui enlève
 les clefs dont il est chargé, et en a déposé trois sur le bureau : ce
 sont celles des trois portes collatérales et de la ci-devant sacristie.

« On envoie chercher le maire, l'agent national et les membres
 les plus voisins de la maison commune.

« Arrivé et instruit de ces faits, le citoyen Menestrier dit qu'il a
 été au Temple pour connaître la cause qui y réunissait un si grand
 nombre de citoyens. Ils l'ont entouré en lui témoignant avec cha-
 leur, mais sans emportement, qu'ils voulaient leur église que les
 Jacobins leur avaient enlevée; que la liberté des cultes était décré-
 tée; qu'il leur manquait un local pour l'exercer; que le Temple
 avait été bâti aux frais de leurs ancêtres pour cet usage; qu'ils
 entendaient en jouir et qu'ils avaient les mêmes droits à cet égard
 que les habitants des communes voisines, ceux de Joigny, de Sens
 et autres lieux du district, qui tous étaient rentrés en possession
 de leur église. Le citoyen Menestrier ajoute : Toutes nos représen-
 tations puisées dans la loi ont été écoutées avec tranquillité, mais
 je n'ai pu les déterminer à se retirer. Au contraire, leur nombre
 s'accroît et toutes démarches officielles de la municipalité ne fe-
 raient que compromettre l'autorité.

An III

(1795) « Les membres présents ont fait appeler le citoyen Denombret, l'ont invité à reprendre les clefs, ce qu'il a fait; l'ont chargé de continuer sa vigilance sur toutes les portions du Temple et du mobilier qui peut y être, et ont arrêté que l'agent national se rendrait à l'instant au district pour l'instruire de *l'emparement* fait par les citoyens et concerter les mesures propres à la circonstance.

« Au même instant, plus de 50 citoyens se sont présentés et ont dit être députés par ceux actuellement réunis au Temple pour annoncer à la municipalité le dessein dans lequel ils étaient d'exercer leur culte dans leur église et lui demander qu'elle voulut bien en faire enlever les meubles et effets servant aux fêtes décadaires, afin d'éviter qu'il en fut fait aucune distraction ou dilapidation.

« Il leur a été fait lecture de la loi sur la liberté des cultes. Ils ont protesté de leur attachement aux lois, à la paix et à la tranquillité de la commune, qu'ils croient attachées au libre exercice de leur culte dans leur église, et se sont écriés : *Gloire à Dieu ! Respect à la Convention et aux autorités constituées, et vive la République !*

« Ensuite, il leur a été observé qu'ils devaient donner leur pétition par écrit ; que tous les membres du Conseil se trouveraient réunis à 11 heures, et qu'elle serait prise en considération. Le président les a invités, en attendant, de maintenir l'ordre dans le Temple et d'empêcher que rien fut déplacé, ce qu'ils ont promis, et se sont retirés.

« A 11 heures, plusieurs membres du Conseil étant en effet réunis, la pétition a été mise sur le bureau, signée par dix particuliers au nom de tout le peuple de la commune, dans la même intention verbalement exprimée, en invitant le Conseil à faire enlever de l'église Saint-Etienne, le lendemain de la décade, tous les ornements qui servaient aux fêtes décadaires.

« Pendant qu'on délibère, on est surpris d'apprendre que la charpente composant l'estrade et le théâtre des fêtes décadaires est défaite aux trois quarts; que femmes, enfants, vieillards, et même beaucoup d'habitants des campagnes voisines, y mettent la main avec une activité incroyable. Les citoyens Lesseré et Duplessis sont invités de se transporter au Temple, sans décorations et purement observateurs de ce qui s'y passe, afin d'en rendre compte sur-le-champ au Conseil.

« Ils reviennent suivis d'un grand concours de citoyens et citoyennes accompagnant le drapeau tricolore avec des cris de joie et des chants patriotiques, et rapportant que le fait est vrai, qu'il

ne reste plus qu'une très petite partie de la charpente sur place; que malgré l'affluence considérable de personnes de tout sexe et de tout âge, cette démolition a été faite sans désordre; que les plus grosses pièces de bois sont presque toutes déplacées et transportées dans les collatéraux; que quelques planches ont été brisées involontairement; que sur certaines de ces planches étaient peintes les images de Brutus, de Mucius Scévola et de la Liberté; qu'une troupe d'enfants ayant pris cette dernière pour l'effigie de la déesse décadaira, ont ramassé toutes ces planches, qui étaient presque en morceaux, et en ont fait du feu sur la place de la Fraternité; que l'autel de la Patrie a été respectueusement transporté en lieu de sûreté; qu'ils ont trouvé le drapeau tricolore entre les mains de plusieurs citoyens spécialement chargés et uniquement occupés du soin de le garantir de toute atteinte; qu'ils l'ont réclamé et que ces citoyens, notamment Jean-Baptiste Rameau, garçon tailleur, et Richard, qui en était le porteur, se sont offerts de le porter en la maison commune en jurant qu'ils auraient plutôt perdu la vie que de le laisser exposé à la moindre flétrissure ou déchirure par l'effet de la démolition.

« Le porteur du drapeau et la foule qui l'accompagne ont répété le même serment en présence du Conseil, qui, après leur avoir témoigné, par l'organe de son président, sa satisfaction sur le civisme de leur intention, les a invités à se retirer, ce qu'ils ont fait.

« Les citoyens Lesseré et Duplessis ont continué leur rapport. Ils ont remarqué que la démolition du théâtre se fait de la manière la plus imprudente et la plus menaçante pour la sûreté des personnes qui composent le rassemblement. Les uns minent les pièces par le bas tandis que les autres les détachent par le haut. Ils ont frémi de voir d'un instant à l'autre la chute d'une de ces pièces écraser un grand nombre de citoyens victimes de leur faux zèle et de leur égarement. Aucun de nous, a-t-il ajouté, n'ignore l'illégalité tant du rassemblement que de ses opérations, mais ayant lieu contre notre gré et ne pouvant les arrêter, il est de notre devoir de prévenir les suites funestes qui pourraient en résulter.

« Mus par ces considérations, les membres présents ont chargé l'agent national d'intimer à l'architecte de la commune l'ordre de se rendre sur-le-champ au Temple pour y observer la démolition qui s'y fait, prévenir tous les accidents que pourrait occasionner le déplacement des grosses pièces, et à cet effet s'adjoindre des hommes de l'art en nombre suffisant.

« L'architecte de la commune s'y est transporté, les travaux étaient finis, tous les bois sont dans les collatéraux.

An III

(1795)

« A trois heures après-midi, le maire a fait poser une sentinelle à la porte du Temple avec la consigne de ne laisser sortir aucun effet, et a fait avertir le citoyen Denombret de surveiller de son côté à ce qu'il ne soit fait aucun enlèvement.

« Quelques-uns de nos collègues ont été conférer sur le tout avec l'administration du district, qui désire que le procès-verbal de ce qui s'est passé au Temple dans cette journée lui soit envoyé, et que la municipalité fasse mettre en lieu de sûreté les bois qui en remplissent les collatéraux.

« C'est dans cet état de choses et après avoir développé les faits du rassemblement dans toute leur exactitude et vérité que je vous invite à délibérer.

« Sur quoi, ouï l'agent national;

« Le Conseil arrête que le rapport fait par la Permanence, ensemble la pétition y énoncée, seront adressés à l'administration du district pour être pris par elle les mesures ultérieures, et qu'à la diligence des membres composant la Commission des travaux publics, les bois répandus dans les collatéraux du Temple seront, primidi prochain, transportés et empilés dans la cour de la maison commune.

« Ensuite, le Conseil, après avoir mis à la disposition du sonneur la clef d'une des portes collatérales afin de fermer par dedans la grande porte, dont la clef est égarée, a avisé que la sentinelle mise au Temple serait retirée. »

Dispense du service de la garde nationale. — Les citoyens Brisset, chirurgien, Amé père, Pierre Chopard, Figeat, Picardat et Fromantin seront rayés du contrôle de la garde nationale comme sexagénaires et possédant moins de 1,500 livres de revenu.

Réunion des commerçants. — Réception d'une lettre adressée par le bureau du commerce, établi par le Comité de salut public le 4 nivôse dernier, ayant pour objet d'inviter le Conseil à rassembler les commerçants et manufacturiers de la ville, pour qu'ils choisissent ceux d'entre eux qu'ils croiront les plus propres à entrer en relation directe avec lui. Arrêté qu'ils seront rassemblés le décadi prochain sous la présidence du citoyen Guilbert.

Détresse de la Maison d'humanité. — Les citoyens Tenaille et Degousse, qui avaient été nommés commissaires pour connaître la situation exacte, au point de vue des subsistances, de la Maison d'humanité, rapportent « que cette maison n'a pas de subsistances pour dix jours, ni de fonds pour en acheter. » Arrêté que le district sera informé de cette triste situation et que pétition lui sera faite de prêter des fonds suffisants pour faire des achats de grains.

Remplacement d'un garde champêtre. — Le citoyen Laumonier, garde champêtre, donne sa démission. Le Conseil, considérant que le citoyen Ambroise Couzon, âgé de 41 ans, a déjà rempli cette fonction, à la satisfaction de la commune, du 21 mars 1792 au 2 germinal an II, époque où il dut s'absenter pour des intérêts particuliers, le nomme en remplacement dudit Laumonier. An III
(1795)

Destruction de la Montagne. — L'adjudication des travaux de la destruction de la Montagne n'ayant pas réussi, on demandera au district de les faire exécuter par économie.

Achats de grains. — A la demande de la Commission des subsistances, il est arrêté que le citoyen Lionne sera invité à partir en achat de grains, et qu'il sera muni d'une somme de 12,000 livres.

11 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Canons rentrés dans la Maison commune.* — A la demande des sections, il est arrêté que les canons qui sont devant la Maison commune, qui présentent encore l'appareil de la terreur et peuvent devenir des armes funestes dans les mains des malveillants, seront rentrés dans l'intérieur de la Maison commune.

Demande de secours à la Convention. — Arrêté, à la demande des sections, qu'il sera envoyé à la Convention une adresse pour lui demander 50,000 livres en faveur des indigents de la commune. Cette adresse, revêtue de l'approbation des autorités supérieures, sera portée par quatre commissaires des sections.

Ecole centrale, lettre de Maure. — Les citoyens Maure et Perthuis écrivent que le Comité d'instruction publique a fixé l'emplacement de l'Ecole centrale à Auxerre. Le citoyen Maure joint à sa lettre plusieurs exemplaires du mot par lui prononcé en faveur des grands prévenus. Ces exemplaires seront envoyés aux sections.

13 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Certificat d'indigence.* — Arrêté qu'un certificat d'indigence sera délivré à la citoyenne Jeanne-Germaine Sallé, veuve de Pierre Cottin, pensionnaire invalide de la République, afin de solliciter la bienfaisance nationale.

Examen d'un chirurgien. — Réception d'une lettre du Conseil de santé, contenant trois questions à résoudre par le citoyen Deconclois, chirurgien de 3^e classe.

Comité révolutionnaire; inventaire de ses papiers. — Lecture de l'arrêté du district qui nomme les citoyens Louise et Dudesert commissaires à l'effet de faire l'inventaire sommaire des papiers

Sc. hist.

11

An III du Comité révolutionnaire et de les faire transporter, en exécution de la loi du 21 ventôse dernier, au siège du district.
(1795)

Réunion de commerçants. — La réunion des commerçants et manufacturiers, présidée par le citoyen Guilbert, a nommé pour faire la correspondance avec le bureau de commerce de Paris, les citoyens Soufflot aîné, Faurax père, Prudot fils aîné et Germain Durand. Le bureau de Paris sera averti de ces choix.

Achat de grains. — Lebroc, commissaire aux achats dans le district de Saint-Fargeau, rapporte qu'il a pu acheter avec bien de la peine 202 quintaux 75 livres de grains, tant froment, méteil, que seigle et orge, qu'il a payés 7,034 livres. Il dit que le peu d'achats qui peuvent être faits encore devra être payé en numéraire.

Prêtres non assermentés. — En exécution d'une lettre du Comité de sûreté générale du 4 de ce mois, qui accorde la liberté à tous les prêtres non assermentés, à condition qu'ils restent sous la surveillance de la commune, il est arrêté que la liste de ceux qui sont en cette commune sera dressée de concert avec l'agent national du district.

Local du Comité révolutionnaire. — Arrêté que le local où se tenaient les séances du Comité révolutionnaire, et les meubles qui le garnissaient, seront demandés au district pour les réunions des commerçants et autres de ce genre.

Registres de l'état-civil. — Le double des registres de l'état-civil du 1^{er} janvier 1793 au 1^{er} vendémiaire an III, avec la table alphabétique, est envoyé au district.

Affectation de la maison de Notre-Dame-la-d'Hors. — Réception de l'arrêté du Département qui établit la Commission des subsistances de la commune dans une partie de la maison de Notre-Dame-la-d'Hors, l'autre partie étant réservée au garde-magasin des fourrages militaires.

Maure envoie sa défense des prévenus. — Maure, représentant, envoie de nouveau pour les sections quelques exemplaires des moyens de défense des prévenus.

Réquisition sur le district de Sens. — Perthuis écrit qu'il n'y a rien à espérer de la réquisition sur le district de Sens.

Pompes à incendie. — Invitation sera faite à la Commission des travaux publics de faire visiter par le citoyen Caunois, pompier de la ville, les pompes à incendie, et de terminer l'achat d'une pompe au citoyen Caunois.

Autel élevé dans le Temple. — Dudesert, chargé de faire enlever les bois déposés dans les collatéraux du Temple, rapporte qu'à la place du théâtre démoli on a élevé un autel catholique, et que,

pour le construire, on s'est emparé des bois et planches, sans qu'il ait pu s'y opposer; qu'il a fait enlever des divers compartiments du Temple, appelés chapelles, tous les effets qui y étaient restés, pour qu'ils ne soient volés. Sa conduite est approuvée.

An III
(1795)

15 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Demandes des sections. — Il est délibéré sur les propositions faites par les sections : 1° Suppression de la compagnie des canonniers. L'existence indépendante d'une compagnie de canonniers étant contraire à la loi du 28 juillet 1791, qui attache une section de canonniers à chaque bataillon, cette compagnie sera supprimée et il sera formé une section de canonniers par bataillon. — 2° Désarmement de ceux qui regrettent le régime de la Terreur. Exécuter cette mesure, qui n'est pas ordonnée par la loi, serait commettre une illégalité. Toutefois, ordre sera donné à tous les citoyens de rapporter à la Commune, dans la décade, les armes qui auraient pu leur avoir été confiées. — 3° Etablissement d'une caisse de secours et d'une souscription volontaire pour le soulagement de ceux qui ne peuvent payer le pain au prix où il se trouve. Il sera établi un bureau de bienfaisance qui, de concert avec l'Agence nationale de secours, réglera la quotité de secours à attribuer à chaque citoyen nécessiteux. Ce Comité sera alimenté par une souscription qui sera sollicitée des citoyens aisés. La liste des souscripteurs sera publiée. — 4° Destitution du citoyen Chapuy, horloger de la commune. Le citoyen Chapuy, contre lequel on ne peut invoquer un seul fait motivant sa destitution, doit être maintenu dans ses fonctions. Toutefois, il ne restera plus possesseur des clefs de l'horloge; il devra les rapporter, après qu'il aura monté l'horloge, à l'économe, qui en restera dépositaire. — 5° Levée des scellés mis sur les papiers de la Société populaire. Il appartient au district seul de prendre cette mesure, dont le Conseil reconnaît du reste l'utilité; on donnerait en effet satisfaction aux créanciers de cette Société. On demandera donc au district d'autoriser le Conseil à nommer des commissaires pour lever les scellés et faire l'ouverture des paquets. — Evacuation par le citoyen Dhalles, ci-devant gardien de la maison de réclusion, de l'appartement qu'il y occupe. Le 11 de ce mois, le district lui a donné ordre de le quitter.

Événements du 12 germinal, satisfaction populaire. — Le Conseil est informé des nouvelles parvenues au Département sur les événements du 12 germinal. « Les quatre grands coupables sont déportés, plusieurs députés conspirateurs ont été arrêtés et transportés à Ham. » La lecture de l'adresse de la Convention au Peuple

An III français est couverte par les plus vifs applaudissements et par les
(1795) cris de : Vive la République ! Vive la Convention nationale ! Une
 adresse à la Convention est rédigée séance tenante.

17 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Publication de l'adresse de la Convention.* — Arrêté que l'adresse de la Convention au Peuple français sera publiée dans la commune par six membres du Conseil escortés par un piquet de 25 hommes.

Rosman nommé inspecteur des études ; visite de la ci-devant abbaye de Saint-Germain. — Réception d'un arrêté du district du 14 de ce mois nommant le citoyen Rosman inspecteur des études au collège national d'Auxerre et invitant le Conseil à nommer un commissaire pour, de concert avec le citoyen Feuillebois, administrateur du district, relever l'état du local de la ci-devant abbaye de Saint-Germain, qui est affecté au collège. Le citoyen Guenot, maire, est nommé commissaire.

Réquisition de voitures. — A la demande du district, il sera requis deux voitures à trois chevaux pour aller chercher, demain, des grains à Bléneau.

Réquisition sur le district de Pithiviers. — Le citoyen Nombret, de retour de sa mission à Pithiviers, dit que ses opérations ont été sans succès. Il rend les fonds qu'il a reçus, sauf ses frais, montant à 2,354 livres en assignats.

Détresse de la Maison d'humanité. — Les administrateurs de la Maison d'humanité écrivent qu'il sont dans la plus grande détresse, et demandent à être déchargés du pain de la maison d'arrêt. Deux commissaires sont envoyés au département, lesquels, à leur retour, annoncent que cette administration accorde à la Maison d'humanité une avance de 20,000 livres, plus une réquisition de 30 à 40 quintaux pour la nourriture des prisonniers.

Détresse de la Commission des subsistances. — Une députation de la Commission des subsistances fait part au Conseil de l'état de dénuement où elle se trouve, et demande que la ration de pain soit diminuée. Le Conseil choisit des commissaires pour se rendre au département avec la députation. Ils reviennent et rapportent que le département n'a aucun moyen de venir au secours de la commune; que le Conseil n'a d'autres ressources que d'envoyer une adresse au Comité de salut public, pour demander des secours. En attendant le résultat de cette démarche, il est arrêté qu'à compter du 19, la ration de pain sera réduite à demi-livre par jour, et qu'il sera ajouté un demi quarteron de riz par personne, pour deux jours; que proclamation sera faite au peuple;

qu'il sera envoyé un courrier auprès du Comité de salut public, pour demander des secours. An III
(1795)

Examen de Deconclois, élève chirurgien. — Envoi sera fait au Conseil de santé des questions proposées au citoyen Deconclois, élève chirurgien, et qu'il a résolues.

19 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Attestation à Frémy, apothicaire.* — Le Conseil atteste à la demande de Frémy, apothicaire en chef de l'hospice militaire : 1° Qu'à l'époque de l'établissement de cet hospice il ne s'y trouvait aucuns remèdes ou ustensiles ; 2° qu'il a rempli ses fonctions avec dévouement, et souvent en négligeant ses propres affaires ; 3° que ses appointements ont été de 400 livres par mois pour son service et les marchandises qu'il a fournies.

Mesures prises pour assurer la tranquillité. — Approbation d'un arrêté du bureau permanent, ordonnant un redoublement de surveillance à cause des murmures et de l'agitation causée par la réduction de la ration de pain, et des projets d'émeute qui ont été entendus.

Surveillance de la distribution du pain de section. — Les présidents des quatre sections, invités à la séance se présentent. Ils sont exhortés à engager, dans leurs assemblées respectives, les citoyens à se surveiller les uns les autres, afin que ceux qui ont des subsistances ne se fassent pas délivrer du pain de section, ce qui apportera de l'économie dans la distribution.

Taxe du pain. — Le prix du pain est maintenu sans variation pour la décade suivante.

Commissaire envoyé à Mailhe, représentant. — Arrêté qu'il sera envoyé un commissaire ou exprès à Mailhe, représentant du peuple, dont la mission est étendue à ce département, pour lui faire connaître l'état de la commune et l'engager à se rendre promptement à Auxerre.

Enlèvement des boues. — Une nouvelle adjudication de l'enlèvement des boues pendant une année sera tentée sur la mise à prix de 600 livres par an.

Excavation au bout du pont. — Une excavation s'étant formée au bout du pont, côté gauche, aspect de l'Orient, ce qui rétrécit le chemin du faubourg Saint-Martin, le département sera invité à faire réparer cette partie du chemin et à prolonger le parapet du pont jusqu'à 2 toises, en formant glacis.

Nivellement de la rue Dampierre. — Répartition est faite entre tous les propriétaires de maisons sur la nouvelle rue Dampierre,

An III de la somme dépensée pour niveler et déblayer le sol devant leurs
(1795) maisons. Ces propriétaires sont les citoyens Guéron, Tellier, Baillif, Bichon, Martineau, Boucher la Rupelle et Balme.

21 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Demandes de la section de l'Egalité. — Une députation de la section de l'Egalité se présente. Elle demande la jouissance de la salle de la Société populaire, pour y tenir ses séances; et le renvoi de la veuve Deschamps, gardienne provisoire de la maison des ci-devant Bernardines, comme ayant perdu la confiance de ses concitoyens. Accordé.

Augmentation de la pénurie des subsistances. — Un membre de la Commission des approvisionnements de la commune, établie par délibération du 28 ventôse dernier expose que la réduction de la ration du pain à une demi livre n'a pas été exécutée, parce que les sections ont entraîné le Conseil à revenir sur sa décision, et qu'il serait urgent, pour prévenir la disette absolue dont on est menacé, de faire faire des achats de grains par des citoyens pris hors du Conseil. Arrêté que les citoyens Hay, Foacier, et Escalier seront priés de venir à la prochaine séance pour se concerter à cet effet.

Démolition de l'estrade du jardin national. — Le Conseil approuve le mémoire du citoyen Leblanc, pour journées employées à la démolition de l'estrade du jardin national, montant à 50 livres, et celui de Savatier pour le charroi des bois et planches en provenant, s'élevant à 210 livres.

Distribution journalière du pain de section. — La Commission des subsistances présente l'état de la livraison du pain faite ce jour-d'hui montant à 670 livres et 250 livres de riz.

Don du citoyen Paulvé. — Le Conseil accepte avec reconnaissance l'offre que fait le citoyen Paulvé d'une livre de pain par jour jusqu'au 10 thermidor prochain.

Réquisition sur le district de Saint-Florentin. — Le district de Saint-Florentin, sur lequel réquisition a été mise au profit de la commune de 400 quintaux, offre d'élever cette réquisition à 600. Il lui sera fait des remerciements.

22 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Plaintes de Maure et de Perthuis au sujet du mouvement du 9 germinal. — Réception de deux lettres, l'une de Maure, l'autre de Villetard. Ils se plaignent de ce qu'il ne leur a pas été donné connaissance officielle du mouvement qui a eu lieu le 9 germinal, dans cette commune; que

d'après les rapports, qui leur sont parvenus, ils qualifient de royalisme et de fanatisme. On leur répondra qu'ils ont été trompés sur la signification de ce mouvement, et que l'exposé fidèle des faits a été transmis au Comité de salut public, qui pourra leur en donner connaissance.

An III
(1795)

Commissaires aux achats pris hors du Conseil. — Les citoyens Hay, Foacier et Escalier désignés pour acheter des grains se présentent. Ils déclarent accepter la mission qui leur est confiée. On leur adjoint les citoyens Renault, Bourgoin, Prudot aîné et Raison. Cette réunion de citoyens prendra le nom de Comité aux achats de grains. La plus grande liberté d'action est laissée à ce Comité, mais comme la caisse d'approvisionnement ne contient plus que 50,000 livres, il est arrêté que demande sera faite de suite au département d'une avance de 150,000 livres. Le citoyen Menestrier chargé de cette demande, revient, annonçant qu'il a obtenu cette somme et l'a touchée.

23 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Mesures prises pour la distribution des bons de pain.* — Le Conseil, considérant qu'il s'est glissé de grands abus dans la distribution des bons de pain; que des citoyens approvisionnés en reçoivent parce que les distributeurs, ayant hâte de faire leur distribution, ne vérifient pas si les citoyens qui demandent des bons sont portés sur la liste, arrête qu'à partir du 25 de ce mois, il n'y aura plus que quatre distributeurs, un par section, choisis par le Conseil, auxquels il sera payé 150 livres par mois; lesquels devront faire leur distribution d'après la liste qui leur sera donnée. Sont nommés les citoyens Duvoy pour la section de l'Egalité; Prunelle et François, son gendre, pour celle de la Liberté; Lebroc, pour celle de la Fraternité; et Cuiller, pour celle de l'Unité.

Délimitation du territoire. — Pétition sera adressée au district pour nommer des commissaires, qui, avec ceux de la commune et des communes d'Augy, Venoy et Saint-Georges, délimiteront le territoire.

Enlèvement des boues. — L'adjudication pour l'enlèvement des boues n'ayant pas réussi, invitation sera faite à la Commission des travaux publics de chercher un moyen de les faire enlever.

Désarmement des terroristes. — Lecture est faite de la loi du 21 de ce mois « qui ordonne le désarmement de ceux qui ont participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé la Terreur ». L'exécution de cette loi est ajournée à l'arrivée du représentant Mailhe. Mais, en attendant, le Conseil dressera la liste

An III de ceux qui seront désarmés, pour la lui remettre aussitôt son
(1795) arrivée.

25 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Commissaire envoyé au-devant de Mailhe.* — Le citoyen Dechenu, commissaire nommé pour aller trouver le représentant Mailhe, arrivé à Seurre, où il l'a rejoint, rapporte que Mailhe a promis de faire pour la commune tout ce qu'il pourrait, afin d'améliorer sa situation. Arrêté que le Comité des achats enverra à sa rencontre un commissaire, qui fera en même temps des achats dans les districts de Semur et d'Arnay.

Liste des citoyens désarmés. — La discussion pour l'établissement de la liste des citoyens à désarmer commence à 9 heures du matin et se termine à 9 heures du soir, sans autre interruption que de une heure à deux. Cette liste comprend les citoyens : Desmaisons, Burat fils, épicier, Monteix, Bréon, chamoiseur, Dhalles, Métral fils, charpentier, Deluc, ferblantier, rue de la Fanerie, Roblot, relieur, Lécuyer, couvreur, Martin, tailleur, Gremeret, officier de santé, Chaudé, billardier, Setier, tonnelier, et Noiset, menuisier. Il est arrêté qu'ils seront tenus d'apporter leurs armes à la maison commune, et que, faute par eux d'y satisfaire, il sera ultérieurement pourvu au mode de leur désarmement.

Dénonciation. — Dénonciation est rédigée, lue, approuvée et signée par le Conseil, et envoyée au citoyen Guéron, contre les citoyens Chaudé, billardier, et Setier, tonnelier, véhémentement soupçonnés d'avoir participé au double assassinat commis dans la maison commune, le 19 août 1792.

Surveillance de fonctionnaires suspendus. — Arrêté qu'on se conformera aux sages dispositions contenues dans une lettre du Comité de sûreté générale, du 14 germinal, aux districts, relativement aux mesures de surveillance à prendre, en vertu de la loi du 5 ventôse à l'égard des fonctionnaires publics destitués ou suspendus.

Prêts de fonds à la commune. — La Commission des subsistances informe le Conseil : qu'il a été remis au citoyen Prudot-Robinet, qu'elle a nommé pour acheter des grains dans les communes où Mailhe a dû en faire rassembler, la somme de 52,200 livres dont 28,200 fournis par Peplin, 10,000 par le citoyen Jouve, 10,000 par le citoyen Foacier et 4,000 par le citoyen Robinet-Cléry. Ces derniers ont prêté sous la condition d'en être remboursés dans la quinzaine au plus tard.

Visite du quai de la commune. — Le Conseil, considérant que le

quai de la commune n'a été jusqu'à présent, par l'effet des circonstances, qu'un objet d'intérêt particulier, que les habitants des maisons qui le bordent y placent sans rétribution leurs fumiers leurs voitures, leurs marchandises et même leurs décombres, de manière que non seulement il est perpétuellement infecté par les fumiers, obstrué par les dépôts qui s'y font, mais qu'insensiblement il sera encombré par toutes les pierres et terres qu'on se permet d'y apporter, arrête que visite sera faite de tout le quai, pour reconnaître son état, par le bureau des travaux publics, auquel se joindront l'ingénieur du département, l'architecte de la commune, le commissaire de police et ses appariteurs ; que tous les propriétaires le long du quai seront tenus de faire balayer au devant de leurs maisons, la chaussée pavée mais seulement jusqu'au ruisseau qui la partage ; l'autre partie sera balayée deux fois par décade aux frais de la commune ; enfin que tout le terrain situé entre le pont et les grands moulins, et en largeur depuis le pavé jusqu'à la rivière sera concédé annuellement pour dépôt de marchandises.

Démission de Dubétail garde-magasin. — Le citoyen Dubétail ne pouvant exercer plus longtemps sa fonction de garde magasin des subsistances de la commune donne sa démission. Le Conseil l'accepte à regret en lui témoignant toute sa reconnaissance pour le dévouement dont il a toujours fait preuve dans l'exercice de sa fonction, et nomme à sa place le citoyen Parisot, ci-devant chanoine « dont le zèle et la capacité connus ont réuni tous les suffrages. »

Réquisition sur le district de Sens. — Les citoyens Monnot et Ramponeau se présentent, revenant de Sens, et disent qu'ils n'ont pu remplir leur mission à cause d'un arrêté du district de Sens.

Réquisition sur Saint-Florentin. — Le citoyen Guilbert de retour de Saint-Florentin rapporte qu'il n'a pu tirer parti de la réquisition accordée sur ce district par le Comité de salut public. Arrêté que le citoyen Ramponeau se rendra au district et l'invitera à envoyer un commissaire spécial à Saint-Florentin, pour activer cette réquisition.

29 Germinal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisition sur Saint-Florentin.* — Les citoyens Bachelet et Chopin, arrivant du district de Saint-Florentin, se présentent et disent : que sur les 600 quintaux réquisitionnés sur ce district, ils n'ont pu réunir que 50 bichets de grains ; que les habitants refusent de satisfaire à la réquisition jusqu'à l'achèvement de l'opération du recensement des grains ;

An III
(1795)

que d'autre part le district de Montargis a obtenu une réquisition de 1,500 quintaux d'orge de semence ; ce qui augmente la difficulté. Arrêté que, par l'intermédiaire de la députation de l'Yonne, pétition sera adressée au Comité de salut public pour faire lever la réquisition de Montargis.

Départ de commissaires aux achats. — Le bureau de la permanence, à la réception d'une lettre du représentant Mailhe, a déterminé les citoyens Fournier et Sallé, tous deux marchands, à partir pour acheter des grains. Ils ont emporté 24,000 livres.

Gardes-champêtres. — Le traitement des gardes-champêtres qui est de 40 sols par jour est élevé à 3 livres en raison de la cherté des subsistances.

Taxe du pain. — Reste sans changement.

Réclamation de Thiénot, médecin. — Lecture est faite de la pétition du citoyen Thiénot, médecin, tendant à ce qu'on lui rende une lampe à la Quinquet à 4 mèches, et 5 lampes à une mèche prêtées à la ci-devant Société populaire ; en outre un grand nombre de symphonies instrumentales, une contrebasse avec son archet et sa clef en fer, prêtés pour le service du Temple. Le Conseil arrête que les objets prêtés pour le service du Temple lui seront rendus, mais ajourne le surplus de la demande jusqu'à la levée des scellés mis sur les objets de la Société populaire.

Mémoire payé à Nottiny, peintre. — Arrêté qu'il sera payé à Nottiny, peintre, selon son mémoire, 11 livres 15 sols pour avoir peint aux trois couleurs plusieurs bonnets de la liberté.

Vigne d'un défenseur de la patrie cultivée par la commune. — Claude Fortier, volontaire au 14^e régiment de la Charente, est parti laissant à son beau-frère Jean-Baptiste Fortier, vigneron, le soin de cultiver trois quartiers de vigne qu'il possède au climat de Vauboulon. Ce dernier étant dans l'impossibilité de le faire, demande à la commune de s'en charger. Le Conseil considérant que la loi impose aux officiers municipaux le devoir de faire cultiver les propriétés des défenseurs de la patrie ; que d'ailleurs c'est un devoir de justice et d'humanité, arrête que l'agent national est autorisé à faire cultiver cette vigne, et à la faire récolter.

Pétition du citoyen Chapuy, refusée. — Le citoyen Chapuy, horloger, réfugié du Canada, demande à participer aux secours accordés par la loi du 28 vendémiaire, aux réfugiés des départements envahis par les brigands, ou d'établissements français. Sa demande est rejetée parce que le Canada, depuis la paix de 1783 n'est plus pays français.

1^{er} Floréal (15 Avril 1795).AN III
(1795)CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Certificat délivré à Schmitz.*

— Il est délivré, sur sa demande, à Schmitz, commandant de la garde nationale, un certificat constatant que sa conduite dans l'exercice de ses fonctions est irréprochable; qu'elle l'a toujours été même dans les circonstances les plus difficiles; qu'il s'est comporté en bon citoyen et en homme ferme et zélé pour le maintien de la discipline militaire et la tranquillité publique.

Achats de grains dans la Côte-d'Or. — Le citoyen Fournier, commissaire pour acheter des grains dans la Côte-d'Or, se présente et dit qu'il n'a pu réussir, non plus que ses collègues Prudot-Robinet et Sallé, parce que les grains sont à un prix excessif. Il ajoute qu'une blessure qui lui est survenue l'empêche d'y retourner. Le Conseil nomme pour le remplacer le citoyen Raison auquel il donne les pouvoirs les plus étendus, ainsi qu'à ses deux collègues.

Réquisition sur Saint-Florentin. — Le département envoie un arrêté destiné à activer la réquisition sur Saint-Florentin.

Echange du riz de la commune contre de la farine. — 169 quintaux de riz donnés par le gouvernement sont dans les magasins de la commune. Le mélange de la farine de riz avec la farine de blé ayant donné un mauvais résultat, il est arrêté que l'offre faite par des citoyens d'échanger de ce riz contre de la farine sera accepté.

2 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Etat des journées de malades.*

— L'état des journées de malades à l'hospice civil s'est élevé à 1,960 pendant le mois de germinal.

Réception de Mailhe, représentant du peuple. — L'arrivée du représentant du peuple, Mailhe, est annoncée. Plusieurs membres se rendent auprès de lui. Le Conseil est assemblé pour le recevoir. Le maire lui témoigne la satisfaction qu'il partage avec le Conseil de posséder un délégué de la Convention nationale. Il peint l'esprit de la commune comme généralement bon, et rétablit la vérité sur les faits qui ont eu lieu dans la journée tant calomniée du 9 germinal dernier. Il lui expose l'état déplorable de la ville au point de vue des subsistances, les difficultés qu'éprouvent les commissaires pour leurs achats. Il le prie de mettre à la disposition de la commune les chevaux et voitures de la République, qui sont oisifs au dépôt, et dont la direction est confiée au citoyen Maure.

Le représentant répond qu'il est heureux de connaître la vérité sur les faits de la journée du 9 germinal; que c'est pour lui une

An III
(1795) satisfaction bien douce de trouver dans la commune d'Auxerre, au lieu de coupables, des républicains, des frères, des amis de la Convention nationale, c'est-à-dire de la liberté, de l'égalité basées sur la justice et l'humanité ; que relativement aux subsistances, il a fait tous ses efforts pour faire réussir la réquisition de la commune dans la Côte-d'Or, et qu'il vient d'approuver l'arrêté du département destiné à hâter la levée de la réquisition dans le district de Saint-Florentin. « Que vos concitoyens soient calmes et patients, dit-il en terminant, qu'ils sachent que toute la sollicitude du gouvernement actuel se porte à la réparation des maux affreux qui ont signalé le régime des décemvirs ; qu'ils sachent que la disette qu'ils éprouvent est l'ouvrage des anciens Comités dirigés par les Jacobins, les gueux et les scélérats, qui n'avaient pas d'autre moyen d'agiter le peuple, et qui voulaient tourner les convulsions de la famine au profit de leurs projets criminels. »

Relativement à l'usage des chevaux et voitures de la République, il demande qu'une pétition lui soit adressée par écrit, et se retire.

SÉANCE DU SOIR.

Certificat délivré à Chat, huissier. — A la demande du citoyen Chat, huissier audiencier de la justice de paix, un certificat lui est délivré, attestant qu'il a constamment rempli les devoirs de sa place avec l'exactitude et la probité requises.

Rédaction de la pétition à Mailhe. — La pétition à Mailhe est rédigée. Il est arrêté en même temps que Maure, agent principal de la 19^e division mettra à la disposition de la commune trois bidets pour le service des subsistances.

Société populaire, levée des scellés. — Le maire donne connaissance de l'arrêté du citoyen Mailhe, portant qu'il est chargé avec l'agent national de lever à l'instant les scellés mis sur les papiers et registres de la Société populaire et de les faire transporter au directoire du département, où le dépouillement en sera fait en leur présence. La masse de ces papiers étant considérable, il est arrêté que nombre suffisant de membres du Conseil se transportera au directoire pour hâter le dépouillement.

3 Floréal

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Examen de deux chirurgiens.* — Envoi est fait au Conseil de santé des questions qu'il avait proposées aux citoyens Doucet et Roux fils, chirurgiens, employés à l'hôpital militaire.

Réquisition des chevaux de la République. — En vertu de l'arrêté de ce jour de Mailhe, autorisant le Conseil à se servir des chevaux et voitures de la République, réquisition est envoyée à Maure,

agent principal, à l'effet de mettre à la disposition de la commune, **An III**
 demain à 5 heures du matin, trois voitures à trois chevaux, et (1795)
 même nombre pour après demain. Ces voitures devront aller chercher des grains dans le district de Saint-Florentin.

Echange du riz. — Arrêté que, sur la proposition de la Commission des subsistances, l'échange du riz contre du blé aura lieu dans la proportion de 10 livres de riz contre 60 de blé froment.

Nouvelle halle au blé. — Laversine, entrepreneur de la construction de la halle, demande qu'aujourd'hui que le socle de l'église des ci-devant Cordeliers est presque entièrement découvert, constatation soit faite de la faible quantité de pierres qu'il tirera de la démolition de cet édifice pour les fondations de la construction qu'il a soumissionnée. Le Conseil s'y refuse par ce motif que la quantité de pierre à tirer de cette démolition n'avait pas été garantie, qu'on lui a permis de les prendre comme avantages pour diminuer le nombre de celles à tirer de la carrière Siméon.

Compte de fabrique. — Le compte présenté par les citoyens Denombret et Malvin, derniers régisseurs de la ci-devant paroisse de Saint-Etienne, est approuvé.

7 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Surveillance plus rigoureuse de la maison de détention.* — Approbation d'un arrêté de la Permanence, restreignant les communications des citoyens avec les détenus, rendu à l'occasion d'un rassemblement dans la maison d'arrêt, sous prétexte de communiquer avec Roblet qui y est détenu.

Réquisition de voitures. — A la demande du district, le citoyen Maure, agent principal, est tenu de mettre à la disposition de la commune trois voitures attelées de trois chevaux pour aller chercher des grains dans le district de Saint-Florentin.

Réquisition sur le district de Semur. — Monnot, substitut de l'agent national, est nommé commissaire pour activer la réquisition d'orge et d'avoine accordée par le Comité de salut public au district d'Auxerre sur celui de Semur.

Taxe du pain. — D'après l'avis de la Commission des subsistances, la taxe du pain pour la décade suivante est fixée ainsi qu'il suit : pain 15 sols la livre, farine pour nourrices 18 sols, son 7 sols.

Commissaire de police et appariteurs. — Le citoyen Guillemardet, représentant du peuple, ayant nommé commissaire de police en titre le citoyen Moreau-Berryat, les citoyens Parent, Hubert Nottiny et Badin, qui en faisaient le service, mais n'étaient en réalité

An III que de simples appariteurs, sont conservés sous ce dernier titre.
(1795) Le citoyen Moreau, comme commissaire de police, portera seul le chaperon ; les appariteurs porteront à la main, dans l'exercice de leurs fonctions, la baguette blanche. Les appointements du commissaire de police seront de 1,500 livres ; ceux des appariteurs de 750 livres. Le citoyen Faultrier, qui est à Paris, sera prié d'acheter les quatre baguettes d'appariteurs.

Echange de sel contre des grains. — Le citoyen Robin, commissaire près la Commission des subsistances, informé qu'il serait avantageux de fournir, aux commissaires dans la Côte-d'Or, du sel en paiement des blés qu'ils achètent, a pu en trouver à Auxerre, 2020 livres au prix de 64 livres le quintal. Arrêté que ce sel formera le chargement d'une voiture qui reviendra chargée de blé.

Démolition des portes de ville. — Les adjudicataires de la démolition des portes de ville ont été mis en demeure de terminer leur travail. A l'égard du citoyen Legueux-Cochois, adjudicataire de la démolition de la porte d'Eglény, qui, malgré les invitations pressantes qui lui ont été faites, n'a effectué aucun travail, il est arrêté que les moyens rigoureux seront employés contre lui.

11 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Convocation des habitants.* — Le maire informe le Conseil que le représentant du peuple étant dans l'intention de consulter le vœu des habitants sur ses magistrats, lui a donné l'ordre de réunir les sections demain à 5 heures du soir, en la ci-devant église de Saint-Germain, qu'en conséquence il a fait approprier ladite église et a invité tous les citoyens à s'y rendre à l'heure indiquée.

Députation des quatre sections. — Les citoyens Rémond et Massot, Foacier et Latour, Hébert et Merle, Beaufond et Collot, commissaires des quatre sections se présentent. Ils exposent que leurs assemblées respectives voulant repousser la calomnie atroce dont quelques scélérats ont cherché à couvrir la commune d'Auxerre à l'occasion de l'emparement (*sic*), le 9 germinal dernier, de l'église Saint-Etienne, désirent que l'image de la Liberté, peinte sur bois, laquelle a été brisée par l'effet de la démolition, et brûlée par la méprise d'une troupe d'enfants croyant que c'était l'effigie de la déesse Butlé, soit remplacée par une statue faite par un bon sculpteur, et qu'en attendant on en fasse peindre une sur bois, qui serait inaugurée en présence du représentant. Ils demandent de plus que le service des patrouilles soit fait avec régularité ; enfin que l'on examine une lettre signée : Femme Nonotte, conte-

nant dénonciation en dilapidation contre Bonnard, ci-devant gardien de la Maison de réclusion. Le Conseil accueille favorablement ces demandes, et charge les Commissions des travaux publics et de sûreté générale de s'entendre avec Voisel pour la peinture sur bois de la statue de la Liberté. Il devra la représenter sous les couleurs et les attributs les plus analogues au règne, enfin revenu de la justice et de l'humanité. Ces Commissions s'occuperont aussi du choix de l'artiste chargé de faire la statue et de la désignation du local convenable pour la placer.

An III
(1795)

Vérification des comptes de la poste aux chevaux. — Le citoyen Robin, maître de la poste aux chevaux, produit le compte de ses recettes et dépenses depuis le 1^{er} vendémiaire au 1^{er} de ce mois. Les citoyens Perthuis et Menestrier vérifient ces comptes.

Secours aux parents des défenseurs de la patrie. — Arrêté que toutes les demandes de certificat d'indigence nécessaires aux parents des défenseurs de la patrie, pour obtenir des secours, en vertu de la loi du 26 frimaire, devront être soumises à l'examen de l'agence de secours de la commune.

Achats de grains. — Les citoyens Housset et Gérard sont nommés commissaires pour faire des achats de grains dans le district de Tonnerre. Les pouvoirs les plus étendus leur sont donnés.

13 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Retour de Faurax du Havre.* — Le citoyen Faurax, de retour du Havre, se présente. Ses dépenses s'élèvent à 2,197 livres 5 sols.

Convocation de deux sections. — Le maire dit que sur l'invitation du représentant du peuple, il a convoqué pour ce matin, à 8 heures, l'assemblée de la section de l'Egalité, et pour demain matin celle de l'Unité.

Chemin de Saint-Martin-les-Saint-Marien. — Les citoyens Perthuis et Dudesert, chargés de vérifier avec l'ingénieur du département l'état du chemin du pont à la ruelle Saint-Côme, rapportent que le citoyen Marlot a élevé le chemin convenablement, et qu'il reste encore à faire certains travaux pour préserver des inondations les propriétés des habitants, lesquels travaux seront l'objet d'un rapport détaillé de l'ingénieur.

Refus de secours. — La citoyenne Hélène-Claire Adry, veuve de Etienne-Vincent Chalmeau mort pour la défense de la patrie, demande des secours provisoires en attendant ceux qu'elle espère obtenir. Refusé sans énonciation de motifs.

Statue de la Liberté. — Toutes les sections ayant demandé qu'il soit fait une nouvelle inauguration de la statue de la Liberté qui

An III
(1794) sera déposée dans le lieu des séances des magistrats du peuple, le Conseil « considérant que le vœu unanime des sections est une nouvelle preuve de l'attachement inviolable de cette commune à la Liberté ; qu'elle a été calomniée auprès de la Convention à l'occasion de ce qui s'est passé le 9 germinal dernier ; que dans tous les temps la liberté fut chère à tous les habitants de cette commune ; qu'ils en ont juré le maintien jusqu'à la mort ; que la liberté ne fut jamais plus chère à tous les Français que depuis l'heureuse révolution du 9 thermidor, qui, en détruisant le régime atroce de la Terreur, a consacré parmi nous les principes de justice et d'humanité », arrête qu'il sera érigé une statue de la Liberté dans le lieu qui sera jugé le plus convenable, lorsque les fêtes décadaires seront organisées ; qu'en attendant l'image de la Liberté peinte sur bois par Voisel sera déposée dans la salle du Conseil, et inaugurée solennellement le 20 de ce mois ; qu'il y aura orchestre et danses au jardin national, sous la surveillance de Dudesert.

19 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Réorganisation du Conseil par Mailhe. — Le maire donne lecture d'une lettre qu'il a reçue ce matin du procureur syndic du district, et de l'arrêté du représentant du peuple Mailhe, portant réorganisation du Conseil général de la commune. Les nouveaux membres sont convoqués pour ce soir à 5 heures par ledit procureur syndic. Ils seront installés sur le champ.

Voici la liste des membres composant le nouveau Conseil.

MAIRE : Guénot, homme de loi.

OFFICIERS MUNICIPAUX : Perthuis fils, Duplessis, notaire, Lelièvre aîné, fripier, Faurax père, marchand, Guilbert gendre Sautereau, Duru gendre Legueux, Dudesert, Ramponeau, Pérille gendre Toupry, Ducrot-Imbert aîné, Marchand, vigneron.

NOTABLES : Lesséré, directeur des coches, Rigoley, marchand, Morillon, ferblantier, Chavany père, traiteur, Menestrier, Boursin, Robin, apothicaire, Milleriot, tonnelier, Laroche-Marlot, Routier, amidonier, Mérat, apothicaire, Augé le jeune, marchand de fer, Bertrand, jardinier, Villetard-Laguérie, Briotot dit Langevin, Nombret, chirurgien, Marion, marinier, Jacques Defrance, ancien boucher, Soufflot aîné, Escalier, épicier, Leclerc, homme de loi, Delingette, cabaretier, Charbuy, chapelier, Bouchard dit Grenoble, Charles Beaurepaire, vigneron.

Procureur de la commune (agent national), Marcellot ; substitut du procureur de la commune, Martin gendre Bachelet.

Prestation de serment du Conseil. — Ils prêtent serment d'être

fidèles à la Nation et à la Loi ; de maintenir de tout leur pouvoir l'Unité et l'Indivisibilité de la République, la sûreté des personnes et des propriétés, et de remplir avec zèle et fidélité les fonctions qui leur sont déléguées. An III
(1795)

Election du personnel de la municipalité. — Le Conseil élit pour son secrétaire-greffier, Pierre-Augustin Faultrier ; pour secrétaires adjoints, Charles Chaisneau et Germain Moreau ; pour chefs de bureaux, Coutier et Badin ; et pour employés, François Sanglet, Duché, Savatier père et Violette.

Officiers publics. — Il nomme officiers publics les citoyens Ramponneau et Ducrot, officiers municipaux : le premier pour la section de la Rivière, le second pour celle des Fontaines.

Bureau de police municipale. — Le Conseil élit comme membres du bureau de police municipale les citoyens Guénot, maire, Perthuis et Pérille, officiers municipaux.

Répartition des membres du Conseil en bureaux distincts. — Tous les membres du Conseil sont répartis en bureaux de la manière suivante : comptabilité et contributions, 4 membres ; Travaux publics, 4 membres ; Bureau militaire, 4 membres ; Comité de surveillance de l'hôpital militaire et de l'hospice d'humanité, 2 membres ; Vente de biens nationaux, 2 membres ; Commissaires près la Commission des subsistances, 2 membres ; Commissaires à la vérification des comestibles, poids et mesures et médicaments, 2 membres ; Commissaires à la distribution de bois, 2 membres ; Commissaires des Maisons de détention, 2 membres.

Inauguration de la statue de la Liberté. — Le citoyen Dudesert rend compte des dispositions qu'il a prises pour la fête qui doit avoir lieu à l'occasion de l'inauguration de la statue de la Liberté.

Demande de grains au Comité de salut public. — Sur l'avis du représentant du peuple, une pétition est adressée au Comité de salut public, afin d'obtenir pour la commune 3,000 quintaux de blé sur les 7,000 que le district d'Arnay-sur-Arroux est tenu de fournir pour l'armée des Alpes. L'envoi d'un courrier spécial est décidé. Le citoyen Villetard dit que son frère doit partir pour Paris et s'en chargera. Ce dernier, mandé, se présente et dit qu'il partirait bien s'il pouvait faire venir sa voiture qui est à Héry. Arrêté qu'aux frais de la municipalité, le citoyen Robin, maître de poste, sera invité à faire transporter d'Héry à Auxerre, la voiture du citoyen Villetard.

Taxe du pain. — D'après l'avis de la Commission des subsistances la taxe du pain pour la décade suivante est ainsi établi : pain, 17 sols 6 deniers la livre ; farine pour les nourrices, 1 livre ; son, 9 sols.

Sc. hist.

An III *Élève du collège frappé par un professeur.* — Le citoyen Ragon, (1795) épicier, est venu se plaindre à la Permanence des mauvais traitements exercés sur son fils, par le citoyen Huet-Duplessis, professeur au collège d'Auxerre. Le citoyen Lesséré, officier de santé, a certifié qu'il ne peut être guéri que dans huit jours, et sauf accident. Le Conseil arrête que la copie de la présente délibération et le certificat de l'officier de santé seront adressés au Comité d'instruction publique, qui sera invité à réprimer d'une manière convenable de pareils excès.

23 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Volontaires résidant dans la commune.* — En exécution d'un arrêté du Comité de salut public, du 4 de ce mois, ordre sera donné aux volontaires absents et résidant dans la commune, d'avoir à se présenter demain, à 6 heures du soir, au Conseil, pour y rendre compte des motifs qui les empêchent de se rendre aux armées.

Installation des tribunaux de justice et de commerce. — Arrêté que demain à 9 heures du matin, il sera procédé à l'installation du tribunal du district et du tribunal de commerce, réorganisés par le représentant Mailhe, et que les citoyens seront avertis au son du tambour de cette double cérémonie.

Directoire d'instruction publique. — Les citoyens Guénot, maire, et Perthuis, sont élus membres du directoire d'instruction publique.

Garde nationale. — Arrêté que pétition sera adressée au représentant Mailhe, pour arrêter la formation des quatre bataillons de la garde nationale.

Lettre de Maure, représentant. — Lecture est donnée d'une lettre du citoyen Maure, représentant, contenant le rapport de Chenier sur le prompt jugement des émigrés trouvés sur le territoire de la République.

Retour de commissaires aux achats de grains. — Le citoyen Raison, commissaire aux achats dans la Côte-d'Or, présente la note de ses dépenses de voyage s'élevant à 85 livres, et de séjour à Arnay-sur-Arroux pendant seize jours, à 3 livres par jour, soit 48 livres. Les citoyens Sallé et Prudot, de retour également de la Côte-d'Or rapportent la somme de 21,521 livres 12 sols 6 deniers qu'ils n'ont pas employée.

Signature des procès-verbaux des séances. — Arrêté que les procès-verbaux des séances seront signés du Président, du procureur syndic et du greffier, et que les lettres de correspondance ne seront signées que du président.

Secours aux époux Boucher-la-Rupelle. — Le Conseil donne ses observations sur une pétition des citoyen et citoyenne Boucher (la Rupelle), tendant à ce qu'il leur soit accordé les secours prescrits par la loi, en attendant la levée du sequestre mis sur leurs biens. An III
(1795)

Serment des appariteurs. — Les citoyens Parent, Badin, Hubert et Pinon, nommés appariteurs, par délibération du 9 de ce mois prêtent serment. Ils rendent leurs chaperons et reçoivent chacun une baguette d'appariteur.

23 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Comparution de volontaires.* — Plusieurs volontaires absents de leurs corps se présentent. Ils feront connaître au bureau du citoyen Coutier les motifs de leur résidence, lesquels seront envoyés au commissaire des guerres.

Riz cédé à l'hôpital général. — A la demande du citoyen Duplessis, directeur de la maison de bienfaisance (hôpital général), le citoyen Parisot, garde-magasin des subsistances de la commune, est autorisé à livrer 500 livres de riz audit Duplessis, qui paiera en à compte ce qu'il pourra.

Détresse du district et de la commune. — Les magasins des subsistances du district et de la commune ne possèdent que 170 quintaux de blé. On fera part de cette triste situation au citoyen Ville-tard, qui la fera valoir auprès du Comité de salut public.

Garde nationale. — En exécution d'un arrêté du citoyen Mailhe, ordonnant la réorganisation de la garde nationale, des affiches seront apposées pour rassembler les sections le 30 courant, à 8 heures du matin.

Tambours récompensés. — Arrêté qu'il sera payé, à titre de récompense, aux jeunes tambours qui ont assisté à la fête de décadi dernier, la somme de 10 livres.

25 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réorganisation du Collège.* — Pétition est adressée au Département tendant à la prompte réorganisation de l'instruction publique et du Collège d'Auxerre, ainsi qu'à la résiliation des baux des jardins et accessoires des bâtiments, dépendant dudit collège, faisant partie de la ci-devant abbaye de Saint-Germain.

Souscription pour venir au secours de la commune. — Le Conseil considérant que les finances de la commune s'appauvrissent chaque jour d'une manière effrayante, par suite des pertes qu'elle subit dans la différence qui existe entre le prix d'achat des grains,

An III
(1795)

auquel il faut ajouter les dépenses des commissaires envoyés dans les pays de blairie et celui de la vente du pain ; tellement qu'au prix de 225 livres le quintal de grain que paie la commune, le pain devrait être payé 45 sols la livre, tandis que la taxe ne le fixe qu'à 17 sols, de sorte qu'il arrivera bientôt que la commune n'aura plus de subsistances, ni de moyens d'en acheter, arrête que les citoyens aisés seront invités à venir au secours de la commune, par des offrandes proportionnées à leurs facultés, qui ne pourront être moindres de 100 livres, et qui seront imputées aux donateurs sur les contributions aux charges locales de la commune.

Départ de commissaires aux achats. — Les citoyens Girard et Chavany (Greffet) sont nommés commissaires aux achats dans la Côte-d'Or. La somme de 1,000 livres leur sera comptée pour subvenir à leurs frais de voyage.

Démission d'un membre du Conseil. — Le citoyen Routier déclare qu'étant beau-frère du citoyen Defrance, son aîné, et la loi excluant de la municipalité l'un des deux, il se propose de donner sa démission.

Certificat délivré à l'exécuteur des hautes-œuvres. — Sur la demande du citoyen Henri Picler, exécuteur des jugements du tribunal criminel du département de l'Yonne, le Conseil lui délivre un certificat constatant qu'il n'a pas perçu, depuis leur suppression, les droits d'Havage, Riferie et autres qui étaient attribués aux exécuteurs.

27 Floréal.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réduction du prix du pain pour les indigents.* — Sur l'invitation, et en présence de deux membres du bureau d'administration générale, les membres de l'agence de secours se sont réunis. Il a été constaté que la caisse de l'Agence renferme 4,484 livres 12 sols, et que la collecte faite par les sections et affectée à l'Agence de secours s'est élevée à 4,099 livres, ce qui forme un total suffisant pour que, non-seulement les personnes secourues, mais encore celles que les circonstances mettraient dans le cas de l'être, puissent recevoir le pain à 12 sols la livre. En conséquence, le Conseil arrête que cette double catégorie de citoyens ne paiera son pain que 12 sols la livre.

Demande de secours en grains. — Le Conseil ayant appris qu'il doit passer par Auxerre, à destination de Paris, un convoi de 100,000 quintaux de grains provenant de Châlons, arrête qu'il sera écrit à Villetard, à Paris, pour qu'il s'efforce d'en obtenir une portion quelconque pour la commune.

28 Floréal.

AN III

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Salairé des ouvriers.* — Le Conseil autorise la Commission des subsistances à payer ses ouvriers sur le pied de 8 livres par jour.

Garde nationale, compagnie de canonniers. — Arrêté que conformément à la loi du 18 mars 1792, chacune des deux compagnies de canonniers sera composée d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, d'un sergent-major, de deux sergents, de deux caporaux, d'un tambour, de deux artificiers et de 36 canonniers avec chacune 4 sapeurs.

Désarmement des Terroristes. — Réception de l'arrêté du représentant du peuple Mailhe, en date du 23 de ce mois, ordonnant le désarmement des particuliers y dénommés « comme ayant participé à la Terreur qui a pesé sur la commune d'Auxerre avant le 9 thermidor. »

Dispensés du service de la garde nationale. — Sont dispensés du service de la garde nationale à titre de sexagénaires et ne possédant pas 1,500 livres de revenu, les citoyens Joseph-Nicolas Vaultier, ex-prêtre, et Philippe Dhalle.

Buste de Lepelletier. — Lecture faite de la pétition du citoyen Chardon-Roulleau, tendant à ce que la niche pratiquée dans sa maison par ordre de la commune pour y placer l'effigie de Lepelletier, soit solidement remplie, en sorte qu'il n'en reste plus aucun vestige. Le Conseil passe à l'ordre du jour motivé : sur ce qu'il est loisible à tout citoyen de faire boucher les trous qui se trouvent pratiqués dans ses murs.

Dépense de fête. — La somme de 34 livres sera payée au citoyen Dudesert, pour les frais qu'il a déboursés à l'occasion de la fête de l'inauguration de la statue de la Liberté.

REGISTRE N° 43.

Du 1^{er} prairial, an III, au 9 brumaire, an IV,
(20 mai 1795 au 31 octobre 1795).

1^{er} Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Secours en nature accordé par le Comité de salut public.* — Il sera écrit une lettre de remerciement aux citoyens Villetard père et fils, et aux représentants du peuple Jeannest, Finot et Guillemardet, qui ont obtenu du Comité de salut public, l'autorisation de prélever 1,500 quintaux de blé sur les 7,000 rassemblés à Arnay, pour l'armée des Alpes. Le citoyen Chardon-Méré est nommé commissaire pour se rendre dès

AN III (1795) demain à Arnay, munis de 60,000 livres et activer l'expédition de ces grains à Auxerre.

Prix du charbon de bois. — Arrêté que le prix du charbon de bois mis à la disposition de la commune sera fixé à 20 livres le muid.

3 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lesséré, chirurgien, est requis aux armées.* — Appelé au service des armées par lettre du conseil de santé du 25 floréal, le citoyen Pierre-Claude Lesséré, chirurgien, se présente. Il prie la municipalité d'appuyer sa demande, pour être dispensé de partir, alléguant la faiblesse de sa santé et ajoutant qu'il est père de quatre enfants, et que sa femme va lui en donner un cinquième; qu'il n'a d'autres ressources que son état. Le Conseil attestant ces faits se déclare disposé à appuyer sa demande, attendu qu'il est indispensable dans la commune, où il fait le service avec le citoyen Roux de tous les établissements publics et en outre celui des 17 communes environnantes; qu'il partage depuis 10 ans dans cette ville avec le citoyen Roux, la clientèle de tous les habitants; car les autres médecins sont ou trop âgés, ou trop jeunes et sans expérience.

Compagnie de canonniers. — Il est arrêté, vu le rapport de la Commission militaire, que les deux compagnies de canonniers seront fortes de 52 hommes chacune, et fournies l'une par les sections de la Liberté et de l'Egalité, l'autre par celles de la Fraternité et de l'Unité.

Dechenu, nommé employé de la commune. — Le citoyen Dechenu fils est nommé secrétaire de la Commission des subsistances, en remplacement du citoyen Beaudoin, qui vient d'être appelé à la place de chef de bureau du procureur général syndic du département. D'autres candidats ont été écartés; le citoyen Letors parce qu'il est d'une faible santé, le citoyen Dinaux, employé à la distribution du pain, parce qu'il ne pourrait être remplacé à cette fonction.

Retour d'un commissaire aux achats. — Le citoyen Charbuy (Greffet), commissaire aux achats de grains à Semur, est revenu, après avoir employé les fonds à lui confiés. Il ne peut retourner, parce qu'il a été blessé par son cheval, qui s'est abattu sous lui. Les citoyens Charbuy-Millot et Uzanne fils sont nommés pour le remplacer.

5 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Précautions prises pour assurer la tranquillité.* — Le Conseil général craignant que les événements

qui viennent de se passer à Paris le 1^{er} prairial ne provoquent des troubles dans la ville, arrête que le poste de la maison commune sera augmenté de 10 hommes; que des patrouilles seront faites pendant la nuit; que ce jour et cette nuit deux membres du Conseil resteront en permanence dans la maison commune; que les citoyens seront avertis d'avoir à se réunir en armes, chacun dans leur section au premier signal donné par le son de la cloche civique, ou un rappel; que tous les citoyens désarmés sont sous la surveillance de la municipalité, et tenus de se présenter tous les jours à la commune; enfin que sur la dénonciation faite par un membre qu'il existe un dépôt d'armes chez le citoyen Noizet, désarmé, les citoyens Villetard et Mérat, officiers municipaux, feront, accompagnés de 6 fusiliers, et sur-le-champ, visite à son domicile.

6 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Publication de la loi du 4 prairial.* — Arrêté que publication sera faite par les citoyens Lelièvre et Faurax, officiers municipaux, de la loi du 4 de ce mois contre les factieux, et d'une lettre du Comité de salut public du même jour annonçant le rétablissement de la tranquillité publique à Paris.

Achat de grains. — Le citoyen Nombret est autorisé à acheter pour la commune les grains qui lui seront proposés, à quelque prix que ce soit.

Dénonciation contre Schmitz. — La tranquillité n'a pas été troublée dans la commune, mais la section de l'Egalité a dénoncé le citoyen Schmitz, commandant de la garde nationale, relativement à son service. Le Conseil déclare au contraire que ledit citoyen Schmitz a parfaitement exécuté les ordres de la municipalité, et que la dénonciation n'est pas fondée.

Visite chez Noizet. — Les citoyens Mérat et Villetard rapportent qu'ils n'ont pas trouvé d'armes chez le citoyen Noizet, mais qu'ils ont aperçu deux baldaquins provenant du Collège, dont ils n'ont pu s'expliquer la présence en ce lieu, attendu qu'ils avaient été réservés, lors de la vente des meubles. Arrêté qu'enquête sera faite sur la légitimité de la propriété de ces baldaquins.

7 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Instruction publique.* — Arrêté que, vu la décision du département d'hier, relative à l'organisation provisoire de l'instruction publique, le directoire d'instruction se réunira demain dans la maison de Germain, pour s'occuper d'un plan d'études provisoire.

An III
(1795)

AN III *Taxe du pain.* — Arrêté que le prix du pain sera fixé ainsi : pain, (1795) 2 livres la livre ; farine pour les nourrices, 50 sols ; son, 20 sols.

8 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Echange du riz.* — Arrêté que l'échange du riz contre du blé sera fait dans la proportion de 12 livres de riz contre 60 livres de blé.

Augmentation du traitement des gardes-champêtres. — Arrêté que, sur la demande des gardes-champêtres, et vu la cherté toujours croissante des subsistances, leur traitement sera élevé à 4 livres par jour, à compter du 1^{er} de ce mois.

Nouvel appel à la générosité publique. — Le citoyen Parisot, garde-magasin des subsistances de la commune, annonce qu'il lui manque 15 à 20 quintaux de blé pour la distribution de demain. Sur quoi, il est arrêté qu'il sera fait une circulaire à tous les citoyens qui ont prêté dernièrement des subsistances à la commune, pour les inviter à venir encore une fois à son secours, en leur offrant du riz et du savon de Marseille de première qualité en échange des grains et farines dont ils pourront disposer. Arrêté en outre que les citoyens de la Commission des subsistances faisant mollement leur service, invitation sera faite aux sections de faire de meilleurs choix, et que les citoyens Ducrot, Bussière et Fournier, marchands, seront adjoints à ladite commission.

Housset, administrateur du département, se retire à Villeneuve-sur-Yonne. — Lecture est faite, en présence du citoyen Housset, d'un arrêté du représentant Mailhe du 7 de ce mois, autorisant ledit Housset, administrateur du département, à fixer son séjour en la commune de Villeneuve-sur-Yonne.

Gages du garçon de bureau. — Vu la pétition de Duban, garçon de bureau de la commune, ses gages sont portés de 45 à 58 livres par mois.

9 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Achat de grains.* — 200 quintaux de blé achetés par les citoyens Uzanne et Charbuy, seront transportés à Auxerre sur trois voitures que le citoyen Capron fournira.

Réquisition sur le district de Saint-Florentin. — Les communes du district de Saint-Florentin refusant de fournir le contingent de grains, porté en la réquisition accordée à la commune, il est arrêté « qu'il sera fait une adresse au représentant du peuple Mailhe, pour lui demander l'arrestation des principaux habitants desdites communes ; la voie de rigueur et quelques exemples frappants de

sévérité étant l'unique moyen qui reste pour mettre fin à cette réquisition. » An III
(1795)

Nouvel ordre à Lesséré, chirurgien, de se rendre aux armées. — Le Conseil de santé ayant renvoyé au citoyen Lesséré sa pétition avec ordre de se rendre à son poste, le Conseil considérant qu'il n'existe à Auxerre que deux officiers de santé exerçant et indispensables aux trois établissements publics que la ville contient ; qu'il y a dans le district des officiers de santé très capables et célibataires ; qu'à Chablis notamment il y en a deux « dont un, le citoyen Rampon, célibataire, jouit de la plus haute réputation dans son état, et est placé par l'opinion générale au rang de chirurgien de 1^{re} classe, et qu'un seul chirurgien peut suffire pour cette commune », arrête que sa première délibération sera envoyée avec la présente au Conseil de santé, revêtues du visa des autorités supérieures, et du représentant en mission dans ce département.

Passage d'un bateau chargé de poudre. — Le Conseil est avisé de l'arrivée d'un nouveau convoi de bateaux chargés de 692 livres de poudre. Arrêté en conséquence que le poste de la Maladière sera doublé ; qu'il sera dressé une tente pour abriter les gardes nationaux, « et que dans les tapisseries qui sont oisives à la maison commune (1), il en sera choisi un nombre suffisant pour former la tente. »

Moulins mis en réquisition. — Parisot, garde magasin des subsistances, annonce qu'en raison des basses-eaux, les moulins sur la rivière vont cesser de moudre. Arrêté que les moulins sur les ruisseaux seront mis en réquisition. Exprès est de suite envoyé au district, pour qu'il mette en réquisition les moulins d'Augy et de Sommeville. Cette réquisition est à l'instant notifiée aux citoyens Seguin et Pierre Burlot, meuniers de Sommeville.

11 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Mailhe promet d'activer la réquisition sur Saint-Florentin.* — Le citoyen Leclerc, de retour de son voyage à Joigny, rapporte qu'il a été bien reçu par Mailhe qui s'y trouve actuellement ; qu'il lui a dit qu'il irait dans le district de Saint-Florentin, s'y ferait signaler les récalcitrants et agirait contre eux.

Sexagénaires dispensés du service de la garde nationale. — Sont

(1) Ces tapisseries devaient être celles qui furent posées dans la grande salle, lors de l'établissement des tableaux de marbre relatant l'affranchissement des aides et le jugement du Parlement donnant gain de cause à la ville contre le prieur de Saint-Amatre.

An III
(1795) dispensés du service de la garde comme septuagénaires et possédant moins de 1,500 livres de revenu : Pierre Pien et Denis Ravot, cultivateurs.

Convocation des meuniers. — Arrêté que les meuniers seront convoqués pour s'entendre avec eux du prix de mouture des grains de la commune.

12 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Arrêts de Mailhe, représentant.* — Le Conseil reçoit du département quatre arrêtés pris par le représentant du peuple Mailhe, et datés de Joigny d'hier. Le premier, ordonne le désarmement des citoyens Micouin, Martin et Ravier ; le second met tous les désarmés sous la surveillance de la municipalité ; le troisième autorise la municipalité à faire des visites domiciliaires chez les citoyens signalés par les sections pour être désarmés, pour constater les armes qu'ils pourraient posséder. Le quatrième prononce la mise en réclusion des citoyens désarmés, qui, étant connus pour avoir des armes avant la loi du 2 germinal, ne les remettront pas dans le délai de 2 heures après la notification qui leur sera faite de cet arrêté. Le Conseil nomme pour faire ces visites domiciliaires les citoyens Moreau et Charbuy.

Sel acheté pour être échangé contre des grains. — Informé que le sel est d'un échange très avantageux contre des grains, le Conseil arrête qu'il sera écrit, séance tenante, aux citoyens Simon Boyer et Ridard, à Paris, pour engager le premier à réserver les sels qui sont à sa disposition, et le second à en vendre à la commune 100 milliers, payables comptant au cours de ce jour à Paris.

Certificat délivré à Garnier. — Il est donné au citoyen Garnier, ci-devant commissaire des guerres au département de l'Yonne, un certificat constatant qu'aucune plainte n'a été portée contre lui à raison de ses fonctions.

Avance aux gardes-champêtres. — Arrêté, sur la demande des gardes-champêtres, que, vu la cherté du pain, il leur sera fait une avance de 10 jours à valoir sur le mois courant.

13 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Indemnité à un voiturier.* — Edme Regnard, voiturier, père de deux enfants en bas-âge, a perdu cet hiver un cheval en allant à Villefargeau chercher des grains de réquisition pour la commune. Arrêté qu'il sera indemniser de sa perte.

Remplacement de commissaire aux achats. — Les citoyens Charbuy

et Uzanne, commissaires aux achats de grains dans la Côte-d'Or, **An III**
sont remplacés, sur leur demande, par le citoyen Dinaux. **(1795)**

Païement de grains en sel. — Arrêté qu'il sera donné en échange quantité de sel suffisante pour les 50 quintaux de grains que vient d'envoyer d'Arnay-sur-Arroux, le citoyen Chopin-Merey, commissaire aux achats dans ce pays.

14 prairial (2 juin 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guénot, maire, Perthuis, Guilbert, Ramponeau, Duplessis, Dudesert, Lelièvre, Pérille, Faurax, marchand, Lesseré, Charbuy, Leclerc, Robin, Villetard, Nombret, Soufflot, Vaulthier, Marion, Bouchard, Chavany, Escalier, Biotot, Bertrand, Savatier, Beaurepaire, Mérat, Menestrier, Augé, Milleriot, Defrance, Rigoley, Morillon et Delingette.

Marcellot, procureur de la commune.

Contrôle des déclarations des désarmés. — Cette séance est consacrée à l'examen des nouvelles déclarations faites par les citoyens désarmés, en exécution de l'arrêté de Mailhe, du 23 floréal, qui leur a été notifiée.

Sur la déclaration du citoyen Sanglé, ordre du jour.

Du citoyen Monteix, après discussion il est arrêté « qu'il est notoire qu'avant et lors de la loi du 2 germinal dernier, Monteix avait d'autres armes que la hallebarde qu'il a déposée, et le fusil dont il a fait mention par sa déclaration ; qu'en conséquence la peine portée par l'arrêté précité peut lui être appliquée. »

Du citoyen Gaillardot, ordre du jour.

Du citoyen Burat fils, décidé que l'arrêté du représentant du peuple, lui sera appliqué.

Du citoyen Paul Collart, ordre du jour.

Du citoyen Rapin, décision ajournée. On entendra un citoyen Gervais, qui, au dire d'un membre, prouverait le contraire de la déclaration.

Du citoyen Lebrun, ordre du jour.

« Sur les deux déclarations du citoyen Maure fils aîné, par la seconde desquelles il dit avoir reporté chez son père un sabre et un fusil dont il a eu la jouissance mais non la propriété, le Conseil, considérant que cette assertion dérisoire n'est dictée que par l'intention audacieuse d'éluder l'exécution des arrêtés du représentant du peuple, arrête que, séance tenante, ordre sera notifié au citoyen Maure fils aîné, d'apporter dans l'heure, à la maison commune, le sabre et le fusil qu'il dit avoir remis chez son père, et ce, sous les peines portées en l'arrêté précité. »

An III Du citoyen Bonnard, ordre du jour.

(1795) De la femme de Bréon, pour Bréon absent, le Conseil arrête qu'il est notoire que ledit Bréon avait d'autres armes, avant et lors de la loi du 2 germinal, que celles portées en sa déclaration, et que l'arrêté du représentant lui sera appliqué.

Du citoyen Joseph Collart, déclaration admise jusqu'à plus amples renseignements.

Du citoyen Deluc, discussion. Avis recueillis par la voie de l'appel nominal. Il doit avoir d'autres armes. Application lui sera faite de l'arrêté précité.

Même discussion à l'égard du citoyen Roblet.

« S'est présentée l'épouse du citoyen Maure fils aîné, apportant un sabre et un fusil, qu'elle dit appartenir à son beau-père. Elle apporte ces armes en l'absence de son mari qu'elle n'a pu trouver. La citoyenne invitée à signer sa déclaration, a répondu : Je ne signe rien du tout et ne veut rien signer. »

La séance est levée à 9 heures du soir.

15 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Le citoyen Devau, soupçonné d'avoir pris part aux événements de Prairial. — Se présente le citoyen Devau, charpentier, venu de Paris sans passe-port et en demandant un. Arrêté que, vu son départ de Paris dans les premiers jours de prairial, il sera pris des renseignements sur son compte. Il évite la prison grâce à la promesse que prennent de le faire représenter au Conseil les citoyens Prévost et Dissé.

Meunier récalcitrant. — Arrêté que, vu le refus fait par Lhéri-tier, meunier du Moulin-Rouge, de moudre les grains de la commune, nouvelle réquisition lui sera faite, qu'en cas de nouveau refus, il y sera contraint par la gendarmerie, et qu'il sera établi chez lui, à ses frais, un gendarme pour veiller à la mouture.

Suite de l'examen des déclarations des citoyens désarmés. — Quelques membres disent avoir vu à deux époques le citoyen Maure fils aîné, portant à la main une canne à sabre. Le citoyen Perrette, mandé, confirme le fait. Le citoyen Cottin, aussi mandé, dit ne pas s'en souvenir. La citoyenne Charbuy, recherchée pour déposer sur ce fait, est reconnue absente, elle sera entendue à son retour.

Sur l'ajournement prononcé relativement à Joseph Collart, me-nuisier, ordre du jour.

Sur la déclaration de Rapin, il est nécessaire d'entendre la dé-position de la fille du citoyen Violet, garde-champêtre, pour prendre parti. Ajournement.

An III
(1795)

Sont admises les déclarations des citoyens Duplessis, Micouin fils, Doisteau, Defrance, Métral, Lescuyer, Noizet, Voirin, Grannot, Pougeois, Salomon, Chindé, Degousse, perruquier, Degousse, cordonnier, Ravier, Chardon-la-Loge, Bouchard et Housset. Bouchard ayant une demeure à Toucy, Chardon-la-Loge une à Venoy, et Housset, qui a transféré la sienne à Villeneuve-sur-Yonne, devront faire d'autres déclarations en ces divers endroits.

Note à mettre sur les passe-ports des désarmés. — Arrêté que tout passe-port délivré à des citoyens désarmés devra, selon l'ordre du représentant du peuple, porter la note : désarmé par ordre du représentant du peuple du 23 floréal dernier.

Application de la peine portée par le représentant du peuple est faite aux citoyens Guéron et Martin.

« Un membre dit : Au nombre des individus désarmés par l'arrêté du représentant du peuple du 23 floréal dernier sont les nommés *Desmaisons, Pourier* (1), *Balme et Gautherot*. Le premier a pris la fuite le jour même que son désarmement a été prononcé par le représentant du peuple. On dit qu'il est à Paris. On assure qu'il a été vu parmi les groupes séditieux et les attroupements de scélérats qui, dans la journée du 1^{er} prairial ont été porter le poignard jusque dans le sein de la représentation nationale.

« *Balme et Pourier*, portés par la Terreur aux écoles normales, habitent Paris depuis l'institution de ces écoles.

« *Gautherot*, domicilié et né à Paris, avait, pour le malheur de nos concitoyens, usurpé la qualité de domicilié de notre commune. Il en a joui trop longtemps sans en remplir aucune charge. Mais depuis la chute à jamais mémorable des décemvirs, qui le sou-doyaient pour la déchirer, se trouvant sans appui et sans espoir de mettre fin à ses criminels projets, il s'est retiré à Paris, où sans doute lui et ses autres amis conspirent.

« Le procureur de la commune a déjà envoyé aux Comités civils des 48 sections l'arrêté du représentant du peuple en leur signalant *Gautherot, Balme et Pourier*, mais il a oublié d'y comprendre *Desmaisons*.

« Je demande, attendu que ces quatre terroristes étaient notoirement connus pour être les mieux armés de cette commune, et que vous ne connaissez pas leur domicile actuel, qu'expédition de

(1) Jean-Joseph Fourier, né à Auxerre le 21 mars 1768, devint plus tard secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, membre de l'Académie française et préfet de l'Isère. Il mourut le 16 mai 1830. En 1849, la ville lui a fait ériger une statue, qui après plusieurs pérégrinations a été établie sur la place de la Bibliothèque.

An III l'arrêté du représentant du peuple leur soit renvoyée pour qu'ils
(1795) en poursuivent l'exécution contre ces quatre individus.

« Sur quoi, ouï le procureur de la commune, le Conseil général considérant que Desmaisons, Gautherot, Balme et Fourier étaient des meneurs de cette monstrueuse corporation Jacobinique qui a dévasté toute la France, et, par leur intermédiaire, organisé la Terreur, le deuil, la désolation pendant près de deux années dans la commune d'Auxerre. Considérant que Desmaisons d'abord désarmé par un arrêté du Conseil du 25 germinal n'a apporté à la maison commune qu'un fusil, quoique connu pour avoir été constamment muni de sabres et de pistolets; que désarmé ensuite par un arrêté du représentant du peuple, le 23 floréal, il s'est évadé le même jour de la commune, et s'est, dit-on, réfugié à Paris ;

« Considérant que Gautherot, Balme et Fourier, sont dans le même cas; que les deux premiers n'ont satisfait d'aucune manière aux arrêtés précités, qui leur ont été régulièrement notifiés à leur domicile; que Fourier, sur l'arrêté du 23 floréal, a adressé aux Conseil, le 10 de ce mois, une déclaration négative, dont la fausseté est évidemment reconnue, et qui n'a point été rectifiée depuis la notification qui lui a été pareillement faite de l'arrêté du 10 de ce mois;

« Considérant que ces hommes exécrables ne peuvent exister libres nulle part, sans méditer des crimes, et conspirer contre la République;

« Arrête qu'il est notoire qu'avant la loi du 21 germinal, et jusqu'à l'époque de la sortie de la commune d'Auxerre, Gautherot, Fourier, Balme et Desmaisons étaient armés de fusils, sabres et pistolets, et que n'ayant pas satisfait aux arrêtés du représentant du peuple, en date du 23 floréal dernier et 11 prairial présent mois, la peine prononcée par le dernier de ces deux arrêtés doit leur être appliquée, et qu'à la diligence du procureur de la commune expédition dudit arrêté, ensemble de la présente délibération sera adressée aux Comités civils des 48 sections de Paris, qui sont invités à faire la recherche la plus exacte de ces quatre Jacobins, et à les mettre en état d'arrestation. »

Lieu de réclusion des désarmés. — Arrêté que la maison du ci-devant séminaire sera affectée à la réclusion des désarmés. Le citoyen Pasquin est nommé gardien de cette maison. Aussitôt que cette maison sera mise en état, et dans la matinée de demain, les citoyens Monteix, Burat fils, Bréon père et Deluc ci-devant membres du tribunal révolutionnaire; Roblet, relieur, Guéron ci-devant administrateur du district, et Martin, tailleur, y seront introduits. Les citoyens Charbuy et Delingette sont nommés commissaires surveillants de cette maison.

La délibération au sujet de Maure fils aîné est adressée au représentant Mailhe. — Afin de repousser d'avance les calomnies, dont le Conseil pourrait être l'objet à l'occasion de la décision « peut-être trop indulgente » prise à l'égard de Maure fils aîné, il est arrêté qu'expédition de la délibération, en ce qui le concerne, sera adressée au représentant du peuple Mailhe. An III
(1795)

Etat des secours donnés aux parents des défenseurs de la patrie. — Les citoyens Hubert et Villetard, déposent sur le bureau le tableau des secours donnés pendant le trimestre de germinal aux parents indigents des défenseurs de la patrie, montant à 9,155 livres 12 sols 9 deniers. Ce décompte est ordonnancé par le Conseil, et sera présenté au district.

Pénurie de la Commission des subsistances. — Une députation de la Commission des subsistances se présente et déclare qu'elle n'a en magasin qu'une quantité de farine juste suffisante pour aller jusqu'à la distribution du 19 courant. Elle dit que cette pénurie provient de la lenteur des meuniers, auxquels les salaires ont été retenus depuis le procès qui leur a été fait par la commune. Arrêté que ces salaires leur seront payés.

Rosman prête serment. — Le citoyen Rosman adresse au Conseil une déclaration datée de ce jour, portant qu'il se soumet aux lois de la République, et prête le serment exigé par la Convention nationale. Arrête qu'il en sera fait registre.

Achat de sel. — Le citoyen Nombret présente le décompte des sels qu'il a achetés au citoyen Marion : soit 2,028 livres à 150 livres les 100 livres ; total 3,042 livres. Le citoyen Peplin, receveur de la commune, paiera cette somme audit Marion.

17 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents : les citoyens Guénot, maire, Perthuis, Lelièvre, Guilbert, Faurax, Ramponeau, Pérille, Ducrot et Marchand, officiers municipaux.

Lesseré, Escalier, Nombret, Defrance, Villetard, Ménéstrier, Robin, Charbuy, Morillon et Rigoley, notables.

Garde nationale. — Arrêté que la garde nationale sera assemblée le 19, à 7 heures du matin, place de la Fraternité, pour faire reconnaître les officiers nouvellement élus et recevoir d'eux le serment requis.

Achat de sel. — Le citoyen Simon Boyer écrit de Paris qu'il offre de vendre à la commune dix milliers de sel, qui lui restent, au prix de 90 à 100 livres les 100 livres. Le citoyen Ridard écrit aussi de cette ville qu'il tient à la disposition de la commune soixante-quinze milliers de sel au prix de 95 livres les 100 livres. Ces deux offres sont acceptées.

An III *Maure le jeune se répand en imprécations contre la commune. —*

(1795) « Un membre dit : Je dois vous donner connaissance d'un fait grave par lui-même et par les suites qu'il peut avoir ; hier soir, après que la nouvelle du suicide du représentant Maure fut divulguée, le citoyen Jacques Maure, son frère, en retournant chez lui, et depuis la maison de sa belle-sœur jusqu'à la sienne, passant par la rue de l'Horloge, la place de la maison commune, les rues de la Fécauderie, de Paris, du Grand-Renard et du Pont, et jusqu'au pont, n'a cessé de vociférer les injures les plus atroces, mêlées aux menaces les plus furibondes contre les sections et les autorités constituées de la commune, sans épargner la Convention nationale. Il a dit des sections et des autorités constituées que c'étaient elles, que c'étaient les gredins et les scélérats qui fréquentent les unes et qui composent les autres aujourd'hui, qui par leurs infâmes motions et leurs dénonciations mensongères avaient tué un père de huit enfants, il a dit qu'ils s'en repentiraient les gueux ? et que s'il lui tombait quelques-uns sous la main il les mettrait en morceaux. Enfin il s'est permis de blasphémer la représentation nationale, et de dire de la Convention : *les bons s'en vont, les méchants restent*, et il a répété le lendemain matin dans la rue de Paris une partie des mêmes invectives.

« Certes la nature a des droits, vous les honorez citoyens magistrats, et vous les partagerez, mais quand la douleur prend le caractère de la révolte la plus audacieuse, quand elle s'exhale en projets de vengeance et de complots contre une commune entière, et en propos avilissants contre la représentation nationale, il ne nous est plus permis de nous livrer à l'impulsion de nos cœurs qui nous porterait à excuser le premier moment d'une sensibilité délirante.

« Le peuple d'Auxerre a été insulté en masse, le respect de la Convention nationale a été violé, je demande que Jacques Maure soit dénoncé à l'accusateur public.

« Sur quoi, la matière mise en délibération, les avis pris, et oui le procureur de la commune, le Conseil, considérant que les faits ci-dessus exposés intéressent l'ordre général et la tranquillité publique, arrête que le citoyen Jacques Maure est dénoncé à l'accusateur public, qui est invité à faire toutes les informations requises, et à provoquer contre le prévenu la sévérité des tribunaux, qui doivent en connaître. A l'effet de quoi les citoyens Latour, orfèvre, Charbuy, chapelier, Collot, Heuvrard jeune, et Beaudoin lui sont indiqués comme témoins.

« Et sera expédition de la présente délibération adressée à l'accusateur public. »

Distribution de faux. — Arrêté que le 19, à 8 heures du soir, aura lieu la distribution des faux mises à la disposition des citoyens par le district. An III
(1795)

Prestations de serment. — Il est donné acte aux citoyens Moillat, Closet, Gagneux, de Villiard et Julien, prêtres, du serment de soumission aux lois de la République, qu'ils ont prêté devant la Permanence.

18 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisition sur le district de Saint-Florentin.* — Arrêté que, de suite, une adresse sera envoyée par exprès à Mailhe, représentant, en ce moment à Saint-Florentin, pour qu'il fasse terminer la réquisition accordée à la commune dans ce district. Le reliquat à fournir ne s'élevant plus qu'à 5 ou 600 quintaux.

Guéron demande que l'arrêté porté contre lui soit rapporté. — Il est passé outre à la pétition adressée par Guéron, ci-devant administrateur du district, tendant à ce que l'arrêté de réclusion prononcé contre lui soit rapporté, malgré sa déclaration de deux pistolets se trouvant à la campagne où il demeure. Il est notoire qu'il possède deux fusils.

Suite de l'affaire de Devau. — Devau, charpentier, se présente et montre un passe-port qu'il vient de recevoir de Paris. Ses réponses sont embarrassées. Le Conseil conserve toujours des doutes sur sa conduite politique. Il sera conduit en prison, si ses deux cautions, les citoyens Prévost et Dissé, déclarent ne plus vouloir le cautionner. Prévost et Dissé mandés se présentent. Ils persistent dans leur cautionnement. Arrêté que Devau restera libre sous leur garantie.

Règlement de la maison de réclusion. — Rédaction du règlement concernant les désarmés reclus : 1° le gardien de la maison devra tenir un registre d'écrou ; 2° le gardien visitera les vêtements des reclus à leur arrivée ; 3° il n'exigera rien des reclus à leur entrée. Les reclus choisiront l'appartement qui leur conviendra le mieux, et ne pourront plus en changer sans l'agrément des commissaires de la municipalité ; 4° le gardien ne permettra jamais qu'aucun d'eux se présente sur la porte extérieure, mais, à cela près, les reclus auront toute liberté dans l'intérieur de la maison, et seront surveillés sans affectation pour s'assurer s'ils ne se permettent pas des propos séditieux ; 5° le gardien devra exiger de tout visiteur une permission signée du maire ou des commissaires autorisés à les donner, selon leur prudence ; 6° la porte sera ouverte aux visiteurs de 6 heures du matin à 7 heures du soir ; 7° les commis-

An III saires feront tous les jours une visite de la maison et en rendront
(1795) compte au Conseil ; 8° toutes les lettres adressées aux reclus leur
 seront remises sans être ouvertes ; 9° les reclus seront, en toutes
 choses, traités avec humanité, et sans aucune rudesse.

Déclarations de soumission à la République. — Il est donné acte
 aux citoyens Briand-Fortbois, Payart, Viart, Marcellot, Arrault et
 Talabardon, tous prêtres, de la déclaration qu'ils font de se sou-
 mettre aux lois de la République.

19 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Secours aux parents des dé-
 fenseurs de la patrie.* — Les commissaires distributeurs de secours
 aux parents des défenseurs de la patrie sont autorisés à donner
 des secours, même aux parents qui ne présentent pas de lettres
 de militaire, leurs fils ou époux, qui peuvent, par fortune de
 guerre, être dans l'impossibilité de faire tenir de leurs nouvelles.

Refus à deux reclus de donner les motifs de leur arrestation. —
 Sur une pétition adressée au Conseil par les citoyens Guéron et
 Monteix, tendant à ce qu'il leur soit délivré copie des motifs de
 leur arrestation, il est passé à l'ordre du jour, parce que le Conseil
 n'a fait qu'appliquer l'arrêté du représentant du peuple, et que,
 s'ils veulent obtenir réformation de la décision du Conseil, ils
 doivent s'adresser à la Convention ou au Comité de sûreté géné-
 rale, seules autorités dont relève le représentant.

Envoi de sel pour échange. — Arrêté que, par les soins du ci-
 toyen Faurax huit ou douze milliers de sel seront confiés aux
 citoyens Gallois père et fils, voituriers, pour être conduits à Arnay,
 afin d'y être échangés contre des grains.

Réquisition sur le district de Saint-Florentin. — Le citoyen
 Chopin, l'ainé, écrit de Ligny qu'il n'y a aucune ressource à espérer
 du district de Saint-Florentin, et que le représentant du peuple
 qui s'y trouve ne peut prendre de mesures exécutives à cause de
 la loi du 2 de ce mois. Arrêté en conséquence que 5 à 6 voitures,
 dont une seule à deux chevaux, seront mises de suite en réquisi-
 tion pour se rendre à Epoisse, et y échanger contre des grains
 cinq caisses de savon, contenant 924 livres, et trois milliers de
 sel prêtés par le citoyen Marie, voiturier.

Mesures de rigueur contre le meunier du Moulin rouge. — Le ci-
 toyen Lhéritier, meunier du Moulin rouge, refusant toujours
 d'emporter, pour les moudre, les grains de la commune, il est
 arrêté qu'il sera usé à son égard de toute la sévérité prescrite par
 l'arrêté du département du 15 de ce mois, et qu'il sera adressé à
 la gendarmerie un réquisitoire conforme.

Augmentation de salaires d'ouvriers. — Sur la demande d'augmentation faite par les déchargeurs des grains de la commune, il est arrêté que la Commission des subsistances est autorisée à les payer sur le pied de 10 livres par jour à compter du 11 de ce mois. An III
(1795)

Prestations de serment. — Il est donné acte aux citoyens Moillat, Morel et Paradis, prêtres, du serment qu'ils ont prêté devant la Permanence.

Achat du sel à Paris. — Le citoyen Simon Boyer écrit de Paris qu'il a acheté pour la commune dix milliers de sel, à raison de 92 livres le quintal. Il va les mettre au coche. Le citoyen Ridard écrit aussi de Paris qu'il a acheté pour la commune 25 milliers de sel à 100 livres le quintal. Il les fera déposer au coche avec les 75 milliers qu'il a vendus précédemment.

Prestations de serment. — Il est donné acte de la déclaration inscrite sur le registre de la Permanence, faite par les citoyens Frottier, Lelong, Hulot, Villetard, Gascogne et Delart, tous prêtres, qu'ils se soumettent aux lois de la République.

20 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Comptes de la Commission des subsistances.* — Arrêté que pour arriver plus promptement à l'apurement des comptes de l'administration des subsistances, il sera formé un bureau central de comptabilité qui sera composé de deux membres du Conseil et de deux adjoints pris hors du Conseil « choisis parmi les citoyens les plus recommandables par leur zèle et leurs lumières ». Sont nommés les citoyens Perthuis et Menestrier, et comme membres adjoints les citoyens Vaultier et Foacier.

Taxe du pain. — A compter du 25 courant, les subsistances de la commune seront distribuées aux prix suivants : pain, 2 livres 10 sols la livre ; farine pour les nourrices, 3 livres ; son, 1 livre.

Invitation de prêter du sel à la commune. — Le citoyen Robin, sera prié de solliciter du citoyen Bourgoin de prêter du sel pour charger sur les deux voitures, qui vont partir pour Epoisse, afin d'être échangé contre des grains.

Demande de chevaux de trait. — Arrêté qu'il sera fait une pétition au Comité de salut public, tendant à ce que la Commission du mouvement des armées soit autorisée à mettre à la disposition de la commune douze chevaux de trait et deux de selle.

Prestations de serment. — Les citoyens Moreau, Ducret, Coutouly et Breton, tous prêtres, déclarent se soumettre aux lois de la République.

An III

(1795)

22 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Meuniers appelant du jugement prononcé contre eux.* — Les citoyens Marlot, Ferrand, Noizet, Petitjean, Cornu, Laveau et Lhéritier, signifient le jugement rendu contr'eux par le tribunal de district, et forment appel, en excluant les tribunaux d'appel de Paris, Troyes et Saint-Fargeau. La commune, par le ministère de Bachelet, son défenseur, exclue les tribunaux de Clamecy, Sens et Avallon, pour en saisir le tribunal de Joigny.

Paiement de sel. — Il sera envoyé une traite de 25,000 livres au citoyen Ridard, à Paris, pour le prix des 25 milliers de sel qu'il a achetés pour la commune.

Livraison de grains. — Le citoyen Schmitz est invité à se rendre à Bleigny-le-Carreau et à Montigny-la-loi (1) pour prendre livraison de 20 quintaux de grains à valoir sur le contingent de ces communes dans la réquisition sur le district de Saint-Florentin.

Pourrier demande les motifs de son désarmement. — Vu une pétition adressée par le citoyen Joseph Fourier, ci-devant instituteur, datée de Paris, du 18 de ce mois, et déposée par le citoyen Fourier, tailleur, son père, tendant à ce que les motifs de son désarmement soient délivrés à ses parents, le Conseil arrête que ledit ait à se pourvoir devant le représentant Mailhe, par qui le désarmement a été prononcé.

Prix du riz. — Arrêté que le prix de l'once de riz, que la Commission des subsistances délivrera à ceux y ayant droit, est fixé à 15 sols.

25 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Attestation donnée à un citoyen.* — Le Conseil atteste que Etienne Padelinetti, âgé de 22 ans, arrivé en cette commune, avec son père, en 1785, incorporé en 1793 dans une compagnie de canonniers, est en ce moment employé comme garde-magasin de l'hôpital militaire de Ypres.

Liberté complète donnée à Devau. — Vu le certificat du Comité civil de la section de Bondy, de la commune de Paris, le citoyen Pierre Devau, charpentier, laissé en liberté sous la caution de Prévost et de Dissé, est déclaré complètement libre.

Poste de la Maladière couvert avec des tapisseries. — Le sergent-major des canonniers expose que la tente établie près de la Maladière, pour la garde des poudres, est faite en tapisseries que l'eau

(1) Aujourd'hui Montigny-la-Resle.

de la pluie traverse, et que le piquet n'est nullement à l'abri. **AN III.**
Arrêté que cette tente sera couverte en gluis. (1795)

Salaire du distributeur des bons de pain. — Arrêté que le citoyen Marie, distributeur des bons de pain sera payé à raison de 100 livres par mois.

Comparution des désarmés à la maison commune. — Arrêté que les citoyens désarmés n'auront plus à se présenter tous les jours à la maison commune, mais seulement tous les quintidis.

Impression des lois confiée à Fournier. — La commune ne recevant plus que trois exemplaires des lois de la République, au lieu de cinq qui lui étaient livrés précédemment, il est arrêté que le citoyen Fournier sera invité à tirer à l'avenir cinq exemplaires de plus du cahier des lois.

Indemnité accordée aux appariteurs. — Il est accordé aux citoyens Nottiny, Pinon et Parent, appariteurs, une somme de 200 livres chacun pour suppléer à la modicité de leur traitement « et les mettre à même de se soutenir jusqu'à la moisson. »

27 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Augmentation des gages du sonneur.* — Les gages du citoyen Bénard, sonneur, sont élevés de 600 livres à 800.

Inhumation des individus décédés dans la Maison de bienfaisance. — Ramponeau, officier public, demande à être déchargé de l'inhumation des morts de la Maison de bienfaisance (hôpital général). Cette maison a un cimetière particulier dont l'usage peut lui être rendu car il est très éloigné de la ville. Arrêté que pétition sera adressée aux autorités supérieures, pour que cette maison reprenne l'usage de son cimetière.

Convocation des marchands de bois. — Arrêté que les marchands de bois seront convoqués pour faire connaître les quantités et le prix auquel peuvent s'élever les bois qu'ils destinent à la fourniture des habitants.

Pavage de la rue des Tanneries. — Arrêté que visite sera faite demain par la Commission des travaux publics, assistée du citoyen Boudin, ingénieur en chef du département, des travaux de pavage et nivellement exécutés dans la rue des Tanneries (rue Sutil), qui d'après la pétition du citoyen Robin, maître de poste, seraient très nuisibles à sa maison..

Nomination d'un commissaire aux achats. — Le citoyen Pierre Prudot est nommé commissaire aux achats de grains à Arnay-sur-

AN III Arroux (1); en remplacement du citoyen Barbier dont la mission (1795) touche à sa fin.

Assemblée populaire tenue en présence de Mailhe, représentant. — Le maire informe le Conseil qu'aussitôt l'arrivée du représentant Mailhe, il s'est rendu auprès de lui, que le représentant lui a témoigné le désir d'assembler le peuple dans la salle de la ci-devant Société populaire, à 6 heures du soir, afin de l'entretenir avant son départ; que lui, maire, a fait les publications pour rassembler le peuple; et afin que les cultivateurs puissent s'y rendre, il a donné l'ordre de faire sonner la cloche civique de 5 heures à 6 heures; enfin que le Conseil escorté d'un piquet de garde nationale et de la musique ira prendre le représentant au département. « Le représentant entouré de la municipalité et des administrations supérieures est entré. Le maire, au nom de la commune, adresse, avec sensibilité, au représentant, l'expression de sa vive reconnaissance, comme le juste tribut des services importants et multiples qu'il lui a rendus pendant le cours de sa mission bienfaisante dans le département, le prie de lui conserver sa bienveillance et de vouloir être à l'avenir son protecteur auprès de la Convention et des Comités de gouvernement. Le représentant répond affectueusement qu'il n'a point de protection à accorder, mais qu'il est porté pour la commune d'Auxerre, et qu'il la servira en toutes occasions. Il remet ensuite, entre les mains du maire, diverses pétitions qui lui ont été adressées, et sur lesquelles il autorise le Conseil à statuer ». 1^{re} pétition des citoyens Doisteau et Micouin, tendant au rapport de l'arrêté ordonnant leur désarmement. Avis pris du représentant, il est passé à l'ordre du jour; 2^{re} pétition de la citoyenne veuve Maure, qui réclame les armes de son mari déposées par son fils. Ordre du jour; 3^{re} pétition des citoyens Martin, Monteix et Roblet qui demandent leur liberté « parce que leur travail et leur industrie sont leur unique ressource pour élever leurs familles ». Arrêté qu'ils seront mis en liberté, mais tenus de se présenter à la Maison commune tous les quintidis.

Salle du ci-devant Comité révolutionnaire. — Lecture d'un arrêté du département mettant à la disposition de la municipalité la salle du ci-devant Comité révolutionnaire.

Prestation de serment. — Le citoyen Digard, prêtre, déclare se soumettre aux lois de la République.

29 Prairial.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Désarmement d'un homme*

(1) Arnay-le-Duc (Côte-d'Or).

violent. — Sur le rapport fait par le juge de paix de la Rivière des violences auxquelles s'est porté le citoyen Bernard sur le citoyen Chindé, et du danger de laisser à un homme aussi emporté la jouissance de ses armes, le Conseil arrête que ledit Bernard sera à l'instant désarmé par la gendarmerie.

Demande de chevaux de la République. — Il sera écrit à Jeannest-Lanoue et à Mailhe, représentants, pour activer l'acquiescement de la Commission du mouvement des armées, à la demande faite par la commune à la Convention des chevaux de la République ; et en outre, afin d'obtenir de la Convention des mesures coercitives pour l'exécution des réquisitions accordées à la commune sur les districts de Saint-Florentin et d'Arnay-sur-Arroux.

Paiement de sel. — Arrêté qu'il sera compté, à Simon Boyer, la somme de 11,634 livres pour 11,718 livres de sel, en 21 futailles achetées par lui pour la commune.

Dispense du service de la garde nationale. — Nicolas Marcilly, vigneron, sexagénaire et ne possédant pas 1,500 livres de revenu, sera rayé du contrôle de la garde nationale.

Inventaire chez les meuniers. — Arrêté que, primidi prochain, inventaire sera fait par un membre du Conseil, en présence de la Commission des subsistances, des grains et farines existant chez les meuniers et boulangers, ainsi que dans les magasins de la commune.

Achat de grains à Arnay-sur-Arroux. — Le citoyen Barbier, commissaire aux achats de grains à Arnay-sur-Arroux, écrit qu'il a reçu les deux chargements de sel qui lui ont été adressés et qu'il retire la demande qu'il avait faite d'acheter du tabac en poudre pour faire objet d'échange contre des grains. Malheureusement le citoyen Defrance en a arrêté 1,200 livres ; il y aura donc lieu de résilier ce marché.

Taxe du pain. — La taxe du pain, à partir du 1^{er} messidor est ainsi fixée : pain, 3 livres ; farine pour les nourrices, 3 livres 12 sols ; son, 1 livre 10 sols.

Chapelle de la Maison d'humanité. — Les administrateurs de la Maison d'humanité demandent, qu'en raison du versement des malades de l'hospice militaire, qui doit se faire en leur maison, on mette à leur disposition la ci-devant chapelle de l'Hôtel-Dieu, où se tiennent les assemblées de la section de l'Unité. Ajourné à la séance prochaine.

Acte de notoriété. — Sur l'affirmation de six témoins, il est donné acte de notoriété à la citoyenne Marie-Jeanne Sautereau, de sa séparation de fait depuis plus de 6 mois d'avec son mari Jean Vaillant, vigneron.

An III

Commissaire envoyé pour prendre livraison de grains. — Le citoyen Legueux-Paulvé est nommé commissaire pour, après s'être muni de la réquisition accordée par le représentant Mailhe sur le district de Saint-Florentin, se transporter à Saint-Florentin et s'y faire livrer deux bichets de méteil déposés dans les magasins de cette ville, et au Mont-Saint-Sulpice pour prendre une livraison de neuf quintaux de grains y déposés par l'effet de cette réquisition.

1^{er} Messidor (19 Juin 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Etat des journées de malades.* — Approuvé un état des journées de malades pour le mois de prairial, s'élevant à 1,991, présentés par les administrateurs de la Maison d'humanité.

Mouture d'avoine pour le pain de section. — Le citoyen Parisot, garde-magasin des grains de la commune, se présente, accompagné du citoyen Marlot, meunier du moulin Mi-l'eau. Ce dernier dit que chargé de moudre de l'avoine, dont la farine doit entrer dans le pain de section pour partie, il demande qu'on détermine la quantité de farine qu'il sera tenu de rendre par quintal d'avoine. Le Conseil considérant que cette mouture exige des procédés particuliers, et s'en rapportant entièrement à la probité et à l'intelligence du citoyen Marlot, tant sur la qualité que sur la quotité du produit, arrête que l'indemnité à lui payer sera fixée de concert entre lui et la Commission des subsistances.

Riz accordé aux femmes des vétérans. — Lecture est faite d'une délibération du Conseil d'administration de la 21^e compagnie de vétérans stationnée à Auxerre. Elle a pour objet la demande d'une ration de pain pour leurs femmes. Le Conseil, considérant la pénurie extrême des subsistances, qui ne permet de donner aux artisans qu'une ration d'une livre de pain; que d'autre part celle des vétérans est de une livre et demie; mais ne voulant pas rejeter complètement leur demande, arrête que les femmes des vétérans seront traitées comme celles des citoyens Doivet et Delinotte, auxquelles il est accordé une once de riz par jour; et que, pour se faire délivrer leurs bons, elles se présenteront avec leurs maris à la Maison commune.

Suppression de l'hospice militaire. — Le commissaire ordonnateur de la 18^e division militaire ayant décidé la suppression de l'hospice militaire et la translation des malades militaires à l'hospice civil, il est arrêté : que les commissaires chargés de la surveillance des deux hospices veilleront à l'exécution de cette opération.

Pétition de Burat fils. — Il est passé à l'ordre du jour sur une

pétition de Burat fils, tendant à être entendu dans ses moyens justificatifs contre l'arrêté du 14 prairial, qui a ordonné sa réclusion. An III
(1795)

3 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Déclaration des voyageurs par les aubergistes.* — Le Conseil, informé qu'une multitude d'étrangers arrive en cette commune et y séjourne, arrête que les aubergistes et particuliers logeant en garni seront prévenus par publication de venir à la Maison commune faire la déclaration des personnes qui séjournent chez eux.

Dispenses du service de la garde nationale. — Le citoyen Dumas, membre du bureau de conciliation du tribunal du district, est dispensé, sur sa demande, du service de la garde nationale, comme fonctionnaire public non salarié. Le citoyen Augustin, vigneron, est, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 prairial dernier, dispensé du service de la garde nationale comme peu fortuné.

Instituteurs de la commune. — Le citoyen Bridault se présente et dit que le citoyen Denouh ayant abandonné la classe qu'il tenait dans la maison d'Eusèbe, lui a remis les clefs du local. Il demande à tenir cette classe avec son frère aîné. L'affaire sera envoyée au jury d'instruction, et en attendant Bridault et son frère tiendront la classe.

Maurage, chirurgien, demande à entrer à l'hospice civil. — Sur la demande du citoyen Maurage Lazare, officier de santé à l'hospice militaire, de rentrer à l'hospice civil en qualité d'aide chirurgien, il est arrêté que les administrateurs de cet hospice sont autorisés à accepter son concours à ce titre, quand ils le jugeront nécessaire, mais, attendu que l'hospice civil est un établissement national, ordonne que la pétition dudit Maurage, sera adressée aux autorités supérieures.

5 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Dispense du service de la garde nationale.* — Arrêté que les membres pris hors de son sein, adjoints au bureau central de comptabilité seront, pendant tout le temps de leur exercice, dispensés du service de la garde nationale.

Rapport sur les grains existant dans la commune. — Le citoyen Augé, commissaire pour faire l'inventaire des grains et farines existant dans la commune au 1^{er} messidor, fait son rapport. On remarque dans le bordereau qu'il donne qu'il existe 148 quintaux de riz en magasin, reste des 160 accordés par le gouvernement.

An III
(1795)

Le Conseil en ordonne la vente aux enchères publiques par ce motif que ce genre de subsistances ne convient nullement au goût, à l'usage et à la nature des besoins des habitants.

Achat de savon pour échange contre des grains. — Le savon étant une des matières les plus favorables pour l'échange contre des grains, il est arrêté que, vu la hausse de prix qui est annoncée, achat sera fait, pour le compte de la commune, de douze demi caisses de Marseille 1^{re} qualité que le citoyen Escalier offre au prix de 26 livres la livre, bien qu'il lui soit facile d'en trouver davantage; et que les communes granifères du district seront informées par circulaire qu'elles pourront échanger des grains contre ce savon, à raison de 8 à 9 livres de savon pour un bichet de froment, mesure d'Auxerre.

Salaires des déchargeurs de grains. — Il est fait droit à la pétition des déchargeurs de grains, tendant, vu le renchérissement des marchandises, à être payés à raison de 15 livres par jour; mais en même temps, il est arrêté que, par motif d'économie, le nombre des forts sera réduit de sept à cinq.

Demande de bois au représentant Précý. — Il est donné lecture d'un arrêté du représentant du peuple, actuellement à Clamecy, portant que tous les bois et charbons déposés sur les ports de l'Yonne et ruisseaux affluents, sont exclusivement réservés à l'approvisionnement de Paris. Le Conseil, pour prévenir, pour l'hiver prochain, la pénurie de bois de chauffage qui s'est fait sentir si cruellement l'hiver dernier, et sur la demande spéciale des citoyens Lesseré et Chardon, décide que pétition sera adressée au représentant du peuple, Précý, pour en obtenir la faculté de faire arriver à Auxerre 400 cordes de bois.

Augmentation du salaire des boulangers. — Arrêté sur la pétition des boulangers employés par la Commission des subsistances, par laquelle ils déclarent ne pouvoir continuer leurs travaux pour la confection du pain de section, si le prix de leur travail n'est pas augmenté, qu'il leur sera payé 6 livres par quintal au lieu de 4 livres.

Réparations à faire aux casernes. — Le citoyen Dudesert, commissaire du Conseil, chargé de la comptabilité des casernes, dépose son livre de dépenses sur le bureau. Il y a beaucoup de réparations à faire, et il n'a plus que 31 livres 4 sols en caisse. Arrêté qu'il sera adressé une pétition au département, tendant à ce qu'il soit mis à la disposition du citoyen Dudesert une somme de 10,000 livres.

Réorganisation de la garde nationale. — Lettre du procureur syndic du district, invitant à procéder à la réorganisation de la

garde nationale, en exécution de l'article 4 de la loi du 28 prairial dernier. En conséquence les citoyens Faurax, Pérille, Lelièvre et Guénot, membres du Conseil, sont nommés commissaires pour présider chacun une des sections ou devront être élus les officiers. Ne seront point convoqués, à cette élection, les citoyens peu fortunés, domestiques, journaliers et manouvriers. (Article 5 de la loi). An III
(1795)

Nouveau lieu de séances de la section de l'Unité. — Les malades militaires occupant maintenant la ci-devant chapelle de l'Hôtel-Dieu, qui servait de lieu de séances à la section de l'Unité, il est arrêté que cette section tiendra, à l'avenir, ses séances au Prétoire, et que celle de la Liberté sera transférée au tribunal de commerce.

Indemnité aux distributeurs de bons. — Arrêté que l'indemnité accordée aux distributeurs de bons sera, pour chaque section de 2,400 livres par an.

Certificat accordé à la veuve du chirurgien Paradis. — Vu la pétition de la citoyenne Marie-Victoire Dizier, veuve de Edme-Pierre-Jean-Ursici Paradis, officier de santé, tutrice de Victoire-Angélique Paradis, Jeanne-Françoise-Théophile Paradis, et Pierre-François-Joseph Paradis; tendant à ce qu'il lui soit délivré le certificat d'indigence, qui lui est nécessaire pour obtenir de la bienfaisance nationale les secours et la pension auxquels elle a droit. Vu l'état, joint à sa pétition, de son revenu net et de celui de ses enfants montant à 750 livres 15 sols 3 deniers, le Conseil, considérant que, par la modicité de ce revenu, l'exposante, chargée de trois enfants, se trouve réellement dans le besoin, arrête qu'il lui sera délivré un certificat d'indigence.

Deluc jeune, reclus, mis en liberté. — Le citoyen Deluc jeune, adresse au Conseil une pétition pour être mis en liberté, déclarant qu'il ne possède pas d'armes, ainsi qu'il l'a toujours déclaré. Les citoyens Charbuy et Biotot, commissaires, nommés pour vérifier cette déclaration, rapportent qu'elle est exacte; mais Marcellot, procureur de la commune, requiert son maintien en la maison de réclusion, par ce motif que, condamné à la réclusion, il s'est absenté de la commune et ne s'est constitué prisonnier qu'à son retour, après avoir appris que ceux qui s'y étaient rendus d'eux-mêmes avaient été remis en liberté, espérant en sortir aussitôt. Contrairement à ces conclusions le Conseil arrête qu'il sera mis sur le champ en liberté.

7 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Les frères Bridault, instituteurs de la commune.* — Le jury d'instruction publique ayant donné

An III un avis favorable à l'autorisation accordée aux frères Bridault de
(1795) tenir l'école Eusèbe, cette double nomination sera définitive.

Les citoyens Digard et Vaultier, sont attachés aux bureaux de comptabilité. — Le citoyen Menestrier, chargé de la recette des impositions, se trouvant, à cause de ses fonctions, dans l'impossibilité de prendre part régulièrement aux travaux du bureau central de comptabilité, dont il est membre, il est arrêté « que le citoyen Digard (prêtre), dont les talents sont connus, est nommé membre-adjoint au bureau central en remplacement du citoyen Menestrier; que le citoyen Vaultier, qui s'est offert de travailler aux mêmes opérations, sera également attaché à ce bureau, et que tous deux recevront une juste indemnité. »

9 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Obtention des chevaux de trait demandés.* — Jeannest-Lanoue, représentant du peuple, informe la municipalité que la Commission du mouvement des armées, met à la disposition de la commune les douze chevaux de trait et deux de selle que le Conseil avait demandés. Une lettre de remerciement sera envoyée au représentant, en le priant en même temps d'obtenir que les réquisitions accordées à la commune sur les districts de Saint-Florentin et d'Arnay soient enfin exécutées.

Gardes-champêtres. — Sur la demande des gardes-champêtres, leur traitement sera fixé à 6 livres par jour, à compter du 1^{er} de ce mois.

Obtention du bois demandé. — Le représentant du peuple, Précy, transmet au Conseil l'arrêté qu'il a pris le 7 de ce mois, par lequel il met à la disposition de la commune les 400 cordes de bois demandées, achetées par les citoyens Pierre-Prix Lesseré, et François-Xavier Chardon-la-Loge, marchands de bois, associés pour cette opération. La commune ayant besoin pour ses établissements de 150 cordes, les citoyens Chardon et Lesseré prennent l'engagement, par acte passé à la suite de cette délibération, de les lui livrer au prix courant. Les 250 autres cordes seront vendues aux habitants.

Un particulier demande un asile dans le collège. — Le citoyen Petit père, dit Charbonnier, demande qu'il lui soit accordé un asile dans l'ancien collège. La municipalité n'ayant aucun local dont elle puisse disposer, renvoie le demandeur à se pourvoir auprès des administrateurs du district.

Les paroissiens de Saint-Eusèbe demandent leur église. — Un grand nombre d'habitants de la ci-devant paroisse Saint-Eusèbe demandent à ce que conformément à la loi du 11 prairial dernier, cet

édifice, qui était précédemment affecté au culte soit mis en leur possession. Le Conseil, considérant qu'il importe pour le maintien de la fraternité si désirable entre les citoyens, que les habitants de la commune, dont le culte est le même, s'en tiennent au temple de Saint-Etienne; que, d'autre part, d'après des bruits publics, la charpente de l'édifice menace ruine, arrête « qu'il sera observé aux pétitionnaires que l'état de délabrement et de dénuement de cette église, les réparations et l'entretien du culte vont les constituer personnellement dans des frais énormes, tandis que, par une contribution générale, tous les habitants de la commune peuvent réparer solidement l'église Saint-Etienne, y rétablir et entretenir dans la splendeur, la décence et la dignité convenables, tous les objets du culte catholique; enfin que visite sera faite de l'église Saint-Eusèbe, notamment de la charpente, par le citoyen Jacotin, qui constatera par procès-verbal si cet édifice peut présenter quelque danger. »

Dépôt de pièces inculquant la précédente municipalité. — Arrêté qu'il sera fait dépôt au secrétariat, pour y avoir recours en cas de besoin : 1° d'un rapport fait par le citoyen maire, au nom du bureau d'administration générale, des informations qu'il s'est procurées « sur les vols et dilapidations dont plusieurs individus, et notamment quelques membres de l'ancienne municipalité, ont été inculpés, en présence du représentant Mailhe, dans les séances des sections, dans le cours de floréal dernier »; 2° d'une pétition des quatre sections de la commune datée du 4 de ce mois « sur la dévastation de plusieurs édifices publics »; 3° et de cinq pièces relatives au même objet. Copie de ces documents sera adressée au procureur général syndic du département.

11 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Livraison des chevaux de trait.* — Le citoyen Capron, inspecteur du dépôt de la 19^e division établie à Auxerre, se présente et déclare être prêt à mettre la commune en possession des chevaux accordés par la Commission du mouvement militaire. Arrêté en conséquence que les citoyens Robin et Savatier, conjointement avec les citoyens Defrance et Nombret, sont nommés commissaires à la réception de ces chevaux, et qu'il devront veiller à leur entretien.

Livraison des sels échangés. — Le citoyen Augé est nommé commissaire pour faire livraison des sels que les particuliers demandent en échange des grains qu'ils ont vendus à la commune pendant le mois de germinal dernier et postérieurement.

Vente du riz en magasin. — Informé de la baisse du riz prévue

An III dans un court délai, le Conseil arrête que les dix-sept futailles de
(1795) riz qui sont en magasin, seront expédiées sur le champ, par le coche, à Paris, à l'adresse du citoyen Gravier, disposé à les acheter, ainsi que le déclarent les citoyens Soufflot et Escalier, chargés du soin de les vendre.

Garde nationale. — La nomination des officiers de la garde nationale n'a pas abouti parce que le contrôle des citoyens n'est pas fait.

Fonds délivrés aux commissaires aux achats. — Les commissaires aux achats de grains manquent de fonds, 62,000 livres seront mises à leur disposition, par l'intermédiaire du citoyen Nombret.

Vente du tabac en poudre acheté pour échange. — Les 1,200 livres de tabac en poudre qui avaient été achetées par la commune à la veuve Vincent, pour être échangées contre des grains, seront vendues au compte de la municipalité, si ladite veuve Vincent persiste à ne vouloir résilier son marché.

Délivrance d'un certificat. — Il est donné acte de l'attestation de six citoyens, au sujet de l'abandon de la citoyenne Marguerite Vovilliers par Jean-Michel Guichard, son mari.

Secours aux parents des défenseurs de la patrie. — Les citoyens Hubert et Villetard, commissaires distributeurs des secours accordés par la loi aux parents des défenseurs de la patrie, présentent l'état de leurs dépenses, pendant le trimestre de germinal, s'élevant à 4,055 livres 4 sols, 8 deniers.

13 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Casernes.* — Le Conseil approuve le compte présenté par le citoyen Dudesert, commissaire comptable des casernes de ses recettes et dépenses pour l'entretien de cet établissement. Lecture est faite ensuite de la lettre envoyée par le département, contenant un mandat de 10,000 livres pour l'entretien des casernes.

Burat fils se justifie. — Le citoyen Burat fils se présente et explique ses moyens justificatifs contre les arrêtés du Conseil des 14 et 15 prairial le condamnant à la réclusion. Il apporte l'attestation de citoyens qui déclarent qu'il ne possédait d'autres armes que celles qu'il a déclarées. Le procureur de la commune conclut en l'envoyant se pourvoir auprès de la Convention, mais le Conseil, considérant que le représentant Mailhe lui a donné, de vive voix toute latitude pour statuer sur les réclamations, arrête que la peine de la réclusion n'est point applicable à Burat, qui a fourni toutes les justifications nécessaires.

Dénombrement des habitants. — Le Conseil nomme 10 de ses membres, pour procéder au dénombrement des habitants, dans le but de réorganiser la garde nationale. An III
(1795)

Fixation du traitement des employés de la commune. — Les employés du bureau des subsistances de la commune ayant adressé une pétition afin d'être augmentés, et le traitement du citoyen Faultrier secrétaire-greffier n'ayant pas été réglé lors de la délibération du 3 germinal, parce qu'il était en mission, le Conseil établit ainsi le traitement de tous les employés : Faultrier, secrétaire-greffier, 450 livres par mois ; Moreau, secrétaire-adjoint, 400 livres ; Coutier, 250 ; François, 250 ; Duché, 200 ; Sanglet, 200 ; Badin, 250 ; Savatier, 200 ; Violet, 125 ; Richard, économe, 150 ; Olive, garçon de bureau, 150, et Badin fils, aide, 90. Pour la commission des subsistances : Dechenu, secrétaire, 200 ; Frottier, chef de comptabilité, 200 ; Parisot, garde-magasin des grains, 200 ; Breton, garde-magasin des farines, 200.

Poste de la Maison commune. — Le citoyen Badin, adjudant-major de la garde nationale se présente, et dit que le corps de garde de la Maison commune, qui, d'après la volonté du conseil, doit être composé de 20 hommes, se trouve journellement désert, parce que les cultivateurs, artisans et journaliers s'autorisant de la loi du 28 prairial, qui les dispense du service, refusent de se présenter. Le Conseil considérant que la majeure partie des citoyens est dans le cas de n'être plus comprise sur les contrôles, et ne voulant pas rendre la charge trop lourde à la minorité des citoyens, qui y est comprise, arrête qu'à compter de demain, le poste ne sera plus composé que de 14 hommes.

Officier autrichien battu par un Vétéran. — M. Trattenberg, chef de division de l'armée autrichienne, se plaint d'avoir été battu par Aubert, sergent des vétérans. Arrêté que le capitaine de la compagnie des vétérans sera invité à punir ledit Aubert.

15 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Arrivée de deux trains de bois. — Le citoyen Pierre-Prix Lesseré, marchand de bois, vient dire au Conseil que deux trains faisant partie des 400 cordes achetées par lui et son associé Chardon la Loge sont arrivés sur le port. Le Conseil décide que ces deux trains sont acceptés ; que le bois en provenant sera délivré aux citoyens Lelièvre, Rigoley et Faurax, membres de la commission des combustibles, qui prendront des renseignements sur les prix courants, pour le payer.

La maison du citoyen Bogard cesse d'être occupée par la commune. — Les services municipaux établis dans la maison du ci-

An III toyen Bogard, attenant à la Maison commune sont transférés dans
(1795) ce dernier local.

Cessation de la distribution de pain. — Le Conseil arrête le texte d'une proclamation à adresser aux habitants, pour les informer que, en considération de l'ouverture d'une belle et heureuse récolte, il n'y aura plus de distribution de pain, sauf pour les indigents, à partir du 1^{er} thermidor prochain.

Tabac repris par la vendeuse. — Le citoyen DeFrance annonce que la veuve Vincent, qu'il était chargé de voir pour résilier le marché des 1200 livres de tabac, lui a dit qu'elle en avait trouvé le débouché, et qu'elle lui a rendu les arrhes qui lui avaient été donnés, sans demande d'indemnité.

17 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lettre de Jeannest-Lanoue.* — Le représentant Jeannest, écrit que la Convention lui semble disposée à accorder à la commune des mesures pour l'exécution des réquisitions sur les districts d'Arnay et de Saint-Florentin. Il pense aussi que le Conseil peut former avec succès une demande au Comité de salut public pour un secours en riz. Arrêté qu'adresse sera envoyée aux citoyens Jeannest et Villetard, pour faire cette double demande à la Convention.

Frais de transport du sel. — Arrêté qu'il sera payé au citoyen Lesséré, directeur des coches, 9424 livres 10 sols pour le transport des 183 sacs de sel envoyés par le citoyen Ridard.

19 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Envoi de sel par Ridard.* — Réception de trois lettres écrites de Paris par le citoyen Ridard, annonçant qu'il vient de faire charger dans deux bateaux des coches, pour le compte de la commune, 333 sacs de sel, pesant ensemble 63,270 livres, complément de 99,870 livres qu'il a vendus à la commune. Le montant, frais compris, lui en sera payé en effets sur Paris.

Logement d'instituteur. — Lecture de l'arrêté du département, qui autorise le citoyen Denouh, instituteur, remplacé par les frères Bridault, depuis qu'il a donné sa démission, à établir son logement et son école dans le ci-devant presbytère de Saint-Eusèbe, dans le grand pavillon au 1^{er} étage à gauche.

21 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Trafic de pain de section.* — Un membre se plaint des abus criants qui se commettent journellement en faisant commerce du pain de section. Il cite une vente

faite ce jour par la citoyenne Beauvague à la citoyenne Vincent et à la citoyenne Guillaume de 10 livres de pain de section, pour les envoyer à Paris. Le Conseil considérant que les subsistances de la commune déjà si rares ne sont amassées avec tant de peine que pour assurer aux indigents l'aliment de première nécessité, et que c'est un délit contre l'ordre social de se livrer à un pareil trafic, arrête « que les citoyennes Beauvague, Guillaume et Vincent, appelées à la séance, et ayant avoué le fait seront traduites au tribunal de police correctionnelle.

23 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réquisitions sur Saint-Fargeau, Saint-Florentin et Arnay.* — Un arrêté du Comité de Salut public du 13 de ce mois ayant ordonné l'exécution des réquisitions au cinquième des grains, antérieurement accordés à la commune sur les districts de Saint-Fargeau, de Saint-Florentin et d'Arnay-sur-Arroux, le Conseil proposera au district trois commissaires pour opérer les réquisitions.

Examen de Dufey fils. — Le conseil de santé ayant envoyé le 15 de ce mois trois questions de chirurgien de 3^e classe à résoudre par le citoyen Dufey fils ci-devant employé à l'hôpital militaire ; ces questions ont été résolues par ce dernier, en trois séances, étant seul dans un cabinet ; la première le 21 de ce mois, de 10 heures du matin à midi, la seconde le soir du même jour, de 3 à 6 heures, et la troisième le lendemain, de 10 heures du matin à midi. Le travail du candidat, enfermé dans une lettre cachetée, sera envoyé au Conseil de santé, par les soins de la municipalité.

Cheval morveux abattu. — Arrêté qu'en présence du citoyen Dudesert, officier municipal, un cheval hongre, atteint probablement de la morve, sera abattu, et qu'avant l'encroûttement (*sic*), ouverture sera faite de son corps par un artiste vétérinaire.

25 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande d'ouverture de l'église Saint-Pierre.* — La section de l'Unité demande par une pétition adressée aux autorités supérieures que la ci-devant église Saint-Pierre soit rendue aux habitants pour que le culte y soit exercé comme par le passé. Le Conseil donne des observations qui seront portées au registre des pétitions.

Passage de poudre de guerre. — Le citoyen Foacier, directeur des transports militaires dans le département, écrit que quatorze voitures chargées de poudre doivent partir demain pour Vermenton. Il demande que ces voitures soient escortées par des vétérans. Le capitaine de la compagnie est mandé, et en sa présence

Sc. hist.

14

An III le Conseil arrête : 1^o Qu'un réquisitoire sera adressé au commandant de la gendarmerie, pour qu'il ait à fournir escorte suffisante ;
(1795) 2^o Qu'un poste de vétérans sera établi à la Maladière, en face des bateaux chargés des poudres de la République, afin d'empêcher les trains d'approcher de ces bateaux, et d'en éloigner toute personne ayant pipe ou feu.

Dispense de logement militaire. — Arrêté que les ci-devant reli-gieuses seront à l'avenir dispensées du logement militaire.

Egoût de la rue des Grands-Jardins. — Arrêté que le citoyen Jacotin, architecte de la commune dressera rapport des réparations à exécuter à l'égoût de la rue des Grands-Jardins, qui se décharge dans le jardin du citoyen Bézanger-Sardy.

Comptes à rendre par les citoyens ayant reçu des fonds. — Sur la demande d'un membre du bureau central de comptabilité, les citoyens auxquels des fonds ont été confiés, seront tenus d'en rendre compte dans le plus bref délai : savoir le citoyen Lionne, 12.000 livres, Lescalier, 210.000, Girard, 5.500, Chopin-Merey, 60.000, Prévost, 3.902, Filleau, 3.060, Nombret, 3.000.

27 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande d'établissement de bureaux aux ci-devant Bernardines.* — Le citoyen Colin, commissaire des guerres demande à la municipalité d'établir des bureaux dans le local des ci-devant Bernardines, ci-devant affecté au Comité révolutionnaire. La pétition, approuvée par le Conseil, sera renvoyée aux autorités supérieures.

Convocation des Volontaires de la 1^{re} réquisition. — Le procureur général syndic du département écrit à la municipalité pour lui rappeler, qu'en vertu de l'arrêté du Comité de Salut public du 4 floréal dernier, tous les jeunes gens de la 1^{re} réquisition en congé ou non, résidant dans la commune, doivent rejoindre leurs corps. Trois de ces jeunes gens auraient tenu des propos inciviques. Arrêté en conséquence que, malgré l'exécution qui a été donnée dès le 29 prairial à cet arrêté, les jeunes gens en question seront appelés au secrétariat pour donner des explications sur leur présence dans la commune.

Lettre adressée à Cherest, reclus. — Le maire met sur le bureau un paquet à lui adressé sous le contre-seing de la commission du mouvement des armées, contenant une lettre adressée au citoyen Cherest actuellement détenu à la Maison de réclusion. Le maire déclare qu'il ne veut être l'intermédiaire des correspondances de Cherest. Sur quoi il est arrêté que le paquet sera envoyé au département, qui statuera ce qu'il appartiendra.

Pain de section. — La commission des subsistances ne possédant pas assez de farine pour faire la distribution du pain de section le 29, il est arrêté qu'à partir dudit jour, la ration sera réduite à une demi livre de pain, et une once de riz par individu. An III
(1795)

Achat de blé. — Arrêté qu'il sera payé au citoyen Bellevaut, 800 livres pour deux bichets de froment et à Germain Beaujean, 5.675 livres pour douze bichets de froment à 400 livres le bichet, deux bichets et une quarte de mouture d'orge à 200 livres le bichet et 25 livres de gratification, ces prix ont été convenus entre le vendeur et la Permanence.

Gratification en savon. — A la demande du citoyen Dudesert, qui assure que le citoyen Grimard est disposé à rendre des services à la commune pour son approvisionnement, il est arrêté que le citoyen Parisot, garde-magasin des subsistances, est autorisé à lui livrer, comme gratification, deux livres de savon.

Vente de meubles et vieux fers pour acheter des subsistances. — Sur la déclaration faite par le citoyen Nombret, que le trésor des subsistances de la commune se trouve presque épuisé, il est arrêté que toutes les armoires, tous les meubles sans usage, vieux fers, plomb, qui sont dans la Maison commune seront vendus aux enchères, pour le produit de la vente être employé en achat de subsistances.

Vaisseau de la confrérie de Saint-Nicolas. — Sur la réclamation de divers habitants de la ci-devant paroisse de Saint-Étienne, tous mariniers, le Conseil arrête que le vaisseau qui a été déposé à la Maison commune, leur sera remis, sur la reconnaissance du citoyen Marion, notable, l'un des pétitionnaires.

Approvisionnement de la Halle au blé. — Le Conseil, pressentant les embarras qui vont résulter de la prochaine cessation de la distribution des bons de pain, arrête qu'il sera fait une pétition aux autorités supérieures, pour les inviter à user de tous leurs moyens pour faire approvisionner la Halle au blé.

28 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Réunion des militaires de la 1^{re} réquisition. — Les militaires de la 1^{re} réquisition, en résidence dans la commune, étant réunis, et le commissaire des guerres présent sont admonestés par le Maire. Trois d'entr'eux : les citoyens Colin, Zacharie et Buisson, accusés d'avoir tenu des propos inciviques, sont interrogés. Aucune preuve n'est relevée. Le commissaire des guerres se charge de l'examen de leurs congés.

Demandes des sections de l'Unité et de la Fraternité. — Les sections de l'Unité et de la Fraternité demandent par pétition : 1^o Que

An III la municipalité dresse un état séparé des dépenses occasionnées
(1795) par les fêtes célébrées sous le règne de la Terreur, pour être supportées par ceux qui les ont organisées. Arrêté que le bureau de comptabilité générale fera le relevé des dépenses causées par ces fêtes, pour être délibéré ensuite, s'il y a lieu ; 2° Que la permanence de la garde nationale soit supprimée. Cette mesure serait inopportune, le Conseil se refuse à l'admettre, car il importe, au moment où la pénurie des subsistances est extrême, que l'autorité ait à sa disposition une force permanente convenable ; 3° Que le citoyen Duchesne-Lagarde, dénoncé comme terroriste, soit désarmé. Le Conseil, considérant que Duchesne-Lagarde s'est montré agent de la Terreur dans le district de Saint-Fargeau ; que ce district, par un arrêté du 2 ventôse dernier l'a destitué de sa place d'agent salpêtrier comme ignorant dans cette partie, et comme terroriste, mais que la loi du 21 germinal attribue au district ce droit de désarmement, arrête que copies de la demande des sections et des pièces jointes seront transmises à l'administration du district de Saint-Fargeau, « avec observation qu'il y a lieu d'appliquer au citoyen Duchesne-Lagarde la loi du désarmement de tous ceux qui ont participé aux horreurs commises avant le 9 thermidor et de le mettre sous la surveillance de la municipalité ».

Remise des clefs de l'église Saint-Eusèbe. — Vu l'arrêté du Département du 27 de ce mois, concernant la ci-devant église Saint-Eusèbe, et le rapport de l'architecte de la commune, duquel il résulte qu'il n'y a aucun danger à occuper ladite église, le Conseil arrête que les clefs de l'église Saint-Eusèbe seront remises aux pétitionnaires.

29 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réorganisation de la Garde nationale.* — Un membre du bureau militaire dit : que, en conformité de la loi du 24 prairial sur la réorganisation des gardes nationales, le recensement a été fait des citoyens de 16 à 60 ans devant en faire partie, et en retranchant, aux termes de l'article 5 de cette loi, les citoyens peu fortunés, le total des citoyens inscrits s'est élevé à 939 hommes. Il en sera formé un bataillon composé de 8 compagnies (deux par section) de 77 hommes chacune, en outre trois compagnies ; une de grenadiers, l'autre de canonniers, la troisième de chasseurs, composées d'hommes des quatre sections, à 50 hommes pour la compagnie de canonniers et à 100 pour les deux autres. Ce rapport est adopté. Demain aura lieu l'élection des officiers par les gardes nationaux, et le 1^{er} thermidor celles du chef de bataillon et du porte drapeau par les officiers et sous-officiers.

Suspension de la distribution de pain. — Arrêté que la distribution du pain sera suspendue pendant un jour, les magasins ne renfermant plus que 4 quintaux 16 livres de grains; pendant ce temps arriveront les trois voitures de blé qui sont en route. An III
(1795)

Paroissiens de Saint-Étienne veulent réparer leur église. — Il est donné acte au citoyen Delingette de sa déclaration, portant que chargé par un grand nombre de citoyens de la commune exerçant le culte catholique dans l'église Saint-Étienne de prévenir le Conseil, lesdits citoyens se proposent de s'assembler dans ladite église, pour s'occuper des réparations dont elle a besoin.

30 Messidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prélèvement du cinquième des grains chargés au coche.* — Un membre expose que la distribution du pain de section doit cesser le 1^{er} thermidor, et qu'il n'en sera plus donné qu'aux nécessiteux, mais que les magasins des subsistances sont vides; que la réquisition du cinquième des grains des districts d'Auxerre et de Saint-Florentin, accordée à la commune par un arrêté du Comité de Salut public du 1^{er} germinal, n'a pas été exécutée entièrement, par suite du refus des propriétaires, basé sur leur manque de subsistances. Cependant, à chaque départ, le coche emporte pour Paris des grains en abondance, appartenant à des agioteurs, qui ne se contentent pas du prix de 400 livres le bichet, mesure d'Auxerre, et les envoient au loin dans l'espoir d'un lucre plus grand. Il demande donc que le cinquième, auquel la commune a droit, soit prélevé sur les grains venant des districts d'Auxerre et de Saint-Florentin, qui seront chargés sur le coche. En conséquence, le Conseil arrête : 1^o Que le cinquième sera prélevé sur tous les grains chargés au coche d'Auxerre et provenant de l'origine sus-indiquée, lorsque l'envoi dépassera 25 livres; 2^o que tout ce qui sera chargé par les habitants d'Auxerre, connus pour faire le commerce de grains, sera prélevé pour les indigents; 3^o enfin que tous les prélèvements seront payés au prix courant. Sont nommés commissaires à l'exécution de cet arrêté les citoyens Villetard, Escalier, Charbuy, Marchand, Nombret, membres du Conseil, Parisot, garde-magasin des grains de la commune et Faultrier, secrétaire-greffier.

Départ de moissonneurs par le coche. — Arrêté, à la demande du citoyen Lesseré, directeur des coches d'eau, que réquisitoire sera envoyé au commandant de la gendarmerie, à l'effet d'envoyer, d'ici prochain, à 5 heures du matin, quatre gendarmes sur le port, pour maintenir le bon ordre à l'embarquement d'une grande quantité de moissonneurs sur deux bateaux; et que les citoyens

An III Dudesert et Guilbert assisteront à cet embarquement, afin de
(1795) donner les ordres nécessaires en cas de troubles.

Réception d'un paquet pour Cherest. — Réception d'un troisième paquet, adressé au citoyen Cherest reclus, sous le couvert du citoyen Maire, et le contre-seing de la commission du mouvement des armées de terre. Arrêté que ce paquet sera adressé à Jeannest représentant du peuple, qui sera invité à le remettre au Comité de Sûreté générale,

1^{er} Thermidor (19 juillet).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Vente du riz consigné à Rouen.*
 — Arrêté que les 200 quintaux de riz à prendre dans les magasins nationaux établis à Rouen seront vendus sur place, parce qu'il faudrait plus de deux mois pour les faire venir à Auxerre, c'est-à-dire à la fin de septembre, après la récolte; que les frais de transport seraient trop considérables, et qu'il sera acheté de suite à Auxerre la quantité suffisante de grains pour sustenter la commune jusqu'à la mi-septembre (sic).

2 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prélèvement du 5^e au coche.*
 Les commissaires chargés de prélever au départ du coche le cinquième de ce qui y est amené, déclarent que, dans la journée d'hier ils ont prélevé 13 quintaux 77 livres tant de blé que de farine.

Proposition d'augmenter le prix du pain. — Le Conseil ajourne à quintidi prochain, la proposition faite par un membre d'augmenter le prix du pain, qui n'est plus en rapport avec celui du blé, valant 400 livres le bichet; autrement les finances de la commune finiraient bientôt par s'épuiser, et toute distribution de pain serait impossible.

La Garde nationale ne fera qu'un service de nuit. — Sur l'observation faite par un membre que la garde nationale ne se réorganise pas; que les assemblées, convoquées pour y parvenir, sont désertes; que le corps de garde est abandonné de jour comme de nuit, et que des brigandages sans nombre s'exercent dans les blés, il est arrêté que la garde ne sera plus montée de jour, mais de 8 heures du soir à 4 heures du matin; que des patrouilles seront faites à l'extérieur de la commune, et que tous les gardes qui manqueront seront déférés au tribunal de police municipale, pour y être condamnés, la première fois à un emprisonnement de trois jours, la seconde fois à six jours et la troisième fois à huit jours.

3 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Refus d'exemption du service*

de la garde nationale. — Le citoyen Pierre Letors, secrétaire du bureau de conciliation, demande à être à ce titre dispensé du service de la garde nationale, refusé. Il n'y a que les greffiers en chef qui en sont dispensés. An III
(1795)

Garde nationale, discipline. — Le département n'ayant pas approuvé l'arrêté du Conseil du 2 de ce mois, en ce qui concerne la peine d'emprisonnement à infliger aux gardes qui ne feront pas leur service, le Conseil arrête que la première contravention sera punie d'une amende de 50 livres équivalant à deux journées de travail, et que ceux qui s'absenteront du poste seront condamnés à une amende de 10 livres par heure d'absence.

Distribution de bons de pain. — Arrêté que les distributeurs de bons de pain seront déferés au juge de paix, pour être condamnés à verser entre les mains du citoyen Boyard-Moreau, trésorier de la commission des subsistances, les sommes dont ils sont redevables.

4 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Produit des propriétés foncières.* — Est approuvé le tableau dressé par les citoyens Merle et Champy, commissaires nommés par le district ; duquel tableau, il résulte que le produit des propriétés foncières de la commune est élevé à 409,104 livres 6 sols.

Gallard soupçonné de l'assassinat de Duché. — Le citoyen Preignat, directeur du juré du tribunal de Joigny informe le Conseil de l'interrogatoire qu'il a fait subir à Charles Gallard, arrêté comme prévenu de complicité dans les assassinats des citoyens Duché et Potherat, le 19 août 1792. Le citoyen Lesseré atteste que ledit Gallard est sorti de la commune dès 1791, pour aller travailler à Paris. Le Conseil certifie en conséquence, que ledit Gallard n'est point un des accusés dans ce crime.

Chargement frauduleux de farine. — Le citoyen Robinet déclare qu'ayant vu charger une voiture devant la maison de la citoyenne Mousselot, il a demandé à cette personne quelle était la nature du chargement, et que, sur sa réponse que c'était du vin, il a levé la toile qui couvrait ce chargement, qui se composait de quatre feuilletes de farine. Arrêté que ces quatre feuilletes appartenant à la citoyenne Mousselot « notée pour faire habituellement des agiotages », seront conduites au magasin de la commission des subsistances, à la diligence des citoyens Pérille et Charbuy, qui en feront le paiement au prix courant.

Casernes. — Arrêté qu'il sera envoyé un réquisitoire au commandant des vétérans pour qu'il établisse un planton à la porte des casernes, pour la surveillance de ces établissements.

AN III

(1795) *Propos malveillants contre un notable.* — Le citoyen Deffrance se plaint des propos tenus contre la municipalité par le citoyen Meunier, qui aurait dit, « que le citoyen Nombret, notable était un pillleur de farine, et que bientôt la municipalité viendrait fouiller dans leurs portefeuilles » ; le conseil considérant que le citoyen Meunier est coupable de l'insulte la plus grave envers une autorité dont toute la sollicitude se porte au soulagement du peuple, et qui ne peut exister que par le respect du peuple, arrête qu'il sera déféré au juge de paix de la Rivière, qui aura lieu à informer contre lui.

5 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Visite du moulin de Sommeville projetée.* — Arrêté que pétition sera adressée aux autorités supérieures pour être autorisé à envoyer des commissaires faire le prélèvement du cinquième au moulin de Sommeville, où, dit-on, sont établis des magasins renfermant des farines destinées à être embarquées sur le coche à son passage.

Livraison du bois de la commune. — Les citoyens Chardon et Lesseré, marchands de bois, demandent que la commune prenne livraison de 100 cordes de bois à compter sur les 150 stipulées dans le marché fait avec la municipalité. Arrêté que livraison sera prise de ces 100 cordes, à raison de 300 livres la corde. Le citoyen Faurax assistera à la livraison de ce bois.

Taxe du pain. — La taxe est ainsi établie : pain, 4 livres la livre ; farine pour nourriture, 5 livres ; son, 2 livres.

Réclamation au sujet de la farine saisie. — La citoyenne Mouselot, demande que sur les quatre feuilletes de farine saisies chez elles deux lui soient rendues pour son usage personnel et qu'il lui soit permis d'envoyer les deux autres à son mari malade à Paris. Arrêté qu'il ne lui en sera laissé qu'une et que le prix des trois autres lui sera payé à raison de 4 livres la livre.

6 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Offre de vente de farine.* — Le citoyen Guignier du Bouchet, de Saint-Bris, ayant appris, en passant à Auxerre, la pénurie des subsistances dans laquelle se trouve la commune, offre de vendre 1,907 livres de farine qu'il destinait à plusieurs familles de Paris. Accepté.

Saisie de farines sur Fourier, projetée. — Le citoyen Fourier le jeune, tailleur à Auxerre, ayant déclaré qu'il va faire charger au coche, 4 feuilletes et un quart de farine, et qu'il offre de payer le cinquième, il est arrêté : « que ledit Fourier étant convaincu, tant par la notoriété publique que par des envois précédents d'un agio-

lage habituel des subsistances », la totalité des farines sera prise **An III** pour l'approvisionnement des indigents de la commune; et que **(1795)** le citoyen Nombret lui en paiera le montant.

Visite au moulin de Sommeville. — Arrêté que les citoyens Pérille et Augé se transporteront au moulin de Sommeville et y prélèveront le cinquième de la commune.

7 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Envoi de fonds pour achat de grains.* — Arrêté qu'il sera envoyé, au citoyen Nombret, commissaire aux achats de grains dans le district de Tonnerre, des fonds et matières d'échange jusqu'à concurrence de 40 à 50,000 livres.

Paiement d'un remplaçant pour la garde nationale. — Arrêté que le remplaçant, pour le service de la garde nationale, du citoyen Violet, employé de la commune, absent par congé, sera payé par la commune. Séance tenante, le citoyen Faultrier lui paie 10 livres.

Moreau, secrétaire-adjoint est augmenté. — Des deux places de secrétaire-adjoint de la municipalité, une ayant été supprimée, il en est résulté que le travail s'est trouvé doublé pour Moreau qui est resté; il est juste de l'indemniser. En conséquence Moreau qui reçoit 180 livres par mois en recevra 290 à compter du 1^{er} prairial dernier.

9 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Actes de la commune.* — Le tarif de l'expédition des actes de la commune est ainsi fixé : Passes-ports, 10 sols; certificats de civisme et de résidence, 15 sols; certificat de résidence à 8 témoins, 1 livre 15 sols; actes de naissance et de décès, 1 livre; actes de mariage et divorce, 1 livre 15 sols.

Rapport sur la visite au moulin de Sommeville. — Les commissaires envoyés au moulin de Sommeville rapportent qu'ils n'ont trouvé que quelques sacs de farine appartenant à des particuliers. Un membre affirme être informé que toutes les farines ont été chargées sur des trains aussitôt après le départ des commissaires. Arrêté qu'une pétition sera adressée au Département, lui demandant de pouvoir choisir des commissaires hors de son sein, et d'établir, en cette qualité à Monéteau, les citoyens Housset-Beaudesson et Petitjean demeurant en ce lieu.

Augmentation de traitement. — Sur la demande des journaliers employés aux magasins de la commune, il est arrêté que leurs journées leur seront payées 18 livres.

Gardien du Temple. — Arrêté qu'il sera payé la somme de 300 livres au citoyen Denombret pour un mois de son traitement

An III comme gardien et décorateur du Temple, fonction supprimée
(1795) depuis le 9 germinal dernier.

10 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prix de certaines denrées.* — Il est délivré à la gendarmerie, sur sa demande, un certificat établissant le prix de certaines denrées pendant le mois de messidor : foin, 400 livres le cent ; avoine, 100 livres le bichet ; blé, 350 livres le bichet ; viande, 4 livres la livre.

Gardes-champêtres. — Arrêté qu'à compter du 9 de ce mois, les gardes-champêtres seront payés à raison de 8 livres par jour.

Suspension des échanges de savon. — Arrêté que le savon n'étant pas en ce moment d'un échange facile pour des grains, et que d'autre part, il tend à augmenter de prix, les 9 ou 10 demi-caisses qui restent seront déposées dans les caves, et que la vente en sera suspendue.

Demande de restitution d'objets religieux. — La section de l'Unité, et des citoyens catholiques de la commune demandent par quatre pétitions renvoyées au district « que différents meubles en bois, cuivre, fer, marbres précieux et tableaux provenant de spoliations faites dans les églises de cette commune, et existant au dépôt du district, soient restitués comme très utiles au culte. »

13 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réclamation de Fourier et de Renouf au sujet des farines.* — Lecture d'une lettre de Renouf, libraire à Paris, qui réclame les farines dont la commune s'est emparée sur Fourier, le 6 de ce mois. En même temps se présente la citoyenne Fourier. Elle demande copie de la délibération de la Commission qui a prononcé la préemption des farines sur son mari. Arrêté que la citoyenne Fourier est invitée à faire sa pétition par écrit et qu'expéditions de la délibération du 30 messidor, dûment homologuées, établissant cette perception, et celle du 6, relative à la saisies des farines faites sur Fourier, seront, dans la prévision d'une action que se proposent évidemment d'intenter contre la municipalité lesdits Renouf et Fourier, expédiées à Jeannest-Lanoué, qui les mettra sous les yeux du Comité de salut public, afin de prévenir les imputations calomnieuses qu'on voudrait répandre sur la conduite du Conseil.

Prélèvement du cinquième. — Arrêté que sur les 25 bichets de blé, appartenant au citoyen Huet-Duplessis, qui existent au moulin Brichou, le cinquième des farines, qui en proviendront sera prélevé, et le prix payé audit Huet-Duplessis.

Visite à des moulins. — Le Conseil, considérant que les moulins

de Saint-Georges, Perrigny et autres situés dans les environs sont le réceptacle des grains accaparés par l'agiotage, nomme le citoyen Nombret, commissaire à l'effet de s'y transporter et d'y prélever le cinquième revenant à la commune, en vertu de l'arrêté du 30 messidor homologué. An III
(1795)

Logement de la gendarmerie. — Le citoyen Lesseré, directeur des messageries, ayant donné congé de la maison occupée par la gendarmerie, pour le 15 octobre prochain, le Conseil invitera les administrations supérieures à prendre les mesures convenables au sujet de ce déplacement.

15 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Demande des administrateurs de la Maison d'humanité.* — Arrêté que l'on appuiera auprès des autorités supérieures la pétition des administrateurs de la Maison d'humanité, tendant à la translation, dans ledit hospice, de la literie, des comestibles et médicaments de l'hospice militaire.

Démission d'un garde-champêtre. — Le citoyen Ambroise Couzon, ayant donné sa démission de garde-champêtre, il est arrêté que le citoyen Hournon le remplacera, et entrera en fonction demain.

Assemblée des sections. — Arrêté, à la demande des sections, que pour attirer plus de citoyens à leur assemblée de décadi prochain où on doit délibérer sur plusieurs pétitions, publication en sera faite au son du tambour.

Concierges des sections. — Arrêté que vu la cherté des subsistances, il sera attribué à chacun des concierges des quatre sections, une indemnité de 4 livres par séance,

Traitement du percepteur de la commune. — Arrêté que le traitement du percepteur de la commune sera fixé, pour 1794, à 4,000 livres, comme en 1793, le citoyen Menestrier, percepteur, ayant déclaré, que malgré le renchérissement des subsistances qui lui donne droit à de l'augmentation, il s'en contenterait.

Défense d'abattre des veaux à la Poissonnerie. — Le citoyen Paulvé signale les abats de veaux qui se font journellement dans la halle dite de la Poissonnerie. Arrêté en conséquence qu'il est fait défense de faire des abats de veaux en ce lieu ; « on a toujours regardé comme une chose de bonne police de placer les boucheries dans un quartier unique et séparé. Ce procédé tient autant à la moralité qu'à la salubrité, et aujourd'hui, plus que jamais, il importe d'ôter de dessous les yeux de la jeunesse le spectacle odieux et féroce de meurtres. »

Retour d'un commissaire aux achats. — Se présente le citoyen

An III Dinaux, commissaire aux achats de grains dans le district de
(1795) Semur. Il est revenu parce qu'il n'y a plus rien à y faire, et a laissé entre les mains de son aubergiste une caisse de savon et deux milliers de sel. Arrêté que Girard devant retourner dans ce district fera emploi du savon et du sel pour ses opérations et qu'il recevra, en raison des services qu'il rend à la commune, une indemnité de 10 livres par jour en dehors de ses frais.

17 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Présents les citoyens Guénot, maire, Dudesert, Guilbert, Faurax, Ramponeau, Lelièvre, Ducrot, Pérille, officiers municipaux.

Lesseré, Villetard, Charbuy, Morillon, Escalier, Delingette, Rigoley, Chavany, Robin, Marion, Bertrand, Biotot, Augé, Nombret, Menestrier, Defrance et Leclerc, notables.

Eglise Notre-Dame-la-d'Hors. — Lecture est faite d'une pétition des habitants de la ci-devant paroisse Notre-Dame-la-d'Hors, tendant à être réintégrés dans la jouissance de leur église. Arrêté que cette demande, fondée sur la loi du 11 prairial dernier, doit être accueillie favorablement par les autorités supérieures, mais que l'église servant actuellement de magasin militaire, l'exécution de la remise aux habitants doit être ajournée jusqu'au moment où les objets contenus dans ladite église auront été transférés aux ci-devant Saintes-Maries.

Troubles causés par les Terroristes. — « Sur le rapport d'un rassemblement en partie composé de terroristes désarmés par l'arrêté du représentant du peuple Mailhe, en date du 22 floréal, et mis sous la surveillance de la municipalité, par délibération du Conseil du 5 prairial, qui les astreint à se présenter tous les jours en la maison commune ; lequel rassemblement considérablement accru par des chants bruyants, notamment par ces paroles de l'hymne Marseillaise : *Qu'un sang impur abreuve nos sillons*, proférées avec affectation par lesdits désarmés, a eu lieu hier vers 10 heures et demie du soir, et a été dissipé par la vigilance du commandant de la garde nationale en exercice.

« Vu deux procès verbaux faits au registre de la Permanence, desquels il résulte que ce matin, environ 7 heures et demie, le citoyen Parisot fils, passant en haut de la rue Notre-Dame, le citoyen Guéron fils, dit la Mort, désarmé, a affecté de chanter en sa présence, lorsqu'il a été arrivé, et vis-à-vis de lui, et à très haute voix le refrain : *Marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons* ; que ledit Parisot s'étant retourné, Guéron, en le fixant, lui a dit : oui, sacré couillon.

« Que de même le citoyen de la Chasse fils, passant ce matin devant la maison du citoyen Deluc, désarmé, celui-ci a affecté en le fixant d'un air menaçant d'entonner ledit refrain : *Marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons.*

« A ce rapport un membre ajoute : Hier soir, lorsque, par les ordres du commandant, quelques individus du rassemblement eurent été arrêtés et ensuite relâchés, la femme du citoyen Micouin, désarmé, s'est permis de dire : Si un sacré matin comme ça venait pour m'arrêter, je lui foudrais mon couteau dans le ventre. En ce moment les désarmés couvraient la place de la maison commune, en applaudissant à ce féroce propos. Le citoyen Micouin, désarmé, disait à ses camarades désarmés : Soyons toujours patriotes comme nous l'avons toujours été. Ils assaisonnaient cette gentillesse de leurs déclamations artificieuses et accoutumées contre le royalisme et l'aristocratie, dont ils semblaient accuser indirectement la garde nationale ou la municipalité.

« La conduite que des terroristes désarmés et leurs partisans tiennent depuis plusieurs jours, leur impudence provoquante, leur joie toujours menaçante, leurs réunions continuelles du matin au soir, soit chez eux, soit dans les lieux publics, tout dénote clairement que ces hommes pervers et insensibles à la généreuse indulgence de leurs concitoyens envers eux nourrissent au fond de leurs âmes l'attachement le plus opiniâtre à leurs funestes erreurs et les espérances les plus criminelles.

« Plusieurs d'entr'eux ne se présentent plus à la maison commune au jour qui leur a été indiqué pour le faire.

« Le Conseil, considérant que la loi défend toute espèce de rassemblement, et que les réglemens de police proscrivent toute espèce de chants, la nuit étant venue ;

« Que le rassemblement qui a eu lieu hier à 10 heures et demie du soir est d'autant plus répréhensible qu'il est évidemment l'ouvrage des terroristes désarmés, qui, par un abus atroce de l'hymne sublime des Marseillais, paraissent avoir pris ces mots : qu'un sang impur abreuve nos sillons, pour un cri de ralliement, et font d'un chant de guerre si heureux, dirigé contre la coalition impie des rois, un chant de provocation à la guerre civile et à la perturbation de la tranquillité publique ;

« Considérant que de pareils excès sont intolérables et requièrent des mesures particulières et vigoureuses contre les terroristes désarmés ;

« Arrête : 1° Les terroristes désarmés devront, en exécution de la délibération du 25 prairial, se présenter tous les quintidi de chaque décade, à 11 heures, en la maison commune.

An III

(1795) « 2° Ceux qui ne s'y soumettront passeront condamnés à 24 heures d'emprisonnement pour la première fois, à 8 jours pour la seconde et indéfiniment à la troisième.

« Les désarmés ne pourront se réunir plus de deux dans les rues et autres lieux publics, et ne pourront être hors de leurs maisons passé 9 heures du soir. S'ils contreviennent à cette défense, ils seront traduits immédiatement en la maison d'arrêt pour y être détenus pendant 3 jours pour la première fois, 8 jours pour la deuxième et indéfiniment pour la troisième.

« Enfin défenses sont faites aux cafetiers, limonadiers, aubergistes et autres tenant maisons ouvertes au public d'admettre dans leurs établissements les terroristes dont la liste leur sera envoyée à peine de 100 livres pour la première fois, de 500 livres pour la deuxième et de 1,000 livres pour la troisième.

« Cette délibération sera soumise à l'homologation des administrations supérieures.

« Un membre ajoute qu'il a eu connaissance de faits graves dont il va faire part au Conseil : La loi du 14 prairial dernier a conservé le libre exercice des cultes, et des lois précédentes ont pour jamais anéanti l'empire de cette Montagne sanguinaire et de cette société de cannibales dont l'infâme coalition a failli ne faire de la France qu'un vaste tombeau. Eh bien, il existe parmi les terroristes désarmés, ces êtres justement frappés de la réprobation générale, des scélérats assez audacieux pour, au mépris de ces lois bien-faisantes, qui font leur supplice, s'être permis, dans la taverne de Thébaut et autres lieux, les cris de : Vive la Montagne, vivent les Jacobins.

« Il en est d'autres qui injurient chaque jour, dans les rues, les ministres du culte et les citoyens qui se rendent aux offices. Le citoyen Paulvé et ses deux sœurs ont été, le jour de la fête paroissiale de Saint-Etienne, chargées d'invectives par le citoyen Ferrard, tailleur, demeurant rue de la Boucherie, le matin et le soir dudit jour, tant en allant qu'en venant de la messe et des vêpres, uniquement parce qu'ils y allaient.

« Le citoyen Guéron fils dit la Mort, l'un des désarmés a dit publiquement, en conversant sur le culte, que toutes pratiques religieuses des prêtres et des dévôts ne feraient qu'à faire casser la barre du col à quelqu'un (*sic*).

« Je vous indiquerai particulièrement pour témoins du premier de ces faits, le citoyen Capron, inspecteur du dépôt de chevaux de la 19^e division établie à Auxerre, et Chardon, capitaine de la gendarmerie ; du second, le citoyen Paulvé et ses deux sœurs ; et pour témoins du troisième, les citoyens Heuvrard, notaire, et Duchemin jeune, huissier.

« Sur quoi, ouï le procureur de la commune, le Conseil arrête que ce rapport sera adressé, pour dénonciation, au procureur général syndic du département, avec invitation de s'assurer, par tous les moyens que la loi lui donne, de la vérité des faits y exprimés, et d'en poursuivre les auteurs avec toute la sévérité de son ministère. »

An III
(1795)

Falsification de bons de pain. — 8 bons de pain faux ont été déposés par les citoyens Gamard, boulanger, et Dechenu, secrétaire de la Commission des subsistances. Ils ont été donnés par la femme du citoyen Ferrard, tailleur. Celle-ci mandée reconnaît les tenir de la femme de Duchêne dit la Baguette. Cette dernière nie le fait. Arrêté que le juge de paix sera prié d'informer.

Transport des fourrages militaires aux Saintes-Maries. — Lecture est faite d'une lettre du district, informant le Conseil qu'il doit s'effectuer demain 18, un rassemblement dont l'objet est le transport à la ci-devant maison de la Visitation des fourrages militaires actuellement déposés en l'église de Notre-Dame-la-d'Hors. Arrêté que réquisitoire sera envoyé au commandant de la garde nationale à l'effet de dissiper tout rassemblement avec les 32 hommes composant la garde journalière.

19 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Enregistrement d'une commission.* — La commission du citoyen Lacour, comme préposé à Auxerre aux transports militaires, est enregistrée.

Programme de la fête du 10 août. — Adoption du projet proposé par la Commission des fêtes, relativement à la célébration de celle du 10 août, qui vient d'être décrétée : 1° La cloche civique sera sonnée la veille et le jour de la fête du 10 août : la veille à 6 heures du soir, et le jour à 8 heures du matin. 2° Toutes les autorités constituées et la force armée seront invitées à la fête. 3° Le rendez-vous sera indiqué pour 9 heures précises en la maison commune. 4° Le cortège se rendra dans la salle de la ci-devant Société populaire où le citoyen maire prononcera un discours analogue. Le discours sera suivi d'un concert. 5° Au concert succèdera une promenade civique à l'arbre de la liberté autour duquel on chantera des hymnes patriotiques. 6° Le soir il y aura danses gratuites au Jardin national. Le citoyen Dudesert est chargé de l'exécution de cette fête.

Homologation de la délibération du 17. — Le district transmet au Conseil l'arrêté du département homologuant la délibération du 17 de ce mois, relative aux mesures de rigueur à prendre contre les terroristes désarmés.

An III *Réduction du nombre des employés de la municipalité, réglementation des bureaux.* — (1795) Sur le rapport du bureau d'administration générale, le Conseil considérant que les dernières lois obligent toutes les administrations à simplifier le service de leurs bureaux, arrête : Les employés sont réduits au secrétaire en chef (le citoyen Faultrier), au secrétaire adjoint (le citoyen Moreau), à un premier expéditionnaire (le citoyen François), et aux employés les citoyens Langlet, Duché et Savatier. Les commis supprimés seront payés jusqu'au 1^{er} fructidor prochain. Langlet aura la signature en l'absence des secrétaires.

Les heures de bureau demeurent fixées savoir : du 1^{er} brumaire au dernier germinal (du 22 octobre au 20 avril) de 9 heures du matin jusqu'à 1 heure ; et du 1^{er} floréal au dernier vendémiaire (20 avril au 22 octobre), de 8 heures du matin jusqu'à 1 heure ; et en toutes saisons depuis 3 heures jusqu'à 8 heures du soir, et en outre, les jours de séances du Conseil, jusqu'à ce qu'elles soient levées, si elles se prolongent plus tard. Les jours de décade deux employés et un secrétaire devront être au bureau. Toute absence ou défaut de travail seront constatées par les secrétaires. Les notes des employés seront rapportées à la séance de nonidi du Conseil, en présence des employés qu'elles concerneront, et le Conseil prendra telle décision qu'il appartiendra.

Nomination des vérificateurs et distributeurs de secours aux parents des défenseurs de la patrie. — Sont nommés vérificateurs des secours aux défenseurs de la patrie : 1^o pour la section de l'Unité, les citoyens Edme Guyot, cordonnier, et Pierre Pain, perruquier ; 2^o pour la section de la Liberté, les citoyens Godenne, cordonnier, et Gaillac, perruquier ; 3^o pour la section de l'Egalité, les citoyens Bébarbe, menuisier, et Dangui, sellier ; 4^o pour la section de la Fraternité, les citoyens Bonnard, menuisier, et Richard, économe. Sont nommés distributeurs : section de l'Egalité, les citoyens Beaudesson-Poinchy, Augé, marchand, rue de la Draperie, et Camelin-Beauvoir ; section de la Fraternité, Boucher-la-Rupelle, Chateauxvieux, Deschamps-Vallière et Fromantin ; section de la Liberté, le citoyen Delaage ; section de l'Unité, le citoyen Payart.

21 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Vol de fonds à Eusèbe Nombret, commissaire aux achats.* — Le citoyen Nombret rapporte que son frère Eusèbe Nombret, chargé de faire des achats de farine dans le Tonnerrois, a été volé de la somme de 7,200 livres, dont 869 en numéraire, à l'auberge des diligences, à Tonnerre, tenue par le citoyen Hugot. Il a eu l'imprudence de laisser à l'écurie, sur la

croupière de son cheval, sa carnassière, roulée dans son manteau, dans laquelle était l'argent, et peu après sa sortie de Tonnerre, s'est aperçu qu'elle avait disparu. Il est revenu à Tonnerre, a fait faire des recherches par l'aubergiste, et battre la caisse dans le pays sans résultat. La carnassière était en filet gris, avec bandoulière en tresse verte, et contenait, outre la somme, 20 bourses à lapins, un filet gris, une chemise à Amadis et une paire de bas de coton. Arrêté que le citoyen Ducrot se transportera, avec le citoyen Nombret, à Tonnerre pour y prendre connaissance de cet événement et en porter plainte devant le juge de paix du lieu.

Plainte du commissaire des guerres contre Martin. — Consignation est portée au procès-verbal, sur la demande du commissaire des guerres, de la déclaration que Martin, terroriste désarmé, aurait dit à Buisson, père du citoyen Buisson, volontaire, qu'il a fait conduire en prison par forme de justice militaire ; que le commissaire des guerres n'aurait fait emprisonner ledit Buisson que parce qu'il chantait l'hymne des Marseillais, qui était la chanson des patriotes, et que le Réveil du peuple était celle des Chouans.

23 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Deux terroristes désarmés partis pour Paris.* — La femme de Micouin fils, désarmé, vient dire au Conseil que son mari est parti pour se plaindre au Comité de sûreté générale de la surveillance à laquelle il est assujéti. D'autre part, le citoyen Defrance, instituteur, ne s'est pas présenté à la maison commune. Réquisitoire sera expédié à la gendarmerie pour faire rechercher Micouin et Defrance, et comme il est probable qu'ils sont partis pour Paris, il sera écrit à Jeannest-Lanoue, représentant, pour l'inviter à solliciter du Comité de sûreté générale l'arrestation des deux fuyards désarmés.

Approbation d'un état de dépenses. — Le Conseil arrête à la somme de 9,918 livres 19 sols, l'état présenté par les citoyens Payart et Fromentin, de ce qu'ils ont payé pendant le trimestre de messidor aux parents des défenseurs de la patrie.

25 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Affaire d'Eusèbe Nombret.* — Le citoyen Ducrot, de retour de Tonnerre, où il a fait enquête au sujet de la somme perdue par Eusèbe Nombret, rapporte qu'il n'a rien pu découvrir. Cette affaire est renvoyée au bureau d'administration générale, qui proposera au Conseil les mesures qu'il doit prendre touchant cette perte.

Tapage nocturne. — Sur le rapport des patrouilles du 23 de ce Sc. hist.

An III mois, portant que les citoyens Fevrier, serrurier, Gendarme et
(1795) Arnault son gendre, Féron, imprimeur, et Lebrun dit Rodolphe, boutonnier, ont été trouvés à 11 heures du soir chantant avec affectation, et malgré les représentations des patrouilles qu'ils ont insultées, malgré la défense du citoyen Guéron, juge de paix, dont ils ont méconnu l'autorité, il est arrêté que lesdits seront cités à une audience extraordinaire de la police municipale, le 27 de ce mois.

Certificat délivré à Burat fils. — Le citoyen Burat fils demande expédition de la déclaration faite par lui, il y a trois mois, au secrétariat de la commune, qu'il transférerait son domicile à Lisle-sous-Montréal. Arrêté que l'expédition sera accordée sous la condition que, comme terroriste désarmé, il restera dans cette commune sous la surveillance de la municipalité et que quand il viendra à Auxerre, il devra se présenter chaque jour à 11 heures à la Maison commune.

Frais de la fête du 10 août. — Est approuvé l'état des dépenses présenté par le citoyen Dudesert à l'occasion de la fête du 10 août, montant à 295 livres.

Remplacement d'un distributeur de secours. — Le citoyen Simon père est nommé distributeur de secours aux parents des défenseurs de la patrie en remplacement du citoyen Chateauvieux, qui a exposé, par pétition, l'impossibilité de vaquer à cette fonction par suite de ses infirmités.

Employés de la commune offrent de travailler gratuitement. — Le citoyen Faultrier, secrétaire en chef, dit que, par suite de la réduction du nombre des employés, opérée pour obéir à la loi, et pour cause d'économie, les citoyens Coutier et Badin se sont retirés, mais que le citoyen Violette a demandé à rester gratuitement dans les bureaux; que le citoyen Carré, ci-devant employé de la commune, qui n'a quitté son emploi « que pour voler à la défense de la patrie », et qui est revenu en congé limité désirait consacrer au service de la municipalité le temps que lui laisse son congé, avec l'espérance que sa place lui sera rendue s'il obtient un congé définitif; arrêté qu'il sera fait au registre des séances mention honorable du zèle désintéressé des citoyens Violette et Carré, avec assurance au citoyen Violette de la première place vacante et au citoyen Carré d'être réintégré en son emploi, dans le cas où il obtiendrait un congé absolu.

Duchêne-Lagarde désarmé. — Notification sera faite à Duchêne-Lagarde de l'arrêté du district, en date du 21, qui prononce son désarmement.

Fête du 30 thermidor. — Conformément à l'arrêté du district, la

célébration de la fête à l'occasion de la distribution des secours, ordonnée par la loi du 22 floréal dernier, aura lieu le 30 de ce mois. Le Conseil se rendra à 9 heures du matin à la salle de la ci-devant Société populaire, pour assister à la distribution des secours. Les trois registres y seront portés. Le local sera préparé par le citoyen Dudesert, commissaire ordinaire des fêtes nationales. (1795)

27 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Publication du rapport sur la défaite des émigrés à Quiberon.* — Arrêté que la loi relative aux militaires qui ont quitté leurs corps, et le rapport de Tallien, sur la défaite des émigrés à Quiberon seront publiés le 29 de ce mois, à 9 heures du matin, dans les lieux ordinaires de la commune, par les citoyens Guilbert et Duru, officiers municipaux accompagnés d'un piquet de 5 gardes nationaux.

Pénurie de l'Agence de secours. — Le citoyen Vaultier, membre de l'Agence de secours de la commune expose que la dernière demande de secours au département a été envoyée avec un avis favorable au Comité des secours publics, mais que, en attendant, la caisse va s'épuiser et les secours seront interrompus. Le Conseil, considérant que cette interruption ne pourrait avoir lieu sans compromettre l'existence des indigents, arrête qu'il sera versé par le citoyen Faultrier la somme de 3.000 livres à l'Agence, à valoir sur les premiers fonds qu'il recevra.

Maurice Maure, volontaire en congé absolu. — Maurice Maure, volontaire, se présente pour faire connaître les causes de son séjour à Auxerre. Un congé absolu lui a été délivré à Paris, le 8 messidor dernier par le fondé de pouvoirs des entrepreneurs généraux d'artillerie. Un autre certificat lui a été donné à Maubeuge par le citoyen Lescure, chirurgien-major du 5^e bataillon de l'Yonne, attestant qu'il a la jambe droite plus courte et plus maigre que l'autre. Enfin un troisième certificat semblable, lui a été délivré par les citoyens Roux, Thienot et Lesseré, chirurgiens à Auxerre. Sur quoi le Conseil décide qu'il ne trouve pas le séjour du citoyen Maurice Maure à Auxerre en contravention aux lois, et l'engage à faire viser son congé par le commissaire des guerres.

Affaire Eusèbe Nombret. — Sur le rapport du bureau d'administration générale, relativement aux sommes égarées par le citoyen Eusèbe Nombret, le Conseil considérant qu'il résulte des recherches faites par le juge de paix de Tonnerre, que la somme remise à Eusèbe Nombret, pour être portée à son frère, commissaire aux achats de grains, n'a pu être volée à l'auberge, qu'il y a dans la conduite d'Eusèbe Nombret « une négligence grossière, une

An III (1795) faute très lourde, dont les lois rendent les mandataires responsables »; qu'Eusèbe Nombret était salarié, arrête qu'il sera cité au tribunal du district, pour s'entendre condamner à restituer la somme de 869 livres en numéraire et 6.000 en assignats, et qu'au-paravant il sera appelé devant le Conseil, qui entendra les propositions amiables qu'il pourrait faire.

Pétition des désarmés. — Les citoyens Sanglé, Degousse, Dhalle et Defrance adressent une pétition contre les mesures de sûreté générale prises contre eux. Renvoi au district.

28 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Housset est réarmé.* — Vu l'arrêté du Département du 27 de ce mois, et celui du Comité de sûreté générale du 14, qui réarme le citoyen Housset, ci-devant administrateur du département, il est arrêté que connaissance de ce réarmement sera donnée aux commandants de la garde nationale et de la gendarmerie et qu'il sera rayé de la liste des terroristes.

Payement de grains saisis. — Le département ayant mis à la disposition de la commune deux quintaux de blé saisis par le maire d'Egleny sur le citoyen Toutat, tailleur, il est arrêté que ces grains seront payés au citoyen Moutot, aussitôt leur arrivée à Auxerre.

Affaire Eusèbe Nombret. — Le citoyen Eusèbe Nombret appelé à la séance, n'ayant fait aucune proposition, il est arrêté qu'il sera donné suite à la délibération précédente, dont on demandera l'homologation.

Jeu de loto interdit dans les cafés. — Sur la connaissance donnée au Conseil que les cafetiers de cette commune se permettent de faire jouer habituellement le loto dans leurs maisons, ce qui est contraire à la loi du 19 juillet 1791, qui proscriit les jeux de hasard; considérant que précédemment des défenses leur ont été faites à ce sujet, arrête que ces défenses seront réitérées.

29 Thermidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Dettes de la ci-devant Société populaire.* — Arrêté que les pétitions des citoyens Jean Leblanc, Joseph Voirin et Pierre Métral, tendant à être payés de la somme de 1937 livres 10 sols pour solde des ouvrages par eux faits pour la Société populaire seront envoyées aux autorités supérieures, qui seules peuvent statuer sur ce qui est du par la ci-devant Société populaire.

1^{er} Fructidor (18 août).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Délibération du 17 Thermidor*

cassée par le Comité de sûreté générale. — Vu l'arrêté du Comité de sûreté générale, en date du 26 Thermidor, qui casse la délibération du Conseil du 17 du même mois, concernant les nouvelles mesures de surveillance à l'égard des désarmés, parce qu'elle contient des dispositions législatives et pénales ; le Conseil, considérant que le bon ordre et la subordination des pouvoirs exigent que les arrêtés des autorités supérieures soient provisoirement exécutés, arrête, qu'à compter de ce jour, ces mesures cesseront d'être appliquées. Néanmoins considérant que l'arrêté du Comité a été pris sur le vu de la délibération imprimée du Conseil, c'est-à-dire sur le dispositif notifié aux terroristes, qui ne contient aucun des motifs qui ont déterminé le Conseil à prendre ladite délibération, qui est restée manuscrite ; considérant que l'arrêté du Comité de sûreté générale révoque en outre l'homologation, donnée le 27 par le Département, qui, connaissant bien les projets turbulents des désarmés en cette commune, a cru ajouter, dans son arrêté d'homologation, aux mesures de sûreté prises par le Conseil ; qu'il en résulte que la religion des membres du Comité a été surprise ; et que leur arrêté a pour effet d'avilir trois autorités constituées dans le chef-lieu : celles du Département, du district, qui a aussi approuvé et celle de la municipalité ; surtout si l'on considère, comme il y est parlé qu'il doit être imprimé, et affiché à la plus grande gloire des terroristes et perturbateurs de la commune, alors que la délibération du Conseil n'a été ni imprimée, ni affichée, considérant que le Conseil n'a pu outrepasser la loi du désarmement, qui laisse les municipalités libres des moyens à employer pour paralyser les mouvements des terroristes ; moyens qui ont assuré la tranquillité dans la commune. Délibère que l'on adressera au Comité de sûreté générale la délibération entière du 17 thermidor, sa double homologation par le district et le Département ; son arrêté du 26 thermidor, afin d'autoriser le Conseil à exécuter sa délibération du 17, en y apportant tels adoucissements qu'il jugera convenables et utiles.

Prix des grains et fourrages. — Sur la demande du citoyen Chardon, capitaine commandant de la gendarmerie, certificat lui est donné du prix des vivres et fourrages pendant le mois de thermidor : bichet de froment, 340 livres ; viande, 4 livres 10 sols ; le cent de foin pesant 10 livres la botte, 450 livres ; le bichet d'avoine, 100 livres.

Transfert des fourrages militaires aux ci-devant Saintes-Maries. — Un arrêté du Département du 25 thermidor ayant mis à la disposition du citoyen Doyen, garde-magasin des fourrages militaires un local dans les ci-devant Saintes-Maries, au lieu de la

An III
(1795)

An III ci-devant église Notre-Dame-la-d'Hors, et ordonné l'expertise de
(1795) ce nouveau local par deux officiers municipaux, le Conseil nomme à cet effet les citoyens Perthuis et Dudesert.

État des journées de malades. — Le Conseil vise l'état des journées de malades à l'hospice d'humanité, présenté par les administrateurs, et s'élevant au chiffre de 1244.

3 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Convocation des militaires en congé.* — Arrêté que, par proclamation, tous les militaires actuellement à Auxerre absents de leurs corps, pour quelque cause que ce soit, seront requis de se présenter après demain 5, à 4 heures du soir, en la Maison commune avec leurs congés, titres, sous peine d'être réputés déserteurs.

Sortie de Cherest, maison de réclusion vide. — Vu la note fournie par le citoyen Pasquier, gardien de la maison de réclusion, portant que le citoyen Cherest est mis en liberté depuis hier, le Conseil arrête que, la maison de réclusion étant vide, l'emploi de gardien est sans objet.

Réintégration de fonds. — Arrêté que réintégration sera faite dans la caisse du citoyen Foacier des 150,000 fr. qu'il a avancés à la commune, par arrêté du Département du 25 germinal dernier.

5 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prix de journée d'ouvrier.* — Le Conseil fixe, de concert avec le commissaire des guerres, la journée d'ouvrier des magasins des subsistances et fourrages militaires, à 15 livres à compter du 1^{er} thermidor dernier.

Farines chargées au coche à Appoigny sans prélèvement du cinquième. — Un membre rapporte qu'il s'est fait sur le dernier coche, au port de Gore-sous-Regennes un chargement d'environ 10 milliers de farines, par des particuliers d'Auxerre, qui les ont fait transporter en ce lieu afin de frustrer la commune du cinquième auquel elle a droit en vertu de l'arrêté du Comité de Salut public du 20 germinal dernier, et de la délibération homologuée du 30 messidor. Sur quoi le Conseil nomme les citoyens Robin et Moreau, commissaires à l'effet de se transporter, le jour du départ du coche, sur les bords de l'Yonne jusqu'aux limites du district, pour l'exécution de son dit arrêté. Ils se feront escortés de la force armée. A cet effet réquisitoire sera envoyé au commandant de la gendarmerie, pour faire trouver septidi prochain deux gendarmes à Appoigny, à sept heures du matin.

Départ de commissaires aux achats de grains. — Arrêté que le citoyen Girard, commissaire aux achats de grains, partira de suite

dans la Côte-d'Or, pour terminer l'échange contre des grains, des sels et savons disséminés à Epoisses, Semur et Arnay-le-Duc.

AN III
(1795)

Reddition des chevaux de la République. — Les chevaux et voitures de la République mis à la disposition de la commune, pour le transport des grains achetés au dehors, sont rendus au dépôt établi à Auxerre.

Refus d'une sentinelle au payeur du Département. — Le citoyen Foacier, payeur général du département, demande qu'il lui soit donné une garde de nuit, pour la sûreté de sa caisse. Renvoyé aux autorités supérieures, parce que la loi ne concède de garde de nuit que pour les receveurs de district ; que le service d'une sentinelle nécessiterait pour la fournir un poste à proximité ; dépense de plus de 10,000 livres à cause du prix excessif du bois et de la chandelle, enfin parce que c'est au Département à payer les frais de garde de sa caisse.

6 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Certificat d'absence.* — Le Conseil atteste, sur la déclaration de 10 citoyens, que François Dhalle est absent de la commune depuis le 1^{er} juillet 1789, et que son existence est ignorée.

Surveillance pour le prélèvement du cinquième. — Par arrêté du département de ce jour, la délibération d'hier, relative à l'envoi de commissaires sur les rives de l'Yonne, et un réquisitoire à faire au commandant de la gendarmerie ayant été cassés, il est arrêté que le commandant de la garde nationale devra établir aujourd'hui seulement des patrouilles toute la nuit, sur le pont et à la porte de Paris, afin d'empêcher les voituriers d'Auxerre chargés de grains et farines de continuer leur route hors de la commune, à moins qu'ils ne justifient que le cinquième de leur chargement a été prélevé ; et de consigner jusqu'à demain au corps de garde de la Maison commune les voitures de ceux qui n'auraient point effectué ce prélèvement.

7 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Collège.* — Le Conseil approuve deux projets de règlement pour le collège, présenté aux administrations par le citoyen Rosman, directeur du collège, l'un relatif aux maîtres, l'autre aux élèves.

9 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Lettre au représentant Jean-nest-Lanoue, pour le remercier de ses démarches en faveur de l'hospice d'humanité.

An III

Grains chargés à Monéteau. — Il résulte d'un rapport « que le citoyen Gouffier fait des enlevées de grains à Monéteau, les fait moudre sur les lieux et exporter pour Paris. Arrêté que ledit Gouffier sera, en exécution de la loi du 4 thermidor, traduit devant le juge de paix, et que les manœuvres qui se pratiquent journellement à Monéteau seront dénoncées à l'administration du district.

Maison des ci-devant Saintes-Maries. — Le citoyen Doyen, garde-magasin des fourrages militaires demande que le particulier qui occupe une chambre dans la cour des ci-devant Saintes-Maries, soit congédié. Arrête que ordre sera donné par le citoyen Dudesert au dit particulier de vider les lieux dans les deux jours, et que s'il n'obéit pas il sera mis dehors avec ses effets.

Inspection des moulins. — Sur la plainte faite par un membre que les moulins de la commune sont uniquement occupés à moudre pour les agioteurs, au point que la commission des subsistances ne peut obtenir de farine, des 60 quintaux qu'elle a chez ces meuniers, il est arrêté qu'inspection sera faite de ces moulins par les citoyens Robin, Dudesert et Ducrot.

Evacuation des bâtiments de Saint-Germain. — Le Conseil délibérant sur la pétition du citoyen Rosman, directeur du collège ; considérant qu'il importe au bon ordre qui doit régner dans une maison d'éducation que les personnes étrangères n'y aient aucun accès, et que la partie de bâtiments de Saint-Germain ci-devant destinés par le district au magasin de grains, et à la comptabilité y relative, n'est plus nécessaire à cet objet, arrête qu'il est convenable de transporter les bureaux des citoyens Meille et Peplin à l'ancien collège, et de résilier les baux de partie de la maison Germain faits au citoyen Prudot et à tous autres.

11 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Simon Boyer en retard de livrer le sel qu'il a vendu.* — Arrêté que les 21 futailles de sel achetées à Paris par le citoyen Simon Boyer pour le compte de la commune, le 18 prairial n'arrivant pas, il sera écrit au dit Boyer, qui a déjà reçu une somme de 11,634 livres, que faute par lui de livrer ces 21 futailles, il y sera contraint par les voies judiciaires.

Démission du citoyen Sanglet. — Arrêté que la démission donnée par le citoyen Sanglet de ses fonctions d'employé des bureaux de la commune est acceptée, et que, sur sa demande, il lui sera donné un certificat constatant que ses services ont été agréables à la municipalité.

12 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Déclaration d'espèces d'or et d'argent.* — Le comte de Murray, capitaine au régiment de ce nom, au service d'Autriche, retournant dans sa patrie, par permission du gouvernement, déclare, pour se conformer à la loi, les espèces d'or et d'argent qu'il emporte.

Farines saisies sur un agioteur. — Est appelé devant le Conseil un agioteur nommé Nicolas Dubas, à qui appartiennent 5 feuillets et deux sacs de farine déposés au bureau des coches. Il est sans patente, parce que, dit-il, il y avait trop grande foule à Paris, au bureau des patentes, qu'il n'a pu s'en faire délivrer une. Il prétend acheter pour le compte des subsistances militaires de Paris, ce qui est reconnu faux. Arrêté qu'il sera dénoncé au juge de paix et que les grains et farines qu'il a au bureau des coches seront saisis.

Suppression de la commission des subsistances. — Sur le rapport d'un membre de l'administration générale, le Conseil, considérant que la distribution de pain se réduit journellement ; que l'autorité supérieure, en ordonnant l'approvisionnement des marchés, laisse la commission des subsistances sans objet, arrête la suppression de la commission des subsistances et d'une partie du personnel des distributeurs de bons de pain, et la restriction aux citoyens indigents seulement de la commune des subsistances qui restent en magasin.

Acceptation ou rejet de l'acte constitutionnel. — Arrêté que les commune et canton d'Auxerre sont convoqués pour le nonidi, 20 fructidor, afin de décider de l'acceptation ou du rejet de l'acte constitutionnel.

13 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Taxe du pain.* — Pain, 3 livres 10 sols ; farine pour les nourrices, 4 livres 10 sols ; son, une livre 10 sols.

Enlèvement des boues. — Arrêté qu'adjudication sera faite le 18 de ce mois de l'enlèvement des boues ; les citoyens Jean Simon, cultivateur, Jean-Louis Séguin et Jacques Chertier, aussi cultivateurs, ayant fait soumission de faire le travail moyennant 3000 liv. par an.

Opposition à la vente de biens communaux. — Arrêté qu'il sera fait opposition à la vente de différentes parcelles de terrain appartenant à la commune, portées sur la vente des biens nationaux que doit faire le district le 9 vendémiaire an IV. Ces articles sont : 1° un terrain de 200 toises d'étendue devant la maison du citoyen

An III (1795) Tenaille, à droite de la porte d'Egleny, faisant partie des fossés de la ville, et où se tient le marché aux cochons ; 2° la chapelle Sainte-Geneviève et les trois arpents qui en dépendent, achetés par la ville, comme bien national ; 3° un terrain près de la porte du Temple, faisant partie des glacis ; 4° enfin 4 à 5 carreaux au devant de la maison des Capucins, appelé le Calvaire. On ne peut considérer ces biens comme biens nationaux, aux termes de la loi du 24 août 1793, qui charge la nation des dettes des communes en déclarant leurs biens comme biens nationaux jusqu'à concurrence de leurs dettes, attendu qu'aucune liquidation des dettes de la commune d'Auxerre n'a été faite.

17 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Terroristes réarmés.* — Arrêté que les armes seront rendues aux citoyens Micouin fils, Balme, Fourier, Defrance, Degousse, perruquier, et Degousse, cordonnier, en exécution d'un arrêté du Comité de sûreté générale du 14 de ce mois.

Réduction du personnel affecté aux subsistances. — Arrêté qu'il n'y aura plus qu'un seul garde magasin des grains et farines de la commune, qui sera en même temps chargé de la vente des sons et de la farine aux nourrices ; que cette fonction est confiée au citoyen Berton, déjà garde-magasin ; arrêté en outre que Duchêne est nommé distributeur des bons de pain pour le compte de la commune, et Violette, distributeur pour la division de la porte du Temple.

18 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Division des électeurs pour le vote.* — Le Conseil, considérant que le recensement des citoyens ayant les qualités requises pour voter a donné le chiffre de 2600 votants, qui doivent aux termes de la loi former plus de 2 sections ; que la division en trois sections sera longue à déterminer ; qu'il y a lieu de revenir à l'ancienne division en quatre sections, arrête qu'il y aura quatre assemblées : 1° section de la Liberté dans la grande salle du prétoire ; 2° section de l'Egalité dans la salle de la ci-devant Société populaire ; 3° section de l'Unité dans la grande salle du Département (la quatrième n'est pas indiquée).

19 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Réarmement de terroristes.* — Arrêté, qu'en exécution d'un arrêté du Comité de sûreté générale, les citoyens Chardon, Voirin, Salomon, Roblet, Collart, Maure fils, Métral, Bonnard, Sanglé, Dhalle, et Martin seront réarmés.

Dispense de comparution à la Maison commune. — Arrêté dispensant, sur sa demande, le citoyen Lebrun de se présenter le quintidi à la Maison commune, ainsi qu'il y était obligé par un précédent arrêté. An III
(1795)

21 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Plainte du citoyen Chardon, capitaine de gendarmerie.* — Le citoyen Chardon, capitaine-commandant de la gendarmerie se présente, et se plaint de l'insulte qui lui a été faite par un volontaire, qu'il a fait arrêter. Le Conseil invite le citoyen Chardon à dresser procès-verbal de l'inconduite de ce volontaire, qui sera puni comme il le mérite.

Rue à ouvrir entre la rue du Champ et celle des Grands-Jardins. — Les citoyens Imbert-Orgy et Bezanger sollicitent le rapport de toutes les délibérations relatives au projet de l'ouverture d'une rue des Grands-Jardins à celle du Champ. Refusé. Cette rue serait de la plus grande utilité et se fera tôt ou tard.

23 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Lettre élogieuse du Comité de Salut public.* — Lecture d'une lettre du Comité de Salut public au Département « qui rend justice aux autorités constituées de la ville d'Auxerre, de leur bonne conduite dans l'exécution des lois et le maintien de l'ordre » arrêté que la copie de cette lettre sera conservée au secrétariat, comme un témoignage honorable et mérité.

Suite de la plainte du citoyen Chardon. — Du procès-verbal déposé par le citoyen Chardon, capitaine-commandant de la gendarmerie, il résulte que le délinquant est un nommé Edme Bouchard, volontaire au 1^{er} bataillon de l'Yonne; « il s'est porté à des excès et à des violences très graves envers le citoyen Chardon »; arrêté que ledit Bouchard sera conduit de brigade en brigade jusqu'à son bataillon.

Loi concernant les prêtres déportés. — Lecture de la loi du 20 de ce mois, concernant les prêtres déportés et tous les ministres des cultes. Il est arrêté, à cette occasion, que le certificat de résidence accordé à Edouard-Laurent Billelou, restera jusqu'à nouvel ordre au secrétariat, pour être statué par les autorités supérieures, attendu que l'arrêté qui a prononcé sa déportation est censé exécuté, et qu'il doit être considéré comme rentré depuis sur le territoire de la République.

25 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Vente des sons de la commune.* — Les citoyens Defrance et Nombret sont autorisés à vendre les

An III sons existant dans les magasins de la commune, et à acheter avec
(1795) le prix une partie de grains et farines que propose le citoyen Bernardin, d'Ouaine.

Affaire Eusèbe Nombret. — Arrêté que, vu les renseignements fournis par le citoyen Ducrot, ces renseignements seront envoyés aux communes de Tonnerre et de Chablis, avec invitation de faire de nouvelles recherches au sujet des sommes égarées par le citoyen Eusèbe Nombret.

28 Fructidor.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Certificat du citoyen Billelou.* — Vu l'arrêté du Département, le certificat de résidence du citoyen Edouard-Laurent Billelou lui sera délivré sans retard.

Sonnerie des cloches. — Arrêté que le sonneur sera averti de ne sonner en aucun temps sans ordre écrit du Conseil, sauf la sonnerie des travaux.

Prix courant de certaines denrées. — A la demande de l'administration du district, il est certifié que pendant le mois de prairial dernier les prix courants des grains, fourrages et viandes ont été les suivants ; blé froment, 350 livres le bichet ; avoine, 100 livres ; foin, 300 livres le cent ; viande, 2 livres 10 sols la livre.

Le Conseil dénonce à la Convention. — Un membre dénonce une calomnie faite contre la commune par une prétendue députation de plusieurs citoyens d'Auxerre, dans sa séance du 23 de ce mois. Arrêté qu'une adresse sera envoyée à la Convention, pour rétablir la vérité des faits dénaturés par la prétendue députation.

1^{er} Jour complémentaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Refus d'autorisation à un agioteur.* — Le citoyen Gilbert Vitadier se présente et prie le Conseil de viser une autorisation à lui donnée par les citoyens Langrand et C^{ie}, soumissionnaires de l'approvisionnement de la commune de Paris, à l'effet d'acheter, dans le département de l'Yonne, la quantité de 2,000 sacs de farine. Le Conseil considérant que l'autorisation donnée au citoyen Vitadier n'est pas dans les formes voulues par l'arrêté du Comité de Salut public du 13 fructidor dernier ; que Vitadier est connu pour l'un de ces agioteurs, qui, depuis plus de deux mois, infestent le département ; que par suite des manœuvres de ces agioteurs, la commune d'Auxerre est réduite depuis la récolte à la demi livre de pain par individu et par jour, et que viser une pareille pièce serait fournir au citoyen Vitadier le moyen de séduire les habitants des campagnes, arrête que cette autorisation sera envoyée au représentant Jean-nest Lanoue, avec prière de la remettre à l'agence de l'approvi-

sionnement de Paris, en dénonçant l'irrégularité d'une pareille pièce qui se trouve dans les mains de tous les agioteurs. An III
(1795)

Simon Boyer sera traduit en justice. — Arrêté que le citoyen Simon Boyer, qui n'a pas répondu à la lettre qui lui a été écrite le 11 fructidor, afin de livrer de suite les 21 futailles de sel qu'il a achetées pour la commune, et dont le prix lui a été payé, sera traduit devant les tribunaux compétents ; et que le citoyen Bachelet aîné est nommé, à cet effet, défenseur officieux de la commune.

Fourier déclaré agioteur. — Sur la transmission au Conseil, par le procureur général syndic : 1° d'une déclaration des citoyens Renouf et Fourier contre la commune ; 2° d'une lettre écrite le 12 fructidor par le Comité de Salut public au Département, touchant cette déclaration, « le Conseil arrête qu'il sera observé au procureur général, que la municipalité n'a saisi aucune farine sur le citoyen Renouf, mais sur Fourier, habitant d'Auxerre, qui, témoin de l'extrême pénurie de ses concitoyens, n'aurait pas dû se permettre une exportation aussi préjudiciable à leur existence. Le vrai commerce consiste à acheter des denrées où elles excèdent, pour les porter avec juste bénéfice où elles manquent, et l'agiotage consiste à les acheter dans les lieux où elles sont même rares, au risque d'en livrer les habitants aux malheurs de la famine, pour les porter ailleurs et y faire des bénéfices immodérés. C'est ce que Fourier a fait notamment en cette commune, qui n'étant pas granifère, a été toute l'année à la veille de la famine. Le citoyen Renouf est un ami complaisant qui prête son nom à Fourier.

La commune d'Auxerre est autorisée par un arrêté du Comité de Salut public à prendre le cinquième de toutes les subsistances qui se trouvent dans son arrondissement, en les payant au cours du jour. Un arrêté du Département l'a autorisée à prendre le tout sur ses concitoyens qui seraient reconnus pour agioteurs et Fourier étant déclaré tel par la notoriété, les commissaires de la commune lui ont appliqué cet arrêté. La commune a toujours payé au prix courant du commerce, et le paiement a été offert à Fourier. Il le recevra quand il voudra, car il y longtemps que les farines sont consommées ; mais il a voulu se procurer le plaisir d'une dénonciation contre la commune d'Auxerre.

3^e Jour complémentaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — Réarmement des Terroristes. — Arrêté qu'en exécution d'un arrêté du Comité de Sûreté générale, les armes seront rendues aux citoyens Guéron, Collard, menuisier, Ravier, Lécuyer, Duplessis et Burat fils.

An III *Affaire Eusèbe Nombret.* — Le citoyen Nombret rend compte du
 (1795) peu de succès de son voyage à Chablis, au sujet des sommes égales par Eusèbe Nombret, son frère. Il a dépensé pour son voyage 150 livres qui lui seront remboursées par la commune.

Paiement de grains en savon. — Le citoyen Duchemin jeune se présente et demande que la commune lui rende les deux bichets de blé qu'il lui a prêtés. Arrêté que du savon lui sera délivré en échange dans la proportion requise.

Ravage des vignes. — Arrêté, sur les plaintes multipliées des habitants, des ravages faits dans les vignes par les prisonniers de guerre et les vétérans, que les premiers seront consignés en ville, sans pouvoir en sortir ni de jour ni de nuit, et qu'à l'égard des seconds, il sera écrit au capitaine de la compagnie pour lui dénoncer les individus coupables de ces vols.

Visite des vignes pour fixer le ban de vendanges. — Le temps des vendanges approchant, il est procédé au choix des experts pour la visite des héritages; selon l'usage, la commune est divisée en dix sections et trois experts devront visiter chacune d'elles.

Indiscrétion d'un employé. — Arrêté que l'on cherchera l'employé qui s'est permis de divulguer l'adresse du Conseil à la Convention; laquelle a été imprimée et circule dans la ville, avant d'être expédiée.

5^e Jour complémentaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Paiement de bois.* — Arrêté qu'il sera payé aux citoyens Chardon et Lesseré, marchands de bois associés, pour la vente de 100 cordes de bois par eux faite à la commune à raison de 300 livres la corde, la somme de 300,000 livres.

Enlèvement des boues. — L'adjudication des boues n'a pu avoir lieu hier, jour indiqué, à cause de certaines clauses du cahier des charges. Ces conditions sont remaniées pour une nouvelle adjudication, voici les principales; le nettoiemment du quai et du port sera ajouté. Les rues, places et chemins non pavés ne seront pas compris dans le nettoiemment.

L'adjudication aura lieu pour une année. Ceux qui placeront des fumiers contre des maisons ou dans des trous pratiqués sur la voie publique devront les faire enlever dans la décade, sinon ils le seront par l'adjudicataire des boues après jugement de la police municipale. L'adjudicataire est dispensé de l'enlèvement des glapins et décombres des maisons.

Lettre de Jeannest-Lanoué, représentant. — Le représentant Jeannest-Lanoué écrit que l'adresse du Conseil à la Convention, du

28 fructidor, pour repousser les calomnies publiées contre la commune, a été envoyée au Comité de législation. Dans la lettre de remerciement qui lui sera adressée, on le priera de s'occuper des moyens de l'échange d'environ 20 assignats de 10,000 livres en plus petite monnaie. An IV
(1795)

AN IV

1^{er} Vendémiaire (22 septembre 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Passe-port délivré à Soufflot.* — Arrête qu'un passe-port sera délivré à Germain-André Soufflot l'ainé, qui désire se rendre à Bâle et à Lausanne, pour les besoins de son commerce.

Démissions de Perthuis et de Guilbert. — Les citoyens Perthuis et Guilbert, officiers municipaux, après avoir pris connaissance du bulletin de correspondance du cinquième jour complémentaire, déclarent que, craignant de se trouver compris dans la loi qui exclut des fonctions administratives et municipales les pères, fils, frères, oncles et neveux d'émigrés, ils se démettent de leurs fonctions.

Achats de grains à tout prix. — L'état des subsistances de la commune ne permettant plus que de faire le tiers de la distribution de pain prochaine, le Conseil autorise les citoyens Defrance et Nombret à faire à quelque prix que ce soit les achats nécessaires à l'approvisionnement de la commune.

Nomination de membres à l'Agence de secours. — Le Conseil nomme la citoyenne veuve Laureau membre de l'Agence de secours en remplacement de la citoyenne Monnot-Paradis et les citoyens Perthuis et Guilbert en remplacement des citoyens Soufflot et Hay.

Nomination de deux officiers municipaux. — Arrêté que pour satisfaire à la loi du cinquième jour complémentaire, les citoyens Perthuis et Guilbert doivent être remplacés. Séance tenante sont nommés les citoyens Simonot et Morisset-Pontcharrost. Avis leur sera donné de leur nomination, et invitation leur sera faite pour être installés le 5 de ce mois.

Mesure de précaution contre les incendies. — Vu l'état de sécheresse, qui pourrait rendre très grave le moindre incendie il est arrêté que tous les citoyens seront avertis de se pourvoir d'une feuille d'eau par ménage.

Maison de bienfaisance. — La maison nationale de bienfaisance est dépourvue d'administrateurs, par suite du décès des citoyens Maure aîné et Hay, et de la démission des citoyens Tenain et Tremeau. Le Conseil nomme pour les remplacer, les citoyens

An IV Lecarruyer-Linsecq, Soufflot-Magny, Prudot, Robinet et Lesseré-
(1795) Rouleau.

Frais de charroi de bois. — Arrêté qu'il sera payé au citoyen Savatier la somme de 220 livres pour prix de divers charrois de bois par lui faits, du pont à la maison commune.

Traitement du sonneur. — Arrêté que le traitement de Benard, sonneur, qui n'aura à sonner que la sonnerie des travaux, sera fixé à 400 livres, prix convenu avec lui.

Balayage des rues. — Arrêté que tous les citoyens seront avertis de balayer devant leurs propriétés, et de mettre les immondices en tas, tout près du ruisseau, les tridi, sextidi et nonidi de chaque décade.

5 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Mouture des grains de la commune.* — Ordre est envoyé au citoyen Paulet de moudre de suite les grains de la commune, qui sont à son moulin depuis plusieurs jours, à peine, en cas de plus long retard, de voir établir chez lui un gendarme à ses frais, jusqu'à l'exécution de l'ordre.

Ban des vendanges. — Sur le rapport des experts, le Conseil fixe au 13 de ce mois le ban des vendanges de la commune.

Installation des deux officiers municipaux. — Les citoyens Simonot et Morisset, nommés, par le Conseil, officiers municipaux, prêtent serment et sont installés.

Déclarations de deux citoyens. — Se présentent : 1° Le citoyen Pechinet aîné. Il fait profession d'attachement à la bonne cause et désavoue l'inscription de son nom sur des listes de parti que Renaudin lui a dit circuler; 2° Le citoyen Marchand qui déclare que Sigaut a donné au citoyen Brochard fils une liste à faire signer. Arrêté que les susdits, y compris Brochard père et fils, seront invités à se présenter demain devant le Conseil, pour donner des explications sur ces faits, qui pourraient intéresser la tranquillité publique.

Conflit entre la municipalité et le commissaire des guerres. — Sur le rapport du bureau militaire, que le commissaire des guerres a destitué Devote, portier des casernes, pour en donner les fonctions au citoyen Bonnard, casernier, le Conseil, considérant que Devote a fait son service d'interprète et de portier des casernes d'une manière irréprochable; qu'il se trouve sans place; qu'il est père de famille; que l'on peut compter sur lui et sur sa femme pour l'entretien des meubles des casernes, arrête qu'il sera proposé au district, pour remplir la place de casernier.

Plainte du citoyen de la Chasse. — Le citoyen de la Chasse dénonce des ravages, causés dans son clos de Clairion, qu'il pense

provenir des terroristes, lesquels n'osant pas l'attaquer personnellement s'en prennent à ses propriétés. Arrêté que ladite dénonciation sera renvoyée au juge de paix, juge des délits ruraux.

Plainte du citoyen Beaudoin. — Le citoyen Beaudoin dénonce deux volontaires qui l'ont insulté, en le qualifiant de royaliste, et l'ont maltraité. Arrêté que cette dénonciation sera renvoyée au procureur de la commune, pour poursuivre les auteurs du délit.

Circulation de listes de parti. — Le citoyen Brochard se présente et déclare que le 1^{er} de ce mois, le citoyen Sigaut, ci-devant professeur au Collège, est venu remettre à son fils une liste, avec prière de la faire circuler et signer. Le citoyen Sigaut déclare que ce papier est une pétition à la commune, tendant à faire annuler les opérations de la section de la Fraternité. Le citoyen Brochard fils fait une déclaration conforme. Le citoyen Regnaudin invité d'expliquer ce que c'est que ces listes de parti, sur lesquelles il a dit que le citoyen Péchinet était inscrit, a répondu avoir entendu parler en passant dans la rue de *Compagnie de Jésus* que l'on formait et dont le citoyen de la Chasse était capitaine, mais n'a pu désigner les personnes qui avaient tenu ce propos.

Un membre dit que les citoyens Frelon et Schenal peuvent donner des éclaircissements plus formels, et demande qu'ils soient invités à la séance.

Ils viennent : le citoyen Frelon déclare qu'il y a cinq jours, aux environs de midi, étant chez la citoyenne Chardon, pour la coiffer, le citoyen Chardon, capitaine de gendarmerie, lui demanda s'il était des compagnies qui se formaient, qu'il répondit n'en rien connaître, et le citoyen Chardon continua en lui disant que lesdites compagnies étaient en effet formées et organisées de la veille ; que le citoyen de la Chasse était le capitaine général, et que ces compagnies étaient affiliées avec Seignelay, Vermanton, Avallon, et jusque dans le département de la Nièvre. Le citoyen Schenal déclare n'avoir aucune connaissance de ces prétendues compagnies.

Le citoyen Defrance demande qu'il soit continué à informer sur la compagnie de Jésus et autres, qu'il sait exister réellement, et assure qu'il produira, quand on voudra, 40 témoins de la formation de ces compagnies.

Propos tenus par le citoyen Parisot, prêtre. — Le même citoyen Defrance déclare que ce matin, sur les dix heures, il a vu le citoyen Parisot, prêtre, au milieu de 15 volontaires, les haranguant, les frappant à tour de rôle sur l'épaule amicalement, en leur disant : Tiens, mon bon ami, je te donnerai quelque chose de

An IV bon et sois bon républicain. Aussitôt que lui, Defrance, a paru, ces citoyens se sont séparés. Le citoyen Parisot s'est retiré et les volontaires ont crié : Vive la République, et disant au citoyen Parisot : Va te faire f..., nous n'avons pas besoin de toi.

(1795)

Après avoir entendu ces diverses plaintes et dénonciations et en avoir ordonné mention au registre, le Conseil, par l'organe de son président, a recommandé au commandant en exercice, présent à la séance, de veiller, de tout son pouvoir, au maintien de la tranquillité publique et à la conservation des propriétés.

Envoi d'un commissaire aux achats de grains. — Le citoyen Girard est nommé commissaire pour se rendre dans le district de Saint-Florentin, qui abonde en grains et manque de sel, pour y opérer des échanges.

Approvisionnement du marché. — Des commissaires sont nommés pour, en exécution de l'arrêté du district, se rendre chacun dans une des communes qui doivent alimenter le marché d'Auxerre, afin de faire exécuter cet arrêté. Ces communes sont : Saint-Georges, Perrigny, Villefargeau, Appoigny, Charbuy, Chevannes, Lindry et Monéteau.

Sanglé rentre dans la garde nationale. — Arrêté que le citoyen Hubert Sanglé, réarmé, rentrera, sur sa demande, dans la garde nationale.

7 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Militaires de la 1^{re} réquisition.* — Arrêté que la loi du 5 de ce mois, relative aux militaires de la 1^{re} réquisition sera publiée par deux officiers municipaux, accompagnés du procureur de la commune.

Emigrés de la commune. — En exécution d'une lettre du district du 5 de ce mois, le Conseil certifie que Louis-Charles Déchenu, Jean-Baptiste-Claude Hay, Bourdeaux, homme de loi, Jean-Baptiste Champion de Cicé, Elisabeth Champion, François Davout, Edme-Louis Leclerc-Thorigny et Toussaint-Jacques-Pierre Martineau n'étaient ni en faillite, ni insolubles, lors de leur émigration, mais que François Marie, Pierre-Germain Marie et Amé-Pélerin Martineau étaient notés d'insolvabilité.

Défense de Parisot, prêtre. — Le citoyen Parisot, prêtre, se présente. Il dit que la dénonciation faite hier par le citoyen Defrance est une œuvre de fausseté et d'imposture. « C'est, à 1 heure après-midi, dit-il, et non à 10 heures du matin, qu'il s'est trouvé passer dans la cour des Vents; qu'il y a rencontré deux volontaires au lieu de quinze, que ces deux volontaires l'ont arrêté pour lui parler des royalistes qui étaient à Auxerre, que par suite

d'une conversation très courte, l'un de ces volontaires lui a désigné le citoyen Charbuy comme un royaliste. Quant à moi, disait-il, il ne me reste qu'un bras, mais je l'emploierai à soutenir la République. Le citoyen Parisot ajoute lui avoir répondu, en approuvant ce sentiment : Eh bien, ce citoyen Charbuy a aussi juré de maintenir la République, et il a un bras de plus que vous à son service. La conversation a fini, et il s'est séparé des deux volontaires. » Arrêté que registre sera fait de la déclaration du citoyen Parisot.

Les prêtres se sont tous soumis à la République. — Vu la lettre écrite par le district, le 3 de ce mois, en exécution de la loi du 11 prairial dernier, sur les ministres des cultes, le Conseil certifie que tous les ministres des cultes qui existent à Auxerre et y exercent leurs fonctions, soit dans les édifices publics, soit dans les maisons particulières, ont fait l'acte de soumission exigé par la loi.

Adresse à la Convention. — Arrêté qu'il sera envoyé une adresse à la Convention pour lui signaler les achats faits dans ce département, dont les récoltes sont insuffisantes, par les préposés aux approvisionnements militaires et de la ville de Paris.

9 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Recherche des volontaires.* — Le Conseil nomme les citoyens Morisset, Nombret-Villetard, Escallier, Ducrot, Menestrier et Simonot, commissaires, à l'effet de se partager les quatre sections de la commune et d'y faire recherche des volontaires qui y résident en prenant note de leurs congés ou permissions. Ces volontaires devront se rendre, munis de leurs papiers, le 11 de ce mois, à 10 heures du matin, place de la Fraternité. Cet arrêté est rendu, à la demande du bureau militaire et du commissaire des guerres, qui se plaignent du grand nombre de volontaires existant à Auxerre contre le vœu de la loi.

Chaine de condamnés. — Averti par administrations judiciaires du passage d'une chaine de condamnés aux fers, pour le 14, le Conseil arrête que réquisitoire sera envoyé au commandant de la garde nationale d'avoir à fournir un poste de 15 hommes pour les garder et les escorter jusqu'à Vermanton.

Indemnités. — Arrêté qu'il sera délivré, à titre d'indemnité, une somme de 100 livres au citoyen Regnaudin, fontainier de la commune ; une somme de 150 livres au citoyen Chapuy, horloger de la commune, et une de 25 au citoyen Caunois, pompier de la commune, outre leurs traitements.

Certificat. — Certificat favorable est donné à la citoyenne Marie

An IV Corot, veuve Chéron, qui demande par une pétition adressée au
(1795) jury d'instruction à être institutrice dans la commune.

Lettre anonyme. — Lecture est faite par le maire d'une lettre injurieuse adressée au citoyen la Chasse-Vérigny, commençant par ces mots : J'ai fait, citoyen, le serment aux Jacobins..., et finissant par ceux-ci : Malheur à vous si vous n'ajoutez pas foi à ce que je vous écris. Cette lettre sera déposée au secrétariat.

MORT DE LOUIS II DE CHALON

COMTE DE TONNERRE

(Rectification à l'*Art de vérifier les dates*)

Par M. E. PETIT.

Dans un article intitulé : *Le Tonnerrois sous Charles VI et la Bourgogne sous Jean-sans-Peur*, publié dans le *Bulletin* de l'année dernière, nous avons donné un épisode des luttes qui survinrent à la suite de l'enlèvement de Jeanne de Périllos, dame d'honneur de la duchesse de Bourgogne, dont Louis de Chalon s'empara en plein jour dans le palais ducal, et avec laquelle il se maria, malgré son alliance antérieure avec Marie de la Trémoille.

Nous terminions ce petit travail en disant : « Quant à Louis de Chalon, il ne reparut plus dans le pays où la légèreté de sa conduite avait causé tant de ruines et de malheurs, mais il prouva que s'il manquait de jugement, la bravoure ne lui faisait pas défaut ; il fut tué à la bataille de Verneuil en 1424. »

Cette dernière allégation que nous empruntons à l'*Art de vérifier les dates* est absolument inexacte, et l'on a trop souvent occasion de relever les erreurs échappées aux auteurs de cet estimable recueil à propos des familles Bourguignonnes pour ne pas signaler celle-ci qui a son importance.

Un de nos amis, Paul Guérin, sous-chef aux Archives nationales, a trouvé dans les registres du Parlement de Paris, X¹⁴ 9190. fol. 216 v°, une curieuse pièce prouvant que, non seulement Louis de Chalon était décédé à cette date, mais que sa mort devait être antérieure de plus de deux années. Il avait fait un testament, alors qu'il était malade, et l'on doit écarter les probabilités qui le feraient succomber sur un champ de bataille ; la seule auréole de gloire, par laquelle il eût terminé sa carrière, lui est forcément enlevée.

A la date du 6 mars 1422 (1423 n. sl.) Marie de La Tremoille, sa veuve, réclamait la dot qui lui avait été assignée, ainsi que les revenus qu'elle devait prélever sur le comté de Tonnerre, alors occupé par un autre comte, son parent, qui jouissait alors des revenus du comté, et qu'on nomme seulement *comitum modernum*.

Ce comte actuel était Artus de Bretagne, duc de Touraine, comte de Richemont et d'Ivry, auquel le Tonnerrois était advenu par son mariage, en 1423, avec Marguerite de Bourgogne, fille de Jean-sans-Peur, que l'on nommait Madame de Guyenne, parce qu'elle était veuve du dauphin Louis, duc de Guyenne, fils de Charles VI (1).

Le comte de Richemont avait mis opposition aux réclamations formulées par Marie de la Tremoille ; mais, sur ces entrefaites, la belle espagnole Jeanne de Périllos, qui se disait aussi femme légitime du défunt, ayant soulevé de nouvelles objections et fait de semblables revendications au sujet de son douaire, la justice se vit arrêtée par des difficultés qui n'avaient pu être tranchées quinze ans auparavant.

Marie de la Trémoille avait le droit de priorité, et présentait une sentence de l'officialité de Bourges dont elle avait pris soin de se pourvoir contre le comte de Richemont. Jeanne de Périllos attaquait Marie, et disait que cette dernière, étant parente de Louis de Chalon au quatrième degré, n'avait pu se porter comme légitimement mariée, que du reste, elle seule Jeanne avait vécu avec le défunt, qu'elle seule en avait eu postérité, et qu'elle seule était tenue pour légitime dans le testament fait par Louis de Chalon au moment de sa mort.

Nous ne connaissons pas la suite de cette affaire, qui dut quelque peu embarrasser la sagacité des juges. Il est certain que le comte de Richemont demeura en possession du comté de Tonnerre, et ce qui ressort de cet intéressant document, c'est que Louis de Chalon est décédé, non en 1424, mais au plus tard à la fin de 1422, à une date qu'il nous est pour le moment impossible de préciser, même d'une manière approximative.

(1) Voir nos *Itinéraires de Philippe-le-Hardi et de Jean-sans-Peur*, aux tables. — Les comptes des Chatellenies de Tonnerre, Cruzy, Griselles, rendus pendant la période de 1423 à 1425, par Jean Vignier, châtelain de Duesme et receveur du comté de Tonnerre, existent encore aux Archives de la Chambre des comptes de Dijon.

NOTICE SUR L'ABBÉ JEAN DE SAINT-AUBIN

CURÉ DE SAINT-PÈRE-SOUS-VÉZELAY

Par M. F. MOLARD.

En l'année 1788, le curé de Saint-Père-sous-Vézelay au district d'Avallon, se nommait Jean de Saint-Aubin, il était d'origine noble. L'abbé de Vertot, dans son histoire des Chevaliers de Malte, lui donne pour armes : d'argent à l'écu de sable surmonté de trois merlettes de même rangées en chef. M. de Soultrait indique les de Saint-Aubin, comme établis en Bourbonnais, en Forez, en Nivernais, possessionnés dans les Châtellenies de Montluçon, de Murat, de Chantelle, de Bourbon et de Billy, et qualifiés seigneurs de Saint-Aubin, de Sarregousse, de Beauvoir, de Belleperche, de Bagneux, de Varennes, du Theil, du Pleix, de Pérossat, de Longueville, de Preux-Aygues, de Civray, de Lure, d'Ouroux, de Ripantin, du Bois, de Vouglou, de Lespine, de Vernay, de Champroussent, de la Motte-des-Noyers, de Saligny. Dom de Bétencourt en ses noms féodaux, cite les de Saint-Aubin, depuis Hugues de Saint-Aubin, chevalier en 1268, jusqu'à Jacques de Saint-Aubin, écuyer, Marguerite Jamet, sa femme, Jean de Saint-Aubin, écuyer, seigneur de l'Epine, et Gilbert de Saint-Aubin, écuyer, seigneur du Plex en 1505. Le même Vertot au 17 août 1610, mentionne parmi les chevaliers de la langue d'Auvergne, un Gilbert de Saint-Aubin originaire du Bourbonnais. Quant à notre Jean de Saint-Aubin, il naquit à Moulins en 1727. D'après M. l'abbé Bernard de Vézelay, ce fut le treizième en date des curés de Saint-Père, autant qu'on peut le savoir du moins, car les registres de catholicité en cette commune ne remontent pas au-delà de 1635. Le premier curé connu est M. Du Grêlc de 1635 à 1641.

En 1792, l'abbé Jean de Saint-Aubin procéda malgré lui à la célébration d'un mariage. Les parties contractantes ayant refusé de faire publier leurs bans dans une commune autre que Saint-Père, le

curé ne voulut pas officier, puis à la suite d'une sommation d'huissier, il consentit à le bénir. Voici le texte relevé sur les registres : « Le 26 juin 1792, après la publication des bans sans opposition ni empêchement quelconque et d'après une sommation à nous faite par le sieur Jean Parant, huissier patenté, résidant en la paroisse de Vézelay, exploitant par tout le royaume, dattée du même jour et an que dessus, à la requête de Pierre Mercier, père de Jérôme Antoine Mercier, tisserand au bourg de Saint-Père, et de Claude Montigny, tuteur de Marie Pesant, qui se sont rendus responsables de tous événements et poursuites que l'on pourrait faire au sieur curé pour avoir procédé à la célébration du mariage des sus-nommés qui se sont refusés à la publication des bans en la paroisse de Saint-Etienne d'Auxerre, disant qu'elle était inutile, malgré toutes les représentations à eux faites par le sieur curé de Saint-Père pour qu'ils eussent à se conformer à la loi et aux ordonnances du diocèse d'Autun, le soussigné curé voiant sa garantie par l'acte cijnointa été célébré le mariage de Jérôme Mercier, etc, etc. » Il est dit dans l'acte de sommation : « Jay Jean Parant huissier patenté exploitant partout le royaume et demeurant à Vézelay soussigné, prié invité, sommé en tant que besoin serait le sieur Jean-Baptiste Saint-Aubin prêtre-curé constitutionnel de la paroisse de Saint-Père, y demeurant en son domicile, parlant à sa personne. » Or M. de Saint-Aubin n'a jamais prêté serment; le témoignage de ses paroissiens et sa conduite durant la Révolution prouvent surabondamment le contraire. Dans un acte du 5 novembre nous voyons M. de Saint-Aubin, se conformer au style républicain. Il s'agit du baptême de la fille légitime de Claude Laveau, jardinier au bourg de Saint-Père. Deux jours après, il fait encore un baptême et ce fut son dernier acte officiel, car nous lisons à la suite sur les registres : « Clos et arrêté par nous officiers municipaux de la commune de Saint-Père ce jourd'huy 10 novembre 1792, l'an premier de la République française. » A partir de ce moment les actes des naissances, mariages et décès sont libellés par le sieur Jean Bonnard, officier public. L'église est fermée, l'abbé Saint-Aubin administre encore les sacrements en secret, et jusqu'en 1794, il est fait mention de lui dans des registres particuliers et purement religieux. Cette année même, forcé par la loi de se retirer dans son pays natal, il vint à Moulins. Il n'y resta pas longtemps tranquille. Le 6 germinal an II (25 avril 1794), le Comité révolutionnaire de cette ville, reçut un extrait du procès-verbal de la Société populaire de Vézelay constatant que le nommé Saint-Aubin, ci-devant curé de la paroisse de Saint-Père-sous-Vézelay, est prévenu de fanatisme et d'amour pour la royauté, et d'avoir cherché à propager ses affreux principes

dans sa commune. Le Comité, considérant qu'il est essentiel de tirer de la société un individu aussi nuisible, arrête qu'il sera décerné contre ledit (de) Saint-Aubin, un mandat d'arrêt et qu'il serait sur le champ adressé au commandant de la gendarmerie nationale pour qu'il le fasse mettre à exécution. Le 8 mai, Saint-Aubin écrit au Comité. Il se plaint « que des malintentionnés de sa commune et de celle de Vézelay avaient médité son arrestation, que n'ayant pu y parvenir, ils ont profité de son séjour à Moulins pour le dénoncer au Comité qui a prononcé son arrestation. Il demande à être entendu ». Le Comité arrête qu'il sera traduit par devant lui ; qu'en conséquence le commandant de la garde nationale sera requis de le faire amener. Le commandant du dit poste entre avec ledit Saint-Aubin qui dépose sur le bureau, un certificat de civisme en date du 20 brumaire et un passeport daté du 20 ventôse, le tout obtenu de la municipalité de Saint-Père-sous-Vézelay. Le Comité considérant que la dénonciation faite contre ledit Saint-Aubin et sous une date antérieure à celle du passeport, arrête qu'il sera écrit à la Société populaire de Vézelay pour prendre de nouvelles informations sur le compte dudit Saint-Aubin et qu'il sera reconduit à la maison d'arrêt. Il y resta quelque temps, et quand le représentant Vannerey, envoyé en mission dans l'Allier, prononça l'élargissement de nombreux détenus, il crut le moment favorable. Le 27 floréal an II (17 mai 1794), il pétitionna à son tour. « Le Comité considérant que ledit Saint-Aubin a habité et exercé ses fonctions dans le district d'Avallon, qu'il n'y a que le Comité de ce district qui puisse le connaître et donner des renseignements sur sa conduite, arrête que ladite pétition y sera renvoyée pour en obtenir avis motivé. » Enfin le 13 prairial, sur l'attestation qu'il s'était bien comporté à Avallon, on le remit en liberté.

On confond souvent Jean-Baptiste de Saint-Aubin, et M. l'abbé Bernard tout le premier, avec un sien parent appelé Jean-Martin de Saint-Aubin, né à Moulins en Bourbonnais en l'année 1727. Celui-ci était chanoine-baron de l'église collégiale de Saint-Just de Lyon. Privé de son bénéfice, lors de la suppression des chapitres, il ne prêta pas le serment et resta en France, malgré la loi contre les insermentés. Arrêté après le siège de Lyon, il fut condamné à mort, comme prêtre, ex-noble et contre-révolutionnaire, par la Commission révolutionnaire le 29 pluviôse an II (17 février 1794) et exécuté à l'âge de 67 ans.

RAPPORT MÉDICAL
SUR
LA SITUATION DES HOSPICES

DE LA DIVISION DE DROITE DE L'ARMÉE D'ITALIE

FAIT EN L'AN III DE LA RÉPUBLIQUE, PAR BOURDOIS DE LAMOTTE, MÉDECIN
EN CHEF A LA COMMISSION DES SECOURS

Communiqué par M. le Dr Emile Duché.

Le document que nous avons cru devoir offrir à la Société des Sciences historiques de l'Yonne n'a pas seulement un intérêt légendaire, en ce qui touche aux guerres de la Révolution française, il se recommande encore par son auteur qui fut un enfant du pays. Bourdois de Lamotte était né à Joigny, en 1756 ; il avait fait ses premières études au Collège d'Auxerre, où il avait une partie de sa famille. Fils d'un médecin recommandable, il choisit lui-même la carrière médicale. Docteur en médecine à la Faculté de Paris, il obtient, à vingt-quatre ans, un service à la Charité. A trente ans, il est médecin du comte de Provence, puis de madame Victoire, tante du roi Louis XVI.

Les jours sombres de la Terreur ne devaient pas le laisser inaperçu dans la tourmente. Déclaré suspect, comme attaché à la Maison royale, il fut jeté dans les cachots de la Force. Il y gémissait depuis plusieurs mois, dans une attente cruelle, quand, grâce au courageux dévouement de Marie D'Hermand, son épouse, et à de puissantes interventions, il vit, une nuit, s'ouvrir la porte de la prison, avec injonction d'en sortir au plus vite et dans le silence le plus absolu. Il s'empressa d'obéir à cet ordre salutaire et se rendit le lendemain chez Antoine Dubois, le chirurgien-accoucheur déjà célèbre, et membre à cette époque du Conseil de santé des armées. Après de courtes explications, son libérateur lui dit brus-

quement : « Il faut quitter Paris sous quarante huit heures ; tu cours ici le plus grand danger ; pars au plus vite pour l'Italie, voici ton brevet de médecin en chef de l'armée des Alpes. »

Bourdois s'exécuta immédiatement, trop heureux d'échapper à la Terreur, dans des conditions inattendues. — Accompagné de sa femme, il arrive à l'état-major de l'armée des Alpes. Il apprend avec effroi que le représentant de la Convention nationale, à l'aile droite, était le citoyen Turreau de Linières, celui-là même qui l'avait fait emprisonner comme suspect et avait signalé comme émigrés ses deux frères, dont l'un était aide-de-camp du général Dumouriez. Mais il reconnut bientôt que ses craintes étaient vaines. Bien accueilli par le Conventionnel, il fut agréablement surpris de reconnaître, dans madame Turreau, la fille d'un médecin de Versailles à laquelle il avait donné ses soins, quelques années auparavant. D'un commun accord, ils partagèrent le même logement et vécurent en parfaite intelligence jusqu'à la fin de leur mission. Il faut dire aussi que Turreau, qui s'était montré dans la Vendée d'une exaltation et d'une cruauté impitoyables, avait repris des allures beaucoup plus modérées, après la chute de Robespierre dont il craignait de subir lui-même la fatale destinée. Pour lui Bourdois n'était plus un suspect réservé à la guillotine, c'était un ami qui avait trouvé grâce devant le nouveau pouvoir des Thermidoriens. (1)

La tâche du commissaire de la Convention et du médecin militaire était exorbitante. Les campements de l'aile droite s'étendaient dans les Alpes, sur un parcours de quarante-cinq lieues de long,

(1) Turreau avait épousé en premières noces, la veuve Davout, mère du maréchal. Cette dame appartenait à la famille Minard de Velar, d'Avallon. Elle avait eu quatre enfants, trois fils et une fille, de son premier mariage avec Davout père, officier au régiment de Champagne cavalerie, qui mourut en 1779 d'un accident de chasse. Madame Davout s'était retirée à Etivey, dans une situation assez précaire. Pour donner un protecteur à ses enfants, elle crut devoir se remarier avec Turreau de Linières qui était administrateur du département de l'Yonne. Elle avait alors dépassé la quarantaine et son mari n'avait pas plus de 32 ans. Cette union fut de courte durée. Le fils aîné de Madame Davout, le futur maréchal de France, alors officier de cavalerie, effrayé des allures révolutionnaires de son beau-père, décida sa mère à profiter de la loi du 20 septembre 1792 et le divorce fut prononcé. Ce fut peu de temps après que Turreau épousa la jeune femme de Versailles qui fut reconnue par Bourdois à l'armée des Alpes. Nous devons les renseignements qui concernent la famille Davout à l'obligeance de M. Charles Joly, qui nous a si bien initiés aux détails les plus intimes de la carrière de l'illustre maréchal.

sur vingt-huit de large. Les conditions de ces campements étaient lamentables ; les malades, pendant les quatre derniers mois, avaient dépassé le nombre de cinquante quatre mille et l'on avait compté, dans ce laps de temps, cinq mille trois cents morts, c'est-à-dire un dixième.

En présence d'une situation si désastreuse, Bourdois sent grandir son courage ; les efforts de la science viennent seconder ses plus nobles aspirations, et, de concert avec Turreau qui déployait une énergie et une intelligence hors ligne il parvient à relever le moral de nos soldats abattus, à créer de trois lieues en trois lieues des ambulances pour faciliter les transports, évacuer les malades au delà du Var et à munir tous les établissements sanitaires des fournitures indispensables à la régularité du service médical. Les couvents, les églises, les châteaux sont transformés en autant d'hospices où l'air pur et la lumière versent leurs premiers bienfaits sur ces milliers de moribonds dévorés par le typhus et la gangrène ; les cadavres sont enterrés avec toute la sollicitude que l'on doit à la santé publique et le respect que l'on doit aux morts. Ces mesures promptement exécutées, à travers des obstacles sans nombre, tels que le mauvais vouloir des habitants effrayés ou ennemis, la nonchalance malade des soldats, l'intempérie de la saison, la mauvaise qualité des eaux, l'insuffisance des aliments altérés ou peu réparateurs, ces mesures ont bientôt ramené la vie et la santé dans notre armée. Le rapport finit en constatant que nos pauvres soldats minés par la maladie, amaigris par la faim, n'ont plus de souliers et que leurs vêtements sont en lambeaux.

C'est à cette même armée, qu'un an plus tard, le général Bonaparte, chargé du commandement en chef et préludant à ses vastes projets de combats et de victoires, adressait la proclamation suivante :

« Soldats, vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables, mais ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plaines les plus fertiles du monde ! De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie, manquerez vous de constance et de courage ? »

Bourdois sollicité par le général en chef de le suivre, en continuant son service à l'armée en campagne, crut devoir refuser. Sa nature calme et ses habitudes d'un certain monde ne s'accommodaient pas de la vie des camps. Il préféra reprendre sa clientèle

civile et Bonaparte, qui ne comprenait pas d'autre gloire que celle des champs de bataille, lui en voulut longtemps.

Quand à Turreau de Linières, envoyé l'année suivante en Italie par le Directoire, il y mourut peu de temps après, rongé, dit-on, par des chagrins domestiques.

La carrière médicale de Bourdois se poursuivit dans les conditions les plus brillantes : médecin en chef des épidémies de la Seine, conseiller de l'Université, il fut, en 1811, malgré les rancunes de l'empereur, nommé médecin du roi de Rome.

Après la chute de l'Empire, la faveur publique ne lui fit pas défaut. Il fut l'un des membres fondateurs de l'Académie de médecine qu'il présida à plusieurs reprises, médecin du département des affaires étrangères, médecin consultant de Louis XVIII et de Charles X.

Il était presque octogénaire quand éclata la Révolution de Juillet. Il passa les dernières années de sa vie dans l'intime familiarité de quelques amis qui résumaient pour lui les souvenirs les plus palpitants de la Révolution et de l'Empire. Il mourut en 1835, dans sa quatre-vingt deuxième année. L'Académie de médecine, à la nouvelle de sa mort, leva sa séance, en signe de deuil. (1)

Proche parent de M. Bourdois, j'ai reçu de lui, pendant le cours de mes études médicales, de précieux témoignages de son intérêt et de sa bienveillance. En ma qualité d'héritier, on voulut bien m'abandonner tous les papiers qui avaient trait à la médecine. Dans ce nombre, son rapport sur l'armée des Alpes avait une valeur particulière comme document historique. J'ai cru devoir offrir le manuscrit original à l'Académie de médecine, et en communiquer une copie à la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne qui en décida l'insertion dans son bulletin. C'était la meilleure manière d'honorer la mémoire d'un compatriote qui a bien mérité de la science et de son pays.

(1) La biographie complète de Bourdois de Lamotte a été publiée en 1851, dans le tome V du Bulletin de la Société. Comme ce volume est devenu rare, nous avons cru devoir retracer ici les lignes les plus saillantes de la longue carrière de notre compatriote.

E. D.

ARMÉE D'ITALIE

RAPPORT SUR LA SITUATION DES HOSPICES

DE LA DIVISION DE DROITE

Par Bourdois de Lamotte.

Nice, le 20 ventôse, l'an III de la République une et indivisible.

La division de droite s'étend, le long de la mer, depuis Menton jusqu'à Savone, et depuis la mer jusques aux avant-postes de l'armée, sur ces montagnes du Piémont. La longueur de cette division est de quarante-cinq lieues à peu près et sa largeur de quinze à vingt.

Il est difficile de se faire une idée juste des chemins qui conduisent à cette division. Tous impraticables pour les voitures, ce n'est qu'à cheval, à dos de mulet ou à pied qu'on peut les parcourir. Des torrents multipliés, qui se précipitent du haut des montagnes, coupent ces horribles chemins, et présentent souvent aux voyageurs des dangers à courir, et toujours des difficultés à vaincre. Les représentants ont déjà fait établir des barques sur quelques-uns de ces torrents, mais il en est d'autres sur lesquels on n'en peut faire usage, d'où il résulte que les volontaires et même les malades qu'on évacue par terre sont obligés de les traverser à pied. On sent combien cette nécessité peut avoir d'inconvénients et combien il est instant d'y porter remède.

Dans la partie de la division qui s'étend sur les montagnes, il existe un autre danger, celui des neiges qui les couvrent habituellement et qui quelquefois se précipitant avec impétuosité, entraînent dans leur tourbillon tout ce qu'elles rencontrent. C'est ainsi qu'à différentes reprises nous avons perdu plusieurs de nos frères d'armes.

C'est à ces causes locales réunies qu'il faut attribuer les retards que les transports éprouvent quelquefois, la rapidité avec laquelle les effets des soldats se détruisent et enfin l'encombrement momentané qui a eu lieu dans les hospices de la droite.

La température de ces climats est extrêmement différente sur les bords de la mer et sur les montagnes, et souvent dans la journée elle varie plusieurs fois. Sur les hauteurs elle est constamment froide, même pendant l'été; sur les bords de la mer elle est

froide et humide, surtout pendant la nuit, mais brûlante quand le soleil est sur l'horizon.

Des vents impétueux règnent fréquemment dans ces contrées et sont presque toujours dangereux en raison de leur violence.

Les eaux sont abondantes, mais les bonnes sont rares ; les soldats ont souvent puisé dans ces sources des principes de maladies.

La végétation de ces climats offre infiniment peu de ressources à notre armée. Les plantes potagères et les fourrages y sont en très petite quantité.

Les établissements pour les malades sont formés en partie dans les pays conquis, et en partie sur le terrain des Génois. La répugnance de ce peuple à recevoir nos malades, la crainte qu'il a de contracter les maladies de l'armée, nous ont longtemps privé des ressources dont nous avons un besoin urgent, et dans ce moment même il est encore des pays où il seroit dangereux de s'obstiner à y placer des hospices.

Le représentant du peuple Turreau a cependant triomphé de presque tous ces obstacles et nous pouvons espérer que, sous un terme très court, il y aura dans cette division de l'armée, un nombre suffisant d'établissements pour contenir commodément tous nos malades. Il y a même tout lieu de croire que les causes qui, depuis quatre mois, ont produit un si grand nombre de maladies, étant détruites, nous serons incessamment dans le cas de ne plus évacuer au-delà du Var que les maladies chroniques. Cette mesure doit conserver à l'armée un tiers au moins des soldats qui seroient perdus pour la campagne prochaine si les évacuations sur l'arrière se continuoient comme par le passé.

Par la disposition actuelle des établissements, les malades vont trouver de trois en trois lieues au plus, des secours et des repos. Je vais suivre par ordre la filière des évacuations, en commençant par l'hospice le plus rapproché de Menton.

La Bordiguerre. — Cet hospice de nouvelle formation contiendra cent vingt malades ; lorsque les commodités demandées seront faites, cet hospice ne laissera rien à désirer.

Saint-Rème, à deux lieues de la Bordiguerre, est un dépôt pour cent malades. On pourroit, au besoin, en faire un hospice. Situé hors de la ville, il est beaucoup préférable, par sa position et ses dépendances, au premier établissement que nous avons dans cette commune.

San-Stephano, à trois lieues de Saint-Rème, est un dépôt contenant quarante lits à deux places. Le bâtiment n'en est pas bon, mais c'est le seul que l'on ait pu se procurer. Il seroit à désirer

qu'on y adjoignit la maison voisine; on y placeroit encore une vingtaine de lits, et l'on pourroit y pratiquer des dépendances utiles au service, lesquelles manquent dans le bâtiment déjà accordé.

Oneille, à trois lieues de San-Sthephano. C'est dans les hospices de cette commune que les malades ont eu le plus à souffrir; cinq bâtiments différents y sont destinés aux malades, quoiqu'il n'y ait que deux directions, deux cuisines et deux pharmacies; il en résulte que les malades ne reçoivent les aliments et médicaments qu'avec lenteur et difficulté, et que ce n'est qu'après avoir attendu souvent plusieurs heures, à la porte du bureau des entrées, qu'ils peuvent être introduits dans leurs salles respectives. Il est à désirer que cet abus soit promptement réformé.

Trois bâtiments composent l'hospice n° 1, deux églises et un ancien couvent. Plus de six cents malades peuvent être reçus dans cette direction. Le couvent et la petite église qui l'avoisinent sont en très bon état, le service y a toutes ses nécessités, il n'en est pas de même de la grande église qui fait partie de cette direction; en outre de son éloignement des deux autres bâtiments, elle a encore l'inconvénient d'être humide et peu aérée; pour s'en servir, il seroit indispensable d'ouvrir des jours dans le bas, il conviendrait même d'y joindre la maison jaune, située tout à côté, pour y établir une cuisine et une pharmacie.

L'hospice n° 2 est un ancien couvent dans lequel on peut placer trois cents malades, il en contiendra quatre cents, lorsque les réparations auxquelles on travaille actuellement seront finies. Cet hospice est pourvu de toutes les dépendances utiles au service, mais il faudra nécessairement trouver un autre emplacement pour déposer la viande; celui qu'on construit est beaucoup trop près de la cuisine et les viandes doivent s'y gâter.

A cet hospice, on a réuni un ancien collège uniquement destiné aux blessés. On pourroit en mettre cent cinquante, mais le local est humide, trop peu aéré et mal sain. Les corridors dans lesquels on est obligé de placer les lits sont trop étroits et les planchers trop bas, je pense qu'il faudroit supprimer cet hôpital; avec très peu de réparations on en feroit une caserne commode.

J'ay pris connaissance de deux autres endroits qui pourroient facilement être utilisés.

Le premier est un immense bâtiment connu sous le nom de Caserne Piémontaise, situé dans la partie la plus élevée de la ville; toutes les ouvertures donnent sur les campagnes environnantes; pour en tirer partie il suffiroit de combler avec de la terre battue les inégalités que présentent les voûtes actuelles, et fermer les

croisées avec des châssis de toile. On pourroit y placer trois ou quatre cents convalescents; je m'étonne que ce local vraiment beau et le plus avantageusement placé de tous n'ait pas encore été employé.

Le second est un ancien couvent de Capucins, situé à un quart de lieue de la ville, sur le chemin d'Ormea; sa position à mi-côte, les jardins dont il est entouré, l'abondance et la bonne qualité des eaux qui s'y trouvent, semblent le destiner à former un hospice de convalescents; deux cents au moins pourroient y trouver asile. La seule objection contre cet établissement a été jusqu'à présent le prix des réparations qu'on supposoit devoir y être fort cher, mais j'observe que dans ce pays ci et surtout au moment où nous touchons, de simples toiles valent mieux que les croisées qu'on vouloit faire et que les seules précautions à prendre consistent à empêcher le soleil et les insectes de pénétrer dans les chambres.

Si enfin on ne pensoit pas que le bâtiment pût servir pour des convalescents, on pourroit au moins l'employer pour le traitement des gales compliquées.

Le dépôt de pharmacie que j'ai visité m'a paru bien tenu, les drogues qui y sont déposées sont de bonne qualité. J'y ay fait porter 45 pintes d'acide sulfurique que l'on avait prises dans la manufacture de drap d'Ormea, le représentant a ordonné ce transport; les pharmaciens demandent qu'on leur fasse des fourneaux plus commodes, mais pour les établir il faut se procurer la boutique placée au-dessous du dépôt des drogues.

Deux raisons ont contribué à l'intensité des maladies d'Oneille, c'est l'encombrement et la malpropreté de la ville; plus de deux mille cinq cents malades se sont trouvés à la fois dans les hôpitaux, lorsqu'il n'y avoit de places et de fournitures que pour mille à douze cents. Mais ce qui surtout a contribué à l'infection de l'air de cette commune, c'est la funeste habitude contractée par les habitants et les soldats de déposer leurs excréments dans les rues et dans les maisons; celles-ci malheureusement abandonnées par les propriétaires, sont dénuées en ce moment de portes et fenêtres; il conviendrait d'ordonner que les portes de toutes les maisons fussent fermées et que préalablement toutes les immondices actuelles fussent enlevées et jetées à la mer.

Lorsque ces précautions auront été prises, les hôpitaux d'Oneille deviendront aussi bons que tous les autres. La situation de la ville est la même que celle de toutes les communes répandues sur le bord de la mer. Les eaux n'y sont pas plus mauvaises et l'air ne peut y avoir plus de qualités malfaisantes qu'ailleurs.

On s'est plaint que les morts mal enterrés corrompoient l'atmos-

phère ; j'ai examiné avec attention tous les lieux où on les a déposés, et je me suis assuré qu'il n'y avoit qu'une petite chapelle située sur le chemin de Lonano qui pût justifier ces plaintes. Des ordres ont été promptement donnés pour qu'on y jetât une suffisante quantité de chaux et de terre.

Diano, à deux lieues d'Oneille. Ce dépôt de nouvelle création est formé de deux maisons qui se touchent. On y pourra recevoir cent malades. Il est situé sur le bord de la mer et est muni de toutes les pièces utiles au service.

Cervo à une lieue de Diano. En raison de la distance égale d'Oneille et de Languaillia, ce lieu paroissait plus convenable à former un dépôt que Diano, mais le local que les habitants nous ont promis a l'inconvénient d'être sur une hauteur escarpée, et loin de la route ; comme cependant ces habitants se sont chargés de disposer, à leurs frais, un lieu propre à recevoir 80 ou 100 malades (à la condition qu'on ne leur demanderoit pas un couvent d'Augustins auquel ils tiennent beaucoup) le Représentant a accepté leur proposition. S'ils tiennent leur engagement, la République française aura un asile de plus à offrir à ses braves défenseurs.

Languaillia à trois lieues de Cervo. Ce dépôt de nouvelle formation est situé hors de la ville, dans une chapelle sur le bord de la mer. Les habitants de ce lieu ont offert, comme les Cerviens, de faire à leurs dépens, les réparations et augmentations nécessaires au service, pourvu qu'on ne leur demandât pas leur église, quoique ce dernier édifice eût fait un superbe et très commode hôpital. Le Représentant a préféré la chapelle pour ne pas exciter l'animadversion des habitants. Cette chapelle contiendra quarante lits. Dans son enceinte est une fontaine qui donne de très bonne eau. On procède en ce moment à la confection d'une cuisine et d'un magasin.

Albenga à trois lieues de Languaillia. L'hôpital est placé à un quart de lieue, sur une petite élévation près du bord de la mer. C'est à tort qu'on avoit supposé qu'on pouvoit trouver dans l'intérieur de la ville un local plus favorable. Je les ai parcourus tous et aucun ne m'a paru préférable ; ce n'est qu'en raison de l'encombrement que cet hôpital est devenu mauvais. Destiné à deux cents malades, on en avoit reçu plus de six cents, faute de place ; ils étoient étendus sur de la paille dans les corridors, et obstruoient tous les passages, et peu s'en fallut que l'infection ne se propageât avec violence ; mais ces craintes ont disparu avec l'encombrement.

Dans ce moment on reblanchit l'hôpital en entier, des ouvertures sont ordonnées pour multiplier les courants d'air, et je ne

doute point qu'on ne puisse y placer avec sécurité deux cents malades ; mais dans tous les cas il faut au moins conserver ce local comme dépôt d'évacuation.

Toutes les fournitures de cet hospice ont besoin d'être réparées ou renouvelées.

Louano, pays conquis à quatre lieues d'Albinga ; c'est de toutes les communes situées sur la rivière de Gênes, celle où nous aurons les plus beaux établissements et où il seroit le plus possible de les multiplier encore, si le besoin l'exigeoit.

Trois bâtiments situés hors la ville sont en ce moment destinés au service des malades. Chacun d'eux est entouré de jardins spacieux qui auront le double avantage de procurer un air pur, des légumes et des plantes médicinales. Des canaux faits avec soin conduisent de l'eau de bonne qualité et en grande abondance dans ces trois établissements ; ils sont pourvus de toutes les dépendances nécessaires au service. Il ne s'agit que de les utiliser.

Dans l'un de ces bâtiments appelé le grand couvent, on pourra placer six cents fiévreux ou blessés lorsque les cloisons des corridors et des chambres auront été complètement abattues. Il est urgent d'éloigner les lieux d'aisance de la place où ils sont ; leur proximité de l'escalier principal est désagréable et nuisible.

On peut se servir de la chapelle, à gauche en entrant, pour y déposer les habits et les effets des volontaires. Je dois dire que cette mesure si utile et si nécessaire à la conservation des malades et de leurs effets n'est exécutée dans presque aucun hospice.

Le second bâtiment connu sous le nom de château formera un superbe hôpital de convalescents. Trois ou quatre cents pourront aisément y être placés. Mais avant tout il faut abattre les murs de briques élevés dans les embrasures des croisées. On diroit qu'on avoit pris plaisir à faire des salles de ces bâtiments de véritables prisons où l'air et le soleil ne devoient jamais pénétrer.

Les commodités situées au premier étage doivent être changées et portées hors du bâtiment. Elles communiquent de l'odeur à tout cet étage. On ne peut trop se hâter d'envoyer à cet établissement toutes les fournitures qui lui sont nécessaires.

Le troisième local est un ancien couvent des Capucins : il est très propre à former un dépôt d'évacuation. Il contiendra deux cents hommes au moins. Il ne faut qu'abattre quelques cloisons. On a peine à concevoir comment il a pu exister de l'encombrement à Louano, lorsqu'on connoit toutes les ressources que peut offrir cette commune. Si dans ces moments de crise on se fut contenté d'étendre de la paille dans l'immensité des pièces et des lieux qui sont restés vacants, non seulement on eut évité l'encombrement

des hôpitaux de cette commune, mais peut-être même celui de toutela droite. Je désirerois qu'en raison des ressources de ce pays, on pût y établir, pour le besoin, un magasin de fournitures; sa position d'ailleurs au centre de la droite rend cette mesure nécessaire.

Finale à trois lieues de Louano. Cet hospice de nouvelle création est placé hors la ville, dans un couvent qui réunit toutes les facilités pour le service de cent cinquante malades. On en augmenteroit le nombre, si l'on pouvoit obtenir l'usage de l'église. L'air et l'eau sont également bons dans cette commune. On y attend impatiemment des fournitures suffisantes. Dans le nombre des premières couvertures qui y ont été envoyées, il s'en est trouvé qui pouvoient à peine couvrir un enfant.

Spoturno à trois lieues de Finale. Ce dépôt peut contenir soixante malades. On pourroit le désirer meilleur et plus spacieux, mais le pays n'offre aucune ressource pour ce changement.

Vado. Le dernier de nos établissements du côté de Gênes Il en est aussi le plus mauvais. Ce dépôt est une vieille église humide et malsaine dans laquelle on met soixante malades. Il est de toute nécessité d'abandonner cet établissement insalubre. Le seul endroit convenable pour le remplacer est la maison actuellement occupée par le général Pigeon.

Les trois établissements suivants sont placés dans la largeur de la division, et s'étendent du côté des montagnes du Piémont. Leurs rapports les plus faciles et les plus directs sont avec les hospices d'Oneille.

Borgomaro, à cinq lieues d'Oneille, n'était qu'un dépôt d'évacuation. Le Représentant a ordonné qu'on feroit une hospice de convalescents du dépôt, et que celui ci seroit transféré dans la chapelle située à l'entrée de la commune. Lorsque les réparations seront faites, on placera cent lits au lieu de trente qui y sont actuellement.

La *Pieva* à quatre lieues de Borgomaro. Il n'y avait aussi qu'un établissement contenant quatre-vingts lits à deux places. Il servait en même temps d'hospice et de dépôt d'évacuation. Comme il est indispensable d'avoir dans cette commune un hospice un peu considérable, le Représentant a ordonné que l'église voisine de l'hospice seroit disposée pour un dépôt, et que l'ancien établissement seroit réservé pour les malades qu'on ne pourroit évacuer. Les réparations nécessaires ont été commandées; l'hospice contiendra deux cents malades au moins et l'église cent.

Ormea pays conquis à six lieues de la Pieva. Cet hospice contient actuellement soixante-douze lits. On peut encore en augmenter le nombre. Les fournitures n'y sont pas suffisantes.

De ces détails il résulte, qu'il n'est pas un des anciens hôpitaux de la droite qui n'ait nécessité des changements ;

Que les ordres ont été donnés pour former trois hospices de convalescents et plusieurs dépôts d'évacuation ;

Que la disposition des établissements est telle que depuis Vado jusqu'à Menton, les malades n'auront jamais un trajet de plus de trois ou quatre lieues à parcourir sans trouver des secours.

Que les établissements qui jusqu'à ce moment pouvoient à peine contenir deux mille malades offriront un asile salubre à plus de quatre mille.

Que l'on sera beaucoup moins obligé d'évacuer au-delà du Var ; avantage très grand pour l'armée.

Enfin que si nos forces augmentent dans cette partie, il seroit encore possible de trouver à Louano et à Oneille des bâtiments propres à former des hospices.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le petit nombre de nos anciens établissements dans cette division, la grande quantité de malades qui ont afflué en même temps, l'impossibilité absolue d'évacuer par terre à cause des mauvais chemins, et par mer, faute de bâtiments, ont produit un engorgement considérable dont les suites eussent été nécessairement funestes, si l'on ne se fût hâté d'en prévenir les effets.

Il est instant de faire parvenir aux différents établissements le nombre nécessaire de fournitures ; presque partout elles sont insuffisantes : elles ont besoin d'être réparées, renouvelées ou augmentées.

Depuis le 1^{er} Vendémiaire jusqu'au 1^{er} Ventôse, il est entré dans les hospices de l'armée, cinquante quatre mille malades, et cinq mille trois cents y sont morts. De ce calcul il résulte que depuis quatre mois le tiers de l'armée a été disséminé dans les hôpitaux, et que la mortalité peut être évaluée au dixième des malades.

Les maladies les plus communes ont été les affections catharales, les fièvres tierces.

Les plus graves ont été les fièvres putrides et vermineuses, les fièvres pétéchiiales et les dissenteries.

On a observé beaucoup de gangrènes produites par le froid. La gale est presque générale.

Les causes de ces maladies ont été l'intempérie de la saison, l'insuffisance des vêtements et souliers, l'usage des mauvaises eaux et des viandes altérées, l'encombrement des hôpitaux, enfin la paresse même des soldats qui a entretenu parmi eux la malpropreté la plus insalubre,

De ces causes, beaucoup sont déjà détruites ; mais un règlement sévère sur la propreté est indispensablement nécessaire. Il doit porter également sur la tenue des hommes, des tentes, des casernes et des hospices.

Il seroit à propos d'affecter à chaque hospice un nombre suffisant d'ânes et de mulets, pour transporter les soldats les plus malades et les bagages de tous. C'est la seule manière d'organiser, dans ce pays de rochers et de montagnes, les évacuations par terre ; les ressources qu'offre la mer ne sont pas assez certaines pour se dispenser de celles qu'on peut se procurer sur terre.

(Signé) BOURDOIS.

SAINT-FLORENTIN SOUTERRAIN

Par M. Ch. MOISSET.

Parmi les questions archéologiques concernant les anciennes villes il en est une qui, jusqu'à présent, paraît avoir été un peu négligée ; je veux parler des voies souterraines qu'on rencontre parfois dans celles d'entre elles qui ont été fortifiées. La cause de ce délaissement est-elle que les exemples de ces voies cachées sont assez restreints, ou que, là même où ils existent, les traces qu'on peut saisir sont si incomplètes qu'on n'ose en tirer des conséquences précises ? Raison de plus alors pour profiter des cas exceptionnels et particulièrement favorables qui se présentent pour les signaler et les étudier. C'est ce que va nous permettre de faire la petite ville de Saint-Florentin.

Quand on pénètre dans les caves de la vieille ville, c'est-à-dire de la ville renfermée autrefois dans des murs, on est frappé de l'infinité de caveaux, de galeries, de passages qui en partent ou y aboutissent. De ces souterrains les uns sont maçonnés, les autres simplement creusés dans le sable fort. Leurs dimensions varient suivant la partie de la ville où ils sont situés ; ici, deux mètres de haut et plus, sur un mètre quatre-vingts de large (surtout à l'approche des remparts) ; là, un mètre quatre-vingts d'élévation avec largeur proportionnelle. Il en est qui sont superposés. Plusieurs contiennent un puisard ou un puits, soit avec margelle, soit à fleur du sol. Parfois encore ces puits s'élèvent par une tourelle maçonnée jusqu'au rez-de chaussée des maisons, et dans le souterrain est pratiquée une arcade qui permet de prendre de l'eau. Tantôt les allées qui donnent dans les caves sont au point de communication de plain-pied avec elles et prennent ensuite, par une pente rapide, un niveau inférieur ; tantôt on n'arrive de la cave à l'allée qu'au moyen d'un escalier composé de plusieurs marches. Cela a lieu d'ordinaire dans les endroits où l'allée passe sous une rue. Toutes

les caves assurément ne se relient pas à des allées, mais il en est un grand nombre, notamment dans les alentours des anciennes fortifications. Il est à remarquer enfin que les souterrains ne s'arrêtent pas toujours à la ligne des murs d'enceinte ; plusieurs passaient sous ces murs et s'étendaient jusqu'à la campagne.

Pour compléter ces renseignements on voudrait pouvoir dire si les caves sont contemporaines des galeries, ou, en cas négatif, lesquelles des deux ont précédé les autres. Par malheur, rien n'autorise à se prononcer à cet égard. Ni les caves ni les galeries n'ont de caractère architectural qui reflète des dates de construction différentes. Les premières comme les secondes ont des voûtes cintrées et des murs de tout point semblables.

Dans quel but ces souterrains ont-ils été établis (1) ? — L'idée ne saurait venir de les considérer comme des dépendances des caves dont quelques-uns seulement peuvent sembler d'abord un prolongement. Leurs sinuosités et leur étroitesse en eussent fait de singuliers celliers ; outre que leur extension, qui eut eu pour effet de mettre en communication une série de caves (car les clôtures que l'on voit aujourd'hui dans les caves sont de date relativement récente), dénoterait de la part des habitants une confiance réciproque qu'on a peine à supposer. Y doit-on voir des caches destinées à recevoir en temps de guerre des objets mobiliers ? Mais l'objection qu'on vient de faire au sujet de la communication des caves se représente avec une force plus grande encore. Et puis, quelle disproportion entre cette profusion de lieux de sûreté et les minces valeurs que pouvait avoir à sauvegarder un petit pays sans cesse assiégé, rançonné, ravagé ! Ce n'est donc pas de ces côtés qu'il faut se tourner pour trouver une explication rationnelle. On y arriverait peut-être plus sûrement en observant la direction des souterrains eux-mêmes. Si, en effet, on les considère dans leur ensemble, on s'aperçoit que, malgré leurs méandres, ils forment comme des rayons partant d'un même centre. Quel est ce centre ? C'est l'église actuelle. Quels sont les points où tendaient les galeries ? Les tours du mur d'enceinte, ou du moins quatre d'entre elles, car il en est trois aux environs desquelles il n'y a plus aujourd'hui trace de souterrains (2), soit qu'ils aient été comblés, soit qu'il n'en ait jamais existé.

(1) Il ne faut pas confondre ces souterrains avec des excavations de dimensions variables qu'on rencontre dans plusieurs pays et qui sont le résultat d'extractions de matériaux de construction. A Auxerre notamment on a trouvé sur plusieurs points de ces sortes de grottes auxquelles on ne peut accorder un caractère de défense.

(2) La raison pourrait bien être que ces trois tours étaient protégées par

En envisageant la question sous cet aspect, la première conséquence qui découle est que ces souterrains faisaient partie du système de défense de la ville. Mais alors, va-t-on dire, l'église, ce point central, était donc fortifiée ? Non, l'église n'a jamais été fortifiée : seulement elle ne date que de la fin du xiv^e siècle et l'emplacement sur lequel elle fut construite est qualifié, dans la lettre patente de Charles V qui en fit donation, de place vague, dite *Motte de la Tour*. Cette dénomination indique qu'il avait existé là, à une époque quelconque, une *Tour* qui avait bien pu être un ouvrage important, on peut même supposer un fort. Et ce qui vient encore à l'appui de cette conjecture, c'est que sur l'un des flancs de la butte où s'élève l'église existait un ancien château dont il reste encore des substructions imposantes. — A quelle époque la Tour avait-elle disparu ? Rien ne permet de le préciser. Est-ce en 1359, date à laquelle la ville fut « *arce et détruite* » par les Anglais ? Est-ce à une époque antérieure ? Ce qui est sûr, c'est qu'au moyen-âge, Saint-Florentin fut une place de guerre importante, entourée même, sur plusieurs points, d'une double ceinture de remparts bastionnés et de fossés. Sa situation sur les limites de la Champagne et de la Bourgogne en faisait une station militaire qui avait nécessité des moyens de défense considérables.

Etant admise l'existence d'une Tour ou fort au milieu de la ville, rien de plus compréhensible que ce rayonnement de souterrains qui en étaient en quelque sorte l'organisme. Ce mode de communication, au reste, était tout-à-fait conforme au système de défense suivi pendant le moyen-âge. La guerre, en ce temps-là, se soutenait avec une ténacité, une multiplicité de stratagèmes qui rendait la résistance presque indéfinie. Une tour prise, le combat s'engageait devant une autre. Les bastions enlevés, les murs franchis, les assiégés se repliaient sur le château, puis sur le donjon, lequel même avait parfois son *réduit*, c'est-à-dire un dernier refuge. Mais pour se porter au besoin sur les différents points attaqués, soit en même temps, soit successivement, il était nécessaire que les troupes de défense pussent disposer de voies de circulation libres de tout obstacle. De là l'utilité de chemins couverts inconnus de l'ennemi qui eut pu intercepter le passage dans les rues. Plus encore ; on ne se contentait pas de galeries souterraines dans l'enceinte des fortifications, ou en établissait d'autres qui passaient sous les remparts et permettaient aux défenseurs, ou de faire des sorties offensives, ou de gagner la campagne pour se soustraire à l'ennemi.

un vaste fossé toujours rempli d'eau, comme on pouvait le constater il n'y a pas plus de trente ans,

A l'appui de ces assertions on peut citer d'ailleurs, dans notre région, d'autres villes que Saint-Florentin dans lesquelles subsistent des traces plus ou moins nombreuses, mais manifestes de semblables galeries. Par exemple, à Ligny-le-Châtel, à Chablis, à Vézelay. En dehors de nos contrées, à Orléans, pareils vestiges, paraît-il, se présentent. « La ville d'Orléans, dit un archéologue orléanais (1), est tout entière sillonnée à une profondeur moyenne de 10 mètres 15 par d'innombrables galeries se dirigeant en des sens divers ou opposés et creusées dans une couche de calcaire veinée de bancs de silex. Il paraît certain que l'ouverture des plus anciennes de ces galeries date *au moins* de l'époque romaine. Ces rues souterraines présentent actuellement tous les caractères d'anciennes carrières consolidées (2). Ce travail énorme de consolidation paraît avoir été entrepris à une époque antérieure au xvi^e siècle. Il consiste dans la construction de travées successives et juxta-posées de voûtes soutenues par des nervures ou des arcs doubleaux en belles pierres dures taillées, layées et soigneusement assemblées. La largeur moyenne des galeries est de 2 mètres 70 ; leur hauteur sous-clef est de 2 mètres 20. Ces souterrains maçonnés ou non cheminent de Saint-Laurent à Saint-Aignan, des bords de la Loire jusqu'à l'extrémité du faubourg Bannier et plus loin encore dans chaque direction. Le relevé complet des galeries présenterait un véritable intérêt au point de vue archéologique et *militaire* (attendu que leur système paraît avoir été relié avec les divers ouvrages de défense des quatre enceintes d'Orléans). »

Une telle concordance de fait, paraît de nature à dissiper les doutes qui auraient pu s'élever. Ces percements de galeries ne sont, d'ailleurs, notons-le, que l'application aux bourgs et aux villes des procédés généralement en usage dans les châteaux forts de la féodalité. Là aussi se trouvaient des souterrains donnant sur la campagne, des voies secrètes aboutissant à l'enceinte pour permettre aux assiégés de décupler leurs forces en évoluant rapidement en tous sens, d'épier les sapes que l'ennemi pouvait faire sous les murs, et d'établir au besoin des contre-mines. Comment donc des moyens reconnus efficaces pour la défense d'un château n'auraient-ils pas été jugés également propices pour celle d'une ville fortifiée qui n'était, en somme, qu'un château à vastes proportions !

Est-ce à dire que ces souterrains avaient une destination exclu-

(1) *Recherches sur les Catacombes d'Orléans*, par M. Dumuys.

(2) Ces carrières, nous dit M. Dumuys dans une lettre particulière, ont formé le calcaire qui a servi pour bâtir la ville d'Orléans.

sivement militaire, et qu'ils n'étaient pas utilisés, le cas échéant, par la population civile ? Les probabilités sont au contraire qu'il a dû en être autrement. Ce n'est pas assurément dans les couloirs exigus dont on a parlé que l'on pouvait songer à se retirer, même en temps de danger. Les conditions premières de la vie (mouvement, lumière, air respirable) y eussent par trop fait défaut. Mais ces galeries n'étaient pas qu'un dédale de corridors se continuant d'un bout à l'autre avec la même étroitesse. De distance en distance elles s'agrandissaient et prenaient la forme de véritables salles plus ou moins élevées et spacieuses, entièrement maçonnées, souvent soutenues par un ou plusieurs piliers. Le but de ces constructions n'avait pas dû être de préparer des refuges pour les habitants ; on s'était proposé plutôt d'établir des lieux de concentration, des salles d'armes pour les troupes sur pied. Mais on peut supposer aussi qu'en cas de péril extrême, une partie de la population était admise à se retrancher dans ces refuges. Aussi bien cette hypothèse trouve-t-elle sa justification dans des découvertes qui ont été faites à peu de distance de nous. A Ligny-le-Châtel, dit le R. P. Cornat dans son histoire de ce pays, on a rencontré dans des souterrains des cadavres, de la poterie, une forge, des ustensiles de ménage, etc. Vers 1829, des ouvriers faisant une excavation dans une maison, sentirent tout à coup le sol manquer sous leurs pieds ; ils n'eurent que le temps de s'échapper et la terre s'effondra. Les curieux accoururent, et, au moyen d'une échelle, on pénétra dans le gouffre ; c'était une espèce de salle centrale, où convergeaient plusieurs allées étroites et de peu d'élévation qu'il fut impossible de parcourir jusqu'au bout parce qu'elles étaient obstruées par des éboulements ; une d'entre elles était plus haute et plus large et s'ouvrait par une arcade en pierres de taille. Dans un coin de la salle gisaient les ossements d'un enfant, du charbon et une lampe.

D'autre part, les galeries proprement dites pouvaient être aussi d'un grand secours pour les habitants, non seulement pour leur faciliter la fuite hors de la ville, mais encore pour aider à leur existence. Il est probable que dans les jours où l'ennemi était près d'envahir la ville, une partie de la population se réfugiait dans les caves. Ces caves communiquant, comme on l'a vu, soit directement, soit par des escaliers, avec les galeries, qui contenaient sur plusieurs points des puisards et des puits, les réfugiés trouvaient dans ces réservoirs de précieuses ressources, tant pour le vivre que pour les besoins d'autre sorte. Une preuve incontestable de l'usage que l'on faisait de ces puits apparaît encore aujourd'hui à Ligny-le-Châtel. Dans le jardin d'une maison de la rue des Moulins, dit le

R. P. Cornat, il y a un puits qui a environ 10 mètres de profondeur sur 1 mètre 50 de diamètre ; on y remarque, en regardant dans l'intérieur, cinq ouvertures cintrées et contigües qui donnent entrée à autant de galeries rayonnantes. Au-dessous de l'ouverture nord on aperçoit un escalier qui descend au plus bas niveau d'eau et qui servait sans doute à approvisionner les malheureux réfugiés. De même à Saint-Florentin, nous le répéterons, on rencontre quelques puits à arcades souterraines, sinon aussi nombreuses, du moins conçues de la même manière que celles du puits de Ligny. Reste à envisager un dernier aspect de la question ; à quelle époque ces voies qui sillonnent le sous-sol de Saint-Florentin ont-elles été créées ? — En fixer la date serait chose difficile. Il y a bien une crypte, du *xii^e* siècle, croit-on, de laquelle partent plusieurs galeries ; mais qui sait si ces galeries ont été creusées antérieurement ou postérieurement à la construction de la crypte ? La seule date qu'il soit permis d'indiquer est celle qui précise l'époque la plus rapprochée à laquelle les allées peuvent remonter. Or, cette date est incontestablement la première moitié du *xiv^e* siècle, puisque dans la seconde partie de ce siècle la *Motte de la Tour* était devenue le siège de l'église, et que, dès lors, il ne pouvait plus être question de desservir un fort. Toutes les probabilités sont d'ailleurs que le percement des trouées remonte à une époque éloignée. Dès les premiers temps du moyen-âge, Saint-Florentin a été en butte à des attaques incessantes. On dut songer de bonne heure à organiser, en dessus et en dessous, un système de protection et de défense. Mais les éléments d'information manquent pour autoriser des conjectures moins vagues à ce sujet.

RÉPONSE A M. L'ABBÉ DUCHESNE

TOUCHANT LA DATE DE COMPOSITION DES ACTES DE SAINT SAVINIEN.

Par M. l'abbé H. BOUVIER.

En réponse à l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif, de Sens* (1), M. l'abbé Duchesne, professeur d'histoire à la Faculté catholique de Paris, a publié un article dans le *Bulletin critique* du 1^{er} Avril 1892, pour porter de nouvelles attaques contre l'autorité des Actes de saint Savinien, et retarder, de parti pris, la date de leur composition. Rien d'étonnant à cela. Ce serait trop lui demander que d'abandonner des théories qui lui sont chères à plus d'un titre.

Il faut remarquer tout d'abord que les explications de M. le Professeur, si elles donnent l'impression d'une habileté remarquable, n'en cachent pas moins une grande faiblesse. Le travail de M. Duchesne appelle donc une réfutation, et cette réfutation est relativement facile, car les preuves parlent suffisamment d'elles-mêmes : leur propre force suppléera à l'insuffisance de celui qui les présente (2).

I. — QUELQUES OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Dans son article, M. Duchesne commence par rappeler sa controverse avec MM. les chanoines Hénault, de Chartres, et Blondel, de Sens, qu'il traite avec le dédain de sa science infailible. Il

(1) Auxerre, imprimerie Ch. Milon, rue de Paris, 31. — *Bull. Soc. des Sciences de l'Yonne*, 1891.

(2) Des circonstances imprévues ont retardé d'une année la publication de cette réponse.

semble reconnaître ensuite que ses attaques contre les traditions sénonaises n'étaient pas pour plaire dans le diocèse de Sens. Le clergé de cette église ne pouvait avoir pour agréables les insinuations malveillantes qu'il a lancées contre le culte de saint Savinien. Mais, que M. Duchesne se tranquillise; *on ne demandera pas plus sa tête, sous le régime nouveau, qu'on ne l'aurait enfermée à la Bastille, sous l'ancien*. On s'est contenté, au xvii^e siècle, de donner à Launoy le nom de « dénicheur de saints »; M. Duchesne recevra peut-être un jour celui de « pourfendeur de légendes ».

Après avoir traité (1) les moines de Saint-Pierre-le-Vif « d'hagiographes de basse époque dont on prétend faire accepter les fantaisies en les qualifiant de traditions antiques », et après avoir attribué à leur abbaye « un rang illustre parmi les officines de faux diplômes », il s'étonne que l'on ait considéré « comme une attaque violente » ces aménités qu'il appelle « le plus pacifique des comptes-rendus ». Cet étonnement est vraiment renversant et lorsque Monsieur le critique parle de « l'histoire du loup et de l'agneau » il intervertit les rôles avec un sans-gêne des plus fantaisistes.

II. — ACTES ET OFFICE DE SAINT SAVINIEN. ÉPOQUE DE LEUR COMPOSITION.

Mais venons au point important de la controverse, c'est-à-dire aux *Actes* et à l'*Office* de saint Savinien qui ont été composés au monastère de Saint-Pierre-le-Vif. On connaît le système de l'abbé Duchesne. Après Launoy, il prétend que ces Actes ont été fabriqués de toutes pièces au xi^e siècle. Dans l'Histoire de Saint-Pierre-le-Vif, nous avons pu réunir un ensemble de preuves démontrant que ces écrits ont été rédigés à différentes époques qui précèdent le xi^e siècle et remontent jusqu'au vii^e. Sous couleur d'analyser notre travail, M. Duchesne bâtit de toutes pièces une théorie à lui; laissant de côté les faits qui pourraient l'embarrasser, il plie les autres avec beaucoup d'art à son système et il refait, à son gré, de la façon la plus expéditive, une histoire du monastère. Si le procédé est habile, on conviendra qu'il n'est guère conforme à la saine critique. Reprenons en détail son argumentation.

Sans compter l'*Office noté* de saint Savinien, que le cardinal Maï a publié pour la première fois dans son *Spicilegium*, d'après un manuscrit de la Bibliothèque vaticane (2), on connaît aujour-

(1) *Bulletin critique*, année 1885, page 187.

(2) N° 577, du fonds de la reine Christine de Suède.

d'hui sept compositions, désignées sous le nom générique d'*Actes de saint Savinien* (1). Ces morceaux sont extraits, pour la plupart, de l'ancien bréviaire de Saint-Pierre-le-Vif, dont ils formaient l'office et les leçons aux différentes fêtes des apôtres sénonais. Le plus important de tous, celui qu'on appelle la *Grande Passion*, a été tiré de l'antique bréviaire de l'église de Sens, antérieur à Charlemagne (2). Ces différents faits et les rapports intimes qui existèrent de tout temps entre les archevêques et Saint-Pierre-le-Vif, démontrent que le texte des Actes était la version officielle de l'église de Sens.

Ce premier point de la reconnaissance des Actes par l'autorité archiépiscopale, comme la tradition authentique touchant les premiers pontifes sénonais, ne manque pas d'importance; M. Duchesne n'y fait pas la moindre allusion.

A quelle époque chacun de ces écrits a-t-il été composé? Pour procéder avec logique dans cette investigation, on peut, en remontant dans le passé, partir du XI^e siècle qui est la date certaine de la dernière de ces compositions.

Ce morceau est l'*Office noté* de saint Savinien; il a été écrit par Odoranne dans la première moitié du XI^e siècle. C'est une œuvre liturgique d'une grande valeur; elle donne le plus beau développement de la tradition sénonaise sur saint Savinien et ses compagnons martyrs. M. Duchesne, en prétendant que cet Office n'est pas d'Odoranne, tombe dans une grave erreur.

En effet, dans le manuscrit (3), probablement original, des œuvres de ce savant religieux, à la fin de l'office en question, on lit le titre et le paragraphe suivants (4) : FIN DE CET OUVRAGE ET AVERTISSEMENT AU LECTEUR. *Dieu ayant créé et gouvernant toutes choses, Odoranne, moine, âgé de 60 ans, a écrit ce livre, son esprit étant vigoureux, bien que sa vue soit affaiblie et sa main refroidie. Vous qui le lisez, priez pour lui.* Cette signature d'Odoranne, fortement caractérisée, lui attribue de la façon la plus évidente tous les écrits qui précèdent, aussi bien l'office noté que les autres.

(1) La chronique manuscrite de Dom Cotttron (Bibl. d'Auxerre, n° 156), en renferme une huitième, inédite, que nous avons publiée, en appendice, dans l'Histoire de Saint-Pierre-le-Vif.

(2) Dom Cotttron, Chronicon S. P. V. S.

(3) Celui de la Bibliothèque vaticane.

(4) Auctore et gubernatore Deo, hunc licet vigente ingenio, tamen jam caligante oculo et frigescente articulo, librum Odorannus pene sexagenarius exaravit monachus. Vos qui legitis, orate pro eo. — Bibl. hist. de l'Yonne, t. II, p. 434.

Si le cardinal Maï déclarait, comme l'observe l'abbé Duchesne, que cet office « avait été écrit d'une autre main que le reste du manuscrit », il l'attribuait néanmoins à Odoranne, comme il le déclare dans une note qui précède l'office. « Odoranne paraît en être l'auteur, dit-il, car il y a ajouté sa signature. Il est raconté, dans les Annales bénédictines, à l'année 1016, 1025, 1028, que Odoranne fabriqua la châsse précieuse de saint Savinien et deses compagnons, pour la translation solennelle de leurs reliques, d'après l'ordre et aux frais du roi Robert et de la reine Constance. Je pense que c'est à cette époque que Odoranne a composé ce morceau ». Le cardinal Maï, en attribuant cet office à Odoranne, bien qu'il le considère comme écrit par une main autre que celle de ce savant religieux, a dû supposer qu'il ne pouvait transcrire dans le manuscrit l'écriture fine et les notes musicales de cet office « à cause de ses yeux affaiblis et de ses doigts raidis » et qu'il avait chargé un de ses frères de le copier à sa place (1).

M. Duchesne a certainement lu tout le texte du Cardinal. Pourquoi n'en cite-t-il qu'une partie, pour lui faire dire tout le contraire de sa pensée ? Comme le Critique se réclame de sa bonne foi, nous lui demanderons aussi pourquoi il a passé sous silence l'*Avertissement au lecteur* d'Odoranne.

Pour répondre à toutes les objections de M. le Professeur, nous ajouterons que si nous avons affirmé que le texte de l'Office noté pouvait être attribué à la même main que le reste du manuscrit, ce n'est que d'après l'avis d'un paléographe distingué, M. Quantin, ancien archiviste de l'Yonne, à qui nous avons soumis une photographie des deux textes, prise sur le manuscrit de la Bibliothèque vaticane.

Quand M. Duchesne aura apporté le témoignage d'un paléo-

(1) « Sequitur in codice hymnus prosaicus, sive, ut graci loquuntur, canon, cum tonis musicis in laudem SS. Saviniani, Potentiani atque sociorum, *cujus auctor videtur Odorannus*, quandoquidem nomen suum ipse deindè apponit in codice, ut infra videbimus. Pretiosam arcam S. Saviniano fecisse Odorannum, jussu et impensis regis Roberti et reginæ Constantiæ, narratur in Annalibus Bened. ad an. 1016, 1025, 1028, ob solemnem reliquiarum ejus translationem; quo tempore tunc etiam hymnum ab eo scriptum fuisse opinor ». — Bibl. hist. de l'Yonne, t. II, p. 431.

(2) Le cardinal Maï a commis une grave erreur en prenant cet office liturgique pour un « hymne en prose », ou « canon » à la mode des Grecs. Pour avoir émis cette opinion, on doit penser qu'il n'a pas étudié le manuscrit original, mais seulement une copie incomplète faite par un copiste à ses gages.

graphe plus compétent, affirmant que les deux textes ne peuvent être de la même main, nous nous inclinons. Même dans cette hypothèse, il n'en reste par moins établi que le cardinal Maï considère Odoranne comme l'auteur de l'Office de saint Savinien.

A propos de la même question, M. le Critique fait remarquer que Odoranne nous a laissé « un catalogue minutieux de ses opuscules et que l'office en question n'y figure pas ». Il est vrai, mais à la fin de ce catalogue qui renferme du reste plusieurs traités sur la musique, le moine ajoute : « *Odoranne (1) en convalescence d'une longue et grave maladie, a réuni ces opuscules en un seul corps, pour qu'ils ne périssent pas par la faute des envieux* ».

Est-il besoin de faire observer que cette précaution destinée à empêcher la perte de ses *opuscules*, était bien inutile pour l'œuvre considérable de l'office des apôtres sénonais qui se trouvait dans les livres de chœur de l'abbaye ? Chose importante à noter ici, il n'a été copié dans le manuscrit du Vatican, signé par Odoranne, que les hymnes, versets, répons et antiennes, et on a laissé de côté les leçons qui n'étaient autres que les Actes des saints martyrs. Cette attention (2) n'indique-t-elle pas clairement la pensée de ne transcrire, dans le recueil des œuvres d'Odoranne, que les parties de l'office dont il était l'auteur, et dont il a reconnu la paternité par sa signature ?

Dans une dernière objection qu'il fait au sujet de l'office de saint Savinien, M. Duchesne déclare que « dans ses écrits certains, Odoranne ne fait pas la moindre allusion à la légende » — lisez l'histoire de saint Savinien. Dans sa chronique de Saint Pierre-le-Vif qu'il commence à l'année 675, le moine sénonais ne parle pas non plus de la fondation de son monastère ; mais ce silence sur un événement aussi important s'explique lorsqu'on voit qu'il a traité cette question dans un petit traité spécial. De même, il ne parle pas dans ses autres écrits de l'histoire des apôtres sénonais, parce qu'il s'est suffisamment étendu sur ce sujet dans le magnifique office que nous connaissons.

Il faut être bien peu au courant de la biographie du grand moine sénonais pour prétendre qu'il n'a jamais rien écrit sur l'histoire de saint Savinien et de ses compagnons, alors qu'il s'est étendu avec tant de complaisance et de charme sur le récit de la

(1) Bibl. hist. de l'Yonne, t. II, p. 389.

(2) L'histoire du monastère permet de supposer que Odoranne a seulement complété et remanié cet office, mais de telle façon pourtant que cet important travail liturgique et musical a été son œuvre propre.

translation de ses reliques, en 1027, qu'il a fabriqué pour elles une châsse avec bas-reliefs, vraie merveille d'orfèvrerie pour cette époque, enfin qu'il a traité avec une science étonnante toutes les questions se rapportant à son monastère.

L'office noté de saint Savinien, composé par Odoranne, constitue donc, dès le commencement du XI^e siècle, un brillant témoin de la tradition sénonaise.

Venons maintenant aux *Actes* qui formaient précisément les leçons de cet office (pour le jour de la fête et pour l'octave). Parmi ces écrits, il y en a plusieurs qui portent avec eux des preuves intrinsèques indiquant la date plus ou moins précise de leur composition dans les siècles précédents.

I. — Le premier en date qui se présente, a pour but principal de narrer les divers événements qui concernent les reliques des apôtres sénonais depuis l'invasion des Normands (938) jusqu'au commencement du XI^e siècle. L'auteur de cet écrit s'exprime en ces termes : *Efforçons-nous de raconter ce que nous avons appris de nos pères qui sont morts ou qui vivent encore et ce que nous avons vu de nos propres yeux.* (1).

Ce texte indique clairement que le narrateur de ces faits écrivait dans les dernières années du X^e siècle ou au commencement du XI^e siècle, et certainement avant la translation de 1027, car Odoranne a repris ce récit, dans un style tout à fait différent, pour le continuer et y ajouter le récit de la translation des reliques par le roi Robert.

Ce morceau ne manque pas d'importance, et pourtant M. l'abbé Duchesne l'a passé sous silence.

II. — Le second des *Actes* qui porte avec lui une preuve décisive de l'époque de sa composition, a pour objet de narrer la première translation des reliques qui eut lieu en 847 (2) et les merveilles qui l'accompagnèrent. Le moine écrivain de Saint-Pierre-le-Vif, après avoir raconté ces événements, ajoute : *Il ne doit pas paraître*

(1) *Conamur itaque ea dumtaxat detegere que moderno tempore a nostris precedentibus vel commanentibus Patribus audivimus et vidimus nostris declarare obtutibus.* — Bibl. hist., t. II, p. 356.

(2) A propos de cette translation, M. Duchesne se demande à quels signes on reconnut l'authenticité des reliques. Aucun document ne nous le dit. A coup sûr, il y en eut de certains, épitaphes ou inscriptions quelconques, puisque l'historien raconte que l'archevêque de Sens, transféra seulement les reliques de saint Savinien et de ses compagnons et que d'autres ossements furent laissés au même endroit où on les retrouva en 1072.

absurde de raconter le miracle de la lampe qui brûle jour et nuit devant les corps des martyrs..... puisque la voix de ceux qui l'ont vu est là pour l'attester. Expliquant ensuite comment un de ses frères avait soufflé trois fois cette lampe sans pouvoir l'éteindre, il ajoute : *Nous connaissons sa figure aussi bien que son nom, mais nous ne l'avons pas nommé sur sa demande, et pour un motif sérieux.* (1).

Ce texte démontre de la façon la plus claire que l'auteur du récit est contemporain des événements qu'il raconte et qu'il vivait au milieu du ix^e siècle. M. Duchesne eût été sans doute fort embarrassé d'expliquer ces deux passages et de les accommoder à sa thèse ; il a préféré les passer sous silence, comme le précédent. C'est plus facile.

III. — La troisième partie des Actes, portant avec elle la date de sa composition, est une Homélie (2) faite sur un texte de l'Écriture sainte pour l'anniversaire de saint Savinien et de ses compagnons. Le moine hagiographe, après avoir parlé brièvement des actions d'éclat de saint Savinien, indique ceux de ses successeurs qui se sont le plus signalés par leur science et leur vertu. Le morceau se termine à Aldric qui a siégé de 829 à 841. *Il nous reste Aldric.....* « Superest nobis Aldricus... ». M. Duchesne que cette phrase embarrasse fort, ne trouve rien de mieux que d'affirmer que le texte est « malheureusement » incomplet (3). Voudrait il bien nous dire par quel hasard, si malencontreux pour lui, cette mutilation a été produite précisément à cet endroit ? M. Molard, archiviste de l'Yonne, a examiné le manuscrit d'Auxerre, sur la demande de l'abbé Hénault, et il n'a trouvé aucune trace indiquant une œuvre interrompue ou inachevée. De plus, la physionomie littéraire de cet écrit dénote parfaitement, d'après M. le chanoine de Chartres (op. cit. p. 303), l'époque carlovingienne.

A côté de ces trois écrits dont la valeur intrinsèque bat forte-

(1) De lampade vero que ante sacrum ejus corpus ardere consuevit.... aliquid narrare, ut vox videntium testatur, absurdum non debet videri... Item accidit, cogente inopia olei, de improviso nostrorum quidam fratrum cojus faciem cum nomine novimus, verum hic obtentu ejus nominatim non designavimus causa necessitatis, ut dissimus (*sic*) ejusdem lucerne extinguens insufflavit luminaria. — Bibl. hist., t. II, p. 313 et 319.

(2) Bibl. hist. de l'Yonne, t. II, p. 315

(3) M. Hénault a réfuté également avec beaucoup de logique une objection faite à propos du même texte par M. Cuissard, d'Orléans. — Voir deux répliques à l'auteur du mémoire « *Les premiers évêques d'Orléans* », Orléans, H. Herluison.

ment en brèche le système de l'abbé Duchesne, il en est d'autres encore que des preuves sérieuses, sinon décisives, font remonter bien au-delà du XI^e siècle.

I. — Le premier (1) est un résumé de la Passion des martyrs sénonais. Pour ce motif, il a reçu le nom de *Passion abrégée*. L'abbé Hénault, n'envisageant que la physionomie littéraire de ce morceau (2), l'a attribué au commencement du IX^e siècle. Il est précédé d'un prologue intéressant sur lequel nous reviendrons tout-à-l'heure.

Le religieux qui l'écrivait ne fait aucune allusion à la translation des reliques des apôtres sénonais, ce que n'ont pas manqué de faire ceux qui, après cet événement, ont écrit sur le même sujet. Il n'indique même pas l'endroit précis où ont été ensevelis les martyrs et se contente d'affirmer qu'ils ont été inhumés sous la même terre (3). Ces différentes particularités amènent à conclure que l'auteur écrivait avant la translation des reliques de 847. Il a dû être composé dans les mêmes années et peut être par le même écrivain que l'homélie rédigée sous l'archevêque Aldric et dont le style offre des caractères identiques.

M. le Critique ne trouve rien à opposer aux raisons qui font rapporter ce morceau aux premières années du IX^e siècle. Il n'en cite qu'une phrase, mais c'est pour en dénaturer le sens. Le moine écrivain, parlant de la reconstitution des Actes de saint Savinien, dit que « ces écrits ne se trouvaient plus depuis longtemps chez eux et qu'ils avaient péri par la négligence de leurs Pères ou par quelque malheur ». — *Cum enim hæc olim apud nos non haberentur et nescio qua majorum negligentia aut necessitate deperissent*. — Or, d'après M. Duchesne, ce moine « constate que l'histoire de saint Savinien et de ses compagnons avait été inconnue jusque là ». C'est là un contre-sens bien malheureux qui ne parviendra pas à sauver son auteur.

II. — La seconde pièce a pour but de raconter les vertus de saint Savinien, puis ses miracles, sa prédication, son martyre et sa sépulture. C'est à proprement parler un *Panegyrique*. Sa latinité prolixe indique un siècle de décadence. L'auteur de ce mor-

(1) Bibl. hist., t. II, p. 328 à 339.

(2) Ce procédé d'investigation a été employé par tous les critiques, pour déterminer l'époque de la composition d'un écrit. M. Duchesne ne dédaigne pas d'y recourir à l'occasion.

(3) *Nam divinis vallationibus inlæsa ab his qui superfuerant fideles reverenter collecta, sepulcris quibus digni videbantur, christiano ritu sunt tradita.*

ceau termine en racontant brièvement la translation de 847. Pour ces deux notes caractéristiques, l'abbé Hénault l'attribue avec raison au x^e siècle.

L'abbé Duchesne n'a qu'une simple hypothèse pour renvoyer cette composition au xi^e siècle. « A la fin de cette pièce, dit-il, (page 126), la sépulture des martyrs est décrite en termes poétiques qui me semblent dériver des inscriptions du xi^e siècle que l'on voit encore à Saint-Savinien ». Quelles raisons apporte-t-il pour prouver que certains termes de cet écrit dérivent des inscriptions de Saint-Savinien? Aucune. On peut tout aussi bien affirmer que le texte des inscriptions a été lui-même tiré de cette composition. Au reste, les types de ces caractères lapidaires, tels qu'on les voit encore aujourd'hui, ont été en usage dès le commencement du ix^e siècle, et l'histoire de Saint-Pierre-le-Vif porte à croire qu'elles ont été gravées peu de temps après la translation de 847.

Mais la plus importante de toutes ces pièces hagiographiques est celle qui raconte au long la vie et la mort de saint Savinien et de ses compagnons martyrs. On lui a donné avec raison le titre de *Grande Passion*. Elle commence par les mots : « In diebus priscis ». (1).

Les différents morceaux déjà cités dans cette étude, vont nous fournir de précieux renseignements sur les circonstances qui ont accompagné la composition de cette *Passion* de nos saints et sur l'époque à laquelle on l'a rédigée.

Le moine qui écrivait le *Panegyrique*, au x^e siècle, déclare que s'il avait « le catalogue des vertus de saint Savinien, rédigé par les anciens, il pourrait s'étendre sur ce sujet », mais il croyait que « le livre de l'histoire de saint Savinien avait péri (2) dans l'invasion des Vandales ». Cette disparition, au v^e siècle, des Actes primitifs rendait donc nécessaire à une époque postérieure un essai de reconstitution de l'histoire des apôtres sénonais. (3).

(1) Bibl. hist., t. II, p. 294 à 315.

(2) De cujus quidum gestis plura admiratione digna in medio proferri poterant (potuissem) si libelli textum de catalogo virtutum ejus a patribus digestus præ manibus haberetur. Verum quoniam ex tempestate qua Vandalorum acerbitas per universam Galliam tanta cede grassata est..... ejusdem historiæ tomum deperisse credimus. — D'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, 17007.

(3) Bien que la *Grande Passion* existât au x^e siècle, l'auteur du *Panegyrique* n'en pouvait rien tirer pour son sujet, car il n'est pas question, dans cet écrit, des vertus de saint Savinien, mais de la prédication de l'évangile à Sens et de son martyre.

D'un autre côté, au commencement du ix^e siècle, le religieux rédacteur de l'*Homélie*, parlant de la grandeur et de la puissance de la ville de Sens à l'époque où y arriva saint Savinien, dit que « il ne veut pas répéter ces choses, puisqu'elles se trouvent au long dans la Passion du saint, mais qu'il va y toucher (1) brièvement ». Ce texte indique donc qu'il existait au ix^e siècle une Passion des saints martyrs. De plus, les détails mentionnés par l'auteur de l'*Homélie* se trouvent précisément les mêmes et très étendus dans la *Grande Passion*.

Enfin un autre moine qui rédigeait également, dans les premières années de ix^e siècle, la *Passion abrégée*, est beaucoup plus explicite. Il est d'avis que « les Actes de saint Savinien et de ses compagnons avaient disparu et que ses frères les avaient reconstitués à l'aide de documents (2) tirés de différents endroits ». Il ajoute que « cette composition est longue et diffuse (3) et qu'il va l'abrégée. » Or, son travail forme le résumé le plus frappant de la *Grande Passion* qui est en effet remarquable par sa longueur et sa diffusion. En plus d'un endroit, il l'a même copiée presque textuellement.

Ces divers renseignements fournis par les moines hagiographes amènent donc à conclure que les Actes primitifs des martyrs sénonais ont péri dans l'invasion des Vandales, au v^e siècle, qu'ils ont été reconstitués avant le ix^e siècle et que le résultat de ce travail historique est la *Grande Passion*.

D'autre part, d'après Bureteau, annaliste sénonais qui vivait au xvi^e siècle, cette pièce se trouvait dans l'antique bréviaire de l'église de Sens, antérieur à Charlemagne. M. l'abbé Hénault, de son côté, pense (op. cit.) que les caractères du style de cette composition doivent la faire attribuer, au plus tard, au vii^e siècle. C'est l'époque même où l'introduction de la règle de Luxeuil à Saint-Pierre-le-Vif, avait produit dans le monastère l'organisation complète de la vie religieuse. Une des premières occupations intellectuelles des moines fut de chercher et de recueillir tous les docu-

(1) Hic ea replicanda non estimo quum in eo libello terminantur qui de sancti hujus passione inscribitur, sed tamen ut breviter ea tangamus..... Bibl. hist., t. II, p. 325.

(2) Cum hec olim apud nos non haberentur... vos in bonis infatigabilis, tantum laborem subiistis ut hec longe lateque perquirentes, tandem inventa nostro desiderio redderetis. — Ibidem, p. 328.

(3) Ad id sum impulsus ut de gestis et passione beati Saviniani socio-rumque ejus breviter scriberem et ea que pro sui magnitudine diffusa est comi compendio perstringerem. — Ibidem, p. 328.

ments se rapportant aux premiers fondateurs de l'église sénonaise dont ils possédaient les sanctuaires. Le résultat de leur travail fut la *Grande Passion*, composition historique et littéraire à la fois, très étendue et destinée aux longues leçons de l'office de ces saints dans le bréviaire de l'abbaye.

FAUSSETÉ DU SYSTÈME DE L'ABBÉ DUCHESNE.

A ces preuves solides et nombreuses dont l'ensemble revêt presque la force de l'évidence, M. Duchesne ne trouve à opposer que des affirmations gratuites ; avec son habileté bien connue, il bâtit de toutes pièces un système à son gré, pour renvoyer la composition de la *Grande Passion* au temps de l'abbé Gerbert qui siégea de 1046 à 1079.

Il suppose d'abord que « ce ne fut qu'en 1068, lors de la restauration de l'église de Saint-Savinien, et peut-être à l'occasion de cette reconstruction, qu'on s'occupa pour la première fois de rédiger la légende des saints. » M. le Critique montre ici de nouveau son ignorance de l'histoire du monastère ; autrement, il aurait constaté la grande indifférence des moines à l'égard de ce sanctuaire, d'autant plus qu'ils possédaient, depuis la translation de 847, dans leur église conventuelle, les précieuses reliques des martyrs. Le prêtre Eudes qui desservait la petite église de Saint-Savinien, n'ayant pas rempli la mission qui lui avait été confiée, de la reconstruire convenablement, c'est un simple laïque, Baudoin, qui fut chargé de terminer son œuvre. Quel semblant de raison y-a-t-il de supposer qu'à cette occasion les moines commencèrent à se préoccuper (1) de rédiger la légende des martyrs sénonais ?

M. Duchesne continue : « Qu'elle (la *Grande Passion*) ne soit pas antérieure à Gerbert, c'est ce qui résulte du silence absolu de tous les auteurs, même et surtout d'Odoranne ». En ce qui concerne Odoranne, on a vu que l'office noté de Saint-Savinien est certainement son œuvre. Il a été également prouvé que les autres actes ont été rédigés du VII^e au XI^e siècle, pour raconter la vie des premiers martyrs sénonais, leurs vertus, les translations de

(1) M. Duchesne a probablement été amené à ce sentiment par un examen superficiel de la publication faite par l'abbé Duru (Bibl. hist. de l'Yonne) du manuscrit d'Auxerre, dans lequel la série des Actes commence par l'histoire du prêtre Eudes, écrite sur l'ordre de l'abbé Gerbert. Une étude plus approfondie aurait démontré à M. le Professeur d'histoire que ces différents écrits avaient été extraits du bréviaire de l'abbaye et compulsés sans ordre dans ce manuscrit.

leurs reliques et les miracles qu'ils accomplirent. Notre critique n'a donc aucune preuve sérieuse pour renvoyer toutes ces compositions au *xi^e* siècle.

A côté des arguments positifs et plus ou moins évidents qui démontrent la sollicitude des religieux de Saint-Pierre-le-Vif pour conserver la mémoire et étendre le culte des martyrs dont ils gardaient le tombeau, il est une autre preuve qui, bien qu'indirecte, revêt une grande force et mérite d'être rapportée ici.

On possède aujourd'hui les actes de saint Sanctien, sainte Béate et leurs compagnons martyrs. Ils ont été extraits du tome VI du *Légendaire sénonais*. Comme les Actes de saint Savinien, ils sont d'un auteur anonyme. D'après le P. Stilling (*Acta sanctorum*, t. II, septembre, p. 669, Anvers 1748), il est vraisemblable que les actes de saint Sanctien ont été écrits dans le courant du *viii^e* siècle ou au commencement du *ix^e* siècle, avant la seconde translation des reliques. Leur tombeau était à Sancy, prieuré dépendant de Saint-Pierre-le-Vif, et elles furent transférées dans ce monastère au mois de juin 876.

D'après ces faits, on doit attribuer la composition des Actes de saint Sanctien aux religieux de Saint-Pierre-le-Vif, d'autant plus que ces écrits offrent les mêmes caractères que les autres légendes rédigées à cette époque dans ce monastère. Or, si les moines de Saint-Pierre s'occupaient ainsi de l'histoire des saints inhumés dans un de leurs prieurés, n'est-il pas hors de raison de prétendre qu'ils laissaient de côté l'étude de la vie de saint Savinien et de ses compagnons, alors que les reliques de ces martyrs avaient été transférées depuis 847, avec le plus grand éclat, dans leur église conventuelle où des foules innombrables de pèlerins se pressaient pour les vénérer ?

Quant à l'autorité des Actes de saint Sanctien, le père Stilling (op. cit.) pense que « elle ne peut être grande et que la méthode d'écrire de leur auteur ne peut suppléer à l'époque relativement récente de son travail, étant donné qu'il rapporte nombre de faits étrangers à son sujet et qu'il semble avoir suivi des traditions populaires ». Le Bollandiste est d'avis cependant que « l'écrivain hagiographe a eu entre les mains des documents anciens pour écrire ce qu'il rapporte de saint Sanctien et de ses compagnons et qu'il faut regarder comme probables les points principaux du martyre des saints et de la translation de leurs reliques ».

Les conditions beaucoup plus favorables dans lesquelles ont été rédigés les actes de saint Savinien et en particulier la Grande Passion, conditions sur lesquelles nous renseigne parfaitement l'auteur de la *Passion abrégée* (voir plus loin), doivent faire attri-

buer à ces écrits une valeur bien plus considérable. Elles nous permettent de rejeter bien loin le sentiment de M. Duchesne qui ne voit dans ces compositions que des « fantaisies » des moines, et elles nous font attribuer à ces légendes, du moins sur les points principaux, une autorité qui approche de la certitude.

Mais il est une difficulté qui ne manque pas d'être spécieuse : c'est le silence que gardent deux anciens martyrologes sur saint Savinien ; ajoutons que c'est le grand dada de M. Duchesne. Il nous renseigne, en effet, que vers la fin du VIII^e siècle le martyrologe hiéronymien fut complété à Fontenelle, en Normandie, sans qu'on y ajoutât les noms de saint Savinien et de saint Potentien, et qu'au X^e siècle, les religieux de Sainte-Colombe, en remaniant le même martyrologe, y introduisirent l'éloge de leur patronne, sans y mentionner celui de saint Savinien. (1)

Or, nous trouvons précisément le motif et l'explication de ces omissions dans le texte de deux des actes cités plus haut ; ils furent, en effet, rédigés à la même époque que ces deux martyrologes, contre lesquels ils renferment comme une protestation.

Le moine qui écrivait la *Passion abrégée*, au commencement du IX^e siècle, déclare dans le prologue (très important pour le sujet qui nous occupe), que la vie des saints martyrs avait été détruite par une cause qu'il ignore. Il ajoute que, pour combler cette lacune, ses frères avaient cherché au loin, de tous les côtés, et qu'ils avaient *découvert* des documents pour reconstituer cette vie. Il remarque en même temps que cette œuvre historique « avait excité la jalousie des envieux qui avaient accusé ses frères d'avoir mis des fictions à la place des documents anciens et d'avoir introduit la fausseté dans l'église de Dieu ». Mais il les félicite « d'avoir méprisé ces accusations perfides, d'avoir tiré de l'oubli et fait connaître la vie de saint Savinien et d'avoir protesté contre la *conspiration de silence* qui se faisait autour de son nom ». (2)

(1) Pourquoi les noms de saint Sanctien et de saint Béate furent-ils inscrits au martyrologe d'Usuard, bien que leurs actes eussent été composés, à coup sûr, à Saint-Pierre-le-Vif, alors que ceux des premiers martyrs sénonais, écrits par les mêmes religieux, furent omis dans ce martyrologe ? Mystère bien facile à dévoiler. Saint Sanctien et sainte Béate étaient compagnons de sainte Colombe. On découvre là une nouvelle preuve que la cabale montée à Sainte-Colombe contre Saint-Pierre-le-Vif, n'était qu'une simple querelle de clocher, alors qu'elle donnait pour prétexte l'intérêt de la vérité.

(2) Cum enim hec olim apud nos non haberentur et nescio qua majorum negligentia aut necessitate deperissent, vos in bonis infatigabilis tantum laborem subiistis ut hec longe lateque perquirentes, tandem inventa nos-

On trouve la même protestation dans le *Panegyrique*, écrit au x^e siècle, et le même qui la rédigeait déclare que « il s'arrête dans le récit des vertus de saint Savinien et prend garde de dépasser les bornes de la vérité, pour ne pas être accusé de mensonge, surtout quand il parle de saint Savinien et de ses compagnons qui n'ont pas besoin de louanges exagérées et ne les auraient pas pour agréables, alors que de nombreux miracles suffisent à leur glorification ». (1)

Comme on le voit, les moines de Saint-Pierre-le-Vif n'ont cessé, pendant plusieurs siècles, de repousser les attaques dirigées par les envieux contre le nom et la gloire de saint Savinien. Munis des documents anciens qu'ils avaient découverts et convaincus d'être dans la vérité, ils ont protesté et inscrit leurs protestations dans des écrits qui les ont apportées jusqu'à nous. M. l'abbé Duchesne trouve au contraire que ce sont les ennemis de Saint-Pierre-le-Vif qui « ont parlé et même écrit et que, pour comble de miracle, leur protestation s'est conservée jusqu'à nous ». C'est là un tour de force d'une remarquable fantaisie.

Dans les omissions volontaires des deux martyrologes on saisit sur le fait cette conspiration de silence (2) organisée par les envieux. Les religieux de Saint-Pierre-le-Vif proclament qu'ils méprisent ces attaques et qu'en racontant la vie et les mérites de saint Savinien, ils veulent dire toute la vérité et rien que la vérité. Est-ce

tro desiderio reddiretis ; sed quos ista quantum invidie dentes acuit. Dictum est enim ab emulis nos nova pro veteribus commenta finxisse et in ecclesiam Dei falsitatem, quod de vobis satis perverse sentitur, introduxisse. Vos autem talia quasi a latere, ut vir prudens, pretereuntes et saviniani memoriam non vicinis solum verum et eminus positis porrigentes et que dicebantur posposuistis (sic) et ne divine pictatis thesaurus (sic) nebule silentii tegeretur, curastis. — Bibl. hist., t. II, p. 328.

(1) Mexque simplicitati cavendum sit ne laxius sermonis lineam protelare affectat quam veritatis meta exposuit, ut pro Dro eloqui contendens, non mendacii elogio (textu) denotari sed veratium contrebernio participari merear, præcipuè cum beatos martyres Christi Saviniacum.... loquor, nullatenus nostre adulationis penagericis laudabilibus consentire, capitis moter adquiescere vel indigere ant conhibere noverim, quorum pulverem, cooperante superna dispensatione, miraculis coruscare perspicimus. — Bibl. hist., p. 392.

(2) Les envieux de la gloire qui entourait le tombeau de saint Savinien ont dépassé le but qu'ils se proposaient, lorsqu'ils ont voulu faire le silence complet autour du nom de ce saint. Ce procédé de rayer complètement des martyrologes le nom du saint, alors que la controverse portait seulement sur l'époque de son arrivée en Gaule, nous démontre, par son propre excès, de quel côté est la vérité.

là le ton des faussaires ? Libre à M. Duchesne de voir « des critiques sérieux et désintéressés » dans ces jaloux, poussés par de mesquins intérêts de voisinage. Les archevêques de Sens qui continuaient de réserver au monastère de Saint-Pierre-le-Vif toutes leurs prédilections, devaient être d'un avis différent.

Cette rivalité qui divisa longtemps les deux abbayes de Sainte-Colombe et de Saint-Pierre-le-Vif, M. Duchesne ne voit que cela dans cette affaire et il s'en sert pour porter de perfides insinuations contre cette dernière. Les religieux de Sainte-Colombe pouvaient chercher à étendre le plus possible le culte de leur patronne ; ceux de Saint-Pierre « gasconnaient » en voulant user du même droit ! Est-ce là une discussion sérieuse ?

Quoi qu'il en soit, la Grande Passion est, dès le VII^e siècle, l'affirmation écrite et officielle de la tradition sénonnaise sur saint Savinien et ses compagnons.

Le religieux qui l'abrège, au IX^e siècle, s'il retranche les ornements oratoires, n'en conserve pas moins toute la substance, malgré les attaques dont elle était l'objet. L'auteur du *Panegyrique* au X^e siècle, rappelle exactement les mêmes faits, mais en abrégé, car il se propose surtout d'exalter les vertus de saint Savinien. C'est donc en vain que, dans son système qui manque absolument de base, l'abbé Duchesne prétend que dans cet écrit « on se décida à sacrifier la légende gerbertine », c'est-à-dire la *Grande Passion*. Au contraire, l'auteur du *Panegyrique* renchérit encore sur la Grande Passion ; il la complète, car son but est différent ; avec une prolixité particulière à cette époque, dans un texte qui comprend dix pages grand in-quarto, (1) il s'étend sur les vertus de saint Savinien, sa charité, son humilité, son mépris des richesses, ses austérités, sa justice et sa force.

Odoranne, au XI^e siècle, suit en tout point la tradition des siècles antérieurs, et, dans *l'Office noté*, il condense les données de la Grande Passion et du *Panegyrique*, et les développe dans un langage poétique admirable.

Clarius, et, après lui, Geoffroy de Courlon, le suivent fidèlement dans leur chronique ; ainsi la tradition se maintient dans son intégrité jusqu'au XVII^e siècle.

A cette époque, Launoy et les Jansénistes parvinrent à obscurcir la tradition sénonnaise et à jeter le discrédit sur l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif et sur les Actes de saint Savinien. De nos jours, M. l'abbé Duchesne s'est fait leur héritier. Malgré son talent, il ne parviendra pas à nous imposer ces théories, dont nous

(1) Bibl. hist., t. II, p. 312 à 352.

croyons avoir suffisamment démontré le peu de fondement.

A la fin de son étude, M. le professeur se réclame de ses nombreuses études. Devraient-elles par hasard lui conférer l'infaillibilité ? Il déclare aussi qu'il n'a pas l'habitude de se prononcer sans s'être informé. Son article du *Bulletin critique* (1^{er} avril 1892) permet de croire qu'il n'en a pas été ainsi du sujet qui nous occupe. Il y procède avec une assurance qui pourrait en imposer à ceux qui ne sont pas suffisamment informés, mais aussi avec une fantaisie qu'on ne s'attendait pas à y trouver. Dans ces conditions, vouloir être cru sur parole, c'est beaucoup trop demander. Heureusement que M. Duchesne se réclame de sa sincérité et de son désintéressement, autrement on aurait de la difficulté à croire qu'il procède, comme il le dit, *sine odio* et plutôt *cum amicitia*.

QUELQUES MOTS SUR L'APOSTOLICITÉ DES ÉGLISES DES GAULES.

Dans sa discussion sur les Actes de saint Savinien, M. l'abbé Duchesne poursuit le système qu'il a développé dans son Mémoire sur l'origine des diocèses épiscopaux. — Il constate, dans cette étude, que les noms fournis par les listes épiscopales ne peuvent porter l'origine respective des différents diocèses de la Gaule au-delà d'une époque qu'il fixe du III^e au V^e siècle, en général, suivant le nombre des noms fournis par chacune de ces listes.

Il part ensuite de ce fait pour établir que l'évangile n'a pas été apporté en Gaule au I^{er} siècle, mais deux ou trois cents ans plus tard. En ce qui regarde l'église de Sens, il cite une lettre de Sidoine Apollinaire déclarant, vers l'an 475, que « l'église de cette ville en était à son treizième évêque. Les origines, conclue-t-il, atteignent donc aisément le commencement du IV^e siècle ; on pourrait même remonter au-delà ».

Il suffit d'un peu d'attention et de logique pour voir que la conclusion est bien plus étendue que les prémisses et par conséquent que l'argumentation est fausse. L'insuffisance des listes épiscopales à remonter jusqu'au I^{er} siècle ne va nullement à l'encontre de ceux qui pensent, d'après la tradition générale et constante du Moyen-Âge, que des missionnaires envoyés par saint Pierre vinrent une première fois annoncer l'évangile dans les Gaules et fonder des églises ; que des persécutions sanglantes et des bouleversements épouvantables étouffèrent plus ou moins ces premiers germes, produisirent des interrègnes sur les sièges épiscopaux ou firent perdre les noms d'un grand nombre d'évêques du II^e au III^e siècle ; enfin que le triomphe du christianisme sous Constantin amena la réorganisation définitive de ces différentes églises.

Si l'on suivait attentivement l'histoire des missions catholiques, on trouverait plus d'un cas analogue, particulièrement en Asie et en Afrique, de chrétientés fondées par des évêques missionnaires dans le courant du Moyen-âge, puis anéanties par des causes diverses et renaissant plus tard par la prédication de nouveaux évangélisateurs.

Ce système semble, à notre humble avis, offrir le plus de probabilités. Il admet, avec le Moyen-âge tout entier, l'apostolicité d'un certain nombre d'églises des Gaules et ne va pas se heurter contre le fait général des lacunes dans les listes épiscopales. N'est-ce pas le lieu de rappeler un adage antique et, en le transformant, de l'appliquer au cas présent : *In medió stat.... veritas* ?

NOTICE SUR LA FAMILLE DE VEZON

Par M. Xavier BAUDENET.

Cette famille a joué en Bourgogne et particulièrement dans l'Avallonnais, aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, un rôle qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de retracer.

Mathieu de Vezon a été conseiller du duc Philippe-le-Hardi en 1388 et gouverneur de la chancellerie en 1395, Jehan de Vezon a été gouverneur d'Avallon après la mort de Charles le Téméraire. Un grand nombre de membres de la famille de Vezon ont servi dans le ban et arrière-ban ou dans des compagnies d'ordonnance, mais c'est surtout pendant les troubles du ^{xvi}^e siècle, que leur fermeté et leur attachement au bien public furent dignes d'éloges. Hugues, seigneur d'Annoux, fut capitaine sous Charles IX du château de Thizy ; son fils Hugues, seigneur de Cussy-le-Châtel, capitaine de Thizy pendant les guerres de la Ligue, eut la sagesse de s'attacher à la fortune de trois hommes, — Guillaume de Saulx-Tavannes, le marquis de Ragny, et Charles de Marcilly-Cypierre, — qui furent des modèles de désintéressement, de courage et de patriotisme éclairé. Hugues prit part sous leurs ordres à toutes les campagnes qui assurèrent la soumission de la Bourgogne à Henri IV.

Les Vezon sont entrés à la Chambre de la noblesse des Etats en 1557 et ont possédé de nombreux fiefs, soit dans l'Avallonnais, comme Annoux, la Maison Blanche, Talcy, Saulx, Marzy ; soit dans d'autres parties de la Bourgogne, comme les Davrées, Chevannay et Cussy-le-Châtel, soit enfin dans l'Ile-de-France et la Champagne.

Armes : de gueules semé de billettes d'argent à deux lions d'or. (D'après Segoing, Trésor héraldique, Gélyot, Indice armorial et Palliot, Histoire du Parlement de Bourgogne).

L'armorial de d'Hozier de 1696, et celui de Chevillard de 1724

indiquent une variante : de gueules à la bande d'argent, accompagnée en chef de trois étoiles et en pointe d'un lion rampant du même.

La filiation de la famille de Vezon est établie jusqu'au cinquième degré, au moyen d'une généalogie dressée par Palliot à l'aide de mémoires et de documents produits par M. de Souvert, conseiller au Parlement de Dijon.

Cette pièce écrite en entier de la main de Palliot se trouve dans la bibliothèque de M. Ernest Petit, si riche en documents relatifs à l'histoire de la Bourgogne.

A partir du cinquième degré la filiation est prouvée par des contrats de mariage, lettres de maintenue de noblesse délivrées à la suite de la recherche de 1669, reprises de fief, actes de partage, etc. (1).

D'après Palliot, historien et généalogiste du Parlement de Bourgogne, la famille de Vezon remonte à Chrétien de Vezon, dont il est question dans un acte du jeudi après la Saint-Martin d'hiver 1330 (2).

La filiation se suit à partir de Mathieu de Vezon :

I. Mathieu de Vezon, fut reçu conseiller au Conseil du duc de Bourgogne, le 4 décembre 1388 ; un peu plus tard, le 13 avril après Pâques 1395, les sceaux lui furent confiés, et le duc Philippe le Hardi, le nomma gouverneur de la chancellerie (3).

Mathieu de Vezon est mort le 24 juin 1413 (4).

Le Conseil des Ducs tenait primitivement ses assises sous le nom de Jours Généraux ou Grands Jours, à Beaune pour le Duché, à Dôle pour le comté de Bourgogne, et à Saint-Laurent-lès-Châlon pour le comté d'Auxonne et les terres d'Outre-Saône. C'est l'origine du Parlement de Bourgogne, établi par lettres patentes de Louis XI du 18 mars 1476, pour avoir « tout droit de Souveraineté au lieu des dits Grands Jours. »

La chancellerie aux contrats était la juridiction chargée de connaître de l'exécution des actes passés sous le sceau du souverain. Philippe le Hardi créa un gouverneur de la chancellerie à Dijon et des lieutenants dans les autres sièges. Jehan de Verranges fut le premier titulaire de l'emploi de gouverneur, et Mathieu de Vezon lui succéda.

(1) Presque toutes ces pièces sont entre les mains de M. Robert Baudenet.

(2) Généalogie et inventaire de pièces à l'appui. — Palliot.

(3) Palliot. Histoire du Parlement de Bourgogne, page 11.

(4) Palliot. Inventaire de pièces justificatives.

La femme de Mathieu de Vezon se nommait Jacqueline, il en eut un fils, Anthoine de Vezon qui suit (1).

II. Anthoine de Vezon eut pour enfants (2) :

- 1° Girard de Vezon qui suit :
- 2° Anne de Vezon, mariée à Hubert Le Goux.

III. Girard de Vezon, épousa Jeanne de la Vesvre, dont il eut cinq enfants (3) :

- 1° Guy de Vezon ;
- 2° Robert de Vezon, qui suit ;
- 3° Jeanne de Vezon, mariée à Etienne Golha ;
- 4° Guillaume ou Guillaumie de Vezon, mariée à Jehan Arbelot, procureur général au Parlement de Bourgogne de 1496 à 1514. (Palliot, 1^{er} vol.).
- 5° Charlotte de Vezon, mariée à Pierre Guichard.

IV. Robert de Vezon (4), fut le père de Jehan de Vezon dont l'article suit.

V. Jehan de Vezon, a été capitaine et gouverneur d'Avallon en 1490. Il avait été en 1473, maître, recteur et administrateur de la Maison-Dieu de cette ville (5).

Il épousa Damoiselle Catherine dont il eut cinq enfants (6) :

- 1° Anthoine de Vezon dont l'article suit :
- 2° Mathilde de Vezon, femme de Pierre Martin, dont elle eut un fils nommé Anthoine qui épousa Jeanne Nynot et mourut sans laisser d'enfants ;
- 3° Jeanne de Vezon, mariée à Martin de Souvert ;
- 4° Ferry de Vezon ;
- 5° Gengou de Vezon qui épousa Pernette Jolyvet et mourut sans enfants.

Pernette Jolyvet, sa veuve, donna des fonds en 1508 « pour entretenir le cri qui se faisoit tous les lundis à une heure du matin dans les rues d'Avallon, au son de deux clochettes :

- Réveillez-vous bonnes gens qui dormez ;
- Priez Dieu pour les trépassés. » (7).

(1 et 2) Palliot. Généalogie de Vezon, et inventaire de pièces justificatives à l'appui.

(3 et 4) Palliot. Généalogie de Vezon, et inventaire de pièces à l'appui.

(5) Archives de la ville d'Avallon, cote C. G. 135.

(6) Palliot.

(7) *Avallon et l'Avallonnais*, par M. E. Petit. — *Le Morvand*, par Baudiau.

VI. Anthoine de Vezon, écuyer, seigneur de fiefs situés à Marzy et à Lisle, a épousé Jehanne Le Fèvre, dame d'Annoux.

Elle lui a apporté cette terre qu'elle tenait d'Oudette des Granges (1) sa grand'mère. La famille des Granges possédait déjà Annoux au commencement du xiv^e siècle; en 1329 Hugues des Granges, chevalier, rendit foi et hommage au duc à raison de ses fief et manoir d'Annoux (2).

Anthoine de Vezon a été porté au rôle de convocation du ban et arrière ban en 1498 (3), il a fait reprise en 1491 des fiefs d'Annoux et de Marzy (4) et en 1503 du fief de Lisle (5).

Outre ces fiefs Anthoine de Vezon possédait une maison à Autun, mais il resta toujours très attaché à Avallon, où il avait aussi une maison (6). Il a figuré dans un grand nombre d'actes passés dans cette ville, et notamment dans plusieurs qui intéressent la famille de Clugny à laquelle il était allié.

Le 22 avril 1488, par devant Jehan Rabier, lieutenant du bailli d'Auxois, il fut nommé curateur de Jehan, Estienne et Bartholomine de Clugny (7) enfants mineurs de Pierre de Clugny et de Marguerite Obbé. Il prit part au soulèvement populaire provoqué à Avallon, par l'interdiction lancée contre les reliques de Saint-Lazare, ainsi qu'il résulte du procès-verbal du 31 août 1489.

Anthoine de Vezon eut deux fils :

1^o Claude de Vezon dont l'article suit;

2^o Hugues de Vezon, écuyer, licencié ès-droits, seigneur d'Annoux en partie et de Chevannay (8) qui a été échevin d'Avallon en 1517.

Il a soutenu ensuite contre cette ville un long procès (9) dont il est souvent question dans les comptes conservés aux archives communales, notamment en 1526 et 1527.

Il a épousé par contrat du 29 octobre 1529, Damoiselle Pierrette Sayve, fille de Pierre Sayve, seigneur de Flavignerot et de Damoiselle Eglantine de Noident (10).

(1) Sentence de Philippe le Bon de 1463, sur requête de Jehan Le Fèvre gendre d'Oudette des Granges.

(2) Recueil de Peincedé, vol. 9, page 21.

(3) Ibidem, vol. 9, page 113.

(4) Ibidem, vol. 9, page 107.

(5) Archives de l'Yonne, à Auxerre, série E. 24.

(6) Contrat de mariage de Claude de Vezon, 15 octobre 1509.

(7) Bibliothèque nationale, manuscrits, nouveaux acquêts, n^o 67, pages 13 et 17.

(8) Peincedé, vol. 9, page 186, reprise de fief du 24 juillet 1529.

(9) Archives de la ville d'Avallon, C. C. 142.

(10) Bibliothèque nationale, manuscrits, nouveaux acquêts, n^o 67, p. 13.

De ce mariage sont nés quatre enfants :

1° Lazare de Vezon, religieux et panetier de Saint-Bénigne de Dijon ;

2° Marguerite de Vezon, religieuse à l'abbaye de Saint-Julien d'Auxerre où elle fit profession le 11 août 1550 (1) ;

3° Joseph de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux et de Chevannay en partie, reçu conseiller au Parlement de Bourgogne le 8 septembre 1580. Il avait épousé Jacqueline de Thésut (2) et fut le père de Chrétienne de Vezon, mariée à Jacques Pérard.

On voit dans le *Journal de Breunot* que Joseph de Vezon n'avait pas suivi le même parti que son cousin issu de germain Hugues, petit-fils de Claude de Vezon. Il fut au nombre des conseillers qui restèrent à Dijon avec le premier président Brûlart et penchèrent pour la Ligue, tandis que la fraction du Parlement fidèle à Henri IV s'était retirée à Flavigny avec le président Frémyot.

4° Antoine de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux et de Chevannay en partie.

Il épousa par contrat du 17 janvier 1566, Jeanne Manchot dont il eut Denise de Vezon (3).

VII. Claude de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux, de Talcy et en partie de Saulx (4) épousa par contrat du 15 octobre 1509 Barbe de Maumigny, dame des Davrées et de Cussy-le-Châtel, fille de Jacques de Maumigny, seigneur des Davrées et de Isabeau de Vilaines.

De ce mariage sont nés :

1° Pierre de Vezon (5), écuyer, seigneur des Davrées et co-seigneur d'Annoux qui épousa par contrat du 17 janvier 1535 Damoiselle Marie de Marsay ;

2° Hugues de Vezon dont l'article suit.

VIII. Hugues de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux et de Cussy-

(1) Peincedé, vol. 19. page 368.

(2) Idem, vol. 19, pages 1 et 38.

(3) Idem, vol. 9, page 364.

(4) Inventaire au cabinet des Titres, bibliothèque nationale. V° de Vezon.

(5) Il est souvent question dans les comptes de la ville d'Avallon de 1430 à 1460, de Jacques de Vezon qui exerçait la médecine. — Madeleine de Vezon épousa Louis de Fresne par contrat du 11 juillet 1582. — Un acte de 1615, relaté au Registre des Insinuations (Archives de l'Yonne), parle d'Edme de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux, marié à Anne de Belsunce. — Mais ni Jacques, ni Madeleine, ni Edme de Vezon n'ont pu trouver place dans cette généalogie, qui ne comprend que la filiation prouvée.

le-Châtel, épousa par contrat du 17 janvier 1535 Damoiselle Michelle de Marsay, fille de Jehan de Marsay, seigneur des Taffourneaux, Pruniers et Monéteau et de Damoiselle Edmée de Gorbou (1).

Hugues de Vezon a servi dans le ban et arrière-ban à la convocation de 1557. Il a pris une part active aux guerres de religion et a été un ferme soutien du parti catholique.

Dans l'Avallonnais les hostilités prirent un sérieux caractère de gravité en 1562. Les châteaux de Pisy, de Girolles et du Vault étaient occupés par des garnisons protestantes, et des compagnies de partisans huguenots parcouraient la campagne en pillant et en faisant des prisonniers.

Les événements les plus importants dont cette région fut le théâtre, se passèrent en 1569. Wolfgang le Cruel, duc de Deux-Ponts, commandant de l'armée levée par l'électeur Palatin pour secourir les Protestants, arriva par Beaune et Saulieu, jetant la consternation sur son passage, et mit le siège devant Avallon. Mais vigoureusement repoussé par la garnison conduite par le capitaine Marey, il se retira à Vézelay, qui venait de tomber entre les mains des Huguenots ; peu après, il passa en Limousin.

Les catholiques, commandés par le capitaine Sansac, résolurent alors de reprendre Vézelay et en commencèrent le siège le 6 octobre 1569 ; mais tous leurs efforts échouèrent devant l'énergique résistance des Protestants, et ils durent se retirer après avoir perdu quinze cents hommes et tiré plus de trois mille coups de canon.

Pendant ce temps Hugues de Vezon avait reçu le commandement de la forteresse de Thizy dont les épaisses murailles et la situation sur un point élevé faisaient un poste important. Ses services sont attestés par un certificat de Claude de Saulx-Vantoux, délivré pendant le siège de Vézelay et ainsi conçu :

- « Claude de Saulx, seigneur de Vantoux, chevalier de l'ordre du
- « Roy, cappitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances
- « de sa Majesté et son lieutenant en Bourgogne en absence de
- « Monseigneur le duc Daumalle et Monsieur de Tavannes,
- « Au bailly de Dijon ou son lieutenant et à tous aultres qu'il ap-
- « partiendra, salut.
- « Scavoir faisons et attestons que noble Hugues de Vezon, sei-
- « gneur d'Annou et de Cussy-le-Châtel en partie, s'est employé pour

(1) Pierre et Hugues de Vezon épousèrent le même jour les deux sœurs et il ne fut dressé qu'un seul contrat.

« le service du Roy et notre ordonnance en estat de cappitaine au
« Chasteaul de Tisy.

« Par quoi vous mandons ne le molester ni inquiester en ses
« terres et seigneuries, ains le laisser jouir paisiblement de ses
« terres et seigneuries attendu le service personnel qu'il faict audict
« chasteau.

« En tesmoing de quoi nous avons signé ceste de notre seing
« manuel soubz le sel de nos armes.

« Faict au camp devant Vézelay le vingt unième jour doctobre
« mil cinq cent soixante et neuf.

Signé : DE SAULX.

Sur le vu de ce certificat Hugues de Vezon fut exempté le 17 février 1570 (1) de service et contribution au ban et arrière-ban par Guillaume de Saulx-Tavannes, bailli de Dijon et lieutenant pour le Roi en Bourgogne.

De son mariage avec Michelle de Marsay, Hugues de Vezon a eu sept enfants (2).

1° Jehan de Vezon dont l'article suit :

2° Hugues de Vezon, auteur de la branche de Cussy-le-Châtel rapportée plus loin ;

3° Nicolas de Vezon, homme d'armes, marié à Damoiselle François le Garennier (3) ;

4° Sébastien de Vezon, homme d'armes dans la compagnie de M. de Mandelot ;

5° Emilande de Vezon ;

6° Barbe de Vezon, mariée en premières noces à Fiacre Amy, seigneur de Beauregard, et en deuxièmes noces à Pierre le Robert, seigneur de Pancy ;

7° François de Vezon, seigneur en partie d'Annoux où il possédait le Meix seigneurial appelé la Tour ;

Il a épousé le 28 décembre 1563 Damoiselle Anne de Ramsay (alias Rameset) fille de Sébastien de Ramsay et de Barbe de Laforest.

De ce mariage sont nés six enfants, savoir :

1° Hugues de Vezon, co-seigneur d'Annoux, demeurant à Genouilly, marié par contrat du 15 février 1605 à Damoiselle Claude

(1) Voir aux pièces justificatives.

(2) Acte de partage, au château d'Annoux.

(3) Bibl. nationale (nouveaux acquets, n° 67, page 455). Procès entre Nicolas de Vezon et sa belle-sœur Guillemette le Garennier veuve de Robert Guérard, seigneur d'Anthonet.

de Cryot, fille de Philibert de Cryot, écuyer, seigneur d'Estoules en Morvan, dont (1) :

François de Vezon, co-seigneur d'Annoux, marié à Jacqueline d'Avout, par contrat du 28 avril 1648.

Les services militaires de François de Vezon sont attestés par huit certificats de 1643 à 1647.

Il a été maintenu en 1669 par l'intendant Bouchu, dans sa noblesse d'ancienne extraction (2).

2° Françoise de Vezon, mariée à René de Cryot, écuyer, seigneur de la Fontaine ;

3° Jeanne de Vezon ;

4° Alexandre de Vezon ;

5° François de Vezon ;

6° Gabrielle de Vezon, mariée en 1600 à Edme de Hervy, seigneur de Charmois (3).

IX. Jehan de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux, de la Maison Blanche, de Marsay, de la Mothe, Taffourneaux et autres lieux, a épousé Damoiselle Anne de la Mothe (4).

Jehan de Vezon a fait reprise le 19 avril 1593 du fief de la Maison Blanche qu'il tenait comme héritier de Hugues, son père, et comme acquéreur de Nicolas, François et Barbe, ses frères et sœur (5).

Il a laissé quatre enfants (6) :

1° François de Vezon qui suit ;

2° René de Vezon, auteur de la branche d'Annoux rapportée plus loin ;

3° Jehan de Vezon, écuyer, seigneur de la Mothe ;

4° Adriane de Vezon, mariée à Adrien du Febvre, seigneur de Buisson.

X. François de Vezon, chevalier, seigneur de la Maison Blanche, de la Mothe, Taffourneaux et Marsay, de Robintant dans le bailliage de Melun, Maisoncelle dans le bailliage de Cézanne et Moissy dans celui de Troyes, a épousé par contrat du 3 mai 1607 Damoiselle Jeanne de Brenne, fille de Charles de Brenne, chevalier, et de Dame Anne de Niçay.

(1) Création de tutelle après décès de Hugues de Vezon en 1635.

(2) Voir aux pièces justificatives.

(3) Généalogie jointe aux maintenues de noblesse de 1669. Bibl. de Dijon.

(4) Acte de partage du 2 juin 1618 entre les enfants de Jehan de Vezon.

(5) Peincédé, vol. 9, page 338.

(6) Partages des 28 et 30 avril 1608 et 2 juin 1618. Cabinet des titres, Bibl. nationale.

Il a été convoqué en 1635 pour le service du ban et arrière-ban (1) et a laissé pour enfants :

1^o Charles de Vezon qui suit ;

2^o et 3^o Anne-Marie et Marie Françoise de Vezon.

XI. Charles de Vezon, chevalier, seigneur de la Maison Blanche, Maisoncelle et Marsay, a épousé par contrat du 2 juin 1624, Damoiselle Renée Girault, veuve de Pierre de Bondeville, écuyer, seigneur de Boisgiloust.

Il a servi dans le ban et arrière-ban suivant certificat du 1^{er} septembre 1630 (2), signé de Louis de Bourbon, comte de Soissons, gouverneur de Champagne et a laissé un fils :

XII. Pierre de Vezon, chevalier.

BRANCHE D'ANNOUX

XIII. René de Vezon, écuyer, seigneur d'Annoux et de la Maison Blanche en partie, deuxième fils de Jehan de Vezon et d'Anne de Lamothe, eut pour femme Damoiselle Etiennette de Goureau, qui, devenue veuve, épousa en secondes noccs Bénigne de Despence seigneur d'Anthonet.

René de Vezon a fait reprise de ses fiefs à la Chambre des comptes de Bourgogne le 11 août 1611 (3).

Il a eu quatre filles : Adriane, Madeleine, Etiennette et Catherine (4), dont trois se marièrent.

1^o Adriane de Vezon a épousé Claude Velvot, seigneur du Ronceau ;

2^o Madeleine est devenue la femme de Jacques Le Loup, receveur du domaine du Roi ; elle lui a apporté le fief d'Anthonet (5) ;

3^o Etiennette de Vezon a épousé par contrat du 4 juillet 1648 messire Jean Baudenet ;

René de Vezon laissa ses fiefs d'Annoux et de la Maison Blanche à sa fille Etiennette, et les descendants de celle-ci n'ont pas cessé de les posséder depuis lors.

La seigneurie d'Annoux avait été très divisée anciennement et avait compté simultanément de nombreux seigneurs, parmi lesquels on peut citer outre les des Granges et les Vezon, qui en possédaient la plus grande partie, les Bataille, Montmorillon,

(1) Cabinet des titres. Bibliothèque nationale. V^o de Vezon.

(2) Ibidem.

(3) Peincedé, vol. 9, page 351.

(4) Donation par Denis de Despence à ses sœurs utérines. — Registre des Insinuations 1659. Archives de l'Yonne.

(5) Peincedé, vol. 9, page 560.

Howard, Fresne, Le Robert de Pancy. Cette division donnait lieu à d'inextricables difficultés et à d'interminables procès ; en revanche, il n'est peut-être pas un coin du sol de France qui ait été plus fécond en défenseurs de la patrie que ce village qui devait avoir la gloire de donner le jour à un maréchal. On ne compte pas moins de soixante seigneurs d'Annoux ayant servi dans le ban et arrière-ban et les compagnies d'ordonnance, puis dans des régiments d'infanterie ou de cavalerie, après l'établissement de corps réguliers et permanents.

Après avoir été très divisée, la seigneurie d'Annoux comprenait au *xvi^e* siècle six fiefs appelés : *la Tour* et *la Maison Blanche*, le *Riolet* et le *Meix-Robert*, la *Maison de la Tour du Bois* et le *Meix Saint-Martin*.

Les deux premiers appartenaient à la famille de Vezon qui succédait aux des Granges. Les Baudenet les réunirent par suite du mariage précédemment relaté, au Riolet et au Meix-Robert qu'ils possédaient déjà de leur chef (1). Ils acquirent de M. de Quesse de Valcourt, la maison de la Tour de Bois (2). Ce sont ces différents éléments qui composent la terre d'Annoux, léguée au comte Raoul de Virieu par sa mère, Louise-Charlotte Baudenet d'Annoux, décédée le 6 janvier 1885. Il se trouve ainsi par héritage l'ayant-droit de Hugues des Granges, seigneur d'Annoux en 1329.

Le fief Saint-Martin (3) continue d'appartenir aux d'Avout qui en étaient devenus seigneurs par suite du mariage de Nicolas d'Avout avec Damoiselle Claude de Gabillaut en 1678 (4).

BRANCHE DE CUSSY-LE-CHATEL.

XIV. Hugues de Vezon, écuyer, seigneur de Cussy-le-Châtel, deuxième fils de Hugues de Vezon et de Michelle de Marsay, épousa par contrat du 12 mars 1583 Gabrielle de Bonnières fille de Gilles de Bonnières, seigneur de Rès et de Damoiselle Loyse Le Sourt.

Hugues de Vezon, bien que bon catholique comme son père, ne s'engagea pas dans le parti de la Ligue, il s'attacha à la fortune de Guillaume de Saulx-Tavannes et des sires de Cypierre et de Ragny, et servit sous

(1) Peincedé, vol. 9, page 837. Cote B. 10992, et page 955 reprises de fief.

(2) Peincedé, vol. 9, pages 620, 718 et 913.

(3) Reprise de fief du 24 avril 1724. Peincedé, vol. 9.

(4) Mariage du 16 février 1678. Registres de la paroisse d'Annoux. — Nicolas d'Avout est le bisaïeul du maréchal, né à Annoux le 11 mars 1770.

Voir encore les registres d'Annoux aux dates des 26 décembre 1678, 23 mars 1683, 10 septembre 1690, 4 avril et 18 mai 1723.

leurs ordres la cause d'Henri IV. Comme nous l'avons déjà dit, à cette époque troublée, où les esprits les plus fermes purent connaître des hésitations, il était impossible de choisir de meilleurs guides pour marcher droit dans le chemin du devoir et de l'honneur. Il y eut peut-être des hommes qui plus qu'eux furent mêlés aux grandes affaires et eurent sur les événements une influence plus décisive, mais personne ne montra plus d'abnégation, de persévérance, de dévouement éclairé au bien public.

Guillaume de Saulx-Tavannes, fils du maréchal, s'était mis en quelque sorte sous la tutelle de Chabot-Charny, qui, au lendemain de la Saint-Barthélemy, avait refusé d'exécuter dans son gouvernement de Bourgogne, l'ordre de massacrer les Protestants. Quand la Province fut tombée au pouvoir du duc de Mayenne, Saulx-Tavannes entreprit de le combattre et soutint la lutte de ses propres deniers. Il n'obtint point de récompense après le triomphe d'Henri IV, cependant il ne formula aucune plainte et ne dit qu'un mot dans ses Mémoires, sur ses services et ceux des hommes qui avaient partagé son dévouement : « Partie a été mal reconnue, mais Sa Majesté estoit excusable à cause de « ses grandes affaires ».

Il n'est pas besoin de retracer ici le caractère de François de la Magdelaine, marquis de Ragny, les travaux de M. Raudot et de M. Ernest Petit (1) ont mis en lumière les mérites de cet homme remarquable qui sut allier la fermeté à la modération, et est un de ceux qui ont fait le plus d'honneur à notre pays.

Son beau frère Charles de Marcilly-Cypierre était gouverneur de Semur et possédait les châteaux de Lamotte-Ternant, de Thil et de Thoisy. Sa compagnie d'ordonnance constituait une des principales forces de la petite armée de Saulx-Tavannes.

Les compagnies d'ordonnance étaient un des derniers vestiges de l'organisation militaire et féodale du Moyen-Âge. Elles avaient pour capitaines des princes de sang royal, des maréchaux de France, des gouverneurs de provinces, de grands seigneurs ou des chevaliers célèbres par leurs hauts faits, Bayard par exemple. Les cinquante hommes d'armes qui les composaient étaient tous suivis d'une dizaine de leurs parents ou de leurs vassaux exercés au maniement des armes et désignés sous le nom de *pages* ou de *coustiliers*. Une compagnie de cinquante hommes d'armes comprenait donc cinq cents ou six cents combattants.

Hugues de Vezon a servi comme homme d'armes dans la compagnie de M. de Cypierre, il fut plus tard capitaine du château de Thizy.

Voici un court résumé des événements auxquels il s'est trouvé mêlé et tout d'abord un état des partis en présence dans les environs d'Avallon.

A la nouvelle de l'assassinat du duc de Guise de nombreuses villes se rangèrent dans le parti de la Ligue. Avallon fut une des premières à donner son adhésion. Il en fut de même de Vézelay, dont le gouverneur était Joachim de Rochefort-Pluvaut, de Noyers où le baron de Viteaux

(1) Une petite ville à la fin du xvi^e siècle, par M. Raudot, *Annuaire de l'Yonne* de 1858. — *Avallon et l'Avallonnais*, par M. Ernest Petit.

avait placé Drouas comme capitaine ; de Montbard, de Saulieu et enfin de Semur dont les habitants avaient chassé M. de Cypierre leur gouverneur.

Dans l'autre camp le sire de Chastellux apportait à la cause d'Henri IV un important appui, mais les forteresses occupées par les royalistes étaient rares, on ne pouvait guère compter dans ce nombre que Girolles, Annay et Montréal, dont les garnisons étaient si faibles, qu'elles ne pouvaient s'éloigner des remparts et étaient réduites à une action isolée.

La petite armée de Saulx-Tavannes entra en campagne en 1589, elle se composait, au début, des compagnies d'ordonnance des sieurs de Cypierre et de Ragny, de deux compagnies d'arquebusiers à cheval et des régiments d'infanterie de Chantal et de Chigy ; quelques renforts vinrent s'y adjoindre, et jusqu'à la complète soumission de la province à Henri IV qui n'eut lieu qu'en 1595, elle fit une guerre d'escarmouches et de sièges (1).

A Is-sur-Tille en 1589, Saulx-Tavannes battit la troupe d'infanterie du sieur de Bussy, à Lespinasse près de Maçon (1590), il remporta un avantage signalé dans un combat de nuit livré à la lueur du village incendié.

Plusieurs coups de main sur Dijon, Châtillon et Montbard, et sur Autun, Châlon et Avallon après que le maréchal d'Aumont eut pris le commandement, ne furent pas heureux ; mais les sièges de Flavigny, Semur, Saulieu, Duesme, Thizy, eurent un succès rapide et complet. La tactique suivie était simple : après avoir, par des arquebusades, cherché à déloger l'ennemi des remparts, l'assiégeant « plantait le pétard », c'est-à-dire qu'il braquait à bout portant un petit canon contre une porte ou contre la muraille. La porte sautait, une brèche était ouverte et l'on donnait l'assaut. Au siège de Saulieu (1590) où Tavannes manquait d'artillerie, il suivit une tactique plus primitive encore, et qu'on eut dit renouvelée des Romains. Le fossé fut mis à sec, et des hommes couverts par des mantelets en bois sapèrent les fondements de la muraille dont un pan s'écroula. — Au siège d'Avallon en 1591, les royalistes après avoir fait sauter une des portes pénétrèrent dans la ville au milieu de la nuit ; mais le maire Goureau sort de chez lui à demi-vêtu, se met à la tête des habitants et repousse l'attaque. Trois ans après, le 31 mai 1594, quelques bourgeois d'Avallon ouvrent une des portes à Rochefort-Pluvaut, gouverneur de Vézelay, depuis peu gagné à la cause d'Henri IV, et la ville est occupée sans résistance. L'année suivante la bataille de Fontaine-Française achève la soumission de la Bourgogne.

Mais si la guerre était finie, la tranquillité était loin d'être rétablie, les routes n'étaient pas sûres, des garnisons durent être maintenues longtemps encore dans les forteresses de l'Avallonnais ; nous trouvons Hugues de Vezon, capitaine du château de Thizy en 1596 et 1597 (2).

De son mariage avec Gabrielle de Bonnières, Hugues de Vezon a eu quatre enfants (3) :

(1) Mémoires de Guillaume de Saulx-Tavannes.

(2) Actes de vente des 6 mai 1596 et 6 janvier 1597.

(3) Partage du 19 mai 1632.

- 1° François de Vezon, dont l'article suit ;
- 2° Etienne de Vezon, mariée à Jehan de la Perrière ;
- 3° Anne de Vezon, mariée à Bénigne Bougarre, capitaine au régiment de Navarre ;
- 4° Gabrielle de Vezon.

XV. François de Vezon, écuyer, seigneur de Cussy-le-Châtel, gendarme de la compagnie de M. le duc d'Orléans, épousa par contrat du 19 novembre 1627, Damoiselle Jacqueline de Pillart, fille de Jehan de Pillart, écuyer, demeurant à Pancy et de Gabrielle de Oudry.

Ils ont eu pour enfants (1) :

- 1° Jean de Vezon dont l'article suit ;
- 2° Françoise de Vezon, mariée à Charles de Saint-Thierry, co-seigneur de Santigny.

XVI. Jean de Vezon, écuyer, sieur de Cussy, épousa par contrat du 25 novembre 1669 Damoiselle Jacquette de Branches, fille de David de Branches, seigneur de Poilly et de Chavan et de Philiberte d'Avout.

Jean de Vezon a été maintenu en 1669 par l'intendant Bouchu dans la noblesse d'ancienne extraction (2).

Il a servi dans le ban et arrière-ban de la noblesse du bailliage d'Auxois à la convocation de 1674.

Il ne laissa que trois filles :

- 1° Jeanne de Vezon, née en 1670 ;
- 2° Marie de Vezon, née en 1672 ;
- 3° Edmée de Vezon, née en 1674.

XVII. Marie de Vezon, de Cussy, était la dernière du nom de Vezon, quand par testament du 31 janvier 1755 après-midi, elle institua légataire universel Guillaume Baudenet, écuyer, seigneur d'Annoux, petit-fils d'Etienne de Vezon.

Par acte du même jour avant midi, elle avait fait donation entre vifs de ses biens fonds situés à Blacy, Talcy, Cormarin et Pancy, au deuxième fils de Guillaume Baudenet, Jean Guillaume, depuis commandant du second bataillon du régiment de Beaujolais.

(1) Partage du 23 mai 1648.

(2) Voir aux pièces justificatives.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1509

Contrat de mariage de Claude de Vezon et de Barbe de Maumigny.

Au nom de Nostre Seigneur Amen, l'an de l'incarnacion dicelluy courant mil cinq cens et neuf le quinzième jour du mois d'octobre, nous les parties cy après escriptes c'est assavoir Hugues Boussart, escuyer, Ysabeau de Villaines, sa femme, damoiselle, et Barbe de Maumygnay, sa fille et de feu Jaques de Maumygnay en son vivant aussy escuyer, premier mary de moy lad. Ysabeau, seigneur et dame de les Davrées, mesmement nous lesdites Ysabeau et Barbe de l'auctorité congnoissance, bon vouloir et consentement de Hugues Boussart, mary de moi lcelle Ysabeau et sire de moi ladite Barbe ad ce présent et nous auctorisans quant à faire et passer les choses cy après escriptes et déclarées par nous d'une part.

Anthoine de Vezon, escuyer, sieur d'Annoul en partie, et Claude de Vezon son fils mesmement aussy ledit Claude de l'auctorité, congnoissance, bon vouloir et consentement dudit Anthoine, son père, ad ce présent et me auctorisant quant à faire et passer ce qui sensuit pour nous daultre part.

Scavoir faisons à tous présens et advenir que nous lesdits parties et chacuns de nous en droit soy de nos certaines sciences et bons propos, — avons fais et par cestes faisons les traictés, accordz, pourtions, convenances de mariage, promesses obligations et autres choses qui sensuivent....

Assavoir que nous ledit Claude de Vezon et Barbe de Maumigny, mariés futurs, promettons prandre et espouser lung laultre, chacun de nous en droit soy par foy et loyauté de mariage, selon Dieu Sainte Eglise et la loi de Rome, ad ce accordans en temps dehu et honorable, sous les modifications et molens cy après déclarés.

Premièrement que ledit futur mariage fait et consommé.

Iceulx futurs mariés seront et demeureront unnys et commungs en tous biens meubles et acquests qu'ils feront constant leur mariage.

Item que ladite damoiselle Barbe prandra, aura et emportera dès maintenant tous et chacuns ses biens paternels à elle ja escheus et advenus par le trespas dudit feu Jaques, son dit père quelque part qu'ils soient situés ou assis et dont elle est vestute et saisie, que aussy maternels à escheoir quand le cas y adviendra, franchement et quictement de tous debtz dehus à ceste heure présente et date de cestes.

Et en faveur et contemplacion dudit futur mariage et affin que ce fasse, nous lesdits Hugues Boussart et Ysabeau, sadite femme, de l'auctorité que dessus, avons promis promettons par ces présentes de bien et convenablement vestir et habiller lcelle Barbe de trois robes nutilles, trois costes et deux chapperons de velours avec ses aultres habillements de teste servant à sa personne, et selon que à noblesse affert et que à son estat appartient, et avec ce, luy faire ses nopces soulennellement et payer tous les frais dicelles à nos despens, sans en pouvoir pour nous quereller ou demander aucune chose aususdits futurs mariés ne à leurs hoirs, ne aussy

prendre ou recevoir aucune chose des dons et espingles donnés en dons à iceulx futurs mariés en quelque manière que ce soit, ains demeureront à ladite Barbe.

Est en oultre traicté et accordé entre nous lesdits futurs que se ledit Claude de Vezon aloit de vie à trespas avant ladite Barbe, sadite femme future sans hoirs dicelluy Claude en elle procreez, en ce cas icelle Barbe prandra et tiendra par manière de dohaire et de usu fruitz sa vie durant, la somme de vingt cinq livres tournois chacun an, sur toute la chevance dudit Anthoine de Vezon et de damoiselle Jehanne, sa femme, mère dudit Claude, qu'ils ont et peuvent avoir en la terre et seigneurie de Lisle-soubz-Montréal et d'Avalon, avec ce joyr sa vie durant d'une maison à eulx appartenant soit au lieu d'Autun, d'Avalon ou dudit Lisle.

Et si aura et emportera sa chambre garnie bien et convenablement....

Suis aussey je ledit Claude tenuz et prometz de enjoyalle icelle Barbe madite future femme d'une chainne d'or selon que à son estat appartient.

Est en convenances traité et accord entre nous icelles parties que se ladite Barbe aloit de vie à trespas sans hoirs de son corps avant ledit Claude, en ce cas ledit Claude prandra et emportera avant tous partages, tous ses chevaulx, harnois, habillements et joyaulx servant tant à sa personne que à ses dits chevaulx quelque part qu'ils soient.

.
Les présentes faictes et passées au chastel de les Davrées, par devant Huguenin Quarrey, notaire publique juré dicelle court et coadjuteur du tabellion de Semur pour le Roy nostre sire.

Présens honorable et discreste personne maistre Jehan des Granges, prebste, curé dudit Annoul, nobles hommes Guillaume de Remigny de Joux, Guillaume de Masilles, sieur de Villières, Loys de Masilles, sieur de Vaulcresson, George de Lallier d'Avalon.

1570

Dispense de service dans le ban et arrière ban pour Hugues de Vezon, capitaine de Thizy.

Guillaume de Saulx, chevalier, sieur de Tavannes, cappitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre, conseiller de sa maiesté et son bailli de Dijon, commissaire depputé en ceste partie par lettres closes du Roy données à Orléans le vingtroisiesme iour du mois de juillet dernier, à tous présens et advenir Salut.

Scavoir faisons que à la convocation et assemblée du ban et arrière-ban dudict bailliage siège et ressort diceluy, faicte en la ville dudict Dijon au couvent des Cordeliers, le sasmedy premier jour du mois doctobre, lan mil cinq cent soixante et neuf ès présences de MM^{rs} Jehan Morin, Esme Chantepinot et André Godran, aussey conseillers, lieutenant-général, advocat et procureur de sadite maiesté.

A tour de son rolle a esté appelé Hugues de Vezon, escuier, à cause de ce qu'il tient en la terre de Cussy-le-Châtel, vaillant par an de revenu

Sc. hist.

20

vingt-deux livres dix sols, lequel n'a comparu, au moien de quoy a esté donné deffault et saisie.

Et depuis, le troisieme jour du mois de janvier mil cinq cent soixante et dix, par devant nous ledit Morin, lieutenant-général, a comparu messire Anthoine de Vezon, escuier, lequel nous a dict que ledit de Vezon fait service personnel pour le Roy en estat de capitaine au chasteau de Thizy, selon qu'il a fait apparoir par le certificat de messire Claude de Saulx, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur de Vantoux, cappitaine de cinquante hommes d'armes, lieutenant pour le roy en ce gouvernement de Bourgogne en absence de Monseigneur le duc d'Aumalle, gouverneur.

Et ledict Morin a requis en réparant le deffault faict par ledict Hugues de Vezon qu'il soit excusé de service et contribution audict ban et arrièrebant, ce que aurions ordonné après communiqué audict procureur du Roy, lequel procureur du Roy ayant veu ledict certificat dudict sieur de Vantoux auroit le vingtiesme jour dudict mois de janvier consenti que ledict de Vezon fut exempté de service et contribution, veu le certificat du sieur de Vantoux.

Et depuis, le dix-septiesme febvrier dudict an, vu ledict certificat et ledict consenteman presté par ledict procureur du Roy, avons ledict Hugues de Vezon exempté de service et contribution audict ban et arrièrebant pour et à raison du fief et revenu deseusdicts, ordonnant qu'il sera mis au rôle des exempts de service et contribution pour ladicte présente année, et sera ledict certificat enregistré au registre dudict ban et arrièrebant pour y avoir recours si mastière

Extrait de l'inventaire des titres produits par Damoiselle Renée Girault veuve de Charles de Vezon, chevalier, seigneur de Marset, etc. (Cabinet des titres, bibliothèque nationale, Vo de Vezon).

- 15 octobre 1500 — Acte de foy et hommage de Anthoine de Vezon, escuyer, seigneur d'Annoulx à Monsieur Thibault de Châlon, seigneur de Lisle.
- 17 octobre 1582 — Acte en la justice de Villemer pour justifier la descente et filiation de Jean de Vezon, escuyer, fils de Hugues de Vezon et de Michelle de Marsay.
- 30 avril 1608 — Partage entre François de Vezon, escuyer, seigneur de la Maison Blanche et de Marsel, Jean de Vezon et René de Vezon, ses frères.
- 2 mai 1618 — Foi et hommage de François de Vezon, escuyer, sieur de la Maison Blanche, la Mothe Taffourneaux et Marsel, fils de Jean de Vezon.

1669

Lettres de maintenue de Jean de Vezon, sieur de Cussy.

Le sieur Bouchu, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils, maistre des Requestes ordinaire de son hostel, intendant de justice, police et fi-

nances en Bourgogne et Bresse, commissaire deputed par Sa Majesté par arrests du Conseil des viij^e aoust 1664 et xxij^e octobre 1665, pour la vérification des Titres de la noblesse dans l'estandue de ces provinces suivant la déclaration de Sa Majesté du xx^e avril audict an 1664.

Veü par nous lesdictes déclarations du Roy et arrests du Conseil. L'exploit d'assignation donné ensuite, le premier d'aoust audict an, à requeste de M^e Sebastien Loyseau, commis par Sa Majesté pour la recherche des usurpateurs de noblesse, au sieur Jean de Vezon, sieur de Cussy, à comparoir par devant nous au xvj^e dudit mois d'aoust, deux heures après-midy, en nostre hostel, pour représenter les titres justificatifs de sa noblesse et sur lesquels il prétend fonder la qualité d'escuyer.

. Les titres représentés par ledict sieur de Vezon pour fonder sa noblesse.

A sçavoir des lettres de bénéfice d'aage par luy obtenues en la chancellerie de Dijon le xj mai 1652 par lesquelles il a esté qualifié escuyer. Le procès-verbal du lieutenant du bailliage d'Avallon du huitiesme juin 1652 contenant l'homologation desdictes lettres, signé Cominet, par lequel ledit Jean de Vezon est encore qualifié escuyer et fils de François de Vezon, escuyer, sieur de Cussy;

La grosse en parchemin du contrat de mariage dudit François de Vezon avec Damoiselle Jacqueline de Pillard du xix novembre 1627, par lequel ledict François de Vezon est qualifié escuyer fils de Hugues de Vezon aussy escuyer, sieur de Cussy.

L'extrait en papier d'un partage faict le xjx mars 1632 par devant Bierne, notaire à Blasay, entre François de Vezon, Estienne, Anne et Gabrielle de Vezon, tous enfans de Hugues de Vezon et de Damoiselle Gabrielle de Bonnières servant à prouver que ledit François de Vezon est fils dudit Hugues de Vezon tous deux qualifiés escuyers, sieur de Cussy; — La grosse en parchemin du contract de mariage dudit Hugues de Vezon avec ladicte damoiselle Gabrielle de Bonnières, du xij mars 1583, reçu Arman, notaire, par lequel il est qualifié escuyer, seigneur de Cussy-le-Châtel, fils d'un autre Hugues de Vezon et de Damoiselle Michelle de Marsay.

Autre grosse en parchemin du contract de mariage de Pierre et Hugues de Vezon, escuyers, avec Damoiselle Marie et Michelle de Marsay dattée du xvij janvier 1535 par lequel est prouvé que lesdits Pierre et Hugues de Vezon étaient fils de Claude de Vezon qualifié escuyer et desnommé présent audict contract et de damoiselle Barbe de Montmigny.

Sur la représentation desquelles pièces ledict sieur de Vezon nous aurait supplié le maintenir en sa qualité d'escuyer et le renvoyer de l'assignation à luy donnée, ce que ayant esté veü par ledict sieur Loyseau, il se seroit remis à nostre prudence d'y pouvoir. Tout considéré.

Nous intendant, commissaire susdit, sommes d'avis soubz le bon plaisir du Roy et de nos seigneurs de son conseil, que ledict Jean de Vezon sieur de Cussy, doit avoir entrée et voix délibérative dans l'assemblée générale de la noblesse aux Estats de Bourgogne, et qu'il doit jouir de

tous les droictz, privilèges et immunités dont jouit l'ancienne noblesse de ce royaume, luy et sa postérité née et à naistre.

Fait à Dijon, le deuxiesme septembre 1666.

Et depuis suivant le pouvoir à nous donné par Sa Majesté, par arrest de son Conseil du cinquiesme mai 1667, nous avons renvoyé et renvoyons ledit Jean de Vezon, sieur de Cussy, de l'assignation à luy donnée par devant nous à la requête dudit Loyseau, ordonnant qu'il jouira de tous les droits privilèges et immunités attribués à l'ancienne noblesse de ce Royaume, luy et sa postérité née et à naistre en légitime mariage, tant et si longuement que ne feront acte dérogeant, et qu'il sera inscrit au catalogue des gentilshommes de ce département qui sera par nous envoyé au Conseil de Sa Majesté.

Fait à Dijon, le cinquiesme mars 1669.

BOUCHU.

Par Monseigneur,
COTTIN.

1669

Lettres de maintenue de François de Vezon, seigneur d'Annoux.

Le sieur Bouchu, etc....

Veu les extraits des contrats représentés par le sieur Loiseau par lesquels le sieur de Vezon d'Annoux a pris la qualité d'écuyer, les titres présentés par ledit sieur de Vezon, par inventaire, à scavoir :

Une lettre missive à luy envoyée par les officiers du bailliage d'Auxois le 24 juillet 1651 pour se trouver à l'assemblée de la noblesse du bailliage le 10 août suivant pour députer aux Etats généraux convoqués par le Roy en la ville de Tours, signé Bretagne et Chartraire ; — la grosse en parchemin du contract de mariage du sieur François de Vezon dessusdit, avec damoiselle Jacqueline de Davou du 28 avril 1648, par lequel apert que le sieur François de Vezon est qualifié escuyer, seigneur d'Annoux, fils Hugues de Vezon, seigneur dudit Annoux. — Huit certificats des services rendus par ledit sieur de Vezon aux armées de Sa Majesté depuis l'année 1643 jusqu'en 1647 duement signés de plusieurs officiers d'armées ; — une reprise de fief faite en la Chambre des comptes à Dijon par ledit sieur François de Vezon, le 17 aoust 1646 à cause de la quatrième partie d'Annoux par luy possédée, signée Morelet et scellée de trois petits sceaux, — un extrait de présentation faite par le sieur François de Vezon ensuite de la convocation du ban au bailliage d'Auxois le 7 juillet 1635 pour servir Sa Majesté en qualité de noble et seigneur pour un quart d'Annoux avec Damoiselle Claude de Criot, sa mère, tant en son nom que comme tuteur à ses enfants, — autre extrait en papier de la tutelle faite au bailliage d'Auxois le 13 juillet 1635 aux enfants de Hugues de Vezon et de Damoiselle Claude de Criot par laquelle se voit que ledit Hugues de Vezon a laissé entre autres enfants ledit François de Vezon, — les lettres de relief accordées par Louis XIII^e audit Hugues de Vezon pour n'avoir pas repris de fief, sa terre et seigneurie d'Annoux mouvant de Sa Majesté

par lesquels Sa Majesté auroit ordonné à ses officiers de la Chambre des comptes à Dijon de le recevoir à foy et hommage et serment de fidélité nonobstant qu'il eut laissé passer le temps pour ce préfix par la coustume du duché de Bourgogne, datté du dernier décembre 1620, dans laquelle le sieur Hugues de Vezon est qualifié escuyer, — la grosse en parchemin du contract de mariage dudit Hugues de Vezon avec Damoiselle Claude de Criot du 15 février 1605, par lequel il est qualifié escuyer, fils de noble François de Vezon et de Damoiselle Anne de Ramezet, — la grosse en parchemin d'un contract d'échange fait entre François de Vezon et damoiselle Anne de Ramezel, sa femme le 15 juin 1588... par lequel le sieur de Vezon est qualifié escuyer, seigneur d'Annoux, — un dénombrement écrit en parchemin des biens immeubles consistant en maix, maisons, pourpris, légumes, terres, preys, vergers, vignes, moulins, rivières et autres droits appartenants à François de Vezon qualifié escuyer, demeurant à Annoux, tant en son nom que de Anne de Ramezelle, sa femme, dressé pour être présenté en la Chambre des comptes en datte du 14 novembre 1583 au bas duquel est l'acte de prestation de serment dudit sieur d'Annoux comme ledit dénombrement étoit véritable datté du même jour. — Un extrait de sentence donné au bailliage de Lisle soubz Montréal le dernier de juin 1588 par laquelle François de Vezon est qualifié escuyer.. — L'extrait d'une sentence donnée au bailliage d'Avalon le 16 février 1577 par laquelle le sieur François de Vezon est qualifié escuyer, — la grosse en parchemin du contract de mariage dudit François de Vezon avec ladite Anne de Ramezel du 28 décembre 1563 par lequel il est qualifié escuyer, fils de Hugues de Vezon aussy escuyer, co-seigneur d'Annoux et de Damoiselle Michelle de Marsay, signé le Candrat, notaire, — un acte de reprise de fief fait par Hugues de Vezon qualifié noble et conseiller d'Annou et Cussy-le-Châtel, à cause de plusieurs héritages apellés la Maison Blanche à lui appartenants comme héritier de Claude de Vezon son père, ledict acte signé Le Foul, datté du 25 janvier 1565. — Les lettres de restitution obtenues en la grande chancellerie à Dijon le 24 décembre 1563, par Pierre de Vezon, escuyer, Marie de Marsay, sa femme, Hugues de Vezon aussy escuyer et Michelle de Marsay, sa femme, signés par le conseiller Tabourot, — un acte de comparution de fait par Hugues de Vezon, escuyer, co-seigneur d'Annoux à la convocation du ban et arrière-ban du bailliage d'Auxois le 11 mars 1557, — un acte de reprise de fief fait en la Chambre des comptes le 20 mars 1548 par Hugues de Vezon, par lequel ledit Hugues de Vezon est qualifié escuyer, — un livre escrit à la main en 45 feuillets, intitulé rolle et copie de plusieurs lettres, titres, admoudiations et autres, servant au faict de portion de la terre, justice et seigneurie d'Annoux, signé Odebert, notaire, auquel sont insérés deux contracts, l'un desquels contient une vente faite par Claude de Vezon, escuyer, seigneur d'Annoux de la quarte partie de la seigneurie d'Annoux à Damoiselle Edmée de Gorbon, veuve de Jehan de Marsay, escuyer, le 26 janvier 1535, et l'autre datté du 5 novembre 1535 contenant aussy vente faite par Claude de Vezon, escuyer, seigneur d'Annoux en partie, Barbe de Maumigny sa femme, Pierre de Vezon et Hugues de Vezon

leurs enfans, tous qualifiés escuyers, de la moitié des maix, maisons à eux appartenants audit lieu d'Annoux, au profit de messire Sébastien de Vezigneux, — la grosse en parchemin d'un autre contract de vente fait par Claude de Vezon de la quarte partie des droitz de tierce à luy appartenants, en la terre et seigneurie d'Annoux à noble seigneur Christophe Deyny le 25 aoust 1532, reçu Soliveau, notaire, par lequel ledit Claude de Vezon est qualifié escuyer, — l'extrait en papier d'un bail à cens fait par Jeanne le Febvre, veuve de noble Antoine de Vezon, et Claude et Hugues de Vezon ses enfans, le 18 février 1512, pour montrer que Claude est fils d'Anthoine, signé par copie Mignard.

. Suit la formule de maintenue.

NOTICE HISTORIQUE SUR CHENY

Par M. l'abbé Horson, curé de Chény.

CHAPITRE PREMIER

SITE, ETYMOLOGIE, VESTIGES ROMAINS, DÉNOMINATIONS SUCCESSIVES,
NATURE DU SOL, POPULATION, NOMS DES ANCIENNES FAMILLES.

Le Site. — Chény, au point central même du département de l'Yonne, est un charmant village, un bourg à la fois pittoresque et animé. Pour l'étranger venant de la vallée de l'Yonne, le château avec ses massifs de verdure, le pont avec ses arches rondes ; l'Armançon rapide et bleuâtre, ses bords escarpés, les ombrages et les maisons qui s'y reflètent ; un blanc filet d'eau qui y tombe avec un bruissement perpétuel ; l'église, sa tour antique, ses noirs contreforts ; les vieux ormes et les sapins du presbytère ; les abreuvoirs où se pressent des troupeaux ; les lavandières nombreuses et diverses qui vont et viennent ; tout cet ensemble prend une forme délicieuse qui répond à l'idéal des meilleures imaginations ; le regard du passant s'y arrête volontiers et s'y repose avec complaisance.

Le bourg, populeux, s'assied largement sur les derniers renflements du mont, qui sépare la vallée du Serein de celle de l'Armançon, pour finir à l'Yonne, si bien que le territoire communal fut longtemps délimité, et presque encadré, par les humides bords de ces trois rivières. Cette situation exceptionnelle aurait pu lui donner plus d'importance et de développement. Le port et la gare de Laroche ont fini par occuper cette position avec ses avantages. Les rues suffisamment spacieuses s'étendent et se croisent utilement, rayonnant, comme les plis de la main, vers le pont, la place

et l'église. Les maisons, de bonne apparence, ont presque toutes l'agrément d'un petit jardin ; quelques-unes, de vrais parcs, pleins d'espace, d'air ou d'ombre. A certaines époques, les forêts de peupliers exhalent, de toutes parts, des senteurs balsamiques, dont l'atmosphère est saturée et assainie.

Si vous aimez le mouvement et le bruit, entendez ces sifflements, ces grondements, ces chocs saccadés : à vos pieds, vous avez le dépôt des machines de Laroche, et la Cité qui, sans une opposition singulière, eût été établie sur la rive gauche de l'Armançon, sous les murs du château. Ces chars fumants s'apprêtent à courir au nord, au midi, dans les quatre vallées ouvertes devant eux. Et ici, encore à deux pas, plein des eaux de l'Armançon, le canal de Bourgogne, dont les écluses retentissent, jour et nuit, de signaux sonores. Si vous aimez l'ombre et le frais, avancez dans la prairie, sous les saules et les peupliers, voici des profondeurs glauques, où le brochet est en embuscade ; un gué, où le courant s'irrite contre les rocs qu'il ne peut trainer plus loin ; le moulin hérissant ses barrages, ses passerelles, ses grands pieux noirs, avec ses bords à pics, ses cascades bruyantes, ses nuages de poussière humide, et sa roue mousseuse. Celui qui aime ce qu'on appelle la science, trouvera à chaque pas, dans le sol qui fléchit, de curieuses pétrifications, notamment en Ferte-Rive ; et, sur les bords rongés de l'Armançon, de gros blocs de caille ou conglomérats, dignes d'attention. Dans les sablières avoisinant l'Yonne, on pourra lui montrer les champs où des armées ont stationné et guerroyé, et où dorment de grands ossements parfois heurtés du soc de la charrue ; un peu plus haut, la Motte, énorme terrasse, en forme de cuvette, faite de main d'homme et dont nul ne sait l'origine. Si vous aimez les vastes et pittoresques horizons, escaladez la montagne voisine, qui touche Ormoy, et en vous orientant à propos, vous dominerez les trois vallées de l'Armançon, du Serein et de l'Yonne, et leur point de jonction. A droite, Briennon et son clocher qui reluit, Esnon et son pont neuf, tout blanc ; sur le côteau, Belle-Chaume, les crêtes de la forêt d'Othe, Bussy, Migennes, la Rotonde du dépôt, la Cité, Laroche, Brion, Saint-Cydroine et Joigny. Là-bas, à gauche, Auxerre et la silhouette de ses principaux monuments, Appoigny et sa tour, Chemilly, Chichery, Bassou, Charmoy, Epineau-les-Voves, et ici plus près, le Mont-Saint-Sulpice, Ormoy, et dans la vallée du Serein, Haute-rive, Héry, Seignelay, Beaumont et Bonnard. — Quant aux relations commerciales et aux facilités de la vie, Cheny est à deux kilomètres à peine de la gare de Laroche, il ne fait qu'un avec la Cité ouvrière du chemin de fer, de sorte que les approvision-

neurs y circulent continuellement, et par leurs appels variés font songer, d'assez loin, sans doute, aux fameux cris de la ville de Paris.

Étymologie. — On a proposé diverses explications pour donner l'étymologie de Cheny. Quelques-uns ont dit : C'était un lieu planté de chênes, l'orthographe primitive n'admet pas cette supposition. D'autres ont dit : C'était le *Chenil* des hauts et puissants seigneurs les de Montmorency. Cela se peut, au *xvii^e* siècle ; mais, bien avant les de Montmorency, Cheny avait son nom et son existence, Si j'osais, je hasarderais une autre version, et je dirais : Cheny, *Kainée* et *Chiniacus*, au neuvième siècle, est l'*Echine* du Mont, le *Coin* de terre où finissent à l'Yonne les vallées du Serein et de l'Armançon. Il paraît que cette opinion ne vaut rien, et doit céder devant celle des savants affirmant que Cheny, *Caniacus* est le fonds de terre échu par droit de conquête, ou autre, au romain *Cantus*. Maintenant qu'était-ce que Canius ? un guerrier frisé des légions de Jules César ? un magistrat, un littérateur des siècles suivants ? Je l'ignorerai longtemps.

Ce qui paraît évident à des gens judicieux, c'est que les Romains, soit aux jours de l'invasion, soit lors de l'occupation qui suivit, s'établirent certainement entre Bonnard, *Bandritum*, et Cheny, dans le quadrilatère formé par l'Yonne, le Serein et l'Armançon, dans un emplacement où des sources d'eaux vives abondent, et où les positions se défendaient d'elles-mêmes. J'ai ouï dire que c'est là précisément que J. César concentra ses légions avant l'effort suprême contre Vercingétorix, à Alise.

Vestiges romains. — Et, en effet, dans les travaux de terrassements nécessités par la voie ferrée de Laroche à Auxerre, et dans d'autres fouilles très restreintes, près le Thureau des Prés, on a trouvé et l'on trouve assez communément des monnaies romaines à l'effigie de Tibère, Claude, Marcienne, Commode, des ossements de boucherie, et des cendres de bivouacs ou autres ; des squelettes, des poteries, des objets de bronze. Cette année, le 15 mars, j'y ai trouvé une hache de fer très grossière. L'an dernier, au chemin des vignes, on déterra une magnifique petite pièce d'or, à l'effigie de Tibère ; au revers, un génie debout. Le château de Cheny aura, tout simplement, pris la place d'un premier poste fortifié, formant tête de ligne, dominant l'Armançon, et, au besoin pouvant inquiéter le cours de l'Yonne.

Dénominations successives. — En 833, Chiniacus (Cart. gén. de l'Yonne, t. I^{er}, p. 41). En 853, Caniacus (id., p. 66). En 864, Calniacus. En 1020, Caniniacus. En 1141, Caniacum (Cart. de Pontigny, fol. 8, V^o, Bibl. nat., N^o 53). En 1151, Seneasium (Bulle du

pape Eugène III). En 1258, Chiniacum (abbaye Saint-Marien d'Auxerre). Au ix^e siècle, Kainée (*Liber Sacramentorum*, des archevêques de Sens. Bibl. de Stockholm). En 1143, Chaney (Cart. de Pontigny, fol. 18, V^o). En 1202, Cheni. En 1414, Chigny. En 1452, Chegny (abbaye Saint-Marien). En 1560, Cheny (Emigrés De Montmorency). En 1670, Cheniacum (Pouillé du diocèse de Sens). Définitivement, Cheny.

Cheny, au neuvième siècle, est du pays sénonais, du diocèse de Sens ; avant 1789, du doyenné de Saint-Florentin, de la conférence de Briennon-l'Archevêque ; de l'élection de Joigny, du bailliage de Villeneuve-le-Roi, de la province de l'Ile-de-France. En 1668, il est compris dans le bailliage de Seignelay. En 1790-1793, Cheny fit partie du district de Mont-Armance, du canton de Mont-Fertile (Mont-Saint-Sulpice), mais en 1802 il fut rattaché au canton, justice de paix et doyenné de Seignelay.

Nature du sol. — Le territoire formé, pour sa plus grande partie, de couches d'alluvions successives plus ou moins épaisses, est presque partout limoneux et fertile. Le lit de l'Armançon est une espèce d'argile noire très dure que les paysans appellent lave et qui imite bien la cendre durcie. Le sable de la rivière ne contient que très peu de granit. La montagne de calcaire moyennement dur, renferme quelques coquillages de l'espèce des Ammonites. L'étranger ne peut s'empêcher de remarquer la teinte et la grenure des soubassements des plus vieilles maisons et des assises de l'église et du pont, c'est une sorte de poudingue ou conglomérat, appelé vulgairement caille, *coagulum*. Cette masse, composée de graviers de toutes sortes, d'une incroyable dureté, forme sur une vaste étendue, un banc imperméable, recouvert de terre végétale. Cette couche, impénétrable avec l'épaisseur des laves inférieures, peut expliquer l'humidité qui se maintient sur un sol élevé de sept ou huit mètres au-dessus du niveau de l'Armançon, puis les suintements fréquents à la Croix-Rouge, et l'existence d'un grand nombre de sources qui jaillissent sur le territoire en Ferte-Rive, au Coignot, aux Cavons, près l'église Saint-Pierre, vers le pont, au Vivier, aux Voèvres, au Port des Fontaines.

Du côté du cimetière et en Ferte-Rive, le sous-sol mobile contient d'intéressantes pétrifications, imitant la meulière, et où l'œil reconnaît facilement des herbes, des débris de mousse, de joncs, et des feuilles d'ormes et d'aulnes.

Population. — En 1615, la moyenne des naissances est vingt-cinq et la population stationnaire depuis cette époque est d'environ sept cents âmes. Un pouillé de Sens, de 1670, énonce pour Cheny, quatre cent-cinquante communiant. L'almanach Tarbé,

de 1776, donne cent cinquante feux et quatre cents communians. En août 1795, lors du partage des communaux de Cheny, on compte six cent quarante-quatre individus. Depuis 1880, à la suite de la création d'un dépôt de machines aux abords du pont, une centaine d'ouvriers sont venus résider à Cheny avec leur famille, et la population s'est trouvée subitement grossie de plusieurs centaines d'habitants. Aujourd'hui, d'après le dernier recensement, elle atteint le chiffre de onze cent-six.

Noms des familles. — Je pourrais citer quelques noms épars dans les archives des XII^e et XIII^e siècles. Ils se retrouvent à peu près au XVI^e et sans recourir aux anciennes chartes, je copie dans les registres de catholicité, et dans l'ordre où je les rencontre, ceux qui figurent avant 1650 : Pasquet, Rollin, Champvin, Charon, Chambon, Moreau, Bonnard, Martin, Choppin, Garnier, Rougemont, Frontier, Bondoux, Valodin, Carré, Legros, Cornu, Huyard, Pierret, Gonnard, Chat, Rondot, Lefebvre, Millon, Cappé, Dangau, Mocquot, Bourrelet, Viollet, Miré, Gallois, Callé, Durand, Laforest, Vinot. En 1667, le 14 octobre, cent quatre personnes de Cheny vont recevoir la confirmation à Brienon. Dans la liste, se trouvent : M^r Leboeuf, M^r Creveau, M^r Jean Deplaine, recteur des Ecoles, Arnoult, Aulmont, André, Arpé, Bailly, Baudrier, Besanger, Beugnon, Beaunois, Bondoux, Butin, Bonneau, Carré, Chat, Chanvin, Du Bois, Denis, Danvau, Fontaine, Frontier, Gourdeau, Gallois, Guillaumard, Gallimard, Grosley, Gonneau, Gaillard, Gagnon, Garnier, Gounon, Jusseaulme, Lefebvre, Lièvre, Liardot, Marie, Martin, Mérat, Moreau, Moussé, Pasquet, Prin, Pruneau, Rollin, Reignot, Rougemont, Rondot, Renard, Roy, Valodin, Viollet.

CHAPITRE II.

EGLISE. — PRESBYTÈRE. — LISTE DES CURÉS, DES INSTITUTEURS,
DES MÉDECINS. — CHOSES RELIGIEUSES.

Eglise. — L'église de Cheny n'a rien d'extraordinaire, mais sa grosse tour carrée du XIII^e siècle, ses contreforts, à ressauts, sa situation pittoresque sur le bord de l'Armançon, lui donnent un cachet particulier qui plaît au regard. Pour être bien proportionnée, la tour devrait être exhaussée de quelques mètres. Le monument primitif a dû fortement souffrir de l'occupation anglaise. La tour seule pouvant être plus utilisée comme moyen de défense, a survécu. Le corps de l'édifice actuel date de la seconde moitié du XV^e siècle ; c'est une nef unique, avec annexes formant

croix de chaque côté. Il est très régulier et l'œil se complait dans la symétrie des arceaux et l'ensemble des proportions. Les dimensions sont trente-quatre mètres de longueur, sept mètres cinquante de largeur, et neuf mètres sous la voûte. Les fenêtres de style flamboyant ont conservé leurs meneaux et réseaux variés, mais elles ont perdu les vitraux historiés qui en faisaient la principale ornementation. A peine s'il en reste quelques vestiges dans les trilobures d'une baie ; quelques petits anges aux ailes éployées, dont le mérite ne fait qu'augmenter nos regrets pour tout ce qui a disparu. — De temps immémorial l'église est dédiée à Saint-Pierre-ès-liens. Elle relevait de l'abbaye bénédictine de Saint-Rémy de Sens, qui devait entretenir le chœur, sinon toute l'église.

En 1879, M. Carré, curé, pour rendre à l'église son caractère primitif, enlève le grand rétable à la romaine qui formait le maître-autel. C'était une de ces œuvres communes de l'époque Louis XV : colonnes de pierre, encadrant un tableau, reliées par des guirlandes peintes et accostées d'anges adorateurs de grandeur naturelle. Les débris en sont misérablement entassés, au pied de la tour, du côté nord, dans l'ancien cimetière. L'autel actuel est l'œuvre de M. Piéplu, architecte à Auxerre : coût : cinq mille trois cents francs. Quel qu'en soit le mérite, je pense que, pour ce prix, on pouvait au lieu de guirlandes de feuillage avoir des personnages en relief de plus grand art. La grande fenêtre du chevet dégagée a reçu des verrières peintes de la maison Didron ; la baie centrale représente le Bon Pasteur. Toutes ces œuvres sont dues à la libéralité de la famille Durand-Desbordeaux. L'autel a été solennellement consacré par Monseigneur Bernadou, archevêque de Sens, le 29 Août 1881. — En 1890, M. Horson, curé, fait ouvrir les deux fenêtres latérales de l'abside, obstruées depuis des siècles, les meneaux détruits sont rétablis. On y place de belles verrières, dans la fenêtre du sud, saint Edme, et saint Charles Borromée, don de Madame Moutard-Martin, née Durand ; dans la fenêtre nord, saint Augustin et saint Victor, don de Madame Albanel, 1890. En novembre 1889, la chapelle de la Sainte Vierge a été également enrichie d'une verrière qui représente N.-D. des Victoires. Elle sort des ateliers de M. Amand-Durand, natif de Cheny, propriétaire du château. Cette œuvre, obtenue par des procédés scientifiques nouveaux, se recommande par ses teintes chaudes et son coloris spécial. La chapelle de la Sainte-Vierge était autrefois désignée sous le nom de N.-D. du Rosaire. Au xvii^e siècle, plusieurs notables y sont inhumés. Dans la chapelle nord, dédiée à saint Roch, rien d'intéressant, sinon l'inscription suivante, entourée de moulures formant un vaste cadre ovale. En

tête, un cœur ardent, percé de flèches ; à droite et à gauche, un écu armorié :

D. O. M.

CY GIST LE CORPS DE
NOBLE DAME LOVYSE DE
LAMBERT, EN SON VIVANT
FEMME ESPOVZE DE MESSIRE
PIERRE DE HANNICQVES, SEIGNEVR
DE BENJAMIN, CHENY, BONNARD
ET AVTRES PLACES, ESCVYER
COMMANDANT EN LA GRANDE
ESCVRIE DV ROY, ET PREMIER ESCVYER
EN CELLE DE MONSEIGNEVR LE DVC
D'ORLEANS, ET TENANT L'ACCADÉMIE
DE SA MAJESTÉ A PARIS. LACQVELLE
DAME DECEDA, EN SA MAISON, A PARIS
RVE DES BONS ENFANTS, LE XXIII
JANVIER 1624.

Priez Diev povr levrs ames.

Dans la nef, bon tableau, la naissance de Jésus adoré par les Anges, copie d'André del Sarto. Un inventaire du mobilier daté de 1828 ne relate aucun objet d'art. Les archives, registres et paperasses du presbytère furent brûlés joyeusement en 1793, vers la porte du cimetière. Je me demande ce qu'ils contenaient de si effrayant. Aujourd'hui, avec ces documents, il serait plus facile de faire une histoire intéressante. — La grosse cloche est assez belle et son ample voix se répand harmonieusement dans les vallées environnantes. En voici l'inscription :

J. H. S. MAR.

D. O. M. JEAN ALIEN BACHELIER

**N. DECRET PRIEVR DV PRIEVRÉ DE NOTRE-DAME DE JOIGNY
ET DAME CLAVDE DE RAGVIER, DAME ET BARONNE DE
LACROIX ET DE MIGENNES. 1648.**

La petite cloche ne s'accorde guère avec sa sœur aînée. Voici ce qu'on y lit :

J'ai été bénite par M. Jean-André Rappeneau, curé de Cheny. M. François-Amédée Rativeau, maire de la commune. L'an 1835. J'ai été nommée Marie-Victoire par M. Antoine-Joseph-Marie-Auguste de Manen, ancien capitaine de cavalerie, parrain, et par Marie-Gabrielle-Victoire Bonnerot, veuve de M. Ballaguet, marraine.

L'horloge actuelle a été donnée en 1875 par les familles Henry Madelain et Jacob.

Le Presbytère. — Le presbytère, attenant à l'église, est une antique maison, ayant sur la rivière, la vallée et les voies ferrées une magnifique vue. Avant la Révolution tout le bas du jardin et dépendances était baigné par la rivière. Le 8 vendémiaire, an IV de la République, le presbytère est mis en vente : outre les bâtiments, tels qu'ils se comportent encore aujourd'hui, cinquante cordes de concises, tenant d'un long du midi à la rue, du levant aux champs, du septentrion à la rivière, d'autre au cimetière et à une petite ruelle dépendant de la ci-devant cure de Cheny, et désormais appartenant à la République. Il est adjugé au citoyen François-Auguste Ménétrier, propriétaire, demeurant à Auxerre, moyennant 2.160 livres.

Quant aux biens mêmes du presbytère consistant en vingt-deux arpents en diverses pièces, ils sont adjugés, le 20 juin 1792, au citoyen François Mangin, militaire décoré, demeurant à Brienon, moyennant seize mille livres. Une vigne de cinquante-trois cordes est adjugée au sieur Etienne Carré, marchand de vin à Cheny, moyennant mille cinq cents livres. Vingt-cinq cordes de luzerne, près la croix Saint-Vincent, sont adjugés à Edme Durand, pour deux mille six cent-vingt livres.

La cure, estimée d'un revenu de six cents livres, était à la collation de l'abbaye de Saint-Rémy de Sens.

En 1890, le jardin du presbytère a été encore réduit de ses deux cinquièmes, sur la demande du Conseil municipal, et par décret présidentiel.

Liste des curés. — Nos registres de catholicité commencent en 1615.

Pierre Railly, en 1479, fut frappé jusqu'à effusion de sang, par Pierre de Courtenay, seigneur de la Ferté ; celui-ci fut dispensé par l'Archevêque de Sens, de payer dix livres d'amende auxquelles il avait été condamné.

Mathieu Barnicou qui résigne sa cure en faveur de :

Edme Moreau, en 1558.

Jean Voisin, 1615.

Michel Mathieu, 1615-1646, eut pour vicaires Petitier et Foulon.

J. Constand, 1647-1656, eut pour vicaires Lambert et Goudé.

J. Huot, 1656-1682, eut pour vicaires Ferrand et Dumarest.

Rabillet, 1683-1695, eut pour vicaires Brice, capucin de Paris, Laguette de Saint-Jean, cordelier, Prouvansal.

Marin Dumont, 1696-1718, vicaires Cornisset, Daguenet; neuf ecclésiastiques du voisinage assistent à ses funérailles.

Cottet, 1719-1766.

Briquet, prêtre de la Mission, 1766-1773, huit prêtres à ses funérailles.

Cropat, 1773.

Lespagnol, 1773-1792, remet les registres aux mains de Pierre Rondot, officier municipal, le 17 novembre 1792.

Saffroy, 1805-1812.

Ravinet, 1814-1824.

Féméry, 1828.

Jacob, 1829-1831.

Rappeneau, 1831-1859, devient aveugle, se retire à Avallon; il eut pour vicaire son neveu, M. Monot.

Rousseau, 1859-1863, inhumé au centre du nouveau cimetière, il a laissé deux cent soixante-sept francs à l'église.

Jean-Baptiste Carré, ancien maître de l'institution Saint-Héric à Auxerre, 1863-1889, littérateur émérite. Il a publié la biographie de M. Fortin, archiprêtre d'Auxerre, et celle de M. Laroche, curé d'Ormoy et de Saint-Bris. On lui doit aussi un éloge de l'abbé Lebeuf, le 20 Avril 1860, à l'anniversaire séculaire du savant auxerrois, des épisodes de l'Histoire d'Auxerre, un toast remarqué au banquet de Fontenoy, etc.

Pierre-Valentin Horson, 1889, votre serviteur, a publié des recherches historiques sur Pont-sur-Yonne.

Instituteurs. — A côté de la signature du curé, nous voyons le paraphe artistique de l'instituteur, prenant le titre de Recteur des écoles. Longtemps l'école se tint dans une maisonnette toute proche du presbytère. Voici les noms que j'ai relevés : Jusseaulme, 1618. Lejoyeux, 1646. Pierre Bonin, 1687. Jean Deplaine, 1689. Pierre Prin, 1713. Germain Petitjean, 1760. Jean Guillot, 1807. Sebastien Huot, 1808. Petitot, 1814. Depuis sont venus MM. Mathé, Besse, Ythier, Creveau, Roger, Mercier, 1892.

Médecins. — La paroisse de Cheny a régulièrement un médecin, ou chirurgien ou praticien. Edme Bourrelet, 1629. Nicolas Perrettes, 1629. Charles Gervais, 1689. Edme Moret, en 1773. Guillemot en 1805. Dr Albanel, Dr Henry, Dr Bricard. Régulièrement aussi, une sage-femme ou matrone, qui apparaît aux baptêmes; et dans deux seuls cas de naissances illégitimes, en deux cents ans, elle déclare et fait inscrire d'office le nom du père. Nous avons également un notaire royal, un sergent en la justice de Cheny, un procureur fiscal, des artisans de tout métier; couvreur, cordonnier, charron, tisserand, pescheur, menuisier, boulanger, charpentier. Le maître-boucher semble avoir rang de notable.

Choses religieuses. — En 1636, M. le curé relate les différents services auxquels il est tenu, Il doit faire six processions par an,

savoir : le lendemain de Pâques, à Hauterive ; le jour de Saint-Georges, au Mont-Saint-Sulpice ; le jour de Sainte-Croix, à Bassou ; les trois jours des Rogations, à différentes croix du territoire, pour trois livres. Actuellement les processions religieuses sont interdites ; M. l'abbé Carré s'étant avisé d'aller processionnellement, au cimetière, le jour de la fête des Morts, 2 Novembre 1881, subit un procès, et fut condamné à un franc d'amende, devant la justice de paix de Seignelay.

En 1636, M. le curé doit célébrer vigiles des morts tous les dimanches de Carême ; pour tout l'octave du Saint-Sacrement, il lui est alloué cinq sols, cinq sols au maître des écoles, cinq sols au sonneur. Il doit un service funèbre aux quatre temps, et un, le lendemain de la Saint-Pierre. Le nombre des anniversaires à célébrer cette année là est de quarante-trois ; beaucoup sont institués à perpétuité par dispositions testamentaires, tels sont ceux de J.-B. Bonnard, Dupuis, Huot, Chat. Pour cette même intention, Claude Fauconnier lègue à l'église deux arpents de terre, lieu dit Guichardon. Michel Mathieu, curé, dix-huit livres de rente sur ses bâtiments sis au Mont-Saint-Sulpice. Pierre Rollinat, cinquante sols de rente sur une vigne, lieu dit Champ-Carré. Antoinette Amyot, un quartier de pré, lieu dit Bouche d'Armançon. Claude Pasquet, deux quartiers de pré même lieu. Marie Bondoux, un quartier de terre aux Coulmines. Antoine Durand, deux arpents de terre sur Migennes. Il ne nous paraît point inutile d'exhumer ces témoignages de l'antique foi des habitants de Cheny. Des messes basses sont fondées à perpétuité pour Guillaume Martin, Benoit Lemoine, André Blandin, La Clérin, Brigide Perrettes, Thomas Cornu, Madeleine Fouché, Etienne Goussot, Edmée Rollin, Edme Sauvage, Edmée Bonnard.

Les fondations énumérées plus haut et quelques autres constituaient les biens et revenus de la fabrique. Ils composaient, en 1792, un labourage de onze arpents, terres et prés, affermé à Louis-Germain Sourdillat et J.-B. Gautherin, laboureurs à Cheny, moyennant cent quatre-vingt-quinze francs. Ces biens sont mis en adjudication, au Mont-Armance, le 17 Floréal an III, divisés en six lots.

1^{er} lot, adjugé au citoyen J.-B. Beau, propriétaire à Saint-Florentin, moyennant cinq mille sept cents livres.

2^e lot, au sieur Bon Bouvret, quatre mille cents livres.

3^e lot, au sieur Bon Bouvret, cinq mille trois cent vingt-cinq livres.

4^e lot, au sieur Edme Durand, gendre Lafaist, trois mille cinq cent soixante livres.

5^e lot, au sieur Germain Sourdillat, quatre mille cent cinquante livres.

6° lot, moyennant cinq mille cent soixante-quinze livres. Ce qui fait un total de vingt-huit mille dix francs.

Avant la Révolution, il y avait à Cheny, une confrérie du Saint-Rosaire, de Sainte-Barbe et de Saint-Roch, invoqué dans les épidémies. La statue de Sainte-Barbe a été mutilée en 1793. Pareillement, il existait une confrérie de Saint-Nicolas, patron des marinières et des jeunes gens. On a encore le bâton processional du xvii^e siècle.

CHAPITRE III

L'ARMANÇON. — LE PONT. — LE MOULIN.

L'Armançon, dont le nom signifie courant, tombe dans l'Yonne à deux kilomètres au-dessous de Cheny, après un parcours de 200 kilomètres. Cette rivière est le principal agrément du pays. Tout le monde connaît le vieux dicton :

« Armançon

« Mauvaise rivière et bon poisson. »

Ce dicton se justifie pleinement ici, parce que la rivière toujours rapide, souvent torrentielle, aime à déplacer son lit et que parfois, en vingt-quatre heures, elle croît de trois mètres, et devient jaune et violente, comme le Tibre, et parce que, même en été, quand elle est calme, elle a, dans certains endroits, comme à Fouchy et en Ferte-Rive, des gouffres qui font peur et où plusieurs ont péri. Il n'est point d'année où elle ne promène, sur ses rives, ses ondes tumultueuses. En 1697, le 24 juin, elle était « si prodigieusement grosse qu'elle bouchait les arches du pont et que les eaux refluaient jusqu'au moulin de Migennes. » Et M. le Curé d'alors croit devoir dire : « ce que je certifie véritable. » La plus grande crue survenue depuis, et qui est celle du 25 septembre 1866, n'a pas atteint tout-à-fait ce niveau, il s'en manquait peut-être vingt-cinq centimètres. On peut voir sur les murs de la fontaine Saint-Pierre, à l'étiage, les marques diverses des crues les plus fameuses de ce siècle : celles de 1836, de 1846, du 25 novembre 1852, du 14 mai 1856 et surtout celle de 1866.

La deuxième partie du dicton n'est pas moins vraie ; bon poisson, de chair exquise tenant à la rapidité et à la nature des eaux vives. On y trouve toutes les espèces d'eau douce connues, depuis le minuscule véron jusqu'aux énormes brochets et saumons. Les meilleures sont l'anguille, la perche, le brochet ; la truite n'y est point rare. Autrefois, dans les baux de location du moulin, et

autres fermages riverains, il était stipulé que le preneur, entr'autres redevances, serait tenu de fournir quelque chose comme six belles anguilles ou six livres de beau poisson. Le bon poisson appelle forcément les bons pêcheurs; ici, ils sont d'une habileté inouïe, usant de tous les artifices et plongeant même au besoin dans les plus profonds repaires. Si les gros brochets de l'Yonne dépassent Cheny et remontent jusqu'à Briennon, ce n'est pas du gré des susdits pêcheurs. Depuis plusieurs années, l'Etat a renoncé à son droit d'amodier la rivière; le droit de pêche est revenu aux riverains qui, généralement, sont assez accommodants.

Le Pont. — Le pont de Cheny, dit M. Quantin, est du xvi^e siècle. Il a six arches. L'Annuaire de l'Yonne (1853), en donne le dessin. Je voudrais bien pouvoir dire depuis combien de siècles existe un pont ici; les documents positifs me manquent. L'abbé Henry, dans son histoire de Seignelay, prétend trouver à notre pont actuel, tous les caractères d'une construction romaine. Je me demande ce qui, pour lui, constitue ces caractères. Comme si les Romains n'avaient pas eu aussi des ponts de bois. Cependant, j'incline à croire que les Romains avaient un pont à Cheny et à l'emplacement présent. Le gué n'était pas souvent praticable. Je ne veux point entrer dans la discussion relative à *Bandritum* que la critique moderne place à *Bonnard*; il y avait certainement entre Bonnard et Cheny qui se touchent presque, une voie très ancienne aboutissant au pont de l'Armançon. Le vieux chemin de Ligny, dont parle un titre de 1228, et qui s'appelle aussi chemin de Bourgogne, aboutissait également au pont. En 1243, le pont existant était en bois. En 1815, la petite arche du côté gauche, était une passerelle mobile qu'on levait et qu'on abaissait à volonté, pour obtenir plus sûrement le péage, sans doute. Aux temps où les pieux pèlerinages étaient dans les mœurs, beaucoup de fidèles se rendant à Alise-Sainte-Reine passaient par Cheny; les registres relatent, avec circonstances, les décès de plusieurs étrangers et les honneurs religieux que leur furent rendus à cause des chapelets et autres insignes trouvés sur eux.

De temps immémorial, les droits de péage, en dessus et en dessous le pont appartiennent aux seigneurs de Cheny qui l'ont évidemment fait construire. En 1243, Jean de Seignelay permet aux moines de Saint-Rémy d'établir un moulin à courtines près du pont, pourvu qu'ils laissent la voie libre à la navigation. L'usage de moulins sur les ponts était, alors, très fréquent.

En 1484, à la suite des guerres avec les Anglais, Philippe de Savoisy allège la redevance qu'il percevait à Cheny sur la rivière, et la réduit de trente sols à dix sols. « En considération de ce qu'au

moyen des guerres qui dernièrement ont eu cours en ce pays, ladite seigneurie, et même ladite rivière sont réduites à une petite valeur. » (Archives de l'Yonne).

Aujourd'hui, un peu en aval de Cheny, on a construit deux nouveaux ponts pour les voies ferrées, un pour la ligne de Nevers, un autre pour la ligne départementale suivant la vallée du Serein.

Le moulin. — Si je parle du moulin de Cheny, c'est parce qu'il est extrêmement ancien et des plus pittoresques. Dès l'origine, il appartient aux religieux bénédictins de Saint-Rémy qui étaient à Sens, dès le sixième siècle. L'ordre bénédictin est de ceux qui ont le plus contribué au progrès de l'agriculture et à la civilisation de notre pays. Pour leurs établissements ils savaient choisir toujours des emplacements qui dénotent un sens pratique absolu. Actuellement le moulin de Cheny ne tourne plus. Dans l'intérêt local, je regrette qu'une pareille force reste oisive et inutile. Je sais que les meuniers n'y firent point toujours fortune : mais on pourrait essayer d'une autre industrie ; par exemple, dans notre siècle de lumière, en tirer de puissants foyers d'électricité.

En 1243, Jean de Seignelay, qui avait commencé à bâtir un moulin à Cheny, sur l'Armançon, au-dessous du moulin Saint-Rémy, ayant vu les titres de celui-ci, par l'intervention de prud'hommes, renonça aux droits qu'il pouvait avoir à cet égard, sur l'Armançon, depuis le moulin des moines jusques à l'Yonne. Les prés s'étendant au-dessous du moulin portent encore le nom de Saint-Rémy. On y tenait les foires, trois fois par an, le jeudi de la Passion, le 16 août, jour de la fête de saint Roch, et le 4 décembre, jour de Sainte-Barbe. Je remarque que ces trois jours coïncident avec une fête religieuse en honneur autrefois dans le village. Il y avait une confrérie de Saint-Roch, une confrérie de Sainte-Barbe, et un autel dédié à Notre-Dame-du-Rosaire. L'Armançon a déplacé les prés Saint-Rémy pour les reporter sur la rive droite. En 1778 le moulin n'appartient plus aux religieux, mais aux de Montmorency. Le 4 novembre, il est loué au sieur Lhéritier, meunier de Gurgy, pour 54 ans, qui commenceront à l'expulsion du meunier actuel. Les chômages et accidents, causés par le passage des trains de bois, seront supportés par le locataire. Il a le droit de pêche dans le vannage et dans cinq toises au-dessous : bail conclu moyennant, par an, trois cents francs et six anguilles.

Pour le service de la navigation, il y avait là un éclusier attitré, chargé de la surveillance et du fonctionnement du perthuis. En 1805, c'est un nommé Coignée ; souvent il repêche des cadavres : les registres mentionnent minutieusement ces lugubres trouvailles faites dans l'Armançon et dans l'Yonne.

CHAPITRE IV

ANCIENNES PROPRIÉTÉS. — ABBAYE SAINT-REMY. — ABBAYE SAINT-MARIEN. — CHATEAU ET SEIGNEURS. — LA MOTTE DES USAGES.

La superficie totale de la commune de Cheny est actuellement de 972 hectares. Au moyen-âge et jusqu'en 1793, elle se partage entre l'abbaye de Saint-Remy de Sens, celle de Saint-Marien d'Auxerre, la seigneurie et enfin la communauté des habitants qui en eurent toujours la majeure partie, environ les deux tiers, grevée des redevances habituelles.

Abbaye Saint-Rémy. — Le document le plus ancien concernant Cheny est un diplôme de Charles-le-Chauve, en 853, citant Cheny comme une des dépendances du monastère des Bénédictins de Saint-Rémy de Sens. Et en l'an 1020, Léotheric, archevêque de Sens, maintient ledit monastère dans ses droits, « au sujet de coutumes indument perçues par le seigneur Adulphe. » Les biens de l'abbaye s'étendaient spécialement aux abords de l'église, sur la rive gauche de l'Armançon, et dans la direction d'Ormoy. En 1243, une contestation s'élève entre les religieux de Saint-Rémy et les habitants de Cheny. Le seigneur de Seignelay, Beaumont et Cheny, intervient comme arbitre, promettant loyalement aide et protection à ses hommes. Il règle le débat, relatif à des friches situées entre Cheny et Ormoy, ainsi qu'il suit : « Ces broussailles seront divisées par moitié, en tirant une ligne, de la montagne dans la vallée. La part tenant à Ormoy appartiendra absolument aux religieux qui pourront en disposer à leur gré, la mettre en culture, prés, bois, vignes. Quant à l'autre moitié, les religieux la loueront aux gens de Cheny ou à d'autres, pour être mise en culture ou en vigne. Et dans le cas où leurs conditions ne seraient point observées, ils pourront en disposer comme de la précédente. » En 1644, l'abbaye Saint-Rémy de Sens est réunie à celle de Saint-Pierre-le-Vif qui seule reste en nom. En 1754 les biens possédés par ce monastère contenant 88 arpents, en diverses pièces, font l'objet d'un bail assez curieux : « Outre les biens immeubles, les bailleurs cèdent aux preneurs leurs grandes dixmes de grains et vins, plus les menues dixmes, tant de laine, cochons, agneaux, que chenevières et navettes, qu'ils ont droit de percevoir, chacun an, sur les terres et seigneuries de Cheny, Ormoy et la Malmaison. Les preneurs paieront 900 livres en argent et cent bichets de froment. Ils seront tenus de payer le gros, dû au sieur Curé de Cheny, savoir « sept cent vingt-

quatre bichets, moitié froment, moitié avoine, et cinquante livres en argent ; de livrer aux bailleurs 24 aulnes de toile, chaque année, à la Saint-Jean, de fournir 10 livres pour l'entretien des vitres du chœur de l'église de Cheny ; de loger et nourrir honnêtement domestiques et chevaux desdits, quand il leur plaira d'aller audit Cheny. »

En 1792, lesdits biens, formant un domaine appelé la Métairie des Chats, d'une contenance de 88 arpents, loués au sieur André Bon Bouvret moyennant 1500 livres, 100 bichets de blé, 58 bichets d'avoine, sont adjugés à M. Edme Durand Prudence pour 62,800 francs.

Abbaye Saint-Marien. — Les biens, terres et prés, possédés sur le territoire de Cheny par l'antique abbaye des Prémontrés de Saint-Marien d'Auxerre s'étendaient aux abords de Bonnard, sur la rive droite du Serein. J'aurais voulu pouvoir dire exactement l'importance de ce domaine. En 1550, dix-sept habitants de Bonnard et de Cheny reconnaissent être détenteurs de 75 arpents de terres et prés, sous la redevance de 75 bichets de grains, froment et avoine, envers l'abbaye Saint-Marien. Les archives départementales contiennent un grand nombre de documents très anciens, parchemins et autres, concernant les redevances des tenanciers de Cheny, à l'égard de Saint-Marien : ce sont simplement des baux, avec les conditions usitées suivant le temps. En 1792, lors de l'aliénation et vente des biens conventuels, devenus nationaux, le domaine Saint-Marien, à Bonnard et Cheny, me semble avoir échappé presque entièrement aux inquisitions et à l'application de la loi. Ce n'est qu'en 1811, le 1^{er} septembre, que M. Edme Durand Prudence, achète une trentaine d'arpents de terre, vignes, prés, provenant de l'abbaye Saint-Marien moyennant 8754 fr. Suivent d'autres acquisitions de moindre importance. (Voir Arch. dép., vol. 53. Arch. domaniales).

Ainsi qu'on le verra plus loin ces biens provenaient presque exclusivement des libéralités des seigneurs de Cheny au treizième siècle.

Le Château. — Le château n'est pas une œuvre d'art : pas de tourelles, de clochetons aigus, pas de sculptures, comme en certains manoirs antiques. Cependant par son ancienneté, sa situation, ses souvenirs, il ne manque pas d'intérêt. La reconstruction est du dix-septième siècle. En effet, à l'angle nord-ouest, on lit cette inscription : « Le 6 Juin 1616, ceste pierre a été mise par Charles de Hannicques, fils de M. de Benjamin, seigneur de Cheny. » La façade a trente-deux mètres de longueur et la largeur est neuf mètres. Au niveau du sol existent deux grandes salles, parfait-

tement voûtées qui rappellent les vastes salles d'armes des anciens chevaliers. Le corps de logis est somptueux. Dans ces dernières années le château a été exhaussé de deux mètres, l'étage remanié, Sur toute l'étendue de l'édifice, régnait une pièce unique, avec voussure en bois et peintures à grands traits ; rendez-vous renommé des chasseurs. Les murs étaient couverts de bons mots, bouts-rimés et charges humoristiques, qui ont disparu. A l'extérieur, peu d'ornements ; quelques pierres imbriquées aux embrasures. La porte principale est accostée de deux colonnes et surmontée d'un fronton, où figurent, au lieu des anciennes armoiries seigneuriales, deux personnages allégoriques, ayant à leurs pieds un trophée d'armes et les emblèmes de la République. Déjà, le temps a horriblement rongé ces figures. La propriété, de quelques hectares, était entourée de fossés profonds, remplis d'eaux fournies par la source de Voèvre, et amenées par des tuyaux souterrains. Quelques-uns veulent leur attribuer une origine romaine. L'eau par sa pression naturelle se distribuait dans tous les appartements du château ; aux angles du parc s'élevaient des tourelles basses, munies de remparts et de meurtrières. A la porte du côté nord se manœuvrait un pont levis. Dans les dépendances, près de l'Armançon, on voit encore des ouvertures pour l'artillerie braquées dans la direction du pont de l'Armançon.

Les Seigneurs. — Je n'ai pas la prétention d'expliquer comment les premiers chefs gallo-romains ont disparu, et comment leur autorité a passé à d'autres mains. Je constate que, pour être plus forts contre leurs ennemis, les sires de Seignelay détiennent dès le treizième siècle de nombreux villages, quelquefois une vingtaine, sous leur juridiction. Je cite simplement Beaumont, Bassou, Cheny, Migennes... La terre de Cheny reprend quelquefois son autonomie.

En 1211, Agnès de la Croix donne aux religieux de Saint-Marien une terre sur le terrage de Philippe de Cheny, chevalier, son époux. Hugues de la Croix confirme la donation faite par sa vénérable mère mourante. En 1268, Jean de Seignelay, sieur de Beaumont, seigneur de Cheny, écuyer de Sainte-Pereuse, confirme à l'abbaye de Saint-Marien la donation d'un setier de froment pour faire des hosties. En 1278, noble Gui de Beaumont, sieur de Cheny, donne à l'abbaye Saint-Marien une rente de trente sols, sur la rivière dudit Cheny. En 1303, Etienne II, chevalier, amortit tout ce que l'abbaye Saint-Marien possédait sur les terres de Seignelay, Beaumont, Cheny « pour le remède de son âme et de celles de ses parents. » Et, comme Jean de Beaumont, sire de Sainte-Pereuse et Guillaume de Marmeaux, écuyers, refusaient de signer ces lettres d'amortissement, Etienne ordonna que l'abbaye Saint-

Marien leur paierait 35 livres tournois, mais aussi que le domaine qu'elle avait à Cheny serait quitte de toute charge envers ces seigneurs. En 1507, Claude de Savoisy fut condamné comme seigneur de Cheny à payer à l'abbaye Saint-Marien la rente d'un setier de froment, léguée anciennement par Jean de Seignelay et attachée au fief, lui-même s'y oblige de nouveau par transaction, en 1510. Son épouse Louise de Beaumont-Montrével, offre à l'abbaye des Isles, six livres de rente sur un héritage situé à Cheny et un demi-muid de vin clair et pour y fonder son obit.

En 1534, François de la Rivière, seigneur de Seignelay, enfant d'honneur du roi Charles VII, est seigneur de Cheny ; il a onze enfants. Son second fils, Adrien, sire de Champlémy, reçoit la terre de Cheny. Jean de la Rivière, fils d'Adrien, seigneur de Cheny, Bonnard et autres lieux, fut bailli de Sens ; il épousa en 1563, Charlotte de Harlay, dame de Bassou, dont il eut Antoine, sieur de Cheny et de Bonnard, qui s'étant battu en duel, dut s'enfuir en Allemagne. Le même Jean de la Rivière épousa en secondes noces Marguerite Spifame : il en eut quatre garçons qui moururent à l'armée, et une fille appelée la Dame de Cheny, fille d'honneur de la Reine Marguerite. Elle mourut, sans postérité à Paris, à l'âge de cent trois ans.

En 1615 les seigneurs de Cheny sont les sires de Hannicques. Pendant cinquante ans leurs noms apparaissent continuellement, ils se font un honneur de présenter au baptême les enfants de familles diverses. Eux-mêmes, pour les cérémonies intéressantes leur nombreuse famille, invitent plusieurs notabilités. 8 septembre 1616, baptême de Pierre Chopin ; parrain, noble Lambert de Hannicques ; marraine, noble dame Louise de Lambert, dame de Cheny. 21 juillet 1619, baptême de Laurent Laurin, marraine, noble demoiselle Anne de Hannicques. 2 octobre 1623, baptême de Roger Garnier, parrain, noble Roger de Hannicques, marraine, noble Magdeleine d'Escalot. 15 septembre 1625, baptême de Charles Laurent Chopin, parrain, noble Charles Dubreuil, homme d'armes d'une des compagnies de cheval-légers du Roi, sous la charge de M. d'Heuré, seigneur de Venizy ; marraine, Anne Morin. 30 mai 1627, baptême de Pierre Gallois, fils du procureur : parrain, noble David de Chancy ; marraine, Eugénie Myré. 3 avril 1631, baptême de Charles Martin, fils de Jean Martin, boucher, parrain, noble Charles de Hannicques, sieur des Bordes, fils de Pierre de Hannicques, seigneur de Benjamin, Cheny, Bonnard, Looze, et marraine, Légère Moreau, femme de François Moreau, procureur fiscal. Trente et un mai mil six cent trente trois, baptême de Jean, fils de messire Gabriel Boudard, parrain, noble Jean de Margnac, fils de noble Charles de Margnac, seigneur de

Marcuil ; marraine, demoiselle Valentine Eléonore de Martineau. 25 septembre 1640, baptême de Anne, fille de messire François Moreau marraine, Anne Larcher, femme de noble Charles de Hannicques Benjamin, seigneur des Bordes et de Bazarnes ; parrain, noble Charles de Hannicques Benjamin. 22 novembre 1646, baptême de Magdeleine, fille de messire Etienne le Joyeux, recteur des écoles, à Cheny, parrain, noble Charles de Hannicques Benjamin ; marraine, noble Magdeleine de Champagne, femme de M. Benjamin, seigneur de Cheny, Bonnart, la Malmaison et Beaumont en partie. 2 août 1648, baptême de Roger, fils de Claude Cornu, parrain noble Roger de Hannicques, seigneur de Looze ; marraine, demoiselle Magdeleine de Hannicques, fille de M. de Benjamin. 25 mars 1649, baptême de Marie, fille de Charles de Hannicques et de Magdeleine de Champagne, parrain. Charles de Hannicques, abbé de Benjamin, son oncle ; marraine, Elisabeth de Chancy, dame de Cudot. 28 mai 1650, baptême de Roger de Hannicques, parrain, Roger de Hannicques, sieur de Looze ; marraine, demoiselle Marie de Champagne. 3 mars 1652, baptême de Charlotte de Hannicques, parrain, M. Charles, abbé de Benjamin, official et chanoine de Sens ; marraine demoiselle Marie Mulinier dame de Bazarne, en Nivernais. 9 juin 1660, baptême d'Edme Maillard, marraine, Diane Poursin, fille de Claude Poursin, bailli de Seignelay. 6 avril 1669, baptême de Jacques, fils de Claude Lebeuf, receveur de Cheny, marraine, Geneviève des Ormeaux, femme d'André Sallatin, recteur de la manufacture de bas établie à Cheny. — 16 décembre 1675, décès de Anne Hay, femme de messire Savinien Le Beuf, témoin, Edme Hay, lieutenant de la maréchaussée de Joigny. 15 juillet 1688, baptême de Germain, fils de Germain Sourdillat, garde des plaisirs de S. M. ; parrain, J. Frossard, garde des plaisirs de S. M. à Migennes. 5 septembre 1691, baptême d'Anne, parrain noble Joachim Fernier, seigneur de Saint-Georges ; marraine, dame Edmée Martineau de Mormont, son épouse. 17 février 1696, baptême de Michel, fils de Claude Guyard, procureur à Cheny, parrain, Michel de Grimaudet, écuyer, seigneur de Motheux, gouverneur du Marquisat de Seignelay ; marraine, Marie de Grimaudet, veuve de Pierre Gelée, seigneur de Beaulieu, munitionnaire général des vivres de la marine.

Cette nomenclature peut montrer l'importance de la seigneurie de Cheny, pendant qu'elle appartenait aux sires de Hannicques.

En 1666, Jean-Baptiste de Colbert, baron de Seignelay acquiert les terres de Cheny, mises en adjudication, par décret, sur les héritiers de M. Charles de Hannicques. Ensemble, Cheny, Ormoy et la Malmaison, sont payés quatre-vingt mille francs. A la même

époque, Cheny et le Port des Fontaines cessent de faire partie du bailliage de Villeneuve-le-Roi et sont rattachés au bailliage et grenier à sel de Seignelay. En 1792, Léon de Montmorency émigre au pays de Liège. Ses biens, savoir ceux de Cheny, du Port des Fontaines et de Bel-Air sont confisqués et mis en adjudication, à plusieurs reprises, au district de Saint-Florentin.

A Saint-Florentin, le 1^{er} vendémiaire, an III de la République (22 septembre 1794), les bâtiments du ci-devant château, cour, maison de ferme et dépendances, cinquante arpents d'une part et vingt-trois arpents, d'autre part, sont adjugés au sieur Philippeaux de Joigny moyennant 59.200 fr. qui ont été payés en assignats. Un des propriétaires actuels, M. De Vathaire, de Senan, possède un magnifique atlas, intitulé « seigneurie de Cheny », contenant en onze planches, d'un dessin parfait, la topographie du territoire, avec une teinte spéciale pour le domaine seigneurial. C'est un vrai cadastre, numéroté, pouvant servir, alors, au procureur fiscal, et aujourd'hui encore, à clore des contestations. Actuellement, la maison seigneuriale appartient à M. Amand-Durand.

La Motte. — A deux kilomètres, au sud-ouest de Cheny, existe un remarquable terrassement, élevé de main d'homme, communément désigné sous le nom de *Motte des Usages*, à cause de son voisinage avec les anciens communaux appelés usages. L'abbé Henry, historien de Seignelay, est venu la visiter, et il n'hésite pas à la qualifier de camp romain. Il peut dire vrai. La Motte, sorte de cuvette elliptique, a deux cent soixante-cinq mètres de circonférence. Elle était entourée de fossés profonds remplis par les sources de Voèvre. Ces fossés se comblent de jour en jour, par l'affaissement naturel des terres. Du côté nord, il y avait un pont de bois mobile. Le remblai avait bien dix mètres d'épaisseur, il était plus élevé du côté nord, plus évasé du côté sud-ouest. La Motte n'a jamais été fouillée. Elle est plantée de bois depuis 1808. Elle a son cortège de légendes habituelles. Entr'autres celle-ci : qu'à minuit le jour de Noël, une fée y ouvre tous ses trésors...?

Maintenant, qu'est-ce que la Motte ? L'abbé Henry dit : c'est un camp romain. Les paysans disent : c'est une redoute. D'autres : c'est un tombeau. De nos jours, on attribue volontiers à ces sortes de choses, une origine celtique, on les considère comme des travaux de défense contre l'invasion romaine ; une fois aux mains des vainqueurs, ces ouvrages se retournaient contre les indigènes vaincus. — Plus souvent, on dit : Motte féodale. Rien de plus commun ; dans l'Yonne seulement, on en compte une cinquantaine. Qu'est-ce que ce mot signifie ? Était-ce un point fortifié, un moyen

de défense entre tels et tels seigneurs ? Était-ce, comme on le dit, un emplacement où s'exerçait la justice ? Loisible à chacun de choisir l'hypothèse qui lui convient mieux : M. Quantin qui l'a visitée et mesurée, ne se prononce point. Une chose certaine c'est que la Motte a été le théâtre de batailles avec armes à feu. Aux abords après quelques grandes pluies, on peut ramasser sur le sol lavé, une poignée de projectiles vomis par l'artillerie et mousqueterie primitives. Quels étaient les belligérants ? Étaient-ce en 1469-1477, les Bourguignons mi-anglais, partisans de Charles-le-Téméraire, occupant l'Auxerrois, d'une part, ou bien d'autre part les hommes d'armes de Louis XI cantonnés dans notre région, sur les rives du Serein ? Étaient-ce, en 1593, aux jours de la ligue, les soldats de l'amiral Biron, venant de Bonnard, séjournant pendant un mois au Mont-Saint-Sulpice et pillant de là tous les villages d'alentour ? Je ne saurais préciser toutes ces questions. Actuellement, la Motte appartient encore aux de Montmorency. Pendant une bonne partie de l'année les fossés s'emplissent des sources de Voèvre. Autrefois, ces sources captées alimentaient le château et en remplissaient les fossés, on s'étonne que de nos jours, d'intelligentes municipalités ne refassent point pour la commune ce que les anciens seigneurs avaient bien fait pour eux. La réponse péremptoire est celle-ci : ces sources sont très intermittentes et ne suffiraient plus.

Les Usages. — De temps immémorial, et par suite de libéralités dont les auteurs ne sont plus connus, le bourg de Cheny avait des biens communaux, d'une certaine étendue. Ormoy en avait également de même provenance et y attenait. A la fin du dix-septième siècle, ces biens sont l'objet d'un litige entre Ormoy et Cheny. En 1699, un arrêt du Parlement termine le débat, et maintient Ormoy dans ses droits contestés. L'arrêt a été publié dans toute sa teneur dans l'*Annuaire de l'Yonne*, année 1892. Jusqu'en 1793 les usages étaient concédés en usufruit aux habitants de Cheny, par ménage, suivant de vieux règlements. Le 18 messidor an II de la République, ces biens communaux sont livrés à la jouissance publique, et partagés foncièrement, entre 644 individus. Les actes de partage assez intéressants existent à la Mairie.

En ce qui concerne Ferte-Rive : « la source, les fosses à rouir, et le chemin, sont exclusivement réservés à la communauté. »

Sans vouloir critiquer en rien cet acte de partage, assez conforme aux idées égalitaires en vogue de nos jours, on peut se demander si la commune a réellement servi en cela ses propres intérêts, et en citant ce fait d'expérience, demander combien, parmi les six cent quarante-quatre copartageants, ont gardé le lot qui leur était échu.

CHAPITRE V

RUES, CLIMATS, CULTURE ET INDUSTRIE.

Rues. — Le plan ci-joint indique assez bien la structure du bourg. Quatre rues se développent à peu près parallèlement au cours de l'Armançon ; sept ou huit autres rues et ruelles vont en sens vertical et rendent les communications très faciles.

Dans la rue du Pavé nous avons le bureau de poste occupant l'emplacement de l'ancien four banal lequel fonctionnait encore en 1880. La ruelle attenante en tire son nom, du Grand Four. Une petite ruelle à gauche conduit à la fontaine Saint-Pierre, ainsi dite de son voisinage de l'église. Les eaux, dit-on, en sont très salubres. On y a installé un lavoir assez bien aménagé mais tout-à-fait insuffisant. La place de l'église est limitée à l'ouest par le chemin de l'abreuvoir et par un mur rustique des plus anciens. La place occupe l'ancien cimetière dont les terres furent enlevées en 1870. Chaque vendredi, on y tient un marché modeste, mais très utile. Autrefois, il y avait pour le marché une halle en bois, détruite en 1800, au lieu où est l'hôtellerie Saint-Pierre, à côté, existait une sorte de manoir féodal appelé la Diarde. On y voit encore une tête mitrée, insérée dans le mur, et, à l'intérieur, de vastes cheminées dont les pilastres sont ornés d'écussons armoriés. — Le cimetière qui date de 1860 est bien tenu ; l'étranger s'étonne de voir sur les tombes, tant de figures trinitaires au lieu des croix usitées ailleurs. En creusant les fosses, on rencontre par couches régulières de curieuses pétrifications, et aussi des restes de constructions.

De la place, la grande route de Chablis et de Bourgogne monte au sud, laissant à droite l'allée du château, l'école des garçons, la ruelle des Ouches, l'école des filles, coupant la rue Saint-Christophe au carrefour de la Croix Rouge. La Croix Rouge a été officiellement enlevée dans ces dernières années ; en admettant qu'elle fût nuisible, on pouvait la reculer de quelques mètres et garder ce monument de la foi chrétienne.

Cette rue dans sa partie supérieure porte le nom des Abonnettes.

L'allée du château est ainsi dite parce que la porte principale de la seigneurie s'ouvrait sur elle, en face du vieux chemin des Usages ; le chemin d'Ormoy traversait le quartier des Cavons, dont le nom se retrouve dans de nombreux villages et rappelle les habitations souterraines des premiers hommes.

Noms des climats. — Une certaine importance s'attache à cette nomenclature ; quelquefois ces noms sont l'unique vestige d'un événement très important des siècles passés. Quelques-uns s'expliquent d'eux-mêmes et viennent d'une fontaine, de la nature du sol, d'un arbre, d'un propriétaire : quelques-uns constituent de vrais énigmes sur lesquelles ma curiosité s'exerce inutilement. Je prends les sections dans l'ordre du cadastre.

1^{re} SECTION. — *De la prairie.* — Parny, les Grand Ormes, le Gravier, le Vallon, le Vivier où l'on a établi un lavoir communal en 1892 ; il a servi dans les temps anciens aux campements militaires ; Champ-Villain, peut désigner un nom d'homme et peut-être un champ de carnage ; le Poirier, le Sentier, le Thureau des prés (avec les Groseillers) renferment des cadavres épars et des restes de campements. Je me demande d'où proviennent ces squelettes. De l'époque gallo-romaine ? Probablement, vu les médailles, les cendres, les poteries dont j'ai déjà parlé ; peut être aussi de la dernière défaite infligée aux Sarrasins par S. Ebbon, archevêque de Sens en l'an 715. Le chroniqueur dit « qu'il les poursuivit jusqu'à ce qu'ils fussent expulsés de nos frontières ». Et nous savons que ces frontières étaient celles qui séparent Cheny de Beaumont. Sur les vieux plans, toutes les fois que nous touchons au territoire de Beaumont, sur la rive nous lisons : *Bourgogne*. Les Mardelles, le Rond de la Prée, Port des Fontaines, ferme importante, dépendance de l'ancien château, plusieurs fontaines y jaillissent sur le bord même de l'Yonne. L'île du Port, île Ange ou Anche, Flammery, peut-être à cause des iris ou flammes qui y croissent. Le Poirat, Pré des joncs, Les Noues, Epinottes, Plançon-Millon, Caillou-Rouge, Les Coulmines (colombiers), Bouche d'Armançon, près de laquelle est construit le barrage de Charmoy sur l'Yonne ; Noue aux moines, (sans doute de Saint-Marien), Noue-Gaudin, Grosse-Borne, Buisson-Rond, Trois Vallées, Champagnier ou Champ panier (?), Pré des Chardons, Ile des Prés, Pré des Defoix, Le Dechargeoir, (sorte de port sur l'Yonne), Ile du Saulcy et grand saussis, Les Grèves, Poilly.

2^e SECTION. — Le Village, le Vignot, La Croisette (où était une petite croix), les Petites Beuces, la Lampe (pourquoi ?) Rue Tapée.

3^e SECTION. — Ferte-Rive, rive escarpée, *firmitas*, Vau-larron, qui veut dire Vallée où l'on exécutait les criminels, Bois de Pré, les Galères. En Ferte-Rive surgissent plusieurs sources abondantes, dont l'une est pétillante et d'une puissance d'action remarquable ; dans l'autre, plus considérable, on a établi un lavoir en 1892. Champ-grainé, Les Archies (nom que je voudrais bien m'expliquer). Là, il y a un carrefour d'où la vue s'étend sur les

trois vallées ; les Brosses, en 1243, *Brosciae*, les Cavons, l'Orme Carrillon. Le Poirier aux Merles, le Coignot Ravin, la Grange du Moulin, Cul d'Oison. On prétend que le bourg s'étendait primitivement aux abords du cimetière actuel et qu'il a péri par le feu et dans les guerres. C'est une tradition : une chose certaine c'est qu'on y trouve des substructions, et que le chemin de Ligny traversait ce quartier.

4^e SECTION. — Voèvre, les Malterres, terres difficiles à cultiver, mais excellentes ; ces climats ont été fortement éprouvés le 14 juin 1893. La grêle a horriblement saccagé le vignoble, qui donnait les plus belles espérances. Déjà le 24 mai 1773, un violent orage avait tout dévasté. Dans la relation de ce désastre il est dit : « En Ferte-Rive, aux Cavons, aux Malterres, aux Voèvres, quatre-vingts arpents de vignes sont entièrement détruits. Sur six cents arpents de terre, blé, froment, méteil, seigle, la perte est trop considérable pour être évaluée. Sur vingt-cinq arpents de chenevières, il ne reste rien. Sur quarante-cinq arpents de pois et fèves, il ne reste plus rien non plus, ni aucuns fruits sur les arbres. Cent cinquante arpents d'orges et d'avoines sont beaucoup endommagés. » Le rapport fait tendait à obtenir un dégrèvement d'impôts et une indemnité de l'intendance générale de Paris. Aux Voèvres, sol marécageux dont les eaux entourent la Motte et détrempent une assez vaste étendue. Beauregard, les Grenouilles, les Châpelains. Les communaux de Cheny et d'Ormoy, les Caves, les Carrières, pierre tendre exploitée pour les constructions locales. Le Crot du Tesson, la Rive du Bois, Champ long ou Champ Jean.

5^e SECTION. — Bel-Air (ferme détruite, dépendait du château) les Chaumes, les Joncs, les Places, le Gouleau. Sous la Vente, Haie Châtelux, Pique-Mouche, Noyer-Thibault, chemin du Hay, station de Beaumont, sur le chemin de fer de la vallée du Serein, sise sur le territoire de Cheny, lequel s'avance presque jusqu'au cours de la rivière, près l'usine Vernassier. — Quelques-unes des nombreuses croix érigées autrefois subsistent encore et ont été jusqu'ici respectées : celle de Saint-Roch, rue du Pont ; celle de Saint-Vincent, aux Cavons, dont l'érection, en 1866, fut une fête toute populaire ; celle de Notre-Dame, dans le même quartier.

Bien que ce soit le cours de l'Armançon qui sépare légalement le territoire de Cheny de celui de Migennes, presque tout le sol en deçà du canal appartient aux gens de Cheny. Ils citent fréquemment les noms du Gravier, du Couvent (lequel ?) l'île du Mort, ainsi dite parce qu'un jeune pâtre y fut assassiné, le grand Ru, le moulin et les prés de Préblin et Fouchy. Du pont de Cheny, aux abords du canal et de la gare, les champs se couvrent de

jour en jour d'élégantes constructions où l'on sent le mouvement et la vie.

Culture et industrie. — Si je cite le mot d'industrie, c'est pour rappeler qu'en 1669 il y avait à Chény une manufacture de bas. Le recteur était André Sallatin, époux de Geneviève des Ormeaux. Cet établissement devait être de médiocre importance.

Chény est essentiellement un pays de culture. L'outillage moderne et les progrès nouveaux y sont en honneur. Le produit par excellence est le blé. Vient ensuite la betterave expédiée en masse à la sucrerie de Briennon. Depuis plusieurs années, le vignoble est fortement compromis, autrefois il était la première richesse du pays. Les pressoirs du château, transportés ailleurs, sont maintenant démolis. Les huileries n'existent plus ; l'hiver de décembre 1879 a détruit les arbres fruitiers, notamment les noyers ; à peine quelques invalides élèvent encore leurs vieux troncs mutilés. Le service du chemin de fer occupe une centaine d'ouvriers et fait vivre leurs familles.

Peut-être ferai-je bien, de reproduire ici la statistique locale publiée par l'*Annuaire de l'Yonne*, 1892.

Chény, canton de Seignelay, arrondissement d'Auxerre, population 1128 habitants, bureau de poste et télégraphe : receveuse, Mlle Perdijon.

Maire : Boucheron ; adjoint : Mocquot ; desservant : Horson ; instituteurs : Roger, Porte ; institutrices : Mme Roger, Mme Mossot ; docteur-médecin : Bricard ; vétérinaires : Brillaut, Mathieu ; sage-femme : Mme Toscano ; caisse d'épargne ; fête patronale : Saint-Pierre-ès-liens, 1^{er} août ; marché tous les vendredis. Arpenteur : Narjoux ; aubergistes : Coignée, à l'hôtel Saint-Pierre ; Moreau, à l'hôtel du Pont ou de Saint-Vincent ; barbiers : Amblard, Charpy ; marchand de bois : Boucheron ; bouchers : Adam, Leclerc ; boulangers ; Garrier, Thierry ; bourrelier : Nodot ; charcutier : Leclerc ; charretier d'eau : Pécard ; charron-forgeron : Rigollat.

Commissionnaires en vins : Chambon, Boursin, Valodin ; charpentiers : Bondoux, Cappé ; cordonniers : Creveau, Chat, Thevenon ; coquetiers : Dutheil, Legros ; épiciers : Darbois, Durand, Narjoux, Langrogne, Tremblay ; ferblantiers : Cussac, Bénard ; forgerons : Crochot, Chambon, Nodot ; marchand de grains : Tremblay ; lingères : veuve Ferrand, Mme Lambin ; maitres-maçons : Deguy, Potier ; menuisiers : Dergny, Fournier, Hornebeck ; meunier : veuve Hunot ; modiste : Mme Prin ; nouveautés : Darbois, Langrogne, Narjoux ; ouvrières en robes : Mmes Bondoux, Dergny, Prou, Perruche ; peintres-verriers : Coignée, Langrogne, Toscano ;

pressoirs : Boursin, Chambon, Maure ; sabotiers : Hubert, Amblard, Chanvin ; tailleur : Gaillard ; tourneur : Brillaut ; vannier : Chanvin.

Cet opuscule est bien incomplet, j'aurais pu parler des anciennes confréries de Saint-Roch, Sainte-Barbe, Saint-Vincent, Saint-Eloi, et de plusieurs souvenirs de la piété de nos aïeux ; j'aurais peut-être dû parler de la bataille d'Esnon, et de l'occupation allemande en 1870, j'aime mieux simplement clore ici mes recherches ; si dans la suite, il me tombe sous les yeux, quelque document ancien, concernant Cheny, j'en ferai l'objet de notes supplémentaires. En attendant, j'ose espérer que cet essai historique, quel qu'il soit, offrira quelque intérêt à tous mes concitoyens et paroissiens.

LES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DE LA VILLE D'AUXERRE
PENDANT LA RÉVOLUTION
(*Suite*) (1)

Par M. Ch. DEMAY.

AN IV

16 Vendémiaire.

An IV

(1795)

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — SÉANCE DU MATIN.

Événements du 13 Vendémiaire. — Réception de la proclamation de la Convention au peuple français sur les événements du 13 de ce mois, et la loi du 14, qui ordonne l'arrestation des émissaires envoyés dans les départements par les assemblées des sections de Paris. Arrêté que cette proclamation sera publiée par six membres du Conseil ce soir, accompagnés d'un piquet de garde nationale, que le poste de la Maison commune sera rétabli, qu'il en sera établi un autre au Pont, avec ordre d'arrêter tout voyageur non muni de passe-port, et qu'une adresse sera rédigée ce soir pour être envoyée à la Convention.

SÉANCE DU SOIR.

La rédaction de l'adresse est ajournée à deux jours, attendu que les événements du 13 ne sont pas assez connus.

18 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Révocation du maire.* — Lecture est faite d'un arrêté du Comité de législation du 12, portant que le citoyen Guenot, maire cessera toutes fonctions. Le Conseil, en exprimant sa douleur de la perte de son chef, qu'il considère

(1) Voir *Bulletin*. 1891, 1892 et 1^{er} semestre 1893.

An IV
(1795) comme irréprochable dans l'exercice de ses fonctions, arrête que cet arrêté sera signifié au citoyen Guenot ; et qu'il sera écrit au Comité de législation que son arrêté a été exécuté ; et que néanmoins il croit juste de réclamer contre les considérants de cet arrêté « qui suppose à Auxerre une coalition de fonctionnaires publics, pour fatiguer les amis de la liberté et de la République ». Le citoyen Simonot, premier officier municipal, fera provisoirement les fonctions de maire.

19 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Nomination d'un garçon de bureau.* — Le citoyen Barthélemy Lemain, défenseur de la patrie, ayant perdu un bras au siège du Quesnoy, est nommé garçon de bureau, en remplacement du jeune Badin.

Affaire Eusèbe Nombret. — Réception d'un arrêté du département homologuant la délibération du 27 thermidor, relative aux poursuites à diriger contre Eusèbe Nombret, pour la perte des fonds qui lui avaient été confiés. Arrêté que ces poursuites seront ajournées, attendu qu'Eusèbe Nombret doit partir demain pour Chablis, où on lui a dit exister des indices pouvant le mettre sur la trace de ceux qui lui auraient dérobé son argent.

20 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Assemblée électorale.* — Une députation de l'assemblée électorale se présente et demande de faire préparer le local de la ci-devant cathédrale pour la tenue de l'assemblée, celui où elle se tient étant insuffisant ; de faire imprimer la liste des membres de l'assemblée, des cartes pour chacun d'eux et l'établissement d'un corps de garde à la porte de leur assemblée. Les citoyens Dudesert et Morisset se rendent à l'assemblée, sur l'invitation du Conseil, pour lui représenter les inconvénients de ce déplacement. L'assemblée ne persiste pas. Toutes les autres demandes sont accordées.

SÉANCE DU SOIR.

Bourgoin aîné nommé maire. — Lecture de la lettre de la commission des administrations civiles, police et tribunaux, contenant copie de l'arrêté du Comité de législation nommant le citoyen Bourgoin aîné maire. Cet arrêté est notifié de suite au citoyen Bourgoin. Ce dernier ne se présente pas sur cette première invitation. Il lui en est fait une seconde, avec prière de faire connaître ses intentions. On attend inutilement sa réponse jusqu'au départ du courrier. Arrêté que notification officielle lui sera faite.

21 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Refus de Bourgoin.* — Lettre du citoyen Bourgoin, par laquelle il déclare refuser la place de maire, à cause de sa mauvaise santé. Copie en sera envoyée à la commission des administrations civiles, police et tribunaux.

Demande en augmentation de salaire. — Arrêté que la pétition adressée par les ouvriers employés au magasin des vivres, tendant à obtenir 18 livres par jour, sera renvoyée au commissaire des guerres, avec un avis favorable.

Adresse à la Convention. — Arrêté que l'adresse à la Convention sera discutée en séance le 27, et que les billets de convocation l'indiqueront.

Le citoyen Carré nommé chef de bureau. — Le citoyen Carré se présente et dit qu'il est en fonction dans les bureaux de la commune, son congé étant régularisé. Arrêté qu'il est nommé chef du bureau des expéditions.

23 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Achats de grains.* — De retour de leur voyage à Taingy, les citoyens Defrance et Nombret se présentent et disent qu'ils ont fait conduire au magasin des subsistances environ 33 quintaux de grains : que le canton d'Ouaine ne présente plus de ressources, et qu'ils demandent des adjoints. Sont nommés adjoints les citoyens Morisset et Milleriot.

Arrivée des sels de Boyer. — Le citoyen Lesseré annonce que les sels achetés par le citoyen Boyer sont enfin arrivés ; qu'il y en a vingt futailles. Ils seront mis en magasin par les soins du citoyen Augé.

Tribunal de police municipale. — Les citoyens Dudesert et Ducrot sont nommés membres du tribunal de police municipale en remplacement des citoyens Guenot, maire révoqué, et Perthuis, démissionnaire.

25 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Achats de grains.* — Le citoyen Girard se présente et dit qu'il arrive du district de Saint-Florentin. Il affirme que l'on peut facilement y pratiquer des échanges de savon et de sel contre des grains. Arrêté que des fonds, du sel et du savon seront mis à sa disposition pour faire des échanges.

Candidats à l'école polytechnique. — En exécution de la loi du 15 fructidor dernier, et d'une lettre adressée au Conseil par la

AN IV
(1795)

commission des travaux publics, qui fixent au 1^{er} brumaire l'examen des candidats à l'école Polytechnique établie à Paris, et nommant examinateur le citoyen Tarbé, qui est déjà arrivé, il est arrêté que l'examen aura lieu dans la grande salle voûtée du collège, que le citoyen Rosman, directeur du collège sera prié de la mettre en état, et que les citoyens Ducrot et Duplessis y assisteront.

26 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Adresse à la Convention.* — Est rapporté l'arrêté du 16 portant qu'une adresse sera envoyée à la Convention au sujet des événements de Vendémiaire, pour ce motif que l'article 364 de la Constitution interdit aux autorités constituées la faculté de faire des pétitions collectives, autres que pour des objets relatifs à leur administration.

Propos injurieux contre la municipalité. — Le procureur de la commune se plaint du propos tenu ce matin sur le perron de la Maison commune, par le citoyen Rousselet, qui, étant de garde, a dit que la municipalité accaparait le sel et le savon. Arrêté que Rousselet sera appelé à la séance de demain.

27 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Grande pénurie de subsistances.* — Le magasin des subsistances de la commune sera entièrement vide, une fois faite la distribution du 1^{er}. D'autre part, il n'est arrivé au marché que 22 bichets de réquisition. Arrêté que le district et le département seront avertis et qu'invitation leur sera faite de venir à leur secours, par tous les moyens que la loi met en leur pouvoir.

Les volontaires refusent de partir. — Lecture d'une lettre du district du 25 de ce mois élevant de vives plaintes au sujet de la désobéissance manifestée par les volontaires actuellement en cette commune; arrêté qu'il sera écrit au Département « qu'il n'y a plus d'autre moyen de faire exécuter la loi du 10 thermidor que la force armée, et pour lui demander d'en faire venir une assez nombreuse et assez importante pour cet effet ».

Bourgoin est pressé d'accepter la place de maire. — Lecture d'une lettre des administrations civiles, police et tribunaux, qui insistent sur l'exécution par le citoyen Bourgoin de l'arrêté le nommant maire.

Salaire d'ouvriers. — Le commissaire des guerres ayant renvoyé au Conseil la pétition des employés dans les magasins des vivres et fourrages militaires, tendant à ce que leur journée soit

augmentée de 10 livres, le Conseil arrête qu'elle sera de 25 livres. **An IV**
Le même tarif est appliqué aux ouvriers des magasins des subsistances de la commune. **(1795)**

Garde départementale pour le corps législatif. — En exécution de la loi du 10 de ce mois, qui crée une garde départementale pour le corps législatif; de l'arrêté du Comité de Salut public du 13, fixant la répartition pour chaque département, et pour le département de l'Yonne à 100 hommes; de l'arrêté du Département du 23, fixant à 4 le contingent du canton d'Auxerre; réquisition sera envoyée au commandant de la garde nationale pour faire rassembler les compagnies, afin qu'elles votent sur le choix de ces quatre hommes.

Rue des Trois-Maries. — Arrêté que les travaux estimés à 1050 francs pour l'assainissement de la rue des Trois-Maries seront exécutés.

Chapelle Sainte-Mathie du bout de pont. — Le citoyen Gervais, bourrelier demande que l'emplacement de la ci-devant chapelle Sainte-Mathie lui soit accordé pour y faire une boutique de son état. Refusé. Le bureau des travaux publics doit la faire démolir, afin de dégager les routes aboutissant au pont, de continuer le parapet et d'améliorer l'entrée de l'abreuvoir.

29 Vendémiaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Prix de la livre de pain.* — Vu la demande du district, il lui sera répondu: que les boulangers de la ville n'étant pas en activité, le prix du pain ne peut être connu, car il ne s'en fait pas de vente publique, mais que le prix de celui délivré par la Maison d'humanité aux maisons d'arrêt est de six sols la livre.

Certificat de médecin présenté par le citoyen Bourgoïn. — Le citoyen Bourgoïn envoie une attestation de deux médecins, constatant que l'état de sa santé le met dans l'impossibilité de remplir la place de maire.

Ce certificat sera envoyé à la commission des administrations civiles, police et tribunaux.

Demande de grains aux propriétaires. — Vu le déficit de 14 quintaux pour la distribution du pain du 1^{er} du mois prochain, il est arrêté que des membres du Conseil se transporteront chez tous les citoyens propriétaires de grains, pour les inviter à venir au secours de la commune, et que le Département sera informé de cette mesure.

Passeport délivré au citoyen Prudot. — Arrêté qu'un avis favorable sera donné à la pétition de Pierre Prudot, né le 8 août 1758,

An IV associé de la maison Perthuis, Soufflot, Prudot et C^e, tendant
(1795) à obtenir un passe-port pour se rendre à Bâle (Suisse).

Devote nommé casernier. — Arrêté du Département, nommant le citoyen Devote, casernier. Le citoyen Dudesert l'installera et fera, en sa présence, inventaire de tous les meubles.

1^{er} Brumaire (23 octobre 1795).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Garde départementale.* — Il est donné connaissance aux quatre commandants de la garde nationale de la loi rapportant le décret sur la formation de la garde départementale, qui devait protéger la Convention.

Paradis député, offre à la commune de lui rendre service. — Le citoyen Paradis récemment nommé député vient offrir ses services à la commune, à laquelle il promet d'être utile dans toutes les occasions. Le Conseil lui exprime sa satisfaction d'avoir en lui un protecteur aussi zélé que capable de la servir, et arrête que deux membres du Conseil iront demain lui faire une visite de remerciement.

2 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Arrivée du représentant Cadroy.* — La Permanence informe le Conseil général que le représentant Cadroy, envoyé pour former à Lyon et à Châlons des magasins pour l'approvisionnement de Paris est arrivé en cette commune, qu'elle lui a demandé, vu la pénurie des subsistances, de prendre dans un de ces magasins 3000 quintaux nécessaires pour la nourriture, pendant trois mois, des indigents de la commune, et que ledit représentant en a octroyé 1500. Sur quoi il est arrêté que quatre officiers municipaux iront demain le remercier, et que le citoyen Robin sera envoyé à Châlons pour prendre livraison de ces grains.

Prix de certaines denrées. — Vu la demande formée par le citoyen Duchamp, étiapier, du prix des vivres et fourrages pendant le mois de fructidor, les prix suivants lui sont donnés : pain, 6 livres la livre ; viande, 6 livres ; foin, les 100 bottes 600 livres ; avoine, le quintal 360 livres.

3 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Pétition de deux professeurs.* — Les citoyens Defrance et Milon demandent à être réintégrés dans leurs places de professeur au collège. Arrêté que cette pétition sera renvoyée au district.

5 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Plainte au commissaire des*

guerres. — Vu la lettre du citoyen Colin, commissaire des guerres, par laquelle il se plaint d'invectives portées contre lui par le citoyen Buisson ci-devant hussard, il est arrêté que ledit Buisson sera déféré au tribunal correctionnel. An IV
(1795)

Indemnité aux employés aux subsistances. — Le Conseil, considérant que le zèle déployé par les employés aux subsistances de la commune a coopéré, de la manière la plus efficace à l'amélioration de cette utile administration, arrête qu'il leur sera délivré une indemnité proportionnée aux facultés de la commune ; qu'il sera mis à leur disposition 8 quintaux et demi de sel, 87 livres de riz et 83 livres de savon.

REGISTRE N° 44.

Du 11 brumaire an IV au 15 floréal an IV (2 novembre 1795 au 4 mai 1796)

11 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Menaces d'expulsion faite à Doyen.* — Arrêté que le citoyen Doyen, ci-devant garde des magasins des subsistances, qui suscite des embarras au citoyen Chauvot son successeur et refuse de quitter le local de Notre-Dame-la-d'Hors, sera prévenu que, faute par lui de vider les lieux dans les trois jours, ses meubles et effets seront mis dehors.

12 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Emigré insolvable.* — Le Conseil certifie de nouveau, qu'à l'époque de son émigration le citoyen Marie d'Avigneau était noté d'insolvabilité.

Suppression d'un poste. — La tranquillité publique étant assurée, il est arrêté que le poste de la Maison commune est supprimé.

13 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Grande pénurie de subsistances.* — Il n'est point venu de grains à la halle, au marché de ce jour. Les boulangers disent qu'ils n'ont pas assez de farine pour faire leur levain. Sur quoi il est arrêté qu'ou empruntera 360 livres de farine à la maison de bienfaisance. Le district, averti de la détresse de la ville, arrête de son côté qu'il enverra des gendarmes en garnisaires chez les fermiers rebelles.

15 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Élection des juges de paix.* — Lelièvre jeune, bonnetier, juge au tribunal de commerce, est élu juge de paix par les assemblées primaires. Nicolas-Jacques Maure (dit la Bouteille) est arrivé après lui avec 343 voix, sans obtenir le nombre voulu.

An IV

(1795)

16 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Volontaire réfractaire.* — Le citoyen Defrance vient en séance déclarer que Daoust, volontaire au bataillon de la Côte-d'Or, fils d'Antoine Daoust dit Quenot est encore dans cette ville et logé chez lui, rue des Boucheries, 8. Il s'étonne qu'il n'ait pas rejoint les armées. Arrêté que ce fait sera signalé au commissaire des guerres.

18 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Élection des juges de paix, de leurs assesseurs et des officiers municipaux.* — Les assemblées primaires de 16, 17 et 18 ont amené les résultats suivants : 1° juges de paix : Lelièvre jeune, bonnetier, et Nicolas-Jacques Maure, ci-devant aubergiste à l'enseigne de la Bouteille. Assesseurs : les citoyens Champy, Mérat, Pierre Bourgoïn, Borda, Gagneau, Defrance, Coutier jeune, Degousse et Lesséré aîné, orfèvre. Officiers municipaux : Monnot-Villetard, Chardon, homme de loi, Tenaille, Milon, Robinet-Pontagny, Poussard, Petit-Salomon et Defrance, instituteur. Arrêté qu'ils seront installés demain.

19 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Installation du nouveau Conseil.* — Le nouveau conseil est installé, mais les citoyens Robinet-Pontagny, Chardon et Monnot-Villetard ayant envoyé leur démission, le Conseil choisit pour les remplacer les citoyens Laporte, ancien administrateur du Département, Ramponeau et Dudesert, anciens officiers municipaux.

Élection du secrétaire-greffier. — A la requête du commissaire du Pouvoir exécutif, le Conseil, sous la présidence du citoyen Tenaille, nomme pour secrétaire en chef de l'administration communale le citoyen Pierre-Augustin Faultrier.

Conduite des morts. — Arrêté que les appariteurs seront chargés de la conduite des morts au champ du repos.

21 Brumaire.

Surveillance du marché aux grains. — Arrêté que réquisitoire sera envoyé au capitaine de la gendarmerie pour l'inviter à faire placer quatre ou six gendarmes à la halle aux grains, chaque jour de marché.

22 Brumaire.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE. — *Organisation intérieure.* — Le Conseil élit pour son président le citoyen Laporte, pour officier public le citoyen Ramponeau, pour juges du tribunal de police

municipale les citoyens Laporte, Tenaille et Ramponeau. Il répartit ainsi entre ses membres l'administration de la commune : **An IV**
(1795)
1° Administration générale, le citoyen Laporte ; 2° Comptabilité, le citoyen Poussard ; 3° Travaux publics, partie militaire et casernes, le citoyen Dudesert ; 4° Domaines nationaux, biens des émigrés, le citoyen Petit ; 5° Les hospices et maisons d'éducation, le citoyen Tenaille ; 6° Les subsistances, les citoyens Poussard, Petit et De-france.

Démissions. — Barbotte, gardien de la Maison de justice et De-chenu, distributeur de bons de pain envoient leur démission.

Vente du riz. — Arrêté que les riz et savons ne seront plus objets d'échange et que le riz distribué à petites portions sera vendu 30 sols l'once.

24 Brumaire.

Présentation d'un gardien des maisons d'arrêt et de justice. — Arrêté que le citoyen Mauroy, ancien perruquier sera présenté à l'autorité supérieure comme gardien des maisons de justice et d'arrêt.

Logement du général. — Vu l'arrêté du Département mettant à la disposition du général Saboureux et de son état-major l'appartement de la ci-devant abbesse de la ci-devant abbaye de Saint-Julien, les citoyens Jacotin et Heintz, architectes sont désignés pour visiter les lieux, en présence du général.

25 Brumaire.

Démission. — Le citoyen Breton, agent des subsistances envoie sa démission.

Taxe du pain. — La taxe du pain pour la décade suivante est ainsi fixée : pain, 5 livres ; farine pour nourrices, 6 livres 50 sols ; son, 2 livres 10 sols.

Mémoire de travaux. — Arrêté que le mémoire de journées de charrois, faites par le citoyen Laurent Moreau, voiturier, pour débayer la rue des Trois-Maries sera payé à raison de 350 livres la journée.

Livraison de grains. — Le citoyen Robin, ancien notable, délégué pour se rendre à Châlons à l'effet de prendre livraison des 1500 quintaux de grains accordés par le citoyen Cadroy, représentant, se présente. Il dit qu'il a fait emmagasiner lesdits grains et qu'ils sont prêts à être expédiés. Arrêté que les magasins de la commune seront disposés pour les recevoir.

Maison d'humanité. — Les administrateurs de la Maison d'humanité adressent un mémoire exposant leurs besoins. Arrêté que

An IV les citoyens Laporte et Tenaille se transporteront à la Maison
(1795) d'humanité pour se rendre compte de la situation.

Agents des approvisionnements de Paris. — Réception d'un arrêté du Directoire exécutif du 16 de ce mois, qui annule les autorisations des agents des approvisionnements de Paris. Cet arrêté sera proclamé dans les endroits accoutumés.

26 Brumaire.

Prestation de serment. — Le citoyen Claude Mauroy nommé concierge des maisons de justice et d'arrêt prête serment. Il jure de veiller à la garde des détenus et de les traiter avec douceur et humanité.

27 Brumaire.

Nomination. — Le Conseil nomme comme vice-président le citoyen Poussard, et comme suppléant du commissaire du Pouvoir exécutif, le citoyen Tenaille.

Caissier des subsistances. — Arrêté que le citoyen Peplin, caissier des subsistances est continué dans cette place. Il devra donner tous les jours impairs l'état de sa caisse.

Voiturier réquisitionné qui fait défaut. — Le citoyen Bidault, voiturier, faubourg Saint-Martin, requis de se trouver le 21 à sept heures du matin place de la Maison commune, pour transporter des bagages du 2^m bataillon de l'Oise de passage, se rendant à Dijon, ne s'étant pas présenté, les gendarmes se rendirent chez lui, et apprirent qu'il était au labour. Procès-verbal fut dressé, mais le bataillon ne put partir qu'à midi. Arrêté en conséquence que ledit Bidault « qui a toujours été rebelle aux réquisitions qui lui ont été faites », sera déféré au tribunal civil, pour être puni.

Remplacement de Breton démissionnaire. — Le Conseil nomme en remplacement de Breton, agent des subsistances, démissionnaire, le citoyen Girard et lui donne pour aide le citoyen Philippe Dhalle. Il devra recevoir les grains, les peser, veiller à leur conservation et les distribuer aux meuniers. Le magasin sera établi dans le presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors.

Taxe du pain. — Un membre observe que la taxe du pain est trop faible par rapport au prix des grains et que la caisse de la commune ne pourra supporter longtemps l'effet de cette différence. Pour que le pain soit à son prix normal, il faudrait le mettre à 15 livres la livre. Cependant par considération d'humanité, et bien que la caisse de la commune doive en être lésée, la taxe du pain est fixée à 5 livres la livre, la farine pour nourrices à 6 livres 5 sols et le son à 2 livres 10 sols.

28 Brumaire.

An IV

(1795)

Marché aux grains. — En exécution d'un arrêté du Département touchant l'approvisionnement du marché, il est décidé que le marché aux grains ne se tiendra plus que les mercredi et vendredi de chaque semaine, et que les grains non vendus seront relayés et gardés par le citoyen commissaire hallier.

29 Brumaire.

Jurés. — Vu une lettre du président du tribunal civil, il est arrêté que les citoyens Petit et Ramponeau devront assister à l'avenir, chaque premier du mois, au tirage des jurés.

Démission. — Le citoyen Frottier un des agents des subsistances se présente et donne sa démission. Il sera remplacé incessamment.

Prix établis avec les meuniers et les boulangers. — Arrêté, sur la demande d'augmentation des meuniers, qu'il leur sera payé 72 livres par chaque fois qu'ils viendront chercher au magasin des subsistances 12 quintaux de grains, et que les boulangers recevront pour la confection du pain à livrer aux sections 20 livres par quintal de farine, qui devra rendre 140 livres de pain. Le pain devra être bien cuit et rassis.

30 Brumaire.

Rapport de l'arrêté précédent. — Sur la plainte des boulangers, l'arrêté précédent et rapporté. Les expériences de rendement de pain par quintal de farine seront fixées contradictoirement.

Citoyens admis au pain de section. — Arrêté que les listes des citoyens qui participent au pain de section seront révisées et que l'on ne conservera que les citoyens dépourvus de moyens d'existence suffisants.

1^{er} Frimaire (22 novembre 1795).

Vente de différents objets. — Arrêté que l'on vendra des matériaux de démolition, deux horloges et deux moulins à bras, dont l'inutilité est reconnue, pour arriver à solder les 183,000 livres dues pour les 1500 quintaux de blé achetés à Châlons et accordés par le représentant Cadroy. On vendra également les 12 quintaux de riz, qui n'ont pas été distribués en raison des dépenses que cause la préparation de cet aliment.

Vente de piques. — Arrêté que les citoyens Tenaille et Petit sont nommés commissaires, pour procéder dans le local du ci-devant district à une vente de piques qui aura lieu demain.

Travaux sur les routes. — Arrêté que le 8 de ce mois, en exécu-

An IV tion d'une lettre du Département, le Conseil procédera à l'adjudi-
(1795) cation des travaux à exécuter sur les routes de Paris à Lyon, et d'Auxerre à Troyes.

Contributions de l'an III. — Arrêté que le 10 de ce mois, il sera procédé à l'adjudication de la perception de la partie du rôle de la contribution foncière de l'an III, payable en assignats.

Expulsion du garde-magasin des fourrages militaires. — Vu une pétition des citoyens Girard et Dhalles, agents des subsistances, tendant à être pourvus du logement qui leur a été assigné par délibérations des 27 et 30 brumaire ; vu aussi le rapport fait, que le citoyen Chauvot, garde-magasin des fourrages militaires, refuse d'évacuer, malgré l'ordre qui lui en a été donné, les lieux qu'il occupe dans le presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors, il est arrêté qu'il sera déclaré audit Chauvot que nonidi prochain, si les lieux ne sont pas évacués, ses meubles et effets seront mis dehors.

2 Frimaire.

Exercice du culte. — Le citoyen Thoulet, prêtre, fait sa déclaration pour pouvoir exercer le culte dans cette commune.

Contribution somptuaire. — Vu la circulaire du Département relative à la contribution personnelle et somptuaire, établie par la loi du 7 thermidor dernier, il est arrêté que les travaux à faire pour l'établissement de cette contribution seront mis sur le champ en activité.

4 Frimaire.

Expulsion du garde-magasin des fourrages militaires. — Chauvot, garde-magasin des fourrages militaires, demande que l'arrêté d'expulsion du presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors pris contre lui ne soit point exécuté. Le Conseil passe à l'ordre du jour et arrête que le Département sera sollicité de faire au couvent des Visitandines, où doit résider ledit Chauvot, les réparations urgentes et nécessaires.

Demande de grains au Ministre. — Les grains provenant de 1500 quintaux accordés par le représentant Cadroy sont de médiocre qualité et il en arrive très peu. Arrêté qu'on demandera au Ministre de l'Intérieur des grains sur ceux provenant de l'impôt en nature emmagasinés à Saint-Florentin, Briennon et Seignelay.

5 Frimaire.

Collège, demande de bois de chauffage. — Le citoyen Beaumé, professeur de dessin au collège, demande 5 à 6 moules de bois pour chauffer sa classe en les payant sur le produit des contributions de ses écoliers. Le Conseil passe à l'ordre du jour « attendu que la

commune n'a pas trop de bois et que le pétitionnaire a la faculté de faire fournir par ses élèves, dans une juste proportion, le bois nécessaire au chauffage de sa classe. » **An IV (1795)**

Traité avec les boulangers. — Arrêté que les boulangers seront payés pour la fabrication du pain de section 30 livres le quintal de farine. Ils devront rendre 135 livres de pain au quintal et auront droit chacun à 5 moules de bois à raison de 500 livres le moule.

Prix de la journée d'ouvrier. — Arrêté que les journées des ouvriers de l'Agence des subsistances seront payées à raison de 40 livres par jour.

Nomination d'un appariteur. — Le citoyen Parent, hallier et appariteur de police, ne pouvant bien remplir ces deux fonctions, est conservé comme hallier seulement et le citoyen Chertier, ancien employé des subsistances est nommé appariteur. Il commencera ses fonctions dès demain.

7 Frimaire.

Taxe des subsistances. — Arrêté que le pain est taxé 7 livres la livre ; la farine pour les nourrices, 7 livres 5 sols ; le son, 3 livres.

Démission. — Le citoyen Robin, maître de poste dépose sa démission.

10 Frimaire.

Subsistances. — Le citoyen Meille, garde-magasin des vivres militaires, demande à emprunter à la commune 40 quintaux de grains. Le Conseil refuse, car la commune n'est pas moins dépourvue. Elle ne possède de farine que pour dix distributions de pain.

11 Frimaire.

Marché mal approvisionné. — Rapport est fait qu'il n'a été apporté au marché de ce jour que 35 bichets de grains « qu'il en est résulté beaucoup de murmures que les consolations et le langage de la loi ont néanmoins calmés ». Arrêté qu'on écrira au Département, pour lui faire part de l'état des marchés de la commune.

Impôt foncier. — Le montant des trois quarts des impôts fonciers de la commune qui, aux termes de la loi du 2 thermidor an III peuvent être payés en nature, forment un total de 705 quintaux. Ces grains seront déposés au magasin des vivres militaires de la commune.

Secours aux parents des défenseurs de la patrie. — Les fonds manquant pour acquitter les secours dus aux parents des défenseurs de la patrie, il est arrêté qu'on demandera au Département les fonds nécessaires.

An IV

14 Frimaire.

(1795)

Subsistances. — Un membre rapporte que le gouvernement s'est emparé de ce qui restait des 1500 quintaux mis à la disposition de la commune par le représentant Cadroy. Arrêté qu'on enverra de suite le citoyen Defrance, comme commissaire à Paris, pour faire lever cette opposition ; qu'on lui comptera 12.000 livres pour subvenir à ses frais de voyage et qu'on écrira en même temps à la députation de l'Yonne, au représentant du peuple Cadroy et au citoyen Villetard, pour empêcher cet emparement (*sic*).

15 Frimaire.

Pain des jurés — Le président du tribunal criminel demande que la commune délivre une demi-livre de pain par jour à chaque juré, lequel paiera à la commune le prix auquel ce pain lui revient.

17 Frimaire.

Opposition à la vente d'une horloge. — Réception d'un arrêté du Département, ordonnant de réintégrer dans les magasins de l'hospice militaire l'horloge qui devait être vendue. Arrêté qu'on avisera pour empêcher cette réintégration, car c'est une propriété communale.

Impôt en foin et en paille. — Vu une lettre du Département informant le Conseil que la commune est imposée à 300 quintaux de foin et 700 quintaux de paille, pour la subsistance des chevaux de la République, il est arrêté que pour arriver à faire cette livraison, recensement des fourrages sera fait chez tous les propriétaires.

20 Frimaire.

Impôt foncier. — Il ne s'est présenté personne aujourd'hui pour l'adjudication de la perception de l'impôt foncier pour l'an III. Elle sera tentée de nouveau le 30.

Levée de scellés. — Arrêté que le citoyen Poussard assistera à la levée des scellés au domicile de Dechenu, père d'émigré, qui aura lieu demain, ainsi qu'à la prise du mobilier et à l'établissement d'un gardien.

21 Frimaire.

Subsistances. — Réception d'une lettre du citoyen Defrance, datée de Paris, annonçant qu'il a obtenu du ministère la levée de l'opposition sur les grains destinés à la commune et emmagasinés à Châlons.

Démission d'un appariteur de police. — Vu la démission donnée à l'instant par le citoyen Badin de sa place d'appariteur de police,

et la liste des citoyens qui ont demandé des places, il est arrêté que le citoyen Joseph Huguenin, ancien employé du Département, le remplacera. **An IV**
(1795)

Remboursement d'avances. — Vu la demande faite par les citoyens Gremeret et Nizon, greffier des juges de paix et secrétaire du bureau de paix, de la somme de 510 livres qu'ils ont avancée pour registres, papier et plumes, il est arrêté que cette somme leur sera acquittée par la commune, sauf à faire statuer quelle caisse devra en être chargée.

23 Frimaire.

Nomination de fonctionnaires. — Le ministère ayant nommé les citoyens Garnier, commissaire des guerres à Auxerre, et Lesséré, directeur des coches, directeur des étapes, il est arrêté que leurs commissions seront enregistrées au secrétariat de l'administration.

Subsistances. — Réception d'une lettre du Ministre de l'intérieur, qui confirme la nouvelle de la levée de l'opposition sur les grains de la commune étant à Châlons.

Suppression du district et du tribunal civil. — Arrêté que les citoyens Tenaille et Dudesert sont nommés commissaires, pour, en exécution d'un arrêté du Département du 20 de ce mois, procéder à l'inventaire du mobilier des administration et tribunal civil du district supprimés.

Fonds empruntés. — La commune ayant besoin de fonds, pour payer ce qui reste dû sur les 1,500 quintaux de blé étant à Châlons, le Conseil envoie deux de ses membres auprès du citoyen Foacier, payeur général du Département, pour lui demander de prêter à la commune la somme de 40,000 livres. Ils reviennent, et rapportent que le citoyen Foacier prêtera 30,000 livres sur sa caisse, et 10,000 sur ses fonds personnels.

25 Frimaire.

Blé accordé par le Ministre de l'Intérieur. — Réception d'une lettre du ministre de l'intérieur informant le Conseil qu'il met à la disposition de la commune 2,000 quintaux de blé, à prendre sur le produit de la contribution en nature, qui doit être perçue dans le ci-devant district de Saint-Florentin.

27 Frimaire.

Defrance nommé commissaire du Pouvoir exécutif près le Conseil. — Le citoyen Defrance, administrateur municipal, se présente, de retour de son voyage à Paris. Il produit sa commission de commissaire du Pouvoir exécutif près le Conseil. Il reçoit les félicitations de la compagnie. Le citoyen Moreau, qui le rempla-

An IV çait, en reçoit également pour les talents et le zèle dont il a fait
(1795) preuve.

Taxe du pain. — A partir du 1^{er} Nivôse, la taxe sera la suivante : pain, 8 livres la livre ; farine pour les nourrices, 10 livres ; son, 4 livres.

Indemnité aux employés de la commune. — Vu la progression constante du prix des subsistances, il est accordé à tous les employés des bureaux de la commune, pour le mois de brumaire, une indemnité équivalant à une demi-livre de pain par jour, qui est de 8 livres la livre.

Salaire des boulangers. — Vu l'augmentation du bois et de la chandelle, le salaire des boulangers employés à la panification est élevé de 30 livres à 50 livres le quintal de farine.

29 Frimaire.

Emprunt forcé. — Réception de la loi du 19 de ce mois, ordonnant un emprunt sur les citoyens aisés. En exécution de cette loi, et pour arriver à la formation de la liste des citoyens aisés, le Conseil nomme huit citoyens « probes, amis de la chose publique, et exempts de toutes prétentions particulières », ce sont les citoyens Lelièvre aîné, Dehertogh, Sanglé, ferblantier, Padelinetti, Bourgoin aîné, Lesseré, directeur des coches, Faurax père, et Roux, ancien officier municipal.

Élection d'un administrateur municipal. — Le Conseil procède à l'élection d'un administrateur municipal, en remplacement du citoyen Defrance, nommé commissaire du pouvoir exécutif. Au second tour de scrutin les citoyens Vaultier, prêtre, et Chardon La-Loge arrivent avec le même nombre de voix, mais le citoyen Vaultier étant plus âgé est nommé.

4 Nivôse (22 Décembre 1795).

Le citoyen Vaultier est installé comme administrateur municipal.

Conduite des morts. — Arrêté que le soin d'accompagner les décédés au champ du repos, qui était confié aux deux officiers publics, sera dévolu à tour de rôle aux quatre appariteurs de la commune ; attendu que les officiers publics chargés déjà de la tenue des actes de l'état-civil et des fonctions municipales sont trop surchargés de besogne, et que la loi n'ordonne pas ce service, qui n'a lieu que pour honorer les morts et surveiller les inhumations.

Cimetière de la Maison de bienfaisance. — En exécution d'un arrêté du Département du 27 frimaire, l'administration décide que

ceux qui viendront à décéder dans la maison de bienfaisance seront enterrés dans le cimetière de cette maison. An 1V
(1795)

Instituteurs primaires. — Attestation est donnée à Jean-Baptiste Derode, Jacques Bridault, Jacques Monteaut, et Jean-Pierre Bridault, instituteurs primaires de la commune, qu'ils ont exercé leurs fonctions pendant le trimestre dernier.

Visite des écoles publiques. — Arrêté que deux membres de l'administration, assistés du commissaire exécutif visiteront septidi prochain les écoles publiques, selon le vœu de la loi.

5 Nivôse.

Anciennes saisies de farines. — Communication d'une lettre du ministre de l'intérieur au département, réprimandant l'administration de la commune d'avoir fait des saisies de farines, notamment sur le citoyen Chouillou de Paris qui s'en est plaint. Arrêté qu'il sera répondu au Ministre que ces saisies étaient légales.

6 Nivôse.

Emprunt forcé. — Depuis le 30 frimaire les contrôleurs choisis et les membres de l'administration adjoints, se livrent à l'établissement de la liste des citoyens aisés, qui seront tenus de participer à l'emprunt forcé.

Sonnerie des cloches. — Le citoyen Defrance, commissaire du directoire exécutif, requiert, en vertu de la loi du 7 vendémiaire sur l'exercice du culte et de la loi du 27 juillet 1793, sur la réduction des cloches à une par paroisse, que les déclarations des ministres du culte soient affichées dans l'intérieur de chaque temple, et que, en vertu de la loi qui donne le droit de police à l'administration municipale sur tout placement de signe particulier à un culte, les cloches, qui sont un signe particulier exposé à la vue des citoyens, et causant du trouble par le bruit qu'elles font, soient descendues et mises à la disposition du pouvoir exécutif. L'administration, considérant que les cloches ne sont point un signe exposé à la vue des citoyens ; que si elles font du bruit, les chants sacrés en font également et se font entendre au-dehors ; que la loi du 27 juillet 1793 ne saurait être visée, attendu que la descente des cloches n'a été ordonnée que pour, avec leur matière, assurer la victoire et la défense du peuple Français, et pour en fabriquer une monnaie utile. Considérant que les démarches faites auprès des sectaires du culte catholique pour faire cesser les sonneries destinées à appeler les fidèles aux offices, n'ont eu pour résultat qu'un usage plus affecté de ces cloches à Saint-Etienne et à Saint-Eusèbe ; considérant que la cloche réservée dans le temple

An IV**(1796)**

de Saint-Etienne pour servir au réveil des ouvriers, à l'indication de l'heure de leur repos, et à celle du retour à la maison, pour servir encore à appeler les citoyens aux assemblées communales, et à les rassembler en cas d'incendie, doit être maintenue à ces usages, arrête que les déclarations exigées par l'article IV de la loi du 7 Vendémiaire seront affichées dans l'enceinte du Temple; que la cloche civique du temple Saint-Etienne sera sonnée par le citoyen Bernard pour les usages indiqués, seulement, et jamais pour l'exercice du culte; enfin que la présente délibération sera affichée dans le temple de Saint-Etienne, à l'intérieur de la tour, et dans le haut, près des cloches.

11 Nivôse (1^{er} janvier 1796).

Emprunt forcé. — Fin de la formation de la liste des citoyens qualifiés aisés soumis à l'emprunt forcé. Cette liste sera envoyée au département.

14 Nivôse.

Emprunt forcé. — Le département nomme comme percepteur de l'emprunt forcé, à Auxerre, le citoyen Jean-Baptiste Peplin qui accepte.

Agence des subsistances. — Arrêté que le citoyen Pierre Regnauldin, remplacera comme agent des subsistances de la commune, pour la partie de la comptabilité, le citoyen Frottier, démissionnaire.

Réclusion des prêtres. — En exécution d'un arrêté du Département du 9 Nivôse, et d'une circulaire du ministre de l'intérieur, relative à la réclusion des prêtres dans les cas prévus par les lois de 1792 et 1793, le ci-devant séminaire sera mis en état de recevoir les ecclésiastiques qui tombent sous l'application de la loi.

Salaire d'ouvriers. — En raison du renchérissement des subsistances, l'administration porte à 100 livres par jour le salaire des ouvriers employés au magasin des vivres et fourrages militaires, et réduit de trois à deux le nombre des ouvriers employés au magasin des subsistances de la commune.

Déclarations d'ecclésiastiques. — L'administration donne acte aux citoyens Thomas-Nicolas Bourdeaux, Jean-Nicolas Taizon et François-Marie Phélippeaux, présents à la séance, tous trois ministres du culte catholique, de leur soumission aux lois de la République, faite en conformité de la loi du 7 vendémiaire, pour pouvoir exercer le culte dans la commune.

15 Nivôse.

Taux de la journée de militaire malade. — Rapport d'une pétition des administrateurs de la Maison d'humanité demandant, vu

le renchérissement des vivres et médicaments, que la journée des militaires malades soit portée à 120 livres. L'administration remplaçant le district supprimé fait droit à cette demande pour le mois de Nivôse seulement. An IV
(1796)

Lettres du ministre de l'intérieur. — Réception de deux lettres du ministre de l'intérieur du 30 frimaire dernier, en réponse à celle qui lui a été adressée au sujet de prétendues arrestations de subsistances, et de la dénonciation du citoyen Chouillou, de Paris. Ces lettres sont regardées comme satisfaisantes.

Création d'un bureau des subsistances. — Arrêté qu'il sera formé un bureau des subsistances, le nombre réduit des officiers municipaux ne pouvant suffire à cette partie; que le citoyen Vaultier, administrateur municipal, en sera président, et que les membres qui composeront ce bureau, et dans lesquels la municipalité a pleine confiance, seront les citoyens Foacier, Perthuis fils, Robin-Cléry et Nombret-Américain.

Taxe du pain. — L'administration, vu la différence du prix des subsistances, trop bas en raison des prix d'achat et de transport des grains, et considérant « que sa répugnance ordinaire à élever le prix du pain doit disparaître, lorsque les ouvriers qui le consomment en plus grande partie, gagnent jusqu'à 140 et 150 livres par journée », arrête ainsi le tarif du pain à partir du 17 de ce mois; pain, 15 livres la livre; farine pour les nourrices, 18 livres 15 sols; son, 7 livres 10 sols.

17 Nivôse.

Réquisitions en fourrage et paille. — En exécution de la loi du 7 Vendémiaire qui a ordonné un rassemblement de fourrages pour le service des armées de la République, le département a été taxé à 50,000 quintaux de paille et autant de fourrages, et le contingent de la commune a été fixé à 300 quintaux de fourrage, et 700 quintaux de paille. En conséquence le recensement des fourrages et paille a été fait et on n'a relevé que la quantité de 2,985 quintaux de foin et 615 quintaux de paille, principalement chez les aubergistes. D'autre part la commune compte 150 chevaux et 100 vaches qui mangeront, jusqu'à la récolte prochaine, 4105 quintaux de foin et 1,120 quintaux de paille. Arrêté en conséquence que l'administration demandera au Département d'être dispensée de cette réquisition.

Prix de la viande. — Jacques Mutellé, boucher, fournisseur de la viande aux militaires, demande qu'on lui fasse connaître le prix de la viande pendant les mois de vendémiaire, de brumaire et de frimaire derniers. L'administration déclare que le prix de la livre

An IV de viande a été pendant tout le mois de Vendémiaire de 8 livres ;
(1796) pendant la première décade de brumaire, de 15 livres ; pendant la seconde, de 20 livres ; et la troisième de 25 livres ; pendant la première décade de frimaire, de 30 livres ; la seconde, de 35 livres ; la troisième de 40 livres.

19 Nivôse.

Paiement de farines saisies. — Arrêté qu'il sera payé à Fourier le jeune, tailleur à Auxerre, 5,500 livres pour prix de quatre feuillets et un sac de farine saisies par la commune, le 6 thermidor dernier, au moment de leur départ pour Paris.

Emprunt forcé. — Arrêté que, les citoyens montrant de l'empressement pour le paiement de l'emprunt forcé, il sera ouvert provisoirement, et jusqu'à la réception du rôle du Département un registre où seront inscrits les paiements qui seront faits.

21 Nivôse.

Papiers du ci-devant district. — Arrêté que l'on demandera au Département les meubles et papiers de l'ancien district et tribunaux supprimés.

23 Nivôse.

Nomination d'un employé. — Jean-Baptiste-Désiré Pallais, qui vient de recevoir son congé définitif de l'armée, est nommé employé dans les bureaux de la commune en remplacement du citoyen Pouchard, démissionnaire.

Emprunt forcé. — Le Département envoie le 15^e rôle de l'emprunt forcé, comprenant 50 cotes et montant à 6,000 livres.

24 Nivôse.

Emprunt forcé. — Envoi par le Département du rôle de la 14^e classe de l'emprunt forcé, montant à 16,500 livres sur 15 prêteurs. Le rôle de la 16^e classe montant à 14,800 livres et 7 prêteurs avait été reçu le 18.

25 Nivôse.

Emprunt forcé. — Réception du rôle de la 13^e classe, montant à 12,000 livres sur 12 prêteurs.

Tenue des marchés. — Des mesures d'ordre sont prises pour la tenue des marchés. Il y aura toujours de service deux commissaires de police et trois appariteurs.

Achats de grains par des étrangers. — Arrêté qu'il sera écrit au ministre de l'intérieur pour lui dénoncer des achats de grains faits dans les communes environnant Auxerre, qui, s'ils se continuaient, exposeraient bientôt la commune à la famine. Ces achats sont faits par un agent de la compagnie d'Acosta et Adam, un

citoyen Gaillard de Sens, et des envoyés de la manufacture de papier près Montargis. **An IV**
(1796)

Plainte de l'officier public contre le citoyen Marie, consolateur des malades à la Maison d'humanité. — L'officier public rapporte que le citoyen Marie, consolateur des malades à la Maison d'humanité, néglige de lui envoyer par décade les renseignements qui lui sont nécessaires pour dresser les actes des décès survenus dans la maison, ou ne les envoie qu'après l'inhumation. Arrêté que ledit citoyen Marie sera prié d'être plus régulier dans l'envoi des renseignements à l'officier public sur chaque décédé.

Transport des corps sans cercueil. — Le même officier public se plaint que la plupart des décédés de la Maison d'humanité sont conduits au champ de repos sans cercueil et seulement ensevelis d'une grosse toile. L'administration, « considérant que le spectacle donné aux citoyens de porter les morts sans cercueil et découverts blesse la décence et plus encore le respect dû à l'espèce humaine », arrête que les administrateurs seront tenus de faire faire une bière couverte pour servir à l'avenir à porter les morts au cimetière.

26 Nivôse.

Emprunt forcé. — Réception du rôle de la 12^e classe de l'emprunt forcé montant à 8,100 livres.

Paiement de fournitures. — Arrêté un état de fourniture de bois et chandelles faite au général, à son aide de camp, à la 21^e compagnie de vétérans et aux prisonniers de guerre, montant à 82,150 livres. La corde de bois y est portée au prix où elle s'est vendue à Auxerre, à 2,400 livres, la livre de chandelle à 100 livres.

27 Nivôse.

Emprunt forcé. — Réception du rôle de la 11^e classe montant à 7,200 livres avec 9 prêteurs à 800 livres chacun.

28 Nivôse.

Emprunt forcé. — Réception du rôle de la 10^e classe montant à 4,200 livres avec 6 prêteurs.

Programme de la fête du 21 Janvier. — Vu un arrêté du Directoire exécutif du 28 de ce mois, qui, en exécution de la loi du 21 Ventôse an III, ordonne que le 1^{er} pluviôse prochain, jour correspondant au 21 janvier, la juste punition du dernier roi des Français sera célébrée dans toutes les communes de la République.

L'administration, considérant qu'elle doit justifier sa haine de la royauté et la confiance de l'administration départementale en donnant tout l'éclat possible à la cérémonie dont il s'agit, arrête ainsi le programme de cette fête :

An IV
(1796)

1° Tous les membres des autorités constituées, tous les fonctionnaires publics, tous ceux qui sont salariés par la République, se réuniront le 1^{er} pluviôse prochain, à 10 heures du matin, dans la grande salle du département pour célébrer la juste punition du dernier roi des Français.

2° Réquisitoires seront donnés : 1° Au commandant de la garde nationale pour lui demander de faire commander un piquet de 150 hommes, en grande tenue ; 2° Au capitaine de la 21^e compagnie de vétérans pour mettre sous les armes toute sa compagnie ; 3° Au commandant de la gendarmerie nationale, pour faire monter à cheval tous ses gendarmes. Ces divers détachements devront se trouver ledit jour, à 10 heures précises, sur la place de la maison commune. Le commandant de la garde nationale fera disposer un nombre suffisant de canonniers pour faire le service des bouches à feu.

3° Le 30 nivôse, à 5 heures du soir, la cloche civique sera sonnée. A l'instant quatre tambours battront le premier dans tous les quartiers de la commune, et il sera fait à l'arbre de la liberté des décharges d'artillerie.

4° Le 1^{er} pluviôse, à 8 heures du matin, l'artillerie sera tirée sur la place de la Fraternité, la cloche civique sonnée et la générale battue.

5° A 10 heures, les membres de l'administration assemblés en la maison commune se rendront au Département dans le centre des troupes ayant à leur tête le corps de musique, un corps de tambours, les canonniers, l'artillerie trainée par des chevaux. La cavalerie servira à fermer la marche.

6° A l'invitation de l'administration départementale le commandant fera reprendre aux troupes l'ordre ci-dessus indiqué, et tous les fonctionnaires publics seront placés au centre. Le cortège se portera à l'arbre de la liberté. Le départ sera annoncé par deux coups de canon et la marche marquée par des chants patriotiques en alternant avec la musique et les tambours.

7° A l'arrivée près de l'arbre de la liberté, il sera fait une salve d'artillerie. Pendant la station il sera chanté des hymnes patriotiques et analogues à la circonstance. Le retour sera annoncé par une nouvelle salve d'artillerie, et le cortège tenant la même marche se rendra au temple de Saint-Etienne, en continuant les chants, qui feront reposer la musique et les tambours tour à tour.

8° Il sera établi dans le temple, à l'endroit qui sera jugé plus convenable, un bureau sur une estrade élevée pour servir au président de l'administration départementale, et au secrétaire qui rédigera le procès-verbal prescrit par l'arrêté du Directoire exécutif.

Il sera, au surplus, fait dans le temple toutes les dispositions convenables pour assurer l'ordre, et procurer à tous les citoyens les commodités nécessaires. An IV
(1796)

9° Pendant la cérémonie des déclarations indiquées par le même arrêté, la cloche civique sonnera et il sera fait une décharge d'artillerie sur la place de la Fraternité.

10° Après la cérémonie le cortège se rendra au Département, où toutes les autorités, les fonctionnaires publics, et tous les citoyens se sépareront.

11° Après midi il y aura danses publiques au jardin national, depuis 3 heures jusqu'à la nuit.

29 Nivôse.

Emprunt forcé. — Réception du rôle de la 8^e classe de l'emprunt forcé s'élevant à 3,000 livres avec 5 prêteurs; du rôle de la 7^e classe montant à 3,200 livres avec 8 prêteurs; et des rôles des 6^e, 5^e, 4^e, 3^e et 2^e classes montant à 25,090 livres sur 192 contribuables.

30 Nivôse.

Inspections financières. — Vu la copie d'une lettre du ministre des finances au Département, en date du 26 de ce mois, il est arrêté que les citoyens Vaultier et Petit-Salomon se transporteront de suite chez le citoyen Peplin, percepteur de l'emprunt forcé, et à minuit chez le citoyen Camelin, receveur du ci-devant district, pour arrêter leurs journaux de recettes de l'emprunt forcé, et leur intimer l'ordre d'envoyer sur le champ à la trésorerie nationale le bordereau de leur situation.

Emprunt forcé. — Proclamation sera faite dans tous quartiers que les citoyens assujettis à l'emprunt forcé devront l'acquitter dans le jour, et qu'au-delà de ce terme, conformément à la loi du 3 de ce mois, ils ne pourront payer qu'en numéraire, or ou argent, ou en grains.

Le citoyen Hobelin, rentier, demeurant place Saint-Eusèbe, qui a été oublié dans le rôle de l'emprunt forcé, se présente, et fait offre à la patrie de 5,000 livres en assignats.

2 Pluviose (21 janvier 1796).

Gardes-champêtres. — « L'administration considérant que le prix des journées des gardes-champêtres leur produit à peine une demi-livre de pain, bien insuffisante eu égard à la peine qu'ils ont, et qu'il est d'une justice étroite d'augmenter leur salaire », arrête qu'à compter du 1^{er} de ce mois, leur journée sera de 15 livres.

AN IV

5 Pluviose.

(1796) *Taxe du pain.* — Arrêté fixant d'après le prix des grains, qui s'est élevé au dernier marché à 1,694 livres 2 sols 6 deniers le quintal, en assignats, le prix du pain de section, à partir de la décade prochaine; lequel prix sera payable en assignats ou en numéraire :

Savoir, pain, 17 livres 10 sols en assignats, 3 sols 6 deniers en numéraire; farine pour les nourrices, 21 livres 17 sols 6 deniers en assignats, ou 4 sols 6 deniers en numéraire; son, 8 livres en assignats, ou 1 sol 9 deniers en numéraire.

7 Pluviose.

Emprunt forcé. — Le département, saisi de nombreuses réclamations des contribuables à l'emprunt forcé, ordonne un rôle supplémentaire. L'administration se soumettant avec peine à cet arrêté nomme une commission pour le former, composée des citoyens : Henri Lesseré père, Robinet-Pontagny, propriétaire, Edme-Germain Villetard, propriétaire, Rémond, juge, Housset-Champton, Edme Milleriot, marchand de vin.

8 Pluviose.

Brochure interdite. — Vu la copie d'une circulaire adressée par le ministre de l'intérieur au Département, le 21 nivôse, il est arrêté que l'on empêchera la circulation d'une brochure intitulée : *Instruction du roi Louis XVIII sur la question de savoir si les ecclésiastiques, en France, peuvent se soumettre aux lois de la République.*

Emprunt forcé. — Le citoyen Robinet-Pontagny étant absent de la commune, et les citoyens Lesseré, Rémond, Housset et Milleriot, commissaires pour dresser le rôle supplémentaire de l'emprunt forcé, ayant déclaré ne pouvoir accepter, parce qu'ils se proposent de se pourvoir contre leur taxation, l'administration nomme à leur place les citoyens Claude-Germain Legueux, propriétaire, Lesseré, directeur des coches, Mérat apothicaire, et Couturat, boulanger.

9 Pluviose.

Subsistances. — Arrêté qu'il sera adressé, au Département, une pétition pour lui demander l'autorisation de lever, dans le magasin militaire d'Auxerre, où sont réunis les grains provenant de l'impôt en nature, la quantité de 600 quintaux de blé à valoir sur les 3,000 obtenus du ministre de l'intérieur.

10 Pluviose.

Emprunt forcé. — La commission pour la révision de l'emprunt

forcé ayant porté la succession du citoyen Julien, curé de Saint-Etienne, mort depuis peu, à 600 livres, il sera écrit au Département pour que les héritiers dudit Julien, actuellement à Auxerre, soient astreints à payer de suite. **An IV (1796)**

11 Pluviose.

Dépenses de la fête du 21 Janvier. — Les frais de la fête célébrée le 1^{er} de ce mois, en mémoire de la punition du dernier roi des Français, sont arrêtés à 1,125 livres. Ils sont à la charge du Département.

Monnaie républicaine. — L'administration considérant que nul ne peut ni ne doit refuser le numéraire au signe républicain, et faire deux prix pour les valeurs métalliques, arrête qu'il sera fait demain, au marché, publication pour avertir les citoyens qu'ils doivent admettre tous les signes indistinctement et que les contrevenants seront déférés aux juges compétents.

15 Pluviose.

Perception de l'impôt de l'an III. — Les deux adjudications de la perception de l'impôt foncier pour l'an III, n'ayant pu réussir malgré la remise offerte à celui qui le percevrait, de 12 deniers pour livre, l'administration choisit par la voie du vote celui de ses membres qui devra en être chargé. En conséquence les sept membres dont se compose l'administration nomment, à la majorité de 4 voix, le citoyen Vaultier, qui accepte et déclare prendre pour commis le citoyen Peplin, auquel il abandonne la remise, tout en restant responsable.

Maison de réclusion. — Arrêté que le bail du jardin de la maison de réclusion sera résilié, pour servir de promenade aux prêtres reclus réfractaires.

16 Pluviose.

Taxe du pain. — La taxe du pain est ainsi fixée à partir du 19 courant : Pain, 20 livres la livre en assignats, 3 sols 6 deniers en numéraire; farine pour les nourrices, 25 livres en assignats, 4 sols 6 deniers en numéraire; son, 10 livres en assignats, 1 sol 9 deniers en numéraire.

Prêtres réfractaires. — Réception d'un arrêté du département du 11 courant, pris en exécution d'une instruction du Directoire exécutif du 28 nivôse dernier, au sujet des prêtres réfractaires qui, par leurs manœuvres criminelles, troublent la République. L'administration déclare qu'elle n'en connaît aucun dans la commune qui se soit soustrait au serment exigé par les lois ou qui l'ait rétracté après l'avoir prêté.

An IV

(1796) *Titres de rentes au profit des pauvres.* — Des titres de rentes au profit des pauvres de la ci-devant paroisse Saint-Loup, existant dans les papiers du curé Julien, décédé, il est arrêté qu'on s'abouchera avec les héritiers pour les retirer.

Police intérieure. — Arrêté qu'en attendant l'exécution de la loi du 7 vendémiaire concernant la police intérieure des communes, des visites chez les aubergistes seront faites tous les jours, soit par les membres de l'administration, soit par les commissaires de police, pour vérifier leurs registres et se faire représenter les passe-ports des voyageurs.

17 Pluviose.

Emprunt forcé. — Réception d'un arrêté du Département, déchargeant les héritiers du curé Julien de la moitié de leur cote de l'emprunt forcé.

Arrêté de dépenses. — Arrêté un état de dépenses militaires de chauffage et d'éclairage pour les mois de brumaire et de frimaire. Cet état s'élève à 116,824 livres. Le prix de la corde de bois y est fixé à 4,000 livres et la livre de chandelle à 200 livres.

Réclamation aux héritiers du curé Julien. — Arrêté qu'avant le départ imminent des héritiers du curé Julien, visite sera faite de son presbytère, pour constater les réparations locatives à leur charge, et qu'avertissement leur sera aussi donné de suite de payer la contribution foncière dudit Julien (1).

Prêtres réfractaires. — En exécution d'un arrêté du département du 13 de ce mois, la commune est chargée de subvenir aux besoins des prêtres détenus dans la maison de réclusion.

19 Pluviose.

Maison de réclusion. — L'administration nomme le citoyen Pasquin gardien de la Maison de réclusion, fonction qu'il remplissait avant la fermeture de cette maison et dans laquelle il avait toujours conservé son logement.

20 Pluviose.

Paiement d'employé. — Arrêté qu'il sera payé à François, employé de la commune, qui n'a que sa place pour vivre, 600 livres et un quintal de farine à valoir sur son traitement des mois de frimaire, nivôse et pluviose.

23 Pluviose.

Salaires d'ouvriers. — La journée des ouvriers des magasins des

(1) Le curé Julien était originaire du Mans.

vivres militaires est portée à 50 livres à compter du 11 de ce mois. An IV
(1796)

Autorisation de faire danser. — Arrêté que Joseph Bourdillat et Claude Gauthier sont autorisés à faire danser dans leur salle de danse certains jours désignés, de ventôse prochain, à la charge d'y maintenir deux gendarmes à leur frais et d'y souffrir la visite des commissaires de police.

Pain de section. — Arrêté qu'à compter du 1^{er} ventôse prochain, vu la faible quantité de pain distribué par jour (337) le personnel affecté à ce service cessera ses fonctions, et que le citoyen Dhalles restera seul agent pour garder, surveiller les farines en magasin, et recevoir les arrivages, et que le citoyen Bonnard fils, boulanger, demeurant au centre de la commune, sera chargé de cuire et distribuer le pain, qui s'appellera désormais pain des indigents.

Recherche d'un prêtre. — Réception d'un arrêté du Département du 21 de ce mois, au sujet de recherches à faire du citoyen Gourlot, prêtre insermenté, sujet à la déportation. En conséquence l'administration décide que les citoyens Poussard, Petit et Dudesert, administrateurs, feront demain à 6 heures du matin, escortés de gendarmes, des visites domiciliaires, pour rechercher ledit Gourlot dans les logements des citoyens Viart et Parisot, prêtres, et du citoyen Marcellot, ex-procureur de la commune.

24 Pluviose.

Rapport sur cette recherche. — Les commissaires rapportent que le prêtre Gourlot n'a été trouvé dans aucune des maisons indiquées.

Levée de chevaux. — Arrêté que la loi du 15 de ce mois qui ordonne une levée de chevaux pour le service des armées sera publiée dans la commune.

25 Pluviose.

Dépenses locales. — L'administration considérant que depuis trois mois les services de la commune restent en souffrance par suite du manque de fonds, arrête qu'il sera demandé au Département de prélever pour la commune 2 sols pour livre sur les contributions de l'an III, afin de subvenir aux charges locales.

27 Pluviose.

Exercice du culte. — Il est donné acte au citoyen Henri Rosman, prêtre, principal du collège, de sa déclaration d'exercer le culte dans l'oratoire de Saint-Germain, ouvert en exécution de la loi du 11 prairial an III.

Vente de faulx et piques. — Réception d'un arrêté du Départe-

An IV
(1796)

ment ordonnant la vente des faux et piques déposées au ci-devant district et dans les magasins de la commune. Les possesseurs de piques seront en outre avertis de les rendre. Cette vente aura lieu le 17 ventôse prochain.

29 Pluviose.

Nomination de fonctionnaire. — Réception d'un arrêté du Département nommant, sur la présentation de l'administration, le citoyen Pasquier gardien de la maison de réclusion des prêtres sujets à la déportation.

Garde nationale. — L'administration, considérant que la réorganisation de la garde nationale ordonnée par les lois des 28 prairial et 15 messidor an III n'a pas été complètement opérée, arrête que les opérations exigées par ces lois seront reprises à nouveau, que les citoyens de 16 à 60 ans devront se faire inscrire pour former le contrôle de la garde nationale et qu'ensuite il sera procédé à tout ce qui concerne la formation des compagnies et l'élection des officiers.

30 Pluviose.

Prix de la viande. — Le garde-magasin des vivres militaires demande le prix de la viande depuis le 1^{er} nivôse. Il lui est répondu que la livre a valu pendant le mois de nivôse 50 livres en assignats, 60 livres pendant la première quinzaine de pluviose, et 6 sols en numéraire pendant la deuxième quinzaine du même mois.

Taxe du pain. — La taxe du pain pour la décade suivante est établie à 25 livres la livre en assignats ou 3 sols en numéraire, la livre de farine à 34 livres en assignats ou 4 sols 6 deniers en numéraire ; la livre de son à 12 livres 10 sols et en numéraire à 1 sol 9 deniers.

1^{er} Ventôse (20 février 1796).

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Une pétition couverte des signatures d'un grand nombre de citoyens faisant partie de la ci-devant paroisse de Saint-Pierre-en-Vallée est présentée à l'administration. Ils demandent par cette pétition à être mis en possession de leur église, en vertu de la loi du 11 prairial an III, et en attendant la fin de l'occupation de l'église par les salpêtriers, à se réunir dans le corridor de la maison du ci-devant presbytère, contigue à l'église. L'administration refuse ladite église qui est affectée à une salpêtrière et accorde temporairement le corridor sous la condition de ne rien modifier à l'état actuel et d'y souffrir l'exercice d'un autre culte s'il était demandé.

3 Ventôse.

Rentrée des fusils et pistolets. — Arrêté qu'à l'occasion de la rentrée des faux et piques, on fera rentrer aussi les fusils et pistolets distribués par le Département, le ci-devant district et la commune.

5 Ventôse.

Prix du pain. — Le citoyen Guinaut, receveur de l'enregistrement, demande quel a été le prix du pain, à compter du 1^{er} Vendémiaire. On ne peut le lui fournir, mais on lui donne celui auquel le pain de la boulangerie de la Maison d'humanité s'est vendu, savoir : en vendémiaire, 7 livres ; en brumaire, 8 livres ; en frimaire, 15 livres ; en nivôse, 25 livres ; en pluviôse, 40 livres.

9 Ventôse.

Recensement de la population. — Arrêté relatif au recensement de la population, en vertu de l'arrêté du Directoire exécutif du 14 pluviôse. Les citoyens Dudesert et Vaultier, administrateurs feront ce recensement. On inscrira dans le tableau les noms, prénoms, âge, état ou profession, le lieu d'habitation et l'époque de l'entrée de la personne dans la commune.

10 Ventôse.

Commissaires de police. — Les commissaires de police qui étaient élus par le peuple, d'après le décret du 12 juin 1792, devant être nommés par l'administration municipale, aux termes du code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, l'administration confère ces fonctions, qui ont pour objet la police administrative et la police judiciaire au citoyen Moreau, commissaire de police de la section des Fontaines et au citoyen Simonot, commissaire de police de la section de la Rivière. Il y aura quatre appariteurs de police, deux pour Moreau, qui seront Notiny et Huguenin, deux pour Simonot, qui seront Pinon et Chertier.

11 Ventôse.

Sonnerie des cloches. — Le citoyen Defrance, commissaire du Pouvoir exécutif, dépose un arrêté du Département du 7 de ce mois, qui porte entr'autres dispositions la suivante : « Défenses expresses sont faites à tous citoyens professant un culte quelconque de sonner ou faire sonner pour quelles que causes que ce soient les cloches qui existent dans les édifices servant au culte ». Il en demande l'application rigoureuse. L'administration arrête que la publication de cet arrêté sera faite avec solennité par tous ses

An IV membres qui seront escortés d'un piquet de 20 hommes en
(1796) grande tenue et de deux tambours.

Soumission de prêtres à la loi. — Les citoyens Jean-Baptiste Hullen et Pierre Ducrot, prêtres, se présentent et font la déclaration prescrite par la loi du 7 vendémiaire dernier. Il leur en est donné acte.

Surséance à la publication au sujet de la sonnerie des cloches. — Au moment où l'administration était réunie pour la publication relative à la sonnerie des cloches, le citoyen Tenaille annonce que le citoyen Decourt, administrateur du Département, est venu le trouver pour inviter l'administration à ajourner cette publication. L'administration envoie alors trois de ses membres au Département, pour connaître le motif de cette surséance. Le Département ne leur donne aucune réponse précise, mais adresse le soir une lettre, dans laquelle il est dit que de puissants motifs s'opposent à cette publication.

13 Ventôse.

Affaire Eusèbe Nombret. — Sur le vu d'une pétition adressée à l'administration par le citoyen Eusèbe Nombret, tendant à être déchargé du paiement de la somme de 869 livres en numéraire et 6000 livres en assignats qu'il a perdue en allant acheter des grains pour la commune dans le ci-devant district de Tonnerre, « attendu qu'il est absolument sans ressources et sans moyens pour satisfaire à ce paiement », l'administration arrête de passer à l'ordre du jour et décide que les poursuites commencées seront continuées.

Danses publiques. — Le citoyen Ravier demeurant rue Helvétius (Saint-Regnôbert) demande l'autorisation de donner aujourd'hui un bal public. Accordé sous condition d'y appeler à ses frais deux gendarmes pour y maintenir l'ordre.

Passage de troupe. — Un détachement du 3^e dragons stationné à Brienon est venu le 6 à Auxerre pour marcher sur Appoigny afin d'y faire respecter la loi.

15 Ventôse.

Maison d'humanité. — Arrêté rendu à la requête des administrateurs de la Maison d'humanité, statuant que la journée de militaire malade doit être taxée pendant le mois de pluviôse à 200 livres.

16 Ventôse.

Vente des faux et piques. — Réception d'un arrêté du Département ordonnant surséance à la vente des faux et piques, qui devait avoir lieu demain.

17 Ventôse.

An IV

(1796)

Sonnerie des cloches. — Le citoyen Defrance, commissaire du Directoire exécutif, dit qu'il a reçu de son collègue du Département une lettre, par laquelle il manifeste sa surprise de voir qu'Auxerre retentisse encore du bruit des cloches pour la convocation des catholiques à l'exercice de leur culte, en violation des lois des 3 ventôse et 7 vendémiaire derniers. L'administration arrête que cet usage sera interdit ; mais que la cloche qui sert à indiquer les heures aux ouvriers répandus dans la campagne continuera à être sonnée à cet effet et que notification de cette interdiction sera faite aux citoyens Viart, Ducret et Payart, ministres du culte (1).

Émigrés. — Réception par l'intermédiaire du Département d'un arrêté du Directoire exécutif du 7 pluviôse, relatif aux émigrés qui seraient rentrés en France. L'administration certifie que dans la commune il n'en est rentré aucun.

Recensement de la population. — L'administration adjoint au citoyen Vaultier, administrateur chargé du recensement de la population, pour l'aider dans son travail, les citoyens Duru, Daguillon, Dechenu, Maure, juge de paix, Bourgoïn, Legueux, Dubetail et Merle.

19 Ventôse.

Sonnerie de cloches. — Notification est faite aux ministres du culte de l'interdiction de faire sonner les cloches. Les citoyens Ducret, Payart et Delingette déclarent s'y soumettre.

21 Ventôse.

Agence de secours. — L'administration arrête, en exécution de la loi du 2 brumaire, que les titres de rentes, biens et propriétés, qui appartenaient à l'ancien bureau de l'Aumône générale et aux bureaux des pauvres des douze paroisses de la ville, lesquels bureaux avaient été supprimés par la loi du 14 mars 1792, pour être remplacés par un bureau unique ou commission des pauvres, seront restitués à l'Agence des secours par tous dépositaires de ces titres.

Dépôt des chevaux réquisitionnés. — L'administration procède à la nomination de quatre citoyens chargés de diriger le service du dépôt des chevaux dans le Département, ce sont les citoyens : Claude-Germain-Nicolas Guéron, chef ; Jacques Bourdin, 1^{er} surveillant ; Edme Naudin, 2^e surveillant et Bénard, 3^e surveillant.

(1) Ils faisaient fonction de curés de Saint-Etienne, Saint-Eusèbe et Saint-Pierre.

An IV
(1796)

Les chevaux devront être déclarés à la commune par leurs propriétaires.

25 Ventôse.

Taux de la journée de travail. — Réception de l'arrêté du Département fixant à 250 livres en assignats le salaire de la journée de travail dans le Département.

27 Ventôse.

Pétition d'un prêtre reclus. — Le citoyen Renault, prêtre reclus, demande à obtenir du vin comme en ont les sexagénaires, en raison de la faiblesse de sa constitution et de ses infirmités. Arrêté qu'avant faire droit, il sera visité par le citoyen Roux, chirurgien.

28 Ventôse.

Suite de l'affaire précédente. — Sur le rapport du citoyen Roux, chirurgien, il est arrêté que ledit Renault obtiendra du vin comme valétudinaire. Du reste il est presque sexagénaire.

Fixation des lieux de publication. — L'administration arrête le tableau des endroits où devront se faire les annonces et publications. Ces endroits sont au nombre de 56.

Maison de réclusion. — L'administration avait demandé huit couchettes avec leur complément à l'hospice militaire, pour la maison de réclusion. Le commissaire des guerres a répondu qu'il ne peut les donner sans autorisation du ministre de la guerre. Sur ce il est arrêté que le Département sera immédiatement informé de ce refus; « il est en effet indispensable que les prêtres attendus trouvent en entrant dans la maison de réclusion du moins les lits que l'humanité commande de leur donner ».

29 Ventôse.

Enlèvement des croix. — Le commissaire du pouvoir exécutif lit un arrêté de l'administration centrale défendant toute sonnerie pour la convocation des catholiques à l'exercice de leur culte et ordonnant l'enlèvement des croix dans la campagne. L'administration arrête en conséquence que recherche sera faite des signes de culte et notamment des croix qui seront enlevées après délibération et en avertissant les habitants.

Manifestations populaires. — Le citoyen Maure, juge de paix, se présente et dit qu'il y a eu la nuit dernière des rassemblements d'hommes et de femmes troublant la tranquillité publique par leurs cris et leurs chants. Il a même entendu crier : Vive le Roi ! au f... les Jacobins ! nos enfants ne partiront pas ! ce qui semble annoncer de la résistance aux dispositions prises pour forcer les

jeunes gens de la 1^{re} réquisition à rejoindre leurs drapeaux. **An IV**
 Arrêté qu'il sera fait des patrouilles armées dans les quartiers de (1796)
 la commune.

1^{er} Germinal (21 mars 1796).

Rassemblements. — Sur le rapport, que depuis quelque temps il se forme des rassemblements de nuit, dans lesquels on fait entendre des chants bruyants qui troublent la tranquillité publique, il est arrêté que le commandant de la garde nationale sera requis de faire circuler les patrouilles de neuf heures du soir à trois heures du matin.

3 Germinal.

Passage de la chaîne des condamnés. — Vu une lettre du ministre de l'intérieur du 24 ventôse annonçant pour le 25 de ce mois le passage de la chaîne des condamnés, qui doivent descendre à l'auberge du Chapeau rouge tenue par la veuve Basse, il est arrêté qu'une escouade de vingt hommes sera commandée pour ce jour, et qu'une escorte de quinze hommes les accompagnera jusqu'à Vermenton.

Délivrance de passe-port. — Arrêté qu'il sera délivré un passe-port, pour se rendre en Espagne chez son frère, à Jean-Casimir Duserre âgé de 46 ans, ancien propriétaire à Saint-Domingue et réfugié en cette commune depuis 1787, où il a épousé en 1793 Marie-Monique Amidien, âgée de 38 ans, veuve de Hestel Cournoyer, laquelle avait deux enfants de son premier mariage. Il n'a pour toutes ressources qu'une pension de l'Etat de 200 livres par mois.

5 Germinal.

Garde nationale. — Arrêté que l'organisation de la garde nationale étant terminée, les officiers se réuniront le 8 de ce mois à la Maison commune, pour élire leur commandant.

Détresse de la Maison d'humanité. — L'administration, considérant que les secours que les administrateurs de la Maison d'humanité sollicitent du ministre de l'intérieur sont indispensables pour prévenir la chute de ce précieux établissement, arrête que la lettre desdits administrateurs sera visée et accompagnée de pressantes sollicitations par l'administration municipale.

Mesures spéciales de police. — Réception d'une lettre du Département, portant que deux individus nommés Dubarry et de Langalleraye, « émissaires des ennemis du nom français, » se sont introduits en France par Bâle, chargés de dépêches contre-révolutionnaires. Arrêté qu'il sera établi deux postes, forts chacun de dix

An IV hommes, l'un à la Maison commune, l'autre à la porte du Pont, et
(1796) qu'on donnera à leur commandant le signalement desdits individus pour les arrêter au passage. La directrice des postes sera de plus invitée à prévenir la commune s'il lui passe en mains des lettres suspectes.

7 Germinal.

Occupation d'un bien national. — Arrêté que le citoyen Duban, qui, sans autorisation et de son plein chef, s'est logé dans la maison qui était habitée par le curé Julien, décédé, maison dépendant du domaine national, sera expulsé et qu'il paiera la location pour le temps qu'il l'a habitée.

Mesures de surveillance. — Un administrateur de la police de Lyon est arrivé disant que la griffe de l'état-major de la place, qui servait à timbrer les passe-ports, a été volée, le 27 ventôse. Arrêté que les passe-ports délivrés depuis cette époque seront spécialement examinés et qu'ils devront être visés à la commune.

8 Germinal.

Fête de la jeunesse. — Vu l'arrêté du Directoire exécutif du 19 ventôse, relativement à la fête de la Jeunesse, qui doit être célébrée le 10 de ce mois, l'administration décide que cette fête sera célébrée selon le programme suivant :

1° Le 9 à 3 heures, invitation sera faite, par une proclamation au son du tambour, à tous les jeunes gens de seize ans, à ceux de vingt et un ans, aux vieillards des deux sexes, aux défenseurs de la patrie, qui ont reçu aux armées des blessures honorables, de se réunir le 10 à 10 heures du matin, en la Maison commune.

2° Les instituteurs avec leurs élèves, dont l'âge et le discernement peuvent faire espérer qu'ils prendront part à la fête, seront aussi invités.

3° Il sera écrit aussi aux autorités constituées, au maître de musique de la garde nationale, qui demandera le concours des amateurs musiciens.

4° Il sera donné un réquisitoire au commandant de la garde nationale de composer un piquet de 200 hommes en grande tenue qui devra se trouver à 10 heures précises sur la place de la Maison commune.

5° La veille à 5 heures du soir, un corps de tambours battra le Premier dans tous les quartiers de la commune.

6° Le jour de la fête, le même corps de tambours battra l'assemblée à 8 heures du matin ; à 9 heures il fera le rappel et à la même heure les musiciens parcourront les rues pour, au bruit des instruments, appeler tous les citoyens à solenniser ladite fête.

7° Il sera déposé sur la place près de l'arbre de la Liberté une estrade pour recevoir l'autel de la patrie et les faisceaux des armes à distribuer aux jeunes gens de seize ans. An IV
(1796)

8° Toutes ces dispositions remplies, l'administration et les autorités constituées sortiront de la Maison commune à 10 heures et demie, accompagnées des vieillards des deux sexes, des défenseurs de la patrie placés en tête, des jeunes gens de 21 ans à droite, des jeunes gens de 16 ans à gauche et des élèves des écoles nationales en arrière; le tout entre deux haies de gardes nationaux.

9° L'autel de la patrie avec le registre d'inscription civique dessus et les armes à donner aux jeunes gens seront portés au centre du cortège.

10° La marche sera ouverte par les tambours, le corps de musique et par deux pelotons de la garde nationale; il sera fermé par un autre peloton de garde nationale.

11° La fête se portera à l'arbre de la Liberté où, après avoir déposé l'autel de la patrie sur l'estrade et les armes à distribuer aux jeunes gens de 16 ans en faisceaux, le président de l'administration monté sur l'estrade prononcera un discours analogue à la partie de la fête relative à l'armement.

12° Après ce discours, l'administration procédera à l'armement des jeunes gens de 16 ans, lesquels seront ensuite placés en peloton entre ceux de la garde nationale étant en tête de la marche et les vieillards.

13° La marche reprendra dans le même ordre pour se rendre dans la salle de réunion de la section de l'égalité.

14° Arrivés là, le président de l'administration occupera la place qui lui sera disposée devant un bureau. Au gradin supérieur du côté droit, le vieillard le plus ancien d'âge et le plus jeune des défenseurs de la patrie blessé à ses côtés, les autres vieillards seront placés dans le même gradin supérieur de droite et de gauche. Les membres des autres administrations et ceux des autorités constituées occuperont les autres gradins du même côté. Les gradins vis à vis seront occupés par les jeunes gens de 21 ans et par les élèves des écoles nationales. La force armée se tiendra dans le milieu vide de la salle, autour de l'autel de la patrie. Enfin les gradins des deux bouts et toutes les tribunes seront occupées par les assistants.

Après divers chants patriotiques, le président de l'administration prononcera un discours analogue à toutes les parties de la fête. Il sera suivi de l'inscription au registre civique des jeunes gens parvenus à l'âge de 21 ans, lesquels, dans la marche suivante, auront place entre les jeunes gens armés et les vieillards.

An IV

(1796) 15° Cette scène sera suivie des discours que tous les citoyens auront la faculté de prononcer sur la morale du citoyen et sur l'éducation.

16° Il sera ensuite fait lecture du tableau des élèves de chaque école, qui sera dressé par les instituteurs, et sur le témoignage qu'ils en rendront publiquement, celui de chaque école qui méritera une récompense sera amené devant le bureau du président, lequel adressera à chacun l'éloge qu'il aura mérité.

17° Après la réunion l'administration décernera à chacun les récompenses que les circonstances actuelles permettent de réalliser.

18° Ces récompenses, qui consisteront en couronnes civiques, seront distribuées savoir : les deux premières par le vieillard plus ancien et par le plus jeune militaire blessé et les autres par chaque président des administrations et des tribunaux.

19° Cette partie de la fête finira par le couronnement du plus ancien vieillard et du militaire plus jeune qui a été blessé, lequel sera fait par le président de l'administration municipale au nom de la commune, après leur avoir adressé et aux autres vieillards et aux défenseurs de la patrie blessés des témoignages de respect et de vénération et aux autres des témoignages de sensibilité et de reconnaissance.

20° Ensuite le cortège se portera dans le même ordre à l'arbre de la Liberté en chantant des airs patriotiques.

21° Pendant la station il sera chanté d'autres airs patriotiques, après lesquels la cérémonie se rendra à la Maison commune où la fête se terminera.

22° A 4 heures du soir il y aura jeux, exercices et danses publiques au jardin national.

23° Les citoyens Dudesert et Tenaille sont chargés de donner les ordres nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

10 Germinal.

Au retour, à 2 heures, de la célébration de la fête de la jeunesse l'administration a constaté que la solennité de ladite fête a été conforme à la délibération du 8 de ce mois et a arrêté que registre serait fait des citoyens élèves des écoles qui ont été couronnés avec les causes de cette récompense.

Maison de bienfaisance (hôpital général). — Nicolas Graveriot, âgé de 14 ans ; Denis-Joseph Borgias, âgé de 13 ans, fils de défenseurs de la patrie : égale application à l'étude et au travail.

Ecole primaire du citoyen Montaut. — François Febre, âgé de 11 ans ; Joseph Ségaut, âgé de 10 ans : assiduité constante et docilité.

Collège. — 1^{re} classe, 1^{re} division. — Pierre-François Dorville, âgé de 13 ans : très bon travail en littérature, en mathématiques et en dessin ; d'une conduite exacte et honnête. An IV
(1796)

2^e division. — Etienne-Sophie-Thomas Marie, âgé de 16 ans : bon travail en mathématiques, exact ; Jean-Philippe Châtelain, âgé de 14 ans : bon travail en mathématiques et en dessin, exact et honnête.

3^e classe, 1^{re} division. — Edme Laumet, âgé de 15 ans : bon travail en littérature et en mathématiques, honnête.

2^{me} division. — Constantin Leger, âgé de 13 ans : bon travail en littérature, exact.

Encouragements aux citoyens Alexandre-Pierre Challaye, Edme Marlot, Louis Prudot, Antoine-Simon Tridon, Jean-Baptiste Boucher et Pierre Barat-Noailles.

13 Germinal.

Émigrés. — En exécution de la loi du 3 brumaire an IV, qui oblige les parents d'émigrés à se retirer dans la commune qui était leur domicile habituel en 1792, les citoyennes Marie-Sophie de La Verne, épouse divorcée et non remariée de Joseph Vathaire, émigré ; Marie-Louise Vathaire, femme divorcée et non remariée de Pierre-Charles Bellanger, émigré, et Caroline Blondé, femme de Michel Schenevre, émigré, mandées à la séance, sont requises de se retirer ; la première à Saint-Florentin, la deuxième à Paris et la troisième à Versailles. Cette dernière ayant déclaré que Versailles est son lieu de naissance, mais qu'elle n'y a pas demeuré et n'y a plus de parents, est autorisée à rester à Auxerre, où elle demeure depuis deux ans.

15 Germinal.

Démission d'un employé. — Le citoyen Milon, employé dans les bureaux de la commune, donne sa démission.

Garde nationale. — Les instituteurs publics sont déchargés du service de la garde nationale.

18 Germinal.

Vérification des comptes. — En exécution de la loi du 3 de ce mois, ordonnant l'apposition des scellés et la vérification des caisses des ci-devant receveurs du district, il est arrêté que la caisse du citoyen Peplin, qui occupait cette place et qui maintenant est receveur général du Département, sera vérifiée.

Arbres de la Liberté. — Réception d'un arrêté du Département au sujet des arbres de liberté qui sont morts et doivent être remplacés. Celui de cette commune, quoique ayant souffert, a encore une bonne sève. Il ne sera pas remplacé.

An IV

19 Germinal.

(1796) *Mesures de police.* — Le commissaire du Directoire exécutif lit une lettre qu'il vient de recevoir des administrateurs de la Nièvre, par laquelle ils l'informent que des brigands et des émigrés, échappés de la Vendée au fer des républicains, se livrent dans les départements voisins au pillage et à l'incendie et se sont emparés de Sancerre. L'administration l'invite à communiquer sa lettre au Département, pour qu'il puisse prendre un arrêté en conséquence. Peu de temps après ledit commissaire en arrive et rapporte un arrêté pris par l'autorité supérieure. En exécution de cet arrêté, l'administration déclare la garde nationale en permanence, fait établir deux postes, l'un à la Maison commune, l'autre sur le pont, ordonne des patrouilles afin de maintenir l'ordre et de veiller à la sûreté des propriétés et interdit aux marchands la vente de la poudre, qui devra être employée exclusivement au service public.

Garde nationale. — Arrêté que le commandant de la garde nationale, le citoyen Micouin, élu par le corps des officiers, sera reconnu demain et que le général de brigade Saboureux sera invité à la cérémonie.

Paiement des employés. — Règlement de paiement des employés de la commune. Les traitements seront multipliés par 30 et payés en assignats.

21 Germinal.

Départ des militaires. — Réception d'un arrêté du Département, ordonnant le départ des jeunes gens de la réquisition et des militaires déserteurs. Ils seront recherchés dans la commune.

22 Germinal.

Paiement fait à la commune. — Le citoyen Monteix offre de payer à la commune 26 livres 13 sols 4 deniers, prix réglé par le Département pour cinq blocs de pierre provenant de la ci-devant cathédrale.

Fournitures militaires. — L'administration vise un état de fourniture de bois faite par l'administration de la guerre aux prisonniers de guerre. Le prix de la corde y est porté pour 4,000 livres.

23 Germinal.

Maison de réclusion. — Le citoyen Tenaille, chargé de la partie des maisons de détention, expose que les ecclésiastiques reclus ne reçoivent plus que le pain et la viande et qu'il y a plus d'un mois qu'ils n'ont reçu de vin parce qu'on ne peut en acheter qu'avec du

numéraire. Il ajoute que les fournisseurs du pain et de la viande en exigent également, sous peine de cesser leurs fournitures. **An IV**
 Arrête qu'il en sera référé à l'autorité supérieure. (1796)

Nouvelles de la Nièvre. — Réception d'une lettre du Département faisant savoir qu'il est arrivé de la Nièvre d'heureuses nouvelles ; que les brigands qui avaient pris Sancerre sont en fuite. L'administration arrête que cette lettre sera conservée dans les archives de la commune, comme un monument public de la victoire des Nivernais sur les ennemis de la liberté.

25 Germinal.

Certificat de civisme. — L'administration délivre sur sa demande, à Jean-Baptiste Laporte, ancien professeur des hautes classes, une attestation de son civisme et de sa conduite morale et politique.

Pétition de femme d'émigré. — Pétition est adressée à l'administration par Marie-Joseph-Eléonore de La Verne, femme divorcée de Joseph Vathaire, émigré, tendant à faire modifier l'arrêté, qui lui fixe son domicile à Saint-Florentin, pour demeurer à Auxerre. La pétitionnaire donne pour motif qu'elle est née à Caen ; qu'elle n'a demeuré à Saint-Florentin qu'à cause de son mariage avec le fils de de La Verne, ingénieur en chef du canal de Bourgogne, qu'elle y est restée après l'émigration de son mari pour poursuivre sa liquidation et qu'elle n'a à Saint-Florentin ni parents, ni amis. L'administration fait droit à sa pétition.

27 Germinal.

Service militaire. — Lettre de Meille, garde-magasin des vivres militaires demandant qu'on exempte de la réquisition les frères Edme et André Gagneau, engagés auprès de lui pour un service militaire. Cette demande sera renvoyée au Département.

Certificat de civisme. — Il est délivré un certificat de civisme à Roch Thébaut, peintre et maître de musique.

29 Germinal.

Mare Saint-Amatre. — Arrêté que la mare de Saint-Amatre « qui est une propriété particulière du faubourg Saint-Amatre et est très utile pour abreuver les bestiaux sera réparée par les habitants de Saint-Amatre, sous la direction de l'architecte de la commune, parce qu'elle est établie sur le terrain de la commune.

Cette mare mesure 11 toises du midi au nord et 9 toises du levant au couchant. La place sert de champ de foire pour les bestiaux (1).

(1) Cette mare a été supprimée depuis un certain nombre d'années.

An IV
(1796)

1^{er} Floréal (20 avril 1796).

Gardes-champêtres. — Le commissaire du pouvoir exécutif fait un réquisitoire contre le mauvais service des gardes-champêtres, qui laissent commettre des brigandages dans les vignes et ne viennent plus au rapport. Il demande si la commune conservera à ses gages des citoyens qui ont négligé l'exercice de leurs fonctions et quel sera le nombre des gardes-champêtres. Il propose enfin qu'on établisse des poteaux aux portes de la commune sur lesquels serait l'inscription suivante : *Citoyen, respecte les propriétés et les productions d'autrui ; elles sont le fruit de son travail et de son industrie.*

Ces différentes questions sont ajournées.

Insultes à un factionnaire. — Arrêté qu'on déférera à l'autorité judiciaire le citoyen Charbuy gendre Millot et son voiturier, qui ont insulté gravement le factionnaire du poste du pont et l'ont même battu.

Garde nationale. — Le commissaire du pouvoir exécutif se plaint du relâchement que la garde nationale, qui vient d'être réorganisée, met à faire son service. Ainsi, sur vingt citoyens commandés pour le service des postes de la Maison commune et du pont il n'en est arrivé que 7. L'administration charge le citoyen Dudesert de faire un rapport à ce sujet.

Taux de la journée de militaires malades. — Les administrateurs de la Maison d'humanité demandent à l'administration d'élever le prix de la journée des militaires malades. L'administration, « considérant que les assignats se dépréussent toujours, au point que 100 livres ne représentent plus dans la commune que 8 sols, » élève la journée à 300 livres.

Gardes-Champêtres. — Sur le rapport d'une pétition des gardes-champêtres tendant à leur donner de quoi subsister, l'administration, considérant que le traitement de 15 livres par jour, fixé par délibération du 2 pluviôse est insuffisant pour subvenir à leurs besoins, arrête que, sans augmenter le traitement, il sera accordé à chaque garde, à titre d'indemnité, une fois payée, 30 livres de farine. Cette farine leur sera comptée 31 livres 5 sols la livre, prix de la taxe actuelle.

Certificat de civisme. — Un certificat de civisme est accordé sur sa demande au citoyen Hippolyte Lecomte, maître de dessin.

3 Floréal.

Garde du pavillon de l'Arquebuse. — Le citoyen Courtet, gardien du pavillon de l'Arquebuse depuis le 1^{er} mai 1792 jusqu'au 29 ger-

minal dernier, demande une indemnité pour ce gardiennat et une seconde pour ses frais de plantation d'une vigne d'un quartier de terrain dépendant de la ci-devant Arquebuse, dont il n'a pas récolté les produits, attendu qu'elle a été amodiée au citoyen Legueux. Il lui est alloué 30 livres de traitement par an et 100 livres d'indemnité pour les frais de plantation du terrain, dont la jouissance faisait le traitement du concierge. Le citoyen Paulvert, garde du cimetière, est nommé en place de Courtet. Il devra résider dans le logement du concierge de l'Arquebuse, lequel est adjoint au pavillon.

Sonnerie des cloches. — Copie de la loi du 22 germinal interdisant la sonnerie des cloches sera envoyée aux sectaires (*sic*) et aux ministres du culte.

Affectation à des services publics des anciens établissements religieux. — L'administration, considérant qu'il va être procédé prochainement à la vente de biens nationaux qui n'avaient pas trouvé d'acquéreurs, arrête qu'il sera demandé au Département de réserver certains immeubles afin de les affecter à des services publics, qui ne pourraient être installés dans des locaux nouveaux sans de grandes dépenses. Ces immeubles sont les suivants :

1° La ci-devant abbaye de Saint-Germain. On y placera la maison d'humanité, qui, où elle est située, n'est ni assez grande ni assez aérée.

2° Le ci-devant collège. On y mettra l'école centrale.

3° Les ci-devant Visitandines. Cette maison sera affectée aux tribunaux civil et criminel et de police correctionnelle, au dépôt des greffes. On y établira de plus les maisons de justice et de détention ; les grandes salles de cette maison rendant facile cette appropriation.

4° La maison des ci-devant Bernardines. Elle servira à loger la gendarmerie et la compagnie de vétérans. Sa position est centrale et près du palais de justice.

5° La maison des ci-devant Ursulines. Cette maison sera la maison de répression. Il faut un local vaste pour cet usage.

6° La maison d'humanité actuelle. On y établira des casernes pour troupes de passage ou stationnées.

7° Les maisons presbytérales d'Eusèbe, de Notre-Dame la-d'hors, et de Saint-Pierre-en-Vallée seront affectées aux écoles primaires. Il faut que ces écoles soient réparties sur plusieurs points de la commune et les places sont très bonnes.

8° Le pavillon des ci-devant Arquebusiers sera l'école de chirurgie et d'accouchement. Cette école se tenait dans une petite maison, qui vient d'être vendue au profit du Trésor public.

An IV 9° La salle du prétoire et dépendances servira à agrandir la
(1796) maison commune qui a besoin d'emplacement pour ses bureaux et d'un lieu pour déposer les agrès servant à éteindre les incendies.

10° La chapelle du ci-devant séminaire, celle des Ursulines, où se tenaient les séances de la société populaire, et la salle du tribunal de commerce serviront de salles de sections.

11° La ci-devant maison du séminaire peut être employée avantageusement pour contenir les insensés.

Arrêté en conséquence que la présente délibération sera adressée au Département avec invitation de prendre toutes les mesures les plus promptes pour prévenir l'aliénation des maisons nationales sus-énoncées.

3 Floréal.

Programme de la fête des époux. — Réception d'un arrêté du département du 27 germinal ordonnant la célébration, le 10 floréal, de la fête des époux. L'administration, considérant qu'il est de son devoir de propager les principes constitutionnels, arrête ainsi qu'il suit le programme de cette fête :

La fête des époux sera célébrée le 10 de ce mois. Le peuple et tous les citoyens s'assembleront dans la salle de réunion de la section de l'Egalité, à 4 heures précises (1).

L'administration s'y rendra à la même heure et y fera porter, devant elle, l'autel de la patrie dans un peloton de garde nationale. La cérémonie sera ouverte par un discours analogue à la circonstance que prononcera le président de l'administration.

Tous les amateurs musiciens seront invités à la fête pour y exécuter des airs patriotiques et accompagner de leurs instruments les hymnes et les chants civiques.

Après la fête il y aura danses et jeux publics dans la salle attendant à celle de la réunion (2).

Le citoyen Dudesert est chargé de donner les ordres pour l'exécution des dispositions ci-dessus.

5 Floréal.

Certificat de civisme. — Il est accordé, sur sa demande, un certificat de civisme au citoyen Bonnard, professeur de mathématiques.

Contravention aux inhumations. — Il est rapporté que Paulvert,

(1) Chapelle des Ursulines ou salle décadaire.

(2) Chapelle intérieure.

gardien du cimetière et fossoyeur, met deux corps dans la même fosse. Il sera rappelé au règlement et l'appariteur de police en surveillera l'exécution. An IV
(1796)

9 Floréal.

Garde nationale. — Grand relâchement des citoyens pour le service de la garde nationale. L'administration donne un règlement portant des peines contre ceux qui manquent leur garde. Ceux qui ne se rendent pas en personne, lorsqu'ils seront commandés, seront remplacés par des vétérans, à leurs frais. Au troisième manquement, ils seront privés pendant un an de servir dans la garde nationale et en même temps de l'exercice du droit de citoyen actif et éligible.

Soumission d'ecclésiastiques au gouvernement de la République. — Se sont présentés les citoyens ecclésiastiques dont les noms suivent. Ils ont déclaré, en conformité de la loi du 7 vendémiaire an IV, *reconnaître que l'universalité des citoyens Français est le Souverain et se soumettre et obéir aux lois de la République.*

Le citoyen Viart a désigné par écrit les édifices qu'il choisit pour y exercer le culte. Ce sont : Saint-Etienne, Saint-Eusèbe et Saint-Pierre-en-Vallée, et tous ceux choisis par les catholiques pour l'exercice de leur culte. Ensuite les citoyens Closet Marie-Joseph, ex-chanoine, et Coutouly, ex-chanoine, qui ont déclaré vouloir exercer le culte dans leurs maisons, rue des Ecoles, 3 et 4 (1).

Les citoyens Briand, Germain Prix, Nicolas, ex-chanoine, Gagneux Michel, Moillat François, Paradis Edme, ex-chanoines, Lelong, Jean-Baptiste Norbert, ancien prieur de Notre-Dame-la-d'Hors, Frottier Jean-Christophe, ex-chanoine, Marcellot Edme, ex-prieur, curé de Saint-Gervais; ce dernier a déclaré vouloir exercer le culte dans sa maison, rue du Grand-Renard, n° 6 (2), Ducret Antoine, Villetard Jean-Baptiste, ex-chanoine, qui a déclaré vouloir exercer le culte dans sa maison au faubourg Saint-Martin-lès-Saint-Marien (3), Moreau Edme, ex-chanoine, Pallevillain Adrien-Joseph, ex-chanoine, Digard Jean-Baptiste, ci-devant grand-vicaire, Fredefond Jean-Amable-Guillaume, ex-chanoine, Bobée

(1) Rue de la Vérité.

(2) Cette maison est située rue Joubert, elle a été achetée par la ville sous la Restauration, pour y établir le presbytère de la paroisse Saint-Pierre.

(3) Cette maison est actuellement dénommée Villa Saint-Martin. Il a été enterré dans le jardin, au pied des ruines de l'ancienne église abbatiale de Saint-Marien. L'inscription tumulaire s'y lit encore.

An IV
(1796) Jean-Alexandre, ex-chanoine, Duplessis Jacob-Nicolas-Edme, qui a déclaré vouloir exercer le culte dans la maison de bienfaisance, dont il est directeur, Contault François, Payart Jean-Baptiste, ex-prieur de Saint-Pierre-en-Vallée, Devilliard Nicolas, ex-chanoine, Viart Pierre-François, ancien vicaire général (1). Talabardon Gabriel-Julien, ex-chanoine, qui a déclaré vouloir exercer le culte dans sa maison, rue des Ecoles, n° 2, Frappier Augustin-Etienne, ex-chanoine, Delart Jean-François, ex-chanoine, Arrault François-Edme, ex-chanoine, Bidan Michel, ex-chanoine, qui a déclaré vouloir exercer le culte dans sa maison, rue du Département, n° 2 (2), Bourdeaux Thomas-Nicolas, ex-chanoine, Taizon Jean-Nicolas, Philipot François-Marie, Rosman Henri, qui a déclaré vouloir exercer son ministère dans l'oratoire de Saint-Germain, Hulleu Jean-Baptiste-Roch, Ducrot Pierre et Maillot Jean-Baptiste.

Arrêté qu'une copie de cette délibération sera affichée dans l'intérieur des édifices nationaux destinés aux cérémonies du culte, et qu'une autre copie sera déposée au greffe de la police correctionnelle.

11 Floréal.

Mare du faubourg Saint-Amatre. — Les habitants du faubourg Saint-Amatre ayant fait les réparations nécessaires à la mare, l'administration, satisfaite du zèle mis à ce travail, accorde 500 livres d'indemnité aux citoyens qui y ont concouru.

Cocarde nationale. — Le commissaire du Pouvoir exécutif dit que la loi de germinal défend tout autre insigne de ralliement que la cocarde nationale. Il demande que l'on oblige tous les citoyens à la porter. Arrêté qu'on publiera cette obligation au son du tambour et que ceux qui ne la porteront pas seront conduits devant l'officier de police. L'entrée de la ville sera refusée à tous ceux qui n'en seront pas porteurs.

13 Floréal.

Convoi de poudre. — Le citoyen Lacour, préposé aux convois militaires, annonce l'arrivée de 16 voitures chargées de poudre, pour l'armée d'Italie. Arrêté qu'elles seront remisées de l'autre côté du pont, et surveillées par le poste de la porte du pont, auquel se joindra celui de la maison commune.

14 Floréal.

Recherche d'un prêtre. — Réception d'un arrêté de l'administra-

(1) Il fut curé de Saint-Étienne de 1802 à 1832, époque de sa mort.

(2) Rue Cochois.

tion centrale du 13 de ce mois, qui ordonne la recherche du citoyen Renaud, prêtre, sujet à la déportation, qui serait caché dans la maison du citoyen Campenon, miroitier à Saint-Amatre. Le citoyen Dudesert, administrateur, est commis pour faire cette recherche accompagné de deux gendarmes. De retour il déclare qu'il n'a pas trouvé ledit Renaud. An IV
(1796)

REGISTRE N° 45

Du 15 Floréal an IV au 27 Pluviose an V (4 mai 1796 au 15 février 1797).

15 Floréal.

Maison d'humanité. — Sur le rapport d'une lettre des administrateurs de la Maison d'humanité, du 13 de ce mois, relative à la situation précaire de ladite maison, « l'administration considérant que la ruine de la maison d'humanité ne pourrait qu'être prochaine, si elle n'était promptement et efficacement secourue et si elle n'était payée des sommes qui lui sont dues par le Gouvernement », arrête que copie de cette lettre sera adressée aux administrations centrales, pour solliciter la rentrée des fonds dus à cette maison.

Démission du citoyen Simonot. — Le citoyen Simonot, commissaire de police, donne sa démission qui est acceptée.

Démission de Richard fils. — Le citoyen Richard fils, garçon de bureau, se présente et donne sa démission. L'administration le remplacera par le citoyen Beauvague.

21 Floréal.

Gendarmerie. — Arrêté que pétition sera adressée au Département, pour le prier de maintenir à Auxerre les deux brigades de gendarmerie suppléantes, venues, l'une pour appuyer les réquisitions de subsistances, l'autre pour marcher contre les insurgés d'Appoigny, et de les caserner, ainsi que la compagnie de vétérans, dans les bâtiments du vieux collège.

Remplacement de Simonot. — L'administration nomme commissaire de police, en place du citoyen Simonot, démissionnaire, le citoyen Jean-Bénigne Liégeard qui accepte.

Déclaration de deux prêtres. — Les citoyens Edme Marcellot et François Contaud, prêtres, se présentent, et déclarent ne plus vouloir exercer le ministère de leur culte ni aucune fonction relative, soit dans les édifices choisis, soit ailleurs.

23 Floréal.

Certificat de civisme. — Un certificat de civisme est délivré au citoyen Philippe Sigault, qui a été professeur de mathématiques et de cinquième pendant quatre ans au collège d'Auxerre.

An IV

25 Floréal.

(1796)

Mobilier du ci-devant district. — Il sera procédé, entre les cantons du district d'Auxerre, au partage du mobilier du ci-devant district.

29 Floréal.

Déclarations de la municipalité au sujet des prêtres. — L'administration, délibérant sur le rapport d'un arrêté de l'administration centrale du 12 germinal dernier, relatif aux prêtres sujets à la déportation et à la réclusion, déclare que les lois de 1792 et de 1793, celles du 30 vendémiaire an III et 3 brumaire an IV, qui ont pour but de prévenir les manœuvres des ennemis de la liberté, ont été exécutées dans la commune ; qu'il n'y existe aucun prêtre qui aurait dû être déporté, ou qui, déporté, y soit rentré ; que cependant un seul prêtre, Billetou de Bounon (1), quoique condamné à la déportation n'a pas quitté le territoire et est en état de réclusion ; enfin que tous ont prêté le serment exigé par la loi du 5 août 1792 et qu'aucun ne l'a rétracté.

Arrivée de bateaux chargés de poudre. — Le citoyen Lacour, préposé aux transports militaires, annonce qu'il vient d'arriver cinq bateaux chargés de 679 barils de poudre pour l'armée d'Italie. Il demande qu'il soit pourvu à leur sûreté pendant les trois mois qu'ils doivent rester à Auxerre. Il est arrêté que la garde en sera faite par la compagnie de vétérans, auxquels ils sera dressé une tente en face desdits bateaux ; et que le citoyen Dudesert sera chargé de l'établissement de ce service.

Agence de secours. — Le citoyen Perthuis père, ancien trésorier de la commission des pauvres, aujourd'hui Agence de secours, dit qu'il lui reste, des deux années de son exercice, la somme de 97 livres, reliquat d'une rente de 600 livres par an, don du ci-devant évêque d'Auxerre à douze communes de son diocèse, où il avait des biens. Cette somme de 97 livres appartient à 3 ou 4 communes, qui ont négligé de les retirer. L'administration décide qu'elle sera versée à l'Agence de secours qui la distribuera aux ayants droit.

Garde nationale. — Des peines sont appliquées à de nombreux citoyens qui ont manqué leur service de garde nationale.

1^{er} Prairial (20 mai 1796).

Discrédit des assignats. — L'administration, considérant que les assignats sont les seuls signes monétaires entre les mains des citoyens les moins aisés ; que les assignats sont tombés dans le

(1) Ci-devant curé de Saint-Regnobert.

plus grand discrédit et ne sont plus admis dans les marchés et chez les boulangers, arrête qu'il sera fourni au citoyen Bonnard, boulanger des farines, afin de délivrer du pain à certaines personnes peu aisées qui lui seront indiquées ; lesquelles le paieront en assignats à raison de 35 livres la livre.

AN IV
(1796)

Fêtes des Victoires et de la Reconnaissance. — Sur le rapport fait par le citoyen Dudesert, l'administration arrête ce qui suit :

La fête des Victoires et de la Reconnaissance sera célébrée le 10 de ce mois. Toutes les autorités civiles et militaires seront invitées à la fête, ainsi que les militaires blessés et les parents des défenseurs de la patrie.

La veille, proclamation sera faite de la fête par deux membres de l'administration. A 6 heures du soir il sera tiré une salve d'artillerie.

Le jour de la fête, à 4 heures du matin, salve d'artillerie, à 11 heures, la générale, à 1 heure, le rappel.

A 2 heures, sortie des autorités de la maison commune, au signal du canon. On se rendra au ci-devant oratoire de Saint-Germain, au son des tambours, des instruments militaires et des chants civiques. Une statue de la liberté y sera élevée sur une estrade. L'autel de la patrie sera déposé sur et au devant de l'estrade, des branches de laurier ornées de rubans tricolores seront posées dessus. Des trophées de guerre contribueront aussi à l'ornementation et, sous les lauriers, dont ces branches seront ornées, seront placés des tableaux qui représenteront l'image des victoires remportées. Aux deux côtés de la statue de la liberté seront placées des urnes funéraires en l'honneur de ceux qui ont succombé. Un registre sur lequel seront inscrits ceux de nos concitoyens qui se sont voués à la défense de la patrie, ont été blessés ou sont morts dans les combats, sera solennellement déposé sur l'autel de la patrie.

La cérémonie s'ouvrira par un discours du président de l'administration. Ensuite on proclamera les noms des défenseurs de la patrie, des militaires blessés, des parents qui ont fourni le plus de défenseurs et qui prendront place sur l'estrade. Le président de l'administration prononcera un second discours où il rappellera les victoires remportées en Italie sur les Autrichiens et les Sardes, et proclamera les noms de ceux de la commune qui y ont participé y ont été blessés ou sont morts en combattant. La parole sera donnée ensuite à tous ceux qui voudront faire des discours sur le même sujet.

Ensuite la musique alternant avec des chants civiques se fera entendre. Des salves d'artillerie suivront.

An IV Le président de l'administration donnera d'abord aux pères et
(1796) mères des défenseurs de la patrie, et à ceux qui en ont fourni le plus, un témoignage public de la reconnaissance nationale.

Il donnera la première palme à l'un des militaires qui ont eu l'honneur d'être blessés en combattant et les autres palmes seront distribuées par les présidents des autorités civiles et militaires et par les orateurs qui, tous, donneront à chacun un témoignage de gratitude et de sensibilité. Le président donnera enfin des éloges à chacun des militaires morts au champ d'honneur en désignant le nombre par autant de palmes qu'il déposera sur les urnes funéraires. Cet instant de la cérémonie sera marqué par une salve d'artillerie.

Le cortège se rendra alors à l'arbre de la liberté au bruit des tambours, des instruments guerriers et des hymnes civiques. Station sera faite à l'arbre de la liberté avec musique, chants et salves d'artillerie.

Enfin retour à la maison commune. La fête se terminera par des bals et des jeux amusants qu'une dernière salve d'artillerie fera cesser à 9 heures.

Le citoyen Dudesert est chargé de la direction de la fête.

3 Prairial.

Garde nationale. — Arrêté que le poste de la porte du Pont sera supprimé, celui de l'intérieur suffisant.

Détresse de la maison d'humanité. — Vu une lettre des citoyens administrateurs de la maison d'humanité, ayant pour but d'obtenir des secours, afin de pouvoir faire la provision de beurre dont elle a besoin, l'administration arrête que, dans l'impuissance où se trouve la commune de venir au secours de la maison, la lettre des administrateurs sera adressée au Département avec invitation d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour mettre la maison d'humanité à même de faire sa provision de beurre.

Paiement d'employé. — Arrêté qu'il sera délivré au citoyen Dhalles, garde-magasin des subsistances de la commune, pour son traitement pendant les mois de ventôse, germinal et floréal 428 livres de farine.

7 Prairial.

Maison de réclusion. — En exécution d'un arrêté du Département du 5 de ce mois, invitant le commissaire des guerres à délivrer, pour la maison de réclusion des prêtres, huit couchettes avec leurs draps, à tirer du ci-devant hospice militaire, il est arrêté que le citoyen Tenaille s'entendra avec ledit commissaire à ce sujet.

Garde nationale. — Longue liste de citoyens condamnés à une amende de 500 livres en assignats, représentant deux journées de travail pour avoir manqué leur garde. An IV
(1796)

Conflit entre les bouchers. — Un conflit s'est élevé entre les bouchers de la ville qui prétendent vendre leurs viandes à la halle aux poissons, réservée, par ordre de police du 22 novembre 1789 aux bouchers forains, et ces derniers. Il y a eu des rixes, à la suite desquelles les bouchers forains ont été expulsés de la halle et forcés de vendre leurs viandes dans la rue. L'administration voulant assurer aux relations commerciales une protection et une sécurité convenables et éviter toutes rixes, arrête que les bouchers de la ville ne pourront vendre qu'à leurs étaux de la rue des boucheries et jamais à la halle aux poissons ou à la charcuterie, qui est réservée aux bouchers forains, charcutiers et marchands de poissons ; enfin que les citoyens de la commune qui voudront se livrer au commerce de bouchers forains, pourront étaler et débiter leurs viandes dans la halle, toutes fois sous l'agrément de l'administration et qu'ils ne pourront alors vendre à leur domicile, ou en aucun autre endroit de la commune.

8 Prairial.

Garde nationale. — Arrêté que les citoyens de la Chasse, Cuillier, Lacour et Sallet, anciens chefs de bataillon avant la réorganisation de la garde nationale, seront tenus de déposer à la maison commune les drapeaux de leur bataillon attendu qu'il n'y en a plus qu'un seul, dont est commandant le citoyen Micouin.

Acquisition de maison canoniale. — Le citoyen Bidan, ex-chanoine, est autorisé à acquérir moyennant 2,483 livres à payer au receveur du Département, la nue-propriété de sa maison rue du Département, n° 2, qu'il avait achetée, à vie, du chapitre en 1786, moyennant 7,500 livres.

Bouchers forains. — Les citoyens Laurent Defrance, Dijon, et Pierre Hérisson, bouchers à Auxerre, déclarent qu'ils veulent vendre de la viande à la halle, à la charcuterie, en qualité de marchands forains. Leur demande est admise. On leur assignera des places.

Fausse imputations lancées contre la commune. — Il est fait lecture d'un article du journal *le Rédacteur*, n° 160, où il est dit que la conspiration Babeuf avait des complices à Auxerre, et que les anciens jacobins y avaient tenu des assemblées secrètes et très suspectes. « L'administration se trouve affligée d'une calomnie si atroce et, considérant qu'elle doit en rechercher l'auteur afin de pouvoir imprimer sur son front la dose d'opprobre qu'il mérite,

Sc. Hist.

25

An IV
(1796) arrête d'écrire de suite au *Rédacteur* pour réclamer contre l'insertion de l'article dont il s'agit et l'engager à rendre publique sa réclamation ; arrête en outre qu'il sera écrit à la députation de l'Yonne, au Corps législatif et au représentant du peuple Villetard, pour les engager à détromper le gouvernement et détruire les facheuses impressions que la calomnie en question aurait pu lui inspirer ».

11 Prairial.

Réclamation contre le tir des canons. — Pétition de la citoyenne Brotot tendant à obtenir une indemnité pour le bris de carreaux causé hier aux fenêtres de sa maison par le tir des canons sur la place de la Fraternité. Refus de l'administration qui avait prévenu les habitants de la nécessité de tenir leurs fenêtres ouvertes. Pourquoi la pétitionnaire n'a-t-elle pas tenu compte de l'avertissement ?

Demande de passe-port. — La citoyenne Vathaire-Bellanger, femme divorcée d'émigré, demande un passe-port pour passer deux décades à Paris. Accordé.

Garde nationale. — Arrêté que la garde nationale sera réorganisée conformément à la loi du 28 germinal an III. Il n'y aura qu'un seul bataillon fort de 950 hommes. La reconnaissance des officiers aura lieu le 1^{er} messidor.

13 Prairial.

Procès-verbaux de la municipalité. — Réception d'un arrêté du Département portant que le registre des délibérations contiendra toujours les noms des administrateurs présents à la séance.

Garde nationale. — En exécution d'un arrêté du Directoire exécutif du 17 floréal, ordonnant la formation de colonnes mobiles dans la garde nationale, l'administration décide que le citoyen Dudesert sera chargé de former celle d'Auxerre, laquelle sera forte de 162 hommes, y compris les officiers.

Taux de la journée de malades militaires. — Sur le vu d'une pétition des administrateurs de la maison d'humanité, tendant à fixer le prix de la journée des militaires malades, pendant le mois de floréal dernier, « l'administration, considérant qu'elle ne peut plus faire la fixation dont il s'agit en assignats, parce qu'ils sont maintenant sans valeur dans les relations commerciales ; considérant que le mandat territorial qui succède à l'assignat a une valeur fixe », arrête que le prix de la journée est établi à 6 livres en mandats.

15 Prairial.

Gardes-champêtres. — Les gardes-champêtres se présentent et

demandent le paiement de leur salaire depuis le 1^{er} floréal. Ils font observer que leur service est plus pénible, n'étant plus que 9 au lieu de 12 qu'ils étaient. Arrêté qu'il leur sera délivré provisoirement sur leur traitement, qui sera fixé prochainement, 30 livres de farine à chacun. A l'instant cinq gardes ont déclaré donner leur démission. An IV
(1796)

17 Prairial.

Congé à un employé. — Le citoyen Richard, économe de la commune, demande un congé de deux décades, pour conduire à Paris une de ses filles qu'il trouve à y placer. Ce congé est accordé. En son absence Dubétail, qui doit être nommé concierge de la maison commune, remplira les fonctions du citoyen Richard et couchera à la maison commune.

Maison de bienfaisance. — Arrêté, sur la demande des administrateurs de la maison de bienfaisance, qu'on leur donnera le reste des farines en magasin, parce qu'il ne se fait presque plus de pain de section.

19 Prairial.

Détresse de la maison d'humanité. — Se présentent les citoyens Marie et Champy, administrateurs de la maison d'humanité. Ils demandent l'autorisation de faire une collecte chez les citoyens aisés, pour subvenir aux dépenses de la maison, qui est plongée dans la plus excessive détresse. Il est arrêté que cette collecte sera faite par les citoyens Vaultier et Ramponneau, accompagnés des administrateurs de ladite maison.

21 Prairial.

Acquisition d'une maison canoniale. — Vu la demande faite par le citoyen Michel Gagneux, ex chanoine, d'acheter la nue propriété de la maison située rue des Lombards, n° 3, qu'il tient du Chapitre par acte passé le 20 janvier 1768, moyennant 2,400 livres, le citoyen Jacotin, architecte de la commune, est nommé expert pour estimer la valeur de cette maison et en faire rapport.

23 Prairial.

Bibliothèques publiques. — Réception d'une lettre du Département, par laquelle il demande s'il y a à Auxerre des bibliothèques et s'il existe des catalogues de ces bibliothèques. L'administration fait réponse que les bibliothèques des maisons religieuses ont été, par les soins du Département, réunies à celle du Chapitre de la cathédrale, et que tous les livres sont dans le local du ci-devant Chapitre.

An IV

(1796)

25 Prairial.

Garde nationale. — Arrêté que la colonne mobile à former dans le sein de la garde nationale d'Auxerre sera composée de deux compagnies, fortes chacune de 64 hommes y compris les officiers.

27 Prairial.

Convoi militaire. — Avis est donné à l'administration du passage d'un convoi d'équipages militaires, composé de cinq voitures chargées de monnaie de billon pour l'armée d'Italie. Ce convoi, conduit dans l'ancien collège, sera surveillé par la garde nationale et escorté par quatre gendarmes, jusqu'à Vermanton.

Acquisition d'une maison canoniale. — Vu la pétition du citoyen Jean-François Lassé, ci-devant chanoine d'Auxerre, tendant à acheter la nue-propriété d'une maison sise rue des Lombards, 5, qu'il avait acquise viagèrement du Chapitre, le 28 juin 1781, il est arrêté que le citoyen Jacolin, architecte de la commune, visitera ladite maison pour en fixer la valeur et en faire rapport.

29 Prairial.

Terrain dit la chapelle de la Vierge, demande de concession — L'administration est d'avis qu'il soit concédé à la citoyenne de la Loge, veuve Gonthier, un terrain près la ci-devant cathédrale, dite la chapelle de la Vierge (1).

Indemnité de Saint-Domingue. — L'administration passe à l'ordre du jour, comme n'étant pas de sa compétence, sur une demande faite par Eusèbe Nombret, propriétaire à Saint-Domingue, la citoyenne Aubri, sa femme, Germain Nombret leur fils, et Pierre Nelson, de leur faire délivrer une ordonnance de 600 livres représentant leur indemnité pour les mois de Germinal, Floréal et Prairial de cette année.

Lecture publique des nouvelles politiques. — Arrêté que les nouvelles politiques seront lues publiquement à tous les citoyens dans la grande salle de la maison commune, tous les jours de poste, à 7 heures du soir.

3 Messidor (19 juin 1796).

Prisonniers de guerre. — Le commissaire des guerres informe l'administration de l'arrivée prochaine de 150 prisonniers de guerre.

(1) Il s'agit ici de l'emplacement sur lequel avait été édifié, au xvi^e siècle, la Chapelle Notre-Dame-des-Vertus, dont la voûte s'effondra peu d'années avant la Révolution; ce qui fut cause de sa démolition prématurée.

5 Messidor.

An IV
(1796)

Fête de l'Agriculture. — Programme de la fête de l'Agriculture qui doit être célébrée le 10 messidor, proposé par le citoyen Dudesert, et adopté par l'administration.

Toutes les autorités constituées, la garde nationale entière, le général Saboureux, la compagnie de vétérans, la gendarmerie, seront invités à la fête. Invitation sera faite à tous les citoyens laboureurs et généralement à tous les citoyens et citoyennes de se rendre sur la place de la Fraternité, à 3 heures du soir. Des billets seront envoyés aux cultivateurs qui se sont le plus distingués en agriculture. Le citoyen Drouin, fermier des Isles, sera particulièrement invité à s'y rendre avec une charrue attelée de deux bœufs. Le corps municipal se rendra aussi de la commune sur la place de la Fraternité.

De la place de la Fraternité, le cortège se rendra par la porte de Paris, à un emplacement hors la ville, dans l'ordre suivant : Un détachement de gendarmerie, le général Saboureux et son état-major, un peloton de garde nationale, les cultivateurs, ayant la charrue, au milieu d'eux, ornée de feuillages et de fleurs. Les laboureurs tiendront d'une main des instruments aratoires, et de l'autre un bouquet d'épis et de fleurs. Leurs chapeaux seront ornés de feuillages et de rubans tricolores. Les membres des autorités constituées porteront à la main un bouquet d'épis de blé mêlés de différents fruits. Ensuite le char de la Liberté, les administrateurs et les tribunaux, un peloton de garde nationale, la compagnie de vétérans, un détachement de gendarmerie. La charrue et le char seront ornés.

Arrivés au champ indiqué, le président de l'administration prononcera un discours qui sera suivi de musique et de chants. Ensuite les laboureurs se mêleront aux citoyens armés et à un moment donné feront échange momentanée des instruments de labourage contre les fusils. Au son des fanfares et des hymnes, le président de l'administration enfoncera dans le sol le soc de la charrue. Les laboureurs rendront les fusils ornés d'épis et de fleurs aux citoyens armés et reprendront les instruments d'agriculture ornés de rubans.

Le cortège reviendra ensuite à la place de la Fraternité où le président et les laboureurs déposeront sur l'autel de la patrie les ustensiles d'agriculture et les couvriront de fleurs. La fête se terminera par des danses qui se formeront au jardin national.

Le citoyen Dudesert demeure chargé de tous les détails de la fête.

An IV

7 Messidor.

(1796)

Demande de passe-port. — Le citoyen Lange de Regny, natif d'Auxerre, y demeurant depuis 1791, époque à laquelle il a quitté Madrid, à cause de la guerre avec l'Espagne, demande un passe-port pour y rentrer, la paix étant faite avec cette puissance. Accordé.

Traitement d'un employé. — Arrêté que le traitement du citoyen Dhalle, garde-magasin des subsistances de la commune, sera, à compter du 1^{er} messidor, de 3 bichets de blé et de 7 livres 10 sols en numéraire, par mois.

Garde nationale. — Réception du tableau des deux compagnies composant la colonne mobile de la garde nationale de la commune. Il en sera donné connaissance à chacun des citoyens inscrits.

9 Messidor.

Réorganisation des écoles primaires. — Rapport est fait par un membre sur l'établissement d'écoles primaires, ordonné par arrêté de l'administration centrale du 21 floréal. La commune a une lieue de rayon. Sa population est de 12,000 âmes. Elle compte 800 enfants environ. En conséquence l'administration arrête :

Article 1^{er}. — Il sera ouvert huit écoles primaires, quatre pour les garçons, quatre pour les filles.

Article 2. — Les élèves des deux sexes seront partagés en quatre classes.

Article 3. — Les classes seront partagées selon le degré d'instruction acquis par les enfants.

Article 4. — Chaque classe aura son instituteur particulier.

Article 5. — Ces quatre classes seront établies dans le même local pour les garçons, et dans un autre pour les filles.

Article 6. — Les écoles primaires des garçons seront établies dans le ci-devant presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors ; celles des filles dans celui de Saint-Eusèbe.

11 Messidor.

Présentation d'un commandant de place. — Se présentent les citoyens Saboureux, général de brigade de la 18^e division militaire, en résidence à Auxerre, Garnier, commissaire des guerres en cette commune, et Bosson, capitaine de la 21^e compagnie de vétérans, en résidence à Auxerre. Le général dépose un ordre du citoyen Pille, général divisionnaire à Dijon, du 29 prairial, par lequel il nomme le citoyen Bosson commandant de la place d'Auxerre, et demande que l'on reçoive le serment de ce dernier. L'ad-

ministration refuse de le reconnaître attendu qu'Auxerre n'est ni place de guerre, ni poste militaire, ni ville de garnison ; les vétérans n'y sont qu'en résidence et sans ordre habituel de service ; enfin que rien ne prouve l'authenticité de la signature du citoyen Pille. Arrêté en conséquence qu'il en sera référé au ministre de la guerre et qu'on lui enverra copie de cette délibération.

Maison de réclusion. — Réception d'une lettre du ministre de la guerre, mettant à la disposition de la Maison de réclusion les huit lits du ci-devant hospice militaire demandés depuis longtemps.

12 Messidor.

Inauguration de l'école centrale. — Programme de la fête pour l'inauguration de l'Ecole centrale qui aura lieu le 15 de ce mois, proposé par le citoyen Dudesert et adopté par l'administration.

La fête sera annoncée le 14 par une salve d'artillerie et par une proclamation de l'administration municipale, qui sera faite dans les lieux accoutumés par un administrateur et un membre du jury d'instruction escortés d'un peloton de la garde nationale.

Le 15, réunion de toutes les autorités avec le jury d'instruction publique dans la grande salle du Département ; et lorsque le signal en aura été donné par une salve d'artillerie, elles se rendront escortées par la garde nationale et la gendarmerie, tambours et musique en tête, dans la grande salle de la ci-devant abbaye de Saint-Germain.

Le président de l'administration prononcera un discours sur l'utilité des sciences et des arts. Lecture sera donnée ensuite par un membre du jury d'instruction des sujets des divers concours et proclamation sera faite des professeurs et du bibliothécaire. Un membre du jury d'instruction prononcera un discours « sur les ravages du Vandalisme et sur ce qu'on doit attendre de la résurrection des sciences et des arts ». Après ce discours la musique entonnera l'air chéri : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille*, et le cortège retournera au Département.

Le citoyen Dudesert est nommé commissaire pour l'organisation de cette fête et est autorisé à l'embellir par tous les accessoires que son goût et les nécessités pourront lui inspirer.

Etablissement d'un orfèvre. — Jean-Nicolas Dalençon, orfèvre, présente l'autorisation qui lui a été délivrée par l'administration des monnaies du 3 de ce mois, d'exercer son état à Auxerre. Il devra marquer ses ouvrages d'un poinçon portant les lettres J. N. D. avec une gerbe de blé.

13 Messidor.

Délivrance d'un certificat de bonne conduite et d'aptitude au

An IV *travail.* — Se sont présentés les citoyens Claude Degousse et Jean-
(1796) Baptiste Gaudon, perruquiers, qui ont attesté que Joseph Jossier natif d'Auxerre, âgé de 17 ans, fils de défunt Charles Jossier et de Geneviève Garnier, a travaillé chez eux en qualité de garçon perruquier. Ils demandent pour lui un certificat de bonne conduite et d'aptitude au travail. Arrêté que l'administration le délivrera après avoir vérifié l'âge dudit Jossier sur les registres de la ci-devant paroisse Saint-Loup.

Ecole centrale. — Envoi par le Département d'une ordonnance de la somme de 600 livres pour les frais de la fête à l'occasion de l'inauguration de l'Ecole centrale.

Acquisition d'une maison canoniale. — Vu le rapport du citoyen Jacotin, architecte de la commune, sur la valeur de la maison, sise rue des Lombards, n° 3, que le citoyen Michel Gagneux, ex-chanoine a achetée à viager du Chapitre le 21 janvier 1768 et dont il demande à acquérir la nue-propriété, l'administration arrête qu'il en deviendra propriétaire incommutable en payant au receveur du Département la somme de 1,800 livres.

Acquisition d'une maison canoniale. — Sur le vu de l'expertise faite par l'architecte de la commune de la maison canoniale sise rue Porte Pendante, 5, que le citoyen Jean-François Lassé, ci-devant chanoine, a achetée du Chapitre moyennant 2,400 livres et dont il demande à acquérir la nue-propriété, il est arrêté que cette vente lui est faite moyennant 1000 livres faisant moitié du prix de la vente à vie et 300 livres pour le seizième de la valeur actuelle.

19 Messidor.

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Jean Rimbaud dit Langevin, couvreur, demande par une pétition qu'il a adressée au Département, qu'il lui soit passé contrat de vente de la ci-devant église Saint-Pierre-en-Vallée, par lui soumissionnée et dont il a déjà payé le quart de la valeur.

L'administration, considérant que la loi du 11 prairial an III a laissé aux citoyens le libre usage des édifices non aliénés, dont ils étaient en possession au premier jour de l'an II; considérant qu'il est notoire que le 1^{er} vendémiaire an II les habitants de la ci-devant paroisse exerçaient leur culte en ce local; qu'ils ont demandé ensuite leur église, qu'on n'a pu leur rendre parce qu'elle servait de salpêtrière, mais qu'on leur a promise quand la salpêtrière disparaîtrait, déclare qu'elle est d'avis que la vente n'en soit pas faite; que l'église soit rendue aux habitants, et que remise soit faite à Rimbaud des sommes qu'il a avancées.

Presbytères des ci-devant paroisses. — L'administration informée

que les presbytères de Saint-Eusèbe et de Saint-Pierre-en-Vallée sont déjà vendus, le premier au citoyen Camelin, le second au citoyen Voirin ; et que celui de Notre-Dame-la-d'Hors va être mis en vente, arrête qu'il sera écrit au ministre afin de conserver ces presbytères si nécessaires à la commune pour y établir ses écoles primaires.

An IV
(1796)

21 Messidor.

Chaîne des condamnés. — Réception d'une lettre du ministre de l'intérieur du 17 de ce mois annonçant le passage de la chaîne des condamnés pour le 24. Les précautions nécessaires seront prises.

23 Messidor.

Vente annoncée des bâtiments du vieux collège. — Un membre rapporte que le ci-devant collège vient d'être soumissionné par le citoyen François (américain). Arrêté qu'on écrira de suite à l'administration que c'est une propriété communale, ainsi qu'il appert de la transaction du 11 juillet 1603 passée entre la ville et les héritiers de Jacques Amyot et un arrêt du parlement du 20 janvier 1607 et qu'en conséquence opposition sera faite à la vente de cette propriété qui est communale et non nationale.

Presbytère de Saint-Pierre-en-Vallée. — Le citoyen Laurent-Joseph Voirin, acquéreur du ci-devant presbytère de Saint-Pierre-en-Vallée, demande à entrer en jouissance de sa propriété, en partie occupée par le citoyen Montaud, instituteur de la commune. Arrêté qu'il sera fait droit à sa demande.

25 Messidor.

Collège. — Le département admet la protestation de la commune contre l'aliénation du ci-devant collège.

Presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors. — Réception d'un arrêté du Département du 21 de ce mois, portant que le ci devant presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors sera affecté à l'établissement des écoles primaires de la commune.

Acquisition de grains. — Vu un arrêté du Département d'hier, pris en conséquence des ordres du ministre de l'intérieur, contenus dans sa lettre du 19 de ce mois, par laquelle la commune est autorisée à prendre dans les magasins de grains établis à Saint-Florentin 1,313 quintaux de grains à valoir sur les 3,000 accordés le 22 frimaire dernier, l'administration charge le citoyen Faultrier, secrétaire, d'activer, par tous les moyens possibles, la délivrance de ces grains et leur transport en cette commune.

Nomination d'un hallier. — L'administration choisit pour hallier, en remplacement du citoyen Parent, décédé, le citoyen Huguenin qui accepte et prête de suite serment.

An IV

(1796) *Levée de sequestre.* — En exécution de la loi du 9 floréal an III relative à la levée des sequestres mis sur les biens des pères et mères d'émigrés, le citoyen Nicolas-Joseph Baudelot et Anne Letteron, sa femme, père et mère de François-Joseph Baudelot, émigré, rentrent en possession de leurs biens qui avaient été sequestrés.

27 Messidor.

Nomination d'un appariteur de police. — L'administration élit le citoyen Edme François Lancosme, comme appariteur de police, en place du citoyen Huguenin, nommé hallier. Lancosme se présente, accepte, prête serment et commence de suite son service.

29 Messidor.

Defrance accusé d'agiotage. — Réception d'une lettre du Département, ordonnant de faire une enquête sur la conduite du citoyen Defrance, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale, accusé d'agiotage, par dénonciation portée contre lui au ministre de la police générale. Arrêté en conséquence que le citoyen Prudot-Robinet sera appelé pour faire sa déposition à la séance du 3 thermidor.

3 Thermidor (19 juillet 1796).

Enquête sur la conduite de Defrance. — L'administration après avoir procédé à l'enquête sur la conduite du citoyen Defrance, arrête que copie de cette enquête sera envoyée au ministre de la police générale.

Fêtes de la liberté. — Programme des fêtes de la liberté qui doivent avoir lieu les 9 et 10 thermidor, proposé par le citoyen Dudesert, et adopté par l'administration.

L'administration arrête que les fêtes de la liberté fixées au 9 et au 10 de ce mois par arrêté du Directoire exécutif du 17 messidor seront célébrées d'après les dispositions suivantes :

Première journée, 9. — 1° Les fêtes seront annoncées par une proclamation selon la manière accoutumée.

2° Le 9, à 4 heures du matin, une salve d'artillerie se fera entendre.

3° A 6 heures, les tambours battront le Premier, et à 1 heure l'assemblée.

4° Toutes les autorités civiles, criminelles et militaires, les jurés d'instruction et tous les fonctionnaires et employés seront invités particulièrement par écrit d'assister aux fêtes.

5° Réquisitoire sera donné au commandant de la garde nationale d'y faire trouver toute la garde en armes ; pareil réquisitoire sera donné au commandant de la gendarmerie nationale. Le lieu

de rassemblement de la force armée à pied et à cheval sera sur la place de la Maison commune.

An IV
(1796)

6° Les autorités constituées réunies en la Maison commune en partiront à 4 heures pour se rendre dans l'édifice de Saint-Germain avec le peuple et avec la force armée en cas de pluie, et autrement à l'arbre de la Liberté.

7° Le cortège sera précédé de 6 groupes, le premier composé de pères de famille ; le second de mères de famille ; le troisième de jeunes gens de 18 ans au moins ; le quatrième de jeunes filles à peu près du même âge ; le cinquième d'enfants mâles ; le sixième d'enfants de l'autre sexe. Les hommes et les femmes tiendront à la main une branche de chêne ; les chapeaux seront ornés de rubans tricolores.

8° Le cortège arrivé à l'arbre de la Liberté se rangera autour de l'autel de la patrie sur lequel il y aura des sabres et des haches et des massues et un faisceau de plusieurs drapeaux aux trois couleurs.

9° A l'extrémité opposée de la place on verra un trône et les emblèmes de la royauté ; un sceptre, une couronne, un écusson armorié et un cahier sur lequel seront écrits ces mots en titre : *Constitution de 1791.*

10° Après un discours du président de l'administration municipale, analogue à l'objet de la fête, il sera chanté un hymne renfermant une invocation à la liberté.

11° Les six groupes dont il est parlé en l'article 10 recevront des mains du président les armes déposées sur l'autel, se porteront rapidement, au son d'une musique guerrière, à l'autre extrémité de la place et le trône s'écroulera sous leurs coups redoublés, pour rappeler que l'abolition de la royauté est due au courage du peuple entier. Cette cérémonie se fera au son des fanfares, au bruit d'une décharge de mousqueterie et aux cris répétés de : *Haine à la tyrannie ! Vive la Liberté !*

12° Les six groupes reviendront déposer leurs armes sur l'autel de la patrie. Le président remettra à chacun d'eux un drapeau, en prendra un lui-même et, accompagné des corps constitués, ira le planter sur les débris du trône. Les six groupes suivront son exemple.

13° Le cortège se remettra en marche pour retourner à la Maison commune et les danses commenceront sur la place publique. A 8 heures une décharge d'artillerie annoncera la fête du lendemain.

Deuxième journée, 10. — 1° A 4 heures du matin une salve d'artillerie se fera entendre.

An IV
(1796)

2° Un corps de tambours battra le Premier à 6 heures du matin et à 1 heure l'assemblée.

3° Le lieu de rassemblement et l'heure de la fête seront les mêmes que le jour précédent.

4° Le cortège se portera à l'arbre de la Liberté et se rangera autour de l'autel de la patrie sur lequel seront posés des guirlandes de feuillage, de fleurs et un flambeau allumé.

5° A l'extrémité opposée de la place on verra un nouveau trône, formé des débris du premier, recouvert d'un manteau aux trois couleurs et surmonté des emblèmes de la tyrannie triumvirale : un masque, un bandeau, des poignards, des torches et un cahier sur lequel seront écrits ces mots en titre : *Constitution de 1793*.

6° Le président de l'administration municipale prononcera un discours qui sera suivi d'un hymne renfermant une invocation à la liberté.

7° Il prendra ensuite un flambeau allumé sur l'autel de la patrie et accompagné des présidents des différents corps constitués des six groupes, il se portera, au son d'une musique guerrière, à l'autre extrémité de la place et dépouillera le trône du manteau tricolore dont il sera couvert et mettra le feu au trône pour rappeler que l'abolition de la tyrannie triumvirale est due particulièrement au courage des dépositaires de l'autorité. Cette cérémonie se fera au bruit d'une décharge d'artillerie, au son des fanfares et aux cris répétés de : *Hatne à la tyrannie ! Vive la Liberté ! Vive la République !*

8° Le président reviendra près de l'autel, y placera avec solennité le livre de la Constitution républicaine et en lira le dernier article à haute voix. Les six groupes et le peuple répondront par ce cri : *Vive la Constitution ! Vive la République !*

9° Pendant la dernière cérémonie, deux membres de chaque autorité constituée, escortés d'un détachement de la garde nationale, iront chercher la statue de la Liberté et la reconduiront à l'extrémité de la place, sur les débris des trônes détruits.

10° Le président prendra sur l'autel les guirlandes. Il en gardera une et distribuera les autres aux six groupes. Le cortège s'avancera vers l'autre extrémité de la place et le président et les six groupes suspendront leurs guirlandes à la statue de la Liberté.

11° Le cortège reviendra à la Maison commune et des danses s'établiront autour de l'autel de la patrie et de la statue de la Liberté.

12° L'administration confie les dispositions nécessaires au zèle et au goût du citoyen Dudesert.

Signé : VAULTIER, président de l'administration.
DUDESERT, RAMPONNEAU, LAPORTE et POUSSARD.
FAULTRIER, secrétaire.

5 Thermidor.

An IV

(1796)

Présents : les citoyens Laporte, président, Vaultier, Poussard, Dudesert et Ramponneau.

Prêtres reclus, adoucissement à leur détention. — « Lecture est faite d'une pétition des prêtres réunis en la maison du ci-devant séminaire de cette commune du 29 messidor dernier, tendant à ce qu'il leur soit accordé la faculté de jouir d'un peu de liberté, à ce qu'ils soient autorisés à sortir au dehors pour respirer sur les promenades et dans l'intérieur de la commune un air moins circonscrit que celui qu'ils respirent dans le lieu de leur détention.

« L'administration, considérant que le but de la loi, en vertu de laquelle les pétitionnaires sont détenus, a pour objet de prévenir les troubles qu'on a paru redouter des ecclésiastiques qui n'ont pas prêté les serments prescrits par les lois ;

« Considérant qu'aucun de ces détenus n'est prévenu d'avoir cherché à troubler l'ordre social, mais qu'ils sont privés de leur liberté seulement pour avoir tremblé de mentir à leur conscience ;

« Considérant qu'il est du devoir des autorités d'adoucir la captivité des détenus, lorsqu'il n'en peut résulter aucun inconvénient ni désordre pour la société et que toutes mesures de rigueur qui ne sont pas strictement nécessaires doivent être réprouvées ;

« Considérant qu'il ne peut résulter aucun inconvénient d'accorder à ces détenus la faculté de sortir pour prendre l'air et fréquenter leurs parents et amis, auprès desquels ils trouveront quelques adoucissements que nécessitent leur âge et leurs infirmités, aux offres qu'ils font de se conformer aux ordres et réglemens qui leur seront prescrits ;

« L'administration est d'avis que leur pétition soit accueillie favorablement, mais aux conditions ci-après déterminées :

1° Ils pourront, de l'agrément de l'administration municipale, à raison de leur mauvaise santé, sortir de deux jours l'un, pour se promener tant dans l'intérieur qu'au dehors de la commune, sans s'écarter au-delà des promenades qui font le tour de la ville.

2° Il n'en pourra sortir que la moitié par chaque jour. L'heure de la sortie sera fixée à 8 heures du matin et non auparavant. L'heure de la rentrée ne pourra être plus tard qu'à 6 heures du soir.

3° Ils pourront vaquer à leurs affaires dans l'intérieur de la commune, fréquenter leurs parents et amis en se conformant aux dispositions des précédents articles.

Démission de Pallais, employé. — Jean-Baptiste-Désiré Pallais donne sa démission d'employé de la commune. Il va à Paris solli-

An IV**(1796)**

citer une place. Il est remplacé par Edme-René Joinon fils aîné. En acceptant sa démission, l'administration déclare que Pallais a fait preuve de zèle, d'exactitude et d'intelligence dans l'exercice de son emploi et que sa conduite morale et politique a été celle d'un bon citoyen.

Conduite scandaleuse d'un particulier. — Le citoyen Jacques Jeanniot, tailleur, demeurant rue du Grand-Caire, n° 15, à qui on a envoyé un défenseur de la patrie à loger, se présente à la séance. Il dit qu'il manque de moyens ; qu'il est lui-même ancien militaire. On lui objecte que son état de tailleur prouve une certaine aisance et qu'il doit loger. Il se met alors à faire du tapage et à prononcer des expressions grossières. On lui enjoint de se retirer. Au lieu d'obéir il se permet des jurements contre l'administration et déchire le billet de logement. L'administration arrête que, conformément à la loi du 17 avril 1791, Jeanniot sera saisi, arrêté et enfermé dans la maison d'arrêt, pendant 24 heures, « pour sa conduite despectueuse et tout à fait outrageante envers l'administration. »

7 Thermidor.

Surveillance des voyageurs. — En exécution d'une lettre du Département d'hier, ayant pour objet la surveillance des voyageurs, il est arrêté qu'à l'avenir un commissaire de police, assisté de ses appariteurs se rendra au bureau des coches les jours de départ, pour examiner les passe-ports des voyageurs et arrêter tous ceux qui n'en seraient pas munis ; qu'en outre un réquisitoire sera envoyé au commandant de la garde nationale, pour fournir des hommes de surveillance les mêmes jours et assurer l'exécution de ces dispositions.

11 Thermidor.

Livraison de grains à la commune. — Réception d'un arrêté du Département du 1^{er} de ce mois, autorisant le garde magasin des vivres d'Avallon à disposer au profit de la commune d'Auxerre de 1000 quintaux de froment. L'administration décide que le citoyen Poussard, administrateur, sera chargé de tout ce qui concerne la livraison de ces grains.

Payements en nature. — Arrêté qu'il sera payé à Noblet, relieur, pour parfaire le paiement de son mémoire, 14 bichets de froment ; à Jacotin, architecte de la commune, pour ouvrages faits pour la commune, 7 bichets de froment ; et à Berdin, secrétaire de la garde nationale, 2 quintaux 20 livres de blé pour son traitement des mois de prairial et messidor derniers.

15 Thermidor.

An IV

(1796)

Règlement du compte de Pallais. — Arrêté que sur sa demande, le citoyen Pallais, employé démissionnaire, sera payé de ce qui lui reste dû de son traitement depuis le 1^{er} germinal en grains et en mandats. Il recevra 8 bichets de blé et 200 livres en mandats ; le blé étant compté 8 livres 10 sols le quintal.

Pavage des rues. — Arrêté que l'on réparera le pavé des rues qui n'a pas été entretenu depuis longtemps, parce que les finances de la commune ne l'ont pas permis.

17 Thermidor.

Frais de la fête de l'agriculture. — Le citoyen Dudesert présente le montant des frais de la fête de l'agriculture s'élevant à 23 livres 5 sols, quant à ceux de la fête pour l'inauguration de l'école centrale, qui sont à la charge du Département, ils s'élèvent à 51 livres 17 sols.

Déclaration du ministre d'un culte. — Le citoyen Mérat, ministre du culte à Chitry déclare vouloir exercer le culte à Saint-Eusèbe.

19 Thermidor.

Frais des fêtes de la Liberté. — Le citoyen Dudesert présente l'état des frais de la fête de la Liberté, s'élevant à 66 livres 14 sols. Cette somme lui sera remboursée par le citoyen Faultrier.

21 Thermidor.

Programme de la fête du 10 août. — Le citoyen Dudesert lit le programme qu'il a préparé pour la fête du 10 août, prescrite par la loi du 10 de ce mois, laquelle tombe le 23 prochain. Ce programme est adopté par l'administration.

La veille, à 9 heures du matin, annonce de la fête dans tous les quartiers par les membres de l'administration escortés d'un piquet de gardes nationaux. On invitera les citoyens à venir partager l'allégresse de cette fête mémorable. A 7 heures du soir les tambours battront le premier et une salve d'artillerie sera tirée.

Le jour de la fête, à 7 heures du matin, salve d'artillerie, les tambours battront le second ; à 1 heure la générale, à 2 heures le rappel. Les autorités se réuniront dans la grande salle du Département à 2 heures et demie. La force armée restera dans la cour.

A 3 heures, départ des autorités et de tout le cortège pour l'arbre de la Liberté, en passant rue Notre-Dame, place de la Maison commune, rues de l'Horloge, de la Draperie, place des Fontaines et rue du Temple.

Arrivées à l'esplanade du Temple, les troupes se rangeront en bataille sous chaque allée, la cavalerie d'un côté, l'infanterie de

An IV
(1795)

l'autre. Le président de l'administration prononcera un discours auprès de l'arbre de la Liberté, dans lequel il rappellera au peuple assemblé l'histoire du 10 août. Après l'avoir prononcé il suspendra à l'arbre l'inscription suivante :

AU 10 AOUT.

Honneur aux braves qui renversèrent le trône. Les Français ne reconnaîtront plus d'autre maître que les lois.

Cette cérémonie se fera au bruit d'une musique guerrière et d'une décharge d'artillerie.

Alors les instituteurs de la jeunesse se lèveront et s'engageront à haute voix en présence des autorités et de leurs élèves à n'inspirer aux jeunes citoyens que des sentiments républicains, de respect pour les vertus, les talents, le courage et de reconnaissance pour les fondateurs de la République. Cet engagement solennel sera suivi de chants civiques.

Le cortège se fermera et prendra la promenade jusqu'à la porte d'Eglény. Sur cette promenade jusqu'à la porte de Paris auront lieu des courses à pied.

« Il y aura trois courses : la première aura lieu parmi les jeunes gens de 12 à 15 ans. La deuxième parmi ceux de 15 jusqu'à 25 ; et la troisième entre ceux des citoyens de 25 à 30 ans et au-dessus. Trois différents prix seront distribués aux vainqueurs, le premier sera un fusil de calibre, le second un sabre uniforme et le troisième un petit fusil. La distance de la plus forte course est déterminée à 260 toises. Les autres seront proportionnées à la force des coureurs et marquées par des enseignes tricolores.

« Les citoyens Roux et Beaumé, professeurs de l'école centrale et le citoyen Derode, instituteur primaire, juges de ces courses, seront placés sur une estrade qui sera dressée sur l'esplanade en face le but du départ des coureurs. Ils tiendront à la main des palmes et des couronnes de laurier, qu'ils donneront aux vainqueurs.

Les autorités constituées se tiendront autour de l'estrade, devant laquelle l'autel de la patrie sera placé. Elles seront accompagnées des pères et mères des défenseurs de la patrie, qui seront particulièrement appelés à cette fête et auxquels seront données des places distinguées. La force armée fermera la réunion au pourtour, la cavalerie derrière. Enfin le président du Département et le président de l'administration municipale seront placés à droite et à gauche de l'autel de la patrie.

« Les citoyens concurrents de la première course réunis, s'élanceront au signal qui leur sera donné par un roulement. Le premier

qui touchera de sa main l'autel de la patrie sera celui qui aura gagné le prix. Une salve d'artillerie annoncera que le prix est remporté. Les juges le couronneront et le président de l'administration lui remettra son prix. Les deux autres courses s'exécuteront de la même manière. Pendant ces courses la musique exécutera différentes marches et symphonies analogues à la cérémonie. »

An IV
(1796)

Le cortège ayant à sa tête ceux qui auront remporté des prix reviendra par la porte de Paris au Département, où la fête se terminera.

Danses publiques et gratuites de 7 heures à 9 heures au jardin national.

25 Thermidor.

Lauréats du concours de course. — Il est fait mention que la fête du 10 août a été célébrée conformément à la délibération précédente et que ceux qui ont remporté des prix de course sont : le citoyen Louis Dudesert, âgé de douze ans et demi, pour le petit fusil ; le citoyen Louis-François Rathier, fils de l'ancien procureur-syndic du district d'Auxerre, âgé de seize ans, pour le sabre ; et le citoyen Daniel Frelon, coiffeur, âgé de trente-quatre ans, pour le fusil de calibre.

Feux de joie interdits. — L'administration informée que dans différents quartiers de la commune et sous le prétexte de célébration de fêtes patronales, des citoyens du culte catholique se sont permis depuis quelque temps, d'allumer des feux de joie dans les rues, de les entretenir fort avant dans la nuit et de tirer des fusées et pétards pendant les dits feux ; considérant que les anciens réglemens ont toujours prohibé les feux et tirs de pétard dans la crainte d'accidents et que l'administration doit maintenir ces dispositions, autant par les mêmes motifs que pour empêcher les scandales que causent de semblables folies, arrête qu'il sera défendu d'allumer des feux et de tirer des pétards dans les rues et places de la commune sous les peines de la loi.

26 Thermidor.

Evasion de prisonniers. — Vu un procès-verbal du citoyen Petit, administrateur, constatant un bris de prison, à la faveur duquel plusieurs prisonniers se sont évadés, il est arrêté que ces dégradations seront réparées sur le champ.

27 Thermidor.

Terrain derrière l'église Saint-Martin-lès-Saint-Julien. — Arrêté que sur la demande du Département le citoyen Petit, administrateur,

An IV
(1796) s'informerà par enquête sur lieux si le terrain derrière l'église Saint-Martin-les Saint-Julien a été affecté à service de cimetière, de même que l'était la partie du terrain située devant l'église, au bord du chemin, parce que les citoyens Pierre-Claude Ythier et Pierre Noiset ont soumissionné, le 5 messidor dernier le cimetière en face l'église, l'emplacement et les déblais de l'église, ainsi que le terrain par derrière.

29 Thermidor.

Certificats de civisme. — Des certificats de civisme sont accordés aux citoyens Louis-Laurent-Alexandre Huet, professeur de langues allemande et anglaise; Dérode, inspecteur primaire; Amé père, instituteur; Philippe Chindé, Antoine Pouchard et Mathurin Delafaix.

Terrain derrière l'église Saint-Martin. — Le procès-verbal des dires des habitants du faubourg Saint-Martin, dressé par le citoyen Petit, établit que le terrain derrière l'église n'a jamais servi de cimetière.

1^{er} Fructidor (18 août 1796).

Acquisition de maison canoniale. — Sur le vu d'une pétition du citoyen Etienne Breton, ex-chanoine, acquéreur par acte du dix sept décembre 1789 d'une maison canoniale sise rue Saint-Pancrace, 2, moyennant 3,200 livres et dont il demande à acheter la nue-propriété, l'administration arrête que les formalités d'expertise de la maison susdite seront faites, pour être statué ultérieurement.

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Présentation d'une pétition signée d'un grand nombre d'habitants de la ci-devant paroisse de Saint-Pierre-en-Vallée, renvoyée par le département à la commune et tendant à rentrer en possession de leur église. L'administration considérant que les habitants en étaient en possession le premier jour de l'an II; que le culte ayant cessé depuis, le district, par délibération du 21 floréal an II, prise en conséquence d'un arrêté du 19 nivôse précédent, l'a louée pour trois années, à compter du 6 pluviose aux citoyens Courtois, Escalier, Berthé et Routhier, qui y ont établi une fabrique de salpêtre; que depuis un an la fabrication a été arrêtée et que les locataires consentent à rendre les lieux dans deux mois; Considérant que les habitants du quartier Saint-Pierre, qui, par délibération du 1^{er} ventôse, avaient été autorisés, à défaut de leur église non libre, à pratiquer leur culte dans un corridor du presbytère, en ont été privés par la vente dudit presbytère; considérant aussi que le citoyen Rimbaud, qui avait soumissionné l'église, s'est désisté après la délibération municipale du 19 messidor dernier et qu'ainsi l'édifice peut être

livré aux pétitionnaires, en vertu de la loi de la liberté des cultes **An IV**
du 11 prairial an II; L'administration donne avis au Département (1796)
qu'il est juste que l'église soit rendue, mais à la condition par les
habitants, de la prendre dans l'état actuel, de l'entretenir à leurs
frais et de souffrir l'exercice d'un autre culte s'il y avait lieu.

3 Fructidor.

Gardes-champêtres. — Les gardes-champêtres se présentent
pour réclamer un à-compte sur leurs traitements. Arrêté qu'ils
recevront 810 livres de froment et 799 livres de méteil qu'ils se
partageront entr'eux.

5 Fructidor.

Programme à dresser de la fête des vieillards. — En exécution
d'un arrêté exécutif du 27 thermidor, relatif à la célébration du 10
de ce mois de la fête des vieillards, l'administration charge le
citoyen Dudesert de dresser le programme de cette fête et d'en
faire rapport.

Place Notre-Dame-la-d'Hors soumissionnée. — Le citoyen Paul
Fevrier, serrurier, a soumissionné une portion de la place de
Notre-Dame-la d'Hors. L'administration formera opposition. Cette
place est publique et indispensable à cause de l'école placée dans
les presbytères et du service du magasin des fourrages qui occupe
l'église.

Livraison de grains. — Vu l'arrêté du Département, du 1^{er} ther-
midor, qui attribue à la commune 200 quintaux de farines à
prendre dans le magasin des vivres établi à Noyers, l'administra-
tion charge le citoyen Dubétail de se transporter à Noyers, pour
activer la livraison de ces farines.

7 Fructidor.

Contributions payées en nature. — Le citoyen Joseph Uzanne fils,
adresse une pétition tendant à prier l'administration de contraindre
le garde-magasin des grains de la contribution foncière, de rece-
voir le 10^e de sa cote en orge, attendu qu'il n'a pas d'autres grains.
L'administration décide que sa pétition sera appuyée, parce que la
loi admet l'orge parmi les grains à recevoir.

Cours du mandat. — Réception d'un arrêté du Directoire exé-
cutif du 1^{er} thermidor, qui fixe, pour les cinq jours précédents, le
cours des mandats à 56 sols pour 100 livres en mandats.

Programme de la fête des Vieillards. — Programme de la fête
des Vieillards, ordonnée par la loi du 3 brumaire dernier, qui doit
être célébrée le 10 fructidor, accepté tel qu'il a été préparé par le
citoyen Dudesert.

An 1^{er} Les publications devront être faites la veille, selon l'habitude.
(1796) Les vieillards seront invités tout spécialement. L'administration en désigne quatre qui se sont rendus recommandables par leurs vertus, leur probité et leur patriotisme. Ce sont les citoyens Jacquot, cultivateur, âgé de 77 ans, et Facié, relieur, âgé de 70 ans, et les citoyennes veuve Gallé, âgée de 75 ans, et la veuve Boulmet, âgée de 70 ans. De leur côté les professeurs de l'École centrale choisiront quatre élèves pour aller, le matin de la fête, orner de feuillages les portes des quatre vieillards. Se trouveront aussi à la fête les vieillards de la maison de bienfaisance, et les vétérans sans armes. Sont nommés pour rendre les honneurs aux vieillards, les citoyennes Marie-Anne Minerot, femme de Jacques Maillot, Jeanne Serre, femme d'Antoine Larive, Philiberte Beaupain, femme Richard, Elisabeth Viel, femme Gally, toutes épouses de citoyens au service.

Les musiciens amateurs, Milon et Chapuy, sont invités à venir embellir cette fête. Les enfants des deux sexes de 8 à 12 ans, seront également invités.

A trois heures, aura lieu le départ, de la maison commune, de tout le cortège, pour se rendre au jardin national où une estrade sera élevée pour les vieillards.

Les épouses, l'administration, les quatre vieillards appuyés chacun sur l'épaule d'un enfant, étant arrivés, prendront place sur l'estrade, le président de l'administration prononcera alors un discours à la suite duquel il couronnera les vieillards. Les jeunes épouses leur présenteront des corbeilles ornées de fleurs et pleines de fruits. Ensuite le cortège reconduira les vieillards chacun en sa maison.

Le soir danses jusqu'à 10 heures dans la salle de la section de l'Egalité.

9 Fructidor.

Enfants proposés pour figurer à la fête des Vieillards. — Un des professeurs de l'École centrale présente à l'administration les citoyens Etienne-Thomas-Sophie Marie, Etienne Ragon, Achille Fontaine, et Louis-François Philippe, tous élèves de l'École centrale, désignés par les professeurs pour aller, demain, orner de feuillages les portes des quatre vieillards devant figurer à la fête. L'administration agréee ce choix.

16 Fructidor.

Taxe des vivres. — L'administration considérant que les lois ont conservé aux municipalités le droit de taxer les vivres, « considérant la cupidité qu'affectent depuis quelques jours les boulangers

et les bouchers par le renchérissement des marchandises de leur commerce, au-delà des bornes d'un bénéfice suffisant », arrête que la taxe sera ainsi établie : pain blanc, 2 sols 9 deniers la livre; pain bis, 2 sols 3 deniers; viandes de bœuf, veau et mouton, 6 sols la livre. An IV
(1796)

Gratifications. — L'administration, vu le rapport du citoyen Vaultier, « ayant égard à la peine que la manutention des grains et la tenue des magasins causent au citoyen Dhalle, à sa fille, à sa nièce, et au citoyen Girard; et considérant qu'elle doit reconnaître les services que ces personnes rendent à la commune, arrête qu'il sera délivré, à titre de récompense et de gratification, 6 bichets de froment à la fille de Dhalle, 4 bichets au citoyen Girard, et 10 francs en argent à la nièce du citoyen Dhalle.

Paiement de traitements en nature. — Arrêté qu'il sera délivré à valoir sur leur traitement, 6 bichets de froment au citoyen Liégeard, commissaire de police, et 2 bichets à Notiny, appariteur de police.

23 Fructidor.

Traitement payé en nature. — Arrêté qu'il sera délivré 6 bichets de froment au citoyen Moreau, commissaire de police, à-compte sur son traitement.

25 Fructidor.

Paiement de traitement en nature. — Arrêté que, sur sa demande, 5 bichets de froment seront délivrés au citoyen Sallet, employé de l'administration, à valoir sur son traitement.

Rez-de-chaussée construit en bois. — Procès-verbal est dressé contre le citoyen Serre, épicier, rue de la Draperie, qui, lors de la reconstruction de sa maison place du marché aux chèvres, a fait le rez-de-chaussée en bois et non en pierre comme le veulent les anciens réglemens.

27 Fructidor.

Eglise Notre Dame-la-d'Hors. — Arrêté qu'il sera donné un avis favorable à une pétition des citoyens de la section de l'Egalité, par laquelle ils demandent la jouissance, pour l'exercice du culte de l'église Notre-Dame-la-d'Hors, dont ils jouissaient au premier jour de l'an II, et qui est libre depuis longtemps; le magasin des fourrages qui y était établi ayant été transporté dans la maison des ci-devant Saintes-Maries, et la fourniture des fourrages militaires étant faite maintenant par des compagnies qui doivent se pourvoir des magasins nécessaires.

29 Fructidor.

Acquisition de maison canoniale. — Arrêté que, vu l'expertise

An IV
(1796) qui a été faite de la maison canoniale, sise rue Saint-Pancrace, n° 2, que le citoyen Etienne Breton, ci-devant chanoine a demandé à acheter, ledit Breton en deviendra propriétaire incommutable en payant au trésor : 1° la somme de 1,600 livres faisant moitié de son prix d'acquisition du Chapitre, et 2° celle de 566 livres 13 sols, sixième de la valeur actuelle.

Instituteurs communaux. — Il est fait lecture du procès-verbal du jury d'instruction du 15 de ce mois qui nomme instituteurs à Auxerre les citoyens Amé père, Antoine Pouchard, Mathurin Dela-faix et Philippe Chindé. L'administration, considérant que la commune seule a le choix des instituteurs à présenter au Département sur toute la liste des examinés, et que le jury d'instruction ne peut lui imposer ses instituteurs, arrête que le jury d'instruction est invité à transmettre à l'administration municipale son rapport de l'examen de tous les citoyens qui se sont présentés pour remplir, en cette commune, les fonctions d'instituteurs primaires, pour être fait le choix et la présentation au Département de ceux que l'administration croira plus capables de remplir ces fonctions.

JOURS COMPLÉMENTAIRES.

(17 au 21 septembre 1796).

1^{er}

L'administration considérant que de toutes les fêtes établies par le gouvernement, celle mémorable du 1^{er} vendémiaire doit être célébrée avec enthousiasme parce qu'elle rappelle l'époque de la fondation d'une République qui doit assurer à jamais le bonheur des Français, arrête ainsi qu'il suit le programme de cette fête, proposé par le citoyen Dudesert :

Fête anniversaire de la fondation de la République. — La veille, la fête sera annoncée par un administrateur escorté d'un peloton de gardes nationaux. Invitation sera faite en même temps aux citoyens de souscrire pour le tir à la cible qui aura lieu le jour de la fête à 3 heures.

A six heures du soir le canon sera tiré, en même temps les tambours battront le Premier.

Le jour de la fête, à 6 heures du matin, salves d'artillerie, les tambours battront la générale. A 8 heures du matin, toutes les autorités se rendront dans la grande salle du Département. L'administration centrale présidera la fête. A 9 heures, départ du cortège, pour l'édifice de Saint-Germain, dans l'ordre suivant : En tête, les canonniers avec deux pièces, la gendarmerie à cheval, les musiciens, les tambours, l'autel de la patrie, le drapeau de la

garde nationale, les autorités, le jury d'instruction, les instituteurs avec leurs élèves, la garde nationale, les vétérans, enfin un détachement de gendarmerie.

Le cortège arrivé à Saint-Germain, le président de l'administration lira la déclaration des droits et des devoirs qui précède la Constitution de l'An III, et le premier article de cette constitution. On proclamera ensuite les noms des auteurs du Département qui ont travaillé par leurs écrits à la fondation de la République ; si ces auteurs sont présents, ils seront couronnés, puis le cortège retournera au Département.

Deuxième partie de la fête. — A 3 heures, toutes les autorités réunies en cortège, comme le matin, au Département, en partiront pour se rendre au tir à la cible au jardin national. Le groupe des tireurs inscrits précédera le cortège. La cible sera dressée au milieu de l'allée centrale. Le tir aura lieu au moyen de fusils de calibre. Chaque tireur tirera trois coups. Les autorités se tiendront dans la salle du 1^{er} étage du pavillon. Le Président de l'administration départementale et le président de l'administration municipale seront juges du tir. Le prix sera un fusil de calibre.

Après le tir, danses publiques et gratuites au jardin national.

3^e JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Déprédations dans les vignes. — Des déprédations sont commises dans les vignes. L'administration arrête qu'une garde de nuit sera faite par la garde nationale. Cinquante-trois hommes seront commandés tous les soirs. Ils se diviseront en cinq patrouilles et parcourront le territoire de sept heures du soir à sept heures du matin. Cinq patrouilles seront faites de jour. De plus la gendarmerie sera appelée. Mais ces dispositions ne doivent pas porter atteinte au droit qu'ont tous les citoyens de se garder eux-mêmes ; ainsi il faudra donner la consigne de ne point inquiéter les citoyens connus, qui se trouveront armés pour la garde de leurs héritages.

5^e JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Visite des vignes. — Nomination de trente citoyens qui devront visiter le finage divisé en 10 sections, pour connaître le degré de maturité des raisins. Ces sections sont les suivantes : de la Chaiquette, de Migraine, de Chatenoy, de Vauboulon, des Montardoins, du Bouchot, de la Souris, du Thureau et des Isles. Il y aura trois experts par sections.

Grandes réparations à faire à l'horloge. — Le citoyen Jacotin, architecte de la commune, signale de grandes réparations à faire à la flèche de l'horloge, nécessitées, dit son rapport, par les

An V
(1796) moyens qu'il faudrait employer pour faire reprendre à la flèche l'aplomb qu'elle a perdu, sans être assuré d'y réussir complètement. Il est résolu que l'on ajournera les grands travaux dont le résultat pourrait être d'ébranler l'horloge et exposer par cela même à des dépenses plus fortes encore, et que l'on ne fera que les réparations urgentes, s'élevant à 549 livres, lesquelles ont paru nécessaires à l'architecte pour prévenir le dépérissement et la chute dudit horloge. Ces réparations seront faites par économie, attendu la nature de l'ouvrage.

AN V

1^{er} Vendémiaire (22 Septembre 1796).

Concours pour l'Ecole polytechnique. — Réception d'une circulaire du ministre de l'intérieur, du 29 fructidor dernier, relative au concours pour les places d'élèves de l'école polytechnique, qui doit s'ouvrir, dans cette commune, le 1^{er} brumaire prochain, conformément aux lois des 7 vendémiaire et 15 fructidor an III. L'administration arrête que l'examen aura lieu dans une salle de l'Ecole centrale, qu'il sera fait par le citoyen Bonnard, professeur, désigné par le ministre, et que tous les citoyens pourront y assister. « L'administration s'y rendra et ses membres demeurent invités à y développer, par des discours analogues, l'importance du bienfait national qui est offert par l'institution de l'Ecole polytechnique ».

Lauréats du tir à la cible. — Au retour de la cérémonie de la fête de ce jour, il est consigné au procès-verbal que le premier prix donné par le département a été gagné par le citoyen Etienne François-Ebbon Prignot, et celui donné par l'administration municipale par le citoyen Jean-Baptiste Courtet, ancien militaire.

5 Vendémiaire.

Enlèvement des croix. — Le citoyen Poussard, commissaire du pouvoir exécutif, rapporte qu'il existe encore dans la commune des signes de culte, notamment sur le clocher de Saint-Germain et dans les hameaux de Jonches et de Laborde, il fait remarquer que pour la croix de Saint-Germain on n'a pu jusqu'ici déterminer des ouvriers à l'enlever à cause des difficultés de l'accès et de la nécessité d'établir un échafaudage très coûteux. L'administration, considérant que l'édifice de Saint-Germain est national, arrête que le Département sera avisé du fait et qu'il sera invité à faire disparaître cette croix à ses frais. Quant aux croix existant encore à Jonches et à Laborde, malgré les injonctions réitérées qui ont été

faites de les enlever, on les fera détruire de force si les habitants de ces hameaux s'y refusent. An V
(1796)

9 Vendémiaire.

Ban de vendanges. — Arrêté fixant le ban de vendanges au 19 de ce mois (lundi 10 octobre 1796, vieux style). Les défenses habituelles sont faites.

Délivrance d'un passe-port. — Avis favorable est donné à une demande de passe-port faite par le citoyen Montelle, entrepreneur de bâtiments, âgé de 59 ans, domicilié à Auxerre, rue Valentin, n° 5, depuis 42 ans, pour se rendre, pour affaires de famille, à Allania dans la vallée de Cesia, Haute-Lombardie.

11 Vendémiaire.

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Sur le renvoi par le Département de la pétition faite par Jean-Baptiste Courtois et Cie, salpêtriers, tendant à les autoriser à terminer le bail de l'église Saint-Pierre qui doit expirer le 6 pluviôse prochain, bien qu'ils aient offert de rendre l'édifice au culte le 1^{er} brumaire, l'administration déclare être d'avis qu'il soit fait droit à la pétition, sous la condition que les salpêtriers reprendront leurs travaux et les continueront jusqu'à la fin du bail.

Taux de la journée de militaire malade. — Sur la demande des administrateurs de la maison d'humanité de fixer le prix de la journée de militaire malade pendant les mois de prairial, messidor, thermidor et fructidor derniers, l'administration, considérant que le mandat n'a pas été reçu dans le commerce pendant les trois derniers mois de l'an IV, mais que pourtant l'échange du mandat contre du numéraire a pu être fait par les administrateurs, arrête, en tenant compte de la variation de valeur du mandat, au taux suivant la journée de militaire : mois de prairial, 50 livres en mandats ou 1 livre 5 sols en numéraire ; messidor, 75 livres en mandats ou 1 livre 10 sols en numéraire ; thermidor, 60 livres en mandats ou 1 livre 15 sols en numéraire ; et fructidor, 50 livres en mandats ou 2 livres en numéraire.

12 Vendémiaire.

Contravention aux règlements de voirie. — Sur le rapport fait le 7 de ce mois par le citoyen Liégeard, commissaire de police, que le citoyen Giraud, gendre Deschamps, propriétaire d'une maison place des Fontaines, n° 3, a fait, dans la nuit du 6, réédifier en bois, et sans permission de l'administration, plus de la moitié de la façade de cette maison dont le premier étage fait saillie sur la place de deux pieds et l'étage supérieur de trois pieds six pouces,

An V
(1796)

et après le transport sur lieux des citoyens Poussard et Ramponneau, administrateurs, assistés du citoyen Jacotin, architecte, qui ont défendu de continuer les travaux, l'administration, considérant que le citoyen Giraud a commis une contravention aux réglemens de voiries, en construisant, sans l'agrément de l'administration, sur la voie publique, « considérant qu'aucune loi n'a dérogé aux ordonnances de 1604, 1690, 1712, 1718 et 1735, qui ordonnent la suppression des saillies des bâtimens sur la voie publique ; que le citoyen Giraud n'a eu d'autre but en faisant travailler de nuit à la reconstruction de la plus grande partie du rez-de-chaussée de sa maison que de conserver les saillies des deux étages supérieurs », considérant que la maison construite en bois tombe de vétusté et que la vie des ouvriers et des passans pourrait être compromise, arrête que le citoyen Giraud sera tenu de faire démolir, sans délai, les deux étages de sa maison pour les reconstruire sur un seul aplomb.

13 Vendémiaire.

Surveillance des vignes. — Les citoyens négligeant de faire exactement les patrouilles commandées pour la garde des héritages, il est arrêté qu'une nouvelle proclamation à ce sujet sera faite aux habitans.

Reprise des paiements en numéraire. — Arrêté qu'il sera payé en numéraire au citoyen Jacotin, architecte de la commune, la somme de 50 livres en à compte sur son traitement.

15 Vendémiaire.

Salaires des propriétaires de pressoirs. — L'administration informée que les maîtres de pressoirs se sont entendus pour percevoir le prix de chaque coupe, par un prélèvement en nature de un seau sur sept, considérant que l'usage est de prendre 25 à 30 sols de la coupe et que la perception en nature serait ruineuse pour les propriétaires de vins renommés, arrête que défenses sont faites à tous propriétaires de pressoirs de refuser leur service à ceux de leurs concitoyens qui sont dans l'usage d'y faire leurs marcs, sauf aux dits propriétaires de pressoirs en exiger le paiement en argent ainsi qu'il est d'usage.

23 Vendémiaire.

Frais de la dernière fête. — Arrêté à la somme de 113 livres 13 sols le total des dépenses faites par le citoyen Dudesert, pour la fête de la fondation de la République.

29 Vendémiaire.

Certificats de civisme. — Les citoyens Toussaint Robinet, Edme

Marlot et Etienne-Thomas-Sophie Marie, demandent un certificat de civisme et de bonne conduite afin de pouvoir concourir à l'examen de l'Ecole polytechnique. Ils l'obtiennent tous les trois « attendu qu'ils ont constamment manifesté l'amour de la liberté, de l'égalité, la haine des tyrans et l'attachement aux principes républicains ».

Ecole centrale. — L'administration arrête qu'elle se rendra à l'invitation qui lui a été faite, par le jury d'instruction, d'assister à l'ouverture des cours de l'Ecole centrale. Les pères et mères seront invités, et la musique de la garde nationale prêterà son concours.

1^{er} Brumaire (22 octobre 1796).

Paiement en nature. — Arrêté qu'il sera délivré en à-compte sur son traitement, au citoyen Chapuy, horloger de la commune, 10 bichets de froment qui seront comptés à raison de 12 livres le quintal.

3 Brumaire.

Gardes-champêtres. — Arrêté qu'il ne sera conservé que six gardes-champêtres pour la saison d'hiver.

7 Brumaire.

Taxe du pain. — La taxe du pain est ainsi établie : pain blanc, 4 sols ; pain bis, 3 sols 6 deniers.

15 Brumaire.

Garde nationale. — Arrêté qu'il sera payé à plusieurs vétérans, pour vingt-quatre gardes par eux faites en remplacement de gardes nationaux commandés, la somme de 28 livres.

19 Brumaire.

Maison d'humanité. — En exécution de la loi du 16 vendémiaire dernier, qui conserve les hospices civils dans la jouissance de leurs biens et règle la manière dont ils doivent être administrés, l'administration nomme les membres devant composer le bureau de la maison d'humanité. Ce sont les citoyens Champy, Marie de la Forge, Thiénot-Jaffort, Robinet-Grenon, Duplessis, notaire, et Claude Salomon. Sont nommés comme administrateurs de la maison de bienfaisance, les citoyens Duplessis notaire, François Fournier, Deluc, propriétaire, Chardon La Loge et Lesseré, gendre Lesseré. Ils entreront tous en fonctions le 30 de ce mois.

23 Brumaire.

Abonnement à un journal. — L'abonnement au *Rédacteur* étant fini, l'administration quitte ce journal pour s'abonner au *Journal*

An V
(1796)

An V *des fonctionnaires publics* « qui semble réunir tout ce qu'il com-
(1796) porte à l'administration de savoir ».

29 Brumaire.

Instituteurs de la commune. — L'administration choisit pour être présentés au Département les quatre instituteurs à nommer dans la commune, en assignant à chacun d'eux la classe qu'il devra faire, ce sont : les citoyens Derode, 1^{re} division, classe des petits enfants ; Delafaix, 2^e division ; Amé père, 3^e division ; et Pouchard, 4^e division.

Taxe du pain. — La taxe du pain est ainsi fixée : pain blanc, 3 sols 7 deniers ; pain bis, 3 sols 1 denier.

1^{er} Frimaire (21 novembre 1796).

Gratification au garde-magasin de Saint-Florentin. — L'administration voulant reconnaître les services rendus à la commune par le citoyen Regnard, garde-magasin des vivres de Saint-Florentin, pour la célérité, le zèle qu'il a mis à délivrer les grains accordés, par le ministre, à la commune, et ses peines personnelles qui ont économisé beaucoup de frais à la commune, arrête qu'il lui sera offert un quart de vin vieux, du prix de 75 livres, et charge le citoyen Tenaille de l'acheter.

Réverbères. — L'administration, voulant donner satisfaction à la demande faite du rétablissement des réverbères, qui ont cessé, depuis quelques années, d'être allumés faute d'huile, considérant que l'on peut actuellement se procurer de l'huile, arrête qu'il sera établi cinquante réverbères dans les rues principales qui aboutissent aux cinq entrées de la commune, à la porte de l'étaquier et à la poste aux chevaux.

3 Frimaire.

Garde nationale. — Réception d'un arrêté du Département, du 29 brumaire, portant que la garde nationale sera, sur-le-champ, mise en activité.

5 Frimaire.

Garde nationale. — Arrêté ordonnant que la garde nationale sera mise en activité le 8 de ce mois, et qu'un poste de quinze hommes sera établi à la maison commune.

15 Frimaire.

Réunions de commerçants à Paris. — Sur le vu d'une lettre du ministre des finances, du 28 brumaire dernier, par laquelle il convoque, pour le 19 frimaire, à Paris, les commerçants des principales villes de France, pour conférer sur le besoin de quelques

lois, et de quelques établissements en faveur du commerce, considérant qu'Auxerre a un important commerce de vins, et que cette ville est le chef-lieu du Département, arrête qu'elle sera représentée à cette réunion « et que le citoyen André-Germain Soufflot, négociant, investi de la confiance publique par son expérience dans les relations commerciales, par ses talents, par son dévouement à la patrie, par ses vertus publiques et morales, est nommé pour assister à cette conférence (1).

An V
(1796)

19 Frimaire.

Journée de militaires malades. — La journée de militaires malades est fixée à 2 francs pour les mois de vendémiaire et de brumaire.

Taxe de la viande. — Arrêté fixant à 5 sols le prix de la livre de bœuf, mouton ou veau. La taxe est inférieure d'un sol à ce qu'elle devrait être parce que les bouchers vendent à Auxerre de la vache et de la brebis, tandis que les bœufs qu'ils achètent sont destinés principalement pour Paris.

Instituteurs communaux. — Vu l'arrêté du Département du 15 de ce mois, qui nomme instituteurs de la commune les citoyens Derode, Delafaix, Amé père et Pouchard, il est décidé qu'ils seront installés dans le ci-devant presbytère de Notre-Dame-la-d'Hors désigné par le Département, et que l'administrateur ayant la partie des travaux publics s'y transportera demain pour faire la division de la maison entre les instituteurs.

21 Frimaire.

Garde nationale. — Le service de la garde nationale est tout à fait abandonné, l'administration emploie sa séance entière à infliger des peines plus ou moins fortes au nombreux gardes qui n'ont pas fait leur service.

29 Frimaire.

Quête pour les indigents. — L'agence de secours ayant informé l'administration qu'il ne lui reste plus en caisse que la somme de 176 livres, insuffisante pour secourir longtemps les indigents et qu'il serait indispensable de faire une quête à domicile, arrête que cette quête sera faite par le citoyen Ramponneau, administrateur, accompagné des administrateurs de l'agence de secours.

30 Frimaire.

Mise en liberté des prêtres reclus. — Vu un arrêté de l'adminis-

(1) Cet honorable commerçant était le père du capitaine Pierre-Jules Soufflot qui naquit à Auxerre le 13 décembre 1793, et mourut à Paris, dans sa centième année, le 24 juin 1893.

An V (1796) tration centrale, d'hier, portant que, en exécution de la loi du 14 de ce mois, les prêtres reclus, placés à Auxerre, seront immédiatement mis en liberté, l'administration charge le citoyen Tenaille de mettre sur-le-champ cet arrêté à exécution.

1^{er} Nivôse (21 Décembre 1796).

Eglise Notre-Dame-la-d'Hors. — Les anciens paroissiens de Notre-Dame-la-d'Hors, demandent pour leur église, où le culte a été permis, par arrêtés du Département des 21 vendémiaire et 17 frimaire derniers, les stalles et boiseries garnissant la chapelle du ci-devant séminaire (1) ; l'administration leur refuse, se basant sur ce que c'est un mobilier national ; que cette chapelle n'est pas dallée, et que les murs ne sont pas enduits, ce qui aurait pour résultat, si on enlevait ces boiseries, que la section de la Fraternité qui y tient ses séances ne pourrait plus s'y réunir.

Garde nationale. — L'administration applique différentes peines à un grand nombre de gardes ayant manqué leur service.

Salaires payés en nature. — Arrêté que les gardes-champêtres recevront pour leur traitement des mois de vendémiaire, brumaire et frimaire, chacun 8 bichets de blé, et que les appariteurs de police recevront chacun 7 bichets de blé, le bichet étant compté 7 livres 10 sols.

9 Nivôse.

Taxe du pain. — Vu les mercuriales, la taxe est ainsi fixée : pain blanc, 3 sols 9 deniers ; pain bis, 2 sols 9 deniers.

11 Nivôse.

Indemnité de Saint-Domingue. — La famille Nombret, composée de Guillaume-Eusèbe Nombret, né à Auxerre, de Marguerite Aubry, sa femme, née à Saint-Domingue, de Guillaume Nombret, son fils, lesquels sont à Auxerre depuis le 10 septembre 1791, obtient de l'administration, avec beaucoup de difficulté, le certificat d'indigence exigé pour avoir droit aux secours accordés aux colons par la loi du 17 frimaire an V.

Exercice du culte à Notre-Dame-la-d'Hors. — Le citoyen Lelong, ministre du culte catholique, et de nombreux habitants de la ci-devant paroisse de Notre-Dame-la-d'Hors, sont venus prévenir l'administration, qu'en conséquence des arrêtés du Département, des 21 vendémiaire et 13 frimaire derniers, qui ont remis cet édifice à leur disposition pour l'exercice du culte, ils allaient commencer dès ce jour à exercer le culte.

(1) Aujourd'hui chapelle du collège.

15 Nivôse (4 janvier 1797).

An V

(1796)

Etablissement du bureau de bienfaisance. — En exécution de la loi du 7 frimaire an V, instituant, dans chaque commune, un bureau de bienfaisance, l'administration nomme membres de ce bureau les citoyens Perthuis fils, Rémond, Housset, Merle, Legueux aîné et Martin Bachelet.

17 Nivôse.

Déclaration d'ecclésiastique. — S'est présenté le citoyen François Nicolas Leroi, prêtre en cette commune, lequel, après avoir déclaré se soumettre aux lois de la République, choisit pour y exercer le culte les édifices de Saint-Etienne, Saint-Pierre-en-Vallée, Saint-Eusèbe et Notre-Dame-la-d'Hors.

29 Nivôse.

Taxe du pain. — La taxe du pain est ainsi fixée : pain blanc, 3 sols 6 deniers ; pain bis, 3 sols.

Fête du 21 janvier. — La fête anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français, ordonnée par la loi du 18 de ce mois, aura lieu le 2 pluviôse. L'arbre de la liberté de la commune qui est au bout de la grande promenade dite du Temple, étant mort, il en sera planté un nouveau le jour de cette fête, en présence des autorités. Le citoyen Boyard-Forterre se charge de le fournir, il doit le tirer de ses bois d'Egriselles.

Registre civique. — Deux publications ont été faites pour inviter les citoyens à se faire inscrire sur le registre civique, elles ont produit peu d'effet. Arrêté qu'elles seront renouvelées tous les cinq jours.

1^{er} Pluviôse (20 janvier 1797).

Garde nationale. — Différentes peines sont appliquées à un grand nombre de gardes n'ayant pas fait le service pour lequel ils avaient été commandés.

Annnonce d'une victoire de l'armée d'Italie. — Le Département invite l'administration à envoyer deux de ses membres à sa séance pour une communication à lui faire. C'est l'annonce d'une grande victoire remportée par l'armée d'Italie. L'administration arrête que la proclamation en sera faite au peuple par tous ses membres escortés d'un piquet d'honneur de la garde nationale.

Cette proclamation est ainsi conçue :

« Français,

• Encore un nouveau triomphe remporté par l'invincible armée d'Italie et Buonaparte, son intrépide général.

An V « Encore une victoire dont l'importance et l'éclat n'ont point de
(1796) modèles dans les fastes de l'histoire.

« Citoyens ! que les fronts s'épanouissent, que les cœurs se livrent aux transports de la plus vive allégresse ; la victoire est pour toujours fixée au char de la République.

« Qui de vous, n'apprendra pas sans enthousiasme que vingt-trois mille hommes ont été faits prisonniers, parmi lesquels trois généraux autrichiens, et tous les volontaires de Vienne ; six mille ennemis, tant tués que blessés, vingt-quatre drapeaux, soixante pièces de canon, tous les bagages de l'ennemi, et le convoi qu'il voulait faire entrer dans Mantoue, avec un régiment de hussards ;

« Mères tendres, applaudissez-vous d'avoir donné le jour aux héros français ; la postérité bénira vos noms.

« Et vous, lâches, qui fuyez les drapeaux, la gloire de nos victoires ne vous appartient pas.

« Citoyens ! l'aurore de la paix brille pour nous. Le gouvernement français, en présente l'olivier à toutes les puissances ennemies de notre liberté. Elles l'accepteront enfin, et bientôt la nation qui se rallie de plus en plus autour du gouvernement qui organise la victoire, autour de la constitution qui s'élève et grandit sur des lauriers immortels, jouira de ces doux et précieux bienfaits.

« Signé : VAULTIER, RAMPONNEAU, DUDESERT,
POUSSARD, LAPORTE et FAULTRIER, secrétaire. »

15 Pluviose.

Service de la garde nationale abandonné. — Le commandant de la garde nationale est introduit il dit que personne ne se présente pour le service de la garde nationale, qui est tout-à-fait abandonné. Le Conseil arrête « qu'après toutes les diligences qu'a faites l'administration pour rétablir et conserver le service de la garde nationale elle ne peut que s'adresser à l'autorité supérieure pour qu'il y soit pourvu d'une manière efficace, et qu'il sera écrit au ministre de la police générale de la République pour lui demander les moyens à employer pour rétablir ce service ».

25 Pluviose.

Proclamation annonçant la prise de Mantoue. — Arrêté qu'une proclamation sera lue au peuple en présence de toute l'administration, sous l'escorte de cinquante hommes de la garde nationale, au bruit des tambours et des instruments guerriers pour annoncer la glorieuse prise de Mantoue. Il sera fait une décharge de tous les canons de la commune sur la place de la Fraternité.

Cette proclamation est ainsi conçue :

« L'administration municipale à ses concitoyens :

An V
(1796)

« Français,

« Elle s'est enfin rendue cette Mantoue fameuse, qui, depuis si longtemps, bravait les efforts de nos invincibles guerriers.

« Une nombreuse garnison, commandée par un général illustre, une artillerie formidable, un fleuve, un lac, une citadelle jugée imprenable, cinq armées qui ont volé successivement à sa défense ; rien n'a pu la soustraire au courage de Buonaparte et de la brave armée qu'il commande.

« De nouveaux succès ont encore couronné cette victoire importante. L'ennemi attaqué dans le Tyrol a été culbuté, poursuivi jusqu'à Saint-Michel, on lui a fait 900 prisonniers.

« Une colonne étant entrée sur le territoire du Pape, a attaqué son armée sur le Senio, l'a tournée en passant la rivière à gué et le moment du choc a été celui de la déroute de l'ennemi. Les grenadiers lombards ont enlevé les batteries à la bayonnette.

« Le pape a perdu 1000 prisonniers, 26 officiers, 500 tués et 8 drapeaux. On lui a pris 14 pièces de canon et 8 caissons ; c'est tout ce qu'il y avait. Quant à la cavalerie papale elle a fui et fuit encore.

« Puissances coalisées, les Français se lassent de vaincre, ne vous lassez-vous donc pas de faire couler le sang ; recevez enfin l'olivier de la paix que nous vous présentons et bientôt la paix rendra le bonheur au monde.

« VAULTIER, DUDESERT, LAPORTE, POUSSARD et FAULTRIER,
secrétaire. »

REGISTRE 46

Du 29 pluviose an V au 29 floréal an VI (27 février 1797 — 18 mai 1798.)

29 Pluviose.

Registre civique. — Nouvelles instances de l'administration pour engager les citoyens à se faire porter sur les registres d'inscription civique « l'utilité en est de remplacer les registres des électeurs qui sont revenus à la municipalité dans le plus grand désordre et presque mutilés ».

7 Ventôse (19 février 1797).

Traitement du concierge. — Arrêté que le traitement du citoyen Dubetail, concierge de la Maison commune, sera de 400 livres.

11 Ventôse.

Concierge de la Maison d'arrêt. — Arrêté que l'on demandera au Département la destitution du citoyen Mauroy, gardien de la
Sc. hist.

27

An V Maison d'arrêt, qui, par sa négligence, a laissé échapper deux condamnés pour vol.
(1796)

17 Ventôse.

Emigré. — Il est fait droit à une demande présentée par le citoyen Robinet-Pontagny, curateur de la citoyenne Martineau-Soleine, de vendre jusqu'à concurrence de 600 livres une partie de son mobilier, « pour satisfaire aux plus pressants besoins de cette malheureuse mère d'émigré qui se trouve dans une détresse vraiment digne de pitié ».

Taux de la journée de militaires malades. — Arrêté que la journée de militaires malades soignés à la Maison d'humanité est fixé pour les mois de frimaire, nivôse et pluviôse à 2 livres.

18 Ventôse.

Délivrance de passeport. — Arrêté qu'un passeport sera délivré à la citoyenne Anne-Charlotte Marier, veuve de Jacques-François Duché, âgée de 50 ans et demeurant à Auxerre, pour se rendre à Gênes chez son gendre, le citoyen Faipont, ministre plénipotentiaire de la République française.

19 Ventôse.

Démission d'un administrateur de la Maison d'humanité. — Le citoyen Anne-Etienne Marie, membre de la commission administrative de la Maison d'humanité, donne sa démission. L'administration le remplace par le citoyen César-Pierre Foacier, payeur général du département.

Surveillance rigoureuse recommandée. — Réception par l'intermédiaire du Département d'une lettre du ministre de la police générale engageant la commune à prendre des mesures de surveillance très actives contre des individus armés de bâtons, qui se dirigent vers Paris. L'administration déclare qu'il n'est pas à sa connaissance par les rapports de police, qu'il passe des individus armés de bâtons ; qu'elle n'a aucune mesure spéciale à prendre ; que la surveillance ne peut être plus grande à cause de l'inactivité de la garde nationale, au sujet de laquelle la lettre écrite par l'administration au ministre est restée sans réponse et arrête qu'il sera écrit au ministre de la police générale que les informations qui lui ont été données doivent provenir de la malveillance.

22 Ventôse.

Conciergerie de la Maison d'arrêt. — Vu un arrêté du Département destituant le citoyen Mauroy et nommant à sa place, sur la proposition de l'administration municipale le citoyen Louis Bertrand, ancien militaire, « qui réunit à son attachement à la Révolution un

caractère ferme et humain » ledit Bertrand, présent à la séance, **An V**
déclare accepter et prête serment. **(1796)**

23 Ventôse.

Élections municipales. — Arrêté que les pouvoirs des citoyens Laporte, Ramponneau et Dudesert expirant, il sera procédé, lors des élections de germinal prochain, à leur remplacement ou à leur réélection.

28 Ventôse.

SÉANCE DU MATIN.

Réduction du nombre des assemblées primaires. — Réception d'un arrêté du Département du 27 de ce mois réduisant à trois le nombre des arrondissements de vote ou assemblées primaires, qui porteront les noms de section de Paris, section du Temple, section du Pont et fixant les lieux de réunion de ces trois sections : l'une dans la salle de la ci-devant Société populaire, l'autre dans la salle du tribunal de commerce, la troisième dans la ci-devant chapelle de la Maison d'humanité. L'administration déclare, à son grand regret, se soumettre à cet arrêté parce qu'il faut obéir à l'autorité supérieure et consigne sur le registre de ses délibérations ses protestations contre cet arrêté. Elle déplore de voir disparaître les quatre sections avec leurs noms républicains. « Cette division de la commune existe depuis le 2 nivôse an II, remplaçant une division en trois sections qui a subsisté de 1790 à 1792. Quel a été le motif du Département de changer l'état des choses ? L'unique but a été de détruire l'harmonie qui a toujours existé entre les individus des sections qui se connaissent tous ; de faire apporter du trouble dans les assemblées par les partisans du système que préfère le Département et de leur donner plus de force et de résistance dans chacune d'elles. De plus les locaux de réunion ont été mal choisis. Autrefois on se réunissait dans d'anciennes églises spacieuses, les locaux indiqués sont trop petits ; à n'en citer qu'un exemple, la ci-devant chapelle de la Maison d'humanité, portée pour contenir 900 électeurs n'en peut recevoir que 400. Elle est encombrée du matériel de l'hospice militaire, enfin pour y accéder les citoyens seront obligés de passer devant le charnier ou lieu du dépôt des morts. Les arrondissements nouveaux ont été travaillés et préparés exprès par le Département pour y rattacher dans toutes un nombre égal de leurs frères et amis ». L'administration arrête que sa protestation sera de suite envoyée au Département pour lui faire rapporter son arrêté (1).

(1) Un des considérants assez singuliers de l'arrêté départemental préparé par les citoyens Guichard et Decourt, est que : Sans n'ayant plus, ou

An V

SÉANCE DU SOIR.

(1796)

Réception d'un arrêté du Département daté de ce jour portant qu'il passe outre à la protestation de l'administration et maintient son arrêté. L'administration prend les mesures nécessaires pour le faire exécuter.

Surveillance des promenades. — Il est créé un service de surveillance pour les promenades publiques. Le citoyen Jacques Protat est nommé garde-surveillant. Il sera chargé de l'entretien des promenades, son traitement sera de 480 livres.

Germinal (21 mars 1797).

Élections municipales. — Des citoyens de la section du Pont viennent demander de faire sonner la cloche civique pour faire venir les électeurs. Il est dix heures et demie, elle sera sonnée jusqu'à 11 heures. Une députation de la section du Temple se présente et se plaint que sa salle est trop petite. L'administration envoie la députation au Département, accompagnée du citoyen Laporte, administrateur. A midi arrive une lettre du Département qui permet de se servir de la grande salle du prétoire.

9 Germinal.

Élections municipales. — Ont été élus officiers municipaux les citoyens Ramponneau, Vaultier, prêtre, Boulage et Dudesert.

Justices de paix. — Ont été élus assesseurs des juges de paix les citoyens Dumas-Durand, Frémi, apothicaire, Robin-Cléry, Duru gendre Legueux, Gascoin et Malvin.

11 Germinal.

Installation de la nouvelle administration. — Au début de la séance, le commissaire du pouvoir exécutif dépose une protestation contre l'élection du citoyen Boulage, lequel, dit-il, fait partie de la 1^{re} réquisition et a refusé de lui produire son acte de naissance. Le citoyen Boulage répond qu'il est l'élu du peuple et que l'administration n'a pas le droit de lui demander des explications. L'administration lui donne raison et lui fait prêter le serment de haine à la royauté prescrit par les lois du 19 ventôse an IV et 24 nivôse an V. L'administration nomme les citoyens Vaultier, président, Poussard, vice-président, Boulage, suppléant du commissaire du Pouvoir exécutif et Ramponneau, officier public. Ensuite les membres se répartissent en bureaux ; le président, l'administration générale ; le vice-président, les domaines nationaux, les

ne devant avoir dans cette année que trois assemblées primaires, Auxerre ne devait point en avoir davantage.

biens des émigrés, de la commune et les contributions ; Dudesert, les travaux publics et la partie militaire ; Boulage, les actions judiciaires de la commune ; Ramponneau, la surveillance des maisons de détention. An V
(1796)

Commandant de place. — Réception d'une lettre du citoyen Pille, général de division à Dijon, annonçant qu'il a nommé commandant de place à Auxerre, le citoyen Garnison, capitaine des vétérans. L'administration qui précédemment a refusé de reconnaître le nommé Bosson qu'il avait élevé à cette fonction, maintient son refus à l'égard de cette seconde nomination. Il en avait déjà été référé au ministre de la guerre, qui n'a pas encore statué.

Comédiens. — Le régisseur d'une compagnie de comédiens, nommé Patus, demande à jouer au théâtre. Accordé sous les conditions qu'à chaque représentation il y aura deux gendarmes ; que sur la recette il sera prélevé pour les pauvres 2 sols par franc ou 10 livres fixe ; enfin qu'il devra réserver une place pour un membre de l'administration qui assistera à chaque séance afin d'exercer la surveillance que lui délègue la loi.

19 Germinal.

Taxe du pain. — Pain blanc, 3 sols 6 deniers ; pain bis, 3 sols.

Enlèvement des boues. — Les adjudications de l'enlèvement des boues ayant toujours échoué, il est arrêté que ce service, qui intéresse grandement la salubrité, sera fait par la commune.

20 Germinal.

Assemblée électorale. — Réception d'un arrêté du Département du 17 de ce mois, portant que l'assemblée électorale se tiendra dans la salle de la ci-devant Société populaire, rue Patriote.

Assemblée électorale. — Arrêté que, sur la demande de l'assemblée électorale, un poste de douze hommes de garde nationale sera établi à proximité de la salle de vote et que la cloche civique sera sonnée à quatre heures, pour indiquer l'ouverture de la séance du soir.

5 Floréal (20 avril 1797).

Fête des époux. — Vu l'arrêté du Directoire exécutif du 27 germinal an IV, la fête des époux aura lieu le 10 de ce mois de la manière suivante :

La fête aura lieu dans la salle de la ci-devant Société populaire rue Patriote. L'autel de la patrie y sera porté, il sera placé dans la salle un tableau contenant les noms des personnes mariées, qui peuvent servir d'exemple à leurs concitoyens.

Seront convoqués les autorités civiles et militaires, les institu-

An V
(1796) teurs et leurs élèves, les époux distingués par leurs vertus civiques ou qui, chargés de famille, auraient adopté des orphelins; ceux qui se sont mariés depuis le 1^{er} germinal. Les vieillards y auront place d'honneur.

Le cortège s'y rendra à 3 heures du soir, précédé de la musique et d'un piquet de la garde nationale. La séance sera ouverte par la proclamation des mariés portés sur le tableau. Ils seront couronnés d'une couronne civique. Ensuite le président de l'administration prononcera un discours au pied de l'autel de la patrie. Les danses commenceront dans la salle après le départ du cortège.

7 Floréal.

Garde particulier. — Sur la demande du citoyen Dupille, propriétaire de bâtiments et terrains très importants au Marteau, commune d'Auxerre, autorisation lui est donnée de faire garder lesdites propriétés par un garde particulier. Il présente le citoyen Pierre Lama, natif de Chablis, âgé de 62 ans. L'administration l'accepte, il sera armé d'une hallebarde ou d'une pique.

Taxe de la viande. — Arrêté que la viande de bœuf, de veau ou de mouton ne pourra être vendue au-delà de 6 sols la livre.

9 Floréal.

Paix avec l'Autriche. — Les préliminaires de la paix avec l'Autriche étant connus par les papiers publics, il est arrêté que proclamation solennelle en sera faite; que lecture en sera donnée du haut du perron de la Maison commune au peuple assemblé; que le drapeau des fêtes sera arboré au balcon central et 12 coups de canon tirés; enfin que la cloche civique sera sonnée pendant deux heures.

11 Floréal.

Gardes-champêtres, nomination d'un garde général. — Arrêté que les deux gardes Vial et Devert, supprimés avant l'hiver, sont rétablis en fonctions, et considérant que cette multiplicité de gardes-champêtres est sans chef qui les dirige, et qu'à défaut de surveillance, la garde de divers cantons précieux de ce territoire est négligée, l'administration décide qu'il sera créé une charge de surveillant des gardes-champêtres, sous le nom de garde général. Le garde général devra entretenir un cheval et parcourir chaque jour le territoire. Il ne portera point de fusil, mais pourra avoir un sabre et deux pistolets à l'arçon. Le ceinturon sera blanc et porté en forme de bandouillère, sur le devant de laquelle sera la plaque prescrite par la loi. Il devra rassembler les gardes une fois par décade dans la grande salle de la Maison commune. Est nommé

par le même arrêté garde général le citoyen Edme-François Guyot, ancien gendarme à Auxerre. Ses appointements seront de 1200 livres. An V
(1796)

13 Floréal.

Spectacles. — Sur la demande de la compagnie de vétérans d'être préférée pour la garde des bals et spectacles à la gendarmerie, il est arrêté que la gendarmerie étant depuis longtemps affectée à ce service qu'elle remplit avec zèle et exactitude sera employée de préférence aux vétérans.

15 Floréal.

Jardin national. — Sur la demande du citoyen Jean Thomas, laboureur à Auxerre, d'amodier les herbes du jardin national ci-devant Archebuse, l'administration, considérant que ce jardin est consacré aux jeux et danses publiques les jours de fête et sert de promenades en autre temps ; qu'on ne peut donc garantir la recette de l'herbe ; arrête que ce terrain lui est amodié pour six mois moyennant 50 livres, qu'il pourra y mener paître ses bestiaux à l'exception des chèvres, boucs et porcs, et sauf les jours de fête.

Pétition. — Dépôt sur le bureau d'une pétition adressée à l'administration par les citoyens Billetou, prêtre, Pierre Challe, Maurice Joux et autres. L'objet n'en est pas relaté.

17 Floréal.

Registre de l'état-civil. — L'administration décide qu'on donnera à relier à Facié tous les registres d'état-civil des paroisses antérieurs à 1700.

Colonne mobile de garde nationale. — Constitution définitive de la colonne mobile de la garde nationale. Elle est composée de deux compagnies qui ont pour capitaines les citoyens Micoïn et Carré. On demandera au Département quelle autorité devra la mettre en réquisition et dans quels cas.

21 Floréal.

Tribunal de commerce. — Le citoyen Baudoin, marchand de bois, dépose les procès-verbaux d'élection des membres du tribunal de commerce.

Garde nationale. — Le citoyen Berdin, secrétaire de la garde nationale, ayant donné sa démission tout en offrant ses services pour l'avenir, il est arrêté qu'il sera prié de s'occuper de la garde jusqu'à ce qu'il soit remplacé. On lui donnera 3 livres par cent hommes commandés.

An V

23 Floréal.

(1796)

Culte. — Le citoyen Anne-Laurent Leclerc, ministre du culte catholique à Bitry (Nièvre), déclare vouloir exercer le culte dans cette commune.

25 Floréal.

Chaine des condamnés. — Le Département a informé l'administration par une lettre du 26 germinal que la chaine des condamnés allait passer le 4 prairial prochain. Arrêté qu'une escorte de 25 hommes de la garde nationale ira au-devant et les gardera en ville; que réquisitoire sera donné à la gendarmerie pour fournir 6 gendarmes et qu'en outre il sera écrit au Département à l'effet d'être autorisé à requérir une escorte de 25 hommes de la colonne mobile, pour les conduire jusqu'à Vermenton.

27 Floréal.

Culte. — Dépôt de pétitions de citoyens catholiques, exposant que les offices sont troublés par des rassemblements d'enfants devant le portail de l'église Saint-Etienne, par leurs cris et leurs jurements; qu'ils dégradent le pavé extérieur de l'église et mutilent à coups de pierres les sculptures de cet édifice. Arrêté que « défenses sont faites à tous citoyens de se réunir au dehors des édifices consacrés aux cérémonies du culte, pendant leur célébration, et d'apporter aucun trouble à l'exercice du culte, sous peine d'être poursuivis selon la rigueur des lois, et de causer aucuns dommages aux dits édifices en les dégradant à la main ou à coup de pierres.

29 Floréal.

Prisons. — Redoublement de surveillance à la prison à cause de la présence de 28 condamnés aux fers, qui doivent partir avec la chaine prochaine.

Ambassadeur Ottoman. — Réception d'une lettre du Département, annonçant l'arrivée en France d'un ambassadeur ottoman permanent et invitant l'administration à rendre à l'ambassadeur, lors de son passage à Auxerre, tous les honneurs auxquels il a droit.

1^{er} Prairial (20 mars 1797).

Garde nationale. — Arrêté qu'il sera procédé, en exécution de la loi du 28 prairial an III, à la réorganisation de la garde nationale, à l'élection des officiers et du commandant et à leur réception par l'administration.

Eglise de Saint-Pierre-en-Vallée. — Arrêté qu'il sera fait une visite de l'église par l'ingénieur du Département afin de faire faire

par les salpêtriers les réparations provenant de leur fait avant d'en mettre les habitants en possession. **An V**
(1796)

3 Prairial.

Destruction des hannetons. — Arrêté que publication sera faite de l'adresse du Département à ses administrés relativement à la destruction des hannetons.

5 Prairial.

Abonnement au journal. — L'abonnement au journal des fonctionnaires étant expiré, l'administration le remplace par le *Mémorial général* rédigé par le citoyen de la Harpe.

Fête des victoires et de la reconnaissance. — En exécution de la loi du 3 brumaire an IV, et celle du 15 floréal de la même année, il est arrêté que la fête des victoires et de la reconnaissance sera célébrée le 10 de ce mois.

Le 9, la veille, le canon sera tiré à 7 heures du soir, la cloche civique sera en même temps sonnée.

Seront convoqués les autorités civiles et militaires, le juge d'instruction, les fonctionnaires publics, les instituteurs avec leurs élèves et les défenseurs de la patrie blessés.

Le 10, réunion de toutes les autorités à la Maison commune à 5 heures du soir, d'où l'on partira pour se rendre à la salle de la ci-devant Société populaire, où l'on proclamera les noms des défenseurs de la patrie qui sont aux armées. On se rendra ensuite à l'arbre de la Liberté au son de la musique alternant avec des chants civiques. A l'arbre de la Liberté il sera tiré une salve d'artillerie. Danses le soir au jardin national.

Propriété abandonnée. — Il est fait rapport que le moulin de Billy, appartenant à la succession Cochois, est ouvert à tout venant et sert de logement aux vagabonds et aux malfaiteurs. Cet état de choses sera notifié à la famille et si, dans la huitaine, elle ne fait fermer les portes et les fenêtres, on les fera fermer par la police.

7 Prairial.

Foire du 10 Prairial. — Un piquet de 50 hommes sera commandé pour la foire du 10, afin de prêter main-forte à la police et de faire des patrouilles.

11 Prairial.

Fête des Victoires, troubles. — Une commission composée de trois membres de l'administration est nommée pour faire enquête sur les rixes et violences qui ont troublé l'ordre le jour de la fête des Victoires et en dresser procès-verbal.

An V

(1796)

12 Prairial.

Fête des Victoires, troubles. — Procès-verbal des faits qui se sont passés le jour de la fête des Victoires et la veille, dressé par la commission nommée hier, et dont la copie sera envoyée au ministre de la police générale et au Département.

La veille, la proclamation de la fête a été faite par des administrateurs. Ils ont été accueillis aux cris de ; Vive la République. Le soir, le tir du canon devait se faire place de la Fraternité à sept heures. A l'heure dite une pièce ayant été emmenée par l'adjudant et les canonniers, arriva ensuite un groupe de gardes nationaux pour emmener l'autre. Comme ils n'étaient pas de la compagnie, les administrateurs qui se trouvaient là, sortant de séance, donnèrent l'ordre au concierge de la Maison commune de ne pas la leur livrer, de fermer les portes de la cour et de s'opposer au départ de la pièce. Ils s'en allèrent furieux, en emportant les bricoles du canon et se rendirent sur la place de la Fraternité, où les administrateurs craignant des rixes, ne tardèrent pas à les suivre. Quand les administrateurs arrivèrent, ce qui eut lieu quelques instants après eux, le calme était rétabli et les mutins se répandaient en invectives disant : Si demain les canons sortent, ce n'est pas eux qui les mèneront.

Le matin de la fête, à 5 heures, le canon devait être tiré, des gardes arrivent avec le commandant à la Commune pour l'emmener. L'administration craignant du trouble, avait décidé que le canon ne serait pas emmené hors la présence d'un administrateur. L'administration fut réunie à 11 heures du matin et devant elle le commandant prétendit que la compagnie des canonniers étant supprimée par la nouvelle organisation de la garde nationale, ce service était attribué à un certain nombre de gardes tirés des compagnies et aussi aux défenseurs de la patrie. L'administration décida alors que le canon ne serait pas tiré et ne sortirait pas.

Le soir, à 5 heures, au moment où la garde nationale se rassemblait devant la Maison commune, les gardes de la veille parurent et voulurent qu'on leur livrât les canons. L'administration s'y refusa, ils se mirent à injurier le commandant, criant : *A bas les Chouans !* et s'emparèrent des fusils qui étaient au poste de la Maison commune.

Le cortège arrivé à la salle de la ci-devant Société populaire, après le discours du président recommandant le calme et l'union, la musique commença un air civique. Alors un grand nombre de gardes entonnèrent la *Marseillaise*, appuyant avec gestes menaçants sur ces mots : *Qu'un sang impur abreuve nos sillons.* Le

président couronna ensuite les militaires blessés, et parmi eux s'en trouva un qui avait injurié le commandant de la garde. Le président lui dit qu'il avait terni sa gloire par la conduite qu'il avait tenue. Toute cette cérémonie fut accompagnée du chant de différents passages de la *Marseillaise* et pendant ce temps-là la musique jouait d'autres airs civiques. Pour assurer le calme, un membre de l'administration fit alors faire plusieurs roulements de tambour.

An V
(1796)

Après la séance et étant en marche pour aller à l'arbre de la Liberté, des gardes chantaient des airs différents de la musique, avec gestes menaçants. Un commandant a remarqué un de ceux qui faisaient ces gestes, désigner avec sa main et contre son col, le geste de couper des têtes. Plusieurs juges ont attesté que pendant le défilé devant l'arbre de la Liberté, plusieurs gardes affectèrent de montrer le poing à des fonctionnaires publics en chantant : *Tremblez tyrans et vous perfides*.

L'administration signale la conduite coupable tenue par le citoyen Poussard, commissaire du Directoire près elle. Au lieu d'apporter le calme, il s'est mis du côté de ceux qui voulaient emmener le canon, disant qu'ils en avaient le droit, comme le faisant depuis plus de six ans, et à la séance extraordinaire du lendemain parlant sur le même sujet : « que c'était une suite des réactions qui avaient lieu depuis thermidor et qu'il voyait bien qu'on ne voulait plus voir en place aucun de ceux qu'on appelle Jacobins. » Un membre de l'administration lui représentant que sa conduite n'était pas convenable, il lui répondit : je m'en f... De plus quelques moments avant le départ de la Maison commune, il fit ouvrir l'armoire du poste de la garde nationale, où étaient les fusils, et les distribua à des personnes qui n'étaient même pas de la garde nationale. Dans la salle de la ci-devant Société populaire, on l'a vu donner le signal de la *Marseillaise* et applaudir au refrain : *Qu'un sang impur abreuve nos sillons*.

Il est observé que le citoyen Dudesert, commissaire de la fête, a été absent et que celui qui devait le remplacer, blessé au pied par inadvertance au moment du départ, a été obligé de se retirer, ce qui a nui au bon ordre.

Signé : VAULTIER, président, RAMPONNEAU, POUSSARD, DUDESERT, BOULAGE.

FAULTRIER, secrétaire.

15 Prairial.

Égout de la rue des Boucheries. — Sur le réquisitoire du citoyen Defrance, commissaire du Directoire exécutif d'avoir à prendre un

An V parti dans l'affaire de l'égout de la rue des Boucheries, qui passe
(1796) sous la maison du citoyen Nicolas Defrance, boucher, lequel, tenu par servitude de le nettoyer, ne l'a pas fait, ce qui cause des exhalaisons dangereuses pour la santé publique, il est arrêté qu'un membre de l'administration fera un rapport à la prochaine séance sur les moyens à prendre pour arriver au curement de cet égout.

Notre-Dame-la-d'Hors. — Location est faite au citoyen Leclerc-Lavernée d'une partie de la maison de Notre-Dame-la-d'Hors.

17 Prairial.

Égout de la rue des Boucheries. — Arrêté qu'une action civile sera intentée au citoyen Nicolas Defrance, boucher, tenu par la situation inférieure de son fonds de recevoir dans un égout les eaux des terrains supérieurs et de curer ledit égout actuellement engorgé.

19 Prairial.

Taux de la journée de militaires malades. — Arrêté que le prix de la journée de militaires malades est fixé pour les mois de germinal, floréal et prairial à 1 livre 2 deniers ou 24 sols.

25 Prairial.

Réclamation de boiseries. — Nouvelles instances des paroissiens de Saint-Eusèbe et de Notre-Dame-la-d'Hors pour obtenir les boiseries de la chapelle du ci-devant séminaire. Arrêté que les observations de l'administration seront transcrites sur le registre des pétitions.

28 Prairial.

Spectacles. — Arrêté que le régisseur du spectacle pourra faire jouer la pièce appelée *la Pauvre Femme*, qui ne contient rien de contraire aux principes du gouvernement républicain et qu'il sera averti qu'il ne devra faire jouer aucune pièce, qui puisse choquer les opinions des citoyens ou occasionner de l'effervescence dans les esprits et des querelles.

1^{er} Messidor (19 juin 1797).

Spectacle. — Un membre qui était au théâtre le 29 prairial rapporte que le régisseur a dit sur la scène que l'on allait jouer *le Mort supposé* en place de la *Pauvre Femme* qui était sur l'affiche; qu'alors les spectateurs protestèrent demandant *la Pauvre Femme*. Les comédiens répondirent que si l'on voulait bien leur donner une demi-heure pour se préparer, ils la joueraient. Les spectateurs ayant promis à l'administrateur présent qu'on serait calme, la pièce fut jouée sans tumulte. Pendant ce rapport un citoyen

présente une pétition signée de lui et d'autres, par laquelle ils demandent qu'il soit défendu de représenter *la Pauvre Femme*. Alors un membre ayant fait observer qu'en ce qui concerne la police des théâtres, il y a des lois formelles : 16 et 24 août 1790, 2 et 14 août 1793 et un arrêté du Directoire exécutif du 25 pluviôse an IV ; l'administration décide en application de ces lois, que le théâtre sera fermé dès ce jour et maintenu tel jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

An V
(1796)

Envoi de troupes dans la commune. — Le commissaire des guerres transmet une lettre à lui adressée le 27 prairial par le commissaire ordonnateur, l'informant que le général a sous ses ordres un bataillon d'infanterie et un escadron de cavalerie que le ministre de la guerre l'a prié de répartir selon les besoins et qu'il a destiné une compagnie d'infanterie pour Auxerre.

L'administration arrête, en conséquence, qu'on écrira au ministre de la guerre pour réclamer contre l'envoi des troupes « dans cette commune renommée par sa tranquillité, son amour de l'ordre, où le peuple est bon et ne se prête pas aisément à des excès, dans laquelle, si on ne peut pas affirmer qu'elle ne renferme pas de malveillants, c'est qu'aucune réunion un peu nombreuse ne peut avoir ce privilège ; et enfin pour l'assurer qu'il n'est pas besoin de force armée pour maintenir l'ordre ».

2 Messidor.

Spectacles. — Arrêté de l'administration aux termes duquel, après avoir blâmé l'attitude des comédiens qui jouent des pièces pouvant troubler l'ordre, elle affirme le droit qu'elle a de réglementer l'exercice de l'art théâtral dans la commune, établit des conditions que les comédiens devront observer, les astreint à soumettre leurs pièces à l'administration avant de les jouer et réglemente la police intérieure de la salle, enfin lève la défense de jouer faite aux artistes.

3 Messidor.

Fête de l'Agriculture. — Programme de la fête de l'Agriculture ordonnée par la loi de brumaire an IV, qui sera célébrée le 10 de ce mois. Elle devra être simple et touchante comme les mœurs des agriculteurs.

Réunion des autorités civiles et militaires à 2 heures à la Maison commune. Départ du cortège, escorté par 60 hommes de la garde nationale, à 3 heures, pour se rendre sur un terrain où se trouvera préparée une charrue attelée de deux bœufs. Le président commencera un sillon. Retour ensuite à la salle de la ci-devant Société populaire ou salle électorale. Discours du président de

An V l'administration municipale. Rentrée à la Maison commune. Dans
(1796) la soirée, danses au jardin national.

Taxe du pain. — Pain blanc, 4 sols la livre ; pain bis, 3 sols 6 deniers.

4 Messidor.

Spectacles. — Notification est faite aux comédiens de la délibération du 2 de ce mois, portant autorisation de jouer. Mais il leur est défendu de jouer *la Pauvre Femme*.

7 Messidor.

Pétitions. — Pétition des paroissiens de Saint-Pierre par laquelle ils réclament plusieurs bancs de leur église; qui sont à la Maison commune. Du citoyen Chardon, capitaine de gendarmerie demandant un certificat de ses services.

9 Messidor.

Religieuse. — La citoyenne Antoinette-Madeleine Navarre, ex-religieuse bénédictine, déclare qu'elle se retire à Paris. Arrêté qu'elle sera rayée de la liste des pensionnaires du ressort.

10 Messidor.

SÉANCE DU MATIN.

Fête de l'Agriculture. — Arrêté qu'en raison du mauvais temps qui règne depuis deux mois, la fête de l'Agriculture sera célébrée par une simple réunion à la Maison commune.

SÉANCE DU SOIR.

Fête de l'Agriculture. — L'administration étant assemblée dans la grande salle de la Maison commune à 2 heures, a attendu jusqu'à 4 heures l'arrivée des citoyens. Il n'en est venu que 15, la plus part fonctionnaires. Le commissaire du Pouvoir exécutif a demandé à parler. Les 15 citoyens se sont alors retirés dans la chambre du conseil. Le commissaire a marqué son étonnement du peu de concours de peuple et a demandé la remise de la fête. L'administration décide que la fête sera remise au 20 de ce mois, mais que, par égard pour ceux qui sont venus, on allait la célébrer, autant que possible. Un membre va faire part de cette décision aux 15 citoyens qui attendaient dans la salle du conseil, mais ils étaient partis.

Arrivée de la troupe annoncée. — Réception d'une lettre du ministre de la guerre, annonçant l'arrivée à Auxerre le 13 de ce mois, pour y rester jusqu'à nouvel ordre, de deux compagnies de la 50^{me} demi-brigade et de 20 hussards. Ils rendront les honneurs à l'ambassadeur ottoman qui doit passer le 20 ou le 21 de ce mois.

11 Messidor.

An V

(1796)

Pétition. — Le citoyen Hubert Pinon demande, qu'en raison de ses faibles ressources, son fils soit admis gratuitement à l'école centrale. La réponse sera consignée sur le registre des pétitions.

12 Messidor.

Ambassadeur Ottoman. — Une commission est nommée pour organiser la réception à faire à l'ambassadeur Ottoman, et régler le cérémonial qui sera observé tant pour l'arrivée, que le séjour et le départ de ce personnage. On réparera la route depuis le pont jusqu'à la porte du Temple, par laquelle il fera son entrée. On réparera aussi la route de Paris jusqu'au pied de la Montagne Saint-Siméon, et sur l'offre du citoyen Sapey, il couchera dans sa maison située rue Croix-de-Pierre, n° 10.

15 Messidor.

Maison d'humanité et de bienfaisance. — En exécution de la loi du 16 vendémiaire et d'une lettre écrite au Département par le ministre de l'Intérieur en date du 2 prairial, il est arrêté que les commissions administratives des hospices d'humanité et de bienfaisance, établies par délibérations des 19 brumaire et 1^{er} frimaire, sont dissoutes, et que ces deux établissements seront administrés par une commission unique. Sont nommés administrateurs les citoyens Champy, Claude Salomon, Duplessis, notaire, Jean-Philippe Lesseré et Foacier.

Colons réfugiés. — Le citoyen Guillaume-Eusèbe Nombret, occupant depuis le 1^{er} floréal une place au Département, sera, aux termes de la loi du 17 frimaire, regardé comme non indigent et ne recevra plus de secours de l'Etat comme réfugié. Sa femme et son fils dont la situation n'a pas changé seront maintenus sur la liste de secours.

17 Messidor.

Ambassadeur Ottoman. — Vu un arrêté du Département du 13 de ce mois, relatif aux honneurs à rendre à l'ambassadeur de la Porte Ottomane, l'administration arrête ce qui suit : Réquisitoire sera donné à tous les commandants des forces militaires, afin de réunir leurs troupes sur la place de la Fraternité. Aussitôt que la générale battra, deux pièces de canon y seront amenées. Elles seront servies par seize hommes pris au nombre de deux dans chacune des huit compagnies de la garde nationale.

Fête de l'Agriculture remise. — L'administration arrête qu'étant occupée des préparatifs nécessités par l'arrivée de l'ambassade ottomane, la fête de l'Agriculture qui devait être célébrée le 20, le

An V sera en même temps que celle du 14 juillet, qui tombe le 26 mes-
(1796) sidor.

19 Messidor.

Dépenses de la commune. — L'administration procède à l'établissement des dépenses de la commune, qui doivent être payées avec les sols et deniers additionnels. Le total des dépenses s'élève à 39,850 livres.

20 Messidor.

Ambassade Ottomane. — De grands préparatifs ont été faits pour la réception de l'ambassadeur. Il est décidé, en dernier lieu, que la maison où il couchera sera illuminée, et qu'on y préparera un souper de vingt-cinq couverts pour l'ambassadeur, et ceux qu'il admettra à sa table. D'autres comestibles et rafraichissements seront disposés tant pour les personnes de la suite de l'ambassadeur que pour les citoyens de garde.

23 Messidor.

Ambassade Ottomane, procès-verbal. — Arrêté qu'on dressera procès-verbal des cérémonies qui ont été faites à l'occasion du passage de l'ambassadeur arrivé hier et reparti ce matin.

Fête du 14 Juillet. — Vu la loi du 8 thermidor an IV, et l'arrêté du Directoire exécutif, du 18 de ce mois, concernant l'anniversaire du 14 juillet, qui doit avoir lieu le 26 de ce mois, « l'administration, considérant que le gouvernement prescrit l'économie et la simplicité dans les fêtes publiques jusqu'à ce que l'état des finances permette de leur donner l'éclat voulu dont elles sont susceptibles, arrête ainsi le programme de cette fête :

Le 26, jour de la fête, réunion à 2 heures du soir, à l'hôtel commun, de toutes les autorités, et sur la place de la maison commune, de cent hommes de la garde nationale et de toute la garnison. A 3 heures, on se rendra à l'arbre de la liberté avec musique et chants ; retour à la salle électorale, où le président de l'administration prononcera un discours analogue à la circonstance, après lequel la musique exécutera des airs civiques. Enfin « spectacle d'une petite guerre que la force armée donnera, jusqu'à cent cartouches ». Danses dans le jardin national.

25 Messidor.

Société politique. — Dépôt d'une déclaration signée par les citoyens Chardon-la-Loge, Nizon et cent autres citoyens, portant qu'ils ont l'intention de se réunir dans la salle du ci-devant tribunal de commerce, pour traiter de questions politiques, en se confirmant à l'article 362 de la Constitution.

30 Messidor.

An V

Sociétés politiques. — Réception d'un arrêté du Département (1797) daté de ce jour, relatif à la Société politique qui vient d'être autorisée et aux dangers que peut courir la tranquillité publique par suite de l'intention qu'ont d'autres sociétés politiques non autorisées de se porter à la séance de celle qui l'a été.

3 Thermidor (21 juillet 1797).

Culte. — Le citoyen Pierre-Isidore Morel, ci-devant curé de Saint-Martin-lès-Saint-Julien, déclare vouloir exercer le culte à Auxerre.

Calomnies contre la commune. — Arrêté qu'on écrira au ministre de la police générale pour réfuter les calomnies qui sont répétées sur la commune, où l'on ferait des processions dans les rues, et qui serait un centre contre-révolutionnaire.

5 Thermidor.

Fête du 9 thermidor. — La loi du 10 thermidor an IV, ordonnant la célébration d'une fête le 9 thermidor, et d'une autre le 10 août, l'administration, considérant d'autre part que le même jour il doit y avoir une séance littéraire présidée par le jury d'instruction, et qu'elle doit se tenir dans la salle électorale (1), arrête le programme de la première (fête du 9 thermidor) ainsi qu'il suit : La veille, proclamation au peuple pour annoncer la fête du lendemain.

(1) Afin de rehausser l'éclat de ces fêtes, qui commençait à pâlir, d'y ramener le peuple que l'attrait de la nouveauté y avait attiré à l'origine, et s'en éloignait peu à peu, le jury d'instruction, composé des citoyens Bernard, Housset père, et Sochet, crut qu'il serait avantageux de joindre une séance littéraire à chacune des fêtes du 9 thermidor et du 1^{er} vendémiaire. Cette proposition fut agréée par l'administration centrale qui, le 29 prairial prit un arrêté approuvant les propositions du jury d'instruction publique.

Ces séances devaient se tenir dans la salle électorale, après la célébration de la fête civique, de deux heures à cinq heures. Leur programme variait peu. Chaque séance débutait par un discours d'un membre du département, suivi d'un second prononcé par un membre du jury d'instruction. Ces discours roulaient sur les avantages de la culture des sciences et des arts. Ensuite on proclamait les noms de ceux dont les ouvrages envoyés antérieurement au jury avaient été couronnés et lecture en était faite, ainsi que des morceaux offrant le plus d'intérêt après les pièces couronnées.

Mais ce qui flattait le plus les vainqueurs, après les louanges publiques, c'était le retentissement donné à leurs travaux. Ils étaient imprimés et envoyés, au nom de l'administration centrale, au Directoire, au ministre

Sc. hist.

28

An V
(1797) Le jour de la fête, réunion des autorités à la maison commune à 2 heures. On en partira pour se rendre à l'arbre de la liberté, avec une escorte de cent gardes nationaux, le chant alternant avec la musique. Arrivés à l'arbre de la liberté, on y brûlera un exemplaire de la Constitution de 1793, au bruit de la musique et des chants. Après cette cérémonie, on se rendra à la salle électorale, où un membre de l'administration prononcera un discours analogue à la circonstance, et où se tiendra une séance littéraire, après laquelle on reviendra à la maison commune, où la fête se terminera.

9 Thermidor.

Noyés. — Arrêté que la boîte fumigatoire servant à secourir les noyés, déposée à la commune, sera réparée par le citoyen Roux, chirurgien, et déposée ensuite rue du Pont, n° 2, et que ledit citoyen Roux en fera faire une seconde qui sera déposée à la maison commune.

Dénonciations. — Arrêté qu'on écrira de suite au ministre de l'intérieur, pour réfuter les dénonciations portées contre l'administration de cette commune.

10 Thermidor.

Fête du 10 Thermidor, troubles. — L'administration, émue des événements qui viennent de se passer cette nuit, après la fête du 9 thermidor, et voulant en dresser procès-verbal, a entendu successivement les citoyens Durand, limonadier, Liégeard, un des commissaires de police, Dessalle, capitaine, et Joseph Lareulle, sergent de la 130^e compagnie de vétérans, Brindelle, lieutenant, commandant le détachement de hussards en garnison dans cette commune.

Suit ce procès-verbal :

Le soir de la fête du 9 thermidor, vingt-deux hussards de la garnison d'Auxerre, se trouvaient au café de la porte du Temple (1),

de l'intérieur, à l'Institut national, aux membres de la députation et aux autorités du Département.

Les sujets proposés pour la fête du 1^{er} vendémiaire an V, furent les suivants : Quelles vertus sont les plus nécessaires au citoyen revêtu d'une magistrature ? En quoi son caractère doit-il ressembler à celui de l'homme privé et en différer ? Le discours ne devait pas durer plus d'une demi-heure.

Le sujet du poème était : Faire l'éloge des soldats français morts en défendant la République. Le poème ne devait pas dépasser cent vers.

(1) Ce café n'a perdu son ancienne dénomination que depuis quelques années. Il est connu aujourd'hui sous le nom de *Grand Café*.

buvant du café et de l'eau-de-vie, jusqu'à huit heures sans injurier les habitants qui s'y trouvaient, disant toutefois que ce café était un repaire de chouans. Le maître du café les voyant s'échauffer, les fit sortir. Ils se répandirent dans la ville et sur les promenades.

Cinq sont revenus ensuite, entr'autres un nommé Chenechaud, d'Issoudun, et ont bu de la bière, puis ont demandé du café. Le patron était couché, il n'y avait plus que sa femme et la citoyenne Pelletier, sa sœur. On leur fit observer qu'il était l'heure de la fermeture et qu'il n'y avait pas de café de chaud. Après avoir employé les sollicitations et les prières, ils ont usé de menaces et dit des grossièretés aux deux femmes. La citoyenne Pelletier est allée chercher le citoyen Liégeard, commissaire de police, après toutefois avoir servi du café aux militaires. Durand, maître du café, entendant du bruit, s'est levé et est sorti chercher du secours. Liégeard dit à la femme Durand que sa présence était inutile et qu'elle allât chercher des vétérans à la caserne. Cependant il y alla, et engagea les militaires à se retirer après avoir bu leur café. Ils ont demandé un petit verre d'eau-de-vie, sont sortis sans bruit, et on a fermé le café dans lequel Liégeard resta avec la citoyenne Pelletier.

Peu de temps après ils frappent, demandent de la lumière pour rentrer à leur caserne, on leur en donne; mais ils frappent de nouveau, demandent une seconde lumière, on la leur donne, puis une troisième fois, le citoyen Liégeard leur a signifié qu'on ne leur en donnerait plus, et les a sommés, au nom de la loi de se rendre à leur caserne. Au lieu d'obéir, les militaires se mettent à briser les portes, volets et jalousies du café avec leurs sabres. Le citoyen Liégeard sort alors par la porte du café donnant en ville et va demander du secours à la gendarmerie. Le brigadier de service lui dit qu'ils n'avaient aucune police sur les hussards en garnison, qu'il devait s'adresser à l'officier commandant de cette troupe. Il est allé chez l'officier, l'a trouvé et est parti avec lui et Devercy, son propriétaire, et deux autres citoyens.

En même temps arrivait, avec la femme Durand, un piquet de vétérans. Les hussards, voyant la force armée, s'enfuirent sur la promenade, mais ayant reconnu qu'ils avaient affaire à des vétérans, ils revinrent pendant que le sergent des vétérans se disputait avec l'officier des hussards pour savoir à qui devait appartenir le commandement de la force armée. Le lieutenant de hussards voulut rappeler ses hommes à la discipline, mais il fut hué et forcé de rentrer précipitamment dans le café. Peu d'instants après il est ressorti, mais s'est trouvé aux prises avec trois individus armés de sabres et de bâtons. Il dit en avoir blessé un.

An V

(1797) Les cinq hussards assistés d'autres continuent à briser, avec leurs sabres, les volets du café. Alors les vétérans se montrèrent, des coups de sabre furent échangés, enfin les hussards vaincus se retirèrent et se retournèrent contre des citoyens qui gardaient l'entrée du café. Quatre, notamment, se sont attachés au citoyen Mérat, apothicaire, et lui portaient sans cesse des coups de sabre qu'il a, heureusement, toujours parés avec son bâton qui était sa seule arme.

Epuisé de fatigue, il allait succomber sous les coups, lorsque le citoyen Legueux, qui, en parcourant différentes rues pour appeler du secours, s'était armé d'un fusil chez le citoyen Guilbert-Latour, orfèvre, et qui était venu avec ledit citoyen Mérat, s'est aperçu de cet événement particulier. Il a fait tous les efforts possibles pour débarrasser le citoyen Mérat des mains des hussards qui le chargeaient et dont l'un manifestait l'intention décidée de le tuer. Le citoyen Legueux a eu lui-même à lutter longtemps contre ce hussard, mais voyant ses efforts inutiles et son concitoyen menacé de perdre la vie, il a averti le hussard de le quitter sinon il allait le brûler. Il lui a réitéré plusieurs fois cet avertissement, mais toujours inutilement. Enfin, le danger que courait le citoyen Mérat, et la provocation du hussard l'on déterminé à lâcher la gâchette de son fusil à bout portant sur le hussard. Celui-ci, André Chenechaud, a été atteint de la charge vers le col et est tombé. Il s'est relevé, mais il n'a pu se porter qu'à quelque pas plus loin où il a expiré quelques instants après. Le coup de fusil a été, pour les autres hussards, le signal de la fuite.

Ensuite il a été fait des recherches et on a appris que le cadavre du hussard tué, vient d'être transporté chez le citoyen Maufront, tapissier rue du Temple.

Pendant le reste de la nuit on a veillé dans le café Durand, et d'autres ont fait des patrouilles au dedans et au-dehors de la ville.

L'administration observe qu'elle n'a pas été avertie à temps des événements dont il s'agit.

13 Thermidor.

Inspection des matières d'or et d'argent et des comestibles. -- En exécution de la loi du 19 juillet 1791, l'administration commet, pour l'inspection du titre des métaux d'or et d'argent le citoyen Jean-Nicolas Dalençon, et pour l'inspection des comestibles et médicaments, les citoyens Edme Bonnard père, ancien boulanger, Jacques Defrance, boucher, Joseph Escalier, épicier, Claude-Germain Millot, médecin, Jacques Roux, chirurgien, et Edme-Claude Fremy, apothicaire.

17 Thermidor.

An V

(1797)

Sociétés politiques. — Arrêté que publication sera faite de la loi du 7 thermidor, qui défend provisoirement les sociétés particulières s'occupant de politique.

Fête du 10 août. — Vu la loi du 10 thermidor an IV, l'administration, considérant qu'il importe de donner aux fêtes, qui rappellent des époques mémorables, tout l'éclat qu'elles comportent, mais que néanmoins le gouvernement recommande la plus stricte économie jusqu'à nouvel ordre, arrête ainsi le programme de cette fête :

La fête sera célébrée le 23 thermidor à 10 heures du matin. Le point de réunion sera dans le local du Département.

Le cortège, escorté d'un piquet de deux cents hommes de la garde nationale se rendra à l'arbre de la liberté. De même qu'à la fête de l'année précédente on suspendra, au bruit du canon, l'inscription suivante à l'arbre de la liberté :

AU 10 AOUT.

Honneur aux braves qui renversèrent le trône. Les Français ne reconnaissent plus d'autres maîtres que la loi.

Les instituteurs promettent d'élever les enfants qui leur sont confiés dans des sentiments républicains. Ensuite, départ pour la salle électorale où des discours seront prononcés.

Le soir danses au jardin national.

29 Thermidor.

Taxe du pain. — Vu le tableau des mercuriales, le prix du pain est ainsi fixé : pain blanc, 3 sols 6 deniers ; pain bis, 3 sols.

Maisons d'humanité et de bienfaisance. — L'administration vise un état des ventes faites, en vertu de différentes lois, de partie des biens de ces établissements comme biens nationaux et dont les paiements ont été faits au trésor public. Il résulte de cet état que le gouvernement a reçu pour aliénations de biens de la maison d'humanité la somme de 471,295 livres 15 sols et 315,246 livres 13 sols pour les biens aliénés de l'hospice de bienfaisance.

Pavillon de l'Arquebuse. — Arrêté que des réparations urgentes, montant à 112 livres, seront faites au ci-devant pavillon de l'Arquebuse.

3 Fructidor (18 Août 1797).

Enfants abandonnés. — L'administration, en exécution de la loi du 27 frimaire, établit le montant des frais nécessités par le service des enfants abandonnés : mois de nourrice, layettes selon les âges. Elle observe, en terminant, qu'elle a fixé ces dépenses avec la

An V plus stricte économie et que l'hospice civil de cette commune ne
(1797) possède aucun revenu applicable à l'entretien des enfants abandonnés.

4 Fructidor.

Logement des militaires de passage. — Convention est passée avec le citoyen Sanglé, aubergiste, pour le logement des militaires de passage dans la commune, qui lui seront envoyés par suite de l'absence des habitants qui auraient dû les recevoir, et auxquels les dépenses en résultant seront réclamées. Les prix sont ainsi fixés : officiers et sous-officiers de toutes armes 40 sols par jour, et tous autres militaires 20 sols pour un homme s'il est seul, et 30 sols pour deux hommes couchant ensemble.

Maison commune, travaux. — Arrêté qu'il sera construit un petit escalier pour communiquer au grenier qui règne sur la grande salle et sur la salle du Conseil, en remplacement de l'échelle et de la trappe par lesquels on a toujours accédé à ce grenier. Cette substitution aura pour résultat de supprimer le froid que la trappe donne aux salles et de rendre le grenier utile en en faisant un magasin.

5 Fructidor.

Biens nationaux. — Arrêté que publication sera faite d'une adresse du Département à ses administrés, datée du 15 thermidor, relative aux craintes que l'on cherche à inspirer aux acquéreurs de domaines nationaux.

Fête des Vieillards. — Vu la loi du 3 brumaire an IV et l'arrêté du Directoire exécutif du 27 thermidor même année, l'administration arrête :

1° La fête des Vieillards sera annoncée, le 9 de ce mois, par une proclamation à tous les vieillards de la commune, âgés de 60 ans, qui seront invités à y assister.

2° Les citoyens Montenot, ouvrier tonnelier, Bidault, cultivateur, et leurs femmes sont distingués, conformément à l'article 2 de l'arrêté précité.

3° Les citoyens Antoine-Louis-Jean-Baptiste Peplin, Alexandre Challaye, Zacharie Duplessis, Augustin Menestrier, Antoine Uzanne, Isidore Bonnerot, Guillaume Nombret et Charles-Alexandre Lepère sont désignés conformément à l'article 3. En conséquence ils se rendront le 10 de ce mois, dès le matin, au bruit du tambour, devant la porte de chacune des personnes désignées, conformément à l'article 2, et y placeront des feuillages.

4° Les citoyennes Jeanne Vigneron, femme Lécuyer, Edmée-Félicité Bordat, femme Bonhomme, Edmée-Geneviève Cochot,

femme Buisson, et Marie-Charlotte Moreau, femme Bonnard, menuisier, sont désignées conformément à l'article 9. Elles seront, en conséquence, invitées à se joindre au cortège avec des corbeilles pleines de fleurs et de fruits. An V
(1797)

On convoquera les autorités civiles et militaires, les enfants de 8 à 14 ans, avec leurs maîtres, et le jury d'instruction. La réunion aura lieu à 11 heures, à la maison commune.

Le cortège ira prendre chacun des vieillards désignés en l'article 2, et l'on se rendra à l'arbre de la liberté, où les chants alterneront avec la musique. Retour à la salle électorale où le président de l'administration prononcera un discours sur le respect dû à la vieillesse. Il couronnera ensuite les vieillards et les citoyennes désignées dans l'article 4.

Le soir danses au jardin national.

9 Fructidor.

Taxe du pain. — Vu les mercuriales le prix du pain est ainsi fixé : pain blanc, 3 sols 3 deniers ; pain bis, 3 sols.

Maison commune, travaux. — Arrêté que le grenier de la maison commune sera revêtu d'un terris, travail estimé 140 livres.

15 Thermidor.

Destitution de cinq administrateurs. — Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration, fait lecture d'un arrêté de l'administration centrale provisoire, suspendant provisoirement de leurs fonctions les citoyens Vaultier, Poussard, Boulage, Dudesert et Ramponneau. Il ne reste plus que les citoyens Tenaille et Petit-Salomon, qui procèdent à l'élection provisoire des citoyens devant remplacer les membres destitués, conformément à la loi du 30 messidor. Ils élisent les citoyens Jacques-François Xavier Chardon, Pierre Champeau, Louis Fontaine, Pierre-François Robert et Jules-César Lecomte, auxquels il est écrit pour les inviter à se rendre sur-le-champ au poste qui leur est assigné. Ils s'y rendent, acceptent et prêtent serment. La nouvelle administration élit pour président le citoyen Tenaille, pour vice-président Louis Fontaine ; comme suppléant du commissaire du Directoire exécutif le citoyen Chardon et comme secrétaire Pierre-Augustin Faultrier.

Voici les considérants de l'arrêté départemental :

Considérant que la situation politique de la commune d'Auxerre offre un avenir effrayant pour les amis de l'ordre et de la liberté ; que les citoyens s'arment et n'attendent que le moment propice pour s'entr'égorguer ;

Considérant que la cause de ces malheurs vient de l'insouciance de l'autorité municipale, qui a toléré des rassemblements armés

An V
(1797)

dans des maisons particulières ; qu'elle n'a point pris de mesures pour empêcher le meurtre d'un hussard dans la soirée du 9 thermidor, et encore pour prévenir le trouble qu'a causé ce terrible accident ;

Considérant que les fêtes nationales sont célébrées sans intérêt, et seulement pour obéir aux lois ; que, par une négligence coupable, l'une des plus intéressantes, celle de l'agriculture n'a pas été célébrée, ce qu'on doit attribuer à l'indifférence des membres de l'administration pour leurs devoirs, et contribue à inspirer le dégoût du régime républicain.

Conspiration royaliste. — L'administration arrête que proclamation sera faite par ses membres, escortés de vingt-cinq hommes de la garde, dans tous les carrefours de la commune, au sujet de la conspiration royaliste qui vient d'être découverte et dont il a été donné connaissance par le Département.

23 Fructidor.

Bannières. — L'administration arrête que chaque corps constitué marchera sous une bannière particulière, et que les citoyens Fontaine et Chardon sont chargés de l'organisation des fêtes publiques.

24 Fructidor.

Tir d'armes à feu. — Rappel est fait aux citoyens de la loi qui défend le tir des armes à feu dans la commune.

Scellés. — En exécution de la loi du 19 fructidor, qui prononce la séquestration des biens des députés condamnés à la déportation, les citoyens Chardon et Robert sont chargés de poser les scellés dans la maison du député Paradis, domicilié en cette commune.

25 Fructidor.

Journée de militaire malade. — Vu une lettre de la commission administrative de l'hospice d'humanité demandant à l'administration de fixer le taux de la journée de militaire malade pendant les mois de messidor, thermidor et fructidor, il est arrêté que le prix en est fixé à 1 fr. 2 décimes ou 24 sols.

Surveillance des voyageurs. — L'administration, considérant que les circonstances actuelles, qui donnent lieu à des passages d'étrangers exigent que la police redouble de surveillance, arrête que les commissaires de police feront tous les jours des visites chez les aubergites pour vérifier les passe-ports des voyageurs, et que, pour donner à cette surveillance tout le mouvement qu'elle doit avoir, elle commencera elle-même demain avec les commissaires de police la visite des auberges et maisons garnies.

Serments. — Se présentent à la séance les citoyens Nicolas Devilliard, Joseph-Marie Closet, Thomas-Nicolas Bourdeaux, Pierre-François Coutouly, Gabriel-Julien Talabardon, Antoine-Marie Ducret, Olivier Gascogne, Michel Gagneux, Germain-Prix-Nicolas Briant, Jean-Baptiste-Adrien-Norbert Lelong, François-Marie Philipot, François-Edme Melchior Arrault, Jean-Baptiste Payart, Jean-Baptiste Roch-Hulleu, tous ecclésiastiques demeurant à Auxerre, lesquels, en conformité de la loi du 19 de ce mois, prêtent serment « *de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III* », et ont signé sur le registre.

27 Fructidor.

Croix. — Arrêté que les deux croix qui existent encore à Jonches et à Laborde seront renversées.

Serments. — Prêtent serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III, les citoyens François Moillat, Pierre-Isidore Morel, Edme Paradis, Jacob-Nicolas-Edme Duplessis et Germain Nombret, tous ecclésiastiques.

Solennisation des décadis. — L'administration, considérant que son patriotisme et son devoir lui font une obligation de consacrer les décadis ou jours de repos à l'instruction du peuple, arrête que le peuple sera invité à se réunir tous les décadis à la salle de la ci-devant société populaire, rue Patriote, pour entendre la lecture des lois, laquelle sera suivie de discours des membres de l'administration.

Société politique. — Les citoyens Micoïn fils et Maurice Maure déposent une pétition signée d'eux et de trente autres citoyens, tendant à faire reconnaître une société qu'ils fondent, dans laquelle seront traitées des matières politiques. Ils demandent la salle décadaire. On la leur accorde, sous condition de ne pas se réunir les jours de fêtes décadaires et publiques.

Passe-port. — Le citoyen Edouard-Laurent Billelou, prêtre, anciennement déporté et porté sur la liste des émigrés, demande un passe-port pour sortir du territoire de la République, en conformité de la loi du 19 de ce mois. La déclaration de l'administration sera inscrite sur le registre des pétitions.

Serment. — Le citoyen Jean-Nicolas Taizon, prêtre, prête serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

JOURS COMPLÉMENTAIRES

Du 17 au 21 Septembre 1797.

Prêtres sujets à la déportation. — En réponse à un arrêté du Département du 23 fructidor l'administration déclare qu'il n'y a,

An V
(1797)

dans la commune, aucun prêtre sujet à la déportation ou à la réclusion, « et que les appartements du ci-devant séminaire seront disposés de manière à recevoir commodément les prêtres qui seront dans le cas de les habiter ».

Fête de la fondation de la République. — L'administration, vu la loi du 3 brumaire an IV, celle du 14 fructidor, et l'arrêté du Directoire exécutif du 13 du même mois sur la célébration de la fête de la République ;

Considérant que l'époque de l'établissement de la République étant celle de la régénération des Français, la commémoration doit en être célébrée avec la plus grande pompe pour la rendre digne de son sujet, arrête ainsi le programme de cette fête :

La fête de l'anniversaire de la fondation de la République sera célébrée le 1^{er} Vendémiaire an IV.

La fête sera annoncée la veille et le matin par une salve d'artillerie.

Toute la garde nationale est invitée à se réunir en armes.

Toutes les autorités constituées invitées par l'administration municipales, se rendront dans la grande salle du Département à 9 heures précises du matin.

De là, précédées d'un piquet de cavalerie, d'un autre d'artillerie, tambours et musique, elles se rendront, chaque corps constitué sous sa bannière particulière, à l'arbre de la liberté. L'ordre de la marche sera ainsi réglé : le Département, le corps de ville, les tribunaux civil et criminel, les tribunaux de police correctionnelle et de simple police, l'école centrale avec son jury, et les écoles primaires avec leur jury. Lorsqu'on sera arrivé à l'arbre de la liberté, un administrateur municipal prononcera un discours, un autre chantera un hymne. Ensuite aura lieu le départ pour la salle des fêtes décadaires. La séance sera ouverte par un discours d'un membre de l'administration départementale, puis le jury d'instruction publique proclamera les noms de ceux qui auront obtenu des prix d'éloquence et de poésie. Le président du département couronnera les vainqueurs. Retour à la salle du département puis à la maison commune.

Le soir, à 3 heures, aura lieu la réunion des autorités à la maison commune d'où l'on partira pour se rendre au jardin national. Des enfants de 12 à 14 ans et de 14 à 16 ans s'y disputeront le prix de la course, le signal du départ des coureurs sera donné par un coup de canon. Les professeurs de l'école centrale seront juges du concours. Les mères de famille couronneront les vainqueurs. Ensuite des cavaliers se disputeront des prix en tirant, en courant, leur pistolet sur un but fixe. Chaque concurrent fournira deux

courses et tirera deux balles. Il se présentera à cheval et présentera son pistolet, qui sera chargé par un commissaire. La cérémonie sera terminée par des danses. An V
(1797)

L'ordre de marche ci-dessus indiqué sera adopté dans toutes les fêtes.

Bannières. — Le citoyen Schmitz, peintre, présente le modèle des bannières. Elles coûteront 65 livres 2 sols et seront faites pour la fête du 1^{er} vendémiaire.

Hymne patriotique de Fontaine. — Le citoyen Fontaine, un des administrateurs, lit à ses collègues un hymne destiné à être chanté sur l'air de *la Marseillaise*. L'administration arrête qu'il sera tiré à sept cents exemplaires et chanté le jour de la fête, au pied de l'arbre de la liberté.

Réverbères. — Arrêté qu'il ne sera entretenu que soixante réverbères pendant l'hiver prochain.

Serment. — Le citoyen Jean-Louis Vaultier, ecclésiastique, qui faisait partie de l'ancienne administration, prête serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

3^e JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Société politique. — Vu un arrêté du Département du 1^{er} jour complémentaire, l'administration arrête que les citoyens ont la faculté de se réunir dans la salle des fêtes décadaires, rue Patriote, pour s'occuper de questions politiques, mais qu'ils ne pourront rien changer à la décoration des lieux, ni y établir aucune inscription particulière, non plus que s'y assembler les jours de fêtes décadaires.

Spectacles. — Arrêté que la garde des spectacles sera faite par les vétérans qui devront toujours fournir cinq hommes à chaque représentation, lesquels seront payés 10 sols chacun par les artistes.

Cloche civique. — Arrêté que la cloche civique sera sonnée la veille de la fête de la République, de 5 heures à 6 heures du soir, et le jour de 7 à 8 heures du matin.

Serments d'ecclésiastiques. — Jean-François Delart et Michel Bidan, prêtres, se présentent et prêtent serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

Serment de Chardon, prêtre. — Le citoyen Jacques-Antoine Chardon, qui exerce le ministère du culte à Montallery, commune de Venoy, se présente. Il demande à prêter serment, par exception, à Auxerre, parce que l'agent municipal de Venoy n'a pas voulu le recevoir, et que pour aller à Seignelay, chef-lieu de son canton, « il lui faudrait plus de vingt-quatre heures de marche à cause de son grand-âge et de ses infirmités », Il est admis à le prêter.

An VI *Gratification Jobart.* — Arrêté qu'il sera donné, à titre de
 (1797) récompense, la somme de 50 livres au citoyen Jobart, qui, depuis
 très longtemps, dirige la musique des fêtes publiques et ne reçoit,
 à titre d'indemnité, qu'un logement gratuit dans l'ancien collège.

5^e JOUR COMPLÉMENTAIRE

Epuration des employés de la commune. — L'administration, considérant qu'il importe de s'entourer d'employés dont le républicanisme ne soit pas douteux, et que quelqu'uns ont manifesté des principes contraires aux principes républicains, considérant que d'autres n'apportent ni attention, ni soins, ni exactitude dans leur fonctions et n'attachent d'importance à leur place qu'à raison de l'intérêt qu'elle leur rapporte ; que d'autres enfin oublient leurs obligations, ne surveillant pas les délits dont la charge leur est confiée, arrête : les citoyens Carré et Coulard, employés dans les bureaux, Moreau et Liégeard, commissaires de police, Pinon, appariteur de police, Guyot, garde général champêtre, Huguenin hallier, sont destitués de leurs fonctions. Ils sont remplacés : les citoyens Carré et Coulard, par les citoyens Girard et Langlet, les citoyens Moreau et Liégeard par les citoyens Joux et Lebrun, le citoyen Pinon par le citoyen Berdin, le citoyen Guyot par le citoyen Courtet, et le citoyen Huguenin par le citoyen Quatremere. En remplacement du citoyen Gérard, ci-dessus nommé, et du citoyen Rigoley, décédé le 20 fructidor, l'administration nomme les citoyens Leblanc et Savatier père. Les dits citoyens se présentent aussitôt, acceptent leurs fonctions et prêtent serment.

AN VI

3 Vendémiaire (22 septembre 1797).

Fête de la République. — Le procès-verbal de la fête du 1^{er} vendémiaire constate que les lauréats ont été : 1^{re} course, Nicolas Chollet et Pierre Hurrault, arrivés ensemble au but, prix un sabre-briquet ; 2^{me} course, Théodore Rathier, un sabre garni. Pour le tir à cheval au pistolet : Dedouai, gendarme, prix unique un fusil de guerre donné par le Département, avec une giberne et un baudrier donnés par la commune, et qu'on a remarqué l'absence à la fête de tous les officiers de la garde nationale. Le commandant et l'adjoint se sont seuls présentés.

Garnison. — Réception d'une lettre du citoyen Pille, général divisionnaire à Dijon informant la municipalité qu'il arrivera à Auxerre, pour y stationner, le 3^{me} bataillon de la 74^{me} demi-brigade ; cette troupe sera logée chez l'habitant et sera sous les ordres du général de brigade Desenfants, commandant la subdivision.

Vendanges. — 30 citoyens sont choisis pour faire la visite des vignes dont la maturité s'avance. Ils feront leur rapport le 9 de ce mois. An VI
(1797)

Pétition. — Avis favorable est donné à une pétition de Marie-Perrette Guenot, femme du citoyen Boniface Paradis, représentant du peuple sujet à la déportation, par laquelle elle demande de distraire du sequestre ses biens propres.

5 Vendémiaire.

Prêtres reclus. — Le Département invite l'administration à pourvoir au logement du citoyen Bardouin, ex-ministre du culte à Lucy-le-Bois et sujet à la réclusion. Il sera logé aux Visitandines avec ceux qu'on pourrait y envoyer, parce que le ci-devant séminaire doit servir de caserne.

Pompe funèbre de Hoche. — Il est décidé qu'en exécution d'un arrêté du Département du 5 de ce mois, la cérémonie de la pompe funèbre de Hoche aura lieu le 10, sur la place de la Liberté (Esplanade du Temple), et, en cas de mauvais temps, dans l'édifice dit de Saint-Étienne, lieu le plus vaste de la commune.

7 Vendémiaire.

Pompe funèbre de Hoche. — L'administration adopte le programme suivant de la pompe funèbre du général Hoche, qui doit être célébrée le 10, et décide que la romance présentée par le citoyen Fontaine sera tirée à 1,000 exemplaires qui seront distribués aux citoyens.

Programme de la cérémonie funèbre en l'honneur des mânes de Lazare Hoche, général en chef des armées du Rhin et de Moselle et de Sambre-et-Meuse, mort le 3^e jour complémentaire an V de la République française une et indivisible.

La pompe sera annoncée au peuple par une proclamation la veille, et le matin elle le sera par différentes salves d'artillerie. Le canon sera ensuite tiré d'heure en heure jusqu'au moment du départ.

Toutes les autorités constituées, tous les fonctionnaires, tous les corps armés, les militaires blessés, les musiciens, les instituteurs et les élèves y seront invités. La garde nationale sera appelée à prendre les armes.

Le rendez-vous général est fixé au lieu des séances de l'administration centrale, à 2 heures précises du soir.

Un piquet de gendarmerie, l'artillerie et un corps d'infanterie ouvriront la marche. Les autorités dans l'ordre réglé précédemment et chacune sous son guidon respectif, porté par des élèves de

An VI (1797) l'école centrale, défilèrent par les places du Département et de la fraternité et se rendront entre deux haies de soldats auprès de l'arbre de la Liberté, en passant par les rues Notre-Dame, Dampierre et Siméon, la porte de Paris, la route, le port, la place du Pont, les rues du Pont, du Puits des Juifs, Valentin et Chantepinot et la promenade jusqu'à l'arbre de la Liberté.

Là, le canon annoncera l'arrivée du cortège. Une tribune sera placée en avant de l'arbre symbolique ; plus loin l'autel de la patrie, où seront placées des cassolettes exhalant l'odeur des parfums. Le citoyen Robert, officier public prononcera l'éloge funèbre du héros que la patrie a perdu. Des artistes chanteront une romance ou chant funèbre de la composition du citoyen Fontaine, vice-président de la municipalité.

En avant, sur l'esplanade, sera placé un sarcophage ouvert sur le devant pour recevoir l'urne que, dans la marche, des grenadiers auront portée sur un brancard. Pendant la marche quatre officiers porteront les coins du drap qui couvrira l'urne.

A la fin des hommages rendus à la mémoire du héros par l'éloquence et la poésie, le président du Département posera sur l'urne la couronne civique. Le sarcophage sera entouré de cyprés, orné de lauriers, chargé de trophées d'armes et de deux épées en sautoir.

Sur la principale face on lira l'inscription suivante : 1° *Aux mânes de Lazare Hoche, l'Yonne reconnaissante ;*

2° *Délivrance de Landau ;*

3° *Lignes de Wissembourg reprises ;*

Sur la face opposée les suivantes :

4° *Victoire de Quiberon ;*

5° *Pacification de la Vendée ;*

6° *Dernier passage du Rhin.*

Les troupes défilèrent devant le cénotaphe et y firent des décharges de mousqueterie.

Le cortège continuera sa marche jusqu'à la porte du Temple et retournera au lieu du départ par les rues du Temple, du Marché de la Maison commune et de Notre-Dame.

Signé : TENAILLE, CHARDON, RAMPONNEAU, L. FONTAINE, LECOMTE, ROBERT.

FAULTRIER, secrétaire.

8 Vendémiaire.

Commandant militaire. — Sur la demande du citoyen Foureaux, capitaine commandant le 3^{me} bataillon arrivé le 5 à Auxerre, il est arrêté : 1° Que l'administration reconnaît le citoyen Foureaux,

comme commandant des troupes en garnison en cette ville ; **An VI**
 2° Qu'il sera créé deux postes pour la surveillance des voyageurs, **(1797)**
 l'un à la porte du Pont, l'autre à la maison de bienfaisance ; que
 ces postes seront fournis par les militaires de la garnison et que
 deux hommes de la garde nationale seront placés à chacun d'eux,
 tant pour partager le service que pour donner des indications
 utiles aux militaires sur les voyageurs qui pourraient être de la
 commune ; 3° Que la maison du ci-devant séminaire étant insuffi-
 sante pour loger le bataillon, il sera caserné aux Ursulines, après
 que les dégâts commis par les prisonniers de guerre auront été
 réparés.

9 Vendémiaire.

Ban de vendanges. — Le ban de vendanges est fixé au 18 vendé-
 miaire (9 octobre).

11 Vendémiaire.

Prêtres reclus. — Arrêté que le citoyen Michotte, prêtre sexa-
 génnaire, qui exerçait le culte à Monéteau et qui est sujet à réclusion,
 sera, dans les 24 heures, arrêté et conduit de sa demeure, rue
 Pélerin, à la maison de réclusion.

Spectacles. — Arrêté qu'il sera ordonné aux comédiens de sup-
 primer dans le rôle de Pierre Bagnolet, des propositions et tirades
 capables d'agir sur l'esprit des militaires et réquisitionnaires
 absents sans congé, de les empêcher de rejoindre sur le champ
 l'armée la plus voisine, et de les pousser à la révolte.

Culte juif. — Lecture est donnée d'une lettre datée d'hier, de
 Daniel Moser, Joseph Félix et autres juifs, informant l'administra-
 tion de l'intention qu'ils ont de se réunir rue du Champ, 22, pour
 l'exercice de leur culte.

13 Vendémiaire.

Ecclésiastiques. — Les citoyens Pierre-Isidore Morel et Germain
 Nombret, prêtres assermentés, déclarent vouloir exercer le culte
 dans les quatre enceintes (*sic*) destinées à Auxerre au culte catho-
 lique.

Fêtes décadaires. — Arrêté que l'administration se rendra le 20
 de ce mois, à 6 heures du soir, à la salle des fêtes décadaires, pour
 donner lecture au peuple des lois et nouvelles politiques et que la
 cloche civique sera sonnée pendant une demi-heure avant, pour
 avertir le peuple de la réunion.

17 Vendémiaire.

École polytechnique. — Le citoyen Bonnard, désigné par le mi-
 nistre pour l'examen des candidats à l'école polytechnique, n'étant

An VI pas rétabli de la maladie qu'il vient d'essuyer, sera remplacé par
(1797) le citoyen Roux, professeur de physique et de chimie à l'école centrale.

25 Vendémiaire.

Militaires. — Arrêté que l'adresse du général Desenfants, commandant de la 18^e division à Auxerre, aux citoyens de la 1^{re} réquisition, qui ont abandonné leurs drapeaux, sera proclamée par les membres de l'administration.

Gendarmerie, casernement. — L'administration charge le citoyen Champeau, l'un de ses membres, de dresser l'état actuel des lieux que doit occuper la gendarmerie dans la maison des ci-devant Bernardines et désigner à chaque individu le logement qu'il occupera.

Grandes fontaines. — Vu le procès-verbal de la visite faite le 17 de ce mois des conduits des eaux des grandes fontaines ; duquel il résulte que la perte des eaux provient du dérangement des conduits et peut-être de leur fracture, et considérant qu'il n'existe plus de tuyaux en magasin, arrête qu'il sera fait marché de 60 toises de conduite de tuyaux en pierre de Tizy.

Culte juif. — Les citoyens Joseph Félix et Daniel Moser, prêtres juifs, prêtent serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

Recensement. — Arrêté qu'il sera fait selon le vœu de la loi, un recensement général des habitants et que pour opérer ce travail la commune sera divisée en 17 quartiers que visiteront 34 commissaires, deux par quartier.

Socle de la croix de Saint-Amatre. — Arrêté que le socle de l'ancienne croix qui était élevée sur la place Saint-Amatre, sera transporté au jardin national, attendu qu'elle gêne la circulation (1).

1^{er} Brumaire (22 octobre 1797).

Garde nationale. — Lecture d'un arrêté du Département déclarant nulles et illégitimes les dernières élections de la garde nationale dans le département. On procédera à de nouvelles élections le 11 de ce mois. Cet arrêté sera publié solennellement par l'administration escortée d'un piquet de 25 vétérans. Le 19 les officiers seront reconnus en présence de la garde convoquée.

8 Brumaire.

Spectacles. — L'administration, considérant qu'il lui est recom-

(1) C'est ce même socle, qui, rendu à son ancienne destination, supporte actuellement la croix rétablie après la Révolution sur la place Saint-Amatre.

mandé de retrancher des pièces théâtrales, les passages capables de rappeler des souvenirs indignes des républicains, arrête qu'il sera défendu aux auteurs de chanter l'ariette de la pièce du Déserteur commençant par ces mots : *Le roi passait et le tambour, etc.*, et même de donner une deuxième représentation de cette pièce. An VI
(1797)

9 Brumaire.

Taxe du pain. — Vu le registre des mercuriales, la taxe du pain est ainsi fixée : pain blanc, 2 sols 9 deniers ; pain bis, 2 sols 3 deniers.

Taxe de la viande. — La taxe de la viande de bœuf, mouton et veau est établie à 5 sols 6 deniers la livre.

13 Brumaire.

Ecole centrale. — Arrêté que l'ouverture des cours de l'Ecole centrale sera annoncée demain au son du tambour, par deux administrateurs escortés d'un piquet de 25 gardes et que les parents seront invités à y assister avec leurs enfants.

15 Brumaire.

Assemblées décadaires. — L'administration, considérant que les assemblées décadaires ne suffisent pas pour l'instruction du peuple, arrête qu'il en sera tenu une seconde tous les quintidis ; que la cloche civique sera sonnée pour l'annoncer de 5 heures à 6 heures du soir par le citoyen Bénard, sonneur, qui, de ce moment recevra 200 livres par an au lieu de 150 livres qu'il reçoit pour la sonnerie des travaux.

19 Brumaire.

Masques. — La loi interdisant toute espèce de travestissements, il est arrêté qu'on ne tolérera aucuns déguisements ou masques, ni aucuns rassemblements dans les rues pour battre de la caisse.

22 Brumaire.

Administrateurs destitués. — Réception d'un arrêté du Directoire exécutif du 15 de ce mois, qui destitue les citoyens Vaultier, Poussard, Boulage, Dudesert et Ramponneau, administrateurs, « dont la négligence pour leurs devoirs a entraîné, malgré le civisme et les efforts des autres administrateurs, la détérioration de l'esprit public, l'inexécution des lois et le mépris des institutions républicaines » et nommant définitivement, pour les remplacer, les citoyens Fontaine et Robert, professeurs à l'école centrale, Chardon la Loge, Lecomte, négociants, et Champeau, propriétaire.

Sc. hist.

29

An VI

26 Brumaire.

(1797) *Port de la cocarde.* — Arrêté qu'il sera rappelé aux citoyens que le port de la cocarde est obligatoire en vertu de la loi.

28 Brumaire.

Visite domiciliaire. — Les citoyens Petit Salomon et Robert sont nommés par l'administration pour faire, d'après l'ordre du Département, une visite domiciliaire dans une maison, afin d'y rechercher le citoyen Médard Richard, prêtre réfractaire.

Réfugiés Nombret. — L'administration, considérant que la famille Nombret a quitté Saint-Domingue le 10 septembre 1791, avant les troubles; qu'ils ont toujours eu un train de maison indiquant l'aisance, que Nombret père possède des talents qui lui permettent de trouver facilement un emploi « considérant que fût-il dans le cas d'obtenir des secours, il n'y aurait pas droit, parce que la nation ne peut ni ne doit secourir ses ennemis, dans le nombre desquels il est notoirement connu », arrête, en rapportant les délibérations précédentes, que la famille Nombret ne sera pas comprise au tableau de ceux qui ont droit à ces secours; que quant au mulâtre Pierre Nelson, âgé de 16 ans, qu'ils ont emmené avec eux, il a droit à des secours étant sans moyens d'existence et apprenti cordonnier.

2 Frimaire (21 novembre 1797).

Fontaines. — Confirmation d'un marché fait avec Jean Cornéot, carrier à Tizy, pour la fourniture de 60 toises de tuyaux en pierre, à raison de 45 sols le pied.

4 Frimaire.

Prêtres réfractaires. — Vu un arrêté du Département de ce jour, ordonnant la recherche de plusieurs prêtres réfractaires et émigrés, l'administration arrête que le citoyen Lecomte se transportera de suite au domicile de la citoyenne Raffin, et les citoyens Chardon et Fontaine dans ceux du citoyen Lerasle et de la citoyenne veuve Lacouche, pour y rechercher des prêtres réfractaires, et qu'ils se feront accompagner d'une force armée suffisante.

8 Frimaire.

Balayage des rues. — Arrêté que les habitants devront balayer la rue au devant de leurs maisons, les tridis, sextidis et nonidis, à 8 heures en hiver et à 7 heures en été. Le signal sera donné par la sonnerie de la cloche dite seconde, pendant une demi-heure. L'enlèvement des boues sera fait par le citoyen Marceau moyennant 200 livres par an.

Spectacles. — Arrêté que pour propager les principes républicains et raviver l'esprit public paralysé par l'intrigue et les trames du fanatisme et du royalisme, ennemis communs de la chose publique et de tout ordre social, les auteurs seront invités à donner des pièces patriotiques les décadis. An VI
(1797)

12 Frimaire.

Inspection des bouchers. — Le citoyen Jacques DeFrance est nommé inspecteur des viandes de boucherie.

17 Frimaire.

Fêtes décadaires. — L'esprit public ne pouvant se raviver que par les fêtes décadaires, l'administration arrête qu'elles seront célébrées avec pompe. On invitera les musiciens, ceux qui s'occupent de lettres et les artistes lyriques.

Registres et papiers des sociétés populaires. — Vu une circulaire du Département qui enjoint aux municipalités de rassembler tous les registres des sociétés populaires, comités centraux et révolutionnaires, tous les arrêtés et dénonciations portés pendant les réactions royalistes contre les citoyens, pour raison de leurs opinions politiques ou de leur conduite au cours de la Révolution, l'administration arrête que cette recherche sera faite et que lesdites pièces seront transmises à l'administration centrale (1).

18 Frimaire.

Débit de poudre. — Sur une commission présentée par le citoyen Joseph Colas fils pour le débit de poudre à tirer, l'administration arrête que ladite commission sera, préalablement à toute réponse, renvoyée au Département pour avoir son avis.

22 Frimaire.

Débit de poudre. — Sur le renvoi fait par le Département, pour avoir l'avis de l'administration sur la commission de l'administration des poudres, accordée au citoyen Joseph Colas, l'administration pense que, connaissant l'incivisme dudit Joseph Colas, il serait dangereux, pour la chose publique, de lui conférer la vente de la poudre à giboyer.

24 Frimaire.

Spectacles. — Arrêté que les artistes dramatiques devront intercaler entre leurs pièces, peu propres du reste à raviver l'esprit public, des chants, hymnes et airs patriotiques et « notamment

(1) Rapprocher cet arrêté de la délibération du 6 nivôse suivant, relative à la fête de la Paix.

An VI l'un des douze airs exécutés à la réception du général Bonaparte au
(1797) palais du Directoire ».

25 Frimaire.

Scellés Lemuet Bellombre. — Vu l'extrait d'une délibération du Département, apposition de scellés est faite chez le citoyen Lemuet Bellombre, émigré.

Proclamation de la paix. — La paix étant assurée d'une manière définitive entre la République et l'empereur d'Autriche, il est arrêté que proclamation sera faite par les citoyens Fontaine et Robert, le 4 nivôse prochain, « que l'administration municipale se fera à cet effet précéder de deux herauts d'armes à cheval et en costume, de tous les tambours et musiciens ordinaires ».

Maison de bienfaisance, Champeau, directeur. — L'administration, considérant que le citoyen Duplessis, administrateur et directeur de la maison de bienfaisance, ne réunit pas le talent administratif aux vertus civiques; considérant d'ailleurs qu'un prêtre célibataire ne peut qu'exercer une influence funeste sur la vie morale et politique des habitants de cette maison et qu'un père de famille intelligent et républicain peut offrir des exemples plus utiles à la société; considérant que le citoyen Champeau réunit ces deux qualités, arrête que ledit citoyen est nommé en remplacement du citoyen Duplessis. Ledit citoyen appelé, déclare accepter.

27 Frimaire.

Culte juif. — Le citoyen Olzy-Cahan, ministre du culte juif, se présente et prête serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

2 Nivôse (21 décembre 1797).

Paix. — Arrêté que le citoyen Fontaine sera chargé de présenter le programme de la fête à l'occasion de la paix qui vient d'être ratifiée.

Journée de militaire malade. — Arrêté sur la demande de la commission de la Maison d'humanité que la journée de militaire malade est fixée pour les mois de vendémiaire, brumaire et frimaire à 1 livre.

Salubrité. — Arrêté que les cadavres et ossements, qui se voient à fleur de terre sur l'emplacement de l'église Saint-Regnobert, seront, à la diligence des citoyens Rimbaut, Boursin et autres propriétaires de cet emplacement, portés au cimetière public aux premiers froids qui auront lieu.

Serment. — Le citoyen Jean-Baptiste Villetard, prêtre, se présente et déclare prêter serment de haine à la royauté et à l'anarchie conformément à la loi du 19 vendémiaire.

5 Nivôse.

Sequestres. — En vertu d'un arrêté du Département, les biens de Joseph-Marie Closet, prêtre émigré, sont mis sous sequestre. Arrêté semblable est pris à l'égard des biens provenant de la succession de la veuve Martineau de Soleines, mère d'émigré.

6 Nivôse.

Fête de la paix. — L'administration arrête le programme de la fête qui sera célébrée le 10 courant à l'occasion de la paix.

La veille et le matin, sonnerie de la cloche civique et salves d'artillerie. Invitation sera faite d'illuminer les maisons. Toutes les boutiques seront fermées, tous les travaux suspendus, toutes les écoles vaqueront.

A 9 heures du matin, réunion de toutes les troupes sur la place de la Fraternité. A 9 heures et demie, un détachement composé de la gendarmerie, de la musique et de l'artillerie, viendra prendre l'administration à la Maison commune. A 9 heures trois quarts, réunion de toutes les autorités à la grande salle du Département.

Départ de tout le cortège pour se rendre à l'arbre de la Liberté, où deux enceintes seront préparées, l'une pour l'administration, l'autre pour les militaires blessés et la musique.

Le cortège arrivé, la musique fera entendre des airs patriotiques. On brûlera au pied de l'arbre, en sacrifice à la paix, tous les monuments écrits de la Terreur et de la Réaction (1).

Ensuite, départ pour la salle décadaire en passant par la promenade et la porte d'Egleny. A la salle décadaire seront prononcés de courts discours par des administrateurs, entremêlés de chants et de musique.

L'administration départementale sera ensuite reconduite au Département en passant par les rues Patriote (des Ursulines), Française, Dampierre et Notre-Dame. La garde reconduira l'administration à la Maison commune.

Un banquet aura lieu après à l'école centrale, où prendront part ceux qui se seront fait inscrire auparavant au secrétariat de la municipalité. Toast, hymnes et musique.

A 5 heures et demie, réunion de la musique et de la garde nationale dans les cours de l'école centrale d'où elle se rendra à l'ar-

(1) Les procès verbaux de la municipalité à l'époque de la Terreur ont probablement péri dans cet auto-dafé. Ainsi s'expliquerait la lacune si regrettable constatée dans les procès-verbaux de la municipalité, et la disparition des registres des sociétés et comités révolutionnaires.

An VI bre de la Liberté en passant par les rues Germain, Siméon, Croix-
(1798) de-Pierre, Cloche-Bleue, Draperies et du Temple.

Arrivés à l'arbre de la Liberté, musique, discours, chants et feu d'artifice. Ensuite le cortège se rendra places de la Maison commune et de la Fraternité. Enfin danses au pavillon du jardin public, au ci-devant séminaire et à la salle des fêtes décadaires.

Hymne. — Le citoyen Fontaine, administrateur, offre un hymne destiné à être chanté le jour de la fête de la paix ; arrêté qu'il sera tiré à 2,000 exemplaires.

8 Nivôse.

Arbre de la Fraternité. — Plusieurs citoyens se présentent et manifestent le désir de planter aujourd'hui un arbre de la Fraternité sur la place de ce nom, pour remplacer celui qui a péri. Arrêté que cet arbre sera planté ce soir, à 3 heures.

12 Nivôse (1^{er} janvier 1798).

Destitution du citoyen Jacotin, architecte de la commune. — Arrêté destituant de sa place d'architecte de la commune le citoyen Jacotin-Darsenne « qui a perdu la confiance de l'administration parce que, soit par défaut de patriotisme et de zèle, soit par négligence, il a trop souvent manqué aux engagements par lui contractés envers la commune ». Les scellés seront mis sur ses bureaux de la Maison commune, par le citoyen Chardon, administrateur.

13 Nivôse.

Architecte. — Arrêté que le citoyen Duchesne-Lagarde est nommé architecte de la commune.

Masques. — Arrêté qu'il est défendu aux citoyens de parcourir les rues étant masqués et de battre du tambour de jour et de nuit.

15 Nivôse.

Marchandises anglaises. — Arrêté que, pour se conformer à une circulaire du ministre des finances du 7 de ce mois, relative à la saisie des marchandises anglaises, des visites domiciliaires seront faites par les administrateurs chez les particuliers présumés pouvoir en posséder.

18 Nivôse.

Paix. — Vu une invitation faite par la municipalité de Chablis d'assister à la fête de la paix, que cette commune célébrera le 20 de ce mois, il est arrêté que le citoyen Fontaine y sera député « et y fera entendre avec la reconnaissance de l'administration, les

accents de dévouement qu'elle porte spécialement aux citoyens du canton de Chablis. » An VI
(1798)

22 Nivôse.

Émigré Thierriat. — Vu un arrêté du Département du 19 frimaire, mettant en surveillance le citoyen Thierriat de Millerelle, inscrit sur la liste des émigrés, il est arrêté que ledit citoyen devra se présenter à la séance de l'administration, les duodi et octidi de chaque décade.

24 Nivôse.

Cloches. — Vu une lettre du ministre de la police générale du 29 frimaire, il est arrêté que l'usage des cloches est réservé exclusivement pour les cas de danger public, d'incendie, d'inondation, de rassemblement d'individus et d'approche de l'ennemi. Les délibérations précédentes sont rapportées.

26 Nivôse.

Chaisneau, administrateur. — L'administration nomme le citoyen Chaisneau, administrateur en remplacement du citoyen Champeau, nommé directeur de la Maison de bienfaisance. Le citoyen Chaisneau se présente et accepte.

27 Nivôse.

Architecte de la commune. — Le citoyen Duchesne-Lagarde, nommé architecte de la commune, se présente et déclare accepter. Son traitement sera de 800 livres.

Fête du 21 janvier. — Vu une circulaire du Département du 15 de ce mois, la fête anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français sera célébrée le 2 pluviôse, à 10 heures du matin.

La réunion de toutes les autorités aura lieu dans la grande salle du Département, à 9 heures du matin. Le cortège se portera à l'arbre de la Liberté où il sera exécuté des airs et des chants analogues à la circonstance. On se rendra ensuite au temple dit de Saint Etienne, dans lequel il sera dressé une estrade de 4 pieds de hauteur. Le président de l'administration centrale prononcera un discours, qui sera suivi de la prestation de serment de tous les fonctionnaires qui y sont astreints. Ensuite retour au Département.

Le soir, danses dans les lieux ordinaires.

29 Nivôse.

Escorte des courriers. — Le courrier de la malle se plaint que la gendarmerie refuse de l'escorter jusqu'à Vermenton. Envoi est fait de suite d'un réquisitoire à la gendarmerie. La gendarmerie refuse le réquisitoire. Le chef de ce corps est mandé. On l'attend une

An VI (1798) heure, enfin il arrive un trompette, qui vient dire que le ministre de la guerre les a déchargés de ce service. L'administration adresse au commandant de la gendarmerie une nouvelle invitation de se présenter. Il arrive un maréchal-des-logi qui fait la même réponse que le trompette. Enfin, sur l'ordre formel qui lui est intimé, le maréchal-des-logis promet pour cette fois, de faire escorter, sauf à aviser pour l'avenir.

Armée d'Italie. — Vu une adresse du Département, relative aux honneurs à rendre à la colonne droite de l'armée d'Italie, qui passera dans la commune le 2 ventôse prochain, il est arrêté que la plus grande publicité sera donnée à cette adresse.

1^{er} Pluviose (20 janvier 1798).

Collège. — Protestation est faite contre un arrêté du Département du 27 nivôse qui assigne provisoirement au tribunal civil un local dans le ci-devant collège, qui est propriété communale.

5 Pluviose.

Garde-champêtre Protat. — Arrêté de l'administration destituant de sa place de garde-champêtre, surveillant des promenades, le citoyen Protat « qui a refusé le 2 de ce mois de se revêtir de sa plaque et de porter sa hallebarde, pour assister avec les autres gardes à la fête qui a eu lieu le 2 de ce mois, résistance qui dérive évidemment du vice qui lui est reproché de n'être attaché ni à ses devoirs, ni au régime républicain ».

7 Pluviose.

Emprunt national. — Proclamation sera faite, avec escorte de 50 hommes de la garde et de la ligne de l'arrêté du Département du 5 de ce mois relatif à l'emprunt national pour la descente en Angleterre.

13 Pluviose.

Commissaire de police. — L'administration, considérant que le citoyen Joux, commissaire de police, au lieu d'employer ses talents à justifier le choix de l'administration, néglige les parties de sa place qui tiennent à l'ordre public, le destitue de ses fonctions.

15 Pluviose.

Acquisition de la ci-devant Arquebuse. — Arrêté que l'administration achètera du citoyen Faultrier, secrétaire-greffier, qui s'en est rendu acquéreur, le jardin et le pavillon de la ci-devant Arquebuse (1).

(1) Le pavillon et le jardin de l'Arquebuse avaient été adjugés au citoyen Faultrier le 2 thermidor an IV moyennant 5,400 livres.

AN VI
(1798)

Pétition au ministre des finances. — Arrêté que pétitions seront adressées au ministre des finances, pour obtenir de lui : 1° que les tribunaux civil de police et de paix soient placés dans le ci-devant séminaire ; 2° que le ci-devant couvent des Saintes-Maries soit désigné pour établir une caserne ; 3° pour qu'il abandonne à la ville l'église des Saintes-Maries et les bâtiments adjacents pour le service de l'instruction publique ; 4° enfin pour rentrer en possession du ci-devant collège, en faisant annuler la soumission du citoyen François.

17 Pluviose.

Ecoles primaires, règlement. — L'administration, en approuvant le règlement ci-après, arrête qu'avant de le soumettre à l'approbation du Département il sera communiqué au jury d'instruction.

Règlement. — Les classes tiendront de huit heures en été et huit heures et demie en hiver jusqu'à onze heures. Elles reprendront à deux heures jusqu'à cinq heures. Le chant d'un couplet moral ou patriotique aura lieu à l'ouverture et à la fermeture de chaque classe.

Les jours de congés seront les quintidis et les décadis. Les vacances seront d'une décade à partir des assemblées primaires (vacances de Pâques) et de deux décades à partir de la veille du premier jour des vendanges.

Deux jours avant la fête de la jeunesse, les élèves subiront un examen public. Toutes les autorités seront invitées à y assister. L'administration fera les frais et les préparatifs de cette fête. La distribution des prix aura lieu chaque année le 10 germinal.

Les instituteurs ne pourront enseigner que ce qui leur est prescrit par la loi du 3 brumaire an IV.

Aucun enfant ne sera reçu au-dessous de l'âge de 7 ans. Il sera payé, par mois, par les parents pour un enfant : au 1^{er} degré 1 franc 50 ; au 2^e degré 1 franc 75 ; au 3^e degré 2 francs ; au 4^e degré 2 francs 25. La gratuité sera absolue pour un certain nombre d'élèves, jusqu'au quart s'il y a lieu. Tout mois commencé sera payé en entier. Seront renvoyés les enfants de parents solvables, qui auront été trois mois sans payer.

Les élèves qui manqueront à une classe seront tenus d'apporter à la classe suivante une excuse par écrit. Si les parents ne savent pas écrire, ils les conduiront eux-mêmes ce jour-là.

Les châtimens corporels réservés aux esclaves sont bannis des écoles. Les punitions seront des positions gênantes, des écriteaux, des places humiliantes, enfin des notes qui seront envoyées à l'administration municipale, au reçu desquelles, un membre de

An VI l'administration ira faire aux élèves insubordonnés une réprimande paternelle.
(1798)

Tous les trois mois, chaque instituteur sera tenu d'apporter à la Maison commune, un tableau contenant les noms et domiciles des élèves, avec une note sur leur conduite et leurs progrès.

L'administration fera imprimer un petit livret contenant les droits et les devoirs de l'homme et la Constitution de l'an III. Ce sera le premier livre à donner aux enfants. Les instituteurs pourront se servir du livre de lecture fait par le citoyen Martineau. A ceux qui savent lire, on donnera la petite grammaire française de Lhomond et le traité des nouveaux poids et mesures.

Les instituteurs devront se réunir tous les quintidis avec les professeurs de mathématiques, de morale et d'histoire, afin de s'affermir dans les principes de leur art.

Chaque nonidi, les instituteurs désigneront ceux de leurs élèves dont ils sont le plus contents. Ces élèves seront conduits à la réunion décadaire du lendemain, où ils occuperont les places d'honneur. Leurs noms seront proclamés par un administrateur. Les noms des élèves qui auront mérité des punitions très graves y seront dénoncés au mépris public.

Les enfants sortiront de classe en trois divisions suivant l'âge, de 5 minutes en 5 minutes.

19 Pluviose.

Sonnerie. — Convenu avec le citoyen Bénard, sonneur, qu'il lui sera payé supplémentairement 30 sols par chaque sonnerie pendant une demi-heure de la cloche civique et 50 sols pour une sonnerie d'une heure.

23 Pluviose.

Instituteurs particuliers. — Arrêté que tous les instituteurs et institutrices particuliers seront appelés à la séance prochaine pour déclarer s'ils entendent continuer l'éducation de la jeunesse et, dans ce cas, s'engager à se conformer aux lois et à se servir des livres élémentaires qui seront prescrits par le gouvernement.

Instituteurs primaires. — Arrêté que l'installation des instituteurs primaires aura lieu le 30 pluviose, à 2 heures, en la salle décadaire, où seront invités : le jury d'instruction, le jury central, les professeurs de l'école centrale, les autorités, les tribunaux, les instituteurs et institutrices et qu'un piquet de garde nationale accompagnera le cortège, qui partira de la Maison commune. Arrêté encore que, vu la démission des citoyens Amé père, Dérode et Pouchard, le jury d'instruction sera invité à faire passer l'examen aux candidats instituteurs et à en donner le résultat à la

municipalité, pour qu'elle puisse faire le choix qu'elle proposera au Département. An VI
(1798)

25 Pluviose.

Instituteurs particuliers. — Les instituteurs particuliers se présentent et déclarent se soumettre aux lois, et ne vouloir se servir d'autres livres élémentaires que de ceux prescrits par le gouvernement.

29 Pluviose.

Fêtes nationales et décadaires. — Il est lu une adresse de l'administration centrale, à la suite de laquelle il est arrêté que les ministres de tous les cultes seront convoqués, à l'effet de les prier de remettre au décadi les fêtes les plus importantes, les dimanches et toutes les cérémonies religieuses.

Garde nationale. — En exécution d'un arrêté du Directoire exécutif du 20 nivôse, l'administration arrête que le service de la garde nationale, dont l'inactivité a toujours été marquée par une augmentation de meurtres et de vols, sera repris en raison des rassemblements royalistes qu'on soupçonne et du grand nombre de passagers qu'il importe de surveiller ; que le poste de la porte du Pont sera composé de 14 hommes, et qu'il sera fait de fréquentes patrouilles de 6 heures du soir à 5 heures du matin.

7 Veptôse (19 Février 1798).

Fête de la souveraineté du peuple. — Vu la loi du 13 pluviôse an IV, instituant une fête de la souveraineté du peuple, il est arrêté qu'il sera fait, pour cette fête, quatre bannières par le citoyen Schmitz, peintre, et fabriqué quatre baguettes blanches pour les vieillards qui seront invités à la fête.

Ecoles particulières. — En exécution d'un arrêté du pouvoir exécutif du 17 pluviôse concernant la surveillance des écoles particulières, il est arrêté que des visites ordinaires seront faites dans ces écoles par les citoyens Fontaine, Robert, Leconte et Chaisneau, en s'adjoignant un membre du jury d'instruction, et le commissaire du Directoire exécutif.

8 Ventôse.

Culte. — L'administration confère avec les ministres des cultes au sujet de la translation des fêtes au décadi. Il est dressé un procès-verbal particulier de ce qui s'est passé à cette conférence. Ce procès-verbal n'est pas porté sur le registre.

9 Ventôse.

Bannières. — Convenu avec le citoyen Schmitz du prix de 113 livres pour les quatre bannières.

An VI *Garde nationale, dispenses.* — Sont dispensés du service de la
(1798) garde nationale les citoyens Marcellot, ancien ministre du culte, Housset et Millot, médecin, tous trois sexagénaires; les citoyens Thiénot, médecin, Roux et Lesseré, chirurgiens, comme officiers de santé de l'hospice militaire.

12 Ventôse.

Culte. — Seconde conférence des ministres des cultes avec l'administration (procès-verbal non relaté).

Fêtes décadaires. — Vu la lettre du ministre de l'intérieur du 18 brumaire, l'administration, considérant que la stabilité de la République est attachée à la prospérité des institutions républicaines; que la révolution politique serait incomplète si elle n'était pas suivie d'une révolution morale dans les idées, arrête : les fêtes décadaires et les fêtes nationales seront célébrées avec autant d'exactitude que de pompe et de solennité. Défenses sont faites sous peine de police, à tout marchand, d'étaler dans les rues, à tous ouvriers de se livrer à un travail extérieur. Les lieux de commerce seront fermés. Tous les travaux du gouvernement sont suspendus ces jours-là. Les instituteurs, les fonctionnaires publics devront cesser leurs occupations. On enverra au ministre les noms de ceux qui travailleront à leurs fonctions. Les républicains qui travailleront le dimanche feront une œuvre méritoire aux yeux de la raison.

Les fêtes seront annoncées la veille et le jour par la sonnerie de la cloche civique. La célébration des fêtes décadaires se fera à 10 heures du matin. Y prendront part les autorités, les jurys d'instruction, les professeurs de l'Ecole centrale, les instituteurs de la commune et particuliers. On invitera spécialement les hommes de talent à se rendre aux fêtes, pour les rendre plus intéressantes par leurs compositions, leurs discours patriotiques ou leurs hymnes.

L'administration réitère publiquement à tous les ministres des cultes l'invitation fraternelle et amicale de transporter aux décadis leurs fêtes, leurs dimanches, et toutes leurs cérémonies religieuses les plus imposantes.

Les jours de marché sont fixés aux primidis, tridis, quintidis, septidis et nonidis.

Enfin il est créé une commission de six membres, dont trois tirés du conseil et trois autres pris en dehors pour s'occuper de l'organisation des fêtes publiques. Elle se concertera avec les artistes lyriques et donnera, à l'administration, le plan de la fête deux jours avant sa célébration.

Foires, galeries de la Maison d'humanité — Les galeries que la maison d'humanité loue depuis un temps immémorial aux marchands les jours de foire, et qui lui rapportent 300 livres par an, tombant en ruine, les administrateurs de la maison d'humanité demandent l'autorisation de traiter avec le citoyen Heintz, entrepreneur, qui s'engage à les reconstruire au prix de 3,000 livres. Ils demandent en outre à abandonner aux riverains le tour d'échelle qui appartient à l'hospice, lesquels s'engagent à entretenir le mur à l'intérieur et à l'extérieur. Arrêté que la commission des hospices est autorisée à traiter avec le citoyen Heintz pour la construction d'une nouvelle galerie, et aussi avec les propriétaires voisins de la longue galerie actuelle relativement au terrain qui forme le tour d'échelle.

Spectacles. — Arrêté que les comédiens seront tenus de jouer, dans l'intervalle des pièces les airs chéris des républicains et notamment la *Marseillaise*. Ils devront en outre suspendre au plancher de la salle de spectacle, au devant de la toile, un drapeau tricolore.

15 Ventôse.

Religieuses d'Assigny. — Arrêté que les citoyennes Louise et Marie-Emilie d'Assigny, ex-religieuses Bénédictines, qui ont quitté Auxerre, seront rayées du tableau des pensionnaires de l'Etat, et que leur pension annuelle de 625 livres, fixée par arrêté du Département du 8 octobre 1792, leur sera payée à leur nouveau domicile.

17 Ventôse.

Domaines nationaux. — L'administration, informée que le citoyen Barat-Noaille, maçon, fait démolir la petite colonnade qui ferme la place de Notre-Dame-la-d'Hors avec la rue de ce nom et sur la rue Patriote, arrête qu'il sera dénoncé au directeur de l'enregistrement.

19 Ventôse.

Fête de la souveraineté du peuple. — Vu un arrêté du Département du 17 de ce mois, relatif à la fête de la souveraineté du peuple et à la tenue des assemblées primaires, l'administration, considérant que la solennité dont il s'agit exige une pompe particulière et qui soit digne de son auguste objet, arrête ce qui suit :

La veille, la cloche civique sera sonnée pendant une heure, on tirera les cinq boîtes et les tambours battront le Premier.

Le matin du 30, on tirera les cinq boîtes; au dernier coup la cloche civique sonnera pendant une heure.

A 7 heures, les tambours battront l'assemblée, à 8 heures et

An VI
(1798)

An VI
(1798)

demie le dernier rappel. A 9 heures, réunion de la force armée sur la place de la maison commune. A la maison commune se rendront vingt-quatre vieillards représentant le peuple et quatorze jeunes gens désignés par eux. S'y rendront aussi les juges de paix et les instituteurs avec leurs élèves.

Départ du cortège en passant par les rues Helvetius (1), de Paris (2), Bureteau, Valentin, de la Monnaie, des Belles-Filles, de la Draperie, de l'Horloge, Notre-Dame et place de la Fraternité, où se fera la cérémonie indiquée par le Directoire.

De la place de la Fraternité le cortège se rendra à la salle décadaire, en passant par les rues Notre-Dame, Dampierre, Française et Patriote. Là on lira la proclamation du Directoire exécutif, ensuite chants, hymnes et discours. Après quoi on retournera à la maison commune en passant par les rues Patriote, des Trois-Manteaux, Croix-de-Pierre, Cloche-Bleue, Fanerie et Horloge.

La réunion du soir aura lieu à 3 heures, à la maison commune. On se rendra au jardin public, escorté de la force armée. Au jardin public auront lieu des courses à pied, auxquelles prendront part les enfants des écoles. Il y aura deux courses, l'une d'enfants de 12 à 15 ans, l'autre de jeunes gens de 15 à 18 ans. Sont nommés membres du jury de ces jeux, les citoyens Marie la Forge, Lefebvre, notaire, Monnot-Villetard et Sochet. Après ces courses, danses au jardin public et au ci-devant séminaire.

Inobservation des décadis. — Arrêté qu'il sera informé contre certains citoyens qui se sont livrés à un travail le jour de la décade. Ce sont : Nicolas Millot, rue du Département, il conduisait une voiture de fagots chez un boulanger ; Reviron, fripier, rue du Temple, étal de marchandises ; Laumet, couvreur, rue du Pont, travaillait sur le toit d'une maison dans la cour Saint-Pierre ; Chavany, gendre Greffet, a chargé des terres dans un tombereau, rue du Pont, et a tenu de plus des propos injurieux contre l'administration.

23 Ventôse.

Ecoles primaires. — Sur le vu de l'examen des candidats instituteurs fait par le jury d'instruction, l'administration propose au Département de nommer instituteurs de la commune les citoyens Sevestre et Amé père qui justifient de leur civisme.

Barrières (3). — Arrêté que le meilleur endroit pour mettre la

(1) Saint-Regnobert.

(2) Joubert.

(3) La loi du 24 fructidor an V, complétée par celles du 9 vendémiaire et du 3 Nivôse an VI établit sous le nom de droit de passe un impôt

barrière ordonnée par la loi du 9 nivôse dernier est l'extrémité du pont (du côté du faubourg Saint Gervais), en se servant pour la construction de la maison du surveillant de la place occupée autrefois par la chapelle Sainte-Mathie. On proposera l'échange, à l'Etat, de ce terrain contre la chapelle des ci-devant Visitandines. Ap VI
(1798)

25 Ventôse.

Fête de la souveraineté du peuple. — L'administration désigne les vingt-quatre vieillards qui doivent figurer à la fête de la souveraineté du peuple, et détermine les prix qui seront donnés aux vainqueurs aux courses à pied : 1^o Première course, jeunes gens de 15 à 18 ans, un fusil de petit calibre sur lequel sera gravé : Auxerre, prix de la course, anVI, avec le nom du vainqueur. « Et sur les offres faites par le citoyen Fontaine, de l'*Enéide* de Virgile, qu'il a traduite en vers français, et de l'*Illtade* d'Homère, qu'il a traduit en prose, l'administration arrête que les quatre volumes qui composent ces deux ouvrages seront donnés, reliés, pour la course des enfants de 12 à 15 ans ».

Assemblées primaires, listes. — L'administration opère la radiation, sur la liste des citoyens électeurs, de cinquante-deux personnes ci-devant nobles ou parentes d'émigrés, en vertu de la loi du 9 frimaire dernier.

29 Ventôse.

Démission. — Le citoyen Leblanc, employé dans les bureaux de la commune, donne sa démission qui est acceptée.

1^{er} Germinal (21 mars 1798).

Fête de la souveraineté du peuple. — Il résulte du rapport d'un membre, sur la fête de la souveraineté que le fusil, prix de la grande course à pied, a été gagné par le citoyen Louis-Etienne

sur les voitures, chevaux, mules circulant sur les routes, à l'exception cependant des voitures consacrées à l'agriculture ou à l'approvisionnement des marchés. C'était la réalisation de ce principe si séduisant en théorie, mais dont l'application se heurta à tant de difficultés qu'il fallut l'abandonner au bout de peu d'années : que ceux-là seuls doivent contribuer à l'entretien et à la réparation des routes, qui les usent et les dégradent.

Ce droit de passe était perçu à des barrières placées à certaines distances les unes des autres, il était affermé soit par barrière spéciale, soit pour l'ensemble de toutes celles du département. Cependant, par crainte de voir revenir le régime des fermes générales le Législateur interdit l'adjudication du fermage sur plus d'un département à la fois. L'adjudica-

An VI

(1798) Fontaine, neveu, et que le prix de la petite course a été partagé entre Pierre Tailot qui a eu l'*Illiad*e d'Homère, et Auguste-Paul-François Daguillon, à qui a été donné l'*Enéide* de Virgile.

taire était tenu, outre son prix annuel, des frais d'entretien de la route en se conformant aux devis des travaux à y faire, dressés par les ingénieurs des ponts-et-chaussées, et dont il était donné connaissance avant l'adjudication.

Un procès-verbal d'adjudication du 6 fructidor an IX que j'ai sous les yeux relate que l'adjudicataire du fermage des barrières de tout le département fut le citoyen Monnot-Villetard, propriétaire à Auxerre, enchérisseur jusqu'à la somme de 129,000 francs.

Voici quelle était le tarif des barrières d'Auxerre :

CHARBETTES OU CHARRIOTS attelés de	POUR CINQ KILOMÈTRES	D'AUXERRE à JOIGNY sur 26 kil. 792" à 25 kilom.	De la barrière du pont d'Auxerre au milieu du bourg de Vermenton, sur 21 kilomètres 418".		De la barrière du pont d'Auxerre à la barrière de Saint-Florentin sur 29 kil. 053" dont il n'y a que 18 kil. de perfectionnés. — A 90 kilom.		D'AUXERRE à SAINT-FLORENTIN par Briçon sur 20 kilomè- tres.	D'AUXERRE à MONTBARD par Noyers sur 30 kilomè- tres.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1 Cheval.....	fr. c. 0 10	fr. c. 0 50	fr. c. 0 40	fr. c. 0 40	fr. c. 0 40	fr. c. 0 40	fr. c. 0 40	fr. c. 0 40
2 Chevaux.....	0 20	1 00	0 80	0 80	0 80	0 80	0 80	0 80
3	0 30	1 50	1 20	1 20	1 20	1 20	1 20	1 20
4	0 40	2 00	1 60	1 60	1 60	1 60	1 60	1 60
<i>Pour chaque bœuf ou âne attelé aux mêmes voitures.</i>								
1 Bœuf ou âne ...	0 05	0 25	0 20	0 20	0 20	0 20	0 20	0 20
2	0 10	0 50	0 40	0 40	0 40	0 40	0 40	0 40
3	0 15	0 75	0 60	0 60	0 60	0 60	0 60	0 60
4	0 20	1 00	0 80	0 80	0 80	0 80	0 80	0 80
<i>Pour chaque cheval ou mulet attelé à une voiture suspendue.</i>								
1 Cheval ou mulet	0 15	0 75	0 60	0 60	0 60	0 60	0 60	0 60
2	0 30	1 50	1 20	1 20	1 20	1 20	1 20	1 20
3	0 45	2 25	1 80	1 80	1 80	1 80	1 80	1 80
4	0 60	3 00	2 40	2 40	2 40	2 40	2 40	2 40
<i>Pour chaque cheval ou mulet monté.</i>								
.....	0 10	0 50	0 40	0 40	0 40	0 40	0 40	0 40
<i>Pour chaque cheval ou mulet chargé à dos ou tenu en laisse.</i>								
.....	0 05	0 25	0 20	0 20	0 20	0 20	0 20	0 20

Liste électorale, réclamation du citoyen Sauvalle. — Le citoyen Sauvalle, secrétaire de l'administration centrale, réclame contre sa radiation sur la liste des votants aux élections primaires, comme parent d'émigré. En effet, il n'était beau-frère de l'émigré Hay que parce qu'il a épousé la sœur de la femme dudit émigré, mais cette dernière a divorcé, puis est morte. Il n'y a donc aucun lien de parenté. Sa réclamation est admise. An VI
(1798)

Juges de paix. — Ont été nommés juges de paix par les assemblées primaires les citoyens Simon-André Cantin et Jean-Joseph Tenain.

5 Germinal.

Assesseurs des juges de paix. — Ont été nommés assesseurs des juges de paix, par les assemblées primaires : Jean-Jacques Guyou, Joseph Voirin, charpentier, Regnobeit Degousse, Hugues Jouve, Etienne Borda, Louis Louise, Claude Degousse, Hubert Sanglé, Gaspard Graveline, Pierre-Prix Lesseré, Jacques Deluc et Pierre Couturat.

Employé de la commune. — Arrêté que le citoyen Lazare Couillaut, est nommé employé de la commune en remplacement de Leblanc, démissionnaire.

6 Germinal.

Administrateurs municipaux. — Ont été nommés administrateurs, par les assemblées primaires, les citoyens François Petit-Salomon, François Tenaille, Edme Faurax père, Pierre-François Robert, Jules César Leconte et Charles Chaisneau.

Marchandises anglaises. — Vu une lettre du ministre des finances, du 2 de ce mois, il est arrêté que main-levée aura lieu des saisies faites de marchandises anglaises.

9 Germinal.

Fête de la Jeunesse. — Vu l'arrêté du Directoire exécutif, du 19 ventôse an II, qui prescrit le mode de célébration de la fête de la jeunesse qui doit avoir lieu demain 10; vu le programme de ladite fête donnée par le jury des jeux publics, l'administration arrête ce qui suit :

La fête sera annoncée la veille par une proclamation, et les jeunes gens de 16 et de 21 ans sont invités à venir s'inscrire à la commune. Cent cinquante gardes nationaux seront commandés pour y assister.

A 10 heures, les autorités se réuniront à la maison commune, et les jeunes gens de 16 ans qui doivent être armés, et ceux de 21 ans qui doivent être inscrits sur le registre civique se réuniront

An VI à l'école primaire. Les autorités partiront de la maison commune
(1798) chercher les jeunes gens accompagnés de leur père.

Le cortège composé des autorités et des jeunes gens réunis, se rendra place de la Fraternité, escorté par la garde nationale. Pendant toute la marche, les différentes autorités se tiendront respectivement sous leur drapeau. Chacune d'elles laissera entre l'administration qui précèdera et celle qui suivra une distance convenable. Sur chaque côté marchera une file de gardes nationaux, et l'escorte veillera à ce que le peuple ne pénètre pas dans l'enceinte des autorités.

Arrivés à la place de la Fraternité, un administrateur prononcera un discours dans lequel il fera sentir l'affection que la République porte à la jeunesse. Ensuite le président de l'administration municipale armera chacun des jeunes gens de 16 ans, qui se présentera sur l'appel nominal fait par son père. A chaque armement la musique exécutera un air et un roulement de tambour aura lieu. Cette cérémonie sera terminée par un hymne patriotique.

Le cortège se rendra ensuite à la salle décadaire, où un administrateur prononcera un discours sur l'importance de l'inscription civique. Puis le secrétaire de la commune inscrira sur appel nominal les noms de tous les jeunes gens qui doivent y être portés. L'inscription faite, la musique exécutera un air. Lecture sera faite des traits de vertus chez des enfants, tirés de l'histoire ancienne ou de l'histoire moderne. Les professeurs proclameront les noms des élèves qui, depuis la rentrée, se sont signalés par leur sagesse et leur travail. Ces élèves seront couronnés par le président de l'administration. Enfin un administrateur annoncera qu'à l'avenir des prix de force, d'adresse et d'agilité, ainsi que des évolutions militaires, augmenteront l'éclat des fêtes et engagera la jeunesse à s'y préparer.

Instituteurs primaires. — Réception d'un arrêté du Département de ce jour qui nomme instituteurs de la commune les citoyens Amé et Sevestre, présentés par l'administration.

Comédie. — Lecture est donnée du manuscrit d'un vaudeville fait par les citoyens Garnier et Liégeard fils, intitulé : *Erreur n'est pas compte*. Arrêté que les auteurs seront invités à n'en donner aucune représentation.

Fête de la jeunesse. — Rapport est fait sur la fête de la jeunesse. Ont été armés les citoyens Edme Gelin, Joseph Voirin, âgé de 18 ans, Antoine Chantecler, 17 ans, Jean Bezanger, 17 ans, Nicolas Chollet, 16 ans. Ont été couronnés, comme s'étant fait remarquer par leur patriotisme, leurs bonnes mœurs et leur assiduité, les citoyens Etienne-Louis Fontaine, Pierre-Alexandre Challaye et

Rémond Maiseau. Ont été couronnés pour récompense et encouragement les citoyens Edme-François Frelon, Jean-Baptiste Tremblay et Jean Lamy. An VI
(1798)

14 Germinal.

Postes militaires. — Le poste du pont qui, par ordre, avait été rapporté à la maison commune, retournera au pont ce soir à 7 heures.

15 Germinal.

Assemblées électorales. — Vu un arrêté du Département du 12 de ce mois, qui indique le temple de Saint-Etienne, pour la tenue des séances de l'assemblée électorale, et une lettre par laquelle le Département demande que l'édifice soit libre à partir de demain, l'administration fait appeler, séance tenante, les citoyens Devilliard, Delart et Bidan, ministres du culte, exerçant dans le temple.

Le citoyen Delart étant venu, lecture lui est faite de la lettre précitée. Il a promis que le temple serait libre demain.

Marchés. — L'administration, considérant que la police des marchés est entièrement méconnue, et qu'il y a lieu de remédier à de nombreux abus, fait le règlement suivant :

Les bois à brûler, perches et pisseaux, seront placés place Saint-Eusèbe ; — le charbon place du Cerf-Volant ; — la paille, le foin, grande et petite rue Neuve ; — les beurres, œufs, fromages, volailles, rue de la Draperie ; — les vans, liens et chanvres, cour des Vents ; — le son, la filasse, rue au Son ; — les légumes et productions d'Appoigny, rue de l'Horloge ; — les fleurs et herbages, de l'Horloge à la maison commune ; — les fruits, place au Lait ; — le lait, la crème, le sel et la marée salée, cour du Prétoire ; — le poisson, la marée fraîche et les viandes de boucherie et de charcuterie dans la halle à ce destinée ; — les porcs sur pied, dans les fossés de la porte d'Eglény ; — la viande des bouchers d'Auxerre, place de la Fanerie, derrière la maison de la veuve Maure et de Duplessis-Maure ; — la poterie, la faïence et les verreries, place des Fontaines ; — les tonneaux, rue Valentin ; — la place des Fontaines, pourra être occupée par des échoppes mobiles.

Réunions du peuple. — Les travaux de la campagne ne permettant pas aux cultivateurs des réunions aussi fréquentes que l'administration le désirerait, il est arrêté qu'il ne sera plus convoqué de réunion du peuple le quintidi soir.

17 Germinal.

Culte théophilanthropique. — S'est présenté le citoyen Charles Chaisneau aîné, membre du culte théophilanthropique, lequel a

An VI déclaré vouloir exercer ce culte dans le temple de Saint-Etienne.
(1798) Il prête serment. Sa déclaration sera affichée dans ledit temple.

21 Germinal.

Cimetière juif. — Sur la pétition de citoyens exerçant le culte judaïque, concession est faite aux citoyens juifs d'un terrain dans le cimetière, de six toises de longueur et quatre toises de largeur, à prendre du côté du levant et du côté du midi, depuis le mur de clôture du champ du repos. Lesdits citoyens auront droit de faire un fossé séparatif, mais le terrain sera pris en dedans de leur concession.

27 Germinal.

Calendrier républicain. — Publication d'un arrêté du Département contenant des mesures pénales pour la stricte exécution du calendrier républicain.

Garde nationale. — Arrêté que le citoyen Ducrot, prêtre, qui a quitté la commune, sera rayé du contrôle de la garde nationale.

Administration municipale. — Arrêté que les administrateurs nommés par les assemblées primaires, seront installés le 1^{er} floréal prochain, à 5 heures, et qu'il sera écrit au citoyen Faurax, seul administrateur qui ne soit pas de l'administration actuelle, pour l'inviter à se rendre à ladite séance.

29 Germinal.

Noms de rues. — Arrêté que la rue Notre-Dame-la-d'Hors s'appellera rue des Ecoles primaires, la grande rue Saint-Germain, rue de l'Ecole centrale.

Maison canoniale. — A la requête du citoyen Guinaut, receveur de l'Enregistrement, visite sera faite de la maison canoniale du ci-devant chanoine Lerasle qui vient de mourir.

1^{er} Floréal (20 avril 1798).

Administration municipale. — Installation de la nouvelle administration est faite par le citoyen Faurax père, administrateur. Elle élit le citoyen Fontaine pour président, le citoyen Faurax pour suppléant du Directoire exécutif, le citoyen Robert pour officier public, et le citoyen Pierre-Augustin Faultrier comme secrétaire. Ils prêtent serment.

Herbes du jardin public. — Marché particulier est conclu avec les citoyens Robin, gendre Gouffier, et Rivière, huissier, de l'herbe du jardin public moyennant 72 francs par an.

Chapelle Sainte-Geneviève. — Arrêté que la chapelle Sainte-Geneviève qui avoisine la source des Fontaines, sera démolie, attendu qu'elle n'est d'aucune utilité, coûte de l'entretien et que

les matériaux à provenir de sa démolition seront d'un grand secours pour l'entretien des Fontaines. An VI
(1798)

Démissions d'assesseurs. — Les citoyens Gaspard, Graveline et Etienne Borda donnent leur démission d'assesseurs des juges de paix.

Calendrier républicain. — Arrêté qu'il sera fait de nouvelles publications, dans tous les quartiers et marchés de la commune, d'un arrêté du Directoire exécutif, du 14 germinal, édictant des mesures pénales contre ceux qui se refuseraient à employer le calendrier républicain.

Fête des époux. — Programme de la fête des époux qui sera célébrée le 10 floréal. Réunion générale à la maison commune à 8 heures du matin. Départ du cortège, à 9 heures, pour la salle décadaire. Ordre de la marche : Les présidents des administrations centrale et municipale de front, ayant leurs bannières portées devant eux ; les époux marchant deux à deux ; les administrateurs sur deux lignes ; les deux commissaires du pouvoir exécutif ; les deux secrétaires ; les trois présidents des tribunaux civil et criminel de front ; les juges deux à deux ; le commissaire, l'accusateur public, les greffiers, les huissiers, les fonctionnaires non magistrats, les deux juges de paix et leurs assesseurs deux à deux ; le président du tribunal de commerce et les juges, les professeurs de l'Ecole centrale et leurs élèves, les professeurs des écoles primaires et leurs élèves ; les autres citoyens et employés. Un piquet de gardes fera escorte.

A la salle décadaire, discours du président de l'administration municipale annonçant l'objet de la fête ; chant d'un hymne analogue à la fête ; discours de l'officier public aux époux ; hymne patriotique. Enfin le commissaire du Directoire exécutif prononcera un discours *contre le célibat et ses inconvénients* ; chants. Retour à la maison commune.

Le soir, à 4 heures, on se rendra à l'arbre de la liberté et les jeux s'ouvriront sur la promenade. Ils consisteront à sauter légèrement par dessus un ruban tricolore soutenu sur deux poteaux. Le prix sera une médaille d'argent dédiée au bon chef de famille et à la bonne mère de famille. Les jeux seront annoncés par un appariteur. Les concurrents devront être agiles et âgés de 12 à 20 ans, ils devront se faire inscrire le 8 au secrétariat de la commune.

Liste des époux qui seront appelés et honorés particulièrement à cette fête : Milon, ancien limonadier, Marlot, meunier, Bonnard, ancien boulanger, Bidault, cultivateur, Rogier, militaire, Guichard, administrateur du Département, Collot, commissaire près

An VI l'administration centrale, Nicolas Vincent, Edme-Quantin Goisot,
(1798) Jean-Mathieu Longfils, Pierre-Antoine Chalthey, Jean-Baptiste Reco-
 lin, Jean-Louis Denouh, Claude Lhéritier, Pierre Pinat, Jacques
 Beaurepaire.

Ancien collège. — Arrêté que la veuve Pougy et le citoyen Ravin
 seront tenus de vider les lieux qu'ils occupent dans l'ancien
 collège et que le citoyen Henrion sera établi portier et gardien de
 cette maison.

11 Floréal.

Fête des époux. — Rapport est fait que la médaille a été gagnée
 par Louis-Etienne Fontaine, neveu, et qu'une seconde médaille
 donnée par le citoyen Barnabé, président du tribunal criminel, a
 été gagnée par le citoyen Théodore Rathier.

Incendies. — Ordre est donné aux habitants de tenir, dans
 chaque ménage, une feuille pleine d'eau, pour le cas d'incendie,
 à cause de la grande sécheresse qu'il fait.

Visite des écoles particulières. — En vertu de l'arrêté du Direc-
 toire exécutif, du 17 pluviôse an VI, qui place les écoles particu-
 lières sous la surveillance de l'administration communale, visite a
 été faite de ces écoles par des membres de l'administration qui
 ont relaté les faits suivants :

1° Contre le citoyen Bridault, instituteur particulier, rue Chante-
 pinot. « Il a constamment refusé d'établir dans son école les
 principes républicains. Il a continué de fermer les jours affectés à
 l'exercice du culte catholique, et malgré les observations qui lui
 ont été faites, il a conservé sur les murs de sa classe des tableaux,
 dont les peintures ne sont propres qu'à porter le trouble dans
 l'imagination des enfants et qu'à les rendre le jouet du fanatisme
 et de la superstition. Il a donné la preuve la plus complète de son
 incivisme et de son aversion pour les institutions républicaines
 en perpétuant dans son école le langage servile qui ne convient
 qu'à des esclaves, en s'abstenant de conduire ses élèves aux fêtes
 nationales, en prescrivant l'usage des livres contraires à la tolé-
 rance universelle, en refusant de se servir de ceux adoptés par la
 Convention, et en autorisant, par son indulgence criminelle, ses
 élèves au despect des autorités constituées ».

2° Contre Marie-Jeanne-Marguerite Robinet, institutrice particu-
 lière rue des Bureaux. « La classe est ornée des signes d'un culte
 particulier. Elle est l'école du fanatisme et de l'intolérance reli-
 gieuse. Les livres dont elle se sert sont contraires à la liberté des
 cultes. Il n'y a nulle connaissance de la morale sociale. On y pra-
 tique un mépris ouvert des maximes républicaines. Le règlement

est calqué sur les jours du calendrier Grégorien. L'institutrice **An VI**
s'obstine à fermer sa classe les jours affectés à la célébration du (1798)
culte catholique. Enfin son influence est d'autant plus dangereuse
qu'une grande partie de ses élèves est déjà d'un âge susceptible
de sucer le poison de ses maximes anti-sociales ».

En conséquence l'administration arrête que sa délibération sera
transmise au Département et que les classes du citoyen Bridault,
et de la citoyenne Robinet seront fermées de suite.

17 Floréal.

Culte théophilanthropique. — Pierre-Francois Robert, ministre
du culte théophilanthropique, se présente et prête serment de
haine à la royauté et à l'anarchie. Il déclare vouloir exercer son
culte dans le temple dit de Saint-Etienne.

Gendarmerie. — Arrêté qu'en raison de l'affluence de citoyens
étrangers qu'attire à Auxerre son titre de chef-lieu ; de l'insuffi-
sance de la garde nationale pour empêcher les nombreux vols qui
se commettent en ville ; en raison des dégâts qui sont constatés
dans les bois et sur les routes, il y a lieu de demander à l'adminis-
tration centrale une troisième brigade de gendarmerie.

29 Floréal.

Écoles particulières. — Réception d'un arrêté du Département,
du 25 de ce mois, qui approuve la décision prise par l'administra-
tion, relativement à la fermeture des écoles Bridault et Robinet.

Écoles primaires, livres élémentaires. — Vu le manuscrit du livre
élémentaire, à l'usage des écoles primaires, prescrit par le règle-
ment du 17 pluviôse, et composé par le citoyen Fontaine, l'admini-
stration, considérant que cet ouvrage conçu d'après les vues
du gouvernement, mérite d'être propagé, arrête que l'administra-
tion supérieure sera invitée à avancer les frais d'impression de ce
livre, sauf remboursement à mesure du débit qui en sera fait.

Galleries de l'hospice d'humanité. — Réception d'un arrêté du
Département, du 4 de ce mois, prescrivant, avant toutes construc-
tions de galleries, la visite des lieux par les ingénieurs du Départe-
ment et de la commune, assistés de deux administrateurs muni-
cipaux et des membres de la commission administrative de l'hos-
pice. Cette visite aura lieu le 5 prairial prochain à 9 heures du
matin.

Champ du repos. — L'administration, sur le rapport de l'offi-
cier public, considérant que les peuples libres se sont distingués
dans tous les temps par leur respect pour les morts et l'appareil
décent de leurs funérailles ; considérant que dans le transport des

An VI corps et leur inhumation, il s'est glissé des abus qu'il est instant
(1798) de réprimer,

Arrête ce qui suit : Le lieu de sépulture s'appellera *Champ du repos*. Une nouvelle dénomination sera gravée sur le frontispice de la porte d'entrée.

Le terrain sera divisé en six parties correspondant aux six âges de la vie, et seront ainsi ornées : 1° Enfance jusqu'à 10 ans, plants de roses ; 2° Adolescence de 10 à 20 ans, plants de lilas ; 3° Jeunesse de 20 à 30 ans, plants de cerisiers ; 4° Age viril, de 30 à 40 ans, arbres à fruits d'été ; 5° Age mûr, de 40 à 60 ans, plants d'arbres à fruits d'automne ; 6° Vieillesse de 60 ans, plants de cyprès.

Au centre du terrain sera une pyramide octogonale. Ces mots seront gravés sur la première face, correspondant à la porte d'entrée :

Silence, respect. Ici reposent les corps de vos concitoyens.

Sur la face opposée : *Les tombeaux sont la limite des deux mondes.*

Sur l'une des deux faces latérales : *La vie est l'apprentissage de la mort.*

Sur l'autre : *La mort est le commencement de l'immortalité.*

Le lieu de la sépulture doit être clos et assez large pour laisser passer les porteurs.

Deux hommes seront chargés de l'ouverture des fosses, elles seront distantes de deux pieds les unes des autres. Leur profondeur sera de trois pieds jusqu'à l'âge de cinq ans ; de quatre pieds jusqu'à l'âge de dix ans ; de cinq pieds pour tous les grands corps. Il y aura toujours deux fosses ouvertes dans chaque section. Il est défendu de faire des semailles. L'entretien des plantations sera à la charge des fossoyeurs. Ils jouiront du produit des récoltes.

Il y aura quatre porteurs dont le costume sera un manteau couvert en surtout, large, de couleur bleue, avec agrafe sur la poitrine, manches longues, parements rouges, collet rouge avec bordure blanche d'un pouce de largeur, guêtres noires, chapeau rond. Ces objets seront à la charge des fossoyeurs.

Il y aura trois draps mortuaires tricolores ; l'un pour les grands corps, l'autre pour les adolescents, le dernier pour les nouveaux nés. Ils seront fournis par la commune.

Un officier de police nommé *ad hoc* sera chargé du service de surveillance. Il aura un habit décent et sa décoration. Il veillera à ce que chaque fosse soit distante de deux pieds de sa voisine.

Signé : TENAILLE, président, ROBERT, officier public, LECONTE, CHAISNEAU et FAURAX.

REGISTRE N° 47.

Du 3 Prairial an VI au 15 Brumaire an VII (Du 22 mai 1798
au 5 novembre 1798).

3 Prairial (20 mai 1798).

Rue de la Providence. — Arrêté pris en vue de l'ouverture de la rue devant réunir la rue du Champ à la rue des Grands-Jardins, dans l'axe du portail latéral nord du temple de Saint-Etienne, et qui doit traverser des héritages appartenant aux citoyens Imbert et Bézanger. Cette rue portera le nom de rue de la Providence. L'adjudication des maisons à démolir aura lieu le 7 messidor.

Hangards dans la cour de la maison commune. — Arrêté qu'il sera édifié au fond de la cour de la maison commune, des hangards pour abriter les pompes à incendie, et les affuts des canons.

Boucherie. — Arrêté qu'il sera construit des hangards sur la place de la Fanerie pour la vente de la viande de boucherie des bouchers de la ville.

5 Prairial.

Fête des Victoires et de la Reconnaissance. — Vu la loi du 3 brumaire an IV, l'arrêté du Directoire exécutif du 20 floréal suivant l'administration arrête que la fête des Victoires et de la Reconnaissance sera célébrée dans cette commune le 10 de ce mois de la manière suivante :

La veille, à 6 heures, proclamation annonçant la fête, à la même heure sonnerie de la cloche civique pendant une demie-heure.

Le jour, à 9 heures du matin, se réuniront à la maison commune toutes les autorités, les défenseurs de la patrie, blessés, les pères et mères des défenseurs de la patrie, et cent hommes de la garde nationale.

On se portera à l'arbre de la liberté en passant par la rue de l'Horloge, la place des Fontaines, les rues de la Monnaie, Valentin, et la Porte Chantepinot.

Chants civiques et musique à l'arbre de la liberté.

Retour à la salle décadaire où il aura été élevé un monument funèbre en l'honneur de ceux qui sont morts pour la patrie. Discours d'un membre de l'administration, dans lequel il honorera particulièrement la mémoire des défenseurs de la patrie morts dans les combats, et rendra publics les traits de l'administration (*sic*) qui font distinguer la femme, native de Venise, du citoyen Marion fils, soldat français, et qui lui méritent une couronne civique que lui décernera le président de l'administration.

Retour à la maison commune par les rues Patriote, des Trois-

An VI Manteaux, Siméon, Croix-de-Pierre, Cloche-Bleue, de la Draperie
(1798) et de l'Horloge.

Le soir, à 4 heures, on se rendra au jardin public, où les jeunes gens de 12 à 20 ans seront exercés au jeu du dard. Le prix sera une médaille d'argent représentant le glorieux combat du peuple contre le tyran, aux Tuileries, le 10 août 1792.

7 Prairial.

Garde nationale, secrétaire. — Arrêté qu'il sera nommé un secrétaire, pour le service de la garde nationale, aux appointements de 600 livres.

Taxe du pain. — La taxe du pain est ainsi fixée : pain blanc, 2 sols 3 deniers ; pain bis, 1 sol 9 deniers.

11 Prairial.

Emigré, Perbal. — Le citoyen Nicolas-François Perbal, fils cadet ex chanoine d'Auxerre, déporté, en état d'émigration depuis le 11 mars 1792, par le département de la Moselle, est l'objet d'une demande de renseignements.

Fêtes nationales. — Un membre rapporte que la fête célébrée hier, l'a été conformément à la délibération de l'administration et que la médaille a été donnée au citoyen Nicolas Chollet, qui a été vainqueur au jeu de dard.

Fêtes nationales. — L'administration voulant donner un grand éclat à la fête de l'Agriculture, qui doit être célébrée le 10 messidor, nomme une commission composée des citoyens Marlot père, Robin-Peplin, Boudin, aubergiste, Jacques Maure, Vaultier, Edme Leclerc, Edme Roux, Champy, Edme Bertrand et Messigny, qui sera chargée de faire connaître à l'administration les citoyens laboureurs, vigneron et jardiniers, qui, réunissant l'habileté dans leur profession, avec le patriotisme et la probité, méritent d'être proposés en exemple.

15 Prairial.

Jury des fêtes. — Le citoyen Schmitz est appelé à remplacer le citoyen Marie comme membre du jury des fêtes.

Fêtes nationales. — Arrêté que les candidats aux chaires de l'école centrale seront invités à concourir aux fêtes par leurs discours. En conséquence les citoyens Langlet et Mathon, inscrits pour la chaire des belles-lettres, Marie Monnot et Chaisneau pour celle d'histoire naturelle prononceront des discours à la fête de l'Agriculture.

Fêtes nationales. — Invitation sera faite aux imprimeurs d'inscrire les fêtes nationales, lors de la confection du calendrier.

Fossoyeur. — Le citoyen Pougy est nommé fossoyeur.

An VI

Champ du repos. — Les dispositions suivantes sont ajoutées au (1798)
règlement du 29 floréal : « Le costume des deux fossoyeurs sera à leur charge. L'entretien des trois draps mortuaires sera à la charge des fossoyeurs. Le prix de creusement des fosses sera de 3 livres pour enfant et de 4 livres pour les autres. Le prix du transport des corps sera de 1 livre 50 pour chaque porteur.

17 Prairial.

Maisons d'humanité et de bienfaisance. — Exposé est fait de la détresse de la Maison d'humanité et de la Maison de bienfaisance. La première ne possède que 7,000 livres de revenu et doit 9,520 livres ; les fournisseurs lui refusent tout crédit ; d'autre part le gouvernement lui redoit 38,878 livres. La seconde n'a que 1,000 livres de revenu et doit 13,600 livres. L'administration arrête que la députation de l'Yonne sera priée de demander au gouvernement ce qu'il doit, autrement c'en est fait de la Maison d'humanité.

19 Prairial.

Théophilanthropes. — Les citoyens Louis Fontaine, Jean-Baptiste Laporte et Antoine Pouchard, ministres du culte théophilanthropique prêtent serment de haine à la royauté et à l'anarchie conformément à l'article 25 de la loi du 19 fructidor an V, et déclarent choisir le temple de Saint-Etienne pour y exercer leur culte.

Fête de l'Agriculture. — Vu le procès-verbal de la commission d'agriculteurs nommés pour désigner à l'administration les cultivateurs les plus recommandables, il est arrêté que les citoyens Marlot père, Pierre Petit, vigneron, et Edme Bertrand, jardinier, seront proclamés dans la cérémonie de la fête de l'Agriculture, et seront placés à côté du président, et que les citoyens Moreau père, Guérin, Delinon, Colinot, Bidault, Petit Jean, laboureurs ; Edme Leclerc, Edme Roux, Antoine Pidoux, Drillon, Cercueil, Milleriot et Bidault père, vigneron ; Hornet père, Messigny, Butté, Guyard, Bréchet et Ségault, jardiniers, seront choisis pour former le groupe des cultivateurs qui devra précéder la charrue.

23 Prairial.

Fêtes nationales, cessation de tout travail. — Présents : les citoyens Tenaille, président, Edme Faurax, Louis Fontaine, Leconte et Chaisneau, administrateurs, Defrance, commissaire du pouvoir exécutif, Faultrier, secrétaire en chef.

Sur le rapport d'un membre que par une fausse interprétation de l'article 2 de sa délibération du 13 ventôse dernier, plusieurs

An VI
(1798)

marchands et autres croient : 1° Que la défense d'étaler ne s'étend pas jusqu'à l'interdiction d'étaler au dedans de leurs fenêtres, pour exposer ainsi en vente leurs marchandises ; 2° Et que la défense faite à tout ouvrier, de se livrer à un travail extérieur, ne concerne pas les citoyens, hommes ou femmes, qui, sur leurs portes, devant leurs maisons et sans embarrasser la voie publique veulent se livrer à des travaux manuels.

L'administration, considérant que la prétention dont elle est informée ne peut prendre sa source que dans l'éloignement des individus qui l'élèvent, pour les institutions républicaines, qu'en tout cas son effet cause un véritable scandale qu'il est du devoir de l'administration d'arrêter par des dispositions précises, qui mettent à même de poursuivre ces individus si, après les leur avoir fait connaître, ils continuent leurs pratiques anti-sociales.

Arrêté que l'article suivant demeure substitué à l'article 2 : les jours de décadis et de fêtes nationales, il est défendu à tous marchands d'étaler soit en dehors, soit en dedans de sa boutique et même d'ouvrir les jours de sa boutique, s'ils peuvent laisser voir les marchandises de leur commerce. Il est également défendu à tous les citoyens de se livrer sur leurs portes ou devant leurs maisons à aucun travail manuel qui puisse être vu ; le tout à peine d'être traduit devant la police.

29 Prairial.

Employés, Savatier. — L'administration considérant que le travail pénible que nécessite la place d'employé pour la partie militaire ne convient plus au citoyen Savatier, qui l'occupe à cause de son âge, arrête qu'il sera remplacé et que le citoyen Savatier sera informé de cette disposition ; sauf à saisir l'occasion de récompenser son zèle dans un autre emploi moins fatigant.

1^{er} Messidor (19 juin 1798).

Garde nationale, secrétaire. — Arrêté que le citoyen Joseph Planchenot est nommé secrétaire de la garde nationale. Il accepte et prête serment.

Ecoles primaires. — Arrêté que les instituteurs recevront directement des parents des élèves la contribution d'étude, qui, d'après le règlement du 17 pluviôse dernier, devait être versée à la caisse de la commune. Les rapports qui en résulteront entre les parents et les maîtres permettront à ces derniers de s'entretenir des progrès des enfants et de leur conduite.

5 Messidor.

Fête de l'Agriculture. — Programme de la fête de l'Agriculture, qui sera célébrée le 10 messidor.

Il sera préparé un char surmonté d'une statue de la Liberté, tenant d'une main une corne d'abondance et de l'autre une pique. Le char sera attelé de deux chevaux ornés de feuillages. Quatre jeunes enfants de l'âge de douze ans y seront placés, dont deux de l'école centrale, deux des écoles primaires. Ils seront vêtus de blanc portant l'un une faux à la main et sur sa tête une couronne de fleurs de prairies, ainsi qu'une guirlande des mêmes fleurs à son habit. Le second, une faucille à la main, sur sa tête une couronne d'épis et une même guirlande sur son habit. Le troisième, une pioche à la main et sur sa tête une couronne de pampres verts et une même guirlande sur son habit. Le quatrième, une bêche à la main, sur sa tête une couronne de fleurs de jardin et une même guirlande sur son habit.

Les instruments d'agriculture seront ornés d'un ruban tricolore flottant.

Il sera choisi 24 cultivateurs parmi les plus anciens du canton et recommandables par la constance et le succès de leurs travaux pour assister avec leurs femmes et leurs enfants à la fête. Les 24 laboureurs tiendront d'une main un des ustensiles de labourage et de l'autre un bouquet d'épis et de fleurs. Les chapeaux seront ornés de feuillages et de rubans tricolores ainsi que tous les instruments d'agriculture.

A quelques pas, devant l'autel de la patrie, la charrue ornée de feuillages et de fleurs sera trainée par deux bœufs parés aussi des mêmes ornements.

Le char suivra la charrue ainsi que le groupe des 24 laboureurs suivi des autorités constituées.

La charrue, le char et l'autel de la patrie se trouveront dans la cour du Département à huit heures précises du matin et seront conduits immédiatement dans toute la tournée devant les administrations.

La fête commencera à 9 heures du matin, toutes les autorités constituées, ainsi que tous les cultivateurs et musiciens seront invités par lettre d'y assister.

Le commandant de la garde nationale sédentaire sera requis de commander toute la garde et de se trouver en armes et en grande tenue à huit heures très précises du matin place de la Fraternité.

Les autorités constituées, l'administration du Département, se rendront sur la place de la Fraternité à 9 heures très précises ; d'où le cortège se portera hors de la ville dans l'ordre ci-après :

- 1° Un détachement de gendarmerie ;
- 2° Les tambours ;
- 3° La musique ;

An VI

(1798)

- 4° La garde nationale sédentaire ;
 - 5° Les militaires blessés ;
 - 6° Le groupe des femmes et des enfants des laboureurs ;
 - 7° Les 24 laboureurs ;
 - 8° La charrue attelée de deux bœufs ;
 - 9° Le char attelé de deux chevaux ;
 - 10° L'autel de la patrie ;
 - 11° A droite de l'administration centrale les tribunaux civils et criminels, les fonctionnaires non magistrats, le jury d'instruction publique et l'école centrale. } Environnés de vétérans
 - 12° A gauche de l'administration centrale le jury des fêtes, les tribunaux de paix et de commerce, les écoles primaires, les enfants de l'hospice. } Environnés de vétérans et de troupes de ligne
 - 13° Au milieu les citoyens ;
 - 14° Pour clôture un détachement de cavalerie.
- Le cortège ainsi ordonné prendra sa marche pour sortir de la ville.

En partant de la place de la Fraternité, il passera par les rues de la Fraternité, de la Maison-Fort, de Paris (Joubert), du Grand Renard, du puits des Juifs, Valentin, de la Monnaie, des Belles-Filles, place des Fontaines, porte du Temple, fera le tour de l'arbre de la Liberté, auprès duquel on fera une station. On remontera sur la promenade de la porte d'Egleny, près de laquelle, et attendant le chemin de Saint-Georges, se trouve le champ dont l'administration aura pu disposer.

Etant arrivé au dit champ sans que le cortège se dérange, le président de l'administration municipale prononcera un discours analogue à la circonstance. Après ce discours, les laboureurs se mêleront parmi les citoyens armés et à un signal donné par le président de l'administration centrale, ils feront l'échange momentané des ustensiles de labourage contre les fusils. Ensuite au son des fanfares et des hymnes le président de l'administration municipale enfoncera dans la terre le soc de la charrue et commencera un sillon.

Lorsqu'il aura fini, les laboureurs rendront les fusils ornés d'épis et de fleurs et reprendront les ustensiles au bout desquels flotteront des rubans tricolores.

Ensuite le cortège reprendra sa marche pour se rendre à la salle des fêtes décadaires par les rues d'Egleny, de la Liberté, du Poncelot et Patriote.

Arrivés à la salle décadaire, les autorités constituées et les fonctionnaires publics prendront leurs places.

Il sera établi une estrade devant le bureau sur laquelle seront placés les trois citoyens agriculteurs choisis ainsi que les quatre jeunes garçons ornés des attributs de l'agriculture. An VI
(1798)

Tout le monde étant placé, on ouvrira la séance par l'invocation à la liberté, ensuite les orateurs auront successivement la parole.

Les trois agriculteurs choisis seront couronnés par les présidents au son des fanfares.

La séance finie, le cortège reprendra sa marche dans le même ordre pour se rendre au Département. Il suivra la rue Patriote, traversera celle des Ecoles primaires, des Trois-Manteaux, Saint-Siméon, Croix-de-Pierre, la Cloche-Bleue, la Draperie, de l'Horloge, place de la Maison commune, la rue et la place de la Fraternité et du Département.

Le soir, à 4 heures précises, il y aura au Jardin national jeu de cible et danses.

Il ne sera admis au concours que les citoyens qui sont inscrits au registre de la garde nationale et qui ont fait régulièrement le service ordinaire. Ceux-là seuls auront le droit de se faire enregistrer pendant le cours de la décade jusqu'au nonidi soir au secrétariat de la Maison commune et s'y rendront le jour de la fête à quatre heures du soir, afin de se trouver à l'appel nominal qui en sera fait et de suite accompagner l'administration municipale au Jardin national.

Les commandants de la gendarmerie, de la cavalerie, des vétérans et d'infanterie en activité et en station dans la commune seront invités à choisir et à envoyer un citoyen militaire de chaque arme à 4 heures du soir, à la Maison commune, pour participer au jeu de la cible. Le prix du vainqueur sera une médaille d'argent dédiée au bon vieillard et à la bonne fille.

Puits de la Croix de pierre. — Arrêté que le puits de la Croix de pierre sera fermé et que la margelle sera déposée à la Maison commune.

Socle de la croix de Saint-Amatre. — Arrêté que le socle de la croix du faubourg Amatre qui est dans le Jardin national, sera placé devant l'arbre de la Liberté.

7 Messidor.

Dénomination de rues. — Arrêté que la rue Notre-Dame s'appellera rue de la Fraternité et la rue du Puits-des-Dames, rue du Puits des Patriotes.

11 Messidor.

Fêtes nationales. — Un membre informe l'administration que le prix de la cible a été gagné par le citoyen Michel Mutelet, receveur des coches d'eau.

An VI

13 Messidor.

(1798)

Instituteurs primaires, démission. — Le citoyen Amé père, instituteur primaire écrit à l'administration qu'il donne sa démission.

Maison de bienfaisance. — Sur le rapport d'une pétition du citoyen Champeau, directeur et économiste de la Maison de bienfaisance tendant à ce que son traitement soit fixé, l'administration émet l'avis que la commission administrative de cette maison lui donne un traitement annuel de 1,000 livres en considération des services que la femme et la fille dudit Champeau rendent à la maison.

15 Messidor.

Écoles primaires, Denouh. — Le citoyen Jean-Louis Denouh, instituteur particulier demande une place d'instituteur communal et aussi un certificat de civisme. Il est renvoyé au secrétariat pour faire son inscription.

17 Messidor.

Taxe d'entretien des routes. — Arrêté relatif au fonctionnement de la barrière pour le péage dont le produit doit être consacré à l'entretien des grandes routes. Cette barrière doit être établie au pont et fonctionnera le 21 de ce mois.

19 Messidor.

Taxe d'entretien des routes. — Arrêté que le poste de la porte du Pont devra prêter main forte pour la perception du péage des routes.

21 Messidor.

Émigrés. — Lecture de l'arrêté du ministre de la police générale du 27 prairial relatif à la liste des émigrés le citoyen Joseph-Marie Closet, ex-chanoine.

Écoles primaires, Denouh. — Vu le procès-verbal du 15 de ce mois du jury d'instruction, qui reconnaît au citoyen Denouh les talents nécessaires pour enseigner. Considérant qu'il justifie de son civisme et de sa moralité, il est arrêté que le citoyen Denouh sera proposé au Département pour être instituteur primaire de la deuxième division, composée des élèves qui ont déjà reçu les premiers éléments de la lecture et de l'écriture.

Surveillance des étrangers. — En vertu d'un ordre de ce jour du Département, il est arrêté qu'un poste de garde nationale sera établi sur le champ devant la Maison de bienfaisance pour la surveillance des étrangers et que les membres de l'administration, escortés de gardes nationaux, feront de suite la visite des lieux publics.

Fête du 14 juillet. — Programme de la fête du 14 juillet qui sera célébrée le 26 messidor. An VI
(1798)

Il sera préparé un char portant l'image de la Bastille, qui sera conduite en triomphe. Il contiendra plusieurs militaires blessés, qui représenteront les vainqueurs de la Bastille. Ils tiendront chacun à la main un petit drapeau et seront environnés de trophées d'armes, ornés de feuillages de chêne. A la salle décadraire un vaisseau de guerre sera suspendu à la voûte, figurant la victoire de l'armée navale et la prise de Malte par le général *Bonaparte*. La salle sera de plus ornée de trophées d'armes, de drapeaux et de feuillages de chêne.

La veille, sonnerie de la cloche civique et salves d'artillerie. Le matin de la fête, tir du canon à la pointe du jour. A huit heures, réunion des autorités au Département et de la troupe, place de la Fraternité.

Ordre de la marche : Un détachement de gendarmerie, les canons, le char de la Bastille, les tambours, la musique, un peloton de garde nationale, les militaires blessés, l'administration centrale, l'administration municipale, le jury des fêtes, le tribunal civil, le tribunal criminel, le tribunal correctionnel, les tribunaux de paix et de commerce, les fonctionnaires non magistrats, le jury et l'école centrale, le jury et les écoles primaires, les enfants des hospices, les citoyens, la garde nationale et les vétérans suivront, le cortège sera fermé par des troupes à cheval.

Le cortège partira de la place de la Fraternité et passera rues de la Fraternité, de l'Horloge et du Temple. Arrivé à l'esplanade, station à l'arbre de la Liberté, chant d'un hymne ; retour par la promenade d'Eglény, la porte de Paris, les rues Siméon, des Trois-Manteaux et Patriote. Le cortège arrivé à la salle décadraire, l'image de la Bastille sera déposée devant le bureau du président. Des discours seront prononcés. Enfin retour au Département.

Le soir, à cinq heures, évolutions militaires, tir du canon, danses.

Religieuses. — Se présentent les citoyennes Briottet, ex-sœur converse bénédictine, qui a prêté serment le 2 octobre 1792 ; Jeanne-Catherine Dartois, ex-sœur converse ursuline, qui a prêté serment le 29 septembre 1792 ; Jeanne Davau, ex-sœur converse bernardine, qui a prêté serment le 28 pluviôse an II ; Madeleine Moreau, ex-sœur converse bernardine, qui a prêté serment le 28 septembre 1792 et Agathe Voillié, ex-religieuse bénédictine qui a prêté le serment le 28 octobre 1792. Toutes déclarent ne pas rétracter leur serment.

Sc. hist.

31

An VI

22 Messidor.

(1798)

Visites domiciliaires. — En exécution d'une lettre du Département de ce jour, l'administration décide que des visites domiciliaires seront faites demain, au lever du soleil, dans les maisons des citoyens Lenfernat, Marnet, Marcellot, ancien notaire, Nombret, Américain et Perrette. L'administration se partagera pour les faire. Exprès sera envoyé de suite au président de l'administration, à sa campagne, afin qu'il revienne.

23 Messidor.

SÉANCE A 3 HEURES DU MATIN.

Visites domiciliaires. — Le président n'est pas revenu de sa campagne. Deux commissaires de police le remplaceront. L'administration s'étant répartie les maisons à visiter, se sépare à 4 heures pour procéder de suite aux visites.

Réunion de l'administration à 7 heures du matin. — Les visites domiciliaires ont été sans résultat, aucune des personnes recherchées n'a été trouvée. La maison Lemuet est même vide de tout habitant.

Calendrier républicain. — Par ordre du Département, invitation formelle est faite à Baillif, imprimeur, de n'imprimer d'autre calendrier que le calendrier républicain.

27 Messidor.

Pont. — Le pont de la commune ayant besoin d'urgentes réparations, pour en éviter le dépérissement, le Département sera prié d'y aviser.

29 Messidor.

Écoles particulières. — En vertu d'un arrêté du Directoire exécutif du 17 pluviôse dernier, les écoles particulières tenues par les citoyens Hubert Pinon, Derode et la citoyenne Lavau sont fermées. attendu que ces écoles perpétuent les anciens usages, ferment les dimanches et que les maîtres cherchent à inspirer aux élèves la haine des institutions républicaines et qu'un exemple aussi dangereux peut jeter le découragement parmi les instituteurs attachés à leurs fonctions.

2 Thermidor (19 juillet 1798).

Inventaires dans les édifices religieux. — Vu une lettre du Département du 2 de ce mois, qui ordonne la visite et l'inventaire du mobilier national des édifices religieux; sont commis pour procéder à cette opération : les citoyens Fontaine pour Notre-Dame-la-d'Hors, Robert pour Saint-Etienne, Lecomte pour Saint-Eusèbe et Chaisneau pour Saint-Pierre.

Instituteurs primaires, Denouh. — Le citoyen Jean-Louis Denouh, présenté par la commune pour être instituteur public est agréé par le Département. Il prête serment de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III. An VI
(1798)

4 Thermidor.

Hospices. — Vu une lettre de la commission administrative des hospices sur l'urgente nécessité de venir à leur secours, il est arrêté que l'administration se transportera de suite dans lesdits hospices, pour en constater la situation.

5 Thermidor.

Employés. — Le citoyen Cléas Boyard, surnuméraire depuis plusieurs mois, est nommé employé dans les bureaux de l'administration.

Hospices. — Vu le procès-verbal de visite desdits hospices, il est arrêté que ce procès-verbal sera adressé de suite au Département avec prière instante de venir au secours desdits hospices.

Visites domiciliaires. — L'administration charge le citoyen Lecomte, de faire demain matin une visite domiciliaire dans le ci-devant presbytère de Saint-Eusèbe où demeurent les citoyens Ducret et Gascogne et d'y rechercher certains individus, et des armes s'il y en a.

7 Thermidor.

Visite domiciliaire. — Arrêté que le procès-verbal de la visite au presbytère de Saint-Eusèbe dressé par le citoyen Lecomte sera envoyé au Département.

Fêtes nationales. — Arrêté qu'après concert entre le Département et l'administration, il y aura, à l'occasion de la fête des 9 et 10 thermidor, le 10, trois courses à pied avec trois prix. Le premier sera une médaille d'argent dédiée à la Nation, donnée par la commune ; le deuxième, une petite veste de coureur et le troisième une paire de gants de daim, et dans l'après-midi du 10, un jeu d'adresse qui consistera à grimper au haut d'un arbre ou pièce de bois savonné.

13 Thermidor.

Fêtes nationales. — Le jury des fêtes rapporte qu'à la fête du 9, le premier prix de la course à pied a été gagné par le citoyen Théodore Rathier, le deuxième, par le citoyen Laplate, âgé de 19 ans, employé au Département et le troisième par le citoyen Jacques Ansel, âgé de 19 ans. Le prix d'adresse a été gagné par le citoyen Dussaussoir, chasseur au bataillon en station de la commune.

An VI

15 Thermidor.

(1798) *Cloches.* — En exécution d'un arrêté du Département du 2 courant, la descente de toutes les cloches existant dans la commune, aura lieu à la réserve d'une seule. Il est rappelé que l'unique cloche de la commune est dans l'édifice de Saint-Etienne. Celles qui peuvent exister dans les trois autres églises seront descendues et déposées dans les magasins de la commune.

Militaires en retard de rejoindre. — Arrêté, vu le réquisitoire du commissaire du pouvoir exécutif, qu'il sera établi une force armée suffisante dans les maisons connues pour receler les citoyens Claude et Simon Guignier, Pouillot et Simon Gravereau, tous défenseurs de sa patrie et y être maintenue jusqu'à leur départ.

17 Thermidor.

Militaires en retard. — Les citoyens Claude Guignier et Pouillot, défenseurs de la patrie, ayant été arrêtés, les militaires placés chez leurs parents en seront retirés. Un vétéran sera placé demain dans la maison qui recèle Simon Guignier.

19 Thermidor.

Boutiques sur le pont. — Arrêté que les boutiques et étalages de marchandises faits sur le pont, au moyen de tables, bancs ou tréteaux devront disparaître, attendu qu'elles gênent le service des postes militaires. (Le principal étalagiste était un nommé Jean Dumoulin).

20 Thermidor.

Fêtes nationales. — L'administration, considérant que l'anniversaire de la chute du trône au 10 août est une des époques les plus intéressantes de la Révolution, arrête que cette fête qui tombe le 23 de ce mois, sera célébrée avec pompe et que, en exécution de la loi nouvelle du corps législatif, qui ordonne aux citoyens de cesser leurs travaux les décadis et fêtes nationales, le marché du 23 aura lieu le 24.

21 Thermidor.

Emigré, Chapuy. — Arrêté que information sera faite au sujet de Jean-Claude Chapuy, horloger de la commune, et Elisabeth Vennevaut, sa femme, portés sur la liste des émigrés de la Côte-d'Or le 3 octobre 1793, en état d'émigration.

Sage-femme. — La citoyenne Louise Guillemain, femme de Louis Tissier, demande à exercer en cette commune l'art de l'accouchement.

23 Thermidor.

Galleries de la Maison d'humanité. — Arrêté que l'architecte de

la commune visitera les galeries de la Maison d'humanité, qui **An VI**
servent à la tenue des foires et qui menacent d'une chute pro- (1798)
chaine malgré les étais qui ont été mis.

27 Thermidor.

Serments. — Se sont présentés et ont dit n'avoir pas retracté le serment fait à la liberté et à l'égalité, exigé par la loi du 14 août 1792 et dont il a été pris acte : Henri Chaisneau, ex-religieux bénédictin à Molesme ; Jacques-Romain Chertier, musicien de la ci-devant cathédrale ; Marie-Anne Badenier, ex-religieuse bénédictine à Auxerre ; Louise Bourdillat, ex-ursuline à Cravan ; Edmée Cadou, ex-tourière à Auxerre ; Marie-Anne Camel, ex-ursuline à Gournay ; Marie-Madeleine-Charlotte-Louise Dufaure, ci-devant bernardine à Auxerre ; Françoise-Jeanne Dumanchin, ex-bénédictine à Foissy-lez-Troyes ; Catherine Laloge, ex-tourière des Ursulines d'Auxerre ; Anne Lenfernat et Madeleine Lenfernat sœurs, ex-ursulines à Auxerre ; Marie-Anne Luzeau, ex-converse des Visitandines d'Auxerre ; Bienvenue Robinet, ex-visitandine d'Auxerre.

Eglises. — Les ministres du culte catholique, Ducret et Gascogne exerçant à Saint-Eusèbe étant absents et aucun autre ne se présentant, l'administration décide que l'église sera fermée et que les dépositaires des clefs de l'église, les citoyens Frémy et Barjot seront tenus de les garder sans ouvrir l'église. Le 2 fructidor il sera fait recolement du mobilier, qui sera transporté dans les magasins de la commune, si aucun ministre du culte ne se présente. Frémy et Barjot rendront alors les clefs et seront déchargés de toute responsabilité.

Galeries de la Maison d'humanité. — Le rapport demandé à l'architecte de la commune sur l'état des galeries de la Maison d'humanité, constate qu'il y a danger de tenir la foire dans ces galeries. Elles seront étayées pendant la foire prochaine ; ensuite la foire continuera à se tenir, comme de tout temps dans l'emplacement de la Maison d'humanité, sauf à cette maison à faire de nouvelles constructions.

École particulière. — La citoyenne Anne Lenfernat se présente, elle déclare qu'elle vient d'ouvrir une école particulière pour externes et qu'elle se conformera aux lois de la République sur l'enseignement et n'inspirera à ses élèves que des principes républicains. Elle prête serment.

28 Thermidor.

Jours de repos. — Arrêté que l'administration proclamera elle-même, dans tous les carrefours, avec escorte de 200 hommes de la

An VI
(1798)

garde nationale, la loi du 17 thermidor sur les jours de repos ordonnés par le calendrier républicain.

Fêtes catholiques. — Arrêté que seront traduits devant le tribunal compétent les citoyens : Jobart, Laplate, Dubaux, Gelot, Chopin le jeune, Pinon père et fils, tous musiciens, pour avoir parcouru la nuit dernière (fête de l'Assomption) les rues de la commune, en troublant la tranquillité par le son de leurs instruments, donnant des sérénades à des individus qui s'honorent de leur fanatisme et de leur superstition.

Porte Saint-Vigile où Française. — Pétition de plusieurs habitants demandant l'autorisation de faire passer leurs voitures par la porte Française.

1^{er} Fructidor (18 août 1798).

Eglise Notre-Dame-la-d'Hors. — L'administration prend à l'égard de l'église Notre-Dame-la-d'Hors, où il y a vacance d'ecclésiastique la même mesure qu'elle a prise pour l'église Saint-Eusèbe, l'église sera fermée. Le mobilier après avoir été inventorié, sera déposé dans les magasins de la commune si aucun ministre du culte ne se présente. Le citoyen Gallard est nommé dépositaire des clefs.

Emigrés, Sisson. — Les scellés apposés sur les meubles du citoyen Sisson, ancien directeur de la régie nationale, inscrit sur la liste des émigrés, sont levés.

Rapport de l'arrêté contre les musiciens. — Arrêté que la mesure prise le 28 thermidor de traduire devant le tribunal compétent les musiciens qui se sont promenés la nuit, en faisant des sérénades est rapporté, attendu que enquête faite, il est prouvé qu'ils ont joué dans leur maison; qu'ils se sont rendus ensuite à l'arbre de la liberté, où ils ont joué des airs patriotiques et finalement, en témoignage de leur attachement pour le citoyen Jobart leur chef, qu'ils l'ont reconduit à son domicile au son des instruments. Ils seront invités à être plus circonspects à l'avenir et à ne jamais sortir sans autorisation municipale.

5 Fructidor.

Horloge. — Décidé que l'on fera à l'horloge les réparations urgentes depuis longtemps spécifiées, s'élevant à 500 livres.

Employés de la commune. — Les citoyens Langlet et Girard donnent leur démission d'employés de la commune. Ils sont remplacés par les citoyens Pichat père et Couillaut, qui acceptent et prêtent serment.

7 Fructidor.

An VI

(1798)

Fête des vieillards. — Les citoyens Boivin père et Pierre Métral sont désignés pour être couronnés à la fête des vieillards, qui aura lieu le 10 de ce mois. Il y aura ce jour-là tir à l'oiseau. Le prix sera une médaille d'argent.

Ecoles primaires, démission. — Le citoyen Sevestre, instituteur de la commune, donne sa démission.

Puits. — Arrêté que le puits de la cour Guinois, qui est d'une grande utilité pour le quartier de la Croix de pierre sera réparé.

Administrateur, démission. — Le citoyen Chaisneau, administrateur, écrit qu'il donne sa démission. L'administration n'étant plus en nombre suffisant pour délibérer lève la séance.

11 Fructidor.

Galleries de la Maison d'humanité. — L'administration, considérant qu'il a été reconnu que les galleries sont dans un état de vétusté tel que l'usage ne peut en avoir lieu sans danger, déclare approuver la délibération de la commission des hospices du 22 thermidor, laquelle, en vue de conserver à la maison le revenu des foires, ferait construire de nouvelles galleries par le citoyen Heintz, entrepreneur, qui demande pour son paiement la jouissance de ces galleries pendant 12 ans.

15 Fructidor.

Calendrier républicain. — Décidé que le nouvel arrêté de l'administration centrale du 6 de ce mois, la loi du 17 thermidor et l'arrêté du Directoire du Conseil exécutif du 18 concernant le calendrier républicain seront proclamés solennellement et affichés dans tous les lieux accoutumés.

17 Fructidor.

Fêtes religieuses. — Arrêté que le procès-verbal des commissaires de police, dressé hier à l'occasion d'un office religieux, en l'honneur de Saint-Fiacre, par les mariniers et les jardiniers sera conservé aux archives.

19 Fructidor.

Présents : L. Fontaine, président, Edme Faurax, Robert, Petit-Salomon et Lecomte, administrateurs.

Temple Saint-Étienne. — Ouï le rapport d'un de ses membres et le commissaire du Directoire exécutif entendu ;

« L'administration considérant que le législateur, en instituant des fêtes nationales et publiques, n'a eu d'autre but que de présenter au peuple des spectacles propres à nourrir dans son âme le

An VI feu sacré de la liberté et à resserrer entre tous les citoyens les
(1798) liens de la fraternité civile et de l'égalité politique ;

« Considérant que l'attention du législateur ne sera parfaitement remplie que lorsque ces fêtes si intéressantes et si instructives, soit par les grands souvenirs qu'elles nous rappellent, soit par les grands exemples qu'elles nous préparent, seront célébrées dans des édifices assez vastes pour contenir la totalité des citoyens ;

« Considérant enfin que le local affecté jusqu'ici à la célébration des fêtes publiques est évidemment trop étroit ; qu'il est prouvé par l'expérience qu'il ne peut recevoir dans son enceinte qu'une très petite partie des citoyens et que le temple dit Etienne est le seul qui, par sa position et son étendue, réunisse tous les avantages désirés ;

Arrête ce qui suit :

« Le temple dit Etienne demeure uniquement consacré à la célébration des fêtes nationales et publiques. Il se nommera *le temple de la Fraternité*.

« Article 2. — A la notification du présent les dépositaires des clefs seront tenus de les remettre sans délai au secrétariat de l'administration municipale.

« Le présent arrêté sera envoyé à l'homologation du Département ».

21 Fructidor.

Ecoles primaires, prix. — Arrêté qu'il sera fait un examen, dans cette décade, des élèves des écoles primaires, et que la distribution des prix aura lieu le 30 de ce mois.

23 Fructidor.

Taxe de la viande. — Le prix de la livre de viande est fixée à 5 sols. Il est fait défense, sous peine d'amende, de vendre au-dessus du cours, et d'étaler de la viande sur la voie publique les jours où il n'y a pas de marchés.

Vendanges. — Nomination de trente experts qui se transporteront sur le territoire divisé en dix sections pour la visite des vignes, et la fixation du ban de vendanges.

25 Fructidor.

Taxe du pain. — Un membre dit que le blé étant à très bas prix, il fallait diminuer le prix du pain. Arrêté en conséquence que le pain blanc sera taxé à 2 sols et le pain bis à 1 sol 6 deniers.

Apothicaires, Méral. — « Un membre dit que le citoyen Méral jeune, avait ouvert une boutique d'apothicaire sans s'être fait interroger par les gens de l'art, et que jusqu'à sa réception il

fallait lui faire fermer sa boutique. D'après ces observations le citoyen Mérat a été mandé pour lui en faire part. Ce dernier a répondu qu'il ferait tout ce que l'administration lui ordonnerait, a demandé à être interrogé et que l'administration fit venir des apothicaires d'Auxerre ou d'autres pays; qu'il payerait leurs voyages et séjour, et qu'il était prêt à subir leur interrogatoire. L'administration arrête qu'il sera écrit au citoyen, apothicaire à Avallon, et au citoyen, apothicaire à Joigny, pour se transporter à Auxerre, afin de faire subir au citoyen Mérat l'examen concernant son état d'apothicaire ».

An VI
(1798)

27 Fructidor.

Temple Saint-Etienne. — L'arrêté de fermeture du temple dit de Saint-Etienne a été homologué le 19 par le Département; en conséquence l'administration ordonne que son arrêté sera notifié au citoyen Gagneux, ministre du culte catholique, par deux administrateurs qui se feront rendre les clefs de l'édifice.

29 Fructidor.

Culte théophilanthropique. — La direction du culte théophilanthropique est autorisée à prendre possession de l'édifice dit Saint-Eusèbe, pour y exercer son culte. Il est donné acte au citoyen Robert, administrateur, ministre de ce culte, de sa déclaration d'y faire les fonctions du culte. Les théophilanthropes sont autorisés à enlever les objets qu'ils ont à Etienne.

Fête de la fondation de la République. — Programme de la fête du 1^{er} vendémiaire, anniversaire de la fondation de la République. Elle sera célébrée en cette commune avec la pompe et l'éclat dont elle est susceptible de la part de vrais républicains.

La veille, salve d'artillerie et sonnerie de la cloche civique, les tambours battront le Premier.

Le jour, à 6 heures du matin, salve d'artillerie, les tambours battront l'assemblée. A 7 heures et demie, rappel et sonnerie de la cloche civique.

A 8 heures, réunion, au Département, des autorités qui se rendront, escortées par la force armée, à l'arbre de la liberté, en passant par les rues de l'Horloge et du Temple. Station à l'arbre de la liberté avec musique et chants d'airs patriotiques.

Départ pour le temple de la Fraternité, en passant par la porte Chantepinot, les rues Valentin, du Grand-Renard, petite rue de Paris, de la Maison-Fort.

Dans le temple, discours. Ensuite des prix seront décernés aux meilleures compositions littéraires.

A midi, salve d'artillerie. A 3 heures et demie, les autorités,

AN VII (1798) escortées de la force armée, se rendront de la maison commune au jardin national, où se fera le tir de l'oiseau. Des danses auront lieu jusqu'à la nuit.

A 8 heures du soir, tir d'un feu d'artifice sur la place de la Fraternité « et à l'instant où il finira les portes du temple s'ouvriront et le bal civique commencera ».

Illumination des édifices publics.

Emigrés, Lemuet. — Demande en radiation de la liste des émigrés est faite par le citoyen Joseph-Antoine Lemuet, dit Bellombre, domicilié à Auxerre, prévenu d'émigration par le département de la Côte-d'Or. Arrêté qu'il sera fait une enquête à ce sujet.

JOURS COMPLÉMENTAIRES

(Du 17 au 21 septembre 1798).

1^{er}

Vendanges. — Fixation au 3 vendémiaire, an VII, du ban de vendanges. Défense est faite de vendanger avant cette époque et de grappiller plus tôt que 15 jours après l'ouverture de la vendange, à peine de 100 livres d'amende.

3^e JOUR.

Écoles primaires, prix. — Rapport est fait de la distribution des récompenses, aux élèves des écoles primaires, qui a eu lieu hier. Les noms des lauréats se trouvent reproduits au procès-verbal.

AN VII

3 Vendémiaire (22 Septembre 1798).

Administrateurs. — Les administrateurs élisent en remplacement du citoyen Chaisneau, démissionnaire, le citoyen Antoine-Charles Sochet, homme de loi et garde-magasin du timbre.

5 Vendémiaire.

École polytechnique. — Le concours pour l'école polytechnique devant avoir lieu le 15 brumaire, une salle sera aménagée dans le bâtiment des Bernardines. L'administration assistera à la première séance et le citoyen Fontaine, administrateur, prononcera un discours sur l'importance du bienfait national qui est offert aux concurrents. Les candidats devront se faire inscrire au secrétariat.

9 Vendémiaire.

Conscription militaire. — Proclamation solennelle sera faite par un administrateur, escorté de la force armée, de la loi du 19 fructidor an VI, sur la conscription militaire qui met 200,000 défenseurs conscrits en activité de service.

Promesse de fusils par le citoyen Lepelletier. — Arrêté qu'il sera écrit au citoyen Dewet, époux de la fille de Louis-Michel Lepelletier, pour lui rappeler la promesse qu'a faite son beau-père, à la commune, le 11 septembre 1792, de lui fournir ou payer 100 fusils pour la garde nationale d'Auxerre. An VII
(1798)

15 Vendémiaire.

Prisons. — Arrêté, sur le rapport de l'administrateur constatant l'état actuel des prisons d'Auxerre, qu'une expédition de ce procès-verbal sera transmis au gouvernement, afin de solliciter de lui un autre état de choses dans les prisons et arrêter les crimes et les désordres qui s'y commettent.

17 Vendémiaire.

Scellés, Payart. — Arrêté que le citoyen Petit, administrateur, sera chargé d'apposer les scellés sur les meubles du citoyen Payart, ministre du culte catholique, condamné à la déportation par arrêté du Directoire exécutif.

19 Vendémiaire.

Administrateurs. — Le citoyen Sochet, administrateur, prête serment.

Sequestre Gagneux. — Réception d'un arrêté du Département, de ce jour, ordonnant le sequestre des biens du citoyen Gagneux, ministre du culte en cette commune, condamné à la déportation par arrêté du Directoire exécutif du 11 de ce mois.

Taxe du pain. — Vu les mercuriales, la taxe du pain est ainsi établie : pain blanc, 2 sols 3 deniers ; pain bis, 1 sol 9 deniers.

23 Vendémiaire.

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Le citoyen Payart, ministre du culte à Saint-Pierre, est en fuite, les deux autres prêtres, Hulleu et Morel, qui y exercent, viennent de déclarer qu'ils cessent leurs fonctions. Aucun prêtre ne se présente pour déclarer qu'il veut exercer le culte dans cette église. En conséquence il est arrêté que l'église est fermée et que le dépositaire des clefs, le citoyen Gervais, épiciier, devra tenir l'église fermée, que recolement sera fait du mobilier qui sera déposé dans les magasins de la commune, et que s'il ne se présente personne pour y exercer le culte, ledit Gervais sera tenu de les rendre.

Hospice d'humanité. — Arrêté que la maison d'humanité est autorisée à vendre aux propriétaires riverains le terrain situé en dehors des galeries, lequel terrain sert pour l'exercice du tour d'échelle ; sous la condition que lesdits propriétaires entretien-

An VII dront à perpétuité ce mur, tant en dedans qu'en dehors, le recons-
(1798) truiront au besoin ; la maison d'humanité conservant cependant son droit de mitoyenneté.

Culte théophilanthropique. — Le citoyen Louis Fontaine, ministre du culte théophilanthropique, déclare choisir pour y exercer son ministère l'édifice dit de Saint-Eusèbe.

25 Vendémiaire.

Conscription militaire. — La publication des pièces devant servir à l'établissement des tableaux de la conscription militaire sera faite demain par l'administration elle-même.

Déportés, Gagneux. — Ordonné qu'en exécution d'un arrêté du Département, du 21 de ce mois, les effets nécessaires au citoyen Gagneux, prêtre, condamné à la déportation, qui sont sous les scellés, lui seront délivrés.

29 Vendémiaire.

Danses publiques. — Arrêté que la ci-devant chapelle du séminaire est consacrée à l'exercice des danses publiques. Elle est abandonnée provisoirement aux citoyens Vincent Thoinot, Bourdillat, Gauthier et Hubert Pinon. Elle sera ouverte au public les jours de fêtes nationales, les quintidis et les décadis, de 4 heures à 9 heures. Des bancs devront y être établis. Elle devra être éclairée par seize lumières. Les jours de danse quatre gendarmes devront être appelés pour maintenir l'ordre. Chacun d'eux recevra des concessionnaires soixante-quinze centimes. Les concessionnaires ne pourront exiger que cinq centimes par contre-danse. Ils devront entretenir pour la danse deux violons et une basse. La recette sera partagée entre tous par égale portion. Enfin ils verseront six francs par mois pour les indigents.

Prisons. — Vu le procès-verbal dressé par le citoyen Leconte, administrateur, des événements qui ont eu lieu hier dans la maison d'arrêt et des dangers qu'y a couru l'administration, arrêté que copie de ce procès-verbal sera adressée dès ce jour à l'accusateur public avec invitation de poursuivre les coupables et notamment la fille Minnerot ; et qu'une autre copie sera envoyée au Département avec une lettre tendant à obtenir la division entre les différents détenus.

9 Brumaire (22 octobre 1798).

Observation des décadis. — Arrêté que le Directeur des coches sera invité à ne recevoir aucune marchandise les jours de décadis et des fêtes nationales. Il devra faire vaquer ses bureaux en exécution de la loi du 17 thermidor dernier.

11 Brumaire.

AN VIII

Maison d'humanité, galeries. — Arrêté autorisant la maison (1800)
d'humanité à construire en combles les nouvelles galeries sur la rue, attendu que l'on pourra, si l'on veut, établir des chambres dans ces combles, et que le citoyen Heintz, entrepreneur de ces travaux, ne demande, pour suppléments de dépenses évaluées à 1,555 livres, que deux années de plus de la jouissance de ces galeries, à ajouter aux douze qui lui sont concédées.

Instituteurs particuliers. — S'est présenté le citoyen Bruley, lequel a déclaré être dans l'intention d'ouvrir, dans cette commune, une école particulière. Il lui en est donné acte et prête serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

13 Brumaire.

Ecole centrale. — L'ouverture des cours de l'Ecole centrale aura lieu le 15 présent mois. Les parents seront avertis. La cérémonie aura lieu à 10 heures du matin. L'administration s'y rendra. Les artistes et amateurs musiciens seront invités à en augmenter l'intérêt. Enfin un piquet de force armée sera commandé.

15 Brumaire.

Mariages. — L'administration, considérant que la célébration des mariages est une partie essentielle de la solennité des fêtes décadaires, et voulant environner cet acte, le plus important de la vie humaine, de tout le respect et de toute la dignité qui lui conviennent, arrête que les époux arriveront à 9 heures à la maison commune, où se préparera l'acte, et seront conduits ensuite par l'administration au temple décadaire où doit se faire l'union, et où ils se placeront avec ordre sur les sièges qui leur auront été préparés et paraîtront à la tribune suivant l'ordre de l'appel, pour y prononcer la formule prescrite par la loi.

« *Les délibérations portées sur ce registre, comptant 190 feuillets, se terminent ici au feuillet 58. Le registre suivant, portant le n° 48, commence le 12 nivôse an VIII (2 janvier 1800). Il y a donc une lacune du 5 Novembre 1798 au 2 janvier 1800.* »

AN VIII

12 Nivôse (2 janvier 1800).

Robinet, commissaire du Gouvernement, nouvelle administration.
— Présents les citoyens Robert, vice-président, Tenaille, Edme Faurax et Sochet, administrateurs.

Se présente le citoyen Robinet-Pontagny, porteur d'un arrêté, daté d'hier, du citoyen Simon, représentant du peuple, délégué des consuls de la République dans la 18^e division militaire, nommé

An VIII en vertu de la loi du 19 brumaire dernier, par arrêté du 29 du
(1800) même mois par lequel arrêté il est nommé provisoirement commissaire du gouvernement. Ledit citoyen Robinet donne lecture d'un arrêté de la même autorité du même jour suspendant de leurs fonctions d'administrateurs les citoyens Louis Fontaine, président, Petit-Salomon et Leconte, et les remplaçant par les citoyens Vaultier et Ramponneau, ex-administrateurs, et le citoyen Bussière, ex-juge. Les nouveaux membres sont installés de suite. Le citoyen Vaulhier est élu président.

13 Nivôse.

Bals. — Arrêté supprimant tous les bals non autorisés, défendant de porter, dans les bals autorisés, des sabres ou des batons. S'il survient des rixes dans la salle de danse, la danse devra cesser de suite, et la salle être évacuée. Les considérants de cet arrêté sont basés sur les désordres qui se commettent dans ces bals.

17 Nivôse.

Surveillance. — L'administration déclare qu'elle est prête à recevoir les citoyens Gau et Madier, mis en surveillance dans la commune, par arrêté des consuls du 5 de ce mois, qui permet à divers individus condamnés à la déportation, par actes législatifs, à continuer à rester sur le territoire de la République.

Sequestre levé, Payart. — Le citoyen Tenaille est nommé pour lever le sequestre mis sur les biens du citoyen Payart, ci-devant curé de Saint-Pierre-en-Vallée, lequel est relevé de la déportation à laquelle il avait été condamné par arrêté du Directoire exécutif du 4 vendémiaire.

Serment. — Le citoyen Pierre Ducrot, ministre du culte catholique se présente, prête serment de fidélité à la Constitution, conformément à la déclaration des consuls du 9 de ce mois, et déclare vouloir exercer le culte dans cette commune et aussi dans la maison du citoyen Delingette, propriétaire rue Joubert.

Eglise Saint-Etienne, réouverture. — « Sur le rapport d'une pétition de citoyens de cette commune tendant à obtenir l'usage de la ci-devant église Saint-Etienne pour y exercer le culte. Vu les lois des 11 prairial an III et 7 vendémiaire an IV, et l'arrêté des consuls de la République du 7 de ce mois ;

L'administration, où le rapport fait par un membre de la conférence qu'il a eue avec plusieurs administrateurs du Département sur l'objet de la pétition ;

Considérant que les citoyens de cette commune étaient, au premier jour de l'an II, en possession de l'édifice dont il s'agit ; qu'ils n'ont pu, ni dû en être dépossédés, quoiqu'il y ait eu interruption

du service du culte; qu'en tous cas l'arrêté des consuls, leur assure de nouveau ladite possession ;

An VIII
(1800)

Considérant aussi que par arrêté de l'administration centrale du 27 fructidor an VI, basé sur un arrêté du Directoire exécutif du 25 nivôse an V, et sur une instruction du ministre du 27 ventôse suivant, le local dont il s'agit a été affecté à la célébration des fêtes nationales et décadaires et de toutes les fêtes publiques, mais que cette destination est compatible avec l'exercice des cultes, et que l'intention de l'administration centrale ne sera pas contrariée par l'usage de partie de cet édifice pour les cérémonies religieuses.

Arrête ce qui suit :

La grande nef, les bas-côtés de ladite nef et toutes les chapelles et sacristie, qui y ont leur entrée, faisant partie de l'édifice de la ci-devant église Saint-Etienne, seront remis à l'usage des citoyens pour s'en servir sous la surveillance des autorités constituées, aux termes des lois et arrêtés précités.

Ils auront également l'usage des orgues, à la charge de les entretenir toujours en bon état.

L'endroit appelé le dessous des cloches demeure réservé pour l'usage exclusif du préposé à la sonnerie, et nul autre ne pourra se servir de ce local, ni en avoir de clef.

Il est rappelé aux citoyens que ladite partie d'édifice est également consacrée par la loi du 11 prairial à la tenue des assemblées ordonnées par la loi; qu'ils sont chargés de l'entretenir et réparer ainsi qu'ils aviseront sans aucune contribution forcée; que dans le cas où des citoyens exerçant des cultes différents ou prétendus tels réclameraient concurremment l'usage du même local, il leur sera commun, sauf, de la part de l'administration, à fixer pour chaque culte les jours et heures plus convenables; qu'enfin nul ne peut remplir le ministère d'aucun culte dans ledit édifice sans l'avoir déclaré à l'administration, et s'il n'a fait devant elle la promesse de fidélité à la Constitution prescrite par l'arrêté des consuls du 7 de ce mois, sous les peines prononcées par la loi du 7 vendémiaire an IV.

Ils ne pourront établir aucun monument à demeure fixe dans la grande nef, ni au devant des grilles du ci-devant chœur et au contraire ils seront tenus de les laisser libres les jours de solennités nationales et décadaires et de fêtes publiques.

L'état actuel des lieux sera constaté par le citoyen Ramponneau, administrateur municipal, contradictoirement avec les commissaires des pétitionnaires.

Après la confection et signature dudit état de lieux, les clefs en

An VIII seront remises au citoyen Delingette, indiqué par les pétitionnaires. (1800)

Signé : VAULTIER, président, TENAILLE, EDMÉ FAURAX, ROBERT, SOCHET, RAMPONNEAU et BUSSIÈRE, administrateurs, ROBINET-PONTAGNY, commissaire du gouvernement. FAULTRIER, secrétaire en chef.

Eglise Saint-Pierre-en-Vallée. — Sur la pétition de nombre de citoyens de la ci-devant paroisse de Saint-Pierre-en-Vallée, tendant à obtenir l'usage de leur église, il est arrêté que cette église sera ouverte au culte dans les mêmes conditions que l'église Saint-Etienne et qu'elle servira aux assemblées populaires. Le citoyen Edme Gervais aura la garde des clefs.

Eglise Saint-Eusèbe. — Il est arrêté, sur le vu d'une pétition de ci-devant paroissiens de l'église Saint-Eusèbe, que cette église sera ouverte au culte. Les habitants pourront entretenir leur église, sans établir entr'eux de contributions forcées, « et attendu qu'il s'exerce plusieurs cultes dans le même local, l'administration déclare qu'il demeurera commun pour lesdits cultes et arrête que les cérémonies du culte catholique auront lieu depuis le lever du soleil jusqu'à 11 heures et depuis 3 heures jusqu'au coucher du soleil et que celles du culte théophilanthropique seront célébrées depuis 11 heures avant midi jusqu'à 2 heures de relevée ». Après la confection de l'état de lieux, les clefs seront remises au citoyen Augé l'aîné, indiqué par les pétitionnaires, à la charge d'en aider les commissaires théophilanthropes, « et ceux-ci comme les autres demeurent invités à concourir mutuellement à tout ce qui pourra maintenir la décence et entretenir la paix et la concorde entre les sectaires des deux cultes ».

19 Nivôse.

Taxe du pain. — Vu les mercuriales, la taxe du pain est ainsi établie : pain blanc, 2 sols 9 deniers ; pain bis, 2 sols 3 deniers.

Serments. — Se sont présentés et ont prêté serment de fidélité à la Constitution, en déclarant vouloir exercer le culte dans les édifices ouverts à Auxerre, les citoyens Edme Moreau, Joseph-Marie Closet, Nicolas Bourdeaux, Antoine-Marie Ducrest, Gabriel-Julien Talabardon, Edme Paradis, Olivier Gascogne, Jean-Baptiste-Adrien-Norbert Lelong et Jean-François Coutouly, tous ministres du culte catholique.

Surveillance, Paradis. — Lecture d'une lettre du Département informant l'administration que le citoyen Paradis, autorisé par arrêté des consuls du 5 de ce mois à rentrer en France, a obtenu la liberté d'habiter Auxerre, où il sera mis en surveillance.

21 Nivôse.

An VIII

(1800)

Administrateur, serment. — Après une seconde lecture de l'arrêté des consuls du 7 de ce mois, relatif au serment à prêter par les fonctionnaires, serment ainsi conçu : je promets fidélité à la Constitution, les administrateurs le prêtent séance tenante.

Serments. — Se présentent, prêtent serment de fidélité à la Constitution et déclarent vouloir exercer le culte dans les lieux ouverts à cet effet dans la commune les citoyens : Jean Baptiste-Pierre Payart, Jean-Baptiste-Roch Hulleu, François Moillat, Jean-Nicolas Taizon et François-Marie Phéliepeau, ministres du culte catholique.

Département. — L'administration informée par deux lettres, l'une du 9 de ce mois du citoyen Alexandre Villetard, membre du Sénat conservateur, l'autre des députés de l'Yonne, de l'organisation nouvelle qui s'élabore, arrête que le citoyen Hay-Villetard, député à Paris, pour prendre part à ces opérations, sera muni de tous les pouvoirs nécessaires pour remplir sa mission.

27 Nivôse.

Prêtres reclus. — Sur le rapport de pétitions de prêtres détenus en la Maison de réclusion demandant leur liberté en raison de leur grand âge, de l'insalubrité de la maison et de leurs infirmités, les dites pétitions apostillées par Simon, délégué du gouvernement, il est arrêté que Claude-Marie Costel aura sa liberté et se retirera à Courson ; que Pierre Truchy se retirera à Joigny ; Dominique Bancelin à Tonnerre ; Jean-Denis Gilbert et Guillaume-Edme Michotte d'Auxerre se retireront chez eux ; Jean-François Montfort, originaire du Bas-Rhin est aussi autorisé à prendre son domicile à Auxerre ; que quant aux 14 autres prêtres originaires du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, aux 6 qui sont de la Moselle et à André-Marie Luzin, André Bridan, Antoine Baudoin, Mathurin Chaulon, Louis Legros, Benjamin Aubertot qui sont de l'Yonne, ils auront la faculté de sortir tous les jours s'il leur plaît pour prendre l'air, de 9 heures du matin à 5 heures du soir.

29 Nivôse.

Décadis. — Le citoyen Milon, limonadier, demande l'autorisation de faire travailler demain décadi à des ouvrages de construction d'une extrême urgence.

1^{er} Pluviose (21 janvier 1799).

Instituteurs, Bridault. — Le citoyen Bridault, instituteur particulier, suspendu de ses fonctions par arrêté de l'administration

Sc. Hist.

32

An VIII du 25 floréal an VI, demande l'autorisation de les reprendre. L'administration, considérant que la soumission à l'arrêté qui l'a suspendu lui a mérité l'estime de ses concitoyens, considérant qu'il donne la promesse dans sa pétition de se conformer à l'avenir aux lois ; qu'il a tous les talents nécessaires pour faire de bons élèves, qu'il est père de famille et n'a d'autres ressources que son état, estime qu'il y a lieu de l'autoriser à reprendre ses fonctions.

3 Pluviose.

Sequestre levé, Barnabé. — Arrêté chargeant le citoyen Tenaille de procéder à la levée des scellés mis sur les meubles du citoyen Barnabé, dont le sequestre vient d'être levé par arrêté du Département du 23 nivôse dernier.

6 Pluviose.

Eglise Saint-Etienne. — Lecture d'une lettre du Département de ce jour, heure de midi, portant que des citoyens ont commis des dégâts dans le temple de Saint-Etienne ; qu'ils ont forcé les grilles du chœur et des bas côtés et détruit les décorations servant à la célébration des fêtes nationales. Vérification faite, il est rapporté que les grilles du chœur et des bas côtés, les décorations et autres objets servant à la célébration des fêtes nationales, sont dans le même état qu'au moment de la livraison de l'église au culte. Que le seul citoyen qui se soit introduit dans le local des solennités nationales est le citoyen Denombret, directeur du temple, qui y a numéroté tous les objets mobiliers, pour en assurer la propriété au Département.

7 Pluviose.

Halle à la boucherie. — La halle à la boucherie de la place de la Fanerie servant de retraite aux malveillants, il est arrêté qu'elle sera fermée par des planches.

Spectacles. — Autorisation est donnée aux comédiens de jouer le drame de Sedaine portant pour titre *le Déserteur*, puisqu'il n'y a plus de conscrits dans la commune et par conséquent plus de crainte de voir ce drame les provoquer à la désertion, à condition cependant que l'on remplacera le mot roi par loi où général.

(Cette délibération n'est pas signée, non plus que les suivantes jusqu'à la fin du registre.)

9 Pluviose.

Halle au poisson. — Est autorisée la location par l'hospice d'humanité de la halle au poisson qui lui appartient, affectée aussi à

la vente de viande de porc frais et salé. Les places seront louées **An VIII** 25 centimes par jour (1).

(1800)

13 Pluviose.

Guichetier. — Le citoyen Gamard donne sa démission de guichetier des prisons de la commune.

14 Pluviose.

Garde nationale. — Lettre du général commandant la 18^{me} division militaire invitant l'administration à assister à la prestation de serment, qui aura lieu demain à dix heures du matin place de la Fraternité par les troupes de ligne et à donner des ordres pour y faire assister aussi la garde nationale. Arrêté que les ordres nécessaires seront donnés.

19 Pluviose.

Surveillance, Paradis — Le citoyen Paradis, rentré en France, se présente et demande qu'il soit pris acte de ce qu'il se met sous la surveillance de l'administration, ainsi qu'il lui a été ordonné.

Serment. — Arrêté que, vu la loi du 21 nivôse an VIII, il sera écrit aux officiers de la garde nationale, aux instituteurs, aux ministres des cultes et à tous les employés de la commune de venir le 21 de ce mois prêter serment. Ce serment est ainsi conçu : Je promets d'être fidèle à la Constitution.

23 Pluviose.

Chaulon, prêtre. — Le citoyen Mathurin Chaulon, prêtre, sortant de la Maison de réclusion, se présente et prête serment.

27 Pluviose.

Bidan, prêtre. — Le citoyen Michel Bidan, ministre du culte catholique, se présente et prête serment.

Bobée, prêtre. — Le citoyen Jean-Alexandre Bobée, ministre du culte, prête serment et déclare vouloir exercer le culte à Auxerre.

3 Ventôse (20 février 1799).

Viart, serment. — Le citoyen Pierre-François Viart, ministre du culte, se présente, prête serment et déclare vouloir exercer son ministère dans tous les édifices ouverts au culte dans cette commune où est son domicile.

9 Ventôse.

Digard, serment. — Le citoyen Jean-Baptiste Digard fait le même serment et la même déclaration.

(1) Cette halle était un passage qui réunissait la rue des Cordeliers (alors dit rue Franklin) à la rue de la Draperie.

An VIII

11 Ventôse.

(1800) *Mathieu, ex-religieux dominicain.* — Le citoyen Georges Mathieu, ex-religieux dominicain, relevé de la déportation et détenu à la Maison de réclusion est mis en liberté. Il recevra un passeport pour tel lieu qu'il lui plaira dans le département des Forêts.

Passeport Meunier. — Un passeport sera aussi délivré au citoyen Nicolas Meunier, ministre du culte, en surveillance dans cette commune, pour Nancy, où il veut établir son domicile.

Instituteurs publics et particuliers. — Les instituteurs et institutrices publics et particuliers de la commune, contrevenant à la loi du 17 thermidor an VI sur le repos qui doit avoir lieu les jours fériés par le calendrier républicain et fermant leurs classes les jours autres que ceux prescrits, seront rappelés à l'observation de la loi.

Département. — Se présente le citoyen Hay, député de la ville et de l'administration départementale pour soutenir à Paris les intérêts de la commune et ses établissements dans le cas où la nouvelle division territoriale les menacerait. Des éloges sur la manière dont il a rempli sa mission lui sont donnés, mais comme cette mission doit être continuée, ce qu'il ne peut faire, il est arrêté qu'on s'entendra avec le Département pour le remplacer par le citoyen Marie de la Forge, ex-constituant et juge au tribunal civil.

23 Ventôse.

Culte, Frottier. — Le citoyen Jean-Christophe Frottier, prêtre, prête serment et déclare vouloir exercer le culte dans les lieux à ce affectés dans la commune et même dans son domicile.

3 Germinal (22 mars 1799).

Troupes campées, dégâts. — Il est donné connaissance des dégâts commis par la 1^{re} colonne de l'armée de réserve, campée près de la ville.

Rougier de la Bergerie, préfet. — Lettre de l'administration centrale du premier de ce mois, contenant procès-verbal de l'installation du citoyen Rougier de la Bergerie, comme préfet de l'Yonne.

7 Germinal.

Culte de Villiard. — Le citoyen Nicolas de Villiard, ministre du culte, se présente et déclare vouloir exercer son ministère dans les lieux ouverts au culte dans la commune.

21 Germinal.

Pétition. — Le citoyen Jacques Daoust, conscrit, demande à être

dispensé de rejoindre l'armée de réserve et offre de payer 300 An VIII livres. (1800)

25 Germinal.

Casernement. — L'administration étant avertie de l'établissement du dépôt du 21^e chasseurs, qui est en station dans la commune, arrête qu'il sera logé dans les bâtiments de l'ancien collège ; une partie restant affectée à l'école centrale. Quant au magasin des subsistances militaires qui est aussi dans l'ancien collège, il sera transféré dans l'ancien séminaire.

REGISTRE N° 49

Commençant le 22 floréal an VIII (12 mai 1800).

22 Floréal.

Composition du conseil municipal. — Le conseil, composé des citoyens : Chardon, homme de loi, Sochet, homme de loi, Tenaille, ex-administrateur, Ramponneau, ex-administrateur, Soufflot, négociant, Bussière, ex-administrateur, Lecarruyer-Linsecq, propriétaire, Marlot père, propriétaire, Fournier, imprimeur, Deschamps, notaire, Chavany père, aubergiste, Roch Bertrand, cultivateur, Robin, maître de poste, Laporte, professeur à l'école centrale, Lacaut, directeur des coches, Malvin, propriétaire, Bizot, aubergiste, Marion père, voiturier par eau, Martin Bachelet, homme de loi, Leclerc-Guilbaudon, propriétaire, Deschamps-Vallière, propriétaire, Guyon, couvreur, Chasteau, ex-juge, Gauthier, notaire, Cochois, Salomon homme de loi, Monnot-Villelard, Faurax père, Edme Mutelé, boucher, Coulard.

Le citoyen Deschamps, notaire, est élu président et Coulard, secrétaire.

28 Floréal.

Octroi. — Établissement de l'octroi, le citoyen Salomon en est nommé directeur par le préfet. Le conseil se résout à établir cet impôt, mais sa volonté est qu'il soit le moins onéreux que possible, et consacré au soulagement des maisons de bienfaisance ; « il est fâcheux qu'il soit établi des droits nouveaux après les sacrifices faits pour racheter la ville des droits d'aides en 1786 ».

Comptes de la commune. — Il est procédé à l'établissement des revenus et dépenses de la commune. Les recettes s'élèvent à 19,209 livres, les dépenses à 44,803 livres. Dans les dépenses on voit figurer deux juges de paix à 800 livres chacun, deux greffiers à 266 livres. Le service des incendies comprend pour toute dépense le salaire du pompier 50 livres.

Garde-champêtre. — Arrêté que la garde des héritages établie

An VIII d'après la loi du 11 frimaire et qui coûte 5,000 livres pour un ter-
(1800) ritoire de 8,000 arpents, sera, vu qu'elle donne de très mauvais résultats, mise comme autrefois en adjudication et que le garde général qui fait mal son service sera remplacé (1).

Architecte de la commune. — Arrêté que le traitement annuel de l'architecte de la commune est supprimé et qu'il sera payé pour chaque travail qu'il fera.

Prairial (21 mars 1800).

Octroi. — L'administration fait le règlement pour la perception de l'octroi, dont le rapport est estimé devoir s'élever à 60,000 francs et les frais de perception à 14,660 francs.

L'article 28 de ce règlement a ceci de particulier qu'il pose des limites au zèle inconsidéré des employés, qui, s'il n'était maintenu, tendrait à rendre cet impôt vexatoire. Cet article est ainsi conçu : « Dans aucun cas les citoyens entrant dans la ville à pied, à cheval ou en voiture de voyage ne pourront être arrêtés, ques-

(1) L'ancien mode de garde des héritages auquel revenait le Conseil municipal offrait, outre l'avantage d'économie, ceux d'une surveillance plus assidue, d'une répression plus active des délits ruraux et d'une facilité plus grande pour les citoyens lésés par ces délits de rentrer dans l'indemnité qui leur était due.

L'adjudication en effet, se faisait au rabais et dans les deux mois qui la suivaient, chaque propriétaire devait déclarer au greffe de l'Hôtel-de-Ville la quantité et la nature de tous les héritages qu'il possédait sur le finage de la commune ; puis, ce rôle établi, payer à l'adjudicataire sa quote-part du prix d'adjudication selon l'importance de ses propriétés. De son côté l'adjudicataire était garant envers les propriétaires de tous les vols et délits faits dans les héritages déclarés, sauf à lui à poursuivre directement les délinquants devant la justice et avoir seul droit aux indemnités et dommages-intérêts que le tribunal pouvait lui allouer. L'adjudicataire était responsable de ses gardes qui étaient nommés par le maire sur sa présentation.

Le système de mise en ferme de l'impôt et notamment de la garde des héritages, avait alors comme maintenant ses partisans et ses détracteurs.

Ces derniers reconnaissaient bien que la perception de l'impôt était facile et débarrassait les pouvoirs publics de tout souci, mais ils posaient ce dilemme à leurs adversaires : ou le traitant fait des bénéfices et alors c'est un impôt de trop pour la commune, ou il se ruine et alors c'est un gain immoral dont elle profite.

De plus ne peut-on pas redouter et cette prévision s'est trouvée souvent justifiée, que le fermier, usant de ses droits avec rigueur et jusqu'aux dernières limites, rende odieuse au peuple une perception légitime, soutien d'une institution salubre.

tionnés ou visités sur leurs personnes, où à raison des malles qui les accompagnent. Les employés qui contreviendraient à cette défense seront poursuivis par voie de police et condamnés à 50 livres d'amende et 6 mois de détention ».

An IX
(1800)

27 Fructidor (19 août 1800).

Octroi. — Un mémoire est rédigé par le Conseil pour être présenté aux consuls de la République contre l'octroi « qui est contraire aux principes de la Révolution, ruine les citoyens et dont le produit sert à payer des dépenses évidemment générales, comme celles des enfants trouvés et des juges de paix ».

25 Vendémiaire an IX (23 septembre 1800).

Hospices, vieillards. — Il est arrêté, que par mesure d'économie les vieillards qui sont à la Maison de bienfaisance au nombre de douze seront transportés à la Maison d'humanité et que les enfants trouvés seront placés chez les cultivateurs.

Nomination de conseillers. — Les citoyens Vaultier et Menestrier ont été nommés conseillers par arrêté du préfet du 6 fructidor, en remplacement du citoyen Ramponneau nommé adjoint et du citoyen Deschamps-Vallière nommé receveur municipal.

Budget. — Établissement du budget pour l'an IX.

7 Brumaire (23 octobre 1800).

Octroi. — Nouveau règlement et tarif de l'octroi. Frais de perception 15,050 livres, produit présumé 60,000 livres. Ce règlement et le nouveau tarif seront mis en vigueur le 21 de ce mois.

(La date en ère vulgaire portée en regard du commencement de chaque mois du calendrier républicain ne correspond pas à cette date, mais à celle du 1^{er} de ce mois.)

DIPLOMES CAROLINGIENS

ORIGINAUX

DES ARCHIVES DE LA HAUTE-MARNE

Par Alphonse ROSENOT.

Les Archives du département de la Haute-Marne conservent les originaux de dix huit diplômes émanés d'empereurs et de rois de la race Carolingienne. J'en donne le texte plus loin.

On a émis l'opinion, en Allemagne, que le premier de ces diplômes, celui du 9 septembre 814, ne serait qu'une copie du ix^e siècle (*) (en tous cas contemporaine de l'original lui-même). On a fait remarquer que cette copie (?) présente de notables différences avec une autre copie (celle-ci du x^e siècle), conservée dans les mêmes archives, et qui semble, en effet, se rapporter au même diplôme.

L'opinion des savants allemands, qui ont fait une étude spéciale de la paléographie carolingienne, mérite la plus grande considération. J'aurais voulu soumettre le document lui-même à nos savants de France, mais j'ai dû affecter à la reproduction de deux autres diplômes, choisis parmi les inédits, le crédit que la Société des Sciences de l'Yonne a bien voulu m'accorder pour l'exécution de deux planches.

Tous ces diplômes, sauf le n° 5, concernent l'évêché et le chapitre de Langres, et forment les deux premiers articles de la série G des Archives de la Haute-Marne. J'en ai donné des analyses détaillées dans l'Inventaire de cette série, actuellement en cours d'impression.

(*) Nouvelle édition des *Regesta Imperii* de Boehmer, par M. Mühlbacher, I, p. 220, n° 520.

TEXTES INÉDITS ET TEXTES PUBLIÉS.

Parmi ces dix-huit originaux, il y en a quatre qui paraissent entièrement inédits ; ce sont les numéros 4, 5, 6 (Charles le Chauve) et 17 (Charles le Simple) (*).

Parmi les quatorze autres, il y en a sept qui n'ont encore figuré dans aucune publication française ; M. le chevalier Th. de Sickel les a édités dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte*, tome IX (Göttingen, 1869, in-8°), avec un certain nombre d'autres empruntés à diverses archives, sous le titre de *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*. Ce sont les numéros de mon classement :

3, 8, 9, 11, 12, 13, 14,

qui portent dans l'édition de Sickel les numéros :

IV, IX, X, XI, XIII, XV, XIV.

La publication de M. de Sickel est faite avec le plus grand soin ; les fautes mêmes des originaux y sont scrupuleusement respectées. Je n'y ai remarqué que de rares et bien légères imperfections ; elles sont notées au bas des textes publiés ici.

Dans l'édition Sickel, le mot *sigillum* est employé d'une manière constante pour indiquer soit le sceau, quand il existe encore, soit la marque, encore visible, de la place qu'il occupait ; dans ce dernier cas, il aurait fallu mettre *locus sigilli*. Il aurait semblé préférable d'imprimer *Ihesu Xpisti*, qui est la forme usitée pour ce nom, dans tous ces diplômes, au lieu de *Jesu Christi*.

Il y a donc seulement sept diplômes, parmi ces dix-huit, qui ont été publiés en France.

Le texte des numéros 7 et 18 se trouve dans le *Musée des Archives Départementales*, et leurs reproductions héliographiques dans l'atlas joint à cet ouvrage.

Les cinq autres, qui portent les numéros 1, 2, 10, 15 et 16, se trouvent dans le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, qui a reproduit les textes antérieurement publiés, soit par la *Gallia Christiana* (nos 1, 2, 10, 16), soit par Pérard (n° 15).

M. Quantin a compris les numéros 1 et 16 dans son *Cartulaire général de l'Yonne* et s'est conformé au texte de la *Gallia*.

(*) Rigoureusement, les nos 4 et 6 ne seraient pas absolument inédits ; mais il n'en a été publié que des extraits, d'ailleurs émaillés de fautes grossières : pour le n° 4, dans les *Mém. de la Société hist. et archéol. de Langres*, II, p. 4, note 1 ; pour le n° 6, dans les *Recherches sur les principales communes de l'arrond. de Langres*, 1836 ; in-8°, p. 390, note 1.

Il y a encore quelques autres éditions ; on en trouvera la mention en tête de chacun des diplômes.

Les textes donnés par les Bénédictins sont, en général, assez exacts, à la condition de faire abstraction du système d'édition en usage de leur temps, système qui consistait à moderniser l'orthographe de certains mots (*) et à rétablir des *æ* et *œ* dans les endroits de l'original qui portaient des *e* simples. A part cette observation, il ne reste plus que quelques mots omis ou mal lus ; j'ai noté ces lacunes et ces différences, qui ont parfois une grande importance.

Dans la présente édition, j'ai restitué en italiques les lettres qui dans les originaux se trouvent remplacées par des abréviations. La terminaison *æ*, qui s'applique aux génitif et datif singuliers, et au nominatif pluriel du féminin, est généralement indiquée en toutes lettres ; lorsque cette terminaison était sous-entendue, je l'ai rétablie également par les lettres *æ* mises en italiques. Dans les cas, plus rares, où cette terminaison est indiquée par un *e* simple, avec ou sans cédille, j'ai seulement rétabli en italique la lettre *a*.

SCEAUX.

Les diplômes 2, 7, 8, 11, 12, 13, 15 et 18 sont encore munis de leurs sceaux, qui appartiennent à Louis le Pieux, Carloman, Charles le Gros et Lothaire. Je leur ai consacré ailleurs une notice spéciale (**).

IDENTIFICATION DES NOMS DE LIEUX.

La nomenclature des lieux habités de l'époque carolingienne constitue l'une des sources principales de son histoire. Les textes publiés plus loin en fournissent un grand nombre ; les *Dictionnaires topographiques* de l'Aube, de la Marne et de l'Yonne, et la *Nomenclature historique, etc., de la Côte-d'Or*, y trouveront d'utiles compléments. Est-il besoin de le dire ? le Dictionnaire topographique de la Haute-Marne, qui est encore à faire, devra bénéficier, plus que tout autre, de ces riches matériaux.

Pour l'identification des noms de lieux mentionnés dans ces diplômes, j'ai mis à profit les publications de MM. Garnier et

(*) Exemples : Carolus pour Karolus ; collata pour conlata ; illicitas pour inlicitas ; annuli pour anuli ; domino pour domno ; Iesus Christus pour Ihesus *χ*pistus.

(**) *Notice sur les sceaux carolingiens des Archives de la Haute-Marne.* — Joinville, imp. Rosenstiel, 1892, in-8°. Une planche phototypique. (Tiré à 50 ex.) — Paris, Alphonse Picard.

Longnon (*). Je dois aussi quelques identifications à M. l'abbé Morey, curé de Baudoncourt (Vosges), qui connaît particulièrement l'histoire de cette région.

Malgré les solutions fournies par mes savants devanciers, il restait encore à identifier les noms d'un grand nombre de localités. Je crois avoir résolu plusieurs de ces intéressants problèmes, mais je n'aurais pu éviter de graves erreurs sans le précieux concours de M. Longnon, qui a bien voulu rectifier et compléter cette partie de mon travail. Qu'il veuille bien agréer l'hommage public de ma vive reconnaissance.

L' « ABBATIOLA » DE S. SYMPHORIEN « IN LADINIACO ».

Parmi les noms de lieux qu'il s'agissait d'identifier, il en est un qui présente un intérêt particulier; c'est celui d'une église ou monastère qui paraît avoir disparu dès les temps très anciens.

Le diplôme n° 1, émané de Louis le Pieux (814), confirme les possessions de l'évêché de Langres, et entre autres : « in pago Tornetrensi monasterium Melundense (Molôme); et in eodem pago castrum Tornotrense, caput videlicet comitatus, et *abbatiam Sancti Symphoriani in Ladiniaco*, cum ecclesiis aliisque rebus sibi aspicientibus ».

Ce diplôme a été publié par les Bénédictins dans la *Gallia Christiana* (t. IV) et dans le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France* (t. VI); M. Quantin l'a reproduit dans son *Cartulaire général de l'Yonne* (t. I).

Cette même abbaye est encore citée dans le *Recueil des Historiens de France*, à l'année 889 (t. IX, p. 449); puis par M. de Mas-Latrie (*Annuaire de la Société de l'Histoire de France* pour 1838 (1837, p. 210), et M. Joseph Garnier (*Chartes bourguignonnes*, etc.); enfin, dans le *Dictionnaire de statistique religieuse*, de la collection Migne (col. 741).

Aucun de ces auteurs n'a pu l'identifier.

On sait que les anciennes divisions territoriales de la France ont généralement servi de cadre aux circonscriptions ecclésiasti-

(*) Joseph Garnier, *Chartes bourguignonnes inédites des ix^e, x^e et xi^e siècles*. (Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 1845, pp. 1-168, et une carte.) — Du même, *Nomenclature historique des communes, hameaux, écarts,.... de la Côte-d'Or*. 1869, in-8°. — A. Longnon, *Atlas historique de la France*, 3 fascicules de texte et autant pour l'atlas, 1884-1889. — Du même, *Dictionnaire topographique de la France. Département de la Marne*. 1891, in-4°.

ques qui les ont suivies. En ce qui concerne le pagus du Tonnerrois, l'organisation ecclésiastique de la Gaule lui a donné pour équivalent l'archidiaconé du même nom. Il s'agissait donc de trouver dans cet archidiaconé une localité dont le nom pût être identifié avec *Ladiniacum*, et où il y avait une église dédiée à saint Symphorien. Les pouillés du diocèse de Langres donnent la réponse à cette question ; on y voit que l'église de Ligny-la-Ville (hameau de Ligny-le-Châtel, Yonne), située dans l'archidiaconé de Tonnerre, était sous le vocable de saint Symphorien (*).

1.

9 Septembre 814, Aix-la-Chapelle.

LOUIS LE DÉBONNAIRE, SUR LA DEMANDE DE BETTON, ÉVÊQUE DE LANGRES,
CONFIRME LES POSSESSIONS DE CET ÉVÊCHÉ.

Parchemin ; haut., 60 cent. ; larg., 47 cent. — Bon état ; quelques trous.

ARCHIVES DE LA HAUTE-MARNE : G. 1, n° 1.

ÉDITION : *Gallia Christiana*, IV (1726), instr. col. 129, ad an. 814 seu 815, ex autographo ; *Hist. de Fr.* VI (1749), p. 461, ad an. 814, ex *Gallia Christ.* ; *Annuaire du diocèse de Langres* (1839), p. 334, sine anno ; *Migne*, CIV, p. 987, sans indication de date ; Quantin, *Cartul. gén. de l'Yonne*, I (1854), p. 26, ad an. 814, ex *Gallia Christ.* ; *Mittheilungen des Instituts f. Ost. Geschichtsforschungen*, VII, 437.

ANALYSE : Bréquigny, *Tabl. chron. des dipl.* I (1769), p. 148 ; Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 220, n° 520.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Ihesu xpi. Hludovicus divina ordinante providentia imperator augustus. Si sacerdotibus in quibuslibet necessitatibus aecclasiasticis nostra auctoritate sublevandis consulimus et ad ministerium suum liberius exsequendum opem ferimus a summo pontifice Domino nostro Ihesu xpo aeternae remunerationis (1) praemia non ambigimus. Notum (2) sit igitur omnibus fidelibus sanctae Dei aecclasiae et nostris, presentibus videlicet et futuris, quia venerabilis Betto, Lingonensium urbis episcopus, obtulit nobis auctoritates antecessorum nostrorum regum, in quibus insertum reperimus qualiter (3) olim propter occupationem Saracenorum (4) strumenta (5) cartarum vel etiam immunitates regum, quae ibidem erant, perdita vel dirupta fuissent, et eidem reges sua auctoritate miserandi gratia ad preces predecessorum suorum episcoporum eandem (6) relevas [ent] (7) jacturam, ita videlicet ut per (8) eorum auctoritatem antecessores sui episcopi res et mancipia quae in eisdem strumentis (9) cartarum incendio exustis continebantur, sive eadem quae postea a catholicis (10) viris eidem conlata fuerunt aecclasiae actenus (11) secure et quiete in jure et potestate predictae tenuissent ecclesiae. Sed et ipsam sanctam sedem antecessores nostri (12) reges cum cellulis subjectis vel omnibus rebus

(*) Cf. Roussel, *Le Diocèse de Langres* III, p. 280, n° 1108 bis.

juste ad se aspicientibus, munitionem videlicet Lingonicæ civitatis ubi habetur ecclesia in honore (13) *sancti Mammetis* eximii martyris, et (14) castrum Divionense in quo sita est ecclesia in honore *sancti Stephani* protomartyris, et juxta murum monasterium beati Benigni cum omni eorum integritate. Et in pago Tornetrensi monasterium Melundense, et in eodem pago castrum Tornotrense, caput videlicet comitatus, et abbatiam *sancti Symphoriani* in Ladiniano cum ecclesiis aliisque rebus sibi aspicientibus. Et infra muros jam dictæ Lingonis abbatiam *sancti Petri*, et juxta eandem (15) civitatem monasterium *sanctorum geminorum*. Et in comitatu Portense, cum omnibus sibi competentibus, ecclesiam *sancti Gangulfi* (16) martyris *christi* quæ quondam quorundam (17) principum tyrannica (18) sacrilegaque temeritate atque illicita presumptione (19), sine omnipotentis Dei respectu substracta fuisset, sed per eundem decretum in eodem loco restituta et confirmata. Et in pago Atoariorum monasterium Besuense sub plenissima semper defensione et immunitatis tuitione habuissent. Ob firmitatem tamen rei postulavit prædictus Betto episcopus ut eorundem (20) regum auctoritates ob amorem Dei et reverentiam *sancti Mamme* martyris nostra confirmaremus auctoritate. Cujus petitioni libenter adquevimus, et hoc præceptum auctoritatis nostræ circa ipsum *sanctum* (21) locum pro amore omnipotentis Dei et *sancti Jacobi* apostoli et fratris Domini, cujus brachium in ecclesia *sancti Mammetis* conditum est, fieri decrevimus, per quod jubemus atque precipimus ut nemo fidelium nostrorum vel quibuscumque (sic) (22) ex judiciaria potestate in ecclesias aut loca vel agros, seu reliquas possessiones, sive eas ante præfatam occupationem Saracenorum a rectoribus ipsius ecclesiæ per præfata strumenta cartarum legaliter possessas, et per auctoritatem (23) confirmationis antecessorum nostrorum regum postea ad partem ipsius ecclesiæ confirmatas (*), nullas redibitiones (24) aut illicitas occasiones requirendas nostris et futuris temporibus (25) ingredi audeat, vel ea quæ supra memorata sunt exigere penitus presumat; sed liceat memorato presuli suisque successoribus res predictæ ecclesiæ cum cellulis sibi subjectis sub immunitatis nostræ defensione quieto ordine possidere, et nobis fideliter deservire atque pro stabilitate nostra vel totius imperii a Deo nobis conlati vel conservandi, una cum clero et populo sibi subjecto Dei misericordiam exorare. Et quicquid exinde fiscus noster exigere debet ad integrum prædictæ ecclesiæ concedimus ut perpetuis temporibus ibidem proficiat in augmentum (26). Et hanc auctoritatem, ut firmiter in Dei nomine habeatur et a fidelibus sanctæ Dei ecclesiæ et nostris diligentius conservetur, manu propria subter firmavimus et anuli (27) nostri impressione (28) signari jussimus.

Signum (*monogramme*) Hludouici (29) serenissimi imperatoris.

(*Parafe initial.*) Helisiakar (30) recognovi et subscripsi. (*Ruche.*)

Data V idus septembris, anno primo, *christo* propitio, imperii nostri, indictione VIII; actum Aquisgrani palatio regio, in Dei nomine feliciter. Amen.

(*) Dom Bouquet supplée : *ad*, mis entre crochets.

Texte de la Gallia Christiana : 1 *Largiri nobis* (ajouté). — 2 *Certum* (dom Bouquet a rétabli *notum*). — 3 *Quod*. — 4 *Sarracenorum*. — 5 *Instrumenta*. — 6 *eandem*. — 7 *Relevare*. — 8 *Mot passé*; rétabli entre crochets dans dom Bouquet. — 9 *Instrumentis*. — 10 *Catholicis*. — 11 *Hactenus*. — 12 *Nostros* (dom Bouquet a corrigé : *nostris*). 13 *Honorem*. — 14 *Mot omis*. 15 *eandem*. — 16 *Gengulfi*. — 17 *Quorumdam*. — 18 *Tyrannica*. — 19 *Presumptione*. — 20 *Eorundem*. — 21 *Mot omis* (dom Bouquet écrit *ipsam* au lieu de : *sanctum*). — 22 *Quilibet*. — 23 *Pro auctoritate*. — 24 *Redhibitiones*. — 25 *Temporibus*. — 26 *Augmentum*. — 27 *Annulli*. — 28 *Impressione*. — 29 *Hludovici*. — 30 *Helisakar*.

2.

19 Août 834, Langres.

LOUIS LE DÉBONNAIRE, SUR LA DEMANDE D'ALBÉRIC, ÉVÊQUE DE LANGRES, CONFIRME LES POSSESSIONS DES CHANOINES DE CETTE VILLE, DONT LES TITRES AVAIENT ÉTÉ BRULÉS PAR LES SARRASINS.

Parchemin ; haut., 63 cent. ; larg., 52 cent. — Bon état ; deux trous. — Soellé.

ARCHIVES : G. 1, n° 2.

ÉDITION : *Gallia Christiana*, IV (1788), instr. col. 130, ad an. 834, ex autographo ; *Hist. de Fr.* VI (1749), p. 595, ad an. 834, ex *Gallia Christ.* ; *Migne*, CIV, p. 1249, avec « undecimo quarto Kal. » ; Th. Pistolet de Saint-Ferjeux, dans *Mém. de la Société hist. et archéol. de Langres*, II, p. 3, note 4, ad an. 834, avec « undecimo quarto calendas ».

ANALYSE : Bréquigny, *Tabl. chron.* I (1769), p. 186 ; Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 343, n° 902.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Ihesu Christi. Hludovicus divina repropitiante clementia imperator augustus. Si sacerdotum ac servorum Dei, justis et rationabilibus petitionibus, ad effectum perducimus, non solum regiam et imperatoriam exercimus consuetudinem, sed etiam eosdem pro excessibus nostris ad Domini misericordiam exorandam devotiores et promptiores facimus. Igitur, omnibus fidelibus sanctae Dei ecclesiae et nostris, presentibus scilicet et futuris notum sit quia Albericus, venerabilis Lingonicae urbis episcopus, nostram adiens celsitudinem, suggessit mansuetudini nostrae de episcopio memoratae urbis jam olim sibi a nobis ad plebem Domini nostri Ihesu Christi regendam commisso, quod valde eum intrinsecus et extrinsecus tam in divinis obsequiis quam in humanis officiis et ministeriis, tam in canonicorum institutionibus sancte quae vitae regulis quam in aedificiis aliisque rebus necessariis, partim rectorum incuria, partim vero prepositorum ignavia, destitutum et nullo paene recte (1) ordinationis tramite praemunitum invenerit, sed assumpto (2), ut oportebat, justo magnoque labore, summis viribus prout Dominus posse dare dignatus est, et ingenti studio ad rectitudinis decorisque normam perducere curaverit, et canonicorum vitam ibidem Domino famulantium in canonicis institutionibus humanae quae fragilitati stipendiis necessariis atque diversarum specierum habitaculis et claustris ad primae (3) exornaverit, ac (4) ut in posterum eorum vita in nullo decideret, nonnullis memoratae sedis villis et rebus subfulserit,tribuendo scilicet illis in circuitu murorum ejusdem civitatis colonias duas, et in eodem pago Lingonico (5) : villam

vocatam Marciliacum, cum ecclesia et appendiciis suis; et in eodem pago villam nuncupatam Hurbaniacum, quantumcumque de jure *sancti Mametis* (6) in eadem villa esse dinoscitur, necnon et illud quod exterius esse cognoscitur ad eandem (7) villam pertinens, exceptis his rebus quae sub jure ac potestate Sanctorum Amatoris et Ferreoli esse noscuntur; similiter et (8) in eodem pago, in loco qui dicitur Radalenis Pons, colonias duodecim cum omnibus ad easdem pertinentibus, simulque cum capella; et in eodem pago, villam quae dicitur Curtis Gregorii, sub omni integritate sua; et in Cildennaco *coloniam* I; et in eodem pago, in nonnullis locis, illud quod nobiles personae ad mensam clericorum sollemni (9) donatione contulerant; necnon et illam colonicam (10) quae est in Primiaci villa, cum vineis; et in pago Boloniensae (*sic*) (11), in villa vocata Helnane (12), tam interius quam et (13) exterius, colonicas (14) sex; et in pago Attoariorum et Divionensae (*sic*) (15) atque in locis quae dicuntur Sacconicus (16), Brigendonis atque Salcis, quantumcumque in eisdem locis fluviolus Colonus Sancti Mamae visus fuit (17) possedisse; et in pago Belnensae (*sic*) (18), in villa Givriaco, ecclesiam cum coloniis tredecim; et in eodem pago, in villa quae vocatur Godoleni curtis, colonias septem, cum omnibus ad eas pertinentibus; et in centena Hoscarinsae (*sic*) (19), in villa Fiscinis, ecclesiam et colonias novem, cum omnibus ad easdem colonicas (20) pertinentibus, et vineam quae vocatur Plantas; et in eadem centena, in loco Spernaco, colonicam (20) unam. Obnixè nostram imperatoriae majestatis deprecans excellentiam, ut suam nullatenus improbandam dispositionem atque ordinationem nostrae auctoritatis munimine fulciremus, atque ut deinceps firma perennibus esse (21) valeret temporibus, roborare dignaremur. Cujus supplicationibus quia dignas judicavimus, annuere placuit ut quicquid (22), ut praedictum est, postulavit, ad effectum perducere, non incongruum duximus. Proinde, hos nostrae auctoritatis apices erga prefatam sedem canonicosque inibi Domino per diuturna tempora militantes, divino inspirati amore, fieri jussimus, per quos decernimus atque sanccimus (23) ut loca prescripta, cum omnibus ad se juste et legaliter pertinentibus, sicut a saepe dicto Alberico, venerabili jamdictae sedis episcopo, eis conlata sunt, ita per hanc nostram auctoritatem in eorum jure et potestate, suis videlicet juribus diversisque necessitatibus, ad divinum propensius cultum exsequendum, famulantia, absque cujuslibet diminutione aut retractione (*sic*) (24) permaneant, et nullus successorum suorum, rectorum videlicet, memoratae ecclesiae ab eorum dominatione ea quoquomodo auferre (25) aut in aliam quamlibet partem quacumque occasione transferre praesumat, sed liceat eis jamdictis rebus ad *dominicum Dei nostri* famulatum diligentius peragendum absque cujusquam contrarietate uti, et quaecumque ad suos in Domini nostri Ihesu Christi militia usus et necessitates pertinent, ordinare, disponere justeque (*)... quatenus sublata omnis indigentiae paenuria, pro nobis, conjuge proleque nostra, et pace ac stabilitate totius imperii a Deo nobis commissi alacrius eos indesmenter Domini misericordiam

(*) Déchirure. Un vidimus de l'official de Langres, de 1313, donne le mot *efficere*

exorare delectet. Et ut haec nostrae largitionis atque concessionis auctoritas firmitior habeatur, et per futura tempora melius conservetur, de anulo nostro subter eam iussimus sigillare.

(*Parafe initial.*) Hirminmaris (26) notarius ad vicem Hugonis recognovi et subscripsi. (*Ruche. Sceau.*)

Data XIII (27) kalendas septembris, anno *χριστο* propitio XXI imperii domni Hludouici piissimi, augusti, indictione XII; actum Lingonis civitate, in Dei nomine feliciter. Amen.

Texte de la Gallia Christiana : 1 Pene rectae. — 2 Et sancto. — 3 Adprime. — 4 (Mot passé). — 5 Lingonicam. — 6 Mammetis. — 7 Eandem. — 8 (Mot passé). — 9 Solemni. — 10 Coloniam. — 11 Boloniense. — 12 Helnone. — 13 (Mot passé). — 14 Colonias. — 15 Atoariorum et Divinonense. — 16 Succonicus. — 17 Fuerit. — 18 Belnense. — 19 Hoscarincae. — 20 Colonias, coloniam. — 21 (Mot passé). — 22 Et quidquid. — 23 Sancimus. — 24 Retractatione. — 25 Auferre. — 26 Hirminmarus. — 27 Undecimo quarto cal.

3.

21 Octobre 846, « Wadimias ».

L'EMPEREUR LOTHAIRE, SUR LA DEMANDE DE SON FIDÈLE SUITGARIUS, LUI DONNE EN PROPRE CERTAINS BIENS SIS A BOURBONNE, PAGUS DE PORT-SUR-SAONE, QUE LE MÊME SUITGARIUS AVAIT TENUS JUSQUE-LÀ EN BÉNÉFICE.

Parchemin; haut., 40 cent.; larg., 48 cent. — Bon état; le chiffre de l'indiction est effacé et les deux premières lignes couvertes d'une teinture de noix de galle.

ARCHIVES : G. I, n° 3.

ÉDITION : Th. von Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 409, n° IV.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 420, n° 1093.

(*Invocation monogrammatique.*) — In nomine Domini nostri Ihesu *χristi* Dei aeterni. Hlotharius divina ordinante providentia imperator augustus. Dignum est, ut imperialis majestas fidelium suorum petitionibus tanto benignius ac libentius annuat et eas annuendo ad effectum perducat, quanto eos viderit ac noverit in suis obsequiis persistere efficaces. Igitur omnium fidelium sanctae Dei ecclesiae ac nostrorum praesentium videlicet et futurorum comperiat magnitudo, quia Suitgarius, fidelis noster, ad nostram accedens majestatem, nostram deprecatus est, ut ei quasdam res nostrae proprietatis in pago Portinse, in villa Borbona consistentes, quas ipse aetenus beneficiario jure possedit, ad proprium concederemus. Cujus deprecationem omnimodis adimplere statuentes, hos excellentiae nostrae decrevimus fieri apices, per quos jam dicto Suitgario in memorato pago et in praescripta villa mansos octo cum ecclesiis, domibus ceterisque edificiis, terris cultis et incultis; silvis, campis, pratis, pascuibus, aquis aquarumve decursibus, molendinis, exitibus et regressibus, mancipia utriusque sexus et aetatis, necnon et cum reliquis adjacentiis, concedimus ad proprium et de jure nostro in jus ac dominationem illius transfundimus, ita ut [quicquid] ab hodierna die et deinceps de eisdem

Sc. hist.

33

rebus vel mancipiis facere voluerit, liberam in omnibus habeat potestatem faciendi sicut et de reliquis hereditatis suae rebus, ita duntaxat ut in nostra perseveret fidelitate. Et ut haec nostrae largitionis auctoritas inviolabilem obtineat firmitatem, manu propria subter eam firmavimus et anuli nostri impressione adsignari jussimus.

Signum (*monogramme*) Hlotharii serenissimi augusti.

(*Invocation monogrammatique*). — Hrodmundus notarius, ad vicem Hilduini recognovi et subscripsi. (*Ruche.*)

Data XII kalendas novembris anno, *χριστο* propitio, imperii domni Hlotharii pii imperatoris in Italia XXVII et in Francia VII, indictione IX; actum Wadimias palatio regio, in Dei nomine feliciter. Amen.

4.

17 Septembre 854, Verneuil (?).

CHARLES LE CHAUVÉ, SUR LA DEMANDE DE TÉOTBOLD, ÉVÊQUE DE LANGRES, CONFIRME UN DIPLOME DE SON PÈRE, LOUIS LE PIEUX, PAR LEQUEL CERTAINS BIENS AVAIENT ÉTÉ ATTRIBUÉS AU CHAPITRE DE LANGRES PAR L'ÉVÊQUE ALBÉRIC.

Parchemin; haut., 51 cent.; larg., 55 cent. — Bon état; un trou.

ARCHIVES : G. 1, n° 4.

ÉDITION : partie, par Th. Pistollet de Saint-Ferjeux, dans *Mém. de la Société histor. et archéol. de Langres*, II, p. 4, note 1, ad. an. 853.

ANALYSE : Th. von Sickel, *Diplome des 8, 9, und 10 Jahrhunderts* dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 430, n° XIII.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Karolus gralia Dei rex. Si sacerdotum *χριστι* rationabilia statuta nostris confirmamus aedictis eorumque justis petitionibus benignum assensum prebemus, profuturum nobis ad aeternam beatitudinem omnino confidimus; itaque notum sit omnibus sanctae Dei ecclesiae fidelibus et nostris, presentibus atque futuris, quia venerabilis vir Teotboldus, Lingonice sedis episcopus, ad nostram accedens sublimitatem, obtulit mansuetudinis nostrae optutibus relegendam preceptionem domini ac genitoris nostri piissimi augusti Hludouvici auctoritatis, qua docetur ab antecessore suo reverendo viro Alberico quondam deputatus, quasdam res usibus et stipendiis servorum Dei ecclesiae suae quomodo (*) perpetuo, sine aliqua subtractione aut minoratione, habendum delegaverit, imperialique constitutione firmaverit. Quam denique devotionis sanctae aeditionem nostrae quoque auctoritatis scripto, cum his rebus quae eodem studio ad mensam fratrum congregationis Sancti Mammetis (**) habendas applicavit, humiliter petiit confirmari. Nos autem, pro Dei amore et reverentia sancti Mammetis, efflagitationibus ejus benignum assensum prebentes serenitatis nostrae, preceptum hoc fieri jussimus per quod memoratam domni ac genitoris nostri de premissis rebus preceptionem nostris ac futuris

(*) Pour commodo.

(**) Chapitre Saint-Mammès de Langres.

temporibus inviolabiliter conservandam confirmamus, cum presignatis scilicet rebus quas idem honorabilis presul Teotboldus, sicut supra dictum est, ad mensam fratrum habendas constituit ; id est : in Lingonico comitatu, in villa Lingona et in Curticella, inter apsas et vestitas colonicas septem et mediam. Et in comitatu Portinse, in villa quae dicitur Mons Giblenus, cappellam cum colonica apsa una. Et in comitatu Attuariense, in villa Saconico et altera villa Apcellis, colonicam vestitam unam. Et in comitatu Attuariorum, in centena Oscarense, in villa Cortis Agonis, colonicam unam vestitam ; et in Cupiaco, ad vinum colligendum, colonicam unam et mediam vestitam. Et preterea, in villa illa quae dicitur. Pons secus Matronam hoc quod ex sua proprietate quondam illuster vir Unbertus Sancto dedit Mammeli ; simul etiam hoc quod in villa Pratella, per concambium cum Fulcario factum, juris ejusdem ecclesiae Sancti Mammetis esse cognoscitur, videlicet, ut nulli aliquando liceat rectorum ejusdem sancti loci aut cuilibet personae de prenominationis rebus aliquid stipendiis fratrum subtrahere, neque in alios preter quam dicimus usus ullatenus movendo retorquere, sed sicut antefata domni ac genitoris nostri imperiali preceptione confirmatum est, et hoc nostrae quoque consensionis scripto perpetuis temporibus, utilitatibus et necessitatibus sepedictorum fratrum integerrime ac pleniter, secundum canonicam auctoritatem, habeantur. Ut autem haec precellentiae nostrae confirmatio perpetuum in Dei nomine obtineat vigorem, de anulo nostro subter eam jussimus sigillari.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosi regis.

(*Parafe initial.*) Gislebertus, notarius, ad vicem Hludouici recognovit et subscripsit. (*Ruche.*)

Data XV kalendas octobris, indictione II, anno XIII regnante Karolo serenissimo rege ; actum Verno palatio, in Dei nomine feliciter. Amen.

5.

22 Juillet 870, Ponthion (?).

CHARLES LE CHAUVÉ FAIT UN ÉCHANGE AVEC LE COMTE GÉRARD. CE DERNIER CÈDE DES BIENS, SITUÉS AU PAGUS DE CHANGY (MARNE), QUI LUI AVAIENT ÉTÉ DONNÉS PAR LOUIS LE PIEUX ; LE ROI LUI DONNE DES BIENS AUX PAGES DU PERTHOIS ET DU BARROIS.

Parchemin ; haut., 51 cent. ; larg., 69 cent. — En très mauvais état ; plusieurs déchirures, dont une très grande au bas. — Remonté sur toile.

Encre pâlie ; transcription interlinéaire, fautive, postérieure d'un siècle environ.

ARCHIVES : Fonds de l'abbaye de Saint-Urbain.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Karolus, gratia Dei rex. Cum fideliter nobis famulantium utilitatibus favemus, erga obsequium nostrum promittentes illos reddimus, notum sit itaque omnibus sanctae Dei ecclesiae fidelibus et nostris, presentibus scilicet atque futuris, quia pro ambarum parcium congruentia convenit inter nos et fidelem nostrum Gerardum, comitem, res quasdam proprietatis nostrae et mancipia concambire sive commutare. Dedit itaque

nobis jam dictus fidelis noster de rebus suis a domino et glorioso patre nostro Hludouico, glorioso imperatore, sibi concessis jure perpetuo ad habendum in pago Camiacense, in villa quae dicitur Padrianicus, mansum indominicatum et alios mansos, cum reliquis edificiis supra constructis, cum olcis, campis, pratis, silvis, et cum molendino, sive cum omnibus quae in ipsa villa habere visus est; mancipia quoque supra commanentia XXX, quorum haec sunt nomina: Heldebertus, Daibaldus, Hamaldus, Alfio, Angelricus, Odelbolt (1)..... Gondoinus, Ierosmus, Herle-haida (2)..... Helprada, Nifeldus, Teutseinda, Hevronia, Ricsenna, Girhildis, Benedrada, Drothedus, Northoldus, Helpramnus, Teodricus, Vuiboldus, Eleeta, Hansberga, Heldovida, Diesia cum tribus infantibus et reliquis. Econtra nos, pro hujus meriti recompensatione, dedimus jam dicto fideli nostro Gerardo res nostrae proprietatis silas in pago Pertense, in villa quae dicitur Cosantia, manso indominicato, et alios mansos, cum olcis, campis, pratis, molendino, et ecclesiae medietatem, vel quicquid ibi visi fuimus habere; et in alio loco, in eodem pago, [in] villa quae dicitur Villa, mansum I indominicatum, [cum] olcis, campis, pratis et quicquid ad ipsum mansum aspicit; et in alio loco, in praedicto pago, in villa quae dicitur Autheregacurte, mansos II cum olcis et campis, et pratis, cum omnibus ad se pertinentibus; et etiam in ipso pago, in villa quae dicitur Florindus, mansum I cum olcis, campis, pratis, et cum omnibus aspicientibus ad ipsum. Et in pago Barrense, in villa quae dicitur Salt, mansum I cum omnibus quae ad ipsum mansum aspitiunt, cum olcis, campis, pratis, et mancipiis XXX supra commanentibus, quorum nomina haec sunt: Raneherg, Maneherg, Rainardus, Andelmarus, Teutaldus, Vuandruinus, Sevicus; item Raneherg, Vuilericus, Adalbertus, Saifraida, Attuildis, Gerildis, Hunioldis, Gerlendis, Anstigia, Udaltridis, Godrion, Deona, Archentrudis, Heroindus, Beroldus, Rotherus, Iohannildis, Heldebrannus; item Beraldus, Harila, Celsa, Saifraida, Cessariae cum infantibus III. Unde et duas commutationes pari tenore conscriptas praecepto nostrae auctoritatis libuit confirmare. Quam ob rem, praecipientes decernimus et decernentes confirmamus (3)..... ut quicquid pars alteri rationabiliter contulit, parti jure firmissimo maneat inconcussum, sicut in jam dictis commutationibus continetur, ac utente nos pro Dei et nostra voluntate, sicut nostrae proprietatis aliis rebus et mancipiis is quae a Gerardo comite accepimus, licentiam (4)..... et uti pro Dei et sua voluntate Gerardo is [quae] dedimus, sicut aliis suae proprietatis rebus et mancipiis. Ut autem hujus nostrae auctoritatis commutatio potius obtineat firmitatis vigore, de anulo nostro subter eam jussimus assignari.

Signum glorio (*Monogramme*) sissimi regis Karoli.

Gamo, notarius, ad vicem Gausleni recognovit et subscripsit (*Ruche.*) (5).

Data XI kalendas augusti, indictione III, anno XXX regnante Karolo gloriosissimo rege; actum Pon[ligone] (6)....., in Dei nomine feliciter. Amen.

1 Mots effacés. — 2 Id. — 3 Un mot effacé. — 4 Ici commence une grande déchirure. — 5 Suite de la déchirure. — 6 Petite déchirure.

6.

7 Octobre 871, Langres.

CHARLES LE CHAUVÉ, A LA DEMANDE D'ISAAC, ÉVÊQUE DE LANGRES, CONFIRME AUX CHANOINES DE CETTE VILLE LA POSSESSION DE BIENS QUE LEDIT ISAAC AVAIT ACHETÉS ET LEUR AVAIT DONNÉS POUR LEUR ENTRETIEN. IL AJOUTE, AU DON QU'IL LEUR AVAIT DÉJÀ FAIT À ÉGUELLY, CELUI DE LA VILLA D'ÉTAULES (CÔTE-D'OR).

Parchemin ; haut., 51 cent. ; larg., 66 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 1, n° 6 (ancien G. 1, n° 5).

ÉDITION : Partie dans les *Recherches historiques et statistiques sur les communes de l'arrondissement de Langres*, 1836, p. 390, note 1, ad an. 871 (par Th. Pistolet de Saint-Fergeux).

ANALYSE : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 431. n° XXIII.

REPRODUCTION : au tiers de l'original. (Planche ci-jointe.)

(*Invocation monogrammatique*).— In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Karolus gratia Dei rex. Si justis et rationi congruentibus servorum Dei petitionibus assensum praeberimus, et eis ut devotiores erga divinum cultum existere valeant opem liberalitate regia contulerimus id nobis et ad stabilitatem et excellentiam regni nostri et ad animae nostrae remedium capessendum profuturum non dubitamus, idcirco notum esse volumus omnibus fidelibus sanctae Dei ecclesiae et nostris, praesentibus scilicet atque futuris, quia vir venerabilis Isaac, sanctae Lingonensis ecclesiae episcopus, nostram clementiam adiit, insuper et innotuit quod dudum quasdam res ecclesiae suae necessarias more mundanae consuetudinis secundum placitum vendentium, interveniente pretio, comparaverit, videlicet mansum unum cum capella et ceteris aedificiis consistentem in pago Lingonico et in loco quam (*sic*) Secutiam dicunt, quem de quodam Odelrico accepit ; necnon et alium mansum in villa Stabulis, in eodem pago existentem, cum suis rebus omnibus et appenditiis, quem de eodem Odelrico coemit ; sed et alium mansum in villa Noidant, cum aliis mansis ad eum aspicientibus, seu quicquid in ipso fine vel in supradictis finibus praefatus Odelricus habuit, sive quicquid in fine Vetus Mulnensi, vel in fine Puteolensi ; necnon et in fine Corcellensi, olim legitime possederit, illi tradiderit perpetuae (*sic*) possidendum. Similiter et Vulfricus, vassallus suus, res quas in praescripto pago Lingonico habuerat, vel in villa Petraftontana, sive in fine Petraftontanensi, necnon in fine Gibriensi seu et in fine Petracinensi, cum omnibus mansis et appenditiis eorum, illi vendiderit, tradiderit atque delegaverit in posterum optinenda. Necnon etiam quasdam res a quadam faemina, Deodata nomine, quae habentur in pago Cavillorensi, vel in villabus Marnaco videlicet atque Buscido, sive in finibus illarum cum mansis et reliquis necessariis aedificiis et vineis ibi aspicientibus acceperit, sed et duas vincas de Herberto, vassallo suo, dicto pago Cavillonensi vel in nominatis villabus Marnaco atque Buscido comparaverit, obnixè nostram celsitudinem exorans ut quia isdem fratribus Lingonensium ad augmentum suarum vestium ea delegaverat, ne futuris temporibus quodam comento a camera illorum

subtrahantur vel subripiantur, auctoritatis nostrae praecepto muniantur atque confirmantur. Petiit etiam atque humiliter precatus est, ut qui a praedictorum fratrum mensae clementia nostra dudum in concessione Aculiaci villae consuleramus, etiam Stabulis villulam, ad vestimentorum suorum additionem pietatis nostrae gratia concederemus, quatenus utroque supplemento largitate nostra donati pro nobis et pro statu regni nostri atque excellentia devotius et acceptius potuissent Dominum deprecari. Cujus petitionibus annuentes ob animae nostrae et conjugis nostrae remedium, eandem villulam Stabulis, cum appenditiis suis et cum supra scriptis conquisitionibus, largitionibus atque ordinationibus suis, camerae sepe dictorum fratrum delegamus, donamus atque concedimus profutura. Et ideo hos nostros regales apices eis fieri ac dari decrevimus, per quos jubemus atque praecipimus ut ab hinc in futurum in potestate et dicione juris memoratorum fratrum cum omni sua integritate consistent, et nullus deinceps ullam inquietudinem aut contrarietatem illis exinde faciat, sed quicquid praelati et ministri eorum ob utilitatem communis rei facere decreverint, libero in omnibus potiantur arbitrio faciendi. Ut autem haec nostrae auctoritatis corroboratio majorem in Dei nomine obtineat firmitatis vigorem, manu propria eam subter firmavimus atque anuli nostri impressione assignari jussimus.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosissimi regis.

Adalgarius notarius ad vicem Gozleni recognovit et subscripsit. (*Ruche.*)

Data nonas octobris, indictione IIII, anno XXXII regnante Karolo gloriosissimo rege; actum Lingonis civitate, in Dei nomine feliciter. Amen.

7.

8 Août 882, Vienne.

LE ROI KARLOMAN APPROUVE UNE CONVENTION INTERVENUE ENTRE LE PRÉVÔT DE SAINT-MAMMÈS DE LANGRES ET L'ÉVÊQUE GEILON, D'UNE PART, ET UN CLERC NOMMÉ OTHBERT, STIPULANT POUR SOI ET POUR SON NEVEU GAUSCELME, D'AUTRE PART.

Parchemin; haut., 62 cent.; larg., 47 cent. — Bon état. — Scellé.

Archives: G. 1, n° 7 (ancien G. 1, n° 6).

ÉDITION: *Musée des Archives départementales* (1878), pp. 22-25, n° 10.

ANALYSE: Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 431, n° XXIV.

REPRODUCTION: dans *Musée des Archives départementales* (1878), atlas, pl. VIII. (Photogravure.)

(*Invocation monogrammatique*).— In nomine domini Dei aeterni et salvatoris nostri Ihesu xpi. Karlomannus gratia Dei rex. Si petitionibus nostrorum fidelium libenter assensum prebemus procul dubio et eos in nostram fidelitatem artius adstringimus, et morem praedecessorum nostrorum sequi probamus. Quapropter noverit omnium sanctae Dei aeclesiae nostrorumque fidelium praesentium et futurorum industria quia adiens nostram mansuetudinem venerabilis vir Geilo, episcopus sedis Lingonensis, innotuit quendam clericum nomine Othbertum res suas bene proficuas sancto Mameti praeposito bonae voluntatis delegasse atque ab

eodem Geilone *episcopo* de rebus ejusdem *aecclēsiæ* quandam partem per *praestariam* recepissee, eo videlicet modo ut quam diu ipse Othertus et nepos illius Gauscelmus (1) advixerint, tam a se datas quam et ab *episcopo* per *praestariam* concessas teneant, possideant atque earum redditus suis usibus vindicent, praeter solummodo quod duos solidos pro vestitura praedictae *aecclēsiæ*, sicut in eorum scripto insertum habetur, incunctanter exsolvant. Petiit itaque ut praedictam *praestariam* quam sepedictus *episcopus* consentiente clero sibi commisso, cum praefato Otherto inierat et manibus corroboraverat nostra aetiam auctoritas confirmaret. Annuentes igitur ejus petitioni, praeceptum nostrae auctoritatis super hoc conscribi jussimus quo praefata scripta confirmamus ac corroboramus, hoc videlicet observato ut postquam praefatus Othertus et nepos ejus Gauscelmus (1) obierint, tam res ab *episcopo* venerabili Geilone per *praestariam* concessas illis quam illas quas sepedictus Othertus cum nepote suo Gauscelmo (1) *aecclēsiæ sancti Mametis* per donationis cartam confirmavit clerici ejusdem sedis sine ulla minoratione vel deterioratione sive ulla interpolatione suis usibus vindicent. Ut autem hoc praeceptum nostrae auctoritatis super praecariam constitutum sempiternum in Dei nomine optineat vigorem ac per futura valeat durare in immensum tempora, manu propria subter firmavimus et anili (2) nostri impressione subsignari jussimus.

Signum (*monogramme*) Karlomanni gloriosissimi regis.

(*Parafe initial.*) Norbertus notarius post obitum magistri sui Vulfardi jussione regis Karlomanni subscripsit. (*Ruche. — Sceau.*)

Datum (*sic*) VI idus augusti, anno quarto regnante Karlomanno gloriosissimo rege, indictione XV; actum apud Viennam in Dei nomine feliciter, amen, *amen*.

Texte du Musée des Archives départementales : 1 Gauscelinus, Gauscelino. 2 Anuli.

S.

4 Novembre 882. Worms.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS CONFIRME UNE PRÉCAIRE CONCLUE ENTRE UN COMTE WIDO ET UN CHANOINE [DE LANGRES] NOMMÉ OTHERT, SUR DES BIENS DU MONASTÈRE DE FAVERNAY (HAUTE-SAÔNE).

Parchemin; haut., 35 cent.; larg., 44 cent. — Nombreuses taches. — Fragment de sceau, placé au milieu du diplôme.

ARCHIVES : G. 1, n° 8 (ancien G. I, n° 7).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 414, n° IX.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine domini nostri Ihesu *χpisti*, Dei aeterni. Karolus divina ordinante providentia imperator. Si enim fidelium nostrorum petitionibus libenter annuimus, hoc ad statum regni nostri pertinere confidimus, quia promptiores eos in nostris obsequiis reddimus. Ideo notum esse volumus omnibus sanctae dei ecclesiae fide-

libus tam praesentibus quam futuris, quia Wido comes suggessit (*sic*) (*) celsitudini nostrae quandam praecariam factam inter se et canonicum quendam Othertum nomine de rebus utique sanctae Mariae Fabriniacensis monasterii, quae utrique parti utilis per omnia videtur. Expetiit utique praedictus fidelis noster, ut dignatione nostra praefatam rem consentiremus preceptoque nostro roboraremus. Annuimus ergo et precepto nostro roboravimus ut ipse Othertus et unus heredum ejus res jam dictas tempore vitae suae quiete possideat, sub ea dumtaxat conditione quae in pagina praestariae habetur inserta. Et ut hoc firmum et stabile maneat, preceptum de anulo nostro signari jussimus manuque propria firmavimus. (*Fragment de sceau.*)

Signum Karoli (*monogramme*) serenissimi imperatoris.

Walto ad vicem Lituardi archicapellani recognovi. (*Ruche.*)

Data pridie nonarum novembrium. anno incarnationis domini nostri Ihesu Christi D CCC LXXX, II, indictione XV, anno vero imperii predicti regis III; actum Warmasia.

9.

20 Mai 885, Granges.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, SUR LA DEMANDE D'ANSCHÉRIC, ÉVÊQUE [DE LANGRES], DU COMTE RODULPH ET DE PÉPIN, DONNE A SON FIDÈLE DODON DES BIENS SITUÉS AU COMTÉ DE LASCŒIS, SAVOIR, A MONTIGNY-SUR-AUBE, DEUX DOMAINES, DONT L'UN APPELÉ GEVROLLES ET L'AUTRE VITRIACUS.

Parchemin; haut., 42 cent.; larg., 51 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 1, n° 9 (ancien G. 1, n° 8).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 415, n° X.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 638, n° 1652.

(*Parafe initial*). — In nomine sanctae et in individuae trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si fidelium nostrorum petitionibus aurem mansuetudinis nostrae accomodamus, eorum animos nostris utilitatibus reddimus promtiores. Nos ergo morem sequentes praedecessorum nostrorum regum atque imperatorum, libuit celsitudini nostrae quandam fidelem nostrum Dodonem nomine, interventibus atque deprecantibus fidelibus nostris Anscherico videlicet vocato episcopo et Rodulfo comite atque Pipino, de quibusdam rebus proprietatis nostrae et mancipiis munerare atque sublimare. Quae siquidem res sunt sitae in comitatu Latiscensi, villa Montiniaco super fluvium Albae mansa indominicata II, et est unus mansus ex fisco, qui Geurellas dicitur, et alter ex fisco, qui Vitriacus nuncupatur; et aspiciunt ad ipsa duo mansa mans (1) videlicet XXX. Has siquidem supranominatas res et mancipia cum omni (2) sua integritate perpetualiter in jus proprium ad habendum supranominato Dodoni fideli nostro concedimus, ac de jure nostro in jus et

(*) Edit. Sickel : *suggessit*.

dominationem illius sollempni more transferimus, eo videlicet modo, ut, quicquid ab hodierno die et deinceps ex supradictis rebus et mancipiis facere voluerit, libero in faciendum potiatur arbitrio, quemadmodum ex reliquis proprietatis suae rebus et mancipiis agendum deliberavit. Ut autem hujus nostrae donationis atque permissionis auctoritas plenior obtineat in Dei nomine firmitatis vigorem, manu propria subter firmantes anuli nostri inpressione subter jussimus sigillari.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosissimi et serenissimi, semper augusti.

Amalbertus cancellarius ad vicem Liutwarti archicancellarii recognovi et subscripsi. (*Ruche.*)

Data XIII kalendas junii, anno incarnationis domini nostri Ihesu Christi DCCC LXXX V, indictione IV, anno imperii Karoli imperatoris in Italia regnantis V, in orientali Francia IV, in Gallia I; actum Granas villa, in Dei nomine.

1 L'original donne réellement le mot *mans*, surmonté d'une abréviation. M. Th. de Sickel pense que ce mot, résultat d'une distraction du scribe, pourrait être remplacé par *mancipia*. — 2 Edit. Sickel : *omnia*.

10.

18 Août 885, monastère de Lauresheim.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, A LA DEMANDE DE GEILON, ÉVÊQUE DE LANGRES, ET AUSSI SUR LES INSTANCES DE LIUTUHARD, ÉVÊQUE DE VERCRIL, TENDANT A FAIRE RESTITUER AU DIT GEILON LES ÉGLISES, ABBAYES ET AUTRES POSSESSIONS DE SON ÉVÊCHÉ QUI LUI AVAIENT ÉTÉ ENLEVÉES PAR DIVERS SEIGNEURS, LUI REND L'ABBAYE DE NOTRE-DAME ET SAINT-JEAN, SISE A RÉOMÉ, AU FAGUS DE TONNERRE, SUR LA RIVIÈRE DE « GORZIA ». IL Y FONDE SON ANNIVERSAIRE.

Parchemin ; haut., 61 cent. ; larg., 53 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 1, n° 10 (ancien G. 1, n° 9).

ÉDITION : *Gallia Christiana*, IV (1798), instr. col. 133-134, sans la mention de l'année du règne. — *Rec. Histor. de Fr.* IX (1757), p. 344, ex *Gallia Christ.*

ANALYSE : Bréquigny, *Tabl. chr.* I (1769), p. 335.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si venerabilium pontificum justis et rationabilibus petitionibus quas pro ecclesiarum sibi commissarum utilitatibus nostris auribus intimaverint assensum praebemus et eas ad effectum perpetuae stabilitatis perducere satagimus, non solum in hoc nostram imperialem exercemus consuetudinem, verum etiam hoc ipsum ad praesentem vitam cum felicitate transigendam et ad futuram quantotius (1) capeSSendam nobis profuturum esse non dubitamus beatitudinem. Quapropter, omnium fidelium sanctae Dei ecclesiae nostrorumque, tam presentium (2) quam et (3) futurorum comperiat solertia (4), quia Geylo, sanctae Lingonensis ecclesiae reverendus antistes, nostram adiens serenitatem, excellentiae nostrae innotuit qualiter quamplurimae res, possessiones et abbatiae quae ecclesiae commissae exigui-

tati (5) suae antiquitus juste et rationabiliter delegatae fuerant, quorundam principum tyrannica sacrilegaque temeritate atque inlicita praesumptione, sine omnipotentis Dei respectu substractae (6) fuissent. Hujus itaque rei causa, ad nostram se colligens majestatem, humiliter postulavit quatinus (7) pro Dei amore et sanctorum reverentia aliquid ex eisdem rebus praenominatae ecclesiae suae per auctoritatis nostrae preceptum restituere dignaremini (8). Cujus nos laudabilibus petitionibus aures serenitatis nostrae accomodantes atque in omnibus consentientes, et quod quorundam (9) principum tyrannica sacrilegaque temeritas per violentiam abstulera, ut nos eidem ecclesiae aliquid restitueremus bonum in omnibus praevidentes, pro amore omnipotentis Dei et sancti Mammets martyris obtentu, in cujus honore haec eadem ecclesia Lingonensis celeberrime dicata habetur, et pro reverentia beati Jacobi apostoli et fratris Domini, cujus brachium in ea conditum est, simul et ob deprecationem Liutuhardi, venerabilis Vercellensis ecclesiae episcopi, necnon et ob devotionem praescripti Geylonis ejusdem ecclesiae episcopi, abbatiam Sanctae Mariae et Sancti Johannis confessoris, in pago Tornotrensi et in loco qui Reumau nuncupatur, atque super fluviolum qui Gorzia (10) dicitur, ubi idem venerabilis confessor manu propria monasterium aedificavit, et in quo ipse decentissimo requiescit honore, cum ecclesiis ac omni familia utriusque sexus, omni re ad eandem (11) abbatiam juste et rationabiliter pertinenti saepe fatae ecclesiae Lingonensi, cui jure antiquitus fuerat delegata per auctoritatis nostrae praeceptum, reddimus et condonamus donatum que in perpetuum esse definimus; per quod statuentes, decernimus et nostram (sic) imperialem (sic) auctoritatem (sic) (12) in omnibus confirmamus, ut predictum monasterium, in quo saepe fatus confessor requiescit, cum omni abbacia ad illud aspicienti, abhinc et deinceps ad episcopatum Lingonensem (13) pertineat, et quemadmodum aliae res eidem ecclesiae competentes conjuncte sunt, ita et ipsa abbacia illi conjuncta et unita habeatur, atque sub rectorum illius potestate et ordinatione perpetuo consistat, eo videlicet tenore ut pro nobis atque (14) antecessoribus nostris, et conjuge ac prole nostra seu totius imperii nostri stabilitate, Dei clementiam haec eadem ecclesia assidue exoret, et annis singulis, die consecrationis nostrae, congregationi ejusdem ecclesiae et monachis in jamdicto monasterio Deo famulantibus una refectio ab episcopo nobiliter praeparetur et honorifice exhibeatur. Post nostrum quoque ex hac vita discessum, dies anniversarii nostri cum precibus et oblationibus missarum devotissime recenseatur, et haec eadem refectio eisdem congregationibus absque aliqua relaxatione administretur. Et ut haec nostra concessio firmiorem per futura tempora (15) in Dei nomine obtineat vigorem et a fidelibus nostris verius certiusque credatur ac diligentius observetur, manu propria firmavimus et bulla nostra subter sigillare (16) jussimus.

Signum (*monogramme*) domni Karoli serenissimi imperatoris augusti.

Inquirimus notarius (17) ad vicem Liutwardi (18) archicancellarii recognovit et subscripsit (19). (*Ruche.*)

Data V kalendas septembris, anno incarnationis Domini DCCCLXXXV,

indictione III, anno vero regni (20) domni Karoli VIII (21), imperii autem (22) V ; actum monasterio quod dicitur Laouessam, in Dei nomine feliciter. Amen.

(Incision faite pour suspendre la bulle, qui a disparu.)

Texte de la *Gallia Christiana* : 1 Quantocius. — 2 Proesentium. — 3 (Mot passé). — 4 Solertia. — 5 Dignitati. — 6 Subtractae. — 7 Quatenus. — 8 Dignaremur. — 9 Quorumdam. — 10 Gozzia. — 11 Eandem. — 12 Nostra imperiali auctoritate. — 13 Lingonense. — 14 Et. — 15 (Mot passé). — 16 Sigillari. — 17 (Mot passé). — 18 Liuardi. — 19 Et subscripsit, mots passés. — 20 (Mot passé). — 21 (Chiffre passé). — 22 (Mot passé).

11.

30 Juillet 886, Metz.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, A LA DEMANDE DU COMTE RUDOLPH, PÈRE DE PÉPIN, DONNE A SON FIDÈLE JACOB DES BIENS SITUÉS AU COMTÉ DE BAR [-SUR-AUBE], A AUTREVILLE, VILLAGE SITUÉ SUR LA RIVIÈRE DE RENNE ET A « GRINALDICURT ».

Parchemin ; haut., 39 cent. ; larg., 52 cent. — Bon état. — Scellé.

ARCHIVES : G. 2, n° 1 (ancien G. 1, n° 10).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 416, n° XI.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 645, n° 1674.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si fidelium nostrorum petitionibus aurem nostrae mansuetudinis commodamus (*), eorum animos nostris utilitatibus reddimus promtiores. Nos ergo sequentes morem praedecessorum nostrorum regum scilicet atque imperatorum, libuit celsitudini nostrae, interveniente Rodulfo comite, Pipini videlicet patre, quendam fidelem nostrum Jacob nomine de quibusdam rebus proprietatis nostrae et mancipiis numerare atque sublimare. Quae siquidem res sunt sitae in pago sive comitatu Barrinse et in loco qui Altera villa nuncupatur, ubi fluviolus qui Aderen vocatur discurrit, hoc est mansus indominicatus, ad quem mansum aspiciunt alia mansa vestita IV, et in eodem comitatu et in villa quae Grinaldicurt dicitur sunt mancipia Landaldo scilicet ac reliqui qui ibi super illorum alodes commanent et ad supradictum mansum in Altera villa aspiciunt, tam ipsi quam et omnes res illorum. Has siquidem omnes praenominatas res, mansa videlicet cum Erengo et supradicto Landaldo ac reliquis omnibus utriusque sexus mancipiis ad jam dictum mansum in Altera villa aspicientibus, cum terris, pratis, silvolis, aquis aquarumve discursibus, ac cum omni sua integritate perpetualiter in jus proprium ad habendum praenominato Jacob concedimus et condonamus, ac de jure nostro in jus et dominationem illius sollempni more transferimus, eo videlicet modo ut quicquid ab hodierno die et deinceps ex supradictis rebus et mancipiis ex omni integritate sibi conlati facere voluerit, libero in faciendum potiat arbitrio, quemamodum ex reliquis suae proprietatis rebus et mancipiis agendum

(*) Edit. Sickel : *comodamus*.

deliberavit. Ut autem hujus nostrae donationis seu permissionis confirmatio plenior obtineat in Dei nomine firmitatis vigorem, manu propria subter firmantes anuli nostri inpressione subter jussimus sigillari.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosissimi imperatoris, augusti.

Amalbertus cancellarius ad vicem Liuthuardi archicancellarii rec o gnovit et subscripsit. (*Ruche. — Sceau.*)

Datum III kalendas augusti anno incarnationis domini nostri Ihesu xpi DCCC LXXX VI, indictione IIII, anno imperii domni Karoli imperatoris in Italia VI, in Gallia II; actum Mettis civitate, in Dei nomine feliciter amen.

12.

29 Octobre 886, Paris.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, SUR LA PROPOSITION DE GEILON, ÉVÊQUE DE LANGRES, RESTITUE A CETTE ÉGLISE LA VILLA « ULMUS », SUR LE FLEUVE DE LA SEINE, AU COMTÉ DE TROYES, QUI AVAIT ÉTÉ ENLEVÉE A L'ÉGLISE DE LANGRES. IL FAIT CE DON POUR SUBVENIR A LA NOURRITURE ET AUX AUTRES BESOINS DES CHANOINES, A LA CONDITION D'UN ANNIVERSAIRE.

Parchemin; haut., 48 cent.; largeur, 49 cent. — Bon état. — Scellé.

ARCHIVES : G. 2, n° 2 (ancien G. 1, n° 14).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 420, n° XIII.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 648, n° 1684.

(*Parafe initial*). — In nomine sanctae et individuae trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si pontificibus et servis Dei aliquid oportunitatis exhibuerimus et pro ecclesiarum suarum utilitate illorum saluberrimas preces aurem serenitatis nostrae accomodaverimus, non solum in id nostram imperialem consuetudinem excercemus, verum etiam ad aeternam vitam securius capessendam nobis certissime credimus profuturum. Quapropter noverit omnium fidelium nostrorum praesentium scilicet et futurorum industria, quia Geylo, sanctae Lingonensis ecclesiae venerabilis episcopus, nostram adiens celsitudinem, querimoniam suam et ecclesiae suae rerum diminutionem nostrae serenitati innotuit, qualiter in pago seu comitatu Treccasinensi super Sequanam fluvium villa quae nuncupatur (*) Ulmus, in qua habetur ecclesia in honore sancti Mammetis martyris eximii, in cujus etiam honore supramemorata Lingonensis ecclesia dicata celeberrime habetur, olim indebite substracta fuisset, ad quam videlicet villam mansa XXX aspicere videntur. Quibus vero precibus ipse memoratus episcopus, ut potuit et ausus est, nostram humiliter deprecatus est clementiam, quatinus praenominatam villam cum suis appenditiis omnibus ecclesiae suae restituere et in alimentis seu necessariis canonicorum ad eorum victum augendum privilegii nostri auctoritate cedere dignaremini. Nos igitur illius saluberrimis precibus annuentes, aurem nostrae celsitudinis accomodavimus. Idcirco pro omnipotentis Dei amore et tanti praefati martiris reverentia, necnon et ob deprecationem praenominati fidelis nostri Geylonis venerabilis episcopi,

(*) Edit. Sickel : *nominatur*.

cum consilio principum nostrorum, hanc saepefatam villam cum omni sua integritate per hoc nostrae auctoritatis praeceptum ecclesiae Lingonensi restituimus et restituendo decernimus et definimus, quatinus ad supradictorum canonicorum usus deserviat et ad eorum mensam augendo victum perpetuo vindicetur, ea videlicet conditione (*), ut ipsi pro nobis et imperii nostri tranquillitate ac conjugis seu prolis nostrae diuturnae vitae incolumitate Dei clementiam assidue exorent, et consecrationis nostrae diem, quod est (**). per annos singulos diebus vitae nostrae cum precibus recitent, post nostrum quoque ex hac luce discessum anniversarii nostri diem cum vigiliis et oblationibus missarum sine aliqua refractione recenseant. Et ut haec nostra permissio plenior perpetuis temporibus in Dei nomine obtineat firmitatis vigorem, manu propria subter firmantes, anuli nostri impressione subter eam jussimus sigillari.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosissimi, semper augusti.

Amalbertus cancellarius ad vicem Liuthwardi archicancellarii recognovit et *subscripsit*. (*Ruche. — Sceau.*)

Data IIII kalendas novembris anno incarnationis domini nostri Ihesu Christi DCCC LXXXVII (***), indictione IIII, anno imperii domni Karoli in Italia regnantis VI, in orientali Francia V, in Gallia II; actum Parisii civitate, feliciter amen.

13.

15 Janvier 887, Schlettstadt.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, A LA DEMANDE DE GEILON, ÉVÊQUE DE LANGRES, ET DU CONSENTEMENT DE SA FEMME RIGARDE, CONFIRME UNE PRÉCAIRE CONCLUE PAR LE CHAPITRE DE SAINT-MAMMÈS DE LANGRES, AVEC UN CERTAIN DODON ET SA FEMME WANDELMODE, SUR DES BIENS SITUÉS AUX PAYS DE BARROIS, DE PERTHOIS, D'ATTOUAR ET DE LASCOIS.

Parchemin; haut., 47 cent.; larg., 36. — Bon état; nombreux trous de vers. — Scellé.

ARCHIVES : G. 2, n° 3 (ancien G. 1, n° 13).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 423, n° XV.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I, p. 650, n° 1695.

(*Parafe initial*). — In nomine sanctae et individuae trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si fidelium nostrorum justis postulationibus aurem nostrae serenitatis accomodamus easque ad effectum piaae petitionis prosperando perducimus, profuturum nobis hoc ad aeternam beatitudinem facilius optinendam et ad praesentem vitam felicius transiendam fore nullatenus dubitamus. Qua de re notum esse volumus omnium sanctae Dei aecclesiae nostrorumque fidelium praesentium scilicet ac futurorum industriae, quia adiens genua serenitatis nostrae Geilo venerabilis Lingonensium episcopus, Deo dignus nobisque valde

(*) Edit. Sickel : *ratione*.

(**) Cette date est restée en blanc.

(***) Les divers éléments de la date, qui sont fournis par cette formule, donnent 886.

amabilis, consentiente dilectae conjugii nostrae Rigardi, optulit optulibus nostrae sublimitatis praecariam cujusdam fidelis nostri Dodonis cum sancto Mammete rectoribusque ejus factam de Bagedo villa, de Iambleno curte, cum appendiciis omnibus in pago Barrensi, de Calgiaco villa Columbarensi, de Rewaldinco villa Uscarensi, de eo quod in Sollerchiis villa habetur, de manso indominicato Idrri ecclesia, ac (1) de omnibus quae ibi aspiciunt et omni conquestu, de Urtis quoque villa in pago Pertensi, cum suis appendicibus, de Salis aetiam villa et Parentiniaco cum appendicibus pagi Atoariorum, necnon de Montiniaco villa pagi Laticensi, cum adjacentiis, atque de his omnibus quae in Midriaco (2) et in Anavencis et in Buris consistunt. Insuper et humiliter depraecatus est; ut eandem praecariam praecepto nostrae auctoritatis confirmaremus. Cujus humili petitioni, quia grata nobis extitit, assensum praebentes, super praelaxatam praecariam praeceptum nostrae altitudinis more imperiali fieri et Dodoni et Wandelmodi uxori ejus dare jussimus, per quod praecipimus atque jubemus ut hinc et in omne tempus, quamdiu aliquis illorum advixerit aut procreatio filiorum ac filiarum ex eis orta duraverit, quicquid in jam dicta sonat praecaria et in praesenti continetur praecepto, sine alicujus contradictione liberrimo potiantur arbitrio; post eorum quoque omnium discessum eadem res immelioratae cum plenissima integritate sine aliqua minoratione partibus sancti Mammetis reddantur. Ut autem hoc nostrae auctoritatis inviolabile praeceptum in Omnipotentis nomine firmitus habeatur et diligentius ab omnibus custodiatur, manu propria subter illud firmavimus et de hinc anuli nostri inpressione insigniri jussimus.

Signum Karoli (*monogramme*) piissimi imperatoris augusti.

(*Parafe initial*). Amalbertus notarius ad vicem Liuthvardi recognovit et subscripsit. (*Ruche. — Sceau.*)

Datum (*sic*) XVIII kalendas februarii anno incarnationis domini nostri Ihesu Christi DCCC LXXXVII, indictione IIII, anno quoque imperii domni Karoli in Gallia II; actum Scletistat patatio, feliciter, amen.

Edition Sickel : 1 et ; 2 *Midriaco*.

14.

15 Janvier 887, Schlettstadt.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, AVEC LE CONSENTEMENT DES COMTES MILON ET ANSCARIUS, DONNE A OTBERT, PRÉVOT DE L'ÉGLISE DE LANGRES, DES BIENS SITUÉS A BOURG, COMTÉ DE LANGRES, ET A FIXINS, COMTÉ D'OUCHE.

Parchemin; haut., 40 cent.; largeur, 43 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 2, n° 4 (ancien G. 1, n° 11).

ÉDITION : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 422, n° XIV.

ANALYSE : Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, I (1880-89), p. 650, n° 1696.

(*Parafe initial*). — Inn (*sic*) nomine sanctae et individuae trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si fidelium nostrorum petitionibus aurem nostrae mansuetudinis commodamus, non solum

in hoc nostram imperialem exercemus exercemus (*) consuetudinem (**), verum etiam eorum animos nostris utilitatibus reddimus promptiores. Nos ergo morem sequentes praedecessorum nostrorum regum scilicet atque imperatorum, intervenientibus optimatibus atque fidelibus nostris, libuit celsitudini nostrae, tam ex Milonis quam ex Anscarii comitum honoribus, illis volentibus atque consentientibus, quendam fidelem nostrum Othbertum nomine, de quibusdam rebus et mancipiis proprietatis nostrae munerare atque sublimare. Quae siquidem res sunt sitae in comitatu Lingonico et in villa quae Burgo dicitur, colonica videlicet dimidia, et in comitatu Oscarensi villa quae Fiscinis nuncupatur, ex jam dicti comitis Anscarii honoribus mansus unus cum vineis et mancipiis utriusque sexus. Has siquidem praenominatas res et mancipia cum terris, pratis, vineis omni-que earum integritate perpetualiter in jus proprium ad habendum supranominato Othberto, ecclesiae Lingonensis praeposito, per hoc auctoritatis nostrae praeceptum concedimus et perdonamus, ac de nostro jure in jus et dominationem illius sollempni more transferimus, ea videlicet conditione ut quicquid ab hodierno die et deinceps ex supradictis rebus et mancipiis facere voluerit, libero in faciendum potiat arbitrio, quemadmodum ex reliquis suae proprietatis rebus et mancipiis agendum deliberavit. Et ut haec nostrae permissionis confirmatio plenior per futura tempora firmitatis vigorem in Dei nomine obtinere valeat, manu propria subter firmantes, anuli nostri impressione subter jussimus adsignari.

(*Parafe initial*). — Signum (*monogramme*) Karoli piissimi imperatoris augusti.

Amalbertus notarius ad vicem Liuthwardi archicancellarii recognovit et subscripsit. (*Ruche.*)

Datum (*sic*) XVIII kalendas februarii anno incarnationis domini nostri ihesu christi DCCC LXXXVII, indictione IIII, anno vero domni Karoli imperatoris in Gallia imperantis II; actum Sclétistat palacio feliciter, amen.

15.

15 Janvier 887, Schlettstadt.

L'EMPEREUR CHARLES LE GROS, SUR LA DEMANDE DE GEILON, ÉVÊQUE DE LANGRES, LUI DONNE LE MUR DE LA VILLE DE LANGRES, ALORS PRESQUE RECONSTRuite, AVEC UNE LARGEUR DE TERRAIN DE QUINZE PIEDS EN DEÇA ET DE SOIXANTE AU DELÀ, LE TOUT DÉPENDANT DU FISC; PLUS CE QUE LE FISC AVAIT EN UN LIEU APPELÉ CHAMPBEAU, TOUCHANT A LA VILLE. IL CONFIRME LE PRIVILÈGE PAR LEQUEL SON ONCLE L'EMPEREUR CHARLES LE CHAUVÉ, SUR LA DEMANDE DE L'ÉVÊQUE ISAAC, LUI A DONNÉ LE DROIT DE FRAPPER MONNAIE A LANGRES ET AU CASTRUM DE DIJON, ET, EN OUTRE, LA TOTALITÉ DU REVENU DES MARCHÉS ANNUELS ET LA MOITIÉ DE CELUI DES MARCHÉS HERDOMADAIRES TENUS DANS CES DEUX ENDROITS.

Parchemin; haut., 60 cent.; larg., 52. — Bon état. — Sceau brisé en partie.

ARCHIVES : G. 2, n° 5 (ancien G. 1, n° 12).

ÉDITION : Pérard, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne* (1664), p. 49, ad an. 887, avec l'indiction V; [Fyot,] *Histoire de l'église*

(*) Ce mot est ainsi répété.

(**) Edit. Sickel : *mansuetudinem*.

abbatiale et collégiale de S. Estienne de Dijon (1696), preuves, p. 32, n° 61, ad an. 887, avec l'indiction V, d'après le cartulaire I de Saint-Etienne; *Rec. Histor. de Fr. IX* (1757), page 346, ad an. 886, d'après Pérard; *partie*, par Th. Pistollet de Saint-Ferjeux, dans *Mém. de la Société hist. et archéol. de Langres*, III, p. 235, note 1, ad an. 888, 18 fév.

ANALYSE : Bréquigny. *Tabl. chr. I* (1769), p. 338. — Boehmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii*, p. 650, n° 1693.

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Karolus divina favente clementia imperator augustus. Si venerabilium praesulum justis et rationabilibus efflagitationibus aurem nostrae mansuetudinis commodaverimus et eas ad effectum perpetuae stabilitatis perducere satagerimus, non solum in hoc nostram imperialem exercemus consuetudinem, verum etiam hoc ipsum ad praesentis vitae cursum cum felicitate transigendum et ad futuram quantotius (1) beatitudinem capessendam nobis profuturum esse non dubitamus. Idcirco, notum sit omnibus sanctae Dei ecclesiae fidelibus et hostris, praesentibus scilicet et futuris, quia (2) Geilo sanctae Lingonensis ecclesiae reverendus antistes, nostram adiens (3) sublimitatem, celsitudini nostrae innotuit qualiter Lingonis civitatem sibi videlicet a Deo commissam, ob nimiam persecutionem sive infestationem paganorum, et refugium sive salvationem cristianorum et sanctae Dei ecclesiae defensionem prope jam reaedificatam sine alicujus comitis vel judicis juvamine atque constructam haberet, et ut ad perfectionem illam perducere posset, modis omnibus satageret; hujus rei causa serenitatem nostram cum quantis precibus potuit humiliter deprecatus est quatinus (4) ob nimias comitum seu judicum inquietudines, pro omnipotentis Dei amore et nostrorum peccaminum relaxatione, et ipsum civitatis murum et quindecim pedes deintus, et LX de foris, sive omnia ex fisco nostro infra eandem civitatem ad causam (5) comitis pertinentia, seu etiam et omne illud ex jure fisci nostri quod in Campo Bello juxta sepefatam civitatem consistit (6), eidem Lingonensi ecclesiae suorumque rectorum ordinationi per auctoritatis nostrae praeceptum perdonare dignaremini (7). Obtulit praeterea obtutibus celsitudinis nostrae, auctoritatem praecepti piae recordationis avunculi nostri Karoli imperatoris qualiter ipse ob deprecationem Isaac, venerabilis episcopi ejusdem Lingonensis ecclesiae, et in eadem Lingonis civitate et in Divione castro, monetas fieri concessit, ea tamen ratione quo absque alicujus judicis seu comitis inquietudine ad jus sive ordinationem jam saepe memoratae ecclesiae rectorum pertinere perpetuo debeant. Statuit denique, et in eadem auctoritate, ut de mercatis annalibus in supradictis locis medietas, et de ebdomalibus summa integritas partibus ejusdem Lingonensis atque Divionensis ecclesiae cederetur. Quae etiam ut futuris temporibus firmiora sint et certiora credantur, nostra auctoritate corroborari humiliter deprecatus est. Cujus nos laudabilibus petitionibus aurem nostrae celsitudinis accommodantes (8), hoc auctoritatis nostrae praeceptum fieri jussimus, per quod statuantes decernimus et decernendo confirmamus quatinus omnia ex jure fisci nostri ad causam comitis pertinentia infra eandem Lingonis civitatem, et extra, loco qui Campus Bellus dicitur, et

ipsum civitatis murum et XV pedes deintus et LX deforis, veluti supra insertum est, et quemadmodum jam saepefactus Geilo episcopus petiit, ita per hanc nostram imperialem auctoritatem et ipsa Lingonensis ecclesia et ipse suique successores legitime ordinent, et perpetuo in Dei nomine ordine quieto obtineant. De mercatis vero et monetis, sicuti diva memoria (9) suprascriptus Karolus imperator avunculus noster sua auctoritate statuit, constituit et confirmavit, ita et nos ejus redintegrantes et renovantes auctoritatem, per hoc nostrum imperiale praeceptum statuimus, stabilimus (10) atque aeternaliter confirmamus. Et ut nostra imperialis permissio per futura tempora plenior in Dei nomine obtineat firmitatis vigorem, manu propria subter firmantes, anulî nostri inpressione (11) subter jussimus sigillari.

Signum (*monogramme*) Karoli gloriosissimi et serenissimi augusti.

Amalbertus cancellarius ad vicem Liuthuardi (12) archicancellarii recognovit et subscripsit (13). (*Ruche. — Sceau.*)

Datum (*sic*) XVIII kalendas febroarias, anno incarnationis Domini nostri Ihesu Christi D CCC LXXXVII, indictione IIII (14), anno imperii Karoli imperatoris in Italia VI, in orientali Francia V, in Gallia II. Actum Scle-tistath palacio feliciter. Amen.

Texte de Pérard : 1 Quantocius. — 2 Quod. — 3 Inadiens. — 4 Quantumvis. — 5 Jus. — 6 Esse sistit. — 7 Dignaremur. — 8 Accommodantes. — 9 Divae memoriae. — 10 Stabilivimus. — 11 Impressione. — 12 Liuthuardi. — 13 Recognovi et subcripsi. — 14 V. — 15 Palatio.

16.

14 Décembre 889, Laon.

LE ROI Eudes, SUR LA DEMANDE D'ARGIM, ÉVÊQUE DE LANGRES, RENOUVELLE DES CONFIRMATIONS DONNÉES PAR SES PRÉDÉCESSEURS LOUIS (LE PIEUX), SON FILS CHARLES (LE CHAUVÉ), SON NEVEU CHARLES (LE GROS), AUSEI EMPEREUR, ET LES AUTRES ROIS QUI FIRENT RESTITUER A L'ÉGLISE DE LANGRES CELLES DE SES POSSESSIONS QU'ON LUI AVAIT ENLEVÉES.

Parchemin ; haut., 68 cent. ; larg., 52 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 2, n° 7 (ancien G. 1, n° 15).

ÉDITION : [Fyot.] *Hist. de l'église abbatiale et collégiale de S. Estienne de Dijon* (1896), p. 14, n° 31, d'après un cartulaire du chapitre de Langres (*). — *Gallia Christiana*, IV (1798), instr. col. 135-136, n° XI, ex authentico ; *Rec. Histor. Fr.* IX (1757), p. 449, ex Gall. Christ. ; Quantin, *Cartul. gén. de l'Yonne*, I (1854), p. 124, n° LXIII, ad an. 889, 1^{re} janvier, ex Gallia Christ.

ANALYSE : Bréquigny, *Tabl. chr.* I (1757), p. 344.

{*Parafe initial*}. — In nomine sanctae et individuae trinitatis. Odo clemenia (*sic*) Dei rex. Si sacerdotibus in quibuslibet necessitatibus ecclesiasticis nostra auctoritate sublevandis consulimus et ad ministerium suum liberius exsequendum opem ferimus a summo pontificae (*sic*) domino nostro Ihesu Christo aeternae remunerationis largiri nobis praemia

(*) Ce cartulaire est aux Archives de la Haute-Marne, fonds du Chapitre de Langres, XIII^e s. ; le diplôme est au fol. 117, r°.

non ambigimus. Quapropter notum sit omnibus sanctae Dei ecclesiae fidelibus et nostris, presentibus scilicet et futuris, quia Argrimus (1) sanctae Lingonensis (2) ecclesiae reverendus antistes, nostram adiens celsitudinem, obtutibus nostris precepta et auctoritates regum scilicet et imperatorum nostrorum videlicet antecessorum obtulit, Hludowici nempe imperatoris, seu (3) et Karoli filii ejus nihilominus imperatoris, necnon et Karoli nepotis illius, similiter imperatoris, aliorumque regum, qualiter ipsi abbatias, castra, villas aliasque diversarum rerum possessiones jamdictae ecclesiae Lingonensi (2) delegaverunt, et ablata reddiderunt, atque ut ibi perpetuo permanerent sua auctoritate confirmaverunt : munitionem videlicet Lingonice civitatis, ubi habetur ecclesia in honore beati Mammetis eximii martyris ; et castrum Divionensae (sic) in quo sita est ecclesia sancti Stephani protomartyris, et juxta, monasterium sancti Benigni cum omni integritate ; et im pago Tornotrensi (4) monasterium Melundense, et in eodem pago castrum Tornotrense caput videlicet comitatus, et abbatiam sancti Simphoriani in Ladiniaco, cum ecclesiis aliisque rebus sibi aspicientibus ; et infra (5) muros jamdictae Lingonis (2) civitatis abbatiam sancti Petri, et juxta eandem civitatem monasterium Sanctorum Geminorum cum omnibus sibi competentibus ; et im pago Atoariorum monasterium Besuense, cum omni sua integritate, sive etiam alias abbatias aliarumque diversarum rerum possessiones quales eadem Lingonensis ecclesiae (sic) juste et legaliter quieto ordine obtinere videtur. Obtulit etiam et immunitates et auctoritates ex castellis (6) Barro scilicet et Magnomonte, necnon et ex mercatis et monetis qualiter a supradictis antecessoribus nostris confirmatae fuissent et supradictae ecclesiae delegatae, et ad jus illius rectorumque ejus ordinationem perpetuo absque alicujus judicis inquietudine pertinere debuissent. Hujus itaque rei causa ad nostram se colligens majestatem humiliter deprecatus est quatinus pro Dei omnipotentis amore et supramemoratorum sanctorum obtentu ex his omnibus supramemoratis, vel etiam ex his (7) quae futuris temporibus a Deo (8) timentibus aliquando eidem ecclesiae restituerunt (sic) (9) tale auctoritatis nostrae preceptum facere juberemus per quod haec eadem ecclesia omnia supramemorata absque alicujus inquietudine in Dei nomine obtinere valeret Cujus nos saluberrimis postulationibus aurem nostrae serenitatis accommodantes ob (10) deprecationem Askerici (11) venerabilis episcopi, necnon et ob amorem supramemorati Argrimi (12) episcopi, hoc precepti nostri edictum fieri jussimus, per quod statuentes decernimus et ex nostra regali auctoritate confirmamus ut quemadmodum supramemorata monasteria, abbatiae aliarumque rerum possessiones, monetae etiam, castella atque mercata, insuper et omnia quae jamdicta ecclesia juste et legaliter obtinere videtur, necnon et ex monetis, mercatis atque castellis, sicut ab antecessoribus nostris regibus scilicet et imperatoribus ordinatum est, sic absque alicujus inquietudine seu temeraria presumptione (13) aut repetitione sive diminoratione, seu etiam et comitum vel judicum presumptiva occasione haec eadem Lingonensis ecclesia obtineat atque per futura tempora quieto ordine possideat. Similiter namque per hanc precepti nostri auctoritatem ex immunitatibus

eiusdem ecclesiae decernendo sancimus ut nemo fidelium nostrorum vel quilibet ex iudiciaria potestate in ecclesias, agros aut loca sive reliquas possessiones a rectoribus ipsius ecclesiae legaliter possessas et per auctoritates (14) antecessorum nostrorum postea ad partem ipsius ecclesiae confirmatas in quibuslibet locis vel territoriis infra dictionem (15) totius regni nostri eadem memorata tenet vel possidet ecclesia, vel eas quae deinceps a catholicis viris eidem conlatae (16) fuerint ecclesiae ad causas audiendas, aufreda (17) vel tributa exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesiae tam ingenuos quam servos super terram ipsius commanentes distringendos, nec ullas redditiones aut inlicitas (18) occasiones requirendas nostris et futuris temporibus ingredi audeat vel ea quae supramemorata sunt exigere penitus presumat, sed liceat memorato presuli suisque successoribus res predictae ecclesiae cum omnibus sibi pertinentibus sub immunitatis nostrae defensione quieto ordine possidere et nobis fideliter deservire, atque pro stabilitate nostra vel totius regni a Deo nobis collati vel conservandi, una cum clero et populo sibi subiecto libere Dei misericordiam exorare et quicquid exinde fiscus noster exigere debet ad integrum predictae ecclesiae concedimus ut perpetuis temporibus ibidem proficiat in augmentum. Et ut hoc nostrae auctoritatis edictum plenius inviolabilemque obtinere valeat firmitatis per futura tempora vigorem, manu propria subter firmavimus atque anuli (19) nostri impressione insigniri iussimus.

Signum Odonis (*monogramme*) gloriosissimi regis.

(*Parafe initial*). Throannus notarius ad vicem Eblonis (20) recognovit et subscripsit.

Datum (*sic*) XVIII kalendas januarii, indictione VII, anno incarnationis dominicae DCCCLXXXVIII, anno II regnante domno Odone gloriosissimo rege; actum Lucduno clavato in Dei nomine feliciter. Amen (21).

Texte de la Gallia Christiana : 1 Aygrinus. — 2 Lingonice. — 3 Mot passé. — 4 Tornotrense. — 5 Intra. — 6 Castello, — 7 ils. — 8 Deum. — 9 Restituentar. — 10 Ad. — 11 Askerili. — 12 Aygrini. — 13 Praesumptione. — 14 Auctoritatem. — 15 Ditionem. — 16 Collatae. — 17 Aut freda. — 18 Illicitas. — 19 Annulli. — 20 Ebbonis. — 21 Mot passé.

17.

25 Juillet 902, Rueil.

CHARLES LE SIMPLE, A LA DEMANDE DU COMTE RICHARD, DONNE A SON FIDÈLE MANASSÈS LA VILLA *Ermenciacum*, AU PAGUS D'ATTOUAR.

Parchemin; haut., 39 cent.; larg., 55 cent. — Bon état.

ARCHIVES : G. 2, n° 8 (ancien n° 16).

ANALYSE : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderte*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 431, n° XXV.

REPRODUCTION : environ moitié de l'original. (Planche ci-jointe.)

(*Invocation monogrammatique*). — In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Karolus divina propitiante elementia rex. Regalis igitur celsi-

tudinis mos est fideles regni sui munerare atque potentari. Ergo omnium sanctae Dei aeclesiae nostrorum quoque fidelium, tam presentium quam et futurorum noverit industria quod nos predecessorum regum nostrorum siquidem parentium morem et actus imitantes, qui suos quosque fideles noverant sublimare rebus multimodis et multiplicibus donis, concessimus cuidam fidei nostro nomine Manasae res quasdam in pago Hattuerense, id est villam Ermenciacum, quae est sita super fluvium Vincennam, ad comitatum predictum pertinentem, cum aeclesia et omnibus ad se pertinentibus. Dedimus autem jamdictam villam nominato Manase per deprecationem illustris comitis Richardi, videlicet Ermenciacum cum mancipiis utriusque sexus, silvis, campis, pratis, pascuis, aquis aquarumve decursibus, exitibus et regressibus, et cunctis legitimis terminationibus, ut jamdictus Manases prenotatam villam Ermenciacum, cum omnibus ad se pertinentibus habeat, teneat atque possideat, et sicut res res (*) suae proprietatis posteris, quibuscumque voluerit, dimittat. Et ut haec nostrae auctoritatis delegatio majorem obtineat firmitatis vigorem, manu propria eam firmari et anuli nostri impressione subter jussimus sigillari.

Signum Karoli (*monogramme*) regis gloriosissimi.

Herluinus, notarius, ad vicem Haskerici subnotavit et [subscripsit].
(*Place du sceau détruit.*)

Datum (*sic*) VIII kalendas augusti, indictione V, anno X regni domni regis Karoli, redintegrationis V; actum villa Rioilo, feliciter. Amen.

18.

30 Août 967, Dijon.

LE ROI LOTHAIRE, SUR LA DEMANDE D'ACHARD, ÉVÊQUE DE LANGRES, CONFIRME LES DONATIONS FAITES A CET ÉVÊCHÉ PAR SES PRÉDÉCESSEURS, CONCERNANT LE MARCHÉ ET LA MONNAIE DE CETTE VILLE. EN OUTRE, SUR LES INSTANCES DE SA FEMME EMMA, ET DE GIBUIN, ÉVÊQUE DE CHALONS-SUR-MARNE, IL AJOUTE A CES DONATIONS CELLE DU COMTÉ DE LANGRES ET DE CERTAINS DROITS DE TONLIEU.

Parchemin; haut., 61 cent.; larg., 44 cent. — Bon état. — Scellé.

ARCHIVES : G. 2, n° 9 (ancien G. 1, n° 17).

ÉDITION : *Musée des Archives départementales* (1878), p. 32, n° 15.

ANALYSE : Sickel, *Diplome des 8, 9 und 10 Jahrhunderts*, dans *Forschungen*, etc. IX (1869), p. 432, n° XXVI.

FAC-SIMILE : *Musée des Archives départementales* (1878), atlas, pl. XII.

(*Parafe initial*). — In nomine sanctae et individuae trinitatis. Lotharius Dei opitulante clementia rex. Si avitum regimen atque paternum justo moderamine tractare nitimur tunc potissimum censemus ut venustissimorum pontificum petitionibus ratis pro statu scilicet suarum ecclesiarum ac augmentatione fautum iri ne ita quam parvi pendamus, quia nonnullas regum comperimus pro suffragiis momentaneis sanctarum ecclesiarum commeruisse felicia regna beatitudinis summae; scimus enim quia sanctissimus cesar augustus Constantinus divina ammonitus visione ac

(*) Ce mot est répété.

docente beato papa Silvestro postquam convolavit ad catholicam fidem non modo praediis muneribusque ditavit ecclesiam sanctorum apostolorum Petri et Pauli, verum etiam omnem dignitatem imperatoriam Deo sanctisque praedictis apostolis perpetuali jure comtradidit. Noluit enim inibi principari quo Deus clavigerum regni celestis et summum principem apostolorum universalem delegit rectorem ecclesiarum, sed Costantino-polim senatorium consultum atque patricium secum pariter finetenus commigravit, ut nullis infestationibus regie sublimitatis ecclesia romana in posterum multaretur. Quocirca notum fieri volumus omnibus sanctae Dei ecclesiae et nostris praesentibus scilicet et futuris quod Achardus, sancte Lingonensis ecclesiae venerandus praesul, nostram adiens sublimitatem optutibus nostris praecepta et auctoritates imperatorum nostrorum videlicet antecessorum obtulit, qualiter ipsi munitionem civitatis Lingonice, mercatum pariter et monetam praefatae ecclesiae delegaverunt, ut hec omnia ad jus illius rectorumque ejus perpetuo absque alicujus judicis inquietudine pertinere debuissent. Hujusce denique assertionis auctoritatis, roboratus per deprecationem karissimae conjugis nostrae Emmae, efflagitatione quoque ductus supradicti praesulis, ac suplici postulatione Gibuini Catalaunensis antistitis, res quasdam pertinentes ad supplementum regii honoris ob emolumentum aeternae compensationis inevitabiliter concedimus sanctae praescriptae ecclesiae ac sancto Mammeti glorioso martiri, comitatum scilicet Lingonensem atque omne praemium quod exigitur in teloneo de portis civilibus; faventes quin etiam petitionibus dilectae nostrae conjugis ac praetaxatorum nostrorum fidelium praeceptum auctoritatis nostrae fieri jussimus, per quod sancimus (sic) ut perpetuo uti a nobis deliberatum est inviolabiliterque consistat et absque alicujus insectatione (sic) seu praesumptiva temeritate aut repetitione; sive et comitum vel judicum fraudulenta occasione, hec eadem Lingonensis ecclesia obtineat atque per successura temporum curricula in Dei nomine per hoc nostri regni edictum eternaliter possideat. Et ut hec (sic) nostrae auctoritatis edictum pleniorum inviolabilemque obtinere valeat firmitatis per futura tempora vigorem, manu propria subter firmantes anuli nostri inpressione subter jussimus adsignari.

Signum Lottharii serenissimi regis atque sanctissimi.

Unemcus, levita indignus, ad vicem Girardi archicancellarii recognovit.
(Monogramme. — Sceau.)

Datum (sic) III kalendas septembris, anno incarnationis domini nostri Iesu Christi DCCCCLXXVII (sic), indictione X, anno quoque XIII regnante Lotthario rege; actum Divionis castrj feliciter. Amen.

INDEX GENERALIS

Les noms de lieux sont imprimés en italiques, et les noms de personnes en caractères ordinaires.

Les numéros de renvoi se réfèrent aux pages.

- | | | |
|--|--|--|
| <p>Achardus, episcopus Lingonensis, 29.
 Aculiacum, villa. (Eguilly.) 14.
 Adalbertus, 12.
 Adalgarius, notarius, 14.
 <i>Adren</i>, fluviolus. (La Renne.), 19.
 <i>Alba</i>, fluvius. (L'Aube.)
 Albericus, episcopus Lingonensis, 7, 8, 10.
 Alfio, 12.
 <i>Altera</i>, villa in pago sive comitatu Barrensi. (Autreville.) 19.
 Amalbertus, cancellarius, 17, 20, 21, 25.
 Amalbertus, notarius, 22, 23.
 <i>Ambiliacus</i>, villa in comitatu Januensi. (Ambilly.)
 <i>Anavenois</i> (Ennevant?) 22.
 Andelmarus, 12.
 Angelricus, 12.
 Anscarius, comes, 23.
 Anschericus, sive Askericus, episcopus Lingonensis, 16.
 Anstigia, 12.
 <i>Apcellae</i>, villa in comitatu Altuariorum. (Arceaux.) 11.
 <i>Aquisgranum</i>, palatium</p> | <p>regium. (Aix-la-Chapelle.) 6.
 Archentrudis, 12.
 Argrimus, episcopus Lingonensis, 26.
 Askericus, sive Anschericus, episcopus Lingonensis, 26.
 Askericus, sive Haskericus, cancellarius, 28.
 <i>Attoariorum</i>, <i>Altuariorum</i> pagus. (Attouars) 6, 8, 22, 26, 28.
 <i>Attuariensis comitatus</i>. (Attouars.) 11.
 Attuilidis, 12.
 <i>Authoregacurtis</i>, villa in pago Pertensi. (Audricourt.) 12.
 <i>Bagedum</i>, villa in pago Barrensi. (Bayel.) 22.
 <i>Barrensis</i> comitatus. (Bar-sur-Aube.)
 <i>Barrensis</i> pagus. (Barle-Duc.) 12, 22.
 <i>Barrum</i>, castellum (Bar-sur-Aube.) 26.
 <i>Belnensis</i> pagus. (Beaune.) 8.
 Benedrada, 12.
 Beraldus, 12.
 Beroldus, 12.
 <i>Besunense</i> monasterium, in pago Atoariorum. (Bèze.) 6, 26.</p> | <p>Betto, episcopus Lingonensis, 5, 6.
 <i>Boloniensis</i> pagus. (Bologne.) 8.
 <i>Borbona</i>, villa in pago Portinsi. (Bourbonnelles-Bains.) 9.
 <i>Brigendonis villa</i>. (Brignon.) 8.
 <i>Buras</i>. (Bure-les-Templiers.) 22.
 <i>Burgum</i>, in comitatu Lingonico. (Bourg.) 23.
 <i>Buscidum</i>, villa in pago Cavillonensi. (Buxy.) 13.
 <i>Calgiacum</i>, villa Columbarensis. (Chaugey.)
 <i>Camiacensis</i> pagus. (Changy.) 12.
 <i>Campus Bellus</i>, locus, juxta civitatem Lingonensem. (Champeau, rue de Langres.) 24.
 <i>Catalaunensis</i> episcopus : Gibuinus. (Châlons-sur-Marne.)
 <i>Cavillonensis</i> pagus. (Châlon-s-Saône.) 13.
 Celsa, 12.
 Cessariae, 12.
 <i>Cildennacum</i>, villa</p> |
|--|--|--|

- (in pago Lingonico) (Chaudenay.) 8.
- Colombarensis* (*Calgiacus villa*.) 22. Colmier-le-Haut.
- Constantinus, caesar augustus, imperator, 28.
- Corcellensis* finis, in pago Lingonico. (Courcelle-en-Montagne) 13. — Cf. Curticella.
- Cortis Agonis*, villa in centena Oscarensi, 11.
- Cosantia*, villa in pago Pertensi. (Cousance.) 12.
- Cupiacum*, villa (in comitatu Attuariorum) (Couchy.) 11.
- Curticella*, villa in comitatu Lingonico. (Courcelle - en - Montagne.) 11. — Cf. Corcellensis.
- Curtis Gregorii*, villa in pago Lingonico, 8.
- Daibaldus, 12.
- Deodata, 13.
- Deona, 12.
- Diesia, 12.
- Divionensis* pagus. (Dijon.) 8.
- Divionis* castrum. (Dijon.) 6, 24, 26.
- S. Benigni abbatia, juxta muros, 6, 26.
- S. Stephani abbatia, 6, 26.
- Dodo, 16, 22.
- Drothedus, 12.
- Eblo, cancellarius, 27.
- Eleeta, 12.
- Emma, conjux Lotharii regis, 29.
- Erengus, 19.
- Ermenciacum*, villa in pago Hattuariensi, super fluvium Vincenam, 28.
- Fabriniacensis* (monasterium S. Mariae). (Faverney.) 16.
- Fiscinis*, villa in centena sive comitatu Oscarensi. (Fixin.) 8, 23.
- Vineae : *Plantae*.
- Flornidus*, villa in pago Pertensi. (Flornoy) 12.
- Francia*, 10.
- Francia Orientalis*, 17, 21, 25.
- Fulcarius, 11.
- Gallia*, 17, 20, 21, 22, 23, 25.
- Gamo, notarius, 12.
- Gauscelmus, nepos Otberti clerici, 15.
- Gauslenus, cancellarius, 12. (Cf. Gozlenus.)
- Geilo, episcopus Lingonensis, 14, 15, 17, 18, 20, 21, 24.
- Gerardus, comes, 11, 12.
- Gerildis, 12.
- Gerlendis, 12.
- Gevrellae*, mansus in villa Montigniaci super Albam, in pago Laticensi. (Gevrolles.) 16.
- Gibricensis* finis. (Gevrey.) 13.
- Gibuinus, Catalaunensis antistes, 29.
- Girardus, archicancellarius, 29.
- Girhildis, 12.
- Gislebertus, notarius, 11.
- Giuriacum*, villa in pago Belnensi. (Gevrey.) 8.
- Godoloni curtis*, villa in pago Belnensi. (Corgoloin ?) 8.
- Gondoinus, 12.
- Godrion, 12.
- Gorzia*, fluviolus. (Ruisseau de Réome.) 18.
- Gozlenus, cancellarius, 14. Cf. Gauslenus.)
- Granias*, villa. (Granges.) 17.
- Grinaldicurt*, villa in comitatu Barrensi, 19.
- Hamaldus, 12.
- Hansberga, 12.
- Harila, 12.
- Hattuariensis* pagus. (Vide : *Attuariorum*.)
- Heldebertus, 12.
- Heldebrannus, 12.
- Heldovida, 12.
- Helisiakar, notarius aut cancellarius, 6.
- Helmane*, villa in pago Boloniensi, 8.
- Helprada, 12.
- Helpramnus, 12.
- Herlehaida, 12.
- Herbertus, 13.
- Herluinus, notarius, 28.
- Heroindus, 12.
- Hevronia, 12.
- Hilduinus, cancellarius, 10.
- Hirminmaris, notarius, 9.
- Hlotharius, imperator, 9, 10.
- Cancellarius : Hilduinus.
- Notarius : Hrodmundus.
- Hludowicus Pius, imperator, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 26.
- Cancellarii : Helisiakar, Hugo.
- Notarius : Hirminmaris.
- Hludowicus, cancellarius, 11.

- Hoscarensis* centena. (*Vide* : *Oscarensis*.)
Hrodmundus, notarius, 40.
Hugo, cancellarius, 9.
Hunioldis, 12.
Hurbaniacum, villa in pago Lingonico. (Orbigny-au-Mont.) 8.
Iacob, 19.
Iacobus (sanctus), apostolus, frater Domini, 6, 18.
— Ejus reliquiae. (Brachium.) 6, 18.
Iamblenocurtis, in pago Barrensi, 22.
Ianuensis comitatus (Genève).
Idrii ecclesia, 22.
Ierosmus, 12.
Inquirinus, notarius, 18.
Iohannildis, 12.
Isaac, episcopus Lingonensis, 13, 14.
Italia, 10, 17, 20, 21.
Karlomannus, rex, 14, 15.
— Cancellarius : Vulfardus.
— Notarius : Norbertus.
Karolus (Calvus), imperator, 10, 11, 12, 13, 14, 24, 26.
— Cancellarii : Gauslenus sive Gozlenus, Hludowicus.
— Notarii : Adalgarius, Gamo, Gislebertus.
Karolus (Crassus), imperator, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26.
— Uxor : Rigardis.
— Archicapellanus : Liuardus.
— Archicancellarius : Liutwardus.
— Cancellarius : Amalbertus.
— Notarii : Amalbertus, Inquirinus, Walto.
Karolus (Simplex), rex, 27.
— Cancellarius : Askericus.
— Notarius : Herluinus.
Ladiniacum, villa in pago Tornotrensi. (Ligny-la-Ville.) 26.
— S. Symphoriani abbatia, 6, 26.
Landaldus, 19.
Laticensis, pagus, 22.
Laticensis comitatus (Lasçois), 16.
Lauressam. (Laureheim.) 19.
Lingo, Lingona, civitas. (Langres.) 5, 6, 9, 11, 14, 24.
— Murum, 24, 26.
— Episcopi : Achardus, Albericus, Anschericus, Argrimus, Betto, Geilo, Isaac, Teotboldus.
— Ecclesia : S. Mammes, 6, 8, 10, 18, 20.
— Abbatia : S. Petrus, 6, 26.
— Abbatiolae (?) : S. Amator, S. Ferreolus, 8.
Lingonicus pagus sive comitatus. (Langres.) 7, 11, 13, 23, 29.
Lituardus, archicapellanus, 16.
Liuthardus, episcopus Vercellensis, 18, 20.
Liutwardus, archicancellarius, 18, 20, 21, 22, 23, 25.
Lotharius. *Vide* : Hlotharius.
Lotharius, rex, 28.
— Conjux : Emma.
— Archicancellarius : Girardus.
— Notarius (?) : Unemcus, levita.
Ludunum Clavatum. (Laon.) 27.
Ludovicus. *Vide* : Hludowicus.
Magnus Mons, castellum. (Méumont.) 26.
Manasses, 28.
Maneherg, 12.
Marciliacum, villa in pago Lingonico. (Marcilly [lès-Langres].) 8.
Marnacum, villa in pago Cavilonensi. (Marnay) 13.
Melundense monasterium, in pago Tornotrensi. (Molôme.) 6, 26.
Mettis, civitas. (Metz.) 20.
Milo, comes, 23.
Midriacum, 22.
Mons Giblenus, villa in comitatu Portinsi, 11.
Montiniacum, villa in comitatu Laticensi, super fluvium Albam. (Montigny-sur-Aube.) 16, 22.
Nifeldus, 12.
Noidant, villa in pago Lingonico. (Noidant-le-Rocheux.) 13.
Norbertus, notarius, 15.
Northoldus, 12.
Odelbolt, 12.
Odelricus, 13.
Odo, rex, 25.
— Cancellarius : Eblo.

- Notarius : Throannus.
- Oscarensis* sive *Hoscarinsis* centena, in comitatu Attoariorum. (Pays d'Ouche.) 8, 11.
- Oscarensis* comitatus (Ouche.) 23.
- Othertus, clericus, deinde canonicus et prepositus S. Mammetis Lingonensis, 14, 15, 16, 23.
- Padriniacus*, ... in pago Camiacensi. (Pargny-sur-Saulx.) 12.
- Parentiniacum*, villa in pago Attoariorum. (Prantigny.) 22.
- Parisius*, civitas. (Paris) 21.
- Pertensis* pagus. (Perthes.) 12.
- Petracinensis* finis, in pago Lingonico. (Perrecin.) 13.
- Petrafontana*, villa in pago Lingonico. (Pierrefontaine.) 13.
- Petrafontanensis* finis. (Vide : Petrafontana.)
- Pipinus (comes?), 16, 19
- Pons secus Matronam*. (Pont-de-Marne.) 11.
- Pontigo*, palatium regium. (Ponthion.) 12.
- Portinsis* pagus seu comitatus. (Port-sur-Saône.) 6, 9, 11.
- Pratella*. (Presle.) 11.
- Primiacum*, villa in pago Lingonico (Prangey), 8.
- Puteolensis* finis, in pago Lingonico, 13.
- Radalenis Pons*, villa in pago Lingonico. (Roulamont.) 8.
- Rainardus, 12.
- Raneherg, 12.
- Reumau*, locus, ubi abbatia S. Marise et S. Iohannis, in pago Tornotrensi. (Réomé, aujourd'hui Moutier-St-Jean.), 18.
- Rewaldincus*, villa Uscarensis, 22.
- Richardus, illustris comes. (Richard le Justicier ?), 23.
- Ricsenna, 12.
- Rigardis, uxor imperatoris Karoli Crassi, 22
- Rioilum*, villa (Rueil.) 23.
- Rodmundus. (Vide : Hrodmundus.)
- Rodulfus, comes, 16, 19.
- Rotherus, 12.
- Sacconicus*. (Sacquenay.) 8, 11.
- Saifraida, 12.
- Salcis* et *Salis*, villa in pago Attoariorum. (Saulx-le Duc.) 8, 22.
- Salt*, villa in pago Barrensi. (Ville-sur-Saulx ?) 12.
- Sancti Gangulfi ecclesia*, in comitatu Portensi, 16.
- Sancti Gemini*, monasterium juxta civitatem Lingonensem. (Saint-Geômes.) 6, 26.
- Sarraceni, 5.
- Scletistat*, palatium regium. (Schlettstadt.) 22, 23, 25.
- Secutia*, locus in pago Lingonico, 13.
- Sequana*, fluvius. (Seine) 20.
- Sevicus, 12.
- Sullerchiae*, villa (Uscarensis ?) (.....), 22.
- Spernacum*, in centena Oscarensi. (Epernay.) 8.
- Stabulae*, villula in pago Lingonico. (Etaules.) 13, 14.
- Suitgarius, 9.
- Teodricus, 12.
- Teotboldus, episcopus Lingonensis, 10, 11.
- Teutaldus, 12.
- Teutseinda, 12.
- Throannus, notarius, 27.
- Tornotrense castrum*, caput ejusdem comitatus. (Tonnerre.) 6.
- Tornotrensis* pagus sive comitatus. (Tonnerre) 6, 18, 26.
- Trecasinensis* comitatus. (Troyes.) 20.
- Udaltridis, 12.
- Ulmus*, villa super fluvium Sequanam, in comitatu Trecasinensi, ubi ecclesia S. Mammetis, 20.
- Unbertus*, quondam vir illustris, 11.
- Unemcus, levita. (Notarius ?)
- Urtis*, villa in pago Pertensi. (Eurville.) 22.
- Uscarensis*. (Vide : *Oscarensis*.)
- Vercellensis*. (Verceil.)
- Episcopus : Liuthuarius.
- Vernum*, palatium regium. (Veru.) 11.
- Vetus Mulnense*, villa

in pago Lingonico. (Vieux Moulin.) 13.	Albam, in pago La- tiscensi. (Lieu détruit, commune de Vaux- haules, Côte d'Or.) 16	Vulfricus, 13.
<i>Vienna</i> . (Vienne.) 15.	Vuanduinus, 12.	<i>Wadimias</i> , palatium re- gium, 10.
<i>Villa</i> , in pago Pertensi. (Ville en-Blaisois?) 12	Vuiboldus, 12.	Walto, notarius, 16.
<i>Vincenna</i> , fluvius. (Vin- geanne.) 28.	Vuilericus, 12.	Wandelmodis, uxor Do- donis, 22.
<i>Vilriacus</i> , mansus in villa Montiniaci super	Vulfardus, cancellarius, 15.	<i>Warmasia</i> . (Worms.) 16.
		Wido, comes, 16.

IDENTIFICATION DES NOMS DE LIEUX.

AIX-LA-CHAPELLE (Prusse Rhénane). <i>Aquisgranum</i> .	(Aube). <i>Bagedum villa</i> .	(Marne). <i>Camiacensis pagus</i> .
AMBILLY, c ^{ns} . d'Anthemasse, près de Genève (Suisse). <i>Ambiliacus</i> .	BEAUNE, ch. l. d'arrond. (Côte d'Or). <i>Beluensis pagus</i> .	CHAUDENAY, cant. Fayl Billot, arrond. de Langres (Haute-Marne). <i>Cildennacum</i> .
ARCEAUX (Côte-d'Or), canton de Mirebeau, arrond. de Dijon. <i>Apcellas</i> .	BÈZE, cant. de Mirebeau (Côte-d'Or). <i>Besunense monasterium</i> .	CHAUGEY, cant. de Recy-sur-Ource, arr. de Châtillon (Côte d'Or). <i>Calgiacum</i> .
ATTOUARS (Pagus et comté des), traversé par la Vingeanne, borné au nord par le pagus de Langres, au sud par celui de l'Ouche, à l'est par la Saône, à l'ouest par la voie romaine de Dijon à Langres. <i>Attoariorum, Attuariatum, Hattuariensis</i> .	BOLOGNE, cant. de Vignory, arrond. de Chaumont (H ^{te} -Marne) <i>Boloniensis pagus</i> .	COLMIER-LE-HAUT, cant. d'Auberive, arr. de Langres (H ^{te} -Marne). <i>Colombarensis</i> .
AUBE, affluent de la Seine. <i>Alba</i> .	BOURBONNE-LES-BAINS, ch. l. de cant., arrond. de Langres (Haute-Marne). <i>Bordona</i> .	CONSTANTINOPLE (Turquie). <i>Constantinopolis</i>
AUDRICOURT, village aujourd'hui détruit, c ^{ns} de Heiltz-l'Evêque et de Jussécourt, arrondissement de Vitry-le-François (Marne). <i>Autherégacurtis</i> .	BOURG, cant. de Longeau, arrond. de Langres (Haute-Marne). <i>Burgum</i> .	CORGOLOIN, cant. de Nuits, arrond. de Beaune (Côte-d'Or). <i>Godolenti curtis</i> ?
AUTREVILLE (H ^{te} -Marne), cant. de Juzennecourt, arrond. de Chaumont. <i>Altora villa</i> .	BROGNON, cant. de Dijon-Est (Côte-d'Or). <i>Brigendonis villa</i> .	COUCHEY, cant. de Gevrey, arrond. de Dijon (Côte-d'Or). <i>Cupiacum</i> .
BAR-LE-DUC, ch. l. de départ. (Meuse). <i>Barrensis pagus</i> .	BURE-LES-TEMPLIERS (canton de Recy-sur-Ource, arrondiss. de Châtillon (Côte-d'Or). <i>Burae</i> .	COURCELLE-EN-MONTAGNE, cant. et arrond. de Langres (Haute-Marne). <i>Curticella, Corcellensis finis</i> .
BAR-SUR-AUBE, ch. lieu d'arr. (Aube). <i>Barrum, Barrensis pagus, comitatus</i> .	BUXY, ch. l. de cant., arrond. de Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire). <i>Buscidum</i> .	COUSANCE-AUX-FORGES et COUSANCE-LES-COUSANCELLES, cant. d'Ancerville, arrond. de Bar-le-Duc (Meuse). <i>Cosantia</i> .
BAYEL (cant. et arr. de de Bar-sur-Aube	CHALON-SUR-SAÔNE, ch. l. d'arrond. (Saône-et-Loire). <i>Cavillonensis pagus</i> .	DIJON, ch. l. du départ. de la Côte-d'Or. <i>Divio</i> .
	CHALONS-SUR-MARNE, ch. l. de dép. (Marne). <i>Catalaunensis episcopus</i> .	EGUILLY, cant. de Pouilly-en-Auxois, arrond. de Beaune (Côte d'Or). <i>Aculiacum</i> .
	CHANGY, cant. de Heiltz-le-Maurupt, arrond. de Vitry-le-François	ENNEVANT, comm. de Brazev-en-Plaine, cant. de Saint-Jean-

- de-Losne, arr. de Beaune (Côte-d'Or). *Anavencis* ?
- EPERNAY, cant. de Gevrey, arrond. de Dijon (Côte-d'Or). *Spernacum*.
- ETAULES, cant. de Dijon-Nord (Côte-d'Or). *Stabulas*.
- EURVILLE, cant. de Chevillon, arrond. de Vassy (Haute-Marne). *Urtis villa*.
- FAVERNEY, cant. d'Amance, arrond. de Vesoul (Haute-Saône). *Fabrinacense monasterium*.
- FIXIN, cant. de Gevrey, arrondiss. de Dijon (Côte-d'Or). *Fiscinis*.
- FLORNOY, cant. de Vignory, arrond. de Chaumont (H^{te}-Marne) *Flornidus*.
- GENÈVE (Suisse). *Ianuenensis comitatus*.
- GEVREY, ch.-l. de cant., arrondiss. de Dijon (Côte-d'Or). *Gibricensis finis, Givriacum*.
- GEVOLLES, cant. de Montigny-sur-Aube, arrond. de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). *Gevrellae*.
- GRANGES. *Grantias villa*.
- LANGRES, ch.-l. d'arr. (Haute-Marne), *Lingo, Lingona, Lingonicus pagus*.
- LAON, ch.-l. de départ. (Aisne). *Lucdunum clavatum*.
- LASCOIS, pagus et comté, qui avait pour chef-lieu *Latiscum*, près de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). *Latiscensis comitatus*.
- LAURESHEIM (Hesse-Darmstadt). *Lauresam*.
- LIGNY-LA-VILLE, com. de Ligny-le-Châtel, arr. d'Auxerre (Yonne). *Ladiniacum*.
- MARCHILLY [- LÈS - LANGRES], cant. de Varennes, arr. de Langres (Haute-Marne). *Marciliacum*.
- MARNAY, cant. de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). *Marnacum*.
- MÉMONT, cant. de Sombornon, arr. de Dijon (Côte-d'Or). *Magnus Mons*.
- METZ (Alsace-Lorraine). *Mettis*.
- MOLÔME, cant. de Tonnerre (Yonne). *Melundense monasterium*.
- MONTIGNY - SUR - AUBE, ch.-l. de cant., arr. de Châtillon - sur - Seine (Côte-d'Or). *Montiniacum*.
- MOUTIER-ST-JEAN, cant. de Montbard, arr. de Semur (Côte-d'Or). Voir : Réomé.
- NOIDANT - LE - ROCHEUX, canton de Langres (Haute-Marne). *Noidant*.
- ORBIGNY-AU-MONT, cant. de Neuilly-l'Evêque, arrond. de Langres (Haute-Marne). *Hurbiniacum*.
- OUCHÉ, région de la rivière de ce nom, qui a formé un pagus limité à l'est par la Saône, à l'ouest par le pagus de Dijon et au nord par celui des Attouars. *Hoscarensis, Oscarensis, Usca-rensis centena, comitatus*.
- PARGNY-SUR-SAULX, canton de Thiéblemont, arrond. de Vitry-le-François (Marne). *Padriniacum*.
- PARIS. *Parisius*.
- PERRECIN, ville détruite, au sud de Bayel, cant. et arr. de Bar-sur-Aube (Aube). *Petracinensis finis*.
- PERTHES, cant. de St-Dizier, arr. de Vassy (Haute-Marne). *Pertensis pagus*.
- PIERREFONTAINE, cant. de Longeau, arr. de Langres (H^{te}-Marne). *Petrafontana, Petrafontanensis finis*.
- PONT-DE-MARNE, hameau, com. de Langres (H^{te}-Marne). *Pons secus Matronam*.
- PONTHION, cant. de Thiéblemont, arrondiss. de Vitry-le-François (Marne). *Pontigo*.
- PORT-SUR-SAÔNE, ch.-l. de cant., arrond. de Vesoul (H^{te}-Saône). *Portinsis pagus, seu comitatus*.
- PRANGEY, cant. de Longeau, arr. de Langres (Haute-Marne). *Primiacus*.

PRANTIGNY, com. de Monthureux, canton d'Autrey, arrond. de Gray (Haute-Saône). <i>Parentiniacus</i> .	sailles (Seine-et-Oise). <i>Rioilum</i> .	VERCEIL (Italie). <i>Vercelensis episcopus</i> .
PRESLE, comm. de Marcilly-lès-Langres (H ^{te} -Marne). <i>Pratilla</i> .	SACQUENAY, cant. de Selongey, arr. de Dijon (Côte-d'Or). <i>Sacconicus</i> .	VEUXHAULES, cant. de Montigny-sur-Aube, arr. de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). Voir : <i>Vitriacus</i> .
RENNE (LA), ruisseau qui descend de Valdelancourt (Haute-Marne), traverse Autreville, Saint-Martin, La Villeneuve et Monterie, et va se jeter dans l'Aujon, à Rennepont. <i>Adoren</i>	SAINT-GEÔMES, cant. de Langres (H ^{te} -Marne). <i>Sancti Gemini</i> .	VIENNE, ch.-l. d'arrond. (Isère). <i>Vienna</i> .
RÉOMÉ, aujourd'hui MOUTIER-SAINT-JEAN. (V. ce mot.) <i>Reumau</i> .	SAULX-LE-DUC, canton d'Is-sur-Tille, arr. de Dijon (Côte-d'Or). <i>Salcis, Salis</i> .	VIEUX-MOULIN, cant. de Langres (H ^{te} -Marne). <i>Vetus Mulnense</i> .
ROLAMPONT, canton de Neuilly-l'Évêque, arr. de Langres (Haute-Marne). <i>Radalensi Pons</i> .	SCHLETTSTADT (Alsace-Lorraine). <i>Sclelistat</i> .	VILLE-EN-BLAISOIS, cant. de Vignory, arr. de Chaumont (H ^{te} -Marne). <i>Villa ?</i>
RUEIL, cant. de Marly-le-Roi, arr. de Ver-	SEINE (LA), fleuve. <i>Sequana</i> .	VILLE-SUR-SAULX, cant. d'Ancerville, arr. de Bar-le-Duc (Meuse). <i>Salit</i> .
	TONNERRE, ch.-l. d'arr. (Yonne). <i>Tornotrensis pagus sive comitatus</i> .	VINGEANNE, rivière, affluent de la Saône, rive droite. <i>Vincenna</i> .
	TROYES, ch.-l. de dép ^t (Aube). <i>Trecasinensis comitatus</i> .	WORMS (Hesse-Darmstadt). <i>Warmasia</i> .
	VER, cant. de Nanteuil, arr. de Senlis (Oise). <i>Vernum</i> .	

ERRATA

Page 8, ligne 16, au lieu de : fluviolus Colonus Sancti Mamae visus fuit.....
lisez : Fluviolus, colonus Sancti Mamae, visus fuit.....

UNE VIE LITTÉRAIRE SOUS LA RESTAURATION ET LE GOUVERNEMENT
DE JUILLET.

HIPPOLYE AUGER

ROMANCIER ET DRAMATURGE AUXERROIS

Par M. F. MOLARD.

Les Auxerrois ont le don, j'allais presque dire la manie des confessions. Après Restif, Coignet ; après Coignet, Auger Saint-Hippolyte. Ne nous plaignons pas trop de cette surabondance de mémoires dont, pour ma part, je raffole absolument. Par Restif, en effet, nous pénétrons fort avant dans la vie quotidienne des artisans et des petits bourgeois de la Bourgogne au XVIII^e siècle. Coignet nous initie aux sentiments héroïques des soldats de la Grande-Armée. Auger, plus modeste, se borne à la reproduction fort exacte des mœurs littéraires sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet. Il n'en est pas moins intéressant, et c'est encore à M. Paul Cottin, directeur de la *Revue rétrospective*, que nous devons cette aubaine. Il a eu effectivement la bonne fortune de déterrer l'original des Mémoires d'Auger, et la bonne idée de les publier.

Voulez-vous quelque chose d'attrayant pour votre Revue lui écrivait un ami, de passage à Marseille ? — Adressez-vous à M. Alexandre Mouttet, juge de paix à Aix-en-Provence, et demandez-lui s'il consent à vous confier le manuscrit inédit des Mémoires d'Hippolyte Auger, dont il est l'exécuteur testamentaire. Il y avait eu en 1816 un académicien assez inconnu du nom d'Auger, M. Cottin crut d'abord avoir affaire à lui. Mais, dès les premières recherches, il vit que le prénom d'Hippolyte avait été également porté par un autre Auger, auteur dramatique et romancier, né à Auxerre, le 6 prairial an IV (25 mai 1796), et mort à Menton. La liste de ses œuvres, et la mention de plusieurs séjours en Russie, ayant éveillé

sa curiosité, il s'empresse d'écrire à M. Mouttet, provençal de vieille roche, qui fut ami de tous les littérateurs, de tous les artistes, depuis Méry et Georges Sand, jusqu'à Parrocel, l'auteur de *Mémoires*, trop peu connus hors de Marseille. Une lettre d'Auger fera d'ailleurs connaître l'homme. « Je venais souvent, » écrivait-il en 1876, flâner dans les bureaux du Journal *le Toulonnais*. J'y trouvais l'occasion de connaître quelques hommes « dont j'eus fort à me louer, parmi lesquels un avoué de la ville, » M. Mouttet, bibliomane, bibliophile, intrépide liseur de journaux, tient la première place, qu'il occupe toujours par l'effet « de son extrême obligeance, et de son zèle à servir quiconque « doit avoir besoin de lui. J'ai rarement trouvé un homme plus « occupé des autres, et moins occupé de lui, les intérêts les plus « sérieux y compris. Il sait tout, il connaît tout. De quoi qu'il soit « question, on est toujours certain d'avoir pour réponse ; Demandez à Mouttet ; Mouttet vous le procurera. Si Mouttet n'y peut « rien, la chose est impossible.

« De l'éloge qui précède, fait observer M. Paul Cottin dans sa « préface, rien n'était exagéré. S'arrachant à ses recherches nouvelles sur Mirabeau, qu'il possède mieux que pas un, M. Mouttet « me proposa avec sa courtoisie habituelle, soit quelques extraits « intéressants des mémoires, soit le manuscrit complet ». — M. Cottin fut affriandé ; il a accepté le tout, et publié le tout, ou peu s'en faut. Et personne ne s'en plaindra.

Quelques jours après arriva en effet le manuscrit, composé de neuf cahiers, couverts de l'écriture fine d'Auger. Le directeur de la *Revue rétrospective* y trouva la matière d'un fort volume in-12, de 672 pages, suivi d'une table onomastique, et c'est de ce volume que je tire les détails biographiques qui concernent notre auteur.

Son père, marchand épicier, domicilié dans la rue de la Fanerie, ayant sept enfants, dont il était l'aîné, songea bientôt à le caser. Comme on était alors en plein empire, et qu'on sait toujours assez de latin pour se faire tuer sur les champs de bataille, notre héros ne reçut qu'une instruction fort superficielle. Aussi, dès l'âge de quatorze ans, avec quelques louis dans sa petite bourse, et quelques lettres de recommandations dans son porte feuille, il fut envoyé à Paris, et placé chez M. Ternaux, grand fabricant de draps. Ce M. Ternaux possédait pour la vente plusieurs maisons de détail, et ce fut dans l'une d'elles, à l'enseigne du Mameluck, qu'Hippolyte Auger entra en qualité de petit commis. Là, un de ses commensaux le présente à un très singulier personnage, ancien introducteur des ambassadeurs, sous Barras, qui avait

tâté de tout, connaissait tout le monde, et se nommait M. de Mirande. Excellent homme du reste, la fortune ne l'avait point gâté, et l'on sortait le plus souvent avec la faim, des diners qu'il prodiguait avec autant de facilité que de désinvolture.

Le cercle des relations d'Auger s'accroît rapidement. C'est successivement avec M. de Jailly, rédacteur à *La France*, organe légitimiste, puis Préfet sous la Restauration, avec M. de Fougy, second fils du surintendant des finances du comte de Provence, qu'il entre en relations suivies et fait connaissance intime. Lorsque le comte de Provence fut devenu Louis XVIII, Fougy qui était un véritable panier percé, alla crier famine aux Tuileries. Son entrevue avec le roi est impayable et mérite d'être racontée.

« — Sire, je n'ai pas le sou. — Je dirais comme vous, mon pauvre
 « Fougy. — Sire, j'ai faim. — Je n'en puis dire autant ! — Quand
 « je dis que j'ai faim, je me trompe, Sire, c'est madame de Fougy.
 « — Ah ! si vous parlez de votre femme, je prévois l'éloquence des
 « larmes ! Il faut que j'ouvre mon escarcelle. Louis XIV croyait
 « n'être pas assez riche pour payer les dettes de Dufresny, vous êtes
 « mon Dufresny.

« Puis gravement et avec bonté, le monarque ajouta : Vous
 « savez bien que je ne puis pas guérir toutes les plaies de la
 « Révolution, mais j'aurai toujours un palliatif à vous admi-
 « nistrer. Il ouvrit un tiroir de son bureau, y prit au hasard un
 « paquet de billets de la Banque de France, le remit dans la main
 « suppliante en la pressant. Sauvez-vous, dit-il, le ministre des
 « finances peut venir, je ne veux être grondé ni par M. Louis, ni
 « par M. Foy. — Eh ! bien, dis-je à mon tour, vous avez payé vos
 « dettes. — Non. — Vous allez les payer. — Non. — Vous devez com-
 « prendre que si je paie les vieilles, je vais me trouver dans la
 « nécessité d'en faire de nouvelles. — Et combien le roi vous a-t-il
 « donné ? — Il n'en sait rien. — Mais vous ? — Mon cher ami, il
 « y avait quatre-vingt-dix-mille francs ».

La maison où était installé le Mameluck avait un concierge, dont la sœur était ouvreuse au Théâtre Français. Grâce à sa haute protection, il eut souvent des contre-marques, et entendit Talma, Saint-Prix, Lafond, Mesdemoiselles Raucourt et Duchesnois, etc., etc. Ce fut là qu'il rencontra un compatriote, auxerrois comme lui, M. de Soleinne, dont la bibliothèque théâtrale a été célèbre en son temps. Ces entrées de faveur, développant en lui l'instinct dramatique, décidèrent de sa vocation.

A Paris les relations se font vite, et les salons s'ouvrent facilement à quiconque est convenablement vêtu, et possède de bonnes manières. Auger est présenté à madame Armande Roland, roman-

cière, fort oubliée aujourd'hui, et à quantité de beaux esprits, tels que MM. de Liancourt, de Boisgelin, de Châteaubrun, Lauréat de l'Institut, Lindrée, Garnerey, peintre aquarelliste. C'était alors le beau temps de la romance semi-guerrière, telle que *Partant pour la Syrie*, ou *Vous me quittez pour aller à la Gloire*. On nageait en plein *troubadourisme*. Le faux gothique régnait sur les arts, et Garnerey contribua plus que personne à l'acclimater à la Malmaison, auprès d'Hortense et de Joséphine. Ce gâcheur émérite, pasticheur en bleu et en rose, avait l'amitié sincère mais tyrannique. Pour obtenir sa bienveillance, il fallait lui être soumis. Mais alors l'homme devenait pour les siens d'une bienveillance sans pareille.

Il excellait à rendre les dentelures et les fines broderies des monuments gothiques, et contribua plus que personne à les faire admirer de ses contemporains. Dans la famille ils étaient tous peintres. Son frère Louis a laissé des marines estimées, ainsi qu'un récit fort attachant de ses aventures et de sa captivité sur les pontons anglais. Auguste Garnerey fut l'inventeur de ces guipures en papier, souvent merveilleuses, dont on couvre l'intérieur des boîtes à confitures. L'effet défiait les lunettes les plus clairvoyantes.

Cependant Auger se répand de plus en plus dans le monde. Il entre en relations avec Charles Brifaut, l'auteur de la tragédie de Ninus II, de cantates et de petits vers alors fort appréciés, le favori des dames du noble faubourg. Il se lie avec Henri Lucas, agent comptable de l'Institut, petit-fils naturel de Buffon, avec Giresse de la Beyrie, auditeur au Conseil d'État, son collaborateur dans un drame sur l'épisode de Velléda, des Martyrs, et avec tant d'autres qu'il serait superflu de les énumérer.

Arrive 1814, qui le met d'une manière fort inopinée en présence de Napoléon. « C'était le commencement de Janvier, dit-il, vers « dix heures du matin, Ernest d'Angé et moi nous traversions la « cour du Louvre, alors encombrée de pierres qui servaient aux « constructions, lorsque des cris de : Vive l'Empereur ! poussés « par quelques enfants, nous firent attacher nos regards sur deux « hommes qui chevauchaient entre ces pierres. C'était Napoléon « accompagné d'un officier. Il venait du Pont-Neuf où il avait été « visiter les travaux du terre-plein qui se construisait alors. Les « chevaux allaient au pas, et les enfants suivaient les chevaux « avec leurs exclamations. Tout-à-coup, dans un groupe d'ouvriers qui se trouvaient là, d'une voix tonnante un homme leur « imposa silence : « Taisez-vous, braillards, dit-il, c'est le cri de « Vive la paix ! qu'il faut faire entendre ». L'Empereur qui arrivait

« en ce moment près du groupe, arrêta son cheval, et d'une voix douce : « Mes amis, dit-il, ayons tous du courage, le pain, je l'espère, ne nous manquera pas ». Il était pâle, mais les ouvriers tremblaient de cette émotion dont la cause est au-dessus de nous. C'était la première fois que j'entendais la voix de Napoléon, ce fut la dernière fois que je le vis ».

L'entrée des alliés à Paris, le mit en rapport avec les Russes. Voici comment : Une dame qui avait connu de meilleurs jours, devenue veuve sans aucune espèce de fortune, eut l'idée d'ouvrir une pension dans son bel appartement, au second étage d'une maison de la rue Cerutti. Ses commensaux se recrutèrent parmi les amis de son mari, et la première fois qu'Auger y vint, il s'y rencontra avec quatre officiers de la Garde Impériale russe, grands amateurs de théâtre. Notre futur dramaturge eut bientôt fait de les piloter dans tous les spectacles de Paris ; une grande intimité s'ensuivit, surtout avec l'ainé qui était capitaine. Hippolyte Auger se trouvait alors dans un de ces moments de crise morale qui précèdent les résolutions définitives.

Le retour des Bourbons et la paix ne lui ouvraient aucune route, ne lui offraient aucune chance de succès, tant dans le militaire que dans toutes les autres carrières. Puis il faut bien le dire, le patriotisme, le chauvinisme même si l'on veut, n'était exalté et susceptible que chez les officiers, les soldats et les anciens serviteurs de l'Empire. Enfin, parmi les alliés, les Russes étaient bien loin de soulever les mêmes haines que les Prussiens et les Anglais. Notre héros alla donc un beau matin consulter son bon ami le capitaine russe. Pourquoi ne viendriez-vous pas chez nous, lui suggéra celui-ci ? — Mais qu'y faire ? — La langue française est chez nous la langue de la bonne compagnie, vous la pourriez enseigner, ou faire quelque éducation noble et fructueuse. — Je n'ai pas tant d'abnégation. — Alors entrez dans l'armée. — Porter les armes contre mon pays. — Nous sommes en paix, et rien ne vous y oblige. Après la déclaration de guerre (la dernière, celle qui nous a fait faire connaissance), notre Empereur a fait savoir à tous les Français qui comptent chez nous, qu'ils étaient libres de s'abstenir. — Ce qui fut dit, fut fait.

Huit jours après, il est présenté au grand-duc Constantin et à l'empereur Alexandre qui l'agrément comme junker, ou sous-enseigne dans le régiment d'Ismailowski, grade intermédiaire entre l'officier et le sous-officier. Un grand diner chez Véry solennisa cet heureux événement. On y but des flots de champagne à l'alliance entre la France et la Russie. Puis, en route pour Cronstadt par la voie de mer. A peine débarqué, son capitaine, devançant

la Garde qui devait faire une entrée solennelle, le conduit à Saint-Pétersbourg, où la première personne qu'ils rencontrent est un nommé Philippe Wiegel, aux bons soins duquel il est confié pour quelques heures.

Singulier mentor en vérité que ce personnage ! — Jeune encore, il avait trente ans, de type mi-Kalmouk, mi-Slave, Philippe Wiegel est un de ces heureux mortels que la fée Mab a tenus sur les fonts du baptême. Avec lui, les présentations commencent, et Hippolyte Auger fait son entrée dans la Société russe. Il y débute par la grande fête donnée par l'impératrice Marie aux officiers de la Garde, quelques jours avant leur rentrée officielle à Saint-Pétersbourg. Cette fête champêtre réunit naturellement toutes les beautés professionnelles de la capitale, parmi lesquelles le néophyte admire surtout Mme Nariskine, la bien-aimée du Tsar. Son époux, Dmitri, qui remplissait le rôle de grand veneur, avait la manie des belles coiffures. — Voyez donc comme il est bien coiffé, dit un jour l'empereur Alexandre au Grand Chambellan, frère du trop heureux époux. — C'est qu'il l'est de main de maître, Sire, répliqua le courtisan, bien connu pour son esprit sarcastique.

Cependant Auger, au lieu de s'appliquer au noble métier des armes, étend de plus en plus le cercle de ses relations mondaines et joue la comédie de société. Il transforme les pages en acteurs émérites, écrit des petits vers, et s'efforce d'apprendre le russe qu'il ne parvient jamais à s'assimiler complètement. Les Cent-Jours le placent dans une situation difficile, dont il parvient cependant à se tirer heureusement. La traduction de la *Marpha* de la Karamzine et une adaptation en vers français de la ballade de *Ludmila*, d'où Burger a tiré l'idée mère de sa *Lénore*, sont le premier fruit de ses labeurs.

A Wilna, où il est envoyé avec son régiment, il fait connaissance avec Michel Lounine, colonel des Chevaliers gardes à vingt-six ans. Cet homme, doué de tous les talents, mais aussi d'un esprit quelque peu déséquilibré, lui inspira tout d'abord une amitié réelle, et jouera plus tard un grand rôle dans sa vie.

La fièvre guettait à Polotsk notre héros, qui tomba gravement malade. Il va se guérir dans un couvent de Jésuites, alors fort en faveur en Russie, et que dirigeait le P. Grivel. Sur ces entrefaites, son protecteur, le capitaine qui l'avait enrôlé, gêné par les malversations de son intendant, se résout à quitter la Garde où la dépense est grande, et passe à l'armée du Caucase. Se considérant comme responsable du parti qu'a pris son protégé, il lui laisse, en partant, tous les meubles de son appartement et ses deux voitures, en l'engageant à les vendre au besoin.

Ce départ inopiné change les dispositions d'Auger au sujet du service militaire, pour lequel il avait en somme peu de goût, et qu'il remplissait avec beaucoup de négligence. Il profita d'une occasion. Son ami Lounine s'étant rendu impossible dans l'armée par ses excentricités, dut donner sa démission, et reçut de l'empereur la permission de voyager. Le père de l'ex-colonel, après s'être fait beaucoup tirer l'oreille, paya ses dettes, et le 10 septembre 1816, nos deux amis, munis d'abondantes provisions, consistant en porter, rhum, bougies et cigares, s'embarquèrent à Cronstadt, sur la *Fidélité* (de Dieppe). Auger emportait avec lui le manuscrit du *Lépreux de la Cité d'Aoste*, qu'il s'était chargé de faire imprimer à Paris.

Durant la traversée qui fut très bonne, Lounine, décidé à vivre de sa plume, esquisse le scénario d'un faux Dmitri qu'il devait plus tard écrire, mais qui ne fut jamais représenté. A peine débarqué à Paris, Auger se loge rue de Gaillon, y installe Lounine, et se rend dans sa famille.

Il n'y était pas depuis dix jours, que la nostalgie de Paris lui vint. Sa petite province d'Auxerre lui paraissait triste à mourir. Rappelé par Lounine qui n'a plus le sou, il repart pour Paris la bourse pleine, et se met à la recherche d'une position sociale. Entre temps, il refait connaissance avec ses anciens amis, et rencontre un beau soir, au foyer des Variétés, Auguste Garnerey, toujours rose et bleu clair, accompagné d'un jeune homme affecté d'une légère claudication, André de Carrion Nisas, descendant des rois d'Aragon. On sait que son père le tribun Nisas fut le premier à parler en faveur de l'Empire. Il commet avec lui un drame en trois actes, chevaleresque et romanesque, dont lecture est donnée chez Benjamin Constant. Les conviés écoutaient avec la résignation la plus louable, lorsque dans la situation la plus dramatique, au moment où l'héroïne Elfride, échevelée, haletante entre la crainte et l'espoir pour la vie de son amant qui se bat pour elle, prête l'oreille au cliquetis des épées, et après un silence préparé à dessein, dit : Qu'entends-je !... Un miaulement plaintif répondit. L'éclat de rire est universel. C'était la chatte favorite de Benjamin Constant qui demandait à sortir..... probablement pour un besoin urgent.

Grâce à son collaborateur André de Carrion Nisas, dont la nièce devait devenir plus tard Madame de La Guéronnière, Auger et Lounine sont introduits dans le salon de Madame Sophie Gail, l'hôtel Rambouillet de l'époque. Le portrait de cette nouvelle Arlésienne et des principaux personnages qui s'y rencontrent, est tracé de main de maître par notre héros. Malheureusement s'il y fit la

connaissance de la baronne Lydie Roger, l'une de ses plus gracieuses protectrices, son ami Lounine s'y lia avec un vieux conspirateur, le colonel russe, marquis de Beaupoil de Saint-Aulaire, ancien chef des fédérés de 1815, qui lui ouvrit toutes grandes les portes des sociétés secrètes.

Sur ces entrefaites, Michel Lounine apprend la mort de son père, mort dont il avait rêvé dans son sommeil. Cet événement le rappelle en Russie ; en partant, il laisse trois mille francs à son ami. Auger ne devait plus revoir le cher compagnon de sa jeunesse. Lounine toqué de carbonarisme, fut un des chefs de la conspiration de 1825, et finit misérablement ses jours en Sibérie. C'est en l'accompagnant dans ses visites de congé qu'il rencontre pour la première fois le fameux comte de Saint-Simon, dont il donne plus tard une lettre fort curieuse, et très-inédite.

On arrive toujours à se rencontrer à Paris. C'est ainsi que M. de Mirande apparait un jour fortuitement sur le boulevard à Auger, et s'empresse de l'inviter à dîner. C'est là que cet excellent homme le présente à un grand personnage, sir Philippe Drummond, chef de la branche cadette des Drummond d'Ecosse, ancien ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, à Copenhague et en Sicile. A la paix, ce gentilhomme anglais avait abandonné la carrière pour se livrer à l'érudition. Il avait besoin d'un secrétaire, et le plan de M. de Mirande était de lui donner Auger, qui, sans position ni ressources, battait le pavé de Paris, et vivait tant soit peu à la diable. Notre futur romancier plait à sir Drummond, et surtout à lady Drummond, qu'il promène obligeamment dans Paris, où elle trouvait moyen de s'ennuyer.

Il ne néglige point pour cela ses autres relations mondaines, et dans les salons de Mesdames Roger et Sophie Gail, qui s'étaient prises de belle amitié et vivaient ensemble, il voit défiler tour à tour Casimir-Delavigne, Ancelot, Pèdre La Caze, dont le frère Louis a laissé sa belle collection au Musée de Versailles, Delarue Saint-Léger, ancien aide-de-camp de maréchal Marmont, l'historien Lemontey, Prony, le mathématicien, Vatout, le secrétaire de M. Decaze, etc. ; et parmi les dames, la princesse de Chimay, l'ancienne citoyenne Tallien, Madame de Pontécoulant, la belle Madame Lacan, Madame Blondel de la Bergerie, Madame Hutchinson dont le mari avait aidé à sauver Lavalette, la comtesse de Furstenstein, la mère de Madame Benjamin Constant, née Hardenberg, etc. C'était, comme on le voit, la fleur du Paris intelligent, viveur et artistique, durant les premières années de la Restauration.

La vie du futur homme de lettres n'était, comme on le

voit, rien moins que morose. Il supportait avec la gaité de la jeunesse, sa situation précaire et sa misère relative, lorsqu'il eut la bonne fortune de retrouver deux vieux amis, si l'on peut avoir de vieux amis à l'âge d'Auger. Ce fut d'abord M. de Jailly, vieilli et malade, mais toujours charmant, puis Philippe Wiegel, son premier mentor en Russie.

Cet aimable original venait à Paris consulter les princes de la science, locution déjà consacrée à cette époque. C'est sous son inspiration et celle de Carrion-Nisas, qu'Hippolyte Auger fait ses premiers pas dans la carrière. Il publie successivement une traduction de la *Marpha de Karamzine*, une nouvelle russe intitulée *Boris*, et son premier roman, *Gabriel Venance*, où l'on remarque, sinon le germe, du moins l'indice d'un talent.

Entre temps, les deux frères de l'auteur, Lazare et Auguste viennent le rejoindre à Paris. Il place le premier chez l'un des premiers collectionneurs de l'époque. Le second entre dans les assurances sous les auspices de M. Guéneau de Mussy. Cependant son vieil ami, M. de Jailly se case à son tour, et accepte, faute de mieux, d'abord la place de receveur des postes à Melun, puis celle de sous-préfet de Trévoux, où il demeure jusqu'à la fin de la Restauration.

Pour Auger, il collabore faiblement à la *Renommée* et à la *Minerve*, et se divertit de son mieux avec le prince Galitzine.

Sur ces entrefaites sir Drummond, que l'héritage de son beau-père venait de faire très-riche, enrôle définitivement notre héros, comme secrétaire aux appointements de quatre mille francs par an, et le charge de faire pour lui des recherches dans les bibliothèques de Paris, en attendant de le rejoindre à Naples, où il va définitivement résider. Mais l'érudition est bien loin d'absorber tous les instants d'Auger. Il lui faut, quoiqu'il en aie, courir le monde et les salons, où il fait parfois de curieuses rencontres. C'est ainsi que chez son ami Garnerey, il voit le jeune Mocquard, plus tard sénateur de l'Empire, et Madame Lucas, la fille du célèbre *modiste* Leroy, le Worth de l'époque, dont il trace un portrait des plus réussis.

La notice qu'il lui consacra plus tard dans le journal *La Mode* et qui est reproduite tout au long dans les *Mémoires*, fourmille d'anecdotes intéressantes sur les rapports du célèbre couturier avec le duc et la duchesse de Berry. La position de Leroy le mettait à même de connaître bien des secrets. Ce fut lui qui fut le premier informé de la grossesse de la duchesse. Ceci se passait bien peu de temps avant l'assassinat du prince. — Qu'eût fait Louvel, se demande Auger, si la grossesse de la duchesse de Berry eût-été connue ?

Les travaux dont notre écrivain avait été chargé par sir Drummond se trouvant terminés, il dut songer à le rejoindre en Italie. Donc, après un court séjour dans sa famille, notre homme, un beau jour de juillet, s'achemina à petites journées vers la péninsule. Il s'arrête un peu partout, notamment à Lyon, et, enfin passant les Alpes s'embarque à Gênes pour Naples sur une véritable coquille de noix, en compagnie de deux officiers prussiens.

Son patron lui fait épargner les ennuis de la quarantaine, et le voilà installé dans un charmant petit appartement, au coin du quai Sainte-Lucia. Des fenêtres de sa chambre à coucher il voit la mer, l'admirable spectacle de la baie, le Pausilippe à droite, le Vésuve à gauche, Caprée formant le milieu du tableau.

Après avoir visité la ville, Auger part pour Rome afin de préparer le logement de sir Drummond qui devait y passer la saison. Il passe sain et sauf en dépit des Brigands qui infestaient la route. Mais quelle peur il avait eue..... pour sa montre, un excellent chronomètre de Bréguet, cadeau du prince Gallitzine ! Il eut la constance de la tenir dans sa bouche aux endroits dangereux. A Rome, il tient compagnie à sir John Russell qu'on vit plus tard à la tête du cabinet britannique.

Un mois après, le chevalier Drummond vint s'établir au palais Canino dont le premier étage avait été spécialement aménagé. Auger reprend sa besogne de secrétaire et de copiste, qu'il expédiait rapidement pour avoir ses journées libres. Il accompagne lady Drummond dans ses excursions, et fréquente les salons ouverts aux étrangers de distinction. Le soir il s'échappe pour courir, ne fut-ce qu'un instant, au théâtre Valle, où la compagnie Valle tenait ses assises. Il en appréciait tellement le répertoire, qu'un soir, ayant à choisir, il hésita entre sa distraction habituelle et Crescentini, qui avait promis de chanter chez la comtesse Westmoreland. Cependant le grand art l'emporta, et bien lui en prit, car ce fut peut-être la dernière fois que le célèbre soprano chanta le grand air d'Ombra adorata, dans le Roméo et Juliette de Zingarelli.

La peinture que donne Auger de la Société romaine et étrangère au commencement de la Restauration, est vraiment des plus attachante. Nul n'était placé mieux que lui pour la décrire, car on le rencontrait partout. Il aidait lady Drummond à faire les honneurs des salons vastes et vides du palais Canino. Et presque en même temps, on le voyait apparaître aux soirées de la villa Médicis, qu'occupait alors M. Thévenin, directeur de l'école française, chez la duchesse de Devonshire, et chez bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. C'est dans l'hôtel de cette grande dame anglaise

qu'il fit la connaissance de Canova. Le grand sculpteur, fut, paraît-il, vivement frappé de la beauté du jeune auxerrois, âgé alors à peine de vingt-cinq ans. Il lui frappa sur l'épaule, le traitant familièrement de Narcizetto, d'Adoncino d'Amor. Aussi ne se laissa-t-il pas trop prier pour retoucher le buste de marbre blanc qu'un de ses meilleurs élèves fit de notre héros d'après nature. C'est le buste que possède aujourd'hui notre Musée. Et s'il est ressemblant, il faut avouer que la nature avait largement favorisé le modèle. Mais les plaisirs ne faisaient rien oublier à Auger. Grand amateur des arts, et presque riche, grâce aux libéralités de son patron, on le voit se composer une petite galerie, où viennent figurer tour à tour, des Alaux, des Granet, des Clérion et surtout deux Léopold Robert qu'il obtient à bon marché, le maître n'étant pas encore connu. Ce sera une réserve pour les mauvais jours.

Tout cela ne l'empêche point d'assister au fiasco de *la Mathilde de Sabran*, de Rossini, et de baiser dévotement le chapelet porté par Marie Stuart, lors de son exécution, que Madame Howard gardait comme un précieux héritage de famille. Entre temps, il échange de vives réparties avec le roi de Bavière, qui le prenait toujours pour un militaire à cause de ses moustaches, et, à propos d'une exécution, raconte la consultation médicale que durant son enfance lui donna le bourreau d'Auxerre.

Cependant la nostalgie de Paris le reprend si fort qu'il lui faut partir. Au sortir de Turin, il rencontre le comte de Maistre, frère de l'auteur des soirées de Saint-Pétersbourg, alors chancelier de la province de Savoie.

Il arrive juste à temps pour assister au mariage de son frère Lazare, qui épousa la fille du *modiste* Leroy dont il a déjà été question dans ces mémoires. Il s'installe rue Boudreau avec tout le soin possible, car, ainsi qu'il l'avoue, il était né tapissier, et le soin de se faire une demeure avait toujours été le plus vif de ses plaisirs, son appartement était son palais. Il rechercha et retrouva ses anciens amis, Mme Roger, M. de Jailly qui le convoquait à ses soirées de Melun. Il s'en fait même beaucoup d'autres, tel que le marquis de La Garde, ce vieillard toujours tiré à quatre épingles, qui lui apportait chaque jour les commérages de la haute opposition aristocratique. Le malheureux eut une fin tragique, assassiné qu'il fut par son domestique, renvoyé par lui sans certificat, sur un soupçon de vol.

Aimable memento des choses et des hommes d'autrefois, son ami M. de Fougy, le lança dans la peinture. Il se lia avec le comte de Scépeaux, autre débris de la maison du comte de Provence, avec le comte de Puységur, excellent député de province, votant bien, parlant mal, et plus à l'ail qu'à l'ambre.

Cependant les amis ne lui font pas oublier les lettres. Il commence *Ioan VI ou la Forteresse de Schlussembourg*, qui parut plus tard. Il bâcle une comédie en trois actes, intitulé *Les Préventions*. Par la protection d'Armand, l'un des sociétaires du théâtre Français, il obtient une lecture, et sa pièce est reçue par sept voix sur dix, à *titre d'encouragement*. Le tableau de cette lecture est certainement l'une des pages les plus finement écrites de ses Mémoires. Malheureusement *Les Préventions* ne devaient pas voir de longtemps les feux de la rampe. Suivent le portrait d'un chimiste culinaire aussi extraordinaire qu'original, M. Cadet de Vaux, et le récit véridique des relations de l'auteur avec Mme Laruelle, la partition vivante du vieil Opéra-Comique. Elle était devenue comtesse d'Aurignac en secondes noces, après des péripéties qui tiennent du roman.

Dans le tourbillon parisien, Auger rencontre bien d'autres figures intéressantes qu'il dépeint d'un seul mot. C'est ainsi qu'apparaissent tour à tour dans sa galerie, le baron de Lowe Weimar, mort consul de France à Bagdad, le prince Emile de Hesse, auquel il faillit être attaché. Au milieu de tout cela, il était toujours le secrétaire de sir Drummond, les appointements qu'il lui payait constituaient certainement la principale de ses ressources, et pourtant l'on se demande quels services il pouvait bien lui rendre, à part quelques copies à la bibliothèque royale, et des envois de vieux bouquins. Tout autre l'eut licencié à sa place. Mais non, le vieil anglais le garde toujours, lui laissant pleine liberté, et lady Drummond, de passage à Paris, le met en rapport avec un tout jeune homme du nom de William Austin, qui passait, à tort où à raison, pour le fils adultérin de la reine Caroline.

Sur ces entrefaites, le peintre Garnerey, ayant été chargé par la duchesse de Berry de faire les portraits de tous les membres de la famille royale de Naples, notre héros, qui décidemment ne pouvait tenir en place, s'offre à lui servir de cicérone. Garnerey qui avait fait sa provision ordinaire de rose et de bleu, accepte avec enthousiasme. Et voilà nos deux bons compagnons partis pour l'Italie.

A Naples, Auger retrouve son indulgent patron qui lui laisse autant de liberté qu'auparavant, bien que le prince Emile de Hesse ait cherché, on ne sait pourquoi, à lui nuire dans son esprit. Il profite de cette liberté pour recueillir les commérages de la Ville et de la Cour. On dit la jeune princesse Christine bien coquette. C'est pour cela que le roi d'Espagne, Ferdinand VII, déjà vieux, et en quête de femme et de postérité, se prononce ouvertement pour elle. « Je veux la Christine, s'exclame-t-il, parce qu'au moins avec elle je suis sûr d'avoir des enfants. »

Tout lasse à la fin. C'est pourquoi Auger se décide à repartir pour Rome. Le chevalier Drummond, qui décidément est de bien bonne composition, le lui permet volontiers. A Rome il recommence sa vie d'antan, visite les antiquités et les ateliers, entassant dans son cerveau les matériaux qui lui serviront à écrire, deux ans plus tard, son roman historique de Rienzi. Il achète un nouveau tableau, l'Improvisateur, à Léopold Robert, et fréquente, comme d'habitude, les salons de l'aristocratie romaine. Chez les Torlonia, à un bal travesti, une élégante sorcière, renouvelée au prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, la prédiction Shakspearienne de : Macbeth, tu seras roi. Cette prédiction fut plus tard réalisée en Belgique.

Ennuyé cependant de cette oisiveté plus fatigante que le travail, le secrétaire finit par écrire à son maître une lettre qui pouvait se résumer ainsi ! « Que diriez-vous si je partais pour Paris ? » — Et le chevalier Drummond, toujours plus étonnant, de lui répondre. Mais partez donc, j'irai bientôt vous rejoindre.

A peine réinstallé, Auger ne chôma pas. Une de ses amies, Mme Armand, le pria d'accompagner son mari, le comédien Armand qui souffrait d'hypocondrie, dans une excursion en Touraine, organisée pour le distraire. Dans la matinée du 1^{er} juin 1823, ils partent donc ensemble pour se rendre au château de Villesepiery, alors propriété de M. Fiévée, auteur de la *Dot de Suzette*, qui y vivait avec son ami Théodore Leclercq, auteur lui-même de proverbes très en vogue sous la Restauration, mais aujourd'hui fort ignorés.

Comme on le voit, c'était une espèce d'académie. Et M. Fiévée initia Auger aux règles fondamentales du métier qu'il voulait exercer. Mais l'on n'y parlait pas que d'art dramatique, et les anecdotes les plus intéressantes se pressaient en foule sur les lèvres de l'aimable auteur de la *Dot de Suzette*.

Fiévée avait toujours aspiré à être sénateur ; aussi sa déception fut grande quand il ne se vit point compris dans la première liste. Un beau matin, il fut appelé chez l'empereur. C'était la première fois qu'il allait se rencontrer avec lui depuis son sacre. M. Leclercq lui dit : Tu es pâle, est-ce que tu aurais de l'émotion ? — Non, répondit-il, l'homme n'est pas de ceux qui changent de nature parce que la fortune les favorise. L'empereur m'appelle, c'est qu'il a besoin de moi. Je n'ai pas démerité, j'ai confiance en moi, je dois avoir confiance en lui. — C'est égal, il ne faut pas que tu sois pâle. Tu devrais mettre un peu de rouge, j'en mets quand je joue mes proverbes. Si c'est sur une autre scène que tu vas paraître, encore faut-il s'y montrer à son avantage.

Le conseil était bon. Napoléon n'était pas insensible à certains prestiges ; la beauté l'impressionnait. Elle produit une illusion, et l'empereur aimait que les dehors eussent de l'éclat. M. Leclercq lui mit donc un peu de rouge, et il en résulta un effet favorable. On introduisit Fiévée dans le cabinet de l'Empereur. Il y était seul et marchait sans s'arrêter. Il lui dit : Vous avez dû être étonné de n'être pas compris au nombre des sénateurs. — C'est la vérité, sire. — Le Sénat est une retraite, j'ai besoin de vous au Conseil d'Etat. Je vous charge, en outre, de m'écrire, pour moi seul, tout ce que vous croirez utile de me faire savoir ou de me proposer, dans l'intérêt général. Ce sera me servir comme il est nécessaire que je sois servi. Il s'arrêta, le regarda fixement et continua : Vous êtes jeune, vous vous portez bien : le Sénat c'est un lit de repos ! Nous avons beaucoup à faire, je compte sur vous. Je sais ce qu'on dit, ce qu'on espère, mais je sais aussi ce que je veux. Des avis sont quelquefois des conseils, avec vous je n'ai pas à m'expliquer davantage.

Et Fiévée entra au Conseil d'Etat, *grâce à un pot de rouge*. Le petit cénacle fut dissous à la Saint-Jean. Auger rentra avec plaisir dans son domicile de la rue Boudrau, mais constata avec regret que son jeune frère avait bu toute sa provision de Madère de concert avec ses amis. Mais comme d'autre part, Garnerey était fort content de son élève, l'ainé ne fut point trop sévère. Passons sur la rencontre d'Auger avec un de ses amis de Russie, le petit-fils du célèbre maréchal Munich, qui, venu en France pour rétablir sa santé délabrée, ne trouva point de meilleur remède que de s'énamourer d'une jeune artiste, nommée Mademoiselle Fleuriet. C'est chez elle qu'il fit la connaissance, peu enviable d'ailleurs, de Castaing, le célèbre empoisonneur dont la fin tragique est bien connue.

Cependant Auger essayait toujours, sans succès, de faire représenter sa comédie reçue à la Comédie Française. Il échoue avec Mademoiselle Mars qui refuse de jouer, parce qu'elle se trouve trop âgée pour un rôle à travestissement. Repoussé de ce côté, notre auxerrois se console par un petit voyage en Angleterre, conçu et exécuté en compagnie de jeunes anglais, ses amis. C'est là, que trouvant un bouquin du P. Ducerceau, intitulé : *Conjuration de Nicolas Gabrini, dit de Rienzi*, il s'attela à un gros roman sur le même sujet. Le premier volume, rempli de fautes typographiques parut en Angleterre ; les deux autres virent le jour à Paris.

Cédant aux sollicitations de sa mère et s'imaginant au surplus que la solitude de sa province sera favorable au développement de son génie, Saint-Hippolyte alla passer un an à Auxerre, où il vécut

fort retiré. Il y serait peut-être demeuré toute sa vie, s'il n'avait eu le malheur de perdre en même temps sa mère et deux de ses plus chers amis, le peintre Garnerey et le musicien Gustave Dugazon. Dès ce moment, son retour à Paris fut décidé. Il lui restait bien sa grand'mère, mais elle était âgée de 78 ans, et habituée à une existence trop paisible, trop mathématique, pour les goûts de son petit-fils.

Comme il se disposait à partir, il reçoit la visite d'un prussien, le baron Delmar, que ses amis lui envoyaient pour le distraire, et lui servir de distraction à lui-même. Le baron l'entraîne en Suisse. On voyage à petites journées en passant par Trévoux, où Auger ne manque pas d'aller visiter l'ami de Jailly qui y avait jeté l'ancre en qualité de sous-préfet. La description du diner et de la soirée qui le suivit, est digne en tous points de la petite ville de Picard.

Arrivés à Genève, nos deux compagnons, quoique demeurant ensemble chez deux vieilles dames, parentes de Sismondi, se séparent complètement. Tandis que Delmar va flâner chez les Mômiers, Saint-Hippolyte fait des recherches dans les bibliothèques de la ville. et écrit son essai historique sur la République de S. Marin, qu'il publia peu de temps après. Il fréquente Sismondi et le baron de Bonstetten. On le voit chez Auguste de Stael et chez Madame Gay, qui promenait sa fille Delphine par monts et par vaux, en attendant qu'elle devienne célèbre sous le nom de Madame de Girardin.

Il commençait à s'ennuyer beaucoup, et des voyages et de la compagnie, lorsque le baron Delmar eut la bienheureuse idée de retourner à Paris. Là, il fit la connaissance du frère de celui-ci, riche financier, établi à l'hôtel Beurnonville et de l'avocat Tonnet, qui le fit recevoir franc-maçon, sous le parrainage des deux Dupin, dans la loge des Trinosophes. Cette loge comptait des membres fort distingués. On y rencontrait, Hippolyte Carnot, le père du président de la République actuel, dont il trace un portrait fort intéressant. Outre Carnot, on y voyait fréquenter un jeune Lanjuinais, Marie, qui devint plus tard avec Jules Favre, l'un des plus célèbres avocats du barreau de Paris ; Paillard de Villeneuve, qui dirigea jusqu'à sa mort la *Gazette des tribunaux*, Laurent de l'Ardèche, plus tard conservateur de la Bibliothèque de l'arsenal, et Léon Foucher, qui fut ministre sous la présidence de Louis Napoléon.

Cette loge des Trinosophes formait comme une société où l'on traitait de questions scientifiques et littéraires. Auger, d'abord intimidé par son manque d'instruction première, se hasarda pourtant à traiter, par écrit, l'un des problèmes posés par l'assemblée.

« Il s'agissait de démontrer, dit-il, si comme une des spécialités de la littérature, le roman pouvait avoir son but d'utilité. Sans y avoir jamais réfléchi, je m'emparai de la question pour la résoudre affirmativement, et, comme preuve, prenant quelques-unes des autres questions les plus délicates à traiter, j'en fis la contexture d'un roman rapide, succinct, écrit de verve, simplement, sans phrases et, conséquemment, dans la forme d'un discours scientifique. Je ne pense pas jamais avoir été mieux inspiré. Malheureusement ce coup d'essai n'a pas été suivi d'un coup de maître. J'avais très sincèrement la timidité de mon ignorance, et c'est ce qui me soutint, et me sauva au milieu de gens dont le plus médiocre m'était évidemment bien supérieur ».

Ce débat mit Auger en rapports avec Charles Teste, frère de l'avocat Teste, qui fut plus tard garde des sceaux sous Louis-Philippe, et finit comme on le sait. Ce Charles Teste, républicain convaincu, exploitait alors sous le nom de Pihan de Laforest, une librairie, située rue des Filles Saint-Thomas, en face de la Bourse. Les librairies étaient alors, comme elles le sont encore dans une partie de l'Italie, le rendez-vous des érudits, des littérateurs, et même des hommes politiques, qui venaient brasser des idées, et s'entretenir de leurs petites affaires. Saint-Hippolyte y rencontra Béranger, de Pongerville et Victor Augier, père de l'auteur du *Fils de Giboyer*. Ce Charles Teste était vraiment extraordinaire; il faillit se brouiller avec son nouvel ami, parce que sur la couverture de son *Essai historique sur la République de S. Marin*, qu'il lui donna à imprimer, la croix du Christ était l'écu qui portait le mot *libertas*, liberté. — Pourquoi la croix ? me disait-il. — Mais c'est la symbolique de l'État ! — Pourquoi ce préambule de religion ? — Mais le fondateur a été mis au rang des saints. — Ce n'est pas ainsi qu'on écrit l'histoire. — Mais l'histoire veut qu'il en soit ainsi. — C'est fâcheux. — Et il est à noter cependant que Charles Teste n'était rien moins qu'athée. Mais les exigences du parti clérical sous le pieux roi Charles X avaient tellement monté les esprits, que l'on considérait la religion catholique comme l'ennemie naturelle de la liberté.

C'est dans cette société de morale et de littérature de la rue des Poitevins, qu'Auger se trouva pour la première fois en relations avec Bazard et Buchez, et, comme tant d'autres, versa dans le Saint-Simonisme. De concert avec Carnot, il fonda le *Gymnase* qui devait être l'organe de leur association.

Sur ces entrefaites, le chevalier Drummond étant mort, les appointements qu'il en recevait cessèrent par le fait, et notre romancier, à bout de ressources, dut aller à Auxerre pour se faire

ravitailleur par sa grand'mère, qui avait quelques écus en réserve, et les lui sacrifiait volontiers.

Cependant le *Gymnase* n'avait pas eu le succès qu'on en espérait. Après le douzième cahier, il fallut cesser la publication, faute de fonds et d'abonnés.

Auger s'en consola en courant les bals, et ce fut à celui de M. Caumont, l'oncle du futur archéologue, qui, jeune alors, ne pensait guère à l'archéologie, qu'il rencontra tout d'abord Dumas père, son futur collaborateur. On venait de donner pour la première fois au théâtre Français, *Henri III et sa cour*. Il faut cependant vivre. Grâce à Auguste Maillard, Auger entre à la *Mode*, un des journaux fondés par Emile Girardin, alors à ses débuts. Ce périodique avait des rédacteurs, qui, plus tard, devinrent illustres, témoin Balzac. Il venait de lâcher son imprimerie et de publier le *Dernier Chouan*, le premier ouvrage qui attira sur lui l'attention du public. Très occupé alors de ses *Scènes de la Vie privée*, le célèbre écrivain ne fournit pas à la *Mode* beaucoup d'articles, mais ceux qu'il donna portaient son cachet. Il n'en fut pas de même de Saint-Hippolyte qui, pressé par la nécessité, se fit l'homme du recueil, moyennant cinq cents francs par mois. C'est alors qu'il lui arriva une aventure singulière. Un individu qui fabriquait une eau régénératrice de la chevelure, l'assailait de demandes d'annonces et de réclames. Pour s'en débarrasser, notre auxerrois, croyant le mettre en fuite, lui réclama tout simplement cinq cents francs, somme énorme pour l'époque. A sa profonde stupéfaction, il fut pris au mot. Le quidam mit un billet de cinq cents francs sur la table et se retira. Il était déjà fin de siècle celui-là. Mis au pied du mur et fort embarrassé, Auger enchassa la réclame implorée dans une histoire de la chevelure, où il se livrait à un grand étalage d'érudition. A la fin du mois, en faisant son compte de lignes, il avoua à Girardin qu'il ne comptait pas l'article sur la chevelure, puisqu'il en avait reçu le prix. Mon cher ami, fit avec un imperturbable sang froid, le futur grand Emile, vous ne ferez jamais fortune. Vous m'avez donné l'article, j'ai inséré l'article, je vous paierai l'article. L'affaire se termina par un bon déjeuner à Ivry où habitait Auger.

Ce fut là qu'il commença et acheva son roman *le Prince de Machiavel*, que lui acheta l'éditeur Guillaumin, et qui parut seulement en 1834. Il eut une seconde édition sous le nom de *César Borgia*.

En attendant, le temps avait marché et la Révolution de Juillet éclata inopinément. Auger raconte ses tribulations dans Paris, et le danger qu'il courut d'être fusillé par la Garde royale. Il avait sur lui un pistolet chargé qu'il parvint à dissimuler dans son chapeau.

La garde nationale étant formée, notre auxerrois entre dans l'artillerie. Il y rencontra Buchez qui ne pouvait perdre si belle occasion de prêcher. Le tapage de la rue ayant un peu cessé, le Saint-Simonisme en profita pour accaparer l'opinion. Enfantin et Bazard annonçaient la bonne nouvelle, rue Taitbout. Buchez éleva autel contre autel. Entraîné par lui, Saint Hippolyte et plusieurs amis, tels que Boulland et Bois-le-Comte, louèrent un local assez vaste rue de Choiseul, au troisième étage, où les chambres à coucher nécessaires, mises en réserve, on pouvait rassembler un nombreux auditoire. Ne fallait-il pas propager la doctrine, et par la parole et par l'exemple ? — Aussi rien ne fut oublié dans l'organisation du petit phalanstère. Un grand salon ayant trois fenêtres, une chambre à deux fenêtres, servant de bibliothèque, une spacieuse salle à manger et une grande antichambre, furent préparées pour recevoir les nouveaux disciples. Les dépenses étaient communes entre les organisateurs. Des invitations furent partout lancées et la foule commença à affluer. Nos apôtres virent successivement défiler devant eux le Tout Paris de l'époque, Victor Hugo, Paul Foucher, Alfred de Vigny, Adolphe Dumas qui venait de faire jouer une tragédie à l'Odéon ; Roux, le collaborateur de Buchez dans son Histoire parlementaire de la Révolution, Barthélemy Hauréau, aujourd'hui membre de l'Institut, furent parmi les plus assidus. Les choses se passaient d'ailleurs moins sacerdotale ment que chez Bazard et Enfantin, auxquels on avait d'ailleurs déclaré la guerre, par une brochure intitulée : *Lettre d'un disciple de la science nouvelle aux religionnaires prétendus Saint-Simoniens de l'Organisateur et du Globe*.

Cependant la nouvelle église dissidente qu'ils fondaient, sans admettre la *femme libre*, comme sa rivale, ne pouvait négliger tout à fait la plus charmante moitié de genre humain. Auger qui était, comme on le sait, fort bien de sa personne, fut chargé spécialement d'enrôler les femmes sous la nouvelle bannière. En vain il s'en défendit, prétextant son peu d'habitude de la parole, il lui fut répondu qu'il écrirait ses leçons, et Buchez se chargea de donner le plan des cours.

Ainsi fut fait, et à partir du mois de janvier 1831, il y eut chaque jeudi, de deux à quatre heures, une réunion de femmes élégantes et de bonne compagnie, pour ouïr les leçons du maître improvisé. La question de la femme dans la société moderne était agitée philosophiquement du mieux possible, et quand le professeur cessait de parler, Buchez prenait la parole pour paraphraser ses assertions avec l'autorité d'un chef d'école. Ce fut un grand succès, car l'auditoire ne cessait d'augmenter. Bientôt pour l'accentuer

d'avantage, et l'affirmer en même temps, Stéphen de la Madeleine, alors rédacteur au *Pigaro*, organisa de petits concerts, où prirent part des artistes de valeur, tels que : Madame Dorus de l'Opéra, le comte de Durfort, ténor amateur de haute volée, Mademoiselle Naldi, devenue comtesse d'Esparre, et Mongel le corniste, Madame Leman tenait le piano et, sous la direction de Madame Lebrun, choryphée de l'Opéra, un chœur composé d'amateurs, hommes et femmes, faisait merveille.

Tout allait donc au mieux dans le meilleur des mondes possibles, lorsque l'orgueil de Buchez, amena la première querelle. A la requête toute particulière de Mademoiselle Fanny, institutrice de Mademoiselle de Nesselrode, et l'une des habituées de sa cour, Auger avait préparé une matinée, qui fut, suivant l'habitude, composée d'un petit concert et, contrairement aux usages, suivie d'un petit lunch et d'une sauterie. L'austère Buchez tomba au milieu des danses, et fit une telle algarade que tout le monde retourna à la philosophie.

Cependant le local de la rue de Choiseul ayant été jugé insuffisant, on le quitta pour aller rue Chabanais, où l'on établit un véritable ménage. Il y eut dès lors un véritable maître de maison, et Buchez régnant, Saint-Hippolyte se chargea de gouverner. Après une consultation de quelques jours, les charges de l'établissement furent équitablement réparties entre les nouveaux entrepreneurs en phalanstère.

Les cours se continuèrent à la rue Chabanais. Buchez exprimait ses idées sur le développement des civilisations, sur les rapports des doctrines évangéliques avec la formule républicaine, sur l'organisation des sociétés ouvrières, idées qui sont entrées dans le sang intellectuel de la société. Un journal fut même créé pour les propager. Il avait pour titre : *L'Européen*, journal des sciences morales et économiques ; notons qu'à cette époque, l'Académie n'avait pas encore de section des sciences morales et politiques.

Cependant quelques femmes, notamment la princesse de Belgioioso se joignirent aux habitués. Madame Leman les recevait avec beaucoup de grâce. Auger parvint même à y attirer sa vieille amie Madame Roger, qui se logea dans la même maison, à l'entresol. Ce fut à ce moment, que le cénacle perdit une de ses fortes têtes. C'était un conservateur de la bibliothèque royale du nom de Roger. Ce fut lui qui donna à Auger un autographe de Saint-Simon qu'il imprime à cet endroit de ses mémoires. On y remarque une forte diatribe contre Bonaparte. En revenant de l'enterrement de leur ami, notre auxerrois s'attira une nouvelle scène de la part de Buchez, pour avoir timidement fait la supposition que, lui aussi, le

maître, était mortel. Il y avait là, il faut l'avouer, un excès de susceptibilité, dont la cause secrète doit être cherchée dans les travaux littéraires, que ce disciple récalcitrant continuait malgré tout.

En effet il avait accouché clandestinement d'un drame en cinq actes et en prose, intitulé : *Les Mœurs et la Loi*.

Lecture ayant été faite en commun de cette nouvelle œuvre, il fut décidé à l'unanimité qu'elle serait recommandée chaudement à l'avocat Mauguin, qui exerçait une certaine influence à la Porte Saint-Martin. Malheureusement l'affaire ne put aboutir. Passons sur des querelles intestines entre les dames, ainsi que sur les amours bientôt interrompues d'Isaure, nièce de Madame Roger, avec un jeune polonais du nom de Vodzinski. La mode était alors, on le sait, aux proscrits étrangers. Nos Saint-Simoniens n'y pouvaient déroger. C'est pourquoi l'on vit successivement défiler dans leurs salons, le poète Niemcewicz, l'ami, le compagnon du célèbre Kociusko, le second, le héros de la récente insurrection, Lelewel, l'historien de la Pologne, Piero Maroncelli, dont la princesse de Belgioioso était l'Antigone, et dont le nom est familier à tous ceux qui ont lu les *Prisons de Silvio Pellico*, et bien d'autres encore qu'il serait trop long d'énumérer.

En attendant, depuis la mort de sir Drummond, Auger qui était sans ressources, devait résoudre chaque jour le problème de la vie. Il avait déjà vendu pour un assez bon prix à Giroux, un des cinq tableaux de Léopold Robert qu'il possédait. Plus tard, pour l'installation de la rue Choiseul, forcé de recourir à un emprunt, il avait donné, comme garantie, quatre tableaux, trois autres de Robert et le cadre de Clérion, dans lequel Granet avait peint un moine. Mais malgré toutes ces petites combinaisons, il n'en était pas moins réduit aux expédients.

Cette gêne fut le prétexte choisi par Auger pour se retirer du cénacle. Après avoir choisi un nouveau logement, il se mit en quête de protecteurs capables de lui fournir les moyens de gagner sa vie. Il s'adressa d'abord à Emile de Girardin, qui consentit à insérer dans son *Journal officiel de l'Instruction publique* une série d'articles sous le titre collectif : *Les Beaux-Arts considérés comme moyen d'éducation*. Puis vint le tour d'Ancelet, célèbre par sa vanité. C'est lui qui ayant entendu siffler quelques passages d'une de ses pièces, en fit peser de suite la responsabilité sur l'acteur qui était en scène. « Le malheureux, disait-il, aura retranché, ajouté ou changé quelque chose. » Hélas ! il y a de dures nécessités ! M^{me} Ancelet, suivant le style de l'époque, enchaina Auger à son char. Il dut fréquenter le salon où elle trônait

entre Jouffroy et Patin. Mais, à ce prix, le mari consentit à remanier, de concert avec l'auteur, son drame : *Les Mœurs et la Loi*, qui devait voir les feux de la rampe au Gymnase.

Sous le titre d'*une Séduction*, la pièce fit peau neuve, et eut un assez grand succès pour remettre momentanément à flot Saint-Hippolyte. Tous ses amis en furent heureux, et notamment Mme Benjamin qui, faisant violence à ses goûts de retraite, voulut assister à la répétition générale. L'Auxerrois était en veine, il reprit sa comédie des *Préventions*, reçue en 1821, la réduisit en un acte ; et, sous l'intitulation nouvelle de : *Plus de peur que de mal*, elle récolta de nombreux applaudissements. Entre temps, Auger soutenait une assez vive polémique avec ses anciens amis de la rue Chabanaïs à propos de ses articles sur l'*Éducation par les Beaux-Arts*, où il développait pourtant les idées buchésiennes.

Tous ces travaux avaient pris un an ; la tête fatiguée et la bourse vide, Auger recourt de nouveau à son excellente grand-mère, et après une huitaine de séjour à Auxerre, va dépenser son argent bourguignon dans une excursion de plaisir à Rouen. Il y retrouve des amis de jeunesse, entre autres Mersan des Barres, et rencontre au Théâtre des Arts, Adolphe Dumas, qui l'enrôle dans sa société, et l'accable de musique et de littérature. On lui donne le plaisir de monter trois de ses pièces, d'abord *Plus de peur que de mal*, déjà représentée à Paris, et *une Mère*, comédie, avec *l'Héritier malgré lui*, vaudeville, qui, depuis, restèrent en portefeuille.

Saturé de gloire, Auger se réfugie à Dieppe, aux bords de la mer. Or, Louis-Philippe villégiaturait à son château d'Eu. La ville lui décerna des fêtes bourgeoises, et la Direction du théâtre dieppois, ne voulant point rester en arrière, appela notre touriste à son aide, qui, avec forces douleurs, accoucha des sept couplets chantés au spectacle sur l'air du *Charlatanisme*. Le roi-citoyen, fort satisfait, fit verser 1,000 francs pour les artistes. Ils furent mangés en partie le lendemain, dans un beau déjeuner sur l'herbe, aux ruines du château d'Arques. L'auteur en prit sa large part, et ce n'était que justice.

La flânerie de notre romancier durant depuis trois mois, il commença à se lasser, et revint à Paris prendre le collier de misère. Alors recommence pour lui une époque de production. Au baron de Cès-Caupenne, directeur de l'Ambigu et de la Gaité, il donne successivement, et coup sur coup, un grand drame en cinq actes avec prologue, intitulé *Pierre le Grand* ; un autre, en trois actes, *la Folle*, qui eut mauvais succès, à cause de la musique, prétend Auger, bien aise de rejeter sa chute sur le dos

de son collaborateur ; un autre drame en cinq actes, *les Huguenots* ; et enfin, sous le titre de *Le Corréridor de Séville*, un mélodrame de trois actes, qui fut improvisé en huit jours, sur une donnée fournie par le comte de Montalivet, alors ministre de l'intérieur. Cet impromptu alla aux nues, et notre dramaturge se reposait sur ses lauriers, lorsqu'il se trouva mêlé à la désagréable querelle de son directeur avec la Société des Gens de Lettres. En effet, celle-ci, s'élevant contre l'arbitraire ministériel, ne reconnaissait pas à M. de Cès-Caupenne le droit d'exploiter deux théâtres à la fois. Elle l'avait mis en interdit, et Auger, en continuant à travailler pour lui, se mit à dos tous ses confrères. Il en résulta pour lui d'amers déboires, comme on le verra par la suite.

Ici se place l'histoire du premier et seul duel d'Auger Saint-Hippolyte. Un matin qu'il travaillait comme de coutume dans son modeste logis de la rue de Grenelle, il entendit sonner violemment à sa porte, fut ouvrir et reçut en plein visage un maître soufflet. Puis deux hommes pénétrèrent dans son salon, dont la porte était ouverte. L'un était Eugène Lerminier, l'autre Edouard Char-ton, éditeur du *Magasin pittoresque* et depuis sénateur. Lerminier commence par demander des explications ; mais, bien entendu, Saint-Hippolyte, enragé de ce début, les met tous les deux à la porte, et envoie ses témoins, dont l'un était Hauréau, aujourd'hui membre de l'Institut. Disons tout de suite que l'affaire n'eut pas de suites graves. Les deux adversaires échangèrent galamment quatre balles à vingt-cinq pas de distance, sans se faire le moindre mal.

Or, voici quelle était la cause de tout cet orage. Auger ne faisait pas que des pièces, il commettait aussi des romans. Dans l'un de ceux-ci, qui avait pour titre : *La Femme du Monde et la Femme Artiste*, et qui était tiré de la comédie antérieurement refusée par Mlle Mars, figurait un personnage bizarre, offrant des traits d'une vérité d'observation telle, que *certaine personne* avait cru pouvoir s'y reconnaître. Il s'agissait, en effet, et surtout dans la préface, d'un homme qui s'était rendu populaire dans le haut enseignement. *Inde iræ !* Après le duel, notre auteur crut pouvoir accorder le retrait de cette préface.

Ce fut à cette époque que, coup sur coup, Auger fit représenter au Gymnase et au Vaudeville *Pauvre Mère* et *Marcel*. L'honorable succès obtenu par ces deux pièces ne laissa pas que d'exciter la jalousie des membres de la Société des Gens de Lettres, dont la susceptibilité avait déjà été éveillée par les circonstances dont il a déjà été question. Mais Auger y mit le comble en publiant, deux

années après, un ouvrage en plusieurs volumes, intitulé : *la Physiologie du Théâtre*, où il soutenait en cette matière des opinions diamétralement opposées à celles reçues à cette époque. Qu'arriva-t-il ? Le baron de Cès-Caupenne, choqué de si fortes nouveautés, se réconcilia avec la Société des Gens de Lettres aux dépens de Saint-Hippolyte, qui fut définitivement sacrifié. A partir de cet instant, ses pièces furent sifflées ; les directeurs ne voulurent plus les recevoir, et comme le théâtre était son gagne-pain, notre pauvre dramaturge tomba dans une misère si noire, qu'il fut contraint de solliciter un secours de cette même Société qui l'opprimait. On lui octroya gentiment la forte somme de cinq francs une fois donnés !

Telle était la situation, et il faut convenir qu'elle n'était pas brillante, quand se présenta pour lui l'occasion d'un nouveau voyage en Russie, et voici comment : En 1839, le marquis de Custine, auteur d'une *Béatrice Cenci*, jouée avec peu de succès à la Porte Saint-Martin, avait eu l'idée de faire un voyage en ce pays, pour faire un livre d'abord, comme il en avait fait un sur l'Espagne, et pour plaider auprès de l'empereur Nicolas la cause d'un jeune exilé polonais, nommé Gourowshi, auquel il s'intéressait extrêmement. Ce dernier projet ayant échoué totalement, le marquis de Custine fit son livre sur la Russie, mais l'écrivit dans un tout autre esprit qu'il l'aurait été, s'il avait réussi dans son dessein. Le volume fit un scandale énorme, tant en Russie qu'en Europe. Le Tzar en fut particulièrement froissé, et il fut question d'en faire une réfutation *secundum artem*. C'était là, comme le lui fit observer Wiegel, un de ses amis russes de la première heure, alors par hasard à Paris, une occasion toute trouvée de rentrer en Russie, et d'y asseoir sa fortune sur des bases indestructibles. Aussitôt, tous les deux se mirent à l'œuvre, et Wiegel de présenter Auger à un nommé Gretsck, moitié policier, moitié journaliste, qui rédigeait alors à Paris, pour le compte du Tzar, l'*Abeille du Nord*.

Gretsck mordit à l'hameçon. Saint-Hippolyte composa l'avant-propos de son œuvre ; il fut question d'ouvrir une souscription à Saint Pétersbourg pour en couvrir les frais de publication. Il lui vint alors dans l'idée que, pour mieux réussir en ses projets, il était indispensable d'aller à Saint-Pétersbourg même, afin d'y méditer à loisir sa réponse au centre de tous les renseignements. Gretsck s'enthousiasma de ce plan et le fit accepter par l'empereur, qui envoya 1,000 francs à Auger pour ses frais de voyage. Celui-ci devait loger dans la maison du directeur de l'*Abeille du Nord*, alors presque déserte. Il partit donc le premier de l'an 1844, muni

d'une vingtaine de lettres de recommandation. Les premiers jours se passèrent en de nombreuses visites, parmi lesquelles l'ami Wiegel ne fut point oublié. L'auteur de ces Mémoires en profite pour tracer un tableau de la société pétersbourgeoise aussi détaillé que réussi. Parmi ses nouvelles connaissances, il faut citer un gros libraire de la ville, d'origine française, et nommé Bellizard. Celui-ci avait fondé une publication mensuelle, la *Revue étrangère*. Auger constata avec stupéfaction qu'elle contenait, sous le titre d'*Olympe*, et signé d'Alexandre Dumas seul, son roman de *Fernando* qu'il lui avait donné à remanier. Ce plagiat donna même naissance à un pamphlet de Mirecourt : *Fabrique de Romans*. — *Maison Alexandre Dumas et C^{ie}*.

Quoiqu'un peu déconcerté par cette découverte, Saint-Hippolyte n'en publia pas moins dans ladite revue divers romans : *Dorothée*, *Antonine*, *Un Mariage sous la Terreur*, etc. A cette époque, le *Journal de Saint-Petersbourg* n'existait pas encore avec la forme qu'il a prise depuis. Il y avait seulement le *Messager de Saint-Petersbourg*. Auger se mit en rapport avec lui pour lui fournir des articles et des nouvelles; il devint même plus tard son correspondant parisien.

Au milieu de travaux si divers, la réfutation de Custine marchait lentement, comme on peut bien le croire. Un beau jour, Benkendorf, le chef des gendarmes, fit appeler le réfutateur. « — Où en est votre travail ? lui demanda-t-il. — Excellence, » répondit-il avec un sourire,

Un savant philosophe a dit élégamment,
Dans tout ce que tu fais, hâte-toi lentement.

« Pardonnez-moi la citation. 'Prévoyant votre impatience, je vous apporte mon manuscrit. — Il est inutile que je le voie. Je vous annonce que la volonté de l'empereur est aujourd'hui de garder le silence : il ne faut pas remuer la boue, m'a-t-il dit ; on commence à oublier le pamphlet, s'il n'est déjà complètement tombé dans un juste mépris. Ne nous exposons pas à le remettre en mémoire. — Excellence, Sa Majesté ne peut se tromper. — C'est ce que nous pensons tous. Ainsi, brûlez ces feuillets. » Et comme nous nous trouvions près d'une cheminée où le feu brillait, je me hâtai de faire un *auto da-fé* de mon griffonnage. — J'admire votre courage, ajouta-t-il aussitôt, un écrivain russe ne se fut peut-être pas exécuté avec autant de stoïcisme. »

En réalité, Auger était fort heureux de la décision impériale, qui lui tirait ainsi une forte épine du pied. En effet, la réfutation

du livre de M. de Custine, qui contenait beaucoup de vrai, n'était pas aussi facile qu'il l'avait supposé. Il avait pu s'en apercevoir durant le cours de ses recherches.

Cependant, il était toujours sans position, et vivait d'une façon très précaire. Pour y remédier, il s'avisa d'un expédient. La cour de Russie ayant l'habitude de servir une pension de 2,400 livres à tout étranger qui avait exercé en ce pays des fonctions quelles qu'elles fussent, il résolut de se faire attacher, par un titre quelconque, à la Direction des Théâtres impériaux. Pour y parvenir, il représenta au chef des gendarmes qu'ayant reçu 1,000 francs du Tzar pour un travail qui n'aurait pas de suites, il désirait acquitter sa dette de reconnaissance en faisant pour lui une petite comédie. Benkendorf abonda dans son idée et lui promit de la faire apprécier à l'Empereur. Cette petite comédie fut un *Moyen dangereux*, plus connue sous le titre de *Livre III, Chapitre I^{er}*, que tout le monde a pu voir jouer en lever de rideau, tant à l'Odéon qu'aux autres théâtres. Il lut son œuvre à deux de ses amis, M. et Mme Allan, artistes de la troupe française de Saint-Pétersbourg, qui la trouvèrent charmante, et il fut bien arrêté entre eux que personne n'en parlerait, pour éviter les rivalités et les jalousies. La pièce, après avoir été lue chez l'impératrice, fut répétée chez elle ; l'auteur fut présenté au comte Orloff, et toutes les difficultés ayant été levées, la première représentation eut lieu avec le plus grand succès devant l'Empereur, qui, lui-même, donna le signal des applaudissements, et demanda à voir l'auteur, qu'il félicita chaleureusement et encouragea à travailler pour lui. Aussitôt après, Auger dut s'engager à composer pour la Direction impériale des Théâtres huit ouvrages par années, quatre grandes pièces et quatre en un acte, qui, le succès constaté, lui seraient payées 1,000 roubles l'une dans l'autre. Mais cet engagement fut rejeté, en fin de compte, parce qu'il n'était pas d'usage en Russie de payer des droits d'auteur.

Auger, quoique découragé, ne désespéra pas, et crut pouvoir entrer dans la place en faisant représenter par Bressant son drame de *Marcel*. Or, le nœud de la pièce est l'adultère de la femme de l'ouvrier Marcel avec un homme du monde. Au deuxième acte, le mari les surprend en flagrant délit, et, dans son indignation, donne un soufflet à l'amant. Or, Nicolas, très à cheval sur les hiérarchies sociales, trouva fort mauvais qu'un plébéien osât souffleter un homme aussi distingué. Mais l'Impératrice et la Grande-Duchesse lui firent comprendre que la fin *voulait le commencement*. Bressant, qui jouait le rôle de l'offensé, reçut le *grand cadeau*. Et, suivant la coutume, le drame fut joué trois fois.

Après avoir écrit son roman d'*Antonine* pour la *Revue étrangère*, Auger crut devoir s'accorder quelques vacances; il les passa à Moscou. Il partit avec une espèce de cerveau brûlé que l'on appelait familièrement Pétroucha, et qui n'était autre que le prince Pierre Galitzine. Celui-ci le conduisit chez son oncle Latchimof, ancien viveur, non encore tout à fait en retraite. Son vieil ami Wiegel le gronda d'arriver en semblable compagnie. Il rechercha ses anciennes relations, dont quelques-unes le reçurent assez froidement..... Il y avait si longtemps qu'on ne s'était vu ! Néanmoins, Auger, en proie à sa tocade habituelle, parvint à créer un petit théâtre de société, où il fit jouer une de ses bluettes : *Mademoiselle Bernard ou l'autorité paternelle*. Il assiste à nombre de fêtes, écrit le *Roman sans titre*, un vaudeville, un *Pique-Nique à Sakalnik*, collabore à une brochure de son ami Wiegel contre les Allemands, mais ne trouve toujours pas de position.

En désespoir de cause, il retourne donc à Saint-Pétersbourg, où le général Danilewski lui donne à arranger et à traduire en français, son *Histoire de la Campagne de 1805*. Ce récit, fort exact et très impartial, était assez mal rédigé. Il gagne à passer par les mains d'Auger. Le Tzar en est satisfait et l'attache enfin à la Direction des Théâtres impériaux, où son rôle est de préparer le travail de la censure sur les pièces nouvelles qui sont envoyées de Paris. La proposition acceptée, Auger qui n'avait, il est vrai, que de faibles appointements, se trouva n'avoir rien à faire, et en profita pour écrire un roman russe : *Audotia*.

Les choses en étaient là, lorsqu'il prit fantaisie aux Grands-Ducs Nicolas et Michel, âgés l'un de 14 ans et l'autre de 13, de jouer la comédie. Ce fut un vrai coup de fortune ; car, naturellement, Auger fut chargé de les dresser, et d'organiser les spectacles où ils devaient figurer. Le voici donc installé au palais Alexandre, et magnifiquement traité. La première représentation, composée d'une pièce russe et d'un proverbe de Leclercq, marcha, il faut l'avouer, assez médiocrement. Mais pour la seconde, où l'on joua les *Préventions* et les *Femmes romantiques*, on prit le temps de bien savoir les rôles et de bien répéter. Aussi, tout alla à merveille. Le gouverneur des princes, général Philosophoff, voulut absolument qu'il en fût rendu compte à l'Impératrice, alors à Palerme, et la Grande-Duchesse Marie Nicolaevna, tout à fait enthousiasmée, décida de s'enrôler dans la troupe comme danseuse; aussitôt notre auteur de lui composer un ballet-pantomime intitulé *la Fée de tous les temps*. Elle en joua le rôle, et le réussit à miracle, ce qui doubla son plaisir; elle devint pour Auger une chaude protectrice.

Cependant, celui-ci étant devenu intime avec les Grands-Ducs, ils lui firent dans le plus grand détail les honneurs du palais Alexandre. Or, dans le cabinet de l'empereur se trouvait, accroché à la paroi de la muraille, un portrait toujours recouvert d'un voile. Ce tableau intrigua Auger, qui le désigna du doigt à ses cicérones princiers. « Oh ! cela, fit le Grand-Duc Michel, c'est le « portrait de l'impératrice Catherine II. Il nous est défendu de le « regarder ; mais vous, puisqu'il n'y a personne ici, allez le « voir. »

Auger se rendit à l'invitation et, soulevant le rideau vert, il aperçut une admirable miniature, de la plus grande dimension, peinte sur ivoire. Elle représentait, *dans un état de nudité complète*, Catherine la Grande, couchée sur des coussins de velours ! Les pieds lui parurent petits et délicats, les mains parfaites, les bras, la gorge et le torse, de cette blancheur mate qu'une peau fine doit avoir, et, par singularité, la coiffure poudrée était celle qui, chaque jour, attendait la couronne impériale. Auger, surpris de cette apparition imprévue, rabaissa le taffetas, et l'on comprend aisément qu'il ne communiqua point ses impressions à ses élèves.

Malgré tout, il continuait ses travaux littéraires. Plusieurs de ses pièces écrites en russe eurent du succès. A son retour, l'empereur Nicolas lui donna une gratification de 4,000 francs. Ayant eu les oreilles rebattues du ballet : *la Fée de tous les temps*, il voulut, malgré les représentations de l'auteur, le faire représenter sur le théâtre Michel. Ce fut un fiasco complet. Cette pantomime, excellente pour une petite scène, ne produisait plus aucun effet sur un grand théâtre.

Cependant la faveur toujours croissante d'Auger lui attira de sérieuses jalousies, aussi pour la faire cesser, on s'avisa d'un piège dans lequel il donna le plus complaisamment du monde. On le chargea d'aller chercher à Paris Bressant, qui ne voulait plus revenir. Or, Bressant avait au Théâtre de Saint-Petersbourg un engagement avec dédit de 50,000 francs. Il s'agissait donc de ramener le grand acteur de son plein gré, ou de lui faire un procès pour le contraindre à payer ce dédit. Auger ignorait d'ailleurs parfaitement que l'illustre artiste avait été secrètement expulsé de Russie, parce qu'il plaisait trop à une *très grande dame*, et qu'on ne tenait pas du tout à le voir revenir. Sa mission avait tout simplement pour but de rompre les chiens, et de voiler la vérité.

Arrivé à Paris, Saint-Hippolyte s'acquitta avec d'autant plus de conscience de son devoir, qu'il ne connaissait pas le dessous des

cartes. Poussé au pied du mur, Bressant faillit vingt fois laisser échapper son secret ; mais il fut retenu par la discrétion qui, en pareil cas, est d'ordre élémentaire. Il avait, d'ailleurs, renoué avec son ancienne maîtresse, Mlle Bourbier, et avait contracté un autre engagement, également avec dédit, à Paris. Auger ne manqua de mander ce qu'il en était en Russie, et d'attribuer à son amour pour Mlle Bourbier, son refus obstiné de revenir. En attendant de nouvelles instructions, il faisait imprimer deux de ses romans de Russie : *Le Roman sans titre* et *Andotia*. Mais ayant rencontré une actrice du théâtre français de Saint-Pétersbourg avec laquelle il était fort lié, celle-ci lui donna bientôt l'explication de l'attitude de Bressant. Auger comprit de suite qu'il avait été la victime d'une mystification ; il courut droit à Saint-Pétersbourg. Le froid accueil qu'il y reçut, lui apprit qu'il n'avait plus rien à attendre de la Russie. *La très grande dame* ne lui avait pas pardonné d'avoir parlé dans sa correspondance des nouvelles amours de Bressant.

Voilà Auger de nouveau à Paris. Sa situation n'était pas brillante, car si sa bourse était peu garnie, sa renommée était fort mince. Il se remet donc à écrire : il envoie des articles au *Journal de Saint-Pétersbourg*, qui les insère ; il écrit force pièces : *Madame veuve Brice*, *Qui veut la fin veut les moyens*, *Enfant prodigue*, *Bonté c'est Bonheur*, etc., etc., qui sont jouées avec difficulté, et ne remplissent guère son escarcelle. Enfin, il eut l'idée de s'adresser à Alexandre Dumas. Malgré leur différend à propos de *Fernande*, celui-ci lui fit accueil.

« Si vous n'entendez rien au théâtre, lui dit-il, vous savez faire un roman. » Auger lui promit trente romans en quelques mois. En attendant, il lui en apporta trois complètement terminés. Notre homme avait donc, et pour longtemps, du pain sur la planche, lorsqu'éclata subitement, et de façon tout à fait imprévue, la Révolution de 1848. Le Théâtre Historique de Dumas fit faillite, et Auger, auquel il avait promis 1,000 francs par volume, vit toutes ses espérances s'évanouir. C'était un vrai désastre. Ne sachant que faire, il lui vint l'idée d'imiter Lamartine, et de publier à bas prix une édition complète de ses œuvres. Après une tentative d'association, qui ne réussit point, il se résolut à aller de l'avant tout seul. Malheureusement Auger n'était pas Lamartine, son entreprise avorta complètement. Il fut contraint de liquider. Pendant quelques mois, Auger vécut au jour le jour, luttant avec la misère la plus noire. Une chance inespérée vint l'en tirer.

A cette époque, et à son insu, l'Odéon monta son proverbe :

Un Moyen dangereux sous le titre de *Livre III, Chapitre I^{er}*, avec des modifications insignifiantes. La pièce eut le plus grand succès, et Auger, charitablement averti, réclama judiciairement ses droits d'auteur. Il les obtint et s'en trouva bien, car aucun de ses ouvrages ne lui a rapporté autant d'argent.

Cette fois, la mauvaise fortune était bien décidément vaincue, car tous les bonheurs lui arrivèrent à la fois. Le *Journal de Saint-Petersbourg* cherchait un rédacteur parisien. Il obtint ce poste de 10,000 francs par an. Il était chargé de la partie spécialement littéraire. Cela nécessita un nouveau voyage en Russie, où, pour la troisième fois, Saint-Hippolyte foula le granit du quai de la Néva. Il resta là trois ans, vivant aussi solitaire qu'il avait été répandu, et correspondant avec le journal français *le Pays*, ce qui lui attira de nombreux démêlés avec la police. En effet, le Tzar Alexandre II venait d'émanciper les serfs, et Auger, tout en louant l'Empereur de ce grand bienfait, ne put s'empêcher d'élever quelques critiques contre son père Nicolas, qui s'y était tant opposé. Mais Alexandre était bon fils, et Auger dut cesser toute correspondance. Cependant les temps approchaient, où notre romancier devait enfin acquérir une indépendance que son âge relativement avancé, lui rendait tous les jours plus nécessaire.

D'ailleurs, il venait de déchirer son traité avec le *Journal de Saint-Petersbourg*. En effet, il s'était attiré l'animadversion du comte Apraxine, dont il s'était permis de critiquer, au point de vue dramatique, la maîtresse, alors actrice dans un théâtre de Saint-Petersbourg. Durant son troisième séjour en cette ville, il s'était lié avec le directeur du *Comptoir européen*, entreprise industrielle, dont le but était de développer le commerce de la Russie avec toutes les nations, et notamment avec la France et l'Angleterre. Dès qu'Auger fut libre, il l'enrôla sous sa bannière, l'intéressa à ses opérations, puis le nomma son agent à Paris. Bientôt cette agence, qui ne prospéra point, fut liquidée. Auger en retira un petit capital qui, placé en rentes viagères à 11 du 0/0, assura désormais son existence matérielle. Ici finit la partie vraiment intéressante des Mémoires d'Auger. A partir de 1869, il partage sa vie entre Toulon et Nice, s'occupant toujours de questions théâtrales, et polémiquant volontiers avec les journaux de la localité. Il meurt en 1881 à Menton, d'une fluxion de poitrine. Il avait laissé au Musée d'Auxerre son buste retouché par Canova.

Reste à dire, maintenant, quelques mots de l'homme et de son œuvre.

Auger, comme homme moral, est bien au-dessus de son compatriote Restif de la Bretonne. Aucune licence malhonnête ne

dépense son œuvre. La mère en permettra la lecture à sa fille. Il ne paraît pas non plus qu'il se soit jamais écarté des lois de l'honneur. Mais au point de vue du génie, quelle différence ! Restif a vraiment du talent, un talent original. Il possède de grandes facultés d'observation. Au milieu du fatras et des longueurs qui déparent ses trop nombreux ouvrages, dans son *Paysan pervers* et ses *Confessions*, on trouve des scènes touchantes, reproduction exacte de la vie réelle. On rencontre des passages entiers qui, pour le style et l'élévation de la pensée, peuvent entrer en comparaison avec ce qu'ont produit de mieux nos meilleurs écrivains. Malheureusement, il n'en est point de même pour Auger. Son œuvre, monotone et fadasse, se traîne sans force et sans vigueur à travers une phraséologie émasculée. De tout ce qu'il a écrit, il ne restera qu'un vaudeville : *Livre III, Chapitre 1^{er}*, et deux livres : *la Physiologie du Théâtre*, où abondent des vues ingénieuses sur l'art dramatique, et enfin ses *Mémoires*, peinture vivante, entremêlée d'intéressants récits de la vie littéraire, sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet.

Et cependant l'œuvre d'Auger est nombreuse ; elle comprend près de cent volumes. A la Bibliothèque d'Auxerre, nous n'en possédons qu'une très minime partie, savoir : quatre romans, *Ivan VI ou la forteresse de Schlüsselbourg*, *Rienzi*, *la Femme du Monde* et *la Femme Artiste*, et *Audotiu*, ainsi qu'un drame en cinq actes : *les Mœurs et la Loi*, donné par l'auteur lui-même à la Bibliothèque de son pays natal. Ils sont inscrits au catalogue dans la série B, section départementale, où ils dorment du plus paisible sommeil. Notre opinion sur les œuvres d'Auger n'était point, bien entendu, la sienne ; car, de même que Restif, il avait le bonheur d'être parfaitement content de lui-même, et la rage de paraître et de s'exhiber. Sa vanité était si robuste, que même vers la fin de sa vie, à l'époque où tout homme s'apaise et s'assagit, il n'avait pu encore pardonner à personne de ceux qui, de façon ou d'autre, l'avaient contrecarré dans sa carrière littéraire. Comme dit le vieux Corse : *Eterna faremo vendetta !* Quoiqu'il en soit, les *Mémoires* d'Auger n'en sont pas moins précieux ; ils fourmillent d'anecdotes curieuses (1), et la lecture en est indis-

(1) Citons-en rapidement quelques-unes qui n'ont pu trouver place dans le corps de cette étude. D'abord l'histoire de Prévile, le comédien favori de Marie-Antoinette, que la Terreur rendit fou, et qui s'imaginait avoir volé des battants de cloches. Il fallut que des amis, s'érigeant en Comité de salut public, lui fissent subir un procès en règle, suivi d'acquiescement, pour le ramener à la raison ; puis la mort d'une vieille dame, fanatique

pensable à qui veut bien connaître l'histoire de notre littérature dans la première moitié du XIX^e siècle (1).

impie, expirant en montrant ce que la pudeur ordonne de cacher au prêtre venu pour l'exhorter à ses derniers moments. Le cas ne fut pas rare parmi les gens du XVIII^e siècle. Qu'on se souvienne de la sœur de Beaumarchais composant, avec l'aide de ceux qui l'entouraient, des chansons bouffonnes sur sa prochaine agonie !

(1) D'une Notice sur Hippolyte Auger, publiée en 1883 dans l'*Almanach historique et statistique de l'Yonne*, je tire une liste plus complète des œuvres de cet homme de lettres, que je donne ici : *Boris*, nouvelle (in-12. Paris, Hocquet, 1819) ; *Gabriel Venance*, histoire écrite par lui-même (2 vol. in-12) ; *Ivan VI ou la Forteresse de Schlüsselbourg*, avec trois belles gravures (3 vol. in-12. Paris, Marc, 1825) ; *Mapha*, traduction de Karamsine ; *Rienzi* (2 vol. in-8^o, 1826) ; *Audotia*, nouvelle russe ; *une Nuit de Carnaval* (Auxerre, Lecoq, 1826) ; *Essai historique sur la République de Saint-Marin* (1 vol. in-8^o. Auxerre, Lecoq, 1826) ; *Urbis Fosano ou la Jettatura*, histoire napolitaine (4 vol. in-12. Auxerre, Lecoq, 1827) ; *du Monopole et de la Concurrence des Théâtres* (1 broch. in-8^o. Paris, Everat, 1832) ; *le Prince de Machiavel ou la Romagne en 1502* (2 vol. in-8^o, 1833) ; *César Borgia ou la Romagne en 1502* (2 vol. in-8^o avec fig. Paris, Guillaume, 1834) ; *la Femme du Monde et la Femme Artiste* (2 vol. in-8^o, 1837) ; *le Roi des Petits-Maitres, Madame Brice, un Roman sans titre, Tout pour de l'Or, Précepteur à vingt ans, Benoît ou les deux Cousins, Moralités, le Commissionnaire, et le Gymnase*, recueil de morale en 4 volumes, composé avec Hippolyte Carnot, et dont il est difficile de fixer la date. Au théâtre, il a donné, sous le pseudonyme de Gerau, anagramme de son nom, et le plus souvent en collaboration : *La Folle*, drame en trois actes, avec Ch. Desnoyer, à l'Ambigu, le 26 janvier 1836 ; *Pierre le Grand*, drame en cinq actes, même théâtre et même collaboration ; *Treize à table ou un Pique-Nique*, vaudeville à couplets, à la Porte Saint-Antoine, 16 février 1837 ; *le Corrégidor de Séville*, mélodrame en trois actes, à la Galté, 7 octobre 1837 ; *Marcel*, drame en quatre actes, sur le même théâtre, 7 février 1838 ; *une Séduction*, en collaboration avec Ancelot ; *un Dénouement. Plus de Peur que de Mal, Pauvre Mère*, en collaboration avec François Cornu ; *les Mœurs et la Loi*, drame en cinq actes et en prose ; *Livre III, Chapitre I^{er}*. Cette liste, forcément incomplète, est tirée du Catalogue Ribière, nos 776, 783, 792 ; du *Bulletin de la Société des Sciences*, 2^{me} série 4, et de la *Revue des Romans*, f. 1., p. 25 et 26.

INSCRIPTION HÉBRAÏQUE

TROUVÉE DANS LA TOUR DE L'HORLOGE, DURANT LES DERNIÈRES
RÉPARATIONS,

Et communiquée par M. DONDENNE, architecte départemental.

Par M. F. MOLARD.

Le moulage que j'ai l'honneur de présenter à la Société provient d'une inscription hébraïque, gravée à la pointe du couteau, sur la face intérieure du piédroit gauche d'une ancienne porte, qui, d'après toute apparence, devait communiquer du chemin de ronde avec l'étage situé sur le premier plancher (disparu), de la tour de l'horloge. Cette porte était ouverte à l'exposition de l'est, côté de la place actuelle de la Bibliothèque. Il n'a pas du reste été touché à cette pierre durant les travaux de restauration. Elle est encore à sa place, et telle quelle. L'écriture de cette inscription, offre les caractères carrés usités dans les manuscrits hébreux du moyen-âge. On peut la lire ainsi : « Méir bâr rabbi Schelomo ich haïl », ce qui veut dire : Méir, fils du rabbin Salomon, l'homme fort ou vaillant. D'après M. Isidore Loeb, directeur des Etudes juives, si compétent en pareille matière, ce surnom ne s'appliquerait pas tant à Méir lui-même, qu'à sa famille, et serait pour celle-ci d'origine traditionnelle, en ce sens que le premier auteur de la dite famille aurait lui seul mérité le surnom, et l'aurait transmis à ses descendants. Ce cas s'est fréquemment reproduit parmi les Israélites au moyen-âge. M. Loeb est, en outre, d'avis qu'il s'agit ici d'un hébreu emprisonné pour dettes, peut-être à la requête d'un de ses coréligionnaires. Au surplus notre inscription est antérieure à l'année 1394, époque de l'expulsion totale des Juifs du royaume de France. Même avant cette époque il devait y en avoir fort peu à Auxerre. Le Censier de l'hôpital d'Auxerre, si

curieux pour la topographie de la ville au ^{xiv}^e siècle, n'en mentionne aucun, à ma souvenance, et je ne me rappelle point en avoir rencontré ailleurs. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que ce Méir eût été emprisonné cent ou deux cents ans avant 1394, c'est-à-dire au ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècle, car si le haut de la tour Gaillarde a été reconstruit vers la fin du ^{xv}^e siècle pour y installer un horloge, le bas est beaucoup plus ancien, et il y avait déjà là une tour dès l'époque gallo-romaine. Auxerre n'a pas d'ailleurs le privilège d'avoir seul des inscriptions hébraïques, la vieille tour d'Issoudun en contient aussi un grand nombre provenant également d'Israélites prisonniers. Ce sont en général de simples noms avec indication de la descendance, comme dans notre inscription, parfois aussi de brèves invocations à Jéhova, ou des protestations contre une captivité imméritée.

SAINT LOUIS EN BOURGOGNE

ET PRINCIPALEMENT DANS LES CONTRÉES DE L'YONNE

Par M. Ernest PETIT.

Pendant un règne de quarante-quatre ans, le roi Louis IX a traversé sept fois les contrées qui forment aujourd'hui le département de l'Yonne; on pourrait même dire neuf fois, si l'on compte l'aller et le retour des deux grandes cérémonies auxquelles il se rendit à Cîteaux et à Cluni.

Quelques-uns des faits relatifs à ces voyages ont déjà trouvé place dans notre tome IV des *Ducs de Bourgogne de la race capétienne*; d'autres seront relatés dans le tome V qui paraîtra prochainement. Comme les événements qui se rattachent à ces déplacements ont eu dans leur temps une importance assez considérable pour nos pays, on a cru utile de les rapporter ici en entier, en laissant de côté une foule de détails qui ne font pas partie du même sujet.

Trois voyages nécessitèrent le séjour du roi spécialement dans notre région; son mariage à Sens avec Marguerite de Provence, la translation des restes de l'archevêque de Cantorbéry à Pontigny, et la relévaison des reliques de la Madeleine à Vézelay.

En avril 1234, le duc, Hugues IV, et la duchesse de Bourgogne, le comte et la comtesse de Nevers, et les grands barons du royaume furent invités aux noces du roi Louis IX et de Marguerite de Provence qui devaient être célébrées un mois après Pâques (1).

La fiancée fut amenée en France par Gautier, archevêque de Sens, et par Jean de Nesle, ambassadeurs accrédités à cet effet auprès de Raimond Béranger. Accompagnée de son oncle Guil-

(1) Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. II, p. 205.
Sc. hist.

laume, archevêque de Valence, la princesse fut reçue, le 19 mai, à son passage à Tournus, par Béraud, abbé de ce monastère (1), puis à Dijon, et arriva les derniers jours du même mois à Sens, où le roi, la reine Blanche et toute la cour l'attendaient. Les noces furent célébrées dans cette ville avec une grande solennité, et Marguerite fut couronnée dans la cathédrale, le dimanche 28 mai, au milieu d'un grand concours de peuple (2).

Dès 1243, Louis IX avait annoncé aux religieux de Cîteaux qu'il se rendrait l'année suivante au chapitre général (3), qui avait toujours lieu le 14 septembre (4) à la Sainte-Croix. Il tint sa promesse et s'y rendit avec la reine Blanche sa mère, Robert d'Artois, Alphonse de Poitiers, ses frères, la princesse Isabelle, sa sœur, six autres comtes et une suite nombreuse.

Les premiers jours du mois, il était à Villeneuve-Saint-Georges et à Corbeil (5) ; de là, poursuivant son voyage en Bourgogne, il traversa Sens, Pontigny, Vézelay, Avallon, Vitteaux. La présence du roi à Pontigny n'est pas prouvée, mais c'était son itinéraire ordinaire pour gagner Vézelay, comme on le verra ailleurs. La vénération qui s'attachait aux restes de saint Edme, mort deux ans avant, et dont on poursuivait activement la canonisation, ne pouvait manquer d'attirer le pieux monarque ; il était de plus très désireux de se recommander aux prières de cette abbaye fameuse, plusieurs fois visitée par ses prédécesseurs, et qui renfermait le corps de son aïeule Adèle de Champagne. Arrivé à Vézelay, Louis IX fut reçu par l'abbé Guichard et par le chapitre du monastère, auquel il réclama une place exceptionnelle dans les fastes du couvent. Il sollicita la faveur d'être associé de son vivant aux prières des moines, et d'avoir après son décès un anniversaire semblable à celui de Louis VIII (6). On fit bon accueil à cette

(1) Juenin, *Histoire de Tournus*, pr. p. 462.

(2) Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. II, p. 204-206.

(3) Les abbés d'Angleterre avaient rapporté cette nouvelle au retour du chapitre, en 1243, à la suite probablement d'une demande de prières adressée aux religieux de Cîteaux par le roi lorsqu'il contracta une maladie pendant sa chevauchée du Poitou (Voir Mathieu de Paris, édit. de Richards Luart, t. IV, p. 257).

(4) La date du 14 septembre est certaine, bien que Mathieu de Paris, édit. de Luart, t. IV, p. 391, rapproche cet événement de la Saint-Michel, qui était le 29 septembre. A ce moment, le roi était rentré à Paris, *Itinera et Mansiones*, Dom Bouquet, t. XXI, p. 412.

(5) Dom Bouquet, t. XXI, p. 412, *Itinera et Mansiones*.

(6) La fondation relative à Louis VIII est du 19 septembre 1236 ; Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. II, p. 326.

demande et l'abbé Guichard, en tête de l'acte qui octroyait ce privilège, prit soin d'insérer les considérants qui suivent : « Nous
« avons concédé cette faveur au seigneur roi parce qu'il s'est
« adressé à nous avec la plus grande dévotion ; qu'il est venu lui-
« même au sein de notre chapitre nous présenter très humble-
« ment sa prière, et que nous avons jugé inconvenant de résister
« au désir de sa pieuse humilité (1) ».

Le duc de Bourgogne dut, suivant la coutume, aller au-devant du royal cortège jusqu'à la limite de ses états. Arrivés près de Citeaux en vue de l'église, tous mirent pied à terre, et s'avancèrent dans l'attitude de la prière. Les prélats, les abbés qui s'y trouvaient, et les moines, au nombre de cinq cents personnes, vinrent processionnellement souhaiter la bienvenue au monarque qui les visitait pour la première fois. Le pape Innocent IV avait envoyé aux membres du chapitre une lettre fort bien dictée (2) afin de solliciter leur intervention auprès du roi, et le prier à genoux et les mains jointes de vouloir bien défendre le père des fidèles, le chef de la Chrétienté, contre les injustes attaques et les persécutions de l'empereur Frédéric, ce *Fils de Satan*. Il terminait en implorant la protection de Louis IX, en réclamant l'hospitalité dans son royaume si les difficultés de sa situation le réduisaient à la nécessité de quitter sa patrie, et le priait de vouloir bien le recevoir de la même manière que Louis VIII avait autrefois reçu le pape Alexandre III.

Quand on fut introduit au chapitre, le roi laissa, par un sentiment de déférence, la première place à la reine Blanche, sa mère, et alla s'asseoir au milieu des abbés et des personnages de sa suite. Conformément aux désirs du pape, tous les membres de l'ordre cistercien présents à cette cérémonie, se jetèrent aux pieds de Louis IX, et le supplièrent les larmes aux yeux de consentir à faire droit aux requêtes du pontife. Le roi, s'agenouillant à son tour, fit une réponse aussi sage que mesurée. Il déclara qu'il défendrait l'église contre les attaques de Frédéric, autant qu'il pourrait le faire en toute honnêteté, et qu'il était personnellement disposé à recevoir le pape dans ses états, si toutefois c'était l'avis des grands de son royaume, à la décision desquels aucun souverain n'avait le droit de se soustraire. Les abbés remercièrent vivement

(1) « Illic nos cum maxima devocione accessit, et hoc ipsum a nobis humilime in nostro capitulo postulavit », Teulet, *Layettes*, t. II, p. 338.

(2) « Elegantem epistolam », Mathieu de Paris, édit. de Richards Luarç, t. IV, p. 392.

le roi de ces sentiments, et l'associèrent aux bonnes œuvres spirituelles de l'ordre (1).

Pendant leur séjour à Cîteaux, Louis IX, la reine Blanche et leur suite furent logés non pas au monastère, mais dans l'hôtel du duc de Bourgogne situé en dehors de l'enceinte de l'abbaye. Ils avaient obtenu l'autorisation de manger de la viande, à condition qu'une pareille permission ne serait pas renouvelée (2). Le roi, sa mère et sa sœur ne voulurent point se prévaloir de ce privilège avant d'avoir l'agrément du chapitre général (3). Outre ces concessions, Innocent IV paraît s'être appliqué à gagner par des faveurs exceptionnelles les bonnes grâces de la famille royale ; il avait également autorisé la reine Blanche à pénétrer dans l'abbaye avec douze de ses suivantes pour y faire ses prières (4), sous défense formelle à toute femme d'y coucher, ce qui était rigoureusement interdit par les statuts. En reconnaissance de la dévotion des augustes visiteurs, le chapitre accorda des messes et des services, et décida que dans toutes les maisons cisterciennes le nom de Blanche et de Louis auraient une mémoire particulière (5).

On n'est pas renseigné sur la durée exacte du séjour royal à Cîteaux, qui, selon toute vraisemblance, fut de cinq ou six jours ; le départ eut probablement lieu le lundi 19 septembre, après la célébration des fêtes du dimanche. L'abbé Guillaume de Montagu dut passer à Dijon avec ses hôtes qu'il reconduisit jusqu'à Vitteaux, c'est là qu'il en reçut les remerciements que méritait l'excellent accueil fait par la communauté. Comme cadeau d'adieu, le roi voulut laisser aux religieux de l'ordre tout entier un souvenir durable ; il fit dresser un acte de donation de cent vingt livres provinoises, qui seraient prélevées chaque année sur ses revenus de Gien, et appliquées aux députés du chapitre général de Cîteaux (6). La reine Blanche donna pour même objet une rente de quarante livres parisis, assise sur son douaire de Melun (7). Robert,

(1) Ces détails sont entièrement extraits du récit de Mathieu de Paris, édit. de Luart, t. IV, p. 391-393.

(2) *Annal. Cisterc.*, p. 298 ; Lenain de Tillemont, *Hist. de saint Louis*, t. III, p. 55. Le 14 septembre 1244, jour de l'Exaltation de la Croix, tombait un mercredi ; le 16 et le 17 étaient deux jours maigres.

(3) *Annal. Cisterc.*, p. 338.

(4) Mathieu de Paris, édit. de Luart, t. IV, p. 391.

(5) *Annal. Cisterc.*, p. 297-298 ; Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. III, p. 55.

(6) Arch. de la Côte-d'Or, cartul. de Cîteaux, n° 167, fol. 80 ; catal., n° 2491.

(7) Arch. de la Côte-d'Or, *ibidem*, fol. 80 (catal., n° 1492) ; confirmation par saint Louis, *ibidem*, fol. 80-81 (catal., n° 2493).

comte d'Artois. frère aîné du roi, joignit à ces libéralités une rente de quarante livres à prendre sur son domaine de Bapaume (1). Ces documents inédits sont tous datés de Vitteaux.

Louis IX suivit pour son retour le même itinéraire que celui d'arrivée et était rentré à Paris le 29 septembre (2).

En 1245, lorsqu'il fut question d'une entrevue entre Louis IX et Innocent IV, afin de mettre un terme à l'antagonisme entre l'empereur Frédéric et le Saint-Siège, les abbés de Cîteaux et de Cluni firent des efforts, chacun de leur côté, pour attirer les souverains dans leur monastère. Il paraît probable que les présents adressés au pape par ces deux abbés, présents que Mathieu de Paris (3) regarde comme les résultats de leur rivalité et de leur ambition personnelle, n'avaient en réalité pour but que d'assurer en cette circonstance la prépondérance de leur ordre.

Le rendez-vous de cette conférence, fixé définitivement à Cluni à la Saint-André, 30 novembre 1245 (4), nécessita de grands préparatifs. Le baronnage français avait été officiellement convoqué le 16 octobre en parlement à Paris (5). Un certain nombre de croisés y renouvelèrent le vœu qu'ils avaient fait de partir en Terre-Sainte, et se disposèrent à suivre le roi dans sa visite au pape. Le duc de Bourgogne, présent aux séances de ce parlement, y prêta le même serment.

Louis IX vint en Bourgogne avec une suite considérable et tint à paraître à la cour pontificale avec tout l'éclat et la pompe royale. « Des hommes, remarquables par leurs talents et leur valeur militaire, le précédaient, accompagnés de guerriers brillamment équipés, disposés comme les escadrons d'une armée en marche. « Trois corps de bataille formaient l'avant-garde ; en tête une « centaine de sergents, armés d'arbalètes, montés sur des coursiers richement caparaçonnés ; puis cent chevaliers aux armures « éclatantes, revêtus du heaume et du haubert, portant des bou-

(1) Pérard, p. 459 ; catal., n° 2494.

(2) *Itinera et Mansiones*, dans Dom Bouquet, *Rec. des hist. de France*, t. XXI, p. 412. Les renseignements nouveaux consignés ici permettent quelques additions pour les séjours de saint Louis en septembre 1244. — Les premiers jours : Villeneuve-Saint-Georges, Hôpital de Corbeil — vers le 9, 10, 11, 12, Pontigny, Vézelay, Vitteaux — les 14, 15, 16, 17, 18, 19, Cîteaux — vers le 21, Vitteaux — le 29, Paris.

(3) Mathieu de Paris, édit. de sir Richard Luard, t. IV, p. 428.

(4) Mathieu de Paris, t. IV, p. 484 ; « et circa festum sancti Andreæ venit ad eum ibi rex Francorum ».

(5) Mathieu de Paris, t. IV, p. 490.

« cliers ronds et des targes au col, et dont les chevaux étaient
 « couverts de mailles de fer ; enfin, un troisième corps de cent
 « hommes, armés de toutes pièces, l'épée au poing. Le roi et la
 « glorieuse chevalerie de son royaume, en nombre vraiment in-
 « croyable, formaient le quatrième groupe (1) ».

Dans le cortège royal figuraient la reine Blanche, la princesse Isabelle, les trois frères du roi, Robert, comte d'Artois, Alphonse, comte de Poitiers, Charles, comte d'Anjou, l'empereur Baudoin de Constantinople, le fils du roi d'Aragon, le fils du roi de Castille, Hugues IV, duc de Bourgogne, les comtes de Ponthieu, de Dampierre, de Forez, de Joigny, l'avoué de Béthune, les chevaliers du conseil royal, les sires de Beaujeu, de Bourbon et une foule d'autres personnages (2).

Le jeudi 30 novembre, jour de Saint-André, le pape Innocent IV, entouré de douze cardinaux, qui, pour la première fois, portaient le chapeau rouge, célébra la messe sur le grand autel de l'église de Cluni, en présence de cette imposante assemblée, qui comptait encore les patriarches d'Antioche et de Constantinople, les archevêques de Reims, de Lyon, de Besançon, les évêques de Paris, de Langres, de Châlon-sur-Saône, de Clermont, de Soissons, de Châlons-sur-Marne, de Senlis, d'Évreux, d'Agen, de Bethléem, et un nombre considérable de prélats et d'abbés.

Tous furent logés et hébergés dans l'abbaye aux frais du couvent ; le roi et sa cour, le pape, ses chapelains et sa suite, les évêques de Langres, de Senlis, d'Évreux avec leur maison, les princes déjà cités avec tous leurs officiers. Les moines n'eurent rien à changer à leurs habitudes, et malgré cette affluence, ne quittèrent ni leur dortoir, ni leur réfectoire, ni aucun des lieux réputés conventuels.

Le souvenir de cette imposante cérémonie, et de la large hospitalité donnée aux visiteurs dans le célèbre monastère, avait tellement frappé l'imagination des contemporains, que longtemps après le Franciscain Salimbene (3) en était saisi d'admiration.

(1) Guillaume de Nangis, *Vie de saint Louis*, *Rec. des hist. de France*, t. XX, p. 352.

(2) Aux renseignements fournis par Guillaume de Nangis, *Rec. des hist. de France*, t. XX, p. 352, il faut joindre la relation de la chronique de Cluni. *Bibliot. Cluniacensis* ; *Chronicon aliud Cluniacense reverendissimi patris domini Jacobi de Ambasia, Cluniacensis abbatis, jussu conscriptum a R. P. Francisco de Rivo*, p. 1666 ; la traduction qui se trouve dans Lorain, *Essai historique sur l'abbaye de Cluni*, p. 154-156 ; la mention du *Gall. Christ.*, t. IV, coll. 1080.

(3) *Chronica Fr. Salimbene Parmensis*, Parmæ, 1857, p. 88-89.

« Et sais-tu, lecteur, que l'abbaye de Cluni est le plus noble cou-
 « vent de moines noirs de l'ordre des Bénédictins en Bourgogne.
 « Les bâtiments en sont si considérables que le pape avec ses
 « cardinaux, toute sa cour, celle du roi et de sa suite, peuvent y
 « loger simultanément, sans que les religieux en éprouvent aucun
 « dérangement et soient obligés de quitter leur cellule (1) ».

Pendant les conférences de Cluni, où saint Louis resta huit jours, du 29 novembre au 7 décembre (2), « l'apostole et le roi parlèrent « secrètement ensemble de ce qu'ils voulurent, et s'en retourna « le roi quand il eut salué les cardinaux et reçu la bénédiction du « pape ». Avant de partir, saint Louis voulut dédommager le monastère des frais considérables occasionnés par une telle réception, et permit à l'abbé Guillaume de Pontoise de lever sur tout l'ordre le dixième des revenus d'une année, sauf une somme de trois mille marcs d'argent réservée pour le Saint-Siège (3).

La séparation du pape et du roi n'eut pas lieu à Cluni mais à Mâcon, qui depuis six ans relevait de la couronne, et où fut célébrée la dédicace de l'église Saint-Pierre ; cette cérémonie se fit le 8 décembre 1245, jour de la conception Notre-Dame, en présence de la famille royale, de douze cardinaux, de deux patriarches et de sept évêques (4).

C'est une cérémonie purement religieuse qui attira saint Louis à Pontigny, en 1247. Après la brillante réception de Cluni, les Cisterciens avaient obtenu la promesse qu'il assisterait à la translation des restes de saint Edme, archevêque de Cantorbéry, dont la mémoire était en grande vénération. Le bruit des miracles qui s'opéraient sur son tombeau s'était répandu au loin et attira une foule considérable de la province et des contrées voisines. La solennité avait été annoncée pour le 9 juin 1247, troisième dimanche après la Pentecôte (5). La famille royale y arriva le vendredi. La veille la

(1) Salimbene, *loco citato*, p. 89, termine en disant que les moines noirs sont plus nombreux en France qu'en Italie.

(2) Mathieu de Paris, édit. de sir Luard, t. IV, p. 484, dit « septem diebus ». Le roi était assurément arrivé le 29, veille de la Saint-André, et ne partit que le 6 au plus tôt et le 7 au plus tard. On a un diplôme, daté de Cluni, le 6 décembre 1245; *Mansiones et Itinera*, dans le *Rec. des hist. de France*, t. XXI, p. 413. Le 8 le roi était à Mâcon.

(3) *Chronica Cluniacense*, *loco citato*; Lorain, *Essai hist. sur l'abbaye de Cluni*, p. 156; Mathieu de Paris, t. IV, p. 489.

(4) *Gall. Christ.*, t. IV, coll. 1080; Mathieu de Paris, t. IV, p. 485.

(5) Et non le 6 juin, « septimo idus junii », comme le dit Mathieu de Paris, édit. de sir Richard Luard, t. IV, p. 631. Le chroniqueur confond sans doute la date d'arrivée de saint Louis à Pontigny avec la translation

reine Blanche de Castille passa la journée en jeûne et en prières, tous cierges allumés (1). Bien que cette solennité soit moins connue que l'entrevue de Cluni, elle fut célébrée avec un éclat et une affluence de population tout à fait extraordinaire. Un grand nombre de nobles, des ecclésiastiques de tout rang, Français et Anglais, y accoururent. Dans l'impossibilité de loger une telle multitude dans le petit bourg de Pontigny, on avait envahi les villages et les hameaux voisins, on campait en pleins champs et autour de l'église.

Outre le roi, sa mère, ses trois frères et sa sœur Isabelle, on y comptait le cardinal Pierre, évêque d'Albano, Eudes de Châteauroux, évêque de Tusculum, légat du pape, les archevêques de Sens, de Bourges, de Bordeaux, d'Armagh, Richard, évêque de Chichester, Gui de Mello, évêque d'Auxerre, dans la circonscription duquel avait lieu la cérémonie, et une foule d'autres prélats et d'abbés. Le sépulcre du saint fut ouvert, et après que le roi et les évêques eurent examiné le corps et constaté son intégrité, Gui de Mello le transporta sur l'autel pour le faire voir au peuple, puis on renferma les restes dans un tombeau de pierre, qui, n'ayant pas été trouvé assez riche, nécessita une seconde translation deux ans après (2).

On commença dès lors à rendre de grands honneurs aux reliques de saint Edme. Les rois d'Angleterre, Henri III et plus tard Richard II, les archevêques de Cantorbéry y firent d'importantes fondations. Les rois de France y passèrent fréquemment, et nous aurons plusieurs fois occasion d'y rencontrer saint Louis.

On conserve encore aujourd'hui le corps du saint dans l'église de la célèbre abbaye, ainsi que les vêtements et les ornements pontificaux qui furent donnés le 9 juin 1247. Ce n'est pas une des moindres surprises que nous signalons aux curieux de pouvoir distinguer sur le manipule et sur l'étole les tours de Castille, armoiries de la reine Blanche, par laquelle furent concédés ces précieux objets (3).

qui eut lieu deux jours après. Les *Annales de Waverleia*, (*Annales monastici*, t. II, p. 338-339) donnent la date exacte « quinto idus junii », le 9 juin.

(1) Mathieu de Paris, édit. de Luard, t. IV, p. 631-632.

(2) Pour les détails de cette cérémonie, il faut consulter encore l'abbé Lebeuf, *Histoire d'Auxerre*, nouv. édit., t. I, p. 434; l'abbé Henry, *Histoire de Pontigny*, p. 114-116; baron Chaillou des Barres, *L'Abbaye de Pontigny*, p. 105-107; les manuscrits de dom Depaquit, relatifs à cette abbaye, Bibliothèque de la ville d'Auxerre; la vie de saint Richard, évêque de Chichester, *Bolland*, t. I, April., p. 304.

(3) J'ai encore visité cette année ces intéressantes reliques assez bien conservées après six siècles et demi de durée.

Il y avait en ce temps-là dans le couvent des Frères-Mineurs d'Auxerre un religieux italien, qui était venu momentanément s'y fixer, après avoir été forcé de s'expatrier par suite des malheurs de la guerre et du siège de Parme, sa ville natale, alors envahie par l'empereur Frédéric. Ce religieux a laissé sur les événements contemporains une chronique restée pendant six siècles inconnue et inédite dans les riches archives de la bibliothèque du Vatican (1).

Quoique mutilé et incomplet, le manuscrit qui contient cette chronique, et que l'on considère avec vraisemblance comme un autographe de l'auteur, excita la curiosité, et un savant étranger crut devoir la publier à Parme, en 1857 (2). Ce n'est qu'à partir de ce moment que le nom de Salimbene (3) fut connu des érudits, et que sa chronique put être utilisée par les travailleurs.

Outre les lacunes du manuscrit, l'éditeur a malheureusement fait subir au texte des mutilations regrettables, qui n'excluent pas certaines fautes de lecture. L. Clédât, dans une thèse latine : *De Fratre Salimbene* (4), en a relevé quelques-unes, et rétabli plusieurs des passages supprimés.

On attend une édition sérieuse et complète de cet important monument du moyen-âge, dont un érudit français a fait espérer la publication. Pour le moment, le texte de l'éditeur parmesan est le seul dont nous puissions disposer, mais il est suffisant pour fournir sur certains épisodes, sur divers personnages de l'époque, sur les mœurs de nos contrées, des détails d'un singulier intérêt, et que l'on chercherait vainement ailleurs.

On n'est pas habitué à rencontrer dans les récits du XIII^e siècle des pages entières qui retracent les usages et la manière de vivre des contemporains de saint Louis ; et tout cela est raconté avec

(1) Biblioth. du Vatican, n° 7260, in-8°. — Les 207 premiers folios manquent, ainsi que les fol. 363, 374, 436, 468-472, 475-479. Deux folios portent le n° 416, et le fol. portant le n° 480 est interposé entre le 490 et le 491. Le dernier fol. porte le n° 492 et était suivi d'autres fol. qui manquent aujourd'hui.

(2) *Monumenta historica ad provincias Parmensem et Placentinam pertinentia*, Parmæ, ex officina Petri Fiaccadori, MDCCCLVII, in-4°. *Chronica Fr. Salimbene Parmensis ordine Minorum*, ex codice bibliothecæ Vaticanæ nunc primum edita.

(3) On peut consulter la chronique pour les détails généalogiques donnés par Salimbene sur sa famille, détails sans intérêt pour la Bourgogne.

(4) *De Fratre Salimbene et de ejus chronicæ auctoritate*, L. Clédât, Gallicæ in urbe scolæ super sociis thesim proponebat, Parisiis, apud E. Thorin, 1878, in-8°, 120 pp., avec fac-simile.

une bonhomie et une simplicité amusantes, qui mettent à jour la véracité de l'auteur, et font contraste avec les chroniques parfois confuses et souvent ennuyeuses du même temps.

Salimbene a le tempéramment d'un moine du xv^e siècle, égaré dans notre société du xiii^e. Il n'avait que vingt-sept ans lorsqu'il vint séjourner deux ans dans nos pays ; mais les souvenirs de ce séjour firent une grande impression sur son esprit, puisqu'il put les relater avec une telle précision dans une narration écrite trente-cinq années plus tard.

A la fin de 1247, Salimbene vint en France, et alla trouver à Lyon le pape Innocent IV, avec lequel il eut dans sa chambre un entretien particulier (1) ; il passa par l'abbaye de Cluni pour aller habiter la Brie Champenoise, et séjourna quinze jours à Troyes pendant la tenue de ces fameuses foires qui duraient deux mois. Il fit également résidence à Provins depuis la fête de Saint Luc jusqu'à la Purification, et eut pendant une semaine entière le loisir d'admirer à Paris une foule de merveilles auxquelles il prit grand plaisir. C'est après ce voyage qu'il vint s'installer à Sens, où son humeur joviale lui valut un bon accueil des Frères-Mineurs (2). Pendant l'hiver de cette année, le froid fut si intense qu'il fut forcé de se réfugier à l'infirmerie pour y soigner des douleurs.

En quittant la ville de Sens, Salimbene fut plus particulièrement attaché au couvent des Franciscains d'Auxerre. « C'est de cette ville, raconte-t-il, qu'est originaire le moine Guillaume qui a fait la *somme* et une autre *somme sur les bénéfices ecclésiastiques*, dans la maison duquel je suis souvent allé ». Au dire des religieux de l'Auxerrois qui l'avaient connu, maître Guillaume avait une grande puissance de dialectique ; personne à Paris ni ailleurs ne discutait mieux que lui, car il était à la fois grand logicien et profond théologien ; mais quand il se mêlait de prêcher, « il ne savait ce qu'il disait (3) ».

Passant d'un sujet à un autre, l'auteur parle des ouvrages qu'il a composés, mais qu'il avait été obligé d'interrompre, parce qu'il n'était pas assez riche pour se procurer tout le parchemin nécessaire. « Plusieurs de ces chroniques étaient très bonnes, selon mon opinion, dit-il naïvement, mais j'y faisais sans cesse des additions ou des retranchements pour les passages que je trouvais inutiles ou erronés (4) ».

(1) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 82.

(2) *Ibid.*

(3) « Quando vero intromittebat se de predicatione, nesciebat quod diceret ». *Chronica Fr. Salimbene*, p. 89.

(4) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 90.

« Je me rappelle que quand j'étais au couvent de Crémone, alors que la ville de Parme se souleva contre l'autorité de l'empereur Frédéric, Gabriel de Crémone, grand lecteur et homme d'une sainte vie, nous assura qu'à Auxerre il y avait plus de vignes et qu'on y récoltait plus de vin qu'à Crémone, Parme, Reggio et Modène. Je me récriai sur l'étrangeté de cette assertion, et je lui répliquai que cela était incroyable. Mais quand je restai à Auxerre, j'ai bien reconnu moi même l'exactitude de ce fait, parce qu'il y a toute une contrée et un immense territoire dans lesquels montagnes, plaines, collines, sont toutes occupées par des vignes, comme j'ai pu m'en assurer par mes propres yeux. Les habitants ne récoltent rien, ne serrent rien dans leurs granges ; ils s'occupent exclusivement de leurs vignes, dont la récolte est expédiée par rivière sur Paris, où on la vend parfaitement ; c'est la seule industrie qui leur permette de se nourrir et de se vêtir (1) ».

Le souvenir de certains repas auxquels assista le joyeux Franciscain paraît lui avoir laissé des sensations qu'il se plaît à rapporter dans ses reminiscences. Il se souvient avec plaisir d'un dîner auquel il assista lors de ses tournées dans l'évêché d'Auxerre, chez une certaine comtesse, qui ne peut être qu'Iolande de Châtillon, petite fille de Mahaut de Courtenay et d'Hervé de Donzy, alors mariée avec Archambaud de Bourbon. A ce dîner, on offrit au moine, et à tous les personnages composant l'entourage de la comtesse, douze services ou variétés de mets. « Et encore, le comte son mari était absent, le nombre des mets eût sans doute été plus considérable s'il avait été présent ».

Salimbene parle longuement des vins de l'Auxerrois, qui ne valent pas, dit-il, les vins d'Italie et sont moins renommés. Les vins blancs leur sont bien supérieurs ; il veut sans doute parler des crus de Chablis, qui sont dorés, pleins de bouquet, réconfortants et d'un goût très agréable (2). Suivent de nombreuses strophes de vers latins et italiens, composées en l'honneur des vins, par maître Morand, professeur à l'université de Padoue, et des renseignements sur la coutume que les habitants de nos pays ont d'offrir à leurs hôtes le cru de leurs récoltes, en leur disant : *Je bois à vous*, c'est-à-dire vous boirez autant que je boirai, et ce serait une grande incivilité de faire autrement que le maître de la maison, et de ne pas répondre à son invitation (3). Aussi Salimbene trouve très mauvais que les prélats se délectent de vins délicieux,

(1) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 90.

(2) *Ibid.*, p. 91.

(3) *Ibid.*, p. 92.

en présence des moines qui n'en ont jamais que d'une qualité inférieure. Il blâme ces mêmes prélats de n'en pas offrir à leurs subordonnés, qui prendraient autant de plaisir qu'eux à les boire et à les savourer, « *cum omnes gule sint sorores* (1) » !

Cette merveilleuse et réjouissante réflexion suffira pour donner une idée de la tournure d'esprit de l'auteur ; mais à côté de ces détails humoristiques, on trouve sur les faits de l'époque, sur le départ pour la croisade et l'arrivée du roi en Bourgogne, des épisodes du plus haut intérêt.

Saint Louis avait commencé son grand voyage le vendredi veille de la Pentecôte, 12 juin 1248 (2). Le légat du pape, Eudes de Châteauroux, lui avait remis à Saint-Denis la pannetière et le bourdon, ainsi qu'à la reine Marguerite de Provence et aux membres de la famille royale qui se préparaient à accompagner le souverain. Après les dévotions faites à Notre-Dame de Paris, on passa au couvent de Saint-Antoine, puis à Corbeil, où la régence du royaume fut confiée à Blanche de Castille, et ensuite à Melun, d'où le roi s'achemina sur la Bourgogne.

Convoqué par le chapitre provincial des Frères-Mineurs de Sens, Salimbene y était venu d'Auxerre, très désireux de voir la réception qui devait être faite au prince et à sa suite. Tous les Franciscains étaient sortis de la ville de Sens avec les habitants, et s'étaient échelonnés sur la route pour voir passer le cortège royal. Les dames, non moins curieuses, étaient également accourues, mais leur mauvaise tenue n'inspire au moine que des réflexions peu favorables, lorsqu'il les compare aux italiennes, qui n'auraient pas manqué de faire plus d'honneur au roi de France, s'il avait jamais daigné s'arrêter à Bologne ou à Pise. Mais, ajoutait-il, les bourgeois seuls habitent les villes en France, les chevaliers et les nobles dames séjournent dans leurs terres et dans leurs châteaux.

Au moment de l'arrivée de saint Louis, Eudes Rigault, archevêque de Rouen, n'était pas accouru des premiers ; il s'était trop attardé à revêtir ses habits pontificaux ; il fendait la foule en criant : Où est le roi ? « Et je le suivais, car il marchait seul, éperdu, mitre en tête et bâton pastoral en main ».

« Le roi était frêle et mince, assez maigre et grand, avec un

(1) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 408.

(2) Feria VI^e Pentecostes, *Deuxièmes annales de Saint-Denis* ; Guillaume de Nangis, *Vie de saint Louis* (*Rec. des histor. de France*, t. XX, p. 356) ; *Annales de Waverleia* (*Annales monastici*, édit. de sir Richards Luard, collect. du maître des rôles, t. II, p. 339).

« visage d'ange et une figure avenante. Il s'avavançait sans apparat
 « princier, en habit de pèlerin, portant au cou son bourdon et sa
 « pannetière, qui ornaient à merveille ses épaules royales. Il ne
 « venait pas à cheval, mais à pied. Ses frères, qui tous trois étaient
 « comtes, le suivaient humblement et comme lui modestes dans
 « leur attitude et dans leur costume ; l'ainé se nommait Robert et
 « le troisième Charles, celui-là même qui depuis s'est acquis une
 « grande renommée par ses glorieuses actions. Le roi ne s'occu-
 « pait guère de la suite de sa noblesse, mais paraissait surtout
 « désireux de mériter les suffrages et les prières des pauvres. On
 « aurait dit plutôt un moine qu'un chevalier en armes qui part
 « pour la guerre. Après être entré dans l'église des Frères-Mineurs,
 « il fit dévotement une génuflexion devant l'autel, il se mit en
 « oraison ; je me trouvais à côté de lui au moment où il sortit, et
 « alors qu'il était encore sur le seuil de la porte. On vint lui offrir
 « de la part du trésorier de l'église de Sens un énorme poisson (1)
 « encore vivant, qu'on lui présenta dans une conque de bois de
 « sapin, assez semblable à une petite baignoire dans laquelle on
 « baigne et on lave les enfants, quand ils sont encore au berceau.
 « Le porteur du présent fut vivement remercié ».

Louis IX ayant ensuite pénétré dans la salle du chapitre, se recommanda aux assistants, ainsi que ses frères et la reine sa mère ; les religieux touchés de sa dévotion fondaient en larmes. Après une courte allocution prononcée par le cardinal légat Eudes de Châteauroux, le ministre général des Franciscains, frère Jean de Parme, prit la parole, et fit ressortir les nobles sentiments de ce roi qui ne demandait aux fidèles ni or ni argent, mais seulement leur appui moral et leurs prières. N'était-il pas digne de mener à bien la croisade qu'il entreprenait ? L'orateur conclut en exigeant de tous les prêtres de son ordre, et qui relevaient de lui, quatre messes pour Louis IX et ceux qui l'accompagnaient, sauf à faire davantage s'il venait à succomber dans son voyage (2). Le roi fut si satisfait de ces paroles qu'il voulut avoir immédiatement des lettres de fondation de ces messes, revêtues du sceau du ministre général. Ainsi fut fait.

Ce même jour, le roi mangea au réfectoire avec les Frères-Mineurs, et fit la dépense. Ses trois frères, le cardinal Eudes de Châteauroux, Eudes Rigault, archevêque de Rouen, les chefs des

(1) Le texte appelle ce poisson *lucius*. « Si quidem carus et pretiosus piscis in Francia lucius reputatur ». *Chr. Fr. Salimbene*, p. 94. Peut-être s'agit-il d'un brochet ?

(2) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 95.

communautés, tout le corps du chapitre et les Hospitaliers furent admis au dîner.

Le ministre général Jean de Parme, voyant une telle assemblée, ne voulut pas, au milieu des fonctions qui lui incombait, se mettre à table près du roi, bien que ce dernier l'en eût prié, il vint par humilité et modestie s'asseoir à la table des Frères.

« Nous eûmes ce jour-là, d'abord des cerises, puis du pain très blanc, du vin de choix et en abondance, un vin digne de la magnificence royale. Nous eûmes ensuite des pois nouveaux cuits au lait, des poissons et des écrevisses, des pâtés d'anguilles, du riz au lait d'amandes et au poivre d'Ethiopie, des anguilles assaisonnées avec une excellente sauce, des tartelettes et des tourtes, et une grande abondance de fruits. Et cela fut rapidement ordonné et servi avec soin (1) ».

On croirait lire le récit moderne d'un banquet officiel et il faut avouer que notre chroniqueur a religieusement conservé le souvenir d'une cuisine à laquelle les Frères-Mineurs n'étaient probablement pas habitués. Il s'agit ici d'un dîner maigre, qui va nous servir à fixer pour Sens le séjour exact de saint Louis, que nous suivrons jusqu'au dimanche suivant à Vézelay.

C'est le mardi 23 juin, veille de la nativité de saint Jean-Baptiste, qui était un jour de vigile et jeûne, que le roi vint à Sens, où il coucha. « Le jour suivant, le roi continua sa route », dit Salimbene. Il se dirigea sur Pontigny, où il ne put arriver que le surlendemain, le jeudi 25, après avoir fait la veille l'étape obligée de Joigny. L'abbaye de Pontigny et tous ses biens furent mis sous la protection royale, mais la charte ne fut donnée que le mois suivant au siège de la Roche de Gluz (2).

Le vendredi 26 juin, Louis IX partit de Pontigny, passa à Chablis, où sa présence est constatée par une donation en faveur des religieuses du Trésor (3), et vint souper et gîter au château de Noyers,

(1) « Habuimus igitur illa die, primo cerasas, postea panem albissimum ; vinum quoque, ut magnificentia regia dignum erat, abundans et præcipuum ponebatur... Postea habuimus fabas recentes cum lacte decoctas, pisces et caneros, pastellos anguillarum, risum cum lacte amigdularum et pulvere Cynamomi, anguillas assatas cum optimo salsamento, tartas et juncatas, et fructus necessarios habuimus abundanter atque decenter. Et omnia curialiter fuerunt apposita et sedulo ministrata ». *Chronica Fr. Salimbene*, p. 96.

(2) Biblioth. d'Auxerre, *Hist. de Pontigny*, ms. de l'abbé Depaquit et Cartul., t. II, p. 263-264.

(3) Archives de l'Eure, Cartul. du Trésor, p. 598.

« *apud castrum Noeriarum* (1) », qu'il quitta le samedi 27 pour gagner Vézelay où il n'arriva que le soir.

Salimbene revenu de Sens à Auxerre, par suite de la permission qui lui était accordée de circuler de province en province, était arrivé cette même nuit à Vézelay désireux de revoir le roi, qu'il y retrouva en effet.

« C'était un dimanche matin (le 28 juin). Louis entra dans l'église
« avec ses trois frères, laissant des serviteurs pour garder les
« chevaux ; il plia le genou devant l'autel ; puis, comme les moines
« se disposaient à se remettre sur leurs sièges, il s'assit à terre
« dans la pousière, comme je l'ai vu de mes yeux, et l'église
« n'était point pavée, il leur dit : « Venez vers moi, mes très doux
« frères, écoutez mes paroles ». Quand ils furent assis en cercle à
« ses côtés, il leur demanda leurs prières, et après qu'on les lui
« eût promises, il sortit. On lui dit alors que Charles (d'Anjou)
« priait avec ferveur, et lui, qui en était tout heureux, attendit
« patiemment son frère sans remonter à cheval. On voyait dans le
« transept de l'église le comte de Provence agenouillé devant un
« autel, tandis que le roi se tenait à la porte avec les deux autres
« frères. J'en fus profondément édifié (2) ».

Louis IX passa ensuite à Avallon, et s'arrêta à Lyon où il eut une dernière entrevue avec le pape. Nous n'avons malheureusement aucun détail sur sa traversée dans le reste de la Bourgogne, bien que Salimbene prétende l'avoir suivi en différentes localités.

Les religieux de l'abbaye de Vézelay, voulant dissiper les doutes qui s'étaient élevés sur l'authenticité des reliques de la Madeleine, donner un nouvel essor aux pèlerinages, et ramener les marchands à la suite des pèlerins, avaient réclamé deux légats du Saint-Siège, Pierre, évêque de Panedde, et Gui de Mello, évêque d'Auxerre, pour procéder à la vérification de ces reliques. Gui de Mello, alors investi, par le pape Clément IV, de l'expédition, moitié politique et moitié religieuse, destinée à maintenir Charles d'Anjou sur le trône de Naples et de Sicile, s'y rendit en partant pour l'Italie, avec cette double autorité de légat et de chef de la croisade. Le procès-verbal rédigé en cette circonstance, en 1265 (3), donnait satisfaction aux désirs des religieux, mais ne pouvait agir assez efficacement sur l'opinion publique pour trancher une question si délicate et si sérieusement controversée. Beaucoup de religieux,

(1) Charte constatant un accord avec l'abbaye de Mortemer au diocèse de Rouen ; Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. III, p. 181.

(2) *Chronica Fr. Salimbene*, p. 97.

(3) Bibl. nat., Collect. Duchesne, t. 87, fol. 24.

étrangers à l'ordre de Cluni, contestaient les prétentions de l'abbaye de Vézelay, à commencer par les Frères-Mineurs, et par Salimbene, l'auteur de la chronique dont on a parlé, et qui avait séjourné quelque temps à Auxerre (1).

Les moines de Vézelay résolurent de frapper les esprits par une manifestation plus imposante. Ils s'adressèrent au roi de France, et le prièrent d'assister à la relévaison solennelle des reliques récemment vérifiées. Louis IX, animé d'une foi profonde, désireux de rétablir la paix partout, et toujours prêt à favoriser les établissements monastiques, mais principalement la célèbre abbaye qu'il avait plusieurs fois honoré de sa présence, ne pouvait refuser de se rendre à une semblable cérémonie. Un double motif l'attirait du reste à Vézelay, dont la garde appartenait à son fils Jean Tristan, comte d'Auxerre et de Nevers, marié à Iolande de Bourgogne, âgé de dix-sept ans seulement et ayant besoin des conseils et de l'appui de sa famille.

Le jour choisi pour la cérémonie était le 24 avril 1267, qui correspondait aux octaves de Pâques, au dimanche de Quasimodo. Saint Louis s'y rendit avec son frère Alphonse, comte de Toulouse et de Poitiers, son gendre, Thibault V, comte de Champagne et de Navarre; trois de ses fils, Philippe, qui régna plus tard sous le nom de Philippe-le-Hardi, Jean, comte de Nevers et d'Auxerre, et Pierre, né comme Jean en Palestine.

Hugues IV, duc de Bourgogne, vint accompagner le roi avec un grand nombre de seigneurs féodaux. Parmi les membres du haut clergé, citons un légat du Saint-Siège, Simon de Brion, destiné à devenir pape sous le nom de Martin IV, Gui de Mello, revenu vainqueur de Naples, et le comte Giraud, abbé de Saint-Germain-des-Prés de Paris. Jamais depuis 1190, date du passage de Philippe-Auguste et de Richard Cœur-de-Lion, plus brillante assemblée ne s'était réunie sous les voûtes de l'ancienne basilique de Vézelay. Le corps de la Madeleine fut extrait du cercueil de plomb où il avait été trouvé, et replacé dans une superbe châsse d'argent après en avoir distrait des fragments qui furent distribués aux principaux assistants (2).

(1) Voici ce que dit Salimbene dans sa chronique, p. 292 : «..... et ideo amodo cessant contentiones et contrarietates et cavillationes et abusiones et falsitates, quæ in corpore beatæ Mariæ Magdalænæ dicebantur : nam illi de Senegallia dicebant se illud habere, et illi de Verzeliaco, quod est castrum in Burgundia populosum, habebant illud similiter, ut dicebant et inde etiam habebant legendam. Manifestum est autem quod in tribus locis idem mulieris corpus esse non potest ».

(2) L'abbé Faillon, *Documents inédits sur l'apostolat de la Madeleine*,

Cette imposante solennité, entourée d'une pompe et d'un éclat inusités, produisit sur les masses une impression profonde et durable ; de là vient sans doute que, depuis cette époque, la fête patronale de la ville, célébrée auparavant le 22 juillet, jour de la Madeleine, fut depuis célébrée le jour de Quasimodo, anniversaire de la relévation officielle présidée par saint Louis.

Le roi ne tarda pas à donner à la ville et au monastère de Vézelay de nouvelles marques de bienveillance. Il y revint avec tous ses fils en partant pour la croisade, et s'y trouvait à la fin de mars 1270, après s'être arrêté à Auxerre, le 27 du même mois, comme l'affirment les continuateurs de la chronique de Saint-Marien (1).

D'autres membres de sa famille qui l'accompagnaient dans ce dernier et fatal voyage, se montrèrent aussi généreux que lui pour l'abbaye. Son gendre Thibaud, comte de Champagne, mérita pour ses largesses la reconnaissance des moines (2). Aucun de ces personnages ne devait revoir le sol natal. Jean Tristan, comte de Nevers, gendre du duc de Bourgogne, frappé par le terrible fléau qui ravageait le camp des croisés, succomba le 3 août, et saint Louis le 25 août. Thibaud ne leur survécut guère et mourut en Sicile au couvent des Carmes de Trapani, le 4 décembre 1270.

Les monastères bourguignons firent pour saint Louis ce qu'ils ne firent pas tous pour le duc de Bourgogne, et relatèrent la mémoire du pieux monarque sur leur obituaire (3), en souvenir de ses bienfaits.

t. II, p. 754 et suiv.; Aimé Cherest, *Étude sur Vézelay*, t. II, p. 140 et suiv.

(1) « *Anno Domini M.CC.LXIX, VI Kal. aprilis, Ludovicus rex Francie, et omnes filii sui ultra mare profisciscentes, fuerunt apud Antisiodorum* ». Voir Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, t. IV, pr. n° 227; *Recueil des hist. de France*, t. XXI, p. 423, *Mansiones et Itinera*.

(2) Arch. nat. J. 461, *Lettre du prieur de Vézelay à saint Louis*.

(3) *XIII Kal octob. obiit Ludovicus, rex Francorum christianissimus, cuius anniversarium Romana ecclesia per regnum Francie precepit solemniter celebrari in perpetuum*. (Obituaire de Saint-Lazare d'Avallon, Bibl. nat., lat. 5187 A). — *XIII Kal. Oct. obiit Ludovicus Francorum rex piissimus [qui dedit]. XL sol. super Domum Dei de Burgo Novo*. (Obit. de Notre-Dame-de-Beaune).

RAPPORT
SUR
COLLECTION DE COPIES D'ARRÊTS CRIMINELS
DU PARLEMENT DE PARIS
OFFERTE A LA SOCIÉTÉ PAR M. LE COMTE DE CHASTELLUX
(1539-1545).
Par M. Fr. MOLARD.

Le nouvel envoi de M. le comte de Chastellux, se compose de trois cahiers contenant appel, au Parlement de Paris, de procès tant civils que criminels, jugés par les baillis de Sens, de Ville-neuve-le-Roi, d'Auxerre, de Tonnerre, par le prévôt d'Auxerre et par des juges seigneuriaux, tels que ceux de Saint-Maurice-Thizouaille, de Briçon, du Chapitre d'Auxerre, et de l'abbaye de Saint-Germain. Dans nombre de causes, les motifs de la procédure n'apparaissent point, puis, dans d'autres, ils sont énoncés d'une façon très brève. On y rencontre de nombreuses sentences d'élargissement, qui s'accordaient alors bien plus facilement peut-être qu'aujourd'hui. On mettait en liberté provisoire sous caution, et le plus souvent sous le simple serment de l'inculpé de se représenter à première réquisition, à peine de *perdition* du procès, et de tel châtimant arbitraire qu'il plairait à la Cour. Bien entendu qu'il ne s'agissait pas alors d'accusation capitale, mais bien plutôt d'affaires ne comportant que l'amende pécuniaire ou honorable.

Voici les procès à sensation, comme on dirait aujourd'hui, qui m'ont paru devoir être mentionnés. Dans le premier cahier, qui va du 18 Novembre 1539 au 22 Octobre 1540, je signalerai, pour cause à la fois civile et criminelle, un litige surgi entre les habitants de Lignièrès et Jean Stuart, seigneur de Vézinnes, un appel du bailliage d'Auxerre, formulé par Jean de Crény, écuyer ; une

confirmation de la sentence du prévôt d'Auxerre, décernée contre un nommé Geoffroi, et le condamnant à faire amende honorable pour variation dans son témoignage ; la confirmation de la condamnation, à être pendu, de François de Marchaison, pour vol d'un encensoir d'argent dans l'église de Saint-Etienne ; une commutation de la peine de mort, prononcée par le Bailli d'Auxerre, contre François Grappin, dit le *Cul de Bois*, et Nicolas Gibert, surnommé le *Grand Colas*, pour homicide commis sur la personne d'Edmond de Lavau, dit le *Maure*. Ils seront fustigés par trois divers jours, sur les places et carrefours de la ville d'Auxerre. A remarquer encore la sentence du prévôt d'Auxerre, condamnant Nicole Briette, femme de Philbert Garnier, pour vol et larcins de bagues (1) à Anthoine Joly, qui lui seront restituées, à avoir le fouet sous la courtine. Ladite sentence est confirmée, et la coupable est renvoyée à Auxerre pour y subir sa peine. Si elle récidive elle sera fouettée en public.

On élargit Mathurine, femme de Pierre Sochet, demeurant à Auxerre, faubourg Notre-Dame-la-d'Hors, après l'avoir fait visiter par quatre matrones assermentées. Ici la nature de l'inculpation n'est point indiquée. (Il s'agit peut-être d'avortement ou d'infanticide). Et ladite Mathurine est tenue de se représenter à première requisition. — Commutation de la peine de mort en fustigation publique et bannissement, accordée à Perrette, femme de Guillaume Bordes, couturier, condamnée à être pendue par le prévôt de Tonnerre, en raison du meurtre commis par elle sur la personne de la femme de Claude Picart, dit le *Surdeau*. — Confirmation de la peine de mort, prononcée par le prévôt de Pont-sur-Yonne, contre Jean Sarradin, dit *Grant nez*, qui a assassiné le substitut du procureur du roi au bailliage de Nemours. — Confirmation de la décision de mise à la torture, prise contre Jean Pyon, dit *Plus-le midy*, soupçonné d'avoir tué sa femme Marguerite, etc., etc.

Au 16 Juillet 1540, la cour prononce plusieurs élargissements, attendu la multitude des prisonniers détenus à la Conciergerie. Dans ce cahier, comme d'ailleurs dans tous les autres, il faut encore mentionner plusieurs réclamations du bénéfice de clergie. L'un des réclamants est remis à l'archevêque de Sens.

Le second cahier, qui va du 15 au 27 Novembre 1540, contient, entre autres choses remarquables : l'appel du procès fait en bailliage de Sens, à la requête de Pierre Néron del, marchand, demeurant à Chaumont-sur-Yonne, à l'encontre de Jean de Buffévant et de Michelle de Railly, sa femme, prisonniers à la Conciergerie,

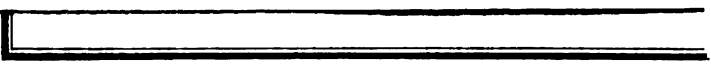
(1) Bagues me semble devoir être pris ici dans le sens de hardes.

pour excès et homicide commis es personnes de Jean, Claude et Simon Néronnel, enfans dudit plaignant. Le coupable et ses fils, complices de son crime, Louis et Nicolas de Buffévant, défaillants, sont, en fin de compte, condamnés à faire amende honorable, puis à être trainés sur une claie, de la Conciergerie au pilori, où ils seront décapités et mis en quartiers. 1,500 livres parisis seront prises sur leurs biens, et donnés à Pierre Néronnel comme dommages et intérêts. Michelle de Railly est mise hors cour. A signaler aussi le crime de Marion Allègre, veuve de Gillet Munier qui a jeté son fils dans l'Yonne, du haut de la tour Barbe, à Villeneuve-le-Roy. Pour ce forfait, elle a été condamnée, par le prévôt de cette ville, à l'amende honorable, à être trainée sur une claie, puis pendue, et son corps exposé sur le gibet de la ville; ses biens seront confisqués. Le parlement de Paris confirma la sentence.

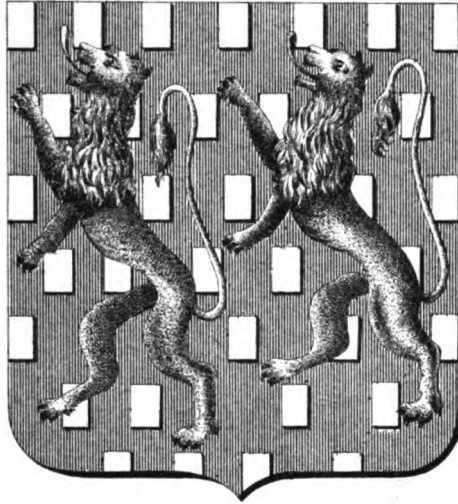
Le troisième cahier, qui va du 2 mai au 4 novembre 1545, est intéressant, en ce que l'on voit la Réforme faire son apparition dans le département, et notamment à Sens. Les inculpés sont Antoine de Vernay, dit *Chambon*, ancien maître d'hôtel du bailli de Sens, et ses complices, la femme de Nicolas Lenoir, sergent au bailliage de Sens, Jean de la Chambre, Marion, servante de Jean Masle, Colombe Calabre et Anne le Hongre, Nicolas Berturault, dit *Pot de Beurre*, libraire et mercier, et Jean Coppé, praticien. Berturault, qui est de Rochefort, est condamné au fouet et au bannissement. Les livres sont brûlés. Les autres devront simplement assister à une grand'messe avec diacre et sous-diacre, et aller à l'offrande un cierge à la main. On leur fait défense de retomber dans l'hérésie, à peine de punition corporelle. Les livres du praticien Coppé sont également brûlés.

22

20



I



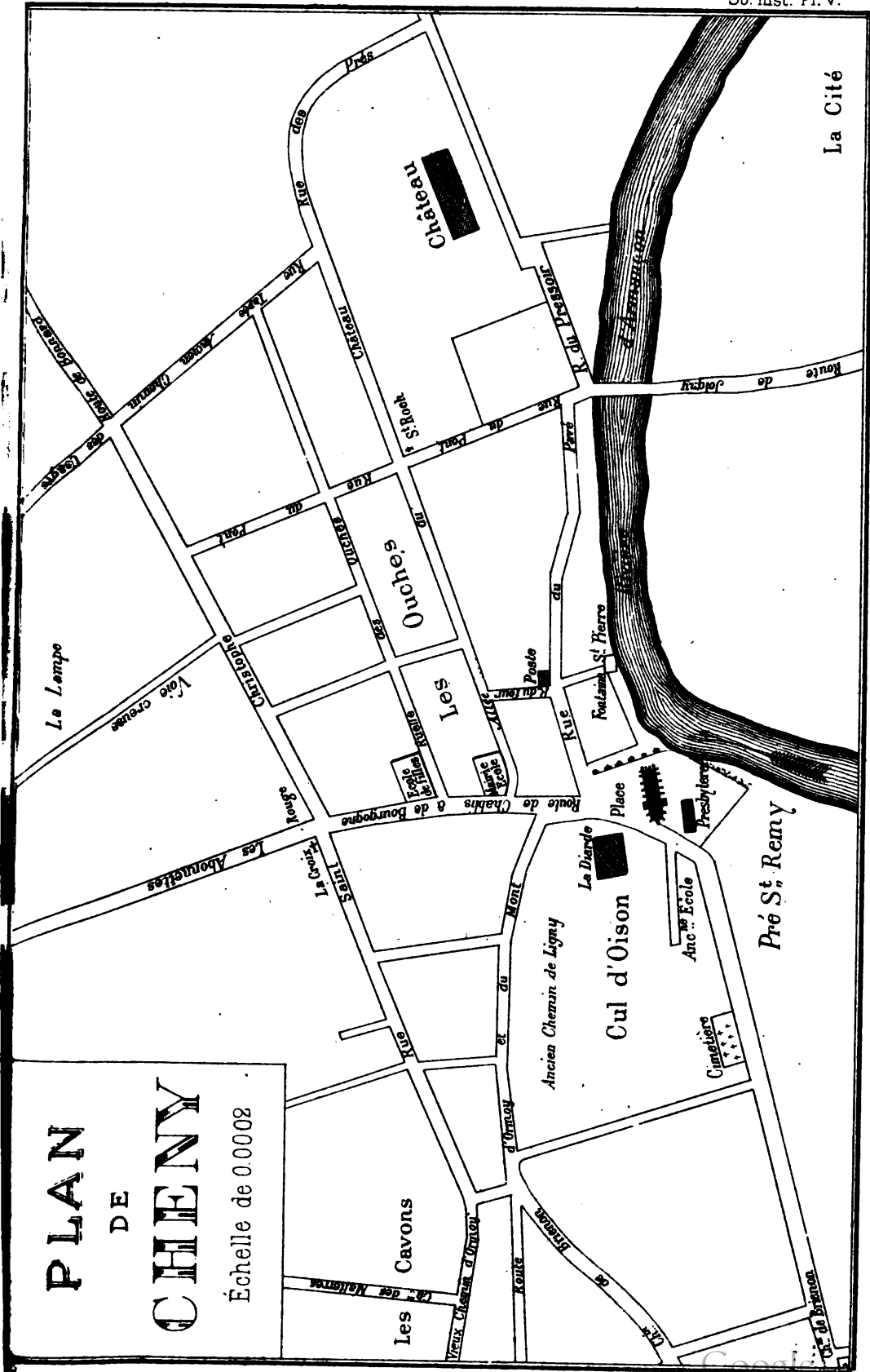
II



ARMOIRIES DE LA FAMILLE VEZON

I — d'après Segoing et Gelyot

II — d'après Chevillard et d'Hozier





BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

DEUXIÈME PARTIE

SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES



QUARANTE-SEPTIÈME VOLUME
TOME XVII DE LA 3^e SÉRIE

1893

COMMISSION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL

(Sciences physiques et naturelles)

Directeur :

M. G. COTTEAU.

Conservateurs :

Botanique : **M. E. RAVIN.**

Conchyologie et minéralogie : **M. GUYARD fils.**

Géologie : **M. G. COTTEAU.**

Zoologie (Vertébrés) : **M. H. MONCEAUX.**

Zoologie (Invertébrés) : **M. GIRARDIN.**



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES SCIENCES

HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1893.

II

SCIENCES NATURELLES

LES DÉLÉGUÉS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

A LA SORBONNE

(Session de 1893).

Par M. G. COTTEAU.

Le mardi, 4 avril, la réunion des Sociétés savantes s'est ouverte sous la présidence de M. Edmond Le Blant, membre de l'Institut, dans l'amphithéâtre provisoire de la vieille Sorbonne. Comme l'année dernière, le président général de la section des sciences était M. Berthelot. Les séances de section ont été successivement présidées par MM. Mascart, Friedel, Darboux, Le Roy, de Méricourt, Appell, Fouqué, Milne-Edwards et Duchartre. MM. Angot et L. Vaillant remplissaient les fonctions de secrétaires. Le bureau a été complété par deux délégués, MM. Doumet-Adanson et Cotteau.

La section a commencé de suite ses travaux.

Je me bornerai, comme je le fais d'habitude, à mentionner quelques-unes des communications qui m'ont paru les plus intéressantes :

Depuis quelques années, les lacs placés dans des régions plus ou moins élevées ont attiré l'attention des naturalistes, soit au point de vue de leur origine, de leur profondeur, de leur température, soit au point de vue des animaux qui les habitent. M. DE LAC-VIVIER, proviseur au lycée de Montpellier, a étudié les lacs de l'Ariège et des Pyrénées-Orientales. Ces lacs n'ont pas tous une origine identique. Tantôt ils sont dus à des barrages formés à la partie inférieure d'une vallée ; tantôt les eaux se sont accumulées dans des dépressions naturelles placées sur les sommets. Les cours d'eau qui s'échappent de ces lacs affectent des directions diffé-

rentes et descendent, suivant la position qu'ils occupent, vers la Méditerranée, vers le Nord ou du côté de l'Océan. On en trouve dans les terrains granitiques, dans les gneiss, dans les schistes anciens; ils sont plus ou moins peuplés de plantes aquatiques, d'animaux inférieurs et de poissons. Sur cent dix-sept lacs observés par M. de Lacvivier, vingt-deux seulement renferment des truites. L'auteur examine dans quelles conditions doit se trouver un lac pour être poissonneux. Ses dimensions, la nature des roches encaissantes, son altitude, la profondeur des eaux, n'ont qu'une influence secondaire; l'orientation, au contraire, doit être prise en grande considération. Les lacs les plus peuplés sont toujours ceux qui sont aérés et les mieux exposés au soleil; les autres sont restés jusqu'ici stériles et les tentatives faites pour y introduire des truites ont échoué.

M. MAGNIN, professeur adjoint de botanique à la Faculté des sciences de Besançon, communique à la section le résultat de ses recherches sur les lacs de la région naturelle du Jura. Dans l'espace de trois années, l'auteur a exploré soixante-deux lacs, sur les soixante-six que le Jura possède, le plus souvent en bateau, muni d'appareils de sondage, de thermomètres et de tous les instruments nécessaires. Des faits nouveaux ont été observés par l'auteur, au point de vue géographique, physique et botanique; il examine successivement l'altitude de ces lacs, leurs dimensions, leur profil, la transparence et la nature de leurs eaux, leur coloration. M. Magnin insiste surtout, et c'est assurément la partie la plus intéressante de son travail, sur les caractères botaniques des lacs du Jura dont il a relevé avec soin la monographie florale. Suivant lui, les causes de la répartition des espèces tiennent peu à l'altitude, mais surtout à la configuration du lac, à la nature de ses bords calcaires ou tourbeux. D'après ses observations, les plantes sont réparties à différents niveaux et forment des zones concentriques très nettes, depuis les rivages exondés jusqu'à la profondeur de huit à treize mètres. A cette flore littorale succède, au-dessous de treize mètres, la flore profonde, représentée par des *Microphytes*, et à laquelle se rattache la présence de plantes flottantes, comme les *Utricularia*, les *Ceratophyllum* et accidentellement des fragments de *Microphyllum potanogetum*, formant, à la surface de l'eau, des masses vivantes et flottantes qui rappellent les sargasses de l'Océan.

Dans le cours de ses explorations, M. Magnin a constaté l'existence de plusieurs plantes nouvelles, soit entièrement inédites, soit nouvelles pour la flore de la France ou la flore du Jura.

M. le baron JULES DE GUERNE et son collègue M. RICHARD, de la

Société zoologique de France, poursuivent leurs recherches sur la faune des lacs. M. de Guerne qui, comme vous le savez, est notre collègue à la Société des sciences de l'Yonne, nous a exposé le résultat de ses dernières recherches sur le *Plankton*, matière vivante tenue en suspension dans les eaux des lacs, et si utile à la nourriture des poissons. Le *Plankton* est plus ou moins abondant, suivant les époques de l'année. Nos deux savants naturalistes multiplient leurs observations sur la faune des lacs et signalent plusieurs espèces nouvelles de crustacés, découvertes par M. Delebecque dans les lacs du Jura et de la Savoie. Ils accumulent sur ces faunes curieuses des matériaux recueillis dans les régions les plus diverses. Des voyageurs chargés de missions leur ont envoyé des documents provenant de Madagascar, de l'Asie centrale, des régions polaires. Plusieurs travaux sont en préparation et seront publiés prochainement dans les *Mémoires de la Société zoologique de France*.

M. BELLOC, de l'Association pyrénéenne, a continué, de son côté, ses recherches sur les lacs des Pyrénées. Il en a visité et sondé un grand nombre. Le lac de *Caillouas* (Hautes-Pyrénées) a particulièrement fixé son attention. Situé à 2,167 mètres d'altitude, ce lac est d'autant plus curieux à étudier que sa profondeur considérable, relativement à l'étendue de sa surface, dépasse 105 mètres. M. Belloc en conclut que la profondeur des lacs de montagne creusés dans la roche dure est en raison de leur hauteur et de la verticalité des pentes. La force vive des anciens glaciers, loin d'avoir approfondi ou protégé les cuvettes lacustres, a été au contraire un instrument actif de comblement. M. Belloc signale un petit lac à double déversoir, placé sur un point culminant des Pyrénées, et envoyant à la fois ses eaux sur le versant français et le versant espagnol.

M. Belloc a également entretenu la section des algues d'eau douce d'Islande récoltées par MM. Buchet et Rabot. Il insiste notamment sur les Diatomées, qui font plus spécialement l'objet de ses recherches; celles d'Islande lui ont offert soixante-quinze espèces appartenant à vingt-trois genres. L'auteur, lorsque ses études seront plus complètes, se propose de publier sur cette florule microscopique une note plus détaillée.

Nous devons encore à M. Belloc de curieuses observations sur la moraine glaciaire de la montagne d'Espiaup. A l'époque glaciaire, un immense glacier couvrait la vallée de Luchon et s'étendait jusque dans les plaines de Saint-Gaudens et de Montrejeau; il recevait à Luchon le glacier important de Larbourt, qui a déposé dans cette région une énorme quantité de blocs erratiques, ayant servi

plus tard à élever les monuments mégalithiques de la montagne d'Espiaup. Ces divers monuments, alignements, enceintes, pierres levées, pierres à écuelles, ont été découverts, en 1875, par M. Julien Sacaze, et s'étendent sur une longueur de plus de six kilomètres. Des fouilles ont été faites, l'année suivante, par M. Sacaze et M. Piette, qui ont fixé leur âge approximatif à l'époque du bronze. M. Belloc a exploré, à plusieurs reprises, ces antiques vestiges et présente à la section des dessins, des photographies et un plan général de la région.

M. MARTEL, de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Lozère, qui explore avec tant de hardiesse et de dévouement les rivières souterraines, et dont nous avons eu plusieurs fois l'occasion de vous signaler les curieuses découvertes, a vivement intéressé la section par le récit de ses nouvelles explorations : il a constaté que dans les abîmes des régions calcaires du midi de la France, les recherches sont souvent arrêtées par des éboulis, des amas de cailloux et même des stalagmites, avant qu'on soit arrivé au fonds des puits naturels. Sur plusieurs points, ces amas de matériaux détritiques ont été déblayés et ont permis de prolonger les explorations. C'est ainsi que dans le Lot, la rivière souterraine de Padérac a pu être parcourue sur une étendue de trois kilomètres, grâce à un interstice libre de un mètre carré dans un talus d'éboulement remplissant le fond d'un gouffre de 75 mètres de profondeur. M. Martel signale plusieurs abîmes pour lesquels le travail de désobstruction devrait être tenté, notamment celui de *Jean-Nouveau* (Vaucluse), qui paraît avoir été obstrué à 163 mètres de profondeur verticale absolue, par les effets d'un tremblement de terre. On pourrait, par cette fissure, si elle était déblayée à la base, accéder sans doute aux canaux intérieurs qui drainent les eaux fluviales des hauts plateaux des monts Ventoux et de Lure et les conduisent ensuite au grand collecteur énigmatique de la fontaine de Vaucluse. M. Martel cite encore l'abîme de *Vigne-Close*, dans l'Ardèche, profond de 190 mètres, formant cinq étages communiquant l'un à l'autre par des ouvertures étroites qu'un seul bloc de rocher eut pu fermer complètement. Peut-être, si on débarrassait cet abîme des rochers qui en obstruent l'extrémité, conduirait-il à quelque source tributaire de l'Ardèche, qui coule à 1,400 mètres de distance et 60 ou 80 mètres plus bas.

D'autres abîmes encore ont été explorés par M. Martel ou ses collaborateurs, MM. Gaupillat, Arnal, Rapin, Lalande, etc. M. Gaupillat a pu parcourir pendant 2,600 mètres la rivière souterraine de la *Goule de la Baume de Sauvas*, en y pénétrant par le gouffre de la Coquillière, profond de 30 mètres, et qui s'ouvre sur

la rivière par une fissure des plus étroites qu'une pierre peu volumineuse aurait suffi à fermer.

Près de Vallon (Ardèche), la célèbre *Goule de Foussouble* n'a pu être explorée, par suite de la présence de l'acide carbonique, mais on pourrait y pénétrer sur un autre point : Vers le sommet du plateau, un abîme est béant, qui communique certainement avec la rivière souterraine ; l'exploration en a été tentée, mais, là encore, un bouchon de pierres s'est rencontré fermant le puits à 40 mètres de profondeur en contrebas de la surface du sol ; si l'on franchissait cet obstacle, on continuerait probablement la descente jusque dans les galeries inconnues de la Goule. Il en est de même dans les abîmes du *Causse Myeau* (Lozère), notamment dans celui de *Hures*, exploré par M. Arnal et fermé à 150 mètres de profondeur ; de même aussi dans les abîmes de *Fosse-Mobile* (Charente) et de *Combettes*, près Gramat (Lot).

Plus de deux cents abîmes ou cavernes ont été explorés par M. Martel et ses collaborateurs. Partout des observations barométriques ont été faites avec soin et nous donnent de précieux renseignements sur la température de l'air et de l'eau dans les abîmes.

Dans une autre communication faite à la section de géographie, M. Martel signale, dans la région des Causses, plusieurs grottes et complète des observations déjà faites par les naturalistes qui les ont explorées avant lui, Rivière, Manouvrier, Cartailhac, Boule, etc. Il décrit successivement la grotte de *Monna*, ouverte à quinze mètres sous le sommet d'une falaise de Sarzac (Aveyron), haute de 70 mètres, avec mur en pierre sèche à l'entrée, poterie et os calcinés dans les cendres du foyer ; la grotte des *Faradelles*, découverte par M. l'abbé Salanet sous la fameuse grotte des *Baumes chaudes*, de la Lozère, à 15 mètres d'élévation dans une falaise à pic et d'une exploration difficile sans un outillage spécial ; la grotte du *Boundoulaou*, près de Millau (Aveyron), découverte en 1892 par MM. Bergonié et Guibert, caverne très curieuse, dans laquelle M. Martel a reconnu l'existence de plusieurs ouvertures superposées, d'un lac à niveau variable, d'où s'échappent plusieurs sources échelonnées au pied de la grotte, et enfin d'un gisement d'os humains dont on a retiré trois crânes entiers et les restes de sept squelettes, avec débris de poterie. Ces ossements, étudiés par MM. Rivière et Manouvrier, ont été considérés comme préhistoriques et se rapportent au type de la caverne de *l'Homme mort*, qui caractérise, d'après les observations de Broca et du docteur Prunières, la transition entre les époques *paléolithique* et *néolithique* ; enfin, une quatrième grotte, l'abîme de la *Crouzate*

(Lot), qui a fourni quelques objets néolithiques, et dans laquelle on a rencontré un pont grossier en bois de chêne, à 50 mètres de profondeur, au fonds d'un puits vertical de 26 mètres, et au sommet d'un autre puits de 40 mètres. Toutes ces grottes et ces puits, dont l'exploration est loin d'être complète, appellent de nouvelles recherches; elles sont d'un accès difficile et M. Martel se demande si les anciens habitants qui les occupaient à ces époques reculées possédaient des ressources gymnastiques particulières pour gagner des refuges si haut ou si profondément placés, ou bien si les parois abruptes dans lesquelles ils se trouvent creusés, n'ont pas été depuis lors rapidement et profondément modifiées par des phénomènes géologiques qui ont fait disparaître les saillies, les corniches et les pentes douces nécessaires pour y arriver.

M. GARRIGOU, de l'Association pyrénéenne, rappelle à ce sujet les fouilles qu'il a fait exécuter, il y a de longues années, dans la grotte de *Lombrives*, renfermant des squelettes du premier âge de fer. Ce cimetière préhistorique était placé à 40 mètres au-dessus de la vallée, à 15 ou 18 mètres au-dessous du sommet de la falaise, tout à fait à pic, sans anfractuosité pour en faciliter l'ascension.

C'est également à la section de géographie que M. BLADE communique le résultat de ses recherches sur les sources et l'embouchure de la Garonne. Il établit, à l'aide de textes remontant à une haute antiquité, que ce fleuve a toujours porté le même nom, depuis sa source jusqu'à son embouchure. En vain a-t-on cherché à établir qu'il a été formé par la réunion de deux cours d'eau du *Gar* et de *Lonne*; il est aujourd'hui certain que le *Gar* n'a jamais existé et que le cours d'eau que certains auteurs désignent sous le nom de *Lonne* ne tombe pas dans la Garonne, mais dans un autre affluent de la Gironde. M. Blade démontre également que l'appellation de Gironde appliquée au cours inférieur de la Garonne est d'origine relativement récente et que le nom de *Mure girundica* servait à désigner une portion importante de la Garonne, en amont même de Bordeaux.

M. LENNIER, le savant conservateur du musée d'histoire naturelle du Havre, auquel nous devons tant d'observations utiles sur la géologie des côtes normandes, sur les attérissements de la mer, sur la formation des dunes, sur la composition des dépôts de rivage, en un mot sur tous les phénomènes dont les côtes de la Normandie ont été successivement le théâtre, a fait, à la section de géographie, l'histoire d'une petite île du littoral breton, encore figurée sur une carte française, relevée en 1753, sous le nom d'île de Vic, et aujourd'hui complètement disparue. M. Lennier explique comment, dans les temps anciens, au détriment de cette petite île, se

sont formés successivement des dépôts tourbeux renfermant des troncs de fort gros arbres debout ou renversés dans une même direction de l'est à l'ouest, et comment une érosion nouvelle plus récente a entraîné en partie ces dépôts tourbeux et ces arbres de la plage. M. Lennier cite quelques observations qui seraient de nature à faire penser que ces tourbes remontent jusqu'à l'âge du bronze et même au-delà; il rappelle les découvertes faites à diverses reprises dans les tourbes de la Seine, de la Somme, et signale des pirogues creusées dans un seul tronc d'arbre, des rames présentant des ressemblances curieuses et inattendues avec des objets de même nature rapportés d'Océanie. Suivant M. Hamy, l'existence de ces tourbes est encore plus ancienne; il cite la découverte de M. de Bettencourt, qui a recueilli deux haches polies, au milieu des arbres renversés, sur la plage de la *Pointe aux Oies*, au nord de Wimeux (Pas-de-Calais).

M. LEMOINE, dont j'ai eu souvent à vous résumer les travaux dans ces comptes-rendus, nous a fait deux communications, l'une et l'autre à signaler : La première est une étude microscopique et détaillée du développement de l'œuf du puceron *ovipare* et du puceron *vivipare*. Après avoir indiqué toutes les théories émises à ce sujet et exposé ses propres idées, il fait passer sous les yeux de l'assemblée la série des dessins qui résument son opinion. M. Lemoine subdivise les pucerons ovipares en trois groupes, suivant qu'ils sont ailés ou aptères, munis ou non de pièces buccales.

La seconde communication de M. Lemoine est relative à la constitution du pied chez les mammifères de la faune *Cernaysienne*, qui sont les premiers apparus dans le bassin parisien à l'époque tertiaire. L'organisation du pied fournit à M. Lemoine des caractères spéciaux, propres à l'époque éocène, et qui viennent confirmer les indications si précieuses fournies par l'examen de la dentition, déjà étudiée par M. Lemoine dans de précédentes communications. M. Lemoine est un de nos travailleurs les plus distingués et les plus dévoués à la science. Les nombreux mémoires qu'il a publiés sur les animaux vivants et fossiles ont une incontestable valeur, et lorsque, le jour de la distribution des récompenses, le ministre lui a accordé la croix de la Légion d'honneur, les applaudissements ont été unanimes.

M. LE BARON DE BAYE, membre de la Société des Antiquaires de France, a entretenu la section d'archéologie des découvertes importantes faites dans la Sibérie orientale par M. Savenkov, et signalées par ce savant russe au Congrès international d'anthropologie et d'archéologie tenu, l'année dernière, à Moscou. M. Sa-

venkov avait apporté de Krasnoiarsk, où il réside depuis plus de vingt ans, des objets préhistoriques provenant de deux gisements différents : le premier, celui d'Afontova, contient, à la base d'une puissante couche de loess, des instruments en grès de forme moustérienne, associés à une faune comprenant le mammoth, le *Rhinoceros tichorinus*, le renne, le bœuf (*bos primigenius*), le cheval et un *canis*. Le travail de l'homme était représenté non seulement par des outils en pierre, mais aussi par des objets en os et en bois de renne. Le second gisement est situé sur l'autre rive de l'Yenisseï : M. Savenkow a recueilli, dans des dunes formées sur les bords du fleuve, à l'endroit où la rivière Basaïka s'y jette, des haches polies, des flèches, analogues à celles qu'on rencontre en Occident à l'époque néolithique, et, associées à ces haches, des statuettes fort curieuses représentant des élans. M. de Baye, après avoir rendu hommage aux travaux archéologiques des savants russes en général et au zèle de M. Savenkow en particulier, insiste sur le grand intérêt que présente cette découverte. A l'occasion de cette communication, je crois devoir faire observer que mon frère, Edmond Cotteau, dans son livre de *Paris au Japon à travers la Sibérie*, publié en 1883, visitant le musée d'Irkoustk, accompagné de M. Chamarine, membre de la Société de géographie de cette ville, écrit, page 242 : « J'y ai vu d'intéressants objets de la plus haute antiquité, récemment découverts dans les environs, haches et couteaux en silex, pointes de flèches, ustensiles et ornements en os travaillé et ciselé. Ce qui m'a mis à même de constater une fois de plus que tous ces échantillons de l'industrie humaine, dans les temps préhistoriques, offraient entre eux, et comme forme et comme détails d'ornementation, la plus frappante analogie, en quelque point du globe qu'ils aient été recueillis. » Quelques-uns de ces objets avaient été offerts à mon frère, qui, à son retour à Paris, s'empressa de les remettre, par l'entremise de M. Boban, à la Société d'anthropologie de Paris.

A la section d'archéologie, j'ai signalé, au nom de M. GUÉRIN, notre collègue, l'importante découverte qu'il a faite d'un menhir parfaitement caractérisé, certainement le plus beau qui existe dans la région, et d'un casse-tête percé au milieu, en roche talqueuse du Morvan, trouvé, à quelques mètres de profondeur, dans des fouilles faites non loin de ce menhir. Avant de publier dans notre bulletin la notice intéressante envoyée à la Société par M. Guérin sur ce monument préhistorique, j'aurais désiré le voir et organiser avec quelques-uns de nos collègues une excursion à Egriselles-le-Bocage.

M. CHAPER, de la Société géologique de France, communique à

la section des sciences le résultat de ses études sur un gîte cuivreux, d'origine volcanique, du Caucase méridional, dû à des sources très abondantes chargées de sulfate de cuivre et d'autres minéraux épanchés dans les eaux douces d'un lac qui s'étendait autour du volcan, sur un cercle de trente kilomètres environ de diamètre, et au fond duquel les produits cuivreux se sont réunis sous forme de nappe horizontale. Après cette émission, un affaissement de plus de 1.000 mètres a eu lieu dans la région; la mer a envahi la contrée; elle a occupé le tour du volcan, et des dépôts presque exclusivement composés de détritiques volcaniques se sont formés, puis le tout s'est relevé aux altitudes actuelles. Suivant M. Chaper, ces dépôts marins qu'on avait considérés jusqu'ici comme crétacés, appartiennent aux terrains bathonien et callovien, ainsi que le démontrent les nombreux fossiles recueillis.

Pendant la durée du Congrès, un des attraites offerts aux délégués a été la curieuse exposition, dans une des salles du Muséum d'histoire naturelle, de toutes les collections zoologiques rapportées par M. CHAPER de ses nombreux et lointains voyages. Plusieurs d'entre nous les ont visitées. Que d'objets rares et précieux! Que d'espèces nouvelles!... Que de séries remarquables!... Malheureusement, je ne puis entrer ici dans les détails. Je me bornerai à vous citer ce qui m'a le plus frappé: C'est d'abord la collection de poissons d'eau douce de Bornéo, parmi lesquels se trouvent bien des types nouveaux et de forme étrange; la collection des scorpions, dont quelques-uns atteignent une taille énorme. Les coléoptères, les lépidoptères, les libellules, les mantes offrent de très curieux spécimens. Les mollusques terrestres et d'eau douce sont depuis longtemps l'objet des études spéciales de M. Chaper, aussi sont-ils très nombreux. J'ai eu la bonne fortune de visiter ces belles collections avec M. Chaper, qui a bien voulu me faire voir en détail les échantillons les plus précieux.

Beaucoup d'autres objets préhistoriques et ethnographiques, ainsi qu'un très grand nombre de photographies des types des différents pays, de monuments et de paysages, complètent cette collection.

J'aurais encore bien d'autres mémoires à vous résumer, mais les sujets sont peut-être un peu arides, et je me bornerai à de simples mentions.

M. RAMOND, de la Société géologique de France, a appelé l'attention sur quelques-uns des faits scientifiques constatés dans les récentes missions, faites aux îles Féroé, à l'île Jan Mayen et au Spitzberg, et qui confirment entièrement des observations précédemment faites,

M. ROUSSEL, professeur au collège de Cosne, a exposé ses idées sur l'âge des principales roches éruptives des Pyrénées. Mieux que personne, M. Roussel, qui a étudié avec tant de soin les Pyrénées et les connaît si bien, était à même de traiter ce sujet difficile.

M. PERRIER DU CARNE, de la Commission des antiquités et des arts de Seine-et-Oise, a développé son opinion sur le creusement de la vallée de la Seine et l'époque à laquelle ce phénomène a eu lieu.

M. REY LESCURE, de la Société archéologique de Montauban, a communiqué ses observations sur les faits géologiques dont les bords de l'ancien golfe du Sud-Ouest ont été le théâtre.

M. DECAUX fils a réuni les nouvelles observations de son père sur les insectes nuisibles au pommier et les moyens de les détruire.

Comme les années précédentes, j'ai fait connaître, en les résumant, mes dernières publications sur les échinides fossiles.

Le Congrès s'est terminé, le samedi 8 avril, par la séance de clôture dans la grande salle de la nouvelle Sorbonne. M. HAMY, professeur d'anthropologie au Muséum, a fait un remarquable discours sur le Jardin des plantes, son origine, ses développements et les diverses phases qu'il a traversées, sur les difficultés contre lesquelles il a eu à lutter et dont il a su triompher, grâce aux hommes éminents qui le dirigeaient. Le discours de M. Hamy a été souvent interrompu par les applaudissements.

LE MYOPOTAME COYPOU

(RAT DES RIVIÈRES ET DES FLEUVES)

Par M. le D^r RABÉ.

Messieurs,

Au commencement du mois d'août 1892, aux jours de fêtes qui ont accompagné le Concours de la Société Centrale d'Agriculture de l'Yonne, nous avons vu exposé comme curiosité un rat d'une taille peu ordinaire, et que pour cette raison, son barnum, avait baptisé du nom de « Rat colosse. »

De ce rat exotique, nous n'aurions rien dit, si plusieurs personnes, ignorant l'existence de cet animal comme appartenant à une espèce particulière, ne l'avaient confondu avec un autre mammifère du même ordre, l'Agouti.

Ce rat géant, colosse, comme il vous plaira de l'appeler, et que nous avons vu sur l'Esplanade du Temple, est un rongeur connu depuis longtemps. — C'est le Myopotame Coypou (*Myopotamus Coypus*, Geoff) habitant de l'Amérique Méridionale.

S'il porte vulgairement le nom de castor des marais, c'est qu'en effet, au premier aspect, ce rongeur en a tout à fait les apparences, et plus d'un visiteur, trompé par cette ressemblance l'a pris tout d'abord pour un castor : bien plus, ses mœurs, son genre de vie aquatique et les terriers qu'il se creuse aux bords des eaux, l'en rapprochent encore — mais après examen plus sérieux, on voit bien vite qu'il en diffère par la queue.

De terriers, nous n'en avons pas aperçu, attendu que la pauvre bête était maintenue captive, attachée par une chaîne de fer, aux parois d'un vase de zinc, à moitié rempli d'eau. — Mais ce que tout le monde a pu constater, c'est que notre rat ne quittait qu'un instant son humide prison, pour aller à la recherche de la nourriture qu'on lui donnait, et qu'il la regagnait bien vite, pour s'y asseoir dans l'eau, le corps appuyé sur sa queue.

Si le myopotame a quelques points de ressemblance avec le castor, il en a bien plus avec le surmulot, notre rat d'eau, rat d'égout — non seulement par ses mœurs, mais aussi par sa forme, et surtout par sa longue queue écailleuse et annelée.

Classé dans l'ordre des rongeurs, le Coypou que nous avons observé, pouvait avoir 0 m. 50 c. de longueur sur 0 m. 30 de hauteur — il méritait donc réellement le nom de colosse, surtout quand on sait que de vieux mâles ont pu atteindre une taille de 1 mètre.

De couleur brun fauve, aux poils longs, il en est de jaunâtres, de grisâtres; et ce qui nous a surtout frappé, c'est le développement de ses membres postérieurs, qui sont beaucoup plus vigoureux que les antérieurs, dont il se sert avec beaucoup d'adresse pour maintenir sa nourriture à la portée de ses mâchoires.

Le peu de temps pendant lequel nous avons pu observer ce Coypou, ne nous a pas appris grand'chose sur ses mœurs, mais Brehm nous dit que c'est un habitant des rives des fleuves, des bords des marais, où il se creuse des terriers profonds.

Vivant ordinairement par paires, mauvais plongeur, il serait un nageur de première force, ramant surtout à l'aide des pattes de derrière comme le rat d'eau.

Très commun au Chili et à la Plata, on le trouve aussi, mais plus rarement, au Brésil et dans d'autres États de l'Amérique Méridionale.

Pour s'emparer de sa peau, on lui fait une guerre acharnée, car son duvet serré et fin, est précieux pour la confection des cha-peaux. Et nous tous qui avons pu croire notre chef coiffé d'un fin castor, ne portions probablement qu'un grossier poil de rat. — et cela est d'autant plus probable, qu'autrefois l'exportation des peaux de Coypous, se faisait sur une échelle considérable. — D'après d'Orbigny, de 1827 à 1828, en une année par conséquent, il en fut livré plus de 150,000 douzaines, sous le nom de castors de la Plata, et il fut des années, où plus de trois millions ont été portées sur les différents marchés.

Dans aucune relation de voyageurs on ne voit que sa chair ait servi à l'alimentation. — C'est déjà un point de différence avec l'Agouti, qui lui aussi est un rongeur de l'Amérique Méridionale et des Antilles; mais il offre plusieurs points de ressemblance avec un autre rongeur que tous nous connaissons, le lièvre, dont il a à peu près la taille et les mœurs, se nourrissant de plantes et de fruits — mais si ses jambes sont plus fines, plus hautes, ses oreilles par contre sont peu développées — de queue, il n'en a point — son poil raide et court est susceptible de se hérissier sous l'influence des impressions qu'il éprouve.

Son habitat n'est pas non plus celui du Coypou. Excellent à manger, c'est dans les bois qui couvrent les côteaux et sur les montagnes qu'on le rencontre et qu'on le chasse, comme le lièvre et le lapin, à l'aide de chiens courants et de tous les procédés usités dans nos pays pour arriver à leur capture, voire même le collet.

D'où venait le Coypou, exposé sur l'Esplanade du Temple, aux jours de fête du Concours agricole — cela, nous n'avons jamais pu le savoir. Son propriétaire et montreur répondant toujours à toutes nos questions par son boniment : « Voyez messieurs, voyez mesdames, ce rat phénoménal, ce rat colosse — il a été capturé dernièrement dans les égouts de Paris, et pour pouvoir avoir le plaisir de vous le montrer, il a fallu un combat homérique avec un chien. — Ce chien, qui a combattu ce rat, qui s'en est rendu vainqueur, vous le voyez, mesdames et messieurs, il est maintenant bien portant, frais et dispos — mais s'il est sorti victorieux de cette lutte sans pareille, c'est le corps criblé de morsures, la peau trouée de plaies; et croyez-le bien, il a fallu de longues semaines, et tous nos soins pour le guérir — »; et à l'appui de son dire, le barnum appelait un chien, à l'œil doux et intelligent qui, couché sous une table, semblait nous dire :

« Pour un farceur, mon maître est un farceur », et c'est bien ce que nous pensions de ce boniment.

Après tout, il était peut-être bien l'expression de la vérité, car depuis ces soirées de fête, nous avons pu apprendre que le Jardin d'Acclimatation du Bois de Boulogne, ayant exposé plusieurs Coypous, l'un d'eux avait parfaitement pu s'échapper de sa prison, et être repris dans un égout de Paris.

Maligny, 12 octobre 1892.

NOTE

SUR LES GROTTES DU MUET ET DU LARRON

Par M. l'abbé BARAT.

La première communication que j'ai l'honneur de faire à la Société doit se ressentir beaucoup de l'imprévu, et sans sa mise à l'ordre du jour je l'aurais renvoyée à plus tard. C'est que M. le secrétaire avait interprété ma lettre dans le sens d'une communication très prochaine et il m'a donné la parole avec une générosité qui me touche, mais qui me met à la gêne, car pour parler de cinq grottes à la fois, fussent-elles dans le Vau de Bouche, il faudrait les bien connaître et j'avoue que j'ai encore trop à faire pour présenter une étude quelconque. De plus, comme l'avis de la réunion ne me laissait que quelques jours devant moi, c'est à peine si j'ai eu le temps de revoir mes notes et de résumer à la hâte mes premières indications. Je vais donc, pour ne pas tromper votre attente, dire un mot de ces grottes et en particulier de la grotte dite de la Roche au Larron ; puis je vous donnerai un aperçu des premières fouilles que j'ai faites dans la grotte dite du Muet, aux rochers de Saint-Moré.

Le vallon du Vau de Bouche commence près d'Athie dans les marnes supérieures à bélemnites du lias ; de là il se dirige au N.-O. à travers l'oolithe inférieure jusqu'au pied des collines de Précy-le-Sec où il dévie dans la direction ouest pour aller se joindre à Voutenay à la vallée de la Cure. Depuis Voutenay jusqu'à Lucy-lo-Bois, c'est-à-dire sur un parcours de huit kilomètres, le vallon traverse, en se couvant, le massif de la grande oolithe : c'est dire qu'il est profond, encaissé et bordé d'escarpements qui courent de chaque côté à une hauteur de 80 à 100 mètres au-dessus du ruis-

Se. nat.

seau. C'est dans ces escarpements, à différents niveaux, que se trouvent tout le long, jusqu'à Lucy, des fentes et des cavités innombrables dont quelques-unes peuvent s'appeler des grottes puis qu'elles ont de 20 à 30 mètres de profondeur dans leur partie accessible.

L'une de ces grottes, déjà connue des amateurs de l'Avallonnais, s'appelle la Roche au Larron ; ce n'est guère qu'un couloir étroit de 25 mètres et dont les parois en s'enfonçant dans la terre se rejoignent en cale de navire à 1 mètre 50 centimètres ou 2 mètres de profondeur au-dessous du sol primitif de la grotte. Des fouilles ont été faites partout à la surface et en plusieurs points, dans toute la profondeur du limon ; j'y ai fait aussi de nombreuses recherches en poussant mes investigations chaque fois jusqu'au plancher rocheux et plus tard, je l'espère, je pourrai donner des indications complètes et montrer des plans et des coupes de remplissage.

Le sol de la grotte se compose de deux couches : d'abord de limon jaunâtre mêlé de pierrailles sur une épaisseur variant de un à deux mètres. Au-dessous se trouve une couche bien différente et qui généralement se sépare nettement de la précédente, c'est le sable fin, bigarré sans stratification, tantôt pur et tantôt argileux ou contenant même des veines d'argile sableuse. Ce sable rappelle par son aspect celui que l'on trouve en petits nids, en quelques endroits du plateau qui borde le Cousin à droite, faisant pendant aux dépôts plus considérables de Grosmantet autres de la rive gauche. Ces grès sableux sont disposés dans le fond de la fente en cascade, c'est-à-dire formant des gradins et ils ont de 20 à 50 centimètres et plus de puissance. Ils ne contiennent pas de débris de la voûte comme le limon, mais ils sont traversés par des dépôts de calcaires ou tuf qui forment souvent des lits ou des géodes, quelquefois noircis par l'oxyde de manganèse. Ces dépôts argilo-sableux ont dû autrefois remplir la grotte jusqu'à la hauteur du limon parce qu'on trouve de place en place, plaqué aux parois, jusqu'au sol de la grotte, ce même dépôt durci qui contient les objets les plus anciens du remplissage.

Dans la couche épaisse du limon, on a trouvé à la superficie des monnaies romaines, des poteries de la même époque ; puis plus bas quantité de fragments de cette poterie noire et grossière si commune dans la grotte ; il y a de cette poterie un seul vase presque entier, sorte de plat creux fait à la main, à ouverture très large et à fond très étroit. J'ai trouvé pour ma part un anneau de bronze dans les parties les plus profondes et des osselets de phalanges d'homme. Tous ces vestiges paraissent bien provenir de cette population qui habitait jadis les hauteurs du Vau de Bouche et

dont les nombreux tumulus couvrent la forêt en ces endroits. La grotte n'a, je crois, été habitée en aucun temps, sinon par quelques fugitifs, car si on y trouve beaucoup de charbons répandus par toute la masse du dépôt, on n'a pas, que je sache, indiqué de foyers. Mes premières recherches m'ont donc amené à voir dans la présence de ces débris disséminés un effet du ruissellement. Le plafond caverneux de la grotte est en effet pourvu de nombreuses cheminées ramifiées en tous sens qui remontent vers le sol du bois et qui correspondent certainement à des fentes autrefois très larges par où passaient les eaux de la montagne entraînant avec le limon tout ce qui se trouvait sur leur passage.

Le dépôt argilo-sableux plus ancien qui couvre le fond de la grotte ne montre aucun de ces débris du limon d'un âge relativement récent, mais on trouve dans le tuf plaqué aux parois des ossements et quelques dents d'ours. Ces dents ont dû quelquefois se détacher et tomber dans le limon où on les trouve aussi faisant croire à leur contemporanéité. Dans le sable du fond rien n'apparaît plus et pourtant là j'ai trouvé une pièce qui m'a causé une grande surprise, c'est un petit silex taillé en forme de lame, semblable à ceux des grottes d'Arcy et de Saint-Moré. C'était un problème qui se posait : l'homme habitait-il donc sur ces rochers lors du dépôt de ces sables qui devaient couvrir autrefois toute la contrée avant l'apparition du limon qui l'a remplacé sur les plateaux. D'ailleurs je voyais bien d'autres questions qui se posaient à l'occasion de cette simple fouille : Comment ces grottes se sont-elles formées ? Ont-elles été visitées par les grands courants de l'époque quaternaire, et peut-on en retrouver des traces évidentes ? Quelle était la composition de ces grès qui ont presque disparu de l'Avallonnais et dont on retrouve les éléments dans les grottes ? D'où venait ce limon qui a pris leur place sur la surface arasée du jurassique ?

Je n'ai pas l'ambition de pénétrer ces arcanes, mais je voudrais, par l'étude de ces grottes et des terrains qui les environnent, arriver à ces indications ou hypothèses qu'on aime toujours à rencontrer sur son chemin avant de trouver la vérité complète. Je n'ai donc pas fini avec les grottes du Vau de Bouche, il s'en faut ; et je donnerai, je l'espère, plus tard à la Société quelques communications plus intéressantes.

Je passe maintenant aux grottes de Saint-Moré que la Société connaît déjà pour y avoir fait fouiller. Elles sont au nombre d'une douzaine qui s'étendent tout le long du cirque d'escarpements qui bordent la Cure à une hauteur de 25 à 40 mètres au-dessus de la rivière, sauf une seule qui est au niveau de la vallée. Ces grottes

ont été bien des fois fouillées ou plutôt bouleversées. Par la raison qu'étant à tout le monde, elles n'étaient à personne, chacun y travaillait à la vapeur, toujours dans l'appréhension qu'un rival ne vint récolter là où il n'avait pas pioché. De sorte que, de toutes ces fouilles, il reste quelques collections intéressantes sans doute, mais point d'aperçu touchant la nature et la position des couches qui contenaient les silex et les os travaillés, les dents et autres restes d'animaux. C'est une perte en partie irréparable car les gisements les plus riches ont été fouillés et l'on se demande si les recherches nouvelles donneront les indications nécessaires à une étude d'ensemble de ces grottes curieuses.

L'an dernier ces grottes ont été louées par la commune à un habitant de Saint-Moré qui m'a cédé, en sous-location, le droit d'y faire des fouilles et j'ai entrepris avec un vif plaisir ce travail qui doit durer les six années du bail. J'espère donc, avec les conseils de mes honorés collègues et surtout de notre éminent Président, donner de temps en temps à la Société quelque description de ces grottes, toujours appuyée des documents, c'est-à-dire de plans, coupes et échantillons propres à renseigner sur la valeur archéologique des découvertes. Je me rappelle ce qu'on nous disait à une séance, du soin presque minutieux apporté par M. Rivière dans ses fouilles des grottes de Menton ; c'est avec cet esprit de méthode que je voudrais procéder et ce sera possible puisque rien ne pourra troubler désormais ni précipiter ces recherches.

J'ai commencé cet hiver la série des fouilles par la grotte la plus petite et qui est la plus éloignée du tunnel en descendant la Cure. Cette caverne appelée la grotte du Muet est à 30 mètres environ de hauteur de la rivière et mesure 12 mètres de longueur. Elle a déjà été fouillée par M. l'abbé Poulaine, curé de Voutenay, sur une étendue de 8 mètres et une profondeur de 1 mètre environ. On a trouvé là une cinquantaine de silex retouchés, en forme de lames et de petite dimension, quelques poinçons en os et des fragments nombreux de poterie noire et grossière. J'ai d'abord entrepris l'entrée où nulle fouille n'avait été faite, sur 4 mètres de longueur et je suis descendu jusqu'au plancher rocheux qui est en un endroit à 2 mètres 50 du sol primitif de la grotte. Sur 2 mètres le remplissage se compose de pierrailles de la voûte mêlées à un peu de sable calcaire, le tout bien tassé ; le reste est formé d'une couche de 50 à 60 centimètres d'ocre jaune et rougeâtre bien pur au milieu de laquelle s'intercale un lit de sable de rivière de 1 à 10 centimètres fortement incliné, composé de grains de quartz et de feldspath arénien et sous calcaire. Dans toute l'épaisseur de la couche pierreuse j'ai constaté la présence de nombreuses dents

d'ours, de dents plus nombreuses encore de cheval, et de quelques dents d'hyène. J'ai trouvé aussi, à 60 centimètres de profondeur, une petite molaire d'éléphant bien conservée, puis, surtout à la partie inférieure, des dents du bœuf primitif et du cerf.

Les ossements sont assez nombreux, mais toujours en petits fragments, et tous brisés. Seuls, deux ossements longs d'ours gisaient entiers au-dessous d'un foyer. La présence de l'homme s'est aussi relevée et cela à tous les niveaux, depuis le voisinage du sol ancien, à 30 centimètres environ jusqu'à la couche superposée à l'ocre, c'est-à-dire à 2 mètres de profondeur. Ces traces de l'homme consistent en ossements qui sont tous des os de phalanges, sauf pourtant une vertèbre et une petite plaque du crâne. De son industrie, j'ai trouvé quelques silex éclatés, en silex de la craie mais plus souvent en silex rubanné de la grande oolithe ; plusieurs de ces éclats sont parfaitement retailés, et offrent un type qui, si je ne fais erreur, n'a pas encore été trouvé au Trilobite, aux Fées ou aux autres grottes de Saint-Moré. C'est la pointe moustérienne, qui était un outil à plusieurs usages. Ces silex je les ai trouvés aussi jusqu'à proximité de la couche ocreuse. Comme indice de la présence de l'homme, je citerai aussi les galets roulés de quartz noir ou laiteux, de granit, de gneiss qui se rencontrent disséminés dans toute la masse de pierraille depuis le haut jusqu'au fond. Il convient de remarquer que ces différents vestiges de l'homme diminuent à mesure qu'on descend vers le plancher de la grotte. Il reste donc maintenant à poursuivre les fouilles sur 8 mètres de longueur et sur une profondeur d'environ 1 mètre au-dessous des couches qui ont été déjà entamées et qui ont donné des silex en forme de lames, des poinçons en os et de la poterie. Aussitôt que la fouille du Muet sera complète et que tout ce qu'elle donnera aura été déterminé, j'aurai l'honneur de présenter à la Société une petite étude de cette grotte avec pièces à l'appui.

RECHERCHES
SUR LES
POISSONS DU LIAS SUPÉRIEUR DE L'YONNE

ZÔNE A CIMENT DE VASSY

Par M. H. - E. SAUVAGE (1).

GENRE LEPTOLEPIS

De Blainville a désigné sous les noms de *Clupea sprattiformis*, *Clupea dubia* et *Clupea Knorri*, des poissons du calcaire lithographique de Solenhofen (2) qu'Agassiz a pris pour type du genre *Leptolepis* (3).

Ce genre, pour l'illustre auteur des *Recherches sur les poissons fossiles*, comprend les Ganoïdes sauroïdes qui ont les écailles très minces, la nageoire dorsale opposée aux ventrales, la caudale fourchue, les dents en brosse au devant des mâchoires, plus grosses à la partie postérieure ; les pièces operculaires sont larges ; la colonne vertébrale est composée de vertèbres courtes et grosses, mais les côtes et les apophyses sont excessivement grêles.

Pour Egerton les *Leptolepis* sont caractérisés par des écailles cycloïdes très minces, la dorsale opposée aux ventrales, l'opercule étroit, le sous-opercule large, des dents en brosse, le fort processus coronoïde du maxillaire inférieur ; Egerton place les *Leptolepis* dans l'ordre des *Goniolepidoti*, famille des Sauroïdes (4).

(1) Cpr. 1^{er} article *Bull. Soc. Sc. Yonne*, 2^e série, t. XV, Sc. nat. p. 31.

(2) *Sur les Ichthyolithes* (*Nouv. Dict. hist. nat.* t. XXVIII, 1818).

(3) *Rech. sur les Poissons fossiles*, t. II.

(4) *Mém. geological Survey* ; Dec. VI, 1852.

Günther admet, pour les genres *Leptolepis* et *Thrissops* une famille des *Leptolepidæ* dans le sous-ordre des *Lepidosteoidet* (1).

Ainsi que nous le verrons plus loin en étudiant le *Leptolepis affinis*, la terminaison de la colonne vertébrale rappelle beaucoup celle des Lépidostées actuels, de telle sorte que, avec Günther, nous rapprocherons les *Leptolepis* des *Lepidotus*. La diagnose du genre sera la suivante :

GENRE LEPTOLEPIS, Agassiz.

Poissons de faible taille, fusiformes, réguliers. Nageoires grêles ; dorsale courte, opposée aux ventrales, qui s'attachent généralement à égale distance des pectorales et de l'anale ; cette dernière nageoire courte ; caudale peu développée, équilobe, très échancrée ; pas de fulcres. Écailles minces, cycloïdes, petites. Tête petite ; bouche peu fendue ; dents petites, en brosse ; processus coronoidal fort ; os lisses ou appareil operculaire strié ; appareil operculaire large.

Vertèbres courtes, ossifiées ; côtes et neurapophyses grêles. Colonne vertébrale peu robuste, se relevant fortement dans le lobe supérieur de la caudale, de telle sorte que tous les rayons de cette nageoire sont soutenus par des plaques émanant du segment inférieur.

Le genre *Leptolepis*, qui finit dans la petite inférieure des terrains crétacés, est surtout développé dans les formations du Lias ; les espèces, au nombre de 27, sont les suivantes :

Leptolepis Bronni, Agassiz. Lias de Bayreuth, Neidingen, Oberland Badois, Lyme-Regis.

- *constrictus*, Egerton. Lias d'Ilminster, de la Lozère, des environs d'Autun (Rome-Château).
- *affinis*, Sauvage. Lias supérieur de la Lozère, de Vassy (Yonne), de Couches-les-Mines, près Autun.
- *pronus*, — Lias supérieur de la Lozère.
- *pachystethus*, Sauvage. Lias supérieur de la Lozère.
- *flipennis*, Agassiz. Lias de Street.
- *tenellus*, — Lias de l'Oberland Badois.
- *caudalis*, — Lias d'Angleterre.
- *Jsegeri*, — Lias de Boll.
- *longus*, — Lias de Boll.
- *latus*, — Lias de Eichstadt.
- *autissiodorensis*. Sauvage. Lias supérieur de Vassy (Yonne).

(1) *An introduction to the study of fishes*, p. 371.

Leptolepis caudalis, Agassiz. Lias d'Angleterre.

- *macrophthalmus*, Egerton. Oxfordien de Malford.
- *clupeiiformis*, Winckler. Solenhofen.
- *spratiiformis*, Blainville. — Pappenheim.
- *Voltzii*, Agassiz. Kehlheim.
- *crassus*, — Solenhofen.
- *macrolepidotus*, Agassiz. Solenhofen.
- *polyspondylus*, — —
- *Knorrii*, Blainville. —
- *dubius*, — —
- *contractus*, Agassiz. —
- *pusillus*, Munster. Lehlheim.
- *paucispondylus*, Munster. Lehlheim.
- *Neumayeri*, Bassani, Néocomien de Lesina, Pietraroia, Comen.
- *neocomiensis*, Bassani, Néocomien de Lesina, Pietraroia, Comen.

Le genre *Leptolepis* comprend des espèces de faible taille, ayant dû vivre en troupe à la manière des petites clupes des mers actuelles, « à la manière des Anchois auxquels ils ressemblent à bien des égards, écrit Agassiz. On pourrait dire qu'il sont aux Pholidophores ce que les Anchois sont aux Harengs et aux Aloses, c'est-à-dire qu'ils ont des dents acérées, tandis que les autres n'en ont qu'en brosse ou pas du tout. »

Les *Leptolepis* devaient se nourrir d'animaux de faible taille, se tenir à une faible profondeur et s'éloigner peu des côtes. Or nous savons, d'après M. G. Fabre, que l'étude attentive de la faune du Lias supérieur de la Lozère, « porte à croire que les schistes à Posidonies ont dû être déposés dans une mer peu profonde qui aurait pénétré dans les terres du plateau central en y formant un grand golfe, et que des cours d'eau devaient déboucher au fond de cet estuaire et y charrier des quantités parfois considérables de bois flotté » (1).

Il paraît en avoir été ainsi en Angleterre; du moins voyons-nous à Cleltenham, avec le *Leptolepis constrictus*, Egerton, une *Libellule*, *Libellula (Heterophlebia) dislocata*, Brodie, dont la présence indique certainement la grande proximité de la côte.

LEPTOLEPIS AFFINIS, Sauv.

(Pl. I.)

Le corps, d'une longueur de 78 millimètres, est allongé; la hauteur étant contenue près de sept fois dans la longueur totale; la

(1) *Étude sur les schistes à Posidonies dans le département de la Lozère.*

longueur de la tête est comprise un peu plus de quatre fois dans la même longueur. La ligne du front s'élève très peu au-dessus de la ligne générale du dos, pour s'incliner légèrement et graduellement jusqu'à l'extrémité du museau, qui est conique. L'œil, qui est petit, est placé au milieu de la longueur de la tête, dont il fait la cinquième partie ; la bouche est peu fendue ; tous les os de la tête sont minces et lisses ; l'appareil operculaire est bien développé ; l'opercule présente quelques faibles stries d'accroissement.

La colonne vertébrale, peu robuste, est composée de 41 ou 42 vertèbres, dont 25 abdominales ; les vertèbres, plus longues que hautes, sont fortement rétrécies en leur milieu ; les côtes, longues et grêles, arrivent au bord de la cavité abdominale ; les apophyses de la région caudale sont relativement fortes ; la colonne vertébrale se coude fortement dans le lobe supérieur de la caudale.

Les pectorales sont courtes, de forme triangulaire, composées de peu de rayons. Les ventrales s'attachent en arrière de l'espace compris entre la pectorale et l'anale ; les nageoires sont courtes, composées de dix rayons. L'anale, qui s'insère plus près des ventrales que de la base de la caudale, est courte, soutenue par des rayons longs et inclinés. La dorsale, insérée un peu en arrière de la base des ventrales, est courte. La caudale, dont la longueur est contenue un peu plus de cinq fois dans la longueur totale du corps, est faible ; les deux lobes sont égaux.

Le *Leptolepis affinis*, Sauv. a été décrit en 1878 (1) d'après des poissons recueillis dans le Lias supérieur, schistes à Posidonies, de la Lozère et de Rome-Château, près Couches-les-Mines (Saône-et-Loire). Voici la description du type de l'espèce :

Ce *Leptolepis* est grêle, allongé, tout d'une venue ; la hauteur est contenue près de sept fois dans la longueur totale, la tête étant comprise un peu plus de quatre fois dans la même dimension. La tête s'élève très peu au-dessus de la ligne générale du dos, pour s'incliner légèrement et régulièrement jusqu'à l'extrémité du museau, qui est conique et assez prolongé. L'œil, assez grand, est placé au milieu de la longueur de la tête. Les rayons branchiostèges paraissent être courts ; ils sont grêles.

La bouche est peu fendue, ouverte obliquement. Tous les os de la tête sont minces. L'appareil operculaire est très développé. Le préopercule est haut, étroit ; de son bord antérieur, un peu arrondi, partent environ vingt lignes saillantes, s'arrêtant un peu avant le bord postérieur de l'os qui est très coudé à l'angle.

(1) *Étude sur les Poissons du Lias supérieur de la Lozère et de la Bourgogne (Revue des sciences naturelles).*

L'opercule est lisse, ne présentant que quelques faibles stries transverses d'accroissement ; son bord inférieur est taillé très obliquement, bien plus encore que dans le *Leptolepis constrictus*, Egerton ; la pointe inférieure de cet os descend très bas ; le bord inférieur présente une courbe régulière réunissant le bord inférieur au bord antérieur, qui est droit. Le sous-opercule est étroit et a la forme d'un segment d'ellipse ; cet os présente des stries parallèles au bord postérieur. L'interopercule est long, étroit.

La colonne vertébrale, composée de 41 vertèbres, est peu robuste. Les vertèbres sont plus longues que hautes, fortement étranglées en leur milieu. Les côtes, longues et grêles, au nombre de dix paires, arrivent au bord de la cavité abdominale.

Les apophyses épineuses de la région caudale sont assez fortes, assez longues, courbées sur elles-mêmes ; les hæmapophyses de la même région s'attachent par deux branches près du point d'articulation de deux vertèbres. Vers la huitième avant-dernière vertèbre, la colonne vertébrale commence à se couder un peu ; à partir de ce niveau les apophyses s'allongent de plus en plus, les neurapophyses s'inclinant fortement, les hæmapophyses s'étalant, au contraire, comme les rayons d'un éventail. Puis, la colonne vertébrale se recourbe, pour venir se terminer à la partie supérieure du lobe supérieur de la nageoire caudale, exactement comme on l'observe chez les Lepidostées actuels (1). Dans ce genre la caudale est arrondie ; dans les *Leptolepis*, au contraire, la nageoire est partagée en lobes sensiblement égaux, de telle sorte que la caudale, en apparence homocerque, est en réalité très hétérocerque.

Vers la terminaison de la colonne vertébrale, le corps des vertèbres est moins long, mais vers la quatrième avant-dernière vertèbre les centrum s'allongent de plus en plus, tout en devenant fusiformes. Cette disposition est différente de celle que l'on note chez l'*Amia* et chez le *Lepidostée* ; dans ces deux genres, les vertèbres postérieures ne sont plus représentées que par une série de petits arcs ajoutés l'un à l'autre.

Il est bien probable que dans les *Leptolepis*, comme dans le *Lépidostée*, de la dernière vertèbre partait un long prolongement, continuation de la corde dorsale, se logeant entre le premier des gros rayons et les fulcres.

De la disposition indiquée plus haut, il résulte que tous les

(1) Cf. Kolliker : *Über das ende der Wirbelsäule der Ganoiden und einiger Teleostier*, pl. III.

rayons de la nageoire caudale, aussi bien ceux du lobe supérieur que du lobe inférieur, sont soutenus par des plaques émanant du segment inférieur de la colonne vertébrale redressée ; ces plaques commencent à la huitième avant-dernière vertèbre.

A ce niveau et jusqu'à la pénultième vertèbre, l'arc supérieur de la vertèbre présente une lame qui se prolonge dans toute son étendue et sur laquelle la plaque support du rayon vient s'appuyer ; on n'observe rien de semblable à l'arc inférieur de la vertèbre, sur laquelle la neurapophyse vient directement reposer. Il y a là une disposition qui rappelle beaucoup plus ce que l'on observe chez le Lépidostée que chez l'Amia. Les plaques inférieures, au nombre de 15, s'élargissent à leur extrémité pour supporter les rayons de la nageoire.

Quant à la caudale elle-même, cette nageoire est faible, contenue un peu plus de cinq fois dans la longueur totale du corps ; les deux lobes sont profondément divisés ; on compte 23 rayons peu ramifiés.

La dorsale, opposée aux ventrales, est peu haute ; elle se compose d'une douzaine de rayons supportés par des osselets interapophysaires courts et peu inclinés.

L'anale commence beaucoup plus des ventrales que de la caudale ; elle est peu étendue, soutenue par des osselets longs et inclinés.

On compte 19 rayons aux pectorales, qui sont très courtes et de forme triangulaire. Un os du bassin, étroit et grêle, supporte les ventrales, insérées en arrière du milieu de l'espace qui sépare les pectorales de l'anale ; les nageoires sont courtes, composées de 10 rayons.

Les écailles sont grandes, très minces, ovalaires, ornées, comme dans les autres espèces du genre, de fins et nombreux cercles concentriques.

Voisine du *Leptolepis constrictus*, Egerton, du Lias supérieur d'Ilminster, de Cheltenham, de Dumbleton, en Angleterre, du niveau à Posidinomys des environs de Mende et d'Autun, le *Leptolepis affinis* s'en distingue, entre autres caractères, par la forte striation du préopercule ; le corps est plus allongé, les vertèbres plus nombreuses, les nageoires ventrales plus reculées.

LEPTOLEPIS AUTISSIODORENSIS, Sauv.

(Pl. II.)

Chez cette espèce, le corps, de forme ovale, est peu allongé, la hauteur maximum étant contenue quatre fois deux tiers dans la

longueur totale ; le profil du ventre est un peu plus arqué que celui du dos ; la hauteur au pédicule caudal est contenue environ quatre fois dans la hauteur maximum du tronc. La tête, aussi longue que la hauteur maximum du corps, est une fois et demie aussi longue que haute ; la ligne du front est régulièrement bombée ; le museau est épais, obtus, la bouche peu fendue ; l'œil est assez grand, son diamètre étant compris une fois et un tiers dans la longueur du museau et quatre fois dans la longueur de la tête. L'opercule est grand, à bord inférieur incliné, arrondi ; le préopercule est fortement coudé ; tous les os de la tête sont lisses.

La colonne vertébrale, peu robuste, est composée de quarante-une vertèbres, dont quinze abdominales ; les vertèbres sont peu allongées, rétrécies en leur partie médiane.

Les côtes sont longues et grêles ; il en est de même pour les apophyses correspondantes ; les apophyses de la région caudale sont grêles, un peu tordues sur elles-mêmes.

La nageoire dorsale commence un peu en arrière des ventrales et s'étend sur une partie de l'espace qui sépare ces nageoires de l'anale ; la dorsale, aussi longue que haute, est composée de douze rayons, branchus à leur extrémité.

Les pectorales sont courtes. Les ventrales s'attachent un peu plus près de la base de l'anale que des pectorales ; peu longues, elles sont composées de neuf rayons. L'anale, peu étendue, composée de dix ou onze rayons, s'insère à égale distance de la base des ventrales et de l'attache de la caudale. Cette dernière nageoire, peu robuste, profondément échancrée, est contenue quatre fois et demie dans la longueur totale du corps ; la colonne vertébrale se relève fortement dans le lobe supérieur de la caudale, dès la huitième avant-dernière nageoire ; les quatre avant-dernières vertèbres soutiennent la nageoire par leurs apophyses.

Le dimensions prises sur l'un des deux exemplaires recueillis par M. Millot sont :

Longueur totale.....	92 mill.
— de la tête.....	22
— de la caudale.....	20
Hauteur maximum du corps.....	18
— au pédicule caudal.....	6
Longueur de la dorsale.....	10
Hauteur de la dorsale.....	11
Longueur des ventrales.....	8
Longueur de l'anale.....	7
Hauteur de l'anale.....	8

GENRE PHOLIDOPHORUS

Sous ce nom Agassiz a désigné des Ganoïdes qui ont « le corps allongé, la dorsale opposée aux ventrales, la caudale fourchue, à lobes égaux, les dents en brosse. » Agassiz ajoute à cette diagnose que « la dorsale, de moyenne grandeur, est opposée aux ventrales ou à l'espace compris entre les ventrales et l'anale. La caudale est largement échancrée, à lobes égaux, supportés par un pédicule d'ordinaire large et vigoureux ; les rayons extérieurs des lobes supérieur et inférieur sont garnis de fulcres plus ou moins développés. Les mâchoires sont armées de petites dents en brosse. La plupart des espèces ont des écailles anguleuses, carrées ou rhomboïdales, mais il y en a chez lesquelles les écailles sont plus ou moins arrondies en arrière, par exemple *Pholidophorus Stricklandi* ; parmi les anguleuses, les unes ont le bord postérieur lisse, les autres l'on denté » (1).

Pour Egerton (2), les Pholidophores sont des poissons qui ont la nageoire dorsale petite, opposée aux ventrales, la caudale fourchue, à lobes égaux, la base du lobe supérieur étant empâtée par des écailles, les dents en brosse, les écailles épaisses. Le genre est placé dans l'ordre des *Goniolepidote*, famille des *Lepidostei*, groupe des homocerques.

Günther (3) place les Pholidophores dans le sous-ordre des *Lepidosteoides*, famille des *Sauridae*.

Les Pholidophores sont des poissons surtout jurassiques ; le genre commence dans les terrains triasiques et finit à la base des terrains crétacés ; les espèces, au nombre de cinquante, sont les suivantes :

Pholidophorus Ruppeli, Bellotti, Trias de Perledo.

—	<i>oblongus</i> ,	—	—	—
—	<i>lepturus</i> ,	—	—	—
—	<i>cephalus</i> ,	—	—	—
—	<i>pusillus</i> ,	—	—	— (4)
—	<i>Higginsii</i> ,	Struch.	Infra-Lias de Aust-Passage.	

(1) *Poiss. foss.* t. II, p. 271.

(2) *Memoirs of the Geological Surrey* ; Dec. VI, 1852.

(3) *An introduction to the study of fishes*, p. 368.

(4) Bellotti. *Descrizione di alcune nuove specie di pesci fossili di Perledo e di altre località lombarde* (ap. Stoppani : *Studi geologici e paleontologici sulla Lombardia*, 1857). — Une espèce décrite par Bellotti sous le nom de *Pholidophorus porrat* a formé le type du genre *Prohalecites* (cf. Dunker.)

Pholidophorus nitidus, Egerton. Infra-Lias de Aust-Passage.

—	<i>Bechei</i> , Agassiz.	Lias de Lyme-Regis.	
—	<i>onychius</i> ,	—	—
—	<i>Gaudryi</i> , Sauvage.	Lias supérieur de Vassy (Yonne).	
—	<i>helveticus</i> , Neer.	Lias de Schambelen.	
—	<i>Renggeri</i> ,	—	—
—	<i>lacertoides</i> ,	—	—
—	<i>crenulatus</i> , Agassiz.	Lias de Lyme-Regis.	
—	<i>pachysomus</i> , Egerton.	—	—
—	<i>limbatus</i> , Agassiz.	—	—
—	<i>dorsalis</i> ,	Lias de Seefeld.	
—	<i>pusillus</i> ,	—	—
—	<i>furcatus</i> ,	—	—
—	<i>Stricklandi</i> ,	Lias de Barow.	
—	<i>Hastingsia</i> ,	—	—
—	<i>leptopcephalus</i> ,	Lias de Street, de Seefeld.	
—	<i>Hartmanni</i> , Egerton.	Lias de Ohmden.	
—	<i>latiusculus</i> , Agassiz.	Lias de Seefeld.	
—	<i>angustus</i> ,	Grès rouge de Pologne.	
—	<i>Flesheri</i> ,	Oolithe inférieure de Northampton.	
—	<i>macrocephalus</i> ,	Kimmeridg. inf. de Solenhofen.	
—	<i>microps</i> ,	—	—
—	<i>latimanus</i> ,	—	—
—	<i>taxis</i> ,	—	—
—	<i>striolaris</i> ,	—	—
—	<i>minor</i> ,	—	—
—	<i>radians</i> ,	—	—
—	<i>uraoides</i> ,	—	—
—	<i>radio-punctatus</i> , Agassiz,	—	—
—	<i>maximus</i> ,	—	—
—	<i>ovatus</i> , Wagner.	—	inf. de Bavière.
—	<i>falcifer</i> ,	—	—
—	<i>elongatus</i> ,	—	—
—	<i>brevivelis</i> ,	—	—
—	<i>radians</i> , Agassiz.	Solenhofen. Kehlheim, Langenalthern.	
—	<i>striolaris</i> , Munster.	—	—
—	<i>tenuiserratus</i> , Agassiz:	Kimméridg. inf. de Kehlheim.	
—	<i>longiserratus</i> ,	—	—
—	<i>micronyx</i> ,	—	—
—	<i>intermedius</i> ,	—	—
—	<i>gracilis</i> ,	—	—

Pholidophorus latus, Agassiz. Kimmeridg. inf. de Lichtædt.

— *ornatus*, — Purbeck.

— *fusiformis*, — Castellamare.

PHOLIDOPHORUS GAUDRYI, Sauv.

(Pl. III.)

Dans cette espèce le corps est régulièrement ovulaire ; la hauteur, qui égale la longueur de la tête, est contenue trois fois et demie dans la longueur totale. La ligne du ventre est un peu plus arquée que celle du dos ; la hauteur au pédicule caudal fait le tiers de la hauteur du tronc. La tête est grande, la ligne du front peu bombée, le museau obtus ; l'œil, qui est relativement petit, est situé très en avant ; tous les os de la tête sont lisses ; l'appareil operculaire est développé.

Les écailles sont rhomboïdales, un peu plus hautes que longues, lisses et brillantes, entières au bord postérieur ; les écailles de la ligne ventrale sont plus petites et de forme plus carrée ; il en est de même vers le dos ; les écailles diminuent graduellement de grandeur dans la partie postérieure du corps, où elles prennent une forme losangique, le grand diamètre étant le longitudinal. On compte environ cinquante écailles dans une série longitudinale et vingt dans une ligne transverse, celle-ci prise au point maximum de la hauteur du tronc.

Une trace montre que la dorsale s'attache un peu en avant des ventrales. Celles-ci, qui s'insèrent presque au milieu de l'espace qui sépare la base des pectorales de l'anale, sont courtes, composées de huit rayons peu divisés. L'anale est courte. La caudale est courte, sa longueur étant contenue sept fois et demie dans la longueur du corps, profondément échancrée, composée de rayons gros, peu nombreux, au nombre de quarante environ.

Les dimensions prises sur l'exemplaire figuré sont :

Longueur totale.....	150 mill.
— de la tête.....	40
Hauteur maximum du corps.....	44
— au pédicule caudal.....	12
— de la tête.....	31
Longueur du museau.....	10
— de la caudale.....	27
— des ventrales.....	10

Voisine des *Pholidophorus Bechei*, Ag. et *P. onychius*, Ag., du Lias de Lyme-Regis, l'espèce que nous décrivons en diffère par la

tête plus longue, les écailles moins hautes, plus nombreuses ; elle est peut-être identique au *P. dorsalis*, Ag., du Lias de Seefeld, mais la description de cette espèce est tellement insuffisante que nous ne pouvons identifier les deux espèces ; Agassiz note, en effet que « le *P. dorsalis* est une espèce voisine de *P. Bechei*, mais plus petite et plus trapue ; la dorsale est aussi plus reculée ; les écailles sont plus petites et plus rhomboïdes, aussi forment-elles un bien plus grand nombre de séries longitudinales sur les flancs » (1).

(1) *Rech. sur les Poissons fossiles*, t. II, p. 287.

L'ICHTHYOSAURE DE SAINTE-COLOMBE

(*Ichtyosaurus Burgundiae*)

Par M. Albert GAUDRY

Membre de l'Institut.

De nombreux squelettes d'Ichthyosaures ont été tirés du lias de l'Angleterre et du Wurtemberg ; dernièrement, M. Eberhard Fraas a décrit une pièce d'Holzmaden d'une si étonnante conservation qu'elle permet de savoir quel était l'aspect de ces animaux à l'état vivant. (1)

A part les échantillons de Normandie signalés par Valenciennes, M. Lennier et M. Deslongchamps, les pièces d'Ichthyosaures trouvées jusqu'à présent dans notre pays étaient rares et incomplètes. Les découvertes de M. Lucien Millot viennent de nous apprendre que, dans le centre de la France, il y avait, pendant l'époque du lias, des *Ichthyosaures* nombreux et gigantesques.

Le calcaire hydraulique de Vassy (Yonne) est depuis longtemps connu dans l'industrie et la science. A douze kilomètres de Vassy, MM. Millot et C^e ont établi d'importantes usines de ciment à prise rapide. On pourra lire dans le *Génie civil* (2) un intéressant article sur ces usines ; on y verra que Paris, à lui seul, consomme en moyenne par jour 30.000 kilogrammes de ciment Millot pour la construction et la réparation de ses égouts. L'une des usines, celle de Sainte-Colombe, a été créée lorsque les eaux de la Vanne ont été amenées à Paris. Elle est située à cinq kilomètres de l'Isle-sur-le-Serein. Les carrières qui l'alimentent sont à quelques centaines de mètres de là ; elles sont au nombre de neuf ; elles s'é-

(1) Ueber einen neuen Fund von *Ichtyosaurus* in Württemberg (*Neues Jahrbuch für Mineralogie*, 1892, bd. II).

(2) Numéro du samedi 26 décembre 1891 ; l'article est signé Henri Mamy.

tendent entre Sainte-Colombe et le hameau de Buisson. Leur profondeur moyenne est de cinq mètres ; on y exploite des calcaires marneux bleuâtres qui forment la base du lias supérieur.

M. Lucien Millot a recueilli dans ces calcaires des Ammonites, le *Belemnites bipartitus*, le *Geothekthis bollensis* d'une grande taille avec sa poche à encre et le *Beloteuthis* ; il a signalé ces fossiles dans le Bulletin de la Société d'Autun (1) ; il a trouvé aussi des poissons admirablement conservés sur lesquels M. Sauvage a fait un mémoire qui a été publié également par la Société d'Autun et celle d'Auxerre (2) ; quinze espèces différentes de poissons ont été reconnues ; plusieurs ont été figurées. Enfin M. Millot a recueilli quelques morceaux de Téléosauriens et de nombreuses pièces d'Ichthyosaures. Ses recherches, commencées dès son enfance, ont été à la longue couronnées d'un plein succès. Je ne peux mieux faire que de reproduire le récit qu'il m'a adressé. Après avoir raconté les espérances et les mécomptes de ses premières explorations, il dit : « Un jour, les ouvriers m'apportèrent des rondelles se tenant les unes aux autres et que je devinai être des vertèbres d'Ichthyosaures. A partir de ce moment, je rêvai la découverte d'un de ces grands reptiles des mers liasiques, et je promis une forte prime aux ouvriers qui en découvriraient un tout entier. Bien des fois, rencontrant les restes d'un Ichthyosaure, le plus souvent la queue, j'eus la déception d'en voir les traces s'arrêter brusquement, après bien des efforts pour les mettre à nu. Un jour cependant on vint m'avertir qu'un animal entier était enfoui dans une de nos carrières de Sainte-Colombe. Je fis alors arrêter les travaux d'exploitation et creuser parallèlement des deux côtés de la place où se trouvait, le fossile de manière à l'isoler dans toute sa longueur. Trois mois après, le travail me parut assez avancé pour que l'on pût tenter de l'exhumer ; avec beaucoup de précautions nous relevâmes des ossements pétrifiés sur une longueur d'environ huit mètres, et nous tâchâmes de les extraire de la pierre très dure où ils étaient engagés. » C'est ainsi que M. Lucien Millot a obtenu le squelette d'Ichthyosaure qui a figuré à l'Exposition de 1889 ; chacun a pu l'admirer dans le Pavillon de l'Union céramique au milieu des échantillons de ciment. Après l'Exposition MM. Millot et Belloc ont bien voulu faire don au Muséum de cette

(1) L. Millot, *Note sur les Céphalopodes dibranches du lias supérieur de Sainte-Colombe-les-Avallon* (Soc. d'hist. nat. d'Autun), vol. IV, p. 53, 1891.

(2) Sauvage. *Recherches sur les poissons du lias supérieur de l'Yonne, zone à ciment de Vassy*. (Soc. sc. de l'Yonne, 2^e série, t. XV, pl. 1 et 2.)

pièce qui leur avait coûté tant de peine. Un de nos artistes du Muséum, M. Barbier, a su habilement séparer de sa gangue d'Ichthyosaure de Sainte-Colombe ; c'est aujourd'hui une des belles pièces de notre nouvelle salle de paléontologie.

Cet animal est un des plus grands Ichthyosaures qui aient encore été rencontrés ; dans son entier, il devait avoir 7 ou 8 mètres de long. En annonçant sa découverte à l'Académie (1), je l'ai inscrit sous le nom d'*Ichthyosaurus Burgundiæ*.

La Société des Sciences de l'Yonne, qui donne tant de marques de son zèle pour tout ce qui touche à l'histoire primitive de notre pays, a voulu avoir dans son Bulletin une planche où seraient représentées les pièces les plus importantes de ce grand animal ; on les voit dans la planche III, due au talent bien connu de M. Formant ; elles sont dessinées au 1/4 de la grandeur naturelle.

La tête (fig. 1) est vue de profil ; un de ses côtés est en partie détruit, mais l'autre côté est dans un assez bon état de conservation. Je dois pourtant prévenir qu'entre *a* et *b* le haut de la tête, au-dessus de la narine et de l'orbite, était brisé et a été restauré. Le bout du museau est cassé, j'ignore ce qu'il en manque. M. Millot a trouvé plusieurs museaux d'animaux plus petits qui sont très effilés et portent en avant des dents fines. Je ne veux pas affirmer que ce sont des jeunes de la même espèce ; mais, s'il en était ainsi, il faudrait admettre que le grand museau du sujet qui nous occupe était beaucoup plus long qu'il n'est dans son état actuel. En tout cas, il manque au minimum 0^m23, et, comme la tête, malgré sa troncature, a 1^m57 de long, elle avait au moins 1^m80. La tête de l'*Ichthyosaurus platyodon* d'Angleterre, dont nous possédons le moulage, a 1^m56. Le museau de l'*Ichthyosaurus Cuvieri* du kimméridgien du Havre, que Valenciennes et M. Lennier ont fait connaître, a 0^m94 en avant de l'orbite, tandis que le museau de notre individu, dans la même région, a 1^m et avait sans doute 1^m20 avant sa brisure. L'œil est garni de ses plaques sclérotiques, *sc.*, il a 0^m24 de diamètre. La narine a 0^m12 de long ; la distance entre elle et l'orbite est de 0^m10. Il y a environ quatre-vingts dents (2) d'un seul côté, en comprenant celles de la mâchoire supérieure et de la mâchoire inférieure ; leur section est ronde ; leur racine n'est pas épaissie ; les canelures, très fortes sur les racines, s'atténuent sur la couronne. Elles sont logées dans

(1) Albert Gaudry, *l'Ichthyosaure de Sainte-Colombe*. (*Comptes-rendus de l'Ac. des sc.*, séance du 27 juillet 1891.)

(2) Je ne tiens pas compte dans ce chiffre de celles qui existaient sur la partie brisée.

une gouttière dont le bord interne est plus élevé que l'externe ; c'est le contraire de ce qu'on voit chez les sauriens pleurodotes. Le tympanique est très bien conservé, mais il ne se voit pas dans notre figure : il est allongé.

Outre la tête que je décris ici, M. Lucien Millot en a découvert une autre qui me semble encore plus grande ; malheureusement elle est fort incomplète.

Le corps de 81 vertèbres sont conservés ; ils occupent une longueur de 4^m40. Ils sont moins plats que dans la plupart des espèces d'ichthyosaures ; plusieurs sont remarquablement évidés au pourtour. J'ai représenté, fig. 2, une série de vertèbres dorsales ; elles ont perdu leurs arcs neuraux ; on voit en *tu*. l'apophyse pour la tubérosité de la côte et en *ca*. la dépression pour son capitule. L'atlas *at*. et l'axis *ax*. se voient attachés à la tête dans la figure 1 ; ils sont intimement soudés ; l'axis a sur le côté une apophyse pour porter une côte ; la face postérieure de son corps est concave, en forme d'un cœur dont la pointe est tournée en bas ; elle a 0^m10 de largeur sur 0^m18 de hauteur.

Les membres de devant et de derrière ont été trouvés adhérents à la colonne vertébrale, mais leurs os manquent en partie et sont pour la plupart disjoints. La fig. 3 représente plusieurs des os des membres antérieurs. Les deux coracoïdes *cor*. sont restés unis dans le milieu ; ils sont longs de 0^m22 sur 0^m20 de largeur ; ils ont une échancrure sur leur bord antérieur. A côté d'eux, on voit les omoplates *om*. larges sur le côté coracoïdien, puis rétrécies du côté de la colonne vertébrale ; elles ont 0^m30 de long sur 0^m12 dans la partie la plus large, et 0^m08 dans la partie rétrécie. L'humérus *h*. n'a que 0^m17 de longueur ; il est très élargi, trop déformé pour bien apprécier ses caractères. Je suppose que l'os *r*. est un radius ; il porte une échancrure sur le bord interne. On voit en *p. a*. une partie de patte antérieure peu déterminable.

Le membre postérieur me semble moins petit comparativement au membre antérieur que dans les Ichthyosaures du groupe *Tenuirostris*. Un fémur, fig. 4, a été conservé ; il est aussi long que l'humérus, mais bien plus étroit à sa partie distale. On voit dans la figure 5 une partie des os d'une des nageoires postérieures. Je suppose que l'os marqué *ti*. est le tibia qui est déplacé ; cette pièce et les trois os qui sont à sa suite, dans la première rangée des pièces de la nageoire, ont une forte échancrure sur le bord interne. Je pense que ceux marqués *t*. sont du tarse, que *ph*. est une première phalange. S'il n'y a pas une fausse apparence produite par un glissement lors de la fossilisation, il faut compter quatre rangées de pièces dans la nageoire postérieure ; celles de la qua-

trième rangée sont plus petites ; deux os pairs sont en arrière de l'intermédiaire : c'est là une disposition de *Latipinné* qui m'a étonné, car les échancrures des pièces du bord interne et la longueur du museau m'avaient d'abord porté à chercher des affinités avec les *Longipinnés* ; ainsi, le fossile de Sainte-Colombe présenterait une transition entre les deux principaux groupes des Ichthyosaures, celui des *Longipinnés* et celui des *Latipinnés*.

Par la forme de ses dents, il se rapproche de l'*Ichthyosaurus communis* ; mais son museau est plus allongé, les os du bord interne de ses nageoires ont des échancrures que l'on ne voit pas dans l'*I. communis*.

Il ressemble également à l'*Ichthyosaurus lonchiodon* par ses dents, par les os du bord interne des nageoires qui ont des échancrures. Mais, suivant MM. Owen et Lydekker, la longueur de la partie du museau de l'*I. lonchiodon* en avant de l'orbite n'égale pas quatre fois le diamètre de cette cavité, au lieu que, dans notre fossile, elle égale cinq fois son diamètre. En outre, j'ai dit que je crois voir quatre rangées de pièces à la nageoire postérieure, tandis que l'*I. lonchiodon* est classé parmi les animaux qui n'en ont que trois.

Notre fossile n'est pas l'*I. Cuvieri* ; le museau de cette espèce est un peu moins allongé ; les corps de ses vertèbres sont plus plats et ne sont pas évidés au pourtour ; je n'ai pas vu d'os des nageoires de l'*I. Cuvieri* échancrés comme les nôtres.

M. Lydekker, dans le catalogue des fossiles du British Museum, a présenté un résumé très clair de ce que l'on sait du genre Ichthyosaure d'après l'admirable collection de ce Musée. Parmi les espèces qu'il a admises, il y en a une dont l'Ichthyosaure de Sainte-Colombe me paraît bien voisine, c'est l'*Ichthyosaurus zelandicus* (1) Seeley (*Ichthyosaurus longifrons* Owen) (2), trouvé dans le lias supérieur en Angleterre et à Curcy en Normandie ; Eugène Deslongchamps en a donné une belle figure dans son Jura normand (3). M. Lydekker (4) et M. Zittel (5) pensent que l'*Ichthyosaurus quadricissus* Quenstedt en est très proche. Notre Ichthyosaure a des dents moins fines que celui de Curcy, son crâne est plus étendu

(1) Seeley (*Quart. Journ. of geol. of London*, vol. 36, p. 635, pl. xxv, 1880).

(2) Owen, *Fossil reptilia of the liassic formation*, p. 118, pl. xxiii & xxvii, 1881.

(3) *Monographie* iv, pl. xv, 1877.

(4) Lydekker, *Catalogue des Reptiles*, part. II, p. 77, 1889.

(5) Zittel, *Handbuch der Paleontologie*, 3^e vol., p. 469, 1889.

en arrière de l'orbite, son orbite est proportionnellement moins grand, sa mâchoire inférieure a plus de hauteur au-dessous de l'orbite. Le British Museum a bien voulu nous envoyer le moulage de la tête de l'*Ichthyosaurus zelandicus* du lias supérieur de Whitby ; son énorme orbite lui donne un aspect particulier. Nos coracoides sont plus larges (de gauche à droite), comparativement à leur longueur (d'arrière en avant), que dans la figure donnée par M. Lydekker (1) ; enfin ce savant paléontologiste range l'*Ichthyosaurus zelandicus* parmi les *Longipinnés*, tandis que notre animal de Sainte-Colombe paraît avoir plus de trois doigts aux pattes de derrière comme dans les *Latipinnés*.

La valeur de ces différences est difficile à apprécier avec des échantillons brisés, comprimés en sens contraire, et trop rares pour connaître les variations individuelles et les changements dus à l'âge et au sexe. Je ne voudrais pas assurer que, lorsqu'on aura mieux étudié les espèces du lias supérieur, on ne réunira pas l'*Ichthyosaurus Burgundiae* à quelqu'un de ceux qui ont été décrits sous les noms de *zelandicus*, *longifrons*, *quadricissus*.

La pierre où les os de l'Ichthyosaure de Sainte-Colombe sont engagés est pétrie de coquilles, parmi lesquelles M. le docteur Fischer a reconnu l'Ammonite, si caractéristique du lias supérieur, appelée *Harpoceras serpentinum*. Des morceaux d'Ammonites se voient entre les branches mêmes des mâchoires ; ce sont peut-être des débris d'animaux que l'Ichthyosaure était en train de manger quand la mort l'a surpris, comme cela est arrivé pour quelques-uns de ceux du lias de Normandie, étudiés par Eugène Deslongchamps. Lorsqu'on pense à la multitude des mollusques et notamment des Ammonites de l'époque du lias, on ne saurait s'étonner que, dans nos pays, cette époque ait été caractérisée par le nombre et la puissance des reptiles marins carnivores.

En terminant cette note, je dois adresser des remerciements à M. Lucien Millot qui, au milieu de ses importants travaux industriels, n'a pas oublié les intérêts de la science française. Je souhaite que cet explorateur si habile et si désintéressé ait des imitateurs ; ainsi bien des richesses géologiques cesseraient de se perdre, et nous verrions plus vite se dissiper les ombres qui enveloppent encore la grande histoire des temps passés.

(1) Fig. 30 de la page 81.

EXPLICATION DE LA PLANCHE III

Toutes les figures représentent l'*Ichthyosaurus Burgundia*, Gaud., trouvé dans le lias supérieur de Sainte-Colombe (Yonne) par M. Lucien Millot. Elles sont au 1/4 de grandeur. — Collection du Muséum d'histoire naturelle.

Fig. 1. — Tête vue de profil : *i. m.* inter-maxillaire ; *m.* maxillaire ; *n.* nasal ; *na*, narine ; *lac.* lacrymal ; *jug.* jugal ; *sc.* pièces de la sclérotique ossifiées ; la partie du haut de la tête comprise entre *a* et *b* a été restaurée ; *d.* dentaire ; *an*, angulaire ; *s. an.* sur-angulaire ; *ar.* articulaire : *at.* atlas ; *ax.* axis.

Fig. 2. — Vertèbres dorsales vue de profil : *tu.* apophyse pour la tubérosité de la côte ; *ca.* enfoncement pour son capitule.

Fig. 3. — Partie du membre de devant, vue de face : *cor.* coracoïde ; *om.* omoplate ; *h.* humérus ; *r.* radius : *n. a.* partie d'une nageoire antérieure dont les os sont peu déterminables.

Fig. 4. — Fémur vu de la face.

Fig. 5. — Partie d'une nageoire postérieure vue de face : *ti*, tibia ; *i.* pièces du tarse ; *pl.* phalange.

LE MENHIR D'ÉGRISSELLES-LE-BOCAGE

Par M. Gustave GUÉRIN.

Au mois d'Août 1892, j'avais l'honneur de signaler à M. le Président de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, l'existence, dans notre commune, d'une pierre qui, d'après les données de l'archéologie préhistorique, et autant que je pouvais en juger par sa situation, son port et sa forme, devait être un *Menhir* ; du celtique *mæn* (pierre), et *hirr* (levée) ; oubliée sans doute par les classificateurs de monuments de ce genre ou simplement restée inconnue.

Il me sembla que cette pierre méritait réellement de figurer dans la prochaine édition de l'intéressante carte préhistorique de notre département, publiée par MM. Salmon et Ficatier, dans le Bulletin de 1889 de la Société des Sciences.

M. le Président voulant, avant de porter ce fait important à la connaissance de la Société, s'entourer d'indications plus précises, je lui envoyai, sur son invitation, la photographie du monolithe, son orientation et ses dimensions exactes en hauteur, largeur et épaisseur.

Depuis M. Gabriel de Mortillet, l'éminent professeur à l'Institut d'anthropologie de Paris, à qui M. Cotteau a bien voulu soumettre la question, ayant manifesté l'intention de savoir de combien cette pierre était enfoncée dans le sol, et en même temps si elle ne recouvrait pas quelques vestiges préhistoriques, je dus, de concert avec M. Bobard, propriétaire de l'immeuble où elle se trouve plantée, faire une fouille ; et, à ma grande satisfaction, je trouvai, à sa base, dans des débris et fragments de poterie *néolithique*, les preuves les plus évidentes de son authenticité.

So. nat.

Une superbe pierre polie et perforée, d'une espèce tout-à-fait rare, avait déjà été trouvée tout proche, à 0^m45 de profondeur (1).

Ces preuves, j'ai cru utile de les présenter à la Société à la réunion du 5 Février dernier.

Le menhir est situé à 500 mètres environ, au midi du Riveau, hameau d'Egriselles-le-Bocage, et à proximité du territoire de Chaumot. Il mesure en totalité 4 mètres de hauteur ; soit 3 mètres



CASSE-TÊTE TROUVÉ PRÈS DU MENHIR

d'élévation et 1 mètre d'enfoncement dans le sol. Sa largeur est de 1 mètre 60 à la base, et son épaisseur moyenne est de 0^m 72. Il se termine en pointe au sommet (2).

Il n'est pas superflu, je crois, d'ajouter que cette pierre, appelée

(1) M. Guérin a bien voulu offrir au Musée d'Auxerre cet objet précieux et tout-à-fait caractéristique. C'est un casse-tête fabriqué, suivant M. de Mortillet fils, avec une roche talqueuse du Morvan, talchiste pénétré de cristaux d'Amphibole. La roche n'était pas assez dure pour faire des haches dont les angles se seraient trop facilement émoussés ; elle était employée pour la fabrication des casse-tête. M. de Mortillet fils, dans son *Musée préhistorique*, a dessiné, pl. LIV, fig. 517, un casse-tête trouvé dans les dragages de la Seine (coll. Litton), d'une forme toute différente du nôtre, mais fabriqué avec cette même roche du Morvan.

Depuis qu'il nous a envoyé cette notice, M. Guérin a fait faire des fouilles tout autour du Menhir. Indépendamment de nombreux fragments de poterie noirâtres pareils à ceux déjà signalés, il a rencontré plusieurs outils en silex, et notamment un très beau couteau, malheureusement brisé à la pointe par un malencontreux coup de pioche. (Note de M. Cotteau).

(2) Ce monolithe est en roche siliceuse et appartient à la formation de l'argile à silex qui recouvre une partie de la contrée. Assurément il n'a pas été apporté de très loin et se rattache aux roches siliceuses les plus voisines, mais il est certain cependant qu'il a été amené et dressé par la main de l'homme dans l'endroit où il se trouve. (Note de M. Cotteau).

dans la région la Grand'Borne, était naguère entourée d'un respect superstitieux ; on lui attribuait des propriétés curatives dans diverses maladies des bestiaux : tranchées des chevaux, mal blanc des bêtes à cornes, etc. L'animal malade devait faire un certain



MENHIR D'ÉGRISSELLES-LE-BOCAGE

nombre de fois, selon le cas, le tour de la grand'borne, et s'en allait à l'écurie guéri..... probablement.

Il était également d'usage, dans cette localité, de faire tous les ans, des feux de joie, le 24 juin, jour de Saint-Jean. Les animaux étaient conduits pour respirer la fumée de la « *joannée* », puis le tour de la Grand'Borne étant fait, en s'en allant, les bêtes étaient préservées des épizooties (?..). Cela se pratiquait encore il n'y a pas plus d'une trentaine d'années, paraît-il.

... « Maintenant qu'est-ce qu'un Menhir ? Que signifient ces grandes pierres plantées verticalement dans le sol, et qui se rencontrent dans presque tous les pays du globe, rarement dans nos climats, c'est vrai, mais en grand nombre dans certaines régions, la Bretagne, par exemple ? Qui n'a pas entendu parler des alignements de Carnac ?

« Naguère encore, cette question était embarrassante ; les opinions étaient divisées et contradictoires. Depuis les « géants pétrifiés », jusqu'aux autels à sacrifices des druides, l'imagination s'était donné un libre cours.

« Il ne pouvait en être autrement du reste ; pour préciser, les éléments manquaient.

« Or, ces éléments, une science nouvelle vient de les fournir.

« Cette science, l'archéologie préhistorique, fondée par les travaux de Boucher de Perthes, Lartet, Broca, de Quatrefages, de Mortillet, etc, ouvrit au monde savant un horizon nouveau, inattendu, immense.

« L'homme, que l'on avait cru jusqu'alors nouveau venu sur notre planète, reculait d'un coup son origine de plus d'un millier de siècles !

« Quelle révolution dans les esprits ! Quelles conséquences en philosophie !

La géologie et la paléontologie humaine ont retrouvé notre ancêtre fossile dans les premières couches quaternaires, et avec lui les restes de son industrie, ses outils, ses armes, etc. Des haches de silex, taillées grossièrement d'abord, puis ensuite artistement polies, que l'on croyait tombées du ciel, ces *céramiques*, ces pierres du tonnerre, comme on les appelait, eh bien ! l'on acquit cette certitude qu'elles avaient été fabriqués par lui !

« Et ces menhirs, ces peulvans, ces dolmens, ces cromlechs, etc, ils furent fouillés, explorés dans tous les sens, et les outils de silex, et les débris de poterie, les fragments de vases (comme ceux trouvés ces jours derniers à la base du Menhir du Rivau), et rencontrés au pied de la plupart d'entre eux, témoignèrent de leur contemporanéité avec nos lointains ancêtres de l'âge de la pierre polie (*époque néolithique*).

« Quant aux motifs qui ont fait élever ces primitifs monuments, les restes d'ossements humains, les phosphates de chaux, etc, qu'ils recouvrent la plupart du temps, prouvent suffisamment qu'ils étaient des pierres tumulaires, des sépultures, des tombes.

« Autre titre à notre respect et à notre vénération ! »

LE CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE A BESANÇON

LA RÉUNION DE LA SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE DES SCIENCES
NATURELLES A LAUSANNE.

Par M. G. COTTEAU.

Je viens vous rendre compte, cette année, de deux réunions scientifiques. J'ai assisté successivement, à Besançon, au Congrès de l'*Association française pour l'avancement des Sciences*, et un mois après, à Lausanne, à la réunion de la *Société helvétique des Sciences naturelles*.

I

Le 3 août, s'ouvrait à Besançon, dans la salle du théâtre, le Congrès de l'*Association française*, présidé par M. le docteur Bouchard, membre de l'Institut. Le discours qu'il a prononcé, relatif à la médecine scientifique et au rôle social du médecin, a été très apprécié. Tout en payant un juste tribut d'éloges aux praticiens dévoués qui rendent de si grands services à l'humanité, M. Bouchard a rendu hommage aux hommes qui consacrent leur vie au travail intellectuel, aux recherches et aux découvertes scientifiques, et qui, à aucune époque, même pendant les années studieuses de la Renaissance, n'ont été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Combien d'entre eux, dit-il, qui ont commencé à travailler pour se créer une situation dans l'enseignement, ont subi ensuite la séduction de la science et connu le travail désintéressé ! Une des parties les plus applaudies du discours de M. Bouchard est celle relative au rôle des microbes dans le monde organique et inorganique, et à la transformation qui en est le résultat, idée grande et féconde que la médecine a adoptée

et à laquelle elle devra sa rénovation. N'oublions pas que notre savant collègue et ami, M. le docteur Dionis des Carrières, est un des premiers médecins qui aient appelé sérieusement l'attention sur les microbes de la fièvre typhoïde transmis par les eaux potables.

Une autre idée nouvelle sur laquelle a insisté en terminant M. Bouchard, idée bien française et qui appartient en propre à la médecine, c'est que beaucoup d'accidents morbides sont dûs à un empoisonnement. Seulement, le poison ne vient pas du dehors, il se fabrique en nous ; la matière, dans la série de ses transformations, passe successivement par des stades où elle est nuisible et aussi par des états où elle est utile. Il appartient à M. Brown-Séquard de nous avoir rendu attentifs à ce mécanisme, d'après lequel certains accidents morbides résulteraient de la suppression d'une sécrétion utile.

Le secrétaire général de l'Association, M. Jules MARTIN, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a fait l'histoire de l'Association depuis le dernier Congrès. Il a présenté le résumé des travaux de la session de Pau, des excursions intéressantes faites dans les Pyrénées ; il a signalé, conformément à l'habitude, les pertes douloureuses et toujours trop nombreuses que l'Association a éprouvées et les récompenses obtenues par quelques-uns de nos collègues.

C'est à cette première séance que j'appris la nouvelle officielle et bien regrettable de la mort d'un de mes excellents amis, hôte habituel de nos congrès, M. Vilanova y Piera, professeur de géologie au muséum de Madrid. Sans être un savant éminent, M. Vilanova aimait passionnément la science et, de préférence, la géologie. D'un caractère doux, aimable, il était sympathique à tous, et les membres de la section de géologie étaient heureux de se retrouver, chaque année, avec lui. Petit, maigre, nerveux, très dur pour lui-même, il était infatigable et d'une activité proverbiale. Il employait en voyages et en excursions tout le temps que son cours lui laissait libre. On le voyait successivement aux congrès d'Angleterre, de France, de Suisse, d'Italie, d'Allemagne, et toujours il avait quelque communication plus ou moins intéressante à faire. Avec lui disparaît une physionomie scientifique originale et sa mort laissera de véritables regrets. J'avais avec Vilanova, et depuis de longues années, d'étroites relations. Sans cesse il enrichissait ma collection de précieux échinides d'Espagne ; il était heureux de me faire plaisir en me les offrant. C'est à lui que je dois la plus grande partie des espèces que j'ai décrites et figurées dans mon ouvrage sur les *Echinides fossiles*

docènes de la province d'Alicante. M. Vilanova était âgé de 69 ans.

J'ai suivi exactement les séances de la section de Géologie. La plupart des communications étant locales, un peu arides, je me bornerai à vous parler de quelques-unes.

M. Abel GIRARDOT, professeur d'histoire naturelle au lycée de Lons-le-Saunier, nous a présenté un résumé très complet de ses observations sur le terrain jurassique du Jura, mettant sous les yeux de la section un tableau qui permet d'embrasser, d'un seul coup d'œil, les subdivisions stratigraphiques locales qu'il a cru devoir établir, depuis le Rhétien, placé à la base du Lias, jusqu'au terrain jurassique supérieur. Un travail de cette nature ne peut être analysé ; mais il montre avec quel soin la région a été étudiée par M. Girardot et combien de faits nouveaux il a trouvé à nous faire connaître, dans un pays qui, avant lui, avait été l'objet de tant d'études et de recherches.

M. JACCARD, professeur à Neuchâtel, a présenté, de son côté, d'importantes observations sur la géologie et la paléontologie de la Franche-Comté ; il a communiqué à la section une épreuve de la feuille XI de l'Atlas fédéral et indiqué les modifications qu'il a cru devoir apporter à cette carte, en y comprenant le jura salinois, d'après les travaux de M. Bertrand.

Je mentionnerai, en dehors de la contrée, quelques autres travaux géologiques :

M. BLEICHER, professeur à Nancy, et M. BARTHÉLEMY nous ont entretenus des anciens glaciers des Vosges. Depuis 1838, époque à laquelle ils ont été signalés pour la première fois, les glaciers des Vosges ont été l'objet d'un grand nombre de publications. Il semblerait que ce sujet devrait être épuisé, et cependant des observations récentes et multipliées ont permis aux auteurs, grâce aux travaux du génie militaire dans les Vosges méridionales, de recueillir sur cette question des documents nouveaux. Les auteurs ont été amenés à constater, dans la période glaciaire, une phase initiale pendant laquelle la glace s'accumule peu à peu dans les vallées, en suivant leur pente, et parvient à les combler ; ils ont constaté ensuite une phase d'extension maximum, reconnaissable surtout aux blocs erratiques abandonnés sur les hauts sommets du versant occidental de la chaîne, notamment à Haut-du-Roc, et aux stries gravées de l'arête montagneuse qui relie Château-Lambert au Farmont. Pendant cette période d'extension, les glaciers remplissent les vallées, couvrent presque toutes les montagnes et, au lieu de s'écouler du nord au sud, suivant la pente naturelle du terrain, franchissent les sommets et les glaciers

de fond pour se répandre de l'est vers l'ouest. Ce maximum d'extension n'est peut-être, malgré la différence de direction des courants de glace, que la continuation de la phase initiale. Puis commence la période de retrait : les sommets se dégagent ; le glacier de la Moselle et les glaciers latéraux s'écoulent de nouveau dans la vallée principale d'après la pente du sol, et donnent lieu aux dépôts morainiques remaniés d'Hermainvilliers, de Remiremont, Eloges et Arches.

M. Bleicher, dans une seconde communication, nous a fait connaître le résultat des recherches qu'il poursuit depuis plusieurs années sur les roches sédimentaires du trias et du terrain jurassique de la Lorraine, et il arrive à cette conclusion que la plupart des oolites ont pour centre, dans le terrain jurassique, des fragments de coquille, de polypier, de crinoïde ou de bryozoaire, toujours reconnaissables à leur structure microscopique. Dans le trias, ces fragments sont des débris, souvent très petits, d'os, d'écaillés, de dents de sauriens ou de poissons, caractérisés par leurs éléments histologiques.

Lorsque les oolites, dans le bajocien comme dans le corallien, atteignent le diamètre de 3 millimètres, en restant cependant bien calibrés, la coque entourant le débris organique présente une structure différente ; elle se compose de tubes enroulés, cloisonnés, d'apparence organique, dont les parois sont constitués par des sables quartzifères agglutinés, restant comme résidus de l'action des acides. M. Bleicher en tire la conclusion que des organismes microscopiques ont contribué à la formation de ce genre d'oolite.

M. BELLOC continue ses études sur l'origine, la formation et le comblement des lacs des Pyrénées ; il communique à la section de nouvelles observations concernant le lac de Caillouas (Hautes-Pyrénées), situé à 2,165 mètres d'altitude et entouré par des pics gigantesques, dont quelques-uns dépassent 3,000 mètres. Placé à la base même des pentes glacées des Gauds Blancs, dont il reçoit directement les eaux, ce lac forme une immense cuvette couvrant une superficie de 40 hectares et atteignant une profondeur de 101 mètres. Creusé au milieu des terrains granitiques, le lac de Caillouas, sauf du côté du seuil granitique où se trouvent le déversoir et le ruisseau fougueux des Gauds Blancs, est entouré par la roche nue formant une ceinture d'escarpements, de falaises de granit abruptes et taillées à pic.

Quelques accidents géologiques sont à noter, au point de vue de l'étude si curieuse des comblements. L'auteur, parmi ces accidents, signale d'énormes cônes de déjection, formés par les

masses rocheuses détachées des flancs déchiquetés des montagnes de Lassoula et de Courtaou. Lorsque pendant huit ou neuf mois de l'année, la partie supérieure du lac est solidifiée par la glace, les vents accumulent sur les bords des monceaux de neige que le regel durcit et transforme en névé. L'avalanche franchit ces obstacles glacés et projette loin des bords les blocs rocheux qu'elle entraîne, constituant ainsi, à une certaine distance de la rive, un énorme monticule pierreux élevé déjà de 10 mètres environ au-dessus du niveau moyen des eaux du lac. Cette sorte de presqu'île, dont la végétation a déjà pris possession, est séparée du rivage par une excavation conique mesurant 70 mètres de longueur, 50 mètres de largeur et 8 de profondeur à l'endroit le plus creux.

Les coquilles quaternaires n'ont été jusqu'ici l'objet que d'un petit nombre de travaux. Leur étude est cependant intéressante et de nature à jeter un certain jour sur le développement de la vie pendant cette période encore bien peu connue, surtout en ce qui touche les animaux inférieurs. M. DAVID MARTIN, professeur au lycée de Gap, nous a présenté une étude très détaillée de la faune malacologique quaternaire des Hautes-Alpes. Le travail de M. Martin mérite d'autant plus de fixer l'attention, que les mollusques qu'il a décrits ont été recueillis dans les lieux mêmes où ils ont vécu, de sorte qu'il a été possible à l'auteur de fixer l'altitude à laquelle ils les a rencontrés, de signaler l'époque de leur apparition, celle de leur maximum de développement, et de constater comment ils ont insensiblement diminué avant de disparaître entièrement de la région. Trois gisements ont été explorés par l'auteur; mais le plus riche est celui du Serigues, quartier du Branet, que M. Martin a étudié avec le plus de soin et dans lequel il a rencontré quarante-neuf espèces. A l'aide d'une tranchée ouverte à travers le dépôt et pénétrant jusqu'au Glaciaire, M. Martin a pu suivre dans leur développement les différentes espèces de mollusques. L'auteur ne signale aucune espèce éteinte, mais il constate l'émigration de certains types vers des altitudes et des expositions différentes. La plupart des espèces vivant actuellement dans les Hautes-Alpes étaient représentées à l'époque quaternaire soit dans les tufs, soit dans le limon des marais, soit dans le Lehm; mais l'aire de leur développement a diminué dans une large proportion. Sur la liste de quarante-neuf espèces présentée par l'auteur, presque toutes, depuis la fin de l'époque quaternaire, ont émigré de la contrée; les unes se sont retirées sur les hauteurs, comme l'*H. alpina*, qui ne vit plus qu'entre 1,800 et 2,700 mètres de

hauteur. D'autres espèces, au contraire, ont abandonné l'altitude de 1,300 mètres qu'elles occupaient pour descendre dans des régions plus douces. Certaines espèces plus délicates, plus frieuses peut-être, paraissent avoir complètement disparu de la contrée. Les mollusques ont apparu aux Serigues dès le début de la période quaternaire. D'abord excessivement rares et appartenant tous à de petites espèces, ils se sont rapidement multipliés, atteignant leur maximum de développement à 35 centimètres environ au-dessus du glacier, dans une couche de 4 à 5 centimètres d'épaisseur. Là, les coquilles se sont développées avec une abondance extrême, transformant la couche qui les renferme en une véritable lumachelle, si bien que dans 1 décimètre cube de tuf, on peut recueillir 3 à 4,000 coquilles, parmi lesquelles domine la *Valvata cristata*, aujourd'hui disparue des Hautes-Alpes.

Nous devons encore à M. DAVID MARTIN quelques remarques importantes sur l'âge et le mode de formation des gypses des Hautes-Alpes. L'auteur a constaté trente-neuf gisements de gypse dans la haute vallée de la Durance. Après avoir indiqué l'opinion de Lory, d'Hébert, d'Alphonse Fabre sur l'origine des gisements gypseux qui, suivant eux, remontent à diverses époques, M. Martin constate que la plupart des gypses occupent des gisements superficiels et sont postérieurs aux terrains qui les supportent, reposant tantôt sur un terrain, tantôt sur un autre, quelquefois sur plusieurs à la fois ; et ce fait est rendu plus évident encore par les érosions pluviales et torrentielles qui ont morcelé et découpé plusieurs des amas de gypses et les ont ravinés si profondément, qu'on aperçoit sous les gypses les rochers qui leur servent de substratum. Ces gypses, ainsi que les cargneules qui les accompagnent, sont donc d'une origine relativement récente et ont été formés, suivant M. Martin, à la surface du sol, à la suite des mouvements orogéniques qui ont donné aux Alpes leur configuration actuelle.

M. GLANGEAUD, en son nom et au nom de M. Boule, signale la découverte d'un nouveau reptile dans le terrain permien des environs d'Autun. Ce curieux animal s'éloigne du type des *Actinodon* décrits par M. Gaudry ; il offre, au contraire, des liens de parenté avec les sauriens actuels. Les auteurs donnent à ce type particulier, représenté par le beau développement de ses membres antérieurs, le nom de *Callibrachion* (*C. Gaudryi*). La tête est assez mal conservée ; on reconnaît cependant que les dents sont logées dans des alvéoles distinctes et que le maxillaire inférieur est formé de plusieurs pièces. L'animal, du reste, est

parfaitement caractérisé par la forme de ses vertèbres, par ses côtes longues et grêles, par son humérus très large à l'extrémité, surtout à l'extrémité dorsale, par ses pattes fortes et bien ossifiées. Le *Callibrachion Gaudryi*, voisin des lézards et dont la taille dépassait celle de nos plus grandes espèces, avait sans aucun doute des habitudes carnivores.

Cette année, comme les précédentes, M. RIVIÈRE a envoyé à la section plusieurs communications intéressantes. Il a appelé l'attention sur la grotte des *Spélages*. C'est une crevasse excavée dans le terrain jurassique supérieur de la principauté de Monaco ; elle se trouve à 35 mètres au-dessus du niveau de la mer et sa profondeur est d'environ 6 mètres. Mise à découvert lors de l'élargissement de la tranchée du chemin de fer de Vintimille à Monaco, elle a été explorée par M. Rivière, qui y a recueilli de nombreux ossements humains accompagnés de débris de poteries néolithiques, curieuses par leur ornementation, et une petite flèche en silex. Ces objets placent incontestablement la grotte des *Spélages* dans l'époque robenhausienne.

M. RIVIÈRE envoie à la section de nouveaux détails sur la grotte de *Bourdoulaou* (grotte du Bourdon), découverte en 1892 près de Millau (Aveyron), et qui renfermait un véritable ossuaire humain. M. MARTEL s'est occupé de la partie géologique et hydrologique ; il a relevé l'étendue de la caverne et sa structure ; il a constaté les trois entrées superposées, la place occupée par le lac et donné la description de l'ossuaire.

M. RIVIÈRE a examiné plus spécialement les débris anthropologiques : il a étudié sept squelettes tous incomplets et donné la description de trois têtes assez bien conservées et d'un grand nombre d'ossements. M. Manouvrier, ainsi que M. Rivière, rapportent les trois crânes au type humain classique de la caverne de l'Homme mort, si bien déterminé par Broca et Prunières.

M. GLANGEAUD nous a communiqué un travail sur l'origine des argiles tertiaires de la Charente. Ce mémoire est un peu aride ; je ne voudrais pas cependant le passer sous silence dans ce compte-rendu, car il fait allusion à des dépôts géologiques d'une nature particulière, que nous retrouvons identiques sur plusieurs points du département de l'Yonne. Les argiles tertiaires de la Charente, dont parle M. Glangeaud, occupent les points élevés de la région et masquent parfois, sur des espaces considérables, les terrains sous-jacents. Très variables dans leur couleur, allant du jaune au rouge foncé, ces argiles, principalement développées sur le trias et le terrain jurassique, contiennent très souvent des silex pyromarques, irréguliers et caverneux. Coquand les considérait comme

une formation lacustre et attribuait à des courants violents formés dans ces lacs les matériaux, roches et fossiles plus ou moins roulés qu'on y rencontre. Toute autre est l'explication fournie par M. Glangeaud, qui n'a jamais trouvé de cailloux roulés dans ces dépôts. Suivant lui, la plupart de ces argiles sont dues à la décalcification des terrains sur lesquels elles reposent, et effectivement on observe souvent le passage insensible des calcaires sous-jacents aux argiles. Les calcaires dont il s'agit sont, en général, siliceux et pyriteux. Les eaux de ruissellement, en traversant les calcaires, dissolvent, à la faveur de l'acide carbonique qu'elles contiennent, une certaine quantité de carbonate de chaux, mais très peu de silice. Il y a donc concentration de cette dernière dans les couches superficielles, sous forme de rognons siliceux, et le sulfure de fer est transformé en oxyde par suite de l'oxydation superficielle. M. Glangeaud a trouvé dans les silex des fossiles qui sont absolument les mêmes que ceux qui caractérisent les terrains calcaires sous-jacents.

Nous partageons l'opinion de M. Glangeaud quant à l'origine de ces terrains. Un phénomène de même nature s'est passé à la surface de quelques couches jurassiques du département de l'Yonne, sur une moindre échelle, il est vrai, mais dont l'origine doit être la même. Certaines poches, certaines fissures, inégales, irrégulières, sont occupées par des argiles rougeâtres longtemps considérées comme tertiaires et qui ne sont autres, ainsi que je l'ai reconnu, que des couches calcaires plus ou moins siliceuses décalcifiées par les eaux, teintées en rouge et en jaune par les oxydes et renfermant, à l'état libre et sans être roulés, les mêmes fossiles que ceux qui existent dans les couches encaissantes. C'est ainsi qu'à Châtel-Censoir, ces argiles renferment, sur la surface du terrain corallien inférieur, une grande quantité de débris d'échinides et de crinoïdes, absolument les mêmes que ceux qu'on rencontre dans les roches voisines.

J'ai présenté une notice sur les échinides fossiles du Mont-Liban recueillis par le père Zumoffen, de Beyrouth. Je n'entrerai pas dans les détails de cette communication, qui sera publiée avec planches dans les comptes-rendus du Congrès de Besançon. Je dirai seulement que l'étude de ces échinides m'a permis de fixer d'une manière à peu près certaine la position stratigraphique, depuis longtemps discutée, des terrains du Liban qui les renferment.

Avant de terminer cet exposé des travaux de la section, je dirai encore quelques mots des indications géologiques très précieuses que M. A. GIRARDOT nous a données, presque à l'improviste, sur

les terrains des environs de Salins, parcourus par les membres du Congrès dans leur excursion du 6 août. L'auteur rappelle d'abord la structure plissée du Jura due à des pressions latérales. D'accord avec M. Marcel Bertrand, M. Girardot divise la contrée en trois régions : 1° celle des vignobles ; 2° celle des plateaux ; 3° celle des hautes chaînes. C'est entre la première et la deuxième région, au fond d'une profonde échancrure des bords ouest du plateau, qu'est située la ville de Salins, avec ses sources salées. Du reste, je me borne à signaler la communication de M. Girardot, me proposant d'y revenir lorsque je parlerai de l'excursion faite à Salins et dans ses environs.

En dehors de la section de Géologie, j'ai assisté à d'autres séances et entendu quelques communications dont je tiens à vous entretenir.

A la section de Géographie, le baron HULOT nous a donné sur les États du Dahomey des renseignements bien peu connus ; il nous a raconté leur origine et leur histoire ; il nous a dit à quelle époque le royaume s'était formé et dans quelles circonstances la ville d'Abomey avait été construite, à la suite de quelles guerres les Dahoméens réussirent à soumettre et à absorber les royaumes d'Ardra et de Juda, quelles ressources ils trouvaient dans le commerce des esclaves, et comment, plus tard, lorsque le trafic des nègres tomba en décadence, ils organisèrent ces immenses sacrifices humains consacrés par une religion sauvage ; il nous dit quels sont les traités successivement intervenus entre le Dahomey, et s'arrête aux événements actuels.

J'ai eu, à la section de Géographie, l'heureuse chance d'entendre le docteur CLOSEL, qui faisait partie de la mission Maistre dans l'Afrique centrale, de la rivière Remo au Niger. M. Clozel, que j'ai eu, à plusieurs reprises, l'occasion de rencontrer pendant mon séjour à Besançon, est un voyageur des plus sympathiques. Avec une simplicité et une élégance parfaites, il nous a fait connaître les péripéties, les aventures, les dangers de ce voyage d'exploration à travers une région que les Européens n'avaient pas encore parcourue. Cent quatre-vingt-cinq soldats, porteurs et domestiques, pour la plupart sénégalais, accompagnaient l'expédition. A combien d'événements variés nous fait assister M. Clozel ! Les marches dans la brousse, les attaques des indigènes, l'abandon des guides, les porteurs tués, puis les difficultés matérielles du voyage, les rivières traversées au moyen de radeaux improvisés, les sentiers tracés à la hache dans d'impénétrables forêts, l'insuffisance des vivres, les hommes qui tombent épuisés sur la route, etc. Puis, le voyageur nous raconte comment il a traversé

le pays où avait été massacré, quelque temps auparavant, Crampel; il nous rend compte des bonnes dispositions de certaines peuplades et des traités passés avec leurs chefs, au nom de la France. Le temps me manque pour vous rappeler tous les détails que nous donne M. Closel. Le 1^{er} mars 1893, l'expédition était de retour, après avoir fait 5,220 kilomètres à l'intérieur du continent africain, soit 13 kilomètres par jour, et avoir perdu quarante-sept hommes, dont dix tués par l'ennemi. L'auditoire était nombreux et M. Closel a été chaleureusement applaudi.

M. GAUTHIOT, l'éminent président de la section de Géographie, avec un à-propos qui ne lui fait jamais défaut, a insisté sur l'intérêt de la conférence de M. Closel et l'a remercié du plaisir qu'il nous avait causé.

Je vous parlerai encore d'une troisième communication de la section de Géographie sur les *Écoles indigènes d'Algérie*, faite par M. RAIMBAUT, professeur à la Sorbonne et président d'honneur de la section de Géographie. Malgré l'intérêt et l'abondance des détails qu'elle renferme, je dois me borner à vous dire quelques mots de cette véritable conférence, qui sort un peu du cadre que je me suis tracé. M. Raimbaud nous a montré ce qu'étaient les écoles indigènes en 1887, ce qu'elles sont devenues en 1893 et quel est l'avenir qui leur est réservé. Elles varient suivant les régions où elles sont établies, dans le Nord, sur les hauts plateaux et dans le Sahara, suivant que la race est plus ou moins mêlée de sang soudanien ou arabe, suivant les idées religieuses, suivant les mœurs, les coutumes; et, dans l'organisation des études, il faut tenir compte nécessairement de ces influences multiples. M. Raimbaud décrit de la manière la plus pittoresque les écoles nomades qui suivent à dos de chameau les déplacements de la tribu, emportant les cahiers, les nattes, les tableaux, la tente qui se roule et se démonte et tous les accessoires nécessaires, sans oublier l'instituteur. Les écoles de filles sont beaucoup moins suivies. Les musulmans y tiennent peu; les jeunes filles qui assistent aux cours désertent vers 9 ou 10 ans pour se préparer au mariage.

Dans la section d'Astronomie, M. JANSSEN nous a mis au courant des travaux concernant l'observatoire établi, sous sa direction, au sommet du Mont-Blanc. Les observations faites par M. Janssen à de grandes élévations, en 1864 au sommet du Faulhorn, trois ans plus tard au sommet de l'Etna, puis sur les monts Himalaya, et enfin au Mont-Blanc, en 1881 et 1890, lui ont donné l'idée de faire construire, sur le glacier qui couvre le sommet du Mont-Blanc, un observatoire permettant d'y poursuivre d'une manière

permanente des observations qui, bien que faites jusqu'ici dans de rapides excursions, avaient amené cependant des résultats scientifiques considérables pour l'Astronomie et d'autres sciences physiques. M. Janssen indique à la section ce que sera ce curieux établissement, dont les fondations reposeront, non pas sur la roche, mais sur la neige durcie qui constitue le glacier ; il annonce qu'il a été construit de toutes pièces à Paris et a été agencé de manière à former un tout parfaitement rigide. Les matériaux sont rendus presque tous, dit-il, aux Rochers-Rouges. Ils vont être transportés au sommet même du Mont-Blanc, à l'aide de treuils imaginés par M. Janssen et pouvant prendre leur point d'appui sur la neige elle-même. Suivant toutes probabilités, l'Observatoire sera sur place avant l'hiver.

Les prévisions de M. Janssen se sont réalisées : les comptes-rendus de l'Institut, les journaux scientifiques ont annoncé, il y a plus de deux mois, que l'observatoire du Mont-Blanc était installé, sauf quelques aménagements intérieurs.

Dans la section d'Anthropologie, je mentionnerai une communication de M. A. GIRARDOT sur la grotte d'Arlay (Jura), appartenant à l'époque magdalénienne. Cette grotte s'ouvre dans un petit massif calcaire, à 2 kilomètres de la plaine bressane, non loin d'Arlay, à l'altitude de 220 mètres environ et à très peu de distance de la rivière la Seille. La grotte d'Arlay a été mise à découvert par suite de l'exploitation d'une carrière. A la suite d'une première chambre garnie de stalactiques, s'étend un long couloir qui a été déblayé en partie : sous 1^m 50 d'alluvions argileuses, on a rencontré une couche fort irrégulière, atteignant parfois 0^m 80 d'épaisseur, placée entre deux planchers stalagmitiques ; elle contient un grand nombre de pointes de silex et des ossements fragmentés de mammifères, des portions de bois de cervidés, des débris de défense de mammoth, des pierres qui paraissent calcinées et quelques charbons, de rares percuteurs de quartz, etc., des aiguilles en os, de longues pointes probablement en bois de renne, qui portent la plupart soit de simples encoches, soit des traits plus compliqués, et dont l'une offre le dessin fort net d'un poisson de 75 millimètres de longueur. Tous les objets signalés par M. Girardot sont d'un grand intérêt, car ils démontrent, ce qu'on ne savait pas encore, qu'il a existé, dans le Jura, une population contemporaine de celle qui a habité les grottes du Périgord et du midi de la France, douée d'un sens artistique et habituée comme elle à travailler et à orner les os dont elle se servait. Suivant M. de Mortillet fils, les très petits silex qu'on rencontre en abondance dans la grotte

d'Arlay devaient servir à polir et à graver les instruments en os. La section remercie M. Girardot de cette communication et l'engage à pratiquer de nouvelles fouilles dans cette grotte, dont une grande partie reste encore à explorer. Une subvention sera certainement accordée à M. Girardot, s'il en adresse la demande à l'Association.

Deux grandes conférences ont eu lieu à Besançon, dans la salle du théâtre, pendant la durée du Congrès. La première, faite par M. Durier, vice-président du Club alpin français, avait pour sujet le Jura et sa formation. Le succès a été pour le conférencier le même qu'il avait été à Pau pour M. Trutat, lorsqu'il nous a fait connaître l'origine et la formation des Pyrénées. M. Durier esquisse d'abord à larges traits la configuration du Jura : sa forme générale est celle d'un croissant dont la convexité serait tournée vers les Alpes. Composés exclusivement de couches calcaires ou calcaréo-marneuses, sans aucune roche éruptive ou métamorphique, les terrains qui constituent le Jura ont été déposés par les eaux et offrent, par cela même, lorsqu'on les envisage dans leur ensemble, une physionomie particulière. C'est une succession de chaînes allignées parallèlement, traversées çà et là par des *cluses* ou défilés transversaux, s'élevant d'une zone à l'autre jusqu'au versant suisse où les crêtes des montagnes atteignent la plus grande hauteur. Cet exhaussement constant des zones, auxquelles on a donné le nom de *Marches du Jura*, ainsi que le parallélisme des crêtes ont permis d'établir qu'il n'existait pas dans le Jura d'axe orographique proprement dit. C'est un plateau ridé, disloqué, plissé par suite des resserrements qui ont été produits sur ses bords par des roches plus anciennes et plus résistantes. Au nord, c'est la chaîne des Vosges, avec ses terrains cristallins et ses roches éruptives ; à l'ouest, c'est le massif du Morvan, avec ses granits et ses porphyres ; à l'est, ce sont les Alpes. M. Durier explique parfaitement comment le Jura calcaire s'est trouvé pris et refoulé entre ces roches plus anciennement consolidées. Il décrit ensuite le système orographique du Jura et nous montre les caractères qui distinguent le régime de ses eaux. Ce ne sont point, comme dans les Alpes, des torrents écumeux, des eaux troubles, grisâtres, chargées de limon et de roches triturées, s'échappant en cascade de la base des glaciers. Les rivières du Jura naissent au pied de grands escarpements calcaires ; les eaux sont claires, limpides, souvent très abondantes dès leur origine. M. Durier décrit avec un grand charme les paysages si frais et si pittoresques du Jura et déroule sous nos yeux, grâce aux projections de M. Molteni, une succession de sites vraiment ravissants.

Dans la seconde conférence, M. JANET, professeur à la Faculté des sciences de Grenoble, a fait connaître les applications les plus récentes de l'électricité à l'industrie. Là encore, les projections de M. Molteni sont venues, en s'adressant aux yeux, nous faire comprendre plus facilement les explications, cependant très claires, de M. Janet. La transmission de la force par l'électricité nous a surtout vivement intéressés. Les chutes d'eau de nos montagnes, nous a dit M. Janet, représentent plus de 10 millions de chevaux-vapeur hydrauliques, c'est-à-dire trois fois la puissance du Niagara. Pour tirer partie de cette force qui réside dans les montagnes, où l'industrie ne peut établir ses usines, il suffit d'installer près d'une chute d'eau une machine dynamo-électrique que l'eau met en mouvement. Le courant électrique glisse le long d'un fil de cuivre et la force peut être transmise à 100 kilomètres ; là, le fil plonge dans une autre machine et reprend une force nouvelle qui peut se transmettre à 100 autres kilomètres. Dans mes précédents rapports, j'ai eu déjà plus d'une fois l'occasion de vous parler de ces transmissions de force par l'électricité installées depuis longtemps en Suisse et sur certains points de la France. M. Janet cite, dans le Dauphiné, un grand nombre d'usines mues par des forces ainsi communiquées. Une des applications les plus répandues de la transmission électrique concerne les véhicules et en particulier les tramways. Les États-Unis surtout sont le pays de la traction électrique. En janvier 1893, plus de 7,000 kilomètres, comprenant 500 lignes et 9,000 véhicules étaient en pleine exploitation. Dans l'industrie privée, la traction électrique rend de précieux services, en mettant en marche de petits chemins de fer à voie étroite. M. Janet, à ce sujet, cite un exemple curieux d'une double application de l'électricité. A Voreppe, la force motrice hydraulique sert dans la journée à activer une locomotive électrique qui va de la gare aux fours à ciment, et le soir elle éclaire le village.

Le conférencier énumère ensuite plusieurs applications chimiques de l'électricité, pour épurer le cuivre, si utile à la fabrication des fils électriques, pour obtenir l'aluminium à bon marché, pour produire des composés décolorants qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans l'industrie. Il nous montre l'électricité comme source d'une lumière incomparable et d'une chaleur pouvant s'élever à 3,000 degrés. A cette température formidable, les métaux les plus réfractaires fondent comme du beurre. C'est ainsi qu'on arrive à la soudure des métaux sur eux-mêmes, sans métal intermédiaire. En terminant, M. Janet rappelle les belles expériences de M. Moissan, qui est arrivé à faire cristalliser le carbone, c'est-à-dire à produire du diamant artificiel.

Sc. nat.

7

J'ai assisté à deux excursions très suivies comme toujours : la première avait pour but la visite de Salins et de la source du Lison. Le 6 août, à 7 heures, plus de 200 excursionnistes prennent place dans un train spécial. A 8 heures, on arrive à Salins ; des voitures nous attendent à la gare et on part de suite pour Nansous-Sainte-Anne. Nous traversons dans toute sa longueur la ville de Salins, qui doit son nom aux sources d'eau salée qui s'échappent des marnes irrisées occupant le fond de la vallée. Au sortir de la petite ville, nous voyons se profiler le mont Poupet, dont la coupe a été donnée par le regretté géologue Georges Boyer. Les flancs de la vallée que nous suivons, couverts de vignes, appartiennent au lias. Au-dessus s'élèvent les abruptes de l'oolite inférieure, qui constituent, à l'ouest comme à l'est de Salins, les sommets du fort Saint-André et du fort Belin. Bientôt on distingue en avant, du côté du hameau de Bligny, la Roche-Pourrie qui, de loin, attire l'attention par sa teinte ocreuse et les deux bandes rouge-brun qui la traversent ; localité classique en géologie et qui fut l'objet d'un tableau peint par Courbet à l'intention de Jules Marcou, le célèbre géologue de Salins. On s'élève ensuite, par de nombreux circuits ; après une montée de 4 kilomètres, on se trouve sur un plateau. Nous traversons un vaste entrepôt de longues pièces de sapin déposées près de la route, en attendant que les voitures les transportent dans les gares les plus voisines. En cet endroit et sur tout le plateau, la campagne est aride et désolée ; le sol, essentiellement calcaire, appartient à la grande oolite (étage bathonien) et n'est recouvert que d'une faible couche de terre. La sombre verdure des forêts de sapins qui bordent l'horizon contraste avec l'aspect grisâtre du sol. En descendant, nous laissons derrière nous les sommets du Mont-Mahon, dont l'altitude est de 800 mètres, et bientôt on atteint le pont du Diable, jeté hardiment sur l'extrémité d'un ravin étroit, profond, creusé au milieu des rochers escarpés et dénudés de l'étage bathonien. Le ravin est presque à sec et beaucoup moins pittoresque que lorsqu'il est animé par des eaux tumultueuses qui s'épanchent ensuite dans la vallée.

Tout près de là, suivant M. Girardot, est un affleurement de l'étage callovien, puis on rencontre les beaux gisements du Crouzet, si riche en ammonites pyriteuses, d'espèces variées. Malheureusement le temps manque pour visiter cette intéressante localité ; les géologues, du reste, sont peu nombreux parmi nos excursionnistes. Nos voitures remontent au Crouzet, la vue s'étend sur le rocher Sainte-Anne, que couronnent les ruines d'une ancienne forteresse du ^{xvii}^e siècle. Puis la descente recom-

mence à travers de magnifiques forêts de hêtres et de sapins que percent çà et là de grisâtres roches. Par de nombreux et hardis lacets, nous longeons la vallée de Nans qu'on entrevoit à chaque pas, à travers de rapides échappées.

Partout, c'est une succession de paysages, assurément les plus beaux du Jura. A droite et à gauche dominant les hauteurs de Sainte-Anne, de Montricharde et de Montmahoux. Nous arrivons enfin à Nans-sous-Sainte-Anne, où nous attend un excellent déjeuner, que nous avons bien gagné depuis notre départ de Besançon.

Après le déjeuner, nous remontons à pied et par groupes cette belle vallée de Nans, pour en visiter de près les sites les plus curieux, que nous n'avions fait qu'entrevoir dans notre rapide descente. Le chemin que nous suivons au fond de la vallée est ravissant : Nous nous arrêtons d'abord à la source du Vernon, qui descend sans bruit d'une étroite caverne, glisse sur le rocher, forme une légère cascade et s'écoule à travers des rochers amoncelés. Nous apercevons la grotte *Sarrazine*, qu'on reconnaît à sa haute ouverture émergeant de la verdure qui en cache une partie de la base. Plus loin, un étroit sentier conduit à l'ouverture de la grotte d'où s'échappe le Lison qu'on voit sortir en nappe puissante des entrailles même du rocher, formant une cascade de 13 mètres de hauteur. Mais c'est surtout de face, dans un pré voisin, que la chute se développe dans toute sa beauté. De là, en cinq minutes, un petit sentier sous bois et d'une fraîcheur délicieuse conduit près de l'abîme désigné sous le nom de Puits-Billiard. D'un rocher vertical et très élevé tombe un filet d'eau qui forme à la base un petit bassin se déversant dans une sorte de puits d'une grande profondeur.

Ces charmantes promenades avaient duré plusieurs heures ; le moment du départ était arrivé. De retour à Nans, nous reprenons nos voitures et revenons à Salins par une route différente, en contournant le mont Poupet et en traversant de nouveau les divers étages du terrain jurassique. Arrivés de bonne heure à Salins, nous avons tout le temps de visiter la ville, l'établissement de bains, le petit musée, la bibliothèque et deux vieilles églises : Saint-Maurice, remarquable par un ancien vitrail, et Saint-Anatole, fondée au *xⁱ* siècle, mais restaurée à plusieurs reprises et présentant un singulier mélange des styles roman et gothique. Nous dinons à Salins, à l'établissement de bains, et à 11 heures nous étions de retour à Besançon, après une journée fatigante, mais bien remplie.

- La seconde excursion n'a pas été moins bien réussie : notre but était de visiter les villes de Montbéliard et de Belfort. Cette fois

encore, à 6 heures 1/2, le train spécial emmenait de Besançon 200 excursionnistes. Après un arrêt de 15 minutes à Montbéliard, où nous devons revenir, on arrive à 9 heures à Audincourt. De la gare, un chemin de fer privé nous conduit aux usines considérables de fer fabriqué, de la compagnie Peugeot, que nous devons visiter. On se divise par escouades de vingt et, sous la direction des contremaitres, nous parcourons une succession d'immenses ateliers, tous en pleine activité. Malgré la chaleur intense que dégage partout le fer rouge ou en fusion, nous suivons avec un vif intérêt tous les détails de la fabrication : Sous l'impulsion de la vapeur, au contact de la chaleur qui les rend malléables et sous les coups du marteau qui les frappe, nous voyons le fer et l'acier prendre peu à peu la forme de tous les outils les plus simples ou les plus compliqués, de tous les instruments les plus délicats ; nous les voyons passer par des centaines de mains qui les perfectionnent, les polissent, les complètent jusqu'à ce qu'ils arrivent à la salle où on les enveloppe, les emballe et les expédie dans le monde entier. C'est par quantités innombrables que certains objets sont fabriqués. Dans un atelier où des moulins à café d'un modèle très simple se trouvaient réunis en très grande quantité ; le chef d'atelier me dit qu'on en fabriquait ainsi trente-huit mille par mois, et depuis plusieurs années. Des ateliers spéciaux sont consacrés aux voitures, d'autres aux bicyclettes. Un fait m'étonne. Dans certains ateliers, on ne travaille que le fer en fusion ; la chaleur est vraiment torride. Tous les ouvriers, cependant, sont forts, vigoureux et paraissent bien portants. Un lunch nous est gracieusement offert par le directeur de l'usine, puis nous retournons à Montbéliard. Après avoir visité la ville, le musée, intéressant au point de vue géologique et paléontologique, nous déjeunons et notre train spécial nous emmène à Belfort, où nous arrivons à 2 heures.

Les membres de la section de Géologie, réunis à ceux de la section d'Anthropologie, avaient organisé une excursion aux grottes de Cravanches, situées à 3 kilomètres environ de Belfort : une vingtaine de membres s'étaient fait inscrire pour cette excursion ; des voitures nous attendent à la gare ; on s'y installe et nous voici bientôt arrivés à la carrière qui précède la grotte. Ce sont les ouvriers qui, dans ces dernières années, en faisant jouer la mine, ont mis à découvert la première salle de la grotte ; elle présentait à la surface du sol plusieurs squelettes et douze crânes bien conservés, presque complets, ainsi que des silex, des instruments en os et en pierre qui ont été déposés au musée de Belfort, où nous les retrouverons au retour de notre excursion. Cette salle,

véritable station funéraire, forme l'entrée actuelle, et c'est par là que nous pénétrons dans la grotte, éclairés par des torches. Nous parcourons cette première salle ; le sol est humide et glissant, mais quelques travaux ont été pratiqués par les soins du Club alpin vosgien ; des marches ont été taillées dans les stalagmites ; une balustrade a été posée et nous pouvons pénétrer à une assez grande distance dans l'intérieur. Nous visitons un point intéressant où les premiers explorateurs de la caverne, notamment M. Voulot, le savant conservateur du musée d'Épinal, avaient cru voir un dolmen. Sans doute, les pierres qui le constituaient n'ont pas conservé leur place, car aucun de nous ne peut reconnaître les traces d'un ancien monument celtique. Nous remarquons, çà et là, les vestiges de brèches osseuses probablement avec ossements humains, sans qu'il soit possible de les déterminer. Quelques-uns d'entre nous, plus jeunes et plus intrépides, s'aventurent plus avant dans la caverne, du côté où est présumée l'entrée primitive de la grotte, mais ils reviennent sans arriver à un résultat certain. La pierre exploitée dans la carrière qui précède la grotte, ne nous a offert aucun fossile. M. Bleicher, qui était avec nous et connaît parfaitement les terrains de la région, n'hésite pas à les rapporter à la Grande oolite.

De retour à Belfort, notre première visite est pour le musée, et c'est avec un vif intérêt que nous examinons tous les objets recueillis dans la grotte de Cravanges. Les crânes frappent l'attention des anthropologistes. M. Salmon, qui en a fait une étude toute particulière, les considère comme dolicocéphales, sans que, cependant, ce caractère soit très prononcé. Les silex taillés, les os travaillés sont curieux et donnent l'âge de cette caverne, qui paraît appartenir à l'époque néolithique. Nous remarquons surtout deux bracelets aplatis et très larges, de couleur verdâtre, en ophite et d'un caractère tout à fait particulier.

Quelques heures nous restaient encore avant le banquet du soir. Nous en avons profité pour visiter la ville, si pleine de tristes souvenirs : le *Gloria victis*, de Mercier ; le Lion en pierre de Bartholdi, placé à la base de la citadelle. De la terrasse qui s'étend au-dessous du lion, on découvre une vue très étendue : au nord, s'élèvent les Vosges ; à l'est, au loin, la forêt Noire ; au sud, le Jura ; et au-dessus, lorsque le temps est clair, les cimes blanches des Alpes. Que de souvenirs se pressent dans notre esprit, quand on examine les alentours de Belfort et qu'on se rappelle les événements dont ils ont été le théâtre ! La nuit commençait à venir quand nous quitions la terrasse, emportant pour longtemps l'image du lion de Bartholdi, à l'attitude si calme et si

fière. Après un banquet de trois cents couverts parfaitement organisé par le Club alpin vosgien et son aimable président, M. Fournier, nous reprenons notre train spécial, qui nous ramène à 11 heures à Besançon.

Pendant les sept jours qu'a duré le Congrès, notre temps a été bien rempli par les travaux des sections, les excursions, les conférences, les visites industrielles. J'ai pu, cependant, à deux reprises différentes, voir en détail la collection paléontologique du Muséum d'histoire naturelle, accompagné du conservateur, M. Chudeau, chargé de cours à la Faculté des sciences. Cette collection est très riche ; je connaissais depuis longtemps les oursins recueillis en grande partie par Coquand, à l'époque où il était professeur de géologie à la Faculté de Besançon. Je visitai aussi le musée des tableaux, les collections d'archéologie, de faïences anciennes, et aussi une Exposition de tableaux modernes dans le genre de celle que nous venions d'avoir à Auxerre, mais certainement beaucoup moins belle. Je ne dois pas oublier non plus une Exposition d'horlogerie, correspondant au centenaire de l'introduction de cette industrie à Besançon, exposition curieuse et parfaitement installée dans les jardins qui bordent le Doubs.

J'eus l'occasion d'aller plusieurs fois au Casino des bains Salins récemment ouverts et dont la vogue est déjà grande. J'ai passé dans les jardins, en compagnie de quelques-uns de mes collègues, quelques soirées agréables.

Un souvenir triste se mêlait à toutes ces distractions. Je me rappelais qu'un de mes bons amis d'Auxerre, Frédéric Rétif, si vite enlevé à ses amis, avait longtemps habité Besançon, où il a laissé les meilleurs souvenirs, et je me disais combien il aurait été heureux d'y revenir avec moi à l'occasion du Congrès.

Plus de trois semaines me séparaient encore de la réunion de la *Société helvétique des Sciences naturelles*, à Lausanne, qui s'ouvrait, le 3 septembre ; j'en profitai pour revoir les principales villes de la région et étudier leurs musées ; mais il n'entre pas dans le cadre de ce compte-rendu, déjà long, de vous faire part de mes notes de voyage. Vers la fin du mois, j'arrivai chez mon cher ami, notre collègue, M. P. de Loriol. Après avoir passé au Chalet du Bois quelques jours, assurément les plus agréables de tout mon voyage, je me rendis avec lui à la réunion de Lausanne.

II

J'ai déjà eu souvent l'occasion, dans mes comptes-rendus, de vous parler des réunions de la *Société helvétique des Sciences naturelles*. Depuis de longues années, je fais partie de cette association scientifique et c'est toujours avec un grand bonheur que j'assiste à ses réunions annuelles. Parmi les savants suisses, je compte de très nombreux amis, et je ne reviens jamais de ces Congrès sans être charmé de tout ce que j'ai vu et entendu.

La Société helvétique des Sciences naturelles, qui compte soixante-quinze années d'existence, se réunissait pour la cinquième fois à Lausanne. L'importance de la ville, sa situation sur les bords du lac Léman, sa proximité du centre essentiellement scientifique de Genève, l'intérêt des questions inscrites au programme, l'appel adressé aux naturalistes par la Société Vaudoise des sciences naturelles devait nécessairement attirer à Lausanne un grand nombre de savants suisses et étrangers. Dès la veille, l'affluence était considérable, et, dans la soirée, la réunion *familière* du Tivoli comptait plus de cent cinquante membres. Une collation était offerte par la Société vaudoise, et son président, le professeur Dufour, nous a souhaité la bienvenue en termes chaleureux. Quel charme dans ces réunions intimes qui, à chaque congrès, précèdent toujours le commencement des travaux ! On se retrouve, on se serre la main, on échange de premières idées. C'était pour moi un vrai plaisir de revoir tant de vieilles et bonnes connaissances : M. Renevier, l'éminent géologue, président général de la session ; M. Lang de Soleure ; M. Jacard, dont les collections sont aujourd'hui au musée de Neuchâtel ; M. Studer, le zoologiste de Berne ; M. Forel, de Genève, que j'avais rencontré quelques semaines auparavant, au Congrès de Besançon, et beaucoup d'autres. Le temps passe vite en causeries, et la soirée était déjà avancée, lorsque M. de Loriol et moi nous regagnons notre hôtel.

Le lendemain, à 9 heures, la première séance a lieu dans la salle du grand Conseil, ornée de fleurs, de drapeaux, tapissée de cartes et de profils géologiques. M. le professeur Renevier ouvre la session par un discours géologique sur les *Préalpes* de la Savoie, sur ces montagnes situées entre la plaine et les grandes Alpes. Pendant plus de douze années, M. Renevier a étudié ces montagnes dont l'âge et la structure sont si difficiles à reconnaître, et qui ont été l'objet d'opinions contradictoires ; il est arrivé à jeter

une vive lumière sur l'ensemble des phénomènes géologiques. Si quelques points restent encore obscurs, les grandes lignes sont maintenant évidentes. M. Renevier nous donne la clef de bien des difficultés stratigraphiques qui paraissaient insurmontables; il nous fait voir quels renversements, quels plissements anticlinaux vraiment extraordinaires la plupart de ces couches ont subis. Il proclame hautement la grande part que le Dr Maurice Lugeon, son assistant, a prise dans ce travail, en s'occupant tout particulièrement de la région de la *Brèche*, la plus difficile, la plus escarpée, souvent même périlleuse. En 1864, M. A. Fabre, le savant géologue de Genève, avait fait paraître la première carte géologique de la Savoie. Tout en rendant hommage à la valeur du travail publié à cette époque par M. Fabre, il suffira d'y jeter un coup d'œil pour comprendre l'importance des modifications que les observations de M. Renevier y ont apportées.

C'est dans cette même séance, que M. Raoul Pictet nous a fait, sur *la vie et la mort*, une conférence qui a été le clou de la session. La grande salle du parlement, au moment où il prend la parole, est remplie ainsi que les tribunes. Beaucoup de dames aux fraîches toilettes se remarquent dans l'auditoire. Le but de M. Pictet est de démontrer l'influence des basses températures sur les phénomènes vitaux. Il indique tout d'abord les procédés qu'il a employés : dans un puits frigorifique, sorte de tube en métal de trois mètres de haut et aux parois uniformes, la température est portée par rayonnement à quatre-vingt-quinze degrés au-dessous de zéro. M. Pictet y plonge un chien bien portant et qui vient de faire un copieux repas. Il s'agit de savoir comment la nature se défendra, comment la vie résistera au froid qui va l'envahir; il se passe un véritable drame et le conférencier nous en raconte toutes les péripéties. Les premiers phénomènes sont curieux à noter: la respiration devient immédiatement plus rapide, la circulation plus active, la combustion pulmonaire plus vive. Chose remarquable, dans la première minute, la température de l'animal s'élève. On dirait que la nature s'apprête à lutter contre le froid par un accroissement de chaleur, le chien accepte un morceau de pain qu'il refusait avant d'entrer dans le puits; mais le froid persiste et la lutte devient de plus en plus difficile; le froid gagne les extrémités que la chaleur abandonne, et toute circulation y cesse bientôt. La vie de l'animal se réfugie alors au centre; elle y persiste quelque temps encore. La lutte a duré plus d'une heure et demie: la chaleur a baissé de 38 degrés à 36 et demi, encore quelques minutes, et la température descend à 32 degrés, puis subitement à 28 degrés et alors tout est fini. A

30 degrés, il est impossible déjà de ramener l'animal à la vie, les extrémités sont gelées, mortes. On peut donc fixer, dit M. Pictet, à 28 ou 30 degrés la limite de température où, chez les mammifères, cesse la vie.

L'orateur expose ensuite l'influence d'un froid excessif sur un des membres du corps humain. M. Pictet, comme il n'hésite jamais à le faire, a tenté sur lui-même les plus douloureuses expériences. Il a plongé son bras nu dans le puits frigorifique et l'a soumis à des températures très basses. Pendant la première période, M. Pictet n'éprouvait que la souffrance particulière causée par une sensation de grand froid; il semblerait que le froid part de la moëlle des os pour aboutir à la peau. Au bout de cinq à dix minutes, la douleur devient absolument intolérable, extraordinaire; rien ne peut en donner une idée et l'expérience doit cesser. La douleur est suivie d'un sentiment de vive chaleur. Cette réaction, qui n'est autre que le combat intérieur de la nature contre le froid, est déjà utilisée en médecine, et on emploie avec succès contre certaines souffrances des bâtons d'acide carbonique solidifié.

Les brûlures produites par les froids énormes que M. Pictet a produits un des premiers, sont non seulement très douloureuses, mais très graves, beaucoup plus graves que les blessures causées par la chaleur et plus longues à guérir. M. Pictet nous fait part d'expériences qu'il a faites sur des poissons; il en a congelé une trentaine dans un bloc de glace dont la température était abaissée jusqu'à -15 degrés. Les poissons étaient si bien gelés qu'on pouvait les casser, les émietter avec la main, comme la glace elle-même. Laissés ainsi gelés pendant plus d'une heure, les poissons, lorsque la glace était fondue, se mettaient aussitôt à nager. Jusqu'à -15 degrés, aucun poisson n'a péri, mais au-dessous de cette température, les morts ont été nombreux. Les grenouilles, la providence des physiologistes, car ces animaux sont abondants et font preuve d'une force de résistance étonnante, supportent -28 à -35 degrés. Les escargots résistent très bien à -110 et -120 , lorsqu'ils sont fermés. M. Pictet a fait aussi sur les œufs des séries d'expériences très curieuses, d'une utilité pratique incontestable. Les œufs d'oiseau, pris dans le nid, au printemps, en plein air, sitôt après la ponte, supportent -2 degrés. Avec les œufs de grenouilles on peut descendre jusqu'à -60° et obtenir ensuite des têtards; à -90 ils sont détruits. Pour les œufs de fourmis, on ne saurait descendre au-dessous de 0 et même il faut s'arrêter à $+5^{\circ}$. Les œufs de vers à soie supportent un froid de -40 degrés. Là encore les expériences de M. Pictet ont rendu

de grands services. Il arrive quelquefois, quand la végétation est en retard, que les œufs de vers à soie éclosent avant que les mûriers aient poussé leurs feuilles. Les sériciculteurs sont alors dans de terribles embarras. M. Pictet les a tirés de peine en construisant des appareils où la température est maintenue uniformément à 0 ; on y place les œufs qui n'éclosent qu'au moment où on le désire, et de plus, cette basse température a le privilège de détruire certains parasites qui empêcheraient plus tard les vers d'arriver à leur croissance. On a donc double avantage à placer les œufs dans un appareil qui, sans leur nuire en rien, retarde leur éclosion jusqu'à l'époque favorable.

M. Pictet a fait aussi des expériences sur les microbes, mais ils résistent aux températures les plus basses. En les soumettant à — 213°, en les emprisonnant dans de l'air solidifié, on n'a pas réussi à en faire périr un seul ; cela tient vraiment du prodige. M. Pictet, qui est spiritualiste, a terminé par une éloquente péroraison sur l'essence même de la vie.

Cette conférence a eu un très grand succès. Non seulement les faits exposés par l'éminent physicien, étaient d'un grand intérêt scientifique et plusieurs d'entre eux tout à fait nouveaux, mais il les a présentés avec un talent de premier ordre. Chacun, pendant plus d'une heure, est resté sous le charme de cette parole claire, élégante, sympathique à tous !

Le même jour, dans la même salle, et en présence d'un public aussi nombreux, a eu lieu, dans l'après-midi, une seconde conférence par le docteur Marc DUFOUR, médecin à Lausanne, sur la *physiologie des aveugles*. Le docteur Dufour est un spécialiste des plus renommés, et qu'on vient consulter de fort loin pour les maladies des yeux. Sa grande réputation rendait sa conférence d'autant plus attrayante. Les aveugles sont ses amis, et il nous en parle avec une émotion qui se communique à tous. Il se plaît à faire ressortir la finesse de perception acquise par certains de leurs organes ; en raison précisément de l'absence de celui dont ils sont privés, il s'établit une sorte d'équilibre entre nos diverses fonctions. Aussi, chez les aveugles, cette perception de certains organes atteint-elle parfois un degré bien surprenant. Un aveugle reconnaîtra à distance la présence d'un objet placé devant lui, une colonne de réverbère, une voiture arrêtée ; il reconnaîtra l'ouverture d'une porte ou d'une rue latérale. C'est l'ouïe, dit le docteur Dufour, qui donne à l'aveugle cette connaissance de la nature topographique des lieux. Les aveugles possèdent un don spécial pour apprécier les sons et leur direction, et saisir des nuances qui nous échappent d'ordinaire. La voix humaine est également pour

l'aveugle une source de renseignements précieux : au son de la voix il dira si une personne est agréable de figure, si elle est jeune ou vieille ; il signalera les traits de son caractère et la reconnaîtra, après de longues années d'absence, avec autant de certitude que nous le ferions par l'aspect de son visage. L'odorat vient aussi dans une large mesure suppléer à la perte de la vue ; il est beaucoup plus subtil chez un aveugle et lui révèle la présence et la nature de bien des objets qui, dans la circonstance, échapperaient à la vue. L'aveugle, dit M. Dufour, distingue par l'odeur le papier anglais du papier suisse, un objet ayant séjourné dans un magasin, dans une Exposition, d'un objet de même nature placé depuis longtemps à l'air. Le toucher, et c'est là assurément un fait que chacun a été à même d'apprécier, est beaucoup plus perfectionné chez les aveugles que chez les personnes jouissant de la vue. Assurément beaucoup des détails que nous donne le docteur Dufour sont connus, mais il sait les grouper avec tant d'art, il nous les présente avec tant d'esprit, sa parole est si agréable à entendre et parfois si pleine d'émotion, que la salle, à chaque instant, l'interrompt par ses applaudissements. Quels que soient les avantages que présentent certains de leurs organes par leur développement et leur perfectionnement, dit en terminant le docteur Dufour, la lutte pour la vie est âpre et dure à l'aveugle ; il l'aborde avec une arme de moins, et il a droit ainsi à notre plus affectueux intérêt !

Entre ces deux remarquables conférences, une pêche à grande profondeur avait été organisée dans le lac de Genève, par le groupe des Zoologistes. Rendez-vous avait été pris, pour une heure après-midi, à Ouchy. Un petit bateau à vapeur pouvant contenir vingt ou vingt-cinq excursionnistes nous attend sur le rivage. Quelle délicieuse promenade ! Le temps est superbe ; le lac est tranquille et uni comme un miroir, ses eaux sont bleues et transparentes. Une barquette de pêche, montée par les plus intrépides, nous accompagne. Le but était de ramener la vase du fond et les animaux minuscules qu'elle renferme. On traîne successivement la drague à trente mètres, à cinquante mètres, à soixante-dix et à cent. Tamisé dans un crible très fin et placé dans des bouteilles de verre, le résultat de chaque dragage est mis successivement sous nos yeux et nous donne une idée de la faune microscopique qui pullule au fond du lac. Cette faune varie nécessairement suivant la profondeur de l'eau, suivant la proximité plus ou moins grande du rivage. Après une promenade de près de deux heures, nous revenons à Ouchy. On s'arrête dans un des hôtels du rivage où un lunch a été pré-

paré. De puissants microscopes, apportés par les zoologistes de Lausanne, nous ont permis d'examiner, vivants encore, quelques-uns des animaux microscopiques que nous venions de récolter dans les eaux profondes du lac; diatomées, briozoaires, vers, crustacés, petits mollusques, etc. Les vers surtout abondent et se reconnaissent à leur forme grêle, à leur couleur rouge; ils jouent dans les boues du lac le même rôle que les vers de terre, et sont chargés d'épurer et de tamiser la vase au milieu de laquelle ils vivent.

Parmi les communications faites dans les séances de section, je citerai celle de M. Maurice Lugeon sur la géologie de la *Brèche* du Chablais. Déjà M. Renevier nous avait exposé la veille, dans son discours d'ouverture, l'ensemble des phénomènes géologiques de cette même région. M. Lugeon est entré dans les détails; il nous a montré les coupes compliquées qu'il avait relevées; il nous a fait toucher du doigt pour ainsi dire les phénomènes étranges de plissement et de renversement qui ont donné à ces couches la configuration qu'elles présentent aujourd'hui. Une discussion s'est engagée entre MM. Renevier, Schardt, Hiem, Gollier, sur les faits observés par M. Lugeon, mais les explications que ce dernier a fournies ont été si précises que tous sont demeurés d'accord pour les admettre.

M. DELEBECQUE, ingénieur des ponts et chaussées, en son nom et au nom de M. l'ingénieur Duparc, nous a fait part de ses nouvelles observations sur le glacier de la *Tête Rousse*, qui provoqua la terrible catastrophe de Saint-Gervais, dont le souvenir est encore présent à vos esprits. Chargé par le ministre des travaux publics d'explorer de nouveau ce glacier, MM. Delebecque et Duparc, se sont rendus sur les lieux, accompagnés de M. Guillaume Favre, le petit-fils de l'illustre correspondant de l'Institut, Alphonse Favre, de Genève, et de plusieurs guides experts. Le glacier ne paraît pas avoir sensiblement avancé; le trou béant qui existait l'année dernière et qui mesurait 40 mètres de largeur sur 20 mètres de hauteur, n'existe plus et se réduit à une simple ouverture de un mètre environ, dans laquelle il est impossible de pénétrer; de ce côté, le glacier s'est évidemment transformé. La cavité supérieure a beaucoup moins changé, cependant des modifications se sont produites; la profondeur de la cavité a diminué par suite de la neige tombée pendant l'hiver; des fissures se sont formées qui n'existaient pas lors des premières explorations, tout accuse un tassement général. Cependant, même en admettant que la la cavité supérieure vienne à se remplir complètement et à disparaître, d'après la configuration du glacier il pourrait s'en former

d'autres. Aussi la conclusion des ingénieurs est-elle que de toute façon la vallée de Montjoie est exposée, dans un avenir peut-être prochain, peut-être plus éloigné, à une catastrophe semblable à celle du 10 juillet 1892. Aucun travail préventif ne paraît possible; une surveillance assidue et, au besoin, une évacuation de la vallée sont les seuls remèdes.

M. le professeur Piccard entretient l'assemblée des expériences qu'il vient de faire dans les entonnoirs de Bonport, au lac des Brenets. On supposait depuis longtemps que l'eau du lac qui s'engouffrait dans les entonnoirs formait les sources de l'Orbe, si abondantes à leur origine, à quelques kilomètres de Vallorbes, dans un ravissant paysage. Cette hypothèse n'avait jamais été confirmée par l'expérience. En décembre 1892, MM. Forel et Gollier tentèrent de la réaliser, en jetant dans les entonnoirs de Bonport une solution colorante d'anniline, mais ils attendirent vainement pendant quatre heures que l'eau sortit colorée aux sources de l'Orbe. Le résultat négatif provenait sans doute de ce que la substance employée, avait été décomposée dans un terrain aussi calcaire que celui du Jura. M. Piccard vient, il y a quelques jours, de répéter l'expérience, en employant cette fois une solution de fluorescéine, dont le pouvoir colorant vert est très considérable. C'est seulement après cinquante heures que l'eau a commencé à sortir des sources de l'Orbe, colorée en vert; l'eau est restée ainsi teintée pendant plus de dix-huit heures. Chose curieuse et d'un grand intérêt géologique, la rivière de Nozon s'est également teintée en vert, et comme le liquide coloré avait été versé dans les entonnoirs et non dans le lac, ce fait prouve qu'il existe de vastes chambres souterraines alimentant à la fois les deux rivières. La longueur du temps écoulé entre le commencement de l'expérience et l'arrivée de l'eau teintée aux sources de l'Orbe est la preuve qu'elle fait un grand circuit souterrain. Le professeur Piccard n'avait prévenu personne, et ce n'est pas sans étonnement et même sans une certaine inquiétude que les habitants de Vallorbes ont vu tout à coup les eaux si pures de la rivière colorées du plus beau vert. A la séance, M. Piccard a rassuré la population. La fluorescéine se trouvait dans l'eau à un degré de dilution tel que toute influence nuisible sur l'homme ou sur les poissons est impossible. Pour convaincre son auditoire, le savant professeur avale un grand verre d'eau couleur émeraude renfermant certainement une bien plus grande quantité de fluorescéine que n'en contenaient les eaux de l'Orbe.

Je ne puis résister au désir de vous parler encore d'une troisième conférence qui a eu, comme les deux premières, un grand

succès. Le sujet bizarre *Physiologie des escargots*, la grande réputation du conférencier, le professeur YUNG, de Genève, avaient attiré une foule considérable; non seulement la salle et les tribunes sont remplies, mais l'hémicycle et les couloirs sont garnis d'auditeurs assis ou debout. Je vous ai déjà parlé, il y a deux ans, dans un de mes précédents rapports, de la communication pleine d'intérêt faite à la réunion de Fribourg, sur les abeilles; cette année encore, M. Yung nous a causé un vif plaisir, en nous parlant d'animaux plus inférieurs encore. Les escargots, nous dit-il, ont été les compagnons silencieux de ses vacances et il a pu les étudier à loisir. Dans un langage plein d'entrain et d'humour, émaillé de mots charmants, il nous a raconté pendant plus d'une heure, tous les faits physiologiques qu'il a observés concernant les sensations, les mœurs, les goûts, les habitudes des escargots. L'œil de l'escargot, dit-il, ce point noir qu'il montre au bout de ses cornes, est complet, mais le cristallin, très convexe, ne lui permet de voir qu'à deux millimètres; au-delà, il ne peut percevoir que des différences d'intensités lumineuses. L'escargot est donc très myope, il a cependant sur nous la supériorité de sentir la lumière à la surface de son pied; il a, comme le ver de terre, le sens dermatoptique, seulement tandis que le ver de terre fuit la lumière, l'escargot la recherche. L'escargot est sourd; il entend, non par le sens auriculaire, mais par le sens de la peau; il possède la faculté de discerner par la peau tout entière les moindres trépidations du sol, les souffles les plus légers et les plus petits changements de lumière. Un bruit, une vibration musicale suffisent à imposer une appréhension à l'escargot qui, à cette première alerte, rentre ses tentacules. Son odorat est très subtil, mais ce sens est fondu pour ainsi dire avec le goût et le toucher; quand on approche de sa corne un pinceau imbibé d'essence de camomille, il la retire avec vivacité; les fraises, au contraire, qu'il aime beaucoup, le mettent en joie, il étend ses tentacules avec gourmandise. C'est par la peau et surtout par le pied qu'il les sent. Les escargots ont de la mémoire et font dans les jardins de grands voyages pour retrouver et manger des fraises dans les endroits accoutumés. L'escargot a donc l'image mentale de certains lieux et des associations d'idées déjà compliquées.

M. Yung projette, à la lumière électrique des escargots vivants et des instantanés photographiques, donnant l'expression de gourmandise, de répulsion, de joie et de douleur chez ces humbles animaux; rien de plus pittoresque que leurs attitudes!

La session s'est terminée par deux excursions: Une promenade en bateau à vapeur autour du haut-lac, et le lendemain une

ascension en chemin de fer aux rochers de Naye. Le départ en bateau était fixé à deux heures ; le temps qui avait été douteux et nuageux pendant la matinée s'était éclairci, et le soleil brillait comme au mois de juin, au moment où plus de deux cents excursionnistes, dont un grand nombre de dames, prennent place dans le *Vinkelried*, décoré d'oriflammes multicolores. Le bateau quitte Ouchy et met le cap sur Evian. Je ne vous parlerai pas des paysages variés et enchanteurs qui se déroulent sur les deux rives du lac, qu'un grand nombre d'entre vous connaissent. Le temps est devenu superbe ; le sommet des montagnes s'est partout dégagé des nuages qui les enveloppaient. Nous longeons pendant quelque temps la côte savoyarde. Au Bouveret, le vapeur vire de bord et stoppe à la *Bataillère*, devant l'embouchure du Rhône. Nous voyons les eaux jaunâtres du fleuve pénétrer en vagues houleuses dans les eaux bleues du lac. En ce moment, M. Forel monte sur la dunette ; on se rapproche, on fait silence, et d'une voix retentissante, l'éloquent professeur de Genève nous explique les phénomènes qui se passent à l'entrée du fleuve dans le lac ; comment, grâce à sa basse température l'eau grise et limoneuse du Rhône reste longtemps nettement séparée de l'eau bleue du Léman et tombe en véritable cascade au fond du lac, où elle dépose son limon qui forme sur une grande étendue une plaine parfaitement unie. M. Forel nous explique ensuite pourquoi les eaux de certains lacs, notamment celles du lac de Genève, sont d'un bleu intense tandis que souvent l'eau des autres lacs présente une teinte verte. Cette couleur bleue, suivant M. Forel, est due à la pureté, à la limpidité exceptionnelle des eaux du Léman qui, descendant des glaciers, et débarrassées des matières étrangères qui tombent au fond, ne renferment aucune trace de débris organiques.

Le bateau reprend sa marche et longe maintenant la côte vaudoise. Nous passons devant Chillon ; enfin voici Montreux et ses ravissants paysages ; puis nous débarquons à Territet. Nous traversons les jardins, et bientôt on envahit le magnifique hôtel des Alpes, où nous attend un splendide banquet. Pendant le diner, le temps se gâte, et c'est par une pluie battante que nous regagnons, à 6 heures, le *Vinkelried*. Le temps se remet peu à peu, mais le lac a perdu son calme, et de grosses vagues soulèvent le bateau ; personne cependant n'a le mal de mer. L'entrain et la gaieté, stimulés par l'excellent vin suisse de Dezaley, n'en sont pas moins à leur comble ; les savants suisses, très expansifs, chantent de vieux refrains d'étudiants et on arrive sans s'en apercevoir à Douchy. Le bateau à vapeur et les rafraîchissements

servis à profusion pendant tout le trajet, étaient offerts à la *Société helvétique des sciences naturelles* par le Conseil d'Etat du gouvernement vaudois.

J'assistai le lendemain à l'excursion aux rochers de Naye. Par un chemin de fer à crémaillère dont la pente est d'abord de 50 pour 100, on s'élève successivement à 2,045 mètres d'altitude. Le temps était malheureusement couvert et le sommet des montagnes disparaissait dans les nuages ; cependant des éclaircies permettaient d'apercevoir, par moments, les eaux bleues du lac et de plonger au loin la vue, à droite et à gauche, dans des vallées profondes et pittoresques. Après avoir traversé plusieurs tunnels, on s'arrête à l'hôtel de Naye, si confortablement installé au milieu de rochers abrupts et dénudés. J'y restai quelques heures, le temps de voir les sites les plus remarquables, et le soir, j'arrivais à Genève, laissant à Nyon mon excellent compagnon de voyage, M. de Loriol.

LA GROTTE DU MAMMOUTH A SAINT-MORÉ

Par M. l'abbé PARAT, curé de Précy-le-Sec.

DESCRIPTION ET STATISTIQUE. (1)

I

Les grottes de Saint-Moré sont loin d'avoir la renommée des célèbres grottes d'Arcy, leurs voisines ; néanmoins, dans leur ensemble, elles offrent un intérêt qui est grand au point de vue de l'histoire et un sujet important d'études pour la géologie de l'époque diluvienne. Les résultats déjà obtenus dans les fouilles permettent, en effet, de constater l'établissement de l'homme dans nos contrées, dès les temps quaternaires les plus reculés et de retrouver la succession, ininterrompue peut-être, de populations différentes de mœurs et d'industrie, qui relient ces temps primitifs à l'époque gallo-romaine largement représentée. Des fouilles partielles assez nombreuses avaient déjà laissé entrevoir ce fait important et j'aime à rappeler ici le nom de mes devanciers, qui l'ont trouvé par leurs recherches dans la grotte de Nermont : MM. Bonneville, Berthelot, le docteur Ficatier, l'abbé Poulaine et la Société des Sciences. Mais aujourd'hui, c'est en pleine lumière qu'il apparaît dans des fouilles toujours poussées à fond pour

(1) L'histoire des grottes de Saint-Moré, pour être complète, réclame le concours bienveillant des collègues de la Société ; car il faudrait connaître toutes les fouilles qui ont été faites et les objets de collection qui en sont sortis, ce que plusieurs pourraient être en mesure de dire. C'est donc avec reconnaissance que les renseignements seront accueillis, soit sur les grottes de Saint-Moré et sur Nermont en particulier, soit même sur les grottes d'Arcy ; et on voudra bien les adresser à M. l'abbé Parat, curé de Précy-le-Sec.

Sc. nat.

chaque grotte. Je commencerai donc, dans cette notice, à faire connaître ce que m'a donné le premier coup de pioche dans les rochers de Saint-Moré et, si Dieu me prête vie, je passerai en revue la série entière de ces demeures souterraines, qui bordent les rives de la Cure. D'après les débuts dans deux petites grottes, tout fait espérer que les pierres ne resteront pas muettes et que la montagne finira par se laisser arracher ses secrets.

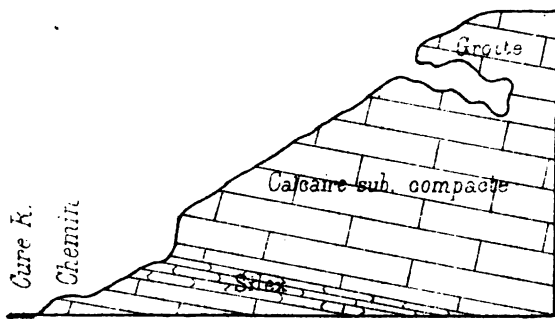
Tout au bout, vers l'ouest, de la ligne d'escarpements qui forme en aval de Saint-Moré le cirque si pittoresque de la côte de Chaux, s'ouvre une petite grotte, qui était presque ignorée il y a quelques années. Ce n'est guère qu'une cavité ou un *trou*, comme on dirait en Belgique, mais dans le pays toute cavité est une grotte, et nous lui gardons ce nom. On la nommait, lors des premières fouilles, *la grotte du Muet*, parce qu'un vagabond prétendu muet s'y était réfugié, il y a une dizaine d'années. C'est sous ce nom que je l'ai désignée dans la note que j'ai présentée l'an dernier à la Société ; mais désormais je l'appellerai *la grotte du Mammouth*, nom qui rappellera ce fait, du moins intéressant, de la première découverte, dans la côte de Chaux, de l'éléphant primitif associé à l'industrie humaine des types les plus anciens.

L'histoire de cette petite grotte n'est pas longue. Longtemps dédaignée par les chercheurs de silex, qui explorèrent pendant plus de cinq ans les grottes d'Arcy et de Saint-Moré, elle fut enfin, après l'épuisement présumé des autres gisements, reconnue et fouillée à son tour. Mais les fouilles de ce temps-là, permises à tout le monde, étaient trop superficielles et surtout trop précipitées pour fournir des données exactes et complètes. Cependant il a été fait une petite relation de cette première fouille : M. l'abbé Poulaine, curé de Voutenay, qui a visité plusieurs fois la grotte, a écrit dans le supplément du journal *la Bourgogne*, n° des 3 et 17 décembre 1891, le résultat des recherches qui s'étaient faites l'année précédente.

Je ne ferai pas d'emprunt à cette relation ; mon dessein est de ne parler de rien qui n'ait passé sous mes yeux et qui ne soit accompagné des pièces à conviction, je veux dire les plans et coupes de la grotte, les spécimens de la faune, les échantillons des matériaux de remplissage et de l'industrie humaine, que j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Société. Cette dernière fouille a été faite pendant l'année 1893, avec la méthode suivie par le géologue dans l'étude des terrains. Grâce à cette méthode, il m'a été donné de constater des faits intéressants touchant le remplissage des grottes, la faune quaternaire et l'industrie de l'homme à cette époque éloignée. Pour arriver à ce résultat, il fallait avoir la tranquille possession du propriétaire, et c'est ce que m'a procuré un

bail conclu avec le locataire de ces grottes communales, M. Millereaux, aubergiste à Saint-Moré, qui s'est réservé le droit de faire visiter.

La grotte du Mammouth est située exactement à 610 mètres de la route d'Avallon à Auxerre, en aval de la Cure et à 58 mètres de la rivière. Elle s'ouvre, au haut d'une pente de 33 degrés, par une large entrée, un peu masquée par une énorme roche tombée de son fronton, aujourd'hui garni de lierre. Le plancher rocheux, qui a son maximum d'élévation à l'ouverture est à 30 mètres au-dessus



Coupe transversale partielle de la côte de Chaux et de la Grotte du Mammouth, montrant l'inclinaison indiquée par M. VIRLET (E. 12° 0') 1^m/p.p.m.

du niveau moyen de la Cure. Le massif calcaire où s'enfonce cette grotte, à la suite de dix autres, avait été classé par M. Raulin, dans *la Statistique géologique de l'Yonne*, parmi les calcaires supérieurs de la grande oolithe ; mais M. Lambert, après une étude des plus attentives, en fait la base de l'étage corallien. L'escarpement des rochers de cette assise, qui est considérable aux tunnels, vient graduellement s'atténuer jusqu'à cette grotte qu'ils ne surplombent que de quelques mètres.

Le plan par terre, qu'il est impossible d'établir en détail pour les grottes, parce qu'il varie à chaque niveau, représente une galerie droite de 13 mètres, orientée du S. au N. 20 degrés O. environ et qui va se rétrécissant jusqu'au chevet, où elle finit en pointe. Mais avant l'éboulement de la roche d'entrée, qui formait couverture, elle s'avancait d'un mètre de plus sur l'espace qui est maintenant en dehors. Au niveau du sol supérieur de remplissage, la grotte mesure de 2 à 3 mètres de largeur, mais plus on descend vers le plancher rocheux, plus les parois se rapprochent ; elles se

rejoignent en formant la cale de navire un peu arrondie, ainsi que le montrent les trois coupes transversales. La profondeur de ce plancher, au-dessous du sol de la grotte, varie de 1 à 4 mètres. On voit d'après la coupe longitudinale, qu'il s'abaisse de l'entrée au chevet de la grotte et qu'il forme une série sinueuse de gradins et de cuvettes qui vont aboutir à une sorte d'entonnoir. Cet entonnoir se continue par un canal circulaire d'un mètre de diamètre qui s'ouvre dans la paroi d'aval et s'enfonce dans la montagne avec une pente très sensible. On suit sur 2 mètres ce conduit dont les parois sont arrondies et unies et qui, sauf une mince couche de terre argileuse mêlée de concrétions calcaires, ne contenait rien dans sa partie accessible.

Les mêmes surfaces arrondies et unies se retrouvent d'ailleurs sur les parois de la grotte qui étaient recouvertes par les matériaux de remplissage, mais elles sont plus visibles sur le côté d'aval. Parfois même la roche offre des saillies très ondulées, comme c'est le cas pour le fossé qui se trouve près de l'entrée et dont une coupe montre la disposition. Quant au plafond de la grotte, qui forme une voûte assez régulière, il dessine dans sa longueur deux courbes qui s'éloignent, comme le plancher lui-même de l'horizontale, en s'abaissant de l'entrée au chevet. La voûte, où nulle trace de cheminées n'apparaît, est peu anfractueuse et recouverte d'une mince couche de concrétion. Il n'y a plus du reste de suintement, tout est sec, sauf au fond, dans ce que j'appellerai le caveau; où la roche de la voûte est à nu et humide, mais sans dépôt en formation.

II

Le remplissage de la grotte du Mammoth mérite une mention. L'étude des matériaux des cavernes, leur nature, leur position respective est une source précieuse d'indications pour l'intelligence des phénomènes quaternaires; or il s'est produit ici en petit ce qu'on observe ailleurs dans de grandes proportions. Il y aura d'ailleurs une étude à faire sur le mode de remplissage de nos grottes d'Arcy, de Saint-Moré et du Vau-de-Bouche. Ce que j'ai observé laisse voir qu'avec les traits généraux communs à toutes les grottes, il y a pour chacune d'elles quelque chose qui la différencie des autres. Ainsi pour le cas présent, nous ne trouverons pas parmi les dépôts, ce limon rouge des plateaux, appelé terre des cavernes, qui s'est infiltré dans presque toutes les grottes; mais nous y trouverons, par contre, le sable de rivière qu'il est si rare de rencontrer à cette hauteur.

Dans la grotte du Mammouth, trois sortes de matériaux ont formé cette accumulation de débris de 1 à 4 mètres de puissance, qui ne laissait guère qu'un mètre à un mètre cinquante d'espace entre le sol et la voûte. Ce sont d'abord les détritits de la voûte et des parois, qui en forment la plus grande partie ; puis les matières apportées du dehors par les eaux de rivière, comme l'ocre et le sable granitique ; et enfin les objets introduits par l'homme, tels que galets, ossements et silex ; le tout formant un terrain légèrement humide, bien tassé et presque un macadam, ce qui était un indice précieux pour reconnaître le terrain neuf.

Les éboulis de la voûte consistaient en pierraille grosse et petite, mêlée de sable calcaire jaunâtre. Il y avait même, à un niveau moyen, une couche épaisse et continue de ce sable contenant quelques cailloux, mais peu riche en fossiles. Son origine est connue, elle est tout entière le produit de la décomposition de la roche et le massif calcaire de la montagne montre certains bancs de marnes feuilletées, d'un beau jaune, qui ont donné le ton à ces sables. Au niveau inférieur du remplissage, il se rencontrait constamment des blocs engagés dans l'argile du plancher. Ça et là, quelques débris de concrétions et de petites stalactites se mêlaient à la masse. La couleur générale était le jaune terne. Mais en approchant du plancher rocheux, les matériaux prenaient la couleur brune de l'oxyde de manganèse qui a noirci toutes les couches inférieures. Il y avait des rognons de cristaux calcaires qui en étaient tous pénétrés et offraient à la cassure fraîche un brillant qui les eût fait prendre pour certain minéral noir. Le manganèse cependant s'était répandu plutôt en veines qui laissaient intactes certaines parties ; de sorte qu'on voyait, par exemple, un os bruni indiquant une haute antiquité, non loin d'un autre qui était blanc et comme tout frais.

Sous cet épais amas de détritits, on atteignait la couche d'argile ocreuse qui remplissait les cuvettes du plancher. Cette couche se séparait assez nettement de la précédente, mais on remarquait, qu'à son voisinage, la terre brune était moins pierreuse, plus grasse et mêlée de quelques rognons d'ocre. La couche ocreuse, qui mesurait jusqu'à un mètre de puissance, avait son plan supérieur incliné dans le sens général de la pente du plancher et sur les parois de la roche elle remontait de chaque côté en minces plaques. C'est une argile fine, pure, un peu décolorée, qui présentait des lits irréguliers jaunes ou rouges et même bigarrés. Elle était, comme les détritits profonds, veinée de brun par le manganèse et quelquefois tellement injectée qu'elle formait une ocre noire, ainsi que le montrent les échantillons. Rien d'étranger n'a

pénétré dans ce dépôt d'ocre, excepté à la deuxième cuvette où il s'est trouvé un lit mince de sable fin de rivière. Ce sable, intercalé au milieu de la couche sur une épaisseur allant de 8 centimètres à 0., est incliné d'arrière en avant de 47 centimètres par mètre. Il est entièrement granitique, c'est-à-dire composé de feldspath, de quartz et de mica et, par places, il a formé un tuf à ciment calcaire, sous l'action des suintements. La coupe longitudinale en indique la position. Ce sable s'est retrouvé dans la deuxième cuvette, car on l'entendait crier sous les outils, mais il ne formait pas de lit.

Quant à la troisième cuvette ou entonnoir, l'ocre était mêlée à la terre et ne se retrouvait pure qu'en rognons ; c'est pour cela qu'on ne l'a pas figurée dans la coupe. Mais si dans l'intérieur de la couche d'ocre il n'y avait rien d'étranger, ni détritiques de la roche, ni galets, ni ossements, sa surface était entamée par les blocs tombés de la voûte et même par de simples cailloux tranchants, qui avaient pénétré quelque peu, couverts qu'ils étaient d'un enduit de manganèse luisant comme de la suie.

Au milieu des éboulis de la grotte, se trouvaient de temps en temps des matériaux de remplissage tout à fait étrangers au terrain calcaire ; c'étaient des galets de rivière, de toute grosseur, pesant depuis 80 grammes jusqu'à 1 kilo. Ces galets représentent la série complète des roches qui constituent le massif du Morvan : c'est le granit rose et gris, l'arkose, le gneiss, le porphyre, le quartz laiteux blanc et le brun, le quartzite, le silex jaunâtre et même le grès, analogue à celui de Grosmont. Les galets étaient généralement intacts, sans traces de machure ; une quinzaine à peine étaient plus ou moins brisés ou ébréchés à l'extrémité ; un seul portait les traces rouges et noires du feu et avait la pointe cassée. Il a été trouvé en place 122 de ces galets, dans la fouille que j'ai faite, et il pouvait s'en trouver une cinquantaine dans la première fouille. Ils étaient disséminés à tous les niveaux et dans toute la surface ; cependant ils se trouvaient plus nombreux dans l'enfoncement du caveau, où ils formaient presque la moitié du total. Leur rencontre devenait plus rare en approchant du plancher rocheux, mais il y en avait jusqu'au contact de la couche d'ocre.

III

La découverte des galets ajoutait un grand intérêt à l'étude du remplissage ; car il ne s'agissait plus là seulement d'une cause naturelle ; il fallait faire remonter à l'homme la présence de ces lourds matériaux d'alluvion. Mais l'attention se portait en même

temps sur d'autres objets encore plus étrangers à la masse d'éboulis et qui allaient donner une réponse à cette question : quelle était la faune contemporaine des phénomènes du remplissage et de la présence de l'homme ? Les ossements, en effet, ne manquaient pas dans ces détritits où ils étaient répandus partout, assez uniformément. Comme les galets cependant, ils devenaient plus rares dans les couches profondes, sans néanmoins être jamais absents même sur la couche d'ocre. Ces ossements n'étaient que des fragments d'os brisés, tous dans le sens de la longueur et presque tous épais. Il n'a été trouvé d'os volumineux entiers que deux os longs de cheval. On a compté de ces débris : 734 menus et 91 gros fragments, et il ne s'est trouvé parmi eux que 2 os rongés.

Ce ne sont pas ces échantillons qui pouvaient apporter grande lumière ; mais il y avait quelques petits ossements déterminables au nombre de 55, qui ont déjà fourni des renseignements. C'étaient la plupart des os du tarse et du métatarse ou des carpiens, ainsi que des phalanges. L'ours à lui seul a donné 39 osselets de phalanges et 12 griffes. On a trouvé aussi une vertèbre d'ours, une d'hyène, un sabot et une phalange de cheval, un astragale du gros bœuf, cinq petits morceaux de bois de cerf et de renne et des fragments de mâchoires d'ours, d'hyène, de renne avec quelques dents adhérentes.

Ce qui était surtout intéressant, c'étaient les dents qui, semblables aux médailles antiques, se conservent intactes pour l'histoire des premiers temps. Ces dents ont été recueillies avec soin et déterminées, ainsi que les ossements, au Muséum de Paris par M. Boule, dont la parfaite obligeance, jointe à la science compétente, mérite bien les plus vifs remerciements. Ces déterminations ont permis de constater que la faune quaternaire était là, dans la grotte du Mammouth, presque tout entière. Plusieurs de ces animaux sont représentés par des débris relativement abondants, ce sont : le cheval, l'ours et l'hyène ; d'autres en ont moins laissé, ce sont : le bœuf, le renne, le cerf et le loup ; il en est enfin qui n'ont fourni qu'une ou deux dents pour signaler leur présence, ce sont : l'éléphant, le rhinocéros, la marmotte, le sanglier, le blaireau, le lièvre ou lapin. J'ai dressé d'ailleurs un tableau qui montre l'ensemble de la faune avec ces indications.

Cheval, molaires.....	198
incisives.....	49
	247
Ours des cavernes, canines.....	51
molaires.....	52
incisives.....	116
	219

Hyène des cavernes, dents diverses.....	35
Bœuf, urus ou aurochs, diverses.....	22
Renne, diverses.....	9
Cerf élaphe et du Canada, diverses.....	5
Loup ou gros canidé.....	6
Éléphant primitif (Mammouth) molaires.....	2
Rhinocéros (<i>Ichorhinus</i>) molaires.....	2
Marmotte, incisives.....	2
Sanglier, défenses.....	2
Blaireau, molaires.....	1
Lièvre ou lapin, ossements.....	1

Les déterminations, comme toujours, laissent quelques points obscurs, ce qui arrive quand on n'a, pour se prononcer, que les dents de l'animal. Ainsi à côté du cheval ordinaire, à molaires quelquefois très grosses et très longues, il y a une petite espèce, bien plus rare, qui pouvait être le poney ou l'âne sauvage : on en a trouvé une dizaine de dents. L'ours et l'hyène sont bien caractérisés pour l'espèce dite des cavernes. Mais le bœuf, dont on ne peut rien dire de bien précis sans avoir une portion du crâne, peut être le grand bœuf primitif à longues cornes ou l'aurochs à cornes courtes, qui était aussi de belle taille. Le renne a donné dans le niveau supérieur une mandibule brisée, avec sa dent, qui ferait croire à une variété très petite. Pour le cerf, toutes les dents viennent de l'élaphe, une seulement est attribuée à la grande espèce dite du Canada.

Il est à remarquer que la faune est uniforme dans tout le remplissage. Sans doute la couche supérieure a été fouillée et a disparu en grande partie, c'est une perte ; mais les deux ouvriers, qui ont fait les premières recherches, disent avoir trouvé tout de suite les dents d'ours et d'hyène qu'ils connaissent bien. D'ailleurs le sol de l'entrée, qui était resté intact, a donné des résultats conformes à ces renseignements, les dents d'ours se sont montrées au premier coup de pioche. Quant à la distribution des dents au milieu des matériaux, il n'y a rien de bien saillant à noter : l'éléphant était à 60 et 80 centimètres du sol, le rhinocéros à 1 mètre 50, le renne se trouvait au plus profond des couches comme près de la surface.

Dans la recherche et l'examen des ossements, il y a une pensée qui ne vous quitte pas : va-t-il se trouver dans le nombre quelques restes de l'être humain qui fréquentait ces grottes ? Cette légitime curiosité n'a pas été pleinement satisfaite, car s'il a été découvert quelques-uns de ces vestiges, qu'on ne touche qu'avec respect, ils sont insuffisants à fournir des données sur les caractères de la

race. Je ne parlerai pas, bien entendu, d'une tête trouvée sur le sol même de la grotte ; elle a perdu par là tout droit à être appelée quaternaire. A l'entrée, derrière le fronton éboulé, gisaient à 80 centimètres de profondeur, les débris d'un petit crâne humain. D'après les obligeantes déterminations de M. le docteur Delisle, du Muséum, il s'y trouve la boîte crânienne d'un jeune sujet, avec des fragments du sphénoïde, du temporal, de l'orbite et du maxillaire. Le crâne, quand il fut trouvé était intact et rempli de terre. Il y avait aussi, à côté de ces restes, plusieurs fragments du crâne d'un sujet de quelques jours ; mais il ne s'est trouvé aucun débris de mâchoire avec ses dents. A l'entrée du caveau, j'ai retiré aussi l'extrémité supérieure d'un fémur d'adulte, engagé dans les éboulis soudés à la paroi et presque au niveau du sol. Ce sont là les seules reliques laissées par nos lointains ancêtres.

IV

Au milieu de tous ces débris minéraux et animaux de remplissage, brillent comme des diamants dans leur gangue, les silex recouverts de leur brillant vernis de porcelaine ; ce sont eux surtout qui nous révèlent l'industrie et les mœurs de ces hommes contemporains de la faune quaternaire. Une chose frappe tout d'abord dans la forme de ces silex : les uns sont grossiers et affectent la forme triangulaire, les autres sont des lames minces, quelquefois délicates. Les premiers appartiennent généralement aux couches profondes, les autres aux couches supérieures. Ces silex, comme matière, sont de deux sortes : il y a le silex de la craie, compacte, cassant, presque toujours couvert de la patine blanche et le silex zonaire ou rubané, mélangé de calcaire, provenant du terrain oolithique moyen. Ce dernier rarement compacte, mais plutôt subgrenu et très tenace, se couvre, au lieu de patine, d'une teinte grisâtre. C'est une roche existant dans le flanc même de la montagne des tunnels, où elle forme des lits lenticulaires sur une épaisseur de 3 à 5 mètres de hauteur de la rivière ; on l'exploite pour les routes.

Dans la récolte des silex, il faut distinguer les simples fragments qui n'offrent aucune trace de travail et les éclats de percussion qui montrent, dans le bulbe ou conchoïde, l'indice presque sûr d'un coup donné avec l'intention de détacher le morceau suivant une règle. Puis il y a les silex retouchés, qui portent la trace de petits coups portés sur la surface et sur les bords, dans le but de dégrossir le morceau, de donner du tranchant et une forme maniable à l'outil. Ces silex retailés peuvent être des ébauches, des rebuts

de pièces usées, ou bien des outils entièrement finis et en état de servir.

Le niveau supérieur de la grotte, qui avait été fouillé en grande partie, m'a fourni cependant 58 fragments et éclats de lames en silex de la craie, généralement peu ou pas patinés et 6 seulement en silex local. Comme forme, il n'y a pas de description à en faire : ce sont des lames courtes et étroites mesurant au plus 10 centimètres sur 2. D'après les ouvriers, il aurait été trouvé une trentaine de ces couteaux plus ou moins brisés. J'en ai trouvé moi-même en place à l'entrée et dans le caveau une demi-douzaine. C'est là sans doute une trouvaille qui a son prix, surtout si l'on considère la faune correspondante et la présence de la poterie à ce niveau ; mais la collection des couches inférieures est bien plus intéressante.

Ces couches profondes sont loin d'être riches, mais elles ont fourni un ensemble satisfaisant d'échantillons divers. On compte 14 fragments du silex crétacé et 43 du silex jurassique ; les éclats de percussion sont au nombre de 18 de la craie et de 34 du secondaire. Les outils ébauchés ou rebuts sont bien plus rares, il y en a six seulement, trois de chaque sorte de silex. Quant aux vrais outils, entièrement retouchés, on les compte. Il faut admirer, tout en le regrettant, le soin de nos sauvages à ranger les belles pièces de leur outillage, qualité qu'ils devaient sans doute à leur pauvreté. Heureusement que quelques rares négligences nous ont fait parvenir des échantillons caractéristiques de leur industrie : ce sont quatre outils, dont trois appartiennent au type qu'on appelle *moustérien* et un au type *acheuléen* ou *chelléen*. Ces noms rappellent tout de suite aux connaisseurs, mieux qu'une longue description, la forme et la taille des objets.

La première des deux petites pièces est une pointe épaisse, presque régulière comme un triangle isocèle, qui mesure 6 c. 5 de longueur sur 3 de largeur maximum. Elle a sa face inférieure plane, unie, marquée seulement du conchoïde de percussion. La face supérieure ou dos est plane au milieu, mais retouchée fortement sur ses deux bords. La base est intacte, mais le sommet est quelque peu ébréché. Ces pièces ne sont pas rares dans les collections du moustérien.

La deuxième pièce est une pointe plus grande et plus épaisse encore : elle a 9 c. sur 5 ; mais la forme est ovale et la pointe est arquée. Le dos, surelevé au milieu par les profondes retouches des cotés, forme une crête qui s'abaisse vers le sommet, dont la pointe est finement retailée. Ces pièces ovales et arquées sont plus rares ; je n'ai vu au Musée de Saint-Germain qu'un spécimen

de ce genre. En tout cas, elles se montrent pour la première fois dans nos grottes ; tandis que celle d'Arcy, d'après M. Salmon, auraient déjà donné des silex de ce type.

La troisième pièce ne ressemble pas aux autres : c'est une lame large qui a de 5^{mm} à 1 c. d'épaisseur, sensiblement arquée dans sa longueur, comme tout silex éclaté de peu d'épaisseur. Elle a une forme elliptique assez régulière et mesure 10 c. 5 sur 6. La base et le sommet sont sans retouches, mais les bords sont entièrement retailés sur la face convexe. C'est un racloir, dont je n'ai pas trouvé le semblable dans la collection de Saint-Germain ; il sort tout à fait des formes habituelles de l'industrie moustérienne.

Il est une autre pièce, qui a la forme et la taille de l'outil qu'on appelle hache ou coup de poing acheuléen. C'est une pièce triangulaire de 2 centimètres d'épaisseur au maximum et de 9 centimètres de longueur sur 8. Elle est retouchée sur les deux faces par de larges éclats mais peu saillants, car à peine les aperçoit-on sur la figure. Cette retaille lui donne un bombement régulier et des bords tranchants. La pointe est ébréchée ; la base, qui a 6 centimètres de longueur, présente un plan anfractueux qui indique une cassure accidentelle : l'outil ne serait qu'aux deux tiers complet et devrait se terminer à la base par une autre pointe moins aiguë, affectant ainsi dans son ensemble une forme ovale. Ces outils ne sont pas rares à Saint-Germain, mais il en est fort peu qui aient comme celui-ci des retouches si adoucies. Ce type de Chelles, si abondant au milieu de certaines alluvions et même assez commun sur les plateaux, serait, dit-on, extrêmement rare dans les cavernes. En tout cas c'est le premier spécimen sorti des grottes de Saint-Moré, qui seraient précédées en cela par les grottes d'Arcy : M. Salmon signale, dans l'*Yonne préhistorique*, la découverte de deux outils chelléens, mais sans donner aucun renseignements sur la fouille ou sur la collection.

Les beaux outils ne doivent pas nous faire oublier les ébauches ; elles méritent une mention, parce qu'elles nous font voir les essais de l'ouvrier sur une matière ingrate à la taille. Il y a d'abord trois silex de la craie qui ont la forme de pointe ; le dos porte encore la croûte de la roche et on s'est contenté, pour obtenir le tranchant des bords, d'enlever cette croûte tout du long. Mais les pièces intéressantes, ce sont deux pointes grossières en silex calcaire subgrenu de 7 et 8 centimètres de longueur et très épaisses. Cette roche est tenace et l'on devine les efforts de l'ouvrier pour arriver à figurer une pointe retouchée des deux côtés et un tranchant grossier. Mais la moitié seulement est taillée en outil, c'est-à-dire avec ses bords affilés ; la base ou talon est à peine dégrossie pour la

prise de la main. Il est à remarquer que l'on a employé le silex calcaire le plus grossier pour tous ces essais et pourtant le silex local compacte forme quelques nids dans la montagne et il paraît s'éclater aussi bien que le silex de la craie, mais il serait peut être plus gelif que le premier ; de tous les éclats, un seul était de cette sorte de silex.

Mais c'est peu de décrire les pièces ouvrées, il est de beaucoup plus important d'en indiquer le niveau de gisement dans les matériaux de remplissage, surtout quand on se trouve en présence de deux industries différentes : pour cela je dois donner quelques détails de la fouille elle-même. Quand les deux ouvriers de Saint-Moré, qui avaient flairé un gisement dans cette grotte, se mirent en travail, ils trouvèrent à 20 centimètres du sol les dents d'ours qu'ils connaissent si bien, puis à 30 centimètres environ la poterie et les couteaux de silex, une trentaine peut-être, tous de petite dimension. Le gisement était surtout au milieu de la grotte et descendait m'a-t-on dit jusqu'à 60 à 80 centimètres de profondeur. Au début de la fouille, la grotte semblait s'arrêter à 8 mètres de l'entrée ; à l'endroit où la voûte s'abaisse une première fois ; mais en déblayant on vit paraître cet enfoncement terminal du caveau dont les éboulis de la grotte avaient masqué l'entrée. La fouille qui en fut faite donna les mêmes résultats, c'est-à-dire des lames de silex et de la poterie et, pour caractéristique de la faune, les dents d'ours. Cette première fouille atteignait par places 1 mètre de profondeur, ainsi que l'indique la ligne pointillée de la coupe ; mais elle diminuait jusqu'à l'entrée où le sol primitif était intact.

Ces renseignements avaient une valeur pour moi qui savais ces ouvriers au courant de ces sortes de recherches ; mais, pour en parler, j'avais besoin de retrouver moi-même le gisement en place. J'ai eu la satisfaction de constater, dans le caveau d'abord, à 80 centimètres de profondeur, la présence de lames brisées, de débris de poterie, associés à du bois de renne et de cerf et à des phalanges d'ours. Mais c'est à l'entrée, derrière la roche éboulée, que la fouille fut la plus intéressante. Les premiers coups de pioche donnèrent des molaires d'ours, des ossements brisés et de la poterie noire, grossière, avec de menus fragments et éclats de silex. A 70 centimètres se trouvaient deux roches plates formant plancher qui, une fois levées, laissèrent voir un lit mince de terre rougie, indice d'un foyer, où se trouvaient trois menus morceaux de poterie rouge. C'est en creusant un peu au-dessous qu'on découvrit le crâne d'enfant dont j'ai parlé, puis des débris de lames fines et de fragments de silex, mais pas une pièce entière. On a trouvé ces silex jusqu'à 1 mètre du sol ; mais à partir de ce niveau

jusqu'au plancher rocheux qui atteint 1 mètre 80, il ne se rencontrait plus que des os brisés et quelques galets.

A la suite de cette première fosse de l'entrée venait un fossé formé par le rapprochement des parois, tel que la représente la coupe transversale aux contours sinueux ; et là, sauf 30 centimètres de pierraille qu'on avait enlevés à la première fouille pour le passage de la brouette, tout le terrain était neuf. En creusant en cet endroit, j'ai trouvé à 30 centimètres plus bas, par conséquent à 60 centimètres du sol, un foyer large rempli de cendres, mais ne contenant rien d'étranger. C'est à 10 centimètres au-dessous, c'est-à-dire vers 70 centimètres de profondeur, qu'on rencontra le gisement le plus important de la grotte, car il y avait là ensemble deux gros ossements longs de cheval entiers, des dents de cheval, du grand bœuf, une défense de sanglier, un débris de machoire d'hyène avec ses dents et des dents d'ours. Il s'est trouvé là aussi des silex : ce sont des fragments et éclats grossiers de la roche locale et surtout les deux petites pointes bien retaillées en silex de la craie, du type moustérien. Quant aux deux autres outils, ils ont été trouvés isolément dans le caveau ; la grande pointe acheuléenne à l'entrée et à 1 mètre 50 de profondeur, le grand racloir en ellipse, au milieu et à la même profondeur. Dans tout le reste de la grotte, il ne s'est rien trouvé d'intéressant à signaler. Les fouilles du milieu de la galerie ont donné les deux ébauches de pointes en silex calcaire, vers 1 mètre 40 de profondeur.

V

Pour être complet dans la description de la grotte du Mammoth, je dois mentionner l'existence d'un petit couloir situé à côté de la grotte, prenant son entrée sous l'abri du même rocher et suivant la même direction. Cette cavité a 8 mètres de longueur et 5 mètres de largeur d'ouverture ; mais à l'extrémité elle n'a plus que 40 centimètres et finit en un boyau qui s'enfonce dans la montagne. Du sol à la voûte il n'y avait avant la fouille que 50 à 80 centimètres d'espace et l'aspect seul de ce trou n'engageait pas à y fouiller ; mais j'avais remarqué, sur les saillies des parois, des endroits polis et comme cirés, qui sont l'indice certain du passage fréquent de l'homme. Ces roches cirées je les avais déjà trouvées au Mammoth depuis 30 jusqu'à 80 centimètres du sol : il devait donc se trouver quelque chose dans ce trou. La fouille, en effet, m'a fait connaître que son remplissage n'était que la reproduction de celui d'à côté. Il y avait un éboulis de pierraille d'une épaisseur de 1 mètre 20,

puis venaient quelques petites roches et enfin l'ocre, bigarée de jaune et de rouge, qui s'étendait sur toute la longueur.

Tout à fait à la surface du sol, après quelques coups de pioche, on trouvait deux gros tarsiens d'ours; puis en creusant toujours, on recueillait successivement le cheval, qui donnait 24 dents, dont 2 de la petite espèce; l'ours, 15 dents diverses; l'hyène, 5 dents et un débris de mâchoire avec sa molaire. Les os, répandus à tous les niveaux, ont fourni 14 gros fragments et 78 menus: c'était à proportion une récolte plus abondante que dans la grotte elle-même. Les galets surtout étaient nombreux pour un si petit espace: il s'en trouvait 20 dont un très gros en quartzite et 4 qui avaient leur extrémité brisée. J'ai ajouté tous ces chiffres à ceux de la description précédente, parce que les deux trous n'en forment qu'un à tous les points de vue. La seule particularité à noter dans cette fouille est la rencontre d'un foyer à l'entrée, le long de la paroi d'aval. Il était à 30 centimètres de profondeur et comme il se trouvait exposé aux pluies du midi, les cendres lessivées par les eaux avaient disparu; il ne restait que quelques charbons et les ossements et dents trouvés dans la terre du dessous étaient rouges. Rien d'intéressant d'ailleurs n'a été recueilli à cet endroit.

Il y avait aussi dans ce trou quelques silex et tous étaient grossiers comme ceux qu'on avait trouvés dans les couches profondes de la grotte. On a ramassé 5 fragments, 7 éclats de percussion et 3 petits pavés, qui paraissaient disposés à servir de *au-clés*. A part 4 éclats du silex de la craie, tout le reste était de la roche locale. La couche à lames de silex et à poterie n'était pas absente, mais elle était bien réduite; ce qui peut faire conjecturer que le remplissage de ce trou était arrêté avant celui de la grotte qui était d'ailleurs bien plus considérable. J'ai trouvé à 20 centimètres au-dessous du foyer, c'est-à-dire à 50 centimètres du sol, deux éclats minces de silex, et au fond du couloir, une petite lame engagée, au niveau du sol, dans les éboulis soudés au rocher par la concrétion; un seul débris de poterie noire a été trouvé à l'entrée à quelques centimètres du sol. La trouvaille était maigre, mais il ne pouvait en être autrement: la hauteur du sol de remplissage ne permettait plus d'entrer et de séjourner commodément dans ce couloir presque comblé.

Pour faire saisir d'un coup d'œil la richesse de la grotte du Mammouth, je présente ici, dans un tableau, les différents matériaux de remplissage apportés par l'homme.

Galets de toute nature, intacts.....	107
id id brisés ou machés à l'extrémité.....	15
Os, menus fragments.....	742

45	A SAINT-MORÉ.	89
Os, gros fragments, généralement épais.....		91
id volumineux, entiers.....		2
id déterminables, de petite dimension.....		56
Silex de la craie, fragments tous gros.....		14
id id éclats de percussion gros.....		18
id id ébauches et outils finis.....		7
Silex calcaire, roche locale, fragments épais, dont 2 <i>nucléus</i>		43
id id éclats de percussion épais.....		24
id id outils imparfaits.....		3
NIVEAU SUPÉRIEUR — TRÈS INCOMPLET.		
Silex de la craie, fragments tous minces et débris de lames.....		60
Silex calcaire local, fragments et débris de lames.....		6
Poterie grossière à grains de quartz, trouvée en place ou dans les terres remuées.....		40

CONSIDÉRATIONS GÉOLOGIQUES ET PRÉHISTORIQUES.

I

Les détails que je viens de donner sur la grotte du Mammoth et sur ses fouilles sont complets et exacts. Sauf les dépôts d'ocre qui n'ont été fouillés qu'en partie, tous les matériaux ont été sortis de leur position et examinés avec soin. C'est continuellement sous mes yeux et avec ma participation que les fouilles se sont faites, notant chaque fois, pendant les vingt jours du travail, les résultats obtenus, afin de prévenir toute erreur de mélange dans les niveaux différents. Pour ces sortes de recherches, on ne peut jamais se présenter devant la critique avec trop de garanties, et surtout on ne peut jamais répondre des observations d'autrui ; M. de Vibraye, dans sa fouille de la grotte des Fées, pour s'être éloigné un instant de ses ouvriers, s'est vu discuter l'authenticité de la mâchoire humaine : c'est une leçon qui doit profiter aux chercheurs.

On trouvera sans doute bien minutieux et surabondants les détails de cette fouille, si l'on considère le peu d'importance des résultats ; je donnerai plusieurs raisons de cette manière de procéder. D'abord un remplissage de grotte n'est pas un terrain géologique ; après la description d'une coupe, celle-ci reste toujours là pour le contrôle de l'exactitude ; mais le remplissage une fois bouleversé, il n'y a plus rien pour témoigner de la justesse des observations. Il faut donc suppléer à ce défaut par des plans et coupes et surtout par un rapport détaillé des fouilles, qui reproduise pour ainsi dire la physionomie de la grotte à tous les niveaux. Mais il est une raison plus sérieuse qui découle de la précédente : le ju-

gement à porter sur les hommes et les choses des temps quaternaires ne peut l'être, avec une rigueur scientifique, qu'autant que beaucoup d'observations sûres en auront fourni les éléments ; or ces éléments se trouvent en partie dans les grottes.

Il fallait donc, ce qui était facile dans ce petit espace, ne pas négliger jusqu'aux moindres accidents du remplissage, pour montrer en petit ce qui serait montré en grand, si l'on déblayait toute une caverne ; et il est assez rare de trouver réunis, dans un simple trou, tant de sujets d'observation. D'ailleurs, aux débuts d'une science, on doit recueillir tous les documents, sans se demander quel usage l'avenir en fera. Certains détails, qui d'abord passent inaperçus, s'éclairent plus tard d'un jour inattendu et fournissent de précieuses indications. Il est, dans ces fouilles de grottes, trop de négligences irréparables, pour qu'on fasse un reproche à cette attention à relever les moindres détails. Je pourrais ajouter, mais cela se devine, que c'est la première grotte que je fouille à fond et qui m'a livré tous ses secrets ; les autres, je le crains bien, ne me donneront pas tant de satisfaction. Dans ces détails, d'ailleurs, il y a des notions générales sur les grottes qui doivent servir, une fois pour toutes, à l'intelligence des autres fouilles.

Il ne sera pas sans intérêt, après avoir exposé les faits, d'en donner une interprétation. En m'aidant des recherches partielles que j'ai déjà faites dans les grottes de la contrée, je profiterai de cette fouille complète du Mammouth pour fournir quelques indications sur lesquelles je ne reviendrai pas plus tard. Il y a dans cette question des grottes le fait géologique et le fait historique. La géologie des grottes est assez bien établie dans ses grandes lignes. Des fractures se sont produites dans les terrains solides, par suite des mouvements du sol et ont occasionné des fentes plus ou moins béantes. A l'époque des grandes précipitations atmosphériques, l'action des eaux acides thermales ou simplement froides, mais abondantes, s'est exercée sur les parois de ces fentes, qui se sont corrodées en laissant un vide toujours plus grand. Les produits de la dissolution, c'est-à-dire le carbonate de chaux et le résidu argileux du calcaire, étaient alors entraînés dans les eaux d'infiltration par des canaux qui le versaient dans des rivières souterraines ou dans des réservoirs profonds. C'est la première phase, celle du creusement de grottes.

Ce phénomène d'érosion s'est ralenti, puis arrêté, par suite d'un changement de régime dans l'atmosphère, et la période de remplissage a commencé ; elle se continue, même à notre époque, pour certaines grottes, quoique avec des effets beaucoup moins intenses qu'au début. Ce remplissage s'est fait de plusieurs manières : il y

a d'abord les dépôts de carbonate de chaux cristallisé, qui se sont formés par évaporation à la surface des roches des eaux chargées de ce sol. Ces dépôts ont formé des concrétions parfois considérables, qui s'étalent sur les parois, obstruent les conduits, remplissent les cavités : on les appelle stalactites et stalagmites. Il y a aussi les limons jaunes ou rouges, qui ont été entraînés par le ruissellement du sol extérieur et se sont infiltrés par les fentes des rochers, quelquefois en grande abondance : c'est ce dépôt qu'on appelle la *terre des cavernes*. Il y a encore, dans les grottes situées près des rivières, de gros matériaux d'alluvion ou des dépôts fins de sable et d'argile, selon que les cavités sont plus ou moins élevées au-dessus de la vallée. Mais ce que l'on trouve constamment, ce sont les éboulis de roches et de pierres mêlés de sable, provenant de la voûte et des parois latérales. On peut ajouter à ces causes de remplissage, celle qui est le fait de l'habitation de l'homme et des animaux, cause souvent insignifiante, mais quelquefois aussi relativement puissante et toujours d'un extrême intérêt.

II

Dans la grotte du Mammoth, nous trouvons tous les modes de remplissage, sauf un, dont il n'a pas été trouvé de traces : le dépôt de limon rouge. Cela peut tenir à l'absence de crevasses dans la roche ou bien à la rareté du limon qui, par suite de la pente du sol extérieur de la grotte, était entraîné par les eaux à mesure qu'il se formait. En effet, il n'y a point de trace de cheminées, comme dans les autres grottes, et par conséquent point de dépôts limoneux intercalés dans les feuillets des encroûtements, point de terre gluante mêlée au sable calcaire des éboulis, qui reste toujours maigre. La calcite est faiblement représentée : il s'est formé seulement quelques concrétions peu épaisses, parsemées de petites stalactites, qu'on retrouve dans la pierraille. La grotte, après son creusement, sera devenue presque sèche, ou bien il faut dire que les eaux d'infiltration, n'ayant à traverser qu'une mince couche de roches, ne trouvaient pas à se saturer de sel calcaire et coulaient sur les parois sans former de dépôts.

Quant aux alluvions, consistant en argile ocreuse, que nous retrouverons dans toutes les grottes de Saint-Moré, elles ont rempli les cuvettes du plancher et, par exception sans doute, elles contiennent un lit de sable granitique. Ce n'est pas qu'il soit extraordinaire de voir les dépôts de la Cure arriver jusqu'aux grottes ; sans aller chercher des exemples dans les alluvions des hauts

niveaux d'Auxerre et de Vermenton, on trouve cette particularité en face même de la côte des grottes. Il y a, en effet, une carrière de sable fin et moyen entièrement granitique, sur le bord de la voie romaine, à une hauteur de 25 mètres au-dessus du fond de la vallée. Cette carrière est dans une anse de remous, tandis que le front des grottes formait la rive même du courant ; c'est ce qui explique pourquoi les limons seuls s'y arrêtaient. Ce n'est que dans une crue violente, que le sable aura été rejeté avec l'argile et cela par exception ; autrement le canal du fond de la grotte, qui a été trouvé vide, eût été rempli par les sables du Morvan. D'où provenait cette ocre de lavage, dont les dépôts, dans plusieurs grottes, sont assez puissants ? Elle pouvait venir des couches argilo-sableuses du terrain tertiaire, dont on retrouve encore quelques lambeaux aux environs ; et, dans cette hypothèse, il eut fallu un temps plus ou moins long, selon la richesse des couches en argile, mais toujours considérable, pour effectuer cette alluvion. Ici, je le crois bien, ce n'est pas le cas ; car cette ocre doit provenir de la destruction d'une couche entièrement formée d'argile pure, dont j'ai retrouvé, loin de là, des rognons dans les fentes des rochers, mêlés au limon rouge. On comprend alors que les eaux, abondamment chargées du limon ocreux, ont pu constituer ce dépôt en un temps relativement court. D'ailleurs cette question reviendra plus tard, quand il faudra parler de la grotte de la Roche-Percée, où les amas d'ocre ont donné lieu autrefois à une exploitation.

Mais en venant déposer ses fines alluvions dans la grotte, la rivière ne pouvait manquer de modifier le plancher et les parois de la roche, contre lesquels venaient battre ses flots. C'est donc à son passage qu'on peut rapporter les ondulations des côtés, qui sont surtout bien marquées à l'aval, et peut-être aussi les sinuosités du plancher. Cependant, c'est à cela seulement qu'a dû se borner son action ; et le creusement de la grotte ainsi que du canal de décharge, qu'on serait tenté au premier abord d'attribuer aux eaux violentes de la Cure, est l'œuvre des eaux acides d'infiltration. Nous retrouverons ce travail lent des pluies quaternaires dans des grottes où les crues des rivières ne sont jamais arrivées. Ce travail tout intérieur du creusement s'accomplissait donc avant que le mur du rocher, qui fermait alors le devant de la grotte n'eût livré passage aux flots.

Il est facile de se rendre compte de ces phénomènes en examinant d'autres grottes. Dans le Vau de Bouche, par exemple, il y a plusieurs galeries assez longues, qui sont à 80 mètres de hauteur au-dessus du ruisseau, et ces grottes, avec leurs ramifications en tous sens, offrent partout des contours arrondis et des parois bien

unies ; cependant, il ne peut venir à l'esprit que c'est là l'ouvrage des débordements du ruisseau, même aux temps quaternaires. Mais il y a un exemple plus frappant, au-dessous même du Mammoth : c'est une grotte d'environ 100 mètres, située au niveau de la rivière qui dans ses crues y charriait des bûches de flottage. Or cette grotte, qu'on pourrait croire remplie de galets et de graviers de rivière, comme la grande grotte d'Arcy, ne contient dans son remplissage que des éboulis et du limon de rive. C'est que son ouverture, qui mesure actuellement 50 centimètres de largeur, est toute récente et n'était pas formée à l'époque du creusement : cette grotte, pourtant située au bord et au niveau de la rivière, n'est donc pas l'œuvre des eaux fluviales.

L'action principale du creusement de nos grottes revient donc aux eaux d'infiltration ; de même la grande cause du remplissage doit être attribuée à la puissance détritique. Ce sont les alternatives, longtemps répétées, d'humidité et de sécheresse, de gel et de dégel qui ont produit ces éboulis de la façade et de l'intérieur de la grotte, qui les ont si grandement modifiées. Il y a devant la grotte du bord de la rivière, citée plus haut, un éboulis de douze mètres de longueur sur autant de largeur, qui font de cette entrée un bel abri sous roche, et c'est grâce à ce travail de destruction, qui continue, que la grotte s'ouvre maintenant par une fente de 50 centimètres aux inondations de la Cure. Il ne faut donc plus chercher, dans la ligne imposante des rochers actuels, les hautes falaises que les eaux débordées venaient battre avec rage. Tout s'est renouvelé sous l'action incessante des éléments ; le front des escarpements s'est bien reculé depuis les temps quaternaires, et tous les siècles il fait encore un pas en arrière.

L'entrée du Mammoth s'est donc insensiblement reculée et agrandie par l'effet des éboulis, qui lui ont donné sa forme évasée. Comme la grotte est largement ouverte et peu profonde, les influences de l'atmosphère s'y sont fait sentir également sur toute sa longueur et ont détaché de la voûte et des parois cette masse considérable de pierraille qui l'a comblée dans plus de la moitié de sa hauteur. Il est facile, en évaluant la quantité en volume du remplissage, de restituer, à peu près, à la grotte ses dimensions primitives. On voit par la coupe qui en est donnée, que la partie supérieure devait être étroite comme la partie inférieure, la grotte offrait l'aspect de ces couloirs profonds, qui conservent encore les contours de leur creusement, et cela, parce qu'ils n'ont pas eu à souffrir des phénomènes détritiques, comme les grottes exposées, par leur peu de profondeur, aux variations de la température.

Dans cette question du remplissage, il semble qu'on n'a rien

dit, tant qu'on ne donne pas au moins quelque approximation de la durée du phénomène. Si l'on pouvait seulement en connaître les phases et en mesurer l'intensité dans sa marche croissante ou décroissante, ce serait déjà bien satisfaisant ! Mais, ainsi que nous le verrons plus tard, il y a dans le remplissage, autant et peut-être plus que dans le creusement, un phénomène complexe, qui a sa loi générale et aussi des lois particulières qui diffèrent d'une grotte à l'autre ; de telle sorte que si l'on pouvait établir, de l'action détritique, ce qu'on appelle *la courbe*, on verrait qu'il n'en est pas deux semblables. Peut-être que l'étude comparative de nos grottes permettra de soulever un coin du voile qui nous cache ces mystérieuses profondeurs du passé ; mais pour le moment, tout ce qu'on peut dire du Mammouth, c'est que son remplissage était arrêté avant l'extinction du grand ours, et le fronton, quelque peu engagé dans le sol, serait un des derniers produits du phénomène. On peut aussi avancer, qu'à ses débuts, le remplissage a dû se faire rapidement, je dirai même en peu de temps. On voit en effet, que sur toute la longueur de la grotte, les parois inférieures de la roche n'ont subi aucune dégradation, jusqu'à plus d'un mètre au-dessus de la couche d'ocre, ainsi que le montrent les trois coupes transversales. Comment expliquer ce fait, si ces surfaces, actuellement aussi fraîches qu'après le travail du creusement, eussent été exposées longtemps aux influences atmosphériques ; on ne voit pas de raison pour qu'elles eussent été plus épargnées que les parties supérieures. Il faut donc admettre que les éboulis des autres parois auront recouvert ces parois profondes assez rapidement pour les abriter.

III

A côté de la partie géologique, qui a déjà ses ombres, la partie historique de la grotte du Mammouth paraîtra bien obscure. Le fait certain, c'est la présence de l'homme dès la première période du remplissage par les éboulis et durant toute la suite de ce travail ; puisque les galets, les os brisés, les dents d'animaux se trouvent en contact avec la couche d'ocre et ne cessent pas de se rencontrer à tous les niveaux. Mais, quand a commencé ce remplissage ? Il ne s'agit pas, bien entendu, de l'âge chronologique de l'histoire, mais de l'âge relatif. En un mot, le remplissage a-t-il commencé aussitôt que les eaux ont cessé d'inonder la grotte ? Dans ce cas, l'homme du Mammouth aurait vécu à l'époque des grands cours d'eau qui ont marqué le début des temps quaternaires.

Cefait me paraît probable, et voici les raisons que je trouve à l'appui. D'abord, la faune de toute la masse du remplissage est très ancienne et les outils de silex, trouvés depuis le fond jusqu'à 60 centimètres du sol, sont réputés pour les plus primitifs de l'industrie humaine. Il n'est donc pas téméraire de conclure que ce remplissage, à son début, remonte très haut dans les temps quaternaires, peut-être à l'époque des grands fleuves. De plus, les inondations fréquentes qu'accusent les dépôts d'ocre, avaient pour effet de soustraire les parois de la grotte aux influences de l'air ; mais une fois les eaux retirées définitivement, les alternatives de sécheresse et d'humidité auront dû se faire sentir, et les détritus auront commencé aussitôt, pour ne plus s'arrêter qu'au voisinage de l'âge du renne. Enfin, il est à remarquer qu'il ne se trouve pas de débris d'animaux sauvages au contact de l'ocre, sauf quelques dents et de menus ossements. S'il se fut écoulé une longue période entre le départ des eaux et les premiers éboulis de la voute, les bêtes, en l'absence de l'homme, n'auraient pas manqué d'y établir leur repaire, et l'on retrouverait des traces de leur séjour. Il existe en effet, à la grotte des Fées, sur le plancher rocheux, un amas considérable de débris d'ours des cavernes, dont notre savant secrétaire a pu retirer les spécimens si curieux du Musée ; et cette grotte est à quelques mètres seulement au-dessus de la Cure, ce qui annonce, pour le temps de l'établissement du repaire, un régime des eaux différent de celui que nous avons constaté et par conséquent une époque moins reculée.

Dès que les premières crues eurent visité la grotte, et en même temps que le remplissage commençait son œuvre, l'homme signalait donc sa présence par quelques galets d'abord, par des ossements brisés et des dents d'animaux, qu'il laissait sur la couche d'ocre en visitant curieusement ce souterrain. Lui seul, d'ailleurs, paraît l'avoir visitée et peut être habitée dans les derniers temps. La grotte, en effet, ne fut jamais un repaire proprement dit : on n'y a trouvé ni coprolithes, ni os rongés, sauf deux petits, ni débris importants de squelette. Cela se comprend, cette cavité était trop peu profonde pour donner la sécurité aux animaux, alors que l'homme était dans le voisinage. La grotte ne fut jamais non plus la résidence habituelle de l'homme : elle était trop étroite et trop basse dans les premiers temps pour être habitable. On n'a d'ailleurs qu'à se reporter à la coupe du milieu, où la grotte est restituée dans son état primitif, pour voir l'aspect de ce souterrain. Aussi l'homme n'y venait-il faire d'abord que de rares apparitions, comme l'indique la faible quantité d'objets trouvés dans les

couches du fond. Plus tard, par le progrès de remplissage, l'homme aurait pu s'établir dans la grotte, car elle devait être assez saine, si l'on en juge par la rareté des concrétions trouvées dans les matériaux, mais c'est l'avis des savants qu'à cette époque, assez chaude encore, l'homme recherchait le plein air pour son habitation. On ne trouve, en effet, depuis le plancher rocheux jusqu'à 60 centimètres du sol, aucune trace de charbon, ni d'amas d'os ou de silex au même endroit, comme cela se voit dans les grottes habitées par l'homme, au Moustier, par exemple. Le seul grand foyer, trouvé à l'entrée, et qui paraît être de l'époque du silex taillé en lames avec faune antique, ne contient lui-même aucun silex, ni aucun ossement : il indique un feu allumé la nuit, pour éloigner les bêtes sauvages, tandis que l'homme reposait à l'intérieur.

La grotte du Mammouth était donc seulement un lieu de repos pour la nuit, un abri contre les grandes pluies. C'était là que l'homme venait de temps en temps, car il avait à choisir, pour prendre le repas qu'il s'était préparé ailleurs ; c'est là qu'il cassait les os de cheval ou de bœuf, pour en extraire la moëlle qu'il mangeait avec délices, ou dont il se frottait le corps, comme font encore les sauvages dans leur sommaire toilette.

Les galets, assez nombreux et généralement intacts, que l'on a trouvés par toute la grotte et surtout dans le caveau, sont sans doute ceux qu'il jetait de l'entrée, pour s'assurer, avant de pénétrer, que quelque bête n'y était pas cachée. D'ailleurs les pierres devaient être, dans ce temps là, une des armes les plus ordinaires et les premières employées : sa massue ou son pieu d'une main, un galet de l'autre, c'est ainsi qu'on se représente l'homme chasseur de cette époque reculée. Il pouvait se faire aussi que les galets les plus durs, ceux de quartzite, par exemple, servissent de percuteurs pour la taille du silex ; mais l'examen des pierres recueillies là indique que ce n'était pas leur principal usage.

Il est une chose qu'il est plus difficile d'expliquer : c'est cette quantité d'os de phalanges et surtout de dents répandues partout tandis que les débris de mâchoires sont si rares. On trouverait naturel que l'homme eût apporté, avec les ossements de l'animal, des mâchoires entières garnies de leurs dents, pour les briser tous ensemble. Ce qu'on peut dire de mieux, c'est que les pattes et plus encore les dents du gibier devaient être, après une chasse heureuse, un objet de curiosité et de fierté qu'on portait partout avec soi ; car plus tard l'homme les gardera suspendus à son cou, quand il saura percer les os et faire des colliers. Il faut tenir compte aussi de la population enfantine, quoique les hommes mêmes fussent

de grands enfants ; et cette grotte devait être un lieu de récréation pour les petits sauvages, qui venaient, comme viennent encore les enfants de Saint-Moré, la visiter en y apportant les jouets de ce temps-là, jouets qui ne pouvaient être qu'une dent d'éléphant, une belle canine d'ours ou une grosse molaire de cheval, voire même une patte d'ours des cavernes.

Mais dans la question de l'habitation, l'esprit ne peut se contenter du négatif ; on cherche quel pouvait être le lieu de campement de ces tribus si sédentaires, puisque nos grottes n'étaient guère habitables. La côte de Chaux, ou colline des Tunnels, est une langue de terre très resserrée qui s'avance dans l'anse profonde de la rivière ; elle n'offrait donc pas de quoi se mettre au large avec ses pentes escarpées ou rapides. Les inconvénients de cette situation étaient grands : d'un côté, les crues, qui devaient être encore fortes et fréquentes au début du quaternaire, ne permettaient pas une installation au bord de l'eau ou sur les premières pentes de la vallée. D'un autre côté, le pied des escarpements offrait bien, au plein soleil du midi, un abri parfait contre les vents ; mais la pente du terrain était trop raide, et le danger des éboulis trop continuel, pour que l'homme y posât ses huttes. Il faut donc remonter la côte et placer le village primitif sur la croupe de la colline : c'était le seul emplacement convenable à tout point de vue.

La longue bordure du cirque n'était pas, en effet, dénudée comme aujourd'hui ; elle portait certainement un couronnement de petits rochers qui s'élevaient ça et là sur toute la surface. On rencontre encore, sur les bords du chemin qui longe le sommet boisé, des monticules d'éboulis de rochers ; et ce qu'on voit n'est rien en comparaison de ce qui devait couvrir la croupe et les pentes de la côte. Tous les débris ont été ramassés pour construire le retranchement qui s'élevait à mi-côte et qu'on nomme le *Querre*.

Cette muraille de pierres sèches, peut-être gauloise, forme aujourd'hui un éboulis de 200 mètres environ de longueur sur 10 et 12 mètres de largeur. Cet amoncellement considérable de matériaux ne peut venir que des rochers disséminés autrefois sur toute la colline ; et c'est là au milieu de ces blocs encore peu entamés par le temps, que devait être le village quaternaire, appuyant ses grossières cabanes contre les rochers qui lui faisaient un abri contre les vents du nord. Du haut de cet observatoire, l'homme primitif voyait passer les troupeaux dans la vallée, du côté du nord et du midi ; il pouvait suivre les mouvements du gibier et préparer ses chasses. Quand les crues ne furent plus à

craindre, il a dû descendre peu à peu vers la rivière et s'établir probablement sur la pente douce de l'ouest. Les champs sont remplis, de ce côté, de débris de silex, assez rarement en forme de lames ; et j'ai de là une pointe du type moustérien bien caractérisée.

IV

La simple fréquentation des grottes par l'homme, à cette époque, semble un fait bien démontré, dans le cas présent ; mais une chose qui le prouve encore, c'est la petite quantité de silex qui s'est trouvée pour une aussi longue période que celle du remplissage. Il est pourtant certain que l'homme chasseur, et je parle surtout de l'habitant des couches profondes, s'exerçait à la taille du silex, puisqu'on a recueilli deux *nucléus* et une centaine de fragments et d'éclats répandus à tous les niveaux. Mais faute de silex qui se prête bien à la taille, il se contentait, pour les besoins de son industrie, du silex grossier et tenace du pays, auquel il s'efforçait de donner la pointe et le tranchant de l'outil chelléen ou moustérien. C'était une besogne difficile, mais qui prouve, selon moi, que l'ouvrier était capable de produire les beaux types en silex de la craie qu'il nous a laissés.

Quelle était la provenance de ce dernier silex ? Il devait être bien rare, puisqu'il ne s'est rencontré, outre les quatre pièces finies, que deux ou trois de ces outils de rebut qui sont si nombreux partout ailleurs. A quoi donc attribuer cette rareté du beau silex, dont on ne retrouve pas d'exemple dans les autres grottes de Saint-Moré ? La population primitive, une fois fixée à ses rochers, s'y est-elle cantonnée tout à fait, sans se préoccuper de rechercher les gisements riches, qui sont pourtant à moins de 100 kil. ; ou bien allait-elle au pays de la craie, pour se procurer toutes faites les principales pièces de son outillage, se réservant la fabrication des outils d'un usage ordinaire ? J'ai pensé, faute de meilleure explication, que le silex crétacé employé par les premiers hommes du Mammouth provenait de la butte de Roumont, qui domine à l'ouest Domécy-sur-le-Vault et qui se trouve à dix kilomètres au sud de Saint-Moré. Il y a là, en effet, un dépôt tertiaire, qui a été souvent visité et signalé, ainsi que son voisin de Grosmont. Sur le flanc N. O. de la montagne, on voit, enfoncés en terre ou répandus sur le sol, des morceaux de silex de toute grosseur et même de petits blocs. Ces silex ont une patine remarquablement blanche, et, si l'on ne constatait l'absence de tout indice de taille, on se croirait dans un atelier des mieux approvisionnés. Je trouve donc

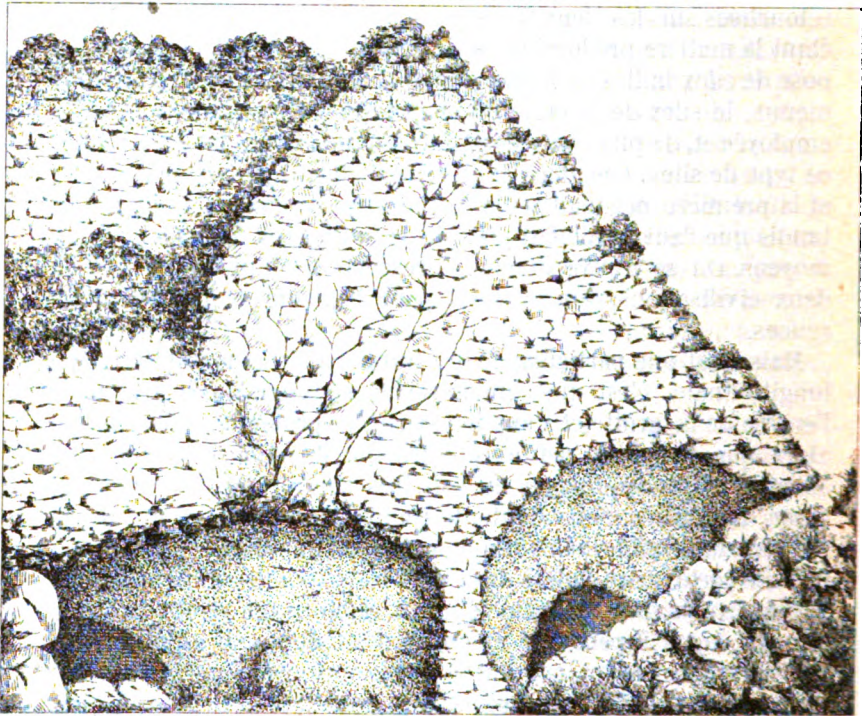
une présomption en faveur de Roumont dans cette rareté du silex crétacé au Mammouth, dans cette proximité du gisement et aussi dans cette patine blanche uniforme, qu'on ne rencontre que par exception sur les outils des autres grottes de Saint-Moré.

La question n'a pas grande importance, mais ce qui est digne de remarque, c'est la présence dans la grotte, au milieu d'une faune uniforme, de deux industries différentes. L'une comprend, en effet, de gros fragments et éclats et des outils en pointes fortes, retouchées sur les deux faces ou sur une seule, le silex calcaire étant la matière prédominante de cette industrie. L'autre se compose de silex taillés en lames de petite dimension et d'éclats tous menus, le silex de la craie étant presque exclusivement la roche employée et, de plus, une poterie grossière accompagnant toujours ce type de silex. Ces deux industries n'étaient jamais mélangées ; et la première occupait seule les couches profondes de la grotte, tandis que l'autre s'étalait près de la surface et dans les niveaux moyens. On se trouve donc en présence de deux peuples et de deux civilisations, qui accusent pour l'époque de grandes différences.

Mais il est une particularité qui frappe, à l'examen de la coupe longitudinale, c'est que l'industrie du silex en lames atteint, à l'entrée de la grotte et dans le caveau, la profondeur de 1 mètre alors que les deux petites pointes du Moustier n'étaient qu'à 70 centimètres au-dessous du sol, très peu au-dessous du grand foyer de l'entrée. Sans doute, le remplissage d'une grotte ne se fait pas aussi uniformément que le dépôt d'une couche géologique, de telle sorte qu'on puisse dire, de tous les points situés au même niveau, qu'ils sont du même âge. Ce remplissage peut être assez régulier, mais il peut être assez mouvementé, pour qu'un niveau de 1 mètre de profondeur soit contemporain et même plus récent qu'un niveau de 70 centimètres. Cependant, pour le cas qui nous occupe, je ne crois pas à d'aussi grandes différences dans les niveaux du même âge ; je n'en vois pas la raison : la grotte étant de petite dimension, a dû être soumise uniformément aux influences détritiques, et, de plus, aucun dépôt n'est venu du dehors troubler son remplissage.

Il faudrait donc en conclure qu'au Mammouth, l'industrie du silex en pointes s'est trouvée, à son déclin, contemporaine du silex en lames avec poterie. La peuplade, apportant la nouvelle industrie, aura visité la grotte avant le départ ou l'extinction de l'autre ; à moins qu'on aime mieux penser que les deux peuples ont fusionné. Les dernières traces de l'industrie ancienne se trouveraient dans ce petit amas de l'entrée, qui contenait les deux gros ossements

entiers, les dents et les deux silex moustériens. Ces débris pouvaient être les apprêts d'un festin que les nouveaux arrivants auraient interrompu. Les vainqueurs auraient fini par prendre la place de l'antique race, et sur ces restes abandonnés ils auraient installé leur foyer, faisant de cette grotte, devenue habitable, sinon une demeure, du moins un abri de la nuit ou de la mauvaise saison.



GROTTE DU MAMMOUTH (Vue de l'entrée)

Combien dura cette nouvelle civilisation ? Fut-elle aussi longue que la première ? Il se fit encore 1 mètre environ de remplissage, ce qui est relativement considérable, car ce fut toujours avec plus de lenteur, en approchant de l'arrêt complet. D'un autre côté, la rareté des débris semblerait infirmer cette preuve d'une longue durée ; mais on peut supposer qu'on est en présence d'une population peu nombreuse et peu industrielle, ou peut-être très mobile dans ses campements. Elle était certainement plus voyageuse

que l'autre, puisqu'elle connaissait les pays riches en silex et qu'elle y puisait habituellement. Seulement ses types d'outils ne sont pas beaux ; ils sont loin d'avoir la grandeur et la perfection des pièces de la Madeleine, que nous trouverons dans la grotte d'à côté. Son industrie resterait donc bien en arrière de l'industrie des couches profondes, si elle ne rachetait cette infériorité par la connaissance de la poterie. C'est tout ce qu'on peut dire de cette civilisation, si l'on ne veut pas entrer dans le domaine de la simple conjecture.

V

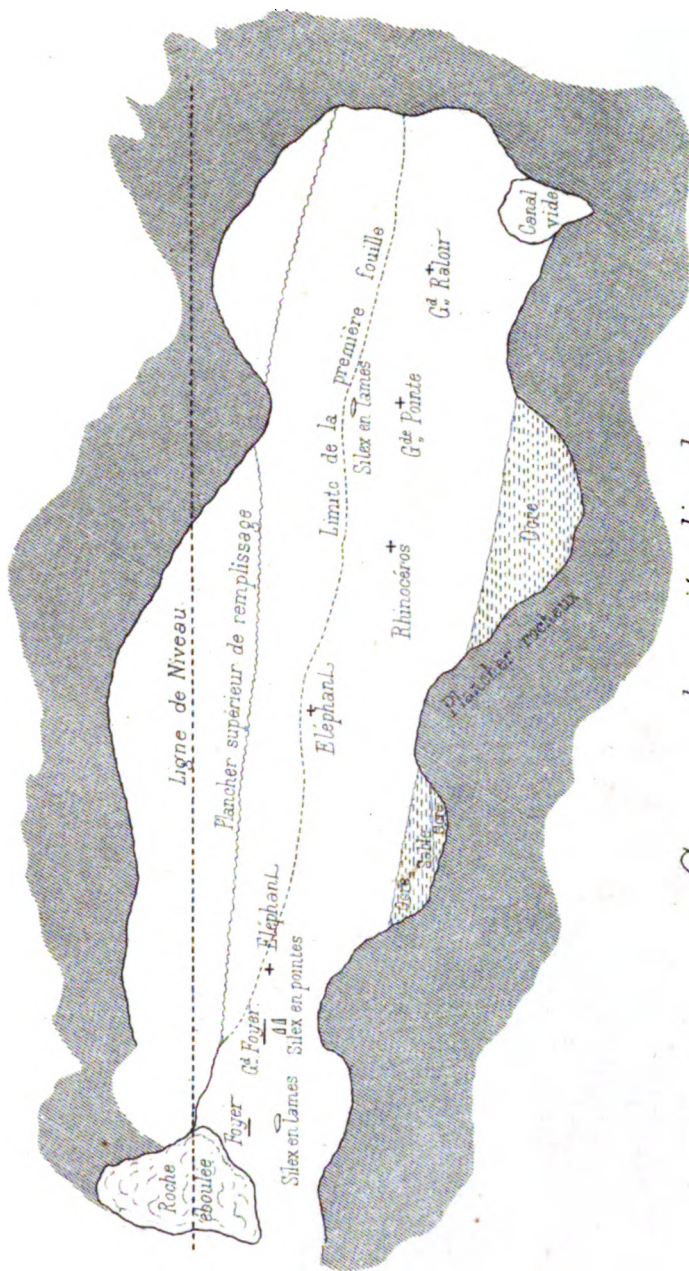
C'est donc ainsi que l'homme vivait dans ce petit coin enchanté des bords de la Cure, que les hommes, depuis lors, n'ont plus jamais cessé de fouler. On sait bien peu sans doute de la vie de ces primitifs, mais on ne voit pas de raison pour dire que leur existence fut précaire. Cette résidence d'une très longue durée et probablement d'une même race d'hommes, si ce n'est de la même tribu, vivant sans interruption au même endroit montre bien, ce me semble, que la vie de ces hommes n'était pas errante et malheureuse. Pourquoi n'auraient-ils pas été sédentaires ? Ils trouvaient dans la contrée, largement arrosée, des troupeaux de chevaux dont la chair les nourrissait facilement ; car le cheval, à en juger par le nombre des dents trouvées, devait être abondant. De plus la chasse devait en être facile : placés comme à Solutré, près d'une ligne d'escarpements, les hommes pouvaient rabattre la troupe et l'amener par la pente opposée jusqu'au sommet : la chute de l'animal leur livrait le gibier sans plus de difficulté.

L'homme avait aussi, comme précieuse ressource, l'ours des cavernes, habitant les repaires de la côte d'Arcy, qui lui fournissait sa chair et sa graisse, mets succulents pour un sauvage, et sa peau bien fourrée pour le vêtir. Cet ours, aux proportions énormes, ne devait pas être un ennemi déclaré de l'homme ; car s'il était quelque peu carnivore, le gibier ne lui manquait pas ; et d'ailleurs l'homme aurait éloigné sa demeure d'un tel voisinage s'il eût été dangereux pour lui. Parfois dans l'étroite vallée, enserrée de pentes rapides, s'engageait un éléphant, suivi de son compagnon habituel le rhinocéros ; et la tribu en liesse se lançait, sous la direction du chef, à la poursuite de l'énorme bête : la présence de dents de Mammouth nous montre que là encore, soit par ruse, soit par force, l'homme demeurait le vainqueur. Il payait bien quelquefois de sa vie dans ces combats avec ces redoutables adversaires, mais alors il était l'agresseur ; et si sa force de résistance lui épargnait les

maladies qui sont le partage des modernes, ses besoins lui créaient des dangers, et ainsi se rétablissait l'équilibre pour le tribut qu'il faut payer à la mort.

Plusieurs de ces considérations paraîtront n'être que l'hypothèse, mais l'hypothèse qui s'appuie du moins sur un ensemble d'observations. D'ailleurs, après avoir exposé avec exactitude des faits que chacun pourra apprécier selon ses connaissances, il était bien permis, à celui qui a exhumé ces trop rares vestiges des premiers âges, de donner quelque essor à sa pensée. Assis à la place même où s'étaient tant de fois réunis ces inconnus, sur ces roches de l'entrée, polies et comme usées par leur frottement, c'était une jouissance de se représenter cette vallée sauvage d'autrefois, sillonnée par les grands animaux de l'époque quaternaire, puis de voir apparaître, tout à coup, des êtres nouveaux, qui arrivaient, avides de savoir s'il était des bornes à leur empire. Ils étaient d'apparence chétive, à côté des autres, mais ils avaient le corps droit et la face tournée vers le ciel, et ils avaient bientôt prouvé, même aux plus forts, qu'ils étaient rois de la création, de par l'intelligence. Ils étaient sans doute de ces premiers essaims que la Providence envoyait du berceau du monde, non les plus riches, ni les plus industriels, selon la loi ordinaire des migrations ; et je les saluais, ces hommes, comme des frères, comme des aînés, dans la pensée que nous devions peut-être à leur sang quelque chose du courage et de l'attachement au sol natal qui distinguent notre race.

GROTTE DU MAMMOUTH



Coupe longitudinale

Echelle 0m 01 p mètre

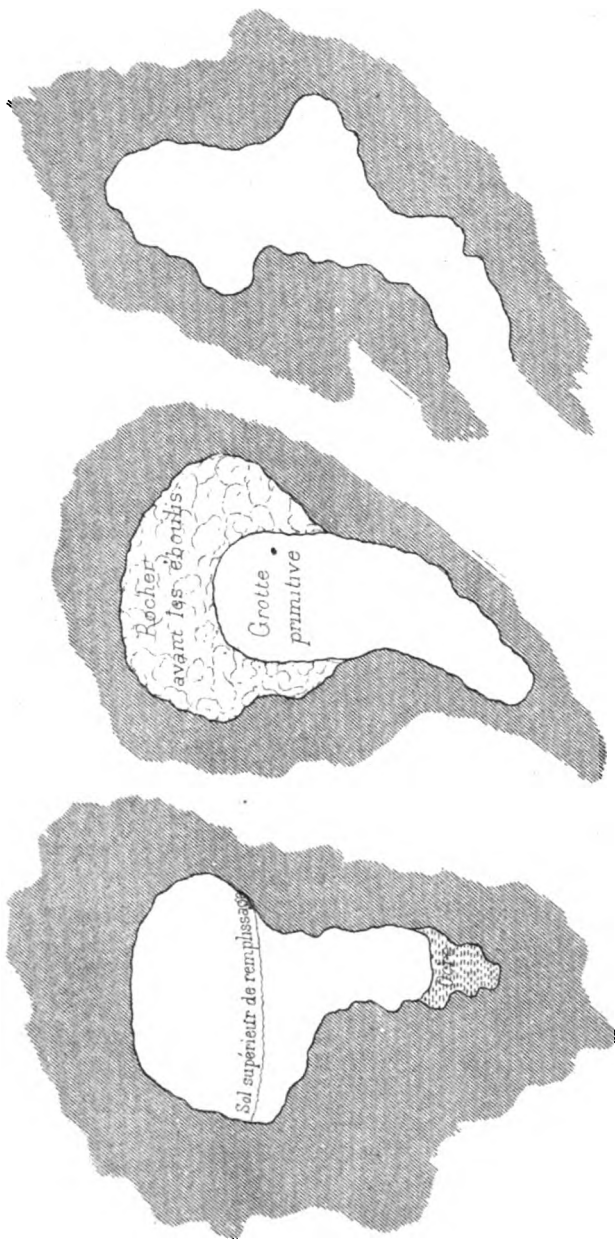


GROTTE DU MAMMOUTH

Entrée

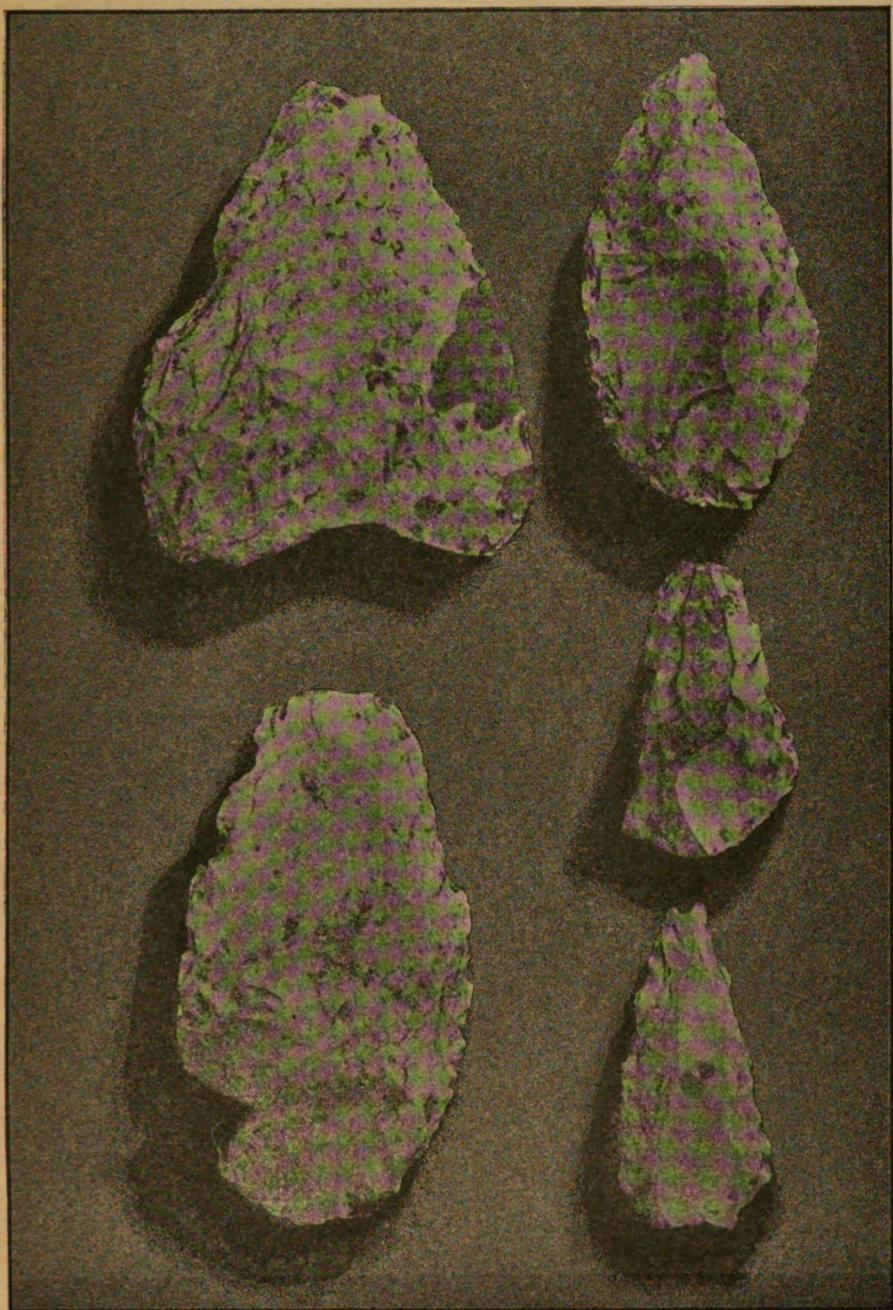
Milieu

Chevet

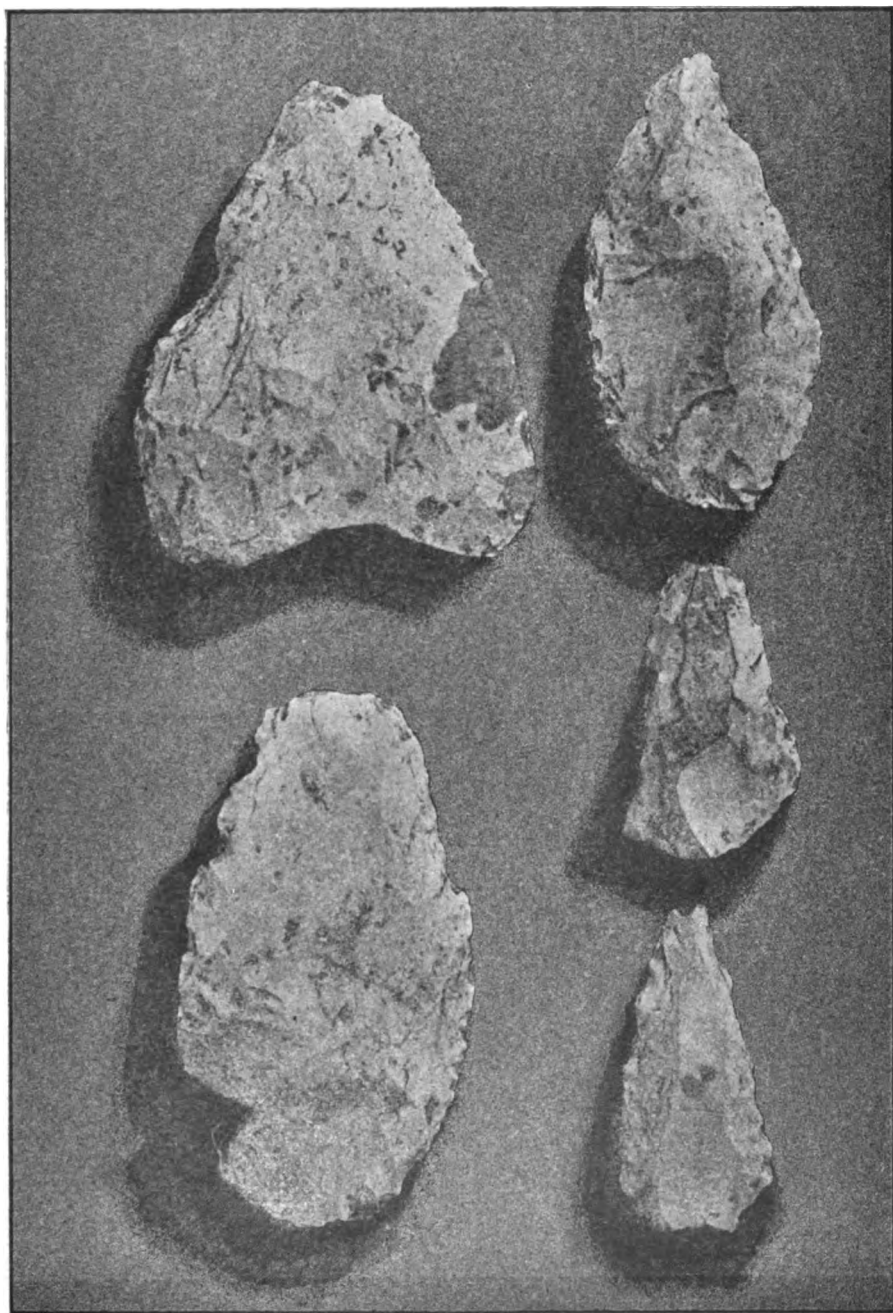


Coupes transversales

Echelle 0^m 0^m 1^m 2^m 3^m 4^m 5^m 6^m 7^m 8^m 9^m 10^m



OBJETS TROUVÉS DANS LA GROTTÉ DU MAMMOUTH



OBJETS TROUVÉS DANS LA GROTTÉ DU MAMMOUTH

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

TROISIÈME PARTIE
—
COMPTES-RENDUS DES SÉANCES



QUARANTE-SEPTIÈME VOLUME
TOME XVII DE LA 3^e SÉRIE
—
1893

MEMBRES DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1893.

	MM.
Président	G. COTTEAU.
Vice-Présidents	D ^r Félix RABÉ.
—	E. PETIT.
Secrétaires.....	H. MONCEAUX.
—	F. MOLARD.
Archiviste.....	U. RICHARD.
Archiviste honoraire.....	LORIN.
Trésorier	DEHERTOG.
Trésorier honoraire.....	GUYARD.

COMMISSION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL

(Beaux-Arts et Archéologie)

Directeur :

M. G. COTTEAU.

Conservateurs :

MM. BIARD, Peinture et Sculpture,
MONCEAUX, Archéologie et Céramique.
MANIFACIER, Numismatique.

SALLE D'ECKMÜHL

Conservateur honoraire :

M. le marquis D'AVOUT, à Vignes.

Conservateur titulaire :

M. Ch. JOLY.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES SCIENCES

HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1893.

III

COMPTES-RENDUS DES SÉANCES.

SÉANCE DU 5 JANVIER 1893

PRÉSIDENCE DE M. G. COTTEAU

Décès d'un membre. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le président annonce la mort inopinée de notre collègue M. Victor Claude, officier d'académie, bibliothécaire-adjoint de la ville d'Auxerre, qui s'occupait beaucoup de littérature et dont les poésies, empreintes du cachet bourguignon, sont bien connues et appréciées. M. Claude était l'un des membres les plus assidus de nos réunions et il a fait don à la bibliothèque de la ville d'une série très importante, intéressant surtout la littérature contemporaine. M. Molard est chargé de rédiger une notice biographique qui rappellera dans notre bulletin le souvenir sympathique de cette figure auxerroise qui ne comptait que des amis parmi nous.

Nominations. — Il est procédé à l'élection des membres présentés. Sont élus successivement membres titulaires de la Société :

1° M. de Raincourt, membre du Conseil général de l'Yonne pour le canton de Chéroy ;

2° M. Chéreau, membre du Conseil général de l'Yonne pour le canton de Sergines ;

3° Mlle de Nansouty, propriétaire au château d'Orcin, près Les Laumes (Côte-d'Or) ;

4° M. Coutura Louis, premier clerc chez M^e Guimard, notaire à Auxerre ;

5° M. Kielhmann, ancien négociant à Auxerre ;

6° M. Villetard de Laguérie, professeur d'histoire au collège d'Auxerre ;

7° M. Perrette, négociant en vins à Auxerre ;

8° M. Milliaux, vice-président du Conseil de préfecture à Auxerre;

Présentations. — Sont présentés comme membres titulaires;

1° M. Emile Bobin, architecte à Château-Chinon, présenté par M. E. Petit et H. Monceaux.

2° M. Peyranne, ancien percepteur demeurant à Auxerre, 15, rue Gérot, présenté par MM. Guyard père et Cotteau.

Il sera statué sur ces nominations conformément au règlement.

Correspondance imprimée. — M. le secrétaire donne connaissance d'une demande de la Société impériale de géographie de Vienne pour l'échange des bulletins et mémoires des deux sociétés. L'échange est accordé, en considération de l'importance de cette Société.

M. le Secrétaire dépose ensuite la liste des publications parvenues pendant le mois.

I. Envois du Ministère

— Revue des travaux scientifiques, t. XII, n° 4, 5 et 6.

— Nouveau Dictionnaire de Géographie universelle. 65° et 66° fascicules. S.-T.

II. Envois des Sociétés correspondantes

AMIENS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. Année 1892, n° 2.

— Mémoires de la Société linnéenne du Nord de la France, t. VIII, 1889-1891.

ANGERS. — Annales de la Société d'horticulture de Maine-et-Loire, 1^{er} et 2^e trimestres, 1892.

BREST. — Bulletin de la Société académique de Brest. t. XII, 1891-92.

BRUXELLES. — Bulletin de la Société belge de Microscopie, t. XVI. — Bulletin n° 4. Novembre 1892.

— Bulletin de la Société belge de Géographie, n° 3 et 4. 1892.

DRAGUIGNAN. — Bulletin de la Société d'agriculture, du commerce et de l'industrie du Var. Octobre et Novembre 1892.

MENDE. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Lozère. Août-Octobre 1892.

NANTES. — Annales de la Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. 1892, 1^{er} semestre.

— Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. 1^{er} semestre, 1892.

PARIS. — Bulletin des séances de la Société entomologique de France. Année 1892, feuilles 13 et 19.

— Feuille des Jeunes Naturalistes, n° 267, 1^{er} Janvier 1893.

— Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris. 3^e fasc. Avril-juillet 1892.

— Bulletin de la Société géologique de France. Novembre 1892.

— Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. N° 12. Décembre 1892.

— Revue des études grecques. T. V, juillet-septembre 1892.

— Revue historique. Novembre-Décembre 1892.

POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e trim. 1892.

SEMUR. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur, 2^e semestre, n° 6. Année 1891.

STRASBOURG. — Bulletin de la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace. Novembre 1892.

VITRY-LE-FRANÇOIS. — Société des sciences et arts de Vitry-le-François. T. XVI, 1889-90.

SANTIAGO. — Actes de la Société scientifique du Chili, fondée par un groupe de Français. 2^e année. Feuilles 1 à 37. Octobre 1892.

III. Envois divers.

— La Province, Revue mensuelle, n° 8. Août 1892.

— Revue de Champagne et de Brie. Octobre-Novembre 1892.

— Bulletin du Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. N° 12. Décembre 1892.

— Rassegna delle scienze geologiche in Italia. Rome. 1^{er} semestre, 1892.

Dons au Musée. — M. le président annonce qu'il a reçu pour le Musée de la part du Ministère des beaux-arts et à titre de dépôt un tableau provenant des réserves des Musées nationaux, attribué à Desportes (fruits, melons, prunes).

— M. Viault, notre collègue de Chablis, a envoyé également pour le Musée :

1^o Une paire de chenets en fer portant l'écusson de Marguerite de Bourgogne, comtesse de Tonnerre, et de Charles d'Anjou ; cette pièce intéressante provient de l'ancien château de Tonnerre.

2^o Une cheminée monumentale provenant de l'ancien auditoire de la prévôté royale de Chablis et qu'il a fait démonter et expédier à ses frais sur le désir exprimé par M. Monceaux de voir cette cheminée figurer au Musée. Les sculptures ont été exécutées au xvi^e siècle par un habile praticien, et l'on ne saurait trop remercier notre collègue qui a sauvé cette belle pièce de la destruction. Des panneaux de chêne recouverts de peinture qui accompagnaient la cheminée seront restaurés et offerts ultérieurement par M. Viault.

Comptes de 1892. — M. le président dépose au nom du bureau les comptes en recettes et dépenses de l'année 1892. L'examen en est renvoyé à une commission composée de MM. Bigot, Limosin et Raoul.

Communications et Lectures. — M. Molard à la parole ensuite et communique, au nom de M. Badin de Montjoie, une notice sur

l'abbé Jean de Saint-Aubin, curé de Saint-Père-sous-Vézelay avant 1790 et qu'il ne faut pas confondre avec Jean-Martin de Saint-Aubin, son cousin, chanoine de la collégiale de Saint-Just de Lyon qui fut arrêté après le siège de cette ville et exécuté en 1794. Cette notice sera insérée au Bulletin.

— M. l'abbé Horson, curé de Cheny, donne lecture de la notice qu'il a rédigée sur sa paroisse.

Cette notice est intéressante et l'on ne saurait trop encourager MM. les curés et instituteurs à recueillir au grand profit de l'histoire locale des pages semblables.

— M. U. Richard termine la séance par la lecture de la relation d'une excursion qu'il a faite dernièrement à Beaune et dans la Côte-d'Or. L'heure avancée n'en permettant pas la lecture complète, cette lecture sera continuée à la prochaine réunion.

Après cette communication la séance est levée.

SEANCE DU 5 FÉVRIER 1893.

PRÉSIDENCE DE M. COTTEAU.

Congrès des Sociétés savantes et des Sociétés des Beaux-Arts. — Après l'adoption du procès-verbal, M. le Président donne connaissance de la circulaire par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts rappelle que la 17^e session des Sociétés des Beaux-Arts des Départements ouvrira le 4 avril, en même temps que la réunion des Sociétés savantes. En conséquence les membres de la compagnie qui désirent assister à ces réunions sont priés de se faire connaître, afin qu'ils puissent être désignés comme représentants de la Société.

MM. Cotteau, E. Petit, Molard, Monceaux, Rabé, l'abbé Bouvier, Lanier et Guérin, s'étant fait inscrire, sont désignés pour représenter la Société tant au Congrès de la Sorbonne qu'à celui des Beaux-Arts.

Des lectures seront faites :

- 1^o Par M. Cotteau, sur les Echinides nouveaux ;
- 2^o Par M. Molard, sur l'administration de la Corse par la banque de Saint-Georges ;
- 3^o Par M. l'abbé Bouvier, sous le titre de Réponse à M. l'abbé Duchesne, à propos des actes de saint Savinien.

Cette liste sera adressée à M. le Ministre, et les cartes individuelles seront envoyées aux membres désignés, aussitôt qu'elle nous seront parvenues.

Exposition de Chicago. — M. le Ministre adresse encore une circulaire pour inviter la Société à lui faire parvenir un exemplaire de ses publications parues pendant le cours de l'année 1891, afin de les faire figurer dans l'exposition générale du ministère à l'Exposition de Chicago. Cet envoi sera fait selon le désir de M. le Ministre.

Comptes et budget. — M. Amédé Bigault, au nom de la Commission des comptes, composée de MM. Bigault, Limosin et Raoul, fait le rapport suivant :

J'ai l'honneur de vous rendre compte en mon nom et au nom de mes honorables collègues, MM. Limosin et Raoul, de l'examen des recettes et dépenses de la Société pour l'année 1892, dont on a bien voulu nous charger. Il résulte de cet examen que le total des recettes s'étant élevé à 7,809 fr. 87, et le total des dépenses à 6,829 fr. 43, il reste en caisse au 31 décembre 1892, 980 fr. 44, dont 600 francs à la Caisse d'épargne.

Les comptes nous ont paru d'une exactitude et d'une régularité parfaites et justifiés par toutes les pièces à l'appui.

Aussi vous prions-nous, Monsieur le Président, de vouloir bien faire agréer tous nos remerciements à l'honorable trésorier, M. Dehertog.

Après cette lecture, les comptes de l'année 1892 sont approuvés et des remerciements sont votés à notre zélé trésorier, M. Dehertog.

— M. Monceaux présente ensuite, au nom du Bureau, le projet de budget pour l'année 1893. Ce projet se solde par une somme de 7,877 fr. 44 en recette et en dépenses.

M. le président le met aux voix; après quelques explications il est adopté par l'assemblée dans les termes suivants :

RECETTES

RECETTES			
§ I. Solde de compte 1891	1	Reliquat en caisse au 31 déc. 1892.	960 44
	2	Cotisations arriérées.....	» »
	3	Cotisations de 270 membres à 12 fr.	3240 »
	4	Cotisations de 15 nouveaux membres 18 fr.....	270 »
§ II. Produits ordinaires.	5	Cotisations de 20 membres correspondants.....	120 »
	6	Produits des publications.....	50 »
§ III. Publications.....	7	Arrérages de rentes 3 1/2. (Legs Chaillou des Barres).....	200 »
	8	Arrérages de rentes 3 0/0. (Legs Challe).....	147 »
	9	Encouragement du ministère de l'instruction publique.....	500 »
	10	Subvention du Département.....	1000 »
§ V. Recettes diverses ..	11	Subvention de la Ville.....	400 »
	12	Subvention de la Ville pour le médailler. (Legs Gariel).....	500 »
	13	Intérêts de la rente de Blocqueville	500 »
Total des recettes..			7877 44

DÉPENSES

§ I. Passif.	1	Solde du compte d'impressions restant dû au 31 décembre 1892.....	1800 ..
§ II. Publications.....	2	Impression du Bulletin (2 ^e semestre 1891 et 1 ^{er} semestre 1892).....	3500 ..
	3	Planches	600 ..
	4	Frais de bureau et d'affranchissement	300 ..
§ II. Frais de bureau...	5	Frais de recouvrements	50 ..
	6	Garçon de salle	125 ..
	7	Conservation du Musée d'Eckmühl.	500 ..
§ IV. Jetons de présence.	8	Acquisition et rachat de jetons	600 ..
§ V. Musée et Collections	9	Entretien du Musée et fouilles.....	600 ..
	10	Entretien du médailler.....	700 ..
§ VI. Dépenses imprévues	11	Dépenses imprévues.....	102 44
Total des dépenses..			7877 44

Élection de nouveaux membres. — Sont élus comme membres titulaires les deux membres suivants présentés à la dernière réunion :

1^o M. Emile Robin, architecte à Château-Chinon.

2^o M. Peyranne, ancien percepteur, demeurant à Auxerre, 15, rue Géro.

Présentations. — M. Emile Petit, architecte à Auxerre, 29, rue Philibert-Roux, est présenté comme membre titulaire par MM. Emile Boucher et Monceaux.

— M. Lesire Raoul-Jules, professeur au Collège, est également présenté comme membre titulaire par MM. Molard et Monceaux.

Il sera statué sur ces nominations conformément au règlement.

Correspondance imprimée. — M. le secrétaire présente au nom de notre collègue M. Prou, un exemplaire du *Catalogue des monnaies mérovingiennes* qu'il vient de faire paraître.

M. Maurice Prou, sous-bibliothécaire au département des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale, nous a adressé un beau volume que tous ceux qui s'occupent de l'histoire nationale voudront lire. Sous le titre de *Introduction au catalogue des monnaies mérovingiennes de la Bibliothèque nationale*, notre collègue passe en revue toute la législation de notre système monétaire pendant la période mérovingienne. C'est une étude savante, un résumé bien complet de la matière qui a exigé de la part de son auteur des recherches considérables. On en jugera par les titres suivants des principaux chapitres.

Les monnaies dans les lois salique et répair.

Les monnaies d'or pseudo-impériales.

Les monnaies d'or royales.

Les monnaies d'or des églises.

Les monnaies d'or des monétaires.

Les monnaies d'argent et de bronze.

Cette introduction, accompagnée de reproductions nombreuses de pièces rares de l'époque mérovingienne, fait bien augurer du soin avec lequel a été rédigé le catalogue des monnaies mérovingiennes de la bibliothèque nationale, la plus riche du monde dans cette section comme dans plusieurs autres.

M. Prou, chargé de la direction de ce catalogue, a adopté l'ordre géographique lequel permet de grouper ensemble les ateliers d'une même région et donne plus de certitude au classement des pièces. En effet, comme le fait remarquer l'auteur, il n'y a aucun rapport de style entre les monnaies d'un même roi, émises dans des localités différentes. Au contraire dans un même atelier, les monnaies royales sont analogues aux monnaies contemporaines des monétaires, directeurs d'ateliers ; il en résulte que les unes peuvent servir à classer les autres.

Nous adressons donc toutes nos félicitations à M. Prou pour son excellent travail et nous le remercions d'en avoir mis l'introduction à la disposition des membres de la Société.

— M. Monceaux présente ensuite dans les termes suivants une brochure que notre collègue, M. Joseph Chailley, nous a fait parvenir :

J'ai l'honneur de présenter à la Société, au nom de notre collègue, M. Joseph Chailley, une brochure extraite du *Journal des économistes* et que plusieurs d'entre vous ont sans doute déjà lue. *L'enseignement de l'économie politique en France*, tel est le titre de l'article que M. Chailley-Bert a écrit afin d'attirer l'attention sur la pénurie de nos moyens d'enseignement en ce qui concerne l'économie politique, la science par excellence qui s'intéresse à la vie des peuples et permet de les diriger dans la voie du progrès matériel. Notre collègue indique les moyens de créer cet enseignement qui n'existe à l'heure actuelle que sur le papier, et nous ne pouvons mieux faire que de rappeler ici la dernière page où l'auteur indique l'état actuel de l'enseignement de l'économie politique et ce qu'il devrait être :

« Je me résume. A l'heure présente, l'économie politique est enseignée, dans notre pays, de telle façon que probablement les élèves n'en peuvent pas tirer grande utilité et que certainement la science n'en retire qu'un mince profit.

« A l'école primaire et au lycée, l'enseignement de l'économie politique est, en dépit des programmes officiels, à peu près nul. Le temps toujours fait défaut aux maîtres et souvent aussi la compétence. Aussi, sont-ils naturellement portés à écarter ou même à supprimer de leur enseignement tout ce qui touche à l'économie politique. Cela est presque de règle. Il y a des exceptions ; elles sont si rares qu'on les cite.

« Dans les facultés, les professeurs, mal préparés par leurs études antérieures, écrasés au début par la nécessité d'apprendre la veille ce qu'ils enseigneront le lendemain, et plus tard, s'ils sont consciencieux, de remanier sans cesse leur cours, de le rajeunir, de le tenir, comme on dit, au courant, n'ont de plus qu'une seule année et, dans cette année, qu'un

nombre insuffisant de leçons, pour enseigner à leurs élèves toute l'économie politique : faits, théories, histoire.

« Cela étant, après l'école primaire, après le lycée, même après la faculté, les élèves ne savent pas l'économie politique, et ce but auquel chez nous on a tout sacrifié : vulgariser les doctrines courantes de l'économie politique, n'est que très imparfaitement atteint.

« A plus forte raison, n'a-t-on pas atteint cet autre but, que l'Etat, tout au moins, doit viser, et qu'en fait, dans tous les autres ordres de science, il a visé quand il a institué l'enseignement supérieur : je veux dire le progrès de la science.

« Comment organiser mieux la vulgarisation ?

« Comment organiser le progrès de la science ?

« Nous avons pu, au cours de cette étude, paraître nous désintéresser de la vulgarisation : notre indifférence n'était qu'apparente. Nous songerions davantage à la vulgarisation si d'autres songeaient davantage au progrès scientifique. Mais nous ne devons par oublier que la vulgarisation de l'économie politique est chose capitale : elle se lie intimement au progrès de la science, elle le prépare.

« C'est seulement quand l'écolier aura appris à l'école primaire toute cette « menue économie politique pratique » que M. de Laboulaye se vantait « d'enseigner sans sortir de la boutique d'un épicier » ; c'est quand le lycéen aura appris, d'une part, tout ce que la véritable intelligence de notre histoire suppose de connaissances sur le commerce, les douanes, la balance du commerce, le système mercantile, le rôle des métaux précieux, les impôts et la douane, les corporations et la liberté du travail, les compagnies de commerce et de colonisation etc., etc., et, d'autre part, en tant qu'ils intéressent l'économie politique et la sociologie, les principes de psychologie et de méthode, avec cette histoire des *systèmes* sans lesquels il n'est point d'esprit véritablement scientifique ; c'est seulement quand ces premières et indispensables notions auront été consciencieusement distribuées aux deux premiers étages de la grande maison universitaire, que les professeurs de faculté pourront utilement accomplir la tâche à laquelle ils sont destinés : préparer au pays des administrateurs ou des savants.

« Pour cela que faut-il ? Deux choses.

« Il faut d'abord qu'à tous les degrés de l'enseignement, on montre enfin à l'écolier l'économie politique telle qu'elle est dans la vie, tenant une place énorme dans l'histoire des nations, commandant les guerres, entraînant les peuples. Quand on enseignera l'histoire et certaines parties de la philosophie et du droit lui-même comme il conviendrait de les enseigner de nos jours, l'économie politique et son enseignement seront simplifiés, et la place qu'on leur donnera, ne fût-elle que ce qu'elle est aujourd'hui, serait presque suffisante.

« Reste à trouver de bons professeurs. Cela est moins difficile. Enseignez l'économie politique à l'Ecole primaire supérieure et à l'Ecole normale primaire ; enseignez-la à l'Ecole normale supérieure et exigez là, mais sue et comprise et intelligemment appliquée à l'enseignement, dans les

concours d'agrégation de philosophie et d'histoire ; instituez, dans les conditions que nous avons indiquées, une agrégation spéciale d'économie politique ; montrez enfin la ferme volonté que cette économie politique tienne sa place dans l'enseignement et que tous ceux qui ont le devoir de l'enseigner l'enseignement, d'ailleurs convenablement dosée. Cela fait, attendez : peu d'années se seront écoulées que déjà vous aurez à l'école, au lycée, à la faculté, des professeurs égaux à leur tâche et capables d'abord d'intéresser leurs élèves, ensuite de se préparer parmi eux des successeurs.

« Et à cette organisation, la nation ni la science n'auront rien perdu. »

Après ce compte-rendu M. le secrétaire dépose sur le bureau la liste suivante qui comprend les ouvrages parvenus au bureau pendant le mois.

I. Envois du Ministère.

— Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. 1892, n° 2 et 3.

— Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1892, n° 2.

— Journal des Savants. Novembre-Décembre 1892.

II. Envoi des Sociétés correspondantes.

ANNECY. — Revue savoisiennne, publication périodique de la Société florimontane. 1892. 33^e année.

ARRAS. — Mémoires de l'Académie des sciences, lettres et arts d'Arras, 2^e série, t. XXIII, 1892.

BALE. — Verhandlungen der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft bei ihrer Versammlung zu Basel den 5, 6, und 7 september 1892.

BRUXELLES. — Bulletin de la Société belge de Microscopie, 1892-93, n° 3.

CAEN. — Bulletin de la Société linnéenne de Normandie. Juillet-Septembre 1892.

CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société Dunoise. Janvier 1893.

FONTAINEBLEAU. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. 2^e trimestre, 1892.

GENÈVE. — Archives des sciences physiques et naturelles. Octobre-Décembre 1892. Compte-rendu des travaux présentés à la 75^e session de la Société helvétique des sciences naturelles, réunie à Bale les 5, 6 et 7 septembre 1892.

JOIGNY. — Bulletin de la Société d'agriculture de Joigny, n° 139, Janvier-Juin 1892.

KIEW. — Mémoires de la Société des Naturalistes de Kiew. T. XII, liv. 1, 1892.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société vaudoise des Sciences naturelles. n° 109, vol. XXVIII. Décembre 1892.

LE MANS. — Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. Année 1891-92. 4^e fascicule.

LISBONNE. — Communicações da comissão dos trabalhos geológicos de Portugal. T. II, fax. II. Lisboa, 1892.

LANGRES. — Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres. T. 3^e, n^o 49. 1^{er} Novembre 1892.

LE HAVRE. — Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses de la 58^e année, 1891. 4^e trimestre. — D^e de la 59^e année, 1^{er} et 2^e trimestres, 1892.

MACON. — Annales de l'Académie de Mâcon. 2^e série, t. IX.

MONS. — Annales du Cercle archéologique de Mons. T. XXIII, 1892.

MONTPELLIER. — Académie des Sciences et Lettres de Montpellier. Mémoires de la section des Lettres. T. IX, 1890-92, n^{os} 2 et 3. — Médecine, t. VI, n^{os} 2 et 3. — Sciences, t. XI, n^o 3.

MOSCOU. — Bulletin de la Société impériale des Naturalistes de Moscou. Année 1892, n^o 2.

NANTES. — Bulletin de la Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France. T. 2, n^o 4, 1892.

NÎMES. — Bulletin de la Société d'études des sciences naturelles de Nîmes. 1892, n^o 4.

ORLÉANS. — Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. T. XXIII, 1892.

PARIS. — Feuille des Jeunes naturalistes, n^o 268. Février 1893.

— Bulletin de la Société entomologique de France, 1892, n^o 20.

— Bulletin de la Société géologique de France. 3^e série, t. 20, feuilles 5-6; 8-11.

— Bulletin de la Société zoologique de France. n^o 8. Décembre 1892.

— Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 4^e série, 2^e Année. N^o 1, 15 Janvier 1893.

PHILADELPHIE. — Proceedings of the Academy of natural Sciences of Philadelphia, 1892, part. II. April-October.

RAMBOUILLET. — Société archéologique de Rambouillet. T. XXII. Notes sur le canton de Chevreuse.

ROMANS. — Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers. Année 1892, en 7 livraisons.

SAINT-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique. T. IX, 3^e fascicule, 1892.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis. Bulletin de la Société des Archives historiques. XIII^e vol., 1^{re} livraison, Janvier 1893.

STRASBOURG. — Société des Sciences, Agriculture et Arts de la Basse-Alsace. Bulletin. Décembre 1892.

VIENNE. — Verhandlungen der K. K. Geologischen Reichsanstalt. August 1892, n^o 11, n^o 14.

III. Envois divers.

— Bulletin du Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, n^o 1. Janvier 1893.

Communications et lectures. — M. Gustave Guérin offre ensuite

à la Société, pour le Musée, une hache de l'époque préhistorique en roche talqueuse du Morvan, qu'il a trouvée au pied du menhir d'Egriselles où il a fait des fouilles nouvelles conformément à l'avis de MM. Cotteau et de Mortillet. Ce menhir, dégagé des terres qui l'obstruaient, n'a pas moins de 4 mètres de hauteur. On a trouvé tout autour dans le sol des débris de poterie et d'ossements, des cendres et des fragments de charbon. Mais l'objet précieux par excellence, qui y a été trouvé, est la hache qui nous est offerte. Sa forme est en effet des plus rares, car elle est percée, au milieu, d'un trou évasé de chaque côté.

— Après cette communication, M. l'abbé Bouvier à la parole pour une lecture à propos des actes de saint Savinien. C'est une réponse à M. l'abbé Duchesne qui a attaqué avec une certaine ardeur le travail de notre collègue, inséré au Bulletin. M. Bouvier réfute à son tour les erreurs où M. Duchesne est tombé, et il le fait en termes très mesurés qui contrastent avec la fougue de l'abbé Duchesne.

— La séance est terminée par la lecture de M. U. Richard, qui est une continuation de celle qu'il a faite à la dernière réunion à propos d'une excursion de notre collègue dans le département de la Côte-d'Or, à Beaune, à Nuits et aux environs de ces deux villes.

Cette lecture est écoutée avec intérêt par les membres présents. M. le président prend la parole ensuite et exprime le vœu que ceux de nos collègues qui se déplacent et voyagent, fassent des communications de cette nature qui donnent beaucoup d'intérêt à nos réunions.

Après cette lecture la séance est levée.

SÉANCE DU 5 MARS 1893.

PRÉSIDENCE DE M. G. COTTEAU.

Mort de deux membres. — Après l'adoption du procès-verbal, M. le président annonce la mort de deux membres de la Société, d'abord celle du général Delebecque, ancien commandant de corps d'armée, retiré au château de Vincelles. Membre de la Société depuis plusieurs années, M. Delebecque s'intéressait à nos travaux, et apportait dans le département son concours à toutes les institutions dans le domaine de l'art et de la science.

— M. Hermelin de Saint-Florentin vient également de mourir. Docteur en droit, ancien juge de paix, ancien membre du Conseil général de l'Yonne, il était notre collègue depuis 45 ans, c'est-à-dire de l'année même de la fondation de la Société.

Correspondance imprimée. — M. le président donne connaissance à l'assemblée de la circulaire par laquelle la Société historique et archéologique de Château-Thierry fait part de la mort de son président M. Barbey.

— La Société Académique de l'Aube et la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut ont envoyé le programme des prix qui seront décernés par ces sociétés en 1893, 1894 et 1895 et dont il est donné connaissance à l'assemblée.

Fixation du jour de la première séance. — M. le président expose à l'assemblée que le premier dimanche d'avril étant le jour de Pâques et le second dimanche se trouvant le lendemain de la réunion générale des délégués des sociétés savantes à la Sorbonne, il y a lieu de délibérer s'il n'y aurait pas lieu de changer le jour de la prochaine réunion et de la fixer au jeudi 13 avril, ce qui donnerait satisfaction à ceux des membres qui réclament des séances le jeudi. Après en avoir délibéré la Compagnie décide que la prochaine réunion aura lieu le jeudi.

Renouvellement du bureau. — Les pouvoirs du bureau de la Société nommé pour deux années, conformément au règlement, expirant cette année, il y a lieu de fixer le jour les élections. L'assemblée consultée décide que ces élections auront lieu à la séance de Mai.

Correspondance. — M. le comte de Chastellux continue à envoyer des copies des pièces intéressant l'histoire de notre contrée qu'il découvre dans les archives parisiennes. M. le président en déposant ces pièces sur le bureau, dit qu'elles seront jointes aux précédentes et analysées.

— M. le secrétaire signale dans les termes suivants plusieurs publications envoyées à la Société pour sa bibliothèque.

Nous avons à vous signaler parmi les publications qui nous ont été adressées à titre gracieux par M. le Ministre de l'Instruction publique, le Catalogue général des monnaies gauloises publié par M. de la Tour au nom de la commission de topographie des Gaules. Cet atlas ne contient pas moins de 55 planches in-f° et environ 4.000 reproductions de monnaies de l'ancienne Gaule. Nous n'avons point à insister sur la valeur de cet instrument de travail pour les numismates habitant la province et qui n'ont pas toujours à leur disposition des recueils suffisants pour reconnaître les pièces et classer les collections.

— Nous continuons à recevoir les livraisons du Dictionnaire de géographie universelle dirigé avec tant de science par MM. Vivien de Saint-Martin et Rousselet. Les 67^e et 68^e fascicules du t. VI contiennent des articles qui sont d'un grand intérêt d'actualité et seront lus avec plaisir par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir des colonies françaises. On y trouve en effet une très complète monographie du grand lac africain Tanganyka,

la description de plusieurs territoires de Madagascar, tels que Tamatave et Tananarive, enfin une description de la contrée du Tchad au centre de l'Afrique, limite de nos possessions africaines, et l'on trouve sur les moyens d'établir les voies de communication avec l'Algérie et la Tunisie, sur leur direction, etc, des vues pleines d'intérêt.

— M. Frédéric Moreau, notre savant et généreux correspondant, nous a envoyé un nouveau Mémoire sur les fouilles exécutées par ses soins aux gravières de Ciry-Salsogne, dans le parc de Fère en Tardenois et à Nanteuil-Notre-Dame, département de l'Aisne.

Il s'agit surtout, dans l'album qui nous est envoyé, de la description du mobilier funéraire d'une sépulture gallo-hippique, découverte à Ciry-Salsogne en 1892. M. F. Morcau attire l'attention sur ce mobilier qui offre cette particularité remarquable qu'au milieu de parures et bijoux ayant appartenu à une femme, on a trouvé aux pieds du squelette un élégant mors brisé de cheval, ce qui indique que les Gauloises montaient à cheval aussi bien que les hommes et qu'elles se faisaient quelquefois enterrer avec leur coursier favori aussi bien que le chef gaulois qui ordonnait avant de mourir que son cheval de bataille l'accompagnât dans sa tombe. La découverte de M. Moreau et les considérations qui accompagnent sa belle publication seront donc très vivement appréciées par les archéologues, par tous ceux qui s'occupent des premiers temps de notre terre gauloise.

Après avoir rendu compte de ces publications, M. le secrétaire dépose la liste suivante des ouvrages adressés à la Société pendant le mois de février.

I. Envois du Ministère.

— Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique par Robert de Lastéyrie et Eugène Lefèvre-Pontalis. T. II, 8^e livraison.

— Nouveau Dictionnaire de Géographie universelle, par Vivien de Saint-Martin et Rousselet. 67^e et 68^e fasc.

— Atlas de monnaies gauloises préparé par la commission de topographie des Gaules et publié sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique par H. de la Tour, etc.

— Revue de l'histoire des religions, t. XXVI, n^{os} 2 et 3.

— Annales du Musée Guimet, t. XXII et XXIII.

— Les Yezediz, épisodes de l'histoire des adorateurs du diable, par J. Menant, 1892.

II. Envois des Sociétés.

BONN. — Académie d'Hippone. Compte-rendu des réunions, 1892, feuille 4.

BOSTON. — Proceedings of the Boston society of natural history. Vol. XXV. Parts III and IV, 1892. Memoirs etc., vol. IV, number X.

CHAMBERY. — Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. XXXI, 1892.

CHAPEL HILL. — N. C. Journal of the Elisha Mitchell scientific Society, January-June, 1892.

DIGNE. — Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes. 12^e année, n^{os} 45, 46 et 47.

DIJON. — Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, t. III, n^o 1.

GAP. — Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. 11^e année, 2^e série, n^o 5. Janvier 1891.

MENDE. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Lozère. Novembre-décembre 1892.

MONTAUBAN. — Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, t. XX, année 1892, 4^e trimestre.

NANCY. — Mémoires de la Société d'archéologie lorraine. T. XLII. (3^e série, XX^e volume.)

— Mémoires de la Société de médecine de Nancy. Année 1891-92.

NEVERS. — Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts. 6^e série, t. V, 1^{er} fascic. 1892.

PARIS. — Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris. T. IV, n^o 1, 15 février 1893. — Mémoires d^e, 2^e série, t. IV, 4^e fascic.

— Bulletin de la Société entomologique de France. Bulletin, n^{os} 2 et 3.

— Feuille des Jeunes naturalistes. N^o 269, 1^{er} Mars 1893.

— Bulletin de la Société géologique de France. Janvier 1893. Comptendu, n^{os} 1 à 4.

— Bulletin de la Société zoologique de France. Novembre-décembre 1892.

— Bulletin de la Société des Amis des Monuments parisiens. N^{os} 23-24.

— Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire, n^o 2, 15 février 1893.

— Revue historique. Janvier-Février 1892.

— Revue des études grecques. T. V, n^o 20. Octobre-Décembre 1892.

RIO-DE-JANEIRO. — Revista trimensal do instituto historico e geographico Brasileiro. T. LIV, part. 2, 1892, t. LV, part. 1.

ROCHESTER. N.-Y. — Proceedings of the Rochester Academy of science. Vol. II, broch. I. 1892.

ROUEN. — Bulletin de la Société des sciences naturelles de Rouen. 3^e série, 2^e semestre 1891.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XIII^e vol., 2^e livraison, 1^{er} Mars 1893. — Tables du t. XII.

STRASBOURG. — Société des Sciences, Agriculture et Arts de la Basse-Alsace. Bulletin n^o 1. Janvier 1893.

TOULON. — Bulletin de l'Académie du Var. T. XVI, 2^e fascic., 1892.

TOULOUSE. — Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, 9^e série, t. IV, 1892.

VANNES. — Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. 1^{re} et 2^e séries, 1890.

WIENN. — Verhandlungen der K. K. Geologischen Reichsanstalt. N^{os} 15 et 16, 1892. — Jahrbuch etc, 1892. XLII, band. 2 Heft.

WASHINGTON. — Notes and observations upon the education of the deaf with a revised index to education of deaf Children Volta bureau. Washington, 1892.

III. Envois divers.

SALMON. — Exposé méthodique des divisions industrielles, aux âges de la pierre par Ph. Salmon. (Extr. du Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles, t. X, 1891-1892.)

— Bulletin du Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. Février 1893.

F. MORREAU. — Supplément à l'album Caranda. Les fouilles aux gravières de Ciry-Salsogne. V^e année, 1892.

CARON. — Trésor de Pontoise. Monnaies des XI^e et XII^e siècles. (Extr. de l'Annuaire de la Société de Numismatique, année 1892.)

Élection de nouveaux membres. — Il est procédé à l'élection des membres présentés à la réunion de Février.

Sont élus membres titulaires :

1^o M. Petit Emile, architecte à Auxerre ;

2^o M. Lesire Raoul-Jules, professeur au collège d'Auxerre.

Présentations. — Sont présentés comme membres titulaires :

1^o M. Esparcieux, artiste peintre à Auxerre, rue de Paris, 150, présenté par MM. Manificier et Monceaux ;

2^o M. Loiseau, notaire à Auxerre, successeur de M. Parry, présenté par MM. Monceaux et Cotteau.

Il sera statué sur ces présentations conformément au règlement.

Communications et Lectures. — Plusieurs membres font observer que le projet de restauration de la Tour de l'Horloge n'est point entièrement conforme à l'ancien plan du monument et qu'il serait désirable que l'architecte chargé des travaux pût se rapprocher davantage des constructions anciennes qu'il s'agit de restaurer et non d'édifier à nouveau sur un nouveau modèle.

Pour ne citer qu'un fait, il a paru à la Société que les gargouilles, telles qu'elles viennent d'être installées sur la plate-forme, n'ont ni les dimensions ni les proportions des anciennes. Elles ne sont point destinées à être taillées et sculptées comme les précédentes. Celles-ci apportaient à l'ensemble du monument, un intérêt qui manquera complètement aux nouvelles.

Après avoir entendu ces observations, la Société décide qu'il sera écrit à M. le Maire, au nom de la Société, pour le prier de faire examiner la question et lui rappeler que lorsqu'il s'agit de la restauration d'un monument on ne saurait trop respecter les anciennes formes. Seul un but d'économie a certainement dirigé l'architecte, lorsqu'il a supprimé les sculptures des gargouilles. Cette économie, de peu d'importance, ne saurait être prise en considération lorsqu'il s'agit de la décoration de l'un des plus anciens et des plus curieux monuments de la ville d'Auxerre.

— Après cette délibération on entend la lecture des communications mises à l'ordre du jour.

M. l'abbé Bonneau donne lecture de l'étude qu'il a faite des verrières de Saint-Bris dont la plupart remontent à l'année 1552. L'auteur a relevé quatre pièces d'armoieries différentes qu'il se propose de déchiffrer afin de découvrir les donateurs des verrières sur lesquelles elles sont peintes. L'ensemble de ces vitraux est très remarquable et rappelle les beaux temps de la Renaissance, époque à laquelle Auxerre et Sens possédaient de véritables artistes dans l'art de la peinture sur verre. La consciencieuse notice de M. l'abbé Bonneau fait désirer que son étude s'étende à l'église tout entière si remarquable à tant de titres. Sur le désir exprimé par plusieurs membres, des photographies des principaux vitraux seront prises et présentées à l'assemblée à une séance ultérieure.

— M. Ch. Moiset entretient ensuite l'assemblée des excavations souterraines qu'il a explorées dans la ville de Saint-Florentin. Plusieurs de ces souterrains portent les vestiges de la plus haute antiquité et notre collègue se propose de continuer l'étude qu'il a commencée.

— La séance est terminée par la lecture faite par M. Demay de la préface qu'il a préparée à l'occasion du relevé des procès-verbaux des délibérations municipales de la ville d'Auxerre pendant la Révolution. L'année dernière, notre collègue nous a présenté les délibérations de la municipalité auxerroise depuis les débuts de la Révolution jusqu'à la fin de 1792 et ces délibérations publiées dans notre bulletin ont été lues avec beaucoup d'intérêt. Mais la disparition des registres municipaux qui contiennent les délibérations prises pendant l'époque de la Terreur n'a permis à notre collègue d'en parler que pour constater leur suppression par des auteurs intéressés. Aujourd'hui M. Demay reprend l'analyse de ces publications à la fin de 1794 c'est-à-dire après la Terreur et son récit intéresse vivement l'assemblée.

Après cette lecture la séance est levée.

SÉANCE DU 13 AVRIL 1893

PRÉSIDENCE DE M. G. COTTEAU

A l'ouverture de la séance M. le président annonce la mort de deux membres de la Société, d'abord celle de M. Esmelin, notaire honoraire à Auxerre, membre de la Société depuis 1874 et qui suivait nos travaux avec intérêt ; puis celle de M. Laurent, inspecteur

primaire en retraite à Joigny, membre de la Société depuis 1865 et qui suivait également avec beaucoup d'intérêt nos études d'histoire locale.

— Après l'adoption du procès-verbal, M. le président annonce à l'assemblée que M. E. Petit, vice-président, vient de recevoir à Dijon le prix Saint-Seine qui lui a été décerné par la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or. Cette récompense (médaille d'or de mille francs) est décernée tous les cinq ans à l'auteur du meilleur travail publié pendant cette période sur l'histoire de la Bourgogne. M. E. Petit a obtenu le prix pour son Histoire des ducs de Bourgogne dont tous les membres de la Société ont pu apprécier la valeur, et M. le président adresse au nom de la Société à l'auteur présent à ses côtés, des félicitations bien méritées.

Correspondance. — La Société de Marseille envoie le programme du concours dressé par cette Société pour les années 1893 et suivantes.

M. Cotteau donne lecture à l'assemblée de la lettre qu'il vient de recevoir de M. Demay, au sujet de la restauration de la tour de l'Horloge.

Auxerre, le 11 Avril 1893.

Monsieur le Président,

Dans sa dernière séance, la Société des sciences, se rendant l'interprète du vœu général des habitants, a pris une délibération par laquelle elle vous priait de transmettre à l'administration municipale son vif désir de voir substituer aux gargouilles qui ont été posées, et qui ne sont que des morceaux de pierre brute, de nouvelles sculptées en harmonie avec le gracieux beffroi, reproduction fidèle de l'ancien, qu'a su nous rendre l'habile architecte des monuments historiques M. Boewiswald.

Plusieurs membres avaient alors fait observer que ces gargouilles étaient sans utilité réelle, et n'avaient d'autre raison d'être que de contribuer à l'ornementation de la tour. D'autres ont dit qu'il était illogique, en procédant à la restauration d'un monument, auquel on veut restituer son caractère primitif de négliger le rétablissement d'une de ses parties les plus en vue.

Qu'est-il advenu des réclamations de la Société? En a-t-on démontré la non-valeur? Ont-elles été goûtées, ou la question est-elle encore pendante? Il serait urgent qu'il y soit donné une prompte solution, car les échafaudages vont bientôt disparaître. D'autre part je tiens d'une personne autorisée que M. l'architecte des monuments historiques serait très disposé à placer des gargouilles sculptées, si on augmentait son crédit de 5.000 fr. Ne pourrait-on tenter de nouvelles instances auprès de l'administration municipale?

Quant à la question du sémaphore, qui n'avait pas été abordée dans la même séance, tant il semblait irrationnel, et contraire à toutes les règles de l'art, aussi bien que dangereux pour la solidité de l'édifice, qu'on

songeât sérieusement à placer au sommet d'une flèche d'une grande légèreté une sphère pouvant, sous l'action de vents impétueux, causer une fâcheux ébranlement à la charpente, il serait bon, je crois que la Société s'en occupât, car j'ai entendu dire que de nouveaux défenseurs de ce funeste projet s'employaient activement pour le faire triompher.

Si vous pensez, Monsieur le Président, que mes observations méritent d'être examinées, je vous prierai de vouloir bien en faire part à la Société.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon entier dévouement.

C. DEMAY.

Après la lecture de cette lettre une discussion à laquelle prennent part plusieurs membres s'engage sur ces questions. Comme conclusion, il paraît à l'assemblée difficile de proposer à la municipalité, engagée en ce moment dans les dépenses de l'exposition, une dépense supplémentaire de 5.000 francs à laquelle on évalue la dépense des gargouilles sculptées à échanger contre celles actuelles. En ce qui concerne le sémaphore contre la pose duquel M. Demay proteste à l'avance, il n'en a point été parlé jusqu'ici dans le plan de restauration et l'architecte des monuments historiques ne laissera certainement pas placer sur la tour des appareils qui pourraient nuire soit à la solidité, soit à la grâce du monument restauré. M. le président est invité à écrire à ce sujet à M. Boewisvald pour avoir son avis.

— M. le président offre ensuite la 29^e livraison des Echinides éocènes faisant partie du grand ouvrage de la Paléontologie française en cours de publication.

— M. le docteur F. Rabé offre à son tour le bulletin de la Société protectrice des oiseaux dont il est le président.

Puis il présente des échantillons (cocons et insectes parfaits) du Lophyre des pins, cet insecte qui fait tant de ravages dans les pépinières d'arbres résineux et dont il a déjà entretenu la Société l'année dernière.

— M. Monceaux offre à la Société au nom de M. Jolly, de la part de son frère M. Henri Jolly, le discours qu'il a prononcé au banquet des anciens élèves du Collège d'Auxerre qu'il a présidé cette année.

— M. le secrétaire dépose en même temps la liste des ouvrages parvenus au bureau pendant le mois.

1. Envois du Ministère.

— Comité des travaux historiques et scientifiques. Revue des travaux scientifiques. T. XIV, nos 7, 8, 9.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

AMIENS. — Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. T. XIII, in-4°, 1892. — Album archéologique, 5^e fascicule, 1890.

— Bulletin de la Société linnéenne du Nord de la France. T. XI, 1892-1893, n^{os} 235 à 258.

ANGERS. — Bulletin de la Société d'études scientifiques d'Angers. 21^e année, 1891.

— Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers. Nouvelle période. T. I. 1890-91.

ANNECY. — Revue savoisiennne, publication de la Société florimontane. Janvier-Février 1893.

BEAUVAIS. — Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. T. XV, 1^{re} part., 1892.

BOURGES. — Mémoires de la Société historique, littéraire, artistique et scientifiques du Cher. 4^e série, 8^e volume, 1892.

BRUNN. — X. Bericht der meteorologischen Commission des naturforschenden Vereines in Brünn. 1890. — Verhandlungen etc. XXX Band. 1891.

BRUXELLES. — Bulletin de la Société belge de microscopie. N^{os} 4 et 5, 1892-93.

— Analecta Bollandiana. T. XI, fascic. III et IV. — T. XII, fasc. I.

CAEN. — Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen. Année 1892.

— Congrès archéologique de France, LVII^e Session. Séances générales tenues à Brives en 1890 par la Société Française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments. Caen, 1891.

CHAMBERY. — Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie. 4^e série. T. IV, 1893.

CHATEAU-THIERRY. — Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry. Année 1891.

DIJON. — Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon. 4^e série, t. III, 1892.

— Bulletin de la Société d'horticulture et viticulture de la Côte-d'Or. 1893. N^o 1.

DRAGUIGNAN. — Bulletin de la Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du Var. T. XI. 1893, n^o 1.

LANGRES. — Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres. 1892, n^o 8.

LA ROCHELLE. — Société des Sciences naturelles de la Charente-Inférieure. Annales de 1891.

LILLE. — Société géologique du Nord. Annales XX, 1892.

MENDE. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Lozère. Janvier 1893.

METZ. — Mémoires de l'Académie de Metz. Année 1887-1888.

PARIS. — Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. N^o 3, 1893.

— Bulletin de la Société philomatique de Paris, fondée en 1788. 8^e série, t. IV, 1891-92.

— Feuille des Jeunes naturalistes. Catalogue de la bibliothèque dressé par A. Dolfus. N° 16, 1863.

— Revue des études historiques. 4^e série, t. X. 1892.

— Bulletin de la Société entomologique de France, n° 485. Séance du Congrès annuel, 22 février 1893.

— Bulletin de la Société géologique de France, 3^e série. T. XX. Mars 1893. — Comptes-rendus, n° 5.

— Mémoires de la Société zoologique de France. 1892, t. V, 5^e partie.

POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 4^e trim., 1892.

SAINT-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique 4^e fasc., 1892.

SALEM N. Y. — Proceedings of the American association for the advancement of Sciences for the forty-first meeting held at Rochester. N. Y. August 1892.

STRASBOURG. — Société des Sciences, Agriculture et Arts de la Basse-Alsace. Bulletin mensuel. Février 1893.

TOULOUSE. — Bulletin de la Société Académique franco-hispano portugaise de Toulouse. T. XI, dernier fascicule.

VENDOME. — Bulletin de la Société Archéologique, Scientifique et littéraire du Vendomois. T. XXXI, 1892.

VERSAILLES. — Mémoires de la Société d'Agriculture et des Arts du département de Seine-et-Oise. Année 1892.

WIENN. — Jahrbuch der K. K. Geologischen Reichsanstalt. 1892, XLII baud.

— Verhandlungen der K. K. Geologischen Reichsanstalt. 1892, n° 1 bis à 18. — N° 1, 1893.

III. Envois divers.

— Revue de Champagne et de Brie. Décembre 1892. Janvier-Février, 1893. 2^e fascicule.

— Bulletin du Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. Mars 1893.

— Société d'émulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais. Bulletin-Revue. Publication trimestrielle. 1^{re} livraison, octobre 1892.

Élection de nouveaux membres. — Il est procédé à l'élection des membres présentés à la dernière réunion. Sont élus membres titulaires : 1^o M. Esparcieux, artiste-peintre à Auxerre ; 2^o M. Loiseau, notaire à Auxerre.

Présentations. — Sont présentés pour faire partie de la Société comme membrestitulaires : 1^o M. Parmentier, percepteur à Auxerre, présenté par MM. Manificier et Navarre ; 2^o M. le Docteur Potherat, médecin à Paris, présenté par MM. Cotteau et Forestier,

Dons. — M. l'abbé Bouvier offre à la Société pour le Musée, un fémur de Bos primigenius et un andouiller de cerf trouvés dans les sables d'alluvion à Monéteau. Il présente en même temps des débris de bois fossile trouvés dans les couches du terrain aptien ; passés à l'état de pyrites sulfureuses ; ces débris s'exfolient à l'air, comme beaucoup de fossiles du terrain aptien.

— Sont encore présentés comme provenant du cimetière à incinérations de Guerchy, une hache en fer, un percuteur en pierre et un morceau de fer indéterminé.

— M. le secrétaire dépose sur le bureau une gravure représentant le portrait du général Desaix, qui a habité le département de l'Yonne et la propriété de Guillebaudon. Ce portrait, offert par la famille du général, sera placé au Musée.

Renouvellement du bureau. — M. le président rappelle qu'il sera procédé à la prochaine séance aux élections pour le renouvellement du bureau. Le jour de la réunion est fixé au dimanche 14 Mai.

Communications et lectures. — M. l'abbé Parat donne lecture d'une notice sur les fouilles qu'il a entreprises dans les grottes du Vau de Bouche, principalement dans les *grottes du Muet et du Larron*. Le vallon du Vau de Bouche commence près d'Athie ; il dévie auprès des collines de Précy-le-Sec et va rejoindre à Voutenay la vallée de la Cure où l'on rencontre bientôt les célèbres grottes de Saint-Moré et d'Arcy. Depuis Voutenay jusqu'à Lucy-le-Bois, sur un parcours de 8 kilomètres environ, on trouve dans les escarpements de la grande oolithe et à différentes hauteurs, des cavités innombrables dont quelques-unes ont de 20 à 30 mètres de profondeur. Ce sont ces cavités que M. l'abbé Parat a entrepris d'explorer, pensant avec raison qu'elles avaient pu, comme celles d'Arcy et de Saint-Moré, servir de refuges aux habitants de la période préhistorique. Notre collègue fait l'historique de ses premières recherches dans la grotte dite grotte au Larron et il annonce qu'il va continuer ses explorations dans les autres excavations du Vau de Bouche.

M. l'abbé Parat annonce en même temps qu'il a sous-loué le droit de fouille dans les grottes de Saint-Moré. Pendant six ans il pourra donc faire dans ces grottes des fouilles méthodiques. Il a déjà commencé des recherches dans la *grotte du Muet* et il en expose les résultats aux membres de la Société. M. le président adresse à notre collègue tous les remerciements de la Compagnie pour le soin et la méthode qu'il apporte dans ses recherches. Grâce à ses travaux, l'étude des périodes paléolithique et néolithique dans la vallée de la Cure pourra être poursuivie sans confusion.

Il est décidé qu'une première somme de 50 francs, prise sur les fonds de la Société, sera mise à la disposition de M. l'abbé Parat pour l'aider dans son travail d'exploration.

— M. E. Petit, vice-président, donne lecture d'une note rectificative à propos de l'époque exacte de la mort de Louis II de Châlon, comte de Tonnerre. On l'a fait mourir en 1424, à la bataille de Verneuil, sur la foi d'un article de *l'Art de vérifier les dates*. Mais d'après un document qui vient d'être découvert dans les registres du Parlement et qui porte la date du 6 mars 1422, le comte de Tonnerre était mort dès cette époque, puisque sa veuve Marie de la Trémoille, réclame la dot qui lui avait été assignée. Il reste maintenant à fixer la date exacte de la mort Louis II de Châlon qui n'a point été tué à la bataille de Verneuil, ainsi que les historiens l'ont affirmé jusqu'ici.

— La séance est terminée par la lecture faite par M. l'abbé Bouvier, au nom de l'abbé Villetard, d'une notice intitulée : *Souvenirs de l'époque gallo-romaine à Poilly-sur-Serein*. C'est un relevé des antiquités et des susbtructions anciennes, découvertes à Poilly depuis quelque temps et qui font supposer qu'à une certaine époque, vers le VI^e siècle, le village a été complètement détruit. M. Petit fait observer avec raison que cette destruction n'est pas particulière au village de Poilly. On a fait la même observation pour presque tous les villages de la vallée du Serein. Ce sont les traces d'une grande invasion de barbares apportant avec eux la mort, l'incendie et la ruine. Il y aurait une étude complète à entreprendre sur cette question.

Après un échange d'observations la séance est levée.

SÉANCE DU 14 MAI 1893.

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r RABÉ, VICE-PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la séance d'Avril étant lu et adopté, M. le Président annonce à l'assemblée qu'il va être procédé au vote pour l'élection des membres du bureau dont les pouvoirs sont expirés. Il invite l'assemblée à nommer quatre scrutateurs qui seront chargés de dépouiller les votes. MM. Girardin, Mignot, Richard fils et Viaux sont désignés pour en remplir les fonctions.

M. le secrétaire dépose en même temps toutes les enveloppes cachetées qui contenaient des bulletins de vote et qui ont été envoyées par les membres ne pouvant assister à la réunion.

Nominations. — M. le D^r Potherat, médecin à Paris, et M.

Parmentier, percepteur à Auxerre, présentés à la dernière réunion sont élus membres titulaires.

Présentation. — M. le Dr Roy, médecin à La Ferté-Loupière, est présenté comme membre titulaire par MM. Rabé et Vincent.

Nomination d'un Vice-Président honoraire. — Sur la proposition de M. Fauchereau, la Société nomme, par acclamation, comme vice-président honoraire M. Poubeau, qui, avec M. Cotteau, se trouve être le seul membre existant encore aujourd'hui des membres qui ont fondé la Société en 1847, c'est-à-dire il y a 46 ans. M. Poubeau remercie l'assemblée de l'honneur qui lui est fait.

Don. — M. Louis Courtois, cultivateur à la Fourchotte, a envoyé pour le Musée un couteau en silex de la période préhistorique et un fossile (*ostrea virgulata*) trouvés sur le territoire de la commune de Brion.

Correspondance imprimée. — M. le secrétaire fait ensuite la communication suivante à propos des ouvrages parvenus au bureau depuis la dernière réunion.

— M. Gaston Gauthier, dont j'ai eu l'honneur tout dernièrement de vous présenter les recherches sur Beaumont-la Ferrière, nous adresse aujourd'hui une notice sur le château de Dompierre-sur-Nièvre. Cette notice est extraite du Bulletin de la Société Nivernaise ; je ne m'étendrai pas sur ce travail qui intéresse un château pas très éloigné de nous mais appartenant au département de la Nièvre, me contentant d'adresser nos félicitations, sur son savoir et son activité, à l'auteur, notre compatriote.

— M. le comte de Marsy, directeur de la Société française d'archéologie et membre de la Société des Antiquaires de Normandie, a adressé à la Société un travail intitulé *L'abbé Lebeuf et la Normandie*, qu'il a lu à la séance publique de la Société des Antiquaires de Normandie, le 10 décembre 1891. Sans doute ce travail ne peut rien apprendre de nouveau à des Auxerrois sur l'abbé Lebeuf qui a tant fait pour les études historiques et archéologiques. Mais cet hommage rendu par le directeur de la Société française d'archéologie à notre savant compatriote, nous montre qu'on n'oublie pas les services rendus par lui aux sciences historiques et que sa mémoire est aussi chère en Normandie qu'en Bourgogne.

— Sous le titre de : *Preuves de l'origine Champenoise* de Florentin Thierriat, avocat au bailliage de Vosge, M. Konarsky reprend une étude commencée en 1883 sous le titre de *Conjectures sur l'origine de Florentin Thierriat* (1). Les Thierriat sont, comme on le sait, d'origine auxerroise. Une branche s'est retirée à Saint-Florentin, et d'après M. Konarsky, Florentin Thierriat, est bien né à Saint-Florentin et non à Mirecourt, d'une famille lorraine, comme l'ont fait tous les biographes qui se sont occupés de l'illustre jurisconsulte. Quand on s'appelle Thierriat, nous dit notre

(1) Dans les Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, 1883. (2^e série, t. II).

collègue en concluant, on n'est pas né à Mirecourt, mais à Auxerre ou à Saint-Florentin. Nous devons remercier M. Konarsky d'avoir rendu à la ville de Saint-Florentin et au département de l'Yonne l'un de ses enfants les plus illustres. « Il fut, dit l'un des biographes de Thierriat, l'un des hommes les plus marquants que la ville de Mirecourt puisse s'enorgueillir d'avoir vu naître ou séjourner dans ses murs ». Séjourner oui, nous dit notre collègue, naître non pas ! Florentin Thierriat est donc bien né à Saint-Florentin, comme le faisait pressentir le choix de son prénom, et du patron de sa ville natale.

— Puisque nous sommes en train de revendiquer comme nôtres des personnages ou des savants illustres que d'autres provinces s'étaient attribuées, il nous faut dire quelques mots de Pierre Surreau, receveur général de Normandie, dont M. Jarry vient de publier les comptes, en même temps que M. J. Felise publiait l'inventaire des biens et des papiers de Pierre Surreau et le testament fait à sa mort en 1435, de Laurent Surreau, fils de Pierre, chanoine de Rouen, mort en 1479.

Pierre Surreau, mort en 1435, était né à Sens vers la fin du ^{xiv}^e siècle. Ce personnage (1) était passé assez promptement et sans beaucoup de répugnance du service du roi Charles VI à celui de Henri VI d'Angleterre. Dès 1422, il devint receveur général de Normandie pour le compte des ennemis, et ces hautes et lucratives fonctions lui permirent d'accroître rapidement la fortune de sa famille. Il eut deux fils : l'un, Jehan, contrôleur du grenier à sel, puis vicomte de l'eau à Rouen, resta fidèle à la cause anglaise ; l'autre, Laurent, devint, comme nous l'avons dit plus haut, chanoine de la cathédrale de cette ville.

L'inventaire de Pierre Surreau et le testament de Laurent Surreau seront très curieux à consulter, car à l'heure actuelle on ne possède encore que peu de documents concernant la bourgeoisie riche au ^{xv}^e siècle. Grâce à ces textes on peut reconstituer la vie intérieure de Pierre Surreau, ce sénonais enrichi, et le replacer dans son milieu, au sein de tout le luxe qu'il avait su se créer à une époque de malheurs publics.

Après ce compte rendu, M. Monceaux dépose la liste des ouvrages parvenus pendant le mois.

1. Envois du Ministère.

— Nouveau dictionnaire de géographie universelle, par Vivien de Saint-Martin, 69^e et 70^e fascicules. Tc.-Tipp.

— Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, salle de l'hémicycle, à l'Ecole nationale des Beaux-Arts, du 7 au 11 Juin 1892, 16^e session.

— Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des Sciences économiques et sociales. Année 1892, n^o 7.

(1) Cpr. Compte-rendu sur l'ouvrage de M. Jarry, par M. Molinier. (Revue historique, Mai 1893, p. 135).

— Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1892, n° 3.

— Journal des Savants. Mars et Avril 1893.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

AMIENS. — Mémoires de l'Académie des sciences, des lettres et des Arts d'Amiens. Année 1892.

BASTIA. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse. Septembre-Octobre 1892.

CAEN. — Bulletin de la Société linéenne de Normandie. 4^e série, 6^e vol. 1892.

DIJON. — Bulletin de la Société d'horticulture et de viticulture de la Côte-d'Or. Mars-Avril 1893.

DRAGUIGNAN. — Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan. T. XVII et XVIII. 1888-1891.

— Bulletin de la Société d'Agriculture, de commerce et d'industrie du Var. Mars et Avril 1893.

DUNKERQUE. — Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts. T. 26. 1889-1891.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société vaudoise des Sciences naturelles. Mars 1893.

LIMOGES. — Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. T. 40, 2^e liv. 1893.

NANTES. — Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France. T. 3, n° 1.

— Annales de la Société Académique de Nantes et du Département de la Loire-Inférieure. 1892, 2^e série.

NEW-HAVEN. — Transactions of the Connecticut Academy, of Arts and Sciences. Vol. IX, Part. I and II.

PARIS. — Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris. 4^e fasc. 1892. N° 2 et 3, Mars-Avril 1893.

— Feuille des Jeunes Naturalistes, Avril et Mai 1893.

— Bulletin de la Société géologique de France. Comptes-rendus n° 7 et 8. Avril 1893.

— Bulletin des séances de la Société entomologique de France. Nos 6, 7 et 8. 1893.

— Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France. Année 1892.

— Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. N° 4, Avril 1893.

— Revue historique. Mars-Juin 1893.

SANTIAGO. — Actes de la Société scientifique du Chili. 2^e année, 3^e liv.

STRASBOURG. — Société des sciences, agric..., et arts de la Basse-Alsace. Mars et Avril 1893.

TOULOUSE. — Académie de Toulouse. Comptes-rendus des travaux des facultés. — Annuaire des facultés, 1892-93.

WASHINGTON. — Department of the Interior. U. S. geographical and geo-

logical survey of the Rocky mountain region. — A Dakota english Dictionary by Stephen Return Riggs.

— Smithsonian Institution : Bibliography of the Athapaskan languages, by J. Constantin Pilling.

WIENN. — Verhandlungen der K. K. geologischen Reichsanstalt. n° 1-5.

III. Envois divers.

ELBEUF. — Société d'études des Sciences naturelles d'Elbeuf. Séance de Janvier 1893.

MOULINS. — Société d'émulation des Beaux-Arts du Bourbonnais. Bulletin-Revue, Janvier 1893.

MEAUX. — Bulletin du syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux.

MELUSINE. — Recueil de Mythologie et littérature populaire, etc. Janvier 1892.

KONARSKY. — Preuves de l'origine champenoise de Florentin Thierriat, avocat au bailliage de Vosge, par M. Wladimir Konarsky. Bar-le-Duc, 1893.

GAUTHIER. — Notice sur le château de Dompierre-sur-Nièvre, par Gaston Gauthier, instituteur. Nevers, 1893.

MARBY (Comte de). — L'abbé Lebeuf et la Normandie, lecture faite à la séance publique de la Société des Antiquaires de Normandie, le 18 Décembre 1891, par le comte de Marsy, etc. Caen 1893.

Communications et lectures. — A propos d'une notice envoyée par M. Antheaume, instituteur à Colan, M. le président fait la communication suivante.

Messieurs,

Vous avez déjà connaissance d'une lettre adressée à notre collègue et ami M. Adolphe Guillon, par M. Antheaume instituteur à Colan. Par cette lettre, M. l'Instituteur de Colan demande le nom d'un insecte dont je mets le dessin sous vos yeux, nous dit : « qu'en se promenant dans les premiers jours de l'été dernier, il avait trouvé un tronc d'arbre abattu, duquel s'échappait la poussière de bois due à quelque insecte — Comme cette poussière me semblait fraîche, dit-il, je fouillai le tronc et y trouvai une vingtaine de larves qui me *semblèrent les mêmes* à la grosseur près ; comme à cette époque, je n'avais que fort peu de liberté, je ne pus comparer ces larves comme je l'aurais désiré. Quelques semaines après, je trouvais dans la boîte close, où je les avais mises, d'autres larves fort différentes, allongées, d'un gris brunâtre, hérissées de pointes obtuses. Je ne pouvais guère admettre leur présence qu'en les considérant comme écloses dans le corps des premières, desquelles seulement, deux vinrent à bien et me donnèrent deux *Gnorimus nobilis*. Les autres me donnèrent cinq ou six Diptères semblables, dont je vous envoie un dessin aussi fidèle que me le permettent mes moyens, etc. »

N'allons pas plus loin sans adresser à M. Antheaume nos plus sincères compliments sur ce dessin qui à n'en pas douter représente un Diptère.

Et pour nous qui, avouons-le en toute humilité, ne sommes pas entomologiste, c'est la *Tipule géante* (*Tipula gigantea*) qu'il représente.

Ce qui nous déroute au premier aspect de ce dessin, c'est la forme pectinée des antennes de cet insecte — ce ne sont pas celle de la Tipule — de plus, telles qu'elles sont représentées, les pattes nous paraissent un peu courtes, — mais ce sont bien ses ailes et la forme de son corps. — Sa larve, qui, comme toutes celles des Tipulides ayant une existence analogue, vit dans la terre et se nourrit de débris végétaux, a bien pu se trouver en compagnie de deux ou trois larves de *Gnorimus* dans le tronc de cet arbre abattu, dont il aurait beaucoup importé de savoir le nom.

Si, comme semble le croire M. Antheaume, l'insecte représenté est un parasite des *Gnorimus nobilis*, comment expliquer ce changement dans l'aspect, la conformation des larves dont il parle.

Les Ichneumonides, parasites par excellence, dont chaque espèce vit dans le corps de l'espèce particulière où sa mère l'a déposé, s'y développent, et n'en sortent qu'à l'état d'insecte parfait leurs larves en dehors de ce milieu, périssent et ne peuvent vivre dans la terre.

Les Ichneumons sont des Hyménoptères et non des Diptères ; les ailes qui sont figurées ici ne sont celles ni de l'Ophion jaune, ni celles de l'*Anomalon circonflexe* — il en est de même pour les antennes qui chez tous les Ichneumonides sont bien plus longues.

Et puis, absence complète de la tarière qui forme le caractère spécifique de ces parasites. A cela on peut répondre que nous avons un mâle devant les yeux.

M. Antheaume, comme il le dit, n'a pu suivre et observer suffisamment les larves qu'il a recueillies — et dès le principe, il annonce une différence de volume dans celles qu'il avait mises en boîtes.

Et dans une observation aussi sommaire que celle présentée par M. Antheaume, l'observation ou le milieu dans lequel ont vécu les larves, de même que leur volume et leur forme exacte ne sont pas indiquées ; nous en sommes réduits aux conjectures.

Ou bien les larves recueillies appartiennent à une seule et même espèce, mais n'ont pas le même âge — ou bien elles appartiennent à deux espèces différentes, ayant choisi le même refuge pour y subir leurs métamorphoses.

C'est à cette seconde hypothèse que nous nous rangeons, bien que, comme nous l'avons dit dès le début, les renseignements fournis par M. Antheaume ne nous paraissent pas suffisants pour asseoir une diagnose certaine.

Au surplus, tant en félicitant M. l'instituteur de Collan, nous pensons que s'il veut obtenir plus de certitude il devra soumettre à la Société ses échantillons qui permettront de faire la diagnose certaine des espèces.

— Après cette communication, M. U. Richard à la parole pour une lecture à propos du concile qui eut lieu à Héry, près d'Auxerre, au commencement du XI^e siècle. Le roi Robert y assista et c'est là que furent arrêtées les conditions de la paix, à l'issue de

la guerre de succession au duché de Bourgogne que revendiquait Othon Guillaume, en vertu d'un testament du dernier duc bénéficiaire, Henri le Grand.

On n'est point fixé sur la date exacte où fut tenu le concile d'Héry. M. Richard étudie la question soulevée dans une dissertation intéressante et croit pouvoir fixer la date de cette grande réunion en l'an 1019.

Notre collègue explique l'indécision où l'on est de la date précise de cette grande réunion et rappelle en même temps le désordre à la fois politique et moral de cette époque désastreuse. Des deux côtés les belligérants épuisés désiraient mettre un terme aux calamités que la prolongation d'une guerre acharnée avait soulevées.

L'heure avancée ne permet point à notre collègue de terminer sa communication. Dans une prochaine séance il entrera dans le vif du sujet et racontera l'histoire même du concile d'Héry.

Après cette lecture M. le président donne les résultats du scrutin pour la nomination des membres du bureau.

Votants 146.

Ont obtenu pour la présidence :

MM. Cotteau.	138 voix.
Petit.	1 —
Voix perdues.	7 —

Pour la vice-présidence :

MM. Rabé.	136 —
Petit.	133 —
de Chastellux.	2 —
Dionis des Carrières.	1 —
Moiset.	1 —

Pour le secrétariat :

MM. Monceaux.	138 —
Molard.	137 —

Pour les archives :

MM. U. Richard.	136 —
Demay.	1 —

Pour la trésorerie :

M. Dehertog.	137 —
---------------------	--------------

En conséquence de ces chiffres M. le président déclare le bureau constitué de la manière suivante, pour deux années :

Président : M. G. Cotteau.

Vice-Présidents : MM. le Dr Rabé et E. Petit.

Secrétaires : MM. Monceaux et Molard.

Archiviste : M. U. Richard.

Trésorier : M. Dehertog.

Avant de clore la séance, M. Rabé remercie l'assemblée au nom du bureau, de l'honneur qui vient d'être fait à ses membres en leur renouvelant leur mandat. Il annonce en même temps que la prochaine réunion aura lieu le Jeudi 15 Juin, pendant la tenue, à Auxerre, du concours régional.

Après cette communication la séance est levée.

SEANCE DU 15 JUIN 1893.

PRÉSIDENCE DE M. COTTEAU.

Après l'adoption du procès-verbal de la séance de mai, M. le président annonce à la compagnie que notre collègue M. le Dr Rabé, vice-président de la Société, vient de recevoir de la Société protectrice des animaux une médaille en vermeil pour sa collaboration active à la fondation dans l'Yonne de la Société protectrice des oiseaux. De vifs applaudissements accueillent l'annonce de la nouvelle récompense accordée à notre collègue.

M. Cotteau offre ensuite plusieurs ouvrages au nom de leurs auteurs : 1° *De l'enseignement agricole dans les écoles primaires rurales*, par M. de Bogard. (Toulon, 1893).

2° *Manuel pratique de la culture des plantes tropicales*, par M. Sagot. Offert par Mme Vve Sagot. Cet ouvrage important est renvoyée à M. Lasnier qui veut bien se charger de faire un rapport spécial.

3° *L'impôt sur le revenu, législation comparée, économique et politique*, par M. Joseph Chailley-Bert. 2° édition. M. le président en déposant un exemplaire de cet ouvrage destiné à la bibliothèque de la Compagnie, annonce que l'auteur, voulant être agréable aux membres de la Société, met gratuitement à leur disposition un certain nombre d'exemplaires qui seront distribués sur leur demande à tous les membres de la Compagnie que les grandes questions traitées intéresseront sans aucun doute. De vifs remerciements sont adressés à M. Joseph Chailley à cette occasion.

— Dans une circulaire dont il est donné connaissance, la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments

historiques annonce que sa 60^e séance aura lieu du 27 Juin au 4 Juillet à Abbeville. Outre l'attrait des excursions aux environs de cette ville, la Société offre cette année à ses souscripteurs celui d'une excursion en Angleterre organisée par ses soins et ceux de l'Institut royal archéologique de la Grande-Bretagne. Nul doute que les adhésions ne soient très nombreuses.

— M. le comte de Chastellux adresse à la Société de nouveaux documents intéressant beaucoup de familles du département. Ce sont, comme les précédents, des Extraits des arrêts criminels du Parlement de Paris, intéressant les années 1543, 1544 et 1545. Ces différentes pièces sont renvoyées à M. Molard qui voudra bien en donner une analyse.

— M. Monceaux en déposant la liste suivante des ouvrages parvenus au bureau pendant le mois, attire l'attention de la Société sur un grand travail qui vient de paraître dans les Mémoires de l'Académie de Lyon sur la nocuité des essences et de certaines plantes employées dans la fabrication des liqueurs, telles que l'absinthe, l'anis et autres. Des expériences physiologiques faites sur les animaux, ont démontré qu'il suffit de quelques centigrammes de certaines essences pour tuer des chiens de forte taille et provoquer chez les petits mammifères des désordres qu'on retrouve trop souvent chez les hommes qui abusent des liqueurs fortes. Ce travail, appuyé de nombreuses planches, offre le plus grand intérêt pour l'histoire et l'étude de l'alcoolisme.

Voici la liste des publications parvenues pendant le mois :

I. Envois du Ministère.

— Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. 1892, n^o 4.

— Annuaire des bibliothèques et des archives pour 1893.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

AMIENS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, 1892, n^o 3 et 4.

ANGERS. — Mémoires de la Société nationale d'agriculture, des sciences et des arts d'Angers. 4^e série, t. 6, 1892.

ANNECY. — Revue Savoisienne. Mars-Avril, 1893.

BAR-LE-DUC. — Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc. 3^e série, t. II, 1893.

BEAUNE. — Société d'histoire, d'archéologie et de littérature. Mémoires. Année 1891.

BONE. — Académie d'Hippone. Réunion du 27 Mars 1893. Tables de 1873 à 1890.

BRUXELLES. — Annales de la Société malacologique de Belgique. T. XV, année 1880. T. XXVI, 1891. — Procès-verbaux, Juillet-Décembre, 1891. Janvier-Septembre, 1892.

— Bulletin de la Société belge de microscopie. Mars-Avril, 1893.

CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société dunoise. Avril 1893.

FONTAINEBLEAU. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. 3^e trimestre 1892.

GAP. — Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. Avril 1893.

HEIDELBERG. — Verhandlungen der Naturhistorisch-Medicinischen Vereins zu Heidelberg Fünfter band. Erstes heft. 1893.

KIEW. — Mémoires de la Société des Naturalistes de Kiew. T. XII. 2^e livraison.

LAON. — Bulletin de la Société académique de Laon. Années 1888-1891.

LYON. — Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon. Classe des sciences, t. 30 et 31. Sciences et lettres, 3^e série, t. 1. Classe des lettres, t. 27 et 28.

— Annales de la Société d'agriculture, d'histoire naturelle et des Arts utiles de Lyon, 6^e série. T. III, 1890. T. IV, 1891. T. V, 1892.

MENDE. — Bulletin de la Société d'agriculture, industrielle, des sciences et arts de la Lozère. Février-Mars, 1893.

MOSCOU. — Bulletin de la Société impériale des Naturalistes de Moscou. Année 1892, n^{os} 3 et 4.

NEW-YORK. — Transactions of the New-York academy of sciences late Lyceum of natural history. Vol. XI. October, to June, 1892.

NIMES. — Bulletin de la Société des sciences naturelles de Nîmes. N^o 1. Janvier-Mars, 1893.

ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléanais. Bulletin. T. X, n^o 148.

PARIS. — Bulletin de la Société entomologique de France. 1893, n^o 9.

— Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, n^{os} 4 et 5. Mai 1893.

— Feuille des jeunes naturalistes. N^o 272. Juin 1893.

— Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. N^o 5, Mai 1893.

— Bulletin du Cercle Saint-Simon, Février 1893.

— Compte-rendu des séances de la Société géologique de France, n^o 9. Séances du 24 Avril et du 15 Mai 1893.

— Revue des Etudes grecques, Janvier-Mars 1893.

— Annales du musée Guimet. T. XXIV. — Le Zend-Avesta. — Revue de l'histoire des religions. Janvier-Avril 1893. — Bibliothèque d'études, t. 2^e. Les lois de Manon, traduites du sanscrit.

PHILADELPHIE. — Proceedings of the Academy of the natural Sciences of Philadelphia. 1892, 3^e fasc. October-December.

POITIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1893. 1^{er} trimestre.

RIO-DE JANEIRO. — Institut historique et géographique du Brésil. Colombo. Poema por Manoel de Aranjó Porto-Alegre, 1892. — Conferencias

publicas effectuadas nacida de do Rio de Janeiro. Chrostovam Colombo e odes cobrimento da America pelo courelheiro Pereira a Silva. 1892.

SAINT-QUENTIN. — Mémoires de la Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin. Année 1890.

— Société industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne. Bulletin n° 38, 1892.

SAN-FRANCISCO. — Occasional Papers of the Californian Academy of Sciences. III. Evolution of the colors of north American land Birds 1893.

STRASBOURG. — Société des Sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace. Bulletin, Mai 1893.

VANNES. — Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. Années 1891 et 1892.

VESOUL. — Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône. 3^e série, n° 23.

WASHINGTON. — U. S. Département of agriculture. Division of Ornithology and mammalogy. Bulletin n° 3. — The Hawks and owls of the united states in their relation to agriculture.

III. Envois divers.

— Bulletin du syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. N° 5, 15 mai 1893.

— Rassegna delle scienze geologiche in Italia. 3^e trimestre, 1892.

— La poterie parlante. Monographie contenant plus de 1,800 noms et marques de potiers romains, 37 planches intéressant l'Aube, la Côte-d'Or, la Marne, la Haute-Marne et l'Yonne, par Th. Habert, membre de la Société des sciences de l'Yonne. etc. Gr. in-4°. Paris 1893.

Election d'un membre. — M. le Dr Roy, médecin à la Ferté-Loupière, présenté à la dernière réunion, est élu membre titulaire.

Présentations de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres titulaires : 1° Par M. Dehertog et Cotteau, M. Morio Alexandre, propriétaire à Avallon.

2° Par M. J. Cotteau et Ch. Joly, M. André Casis, rédacteur en chef du journal *le Nouvelliste de l'Yonne*.

MM. Monceaux, Rousseau et Molard présentent comme membre correspondant recevant le Bulletin, M. Gauthier Gaston, instituteur à Saint-Martin-d'Heuille, près Guérigny (Nièvre).

Il sera statué sur ces nominations à la séance de Juillet.

Plan en relief du département. — M. Cotteau annonce que le plan en relief du département de l'Yonne, dressé par notre collègue M. l'abbé Bouvier, figure actuellement à l'Exposition d'Auxerre. L'auteur de ce travail considérable, dressé d'après la carte de l'Etat-major, se propose de l'offrir à la Société pour le Musée de géologie. Des remerciements seront adressés à M. l'abbé Bouvier par M. le président.

Communications et lectures. — M. le président fait ensuite un compte-rendu des travaux du Congrès des Sociétés savantes qui a eu lieu à la Sorbonne, le 4 Avril et jours suivants. Il s'agit bien entendu des communications et lectures faites sur les sciences naturelles. M. Cotteau en donne une analyse succincte mais toujours attachante et qui donne aux membres de la Compagnie un aperçu des principales découvertes ou de travaux accomplis pendant l'année. Il passe successivement en revue les travaux de MM. de Lacvivier et Belloc sur les lacs des Pyrénées, ceux de M. Magnien sur les lacs du Jura, de MM. de Guerne et Richard sur la faune des lacs, de M. Martel sur les rivières souterraines. Ce dernier savant a exploré plus de 200 abîmes ou cavernes et il a pu, grâce à ces nombreuses recherches, relever de nouveaux faits concernant la période préhistorique. Il faut signaler encore parmi les communications, dont M. Cotteau donne l'analyse, celle de M. le baron de Baye sur le Congrès international d'anthropologie de Moscou. Dans ce congrès il a été communiqué des objets de la période préhistorique provenant de la Sibérie et des bords de l'Iénisséï. M. Edmond Cotteau, dès 1882, avait signalé des objets de ce genre figurant au Musée d'Irkoustk; il en avait même rapporté des échantillons déposés dans les collections de la Société d'anthropologie de Paris. Nous renvoyons l'analyse des autres communications du Congrès de la Sorbonne au rapport spécial de M. Cotteau, lequel doit figurer au Bulletin.

— M. Chailley-Bert prend la parole ensuite et donne la substance d'une circulaire en anglais de la grande association américaine connue sous le nom de *Smithsonian Institution*. Cette circulaire a pour but de faire connaître aux savants du monde entier que des prix très importants ont été fondés par de riches donateurs pour favoriser l'accroissement et la diffusion des connaissances intéressant l'air atmosphérique.

Un prix de 5,000 dollars (50,000 fr.), sera décerné à l'auteur du meilleur travail sur l'air et ses propriétés.

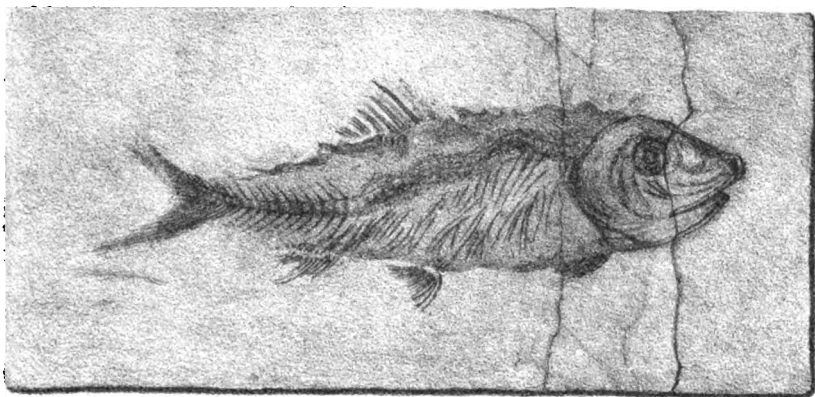
Un prix de 1,000 dollars sera décerné au meilleur traité de vulgarisation sur l'air; le volume ne devra pas contenir plus de 20,000 mots.

D'autres prix de 2,000 et 1,000 dollars seront accordés aux promoteurs de la meilleure direction à donner aux recherches scientifiques sur l'air.

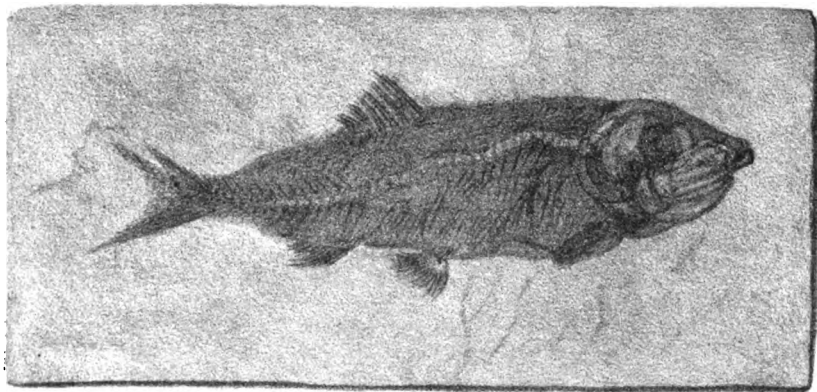
— M. Chailley termine la séance par une communication bien intéressante à propos du dépôt, fait par notre collègue dans une précédente séance, et dont il a été rendu compte, de la brochure qu'il vient de publier sur l'enseignement de l'économie politique

en France, brochure extraite du Journal des Economistes (Décembre 1892). Cette communication a presque l'ampleur d'une conférence où notre savant collègue expose que l'économie politique, cette science si importante, n'est que bien peu enseignée en France et trop souvent par des économistes improvisés. Il aborde les causes principales de cette indifférence du grand public et en première ligne il place l'ignorance de cette science par ceux-là mêmes qui sont chargés de l'enseigner et de la répandre ; de l'école au lycée et du lycée à la faculté on devrait rencontrer un cycle d'enseignement de l'économie politique pratique, de la sociologie qui tiennent une si grande place dans l'histoire des nations. Notre savant confrère explique que le but de sa brochure est d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette situation ; il indique les moyens d'introduire dans l'enseignement général l'étude d'une science si importante qui progressera rapidement si elle est enseignée dès l'école primaire, de même qu'on dotera l'enseignement supérieur d'une nouvelle branche, ainsi que l'avait compris Paul Bert dans ses projets de réformes.

Après cette communication la séance est levée.



Leptolepis affinis, Svg.

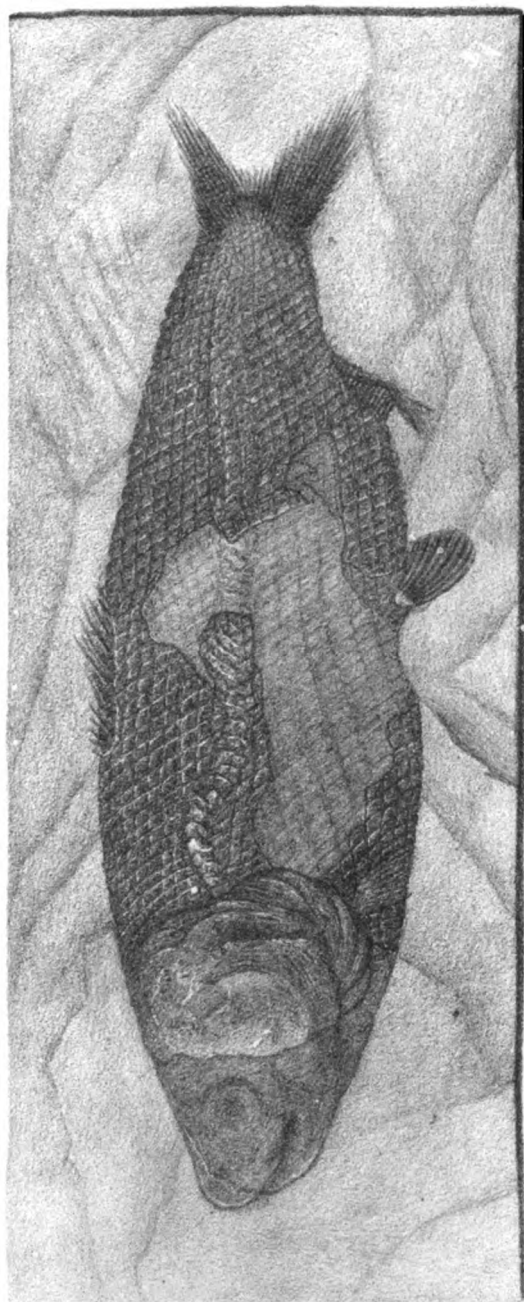


H. Formant ad. nat. del. et lith.

Imp. E. douard Bry, Paris.

Leptolepis autissiodorensis, Svg.





11 Formant ad nat del et lith.

Imp Edouard By, Paris

Pholidophorus Gaudryi, Gvg.







SÉANCE DU 16 JUILLET 1893.

PRÉSIDENCE DE M. G. COTTEAU.

Après l'adoption du procès-verbal M. le Président donne connaissance à l'assemblée de la circulaire adressée par M. le Ministre de l'Instruction publique à propos de la 32^e réunion annuelle des Sociétés savantes, laquelle s'ouvrira à la Sorbonne le 27 Mars 1894. Afin de donner le temps de les examiner, tous les mémoires, sauf ceux intéressant la section des sciences, devront parvenir au Ministère sous le couvert de la Société avant le 30 Janvier 1894. Les communications verbales devront être également envoyées en analyse. Les délégués chargés de lectures ou de communications devront indiquer les jours et heures où ils pourront se tenir à la disposition des sections compétentes. Ces indications permettront d'établir à l'avance un ordre du jour où rien ne sera modifié sans de graves motifs et préviendront les incidents regrettables qui se produisent chaque année lorsque des personnes inscrites ne répondent pas à l'appel de leurs noms.

Voici le programme des questions proposées par le Comité des travaux historiques et scientifiques pour le 32^e congrès et dont un exemplaire avec explications détaillées restera déposé au secrétariat.

*Programme du Congrès des Sociétés savantes
à la Sorbonne en 1894.*

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE.

- 1^o Transformations successives et disparition du servage.
- 2^o Histoire des anciennes foires et marchés.
- 3^o Anciens livres de raison et de compte. Journaux de famille.
- 4^o Signaler, dans les archives et bibliothèques, les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.
- 5^o Rechercher à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin dans la rédaction des documents administratifs.
- 6^o Divertissements publics ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes.
- 7^o Etudier quels ont été les noms de baptême usités suivant les époques dans une localité ou dans une région ; en donner, autant que possible, la forme exacte ; rechercher quelles peuvent avoir été l'origine et la cause de la vogue plus ou moins longue de ces différents noms.
- 8^o Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France.
- 9^o Recherches relatives à l'histoire de la marine française.
- 10^o Origine, commerce et préparation des aliments avant le xvii^e siècle.

Comp. rend.

11° Recherches relatives au théâtre et aux comédiens de province depuis la Renaissance.

12° Transport des correspondances et transmission des nouvelles avant le règne de Louis XIV.

13° Recueillir les indications sur les mesures prises au moyen âge pour l'entretien et la réfection des anciennes routes.

14° Rechercher dans les anciens documents les indications relatives aux maladies des animaux et des végétaux dans les diverses régions de la France.

15° Indications tirées des anciens documents pouvant faire connaître les phénomènes naturels, météorologiques ou autres (inondations, pluies, sécheresse persistantes, tremblements de terre, température exceptionnelle, etc.), jusqu'au règne de Louis XIII.

16° Dresser d'une façon aussi complète et aussi exacte que possible, d'après les pièces d'archives et autres documents manuscrits et imprimés, la liste des personnes qui ont rempli successivement, dans une ville ou dans une circonscription, un emploi administratif, judiciaire ou militaire : bailli, vicomte, sénéchal, viguier, prévôt, maire, capitaine, châtelain, etc.

17° Etudier les systèmes des poids et mesures dans un territoire déterminé sous l'ancien régime. En établir la correspondance avec le système métrique.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

1° Rechercher les épitaphes, inscriptions de synagogues, graffites en langue et en écriture hébraïques, qui n'ont pas encore été signalés ou ont été imparfaitement publiés jusqu'à présent.

2° Rechercher les inscriptions arabes, épitaphes, dédicaces de mosquées, légendes de portes, de minbar, etc., antérieures à la conquête turque, qui se trouvent dans l'un des trois départements algériens ou dans la Régence de Tunis.

3° Signaler les inscriptions païennes ou chrétiennes, provenant des catacombes de Rome et non encore publiées, qui peuvent se trouver dans les églises de France.

4° Rechercher les sarcophages ou fragments de sarcophages sculptés, d'origine chrétienne ou païenne, et non encore signalés, qui peuvent exister dans des collections publiques ou dans des propriétés particulières.

5° Rechercher en France et dans l'Afrique française les mosaïques antiques ou du moyen âge non relevées jusqu'à cette heure et dont on possède les originaux ou des dessins.

6° Signaler les monuments ou objets antiques conservés dans les musées de province et qui sont d'origine étrangère à la région où ces musées se trouvent.

7° Signaler les actes notariés du xiv^e au xv^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes, et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés.

8° Dresser la liste, avec plans et dessins à l'appui, des édifices chrétiens et des monuments sculptés d'une province ou d'un département réputés antérieurs à l'an 1000.

9° Étudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

10° Rechercher, dans chaque département ou arrondissement, les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du moyen âge. Signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date.

11° Signaler, dans chaque région de la France, les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge. Indiquer les caractères, et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent d'en distinguer les produits.

12° Rechercher dans les monuments figurés de l'antiquité ou du moyen âge les représentations d'instruments de métier.

13° Rechercher les centres de fabrication de la céramique dans la Gaule antique. Signaler les endroits où cette industrie s'est perpétuée depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

14° Recueillir des documents écrits ou figurés intéressant l'histoire du costume dans une région déterminée.

15° Étudier, dans les *Acta Sanctorum*, parmi les biographies des saints d'une région de la France, ce qui peut servir à l'histoire de l'art dans cette région.

16° Dresser, pour un département, un arrondissement ou un canton, la liste des objets intéressant l'histoire ou l'archéologie qu'il conviendrait de mettre sous la sauvegarde de la loi du 30 mars 1887.

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

1° Déterminer, dans une région plus ou moins étendue de la France, le sort des biens communaux depuis 1789.

2° Étudier, dans une commune urbaine autre que Paris, ou dans une commune rurale, l'organisation et le mouvement des finances sous l'ancien régime et de 1789 jusqu'à nos jours.

3° Étudier, d'après un exemple particulier, le fonctionnement d'une municipalité cantonale sous le régime de la Constitution de l'an III.

4° Étudier le registre des délibérations d'une ou de plusieurs municipalités rurales pendant la Révolution, en vue de montrer quelle contribution cette étude peut apporter à l'histoire générale.

5° Rechercher, en prenant un exemple particulier, comment a fonctionné une administration préfectorale sous le régime de la Constitution de l'an VIII.

6° Étudier, dans un département ou dans un canton, le fonctionnement du régime de la séparation de l'Église et de l'État sous le Directoire et sous le Consulat jusqu'au Concordat.

7° Tracer l'histoire de la presse périodique dans un département ou dans une ville depuis 1789 jusqu'à nos jours.

8° Etudier, à dater du xviii^e siècle, les divers systèmes d'organisation municipale dans les provinces autonomes ou les pays d'élections, signaler ceux de ces systèmes qui ont le mieux sauvé, à l'occasion des actes de la vie locale, le patrimoine commun ou la fortune individuelle des habitants.

9° Comparer, à l'aide de documents historiques, de traditions orales et d'observations directes, l'organisation et la vie des familles rurales dans un ou plusieurs villages d'une même région de la France, au xviii^e siècle et de nos jours.

10° Exposer les analogies et les différences des anciens et des nouveaux octrois, au triple point de vue de l'assiette, de l'attribution et de l'emploi des taxes.

11° Examiner le rôle et l'influence des Écoles centrales sous la Révolution, soit dans une étude d'ensemble, soit d'après un exemple particulier.

12° Par quels moyens pourrait on favoriser l'accroissement de la population en France ?

13° Conditions actuelles du transport des enfants envoyés en nourrice. Protection des enfants de Paris envoyés en nourrice en province. Modes d'assistance à accorder à l'enfant du travailleur. Organisation des crèches en France et à l'étranger.

14° Faire connaître les mesures prises dans la seconde moitié du xviii^e siècle par un certain nombre de villes, bourgs et villages, pour assurer, à titre gratuit, l'assistance médicale en faveur des habitants pauvres ou peu aisés.

15° La gradation des peines peut-elle être sauvée dans le mode actuel d'exécution de la peine des travaux forcés ?

16° Mesures étudiées et appliquées, depuis les cinq dernières années écoulées, pour parvenir à la répression de la mendicité et du vagabondage en France.

17° Serait-il utile de faire, en France, une loi spéciale relative au contrat d'édition ou contrat conclu entre un auteur ou un artiste et un éditeur pour la publication d'une œuvre de littérature ou d'art ?

18° Est-il désirable qu'il soit fait en France une loi relative aux assurances sur la vie ? Quelles devraient en être les bases ?

19° La prohibition de la recherche de la paternité naturelle devrait-elle être supprimée ou, tout au moins, restreinte ? Avantages et inconvénients de la prohibition. Systèmes des principales législations étrangères.

20° Convendrait-il d'étendre ou de restreindre la compétence du juge unique ?

21° De la règle de deux degrés de juridiction dans l'ordre judiciaire et dans l'ordre administratif : des exceptions qu'elle peut comporter et de celles qu'il conviendrait de faire disparaître.

22° Étudier les effets du régime dotal en France.

SECTION DES SCIENCES

1° Étude détaillée d'un district géologique restreint.

2° Étude détaillée d'un gisement fossilifère : espèces qu'on y rencontre, niveaux particuliers qu'elles occupent.

3° Minéraux que l'on rencontre dans une région déterminée. Examen spécial des gisements de ces minéraux.

4° Description détaillée des tourbières d'une région particulière. Altitudes et latitudes. Terrains siliceux et calcaires. Examen de leur faune et de leur flore.

5° Description détaillée des gisements de phosphates d'une région française.

6° Comparaison des climats des différentes régions de la France.

7° Études relatives à l'aérostation.

8° Signaler les hybrides d'oiseaux ou de mammifères obtenus récemment.

9° Mode de distribution topographique des espèces qui habitent notre littoral.

10° Monographies relatives à la faune et à la flore des lacs français.

11° Étude détaillée de la faune ichthyologique fluviale de la France. Indiquer les espèces sédentaires ou voyageuses et, dans ce dernier cas, les dates de leur arrivée et de leur départ. Noter aussi l'époque de la ponte. Influence de la composition de l'eau.

12° Étudier, au point de vue de la pisciculture et de l'ostréiculture, la faune des animaux invertébrés et les plantes qui se trouvent dans les eaux.

13° Époques et mode d'apparition des différentes espèces de poissons sur nos côtes. Étude de la montée de l'anguille.

14° De l'influence que l'on peut attribuer aux usines industrielles et aux amendements agricoles dans la dépopulation de nos cours d'eau.

15° Étude des modes d'épuration des eaux industrielles.

16° Apparition des cétacés sur les côtes de France. Indiquer l'époque et la durée de leur séjour.

17° Insectes qui attaquent les substances alimentaires.

18° Fixer, pour des localités bien déterminées de la région des Alpes et des Pyrénées, la limite supérieure actuelle de la végétation des espèces spontanées ou cultivées; étudier les variations qu'elle a subies à différentes époques.

19° Influence des gelées tardives sur la végétation.

20° Étude de l'influence de la sécheresse du printemps sur les végétaux et les animaux.

21° Sur les nouvelles variétés de plantes cultivées susceptibles d'augmenter la richesse nationale.

22° De l'importation fortuite et de la naturalisation d'espèces végétales.

23° Étude des arbres à quinquina, à caoutchouc et à gutta-percha, et de leurs succédanés. Quelles sont les conditions propres à leur culture? De leur introduction dans nos colonies. Emploi des procédés chimiques pour l'extraction du produit qu'ils fournissent.

24° L'âge du creusement des vallées dans les diverses régions de la France.

25° Les eaux souterraines, leur trajet, les terrains qu'elles parcourent, leur faune et leur flore.

26° Préciser, surtout par la considération des têtes osseuses, le type ou les types nouveaux de races humaines, venus dans une région déterminée, aux époques de la pierre polie, du cuivre, du bronze et du fer.

27° Déterminer les éléments ethniques dont le mélange a donné naissance à une de nos populations actuelles.

28° Rechercher l'influence que peut exercer sur la taille et les caractères physiques des populations la nature des terrains et autres conditions de milieu.

29° Photographie du spectre infra rouge. Résultats obtenus et propositions de méthodes nouvelles.

30° Photographie orthochromatique. Plaques jouissant de sensibilité comparable à celle de l'œil comme étendue et sensibilité.

31° Photométrie photographique. Bases scientifiques de la méthode.

32° Étude générale des matières vitreuses employées pour l'optique photographique.

33° Recherches des méthodes d'essais pour déterminer les constantes des objectifs et des obturateurs.

34° Étude chimique et générale des révélateurs organiques.

35° Étude des composés minéraux sensibles à la lumière, autres que ceux généralement connus.

36° Recherches sur les méthodes microphotographiques.

37° Application de la photographie à l'étude des mouvements

38° De la prophylaxie des maladies contagieuses.

39° De la stérilisation du lait.

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE.

1° Signaler les documents géographiques manuscrits les plus intéressants (textes et cartes) qui peuvent exister dans les bibliothèques publiques et les archives des départements, des communes ou des particuliers. Étudier spécialement les anciennes cartes marines d'origine française.

2° Inventorier les cartes locales anciennes, manuscrites et imprimées ; cartes de diocèses, de provinces, plans de villes, etc.

3° Déterminer les limites d'une ou de plusieurs anciennes provinces françaises en 1789.

4° Biographie des anciens voyageurs et géographes français. — Missions scientifiques françaises à l'étranger antérieures à la création des *Archives des missions scientifiques et littéraires*.

5° De l'habitat actuel en France, c'est-à-dire du mode de répartition dans chaque contrée des habitations formant les bourgs, villages et hameaux. — Dispositions particulières des locaux d'habitation, fermes, granges, etc. Origine et raison d'être de ces dispositions. — Altitude maximum des centres habités, depuis les temps historiques.

6° Recherches sur les marées de la côte de France par comparaison avec celles de Brest aujourd'hui complètement étudiées.

Recherches sur les courants littoraux, leur force et leur direction pendant les périodes de calme et de coup de vent.

Tracer sur une carte le cheminement des épaves.

7° De l'habitat en France dans les temps préhistoriques. Cartes montrant la distribution géographique des dépôts alluviaux, cavernes, abris sous roches, etc., ayant renfermé des restes de l'époque quaternaire. Cartes des stations, ateliers, monuments funéraires, etc., de l'âge de la pierre polie, de l'âge du bronze ou de l'âge du fer.

8° Limites des différents pays (Brie, Beauce, Morvan, Sologne, etc.), d'après les coutumes locales, le langage et l'opinion traditionnelle des habitants. — Indiquer les causes de ces divisions (nature du sol, ligne de partage des eaux, etc.).

9° Compléter la nomenclature des noms de lieux, en relevant les noms donnés par les habitants d'une contrée aux divers accidents du sol (montagnes, cols, vallées, etc.) et qui ne figurent pas sur les cartes.

10° Étudier les modifications anciennes et actuelles du littoral de la France (érosions, ensablements, dunes, tourbières, forêts submergées, etc.).

11° Chercher les preuves du mouvement du sol, à l'intérieur du continent, depuis l'époque historique; traditions locales ou observations directes.

12° Signaler les changements survenus dans la topographie d'une contrée de France depuis une époque relativement récente ou ne remontant pas au-delà de la période historique, tels que déplacements des cours d'eaux, brusques ou lents; apports ou creusements dus aux cours d'eau; modifications des versants, recul des crêtes, abaissements des sommets sous l'influence des agents atmosphériques; changements dans le régime des sources, etc.

13° Signaler les derniers progrès accomplis dans l'étude géographique des colonies françaises ou des pays de protectorat.

14° Discuter les documents relatifs à la distribution géographique des populations de couleur qui vivent dans les colonies, les protectorats et les zones d'influence française.

15° Rechercher les traces des plus anciennes populations dans les différentes régions de la France.

Élection de nouveaux membres. — Il est procédé à l'élection des membres présentés à la dernière réunion. Sont élus membres titulaires :

1° M. Morio, Alexandre, propriétaire à Avallon ;

2° M. Casis André, rédacteur du *Nouvelliste de l'Yonne* ;

— M. Gauthier, instituteur à Saint-Martin-d'Heuille (Nièvre), est élu membre correspondant.

Présentations. — M. Henri Baudenet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, 6, rue de Villers-Sexel, à Paris, est présenté comme membre titulaire par MM. E. Petit et Monceaux.

— M. de La Loge d'Ausson Thierry-Jacques, avocat à la Cour d'appel de Paris, est présenté comme membre titulaire par M. de La Loge d'Ausson, père, et M. G. Cotteau.

— M. Guillemain Eugène, instituteur à Auxerre, est présenté comme membre titulaire par MM. Manificier et Monceaux.

— M. Meunier-Chalmas, professeur de géologie à la Faculté des Sciences de Paris, est présenté comme membre correspondant par MM. Ed. et G. Cotteau et Monceaux. Il sera statué sur ces présentations, conformément au règlement.

Correspondance imprimée. — M. le Secrétaire dépose sur le bureau la liste suivante des ouvrages parvenus au bureau pendant le mois qui vient de s'écouler :

I. Envois du Ministère

— Discours prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes, le samedi 8 Avril 1893, par M. Hamy, membre de l'Institut, et M. Poincaré, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.

— Journal des Savants. Mai et Juin 1893.

— Nouveau Dictionnaire de géographie universelle par Vivien de Saint-Martin, 71^e fasc. Tipp.-Topar.

— Comité des travaux historiques et scientifiques. Revue des travaux scientifiques. Nos 10 et 11.

— Chroniques d'Amadi et de Strambaldi, publiées par M. R. de Mas-Latrie. 2^e partie. In-4^e, 1893.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

ANGERS. — Annales de la Société d'horticulture de Maine-et-Loire, 1892. 3^e et 4^e trimestres.

AUTUN. — Mémoires de la Société éduenne. Nouvelle série. T. XX.

BRUXELLES. — Analecta Rollandiana. T. XII, fasc. II et III, Bruxelles 1893.

CHAPEL-HILL. N. C. — Journal of the Elisha Mitchell scientific Society, 1892. 2^e part.

DJON. — Bulletin de la Société d'agriculture et viticulture de la Côte-d'Or. N^o 3, Mai-Juin 1893.

DRAGUIGNAN. — Bulletin de la Société d'agriculture, de commerce et d'Industrie du Var. Mai-Juin 1893.

LE PUY. — Société agricole et scientifique de la Haute-Loire. 1890-1891. T. VI, 1893.

NANTES. — Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France. T. III, n^o 2, 1893.

PARIS. — Revue historique. Juillet-Août 1893.

— Bulletin de la Société entomologique de France. Nos 10, 11 et 12, 1893.

— Compte-rendu des séances de la Société géologique de France, n^o 12, Juin 1893. — Bulletin, etc., 3^e série. T. XX, 1892, n^o 6.

— Bulletin de la Société des Amis des Monuments parisiens, 1^{re} partie du 7^e volume.

— Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin etc., n° 6. 15 juin 1893.

PHILADELPHIA. — Proceedings of the Academy of Natural Sciences of Philadelphia. 1893, January-March.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 13^e volume, 4^e livraison. Juillet 1893.

SAINT-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, 42^e année. 165^e livraison. 1893. 1^{er} fasc.

TOULOUSE. — Revue de botanique, bulletin mensuel de la Société française de botanique. Nos 97-108 et 127.

WASHINGTON. — U. S. Department of agriculture. Division of Ornithology and Mammalogy. Bulletin n° 3. The Hawks and Owles of the united States in their relation to agriculture, etc. 1893.

III. Envois divers.

MERIDEN, CONN. — Meriden Scientific Association. Annual adress. A review of the year 1892.

Bulletin du Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. N° 6. Juin 1893.

BOBIN. — Monographie descriptive, historique et archéologique du château de Mont-Saint-Jean-en-Auxois, par Emile Bobin, architecte.

Communications et lectures. — M. le président donne lecture d'une lettre adressée à M. Manificier, au sujet d'une trouvaille de dix pièces d'argent, faite ces jours derniers à Aisy-sur-Armançon, dans une maison appartenant à M. Rottkay père, menuisier. Ces pièces étaient dissimulées dans deux trous pratiqués dans une poutre et recouverts de parchemin. Elles remontent au XV^e siècle et portent l'effigie de Henri III, Charles X, cardinal de Bourbon, et Henri IV.

— M. Cotteau présente encore la notice que M. Guérin, notre collègue, a rédigée à propos du dolmen d'Egriselles et dont il a été donné connaissance à une précédente séance. Il annonce en même temps que M. Guérin a généreusement fait don à la Société pour le Musée départemental de la curieuse hache en pierre, à trou central, trouvée par lui au pied du dolmen. Cette hache sera reproduite dans le bulletin avec la notice de M. Guérin.

— M. Monceaux a la parole ensuite et demande que les membres de la Société veuillent bien coopérer à l'organisation d'une collection de gravures intéressant la topographie et l'histoire locale ainsi que la biographie des hommes marquants du département. Lorsque la Société a été fondée, en 1847, elle a inscrit dans ses statuts l'intention formelle de réunir en collections tout ce qui peut intéresser l'histoire du Département de l'Yonne et elle a adopté dans cet ordre d'idées la devise : *Colligit et elaborat.*

Mais si la bibliothèque de la Société et les vitrines du Musée se sont enrichis de nombreux documents, il n'en a point été de même de la collection de gravures, restée jusqu'à ce jour à peu près nulle. C'est cette lacune qu'il faut combler et on ne pourra y arriver qu'avec l'aide de toutes les bonnes volontés.

Beaucoup de membres de la Compagnie doivent posséder des pièces détachées qui, isolées, restent sans valeur, tandis que, réunies dans des portefeuilles bien organisés, elles rendraient des services nombreux aux travailleurs. D'un autre côté la Société pourra faire des acquisitions lorsque l'occasion s'en présentera, de manière à arriver plus promptement à offrir des collections intéressantes.

La Société consultée décide que la collection de gravures sera organisée dans ce sens. Elle désigne MM. Monceaux et Navarre, pour recueillir et classer les pièces dans des portefeuilles appropriés.

Après cette délibération M. Fauchereau, libraire, offre toutes les gravures de l'*Annuaire de l'Yonne* qu'il possèdera en double. Des remerciements lui sont adressés par M. le président au nom de l'assemblée.

— M. U. Richard a la parole pour la lecture de son travail sur le concile d'Héry. Cette fois M. Richard entre en plein dans son sujet qu'il traite aux multiples points de vue de son authenticité, de sa date réelle, des grands personnages et des faits plus ou moins merveilleux qui s'y sont passés. Il termine par l'exposé des grands faits qui résultèrent de cette assemblée, tant par les remaniements territoriaux qui en furent la conséquence que par le grand pas qu'y fit cette institution humanitaire qu'on a nommée la trêve de Dieu.

— M. Demay termine la séance par une petite notice critique sur l'Histoire d'Auxerre à propos de la préface historique qui précède le catalogue de l'Exposition industrielle organisée à Auxerre. Il fait remarquer avec juste raison quelques lacunes et quelques erreurs que justifie sans doute la rapidité avec laquelle ce petit travail a été fait. Ainsi il relève que c'est Sens et non Auxerre qui fut le chef-lieu de la IV^e lyonnaise, *Senonia maxima*, dont cette dernière ville faisait partie. Le qualificatif *alcedorensis* dont l'auteur anonyme accompagne le pagus d'Auxerre n'a jamais été employé ou du moins Auxerre ne s'en est pas servi. Il n'est pas exact non plus de dire qu'Auxerre conserva jusqu'au X^e siècle les institutions municipales, on n'en retrouvait plus à cette époque de trace que dans le Midi de la France. Enfin l'auteur n'a pas fait mention de ce fait important, prouvé par notre collègue M. E.

Petit, qu'aux ix^e et x^e siècles Auxerre fut la capitale du duché de Bourgogne.

La séance est levée après que M. le président a fait décider que la prochaine séance aura lieu le Dimanche 13 Août.

SÉANCE DU 13 AOUT 1893.

PRÉSIDENCE DE M. E. PETIT, VICE-PRÉSIDENT.

Après l'adoption du procès-verbal, M. le président donne communication d'une circulaire de la Société de topographie de France invitant toutes les sociétés scientifiques françaises à envoyer leur souscription pour le monument à élever à la mémoire du savant Cassini de Thury, auteur de la première carte topographique de la France. La société n'a point l'habitude de détourner ses fonds pour des dépenses autres que celles qui intéressent le but tracé par ses statuts et il est passé à l'ordre du jour. M. le président invite toutefois les membres de la société à souscrire personnellement et met à leur disposition les circulaires envoyées par la Société de topographie.

Élections de nouveaux membres. — Il est procédé ensuite à l'élection des membres présentés à la séance de juillet.

Sont élus successivement membres titulaires :

1^o M. Xavier Baudenet, maître des requêtes au conseil d'État, demeurant à Paris, 6, rue de Villers-Sexel.

2^o M. de La Loge d'Ausson Thierry-Jacques, avocat à la Cour d'appel, demeurant à Paris, rue Tiquetonne, 64.

3^o M. Guillemain Eugène, instituteur à Auxerre.

4^o M. Munier-Chalmas, professeur de géologie à la Faculté des Sciences de Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, 75, est élu membre correspondant.

Présentation. — M. Deport, maire de Ravières est présenté comme membre titulaire par MM. Petit et Monceaux.

Envoi de pièces. — M. le comte de Chastellux a fait un nouvel envoi de copies de pièces tirées des archives nationales et intéressant la contrée qui forme aujourd'hui le département de l'Yonne. Des remerciements sont de nouveau votés à M. de Chastellux et les pièces sont renvoyées à M. Molard pour rendu-compte et classement.

— M. René Badin de Montjoie a envoyé pour la collection sigillographique une empreinte du sceau du trésorier de Notre-Dame de Tonnerre, au xiii^e siècle. (Remerciements).

— M. de Bogard, délégué en juillet 1892 par la Société amicale

des anciens élèves du collège de Juilly pour remettre le grand prix d'honneur offert à cette Société à l'élève de philosophie le plus méritant, offre à la Société pour sa bibliothèque un exemplaire du compte-rendu de la solennité où on trouve le discours prononcé par M. de Bogard à cette occasion. Le collège de Juilly, célèbre au XVIII^e siècle a élevé plusieurs notables habitants du département et compte parmi ses professeurs les plus distingués le père Chapet, oratorien laïque, bien connu des bibliophiles auxerrois.

— M. Monceaux prend la parole ensuite pour remercier plus spécialement encore M. de Bogard qui a bien voulu acheter à l'Exposition des Beaux-Arts qui vient d'être close à Auxerre, un tableau qu'il a offert au Musée départemental à titre de souvenir gracieux. On ne saurait trop louer les généreux donateurs qui ont enrichi à cette occasion notre Musée et il faut citer en même temps les artistes bienveillants qui sont entrés dans cette voie. M. Adophe Guillon, coutumier du fait, nous a offert son magnifique panorama de Vézelay, si admiré au Salon de l'année dernière, et M. Gagneau, un autre artiste, nous a également offert une grande toile (*La Méditation*), en souvenir de son père, originaire d'Auxerre. Sur la proposition de M. le secrétaire, l'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

— La liste suivante des publications parvenues au bureau à titre d'échange ou de don est déposée sur le bureau de la Société.

I. Envois du Ministère de l'Instruction publique.

Revue des travaux scientifiques, t. XIII, n^o 1 et 2.

— Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Départements. T. XVIII, *Alger*. T. XIX, *Amiens*.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

ABBEVILLE. — Bulletin de la Société d'émulation d'Abbeville. 1892. N^o 2, 3 et 4. Mémoires, etc.

ANNECY. — Revue savoisiennne. Publication de la Société florimontane. Mai-Juin 1893.

BASTIA. — Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse. Novembre 1892 à janvier 1893.

BORDEAUX. — Actes de la Société linnéenne de Bordeaux. T. V, 1891-1892.

BRUXELLES. — Annales de la Société belge de microscopie. T. XVII, 1^{er} fascicule, 1893.

— Société royale de géographie. Bulletins n^o 1 et 2, 1893.

CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société dunoise d'archéologie, histoire sciences et arts. Juillet 1893.

CONSTANTINE. — Mémoires de la Société archéologique du département de Constantine. 3^e série, 6^e volume, 1892.

DIGNE. — Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes. 1893, n° 48 et 49.

DJON. — Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur. T. III, n° 3.

KONIGSBERG. — Schriften der Physikalisch-Okomischen gesellschaft zu Konigsberg. 1892.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société vaudoise des sciences naturelles. N° 3, juin 1893.

LE MANS. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. Années 1893 et 1894, 1^{re} fascicule.

LIÈGE. — Bulletin de l'Institut archéologique Liégeois. T. XXIII, 1^{re} livraison.

MENDE. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Lozère. Avril-mai 1893.

MODÈNE. — Memorie della regia accademia de scienze, lettere ed arti in Modena. Série II, volume VIII, 1892.

NEW-YORK. — Annals of the New-York academy of sciences. April 1893.

NEVERS. — Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts. 1893, 2^e fascicule.

NIMES. — Mémoires de l'Académie de Nîmes. Année 1891.

ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléanais. Bulletin, t. X, n° 149.

PARIS. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. N° 7 et 8. Juillet-Août 1892.

— Bulletin du cercle Saint-Simon (Société historique). N° II. Juillet 1893.

— Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris. N° 5 et 6, Juin et Juillet 1893. — Société d'Autopsie fondée à Paris en 1876. (Prospectus et statuts).

— Bulletin de la Société géologique de France. 1893, n° 1. Comptendu des séances. N° 13, Juin 1893.

— Bulletin de la Société entomologique de France. N° 13, 1893.

— Feuille des Jeunes Naturalistes. N° 273 et 274. Juillet-Août 1893.

SAINT-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique. 1893, 2^e fascicule. — Les chartes de Saint-Bertin. T. III, 2^e fascicule, 1893.

SOISSONS. — Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons. 2^e série, t. XX; 3^e série; t. I, (1889-1891).

STRASBOURG. — Société des Sciences, Agriculture et Arts de la Basse-Alsace. Bulletin, Juin 1893.

TOULOUSE. — Revue de botanique. Bulletin mensuel de la Société française de botanique. Août 1893.

WASHINGTON. — N. S. Département of agriculture. Division of Ornithology and Mammology-North American. Fauna. N° 7.

WIENN. — Jahrbuch-der K. K. Geologischen Reichsanstalt. Juillet 1893.

III. Envois divers.

— Bulletin du syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. N° 7, juillet 1893.

— Bulletin de la Société des Parlers de France. N° 1, juillet 1893.

FERDINAND MOREAU. — Supplément à l'album Caranda. 2^e partie du fascicule de 1892. Les fouilles de 1892 à Nanteuil Notre-Dame et dans le parc du château de Fère-en-Tardenois, 1892.

Communications et lectures. — M. Molard donne lecture de la préface placée par M. Rozerot, archiviste de la Haute-Marne, en tête d'une série de diplômes inédits ou peu connus du ix^e siècle, notamment de Charles-le-Chauve, qui nous ont été communiqués par ce savant et dont plusieurs intéressent le département de l'Yonne.

— Après cette lecture, M. Molard fait un rapport sur le dernier envoi de M. le comte de Chastellux. Ce sont des copies d'arrêts ou de dispositifs d'arrêt du Parlement de Paris, tant au criminel qu'au civil. Ces sentences, nous dit le rapporteur, vont de 1539 à 1545 et sont surtout intéressantes en ce que plusieurs d'entre elles concernent les protestants qui commençaient alors à s'établir à Sens. Les plupart sont simplement condamnés à faire acte de catholicité et leurs livres sont brûlés; seul un libraire de Rochefort est puni du fouet et du bannissement.

— Après cette communication M. E. Petit, président l'assemblée, dépose au nom de M. Xavier Baudenet, nouvellement élu membre de la Société, une notice historique et généalogique sur la famille de Vezon. Cette famille a joué en Bourgogne et plus particulièrement dans l'Avallonnais un rôle assez important. La notice en sera lue avec intérêt dans le Bulletin.

— M. le président signale ensuite aux travailleurs un volume très précieux qu'il a eu occasion de consulter à la bibliothèque nationale. C'est le tome II de la Collection de Bourgogne qui contient de nombreux manuscrits de Dom Plancher et de ses collaborateurs auxerrois, D. Sallazar et D. Aubry, qui furent utilisés en partie seulement pour l'histoire de Bourgogne du savant dijonnais. On y trouve de nombreux renseignements sur l'évêché d'Auxerre et ses monastères ainsi que des dessins de monuments inédits ou peu connus.

— M. E. Petit revient encore sur Olivier d'Asquins, dont il a été parlé à la dernière réunion.

— La séance est terminée par le compte-rendu sommaire fait par M. E. Petit des fouilles opérées sur plus de 200 tumuli situés dans

le Langrois et dont M. Salmon a publié les résultats. Le Langrois venait, comme on le sait, jusqu'à Nitry et Chablis et il sera intéressant de continuer ces recherches dans le Tonnerrois.

Après cette communication la séance est levée.

SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 1893.

PRÉSIDENCE DE M. COTTEAU.

Le procès-verbal de la séance d'août étant lu et adopté, M. le président annonce à la Société la mort d'un de ses membres, M. Maison, propriétaire à Châtel-Censoir, qui suivait avec beaucoup d'intérêt les travaux de la Société.

Prix Crochot. — M. le président annonce à l'assemblée que les Mémoires pour le prix Crochot déposés à la Préfecture avant le 15 octobre, lui ont été renvoyés pour qu'il en soit fait examen et rapport à la Commission spéciale présidée par M. le Préfet. Le bureau, dans sa réunion d'hier, a décidé que quatre membres désignés par la Société lui seraient adjoints pour l'examen de ces Mémoires et que M. Molard serait chargé de préparer le rapport. Sur la proposition de M. le président l'assemblée procède à la nomination de ces quatre membres et désigne pour être adjoints au bureau MM. Demay, Gauchery, Joly et Moiset.

Correspondance imprimée. — M. le secrétaire dépose sur le bureau la liste des nombreux ouvrages envoyés pour la bibliothèque de la Société pendant les trois mois qui viennent de s'écouler. Il signale quelques-uns des Mémoires qu'ils contiennent dans les termes suivants :

L'*Académie des sciences de Stockholm* avec laquelle nous avons l'honneur de correspondre et d'échanger nos publications, nous a envoyé pour notre bibliothèque un grand nombre de volumes tant in-4° qu'in-8° qui renferment des Mémoires de science pure intéressant soit les sciences physiques et naturelles, la physiologie et l'anatomie générale, soit l'archéologie et les sciences historiques. Tous ces volumes sont édités avec luxe et contiennent un grand nombre de planches gravées avec le plus grand soin. Certains de ces Mémoires ont été publiés en français ou en latin, la langue des savants par excellence, mais la plupart sont en langue scandinave, idiome inconnu dans notre Bourgogne. Aussi craignons-nous que toutes ces belles publications restent lettres mortes pour nous. Cependant par le peu que nous avons pu en comprendre les Mémoires de l'Académie de Stockholm sont du plus haut intérêt scientifique et ils font amèrement regretter l'abandon qui a été fait de la langue latine pour la correspondance entre les savants.

— Nous avons trouvé dans la *Revue de Champagne et de Brie* le texte

de la donation faite par M. Habert de toutes ses collections au Musée de la ville de Reims. Vous vous rappelez Messieurs, que l'année dernière notre collègue M. Habert, en pourparlers avec la ville de Tonnerre, nous avait invités à déléguer à Troyes plusieurs d'entre nous pour constater la valeur de cette belle collection. Nous avons pu nous assurer ainsi que les conditions faites par notre collègue pour l'installation des objets qui la composaient n'étaient point exagérées et nous comptons que la ville de Tonnerre, possédant un édifice spécialement légué pour la création d'un Musée, n'hésiterait pas à terminer une convention qui la mettait en possession d'un seul coup de collections artistiques toujours désirables pour une ville qui a le souci de son avenir et de la diffusion des hautes études. Il n'en a rien été et nous avons la douleur de constater aujourd'hui que toutes les belles pièces réunies à grands frais par M. Habert et dont beaucoup intéressent le département de l'Yonne, sont perdues pour la contrée sinon pour la science.

La ville de Tonnerre a certainement dans cette occasion commis une faute dont elle se repentira plus d'une fois.

— Le bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français contient, dans son numéro d'octobre, un portrait de Théodore de Bèze à l'âge de vingt-neuf ans, reproduit d'après celui qui parut en 1548 en tête de la première édition de ses *Poemata*. Nous signalons à votre attention cette gracieuse production, si différente des portraits de notre compatriote, publiés lorsqu'il eut adopté définitivement les austères principes de la Réforme.

— Notre nouveau collègue et compatriote, M. le docteur Edm. Potherat, chirurgien des hôpitaux de Paris, nous a adressé, pour vous en faire hommage, l'exposé de ses titres et travaux scientifiques. Nous n'avions pas besoin de cet exposé pour constater que M. le docteur Potherat, quoique jeune encore, s'est fait une grande place dans la science et que nous devons être heureux de le voir associé à notre Société.

— M. Loiseau, notaire à Auxerre, qui vient d'être tout récemment reçu membre de notre Compagnie, nous a prié de vous offrir deux opuscules qui dénotent chez leur auteur une plume déjà exercée et un goût qu'on ne saurait trop louer par les études historiques. Le premier fascicule est une notice sur le jurisconsulte Pardessus, originaire de Blois, comme notre collègue. Le second est une intéressante histoire des rues de Blois qui a dû coûter bien des recherches à son auteur. Félicitons-nous de posséder parmi nous un homme jeune, devenu auxerrois par son alliance et sa profession, qui deviendra, espérons-le, un de nos travailleurs de l'avenir.

— M. Quesvers, de Montereau, a adressé à la Société pour sa bibliothèque une brochure intitulée *Notes sur quelques paroisses de l'ancien diocèse de Sens*, à propos du manuscrit du ix^e siècle de la bibliothèque de Stockholm (*Liber sacramentorum*) dont M. Quantin, de regrettable mémoire, nous a autrefois entretenus ici même.

Les problèmes soulevés par la liste des paroisses du diocèse de Sens énumérées en latin dans le manuscrit de 860, ont été repris par M. Quesvers

et élucidés avec soin sans toutefois être tous résolus. Il est en effet fort difficile d'arriver à interpréter d'une façon rigoureuse des noms souvent incomplets. La notice qui intéresse spécialement les paroisses du diocèse de Sens, la Chapelle-sur-Oreuse, Bazoches, Villiers-sur-Seine, Fontaines, Marolles, Vallery, Chéroy, Flacy, Rosoy, etc, sera sans doute discutée à nouveau par nos confrères de la Société archéologique de Sens.

— M. le baron R. de Bouglon, membre de la Société archéologique du Midi de la France nous a adressé pour la bibliothèque de la Société, la première partie du travail qu'il a entrepris sur les registres officiels de la ville de Toulouse, concernant les citoyens emprisonnés comme suspects sous la Terreur. Les renseignements historiques et biographiques que contient ce volume le feront certainement rechercher et nous vous prions de vouloir bien vous associer à nous pour remercier l'auteur de son envoi et de la suite qu'il nous promet.

— Pour terminer cette revue des publications qui nous sont parvenues nous voulons vous signaler dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de France, deux articles qui intéressent la cathédrale d'Auxerre.

M. Prou a reproduit la pierre tombale placée à droite en entrant dans l'édifice et qui appartient à Pierre de Piles, chanoine d'Auxerre, chantre de Clamecy et trésorier de Varzy, mort le 5 janvier 1534. Cette belle pierre, outre qu'elle nous apporte le souvenir d'un dignitaire de l'église d'Auxerre, a ceci de particulier qu'a fait ressortir notre collègue M. Prou, c'est qu'elle est signée du nom d'un sculpteur parisien *Jehan Lemoine, tombier à Paris*. Plusieurs pierres tombales signées du même nom ont déjà été signalées dans d'autres contrées ce qui donne un intérêt de plus à la pierre sépulcrale de notre chanoine auxerrois.

— M. l'abbé Batiffol a signalé dans les mémoires de la Société des Antiquaires de France un catalogue de reliques inédit (1) extrait d'un manuscrit du ^{xiii}^e siècle et qui constate qu'à cette époque Auxerre et Sens possédaient de singulières reliques. Le texte du manuscrit signalé contient une énumération curieuse des plus insignes reliques possédées alors par la chrétienté et nous y voyons qu'Auxerre possédait alors *une chaussure du Christ* et qu'il en existait une autre à Sens. (*Aulistodoro est caliga Domini, alterna apud Senones*). C'est la première fois qu'on signale cette particularité et il serait intéressant de rechercher dans les anciens catalogues de reliques si la mention des reliques d'Auxerre et de Sens est faite de nouveau. Comme le dit le savant abbé, auteur de la communication, de pareilles pièces ont en soi un médiocre intérêt. Mais il y a un intérêt très scientifique à ce que tous les catalogues anciens de reliques soient publiés. Il sera donc bon de rechercher tous les catalogues de reliques auxerrois et sénonais.

(1) *Index insigniorum Reliquiarum*. Bibliothèque nationale, F latin 14069, fol. 178-180. Ce Ms provient de la bibliothèque Saint-Germain-des-Près.

— Liste des ouvrages parvenus au bureau depuis le mois d'août :

I. Envois du Ministère.

— Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1893, n° 1.

— Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1893, n° 1 et 2.

— Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des Sciences économiques et sociales. Année 1892, n° 2.

— Comité des travaux historiques et scientifiques. Revue des travaux scientifiques. T. XII, n° 12. (Tables), t. XIII, n° 3.

— Revue de l'histoire des religions. T. XXVII, n° 3, t. XXVIII, n° 1.

— Journal des Savants. Juillet et Août 1893.

II. Envois des Sociétés correspondantes.

AMIENS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, 1893, n° 1 et 2.

ASTA. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse. Février-Mars 1893.

BELFORT. — Bulletin de la Société belfortaine d'émulation. N° 12, 1893.

BONN. — Académie d'Hippone. Bulletin, Juin 1893.

BORDEAUX. — Actes de l'Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux. 1891.

BRUXELLES. — Bulletin de la Société belge de Microscopie. 1892-1893, n° 8 et 9.

CHATEAUDUN. — Bulletin de la Société dunoise. Octobre 1893.

DIJON. — Bulletin de la Société d'horticulture et viticulture de la Côte-d'Or. N° 4 et 5, Juillet-Octobre 1893.

— Mémoires de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire. T. IX, 1893.

DOUAI. — Mémoires de la Société d'Agriculture, des Sciences et des Arts, centrale du département du Nord, séant à Douai. 3^e série, t. III, 1889-1890. — Bulletin agricole, année 1891.

DRAGUIGNAN. — Bulletin de la Société d'agriculture, du commerce et de l'industrie du Var. Juillet-Septembre.

DUNKERQUE. — Société dunkerquoise pour l'encouragement des lettres, des sciences et des arts. Le siège de Dunkerque. In-8°, 1893

EPINAL. — Annales de la Société d'émulation du département des Vosges. 49^e année, 1893.

FONTAINEBLEAU. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. 4^e trimestre 1892. — 1^{er} trimestre 1893.

GAP. — Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. Juillet 1893.

GENÈVE. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. T. I, livraison 2, 1892. — Mémoires et Documents, nouvelle série, t. III, livraison 3. — T. V, livraison 1.

GRENOBLE. — Bulletin de l'Académie delphinale. 4^e série, t. VI, 1892.

HALIFAX. — The proceedings and transactions of the Nova Scotian

Institute of science, Halifax, Nova Scotian. Session of 1891-1892. Vol. 1, part. 2.

JOIGNY. — Bulletin de la Société d'agriculture de Joigny. 1893, n° 141.

LAUSANNE. — Bulletin de la Société vaudoise des sciences naturelles. N° 112. Septembre 1893.

LE HAVRE. — Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses. 1893, 1^{er}, 2^e et 4^e trimestres. Fêtes du centenaire de Casimir de La Vigne. Avril 1893.

LE MANS. — Revue historique et archéologique du Maine. Année 1893, 1^{re} série.

LONS-LE-SAULNIER. — Mémoires de la Société d'émulation du Jura. 5^e série, 3^e volume, 1892.

MARSEILLE. — Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille. Année 1893.

— Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Marseille. Années 1888-1892.

MENDE. — Bulletin de la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère. Juin-Juillet 1893.

NANCY. — Mémoires de l'Académie de Stanislas. Année 1892.

NANTES. — Bulletin de la Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France. T. III, n° 3, 1893.

NIMES. — Bulletin de la Société d'études des sciences naturelles de Nîmes. 1893, Avril-Juin.

PARIS. — Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris. N° 7, 15 août 1893.

— Feuille des Jeunes naturalistes. 1^{er} septembre 1893.

— Société géologique de France. Comptes-rendus, nos 7 et 14.

— Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France. Mémoires 1891. — Bulletin, 1891 et 1892.

— Revue historique. Septembre-Octobre 1892.

— Annuaire de la Société philotechnique. Années 1892, t. LI, 1893.

— Revue des Etudes grecques. T. VI. Avril-Juin 1893.

— Bulletin de la Société entomologique de France. 1893, nos 14 et 15.

— Société de l'histoire du Protestantisme français. 1893, nos 9 et 10.

PERPIGNAN. — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées Orientales. 34^e volume, 1890.

ROCHESTER. — N. Y. — Proceedings of the Rochester Academy of science. Volume II, broch. II.

RENNES. — Bulletin et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine. T. XXII, 1893.

ROUEN. — Bulletin de la Société libre d'émulation du Commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure. 1893, 2^e partie.

— Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen. 1^{re} et 2^e séries, 1892.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis. Bulletin de la Société des Archives historiques. 1^{er} septembre 1893.

SAINT-LOUIS. — Transactions of the Academy of Science of Saint-Louis. Vol. VI, nos 2 à 8.

STOCKHOLM. — Académie royale suédoise des Sciences de Stockholm. Handlingar, etc. (Mémoires), in-4°, vol. XXII, XXIII et XXIV. — Bihang (supplément aux Mémoires), in 8°, vol. XIV à XVII. — Öfversigt (bulletin), in-8°, 46 à 49. — Lefnadsteckningar (biographie), vol. III, 1^{re} livraison. — Kongl. Vitterhets historie och Antiquitets Akademiens Manadsblad. 1891.

STRASBOURG. — Société des Sciences, Agriculture et Arts de la Basse-Alsace. Juillet 1893.

TOULOUSE. — Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France. N° 11. Mars 1893.

TROYES. — Mémoires de la Société Académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Aube. Année 1892.

WASHINGTON. — U. S. Departement of Agriculture. Division of Ornithology and Mammology. The prairie ground Squirrels or Spermophiles of the Mississippi Valley. 1893.

WIENN. — Mittheilungen der K. K. Geographischen Gesellschaft in Wienn. 1892.

— Verhandlungen der K. K. Geologischen Reichsanstalt. 1893, n° 6 à 10.

III. Envois divers.

— Bulletin du Syndicat Agricole de l'arrondissement de Meaux. 1893, n° 8, 9 et 10.

— Revue de Champagne et de Brie. Mars-Juin 1893.

— Les reclus de Toulouse sous la Terreur, par le baron R. de Bouglion. 1893.

— Note sur quelques paroisses de l'ancien diocèse de Sens, par P. Quesvers. 1893.

— Exposé des titres et travaux scientifiques du docteur Edmond Potherat, chirurgien des Hopitaux de Paris. 1892.

— Les rues de Blois, par L. Loiseau, notaire à Auxerre, (1891). — Notice sur Pardessus, jurisconsulte blésois par M. L. Loiseau.

Election d'un membre. — M. Deport, maire de Ravières, présenté à la dernière réunion est élu membre titulaire.

Présentations. — Sont présentés comme membres titulaires :

1° Par MM. Monceaux et Molard, M. Duponteil, secrétaire général de la Préfecture de l'Yonne.

2° Par MM. Monceaux et Cotteau, M. Leteinturier, secrétaire particulier du Préfet de Nice.

3° Par MM. le docteur Dionis des Carrières et Cotteau, M. Millot, fabricant de ciments à l'Isle-sur-Serein.

Dons. — M. le président offre pour la bibliothèque de la Société la 30^e livraison de la Paléontologie française, échinides éocènes qu'il vient de faire paraître. Il offre en même temps le tirage à part de son rapport sur la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, session de 1893.

— Mme veuve Sylvain Puychevriér, qui habite l'été à Vermenton

et l'hiver à Paris (9, rue Duban,) nous a envoyé, pour le Musée d'Auxerre, deux toiles intéressantes car elles portent la signature d'Etienne Jaurat et la date de 1777.

M^r S. Puychevrier a publié en 1862 dans l'*Annuaire de l'Yonne*, une notice sur les Jaurat, peintres originaires de Vermenton et dont les œuvres sont appréciées. Ces deux toiles proviennent d'une vente faite à Auxerre et ont été acquises chez un brocanteur de Vincelles. Nous devons de vifs remerciements à Madame S. Puychevrier qui a voulu, en souvenir de son mari, offrir au Musée d'Auxerre ces deux œuvres qu'il avait sauvées.

Les toiles en question sont de la vieillesse du peintre, car il avait en 1777, soixante-dix-huit ans; la première représente deux Naiades; l'une d'elles est nonchalamment étendue et appuyée sur l'urne d'où s'échappe une source ou une rivière; dans la seconde on voit Vénus, à demi couchée auprès d'un temple et paraissant attendre que l'Amour ait attaché à son char deux colombes qu'il retient avec des rubans. Notre collègue M. Biard répare en ce moment ces deux pièces qui, sans être d'un ordre supérieur, sont d'un aspect agréable et d'un bon coloris; le nom de l'auteur, notre compatriote Vermentonais, les rend précieuses pour notre Musée.

Lectures. — M. Molard prend la parole ensuite et donne lecture de la première partie d'une étude des Mémoires laissés par Auger Saint-Hippolyte, littérateur, mort en 1881 et qui était né à Auxerre. Son buste, exécuté par Canova, figure au Musée d'Auxerre auquel il a été légué. M. Molard, dans cette première étude des Mémoires d'Auger, rappelle avec beaucoup d'intérêt les phases du mouvement littéraire qui prit naissance sous la Restauration et s'affirma sous le gouvernement de Juillet.

— M. Cotteau rend compte à son tour du Congrès scientifique de Besançon dont il a suivi les travaux. Il donne un résumé des communications les plus importantes, telles que celles de M. Girardot sur la géologie de la Franche-Comté; de M. Barthélemy sur les anciens glaciers des Vosges; de M. Gougenot sur les mollusques quaternaires; de M. Belloc sur les lacs des Pyrénées et les curieux cônes de déjection qui se sont formés à la partie centrale de plusieurs d'entre eux; du docteur Dauzel, attaché à la mission Maitre, sur son voyage dans l'Afrique centrale. Deux grandes conférences l'une de M. Duviviers sur la configuration et l'origine du Jura; l'autre de M. Jeannet sur l'électricité et la transmission de la force à distance, ont clos les réunions et ont obtenu le plus grand succès. Des excursions à Salins et à Belfort et la visite de plusieurs

fabriques et usines ont vivement intéressé les membres du Congrès qui comme toujours ont été cordialement accueillis partout.

Après cette communication la séance est levée, M. le président annonce que la prochaine réunion aura lieu le jeudi 7 décembre.

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1893.

PRÉSIDENT DE M. G. COTTEAU.

— M. de Luze, préfet de l'Yonne, et président d'honneur de la Société, assiste à la séance et prend place au bureau.

Élection de nouveaux membres. — Le procès-verbal de la séance de Novembre étant lu et adopté, il est procédé à l'élection des membres présentés à la dernière réunion.

Sont successivement élus membres titulaires :

1° M. Duponteil, secrétaire général de la préfecture de l'Yonne à Auxerre ;

2° M. Le Teinturier, chef de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes à Nice ;

3° M. Millot, manufacturier à l'Isle-sous-Montréal.

Présentations. — M. Lucien Jouby, avocat, 5, rue Mont-Thabor, à Paris, est présenté comme membre titulaire par MM. Fauchereau et Monceaux ;

— M. Auguste Dubois, licencié ès-lettres, professeur de rhétorique, au Collège Monge, à Beaune (Côte-d'Or), est présenté comme membre correspondant par MM. Richard père et fils et Cotteau. Il sera statué sur ces présentations conformément au règlement.

Correspondance imprimée. — M. Cotteau dépose en même temps sur le bureau, au nom de M. Auguste Dubois, deux discours imprimés prononcés à la distribution des prix du collège de Beaune.

— M. le président présente encore au nom de M. Fauchereau la notice sur Louis Piestre, tirage à part du Bulletin de la Société.

— M. Monceaux dépose sur le bureau la liste des publications parvenues au secrétariat pendant le mois. Il présente spécialement dans les termes suivants, la notice biographique que vient de publier M. A. Lefèvre-Pontalis sur M. Soufflot :

J'ai l'honneur d'offrir à la Société, au nom de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, la notice biographique qu'il vient de consacrer à son oncle, M. Pierre-Jules Soufflot, né à Auxerre le 13 Décembre 1793, mort à Paris le 2 juin 1893, à l'âge de près de cent ans.

Nous ne pouvons laisser passer cette brochure sans dire ici quelques

mots qui rappelleront dans le Bulletin la figure sympathique de cet Auxerrois qui a vécu tout un siècle et dont la carrière a été continuellement dirigée par les sentiments du devoir et de l'honneur qui constituent l'homme de bien.

Comme le dit son biographe, Pierre-Jules Soufflot appartenait à une famille distinguée de l'Auxerrois dont la trace se retrouve jusqu'au milieu du xvi^e siècle. Son grand-oncle avait été le célèbre architecte du Panthéon. Son père Germain-André Soufflot aîné, qu'il ne faut pas confondre avec Pierre Soufflot de Mérey, frère du précédent, mort sans postérité, était pourvu d'une charge dans la maison de Louis XVI. Après la journée du 10 Août il revint à Auxerre où il se maria quelque temps après, et resta à l'abri pendant la tourmente révolutionnaire. Sous le Consulat il fut nommé membre du Conseil général de l'Yonne et membre du Corps législatif. Sa mort prématurée, en 1808, laissa sa veuve avec quatre enfants, trois filles et un fils, Jules Soufflot qui n'avait alors que quinze ans. Deux années après, le jeune Soufflot, malgré les instances de sa mère, s'engageait au 20^e régiment de chasseurs à cheval et prenait part avec son régiment aux terribles campagnes de la guerre d'Espagne de 1810 à 1812. Il y gagna l'épaulette de sous-lieutenant et fut cité à l'ordre du jour de l'armée pour un brillant fait-d'armes où il prit un drapeau à l'ennemi, ce qui lui valut la croix de la Légion d'honneur à l'âge de moins de vingt ans. Nous ne suivrons pas notre compatriote dans cette immense mêlée des guerres de Russie, d'Allemagne et de France qui mirent fin à l'épopée impériale. Nommé capitaine en 1814, Soufflot se retrouve, pendant les Cent Jours, capitaine aux lanciers de la garde impériale. Sous la Restauration, il resta trois ans encore au service. Mais la vie paisible de garnison ne pouvait suffire à son activité et le 1^{er} Juillet 1818 il se fit rayer définitivement des contrôles de l'armée.

A partir de cette époque Soufflot entra dans l'administration des Messageries nationales, que son père avait contribué à fonder, et il y employa dès lors toute son activité. Cinquante ans après, il était nommé président honoraire du conseil d'administration, dont il faisait partie depuis l'origine. Lors de la fondation de la Compagnie des Messageries maritimes en 1852, il fut un des promoteurs de cette nouvelle entreprise qui devait porter sur tant de mers lointaines le pavillon français. Il contribua également à créer, en 1853, la puissante compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée.

A l'âge de 75 ans, Jules Soufflot se retira dans sa propriété d'Herblay, près Paris. Dans cette retraite paisible notre compatriote put encore vivre 25 ans et atteindre cette centième année à laquelle les hommes parviennent si rarement. Faire le bien était devenu son unique souci et la satisfaction qu'il éprouvait à secourir toutes les misères de l'humanité contribua sans doute à prolonger son existence au-delà des bornes ordinaires.

M. A. Lefèvre-Pontalis a donc eu une heureuse pensée en retraçant cette existence si bien remplie. La vie de notre compatriote peut, sans crainte, être donnée en exemple à nos enfants et en leur montrant cette bonne et énergique figure, si bien reproduite par la gravure, nous pourrions leur dire : *C'était un auxerrois.*

I. — Envois du Ministère.

- Revue des travaux scientifiques. T XIII, 1893, nos 4, 5 et 6.
- Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1892, n° 4.
- Journal des Savants. Septembre et Octobre 1893.

II. — Envois des Sociétés correspondantes.

ANGERS. — Annales de la Société d'horticulture de Maine-et-Loire. 1893. 1^{er} et 2^e trimestres.

ANGOULÊME. — Bulletin et Mémoire de la Société archéologique et historique de la Charente. Année 1892.

ANNECY. — Revue savoisiennne, publication de la Société florimontane. Juillet-Octobre 1893.

BÉZIERS. — Bulletin de la Société d'études des Sciences naturelles de Béziers. Année 1892.

BRUXELLES. — Analecta Bollandiana. T. XII, fasc. IV. 1893.

— Bulletin de la Société belge de microscopie. 1892-93. N° X.

CLERMONT-FERRAND. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, publié par l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Clermont-Ferrand. 1892, nos 1 à 9. — Mémoires, etc..., fasc. V.

DIJON. — Bulletin de la Société d'horticulture et de viticulture de la Côte-d'Or. N° 5, 1893.

LANGRES. — Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres. T. 4, n° 50. 1^{er} juillet 1893.

MONTPELLIER. — Académie des sciences et lettres de Montpellier. Mémoires de la section des lettres. 2^e série, t. I, n° 13. — Mémoires de la section des sciences, 2^e série, t. I, nos 1 et 2. — Mémoires de la section de Médecine, 2^e série, t. I, n° 1.

MOSCOU. — Bulletin de la Société impériale des naturalistes de Moscou. 1893, n° 1.

NANTES. — Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 1892, 2^e Semestre.

NIMES. — Supplément au Bulletin de la Société d'étude des sciences naturelles de Nîmes, 1893. Matériaux pour servir à la paléothnologie des Cévennes.

PARIS. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1893, n° 11.

— Revue historique. Novembre-Décembre 1893.

— Bulletin de la Société entomologique de France. 1893, nos 16 et 17.

— Bulletin de la Société géologique de France, 1892, n° 8. — Comptes-rendus 1893, nos 15 à 18.

— Feuille des jeunes naturalistes, 1893, nos 277 et 278.

PORTIERS. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e et 3^e trimestres 1893.

SAINT-LO. — Notices, Mémoires et Documents publiés par la Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du Département de la Manche, 11^e volume, 1893.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques. 1893, 6^e livraison.

STRASBOURG. — Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace. Bulletin n^o 8, Octobre 1893.

WASHINGTON. — Smithsonian Institution. Bibliography of the Chinokan Languages, 1893. — Eight annual Report of the bureau of Ethnology, 1886-87. — Eleventh annual Report of the United states geological Survey, 1889-90. Part. I, Geology; Part. II, Irrigation.

III. — *Envois divers.*

MOULINS. — Société d'émulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais. Bulletin-Revue, 2^e et 3^e livraisons. 1893.

ROMA. — Atti della Societa romana di Antropologia. Volume I, fasc. I. 1893.

Dons. — M. Adolphe Guillon a envoyé pour la collection de gravures de la Société une série de vues de monuments d'Auxerre, provenant de l'ouvrage publié par le baron Taylor. Il a offert en même temps à M. le Maire d'Auxerre de faire encadrer, à ses frais, trois de ces gravures représentant la Tour de l'horloge et autres monuments civils qui seraient placés dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville.

Des remerciements seront adressés à notre collègue pour sa libéralité et l'intérêt qu'il porte à nos collections.

— Madame veuve Delarue, née Marie-Anne-Cléopie *Dubois*, née à Turny (Yonne), le 22 Janvier 1813, a envoyé pour le Musée une tabatière en or, ornée d'une miniature représentant le portrait de Napoléon I^{er} et signée du nom de l'artiste, F. Langlois, 1828.

Dans une lettre dont il est donné connaissance, cette dame explique que cet objet dont elle fait hommage avec quatre petites pièces d'argent (sans valeur réelle), est un souvenir auquel elle attache un grand prix et qu'elle ne veut pas qu'il soit vendu à sa mort. Originnaire du Département, elle a pensé que le Musée voudrait bien accepter cette offrande et la conserver dans ses collections. Des remerciements seront adressés à Mme Delarue et la lettre qui exprime ses sentiments généreux sera jointe à l'objet donné au Musée.

Communications et lectures. — M. Mignot présente au nom de M. T. Michelin, numismate à Paris, 15, rue Vignon, des pièces d'essai qui, dans la pensée de l'auteur, sont destinées à remplacer la monnaie française de cuivres si lourde et si incommode. Ces pièces, en nickel, percées d'un trou central, composeraient une série de vingt centimes, dix centimes et cinq centimes. Leur fabrication prochaine aurait le grand avantage de nous débarrasser des monnaies de cuivre étrangères qui nous envahissent de plus en plus. L'auteur cher-

che à propager son idée afin qu'elle fasse un chemin rapide et que l'opinion publique puisse peser d'un poids suffisant sur la décision du Parlement auquel le projet a été soumis dès 1888. La réforme proposée ne coûterait rien à l'Etat ainsi que l'établit l'auteur, la revente du monnayage actuel comme métal devant couvrir tous les frais. Des remerciements seront adressées à M. Michelin pour sa communication (1).

— M. l'abbé Parat donne ensuite lecture d'un travail qu'il a préparé sur l'exploration des grottes de Saint-Moré et notamment sur la grotte dite du *Mammouth*. Il présente en même temps une série d'objets, poteries, silex, os travaillés et autres qu'il a recueillis dans cette grotte. La notice figurera au bulletin et les principaux objets seront figurés.

— M. Molard termine la lecture de son étude sur Auger Saint-Hippolyte, littérateur, originaire d'Auxerre, et dont la première partie a été lue à la réunion de Novembre.

— M. Demay donne connaissance de la notice qu'il a écrite sur un quartier d'Auxerre et le premier établissement des Ursulines, appelé autrefois le *Quarré des Ursulines* lequel comprenait l'espace inscrit entre les rues du Nil, du Bois, Française et des Ursulines, et transformé aujourd'hui en caserne. A l'aide d'un plan manuscrit du xvi^e siècle, l'auteur a pu reconstituer l'emplacement de l'hôpital Saint-Vigile, celui du vieux collège et enfin l'ancienne fondation des Ursulines, en 1613, et les acquisitions successives qui y ont été jointes jusqu'à l'époque de la Révolution où les bâtiments furent affectés aux réunions des Sociétés populaires et patriotiques. Une reproduction des anciens plans, exécutée par notre collègue, M. Bouché, rend cet étude fort intéressante pour la topographie de ce quartier de la ville d'Auxerre.

— La séance est terminée par le compte-rendu, fait par M. Cotteau, des séances du Congrès scientifique de Lausanne. M. le président énumère successivement les communications les plus importantes qui y ont été faites et qu'il lui a été donné d'entendre. Parmi elles, il cite les remarquables expériences de M. Raoul

(1) Voici la liste des pièces envoyées par M. Michelin à la Société :
1^o Pièce portant d'un côté PROJET-T-M-NICKEL en trois lignes R Mercure et l'Industrie ; entre les deux personnages, un cippe avec le millésime de 1888 ; en bas, le chiffre 4 et ces mots : *Pièce de nickel pur* ;

2^o Les mêmes avec les chiffres 1-2 et 4 ; *nickel et cuivre* ;

3^o Un autre portant ; *Essai de nickel, projet 1890* R branche de laurier, coq à droite ; le chiffre 2 et T M surmonté d'une étoile ;

4^o Enfin une autre portant : ALUMINIUM-T-M et 1891 R lisse.

Pictet sur la vitalité différente des animaux soumis à des froids excessifs, dans des appareils spéciaux, et que le savant professeur a exposée dans une conférence spéciale intitulée : *La Vie et la Mort*. Il rappelle également l'intéressante communication de M. Forest, de Genève, sur la reconnaissance des cours d'eaux souterrains ; ce savant a pu s'assurer, en teignant les eaux qui s'engouffrent dans le fameux entonnoir de Monfort, qu'elles étaient les sources d'une petite rivière, l'Orbe, qui apparaît à plusieurs lieues. Il a obtenu ces résultats en versant dans l'eau de l'aniline et surtout de la fluoréine ; au bout de cinquante-huit heures l'eau de la rivière de l'Orbe se montrait colorée par une magnifique teinte verte.

M. le président fait une analyse rapide des autres mémoires parmi lesquels il faut citer une conférence sur les aveugles, des expériences sur la physiologie de l'escargot, enfin le récit d'une pêche à la drague sur le lac Léman et à l'embouchure du Rhône à laquelle les membres du Congrès purent assister sur un bateau à vapeur aménagé spécialement et mis gratuitement à la disposition du Congrès par le gouvernement cantonal.

Après cette communication, la séance est levée.

II

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

En outre des ouvrages qui lui sont parvenus pendant l'année, soit à titre de don, soit à titre d'échange, la Société a placé dans sa bibliothèque : 1° Deux exemplaires de son Bulletin, t. XLVII ; 2° un exemplaire de chacun des tirages à part des articles parus dans le corps du Bulletin.

La Société délivre gratuitement à chaque auteur de mémoires publiés dans le Bulletin, 25 exemplaires d'un tirage à part, avec couverture imprimée et sans remaniements.

Dans le cas où des changements de texte seraient apportés par l'auteur après le tirage du Bulletin, le tirage spécial qu'il aurait fait faire à ses frais, ne devrait point porter la mention : *Extrait du Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne*, obligatoire pour tous les tirages conformes au Bulletin.

Afin d'éviter les réclamations fréquentes à l'occasion de la pagination, nous rappelons que le Bulletin de la Société est divisé en trois parties, ayant chacune une pagination spéciale : 1° Sciences historiques, archéologiques et artistiques ; 2° Sciences physiques et naturelles ; 3° Procès-verbaux, listes et tables. Il faut donc avoir soin à la reliure de raccorder les trois parties du 1^{er} et du 2^e semestre, et ne point réclamer pour des erreurs présumées, avant d'avoir collationné le volume composant l'année entière.

III

DONS FAITS A LA SOCIÉTÉ EN 1893.

§ I. — Dons en argent.

1 ^o Le Ministre de l'Instruction publique et des beaux arts (somme reçue en 1894).....	600 fr.
2 ^o Le Département de l'Yonne.....	1000
3 ^o La ville d'Auxerre.....	400
4 ^o Legs Gariel pour le médailler bourguignon.....	500

§ 2. — Dons au Musée départemental placé sous le patronage de la Société.

BOGARD (de) membre de la Société. — N° 1823. Tableau (*Ramoneur*), étude par M. Roussel, artiste peintre à Auxerre. — Hauteur, 0^m55 ; largeur, 0^m35.

BOUVIER (L'abbé), membre de la Société. — N° 1820. Un fémur de *Bos primigenius* et un andouiller de cerf, trouvés dans les sables d'alluvion à Monéteau.

— N° 1825. — Plan en relief du département de l'Yonne, dressé d'après la carte de l'État-Major, par le donateur.

COURTOIS (Louis), cultivateur à la Fourchotte. — N° 1815. Couteau en

silex de la période préhistorique, et une coquille fossile (*Ostrea virgata*), trouvés sur le territoire de la commune de Brion.

DELA RUE (Marie-Anne-Cléopie Dubois, veuve), née à Turny, propriétaire à Paris. — N° 1829. Tabatière en or, ornée d'une miniature représentant Napoléon 1^{er}, et signée de l'artiste, F. Langlois, 1828.

DESAIX (La famille du général). — N° 1816. Gravure représentant le général Desaix.

GAGNEAU, artiste peintre à Paris. — N° 1823. Tableau (*La Méditation*), par le donateur, et ayant figuré à l'Exposition d'Auxerre, offert en souvenir de son père, originaire d'Auxerre. — Haut., 1^m85; larg., 1^m38.

GAUPILLAT (Henri), de Tonnerre. — N° 1831. Tableau (Vue de Tonnerre), exécuté par le donateur, et ayant figuré à l'Exposition d'Auxerre de 1893. — Haut., 0^m54; larg., 0^m75.

GUÉRIN, membre de la Société. — N° 1817. Hache en pierre à trou central, trouvée au pied du dolmen d'Egriselles-le-Bocage.

GUILLON (Adolphe), membre de la Société. — N° 1824. *Panorama de Vézelay*, peinture exécutée par le donateur, ayant figuré au Salon de 1892 et à l'Exposition d'Auxerre de 1893. — Haut., 2^m60; larg. 1^m90.

— Une série de Vues d'Auxerre et de ses Monuments, provenant de l'ouvrage publié par le baron Taylor.

LA SOCIÉTÉ (Acquisitions de). — N° 1822. Une hache en fer, un percuteur en pierre et un morceau de fer indéterminé, provenant du cimetière à incinération de Guerchy.

MILLOT, fabricant de ciments, membre de la Société. — N° 1814. Squelette complet d'ichtyosaure, provenant des couches liasiques à ciment de Sainte-Colombe, près Vassy.

MINISTÈRE DES BEAUX-ARTS (5 janvier). — N° 1826. Tableau attribué à Desportes (*Fruits, Melons, Prunes*). — Haut., 0^m60; larg., 0^m55.

NAVARRE, membre de la Société. — N° 1830. Médaillon en plâtre, représentant le portrait de M. Souplet (Isidore), médecin, né à Auxerre, mort en 1893. Ce médaillon a été exécuté en 1848 par le sculpteur Faillot, né également à Auxerre.

PUYCHEVRIER (M^{me} veuve Sylvain), propriétaire à Vermenton. — Nos 1827 et 1828. Deux peintures sur toile (*Naiades, Vénus et l'Amour*), portant la signature d'Étienne Jeaurat (né à Vermenton), et la date de 1777. — Haut., 1^m40; larg., 0^m60.

VIAULT, membre de la Société, propriétaire à Chablis (5 janvier 1893). — N° 1818. Une paire de chenets en fer portant l'écusson de Marguerite de Bourgogne et de Charles d'Anjou, provenant du château de Tonnerre.

— N° 1819. Une cheminée en pierre, provenant de l'ancien auditoire de la prévôté royale de Chablis. Sculptures intéressantes du commencement du xvr^e siècle.

IV

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Au 31 décembre 1893 (1).

§ I. — *Sociétés françaises.*

- AISNE. . . . CHATEAU-THIERRY. Société historique et archéologique de Château-Thierry, fondée en 1864.
- LAON. Société académique de Laon, fondée en 1850.
- SOISSONS. Société archéologique et historique de Soissons, fondée en 1846.
- SAINT-QUENTIN. Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres, Agriculture et Industrie de Saint-Quentin, fondée en 1825.
- SAINT-QUENTIN. Société industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne.
- ALGÉRIE. . . Société des sciences physiques, naturelles et climatologiques de l'Algérie, rue Bruce, 7, à Alger.
- CONSTANTINE. Société archéologique de la province de Constantine.
- BONE. Académie d'Hippone.
- ALLIER. . . MOULINS. Société d'émulation du département de l'Allier, fondée en 1845.
- ALPES (BASSES). DIGNE. Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
- ALPES (HAUTES). GAP. Société d'Études des Hautes-Alpes.
- ALPES-MARITIMES. NICE. Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes.
- ARDÈCHE. . PRIVAS. Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Lettres du département de l'Ardèche.
- AUBE. . . . TROYES. Académie d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Aube, fondée en 1818.
- AVEYRON. . RODEZ. Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.
- BELFORT (Territoire de) Société belfortaine d'émulation.
- BOUCHES-DU-RHÔNE. MARSEILLE. Société de Statistique de Marseille, fondée en 1837.
- Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Marseille.

(1) *Avis à MM. les Secrétaires des différentes Sociétés.* — Les publications qui sont adressées à la Société sont inscrites régulièrement au procès-verbal de chaque séance. Leur inscription tient lieu d'accusé de réception. En ce qui concerne nos publications, MM. les Secrétaires sont priés de nous signaler les omissions qui pourraient se produire par suite de retard ou de non réception.

- CALVADOS.** . CAEN. Société linnéenne de Normandie, fondée en 1823.
 — CAEN. Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, fondée en 1862.
 — CAEN. Société française d'Archéologie.
- CHARENTE.** ANGOULÊME. Société archéologique et historique de la Charente.
- CHARENTE-INFERIEURE.** LA ROCHELLE. Académie de la Rochelle.
 — SAINT-JEAN-D'ANGELY. Société linnéenne de la Charente-Inferieure, fondée en 1876.
 — SAINTES. Archives histor. de la Saintonge et de l'Aunis.
- CHER.** . . . BOURGES. Société des Antiquaires du Centre.
 — BOURGES. Société historique, littéraire, artistique et scientifique du Cher.
- CORSE.** . . . BASTIA. Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse, fondée en 1880.
- COTE-D'OR.** . BEAUNE. Société d'Histoire, d'Archéologie et de Littérature de l'arrondissement de Beaune.
 — CHATILLON SUR SEINE. Bulletin de la Société archéologique du Châtillonnais
 — DIJON. Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, fondée en 1725.
 — DIJON. Commission archéologique de la Côte-d'Or, fondée en 1881.
 — DIJON. Société bourguignonne de Géographie et d'Histoire, fondée en 1883.
 — SEMUR. Société des Sciences historiques et naturelles de Semur.
- CREUSE.** . . GUÉRET. Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse.
- DOUBS.** . . . BESANÇON. Société d'Émulation du Doubs, à Besançon, fondée en 1840.
 — MONTBÉLIARD. Société d'Émulation de Montbéliard.
- DROME.** . . . VALENCE. Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse.
- EURE-ET-LOIR.** CHATEAUDUN. Société dunoise d'Archéologie, d'Histoire, des Sciences et des Arts, à Châteaudun.
- FINISTÈRE.** BREST. Société académique de Brest, fondée en 1858.
- GARD.** . . . NIMES. Académie du Gard, fondée en 1682.
 — NIMES. Société d'études des Sciences naturelles, fondée en 1872.
- GIRONDE.** . BORDEAUX. Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux, fondée en 1662.
 — BORDEAUX. Société linnéenne, fondée en 1818
 — BORDEAUX. Société d'Anthropologie de Bordeaux et du Sud-Ouest, fondée en 1883.
- HAUTE-GARONNE.** Toulouse. Société archéologique du Midi de la France, fondée en 1851.

- HAUTE-GARONNE. TOULOUSE.** Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, fondée en 1846.
- Société d'Histoire naturelle de Toulouse, fondée en 1866.
 - TOULOUSE. Société des Sciences physiques et naturelles de Toulouse.
 - TOULOUSE. Société académique hispano-portugaise de Toulouse.
- HAUTE-LOIRE. LE PUY.** Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Commerce, fondée en l'An XI.
- LE PUY. Société agricole et scientifique de la Haute-Loire.
- HAUTE-MARNE. LANGRES.** Société historique et archéologique de Langres.
- HAUTE-SAONE. VESOUL.** Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Haute-Saône.
- HAUTE-SAVOIE. ANNECY.** Société florimontane d'Annecy, fondée en 1851.
- HAUTE-VIENNE. LIMOGES.** Société archéologique et historique du Limousin.
- HÉRAULT. . MONTPELLIER.** Académie des Sciences et Lettres de Montpellier.
- BÉZIERS. Société d'Études et d'Histoire naturelle.
- ILLE-ET-VILAINE. RENNES.** Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, fondée en 1846.
- ISÈRE. . . . GRENOBLE.** Académie delphinale.
- JURA. . . . POLIGNY.** Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poligny, fondée en 1859.
- LONS-LE-SAULNIER. Société d'Émulation du Jura.
- LOIR-ET-CHER. VENDOME.** Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois.
- BLOIS. Société des Sciences et des Lettres de Blois.
- LOIRE-INFÉRIEURE. NANTES.** Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, fondée en 1845.
- NANTES. Société académique des Sciences et des Arts.
 - NANTES. Société des Sciences naturelles du Sud-Ouest.
- LOIRET. . . ORLÉANS.** Société archéologique de l'Orléanais, fondée en 1848.
- LOZÈRE. . . MENDE.** Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère, fondée en 1819.
- MAINE-ET-LOIRE. ANGERS.** Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers, fondée en 1685.
- ANGERS. Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, fondée en 1818.
 - ANGERS. Société d'Études scientifiques d'Angers.
 - ANGERS. Annales de la Société d'horticulture de Maine-et-Loire.
- MANCHE. . . CHERBOURG.** Société des Sciences naturelles, fondée en 1852.
- CHERBOURG. Société académique de Cherbourg, fondée en 1755.

- MARNE.** . . . **CHALONS-SUR-MARNE.** Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne, fondée en 1798.
- **VITRY-LE-FRANÇOIS.** Société des Sciences et des Arts de Vitry-le-François.
- MEURTHE-ET-MOSELLE.** **NANCY.** Académie de Stanislas, fondée en 1750.
- **NANCY.** Société d'Archéologie lorraine.
- MEUSE.** . . . **BAR-LE-DUC.** Société des Lettres, Sciences et Arts.
- MORBIHAN.** **VANNES.** Société polymathique du Morbihan, fondée en 1802.
- NIEVRE.** . . . **NEVERS.** Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts, fondée en 1852.
- **CLAMECY.** Société scientifique et artistique de Clamecy.
- NORD.** . . . **DOUAI.** Société d'Agriculture, Sciences et Arts, fondée en 1799.
- **DUNKERQUE.** Société dunkerquoise pour l'encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts, fondée en 1851.
- **LILLE.** Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts de Lille, fondée en 1801.
- **LILLE.** Société géologique du Nord, fondée en 1870.
- OISE.** **BEAUVAIS.** Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts du département de l'Oise.
- PAS-DE-CALAIS.** **ARRAS.** Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras, fondée en 1817.
- **BOULOGNE-SUR-MER.** Société académique de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, fondée en 1864.
- **SAINT-OMER.** Société des Antiquaires de la Morinie, fondée en 1831.
- PUY-DE-DOME.** **CLERMONT-FERRAND.** Académie des Sciences et Lettres de Clermont-Ferrand.
- PYRÉNÉES-ORIENTALES.** **PERPIGNAN.** Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales.
- RHONE.** . . . **LYON.** Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.
- **LYON.** Société d'Études scientifiques de Lyon, au palais des Arts.
- **LYON.** Société littéraire de Lyon.
- **LYON.** Société d'Agriculture, Histoire naturelle et Arts utiles de Lyon.
- SAONE-ET-LOIRE.** **AUTUN.** Société éduenne, fondée en 1836.
- **AUTUN.** Société des Sciences naturelles, fondée en 1889.
- **CHALON-SUR-SAONE.** Société d'Histoire et d'Archéologie de Châlon-sur-Saône, fondée en 1844.
- **CHALON-SUR-SAONE.** Société des Sciences naturelles de Saône-et-Loire, fondée en 1876.
- **MACON.** Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Mâcon, fondée en 1805.

- SARTHE.** . . . **LE MANS.** Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, fondée en 1861.
- **LE MANS.** Société historique et archéologique du Maine.
- **Revue historique et archéologique du Maine.**
- SAVOIE.** . . . **CHAMBÉRY.** Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, constituée en 1820.
- **CHAMBÉRY.** Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.
- **CHAMBÉRY.** Société d'Histoire naturelle de la Savoie.
- SEINE.** . . . **PARIS.** Société d'anthropologie de Paris, 14, rue Antoine Daboïs.
- — Société de biologie.
- — Société entomologique de France, 50, rue Neuve-Sainte-Placide.
- — Société géologique de France, 17 rue des Grands-Augustins.
- — Société zoologique de France, 17, rue des Grands-Augustins.
- — Société des antiquaires de France, 11, rue de Lille.
- — Société de l'histoire de France.
- — Société de l'Histoire du Protestantisme français, 54, rue des Saints-Pères.
- — Société des Monuments parisiens.
- — Musée Guimet, 117, 30, avenue du Trocadéro.
- — Association scientifique de France, secrétariat de la Faculté des Sciences à la Sorbonne.
- — Société philotechnique de Paris, rue de la Banque, 8, mairie du 2^e arrondissement.
- — Société académique Indo-Chinoise.
- — Société philomathique de Paris, fondée en 1788, rue des Grands-Augustins, 7.
- SEINE-INFÉRIEURE.** **ROUEN.** Société des amis des Sciences naturelles de Rouen, fondée en 1865.
- **ROUEN.** Société libre d'émulation du Commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure.
- **LE HAVRE.** Société havraise d'études diverses.
- **LE HAVRE.** Société géologique de Normandie.
- SEINE-ET-MARNE.** **FONTAINEBLEAU.** Société historique et archéologique du Gâtinais, fondée en 1883. (Secrétariat à Paris, rue Saint-Placide, 54.)
- **MEAUX.** Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Meaux, fondée en 1861.
- **MELUN.** Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts, de Seine-et-Marne.
- SEINE-ET-OISE.** **RAMBOUILLET.** Société archéologique.
- **VERSAILLES.** Société d'Agriculture et des Arts.

- SOMME.** . . **ABBEVILLE.** Société d'émulation d'Abbeville, fondée en 1797.
- **AMIENS.** Société des Antiquaires de Picardie, fondée en 1836.
- **AMIENS.** Académie des Sciences, des Lettres et des Arts d'Amiens.
- **AMIENS.** Société linnéenne du Nord de la France, fondée en 1866.
- TARN-ET-GARONNE.** **MONTAUBAN.** Société archéologique de Tarn-et-Garonne.
- VAR.** **DRAGUIGNAN.** Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan.
- **DRAGUIGNAN.** Société d'Agriculture, Commerce et Industrie du département du Var.
- **TOULON.** Société académique du Var.
- VAUCLUSE.** . **APT.** Société littéraire, scientifique et artistique d'Apt, fondée en 1863.
- VIENNE.** . . . **POITIERS.** Société des Antiquaires de l'Ouest, fondée en 1834.
- **POITIERS.** Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et arts de Poitiers, fondée en 1789.
- VOSGES.** . . **ÉPINAL.** Société d'émulation des Vosges, établie en 1824.
- YONNE.** . . . **JOIGNY.** Société d'Agriculture de Joigny, établie en 1836.
- **SENS.** Société archéologique de Sens, établie en 1844.

§ II. — Sociétés étrangères (1).

ALLEMAGNE. — **KONISBERG.** Schritten der Physikalisch oekonomischen Gesellschaft zu Konisberg.

ALLEMAGNE. LORRAINE. — **METZ.** Académie des Lettres, Sciences, Arts et Agriculture.

— — **METZ.** Société d'Histoire naturelle, fondée en 1834.

— — **METZ.** Société d'Archéologie et d'Histoire.

— **ALSACE.** — **STRASBOURG.** Société des Sciences, Agriculture et Arts.

— — **COLMAR.** Société d'Histoire naturelle, fondée en 1850.

— — **STRASBOURG.** Société des Sciences, Agriculture et Art de la Basse-Alsace.

(1) Les Bulletins pour les Sociétés étrangères sont adressés à la commission française des échanges internationaux au ministère de l'instruction publique.

- AUTRICHE.** . BRÜNN. (Moravie). Société des naturalistes de Brunn.
 — VIENNE. Société impériale et royale de Géographie.
 — — Institut géologique, impérial et royal d'Autriche.
- BELGIQUE.** . BRUXELLES. Société malacologique de Belgique.
 — — Société belge de géographie.
 — — Société belge de microscopie
 — — *Analecta Bollandiana*. — Rue des Ursulines, 14, Bruxelles, chez les R.R. PP. Bollandistes.
- LIÈGE. Institut archéologique liégeois.
 — MONS. Cercle archéologique de Mons.
 — MONS. Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.** BOSTON, Mass. — Boston Society of Natural History.
 — BUFFALO N. Y. U. S. A. — Buffalo Society of Nat. Sciences.
 — CHAPEL HILL. N. CAROL. — Elisha Mitchell scientific Society.
 — CHICAGO. ILL. — Academy of Sciences.
 — NEW-HAVEN. — Connecticut Academy of Arts and Sciences.
 — NEW-YORK. — New-York Lyceum of Natural History.
 — PHILADELPHIE. — Academy of Natural Sciences.
 — SALEM, Mass. — Association for the Advancement of Sciences.
 — SAINT-LOUIS. MO. — Academy of Sciences.
 — SAN-FRANCISCO, Calif. — Academy of sciences.
 — WASHINGTON. Smithsonian Institution.
- AMÉRIQUE DU SUD.** RIO DE JANEIRO. — *Revista trimestral do Instituto historico e geographico brazileiro*.
 — SANTIAGO, Chili. — Société scientifique du Chili, fondée en 1891.
- ITALIE.** . . . MODÈNE. Académie des Sciences, Lettres et Arts.
- NORWÈGE.** . CHRISTIANIA. Université royale de Norvège.
- RUSSIE.** . . . MOSCOU. Société impériale des Naturalistes de Moscou.
 — KIEW. Société des Naturalistes de Kiew.
- SUÈDE.** . . . STOCKHOLM. Académie royale des Sciences de Stockholm.
 — — Académie royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des Antiquités, fondée en 1793.
- SUISSE.** . . . GENÈVE. Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève.
 — LAUSANNE. Société vaudoise des Sciences naturelles.
 — NEUFCHÂTEL. Société des Sciences naturelles de Neufchâtel.
 — NEUFCHÂTEL. Société murithienne de Botanique.
 — FRIBOURG. Société fribourgeoise des Sciences naturelles.

§ III. — *Journaux et revues périodiques échangeant leurs publications avec celles de la Société.*

- AUBE. ARCIS-SUR-AUBE. Revue de Champagne et de Brie.
 COÛTE-D'OR DIJON. Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, publiée par les professeurs des facultés et de l'École de médecine et de pharmacie de Dijon.
 SEINE PARIS. Revue historique, 108, boulevard Saint-Germain (librairie Félix Alcan).
 — — Feuille des jeunes Naturalistes, 35, rue Pierre-Charron.
 — — Revue des Études grecques.

§ IV. — *Envois du Ministère de l'Instruction publique.*

- SEINE PARIS. Romania, recueil consacré à l'étude des langues et des littératures romanes (librairie Vieweg, 67, rue Richelieu).
 — PARIS. Bulletin historique et philologique du comité des travaux historiques et scientifiques.
 — PARIS. Revue des travaux scientifiques, publiée par le même comité.
 — PARIS. Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques.
 — PARIS. Bulletin du comité des travaux historiques, section des sciences économiques et sociales.
 — PARIS. Revue des Bibliothèques et des Archives publiée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique (1).
 — PARIS. Journal des Savants.

V.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RECEVANT LE BULLETIN.

ALGÉRIE.

CONSTANTINE. Bibliothèque principale du cercle militaire de la Ville.

ARDENNES.

SEDAN. Bibliothèque du Cercle des officiers.

(1) Sept exemplaires de nos publications sont envoyés chaque année au Ministère, à l'adresse du comité, en échange de ces différents bulletins et revues.

CÔTE-D'OR.

- DIJON Bibliothèque de la Faculté des Lettres.
— Bibliothèque de la Faculté des Sciences.
— Archives de la Côte-d'Or.

SEINE.

- PARIS Bibliothèque nationale.
— Bibliothèque du Muséum d'Histoire naturelle.
— Bibliothèque de l'Institut.

YONNE.

- AUXERRE . . Bibliothèque de la Ville.
— Bibliothèque du Collège.
— Bibliothèque de l'École normale.
— Bibliothèque de la Ferme-École de La Brosse.
— Bibliothèque des Frères des Ecoles chrétiennes.
— Bibliothèque de l'église cathédrale (ancienne Bibliothèque du Chapitre)
- AVALLON . . Bibliothèque de la Ville.
- JOIGNY . . . Bibliothèque de la Ville.
— Bibliothèque du Petit-Séminaire.
- PONTIGNY . . Bibliothèque des Prêtres de Pontigny.
- SENS Bibliothèque de la Ville.
— Bibliothèque du grand Séminaire.
- TONNERRE . . Bibliothèque de la Ville.
-

VI.

LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES DE L'YONNE

AU 31 DÉCEMBRE 1893.

MEMBRES D'HONNEUR

Président : M. le Préfet de l'Yonne.*Membres* : Mgr l'Archevêque de Sens.

M. le Maire d'Auxerre.

M. l'Inspecteur d'Académie.

MEMBRES PERPÉTUELS

MM.

CHAILLOU DES BARRES (baron), premier Président de la Société
(1817-1858).

CHALLE Ambroise, second Président de la Société (1858-1893).

MEMBRES DU BUREAU

MM.

Président.....	Gustave COTTEAU.
Vice-Présidents.....	{ Félix RABÉ.
	{ Ernest PETIT.
Secrétaires.....	{ Henri MONCEAUX.
	{ Francis MOLARD.
Archiviste.....	Ulysse RICHARD.
Archiviste honoraire.....	Emile LORIN.
Trésorier.....	DEHERTOGH.
Trésorier honoraire.....	GUYARD père.
Membre honoraire.....	POUBEAU.

MEMBRES TITULAIRES ⁽¹⁾

MM.

1884. AMAND, propriétaire, à Auxerre.
 1884. ANDRY Joseph-Maximilien, clerc de notaire, à Flogny (Yonne).
 1885. ARBINET fils, étudiant, à Paris, 37, rue Monge.
 1884. ARNAUD Joseph, avocat, membre du conseil général de l'Yonne, à Paris, 25, rue de Suresne.
 1884. AUBRON, notaire, à Paris, 148, rue de Rivoli.
 1875. AUGÉ Théophile, ancien négociant, à Auxerre.
 1883. BADIN d'HURTEBISE Paul, juge de paix, à Flogny.
 1884. BAUDOUIN, notaire à Ligny-le-Châtel, membre du Conseil général de l'Yonne.
 1891. BARDIER Emile fils, ingénieur civil, à Auxerre.
 1893. BAUDENET Xavier, maître des requêtes, à Paris, 6, rue Villercœuxel.
 1892. BARILLOT Joseph, professeur départemental d'agriculture, à Auxerre.
 1868. BAZIN, propriétaire à Fumerault; commune de Saint-Aubin-Châteauneuf.
 1862. BEAU, chanoine titulaire au chapitre de Sens.
 1890. BEAU, notaire à Saint-Florentin.
 1890. BERRY, instituteur, à Gigny, par Sennevoy-le Bas (Yonne).
 1884. BERTHELOT, ingénieur civil, à Auxerre.
 1883. BERTHET fils, ancien négociant, à Auxerre.
 1891. BERTHIER Georges, banquier, rue Belle-Pierre, à Auxerre.
 1862. BERTIN, propriétaire, à Joigny.
 1873. BERTIN Charles-Auguste-Flavien, directeur d'assurances, à Auxerre.
 1890. BÉTHERY DE LABROSSE, sous-inspecteur des forêts, rue Basse-Perrière, à Auxerre.
 1876. BIARD, artiste-peintre, professeur de dessin au collège d'Auxerre.
 1837. BIDAULT, de l'Isle, membre du Conseil général de l'Yonne, 13, rue Taibout, à Paris.
 1867. BIGAULT Amédée, propriétaire, à Auxerre.
 1883. BLONDEL, chanoine titulaire au chapitre de Sens.
 1863. BOGARD (de), ancien conseiller de préfecture, à Auxerre.
 1891. BOISE Paul, propriétaire à Poulangis, canton de Châtel Gérard.
 1891. BONAPARTE (prince Roland), Cours la Reine, 22, à Paris.
 1891. BONDY (comte Lionel de), à Paris, rue des Mathurins, 51.
 1884. BONNEAU (L'abbé), curé de Ligny-le Châtel (Yonne).
 1849. BONNEVILLE, ancien conseiller de préfecture, à Auxerre.
 1891. BORNICHE, avoué à Auxerre.
 1887. BORNOT (Jules-Marc), notaire Montigny-la-Resle.

(1) Le signe * avant le nom indique les membres fondateurs; les chiffres placés en regard rappellent l'année de réception de chaque membre.

1885. BOUCHÉ Emile, ancien entrepreneur, à Auxerre.
1888. BOUCHÉ Paul, entrepreneur, rue Michel-Lepelletier, Auxerre.
1855. BOUCHER DE LA RUPELLE (comte Paul), ancien magistrat, 5, rue de l'Université, à Paris.
1891. BOUCHERON, docteur en médecine, rue Halévy, 14, à Paris.
1884. BOUDARD, docteur en médecine, membre du conseil général, à Vermenton.
1867. BOULLAY, conseiller à la cour de Paris, rue de Vaugirard, 48.
1885. BOUVIER (L'abbé), curé de Monéteau, près Auxerre.
1865. BREUILLARD, docteur en médecine, à Saint-Honoré-les-Bains (Nièvre).
1884. BRILLIÉ Paul, huissier, 6, avenue d'Italie, Paris.
1856. BRINGARD (baron), membre du conseil général de l'Yonne, 4, rue Castellane, à Paris.
1885. BUREAU (L'abbé), curé de Saint-Martin-sur-Ouanne.
1890. CAMBUZAT Alexandre, propriétaire, à Seignelay.
1884. CAMUS, ancien notaire, à Vermenton.
1843. CASIS, rédacteur en chef du journal *le Nouvelliste*, à Auxerre.
1877. CERNEAU-GOHAN, chef d'institution, à Auxerre.
1884. CHAILLEY BERT Joseph, docteur en droit, 12, avenue Carnot, à Paris.
1861. CHALLE Léon, intendant militaire, à Auxerre.
1861. CHALLE Paul, juge de paix, à Charny.
1882. CHANDENIER Félix, entrepreneur de travaux publics, 8, rue Morand, à Paris.
1889. CHANRON, directeur de l'Enregistrement et des Domaines, à Auxerre.
1870. CHANVIN aîné, ancien capitaine de la garde mobile, à Chablis.
1887. CHARDON (Alexandre), membre du Conseil général de l'Yonne, à Villeneuve-sur-Yonne.
1872. CHASTELLUX, (comte Henri de), à Chastellux (Yonne).
1892. CHAVARD fils, avocat, rue Thérèse, à Auxerre.
1893. CHÉREAU, membre du Conseil général de l'Yonne, à Serbonnes, et à Paris, rue d'Amsterdam, 79.
1884. CHEVILLOTTE, notaire, membre du conseil général, à Quarré-les-Tombes.
1890. Duc de CLERMONT-TONNERRE, au château d'Ancy-le-Franc.
1884. COSTE, docteur en médecine, président du conseil général, sénateur de l'Yonne, rue d'Assas, 17, à Paris, et à Saint-Julien-du-Sault.
1868. COTTEAU Edmond, ancien répartiteur des contributions directes, à Paris, 4, rue Sédaine, et à Châtel-Censoir.
1847. COTTEAU Gustave, ancien magistrat, correspondant de l'Institut, à Auxerre, et à Paris, 17, boulevard Saint-Germain.
1893. COUTURA fils, clerc de notaire, à Auxerre.
1893. COUVREUX, ingénieur, à Auxerre.
1884. DEGOIX, vétérinaire, membre du Conseil général, à Avallon.

1887. DEHERTOGH, chef de bataillon de l'infanterie territoriale, à Auxerre.
1873. DEJUST, ancien notaire, porte d'Egley, à Auxerre.
1883. DEJUST Camille, négociant, à Auxerre.
1877. DELALOGÉ, juge à Clamecy (Nièvre).
1891. DELBOSC, directeur des contributions directes, à Auxerre.
1868. DEMAY Charles, propriétaire, à Auxerre.
1869. DENORMANDIE Ernest, sénateur, 42, boulevard Malesherbes, à Paris.
1892. DENORMANDIE fils, avoué, 89, boulevard Hausmann, à Paris.
1883. DESNOYERS, rue des Saints-Pères, 81, à Paris.
1884. DICQUEMAR, inspecteur de l'assistance publique, à Avallon.
1857. DIONIS DES CARRIÈRES, docteur en médecine, à Auxerre.
1880. DISSON DE BAYE, propriétaire, à Sussey (Côte-d'Or) et à Autun.
1862. DONDENNE, architecte du département, à Auxerre.
1885. DROIN, juge suppléant au tribunal de commerce, à Paris, 50, boulevard de Courcelles.
1891. DROIN, docteur en médecine, à Tonnerre.
1886. DUBOIS Henri, industriel, à Pontigny.
1848. DUCHÉ Emile, docteur en médecine, membre du conseil général, à Ouaine.
1885. DUCHEMIN, ancien commissaire-priseur, à Auxerre.
1890. DUCHEMIN Joseph, négociant, rue du Temple, à Auxerre.
1885. DUPLAN, ancien négociant, à Paris, rue des Pyramides, 2.
1893. DUPONTEIL, secrétaire général de la préfecture de l'Yonne.
1891. DUPORT, maire de Ravières (Yonne).
1886. DURVILLE, ancien juge de paix, à Senan (Yonne).
1887. ÉCLUSE (de l'), négociant à Paris, rue Jouffroy, 94, et l'été au château de Villefargeau.
1876. ESNOU Paul-Simon, propriétaire à Auxerre.
1873. FALATEUF Oscar, avocat, 19, rue d'Antin, à Paris.
1876. FAUCHEREAU Ferdinand, libraire, à Auxerre, rue d'Egley.
1884. FÈNEUX Edouard, propriétaire, à Sens.
1885. FERNEL, négociant, à Paris, boulevard Saint-Germain, 13.
1878. FLAMARE (de), archiviste du département de la Nièvre, à Nevers.
1884. FLANDIN Etienne, député de l'Yonne, membre du Conseil général, à Cure, et à Paris, 96, boulevard Malesherbes.
1850. FLEUTELOT Henri, propriétaire, à Auxerre.
1884. FOLLIOT, membre du conseil général, maire de Chablis.
1874. FORESTIER, docteur en médecine, à Seignelay.
1889. FOUGEROLLE, ingénieur civil, à Auxerre.
1866. GALLOT Albert, imprimeur, à Auxerre.
1879. GAUCHERY, négociant, à Auxerre.
1885. GAUNÉ, juge au tribunal de la Seine, 27, rue de Rome, à Paris.
1892. GAUTHIER, professeur au lycée de Sens.
1877. GEMEAUX (Albert Loppin de), capitaine de l'armée territoriale, 1, route de Nangis, à Melun, et rue Belle-Pierre, 12, à Auxerre.
1876. GERMETTE Alfred, propriétaire, à Auxerre.

1884. GIRARDIN, fabricant de meubles, rue du Temple, à Auxerre.
 1884. GISLAIN DE BONTIN, au château de Bontin, commune des Ormes (Yonne).
 1891. GODEAU, propriétaire au château de Saint-Georges, par Bléneau, et boulevard des Invalides, 42, à Paris.
 1891. GOULART Louis, négociant, rue de la Roquette, 35, à Paris.
 1858. GRENET, docteur en médecine, à Joigny.
 1889. GUÉRIN, propriétaire à Égriselles-le-Bocage.
 1884. GUICHARD Jules, sénateur de l'Yonne, à la Chapelle-sur-Oreuse, et à Paris, quai de Billy, 34.
 1884. GUILLIET père, propriétaire, rue Chante-Pinot, à Auxerre.
 1893. GUILLEMAIN Eugène, instituteur-adjoint, à Auxerre, rue des Rosoirs, 6.
 1872. GUILLON Adolphe-Irénée, artiste peintre, à Paris, 14, boulevard Clichy, et l'été à Vézelay.
 1884. GUIMARD, notaire, rue Belle-Pierre, à Auxerre.
 1891. GUIMARD Victor, instituteur, à Courlon.
 1863. GUINOT, docteur en médecine, à Lézennes.
 1890. GUYARD père, propriétaire, à Auxerre.
 1890. GUYARD fils, à Auxerre.
 1874. HERMELIN Camille, à Saint-Florentin.
 1891. HORSON (l'abbé), curé de Cheny.
 1892. HURLAUT, inspecteur des mines, à Auxerre.
 1886. JACQUINET Charles, ancien pharmacien, à Tonnerre.
 1892. JALUZOT, député de la Nièvre, aux magasins du Printemps, à Paris.
 1891. JAUFFRET, propriétaire à Montmercy, commune de Saint-Georges, près Auxerre.
 1872. JAVAL, docteur en médecine, ancien député de l'Yonne, à Paris, 58, rue de Grenelle-Saint-Germain.
 1865. JOBERT Eugène, propriétaire, à Arces.
 1889. JOBIN (l'abbé), rue du Docteur-Chaussier, à Dijon (Côte-d'Or).
 1865. JOLY Charles, receveur municipal, à Auxerre.
 1865. JOLY (l'abbé Florimond), à Ligny-le-Châtel.
 1878. JOSSIER Albert, préfet, à Tarbes (Hautes-Pyrénées).
 1893. KIELMANN, ancien négociant, à Auxerre, rue Dampierre.
 1892. KONARSKI, conseiller de préfecture, à Bar-le-Duc.
 1883. LA BRULERIE (de), contrôleur des contributions, à Joigny.
 1890. LALLEMAND, greffier du tribunal civil, faubourg Saint-Martin-les-Saint-Marien, à Auxerre.
 1890. LA LOGE (de) Edmond, avocat à la cour d'Appel de Paris, et à Magny-sur-Yonne (Yonne).
 1888. LA LOGE (de) père, rue de l'Université, 8, à Paris, l'été à Magny.
 1885. LAMBERT, avocat, à Auxerre.
 1849. LAMBERT, procureur de la République, à Sainte-Menehould.
 1891. LANGIN, docteur en médecine, à Noyers-sur-Serein.
 1886. LANIER Clément, ancien libraire, à Auxerre.

1858. LASNIER, inspecteur des écoles primaires, en retraite, à Auxerre.
1883. LAVOLLÉE, ancien juge de paix, à Toucy.
1872. LEBLANC-DUVERNOY Paul, à Auxerre.
1883. LECLAIR Maurice, négociant, à Auxerre.
1883. LECLERC DE FOUROLLES, ancien magistrat, rue des Maçons, à Auxerre.
1880. LEFRANC, notaire, à Châtel-Censoir.
1878. LEGUEUX, propriétaire, à Auxerre.
1889. LEMOINE, ingénieur des ponts et chaussées, 76, rue d'Assas, à Paris.
1884. LERICHIE, docteur en médecine, à Joigny.
1893. LESIRE, professeur au collège, à Auxerre.
1893. LE TEINTURIER, secrétaire particulier du préfet des Alpes-Maritimes, à Nice.
1882. LETHIER, ingénieur en chef du département, à Auxerre.
1893. LOISEAU, notaire, à Auxerre.
1891. LORDEREAU (le docteur), membre du conseil général, à Saint-Florentin.
1882. LORIFERNE, pharmacien, à Sens.
1847. LORIN Emile, ancien maire de la ville d'Auxerre, à Chevannes.
1884. LOUP Henri, maire de Bussey-en-Othe, député de l'Yonne, membre du Conseil général.
1888. MAËS Georges, manufacturier à Clichy, 15, rue du Réservoir et l'été à Villeneuve-Saint-Salves.
1880. MAILLET, photographe, à Auxerre.
1884. MAISON, propriétaire à Châtel-Censoir.
1878. MANIFACIER Victor, négociant, à Auxerre.
1875. MARIE, ancien magistrat, à Auxerre et à Paris, 100, rue de Rennes.
1877. MARIOTTE, ingénieur civil, à Paris, 5, rue de Navarre.
1861. MARQUOT, curé de Tanlay (Yonne).
1880. MARTIN DE CHANTELOUP, conseiller honoraire, président du Conseil général de la Nièvre, à Auxerre.
1880. MARTINOT Alfred, naturaliste chamoiseur, à Auxerre.
1865. MASSOT, avocat, ancien membre du Conseil général de l'Yonne, ancien maire d'Auxerre, à Auxerre.
1882. MERLE, propriétaire au château de Guilbaudon, près Seignelay.
1885. MERSIER, président de chambre, rue d'Aumale, 19, à Paris.
1887. MEURGÈ (Albert), avocat à la Cour de Paris, 14, rue Cardinal Lemoine.
1887. MIGNARD, receveur de l'asile départemental, à Auxerre.
1861. MIGNOT fils, ancien négociant, à Charbuy.
1893. MILLOT, manufacturier, à l'Isle-sous-Montréal.
1885. MOÏSET Charles, propriétaire, à Saint Florentin.
1878. MOLARD Francis, archiviste du département, bibliothécaire-archiviste de la ville, à Auxerre.
1857. MONCEAUX Henri, pharmacien, à Auxerre.

1885. MONCEAUX Paul, docteur ès-lettres, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand, 96, rue de Rennes, à Paris.
1873. MOREAU, architecte voyer de la ville d'Auxerre.
1874. MOREAU Emile (docteur), naturaliste, 7, rue du 29 Juillet, à Paris.
1884. MOREAU, cultivateur, à Branches (Yonne).
1873. MORILLON (Gaspard de), propriétaire, à l'Isle-sur-Serein, et à Paris, boulevard Raspail, 148.
1883. MORIO Alexandre, propriétaire, à Avallon.
1861. MUNIER, ancien principal du collège, à Auxerre.
1893. NANSOUTY (Mlle de) au château d'Orcies, près les Laumes (Côte-d'Or).
1877. OSMONT D'AMILLY, architecte, à Auxerre.
1878. PALLIER Emile, propriétaire, à Châtel-Censoir.
1889. PARAT (L'abbé). curé de Précy-le-Sec (Yonne).
1893. PARMENTIER, percepteur, à Auxerre.
1881. PARQUIN Léon, ancien négociant, à Auxerre.
1886. PARRY, ancien notaire à Auxerre.
- 18 3. PARRETTE père, propriétaire, à Auxerre.
1855. PERRIQUET Eugène, avocat à Auxerre.
1864. PERON, intendant militaire, à Châlons-sur-Marne.
1884. PÉROUSE, ingénieur, 50, quai de Billy, à Paris.
1858. PETIT Ernest, membre du Conseil général de l'Yonne, à Vausse, près Châtel-Gérard, et à Paris, rue du Bellay, 8.
1871. PETIT Eugène, docteur en médecine, membre du Conseil général et maire, à Pont-sur-Yonne.
1884. PETIT Paul, négociant, à Auxerre, rue du Poncelot.
1890. PETIT Théodore, professeur à l'école de La Brosse, près Auxerre.
1893. PETIT, architecte, à Auxerre, rue Philibert Roux.
1893. PEYRANNE, ancien percepteur, rue Gérot, à Auxerre.
1886. PEYROUX (Vicomte du), propriétaire à Maligny, et à Paris, 24, rue Saint-Dominique.
1885. PHILIPPART, artiste peintre, à Auxerre, boulevard Vauban.
1853. PIÉTRESSON, ancien notaire, à Auxerre.
1885. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN Pierre, professeur au lycée de Dijon (Côte-d'Or).
1884. PIGNON, avocat, à Paris, 85, rue Talbott.
1887. PINARD (Gustave), propriétaire, à Auxerre.
1869. POITOU (l'abbé), curé de Flogny.
1861. POPULUS, docteur en médecine, à Coulanges-la-Vineuse.
1885. POTHERAT Edme, propriétaire à Rouvray.
1883. POTHERAT, docteur en médecine, à Paris, rue Barbey de Jouy, 35.
1847. POUBEAU, ancien pharmacien, à Auxerre, rue de la Liberté.
1880. PRUDOT, fils, avoué, à Avallon.
1879. QUILLOT Camille, docteur en médecine, membre du conseil général, à Frangey, près Lézennes.
1869. RABÉ Félix, docteur en médecine, à Maligny.
1893. RAINCOURT (de), membre du Conseil général, à Chéroy (Yonne).

1885. **RAOUL**, propriétaire à Auxerre.
1891. **RAOUL**, conducteur des ponts-et chaussées, à Auxerre.
1852. **RAVIN** Eugène, ancien pharmacien à Auxerre.
1866. **RÉTIF**, ancien vice-président du tribunal civil, à Auxerre.
1888. **RIBAIN**, avocat, rue Dampierre, Auxerre.
1887. **RIBIÈRE** (Marcel), membre du Conseil général de l'Yonne, à Auxerre, et à Paris, 14, avenue du Trocadéro.
1857. **RICHARD** Ulysse, ancien greffier, à Auxerre, rue Cochois, 25.
1880. **RICHARD** fils, receveur d'enregistrement, à Joigny.
1898. **ROBIN**, architecte, à Château Chinon (Nièvre).
1891. **ROBLOT**, architecte, président de la société archéologique de Sens.
1861. **ROCHÉ** Louis, docteur en médecine, à Toucy.
1888. **ROCHÉ** Léon, docteur en médecine, à Châtel-Censoir.
1859. **ROGHECHOUART** (comte de), propriétaire au château de Vallery, et 5, cité Vanneau, à Paris.
1886. **RODIER** Félix-Adrien, instituteur public au Mont-Saint Sulpice.
1873. **ROUILLÉ** Georges, banquier, à Auxerre.
1888. **ROUMET**, notaire, à Auxerre.
1862. **ROUX** Anatole, propriétaire à Paris, 3, rue Andrieux.
1870. **ROUX**, architecte, à Auxerre.
1893. **ROY**, docteur en médecine, à Laferté-Louptière (Yonne).
1855. **SALMON**, avocat, à Paris, 29, rue Lepeletier.
1874. **SAINTÉ-ANNE** (Albert de), à Champvallon, par Joigny et à Paris, rue Richepanse, 9.
1887. **SAULNIER**, membre du Conseil général de l'Yonne, à Bassou, et à Paris, 46, rue de la Rapée.
1885. **SOMMET** Jules, instituteur en retraite, à Vézelay.
1885. **SURUGUES**, agent-voyer en chef du département, à Auxerre.
1887. **SUSINI**, directeur de la Compagnie des Eaux de Calais, à Calais, et à Auxerre, 6, rue de la Tournelle.
1856. **TAMBOUR** Ernest, ancien secrétaire général de la préfecture de la Seine, à Paris, 7, rue Scribe.
1884. **TANLAY** (de), membre du conseil général de l'Yonne, à Tanlay.
1850. **TARTOIS**, ancien directeur de mines, à Senan, près Aillant.
1889. **THIERRY** Edmond, docteur en médecine, à Noyers-sur-Serein (Yonne).
1891. **THIERRY** Maurice, docteur en médecine, à Ancy-le-Franc.
1892. **THIERRY** Emile, directeur de la ferme-école de Labrosse, près Auxerre.
1876. **TISSIER**, imprimeur, à Joigny.
1891. **TOUTÉE**, juge au tribunal de la Seine, membre du conseil général de l'Yonne, à Paris, avenue des Champs-Élysées, 152.
1891. **LA TRÉMOILLE** (le duc Louis de), avenue Gabrielle, 4, à Paris.
1891. **TRYON** MONTALAMBERT (comte de), membre du conseil général de l'Yonne, à la Ferté par Charny.
1887. **UMILTA**, caissier de banque, à Auxerre.

- 1884. VIAL Paul, ancien magistrat, à Béon, près Joigny.
- 1888. VIAL Georges, lieutenant colonel du génie, en retraite, rue de Rennes, 106, à Paris,
- 1886. VIAULT, propriétaire, à Chablis.
- 1890. VIAULT, instituteur en retraite, à Saint-Georges, près Auxerre.
- 1892. VINCENT Emile, au château de Montfort, par Montigny-la-Resle.
- 1892. VILLETARD DE LA GUÉRIE, professeur d'histoire, à Auxerre.

MEMBRES LIBRES

- 1850. BILLEAU, ancien instituteur, à Villiers-Saint-Benoît.
- 1857. MEUNIER, sculpteur, à Vézelay.
- 1885. RICORDEAU (l'abbé), à Vézelay.

MEMBRES CORRESPONDANTS (1)

- 1861. BARRANGER, (l'abbé), curé de Villeneuve-le-Roi-s-Seine (S.-et-O.)
- 1870. BAUDIOT, notaire, à Mâcon.
- 1866. BELTRÉMIEUX Edouard, conservateur du musée de La Rochelle.
- 1855. BÉNARD, directeur des contributions directes, à Coutances.
- 1861. BERTHERAND, docteur en médecine, à Alger.
- 1870. BERTHUEL Jean-Baptiste, pasteur, à Arbois (Jura).
- 1879. BERTRAND Arthur, ancien conseiller de préfecture, au Mans.
- 1868. *BIOCHE, avocat à la cour d'appel, à Paris, rue de Rennes, 58.
- 1856. BULLIOT Gabriel, à Autun (Saône-et-Loire).
- 1877. CACHARD (de), professeur à Bruxelles (Belgique).
- 1867. CAILLETET, pharmacien, à Charleville (Ardennes).
- 1882. CAMUS, inspecteur primaire, à Amiens.
- 1887. CARON (Emile-Jean-Louis), vice-président de la Société de numismatique, à Paris, 40, boulevard Haussmann.
- 1886. *CHANGARNIER, conservateur du musée de Beaune (Côte-d'Or).
- 1887. *CHASTELET (Antoine), propriétaire à Paris, 41, rue Cherche-Midi.
- 1865. CHATEAU, conducteur des ponts et chaussées, à Bathoum (Asie-Mineure).
- 1861. CONSTANT-REBECQUE (de), à Poligny (Jura).
- 1873. COUROT, président de chambre au tribunal de la Seine, à Paris, rue de Médicis, 13.
- 1879. CROIZIER (le marquis de), président de la Société Indo-Chinoise, à Paris.
- 1885. CUISSARD, professeur, à Orléans.
- 1857. DANTIN, colonel en retraite.
- 1863. DAVOUT (le général), duc d'Auerstaedt, inspecteur des armées, à Paris.
- 1874. DEFRANCE Gustave, chef de bureau à la préfecture de la Seine.

(1) Le signe * avant le nom indique les membres correspondants qui reçoivent le Bulletin et paient une cotisation annuelle de six francs. Les membres qui désirent recevoir le Bulletin doivent adresser cette cotisation à M. le Trésorier avant le 1^{er} mars de chaque année.

1887. *DIENNE Louis-Edouard, (comte de) propriétaire à Kasideroque, par Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne.)
1866. DOUCET Camille, membre de l'Académie française, à Paris.
1888. *DUBOIS Charles, professeur de mathématiques au collège de Beaune.
1887. *DUBOIS, avocat, 60, rue de Rome, à Paris.
1863. FRANCHET, naturaliste, attaché au Muséum de Paris.
1849. FRÉMY Charles, docteur en médecine, à Paris, rue de Berlin, 9.
1847. GARNIER, archiviste du département, à Dijon.
1886. *GASCARD, professeur d'histoire au lycée de Marseille.
1852. GAUDRY Albert, membre de l'Institut, professeur au Muséum, à Paris.
1882. GAUGUET Elie, homme de lettres, 36, rue de Seine, à Paris.
1869. *GAUTHIER, professeur au lycée de Vanves, près Paris, rue du Lycée, 17.
- 1893 *GAUTHIER, instituteur, à Saint-Martin d'Heuille (Nièvre).
1871. *GILLET, inspecteur honoraire des écoles primaires, à Clamecy.
1872. GIRAUT, médecin à l'asile des aliénés de Quatre-Marres, près Rouen.
1880. *GUERNE (baron de), naturaliste, à Paris, rue de Tournon, 6.
1868. *GUÉRIN DE VAUX Rolland, ancien magistrat, à Paris, 54, rue Bonaparte.
1872. *HABERT, ancien notaire, à Reims.
1872. JARRY, recteur de l'Académie, à Rennes.
1870. JOLY Henri, professeur à la Faculté des lettres, à Paris.
1862. JOUAN Arsène, propriétaire, à Avigneau, près Escamps.
1889. LARRAZET, géologue, à Paris.
1872. LEBLANC-DUVERNOY Eugène, juge à Paris.
1885. *LECHEVALLIER, libraire, à Paris, 39, quai des Grands-Augustins.
1887. LIPPERT (le docteur), à Dresde (Saxe).
1867. LORET-VILLETTE, pharmacien à Sedan (Ardennes).
1866. *LORIOI (Perceval de) Charles-Louis, géologue, à Frontenex, par Genève (Suisse).
1863. MABILE, professeur à Paris.
1893. MILLOT, fabricant de ciments, à Paris, 6, rue de Lesdiguière.
1883. MOREAU, agent de change honoraire, à Fère-en-Tardenois (Aisne).
- 1893 *MUNIER-CHALMAS, professeur de géologie à la Faculté des Sciences, à Paris.
1872. PAPAREL, percepteur, à Mende (Lozère).
1887. PASSEPONT, professeur à l'école des Arts décoratifs à Saint-Etienne (Loire).
1880. PEYNOT Emile-Edmond, statuaire, à Paris, 89, rue Denfert-Rochereau.
1877. PINEL, propriétaire, à Gonesse (Seine-et-Oise).
1874. *POTIER, membre de l'Institut, à Paris, 89, boulevard Saint-Michel.
1884. *POULAIN, préfet honoraire des études, rue de Musset, 13, à Paris.
1892. PROU, attaché au cabinet des médailles de la bibliothèque nationale, à Paris.

1883. RANCE, ancien professeur de théologie, à Aix.
 1852. RAULIN Victor, ancien professeur de géologie, à Montfaucon-d'Argonne (Meuse).
 1873. RIVIÈRE Emile, docteur-médecin, rue de Lille, 50, à Paris.
 1868. SAPORTA (comte de), géologue, à Aix.
 1892. SAUVAGE, directeur de la station aquicole, à Boulogne-sur-Mer.
 1861. SERVAIS, directeur des contributions indirectes, à Mâcon.
 1887. SIMONNET-RÉVOL, propriétaire, à Semur (Côte-d'Or).
 1860. SOLAND (Aimé de), 32, rue de l'Hôpital, à Angers.
 1878. UZANNE Octave, homme de lettres, 38, boulevard Saint-Germain, à Paris.
 1878. UZANNE Joseph, homme de lettres, 17, quai Voltaire, à Paris.
 1870. VILLETARD DE LAGUÉRIE, substitut du procureur général, à Paris.
 1879. VOSSION Louis, consul de France à New-York.

MEMBRES DÉCÉDÉS PENDANT L'ANNÉE 1893

1885. BARAT Albert, ancien notaire, à Auxerre, rue Valentin.
 1888. BAZIN, propriétaire à Fumerault.
 1859. BOUCHERON, agent-voyer chef en retraite, à Joigny.
 1879. CHATEAUVIEUX (Henri de), membre du Conseil général, à Blannay (Yonne).
 1877. DELEBECQUE (le général), au château de Vincelles.
 1874. ESMELIN, notaire honoraire, à Auxerre.
 1856. FROMENTEL (de), docteur en médecine, à Gray (Haute-Saône).
 1872. HATIN Eugène, homme de lettres, à Besançon.
 1847. HERMELIN, docteur en droit, ancien juge de paix à Saint-Florentin.
 1874. LABRUNE, architecte, à Auxerre.
 1865. LAURENT, inspecteur des écoles primaires, en retraite, à Joigny.
 1878. LIMOSIN, notaire honoraire, à Auxerre.
 1867. SOUFFLOT Jules, ancien administrateur des messageries nationales, à Herblay (Seine-et-Oise).

QUATRIÈME PARTIE

I.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE XLVII^e VOLUME, 17^e DE LA III^e SÉRIE.

- Actes de saint Savinien, I, 271.
 Adresse des élèves du Collège d'Auxerre à la Convention, I, 19.
 Ambassadeur ottoman à Auxerre, I, 429.
 Annoux (Seigneurs d'), I, 297.
 Arrêts criminels du Parlement de Paris, I, 593.
 Auger (Hippolyte), romancier et dramaturge auxerrois, I, 541.
 Auxerre (Procès-verbaux de l'administration municipale pendant la Révolution), I, 59.
 Balme, principal du Collège d'Auxerre, I, 18, 22, 190.
 Baudenet (Xavier), élu membre de la Société, III, XLVII.
 Bénédictins (Leur expulsion du Collège d'Auxerre), I, 16.
 Bourgoïn aîné, maire d'Auxerre, I, 336.
 Bureau (Renouvellement du), III, xxx.
 Cadroy, représentant du peuple, I, 340.
 Casis (André), élu membre de la Société, III, XLIII.
 Chapelle Sainte-Mathie, à Auxerre, I, 339.
 Cheny (Histoire de), I, 309.
 Cheréau, élu membre de la Société, III, 3.
 Claude (Mort de M. Victor), III, 3.
 Colbert, seigneur de Cheny, I, 328.
 Collège royal militaire d'Auxerre, I, 5, 60.
 Collège national, I, 141 ; sa réorganisation, 179.
 Comptes et budget de la Société, III, VII.
 Concile d'Héry, III, xxx.
 Congrès de Besançon et de Lausanne, II, 47.
 Congrès des Sociétés savantes. Programme de 1894, III, xxxvii.
 Conservateur du Musée, II, 2, III, 2.
 Cormon (Jacques-Louis-Barthélemy), I, 53.
 Coutura (Louis), élu membre de la Société, III, 3.
 Couvents d'Auxerre pendant la Révolution, I, 63.
 Culte. Son exercice à Auxerre, I, 63, 145, 157, 162, 492.
 Culte théophilantropique, I, 469, 473.
 Cussy-le-Châtel (Seigneurs de), I, 298.
 Delebecque (Mort du général), membre de la Société, III, xiii.

- Deport, élu membre de la Société, III, LVI.
Desmaisons, I, 190.
Diplômes carolingiens, I, 504.
Duponteil, élu membre de la Société, III, LVIII.
Ecoles Saint-Charles, I, 61.
Economie politique (Enseignement de l'), III, ix.
Esmelin (Mort de M.), membre de la Société, III, XVIII.
Esparcieux, élu membre de la Société, III, XXII.
Fourier (Joseph), I, 190, 196.
Gautherot, peintre, I, 190.
Gauthier, élu membre correspondant, III, XLIII.
Grotte du Mammouth à Saint-Moré (La), II, 75.
Grottes du Muet et du Larron, II, 17.
Guénot, maire d'Auxerre, I, 131, 335.
Guillemardet, représentant du peuple, I, 94, 148.
Hannicques, seigneurs de Cheny, I, 325.
Guillemin Eugène, élu membre de la Société, III, XLVII.
Hermelin (Mort de M.), membre de la Société, III, XIII.
Hospices de l'armée d'Italie, I, 251.
Housset, administrateur du département, I, 184.
Ichneumons parasites, III, XXIX.
Ichtyosaure de Sainte-Colombe, II, 35.
Iconographie de l'Yonne, III, XLV.
Kielhmann, élu membre de la Société, III, 3.
La Loge d'Ausson (Thierry-Jacques de), élu membre titulaire, III, XLVII.
La Rivière, seigneurs de Seignelay et Cheny, I, 325.
Le Maistre (Rodolphe), médecin, né à Tonnerre, I, 23.
Lepelletier (Buste de), I, 181.
Lesire (Raoul-Jules), élu membre de la Société, III, XVII.
Le Teinturier, élu membre de la Société, III, LVIII.
Loiseau, élu membre de la Société, III, XXII.
Louis II de Châlon, comte de Tonnerre (Mort de), I, 244.
Mailhe, représentant du peuple, I, 176, 186.
Marie d'Avigneau (L'abbé), I, 68.
Maure, représentant du peuple, I, 115, 161, 178, 192.
Membres du bureau, III, 2.
Membres de la Société décédés pendant l'année, III, LXXXV.
Menhir d'Egriselles, II, 43.
Milliaux fils, élu membre de la Société, III, IV.
Millot, élu membre de la Société, III, LVIII.
Monnaies (Pièces de) trouvées à Aisy-sur-Armançon, III, XLV.
Monnaies mérovingiennes, III, VIII.
Montelx, membre de la municipalité, I, 147.
Morio (Alexandre), élu membre de la Société, III, XLIII.
Munier-Chalmas, élu membre correspondant III, XLVII.
Mypotame coypou, II, 13.
Nansouty (Mlle de), élue membre de la Société, III, 3.
Octroi d'Auxerre. Son établissement, I, 499.

- Origine des noms et prénoms en France, I, 33.
 Paradis (Edme-Pierre), chirurgien à Auxerre, I, 65, 78, 123.
 Paradis, député, I, 340.
 Perrette, élu membre de la Société, III, 3.
 Petit (Emile), élu membre de la Société, III, xvii.
 Peyranne, élu membre de la Société, III, viii.
 Piestre (Notice sur Jean-Louis), I, 51.
 Piestre (Pierre-Etienne), dit Eugène Cormon, I, 56.
 Piestre (Fernand-Anne), dit Cormon, artiste peintre à Paris, I, 57.
 Plan d'éducation des élèves du Collège militaire d'Auxerre, I, 8.
 Poissons du Lias de l'Yonne, II, 23.
 Potherat (docteur), élu membre titulaire, III, xxiv.
 Poubeau, élu vice-président honoraire, III, xxv.
 Précý, représentant du peuple, I, 202, 204.
 Prix Crochot, III, Li.
 Raincourt (de), élu membre de la Société, III, 3.
 Robin (Emile), élu membre de la Société, III, viii.
 Robinet, maire d'Auxerre, I, 60.
 Rosman (dom), I, 14, 20, 90, 1641.
 Roy (docteur), élu membre titulaire, III, xxxiv.
 Saint-Aubin (L'abbé Jean de), I, 247.
 Saint-Florentin souterrain, I, 265.
 Saint-Louis en Bourgogne, I, 576.
 Simon Boyer, I, 191, 232, 336.
 Sociétés politiques, I, 431, 441.
 Société populaire d'Auxerre, I, 128, 133, 148, 172, 228.
 Sociétés savantes (Réunion à la Sorbonne des), II, 3.
 Soufflot, Pierre-Jules (Mort de M.), III, lviii.
 Surreau (Les), originaires de Sens, III, xxvi.
 Therriat (Famille), III, xxv.
 Tour de l'horloge, III, xvii, xix.
 Turreau de Linières, représentant du peuple, I, 252.
 Vezon (Famille de), I, 289.
 Villetard, représentant du peuple, I, 75.
 Villetard de Laguerie, élu membre de la Société, III, 3.
 Vitraux de l'église de Saint-Bris, III, xviii.

II

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

DES MÉMOIRES CONTENUS DANS LE XLVII^e VOLUME, XVII^e DE LA 3^e SÉRIE.

I. — *Sciences Historiques.*

- X. BAUDENET. — Notice sur la famille de Vezon, I, 289.
 H. BOUVIER. — Réponse à l'abbé Duchesne touchant la date de composition des Actes de saint Savinien, I, 271.

Ch. DEMAY. — Les Procès-Verbaux de l'administration municipale de la ville d'Auxerre pendant la Révolution, I, 59 et 335.

DIONIS DES CARRIÈRES. — Un Opuscule de Rodolphe Le Maistre, médecin du Roi, né à Tonnerre, I, 22.

E. DUCHÉ. — Rapport médical sur la situation des hospices de la division de droite de l'armée d'Italie, fait en l'an III de la République par Bourdois de Lamotte, Médecin en chef de la Commission de secours, I, 251.

F. FAUCHEREAU. — Notice biographique sur Jean-Louis Piestre, I, 51.

HORSON. — Notice historique sur Cheny, I, 309.

Ch. MOISET. — Le Collège royal militaire d'Auxerre, I, 5.

Ch. MOISET. — Essai sur l'origine des noms et prénoms en France et particulièrement dans la région de l'Yonne, I, 33.

Ch. MOISET. — Saint-Florentin souterrain, I, 265.

Fr. MOLARD. — Notice sur l'abbé Jean de Saint-Aubin, I, 241.

Fr. MOLARD. — Rapport sur une collection de copies d'arrêts criminels du Parlement de Paris offerte à la Société par M. le comte de Chastellux (1539-1545), I, 593.

F. MOLARD. — Hippolyte Auger, romancier et dramaturge auxerrois, I, 541.

H. MONCEAUX. — Bulletin bibliographique, III, VIII, XIV, XXV, XXXII, LI, LVIII.

E. PETIT. — Mort de Louis II de Châlon, I, 244.

E. PETIT. — Saint Louis en Bourgogne et principalement dans les contrées de l'Yonne, I, 576.

A. ROSEROT. — Diplômes originaux des Archives de la Haute-Marne, I, 503.

II. — *Sciences naturelles.*

G. COTTEAU. — Les délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne. Session de 1873, II, 2.

G. COTTEAU. — Le Congrès de l'Association française à Besançon. La réunion de la Société helvétique des Sciences naturelles à Lausanne, II, 47.

A. GAUDRY. — L'Ichtyosaure de Sainte-Colombe (*Ichthyosaurus Burkundia*), II, 35.

G. GUÉRIN. — Le Menhir d'Egriselles-le-Bocage, II, 43.

L'abbé PARAT. — Note sur les Grottes du Muet et du Larron, près Saint-Moré, II, 17.

L'abbé PARAT. — La Grotte du Mammouth, à Saint-Moré, II, 75.

F. RABÉ. — Le Myopotame Coypou (rat des rivières et des fleuves), II, 13.

SAUVAGE. — Recherches sur les Poissons du Lias supérieur de l'Yonne. Zone à ciment de Vassy, II, 23.

III

TABLE DES MÉMOIRES

CONTENUS DANS LE XLVII^e VOLUME, XVII^e DE LA 3^e SÉRIE.I. — *Sciences historiques.*

Le Collège royal militaire d'Auxerre, par M. Ch. Moiset, I, 5.

Un Opuscule de Rodolphe Le Maistre, médecin du roi, né à Tonnerre, par M. le Dr Dionis des Carrières, I, 22.

Essai sur l'origine des Noms et Prénoms en France et particulièrement dans la région de l'Yonne, par M. Charles Moiset, I, 33.

Notice bibliographique sur Jean-Louis Piestre, par M. F. Fauchereau, I, 51.

Les Procès-Verbaux de l'administration municipale de la ville d'Auxerre pendant la Révolution, par M. Ch. Demay, I, 59 et 339.

Mort de Louis II de Châlon, comte de Tonnerre, par M. E. Petit, I, 244.

Notice sur l'abbé Jean de Saint-Aubin, par M. F. Molard, I, 246.

Rapport médical sur la situation des Hospices de la division de droite de l'armée d'Italie fait en l'an III de la République, par Bourdois de Lamotte, médecin en chef à la commission de secours, I, 251.

Saint-Florentin souterrain, par M. Ch. Moiset, I, 265.

Réponse à M. l'abbé Duchesne touchant la date de composition des Actes de saint Savinien, par M. l'abbé H. Bouvier, I, 271.

Notice sur la famille de Vezon, par M. X. Baudenet, I, 289.

Notice historique sur Cheny, par M. l'abbé Horson, curé de Cheny, I, 309.

Diplômes carolingiens originaux des Archives de la Haute-Marne, par M. Alphonse Roserot, I, 500.

Hippolyte Auger, romancier, dramaturge auxerrois, par M. F. Molard, I, 541.

Saint-Louis en Bourgogne et principalement dans les contrées de l'Yonne, par M. E. Petit, I, 576.

Rapport sur une collection de copies d'Arrêts criminels du Parlement de Paris offerte à la Société par M. le comte de Chastellux (1539-1545), par M. F. Molard, I, 593.

II. — *Sciences naturelles.*

Les Délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne, session de 1893, par M. G. Cotteau, II, 3.

Le Myopotame Coypou, rat des rivières et des fleuves, par M. le Dr Rabé, II, 13.

Note sur les Grottes du Muet et du Larron, par M. l'abbé Parat, II, 17.

Recherches sur les Poissons du Lias supérieur de l'Yonne, zone à ciment de Vassy, par M. Sauvage, II, 23.

L'Ichthyosaure de Sainte-Colombe (*Ichtyosaurus Burgundiae*), par M. Albert Gaudry, membre de l'Institut, II, 35.

Le Menhir d'Egriselles-le-Bocage, par M. G. Guérin, II, 43.

Le Congrès de l'Association française à Besançon. La réunion de la Société helvétique des Sciences naturelles à Lausanne, par M. G. Cotteau, II, 47.

La Grotte du Mammouth à Saint-Moré, par M. l'abbé Parat, curé de Précy-le-Sec, II, 75.

INDEX POUR LE CLASSEMENT DES PLANCHES

Sciences historiques.

- Pl. I. — Ancien Plan de la maison de campagne du collège d'Auxere à Saint-Georges, près Auxerre, p. 64.
- Pl. II et III. — Diplômes carolingiens, I, p. 539.
- Pl. IV. — Armes de la famille de Vezon, I, p. 308.
- Pl. V. — Plan de Cheny, I, p. 334.

Sciences naturelles.

- Pl. I. — *Leptolepis affinis et antissiodorensis*, II, p. 34.
- Pl. II. — *Pholydophorus Grandryi*, p. 34.
- Pl. III. — *Ichthyosaurus Burgundia*, p. 41.
- Pl. IV. — Grotte du Mammouth, coupes longitudinales, I, p. 102.
- — — — coupes transversales, I, p. 102.
- Pl. VI et VII. — — — objets trouvés, I, p. 102.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06829 3805

